



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

~~Ponchel~~

~~Submittal~~
12/1

23.11.2012 20:12 2012-1

GLOSSAIRE

DU DROIT FRANCOIS,

CONTENANT L'EXPLICATION

DES MOTS DIFFICILES

QUI SE TROUVENT

DANS LES ORDONNANCES DE NOS ROYS,

DANS LES COUSTUMES DU ROYAUME,

DANS LES ANCIENS ARRESTS ET LES ANCIENS TITRES.

Donné cy-devant au Public sous le nom d'INDICE DES DROITS ROYAUX
ET SEIGNEURIAUX, par M. FRANÇOIS RAGUEAU, Lieutenant
du Bailliage de Berry, au Siege de Mehun; & Docteur Regent en Droit
en l'Université de Bourges.

*Revu, corrigé, augmenté de Mots & de Notes, & remis dans un meilleur
ordre par M. EUSEBE DE LAURIERE,
Avocat au Parlement.*

TOME, PREMIER.

Bonne

édition.

A PARIS, RUE S. JACQUES,

Chez JEAN ET MICHEL GUIGNARD, devant la Ruë du Plâtre,
à l'Image Saint Jean.

M. D. CC. IV.

AVEC PRIVILEGE DU ROT.



A V E R T I S S E M E N T.

VOIQUE l'Indice de M. Ragueau soit plein d'érudition, il n'y a néanmoins personne au Palais qui ne sçache par experience, qu'il y a obmis un grand nombre de termes du Droit François, qui devoient être expliquez, & qu'il en a indiqué quelques-uns dont il a avoué luy-même que la signification ne luy étoit pas connue. Afin qu'on ne m'impute pas d'avoir voulu diminuer la réputation d'un Auteur si celebre, je suis obligé de rapporter le jugement qu'en a fait M. Galland *Ce Personage ingenu, n'a eu d'autre guide en l'explication de ces Droits, que les Coûtumes souvent obscures. C'est pourquoy il a souvent choppé, & est demeuré flotent, &c.*

Dans son
Traité du
Franc aleu,
page 80.

Il me parut qu'il seroit utile de perfectionner un tel Ouvrage. Ayant donc pris il y a long-temps la resolution d'y donner mes soins; je lûs dans cette vûe les Observations & les Commentaires qui ont été faits sur les Ordonnances de nos Roys & sur nos Courumes. Je parcourus les Historiens tant Latins que François, & les Titres imprimez; je conferay les Loix étrangères avec les nôtres: & pendant que j'étois ainsi occupé, Monsieur le President de Lamoignon, qui aime à faire part au Public de ce qu'il a de plus rare, me fit la grace de me communiquer des Additions de M. Galland, & un de mes Amis m'en donna de M. Mornac, qui sont les unes & les autres tres-curieuses.

AVERTISSEMENT.

Après un assez long travail , je me trouvay sur le point de donner une nouvelle édition de cet Indice plus ample que les précédentes ; mais elle fut heureusement retardée par la facilité que j'eus de l'augmenter encore : car depuis quelques années ayant été obligé pour un autre Ouvrage de lire dans les Dépôts publics un nombre infiny de Chartes , j'y ay recherché en même temps ce qui pouvoit servir à mon premier dessein , & j'y ay trouvé la signification de plusieurs termes difficiles des anciennes Ordonnances de nos Rois & de nos Coutumes , qu'on n'avoit point encore expliquez.

Ce Livre étant composé de recherches , de Notes & d'Additions de differens Auteurs , ce que chacun y a contribué , a été distingué de la maniere suivante.

Les termes que M. Ragueau a recueillis , ont été mis en lettres majuscules Romaines , comme dans les éditions précédentes de son Indice.

Ceux qui ont été nouvellement ajoûtez ont été imprimez en lettres majuscules Italiques avec des Etoiles , qu'on n'a cependant commencées de mettre qu'à la page 41. de la premiere Partie.

Les Notes ont été distribuées en deux colomnes de petit caractère , immédiatement après les Explications de M. Ragueau , ou audeffous des termes qu'il n'a pas expliquez. Et lorsque les Notes & les mots sont de Mrs Mornac ou Galland on y a mis leur nom.

Comme l'ordre Alphabetique n'a pas été gardé dans toutes les autres éditions ; on l'a rétably dans celle-cy , & on a fait une Table ample & exacte qui renvoye dans tous les lieux où le même mot est expliqué.

Enfin , le titre d'*Indice des Droits Royaux & Seigneuriaux* ne m'ayant pas paru assez net , & ne donnant point une idée parfaite de ce Livre ; je l'ay changé en celui de *Glossaire du Droit François* , qui convient mieux , & qui est beaucoup plus intelligible.

AMPLISSIMO ET PERITISSIMO DOMINO
NICOLAO FUMEO EPISCOPO ET COMITI BELLOVA-
CENSI, Franciæ Pari, &c. FRANC. RAGUELLUS Magduni
Vicarius Præsidis Biturigum.

S. D.

Postquam versavi diu quid ferrent humeri, quid valerent vires meæ, suscepi quidem grave scribendi onus, quod volens mihi imposui: Sed cùm in longo itinere fatigarer, hæsit animus valde an oneri ferendo par essem: nec ausus sum susceptum onus deirectare, vel deponere, nec de via quidem deflectere. Tandem aliquantulum recreatus & confirmatus, stylo aliquatenus succedente incæptum iter peregi, onus pertuli, ejusque ratio nunc reddenda est. Nec sanè dubitavi an hoc scriptum in vulgus edi deberet, modò non sit indignum quod ad se mistatur, & lectori non sit inutile. Obtinui etiam illa sententia, Occulta musica nullam esse respectum, & interdum bene canere mihi & populo visus sum. Si quid verò grave aut aserbum sonans, si quid pingue & peregrinum, velim admoveas certum vocis sonum. Si quid obscurè, ambigè, imperitè dictum, illud velim à te virgula notari, vel etiam obelo jugulari: Nec possum has noctes & lucubrationes meas alii melius offerre, commendare, dicare, consecrare quam tibi, cujus familia nominisque splendor, integritas singularis, eruditio præstans, amplitudo summa elucet: ut cotidianum studium meum cognosceres, & propensum meum erga te animum & observantiam. Sed vereor ne dum pertinacius his studiis sum deditus, dum me nocturnis juvat impalescere chartis, mea bona si qua sunt, malè disponam. Et verò si hac ars non ad subsidium vita conducit, exercebitur tamen vel ad voluptatem vel ad nominis gloriam. Ecquis scire contentus est non expetens aliquem fructum scientiæ? Bene vale, Antistes optime atque humaniss. Magduni Biturigum mense Martio Anno Christi cId. Id. LXXXIII.

PRÆFATIO RAGUELLI.

Constat Juris scientiam in verborum interpretatione versari, magnæque ex parte munus Jurisconsultorum positum esse in vi ac proprietate verborum explicanda: Adeò ut Ælius Gallus, qui & Gallus Ælius, libros scripserit de verborum quæ ad Jus pertinent significatione: Et Labeo Antistius Latinarum vocum origines rationesque perculluerit: eaque præcipuè scientia ad enodandos plerosque Juris laqueos usus sit, si Gellio credimus. Zenon etiam Stoicæ sectæ conditor solebat verba examinare, ait Seneca: Solet Plutarchus peritissimus, & extra omnem ingenii aleam positus. Multa autem dicit qui de verbis commodè dicit: cùm ars omnis non solum in rebus versetur, sed & habeat vocabula propria & pecuniaria, quorum Plinius summus auctor fuit studiosissimus. Gravis est enim & necessaria quæ de verbis recta sit interpretatio in omni arte. Itaque apud Gellium meritò notatur Jurisperitus quidam, qui ignorabat quid esset Proletarius in Duodecim Tabulis,

P R Æ F A T I O.

cūm rogatus de sententia & ratione istius vocabuli respondisset, se Juris non res Grammaticæ peritum esse. Constat etiam satis inter eruditos Etymologiæ, Veriloquii, Originationis, Notationis cognitionem, usum necessarium habere: quandoquidem cūm videris unde ortum est nomen, quis sit verbi ductus, quæ vocis ratio & qua de causa quodque vocabulum fuit ita nominatum, citius vim ejus intelligis. Quia verò in multis obscura est & dubia Etymologiæ ratio, & super eadem voce alia aliū visa, idè tam maximè investiganda erit, quàm maximè latet. In hac artem non tantūm M. Terentius Varro, sed & nobiles alii Grammatici olim diligentem operam præstiterunt, Apollodorus, Demetrius Ixion, Ateius prætextatus Philolagus, Verrius Flaccus, Ælius Stilo magister Varronis, Cornificius, Sinnius Capito, Veranius, Aurelius Opilius, Nigidius Figulus, quem Servius in 10. Aneïdos ait solum esse post Varronem: Bæbius Macer, M. Antonius Gniphio, Sentra, Lucius Cincius Alimentus, Hypsicraes, Cloatius Verrius, Helius Melissus, Caius Bassus: ipse etiam Julius Cæsar Dictator, libris duobus ad Ciceronem, Varrone, Felto, Arhenzo, Gellio, Charisio, Prisciano, Nonio, Macrobio testibus: Et ex recentioribus S. Pompeius Festus, Orus Milesius, Cornelius Fronto, Agrætius, Sospater Charisius, Arruntius Celsus, Isidorus, & alii satis noti hodie, qui scripserunt de verborum priscorum origine, antiquitate, analogia, proprietate, differentiis vel significatione. Extant etiam Onomastica & varii auctores Lexicographi, Chaldæi, Græci, Latini tam veteres quàm novi, & in omni arte: nedum Grammatici, sed & Theologi, Jurisconsulti, Medici: extant Etymologica & glossaria vetustissima & optima, sed inemendata, quibus res literaria valdè juvatur: & inter glossographos Athenæus numerat Nicandrum Colaphonium, & Theaterinum, Artemidorum Aristophoneum, Hermonacem, Timachidem, Pamphilum Alexandrinum, Seleucum Silenum, Philemonem, Diodorum, Aristophanem Grammaticum, Neoptolemum, Parianum Hellanicum, Ameriam Macedonem, Clitaricum, Glauconem, Theodorum, Hermonem, si alius est ab Hermonace. Ex Patrio fuit Neoptolemus cognomento Glossographus. Strabo 13. Glossæ Philoxeni Alexandrini apud Sudam qui etiam refert Archadium Grammaticum Antiochenum scripsisse onomasticon admirabile. Glossæ Isidori, veteres aliæ quas Sospater Charisius, & alii, in testimonium vocant. Ut soleo autem exemplo veterum verba prisce significationis admirari, in nostra præcipuè Juris scientia, ita etiam placuit animo meo intentatum Pragmaticorum ingeniis opus adgredi, & conquiritè investigare atque ordine litterarum explicare verba Togæ antiqua, & celebriora Praxis Francicæ Legūmque Municipaliū vocabula, quorum pleraque Pragmaticis nostris vel adhuc inaudita sunt vel incognita: ut tandem qui in foro versari volunt & hominum vitam colere, discant Artis suæ vocabula & phrasas, quandoquidem studium scientiæque Juris Gallici aliter præstare non possunt. Et sanè res ardua vetustis novitatem dare, novis auctoritatem, obsoletis nitorem, obscuris lucem, fastiditis gratiam, dubiis fidem, ut Plinius secundus præfatur ad Vespasianum Nec profiteor me ea omnia quæ in hac arte effici possunt, tradere: confiteor planè multa meis adjici posse: sed qui hæc didicerit, reliqua per se facillè persequetur. Nec me fallit pleraque etiam me prodere, quæ per se nota satis & vulgata: sed tenenda fuit instituti operis ratio juniorum gratia qui è Schola in Forum veniunt. Vale, & fruiere: Anno Christi 1583.

AVERTISSEMENT DE M. RAGUEAU

AU LECTEUR.

A Tant de long-temps entrepris de faire un Commentaire sur la Coutume du païs & Duché de Berry, j'ay avisé & connu que la Coutume d'une Province peut être expliquée ou entendue par les Décisions des autres, & qu'il étoit aussi nécessaire d'en faire une conférence, & par matieres, pour avoir la résolution de plusieurs doutes & questions qui ne peuvent toutes être comprises au livre d'une seule Coutume, comme tous les cas ne sont pas tombez au cerveau & jugement des députez & commis, qui ont redigé par écrit chacune Coutume. Nulla tanta potuit esse prudentia majorum, quamquam fuit summa. Davantage, j'ay observé & connu que les doctes Praticiens d'une chacune Ville & Province qui est regie par Droit Coutumier, ont tiré la plupart de leurs Statuts des opinions & décisions des Docteurs du Droit, qui ont écrit depuis cinq cens ans. Tellement que nos Coutumes de France & des Païs circonvoisins, contiennent en peu de paroles les meilleurs avis & résolutions plus communes des Docteurs, pour les cas qu'ils ont traité & expliqué; soit à l'occasion des Statuts des Villes & païs, ou pour ne se trouver expressement décidés en nos Livres du Droit Civil ou Canon. Et en faisant cette conférence, j'ay colligé & dressé cet INDEX qui servira non seulement pour l'interpretation des dictions & phrases, mais aussi pour l'adresse des Décisions & Statuts qui se trouvent es Coutumes: Comme par les lieux allegz sous le nom BASTARD, vous trouverez tout ce que les Coutumes traitent & ordonnent des Bâtards, soit pour le cas de succession ou autrement: & ainsi des dictions ADVEU, AÎNESSE, ALEU, AUBAIN, ARRIERE-BIEF, BAIL, COMPLAINT, CHAMPART, DOUAIRE, ESPAVE, FIEF, PEAGE, RECREANCE, RENTE, TERRAGE, & autres: Ce qui peut servir pour bailler avis & conseil, & faire jugement sur les doutes, questions & procès qui en arrivent ordinairement. Et si l'on m'allegue que les Coutumes ne s'accordent pas toujours, voire que bien souvent elles sont contraires, & que l'usage d'une Province ne fait pas loy pour l'autre; je répondray avec assurance, que nous n'avons meilleur moyen & adresse d'avoir la décision ou intelligence d'un point de Coutume, que par les Livres qui ont pareil sujet, & qui traitent pareilles matieres. Aussi nos loix nous enseignent, Interdum jus petendum esse ex vicina regione. Ex moribus scriptis vicinarum civitatum morum interpretatio ducenda est, & deficienter lege patria Municipali, ex consuetudine aliarum per Gallias regionum jus sumere licet; Comme j'espere faire connoître en mon Commentaire de la Coutume de Berry. Au surplus, je vous avise que si en quelques lieux vous ne trouvez les articles d'anciennes Coutumes, en celles qui ont été de n'agueres reformées, tels que je les allegue, vous les trouverez es anciennes Coutumes, d'autant que ma collection avoit été faite avant les dernieres redactions. Comme aussi lors & depuis la premiere édition de cet Index, quelques Coutumes ont été revûes & reformées, & autres de nouveau redigées, autorisées & publiées. Toutesfois j'ay pris la peine de reformer les nombres & allegations des articles selon les dernieres Coutumes, le plus diligemment qu'il m'a été possible; comme en celle de Paris, Bretagne, Auxerre, Amiens, & autres de nouveau revûes. Et quant à celle du Duché de Bourgogne qui a changé le nombre des articles, les distinguant de nouveau par chacun chapitre, j'ay suivi l'ordre de l'an-

AVERTISSEMENT AU LECTEUR.

cienne, à la fin de laquelle ont seulement été ajoutés de nouveau quelques articles. Et je conseille d'avoir toutes les Coutumes, tant anciennes que modernes, soit de la Division & obéissance de France, ou d'ailleurs. Aussi je ne délaïsse de corriger tant en cet Indice, qu'en ma Conférence & Commentaire, plusieurs lieux des Coutumes qui étoient vicieux es précédentes éditions; d'autant que la dernière impression de l'an 1581. n'a pas toujours suivy les émendations que j'avois mis en la marge de l'exemplaire. Et si aucuns lieux se trouvent en la dernière, tels que je les corrige, cela provient de ma diligence & animadversion précédente. En Février l'an 1583.

INDICIS HUIUS AUCTORI ROB. GARNERIUS BITUR. GRATULATUR.

Æ Mula ROMANÆ contendens GALLIA genti
Priva dedit sibi jura, quibus ceu Legibus uti
Municipes ipsos voluit, dubiosque resolvit
Causarum eventus, fomentaque litis iniquæ.
Dumque sibi antiquas fingebat C E L T I C A voces,
Sæpius ingenuis conatibus obstitit, inque
Læniæ Causidicos impingere fecit, & æltis
Sistere Lectorem scopulis: sic prisca tegebat
Verba, sui forsan quæ nescivère Nepotes
Hactenus, & nostro nimium latuère sub ævo.
Tantus erat labor hic, tantis obducta tenebris
Lux fuit hæc nostra: ut dubiis, malè fulta juvenus
Gressibus, optatam vixdum contingere metam
Posset, & ingrato, jamjam defessa, labori
Cederet: extremis sed lux affulsit in horis,
Adfuit heu! tantis, Sydus cœleste, procellis.
Rumpe, Togate, motas: nam quas tua Gallia dudum
Nesciit, unus opes mittit R A C U L L U S in auras,
Thesaurique facit tanti patriamque subisque
Participes, matrémque novo sic ditat honore
Mille secans nodos, Sphyngrisque ænigmata mille:
Præmia sed referet, tantum æquatura laborem.
Juridicū applausus, fama hunc comitante perrenni.

ΕΑΥΤΟΥ ΠΡΟΣ ΑΥΤΟΝ.

*Αὐξάνει τε καὶ ταῦτα κλίος, καὶ τ' ἔποςμα σῆο.
Ἐυφροδῆ, μεγάλη βουλὴ, ποδὴ τὴ φρόνησις.
Θίλγυς, ἀφιλίγυς, καὶ εὐδοκίμος σε ποιῶσα,
Τῆς βασιλείης, πάτρης, τοῖς ἀνδράσι πᾶσι ἀρεταῖς.*

E JUSDEM

EJUSDEM AD CANDIDATUM JURIS,
HENDECASYLLABI.

N Equicquam sequeris forum, Patrone,
In cassamque labor tuus fatiscit,
Ni voces prius Artis assequaris:
Hunc ergo legito, Patrone, librum,
Quem Gallus tibi fecit, & vetustas
Ignorasque simul docebit: ut te
Felicem reputem. Eia nunc juvante
RAGUELLO, veseres resolve nodos:
Auctorine tuo referre grates
Condignas poteris labore tanto?
Qui quod ne digito ullus ante movit
Solutus portat onus, juvatque doctos.

AD LECTOREM CANDIDUM CARMEN.

Quisquis auct veteres Francorum discere mores,
Verbaque legiseri prisca videre fori:
Perlegat istud opus: retegat dignissima scitu,
Qua prius in turpi delituere sicut.
Moribus antiquis constat, verbisque vetustis,
Quae tribuit varias Gallica praxis opes.
Hac pater hoc libro paucis exponit aperte,
Cui grates, Lector candide, queso refer.
Ast ego mente pius, dum me provexerit aetas,
Sectabor mores, & patris, & patria.

PAUL. RAGUILLUS. F. FILIUS.

ΕΙΣ ΣΟΦΩΤΑΤΟΝ ΦΡΑΓΚ. ΡΑΓΟΥΕΛΛΟΝ
τὸν τῆς βίβλου ταύτης αὐτοῦργοι διακρίσιχ.

Μῦθου τιμῆσιν διὸς κύριε μεγάλοι
Παιδίον ἐν αὐτῷ, ὡς ἔφατ' Ἡσίοδος
Ἰσχυροὶ δίκῃσι διακρίοντα δίκης
Βίματος οἷα σίμῃ καὶ ἀπαδόντα γέμους.
Τούτοις σπουδάζουσι σοὶ ἄλλα τίματα Παύλλε
Μνημοσύνης, καὶ τρεῖς καλῶταί μοι χάριτες.
Σώματος οἷα σοὶ γὰρ φαίνεται προσφέρεται αἰὶοι
Ἐκ σώματος ἢ πέρι μιλίχας σοὶ ἔπει.
Ἐκ βίβλου ταύτης χύεται παιδίνους ἀρετή.
Τοῖσι δ' Ἀνδραποὶ οἱ ἀγαπᾷσ' ἀγαδοί.

DE CLARISSIMO VIRO F. RAGUELLO

EPIGRAMMA.

*Q*ui tenes antiquas Gracorum pectore leges,
Vir verè est magnus, teste vel invidia.
Mosaïcas & qui populi cognovit Hebrai,
Is longè est major, missus ab arce poli.
Et qui bis senis didicit contenta tabellis,
Jura Latinorum, maximus ille virum est.
Hac tria qui callet, prudens legumque peritus,
Jurâque Gallorum, dic rogo; quantus erit?

AD CANDIDUM LECTOREM
DE TITULO INDICIS.

*S*i quis fortè velit leges morèsque locorum,
Discere, & in summo dicere ritè foro.
Sedulus hunc volvat librum noctèsque dièsque,
Qui degito liquidas Indice monstrat aquas.

JO. JACQUIERUS BIT.

GLOSSAIRE,

O U

EXPLICATION DES MOTS DIFFICILES,

QUI SE TROUVENT

DANS LES COUTUMES DE FRANCE:

A

BAEÜZ ou biens **ABAEÜZ.**] Dans la tres-ancienne
Coutume de Poitou livre 5. chap. 74. fol. 58.

Sont des biens vacans, ou les biens de ceux qui
vont de vie à trespasement, & ne délaissent aucuns
parens ou lignagiers qui leur doivent, ou vueillent
succeder, comme seroient le mari & la femme, *vel* à
contra; auquel cas lesdits biens appartiennent au bas Justicier, en la
Seigneurie duquel lesdits biens étoient au tems de son decés, si le dé-
funt n'avoit testamenté, ou autrement ordonné de ses biens, &c.

A

ABANDON.] Haynault chap. 68. article 8.

Ce mot signifie *cession de biens*. Bouteiller dans sa Somme titre 20. page 800. „ Ceux qui abandonnent leurs biens par le benefice de „ *cession*, ne sont mie quittes de la dette, mais ils sont tant seulement „ quittes, & délivrez de la prison ; car après *cession*, mais qu'elle „ soit faite à telle solemnité, comme dit est, ne doivent être prison- „ niers pour la dette.

Faire plainte d'*abandon*, c'est requérir, demander le benefice de *cession de biens*. Voyez *Plainte*, & Pasquier dans ses Recherches livre 8. chapitre 36.

ABANDON.] Voyez *Bandon*.

ABATRE.] Dans nos anciens Praticiens c'est *Abolir*. Voyez les anciennes Coutumes d'Orleans imprimées après les Coutumes de Beauvoisis page 465. & quelquefois c'est *rabatre*, *diminuer*. Beaumanoir chap. 27. page 240. ligne 16. „ En toutes choses qui sont contées „ pour heritages, li coürs doivent être *aabatus*, quand ils viennent à „ être prises. „ Peut-être néanmoins y a-t-il faute en cet endroit, parce que cet Auteur use plusieurs fois du mot *rabatre* dans ce chapitre.

ABBATS laïcs, ou ABBEZ laïques.] Bearn titre 1. article 30.

Sont ceux qui possèdent les dîmes des villages, & qui présentent aux Cures. Les maisons dont dépendent ces droits, sont bâties ordinairement auprès des Eglises, & sont ordinairement nobles & déchargées de tailles, ainsi que les terres qui sont des anciennes appartenances des Abbayes. Les possesseurs de ces dîmes se firent autrefois ainsi appeller, à l'exemple des grands Seigneurs de France, qui prenoient la qualité d'Abbez, à cause des Abbayes qu'ils possédoient ; & ce qui fortifie cette conjecture, c'est qu'anciennement en Bearn & dans les pais voisins, les Cures étoient appellées Abbayes ; ainsi qu'on peut voir dans l'ancien For de Navarre, où elles sont nommées *Ab-badiados*. Voyez M. de Marca dans son Histoire de Bearn livre 1. chapitre 28. n. 11.

ABE'E ou Lanciere.] Montargis chap. 10. art. 8.

C'est une ouverture par où l'eau a son cours, quand les moulins ne moulent pas.

ABEILLAGE.] C'est un droit en vertu duquel les abeilles épaves & non poursuivies, appartiennent aux Seigneurs Justiciers. Voyez M. de la Thaumassiere dans ses Notes sur les anciennes Coutumes de Lorrain chap. 5. art. 5. la Coutume du Loudunois art. 13. tit. 1. & tit. 3. art. 3. & voyez *Epaves d'aves*.

ABEILLON.] C'est un essain d'abeilles.

Bourbonnois, art. 337. " Si aucun trouve un *abeillon* à miel espave " en son heritage, qui ne soit poursuivy par celui à qui il appartient, " il est tenu de le réveler au Seigneur Justicier, &c. "

ABIENNEURS ou *ABIANNEURS*.] Sont en Bretagne les Commissaires, les Sequestres, ou les Dépositaires d'un fonds saisi. Voyez M. Hevin sur Frain tome 1. page 447.

ABL A I S.] Amiens 214. Ponthieu 107. & III.
Sont les bleds coupez qui sont encore sur le champ.

ABLERET ou *Caré*.] Menetou sur Cher, art. 22.

C'est un filet quarré, attaché au bout d'un bâton pour pêcher des ables, ou petits poissons.

Edifices ABLOQUIEZ.] Voyez *Edifices*.

ABOLAGE.] Voyez *Abeillage*.

ABONDER plus grande somme.] Touraine, art. 172. Loudunois, tit. 15. des Retraits, art. 15.

Pour user des termes de l'article 23 du titre des Retraits de l'ancienne Coutume de Touraine, c'est mettre en *abondance* ses deniers, ou faire paroître avec fraude au parent lignager qui retire un heritage, qu'on a payé cet heritage plus cher qu'on ne l'a effectivement acheté.

Quand celui qui a acquis un heritage, met ainsi par sa fraude le retrayant en nécessité de luy rendre plus d'argent qu'il n'en a payé, si la fraude se découvre, il doit rendre au retrayant ce que le retrayant lui a payé de trop, & autant d'avantage avec dépens, & l'amender encore à la Justice de soixante sols.

FIEF A METE' ET ABONNE'.] Mante, chap. 1. art. 24. (Voyez *Abourner*.)

QUESTE ABONNE'E.] Bourbonnois article 345. autrement *taille abonnée*, à la différence de celle qui s'impose à la volonté du Seigneur sur ses hommes & sujets, qui s'appelle *queste courant* en la Coutume de la Marche. (Voyez *Abourner*.)

TAILLE ABONNE'E.] A la différence de celle qui s'impose à volonté. Voyez la diction *Taille*; (ci-dessus, *Queste abonnée*, & ci-après *Abourner*.)

ABONNEMENT.] La Marche, art. 133. (Voyez *Abourner*.).

ABONNER.] Tours, art. 122. Lodunois, chap. 12. art. 5.

C'est aliéner, changer. Quand un vassal aliéne ses rentes & devoirs homages, ou change l'hommage à devoir, comme il est ci-après expliqué de la Coutume d'Anjou & du Maine. Parquoi la dernière Coutume de Touraine a dit, *Aliéner ses rentes*, au lieu que l'ancienne Coutume avoit dit, *Abonner*: esquels articles aussi le mot *Abonneurs* signifie *Acquereurs*.

Dans ces Coûtumes *abonner* des rentes & devoirs homagez, c'est les *borner* & les *fixer*; mais les *borner* & les *fixer* en les *diminuant* & les *apetissant*, pour user des termes de l'art. 208. de la Coûtume d'Anjou. Dans ces sortes d'abon-

nemens il y a alienation; & de-là vient que dans la nouvelle Coûtume de Touraine, art. 112. au lieu d'*abonner*, on a mis *aliener*, ainsi que Ragueau l'a remarqué. Joignez l'article 210. de la Coûtume d'Anjou.

HOMME ET FEMME SERFS ABONNEZ.] En la Coûtume locale d'Azay le-Ferron, de Buzançois, de Bauche, de saint Genou, de Mezieres en Touraine, & de saint Cyran en Brenne.

LOYAUX AYDES ABONNEZ.] Tours, art. 94. Lodunois, chap. 8. art. 8.

MUSNIERS ABONNEZ.] Au Seigneur de Chasteaurenaut en Touraine, pour pouvoir chasser & querir les bleds de ladite Châtellenie.

ROUCINS DE SERVICE ABONNEZ.] Tours, art. 95. 96. Lodunois, chap. 8. art. 1. & 7. Anjou, art. 131. le Maine, art. 142.

Qui sont estimez & appréciez avec le Seigneur feudal par le vassal.

DROIT ABONNI.] La Rochelle, art. 4.

DEVOIRS ABONNIS.] Poitou, art. 31. 106. 189.

ABORNEMENT D'HERITAGE.] Bar, art. 49. Voyez *Borne*.

Gens de condition A B O S M E Z.] Nevers, chap. 8. art. 5.

C'est à-dire *Abournez* à certaine taille. *Bosme* en Nivernois signifie une borne. Voyez Coquille sur cet article.

ABOURNER. ABOURNEMENT, ABOURNAGE, ABONAGE.] Anjou, art. 208. 209. 258. 418. le Maine, art. 223. 224. 276. 432. Grand Perche, art. 37. Château-neuf, art. 22. Chartres, art. 16. Dreux, art. 13.

Quand un Seigneur de fief amortit & met la foy & homage, ou les hommages, ou les devoirs & services qui lui sont dûs à cause d'un fief ou heritage, à plusieurs hommages, ou à un homage, ou à un petit ou grand devoir annuel de bled, de vin, d'argent, ou à une grosse rente infeudée, ou à service, ou à moindre devoir. Ce qui lui est permis jusqu'à la valeur de la tierce partie de la terre tenuë à foi, autrement le fief seroit dépecé. Ou quand le Seigneur feudal met à certain prix le profit de son rachat. *Quand l'on se borne par accord de ce que l'on doit payer* (Voyez *Abonner*.)

ABOUT SPECIAL.] C'est un fond designé à un creancier par tenans & aboutissans, afin que ce creancier acquière ensuite dessus une hypothèque speciale. La Coûtume de Ponthieu, art. 133. » Par ladite Coûtume quand aucunes rentes sont vendues à vie ou à heritage, elles sont » réputées pour dettes mobilières, si elles ne sont hypothéquées & realisées, quelque about special qui soit déclaré par le vendeur, ou mis es » Lettres de la constitution de ladite rente, & n'y échet retrait si lesdites rentes ne sont hypothéquées sur aucuns heritages.

Mais dans la Coutume de Mets & pais Messin, tit. 4. art. 31. l'*about special*, est un fond designé, & spécialement hypothéqué par le debiteur. « Il ne suffit d'assurer l'*about special* de la rente, (ce sont les termes de « cet article,) ains faut assurer les tous-us du constituant; & celui « qui aura obtenu l'assurance, sera tenu de discuter les hypothe- « ques speciaux, avant que de s'adresser aux tous-us, &c. Les Ordon- « nances de Mets, tit. 2. art. 27. « *Item*, au cas que lesdits comper- « niers & garands seront délayans ou refusans juste occasion de se join- « dre avec celui qui est poursuivy pour raison de ladite rente ou cens, « il est permis à celui qui sera executé de se pourvoir par conduits sur « les *abouts* ou *heritages hypothéquez* à ladite rente, & autrement pro- « ceder contre lesdits garands & compersoniers, comme il avisera bon « éue. Voyez *Habout & Contr'about*. »

ABREGEMENT de Fief.] Voyez *Admortissement*, & *Fief abregé*.

ACAPTE.] *Acapitum*, *intragium*. Voyez *Entrage*.

ACARER.] *Confronter*. *Bonne care ou mauvaise*. *Acarement* * (Voyez *Confronter*.

ACAT.] Achat. Beaumanoir, chap. 34.

ACATER.] Acheter.

ACATERES. ACATEUR, ACHETIERRES.] C'est un acheteur. Voyez Beaumanoir; chap. 34. page 190.

ACAZER, ET sous-ACAZER.] Bourdelois, art. 101.

Alium emphyteutam vel colonum domino submittere. Et en la Coutume d'Acs, tit. 8. art. 7. de Bayonne, tit. 17. art. 16. *Sous-acazement* signifie un fief mort, une sous-rente, ou rente seche, à la difference du fief vif, cens & rente fonciere. *Recentiores dixerunt Casam, Casamentum. Casati, quos quidam dicunt esse Vassallos sunt etiam manssonarii. Castrum Magduni cum tota castellaniam in casamento, & medietas castri sancti Paladii in casamento, ut est in bullis Eugenii III. Pape, anni 1145. & Lucii III. anni 1183. quas impetravit Bituricensis Archiepiscopus*, pour aprouver & confirmer ses droits & revenu temporel.

Acafer proprement, c'est donner en fief, inféoder. Voyez Caseneuve dans son traité du Franc-aleu, liv. 1. chap. 11. nombre 14. page 109. & *Cang. in gloss. v. Casare*. Dans quelques-unes de nos Coutumes, comme celle de Bordeaux, art. 101. c'est aussi *bailler à rente*. Non seulement le Seigneur foncier & direct, dans ces Coutumes peut *acafer*, mais aussi l'emphyteote ou le tenancier, à moins que par la bullette ou l'esporle, il ne soit dit expressément qu'il ne pourra point *acafer*, ou pour mieux dire *sous-acaser*,

auquel cas il ne pourroit pas même *louer ni bailler les heritages à gaudence de neuf en neuf ans, ou à perpétuité à aucun personage*. Bourdeaux, art. 101.

Il y a néanmoins cette difference entre l'*acasement* fait par le Seigneur direct & l'*acasement* fait par le tenancier, ou l'*sous-acasement*; que l'*acasement* fait par le Seigneur foncier & direct, est *vif* pour ainsi dire, & emporte lods & ventes, comme premiere rente fonciere & seigneuriale; au lieu que de l'*acasement* fait par le tenancier, ou du *sous-acasement*

ment, il n'est point dû de lods & ventes. Voyez Loyseau dans son traité des es, d'où il est appelé quelquefois *rente seiche*. Voyez Loyseau dans son traité des es. Déguep. liv. 1. ch. 5. n. 10.

ACCENSE.] Bourbonnois, art. 442. *Accensement*. Paris, art. 119. *Accensissement*. Troyes, art. 58.

C'est un Contrat par lequel on donne un héritage à cens ou rente.

ACCENSEUR.] Bayone, tit. 4. art. 1.

C'est donner à ferme. Joignez l'article 101. de la Coutume de Bourdeaux.

ACCENSE.] Bourbonnois, chap. 34.

Sont des fermes : & prendre à *accense*, c'est prendre à ferme, Voyez ce que M. Ragueau a remarqué ci-après sur *Prevost Fermier*.

ACCENSES.] Nivernois, chap. 32. art. 15.

C'est le prix annuel des fermes.

ACCENSEURS.] Berry, tit. 15. art. 8. Nivernois, chap. 32. art. 15. Bourbonnois, art. 141. 371. & la Marche, art. 168.

Sont des Fermiers.

ACCORDEMENTS.] Berry, tit. 6. art. 1. 6. & suivans, tit. 13. art. 2.

Quand il est traité des droits Censuels, des lods & ventes qui sont dûs au Seigneur Censuel par l'Acquereur, lequel a accoutumé d'en accorder & composer à son Seigneur à certaine somme. *Laudare, id est Convenire, vel Constituere quasita & deliberata : unde Laudimia, & Laudamentum*. Voyez la diction *Lods*.

ACCREUES.] Voyez *Accrûes*.

ACCROISSEMENT.] Paris, art. 6. &c.

C'est un droit en vertu duquel celui qui a accepté une chose déferée solidairement à lui, & à plusieurs autres personnes, peut retenir les parts qu'auroient eu ceux qui renoncent, soit qu'il s'agisse de propriété, soit qu'il s'agisse d'usufruit, ou les parts qu'avoient ceux qui ont cessé de concourir avec lui, lorsqu'il s'agit d'usufruit seulement. *Cujac. in tract. ad African. 5. ad leg. 36. §. Ususfructus 2. D. de usufructu, v. leg. 2. ff. de usufruct. accresc.* Duaren, Govean, & Swanenburg, ont fait des traités sur cette matière.

ACCRUE.] C'est l'augmentation d'une chose par la jonction d'une autre.

ACCRUES de bois.] Troyes, article 177. Sens 154. Auxerre 268. Chaumont 108.

C'est un espace de terres dans lequel un bois s'est étendu en croissant hors de ses limites.

Suivant l'article 177. de la Coutume de Troyes, les *accrûes* joignant bois & forêts sans borne, faisant séparation de justice, étant en une

G L O S S A I R E.

même Seigneurie, ensuivent la nature desdits bois & forêts, tant qu'elles sont en accruës ; c'est-à-dire, que tant qu'elles sont en accruës, elles sont parties du bois, & sont en la possession du Seigneur à qui le bois appartient, lequel les peut prescrire, si le propriétaire laisse passer trente années sans y rentrer.

Ainsi le bois en s'étendant & en croissant dans les terres voisines, n'acquiert point au Seigneur du bois la propriété des accruës, mais la possession seulement, & l'occasion de les prescrire ; au lieu que la propriété des *accruës*, quand elles sont faites par la rivière, est tout aussi-tôt acquise, ou au propriétaire de l'héritage augmenté, ou au Seigneur haut-Justicier, suivant les différentes Coutumes. Voyez *Bois, acquiert le plain.*

ACHAIS.] Voyez *Aghais.*

ACHAISONER.] C'est prendre occasion d'exiger injustement de quelqu'un la chose qui lui appartient, le vexer, l'inquiéter. Voyez le chap. 18. des Assises de Jerusalem, & le chap. 142.

ACHAT PASSE LOUAGE.] Namur art. 23. L'achapteur d'héritage peut déposséder le conducteur, sauf à lui son recours contre son locateur, l. 25. §. 1. *D. locati. l. 9. Cod. eodem.*

ACHOISON, ACOISON, AQUOISON.] Occasion. Voyez l'Auteur du grand Coutumier liv. 2. tit. 10. page 107. ligne 11.

ACHOISONNER.] Dans les Etablissements liv. 1. chapitre 59. Voyez *Achaisoner.*

ACQUEST.] Meaux art. 14. 29. Melun art. 210. 259. Sens art. 69. Montfort art. 88. & souvent és autres Coutumes.

Propriè quod uni quaritur, adquiritur, à la différence du Conquêt, *quod pluribus queritur*, comme il est expliqué par la Coutume de Reims, art. 32. *Aquisitio est acquisitio, alienatio in partem. Alode opponitur comparato.*

DROIT DE NOUVEL ACQUEST.] Artois art. 194. & suivans.

Lequel droit appartient au Seigneur, quand personnes non nobles acquiescent ou possèdent fiefs, ou nobles tenemens : Et se leve de vingt ans en vingt ans, & est de trois années l'une : Et est ce droit personnel, & n'est deu qu'une fois pour raison du fief acquis par personne non noble. Comme aussi le Roi use du droit des Francs-fiefs & nouveaux Acquets sur les Rôtureurs, & gens de Main-morte. Tellement que chaque Roi, durant son regne, décerne Commission si bon lui semble, pour faire bailler déclaration par les gens de Main-morte, de ce qu'ils tiennent non admorti, & qu'ils ont acquis depuis le dernier admortissement : afin de les contraindre à en vuider leurs mains, ou composer avec lui pour son indemnité, & lui en payer finance. Comme

aussi les Rôtureurs qui ont acquis Fief noble, doivent obtenir permission de le posséder & d'en jouir, & dont les Commissaires composent selon leur pouvoir & instruction: toutefois il y a quelques grosses Villes en ce Royaume qui ont privilege au contraire. Voyez les mots *Fiefs* & *Admortissement*, & le quatrième traité de l'Avocat Bacquet.

DROIT D'ACQUIT.] Anjou article 43. 49. 55. 56. 57. 58. 59. Le Maine article 50. 57. 58. 64. 67. 68. & en l'ancienne Coutume du Perche chap. 5. Et es Ordonnances du Roi Charles VI. de l'an 1413. art. 244. 245.

Signifie le droit de Peage ou Coutume que les passans doivent au Seigneur au lieu, ou branchieres de la Peagerie & Coutumerie, auquel ils s'en doivent acquitter, ou dépriër s'ils sont d'Eglise, Nobles, ou Privilegiez. Mais en la Coutume de Ponthieu, art. 85. & 86. le droit d'acquit est deu au Seigneur censuel le jour de la vente de l'héritage tenu à Cens.

ACRE.] Normandie chap. 34. *cap. ad audientiam. 1. de Ecclesiis edificandis, in decretal. cap. 5. qui filii sint legitimi. in prima collectione, & in supplemento Chronicorum Sigeberti anno 1201. 1203. Hac voce etiam Angli utuntur, & extat in cap. quinto & nono libri primi des teneures, & au chap. premier du liv. 3. qu'aucuns ont mal estimé être le Coustumier d'Angleterre. Acratura.*

Est certus modus terre, fortè Jugum, un Journau, quod juncti boves uno die exarare possint, ut Varro definit Jugum, quod quibusdam differt à Jugero, & Verso. In arando ubi desinit sulcus & unde alter inchoatur, versura proprio vocabulo nuncupatur. Marius Victorinus lib. 1. Ou bien c'est un arpent de terre, de vigne, pré, ou bois. Toutefois en aucuns lieux l'Acre contient plus que l'arpent; Et l'Acre de bois est de quatre vergées, & l'arpent de deux vergées & demie, & la vergée est de quarante perches, & la perche de 24. pieds, & chacun pied de 24. pouces, & le pouce de douze lignes. Et selon la diversité des lieux les Acres & les vergées sont plus grandes, ou plus petites. Terrien au livre 14. du droit de Normandie chapitre 11. Voyez le mot Arpent. Gervasus Tilberiensis Henrici II. regis Anglorum nepos in dialogo de Scaccario, Acram constare in longitudinem perticis 40. in latitudinem quatuor. Pertica autem longitudinem esse sexdecim pedum semis. Sic à puer centum cubitorum quo quoversus, Herodotus lib. 2. vel quinquaginta pedes capiens, Suidas. Arvum, jugerum, Sic apud Persas olim ὀνταρσάκης & Egyptiis ἄροτρον, terra, & viarum mensura vel modus, Herodoto, lib. 2. 6. Straboni lib. 11. Plinio, Festo, Solino cap. 58. Agathia lib. 2. Graci locorum intervalla stadiis distinguebant, Romani millibus passuum. Qui modicum terre possident metiuntur orgyis, ulnis vel

Vel passibus : qui minus inopes terra sunt , metiuntur stadiis : qui multum possident , parasangis : qui plurimum , schoenis. Constat autem parasanga tricenis ; schoenus , qui mensura est Egyptiaca , sexagenis stadiis , ait Herodotus. Porro jugerum vocabatur , quod uno iugo boum in die exarari posset. Actus , in quo boves agerentur , cum aratur uno impetu iusto. Hic erat 120. pedum : duplicatusque in longitudinem jugerum faciebat. Plinius lib. 18. cap. 3. Ergo jugerum à diurna jugalium boum opera nomen habet , & jugeri quantitas pro qualitate aut usu regionum varia est hodie , & fuit olim : non est eadem ubique gentium longitudo & latitudo jugeris , non eadem inventio aut metiendi ratio. Quintilianus lib. 1. cap. 10. ait jugeri mensuram ducentos & 40. longitudinis pedes esse , dimidioque in latitudinem patere. (Vide Cang. in gloss. v. Arura , & excerpta ex Herone de mensuris , tom. 1. Anal. Grac. p. 315.)

Selon Rastal dans son Livre qui a pour titre *Les termes de la Ley.* „ L'acre est „ un certain parcel de terre qui contain „ en longueur quarante perches , & en „ latitude quatre perches , ou à cest quanty , soit le longueur pluis ou meines : „ Et si un home voil erect un nouvel „ cottage , il devoit à mitter quater acres „ de terre à ceo , selonq cest measure , „ &c.

Vetus Statut. Angl. Ordinatum est , quod tria grana ordi sicca & rotunda faciunt pollicem , duodecim pollices faciunt pedem , tres pedes faciunt ulnam , quinque ulna & dimidia faciunt perticam , & quadraginta pertica in longitudine , & quatuor in latitudine faciunt unam acram. Vide part. 2. veterum Statutorum fol. 49.

En Normandie , au raport de Banage , sur l'art. 158. de la Coutume de ce Païs , l'acre est aussi de huit vingt perches ; car quarante perches en longueur , & quatre en largeur , font huit vingt. Boërius decis. 50. n. 5. *Et prædicta dicit Oldradus facere ad decisio. quando dictum est in venditione , aut donatione , rem esse xx. modiorum , aut brassiarum , seu per-*

ticarum , quibus utuntur Vascones : aut esse xx. acrarum , qua est mensura terra qua utuntur Anglici Normani , ut dicit glossa in cap. Ad audientiam , in verbo acras de Eccles. adific. sicut dicimus in vulgari nostro (ut ibi ait Hostiens. in lect.) xx. jornalialia terra : tantum enim valet acra apud Anglicos , quantum jornalale apud nos , & quantum arpentum apud Gallic. & quantum bubulcata , vel tabulata apud Italos , & Lombardos , aut jugerum infra limites in venditione nominatos. Si minus , vel plus reperitur , an totum illud plus cedat emptori & pro minori competat actio. Qui distinguit , &c. Vide Durant. q. 93. n. 38. 39. 40.

Quant à l'origine de ce mot , Saumaïse *ad Solinum* page 683. le fait venir d'*Acna* , qui signifie une mesure de terre , au raport de Columelle : mais Spelman & Cowel le font venir du mot *Acker* , Anglois-Saxon , qui signifie un champ ; & M. Pithou dans ses Notes sur Ragueau , que M. Desmarêts m'a communiquées , est aussi de ce sentiment. *Vide Cang. in gloss. & Skinner in Etymol. gener.*

ACREANTEMET.] Voyez Grand.

ACREANTER.] Voyez Grand.

ACRUE.] Voyez Accruë.

VASSELAGE ACTIF.] Berri titre 12. art. 14.

C'est le droit de feodalité qui appartient au Seigneur sur son vassal.

ACTION.] Dette active, à la différence de la passive.

ACUEILLIR la semonce.] Dans les Assises de Jerusalem.

C'est recevoir & accepter la semonce.

ADCENSEMENT.] Vitri art. 23.

Quand on baille son heritage à titre de Cens. (Voyez *Accense.*)

ADCENSIVEMENT.] Troyes art. 58. 148. Chaumont art. 58. 116.

C'est une cense perpetuelle, *Emphyteusis*, ut *Conductum Seneca dixit*, lib. 7. de *Beneficiis* c. 5. *Alii Conductionem*, *μιοδωσι*, sed *qua ad tempus tantum*. (Voyez *Accence*, *Accensissement.*)

ADDICTE.] Vvissant art. 3.

Addicter dans cette Coutume, c'est dire, exprimer, marquer, spécifier, &c.

ADDITE.] Boullenois art. 46.

C'est une clause dans un Contract, un pact, une convention. Voyez *Addité.*

ADDITIONS.] En l'Edit de l'an 1539. art. 38. & ailleurs.

Sont les écritures secondes de replique ou duplique que les parties litigantes fournissent en la cause, soit pour ajouter autres faits, ou pour répondre aux faits de partie adverse, qui sont contenus par les écritures principales & premieres.

Hoc & pleraque alia per se ferè nota satis scribuntur à me non eruditis, sed multis quibus prodesse poterunt, idque ratio hujus operis exigit.

Requerir ADDRESSE'E.] Haynault chap. 96. art. dernier.

C'est demander la restitution de son bien. *Adressare* dans les Auteurs de la basse Latinité, c'est reparer, & pour ainsi dire rectifier le tort & le damage qu'on a fait; c'est rendre & restituer le bien qu'on a usurpé. *Regiam Majestatem* lib. 2. cap. 74. vers. 8. & 9. pag. 71. *Cum aliquis contra aliquem, quam contra Dominum Regem purpurasturam fecerit, aut contra Dominum suum facit aut contra alium. Si contra Dominum suum, & non juxta assisam, tunc distringetur occupator, ut veniat ad Curiam Domini sui id adressaturus.*

ADEBTZ, ou ADEX, ou DEPS.] En la Coutume de saint Omer art. 7. tant de celle qui est discordante de Montreuil, que de celle du Baillage de saint Omer sous Artois. *Que vox significat jus quoddam dominicum: Et fortè corrupta est, ut & vox qua in eod. art. precedit, Vollée. Hoc quid sit querendum est. Statutis Tolosanis Dex significat terminos Tolose.*

Cette faute auroit dû être corrigée dans les Coutumiers generaux. Par l'article 7. des Coutumes particulieres du Baillage de saint Omer, discordantes aux genera-

les de la Prevôté de Montreuil. " Les " Vicomtiens ont le sang & le larron; & " à sçavoir connoissance de mêlée de de- " bat fait à sang courant, & du larron "

pris en icelle Seigneurie ; posté qu'il
doive être pendu & étranglé, & si ont
estrieures de bâtards, volée, à debs,
&c. Il faut lire *volée d'eps*, c'est-à-dire
vol de mouches à miel ; & ce qu'on appelle
dans les autres Coûtumes *épave d'aves-*
ses. *Eps* vient du mot Latin *apes* ou *apis*,
qui signifie une *abeille*. Il ne faut pour
justifier cette correction, que rapporter ici
l'article 192. de la Coûtume d'Amiens :
„ Si aucun *eps* ou *mouches à miel* s'en-
„ volent hors leurs vaisseaux, & celui à
„ qui elles appartiennent les poursuit tant

qu'elles soient assises, elles lui demeu-
rent, & n'en perd la seigneurie, & doit
demander congé aux gens de la Justice
de les lever & prendre, qui les lui doi-
vent accorder ; mais s'il ne les pour-
suit, & elles s'assient en la Justice Vi-
comtiere, ou plus haute d'aucun Sei-
gneur, la moitié en appartient à celui
qui les trouve, & l'autre moitié au Sei-
gneur Vicomtier ou autre, ayant plus
haute Justice, en la Seigneurie duquel
elles se sont assises. Voyez Bouteiller
dans sa Pratique liv. 1. tit. 36. p. 251.

ADEMPRE.] *Res adempta.*

C'est une exaction violente. Voyez M. Salvaing dans son traité des
Droits seigneuriaux chap. 40. page 179. Nostradamus dans son His-
toire de Provence page 398. vers la fin, & *Cang. in gloss.*

ADENERER.] Lille art. 31. de l'ancienne, & au titre des Testa-
mens art. 10. de la dernière.

Cum dispensatores testamentorum distrahant res mobiles defuncti, ut satis-
fiat ejus voluntati extreme. Quand l'on fait de l'argent par la vente des
meubles : Comme aussi és Ordonnances de la Chambre d'Artois au
chapitre second, il est dit que les Huissiers qui auront prins biens
meubles par execution, ne peuvent en faire garenne & les retenir,
ains sont tenus les rendre & adenerer. Vendre & *Adenerer* le sol,
comme il faut lire és Ordonnances du Roi Charles VI. de l'an 1413.
article 127.

FRUCTS VENDUS ET ADENEREZ.] Blois art. 39.

Quand ils sont discutez par le Sergent executeur. *Adaratio, ἀπαρ-
τισμός, vel ἐξαγωγισμός : cum pro annona & speciebus, vel pro munere
personali, pretium vel pecunia prestatur, l. 13. 14. 15. Cod. de Erogatione
mil. annona, l. 8. C. de Cohortalibus, apud Harmenopolium lib. 2. tit. 5. in
Synopsis βασιλικ. lib. 56. & in novellis Justiniani 43. 130. Vetus glossarium
Adarare, vertit ἀποχαλίζειν : Et hac hoc loco referre non piget.*

ADES.] Déjà. Voyez le chap. 42. des Assises de Jerusalem.

ADEZ.] Dessors. Voyez le chap. 25. de la Coûtume de Mons. Bou-
tillier dans sa Somme livre 2. titre 2. page 681. “ Et contre le dé-
faillant, pour ce que le pouvoir des Commissaires n'est qu'à rapor-
ter, comme dit est, & leur commission est d'y proceder avec inti-
mation, que vienne, ou non vienne, *Adex* sera procédé à la requeste
du diligent. “ Joignez le chap. 21. de la Coûtume de Haynault.

ADFILIATION, ADFILIE.] Saint Jean d'Angeli tit. 1. art. 1. *Adop-*

tio, adoptivus : Vox recentioris ævi quam Anianus vel alius Cæio inferunt lib. 1. tit. 4. n. 1. (Voyez le chap. 145. du Livre qui a pour titre l'Arbre des batailles, & ci-après s'Admortir.)

ADHERITANCE, DESHERITANCE.] Haynault chap. 72. 74. 77. 80. 82. Mons, chap. 5. & 24. Cambray tit. 1. art. 2. 3. 37. & ailleurs. Valenciennes art. 54. 56. 65. 70. 73. Namur art. 7.

(Adheriter, desheriter :) C'est saisir, advêtir, désaisir, dévêtir, déposséder. (Et Adheritance, desheritance, adheritement, desheritement : c'est) saisine, possession, désaisine. Lesquels actes s'expedient par les Seigneurs ou Officiers de la basse Justice, en cas de vente & achat d'heritages, ou de charge sur iceux : tellement que le vendeur est réputé désaisi, & l'acheteur saisi. Boutillier au chap. de la complainte possessoire, *la souffrance est desheritance* : Celui qui délaisse de jouir, est dépossédé. Et au chapitre de l'aide de Chevalerie, *Accontumance est desheritance*.

ADHERITEMENT, DESHERITEMENT D'HERITAGES.] Lillo art. 50. 156. 157. 170. & de la dernière tit. 1. art. 62. 63. 64. & souvent ailleurs, tant en la Coûtume de ladite ville que des locales. Haynault, chap. 106. & en la Pratique de Boutillier, quand il traite des Procureurs, & des Crieés & Decret d'heritage, & du Cas de proximité. Froissart livre 2. chap. 178. (Voyez *Adheritance*.)

ADHERITER.] Haynault, chap. 77. 80. Mons chap. 46. Cambray tit. 1. art. 3. & au tit. 2. Lille tit. 1. art. 56. & en la Somme rurale, quand il est traité d'articuler sa demande & des ventes, & du retrait lignagier : & en la Coûtume de saint Omer sous Artois article 61. *Heriter*. Froissart livre premier chap. 318. livre 2. chap. 106. livre 3. chap. 110. (Voyez *Adheritance*.)

ADJOURNEMENT LIBELLE', ADJOURNER.] Meaux art. 84. Melun art. 159. Nivernois tit. 3. art. 17. Tours art. 210. Berri tit. 12. art. 13. tit. 14. art. 5. & tit. 20. art. 5. Lodunois chap. 20. art. 6. Bourbonnois art. 34. 441. Sedan art. 298. & en l'Edit de l'an 1539. art. 16. & de l'an 1563. art. 1. & ailleurs es stils des Cours. *Adjour* au stil des Cours & Justices seculieres du pais de Liege, & aux Coûtumes de Valenciennes art. 41. 47. 49.

C'est la commission de Justice pour adjourner, & l'exploit d'adjournement, qui contient le thème & libel ; c'est-à-dire qui contient par écrit la demande, le fait, les fins, conclusions & moyens du demandeur, dont le Sergent a fait exploit par écrit, & donné jour certain & assignation pardevant le Juge pour y répondre & proceder. *Actor debet reo libellum petitionis in scriptis offerre, & rem qua petitur, causamque petendi exprimere, tit. 3. lib. 2. Decretalium. Qua libelli admonitio & conventio fit per executo-*

G L O S S A I R E.

rem, viatorem, apparitorem. Nec hodie necesse est nomen actionis in libello exprimere : sufficit factum ipsum exponere. cap. dilecti. de judiciis, in Decretalib. ut δινηματικῶς proponi dicitur exceptio à Theophilo ad tit. de exceptio. Et in factum concepta replicatio initio l. 15. ad l. Falci. Cuius licet reum in jus vocare agendi gratia, simulque ei edere ex jure Romano actionem, & specialiter demonstrare genus future litis, exprimere speciem & nomen actionis, l. 3. cod. de edendo. l. ult. cod. de interdictis. Nov. Valentiniani, de Episcopali judicio. l. 1. Dig. de edendo. l. 33. Dig. de judiciis. Diem ad Judicem dicere, ad cause dictionem vocare, formulam actionis intendere : formula dimicare : formulam edere vel scribere : judicium dictare : diem dare, dicam scribere, Plauto in Aulularia & Pœnulo, Terentio in Phormione & Ciceroni. βιβλίον πομπῆ. Eustathius & ἡμῖκαρ. libellus conventionis : βιβλίον ἀιτιώσεως in Novell. Justiniani 53. & 112. ubi etiam ἀντιβιβλίον, libellus responsionis, cui ex adverso reus subscripsit se exemplar libelli conventionis accepisse. Mannire in legibus Francorum & alibi, id est vocare in jus testibus presentibus : Mannitio, Adjournement.

En la Coûtume de Normandie l'Adjournement s'appelle Semonce : Sic etiam libellus inscriptionis designare debet crimen, personam, tempus, mensem, & locum in quo commissum est, sed & interdum diem & horam continet, l. 3. D. de accusat.

Anciennement il y avoit certaine forme & solennité pour adjourner un Pair de France, un Prince, un Prelat, un Seigneur, un Gentilhomme, à cause de leur reverence & autorité : & n'étoit pas besoin que l'exploit d'adjournement contînt expressement les moyens & conclusion de la demande, mais il suffisoit d'assigner au défendeur jour certain pour entendre la demande que l'on vouloit faire en la presence de la Cour.

Potuit etiam reus voce executoris sine scripto conveniri. l. penult. cod. de proximis sacr. scrinior. Et hoc quibusdam ex privilegio datum ne conveniri possint nisi sententia Judicis que scripto contineatur, sans commission ou citation, l. pen. cod. de dignitatibus.

ADJOURNEMENT A TROIS BRIEFS JOURS.] *Cum reus criminis vel delicti alicujus publicè tribus edictis evocatur & citatur, l. 10. de publicis judic. & Nov. 134. Voyez le mot Jour.*

ADJOURNEMENT PERSONNEL.] *Cum Judex questionis jubet vel edicit reum criminis, cujus nomen delatum & receptum est, certo die adesse ut ea lege qua judicium constitutum est, interrogetur. Hoc nolo confirmare exemplis, quod esset lucem soli fœnerare.*

ADIRER.] Berri tit. 9. art. 28.

C'est égarer.

ADMIRAL, ALMIRAL, ou AMIRAL.] Es Ordonnances du Roi pour le fait de la Marine & ailleurs, est *Præfectus maris*, chef de

marine. *Archigubernus* in l. 46. Dig. ad Trebelli. *Thalassiarachus prefectus classis*. Ἀρχηγέλιος, ἡγεῖται τῶ πῶλε παντὸς in *notitia græca officialium Constantinopoleos*, hic est magnus dux classis, cui suberat μέγας δρυγάριος τῶ πῶλε vel τῶ πλωίμων, Viceadmiralius. Alius fuit μέγας δρυγάριος ὁ βίγλης qui nobis Mareſchallus, vel *Prefectus vigilium* potius. ὁ Ἀμνεγ'λης in *indice græco officiorum palatii*.

Les Grecs nommoient les Capitaines de mer, *Almiraux*. L'*Admiral* de la mer en la vieille Chronique de Flandres, chap. 16. 46. L'*Admiral* des Arbalestiers, Monstrelet livre 1. chap. 15. *Admiral* des galeres, au livre dernier de l'Histoire de Villehardouin. C'est un mot Arabe qu'aucuns toutefois déduisent de Ἀλμυρὸς, *Salmacidus*, *salsus quasi à salsugine maris* ἀλίζω, *salio*. Les autres de Ἀλμυροερεχὸς. *Babylonis Admiraldus apud Turpinum*, cap. 217. & 21. *Sape apud Zonaram, Cedrenum, Nicetam & alios, hac vox Ἀμνεγ'ς occurrit.*

Muhumet in regno Saracenorum quatuor Pretores constituit, qui Amiræi vocabantur, Sigebertus in Chronico sub anno 630. & Amyras gener & successor fuit Mahumetis regis Arabum & Saracenorum. Admiralli Guilielmi regis Sicilia, in supplemento Sigeberti ann. 1158. & post, Stolus Amiralus Babylonie: & post, Amiralus Babylonicus. Etiam veteres & optimi auctores inquirunt de etymo vocabulorum peregrinorum, quibus interdum utimur, cum res aliter enunciari non potest nisi per ambitum verborum. Pro peregrina autem nostratam vocem requirendam censeo. Sed & res plures sunt quam verba. Ingens copia est rerum sine nomine, quas non propriis appellationibus notamus, sed aliunde commodatis.

Le Roi Henri III. l'an 1584. a fait un Edit pour les droits, pouvoir, privileges, & autorité de l'Admiral de France: dont aussi y a un traité du sieur de la Popelliniere. (Voyez Pasquier dans ses Recherches chap. 14. liv. 2. & Cang. in gloss.)

ADMEDIATEUR.] Melun art. 322.

Nomen habet ab hac voce, Moisson, c'est le fermier, ou métaiſ, qui fundum colit sub præstatione certa frugum. Voyez la diction Métayer. Admodier. Bar. art. 229.

ACQUEST ADMORTI.] Poitou art. 345.

A la difference de l'acquêt commun. Dans cette Coutume quand le mari & la femme ont racheté durant leur mariage, des rentes, des charges, ou des servitudes dûes sur les immeubles de l'un d'eux & créées, & constituées avant qu'ils eussent été mariez, l'acquêt est appelé commun, & l'offre du demi-denier a lieu. Mais s'ils ont vendu pendant leur ma-

riage, & constitué sur les immeubles de l'un d'eux, ces charges, ces rentes & ces servitudes; & s'ils les rachètent ensuite, ce rachat n'est point un acquêt commun, & dans ce cas l'offre du demi-denier n'a point de lieu: parce qu'à le bien prendre un tel rachat est moins un acquêt qu'une extinction, & un admortissement, d'où il a été appelé *acquêt admorti*. Voyez la

GLOSSAIRE

7

Rochelle art. 40. Angoumois art. 67. me de Poitou chap. 5. nomb. 3.
& Barraud sur le titre 10. de la Coûtu-

FIEF, OU AUTRE HERITAGE APARTENANT A L'EGLISE ADMORTI.]
Grand Perche art. 15. 67. (Voyez *heritages admortis*.)

FIEF ADMORTI ET INDEMNISE.] Tours art. 141. ou *indemnè*.
Lodunois chap. 14. art. 18. (Voyez *heritages admortis & indemnifcz.*)

RENTE ADMORTIE OU ANNULLE'E, ETEINTE, RAQUITEE ET
RACHETE'E.] Anjou art. 154. 197. 198. 356. Le Maine art. 172.
366. Grand Perche art. 197. La Rochelle art. 39. Bourdelois art. 30.
Saint Jean d'Angeli art. 45. Bretagne art. 425. (Voyez *Amortir à deniers une rente fonciere.*)

CENSIVES ADMORTIES.] Blois art. 108.

Qui ne sont tenus en foi & hommage.

RENTES ADMORTIES ENTANT QUE TOUCHE LES GENS D'EGLISE.]
Vitri art. 131. Berri au procès verbal sur l'article 33. du titre des Cens;
Monstrelet au premier volume chap. 45.

Par plusieurs Coûtumes les gens d'Eglise ne peuvent tenir heritages plus d'un an & jour, au préjudice de leur Seigneur féodal ou censuel, sans admortissement. Vallois art. 24.

Gens de condition servile, & de main-morte, peuvent eux admortir, à qui bon leur semble par la Coûture de Châlons art. 17. d'aurant qu'ils se peuvent donner eux & leurs biens à qui bon leur semble.

Anciennement les gens d'Eglise étoient obligez de payer les droits d'indemnité & d'amortissement, non-seulement pour les rentes foncières & constituées par dons & legs, mais aussi pour les rentes constituées à prix d'argent. L'on voit encore des restes de cet ancien usage dans les autoritez suivantes.

L'ancienne Coûture d'Orleans art. 127. „ Si aucun heritaige est vendu, donné, ou autrement aliéné, en rente sur „ icelui constituée à Eglise ou autres „ lieux en main-morte, le Seigneur censier, si bon lui semble, en fera vider „ les mains à celui qui l'auroit ainsi acquis, ou auquel il avoit été donné ou „ aliéné, & ne le recevra à Vicair s'il

ne lui plaît. Et aussi si une fois il a été reçu à Vicair, le Seigneur censier sera tenu à toutes mutations le recevoir audit Vicair, en payant les redevoirs tels qu'ils sont deus.

Valenciennes art. 69. „ L'on ne peut vendre, donner, transporter directement ou indirectement, aucun heritaige ou rente à rachat, gissant en ladite ville & banlieue, en main-morte. „ Voyez l'art. 65. de la même Coûture. Joignez Choppin in Conf. Andegav. lib. 1. cap. 37. n. 5. in fin. pag. 306. edit. an. 1611. Le traité de l'origine du droit d'Amortissement vers la fin, où l'on a traité au long cette matière, & voyez ci-après *Admortissement*.

TERRES ADMORTIES.] Haynault chap. 69. art. 18. (Voyez *heritages admortis*.)

TERRES D'EGLISES ADMORTIES.] Senlis art. 66.

Lesquelles sont rôturieres & tenuës en censif. Châlons article 209. Laon art. 210. (Voyez *Heritages admortis.*)

S'ADMORTIR.] Rheims art. 237.

Quand quelque personne debile ou constituée en vieillesse ou maladie, se donne & tous ses biens à celui qui lui a plû, à la charge d'être nourri, alimenté, & subvenu à sa necessité par le donataire, & d'être acquité de ses dettes & autrement.

S'admortir proprement ; c'est donner ses biens à la charge d'être nourri jusqu'à la mort. Anciennement celui qui adoptoit, s'amortissoit. *Marculf. lib. 2. Formul. 13.*

Domino fratri illo ille. Dum peccatis meis facientibus diu orbatu à filiis, & mihi paupertas, & infirmitas afficere videtur, & te, juxta quod inter nos bonæ pacis placuit atque convenit, in loco filiorum meorum visus sum adoptasse, ita ut dum advixero victum & vestitum tam in dorso, quam in lecto, seu calciamentum mihi in omnibus sufficienter impertias, & præcures & omnes res meas, quascunque habere videor, tam manso vinca, præto peculio, seu reliqua supellectile

*domus mei, salvo jure ille, me vivente in tua potestate recipere debeas; propterea tibi hanc epistolam fieri decrevi, ut neque ego nec ullus de heredibus meis aut quicumque hanc convenientiam inter nos factam emutare non possit, sed sicut superius continetur, mea necessitate dum advixero debeas procurare, & omnes res meas & ad præsens, & post meum discessum, in tua potestate permaneant, & quod tibi exinde placuerit faciendi liberam habeas potestatem. Quod si aliquis hoc quoque tempore emutare voluerit, inferat tibi tantum, & quod repetis vindicare non valeas, sed præsens epistola omni tempore firma permaneat. Voyez *Adfiliation, & Albergue.**

ADMORTIR LA FOI ET HOMMAGE, ET ADMORTISSEMENT D'HOMMAGE.] Anjou art. 258. le Maine art. 296.

Quand la personne coutumiere & roturiere, abonne & prend à quelque devoir la foi & hommage qu'elle doit, à cause d'aucuns heritages à elle appartenans par son acquêt.

ADMORTIR A DENIERS UNE RENTE FONCIERE OU AUTRE, ET ADMORTISSEMENT.] Tours article 566. 192. Lodunois chap. 15, art. 10. Anjou art. 286. 297. 298. le Maine 302. 312.

Quand un heritage a été baillé ou hypothéqué à rente, ou autre charge & devoir, soit à condition ou faculté de la racheter & éteindre pour certaine somme ou non ; & laquelle le debiteur a acquités sur soi, & icelle recouffé & admortie.

GRACE D'ADMORTIR UNE RENTE.] Anjou article 159. le Maine art. 176. 312. 365. 405. Saint Jean d'Angeli art. 121. (Voyez le mot precedens.)

BIENS ADMORTIS.] Haynault chap. 7. & 59. art. 1.

FIEFS ADMORTIS.] Montfort art. 47. Mante art. 43. Laon art. 209. *Par le Roy.* Châlons art. 208. Boullenois art. 55. Bretagne article 368.

Cum jura dominica perimuntur rescripto regio, consensu domini. Quand il est traité des Eglises, & autres gens de main-morte, qui jouissent d'héritages feudaux ou censuels, lesquels ils ne peuvent tenir & posséder en leur main, sans congé & octroi du Seigneur souverain, autrement le Seigneur feudal ou censuel mediat, les peut contraindre à en vider leurs mains pour la conservation de ses droits, & profits de fief & de cens. Car aussi par les anciens Statuts de ce Royaume, & dont apert par l'Edit du Roi Philippes III. de l'an 1275. les Eglises & gens de main-morte ne doivent tenir héritage à perpétuité, ne l'acquérir sans congé ou admortissement; d'autant qu'ils ne peuvent rien vendre ni aliéner, autrement enfin par leur bon ménage ils seroient Seigneurs de tout, & les Seigneurs seroient fraudez de leurs droits: *Sed & Nicephorus Phocas Imper. Legem tulerat ne Ecclesia & Monasteria locupletarentur pradiis, & bonis immobilibus, teste Cedreno & aliis, quæ Novella extat. Theodorus lector in collectaneis lib. 2. refert morem Romanæ Ecclesiæ, ut jura immobilia non possideret, & Nicetas ait Manuel Comnenus Imp. sanctionem Nicephori Phoca olim abolitam de non augendis monasteriorum latifundiis quasi postliminio revocasse. Chilpericus Rex Francorum non patiebatur Ecclesias testamentis hæredes institui. Greg. Turonicus lib. 7. cap. 7. Ecclesiæ & Clericis vel Ecclesiasticis privata successionis emolumentum denegatur l. 20. l. 27. Cod. Theod. de Episcopis: ejus constitutionis meminit Ambrosius in Epistola adversus relationem Symmachi, Hieronymus ad Nepotianum de vita Clericor. Non tantum Judæorum ex l. 1. cod. de Judæis: sed & Christianorum collegiis relicta legata Christiani Principes quandoque inutilia esse censuerunt: At Constantinus legem tulerat, ut quisque decedens bona relinquere posset Catholico Concilio l. 1. Cod. de Sacros. Ecclesiis, & legibus Visigothorum licebat res quasunque sanctis Dei Basilicis donare, tit. 1. lib. 5. (Voyez ce qu'on a observé ci-après sur Héritages admortis & indemnisez.)*

HERITAGES ADMORTIS.] Blois art. 33. 128. Auxerre art. 189.

Qui ne doivent foi ne hommage, cens ni terrages, ou qui sont tenus par gens d'Eglise ou de main-morte.

HERITAGES ADMORTIS.] Meaux art. 202. Vallois art. 24.

HERITAGES ADMORTIS ET INDEMNISEZ.] Tours art. 142. ou INDEMNIZ. Lodunois chap. 14. art. 19.

Qui appartiennent aux Eglises, Chapitres, Convents, Colleges, Frairies, Fabriques, Hôpitaux, Maladeries, Communautéz, ou à l'homme d'Eglise à cause de son Benefice, & autres gens de main-morte, & dont le Seigneur feudal ou censuel leur a permis jouir à perpétuité, & ne les a contraints à en vider leurs mains, & s'est contenté de recevoir son droit d'Indemnité. Car les gens de main-

morte par l'ancienne Loi de ce Royaume, ne peuvent tenir & posséder choses immeubles sans le congé du Roi, sans son assentement, tolerance, permission, souffrance, répit, délai, ou Lettres d'admortissement. Toutefois le Pape Alexandre IV. *cap. 1. de immunit. Ecclesiarum, in sexto*, a voulu affranchir de ce droit d'Indemnité les Eglises de ce Royaume de France. Et faut noter que le Roi seul peut admortir le fief du consentement de celui duquel il est tenu. Bretagne art. 368. Et par tel admortissement le Seigneur de fief mediat ne perd ses droits sur les choses admorties : d'autant aussi qu'aux vassaux du Roi appartient droit d'admortir les biens immeubles acquis en leurs fiefs par gens d'Eglise & de main-morte. Auquel droit n'est derogé par l'admortissement fait par le Roi hors sa nuësse. Car les deux sont concurrens ensemble, sans que le fait de l'un fasse préjudice à l'autre, posé qu'il y aye grande difference entre la puissance du Roi & des vassaux en l'admortissement de feodalité. Au Roi seul appartient la Seigneurie directe des Fiefs & Censives, & aux vassaux & sujets l'utile, comme traite l'Avocat Bacquet plus amplement, & Grimaudet au second livre du droit des Dixmes chap. 6. après du Moulin sur le premier titre de la Coutume de Paris, & après Rebuffe au volume des Ordonnances, titre des Admortissemens; & après le President le Maistre en mesme question, & autres Praticiens.

Parquoi il convient que les gens d'Eglise & autres de main-morte ayent Lettres d'admortissement en forme de Charte, tant du Roi comme Souverain, que de leur Seigneur mediat, & qu'elles soient enterinées en la Chambre des Comptes, & qu'ils en ayent payé la finance, que l'on taxe volontiers à la quatrième partie de la valeur de l'acquêt : & ne peuvent se défendre par prescription & laps de temps. *De manu mortua tractat etiam Choppinus causarum patronus & Juris-peritus lib. 1. de Domanio, cap. 14. lib. 3. de sacra Politia forensi, tit. 1. & art. 37. 38. Consuetudinis Andium.*

Il apert aussi du livre de la Somme rural, que le Prince peut admortir non-seulement le fief ou autre heritage tenu de sa souveraineté, & à pur sans moyen, mais aussi d'autre Seigneur son vassal ou inferieur qui est Seigneur moyen, & du consentement d'icelui, pour la conservation de son droit & interêt : & que tout admortissement doit être fait de l'autorité du Souverain, & par ses Lettres de Charte, & du gré du Seigneur sujet & moyen, duquel l'heritage est tenu : afin qu'à l'advenir l'heritage ne doive relief, service, droiture, cens, ne redevance aucune : & qu'il ne soit sujet à aucun exploit du Seigneur, amende, saisie, commise ou confiscation, ni à aucuns droits ou profits seigneuriaux. Et faut noter qu'un heritage admorti peut retourner

à sa premiere condition & nature; car il demeure admorti tant qu'il est tenu en main-morte : & s'il vient en main d'homme vivant & mourant, il laisse d'être admorti. *Nolui hæc prætermittere, licet ab omnibus dicta & jam pertrita: id enim hoc opus postulat.*

Les lods & ventes, les quint, les requints & les rachats, sont des revenus & des profits feodaux; & par consequent il est certain qu'un Seigneur diminue son fief, lorsqu'il éteint ces droits en recevant une indemnité des gens de main-morte.

Or par les anciennes Loix du Royaume un Vassal ne peut point abreger, c'est-à-dire diminuer son fief, ou en éteindre & en admortir aucune partie, non-seulement sans le consentement de son Seigneur feodal immediat, mais encore sans le consentement de tous les Seigneurs feodaux superieurs, en remontant de Seigneur en Seigneur jusqu'au Souverain. „ Il sont aucuns fiefs que l'en appelle Abregiez, dit Beaumanoir chapitre 28. „ page 142. Quant l'en est semons, pour „ serviche de tiex fiés, l'en doit offrir à son Seigneur che qui est deü par „ le reison de l'abregement, ne autre chose, se li Sires ne puet demander, se li abregement est prouvez ou connüs, & il „ est fait souffisamment par l'otroi d'ou Comte. Car je ne puis souffrir à abregier le plain serviche que l'en tient de „ moi, sans l'otroi d'ou Comte, combien „ que il i ait des Seigneurs deffous le Comte l'un après l'autre soit ainsint „ que il se soient tuit accordé à l'abregement, & se il si soient tuit accordé, & „ & li Quens le fait, il gaigne l'oumage de celui qui tient la chose, & revient l'oumage en la nature d'ou plain serviche, & si le doit amender chil qui „ l'abrega à son homme, de soixante livres au Comte.

„ Se aucun abrega le fief à son homme, „ & s'oblige à li garantir coume fief abregié, & li Sires par dessus i met le „ main, pour che que il ne viciut pas „ souffrir l'abregement, li Sires qui l'a-

bregeant fit pert l'oumage comme nous avons dist dessus, & pour che n'est-il pas quittes, que il ne doie fere restor à celui qui fief il abregia, de tant coume il est domagiez, en che que il revient en devoir plain serviche; & pourche est che grant peril de fere abregemens de fief, se che n'est par l'assentement des Seigneurs dessus de degré en degré dusques au Comte.

Et de-là vient que les Communautéz & autres gens de main-morte, sont obligez de payer au Roi le droit d'Amortissement, qui n'est autre chose qu'une Indemnité; & non pas parce qu'ils sont personnellement incapables de posséder des biens immeubles dans le Royaume, comme Ragueau & tous nos Auteurs l'ont crü jusqu'à present. Joignez le Traité de l'origine du droit d'Amortissement page 83. 84. &c.

Il faut encore observer qu'anciennement les lods & ventes, les quint, les requints & les rachats, n'étoient pas seulement deüs aux Seigneurs feodaux quand les Vassaux alienoient leurs fiefs, mais encore lorsque les Vassaux constituoient dessus des rentes à prix d'argent, quoique ces rentes eussent été stipulées rachetables. Sedan art. 48. „ De rente constituée spécialement sur terre feodale „ non rachetée dedans trois ans, à compter du jour de la constitution, est deü „ quint denier au Seigneur feodal; & si „ elle est rachetée dedans lesdits trois ans, „ n'est deü aucun quint denier. „ Lorsque des Communautéz acquerioient ces rentes, outre le quint, elles en devoient encore payer aux Seigneurs le droit d'Indemnité, comme si elles avoient acquis les fiefs mêmes; & parce que les Seigneurs abregoient leurs fiefs en recevant cette Indemnité, il est évident que cet

abregement ne pouvoit être fait sans la permission du Roi, & sans lui payer finance. Tel étoit l'ancien Usage : & l'on n'a rapporté ici ces preuves, que pour faire connoître la vérité, & pour apaiser ceux qui sont fâchez de ce qu'on a écrit ailleurs que les rentes constituées à prix d'argent, quoique rachetables, sont sujettes au droit d'Amortissement. Voyez ci-dessus *Rentes Admorties*.

A l'égard du chapitre premier du titre de *immunit. Ecclesiar. in 6.* qui est de l'an 1260. & d'Alexandre IV. ce chapitre ne regarde ni le droit d'Indemnité, ni celui d'Amortissement, comme Ragueau l'a avancé ; & il a seulement été fait au sujet des *Tailles*, que les habitans des Villes payoient aux Communes, à raison de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, & dont les gens d'Eglise pretendoient être exemts de plein droit ; mais dont en effet ils ne purent obtenir des exemptions que du Prince ou des Communes, ainsi qu'il paroît par l'Épître suivante, qui est la 124. entre les Épîtres du livre 5. de Pierre des Vignes Auteur du même-tems.

Pro parte Prioris, & Fratrum Hof-

RENTE ADMORTISSABLE.] *Poitou art. 359. Saint Jean d'An-*
geli art. 121.

Qui est rachetable.

ADMORTISSEMENT D'HERITAGE.] En la Somme Rural, & au Grand Coûtumier liv. 2. chap. 23. qui ne peut être fait par autre que par le Roi, à cause de sa Souveraineté. Et par Arrest de Paris du 17. May 1464. au Conseil fut ordonné que le Duc de Bourbon montreroit ses Titres du droit qu'il pretendoit avoir d'admortir en ses pairs de Forest & Beaujolois. De cet Admortissement parle la Coûtume de Cambray tit. 2. art. 9. de Bar art. 10. 13. de Lorraine tit. 5. art. 3. de Hesdin art. 1. & les Ordonnances du Roi Charles VI. de l'an 1413. art. 3. & 13.

L'Admortissement est une diminution & un abregement de fief, ou une extinction de droits & de profits feudaux, comme l'admortissement d'une rente est l'extinction d'une rente : & *admortir*, dans nos anciens Praticiens, c'est *diminuer, amoindrir & esclicher* un fief. Bou-

pitalis sancti Johannis Hierosolymitanus in Pisis, cum quarela nostra fuit expositum Majestati: quod cum domus ipsa privilegium immunitatis obtinuerit, de non conferendo in aliquibus exactionibus tributorum, & collectarum communi Pisano ratione possessionum, & rerum ipsarum, quas in civitate ipsa habent, & tenent: Per te & ordinationes tuas ad presens, sicut dicunt, contra ejusdem privilegii nostri, & statuti ejusdem civitatis tenorem, compellas eosdem ad exactiones prefatas indebite persolvendas. Cumque supplicarint idem Prior, & Fratres, sibi super hoc secundum justitiam provideri: supplicationibus eorum benignius inclinatus, fidelitati tua precipiendo mandamus: quatenus, si est ita, contra ipsorum privilegii, & statuti tenorem, memoratos Priorem & Fratrem, ad persolvendas exactiones ipsas, indebite non compellas, nec permittas eos, contra hoc in aliquibus molestari, & si quid praterea est ab eis injuste ablatum, iisdem restitui facias, ut est justum. Joignez le Traité de l'origine du droit d'Admortissement page 38. 39. 40. 41. &c. & voyez Admortissement d'heritage & Indemnité.

Poitou art. 359. Saint Jean d'An-

teiller dans la Somme au titre des Vicontiers page 903. ligne 25. Item " (Le " Vicontier) ne peut *amortir*, ne fief *esclicher* ne *amoindrir*, sans le scû & " consentement de son Seigneur ; ne aussi " il ne peut ôter le fief pour mettre à ren- " te se du gré & consentement de son dit "

„ Seigneur ne vient, & qu'il ait par point „ de Charte ou de Privilege.

Et comme les Serfs faisoient autrefois partie des fiefs, & étoient donnez en Aveu & dénombrement, ainsi qu'on peut encore voir dans l'article 145. de la Coutume de Vitri, l'affranchissement des Serfs n'étoit pas moins un admortissement que l'affranchissement des terres ou des heritages. Voyez le Traité de l'origine du droit d'Admortissement page 86. 87. 88. &c. & ce qu'on vient d'observer sur le mot precedent.

Quant à l'ancienneté de ce droit, comme il y a encore des gens qui soutiennent qu'il étoit en usage en France du tems de Marculfe, qui vivoit selon M. Bignon vers l'an 660. quoiqu'on ait fait voir clairement ailleurs que ce droit n'a été introduit parmi nous que depuis quelques siècles, pour leur fermer la bouche on rapportera ici la Charte d'Hugues Vicomte de Chateaudun, de l'an 1199. publiée par Choppin sur l'art. 37. de la Coutume d'Anjou partie premiere page 305. de l'édition de 1611. laquelle est une preuve invincible de ce qu'on a avancé sur ce sujet dans le Traité de l'origine du droit d'Admortissement.

Cum ex modernorum usu, qui non permittunt Ecclesiæ, ei largita sine admortificatione tenere, mundi semper crescente malitia, plura damna, & infestationes Ecclesiis inferantur per qua cultus divinus minuitur religio decrescit, &c.

Nos Hugo Castriduni Vicecomes, & Montis Dublelli Dominus. Sulpicius Ambasia, Montis Richardi, & Calmontis super Ligerim. Raherius de Montiniaco, &c. Domini Hierosolimitanum iter nuper agredientes, cruces, in hoc Monasterio Tyronen. à Deo & devotissimo Viro

Bernardo ipsius Monasterii Patre, nobis traditas, devote sementes, ipsius, Fratrumque precibus nos reccommandantes, Admortifamus eis, & nunc cum Dei succursu, precibusque ipsorum religioforum multimode, ut cœperamus, suffragantibus omnibus rite peractis, prospere regressi, in ipso Monasterio, ad Deo, & ipsis religiosis reddendum gratias, nunc existentes, Admortifamus, quicquid in futurum dicti Monachi Tyronenses presentes, & posterius adquisierunt, & acquirunt in posterum, pro se, suo Monasterio vel membris, dono, emptione, elemosyna, vel alio quovis modo, in & sub terris, & dominiis nostris omnibus predictis, etiam si ipsa qua adquisierint, feudalialia existant, & acquitamus eis quacumque rachata, venditiones, armaturam, jure domini retentionem, retractionem, homagium, fidem, feudi designationem, laudimia, relevamenta, & consimilia jura, excessu, decessu, defectu domini, vel hominis, seu nova domini mutatione nobis vel successoribus nostris ratione dominiorum predictorum, ex adquisito debita vel debenda, quamcumque justitiam & superioritatem, corveiam, bianum, bannia, tailiam, pastum, procurationem, & consimiles servitutes, & consuetudines quas, res acquisita, vel acquirenda, nobis, vel successoribus nostris deberet, in ipsum Monasterium Tyronen. transferimus & quitamus, solum redditum, & censum, si quem res sic acquisita, debeant, censu tamen eo ipso in redditum converso, nobis & successoribus nostris tantummodo retinentes, &c. Joignez Bessy dans son Histoire des Comtes de Poitou page 103. & l'Histoire de Sablé de M. Menage page 10. & 17.

ADMORTISSEMENT REAL.] Theroanne art. 6.

Par lequel l'Evêque dudit lieu a toute Justice, haute, moyenne & basse sous le Roi.

ADMORTISSEMENT DE RENTE.] Anjou article 354. 358. Le Maine article 364. 366. 368. 405. (Voyez rente admortie ou annu-

lée, admortir à deniers une rente, & grace d'admortir une rente.)

ADQUIESCER A LA SENTENCE DONT EST APEL, ET ADQUIESCIMENT.] En l'Edit de Charles VII. de l'an 1453. article 18. de Louïs XII. de l'an 1512. art. 31. & 55. de François I. de l'an 1528. art. 14. & 15.

Quand l'appellant se tient à la Sentence contre lui donnée, & qu'il l'approuve; ou que celui qui a été condamné, n'en appelle : *Qua voce utuntur I. C. l. 3. §. 6. D. de appell. l. 29. D. de minor. l. 63. dig. de re judicata. l. unica. dig. nihil innovari appel. l. 37. dig. de excusatio. utitur & Cicero saepe. Sic & Prætor adquiescere dicitur l. 22. par. nec non illud. Soluta matrimo. Ego Celso adquiesco. l. 7. dig. de operis liberto.*

ADRAS.] L'article 31. du titre 4. des Coutumes generales de Mets & Pais Messin, est conçu en ces termes. „ Relevement présuppose as-
„ sûrement, & doit celui qui veut relever contre un autre auquel
„ l'héritage a été assuré, payer les arrerages du défaut appelé *Adras*,
„ pour raison de quoi l'assurance lui a été faite depuis le jour du re-
„ levement. Mais si on relève contre celui qui est déjà entré en l'hé-
„ ritage par droit de relevement, il faut rendre tous les arrerages &
„ *Adras* payez en faisant le relevement, & compter prises & mises.

Adras dans cet article signifie la même chose qu'*Eramme* dans l'article 4. de la Coutume de Clermont, ou *Aramme* dans l'art. 7. de la Coutume de Vallois; & *Eramme* ou *Aramme*, dans ces deux derniers articles signifie *défait*. Voyez *Errame*.

Cependant on pourroit peut-être dire avec assez de fondement, que l'*Adras* dans l'article qu'on vient de rapporter, est la peine du défaut; & qu'au commencement de ce même article, au lieu de lire *appelé Adras*, il faudroit lire *apellée Adras*; & ce qui peut fortifier cette conjecture, c'est qu'*Aremia*, d'où viennent *Adras*, *Aramme* & *Errame*, signifioient dans la basse Latinité *la peine du défaut*. Voyez néanmoins *Erame*, & *Cang. in gloss. v. Aremia*.

ADVENANT.] Tours art. 253. 285. Lodunois chap. 26. article 5. chap. 27. art. 27. Anjou art. 241. 244. 247. Le Maine art. 258. 261. 265. Bretagne art. 535.

Qui est la legitime & contingente portion des propres héritages & patrimoine, en laquelle une fille peut succéder *ab intestat*, & le plus que l'*Advenant*, est la quarte partie de ladite portion que les pere & mere nobles, avant le mariage de leur fils aîné, peuvent donner en faveur de mariage & don de nœces à leur fille aînée, ou autre premierement mariée. Tours article 253. Lodunois chapitre 26. article 5. ou bien comme il est autrement déterminé par les Coutumes.

Suivant l'article 1. du titre 26. de la Coutume du Loudunois. „ Homme & „ femme nobles peuvent donner à leurs „ enfans puînez , ou à l'un d'eux tous „ leurs meubles , & leurs acquets à per- „ petuité , & à tous ensemble la tierce „ partie de leur patrimoine avec lesdits „ acquets & meubles , semblablement à „ perpetuité. „ Voyez l'art. 248. de la Coutume de Touraine ; & ainsi il est évident qu'en cette Coutume le pere & la mere nobles qui ont des meubles & des acquets , peuvent avantager leur fille au préjudice de leurs autres enfans , lorsqu'ils la marient.

Quand les pere & mere nobles n'ont que des propres , ils peuvent encore dans cette Coutume avantager leur fille en la mariant , & lui donner par don de noces *avenant* , & *plus qu'avenant* , suivant l'article 5. du même titre ; & dans ce cas il est certain que l'*avenant* est la *part & portion du patrimoine ou du matrimoine* ; c'est-à-dire la portion de propres paternels & maternels , en laquelle la fille pourroit succéder ; parce qu'on suppose que les pere & mere n'ayent point d'autres biens , & le *plus qu'avenant* est autant que la *quarte partie dudit avenant*.

Mais regulierement l'*avenant* est la portion que la fille doit avoir dans tous les immeubles délaissés par ses pere & mere , soit propres ou acquets ; & afin qu'on n'en doute point , en voici la preuve.

Par l'article 27. de la Coutume du Loudunois au titre de Successions de fiefs. „ Si le frere noble marie sa sœur , „ & lui donne moins qu'*avenant* , elle „ peut demander à son frere le surplus „ qui lui appartenait de son droit de par-

tage. “ Or le surplus qui lui appartenait de son droit de partage , c'est certainement ce qui lui manque de la part & portion qu'elle devoit avoir dans le tiers de tous les immeubles délaissés par ses pere & mere ; parce que suivant la remarque de Jason sur la Loi *Cum mora* 6. *Cod. de Transaction*. & d'Argentré sur l'ancienne Coutume de Bretagne art. 224. gloss. 2. n. 5. le frere en mariant sa sœur , ne peut pas diminuer sa portion hereditaire , ni la priver d'un droit qui lui est échû , ou d'un bien qui lui est acquis ; & par conséquent l'*avenant* est la part & portion de la fille dans le tiers de tous les biens immeubles délaissés par ses pere & mere.

D'ailleurs le même art. porte : “ Que “ les enfans de la sœur noble mariée par “ son frere , & qui a moins reçu que son “ *avenant* , pourront demander le *par- “ fait du droit de succession* de leur dite “ mere. “ Or le *parfait du droit de suc- “ cession* de leur mere , c'est sa part & portion dans le tiers de tous les immeubles délaissés par ses pere & mere ; & par conséquent son *avenant* est sa part & portion dans le tiers de tous les biens immeubles que ses pere & mere ont délaissés. Voyez Hevin sur Frain page 869. au commencement , & du Pineau dans ses Observations sur l'article 244. de la Coutume d'Anjou.

On a dit que l'*avenant* est la part & portion de la fille noble dans le tiers seulement de tous les biens immeubles de ses pere & mere ; parce que dans cette Coutume , dans celle de Touraine , & les autres Coutumes voisines , les deux autres tiers des immeubles avec tous les meubles appartiennent à l'aîné.

L'ADVENANT ou DESADVENANT.] Tours art. 124. Loudunois chap. 12. art. 6. Anjou art. 211. Le Maine art. 226.

C'est la portion suffisante , ou insuffisante d'un fief , appartenant au vassal pour garantir de l'homage l'acquéreur de partie d'icelui fief envers le Seigneur fuzerain.

ADVENANT BIEN FAIT.] Anjou art. 278. Le Maine art. 294. & au Livre de l'Etablissement.

Qui est ce que l'ainé baille à son puîné en recompense des fiefs de dignité qu'il retient, & qui ne tombent en partage, comme Baronie qui ne se départ point entre freres, si le pere ne leur en fait part.

DOUAIRE ADVENANT.] Lodunois chap. 31. art. 5.

Qui est le douaire conventionnel, qui revient au Coûtumier.

LOGIS ADVENANT.] Le Maine art. 322. Anjou art. 309.

Qui est convenable selon la qualité de la succession, duquel l'heritier doit pourvoir la veuve Noble.

MARIAGE ADVENANT.] Normandie chap. 26. & au Livre susdit de l'Etablissement, le Roi que les Prevôts de Paris & d'Orleans tiennent en leurs Plaids, qui est sans datte & Auteur certain, & non imprimé; & en la Coûtume de Normandie reformée l'an 1583. art. 259. & ensuivans.

Quand la fille est mariée selon lignage & biens, à personne convenable.

Ce mariage dans les Constitutions de Naples & de Sicile, est apellé *Dos de Paragio*. Voyez les Gloses sur ces Loix page 161. de l'édition de 1556. à Lion. *Math. de Affiliis ad easd. Const. lib. 3. rub. 23. n. 51. pag. 319. de l'édition de 1603. & sur tout Amato lib. 1. resolutionum cap. 2.*

Biens ADVENTIFS.] Bourbonnois art. 174. Auvergne titre II. article 2.

Sont les biens qu'un fils acquiert par son industrie, ou qui lui échéent par succession, pendant qu'il est en la puissance de son pere.

Mais dans l'article 1. du tit. 14. de la Coûtume d'Auvergne, les *biens Adventifs*, sont generalement tous les biens qui échéent à une femme après ses fiançailles; & ces biens sont ainsi apellez, parce qu'ils n'augmentent point la dot: & que „ la femme constant son „ mariage en peut disposer à son plaisir & volonté, sans le consentement de son mari, par quelque Contract que ce soit au profit de „ ses enfans, & autre quelconque personne, fors & excepté son mari, &c. „ Voyez l'art. 9. du tit. 14. de la Coûtume d'Auvergne, les art. 1. & 8. avec le Commentaire de Basmaison.

ADVENTURIERS EN GUERRE.] *Quasi parati ad omnem eventum,*

ADVERTISSEMENT.] En l'Edit de Charles VIII. de l'an 1493. art. 30.

C'est un motif de fait ou de droit, que la partie baille par écrit sur un incident ou debat survenu en la cause, ou après les écritures principales, premieres & secondes additions: ou quand le different est petit. *Hoc strictim & nomine tantum indicare satis est.*

ADVEST

ADVEST EN MESME SIGNIFICATION QUE VEST, VESTURE, ADHERITANCE, ADHERITEMENT, ADVESTURE.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 8. 59. 68. Namur art. 48. 70. 75. en la Somme rural & ailleurs. Aussi ce mot *Advesture* signifie les fruits pendans par racines, comme en la Coûtume de Cambrai tit. 12. art. 22. 23. de saint Paul art. 20. & autres sous Artois: A sçavoir celle qui a été imprimée l'an 1553. après celle d'Artois. Valenciennes art. 117. Lille titre des biens meubles art. 2. des censés art. 8. 9. des hostigemens art. 6. 7. Namur art. 23.

ADVEU ET DENOMBREMENT.] Paris article 44. 52. 71. Meaux art. 134. Melun art. 38. Estampes art. 16. 42. Mante art. 15. Troyes art. 30. Chaumont art. 19. Laon art. 201. & ensuivans. Chalons art. 201. Reims art. 98. 108. Ribemont art. 32. Montfort art. 5. Poitou art. 69. 70. 82. 85. 93. & ailleurs. Peronne art. 16. Montargis ch. 1. art. 64. & ensuivans. Orleans ch. 1. art. 67. Anjou art. 174. le Maine art. 194. Grand Perche art. 6. 7. 15. 25. 29. 42. 43. 44. Château-neuf art. 34. 35. 36. Chartres art. 33. 34. 35. Dreux art. 24. 25. Blois art. 102. & ensuivans. Dunois article 20. 21. Angoumois article 11. Saint Riquier article 2. Bretagne art. 361. Cambrai titre 1. art. 56. Bar art. 25.

ADVEU DU VASSAL.] Sens art. 204. Auxerre art. 72. 69. Nivernois tit. 4. art. 65. 66. 67. Montargis chap. 1. art. 80. & 85. Orleans ch. 1. 65. 66. 68. 80. 97. Tours art. 2. 19. 345. Angoumois art. 29. & en l'Edit de Philippes le Bel de l'an 1302. art. 2. Lodunois ch. 1. art. 2. & 15. ch. 13. art. 1. ch. 33. art. 5. Anjou art. 103. 137. 139. 176. 181. 199. le Maine art. 10. 116. 139. 149. & ailleurs. Bourbonnois art. 376. Auvergne, chap. 22. art. 10. & 18. ch. 29. art. 6. Bretagne art. 33. 360. 361. 362. 364. Sedan art. 68. Berri tit. 5. art. 24. 35.

Est professio feudi, cum quis se Vassallum profitetur & feudum suum. Sic professiones censuum. l. 2. Dig. de Censib.

Anciennement les Vassaux advoüoient seulement en gros ce qu'ils tenoient de leurs Seigneurs; mais parce que les Seigneurs étoient souvent fraudez, ils obligèrent les Vassaux à déclarer & spécifier en détail ce qu'ils tenoient d'eux; & de là vient que les *aveus* ont été aussi nommez *dénombrements*. Voyez Choppin sur

le chap. 6. de la Coûtume d'Anjou page 158. de la troisième édition à la marge. Brodeau sur l'art. 44. n. 9. de celle de Paris. M. de la Thaumass. sur l'art. 24. du tit. 5. de la Coûtume de Berry page 221. 222. & Bry dans son Histoire des Comtes d'Alençon page 285.

ADVEU OU DECLARATION.] En la Coûtume locale de Mezières & de saint Cyran, de la temporalité de Touraine. Anjou art. 6. 7. 8. 175. le Maine art. 7. 8.

ADVEU OU NOMME'E.] Montargis chap. 1. & 75. Orleans chap. 1. art. 73.

ADVEU MINU ET TENUE.] En l'ancienne Coutume de Bretagne art. 87. 88. & en la dernière art. 360. & ensuivans.

Cum de feudo vel aliis rebus quasitis agitur. Car le Vassal est tenu de déclarer à son Seigneur feodal les choses qu'il tient en son fief. *Beneficiarius domino edere debet catalogum rerum feudalium.* Comme le nouvel acquereur & sujet, doit bailler la déclaration des droits & heritages qu'il a acquis. (Voyez Minu.)

ADVEU ET DENOMBREMENT DES HOMMES ET FEMMES DE CORPS.] Que le Vassal donne au Seigneur feodal avec le dénombrement de ses terres & droits. Vitry art. 145.

L'ADVEU DU PERE OU DU MARI.] Berry tit. 1. art. 8. 9. 10. & ailleurs, signifie *le vouloir & consentement.*

MATIERE D'ADVEU, ET DENONCIEMENT.] Anjou art. 420. le Maine 435.

Jure Romano interdictum Utrubi est de omnibus rebus mobilibus ad retinendam, aut vindicandam earum possessionem.

MEUBLE VENDIQUE PAR ADVEU.] Anjou art. 420. le Maine art. 423.

ADVEU ET CONTR'ADVEU.] Tours art. 370. Lodunois chap. 2. art. 13. chap. 37. art. 6. & en l'ancienne Coutume de Touraine chap. 2. art. 3. chap. pénultième art. 7. Poitou art. 385. la Rochelle art. 20. 25. Acs tit. 16. art. 8. Bayonne tit. 14. art. 2.

Cum res singularis & mobilis, & contra asseritur. Unde Adveu deuement applegé. Anjou art. 146. Poitou art. 397. 404. le Maine article 262. auquel article il faut lire *excusation* par garand, & non pas *excution*, comme en l'impression de 1567. Et faut noter que pour simples meubles, l'on ne peut intenter complainte possessoire, ains en iceux échet *adveu & contr'adveu*, s'il n'étoit question d'université de meubles, comme en succession mobilière.

L'*Adveu* avoit lieu seulement pour les choses mobilières, & l'*applegement* tant pour les choses mobilières qu'immobilières, ainsi qu'on peut voir dans l'ancienne Coutume d'Anjou suivant les Rubriques du Code. L'*adveu* différoit encore de l'*applegement*, en ce que dans l'*adveu* il s'agissoit non-seulement de la possession, mais aussi de la propriété, au lieu que dans l'*applegement* il ne s'agissoit que de la possession; & en ce que dans l'*adveu* l'amende étoit simple, au lieu qu'en *applegement* elle étoit de 60. sols & un denier tournois. La tres-ancienne

Coutume de Poitou liv. 2. ch. 21. art. 2. *Advens* applegez, ont convenance avec *applegemens*, en tant qu'est de donner *ce* plege, & que la chose est tenue en *ce* main de court, & se diffèrent d'*applegemens*, & se concordent avec *demandes* simples, en tant que avec la possession est traité de la propriété, & à perdre la cause par contumace, il convient *ce* quatre default, comme en demande *ce* simple, & l'amende n'y est que simple; *ce* & en *applegemens* elle est de soixante *ce* sols, un denier tournois, & de causes *ce* d'*advens* peut connoître le bas Justicier, *ce*

, & il ne connoitra pas de cause d'applegement. " Voyez Applegement.

L'ADVEU EMPORTE L'HOMME.] Duché de Bourgogne art. 119. Comté de Bourgogne art. 82. Auvergne chap. 7. art. 1. & en la Pratique de Mafuer tit. 8.

Quand un prisonnier, pour cas, dont punition corporelle se doit ensuivre, s'advouë être homme & justiciable d'un Seigneur, afin d'être renvoyé pardevant lui, si avoir le veut, & s'il a puissance de connoître & juger du cas. *Idemque obtinet in causa civili quibusdam locis.*

Par l'Edit du Roi Charles IX. de l'an 1566. art. 35. la connoissance des délits appartient aux Juges des lieux où ils auront été commis; & le Juge du domicile est tenu de renvoyer le délinquant au lieu du délit, s'il en est requis. *Ibi enim reus poena plecti debet ubi facinus admissum est leg. 3. ff. de re militari, & Novella Justin. 68. Vide l. 6. 7. 11. D. de custodia reorum l. 1. Cod. de exhibendis reis : & tit. Cod. ubi de crimine agi oporteat. Hæc sententia auctoritate, & interpretatione adjuvanda est. (Voyez les chap. 13. & 33. du second Livre des Etablissèmens de saint Louis, l'ancien Coûtumier de Champagne chap. 38. & Bouteiller dans sa Somme livre premier tit. 34. page 225.)*

Droit de nouvel ADVEU.] Thevé art. 10. entre les anciennes Coûtumes de Berry, publiées par M. de la Thaumassiere chap. 101. page 207. &c.

C'est le pouvoir qu'un Seigneur a de recevoir le serment de fidélité des Aubains qui viennent demeurer dans sa terre, & de les acquérir par ce moyen. Voyez l'Auteur du Grand Coûtumier liv. 2. ch. 31.

En plusieurs lieux les Vavasseurs n'ont nouvel *adveu* que de servitude dans l'an & jour, que les Aubains sont venus établir domicile en leurs terres, après quoi les Aubains sont acquis hommes francs ou serfs aux Seigneurs, selon les différentes Coûtumes.

La Coûtume du Châtelet art. 2. " Et ont tous les Nobles de la dite terre du Châtelet, tenans chef de fief de ma dite Dame en la dite terre en foi & hommage, droit de recevoir nouveaux *adveux*, " & peuvent recevoir à leur profit tous Aulbains & Aulbines venans " d'autrui terre en icelle terre du Châtelet, en faisant *adveu de servitude* à aulx, & non autrement. " Voyez l'art. 1. de la Coûtume de Linieres, & l'article 36. de celle de Thevé entre les anciennes Coûtumes de Berry, publiées par M. de la Thaumass. p. 200. 211.

ADVIS.] Bouteiller dans sa Somme livre 1. titre 75. page 438. Voyez Affene.

ADVENTÈRE.] Voyez Adventure.

ADVOCAT.] *Patronus, δικηγόρος, curatore, qui prestat advocatio-*
D ij

nem, & patrocinium, qui causam agit, & postulat apud Magistratum, vel causa adest in jure judiciove pro aliis. (Voyez le Dialogue des Avocats.)

ADVOCAT DU ROI.] *Advocatus vel patronus fisci, ἡμολογῆται & μισθῶται qui causis fiscalibus intervenit pro fisco.*

ADVOUATEUR.] Saint Jean d'Angeli art. 12.

Qui est celui qui advouë, & reconnoît son bétail pris au dommage d'autrui.

ADVOUE'.] En la Somme rural traitant des enfans adoptifs, signifie celui que l'on tient pour son fils ou fille, & l'*advourie* signifie adoption. Voyez *Advourie*.

ESTRE ADVOUE' SUJET PAR SON SEIGNEUR.] Nivernois chap. 2. art. 28. Bourbonnois art. 11. ou s'*advouër* sujet de son Seigneur, le Maine art. 153. Anjou art. 140. la Marche art. 12.

Afin d'obtenir son renvoi pardevant lui. (Voyez l'*Adveu* emporte l'homme.)

ADVOUER OU DESADVOUER LE SEIGNEUR DE FIEF.] Paris art. 44. 45. Melun art. 85. Sens art. 214. Vallois art. 37. Laon art. 198. & ensuivans. Chalons art. 199. 200. Saint Quentin art. 80. Ribemont art. 28. 29. Montargis chap. 1. article 83. Tours art. 22.

[*Qu le Seigneur de cens.*] Tours article 117. Lodunois chapitre 13. la Marche art. 187. Peronne art. 70. Grand Perche art. 50. 52. 53. Chartres art. 43. Blois art. 101. Bourbonnois art. 377. 386. Auvergne chap. 22. art. 9. & 13. Bretagne art. 362. Sedan art. 67. Auxerre art. 81. Berri tit. 5. art. 29. Dourdan art. 35. Cambrai tit. 1. art. 61. (Voyez *Adveu* du vassal.)

ADVOUER TENIR DU ROI.] Auxerre art. 251. de la vieille Coutume. *Que vox etiam extat Sexto decretalium, tit. De Rebus Ecclesia non alienandis cap. 2. (Voyez Adveu du vassal.)*

S'ADVOUER DE SON SEIGNEUR FEUDAL.] Le Maine art. 149. 150. Anjou art. 137. 138. (Voyez *Adveu* du vassal.)

ADVOUER aubains.] Bourbonnois art. 196. Voyez *droit de nouvel adveu*.

S'ADVOUER BOURGEOIS DU ROI, ET DESADVOUER LE SEIGNEUR SUBALTERNE.] Sens art. 135. & ensuivans. Troyes art. 9. & 10. (Voyez *Parcours*.)

ADVOUER OU DESADVOUER SON SEIGNEUR.] Duché de Bourgogne art. 87. Nivernois tit. 9. art. 6. & 7.

Quand il est traité des hommes de main-morte, lesquels peuvent desadvoüer leur Seigneur, & s'advoüer hommes francs du Duc de Bourgogne ou du Comte de Nevers.

ADVOUER L'ARREST QUI A ETE FAIT D'AUCUNE CHOSE PAR UN SERGENT.] Bretagne art. 127. (de l'ancienne Coutume.)

ADVOUER L'ESPAVE.] La Marche art. 323. 350. Bretagne article 60.

Quand la beste ou autre chose égarée est reconnue, & redemandée par celui auquel elle appartient.

ADVOUER UNE RENTE EN SON BIEF.] Anjou article 295. le Maine art. 310.

C'est la reconnoître être assise & assignée sur chose feudale.

ADVOUER.] Mons chap. 13. (Voyez *Advourie* ou *advouison*.)

ADVOUERIE EN APPELEMENT.] Anjou article 168. le Maine article 182.

Estre pris en *advourie*, c'est être *advoué*; & prendre en *advourie*, c'est prendre le fait & la garantie. L'ancien Stile imprimé à la fin de l'ancienne Coutume d'Anjou fol. 34. 35. „ *Item* : S'aucun fait „ *appegement* au nom & pour autrui, „ il doit être pris en *advourie* dudit „ *appegement*, au jour du droit, avant „ toute œuvre, ou autrement il se dé- „ faudra, sans être reçu à prendre at- „ tention de conseil ne autre délai; & s'il „ étoit desavoué, il dédomageroit par- „ tie, & feroit amande arbitraire à la „ court, & peut être pris en *advourie* en

présence ou absence de partie adverse, „ & autant est s'aucun se contraplege, ou „ nom d'autrui sans procuration. „

Barer dans son Stile du Duché de Touraine chap. 11. page 33. „ Complainte „ se forme contre les Exploiteurs, & n'est „ toutefois besoin qu'ils comparoissent „ en Jugement, si bon ne leur semble : „ mais peut celui au nom duquel les Ex- „ ploits ont été faits, *avouer* lesdits Ex- „ ploits, & prendre la garantie de ses „ Exploiteurs en leur absence. „ Voyez *Applegement*.

ADVOUERIE.] Theroanne art. 14. Hainault chap. 83. & au second livre de l'usage de Paris & d'Orleans. (Voyez)

ADVOUERIE, ou ADVOESON, ou ADVOISON.] *Est Advocatio*, garde & bail, comme les Jurisconsultes Hotoman & Pithou ont observé. La protection est appelée *Advocatia*. Et en la Somme rural. (livre 1. tit. 6. page 35. Voyez *Avoerie*.)

L'*Advoué*, qui se presente en Cour de Justice, pour un clerc, une veuve, ou bourgeois qui usent de privileges, ou pour celui qui entre en champ clos pour celui qui a été reçu au gage de bataille, duquel aussi il est fait mention au chap. 16. de l'ancien Stile du Parlement à Paris, & par *Pape* en la question 617. & au Registre de Parlement du 13. Decembre 1350. & du 25. Janvier 1377. & du 21. Fevrier 1386. comme recite le docteur du Tillet. Il est fait mention de l'*Advoué* de Theroanne qui est Pair de la Cour de l'Evêque, & qui tient à homaige de l'Evêché de Theroanne, & a Justice dedans la banlieue & plusieurs droits aux Joyeux advenemens des Evêques : Et ancien-

nement à Tournay y a eu un *Advoüé* avant que le Roi Charles le Bel en l'an 1323. eût acheté le fief de l'advouerie. Guillaume l'*Advoüé* de Bethune en l'Histoire de Villehardouin, & au chap. 10. de l'ancienne Chronique de Flandre. Daniel l'*Advoüé* de Bethune, au chap. 16. 18. L'*advourie* de Bethune en la Coutume de ladite ville, qui est de l'an 1509. & au second volume de Montfrellet le Souldan de Babylone s'appelle *Advoüé* d'Amazone. *Sic exemplo boni patris-familias ampliora facio quæ accepi, quæ ab aliis mihi acquisita sunt : & in candor meus omnia ingenuè ad auctores suos referre.*

ADVOUEZ ou ADVOYERS.] *Sunt Advocati, ut appellansur in legibus Francicis, patroni & defensores Ecclesie, civitatis, vel provincie, potius quàm æconomi, actores, ἀποκριταί, διοικηταί, πραγματοῦνται, in l. 41. D. de fideicom. libert. Les Gardiens, Protecteurs, Vidames & Patrons du temporel des Abbayes & Monasteres, ou des Villes; Communautez & Pais. Advocatio est urbis aut Ecclesie prepositura, vel patronatus : Nam & patronos Ecclesiarum vocabant Advocatos, custodes, vicedominos cap. in quibusdam. de pænis cap. 6. cap. 9. 23. 24. de jure patron. cap. 16. de Jurejurando in Decre. Sic in cano. Salvator. causa 1. quæst. 3. cano. 1. causa 17. quæst. 2. Advocatus & Castaldus significat defensorem, actorem & administratorem rerum Ecclesiasticarum : qu'en aucuns lieux l'on appelle Baille. Defensores Ecclesie Cassiodorus lib. 2. Variarum epistola 30. lib. 3. ep. 45. lib. 9. epist. 15. Possidonius in vita Augustini. Quibusdam locis alius est Ecclesie patronus, ejusdémque alius Advocatus vel defensor. Patronus est qui Ecclesiam vel capellam construxit, fundavit, dotavit, cujus est designare, nominare & commendare rectorem Ecclesie sine repulsa : ejus est presentare, offerre, adsentiri, defendere : non conferre, ordinare, præsificare, instituire, non Ecclesiam concedere aut dare. (Vide cap. 2. Can. Abbon. tom. 2. Analector. Mabil. pag. 255. 256. de Roye ad tit. de Jure Patronat. cap. 10. p. 32. 33. Pith. in Comit. Campan. pag. 515. Spelman. & Cang. in gloss. & Duchesn. in Hist. Bethun. lib. 1. c. 3.)*

ADVOZRIE.] C'est le droit qui est dû au Seigneur, à cause de sa protection ; & c'est vrai-semblablement en ce sens, que ce mot doit être pris dans le chapitre 83. n. 1. de la Coutume de Hainault, lequel porte : „ Que la Cour des morte-mains, comme Justice ordi-
„ naire, aura la connoissance & judicature pour droit de meilleur
„ catel, douzièmes, fixièmes, centièmes *Advouries*, francorines, fain-
„ teurs, successeurs de seifs, bâtards & aubains. „ Le Compte du
„ Domaine du Comté de Bologne de l'an 1474. „ (des *Advouries* d'E-
„ staples & Rombly, que doivent les habitans d'icelles villes à la
„ Toussains, qui se croissent & amoindriissent, selon le nombre des
„ menages, étans en la ville & bourgaige d'Estaples, dont chacun

chef doit demi polkin d'avoine, les veuves un quart de polkin.) „
Vide Cang. in glossar.

ADVOCURIE.] Dans la Somme rurale livre 1. titre 94. page 536.
ligne 5.

C'est l'adoption.

ÆS.] Cambray tit. 24. art. dernier. Voyez *Eps.*

AFFANEURES.] Voyez *Baptêmes & Messures.*

AFFEAGER ou *bailler à feage.*] Bretagne art. 358. 359.

C'est *inscoper.* M. Hevin dans ses Observations sur Frain page 861.
explique ces deux articles. Joignez d'Argentré sur l'art. 59. de l'ancienne Coutume de Bretagne n. 1.

AFFEURAGE.] Boullenois art. 45.

C'est autant que *afforage.* (Voyez *Afforage.*)

AFFEURER.] Normandie chap. 20.

C'est estimer à certain pris, mettre à feu & à pris, *qua voce Feur*
utitur Butilicrus.

AFFILIATION *affilié.*] Voyez *Adfiliation.*

AFFIXES ou AFFICHES.] Paris art. 344. 347. 348. 350. Ni-
vernois titre 4. art. 7. 46. 55. tit. 17. art. 8. tit. 32. art. 37. 38. 39.
Bar art. 151. 214. 217.

C'est l'exploit du Sergent, lequel il attache & appose à une porte
de Maison, Eglise, Auditoire, ou ailleurs en lieu public, afin de faire
sçavoir à tous ce qu'il exploite : Comme pour recevoir les encheres
d'un heritage saisi que le Juge veut decreter, ou pour faire sçavoir
la publication des hommages. Le Perche art. 46. Les Affixes, Attaches
& encheres, comme dit la Coutume de Berri au titre 9. art. 61. 74.

*Programmate fixo, tabula posita proscribi solent dies futura auctionis, le-
ges, condiciones & plerumque ad domum fit denunciatio, libellus ad ipsas
edes proponitur, postibus affigitur. l. 4. par. prator. & seque. de damno infe.
l. 5. par. 1. quod vi. l. 39. par. nupta prius ad l. Juli. de adulter. l. 1. par. 1.
de agno. liberis l. 2. cod. de annali exceptione l. 1. cod. Th. Si certum pete-
tur de chirographis. No. 1. de invasorib. cap. 3. de dolo. cap. ult. de eo qui
mittitur in possessionem l. 13. Dig. de excusationibus l. 1. par. ult. de fugit.
sic & olim ad parietem leges perlata, fixa erant clavis ferreis, Plautus in
Trinummio, ut omnibus innotescerent. Tabula legum aneæ erant in Capitolio.
Sacra leges fœdera antiqua & Sen. Consulta pleraque in æs incisa & in-
sculpta sunt, idque æs fixum celeberrimo loco. Plinius lib. 8. Epist. Leges De-
cemvirales in æs incisas in publico proposuerunt. Livius lib. 3. Nempe fixæ
in foro ad curiam Hostiliam, & pro rostris propositæ Halicarna. & Pompo-
nius. Quæ legum æra liquefacta sunt in Capitolio, cum de celo percussum
esset. M. Tullius 3. orat. in Catilin. Lex fixa ærio Libertatis cum multis aliis*

legibus incendio consumpta est; Festus. Incise sunt leges duodecim tabulis, & publico ere prefixo jura præscripta sunt. Cyprianus prima epistola ad Donatum. Flavius scriba fastos etiam circa forum in albo proposuit, ut quando lege agi posset, sciretur. Livius lib. 9. Æs publicandis scitis per fora ac templa fixum. Tacitus lib. 11. Annalium. Vide Brodeum lib. 4. miscella. cap. 12. Anton. Augustinum libro de legibus cap. 16. Sic & Album Prætoris quod proponebatur, potestas ut esset populo cognoscendi. Est programma, propositum, proscriptum. Nemo sanus in hoc opere desiderabit ordinem: at morosus quidam connexionem fortè interdum notabit, quæ ejus censura non probabitur eruditis, sat scio.

AFFOLER.] Voyez *Afoler*.

AFFOLURE.] Haynault chap. 40. Voyez *Afoler*.

AFFOR.] Mons chap. 51. (Voyez)

AFFORAGE.] Monstreul art. 23. 24. Beauquesne art. 1. & 7. & à la fin du Procès verbal de la Coutume de Peronne. Saint Paul art. 18. & autres imprimées l'an 1553. art. 43. 44. Herli art. 3. & es Ordonnances du Duc de Buillon article 666. & en la Somme rural au chapitre de tenir par dignité, & au chap. du droit de Maréchaux de France; & en la Coutume de saint Omer art. 3. 4. de Comines sous Lille en Flandres, de Bovinnes, de Bapalmes sous Artois, de Hesdin particuliere art. 5.

C'est un droit seigneurial tel, que quiconque veut vendre vin, cervoise ou autre breuvage publiquement à broche ou en détail, & mettre enseigne hors, il doit demander au Seigneur Justicier congé de mettre l'enseigne, & en doit prendre prix par la Justice, laquelle jugera si le breuvage est bon pour l'usage de l'homme. Et appartient à l'homme de fief, ou à celui qui a basse Justice ou fonciere, le droit de *Forage* & les droits du fonds du vaisseau où étoit le breuvage vendu. Le droit de *Forage* est aucunement différent de celui d'*Afforage*. Voyez la diction *Forage*.

Ce droit d'*Afforage* appartient au Seigneur feudal, de vin & autres breuvages vendus en détail sur son fief, qui est d'un lot pour chacun fonds. Et se fait ledit *Affeurage*, le taux & pris du vin par la Justice & Officiers du lieu selon la Coutume de Boullenois, & par les Edits du Duc de Buillon. Ou (ce droit) est de quatre lots pour un char de vin, de deux lots d'une charrette, & de quatre lots pour un brassin, qui sont deûs au Seigneur selon la Coutume de Mons (chap. 51. n. 6.)

VIN AFFORE.] Ponthieu art. 84. ou **AFFORAGE.** Mons chap. 51. dont aussi fait mention le Livre des Ordonnances du Châtelet de Paris de l'an 1425. au titre du Geolier. (Voyez *Afforage*.)

AFFORER.] Ponthieu art. 85. Artois art. 6. & 7. Mons chap. 51. Monstreul

Monstreul art. 23. & es Ordonnances du Duc de Buillon art. 660. 661. 662.

C'est prendre du Seigneur Vicomtier ou foncier le prix & fur du vin ou breuvage qu'on veut vendre en détail. Tellement que par la Coutume locale de Des-vrene article dernier, les Majeurs & Eschevins ont connoissance de mettre prix aux vins & biaire, & ont pour chacun poinsson de vin qui se distribuë, un lot de vin pour leur droit.

DROIT D'AFFOUAGE.] En la nouvelle Coutume de Lorraine (art. 127. 286.)

C'est le droit de prendre dans un bois Voyez Fabert sur l'art. 286. marqué ci-dessus qui est nécessaire pour son chauffage.

AFOLER.] Beaumanoir chap. 30. page 150. ligne 7. Bayonne tit. 7. art. 17. la Bourr tit. 4. art. 1. & 3. Bouteiller dans sa Somme liv. 2. tit. 40. p. 871.

C'est blesser legerement. Voyez néanmoins le chapitre 40. de la Coutume de Haynault.

AGATIS.] Angoulmois art. 34.

C'est le dégât ou le dommage fait & causé par des bêtes. Voyez le Procès verbal de la même Coutume sur l'art. 8. & Beaumanoir chap. 24. p. 127. ligne 5.

MARCHE' A AGHAÏS.] Lille art. 63. de l'ancienne Coutume, & autre des donations & vendicions art. 8. de la dernière de l'an 1565. qui parle de la denrée & marchandise vendue & achetée. *Hic nondum potui summam manum imponere.*

Le marché à aghais, est un marché ne le point laisser écouler, sans avoir fait à terme, & de paiement & de livraison ; de sorte que celui qui souhaite préalablement livré ou payé, & au refus en profiter, doit aghaïter, ou aguester, de sa partie, consigné en Justice & fait signifier. Galland dans son traité du gquester & observer le jour du terme, & Franc-aleu p. 80. de la dernière édition.

AGRER.] En la Coutume de Sole tit. 31. art. 4. & 5.

C'est la rente que le créancier doit payer chacun an à son débiteur, pendant la jouissance qu'il fait de l'héritage à lui engagé.

AGRERER.] Bourdelois art. 103.

C'est terrager, & champarter les bleds ou vins.

AGRIER ou AGRIERE.] La Marche art. 331. Saint Jean d'Angeli art. 21. Bourdelois art. 86. 102. 103.

C'est le terrage & champart que le Seigneur leve sur les gerbes de bled au tems des moissons: *Ut ex lege Boioariorum tit. 1. cap. 14. Coloni vel servi Ecclesia prestant agrarium & pascuarium, & agrarii nomine de triginta modis tres.*

Quoique l'*agrier* ; le champart ou le terrage, soit un tribut, ou un droit dû à cause des terres, ainsi que la *censive*, ce droit diffère néanmoins de la *censive*.

1°. Parce que la *censive* est la marque d'une Seigneurie directe, au lieu que l'*agrier* ou le champart, dans la plupart de nos Coutumes, est une servitude particulière, & qui peut être due à une personne qui n'a point de Seigneurie : *Campipartus*, dit Choppin sur le chap. 10. de la Coutume d'Anjou n. 7. tome 2. *haud ubique recti dominii index est, nec laudimia secum trahit ubi vois regionum, at privato cuiusdam juri potius, pradiarique accensetur servituti, nisi is cui campipartus debetur aliis directum habeat fundi dominium.* Voyez l'Auteur du grand Coutumier livre 2. chap. de Champart.

2°. Parce que la *censive* est presque toujours portable, au lieu que l'*agrier*, le champart ou le terrage, est presque toujours requérable.

3°. Parce que la *censive* est annuelle, & fait toujours un revenu égal ; au lieu que le champart ou l'*agrier*, n'est pas annuel par tout. Car, par exemple, il y a des Païs où celui qui a ce droit, ne prend rien pendant trois années, & leve ensuite tous les fruits de la quatrième année ; & ce droit dans les lieux où il est dû

annuellement, ne fait point aussi un revenu égal, comme la *censive*, parce qu'il consiste en une portion des fruits, dont la quantité n'est point égale toutes les années.

4°. Parce que la *censive* est due des terres, quoiqu'elles ne soient point cultivées, au lieu qu'il n'en n'est point dû de champart ou d'*agrier* ; parce que l'*agrier* se prenant sur les fruits, il faut nécessairement qu'il y ait des fruits, afin qu'il puisse être levé, & de là vient qu'on ne peut point contraindre celui qui tient des terres en *censive* de les cultiver, au lieu qu'on y peut obliger celui qui les tient en champart. Voyez les articles des Coutumes citées par Ragueau.

Et enfin parce que les arrerages de la *censive* sont dus depuis vingt-neuf années, au lieu que l'*agrier* ne tombe point en arrerages ; ou plutôt au lieu que les arrerages de l'*agrier* ne sont dus que des cinq dernières années, suivant la dernière Jurisprudence. Voyez M. Graverol dans les Notes sur le traité des Droits seigneuriaux de la Rocheflaun chap. 5. art. 1. page 420. 421. de la dernière édition. M. Gerault dans son traité des Droits seigneuriaux chap. 9. M. d'Olive dans ses Questions liv. 2. chap. 24. & M. de la Thaumassière liv. 2. de ses Décisions chap. 11.

Terres AHANABLES.] Bullenois art. 170. 174. Voyez *Ahans*.

AHANS.] Mons chap. 50. art. 18.

Sont des terres labourables. Ce mot vient de *ahan*, qui signifie *labour*, *travail*, & de *ahaner*, qui signifie *labourer*. Bouteiller dans sa Somme liv. 2. tit. 40. page 860. „ *Item* : Qui est trouvé *ahanant* sur „ chemin publique, & à la dernière roye prent du chemin, & trouve „ sa charruë, ou harnas la terre du chemin sur son champ, chet en „ amende de soixante sols.

Le même Auteur livre 2. tit. 10. page 749.

„ *Novales* sont les places & les lieux qu'anciennement n'ont été „ par coutume labourés ne cultivés, par quoi semence ou usufruit „ ne peut venir, dont dîme peut être payée & due, si comme des „ anciens bois & places en bois, où il vient bois, & croît sans ce.

qu'ils ayent été à ce pourplaine en artige, ou si comme en terre & place qui onques n'auroit été labourée, & on le mettroit de nouvel à *aban* & à semence, ou si comme d'un vivier par seiche-
resse d'eauë on le mettoit à *aban* & à semence.

DROIT D'AIDE.] Theroanne art. 15. Saint Paul art. 10. Artois art. 38. Amiens art. 189. Beauquesne art. 6. Doulens art. 2.

Qui est pour chacun fief tenu en plein hommage soixante sols parisis, & pour chacun fief tenu en Pairie, dix livres parisis deüs par les vassaux au Seigneur feudal, quand il fait son fils aîné Chevalier, ou quand il allie par mariage sa fille aînée, comme il est contenu par la Coutume d'Amiens.

Et selon la Coutume de Montreuil, ce droit est de pareille somme que les hommes feudaux doivent au Seigneur pour le relief de leurs fiefs & sans Chambellage. Telle est aussi la Coutume de Beauquesne, de saint Omer art. 3. de Boullenois art. 21. d'Artois art. 38.

Par la Coutume de Hesdin art. 12. 13. ce droit d'*aide* est autrement taxé; il est deü à la chevalerie du fils aîné, ou au mariage de la fille aînée. Hesdin art. 23.

Par la Coutume de Ponthieu art. 77. le Seigneur a droit d'*aide* sur ses tenans feudaux ou cottiers en l'un desdits deux cas, ou pour rachapter son corps de prison pour guerre de son Prince, & une fois seulement en sa vie.

Par la Coutume du Duché de Bourgogne art. 4. & du Comté de Bourgogne article 54. ce droit est aussi deü pour le voyage d'outre mer.

*Hæc munera debentur domino ultra fidem & hominum, sunt λειτουργικά & σπονγὰι, χρεωματα. Doctiss. Cujacius ad tit. 5. lib. 2. Feudorum ex Constitutionibus Neapolit. profert & alias causas exigende à vassallo in tributio-
nis. De his collationibus tractat etiam Guido Papa quest. 57. Choppinus lib. 3. de dominio cap. 4. & Accursius meminit ad leg. placet. Cod. de Sa-
crof. Eccles. Bouteiller en la Somme rural écrit, que de son tems ces Aides ne dépendoient que de la courtoisie honorable des hommes fiefuez & cottiers, & que le Seigneur n'en pouvoit faire demande par contrainte, ne par loi. Erant quasi ultrotributa, sed quod à princi-
pio beneficium fuit, usu atque state factum est debitum.*

Au Parlement tenu à Londres l'an 1324. cette *aide* a été refusé au Roi Edouard II. pour la rançon d'un Comte prisonnier en Ecosse & a esté déclaré qu'elle n'étoit deüë que pour la rançon du Roi, de la Roine, ou de son fils aîné. Thomas Vvalsingan.

Ceux de Bourges, Dun-le-Roi & Issoudun, villes Royales de Berri, furent és Enquestes du Parlement de la Chandeleur 1270. condamnéz

payer au Roi l'*aide* pour la Chevalerie de son fils aîné & mariage de sa fille. Et ceux de Bourges furent taxez à deux mil livres, & chacune des autres villes à trois cens livres. (Voyez les chap. 18. 19. & 20. du Recueil d'anc. Arrests concernant le Berry, publié par M. de la Thaum.)

Et est narré que le Roi par generale Coûtume prend taille sur tous ses sujets de son domaine immédiatement, lorsqu'il marie sa fille ou fait son fils aîné Chevalier, & nul en est exempt s'il n'a privilege particulier. Et est ce droit approuvé par trois Arrests donnez au Parlement de la Chandeleur 1270. & jugé par autre Arrest du 20. Decembre 1334. Et appartient à plusieurs vassaux du Roi fondez en Titre ou Coûtume expresse. Aussi les villes d'Orleans & du Duché, & celles de Gatinois, de Nogent, & du Baillage de Gisors, sont taillables par le Roi, lorsqu'il fait son fils aîné Chevalier. Et les Nobles du pais ont semblable droit sur leurs sujets, par Arrest de Pentecôte & de Toussaints 1285. comme le Greffier du Tillet a observé, duquel les Recueils sont dignes de grande loüange. *Sueton. cap. 42. scribit Cæsarem Caligulam collationes in alimoniam atque dotem filia recepisse. Et inter epistolas Petri de Vineis lib. 5. cap. 16. extat mandatum Eriderici II. Imp. ad exigendam subventionem pro maritagio filia principis.*

AIDE DE RELIEF.] Normandie chap. 34.

Qui est deuë par le vassal après le décès du Seigneur feudal, quand son heritier relève du chef Seigneur : & cette *aide* se fait par demi relief, & se paye aux hoirs du Seigneur pour leur aider à relever leurs fiefs du chef Seigneur. (Voyez Galland dans son traité du Franc-aleu chap. 6. pag. 77. de la dernière édition.)

AIDES QUI SE PAYENT DE TIERS AN EN TIERS AN.] Normandie chap. 93. (Voyez ci-après *Monneage*, & la glose sur le chap. 93. de l'ancienne Coûtume de Normandie.

LOYAUX AIDES.] Tours art. 88. & ensuivans, art. 139. 140. 264. 297. 335. Lodunois chap. 8. art. 2. 3. 6. 8. 10. chap. 14. art. 17. Poitou art. 188. 189. Lille tit. 1. art. 70. *Aider le Seigneur*, Bretagne art. 82.

Ces *tailles* & *aides* sont deuës par le vassal à son Seigneur feudal noble & non roturier, pour la rançon d'icelui quand il est prisonnier des ennemis de la Foi ou du Royaume, pour le profit commun ou pour son Seigneur souverain : & pour le premier mariage de sa fille aînée ou autre, par lui & non par la mere mariée, encore qu'elle fût seule : & quand le Seigneur ou son fils aîné qui a accoutumé suivre les armes, est fait Chevalier, par la Coûtume de Touraine art. 94. de Lodunois chap. 8. art. 2. de Bretagne art. 82. & ensuivans, du Perche chap. 10. en l'ancienne.

Et d'autant qu'en ces cas le devoir ou la rente annuelle double, ces

Aides s'appellent *Tailles & Doublage*, en la Coûtume d'Anjou & du Maine. Ils s'appellent aussi *Chevets aides*, en la Charte aux Normans, qui est du Roi Louis Hutin, de l'an 1314. & en la Coûtume de Normandie chap. 34. 35. *Aides coutumiers* au chap. 31. Et sont deûs en trois cas, quand le fils aîné du chef Seigneur est fait Chevalier, ou que sa fille aînée se marie, ou pour la rançon du Seigneur qui est prisonnier entre les ennemis de son Prince. *Ergo vassallus debet equestrem sportulam vel nuptialitium, vel λυτρον*. Et faut noter que ces *Aides* sont aussi-bien deûs au Roi à cause des fiefs tenus de lui nuëment & sans moyen, comme aux autres Seigneurs, dont du Tillet allegue des Arrests : & que l'*Aide* de rançon n'est deû à celui qui prend sould & gages, s'il n'est prins en faisant le service qu'il doit faire à cause de son fief. Terrien sur le chap. 9. du livre 5. du droit observé en Normandie : & par un Arrest du Parlement de saint André 1309. les laiz sujets ou tenans des Evêques & personnes Ecclesiastiques de Normandie, sont tenus payer l'*Aide* deû au Roi pour le mariage de sa fille.

Par la Coûtume de Poitou art. 188. ces loyaux *Aides* & devoirs sont aussi deûs au Seigneur feudal homme d'Eglise, quand premièrement il entre en son benefice, & non en autre cas : Comme aussi par les Constitutions du Royaume de Sicile, lib. 3. tit. 20. & 21. *Homines domino adjutorium debent, si Prælatus sit Ecclesia pro consecratione ejus, vel cum ad Concilium à Papa vocatur, vel pro servitio Principis vocatur aut mittitur*. Et sont aussi ces *Aides* deûs pour le mariage de la sœur, & pour la Chevalerie du frere du Seigneur.

Aussi en France se payent certains *Aides* & subides au Roi, à raison du sol la livre & autrement, pour les fruits & marchandises qui se vendent, desquelles anciennement on souloit lever une partie, selon l'usage du tems & des lieux. Aucuns rapportent ces *Aides* au tems du Roi Jean : autres au tems du Roi Charles VI. Les Officiers domestiques de la Maison du Roi & de la Roine, étant en l'état & aux gages & servans actuellement, les Recteurs, Docteurs, Professeurs, Regens, quelques Officiers & Suppots des Universitez, & quelques villes de ce Royaume, & aucuns Officiers de Chancellerie, sont exemts de tous *Aides* & subides pour ce qui est de leur crû, & de tous peages des vivres qu'ils font venir pour leur provision, & de toutes tailles, taillon, de ban & arriere-ban, de toutes contributions, emprunts, daces, impositions & crûes.

Par l'article 74. du livre premier des Etablissmens. „ Nus hom qui tient en „ paraige, ne met riens en Roussin de „ service, ne en nus rachar, ne en nul „ service, que cil fait de qui il tient en

paraige au chief Seigneur, se ce n'est „ en ses loyaux aides. „ Voyez droit de „ taille és quatre cas, & Hostiens. ad cap. „ 2. extr. de immun. Eccles. n. 5. tom. 2. „ p. 176. Boer. decis. 126. Duranti. q. 93.

p. 161. *Jacobin. de sancto Georgio de fundis* c. 32. pag. 106. *Salvaing* pag. 239.
 p. 167. 168. & p. 217. *Masuer. tit. 38. n.* *Vasquium lib. 1. controvers. illust. cap.*
 4. *Bracton. lib. 2. cap. 16. n. 8. pag. 36.* 7. n. 3. pag. 44. *Beslium in Comit. Pitt.*
Cujac. ad tit. lib. 2. feuder. Kopen de- pag. 87. &c.

AINS.] *Avant.* Beaumanoir chap. 2. pag. 22. ligne 23.

AIRE.] *Area.*

C'est une place, un espace de terre, la Coûtume de Senlis art. 240.
Item: » *Pasladite Coûtume les Aires* où se font les lains, en la ville
 » & Paroisse de Bulles, se mesurent par mines, & ne porte chacune
 » mine desdites *Aires*, que douze verges à vingt-&-quatre pieds pour
 verge. » *Vide leg. 98. §. 8. ff. de solutionibus, & Cujacium lib. 9. obser-*
vation. cap. 8.

AIRE de marais salant.] Poitou art. 190. Xaintonge art. 129.

C'est l'espace d'un marais où l'on fait du sel. Voyez Besly dans ses
 Preuves de l'Histoire des Comtes de Poitou page 291. & Galland
 dans son traité du Franc-aleu page 131. *Manilius lib. 5.*

*Quin etiam magnas poterunt celebrare salinas,
 Et Pontum coquere & Ponti secernere virus;
 Quum solidum certo distendunt margine campum,
 Appelluntque suo deductum ex aequore fluctum,
 Claudendo negant, tum demum suscipit undas
 Area; tum Pontus per solem humore nitescit,
 Congeritur siccum pelagus, mersique profundi
 Canities emota maris, spumaque rigentes
 Ingentes faciunt tumulos, pelagique venenum.
 Quodque erat usus aqua succo corruptus amaro
 Vitali sale permutant, redduntque salubrem.*

AIRE d'oiseaux.] C'est leur nid. *Vide Spelm. & Cang. in gloss. v. Aerea,*
Area.

AIREURES.] Normandie art. 119.

Sont les labours & semences.

AISNE.] C'est celui qui est né avant ses freres & sœurs.

Ce mot vient de *ains*, *avant*, & du mot *né*. Voyez Pasquier dans
 ses Recherches liv. 8. chap. 50. à la fin. Dans quelques Coûtumes,
 comme dans celle de Bretagne art. 589. *Aisné*, est un terme commun
 qui convient aux deux sexes. Voyez Hevin sur Frain page 799. &
 891. & ci-après. *Aisneté.*

DROIT D' AISNEAGE.] En l'ancienne Coûtume de Bretagne art.
 63. & en la dernière art. 669. la Rochelle art. 55. (Voyez *aisneté*.)

RENTE OU DETTE AISNE'E.] Es Ordonnances de l'Eschiquier de
 Normandie de l'an 1462. qui est la plus ancienne & première en dat.

GLOSSAIRE.

te : & au ffil du païs de Normandie , auquel auffi droit aîné ou puîné,
Charge aînée ou puînée.

AINESSE.] Normandie art. 175. &c.

C'est un tennement divisé entre plusieurs freres ou autres coheritiers , & chargé de devoirs ou de rentes , qui doivent être portées au Seigneur par l'ainé des freres ou des coheritiers , à qui pour cet effet les puînez sont obligez de payer leurs parts & portions. Voyez d'Avi-
ron , Godefroi , Banage sur l'art. 175. de la Coutume de Normandie ,
& Terrien liv. 3. chap. 13. vers le commencement.

L'ainesse peut être divisée en noble & roturiere : Car , par exemple ,
le fief noble tenu en parage , est une aînesse noble , & le fief vilain di-
visé entre coheritiers , est une aînesse roturiere. Voyez la glose sur le
chap. 34. de l'ancienne Coutume vers la fin , & les art. 130. 175. de
la nouvelle Coutume.

DROIT D'AINESSE.] Paris art. 15. 16. 19. 27. 250. Meaux art. 41.
Melun art. 88. & ensuivans. Sens art. 200. 215. Estampes art. 9. 10.
119. 132. Montfort art. 9. & 105. Mante art. 1. & ensuivans. Senlis
art. 126. Clermont art. 81. Vallois art. 57. & ensuivans. Troyes art.
14. Chaumont art. 8. Vitry art. 53. Laon art. 141. & ensuivans. Reims
art. 41. & ensuivans. Chalons art. 150. & ensuivans. Tours art. 271.
276. 294. Rodunois chap. 27. art. 15. & 18. chap. 28. art. 2. & 3. Au-
xerre art. 53. Berri tit. 19. art. 31. Bretagne art. 547. Dourdan art. 4.
8. 13. 58. 114. Bar art. 115. 116. 117. (Voyez)

AINETE.] En la Somme rural traitant de succession & de par-
tage.

*Est jus primogenituræ, quod major natu filius capit. καὶ ἑταῖρος tan-
quam præcipuum, ætatis privilegia, de quo jure passim tractatur moribus
scriptis Gallie: Et a été introduit pour entretenir & conserver les mai-
sons. Et ne s'accordent les Coutumes en la portion , preciput , &
avantage de l'ainé , en la faveur duquel les unes sont trop avanta-
geuses , & conviendrait les restreindre & regler. Jure Deuteronomii
cap. 21. primogenitus fert partem duplicem. Le fils aîné est major natu ,
πρωτόγεντος , πρωτότοκος , Primigenius , primogenitus , primitivus , ut à Pru-
dentio vocatur. Les autres sont puînez & cadets. Natura autem principatum
natu majoribus deferre solet : & Deus in designandis regibus aliam rationem
plerumque sequitur. Nicetas in Alexio Commeno.*

Sous nos Rois de la seconde Race ,
quand l'Eglise donnoit des terres à pre-
caire , & quand elle vouloit bien que ces
terres passassent aux enfans des donatai-
res , jusqu'à un certain degré , c'étoit
quelquefois à la charge qu'elles apartien-

droient seulement à l'ainé de ces enfans.

Charta an. 892. apud Belsium in Co-
mit. Pictav. pag. 211: *Hanc eodem modo
Ebolo comiti, per consensum Senioris no-
stri Roberti consignare disposueramus,
qua sita est in Pago Pictavi in Vicaria*

Braciacense, cum Ecclesia in honore sancti Martini constructa, ad quam adspiciunt quarta cvi. cum vineis..... & quicquid ad ipsam villam pertinere videtur, cultum & incultum totum & ad integrum, de jure nostro in potestatem ac dominationem ejus tradimus, atque transfundimus, eo quidem tenore, ut tam pro predictis rebus, quas ipse partibus nostris delegavit, quam pro pronomiatis rebus quas ei precario jure concedimus annuatim in festivitate sancti Martini autumali, exsolvere studeat, in censum, nobis & successoribus nostris, argenti sol. c. & sic utrasque res, diebus quibus advixerit, teneat & precario more possideat. Si vero evenerit ut sponsa ejus nomine Aremburgis, quam per sponsalitia jura in futuris nuptiis obarratam habet, prolem ex ipso habeat, eadem oratione tam ipse, quam ejus primogenitus filius diebus vite sue predictam precariam obtineant sub predicto censu, &c.

Quoiqu'alors les fiefs ne fussent point encore héréditaires, cependant comme les Seigneurs consentoient quelquefois qu'ils passassent aux enfans de leurs vassaux jusqu'à un certain degré, ainsi que les terres données par l'Eglise à precarre, vrai-semblablement s'étoit aussi pour l'ordinaire à la charge que les fiefs apparteniroient aux enfans aînez à l'exclusion des puînez.

Le droit d'aînesse fut ensuite généralement établi parmi nous, quand on y rendit les fiefs héréditaires & patrimoniaux. Et enfin nous avons communiqué ce

droit aux autres Nations de l'Europe.

Privileg. Concessio. cujusdam Castri in perpetuum, inter Epist. Petri de Vineis cap. 25. *Castrum C. & justitiarius, cum omnibus justitiis, justitiariis, rationibus omnibus, & pertinentiis suis, quæ de demanio in demanium, & quæ de servitio in servitium eidem & heredibus suis pervenire potuerunt, in perpetuum de speciali gratia, & ex certa scientia nostra, duximus concedendum: ita tamen, quod Castrum ipsum à nobis, & heredibus nostris in capitaniam teneat, & immediate à nostra curia recognoscat, vivens jure Francorum, in eo videlicet, quod major natu, exclusis minoribus fratribus, & coheredibus in Castro ipso succedat, inter eos nullo tempore dividendo, &c.* Voyez le chap. 33. des Loix de Jacques Roi de Sicile, publiées par Cultelli page 57. 58. & ci-après *Frerage & Parage*.

Il y a dans le chap. 99. de l'ancienne Coutume de Normandie, que « l'aîné » fils est le plus prochain hoir de son pere, & ceux qui descendent de lui, &c (que) quand cette ligne fault, la seconde ligne est la plus prochaine. « Et de là vient que dans quelques-unes de nos Coutumes, l'aîné noble est saisi de toutes les successions échûes à lui & à ses puînez. Voyez l'art. 350. de la Coutume de Normandie, l'article 512. de l'ancienne Coutume de Bretagne 563. de la nouvelle, l'art. 6. du tit. 27. de la Coutume du Loudunois, &c, & Hevin dans ses Notes sur Fraîz page 510. & 939.

ALBAIN.] Voyez *Aubain*.

ALBERGEMENT.] C'est en Dauphiné un *Bail emphyteotique*. Voyez M. Salvaing dans son traité de l'usage des Fiefs chap. 25. page 118.

ALBERGER, ALBERGATION.] *Albergaria in capit. praterca, 23. de jure patronatus. Albergare, Albergatores in edicto Raymundi Comitis Tolosani, anni 1233. de domibus religiosis non albergandis; Hujus Comitis statuta latina quadam in lucem profert Massonus lib. 3. annalium Francia, quæ jam gallicè prostabant. Species est indictionis, exactionis: ut & fodrum vel collecta, Albergamentum vel Albergium, in scriptis Pragmaticorum & statutis,*
C'est

C'est une espèce d'alienation d'heritage que l'on baille à cens ou rente annuelle, & pour quelques deniers d'entrée, dont *Guido Pape* en son conseil 123. propose un cas. (* Voyez *Albergement*, *Ferme*, de *Oncieu* dans son traité des Mains-mortes page 276. & *Revel* sur les Statuts de *Bugey* page 214.)

* *Droit d'ALBERGUE.*] C'est un droit d'*hebergement* ou de *giste*. Qui est apellé *Aubergada* dans le For de *Bearn* tit. 1. art. 19. & *Arcius* dans le même For tit. 1. art. 30. & tit. 20. art. 3.

Anciennement les Seigneurs en plusieurs lieux avoient droit d'*hebergement* chez leurs sujets ; mais ce droit a été changé en rentes payables en grains ou en deniers : & ces rentes qui sont deûes annuellement aux Seigneurs par les communautéz, ont retenu le nom d'*alberges*. Voyez *M. Dolive* liv. 2. de ses *Questions* chap. 5. page 259. de la dernière édition, *M. Geraud* dans son traité des droits Seigneuriaux chap. 7. n. 6. & ci-après *Arcius*.

Dans l'Etat de *Genes* l'*Albergue* est une *adoption*. Voyez *M. du Cange* dans sa 22. Dissertation sur *Joinville* à la fin page 276.

* *ALBERGADA.*] Dans l'*Alfonsine* de *Riom* au commencement. Voyez *droit d'Albergue*.

. *ALEU-FRANC* OU *FRANC-ALEU.*] *Paris* article 68. 132. *Troyes* art. 5. 14. 50. 51. *Chaumont* art. 3. 57. *Laon* art. 135. 225. *Chalons* art. 4. 165. *Reims* art. 40. *Bretagne* art. 328. *Nivernois* tit. 37. art. 11. *Orleans* art. 214. *Peronne* art. 102. 103. 267. *Anjou* article 140. le *Maine* art. 153. & en la *Coûtume* du *Baillage* de *Sens* & du *Bailliage* de *saint Omer* article 8. 28. imprimée l'an 1553. en ce qui est sous le *Comté* d'*Artois*, qui a été mise par écrit l'an 1509. Il y a autre *Coûtume* de *saint Omer* de l'an 1507. discordante de celle de *Monstreuil*, *Lille* titre des biens meubles art. 11. & au second livre du *Grand Coûtumier* chap. 33. *Lorraine* tit. 5. art. 7. 14. 15. tit. 18. article 1. *Franc-aloud*, en l'ancienne assiette de *Bourgogne*, qui est à la fin de la dernière *Coûtume* du *Duché*. *Biens feudaux*, *Alloux ou cottiers*, *Namur* art. 42. *Allodiaux*, art. 52. 72. 77. 83. *Franc-aloy*, *Meaux* art. 189. & ensuivans.

Alandium ex sententia Doctorum est proprietas quæ à nullo recognoscitur.

. L'*Aleu-franc* est différent des biens immeubles tenus noblement en fief, ou roturierement en censive, *Rheims* art. 40. & ne doit vest ne devest, censive, ne foi ne homage. *Melun* art. 104. ne doit service, censive, relief, homage, ne quelque redevance que ce soit. *Meaux* art. 190. Pour heritage de *franc-aleu* ne sont deûs aucuns droits, ou devoirs seigneuriaux ou feudaux. *Rheims* art. 139. ne rente ne relief. *Saint Omer* art. 19. & autres sous *Arras*, imprimées à *Arras*. *Leudes*.

sont les sujets qui tiennent terres qui ne sont en franc-aleu, qui doivent cens & rente. Ce mot ne signifie vassal ni affranchi, *ut quidam (quorum pudori parco) ausi sunt scribere. (* Vide tamen Cang. in gloss. verb. Leudes.)*

Par la Coûtume du Maine, la terre ou heritage qui est en franc-aleu, ne doit foi, homage, devoir, ne rachapt, & le sujet est exempt de prinse par défaut d'homme, & de toutes autres servitudes. Et si la terre est vendue ou échangée, le Seigneur n'y prend ventes ne autres émolumens de fief : mais par la Coûtume d'Anjou, les ventes & profit de fief sont deûs au Seigneur, quand la terre tenue en franc-aleu, est vendue ou échangée.

Alodium propriè est pradium quod nullius domini beneficium proſitemur, liberum non ſervum, immune & nihil penſitans, quod eſt proprii juris, optimo jure, optima conditione, nec fidem vel hominum vel inveſtituram aut iudex πικα debet; Cujacius 8. Observationum cap. 14. & ad libros Feudorum: ſed eſt tantum ſub juriſdictione. Κτῆμα ἰδιοπεριόρις οἱ & τῇ κρατικῇ ἀκαταδύλωτος, ut eſt in Novella Conſtantini Porphyrog. de Militibus. Rhenanus conjecturam facit, Alodia Germanico vocabulo ſic dicta, quod familia velut conjuncta ſint & inſeparabilia à familia.

Autres prennent ce mot Aleu pour liberté, franchise & immunité. *Hotomanus ait hujus vocis notionem eſſe difficilem: Nec dicitur Alaudium à laudatione auctoris, ut Budens exiſtimavit, & poſt eum recentiores quidam. Ex Suetonio in Julio cap. 24. conſtat legionem ex Tranſalpinis conſcriptam vocabulo Gallica appellatam eſſe Alaudam, Alouette, idque refert Plinius lib. 11. cap. 37. Legio Alaudarum Cicero ad Atticum lib. 16. Epist. 8. & Philip. 15. 13. Athicus Alaudes recenset inter Allobroges & Ruthenos. Eſtis Alauda pares. Martialis lib. 12. cap. 57. (* Voyez Galland dans ſon traité contre Franc-aleu chapitre 1. Caſeneuve dans ſon traité pour le franc-aleu liv. 1. chap. 9. page 80. de la dernière édition, & Dominicy de prerogativa allodiorum cap. 2. n. 8. pag. 11.)*

Allode, Alode vel Alodus eſt poſſeſſio functione libera & fidei vinculo ſoluta: Leudes enim, Lendi, ſive Leodes, ut vocantur in chronico Frodoardi, & apud Gregorium Turonenſem & Aimoinum, ſunt qui rem à domino cum onere cenſus vel redditus annui acceperunt, alii à vaffallis. Baptizatis Saxonibus ex ingenuitate & Alode fidei firmitas roborata eſt; inquit Ado in chronico: Hac voce utitur Turpinus, cap. 29. & ſupplementum Sigeberti, anno 1123. & Ivo Episcopus Carnotensis epist. 142. Utuntur paſſim hiſtorici rerum Germanicarum & Gallicarum, & extat in Conſtitutione Regis Philippi IV. de feudis, & tit. 62. legis Salicæ tit. 58. legis Ripuariæ tit. 2. cap. 2. tit. 5. cap. 15. & paſſim in lege Boioariorum: ſignificat autem res mancipi, patrimonium proprium, hereditatem paternam, avitam, & anteceſſorum. Alode diſtinguitur à beneficio, legis francicæ lib. 1. cap. 126. alias

capitulum lib. 1. art. 131. Eiusdem legis lib. 3. cap. 20. & 69. lib. 4. cap. 51. Alode opponitur comparato in formula Marculphi, qua pater filiam heredem scribit cum germanis suis, & saepe alias. (Voyez Alleuf, Alodial, Aluex.)*

Quelques-unes de nos Coûtumes, comme celles d'Auxerre art. 23. de Chaumont en Bassigny art. 62. de Troye art. 51. du Nivernois chap. 7. art. 1. & de Sezanne Treffou, & Chantemarle locale de Meaux art. 2. admettent le *franc-aleu*; & dans l'étendue de ces Coûtumes tous heritages sont reputés francs, s'il n'appert du contraire; mais dans nos autres Coûtumes, il n'y a point de *franc-aleu* sans titre, parce que c'est une règle générale dans presque tout le Royaume, qu'il n'y a *nulle terre sans Seigneur*.

Cette règle est établie il y a long-temps en plusieurs lieux, comme par exemple dans le Beauvoisis, ainsi qu'on peut voir dans le passage de Beaumanoir, rapporté ci-après sur le mot *aluex*. Mais en quelques endroits elle n'a été reçue que sous le règne de François I. ainsi que l'ont remarqué Saint Julien dans son livre 3.

JUSTICE ESTANT EN FRANG-ALEU, OU EXEMTE DU PRINCE.]
Nivernois tit. 1. art. 10.

Toutefois plusieurs Praticiens tiennent qu'en France le droit de Justice ne peut être tenu en *franc-aleu*.

ALEU ROTURIER.] Vitry art. 59. [*Heritages, biens, terres, ou choses Alodiales.*] Chalons art. 226. Nivernois tit. 7. art. 1. Troyes art. 144. Chaumont art. 76. 112. Vitry art. 126. Nivernois tit. 34. art. 24. Auxerre art. 9. Sedan art. 217. Bourbonnois art. 209. 392. 422. Auvergne chap. 17. art. 19. chap. 21. art. 14. chap. 31. art. 2. & au Procès verbal de la Coûtume de Berri, Acs tit. 9. art. 7. & au chap. 25. art. 15. du Stil de Liege.

Quand l'heritage ne doit cens, charges, fiefs, rentes, champart, ne autres redevances de fonds de terre, saisines, désaisines, rachat, relief, lods, ventes, entrée, n'issuë, ne autre servitude quelque que ce soit, & duquel nul est Seigneur foncier, & qui n'est tenu d'autre Seigneur que de Dieu, comme dit l'Auteur de la Somme rural: Encore qu'il soit sujet à la juridiction d'aucun Seigneur Justicier, & se doit partir comme heritage censuel & roturier. Orleans art. 214. Mais par la Coûtume de Paris art. 68. le *franc-aleu* se partit comme fief

des Antiquitez de Mascon, & Mezeray dans la Vie de François I. quoique plus de cent années avant le règne de ce Prince il fût presque impossible qu'il y eût dans le Royaume aucun *aleu* naturel; & enfin elle n'est devenue générale dans presque tout le Royaume que vers l'an 1600. ce qu'il est bon d'observer pour l'intelligence de quelques-unes de nos Coûtumes.

En l'année 1608. le 17. de Mars la Cour jugea que dans la Coûtume de Paris il ne pouvoit y avoir de *franc-aleu* sans titre. Mais comme dans le Procès qui donna lieu à ce Jugement, il y avoit une des Parties qui prétendoit tenir son heritage en *franc-aleu*, quoiqu'elle n'eût point titre, cet Arrêt peut servir de preuve à l'observation qu'on vient de faire. Voyez Brodeau sur l'article 68. de la Coûtume de Paris nomb. 7. page 481.

noble, quand il y a Justice, Censive ou fief mouvant de lui.

FRANC-ALEUF NOBLE.] Paris art. 302. Troyes art. 53. Vitry en Partois art. 19.

Quand il y a Seigneurie & haute Justice, dont le detenteur n'est tenu faire foi, homage ni service, ne payer quints ne requints, ne autres droits seigneuriaux : à la difference du *franc-aleuf* roturier, qui est terre sans Justice, pour laquelle le detenteur ne doit cens, rentes, lods, ventes, vêtures, ne autres redevances. Troyes art. 54. Vitry art. 20.

ALLEGANCES ET EXCEPTIONS.] Au Stil des Cours & Justices seculieres du pais de Liège, que le défendeur allegue contre le thème ou libelle du demandeur. (* Voyez l'art. 157. de la Coutume de Bretagne.)

ALLEGUER, OU PROUVER SON ALIBI.] Es Ordonnances du Duc de Baillon art. 515. & es Auteurs Praticiens; quand un accusé ou criminel propose pour sa justification qu'il étoit ailleurs qu'au lieu du délit ou crime commis.

TENIR EN ALLEUF.] Poitou art. 52. (* Voyez *Aleu*.)

ALLEUTIERS, ALLOUEZ, ALLEUTS.] Haynault chap. 61. 68. 69. 77. 78. 80. 81. 84. 85. 88. 95.

Qui tiennent heritage en alleuf. (* Voyez ci-dessus *Aleu*.)

ALLEYER.] Acs tit. 12. art. 1. 2. 3. Saint Sever tit. 10. art. 1. 2. 3.

C'est declarer par serment au Seigneur peager ou à son Commis la marchandise aportée, & combien l'on en aporte & conduit, si le passant doit peage. (* *Vide Cang. in gloss. v. Adlegiare*.)

ALLIANCE.] *Adfinitas ἀγγιστεία, κνδία, ἐπιγαμβρία.*

ALLIE'.] *Adfinitis ἀιψιός, ὁμῆρος, ἀγγιτέμων, ὁ κατ' ἐπιγαμίαν συγγενής in Glossario : alibi κνδεσῆς, ἀγγιστεύς. Adfines etiam vocant παρογγιστεῖς, cognatos συγγενεῖς.*

* ALLODIAL corporel ou incorporel.] Bourbonnois art. 422.

L'*allodial* corporel est un fond en franc-aleu, & l'*allodial* incorporel est une rente fonciere, qui est pareillement en franc-aleu. Cette rente se constituë lorsque le propriétaire d'un heritage franc & *allodial*, le transporte tout entier, ou en transporte une partie à quelqu'un, à la charge d'une rente annuelle. Voyez la Coutume du Bourbonnois art. 392.

ALLOTEMENT.] Au liv. 3. des Teneures chap. premier. (* Voyez.)

ALLOTIR, PARTAGER.] Voyez *Lot*.

ALLOUE'.] En l'ancienne Coutume de Bretagne art. 687. 693. 698. 739. & ensuivans; & en l'Edit fait à Orleans l'an 1560. art. 50. Ταπεινωτής : *Barbaris Allocatus est magistratus vicarius Praefidis provinciae*

de: Le Lieutenant general du Senéchal. Toutefois audit article 50. cet Officier est nommé entre les Viguiers & Prevôts ordinaires : Comme aussi en l'Edit du Roi Henry III. du mois de Decembre 1581. fait pour l'érection d'un Lieutenant & deux Sergens és Prevôtez & Châtelainies Royales. (* *Vide Cang. in gloss. v. Allocare.*.)

ALLOUE'.] Mercenaire.

ALLOUER LES FRAIS D'UN COMPTE.] Auxerre art. 234.

(* C'est les approuver.)

TERRES D'ALUEX OU ALUEUX.] En la Somme rural traitant des successions & des cas royaux, & de diverse condition des terres, qui different des fiefs & des terres de main-ferme, & sont tenues de Dieu seulement, & ne doivent cens, rentes, servage, relief, n'autre redevance à vie ni à mort; & dont les tenans y ont Justice basse sans conjure de Seigneur ne Bailli. Aucuns prennent cette diction pour *Allen*: *quasi illius oblitterata terminatione.*

Les *alux* ou *alieux*, sont des *alens*. Beaumanoir chap. 24. p. 123. » Quant li Sires voit aucun de ses fougiez tenir hiretages desquies, il ne rend nul cens, rentes, ne redevances nules, li Sires i peut jeter les mains & tenir comme fiefz propres : car nus selon nostre Coûtume, ne puet pas tenir des *alues*; & on appelle *alues*, ce que on

tient sans faire nule redevance à nului, & se li Quens s'aperçoit avant que nus de ses fougiez, que tels *alues* soit tenu en la Contée, il les peut prendre comme siens, ne n'en est tenu à rendre ne à répondre à nus de ses fougiez, pour che que il est Sires de son droit; & de tout che que il trueve en *alux*, &c.

* *ALVINER* ou *ALLEVINER étang*.] Vitry art. 37. Troye art. 88.

C'est y mettre des alvins, allevins, ou jeunes poissons. Voyez le Grand dans son Commentaire sur l'art. 88. de la Coûtume de Troye glos. 3. page 391. & Pithou sur l'article 26. de la même Coûtume page 108.

AMANS, NOTAIRES OU TABELLIONS.] Es Ordonnances de Mets. *Amanuenses.*

A Mets il y a des *Amans* & des Notaires. Les *Amans* sont les *Gardenottes*. Bertram cinquante-neuvième Evêque de Mets qui y institua les Treize, y institua aussi les *Amans*. Le Pere Meurisse dans son Histoire des Evêques de Mets, en la Vie de Bertram liv. 3. page 431. » Il ordonna qu'on feroit des actes & des instrumens autentiques, & redigez par écrit, des ventes, des achats, des promesses, des stipulations, & de toutes autres sortes de commerces : que ces écrits seroient conservez dans des Ar-

ches; que dans chaque Paroisse de la Ville il y auroit une de ces Arches fermées à double clef; & qu'il y auroit aussi dans chaque Paroisse deux hommes de bien & de bonne renommée choisis par le peuple, qui auroient chacun une clef des mêmes Arches, & qui seroient fideles gardiens & depositaires de toutes les pieces qui seroient mises dedans; & qu'on auroit de là en avant recours à eux & à ces pieces, pour terminer tous les differens qui pourroient naître en telles matieres, sans plus per-

mettre aucun champ de bataille ; que
s'il arrivoit quelques differens , pour
l'extinction desquels il ne se trouvât
rien dans ces Arches, les parties con-
testantes seroient crûes à leur simple

serment, & ne vidroient plus desor-
mais tel different au champ de bataille.
Cette Ordonnance de Bertram est de l'an
1197. Voyez le même Auteur page 19. &
voyez *Arches d'Amans*.

EDIFICES, MAISONS, ET AMASEMENS.] Artois art. 160. Hes-
din art. 40. *Massé*.

**MANOIRS, METS, PREZ, JARDINS, OU AUTRES HERITAGES
AMASEZ, NON AMASEZ.**] Theroanne art. 1. Saint Paul art. 1. &
2. Artois art. 147. Cambrai tit. 8. art. 12. tit. des Actions art. 28. tit.
25. art. 28. Saint Omer sous Artois art. 39. & en la Coutume locale
d'Ostercourt sous Lille, & en la particuliere de saint Omer art. 19.
imprimée à Arras 1589. Hesdin au titre des Successions.

Des *amasemens* ou *amassemens*, sont
des édifices ; & *amaser* ou *amasser*, ce
n'est point *in mansum dare*, comme l'a
crû le Père Royer, mais c'est bâtir, édi-
fier. Cambrai tit. 8. art. 12. » Maineté
n'a point de lieu sur heritage de fief,
» bien qu'il soit *amassé*, & *édifié* de mai-

son manable. » Joignez Bouteiller dans sa
Somme livre premier, tit. 73. page 430.
à la fin, & page 431. au commencement,
& vide *Nicolaum le Maître de Bonis*
& *possessionibus Ecclesiarum lib. 3. cap.*
4. & Rover, in Reomaio p. 638. n. 186.

AMBASSADEUR.] *Legatus*, *πρεσβευτης* ὁ ἐν πρῶτῳ, qui &
olim orator, quia reip. mandatas partes agit, Festus ; & representat ejus per-
sonam, cujus legatus est. Ἀποστέλλειν significat mittere, unde Missus & Missa-
ticum in Constitut. Caroli magni & in historiis ; Mittendarii in Codicibus.

AMENDE.]

C'est une peine pécuniaire qui a été
ainsi nommée : *Quia tali multa reus*
corrigitur, id est castigatur, vel quia
reus tali multa persoluta, extra men-
dum, id est extra culpam ponitur, Vid.

Skin. in Erym. General. leg. actorum ff,
de re judicata & leg. unic. in fin. Cod.
Theod. de Emend. propinq. & ci-après
Emende,

AMENE'E.] Anjou article 382. Voyez *la Menée*.

* **AMENRIR.**] Haynault chap. 77. art. 20.

C'est diminuer ; & dans le chap. 40. c'est estropier. Voyez

* **AMERME.**] Dans les Assises de Jerusalem chap. 198. à la fin.

C'est empiré, diminué ; & pour ainsi dire *amoindri*. Voyez *Merme*.

CAS D'AMESSURES.] En l'Arrest de l'Abbé de Saint Corneille
de Compiègne, & Enquestes du Parlement de Chandeleur 1290. &
autre donné au Parlement des Brandons 1311.

Quand l'un fait injure & outrage à l'autre de parole ou de fait, le
frapant ou faisant sang & playe, ou quand quelqu'un est suspect de
crime, pour lequel on ne tend qu'à amende pécuniaire.

Ce mot vient peut-être d'*Amerciare*,
qui signifie condamner à une amende pe-

cuniaire, selon Spelman *in gloss.* Skin-
ner sur le mot *amerce*, Rastal sur le mot

amertement, & Jean Kitchin dans son 44. & 84. Voyez néanmoins
 Livre qui a pour titre *le Court-leese* page

* *AMESUREMENT de Justice.*] Pierre des Fontaines dans son Conseil chap. 15. art. 27. 28.

C'est une estimation faite par la Justice ou par le Juge. Voyez

* *AMESURER.*] C'est estimer ; & pour ainsi parler, reduire à la mesure legitime. Beaumanoir chap. 41. « Ne pour quant, pour chee que l'en cuide tex à loyaux qui ne le sont pas, se il demandent si ce grand somme d'argent, que l'en pourroit voir clairement que il ne e pourroit point tant avoir dépendu, selonc la vie que il auroient e menée, & en si poi de tems, bien devroit être li outrage *amesuré* e par le Souverain, &c. » Voyez Pierre des Fontaines chap. 15. art. 27. ligne 18. & Beaumanoir chap. 25. p. 132. ligne 11.

* *AMESURER son sujet.*] C'est exiger de lui l'estimation & le dédomagement du meffet par lui commis, avec l'amende encourue. Voyez Beaumanoir chap. 30. p. 155. à la fin, & page 157. ligne 8.

* *Fief AMETE.*] Mante art. 23.

C'est un fief abonné ; ce mot vient de *meta*. *Vide Cang. in gloss. v. Bonagium*, & ci-dessus *Abonné, Abonner*.

* *AMNION.*] Montargis chap. 18. art. 10. Voyez *Annion*.

* *AMORTIR, AMORTISSEMENT.*] Voyez *Admortir*.

ANNATE.] Qui est le revenu d'un an d'un Benefice vacant, que le Pape pretend lui appartenir, dont est fait mention en l'Ordonnance de Charles VI. de l'an 1418. & en la Pragmatique sanction & au Concordat, qui ont arrêté ce droit pretendu, & lequel a été trouvé odieux par les Ordonnances de France & Arrests de la Cour, jaçoit qu'il aye été levé par le Pape Paschal XI. & Calixte.

Quelques-uns font Jean XXII. inventeur des *Annates*, & d'autres Boniface IX.

Platina de Vitis Pontificum in Bonifacio IX. *Tum verò Bonifacius, sive Vicecomisum potentiam veritus, sive agenda disionis Ecclesiastica cupidus, Annatarum usum beneficiis Ecclesiasticis primus imposuit, hac conditione ut qui beneficium consequeretur dimidium annui proventus fisco Apostolico persolveret. Sunt tamen qui Joanni XXII. ascribant. Hanc autem consuetudinem omnes admiserunt præter Anglos, qui id de solis Episcopatibus concessere: in ceteris beneficiis non adeo.* Mais l'origine de ce droit, doit

ce semble plutôt être attribuée à Jean XXII. qu'à Boniface IX. parce que Boniface IX. n'a été élu Pape qu'en l'année 1399. le jour de la saint Martin, & que Jean d'André, qui est decédé en 1348. parle des *Annates* sur le chapitre *inter cetera ext. de Officio ordinarii. Vi. de tract. Nicol. de Clemangis de Annat. non solv. Spelman in gloss. v. Annata.* & joignez Pasquier dans ses Recherches liv. 3. chap. 23. à la fin.

Pour être mieux payé de ce pretendu droit, Jean XXII. ainsi que nous l'apprenons du chap. 1. *ad Universalis* du tit. 9. des extr. Comm. envoya des Commissaires par toute la Chrétienté pour in-

former du revenu annuel de chaque Benefice, & il en fit faire un tarif qui est conservé dans la Chambre Apostolique : Mais cette taxe ayant paru odieuse, elle fut reduite à la moitié par le Concile de Constance, comme nous l'apprenons encore du chapitre *Universalis* ; ensuite elle fut supprimée & abolie par le Concile de Basse & la Pragmatique sanction, & enfin rétablie par le Concordat. Ainsi le Pape leve aujourd'hui le droit d'*Annate* dans le Royaume, mais néanmoins de différente maniere. Car pour les Benefices des Païs soumis au Concordat, il n'a

que la moitié de la taxe, suivant le Concile de Constance ; & pour les Benefices des Païs d'obedience, & des Païs unis à la France depuis le Concordat, il a la taxe toute entiere. *Vide tit. Concordat. de Annatis*, & Hevin sur Frain page 174. où il traite d'autres *Annates*.

Si l'on veut sçavoir par quels motifs les Papes ont introduit ce droit, il ne faut que lire le chap. *accedentes* 11. *ext. de Prescriptionibus*, & le Commentaire d'*Hostiensis*, de Jean d'André, & du Cardinal Zabarella sur le chap. *inter cetera ext. de Officio ordinarii*. Voyez Déport.

* *Benefice d'ANNION.*] C'est un répit ou un délai accordé pour un an à un debiteur par Lettres de Chancellerie. *Vide Pyrrhum in Cons. Aurelian. de executionibus ex locato cap. 18. Imbert. in Pract. lib. 1. tit. 63. Cujac. lib. 2. Obs. 10. & Thaumass. lib. 3. Decis. cap. 11. 12. 13. &c.*

HOMME ANOBLI.] Tours art. 315. 316. Lodunois chap. 29. art. 20.

Qui ignobilis natus facit posteris genus. Cum plures avitas paternasque flagitiis obruant imagines : Eandem enim homines sortem nascendi non habent.

Quand par benefice du Prince l'homme roturier est fait noble, à sçavoir tant lui que ses enfans & posterité, mâles ou femelles, nais & à naître en loyal mariage, pour être tels tenus en tous lieux & actes, en jugement & dehors, pour recevoir tous honneurs, prérogatives & préeminences dont jouissent ceux qui sont extraits de noble Race, & pour pouvoir retenir, posséder & acquérir fief, possessions & heritages nobles, qu'ils ont jà acquis, ou pourront acquérir, ou qui leur sont échûs & pourront échoir. *Ut sub Cesare Augusto Vipsanius Agrippa, qui ignobilis erat natus, factus est nobilis & prapotens, dictusque M. Agrippa. Seneca controversia 5. lib. 2.* Et y a Edit du Roi Henri III. de l'an 1576. pour les *Anoblissemens*, pour lesquels l'on paye finance au Roi, aux pauvres & aux habitans du lieu, pour être convertie en rente au lieu de taille que l'*anobli* payoit. Voyez les dictions *Nobles* & *Gentilhomme*, & ce que j'écrirai sur l'art. 31. du titre 19. de la Coutume de Berri, & le quatrième traité de l'Advocat Bacquet ; & *librum Tiraquelli de nobilitate : Profusus quidem auctor, sed magna apud nos auctoritatis.* (* Joignez l'Auteur du Grand Coutumier liv. 2. chap. 16. & ci-après *Fiefs francs.*)

ANOBLISSEMENT.] Tours art. 315. Lodunois chap. 29. art. 10.

(* Voyez *homme Anobli.*)

* *ANTICHRESE.*] C'est un Contrat, en vertu duquel un creancier jouit

jouit de l'heritage de son debiteur, & en perçoit les fruits pour l'intérêt de son argent. Voyez *Mort-gage*.

Selon tous nos Auteurs l'*anticheuse* est *contrarius usus*; mais Saumaïse dans son traité de *Modo usurarum* chap. 14. page 619. & après lui Vinnius lib. 2. *quæst.* chap. 7. soutiennent que c'est *contrarium mutuum*. Voyez *Contrat pignoratif*.

ANTICIPER.] En l'Edit de Louis XII. de l'an 1512. article 56. de François I. de l'an 1518. art. 7. Lille au titre des Apellations. *Anticipation*, Senlis art. 57. Auvergne chap. 9. art. 6. la Marche art. 52. 53. & au Stil. de Bourbonnois, de Bourges, & d'autres Sieges & Provinces; & en l'ancienne Coutume de Meung-sur-Evre tit. 1. & 2. *Appel anticipé, partie anticipée*, Anjou art. 65. le Maine art. 75.

Qui est quand celui qui a obtenu par la premiere Sentence du Juge dont est appel, prévient l'appellant par Lettres Royaux ou commission du Juge de la cause d'appel, & le fait assigner avant & hors le jour des Assises ordinaires, ou avant le tems ordonné pour relever appellations, afin qu'il vienne déduire ses griefs d'appel: *Plerumque enim appellans est frustrator*.

Aucuns estiment que le Roi seul peut bailler Lettres d'anticipation; tellement que le pouvoir de donner anticipation a été débattu aux Pairs laïcs qui ont ressort & grands jours: *Cum victus tardior est in inducenda appellatione, victor potest diem appellationis anteferre adversario denuntiato, diem præferre, referre, antevertere: Licet victori prematurè causam inducere. l. ult. par. in his autem. cod. de tempo. & repara. appella. l. ult. cod. Quando provocare. cap. 57. de appellatio. ex quo intelligimus idem licere judici ad quem provocatum est, ex causa, & judici à cujus sententia provocatum est.*

ANTICIPER LES QUATORZAINES DES CRIÉES D'UN HERITAGE SAISI.] Auxerre art. 125.

Quand le Sergent avance les Criées avant le jour échéant: *Anticipare, προλαμβάνειν, praveinire, antè capere, Nonius. Sic lite-res anticipata dicitur in l. 2. Cod. Justin. de Vestigalibus. Deus Anticipator mundi quem facturus erat, Ausonio. Hac voce etiam Cicero & Suetonius utuntur: Cui Tertullianus in libro de Resurrectione carnis opponit Postumare.*

ANTIDATER UNE LETTRE OU INSTRUMENT.] Quand on le date d'un jour autre que de celui auquel on contracte. *Diem præferre. l. 1. dig. de Edendo. l. 28. dig. Ad legem Corne. de falsis. προχρονισμόν, diei repetitio. l. 3. dig. de fide instrum. l. 9. par. quantum. Ad exhibendum. l. 1. par. si quis propter. & seqq. de itinere actuque privato. Diem referre. l. 33. dig. de Receptis.*

* **AOROLAT.**] La Bourr tit. 14. art. 6. Voyez *Rolat*.

* **AOUSTER.**] Anjou art. 499.

C'est faire l'Aoust.

APOSTRES.] En l'Edit de l'an 1539. art. 117.

Sunt Apostoli & libelli dimissorii, litera dimissoria, relationes quibusdam locis, quæ dantur ab eo à quo appellatum est, ad eum qui appellatur à reo vel actore condemnato, quibus totius rei cognitionem in eum transfert appellatione recepta. His utuntur in foro Ecclesiastico, non in foro civili aut seculari. Alii sunt appellatorii libelli: Schedule appellatoire. (Vide Cujac. ad tit. D. de appellat. Souchet. ad Epist. 219. & 220. Tyon. Doct. ad tit. D. de Libell. dimiss. & ad leg. 106. D. de V. S. Guid. Pap. Q. 25. & 236. n. 34. & joignez le Commentaire de M. Bourdin sur l'art. 117. de l'Ordonnance de 1539. cité ci-dessus.*

APPANAGE, APPENNAGE, ou EMPANAGE.] Senlis art. 66. Nivernois tit. 23. art. 24. Bourbonnois art. 265. *Appanager*, Berri tit. 5. art. 17. *Appaner*, la Marche art. 292. *Fille mariée & appanée*, Nivernois tit. 23. art. 24. Bourbonnois art. 265. 305. & ensuivans, la Marche art. 220. 224. & ensuivans.

C'est quand le pere, mere, ou autre délaisse à son fils, fille ou parent, quelques terres ou heritages, ou lui donne deniers pour son droit successif, & le fait renoncer à toute succession future ou défectée: comme la Coutume d'Acs a dit *apportioner* au tit. 2. art. 1. 4. 6. 7. quand l'aîné donne part à ses puînez en cas de succession, ou quand les puînez ont eu don ou dot de leur pere ou mere, S. Sever tit. 12. art. 15. 16. 19.

Aucuns estiment que ce mot *Appanage* vient de *Panis*, les autres de *Panegos*, ou *Banagium*: *Sed illi non formidant Grammaticorum ferulas, & stultorum plena sunt omnia, adeoque fecunda est inscitia. Constat autem eruditis Abanagium vocem esse Germanicam, qua significatur pars bonorum quæ uni ex liberis ea lege assignatur, ut à reliquo patrimonio excludatur, unde etiam retinemus vocem Bannir.*

Quæ pactio vel conventio moribus probatur in instrumento dotali: & jure Pontificio si jurisjurandi religio intervenieris, cap. quamvis de pactis in Sexto. At non jure Romano, l. ult. de suis & legat. l. 3. cod. de Collatio.

Tels sont les *Appanages* donnez par le Roi Jean à ses enfans puînez, & tels ceux qui ont été faits par le Roi Louis VIII. à son frere l'an 1213. & à ses enfans l'an 1225. Plus par le Roi Philippe le Bel l'an 1311, à Philippe le Long son second fils, même des Comtez d'Anjou & du Maine à Louis son fils en l'an 1360.

Tels aussi les *Appanages* faits en l'an 1566. par le Roi Charles IX. aux Ducs d'Anjou & d'Alençon, ses freres, pour leur provision & entretenement: d'autant qu'en la maison de France n'y a partage, mais *Appanage* à la volonté & arbitrage du Roi pere, ou du Roi frere re-

gnant ; & ce depuis le commencement de la troisième lignée des Rois de France. Car auparavant l'Empire s'est partagé, comme après le décès de Pepin entre Charles & Carolomarr : & après le décès de Louïs Debonnaire entre Lothaire, Louïs & Charles les enfans. Mais à présent les puînez des Rois ne peuvent quereler ou demander partage, ni certaine legitime part ou quote leur est deüe en la succession du Roi leur pere, & n'est loisible aux puînez de se plaindre de la modicité : & s'il y avoit de l'excès, le Roi successeur le pourroit retrancher. Du Tillet au Recueil des Rois de France, Pasquier au second des Recherches : *Rex Francorum Dagobertus pactum cum Ariberto fratre scripto pepigit, ut privato contentus habitu, nil amplius de paterno sperare deberet regno. Aimonius lib. 4. cap. 17.*

Abanagium, d'où Ragueau fait venir *Appanage*, n'est point dans nos Glossaires, mais *Joannes Faber* sur le titre des Institutes de *Legitim. agnat. succession. §. ceterum num. 6.* employe le mot *Annagium*, pour signifier le droit d'aînesse ; & il se pourroit peut-être bien faire, ainsi que l'a remarqué l'Auteur de la Note qui est aux pages 66. & 67. des Opuscules de Loyfel, que de *ab* & *anagium* on auroit fait dans la basse Latinité *abannagium*, ensuite *abanagium*, & d'*abanagium* le mot François *appanage*, pour signifier ce qui est distingué de l'aînesse, & donné par les peres & meres à leurs enfans puînez pour leur nourriture & leur entretien, à la charge de ne rien prendre en leurs successions. *Vide Choppin de Doman. lib. 2. tit. 3. n. 2. in fin.*

Hortman in *Comment. de V. f.* est à peu près du même avis que Ragueau, & fait venir *appanage* d'*abbannin* qui signifioit exclure en ancien langage François.

Choppin dans son traité de *Domanio lib. 2. tit. 3. n. 2.* veut que ce mot vienne du Grec, το πᾶν ἁγίον, id est totum sacrum, parce que les choses données en *appanage* aux fils de France, font partie du domaine de la Couronne qui est sacré. *Baldwinus Flander*, dit cet Auteur dans le même Traité liv. 1. chap. 1. n. 6, quem primum Orientis Imperator saluatus est à Francis proceribus, qui Thra-

cia expeditionis illi comites adfuerant, singulis dedit Thracias ditiones, lege hac beneficiaria, ut quantum partem velligalium publicorum fisco inferrent Bizantii Augusto, seque ei obstringerent, sacrosancto ac Panagio jurejurando. An. 1205. Quod Gracum vocabulum communiter etiam postea usurpavimus Franci, voluit à Franca-Gracia ortum, ut refert Paulus Emilii in Philippo Theodoro Francorum Rege. Unde nec verebimur cum Emilio, hoc in opere sparsim Panagii verbo uti, pro eo quod Appennagium vulgus vocat. Vide Codin. de off. Constant. cap. 7. n. 3. & 16. & ibi Goar. & Grex. Goar. ad Enocholog. p. 867. & Cang. in gloss. Grec. v. πανάγια.

Spelman dans son Glossaire croit qu'il faut écrire *appennage* au lieu d'*appanage*, & fait venir *appennage* d'*appendo*, de sorte que selon cet Auteur l'*appennage* est quasi *appendagium junioris filii*, vel *appendagium Corona Francie*, propterea quod res ipse in hunc modum data ejusdem sunt *appendices*, &c.

Loyfel dans ses Opuscules page 68. est aussi d'avis qu'il faut écrire *appennage*. Mais au lieu de faire venir ce mot d'*appendagium* comme Spelman, il le fait venir de *penna* ; & ainsi selon Loyfel donner *appennage* ou *appenner*, c'est donner des *pennes*, des plumes, ou des moyens aux jeunes Seigneurs sortans du

nid, & de la maison de leurs peres, pour commencer à voler, & faire fortune par quelques exploits de guerre, mariage ou autrement, &c.

Enfin d'autres font venir *appanage* de *Panis*, pain; & quoi qu'en ait écrit Ragueau, nos meilleurs Auteurs ont préféré avec raison cette dernière étymologie à toutes les autres; parce que nous avons des Coutumes qui pour *appanager*, usent du mot *appaner*, qui vient certainement de *panis*, & que dans les anciens Romains *empaner*, qui vient aussi de *panis*, se trouve souvent pour nourrir & doter. Le Roman de la Rose MS.

*Mais avois prez trouvé Deduit,
Et maintenant en un reduit
M'en entrai où Deduit étoit
Deduit illeques s'estatoit.*

*S'avoit si belles gens & soy
Et quand je les vis je ne soy
Dont si tant belles gens pouvoient
Estre venus; car ils s'embloient
Tout pour voir, Angesempañez;
Si belles gens ne vis homs nez.*

Et dans un autre endroit :

*Une de celles qui plus blesse
Ot nom ce m'est advis simplesse,
Une autre y en ot appelée
Franchise, celle yers empañée
De valeur & de courtoisie, &c.*

Voyez Skinner in. Etymol. general.
M. Hevin dans ses Notes sur Frain page 869. n. 12; Fauchet dans son livre de l'Origine des Dignitez chap. 6. page 478. de l'édition de Paris, & M. du Cang. in. Gloss. v. *Apanare*.

TERRES TENUES EN APPANAGE.] En l'Edit du Roi Charles VII. de l'an 1453. art. 6. & es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 89. *Quasi comme en usufruit*: d'autant que la propriété en demeure à la Couronne de France, & partant ne tombent en disposition ne en quenouille. *Itaque mortuo Joanne Duce Biturigenſi, filia ejus non ſucceſſit in eo Ducatu qui datus fuerat in appanagium.* Il ne faut pas confondre les dictions *Appanage* & *Panage*, comme a fait celui qui a écrit de la commodité des *appanages* des enfans de France.

FILLE APPARAGÉE SUFFISAMMENT OU DEUEMENT.] En l'ancienne Coutume de Bretagne art. 227. & en la dernière art. 557. Lo-dunois chap. 15. art. 5. chap. 27. art. 26. & en l'ancienne Coutume de Touraine au tit. des Successions de fief art. 26. Et faut ainsi lire en la dernière Coutume de Tours art. 284. & non pas *Appanagée*. *Cujus vocis alius est ſenſus.* Les Coutumes d'Anjou & du Maine en pareil traité ont dit *Emparagée*: *Videlicet cum pari nupſit*; s'il y a *parage* de la part du mari. *Hoc quod bene ceſſit, ſatis eſt dicere. Non probantur impares nuptie, que illegitimæ habentur, nec juri Civili congruant, Apuleius lib. 6. Afini. Connubium eſt cum æquales in nuptias coeunt: ut puta cives Romani pari utique dignitate, Iſidorus lib. 9. Aliæ ſunt impares & intempeſtive nuptie propter grandem etatem.* (* Voyez *Parage*, & M. Hevin sur Frain page 858. 869. & ci-devant *mariage Advenant*.)

APPARIATION.] *Cum Princeps, Dux, Comes, Baro, vel alius dominus, & Episcopus, Abbas, vel Ecclesia pares ſunt domini & ſocii in eadem civitate vel ditiane. Multa ſunt Principum cum Eccleſiis ſocietates. Vide var-*
em, Pariage.

LOY APPARISSANT ou **APPARENTE**.] Voyez le mot *Loy*.

APPEL DESERT.] *Cum qui appellavit provocationem non persequitur, non exercet, ut reddat causas appellationis suae l. 6. Cod. Quomodo & quando judex l. 18. Cod. de Appellatio.* Voyez *Desertion*.

APPEL VOLAGE.] Dont un défendeur uſoit en Laonois du tems de Bouteiller, incontinent après l'adjournement à lui poſé, ou à l'introduction & commencement de la cauſe. Et auſſi eſt fait mention de cette *appellation* en l'Arreſt de Simeon de Roucy du 9. Avril 1353. & au Procès verbal de la Coûtume de Laon, redigée en l'an 1556. dont il appert que cette *appellation* étoit interjettée par celui qui ſe pretendoit être troublé & empêché de fait en la poſſeſſion de ſon heritage. En pluſieurs lieux l'*appellation* n'eſt pas reçue en matiere criminelle, comme par la Coûtume de Lille en Flandres.

APPELLATION COMME D'ABUS.] En l'Edit de l'an 1539. article 5. & 6.

Qui ſe releve & traite en la grand'-Chambre de Parlement pour la conſervation de la liberté, droits, franchiſes & privileges de l'Egliſe Gallicane, & des ſaints Decrets & Canons reçus en ce Royaume, Concordats, Edits & Ordonnances du Roi, ou Arreſts de ſon Parlement & de la Jurisdiction Royale, lorſque le Pape ou les Evêques & Prelats, & les Juges Eccleſiaſtiques y veulent contrevenir ou atreñter : ou au contraire quand les Juges Royaùx entreprennent au préjudice de la Jurisdiction Eccleſiaſtique. Tellement que le Promoteur ou autre ayant interêt peut auſſi appeller comme d'abus de l'entreprinſe ou attentat fait par le Juge lay ſur ce qui lui appartient.

Par les Plaidoyers des 18. & 29. de Novembre 1372. en la cauſe du Curé de l'Archant, appert que les *appellations* comme d'abus n'étoient encore en uſage : & quand la Jurisdiction temporelle étoit entreprinſe par celle de l'Egliſe, le Procureur General du Roi demandoit la caſſation par ſaiſie du temporel, & declaration de deſobéiſſance contre la partie & ceux qui le conſeilloient, ou par Office de Juge & Requeſte on faiſoit ceſſer les pourſuites faites en Cour d'Egliſe, comme auſſi les Juges Eccleſiaſtiques défendoient leur Jurisdiction par cenſures.

Le Preſident le Maiſtre a fait un petit traité de ces *Appellations* : & dit-on qu'elles ſont de l'invention de Maiſtre Pierre de Congneres. Mais elles ſont trop frequentes, & devroient être ſeulement pratiquées és cauſes graves & illuſtres ; & non à tout propos pour un mot d'une ſignature de Cour de Rome, d'un Reſcrit, ou d'une Collation de benefice : à quoi l'on peut bien pourvoir par la voye ordinaire en la complainte poſſeſſoire, en contredifant la piece : & comme il a été

fait remontrance en Parlement par le Procureur General. L'avocat Pasquier au livre 3. de ses Recherches chap. 25. & 26. a de magnieres écrit de ces *Appellations* comme d'abus.

APPELLATION VERBALE.] A la difference du procès par écrit en l'Edit de l'an 1539. art. 31. & ailleurs, quand la cause d'appel se peut juger sur le champ à l'Audience sur le plaidé des Advocats : ce qui ne se peut faire facilement en un procès appointé à écrite, informer & produire ; si ce n'est qu'il y aye grief évident dont il puisse apparoir promptement par la teneur & lecture de la Sentence, ou qu'il soit question d'une fin de non-recevoir, ou de nullité patente, ou de quelque provision qui se puisse vuidier sur le champ.

JOUR D'APPENSEMENT ET D'ADVIS.] *Consultari di tempus*. No. 53.

ADVEU APPELGE'.] Tours art. 370. Loudunois 37. art. 6. (*Voyez *Adveu*, contr' *Adveu*.)

DENONCEMENT, OU ACCUSATION APPELGE'E.] Anjou art. 71. 73. le Maine art. 81. 84.

Le *denoncement* & l'*accusation* dans ces articles, ne sont qu'une même chose ; à cela près néanmoins, que l'*accusation* étoit formée par la partie qui avoit reçu l'injure ou l'outrage, au lieu que le *denoncement* étoit formé par un tiers ou un étranger,

Anciennement celui qui formoit *denoncement* criminel, devoit donner *pléige* suffisant, comme celui qui *accusait* : & quand le *denoncement* étoit dûement *appelgé*, on mettoit le *denuncié* en prison, où il étoit detenu jusqu'à la fin du procès ; ce qui avoit lieu seulement lorsque le crime emportoit peine corporelle : car lorsque le délit étoit privé, le *denuncié* évitoit la prison en baillant *pléige* suffisant de fournir & obéir à droit. Cette procedure est bien expliquée dans le chap. 13. du Stile de Touraine, imprimé à la fin de l'ancien Coûtume, qu'il sera bon de rapporter.

» Celui contre qui on a formé *denun-*
» *ciement* criminel, assavoir pour cas
» dont punition corporelle publiquement
» peut estre infligée, doit estre incarcéré
» en baillant *pléige* suffisant par le *de-*
» *nuncieur*, & ne doit estre délivré des-
» dits prisons pour quelque offre de *plei-*

ge qu'il face. Et pour délict privé com-
me pour legeres bastures, ou autres
simples maléfices, où il n'y a que ad-
mende civile, le *denuncié* ne doit estre
incarcéré en baillant *pléige* suffisant de
fournir, & obéir à droit.

Mais si paravant l'offre de *pléige* le
dit *denuncié* avoit été emprisonné, le
Sergent le pourra néanmoins élargir
desdites prisons à *pléige* tel que dessus,
pourveu qu'il n'y ait presence de Juge,
en lui assignant jour pardevant le Juge
pour proceder au dit *denunciement* ; &
de tout ce baillera relation par écrit,
par la quelle sera faite mention de la
cause pour la quelle ledit *denunciement*
a été formé.

Et à ce que ladicte cause ne puisse
estre muée ne changée ou préjudiciée
du *denunciement*, le dict Sergent pren-
dra deux records à la reception du dict
denunciement pour estre ouys sur ce si
besoing en est. Et sera tenu le Sergent
après le *denunciement* formé en ses
mains, bailler terme & assignation
sommaire aux parties pour proceder ou
dict *denunciement* ; & si ledict *denun-*
cieur se deffaut, le *denuncié* sera élargi
des prisons à telle caution qu'il pourra

whailler, finon à la caution juratoire en « élitant par lui domicile.

Mais parce que ces sortes de *denonciations* ou ces *denonciemens*, donnoient lieu à une infinité de calomnies & de vexations : Nous aprenons de Mignon sur l'article 71. nombre 2. de la Coûtume

d'Anjou, qu'ils ont été abolis par le Parlement.

Touchant ces *denonciations*, voyez *Bartol. ad leg. 6. ff. de Custod. reorum Host. in summa lib. 5. tit. de Denuntiation. & voyez ci-après Denuntiateur.*

PERSONNE BIEN APPELÉE.] En l'Edit du Roi Charles VIII. de l'an 1493. art. 65.

Qui est solvable & bien cautionnée.

REQUÊTE DE LETTRE FORMÉE DUEMENT FAITE ET APPELÉE.] Tours art. 369. Anjou 471. 509. (* Voyez *Lettre, Requête.*)

METTRE SON OBLIGATION EN REQUÊTE APPELÉE.] Le Maine art. 474. 504. (* Voyez *Requête.*)

APPELÈGEMENT OU COMPLAINTE POSSESSOIRE.] Anjou article 167.

FAIRE APPELÈGEMENT.] Lodunois chap. 1. art. 23. & en l'ancienne Coûtume de Touraine chap. 1. art. 23. *Verbum est praxis antiquæ.* Ce que la dernière Coûtume de Touraine art. 27. a dit *former complainte.*

APPELÈGEMENT.] Anjou art. 168. le Maine art. 188. 190. Angoumois art. 9. la Rochelle art. 25. & en l'ancienne Coûtume du Perche chap. 18. art. 3. & en l'Edit de Charles VII. de l'an 1453. art. 11. 12. 55. 73. 74. *On Plegement*, ci-après en la lettre P.

APPELÈGEMENT, CONTR'APPELÈGEMENT.] Loudunois chap. 2. art. 13. chap. 37. art. 5. & en l'ancienne Coûtume de Touraine chap. 2. art. 13. chap. penultième art. 6. Poitou art. 16. 385. 397. & ensuivans ; & en l'Edit de Charles VII. de l'an 1453. art. 11. 12. 73. En cette matiere anciennement n'y avoit *condamnation de dépens*, comme appert par l'Arrest de la Dame de Vierzon contre l'Abbé de Foucombaut, es Enquestes du Parlement de Toussaints 1275.

Plusieurs de nos Auteurs ont parlé des *Applegemens & contr'Applegemens*, & aucun ne les a encore bien expliqués.

Suivant l'ancienne Coûtume d'Anjou, rédigée selon les Rubriques du Code, il y avoit anciennement trois differens cas, où celui qui avoit possédé un immeuble pendant un an & un jour, pouvoit intenter la complainte possessoire ; sçavoir le cas de *nouvelle eschoite*, le cas de *force* & de *dessaisine*, dont Beaumanoir fait néanmoins deux cas differens, & le cas de *trouble* ou de *novellété*.

Dans les deux premiers cas, le complainant se reconnoissoit dessaisi, & agissoit pour acquérir ou pour recouvrer la saisine & la possession.

Et dans le dernier cas il soutenoit qu'il étoit saisi, & agissoit pour être maintenu & conservé dans la possession & la saisine.

Or comme ces complaints avoient de différentes fins, les procédures en étoient aussi différentes.

Lorsque le complainant agissoit pour être gardé & maintenu dans la posses-

sion, ou lorsqu'il intentoit le cas de saisine & de nouvelleté, si la partie adverse opposoit, & demandoit d'être aussi maintenue dans sa possession, la chose contentieuse étoit d'abord mise en la main du Roi, pour empêcher les parties d'en venir aux mains; ce qui étoit à craindre, parce que chacune se disoit saisie. Voyez l'ancien Stile de Touraine au titre de Complainte, & l'Auteur du Grand Coutumier liv. 2. ch. 21. p. 141. à la fin.

Mais lorsque le complaignant agissoit pour acquérir ou pour recouvrer sa possession & sa saisine, ou lorsqu'il intentoit la complainte de *nouvelle eschoite*, de *force* & de *dessaisine*; en ces deux cas, comme il reconnoissoit son adversaire saisi, la chose contentieuse n'étoit point mise en main de Court, à moins que le complaignant ne donnât caution ou *plé*ge de dédommager sa partie adverse, si la complainte se trouvoit mal intentée; d'où ces complaints ont été nommées *Applegemens*.

Les *Applegemens* & les *contr' Applegemens*, sont bien expliqués dans le passage suivant de l'ancienne Coutume d'Anjou, suivant les Rubriques du Code au titre des Interdits, où l'on remarquera en passant qu'en Anjou & au Maine, ainsi que dans le Poitou, les *Applegemens* & *contr' Applegemens* avoient lieu pour les choses mobilières comme pour les immobilières; ce qui paroît encore par plusieurs Formules insérées dans cette Coutume, dont Monsieur Chappé a un ancien manuscrit qu'il m'a bien voulu communiquer.

Item: Sont nommez *Applegemens* & *contr' Applegemens* par coutume, pour ce qu'il est coutume, spécialement d'Anjou & du Maine, quand aucun se dit dessaisi par autre de sa chose, soit meuble ou heritage, & il en met celui en procez à cause de la dite saisine; disant la dite saisine des dites choses lui appartenir, & requiert que les

parties présentes *sequestration* soit faite en main de Justice de la dite chose de quoy il dit avoir été dessaisi, la Justice ne le doit pas croire de sa simple parole, & ne doit pas recevoir la *sequestration* estre faite de chose, que autre possède, s'il ne baille *plé*ge; car puisque il n'apparoît pas à Justice de ce qu'il dist, elle ne doit pas dessaisir le possesseur de ce qu'il possède, & aussi que Justice ne voit, ne ne sçait point de vice ne de force avoir été fait à celui qui se complaint même sans appeler partie, se celui qui se dit dessaisi ne bailloit bon *plé*ge, de dédommager partie, se il étoit trouvé par Justice, qu'il ne deust pas estre dessaisi ne faire les forces, violences & nouvellerez qu'il propose; & ainsi quand l'appelleur a baillé *plé*ge, ou si la chose est hors sequestrée en main de Justice, & si le dit défendeur se *contr' applege* en advoiant à foy la saisine de la dite chose, ou s'*applege* seulement, & il baille *plé*ge, lors la chose doit demeurer en main de Court jusqu'à la fin du procès, s'il n'apparoît à Justice clairement, & évidemment des titres & possessions, & saisines de l'un d'eux demandeur ou défendeur, ou quel cas Justice luy pourroit bailler la recreance & saisine de la dite chose à exploiter en main de Court, le procez de ladite saisine pendant, & ainsi pour cause desdits *pléges*, que baillent les dits demandeur & défendeur chacun de son cousté, ils sont nommez, & appelez par la dite Coutume *Applegemens* & *contr' Applegemens*. V. l'anc. Coust. de Poitou l. 2. c. 19.

Les *Applegemens* & *contr' Applegemens*, sont encore bien expliqués dans le chap. 63. du Livre premier des Etablissements de France, où l'on remarquera contre l'observation de Ragueau, qu'en cette matière il y avoit condamnation de dépens.

Si aucuns hom vient à son Seigneur, soit Gentishomme ou Coustumiers,

pour quoy li Sires ait voerie en sa terre, & li die : *Sire, uns riches hom est venus à moy d'une meson ou de pré, ou de vignes, ou de terres, ou de cens, ou d'autres choses, & ma deffaisi de nouvelle deffaisine, que j'ay exploitié au sceu & ven, en servage de Seigneur, en jusques à ores, qu'il m'en a deffaisi à tort & à force, dont je vous pri que vous preniez la chose en vostre main.* Li Sire li doit respondre : *Si fere-je se vous metez pleiges à poursuivre le plet, à ce que cil vous a deffaisi, à tort & à force, si comme vous avez dit.* Et se il ne met pleiges, li Sires n'a mie à deffaisir l'autre; & se il dist : *Je vous en mettré volontiers bons pleiges*, il doit donc les pleiges prendre bons & suffisans, selon ce que la querelle sera grande; & quand il aura pris bons pleiges, il doit l'autre partie mander par certains mesages, & li doit dire que cil a mis bons pleiges, que il la deffaisi à tort & à force, & de telle chose, & la nommera l'en, je vuel sçavoir se vous mettez pleges au deffendre la; & se il dist : *Je m'i mettré ja pleges*, l'en doit l'autre laisser en la saisine pour les pleges que il y a mins; & se cil dist : *Je m'i mettré bons pleges au deffendre, que il ni a riens eus, & que ce est ma droiture*, la Justice si doit mettre jour aus deux parties, & tenir la chose en sa main, jusques à tant que le quieux que soit ait gaignié la saisine par droit, selonc Droit écrit en *Code De Ordine cognitionum. Si quando negotium.....* Et se li plaignif est deffailiant, & li autres viegne au Seigneur, & li die : *Sire, cil vous avoit fait entendant que je l'avoie deffesi à tort & à force, & avoit mis pleges de prouver, & m'en fist deffesir à tort, & je en ai gaigné ma querelle, & ma droiture par Jugement de vostre Court, dont je vous requiex comme à Seigneur que vous me faciez rendre mes couts & mes despens que j'ay mis el plet.* Car

droit est qui fait autre deffaisir, & li met sus que il la deffaisi à tort & à force, & il perd la querelle, il doit rendre à l'autre partie ses couts & ses despens, pour ce que il l'a fait deffaisir, & pour ce en prend l'en les pleges, & li doit l'en fere rendre les couts & les damages, & les despens que il a mis el plet, & aux pledeurs louer, & en autres choses qui appartiennent au plet, & à tant l'en aura à la capcion du Juge, selon Droit écrit en *Code de Judiciis leg. properandum & leg. sentimus*, en la *Dig. de Judiciis*, & en *Decretales de dolo & contumacia cap. finem*, où il est écrit de cette matiere. Toutes les choses qui sont mises en main de Justice, si valent autant comme si elles étoient montrées en Jugement; & quand les deux parties ont terme de ce qui est en main de Justice, & l'une s'en deffault, l'en doit mettre jour au deffailant en Jugement par trois hommes, si que eux se puissent recorder du Jugement, & se il ne vient au terme, que l'en li aura mis el Jugement, l'en doit bailler la sesinne à l'autre qui est prest par pleges, mes ceux qui rien li demandoit de la querelle. Touchant les despens, joignez l'ancien Stile de Touraine au titre d'Applegement article dernier.

Quoique les Applegemens fussent proprement des complaints intentées pour acquérir ou pour recouvrer la possession, cependant il étoit au choix de celui qui étoit saisi de renoncer à sa saisine, & d'agir par voye d'Applegement. Car, par exemple, dans le cas de nouvelle eschoïte, lorsqu'un étranger s'étoit mis en possession d'une succession qui ne lui appartenait pas, il étoit au choix du plus proche heritier de se dire saisi, suivant la regle *le mort saisit le vif*, & d'intenter la complainte en cas de saisine & de nouveleté, ou de reconnoître son adversaire saisi, & de s'appleger contre lui, comme on peut voir dans l'Autorité suivante tirée du chapitre 13. de la tres-

anciennne Coutume de Poitou.

Quant aucun va de vie à tréspasse-
ment, & deluy qui doit estre heritier
est empesché es choses de la succession,
ou en général, ou en particulier, & ce
est, dedans l'an & jour de la mort du
deffunt de la succession duquel l'on tra-
icte; s'il veult, il s'en viedra pour satis-
fi, par la générale Coutume du Royau-
me de France, le mort saisi le vis, &
se peut complaindre en cas de saisine
& de nouvelleté, des troubles & em-
peschemens à luy faits; ou s'il veult il
peut venir devers le Seigneur, son Sei-
nechal, ou Sergent du Baillage dont
les choses sont sujettes, dedans l'an
après la mort dudit deffunt; duquel il
se dit heritier, & declarer comment il
est prochain parent & heritier dudit
deffunt, & à luy appartient à venir &
estre receu à la possession & saisine des
biens dont étoit mort le dit deffunt vé-
ru, & saisi puis an & jour, par telle
partie, &c. & donner ou mettre son
temporel au lieu de pîge; & fustis'il
dit par certains degrez & moyens à

declairer en temps & en lieu, & que-
pour ce soy s'applege de nouvelle suc-
cession ou eschoite, contre tous ceux
qui opposer ou contr'appleger se vou-
dront.

Et peut requier que l'apploement
soit fait, assavoir à ceux qui l'empes-
chent & qu'il requerrera, & les doit
nommer & requier qu'ils soient som-
mez; & requis d'eux contr'appleger,
ou opposer si faire le veulent, & que la
chose contentieuse soit mise en la main
de la Court, & l'adjournement baillé
à l'assise du Seigneur, à la Court du
quel l'en se applege: & ainsi le doit fai-
re assavoir le Sergent, & tenir en main
de Court la chose; & s'il y a meubles
ils doivent estre mis par inventoire, &
le tout bailler à gouverner à personne
non suspects ni favorable, suffisante
d'en répondre.

Nos Praticiens donnent aujourd'hui
sans distinction, le nom d'Apploement
à toutes les complaints. Voyez *Adveu*,
contr'Adveu, & *Complainte en cas de*
saisine.

APPLEGEMENT DE REFUS DE PLEGE.] En la vieille Pratique,
c'est se douloir & complaindre au Supérieur de ce que l'inférieur n'a
voulu ordonner la main-levée en baillant caution. Et en matiere
possessoire la complainte s'appelle *Apploement*, & l'opposition & dé-
fenses du défendeur *contr'Apploement*: Comme en choses mobiliè-
res *Adveu*, *contr'Adveu*; & est recité en plaidant en Parlement à Pa-
ris le 19. Juin. 1377: que les cas d'*Apploement* & la *Nouvelleté* sont
conformes.

Celui qui requiert être saisi, & qui obtient la recreance de la cho-
se contentieuse, doit bailler pîge & caution: *Qui rem tenet, satisfacit*
pro prede litis vindictarum adversario suo, nihil se deterius facturum in
possessione, de qua iuratum est: ne interea qui tenet, diffidens causa, possessionem
deteriorem faciat, sectu dissipet, extidas arbores & culta deserat. Et rur-
sus ipse provocabatur ab adversariis sponsione certa pecunia aut estimationis,
quam amitteret, ni sua esset hereditas, de qua contendebat. Asconius in Ver-
rinam. 3. Voyez le mot *Recreance*. (* & voyez *Apploement*, *contr'Apple-*
ment, *Aveu* & *contr'Aveu*.)

APPLEGEMENT SIMPLE.] Anjou art. 69. 167. le Maine article
30. 185.

Qui ne porte que loi d'emende pour simples exploits, à la différence des *Applegemens privilegiez*, qui portent soixante sols, ou le meuble d'emende, selon l'ancienne Pratique.

Voyez les articles 169. 170. 171. de la Coutume d'Anjou, & les articles 187. & 188. de celle du Maine. Chopin sur l'article 69. de la Coutume d'Anjou, partie premiere page 568. de l'édition de 1611. à la marge, remarque qu'il y a dans une ancienne Coutume de ce pais, que les *Applegemens* simples sont de voisin à

voisin en simples exploits, qui ne portent que loy d'amende, comme en succession & exploit de domaine, & que les privilegiez sont de Seigneur à sujet, comme sur le refus de plege, sur saisine brisée; & en autres cas, qui portent soixante sols, ou le meuble d'amende.

APPELLER OU APPLÉGER.] Poitou art. 88. 94. 96. (* Voyez *Applegement de refus de plége.*)

APPLÉGER, DOULOIR, OU COMPLAINdre EN CAS DE NOUVELLETE.] Loünois chap. 27. art. 8. chap. 29. art. 4. Anjou art. 234. 272. le Maine art. 251. 287. 289. 299. 456. Poitou art. 264. 279. 293. la Rochelle art. 58. 59. (* Voyez ce qu'on a observé ci-dessus sur *Applegement & contr' Applegement*, & voyez)

SE APPLÉGER OU COMPLAINdre.] Loünois chap. 1. art. 25. chap. 11. art. 2. & en l'ancienne Coutume de Touraine ch. 1. art. 25. chap. 12. art. 2. chap. 25. art. 7. chap. 27. art. 5.

Cujus Provincia consuetudo recentior hanc vocem expunxit de contextu quasi obsoletam : vitandi sunt reconditorum verborum factores, exoleta voces non sunt aucupanda, ne eas mirentur potius homines quam intelligant, quæ fuit Octavii Augusti sententia. Sueton. cap. 86. Et sanè sermone abhinc multis annis jam desito non est facile utendum, sed atatis sua verbis, ne moleste loqui aut scribere videamur. Multi ex alieno sæculo petunt verba : Duodecim tabulas loquuntur : Gracchus illis & Crassus & Curio nimis culti & recentes sunt : Ad Appium usque & Coruncanum redeunt. Quidam contra, dum nihil nisi tritum & usitatum volunt, in sordes incidunt : Utrumque diverso genere corruptum est, inquit Seneca ad Lucilium Ep. 115. Sic fugias inauditum atque insolens verbum tanquam scopulum : Laquere verbis presentibus, ut ex Cesare, & Phavorino monet Gellius lib. 1. cap. 10. & repetitum est à Macrobio. Utendum planè sermone ut nummo cui publica forma est, vetera tamen majestas quidem religioque commendat. Quintilianus lib. 1. cap. 6. Verbis utendum est ut nummis publica moneta signatis, Curius Fortunatianus lib. 3. Nec sunt ignoranda verba prisca significationis : nec satis est præstare studium, scientiamque juris & legum, & vocum earum quibus utimur, ut idem Gellius monet lib. 16. cap. 10. Itaque vox insolens magis intelligenda est quam usurpanda : Poëtica etiam delectat magis, nec eis facile utendum ex Varronis sententia. lib. 4. de lingua lat. Verba à vetustate repetita afferunt

orationi majestatem aliquam non sine delectatione. Nam & auctoritatem antiquitatis habent, & quia intermissa sunt, gratiam novitati similem parant. Sed opus est modo, ut neque crebra sint hæc, neque manifesta: quia nihil est odiosius affectatione: nec utique ab ultimis & oblitteratis repetita temporibus, ait Quintilianus lib. 1. cap. 6. idemque censet abolita, atque abrogata retinere insolentia cujusdam esse, & frivola in parvis jactantia. Multa autem renascentur quæ jam cecidere, cadentque quæ nunc sunt in honore vocabula, si volet usus, quem penes arbitrium est, & jus, & norma loquendi. Horat. Sic interdum volens propositi operis formam excedo, & aberrare soleo, prudensque in devium exire, cum expedit scire. (Voyez ce qu'on a observé ci-dessus sur Applegement & contr' Applegement.)*

APPLEGER ET CAUTIONER SON MARCHE.] Auxerre art. 135.

C'est bailler caution du louage ou adense.

* APPLIS.] C'est ainsi qu'en Bresse on nomme les cordages, & autres choses semblables que le propriétaire fournit à son métayer, lorsqu'il entre dans sa terre. Voyez Revel page 296.

* APPOINTEMENT.] C'est en general un Jugement preparatoire, par lequel le Juge ordonne, pour être mieux instruit, que les Parties écriront & produiront, sur un ou plusieurs points, de fait ou de droit, qui n'ont pu être suffisamment éclaircis & expliquez à l'Audiance.

Parce que le Juge fixe ou designe ainsi par son Jugement les points de l'affaire qu'il lui faut éclaircir; ce Jugement a été appelé *Appointement*. *Appointer*, c'est *fixer* ou reduire à un point; & de-là vient que les gages ou les salaires fixez à une certaine somme annuelle, sont aussi nommez *Appointemens*. *Vide tamen Skinnerum in Etymolog. generat. Salmas. ad Spart. in Adriapo v. solaria, & Jacob. Garb. ad leg. 11. Cod. Theodos. de Palatinis tom. 2. p. 217. col. 2.*

Il y a plusieurs sortes d'*Appointemens* dont on ne dit rien ici, parce qu'ils sont connus de tout le monde.

APPOINTEMENT EN FAIT OU EN DROIT.] Quand le différent des Parties ne se peut juger sur le champ à l'audiance de la cause: d'autant que les faits des Parties sont contraires, & dont il faut faire preuve, ou que la matiere requiert être mise au conseil & en déliberation.

APPORT.] Rheims art. 241. 246. 254. & ensuivans.

Sous ce nom sont compris les biens meubles & immeubles, que la femme contractant mariage apporte à son mari. Plus tous les biens qui lui sont advenus de succession depuis le mariage contracté: Plus les dons de Noces, que le futur époux ou les parens donnent à la future épouse avant la celebration & solemnité des épousailles. Rheims art. 246.

* **APPORTS.**] Auvergne tit. 26. art. 32. 33.

Sont des rentes, des revenus. *Apport* est relatif à la chose qui produit des fruits, & peut être aussi à celui qui doit, au lieu que le mot *revenu* est relatif à celui qui retire du profit d'une chose, ou à celui à qui il est dû. *Vide Cang. in gloss. v. Apportum.*

* **APPRAIER.**] Arthois art. 62.

C'est mettre une terre en pré.

APPROPRIANCE ou APPROPRIEMENT.] Bretagne tit. 15.

Quand un acquereur d'héritage est réputé en avoir le droit & propriété par bannie ou laps de temps échû depuis son acquisition, le nouvel acquereur se fait approprier. Bretagne art. 110. 140. 306. 319. 324. 433. 443. Voyez le traité d'Argentré.

En Bretagne l'*appropriance* ou l'*appropriement*, est l'acquisition du domaine ou de la propriété d'une chose immobilière, par trois bannies ou trois proclamations dûement faites & certifiées, tant du Contract par lequel la chose a été cédée & transportée, que de la possession actuelle qui en a été prise; ou par une seule bannie ou proclamation suivie d'une possession continuëlle de dix années; ou enfin par une possession continuëlle de quinze années avec titre; & sans aucunes bannies. Ou selon d'Argentré sur le titre 14. de l'ancienne Coutume de Bretagne, l'*appropriance* est *forma, ex qua civili quidem, sed ducto à gentium jure dominium ab alio ad alium transit, & transfertur, & proprium fit acquirentis quod alienum erat.*

Joignez ce qu'a écrit cet Auteur sur l'article 266. de la même Coutume, sur les mots *il sera du tout*, nombre 9. & sur l'art. 265. sur les mots *par la Cour*, & sur les mots *ou par Cour supérieure*, n. 4. 5. 6.

L'*appropriance* est non-seulement une acquisition de domaine, mais une acquisition de domaine avec affranchissement d'hypothèques; car puisque le propriétaire perd le domaine de son immeuble, quand il souffre qu'un autre se l'approprie, il est évident que dans le même cas le créancier négligent doit aussi perdre ses hypothèques. Voyez d'Argentré sur l'article 266. de l'ancienne Coutume de Bretagne, sur les mots *sera du tout*, nombre premier.

APPURER.] Bretagne art. 208: 770.

C'est liquider & mettre au net une dette, ou taxer une emende. *Appurer* un compte, & *Appurement*: *putare rationem*, *ἐκκαθαρίζει λογισμὸν*. *Ratio putata, pura facta*: *Festus*. Quand le comptable fait rétablir, passer ou juger les articles qui n'avoient été aloüez à la première audition, & qui avoient été rayez & supersédez, ou tenus en souffrance à faute d'acquits valables.

* **APRISE.**] *Inquesta & Aprisia*, dans les anciens Registres du Parlement.

C'est une *Enqueste*, que le Juge fait d'office pour apprendre la vérité de quelque fait. Voyez Beaumanoir chap. 40. page 221. 222.

* **APROVANDEMENT.**] Haynault chap. 40.

G L O S S A I R E

C'est une provision deûe à cause d'une blessure. Voyez l'Abrogé Royal de l'Aliance Chronologique du Pere Labbe tome 1. page 631.

* *ARAIRES.*] C'est ainsi qu'en Bresse on appelle les instrumens d'agriculture. Voyez Revel page 296.

* *ARAISSONER.*] Beaumanoir chap. 62.

C'est sommer, & quelquefois assigner, adjourner. Beaumanoir chap. 62. » Chi commenche li 62. chap. &c. Comment on doit *araisoner* son Seigneur avant que en ayt bon appel contre la defaute de droit; » & à la fin, » Ichi fine li chapitre, &c. qui enseigne comment on doit *sommer* son Seigneur avant que l'on puist apeler de defaute de droit.

* *ARAMME.*] Valois art. 7. Voyez *Brame.*

LE BAN ARBAN.] La Marche art. 136. 137. 143. 146. 166. 167. 168. 429. 430.

Sont les corvées à bras, ou de bœufs & charettes, que les subjects tenans heritages servement ou mortuaillement, doivent à leurs Seigneurs. Ces devoirs s'appellent aussi *Biains* ou *Bians*. (* Voyez *Biains*.)

* *ARBRES comppiers.*] Boullemois art. 108.

Sont des arbres qu'on a coûtume de couper.

* *ARCHAUX.*] Sont des garennes faites dans une riviere. Menetou art. 23. » Item, que les *garennes* & *archaux* en la dite riviere de Cher son défendus. Voyez *Garenne*.

ARCHECAPELAIN DE TOUTE FLANDRES.] En l'ancienne Chronique de Flandres chap. 5.

Que aucuns prennent pour Chancelier.

Anciennement *Capella* ne signifioit pas seulement une Chapelle, mais il signifioit encore le lieu où l'on expedioit les Lettres du Roi; & de là vient qu'anciennement les Chanceliers étoient appelez *Archicapellani*. Nocher. Balbus de *gestis Carol. M. lib. 1. cap. 4. De pauperibus supradictis quondam oprium dictatorem & scriptorem in Capellam suam assumpsit. Vide Spehm. Lidium & Gang. in gloss. v. Capella. Capellanus.*

* *ARCHES d'Amans.*] Dans les Ordonnances de Mets.

Sont les Archives des Gardenottes. Par les Coûtumes generales de la Ville & Cité de Mets, & Pais Messin tit. 4. art. 1. » Sedule au dessous de soixante fols, portant promesse de payer, n'emporte hypothèque que du jour qu'elle est reconnue en plain jugement, ou du jour de la denegation, y étant par après verifiée; n'emporte aussi hypothèque l'obligation passée pardevant Notaire, que du jour qu'elle est mise en Arche d'Amant, s'il n'y a privilege au contraire; & par l'article 19. du même titre, » Contracts passez pardevant Notaires prennent seulement hypothèques avant les écritures privées,

G L O S S A I R E.

69

ores qu'ils soient premiers en date, que les Sedules reconnuës en Jugement, ou les Obligations passées pardevant *Amans*. « Voyez *Amans*, & *Lettres en ferme*.

ARCIUT.] Bearn tit. 1. art. 30. tit. 20. art. 3.

C'est une rente ou devoir.

L'*Arciut* est une redevance ou un droit que les Abbez Laïques en Bearn, ou pour user des termes du For titre 1. art. 30. *Los Abbats Laïcs*; les Chapitres, & les autres Ecclesiastiques, qui ont acquis des dixmes, par achat ou par donation, payent aux Evêques.

Ce droit est taxé dans les anciens Registres des Evêchez, à dix, quinze, vingt, trente, ou quarante sols morlans, selon la grandeur des villages, où les dixmes inféodées sont levées, & le paiement s'en fait encore aujourd'hui en deniers sur ce pied. Il est nommé dans les vieux titres de l'Abbaye de Sauvelade *Magistratus*; c'est-à-dire, un tribut qui se paye pour reconnoître la maîtise ou la supériorité de l'Eglise. Et parce que les Evêques en faisant la visite de leurs Diocèses, se retiroient anciennement dans les maisons de ces Abbez, & que ces de-

niers étoient compensés avec le logement des Evêques, on nomma en langage vulgaire cette redevance les *Arcemes*, ou les *Arcilus*, à l'exemple des droits des Seigneurs seculiers; car les Seigneurs de Bearn, & les autres Seigneurs particuliers, jouissoient en plusieurs maisons du droit d'hebergement, qui est nommé *Albergata* par les Lombards, dans les titres Latins *commensus*, *discursus*, *procuratio*, *receptus*, *receptio*, & *Arcens* dans les anciens Contrats en langage Bernois, lequel mot rend parfaitement le mot Latin *receptio*, parce que *Arcibus* en langage Bernois, signifie recevoir. V. M. de Marca dans son Histoire livre 1. chap. 28. n. 18. page 124. 125. & voyez *Abbez Laïques*, Cujas sur le premier titre du premier livre des Fiefs vers le commencement, *Altoferre de Ducibus lib. 1. cap. 13.* & *Alberger*.

* **ARDITZ.**] Sont de certaines monnoyes. Voyez le tit. 3. de la Coutume de la Bourr art. 9. 10. 11. 12. &c. & la Coutume de Bearn au titre des peages & pontages.

* **ARE'E.**] Labour; ce mot vient d'*Arare*, qui signifie labourer. Voyez l'art. 16. de la Coutume d'Angoulmois.

* **Fosse des AREINES.**] Berry titre 11. art. 20.

Les amphitéâtres étoient appelez par les Romains *Arena*; & M. de la Thaumassiere sur cet article, remarque qu'on a trouvé en travaillant à cette fosse les vestiges d'un amphitéâtre. *Vide Cang. in gloss. verb. Arena.*

ARGENT RACHEPTE LA MAIN-MORTE.] (* Troyes art. 59.)

Anciennement il y avoit deux manieres de rendre un fond main-mortable.

La premiere étoit, quand celui qui avoit un heritage le transportoit à quelqu'un, & chargeoit en même-tems cet heritage de coutûmes échables de chair, de pain ou de grain. Troyes art. 59. « Heritages redevables de coutume escheables en-

vers le Seigneur.... comme de chair, de pain ou grain, assis en la Prevosté de Troyes, sont escheables, & main-mortables en quelque état qu'ils soient, envers le Seigneur des dites charges.

Et la seconde étoit, quand celui qui avoit un heritage, empruntoit de l'argent; que pour cet argent il alienoit ou

vendoit en apparence son heritage, & le reprenoit ensuite, à la charge de payer au prêteur une certaine redevance en bled, en chair ou en grain, & une autre en argent, qui étoit l'intérêt de la somme prêtée.

Dans le premier cas, lorsque l'heritage retournoit au Seigneur par droit de main-morte, par faute d'hoirs habiles à succéder, le plus proche parent de l'hom-

me main-mortable decédé, n'avoit pas droit de le racheter : mais dans le second cas, il le pouvoit racheter, parce qu'au fond l'heritage n'étoit qu'engagé ; & de là est venu le Proverbe *argent rachete la main-morte* ; ce que nos Auteurs n'ont point observé. Voyez l'art. 489. de la Coutume du Bourbonnois, & ci-après *Bourdelaige, & Contrat pignoratif*.

ARGENTERIE.] Jacques Cueur de Bourges étoit Argentier du Roi Charles VII.

ARGENTIER du Roi.] Qui tient compte des habits & ornemens que le Roi fait faire pour sa personne, pour sa chambre ou garde-robe, ou pour faire dons & presens : aussi les Princes & Seigneurs ont des Argentiers qui payent la dépense.

* *ARMES plaines.*] Dans le chapitre 87. de l'ancienne Coutume de Normandie.

Au chevalier, ou à celui qui possédoit un fief de haubert, ces *Armes* étoient le *cheval*, le *haubert*, l'*écu*, l'*épée*, & le *heaume* ; & à celui qui n'étoit point Chevalier, ou qui n'avoit point de fief de haubert, c'étoit le *roncin*, le *gamboison*, le *chapel*, & la *lance*. Voyez Fauchet liv. 2. des Origines ou Mélanges.

* *ARMES plaines.*] Sens art. 200. Auxerre art. 54.

Sont des *Armes* pures, à la différence de celles où il y a des brisures ou des marques ajoutées. Les aînez des familles les portent pleines, & les puînez avec des brisures, pour marque de distinction. Voyez la Colombiere dans sa Science heroïque chap. 11. l'Arbre des batailles chap. 159. Fauchet dans son livre premier des Origines chap. 3. fol. 514. de l'édition de Paris, & Coquille dans ses Institutes, tit. des Fiefs page 34. de la dernière édition.

* *ARMES en quartré.*] Poitou art. 1. Voyez porter Bannière.

ARMOIRIES.] *Ab armorum laude* : δειγματα, *symbola familia*. Voyez le Cri.

ARPENT.] *Aripennis vel Arpennis apud Gregorium Turonicum lib. 5. cap. 28. & in Chronicis Reginonis de Hilperico Rege Francorum, & in cap. 14. tit. 1. lib. 10. Codicis Visigothorum : est jugerum, quasi Arvipennium vel Arvipendium. Scaliger in diras Valerii Catonis. Sic veteres funem vocabant, quo agros metabantur, ut est peritica: Aliud autem est jugatio, aliud jugeratio.*

L'arpent vaut cent verges, la verge vingt-six pieds, & en aucuns lieux n'y a que soixante-douze verges pour arpent ; Clermont art.

241. Au païs du Perche l'arpent doit contenir cent perches, chacune perche vingt-quatre pieds, & chacun pied treize poulces; Grand Perche art. 39. Par la Coûtume de Poitou art. 197. l'arpent est de quatre-vingts pas en quarré. En Bourgogne l'arpent de bois contient quatre cens quarante perches: le journal de terre, vigne ou pré, trois cens soixante perches. La perche est de neuf pieds & demi. Par la Coûtume de Bretagne art. 263. le journal contient vingt cordes de long & quatre de large, la corde vingt-quatre pieds de Roi, le pied douze poulces, le poulce douze lignes ou grains. Par la Coûtume de la Marche article 426. l'arpent est autant qu'une septerée; & au païs du Dunois art. 51. tout arpentage se doit faire à cent perches, & à vingt pieds pour perche, pour arpent & septier, pied & mesure de Roi. Et chacun arpent & septier de terre est réputé tout un, sauf en quelques lieux qui ont cent cordes pour arpent, & chacune corde vingt-deux pieds. Par la Coûtume de Nivernois tit. 37. art. 23. l'arpent est de quatre quartiers en quarré, le quartier de dix toises en chacune quarrure, & la toise de six pieds, & le pied de douze poulces.

Pertica est decem pedum. Jugerum constat longitudine pedum ducentorum quadraginta, latitudine centum viginti. Actus quadratus undique finitur pedibus centum viginti. Hunc Batavi Arapennem dicunt, ab arando scilicet, Isidorus lib. 15. cap. 15. Idémque repetitur in libello de mensuris agrorum. At Columella lib. 5. cap. primo, refert semijugerum Gallos Arapennem vocare: ubi etiam proponitur vox Gallica Candetum vel Cadetum. Bouteiller en la Somme rural dit, que tout se mesure par nombre de pieds à rapporter à verge. Voyez la diction Acre ci-devant, (* & vide Cang. Spelman. in gloss. Vvilletmi Gæfui Indic. in rei Agrar. scriptor. Antiq. & Joan. Lydii gloss. Latino-barbar.

ARPENTEUR.] *Decempedator, metator, finitor, agrimensor, cui liti finium committitur, vel de modo agri. Cassiodorus lib. 3. Variar. epist. 52.* En France il y a un Officier qui est grand mesureur & arpenteur des terres.

ARRAMIR.] *Adrhamire sacramenta, in capitularibus: Jurer.*

M. Bosquet sur l'Épître 126. d'Innocent III. lib. 2. Regest. 14. pag. 145. & M. Bignon sur le titre 39. de la Loi Sallique, remarquent qu'*Adrhamire* vient d'*Arrha*, & qu'il ne signifie point jurer, comme l'a crû Ragueau & M. Pithou dans son glossaire sur les Capitulaires, mais pour ainsi dire donner des aires, & promettre qu'on jurera; ce qui est prouvé par M. du Cange dans son glossaire sur le mot *Adramire*. Voyez Beaumanoir page 220. lig. 20. & page 309. ligne 43.

* ARRE'E.] Beaumanoir chapitre 2. page 18. ligne 34. c'est-à-dire garni, équipé. Vide Cang. in gloss. v. *Arraiatus*.

* ARREMENS.] Voyez Erremens.

ARRENTEMENT D'HERITAGE.] *Arrentissement*, Boullenois

art. 127. *Arrester*, Mons chap. 12. & 28. Tours art. 302. Lodunois chap. 15. art. 11. Auquel article il faut ainsi lire. Lodunois chap. 25. art. 12. Vastan art. 6. Bretagne art. 60. Cambrai tit. 1. art. 42. 43. 66. tit. 2. art. 14. tit. 4. art. 8. tit. 5. art. 1. tit. 8. art. 20. tit. 11. art. 1. 3. tit. 16. art. 6. tit. 25. art. 14. 15. 17.

Quand on fait bail à rente heritable, foncière, emphyteuse & perpétuelle, ou à recours & rachat. *Cum pradium datur ad placitum canonis annui : Qua de re in cap. 11. 12. 13. tit. 1. lib. 10. Codicis Visigothorum : Per emphyteusim quasi dominium alteri conceditur sub annuo vectigali & ea lege, ut fundum faciat meliorem & fructuosorem.* (* Voyez Loyseau dans son traité du Déguepissement liv. 2. chap. 3.)

ARRERAGER.] Bourbonnois art. 339.

ARRERAGES.] Paris art. 74. 86. 99. 100. & ensuivans, 137. 138. 287. 355. Meaux art. 8. & 68. Melun art. 107. 126. 172. 174. Sens art. 118. 123. Orleans art. 167. 168. 174. 175. 307. 311. 317. 319. 332. 345. 346. 350. 359. 377. Montrargis chap. 19. art. 1. 2. & ailleurs. Tours art. 25. 199. 200. 201. 340. 366. Lodunois chap. 1. article 21. chap. 16. art. 2. chap. 18. art. 3. 4. & 5. chap. 25. art. 5. chapitre 27. art. 3. chap. 33. art. 6. Anjou art. 79. 235. 237. 295. 326. & ailleurs. Le Maine art. 90. 367. 369. & ailleurs. Grand Perche art. 107. Châteauneuf art. 46. 47. 64. 96. 99. Chartres art. 44. 45. & ailleurs. Dreux art. 33. 34. 72. Sedan art. 19. 20. 21. 22. Berri tit. 1. art. 23. & 26. tit. 9. art. 21. 33. & 35. tit. 8. art. 17. tit. 12. art. 8. Dourdan art. 44. 52. 53. 54. 75. 145. Cambrai tit. 15. art. 2. tit. 19. art. 6. tit. 25. art. 16. Bar art. 58. 61. 192.

Ils sont de cens, de rente foncière ou volante, de douaire, de pension ou maison d'heritages, de loyer de maison, de charges, devoir, ou de revenu d'heritages. *Cedrenus in Nicephoro dixit οὐτὼ ἐπὶ τῶν ὀπισθοπέλειαν. Sunt τὰ ὀπισθοπέλεια, Reliqua, ἐλείμματα, εἰ λοιπὰ δὲ λοιπαζόμενα : Sunt interusuria, & reliquia preteritorum annorum, Reliquationes. Et hæc & talia, ut pueris decantata pretereo. Nolo dixeris tamen hanc Collectionem penè esse dementis otii : vel minutioris curæ aut infelicitis operæ : Hujus Indicis alius est usus, ut in præfatione admonui.*

ARREST DE LA COUR.] ἀρεστὸν, ἢ τοι δὴγμα συγκλητῆς, *Senatusconsultum, Scitum & Decretum Senatus.*

C'est le dernier & souverain Jugement, auquel il faut se tenir & arrêter, & contre lequel il n'y a voye d'appel : & convient le faire retracter par Requête civile, ou proposition d'erreur. Aussi l'*Arrest* donné sur usage, styl & Coutume sert de loi. *Arrest* de Paris du 9. Septembre 1385. pour le Duc de Bourgogne. Ce mot aussi signifie la saisie de meubles ou de fruits qui se fait par un Sergent ou par Justice

à la requête d'un créancier ou Seigneur : & quelquefois la fin & clôture d'un inventaire. (* Touchant l'origine du mot *Arrest*, voyez la fin de la Note sur le mot suivant.)

DROIT D'ARREST DE MEUBLES.] Berri tit. 9. art. 10. Orléans art. 324. & ailleurs.

Pour cause de dette *non reconnue*, lequel privilege a aussi été donné à plusieurs Villes de ce Royaume, où a été reçu & approuvé par usage, comme j'ai observé en mon Commentaire de la Coutume de Berri par la conférence des autres Coutumes.

L'*Arrest* est différent de la prise de gages & execution de meubles, & peut être de fruits pendans par racines, & de deniers deûs par autrui.

En l'année 1234. Louis le Gros octroya par la Charte suivante aux Bourgeois de Paris, quand même ils n'auroient ni Cédule ni Obligation, le privilege de procéder par voye d'*Arrest* sur les meubles de leurs débiteurs forains, qui seroient ses justiciables, & non les justiciables d'autres Seigneurs.

In nomine sanctæ & individua Trinitatis, Amen. Ego Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, Notum fieri volumus tam presentibus quam futuris, quod Burgensibus nostris Paris. universis precipimus & concedimus, si debitores sui, quibus sua crediderint debita (qua si negata fuerint, legitime probari poterunt) terminis sibi à Burgensibus datis non solverint, Burgenses de rebus debitorum suorum, qui de justitia nostra sunt, ubicumque & quocumque modo poterunt, tantum capiant unde pecuniam sibi debitam integre & plenarie habeant, & inde sibi invicem adjutores existant, & si aliquando de rebus quorumlibet ceperint, & illi se aliquid eis debere non cognoverint, si legitime inde convinci à Burgensibus non potuerint; Burgenses nullum erga nos forisfactum incurrant, sed expensam & damnum qua sibi propter hoc facient, & habebunt, illis cum iugo qua minuit, reddent & emendabunt. Volumus & precipimus ut Præpositus postea Parisiensis, & omnes famuli nos-

tri Paris. futuri & presentes ad hoc sint in perpetuum adjutores, quod ne valeat oblivione deleri scripto commendari precipimus & ne possit à posteris infirmari sigilli nostri auctoritate, & nostri nominis charactere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnationis Verbi M. C. XXXIII. regni XXVII. annuente Ludovico filio in regem sublimato anno III. astantibus in Palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt, & signa. S. Radulphi dapiferi Viromandunorum Comitis. S. Hugonis Constabularii, S. Hugonis Camerarii. Data per manum Stephani Cancellarii. Vide hist. S. Martini de Campis lib. 1. p. 25. 26. & Aveu emporte l'homme.

Le même privilege a été ensuite accordé à plusieurs autres Villes, qui ont été nommées par cette raison *Villes d'Arrest*. Et quoiqu'il semble que l'intention de Louis le Gros ait été d'attribuer par cette Charte au Prevôt de Paris, non-seulement la connoissance de l'*Arrest*, mais aussi de la dette pour laquelle l'*Arrest* seroit fait, si la dette étoit contestée. Du Moulin sur l'art. 192. de l'ancienne Coutume de Paris, & nos autres Auteurs, sont néanmoins d'avis que le forain dont les effets ont été arrêtez à Paris, doit avoir main-levée en y élisant domicile & y donnant caution; & que s'il propose des défenses valables, la con-

noissance en doit être renvoyée à son Juge. Joignez les articles 407. 408. de la Coutume de Rheims, & l'article 10. du tit. 9. de la Coutume de Berry.

A l'égard du mot *Arrest*, selon Spelman & Skinner, il vient du mot Latin *Ad*, & du mot Saxon *Rest*, qui signifie *repos*. Mais

* *ARRESTANCE*.] Domicile.

Beaumanoir chap. 31. page 166. ligne 20. » Mes autrement est de » chaus, qui ne sont pas saisi & vetu ; car se aucuns les vicut accuser » de larrecin, il le doit accuser pardevant le Seigneur dessous qui il est » couchans & levans, se il a *arrestance* ; car che il n'a point de *chertain* » lieu là où il demeure, si com mout de gens qui n'ont point d'*arrestance*, » chil en qui justiche il est arrestez pour li sievir de vilain cas, en doit » avoir la connoissance.

ARRIERE-BAN.] Laon art. 2. & 39, Chalons art. 53. Tours art. 139. 264. 297. 335. Amiens art. 122. Berri tit. 9. art. 8. & es Ordonnances du Roi.

A la difference du *Ban*, auquel sont sujets les vassaux de plein-fief, & l'*Arriere-ban* les arriere-vassaux qui jouissent des arriere-fiefs, pour servir leur Seigneur suzerain à la guerre. Le *Ban*, c'est la convocation des vassaux qui relèvent du Roi sans moyen. L'*Arriere-ban*, c'est pour ceux qui tiennent du Roi mediatement. Aueuns par le *Ban* entendent le service ordinaire : & par l'*Arriere-ban* l'extraordinaire. Autres disent que le *Ban*, c'est le premier mandement pour aller à la guerre du Prince : L'*Arriere-ban* le mandement reiteratif à peine de l'amende. Autres disent que le *Ban* est pour les roturiers, & l'*Arriere-ban* pour les Nobles ou terrans fiefs. *Heribannum* signifie la convocation des sujets & vassaux qu'on appelle à cri public pour aller à la guerre, à quoi ils sont tenus, sauf l'Eglise, en la faveur de laquelle le secours de la guerre a été admorti, pour raison des fiefs qu'elle tient : laquelle exemption aussi a été concédée à plusieurs grosses villes, & aux Officiers domestics de la Maison du Roi par privilege, & à quelques autres Officiers.

Heribannum est delectus & citatio exercitus, Jurisconsultorum peritissimus Cujacius in tractatu Feudorum : Vox Germanica, Francica, Anglica Here vel Here significat castra sive exercitum : Carolus Magnus locum castrorum Heristallum vel Haristallum vocari jussit, ut est in ejus Annalibus, qui maximè accedunt ad Chronicon Reginonis lib. 1. à veteri Gallorum, Francorum, Longobardorum, Alemannorum, Germanorum, Grecorum, Italorum lingua dictiones plerâque mutuatus est sermo quo hodie Franci utuntur, qui fere totus est Romanus, nec ulla hodie lingua pura est & vetus. Sanè frustra

selon M. du Cange, il vient de *restum*, qui signifie *droit* ; d'où l'on a fait *restare*, *retare*, & *arretare* pour ajourner, & retenir quelqu'un en l'obligeant d'ester à droit ; ce qui a été ensuite étendu des personnes aux choses. Voyez *Adressee*.

*entendunt, an Francogallia proprium sit idioma quo nunc utimur : An Brito-
num sive Anglorum Lingua sit vetus Gallorum idioma : An idem fuerit sermo
Germanicus & Gallicus, & utrum Britannorum. Porro interdum Heriban-
num etiam significat mulctam sexaginta solidorum, vel trium librarum, quod
idem est, quæ Principi debetur, ut lib. 3. legis Francicæ cap. 14. 18. 35.
& alibi : ut puta ab eo qui bannitus & evocatus in hostem non venit, nec
respondit ad delectum exercitus. Chilpericus Rex de pauperibus & junioribus
Ecclesiæ vel basilicæ bannos iussit exigere, pro eo quod in exercitum non ambu-
lassent : non enim erat consuetudo ut hi ullam exolverent publicam functio-
nem. Gregorius Turonicus, lib. 5. cap. 26. Inde Heraut, fecialis. Herisliz,
desertionis mulcta Theodisca lingua. Bannus autem differt à fredo, quanquam
fredum mulcta sit.*

Anciennement nos Rois n'avoient pas beaucoup de troupes réglées ou de milices entretenues à leurs dépens ; mais leurs vassaux quand il y avoit guerre, étoient obligez de les secourir au premier commandement.

Quand la France avoit peu d'ennemis à combattre, nos Rois n'exigeoient pas tous ces secours, & ils ordonnoient seulement à ceux qui possédoient de grands fiefs, comme les Comtes, les Barons, les Châtelains, &c. qui leur devoient à cause de ces fiefs des services particuliers, de se trouver en armes dans un certain tems, au lieu qui leur étoit assigné, & cette convocation de vassaux étoit appelée *Ban*.

Auth. Anonym. de recuper. terræ sanctæ n. 78. *Certum est quod, dominus Rex cujus interest, principaliter, & in plus quam aliorum, regnum defendere debet : pro ejus defensione se preparare, cum imminet, & pugnare, non solus, sed pro ut decet ejus statum, commodum, & divitias, ratione regni, pro ut sui antecessores olim fecerunt.... debet & dominus Rex compellere singulos suos vassallos Duces, Comites, Barones, Milites, & generaliter certa servitia debentes, ad reddendum, & faciendum hujusmodi servitia, &c.*

Mais lorsque ce premier secours ne suffisoit pas, nos Rois obligeoient de venir à la guerre, ceux qui possédoient des fiefs-francs, c'est-à-dire, des fiefs qui

n'étoient point chargez de services particuliers, & ce second secours étoit appelé *Arrière ban* ; & comme il étoit extraordinaire, nos Rois ne le demandoient qu'après avoir exigé le premier avec la dernière rigueur.

Auth. Anonym. n. 78. *Debet & dominus Rex compellere singulos suos vassallos Duces, Comites, Barones, Milites, & generaliter certa servitia debentes, ad reddendum, & faciendum hujusmodi servitia, sine fraude & diminutione, non remittendo, & donando partem eorum ac exigere negligendo, in fraudem eorum, qui per viam retrōbanni sunt vocandi.*

Le même Auteur n. 76. *Certum est quod armorum servitia propter regni defensionem fuerunt statuta super majora & nobiliora feoda : quod servitium, est ordinaria præstatio patrimonialis, debita à quocumque feodum tenente, per tenentem aut alium idoneum præstanda, & facienda non annuatim, sed demum cum necessitas hoc exposcit. Et quia, non solum domini Regis, & eorum qui tenent feoda debentia servitium hujusmodi, interest regnum defendi, sed etiam plerumque aliorum, qui franca tenent feoda, speciali servitio non onerata : sed etiam, licet minus, cujuscumque de populo, qui tenent feoda, plerumque longe minoris valoris, & annuis redditibus onerata, ut in plurius fere usque ad totum, vel saltem*

dimididat annuatim feodi valorem : Interest etiam ministrorum Ecclesia Regnum defendi, propter eorum spiritualia, & temporalia commoda sensibilia. Et sic omnes sunt vocandi debentes servitia propter duas causas, & rationes, quæ plus operantur quam una : videlicet debent hoc servitium, quoties eminet necessitas, & ab hoc feuda habuerunt ; ob hoc dominus, qui tunc erat, Rex, eis feoda concessit, & eorum quemlibet defendit, & defendere tenetur contra quemlibet armorum violentiam inferentem, & sic interest eorum ut reddant quod debent ; & quia pacem habere, suisque bonis uti, virtutibus & scientiis acquirendis vacare alias non possunt. Idcirco cum instat necessitas, primo vocandi sunt, & si sufficit auxilium quod debent, vel sufficere verisimiliter creditur, si dominus Rex vocet eos, qui non debent hoc nobile servitium, querit ut eis noceat, non ut sibi proficit : ex quo sequitur secundum provisionem legalem, quod hoc non est eidem ignoscendum, & sic peccat mortaliter quia vocat, & judicat non debentes, vocandos, cum non sint. Si vero dominus Rex, saniori quo potest fungens consilio, judicet omnium debentium armorum servitium auxilium sibi non sufficere, potest vocare retrobannium ; videlicet primo auxilium franca feoda tenentium, & si sufficiat debet esse contentus, si non sufficiat, vocare debet quatenus secundum verum & rectum iudicium, sibi deest, & non ultra, auxilium populi, id est omnium feuda non franca tenentium.

Et si bona domini Regis, & ipsorum sum omnibus precedentibus, franca feoda

ram debentia servitium, quam non debentia tenentibus, non sufficiunt verisimiliter ad defensionem, tunc in casu necessitatis defensionis regni, quæ legem non habet, dominus Rex quatenus sibi deest ad commodam defensionem, exigere, & capere poterit de bonis Ecclesiarum, & Ecclesiasticarum personarum. Et hoc est ultimum finale subsidium, quod dominus Rex capere potest : Quod satis apparet, eo quod hoc auxilium Ecclesiarum, & Ecclesiasticarum personarum, nunquam, aut valde raro hactenus captum fuit ; & quia quoties capitur contra jus Commune Canonicum & Civile, capitur ; ergo cum mortali peccato, nisi sit jus speciale, cuius virtute & ratione capi possit : quod esse non potest, nisi unum, videlicet evidens necessitas defensionis, quæ non est necessitas absoluta, sicut solem oriri cras est necessarium, sed necessitas conditionalis, sicut nutrimentum necessarium est animali sub conditione si salvari, & vivere debet animal, ut in quinto ax. c. de necessario. Petere ergo, & capere potest, ac debet Dominus Rex de bonis Ecclesiarum ad defensionem Regni, tunc demum si bona sua, Bannium, & retrobannium, ad commodam defensionem non sufficiant. Voyez la Loi de Simon Comte de Monfort, à la fin du traité du Franc-aleu de Galland page 358. ligne 28.

Aujourd'hui que les forces de l'Etat consistent en troupes réglées, le Ban est confondu avec l'Arrière-ban, & le Roi n'exige ces deux secours, que dans de pressantes nécessitez. Voyez Ban, & Brodeau sur l'art. 40. de la Coutume de Paris n. 8.

* *ARRIERE-CENSIF.] Voyez Arrière-foncière.*

ARRIERE-CHARTÉ.] Froissart livre premier chap. 212.

* *Mettre quelqu'un ARRIERE de sa demande.] C'est l'en debouter ; Beaumanoir chapitre 7. page 47. » Adonques si li demandieres ne prueve que son pere ot heritaige, il est arrieres mis de sa demande, & est li deffendieres delivres, &c.*

SEIGNEUR ARRIERE-FEUDAL.] En l'ancienne Coutume de Sens art. 186. de Troyes art. 45.

A raison de l'arrière-fief, qui tient d'un plein-fief.

ARRIERE-FIEF.] Paris art. 2. 54. 55. Meaux art. 157. Melun art. 75. 81. 92. 99. 101. Sens art. 196. 204. Ponthieu art. 64. 81. Estampes art. 33. Montfort art. 35. Senlis art. 129. Troyes art. 45. Montargis chap. 1. art. 44. 45. auquel se trouve aussi ce mot *Rere-fief*. Sedan art. 62. 71. 73. Orleans chap. 1. art. 47. 48. & en la Coutume locale de Mexieres, ressort de Tours. Anjou art. 27. Le Maine art. 222. Grand Perche art. 45. Dunois art. 17. Bourbonnois art. 373. 381. 388. 390. La Marche art. 135. Poitou art. 128. Peronne art. 29. 52. Berni tit. 5. art. 1. Bretagne art. 366. 376. Dourdan art. 19. & au chap. 25. article 10. du Stil de Liege. Cambrai titre 1. art. 54. 59. Bar art. 21. 24. 25.

A la difference du proche-fief, du plein-fief. Sens art. 196. 204. Clermont art. 95. L'*Arriere-fief*, c'est le fief servant qui tient d'un autre fief servant. Auxerre art. 52. 72. Nivernois tit. 4. art. 59. 60. auquel se trouve aussi ce mot *Rere-vassal*. Montargis chap. 1. art. 47. Tellement que quand le Seigneur feudal achete de son vassal un fief mouvant de lui, tel *Arriere-fief* devient au Seigneur supérieur de l'acheteur plein-fief. L'*Arriere-fief* est dit à la difference du *Prim-fief*, Bayonne tit. 8. art. 1. 8. 9. 10.

FAIRE DE SON PLEIN-FIEF UN ARRIERE-FIEF.] Sens art. 188. Mante art. 5. & 34. Vitri art. 25. Auxerre art. 52.

BAILLER PARTIE DE SON FIEF EN ARRIERE-FIEF.] Amiens article 27.

ARRIERE-FIEF QUI TIENT PAR MOYEN.] A la difference du plein-fief qui est à pur sans moyen. Le Maine art. 9. Sedan art. 73.

L'*Arriere-fief* est tenu par seconde ou par tierce main, comme dit l'Auteur de la Somme rural. *In hoc libro sepe earundem rerum fit iteratio, sed eodem sensu aliis verbis ex diversis auctoribus, ut res melius intelligatur, & expedit unius rei non unam tantum, sed plures edere definitiones.*

PROCHE-FIEF OU ARRIERE-FIEF.] Bretagne art. 357.

RENTE ARRIERE-FONCIERE ET SUR-FONCIERE.] Orleans art. 122.

A la difference de la premiere & plus ancienne rente fonciere: comme le *sur-cens*, à la difference du premier & chef cens. L'*Arriere-censif*, *Retrocensuum*, à la difference du censif qui appartient au Roi. En l'Edit du Roi Philippes IV. de l'an 1291. fait pour la finance des francs-fiefs & nouveaux acquets.

ARRIERE-GARDE.] En la nouvelle Coutume de Normandie art. 222.

Qui appartient au Roi ou autre Seigneur feudal, pendant que le mineur d'ans est en sa garde, si ceux qui tiennent fief noble du mineur tombent en sa garde.

ARRIERE-GAREND.] Es Ordonnances du Duc de Buillon art. 195. C'est le garend du garend.

HOMME PROCHE OU ARRIERE.] Bretagne art. 42.

ARRIERE-LOUAGE.] Tournay au titre des loüages art. 9.

* **ARRIERE-PANAGE.**] Le *Panage* est une *Païsson* accordée par un Seigneur haut-Justicier, pendant un certain temps de l'année, à ses usagers ou coutumiers pour leurs pores, & en quelques lieux pour leurs porcs & leurs autres bêtes, moyennant une certaine redevance. Et l'*Arriere-panage* est une continuation de la *Païsson* pour une autre certain temps, moyennant une autre redevance. Voyez Berault sur l'art. 30. de la Coutume de Normandie, & Chanfour dans son Instruction sur le fait des Eaux & forests chap. 16. page 86. 87.

ARRIERE-PURGER, ARRIERE-PURGEMENT.] Au Stil des Cours seculiers du pais de Liege chap. 13. art. 7. 12.

Quand il est question de purger la saisine faite par faute de paiement de cens, rentes, ou autres droits annuels réalisez. (* Voyez la Coutume de Namur art. 11. 12. 13.)

ARRIERE-TAILLE.] A la difference de la premiere taille. Froissart livre 4. chap. 67.

Que le Duc de Bourgogne imposa sur tous les Chevaliers & Gentilshommes qui tenoient de lui en fief.

ARRIERE-VASSAL.] Sens art. 196. Estampes art. 33. Troyes art. 45. Tours art. 135. Grand Perche art. 45. Blois art. 77. La Marche art. 342. Sedan art. 11.

C'est le sous-vassal. Chaumont art. 32. Vitri art. 43. Qui tient un arriere-fief mouvant par moyen du fief de quelque supérieur. Seigneur par moyen, à la difference du Seigneur sans moyen, qui est Seigneur d'un plein fief. Clermont art. 110.

L'ARRIERE-VASSAL.] Se dit à la difference du premier vassal. Sedan art. 71.

Et appellatur minor vel minimus valvassor, valvassinus. Vide tit. 10. lib. 2. Feudorum : & observandum est vasallum vasalli regii esse vasallum regium, ut constat ex constitutione Friderici de Feudis non alienandis §. illud quoque,

ARRIERE-VASSEUR.] Chartres art. 17. 48.

* **Droit des ARSINS.**] Anciennement quand un Bourgeois, mais sur tout un forain, avoit commis quelque crime dans une ville de commune,

Commune, & avoit, par exemple, tué ou blessé quelque Bourgeois, on abattoit la maison du criminel, si le criminel ne la rachetoit pas; ce qui avoit lieu particulièrement en Picardie & en Flandres. La Charte de la Commune de Roye.

Si quis forisfactum fecerit, de quo clamor in presentia Majoris & Juratorum factus sit, Major rato judicio Juratorum super hoc emendationem accipiet talem quod domus forisfactoris diruetur., si Major voluerit, & si Major redemptionem accipiet de domibus diruendis, hujus redemptionis medietas erit nostra, & alia Burgensium..... Forisfactor autem si domum non habuerit, que dirui debeat, recto judicio Juratorum pro forisfacto comprobato à villa bannietur, nec pro hac justitia nobis fiet emendatio. Si quis extraneus sive Miles, sive Serviens, sive Rusticus forisfactum fecerit, Major eum de hoc forisfacto submonere debet, & nisi ad mandatum Majoris venerit, Major & homines ville ad diruendam domum ejus exeant, que si sit adeò fortis ut vi Burgensium dirui non possit, ad eam diruendam vim & auxilium conferemus; exep̄to hoc, quod si forisfactor fuerit de feodatis nostris, domus ejus non diruetur, sed vetabitur ei villa, donec ad satisfactionem venerit ad arbitrium Majoris & Juratorum. Si quis alium intra villam interfecerit ubicumque malefactor inventus fuerit, de ipso vindicta accipiatur; & si domum habuerit diruatur, reliqua ejus pecunia nostra erit, & si capi non poterit à villa bannietur, &c. Voyez la Charte de la Commune de Peronne, &c.

Et parce qu'on mettoit le feu aux maisons des criminels pour les abattre & les détruire, cette justice ou cette execution, a été appelée *Arsm*. Haër dans ses Châtelains de Lille page 141. parle ainsi de cet ancien usage.

Si aucun de forains manans hors de le ville, ayant maison en le chastellerie, avoit batu, ladengé, navré, ou tué Bourgeois de le ville, avec tres-grandes solemnitez, & procedures fort ceremonieuses, le Revvart faisoit son rapport aux Eschevins, & iceux au moins deux, avec deux Jurez s'informoient du fait, le denonçoient au Bailliu, qui estoit au lieu du Seigneur de la tierre. Si l'on ne pouvoit venir à bout par voye de Justice, on sonnoit la ban-cloche, on mettoit les bannieres sur le marché, & avec beaucoup de fanfares la bourgeoisie sortoit de la ville vers la demeure du delinquant, le quel étoit à haute voix appelé pour amender le forfait; s'il étoit comparant on le menoit à la ville, où luy étoit fait droit; s'il ne paroissoit au troisième cry, ou comme parle le vieil texte, *ne vient avant devant le tiers appel pour amender chon qu'il a entrepris viers le franchise de le ville, pour le despit que chuis a fait au Seigneur & à le ville, & pour l'empresure qu'il a entrepris viers le franchise de le ville &c.*

» Corps de bourgeois, & que ne vient mie avant à l'appiel dou Seigneur pour
 » amende faire de chou dont il est appellé, li qui diét est doit bouter ou
 » faire bouter feu en la maison de celui, par enseignement d'Eschevins,
 » & qu'anguien il a dedens son pourpris, ou res de capielle, & tout ar-
 » doit, avant que li Revuart & communs s'en partent, & tout sarter
 » qu'aques il ora dedens le pourpris; & après chou ensi fait, on doit faire le
 » ban que chascun isse dou mannoir, & dou liu sans riens emporter, &c.
 Voyez les preuves de l'histoire de Montmorency page 83.

* *ARSINS, & ARSEIZ.*] Dans la Coutume de Saint Palais, en-
 tre les anciennes Coutumes locales de Berry, publiées par M. de la
 Thaumassiere chap. 75. page 113.

Sont des arbres ou des bois brûlez par accident, ou parce qu'on y
 a mis le feu malicieusement pour les faire mourir. Voyez Chauffour
 dans son Instruction des eauës & forests chap. 15. page 82.

* *ARTICULER SA DEMANDE.*] Es Ordonnances du Duc de Buillon
 art. 182. & en la Pratique.

Quand l'on baille par articles & par écrit ses moyens & conclu-
 sions. (* Voyez Bouteiller dans sa Somme livre premier chap. 21.
 où il traite au long de cette matiere.)

* *Bois ARTISONNE' ou ARTUZONNE'.* Loudunois tit. 5. art. 5.
 Touraine art. 63.

C'est un bois où il y a plusieurs petits trous de vers : un arbre, un
 artison, ou un artuzon, est un petit ver qui s'engendre au bois vert,
 & qui est appellé en Latin *Cossus*.

* *ASCENSEURS.*] Voyez *Accenseurs*.

ASSASINEMENT, ASSASINATEURS.] En l'Edit du Roi Hen-
 ry II. de l'an 1547. & ailleurs.

ASSASINS.] Bretagne art. 632. *Assasinas.*

De Assassinis vel Assylinis qui per fallaciam cadem faciebant, locus est in
cap. 1. de homicidio lib. 6. Ex Perside profecti creduntur. Paulus Venetus in
India Orientali, Augustinus Curio Sarracenica hist. lib. 3. Mathæus Paris,
Mat. Vestmonasteriensis in Henrico 1. Guiliel. Tyrius lib. 20. cap. 31. Neu-
brigenfis lib. 4. cap. 22. lib. 5. cap. 14. Paulus Æmilius lib. 5. & alii. Sa-
raceni Assanitz apud Marcellinum lib. 24. Bedonius Arsacides. Sont ceux
 qui commettent meurtre de guet à pens, & ii maximè qui pecunie
 nomine homines necant. Assassiner signifie brigander, piller, voler : *In res*
alienas involare, expilare. (* Voyez M. du Cange dans ses Obser-
 vations sur Joinville page 87. 88.

Quedam nationes malè audierunt ob scelera quæ perpetrabant aut propter
vitium cui indulgebant, ut Cimbri & Attali Arabum gens, & Cossæi propter
latrocinia, Isauri propter piraticam, Ambrones propter voracitatem aut rapi-

nas : Opici quia obscæni : Occu frequentissimus fuit usus libidinum spurcarum, Festus. Galli novarum rerum cupidi. Trebellius Pollio in Postumo. Rarum est ut Syri fidem servant, imò difficile. Vopiscus in Aureliano. Gothorum gens perfida, Alamanorum impudica, Franci mendaces : Saxones crudelitate efferi : Scythæ reter, Massageta inhumanus, Amazon audax, Hamaxobius instabilis. Tertullianus lib. 1. adversus Marcionem. Omnes denique gentes habent peculiaris mala, inquit Salvianus lib. 7. Thraces omnium gentium fœvissimi fuerunt, Vascones natura leves. Sed & Gallos natura præcipites dicit Aurelius Victor in Constantio. Gallis insitum est esse leves. Trebellius in Galliennis. Gens Gallorum inquietissima. Vopiscus in Saturnino. Graci dicti sunt mendaces & leves, Parthi fugaces, Thessali perfidi, Arcades stolidi, Germani feroces : Siculi lascivi & dicaces, Fabius lib. 6. cap. 4. Phryges timidi, Mauri vani, Dalmata feroces. Tertullianus libro de Anima, post comicos & Sallustium. Gens Saxonum fera est, Francorum infidelis, Gepidarum inhumana, Hunorum impudica. Salvianus lib. 4. Scythæ soli immuni feritatis crudelitate grassantur : Galli stolidi, Graci leves : Afri subdoli, avari Syrii, acuti Siculi, luxuriosi Asiani, Hispani elata jactantia animositate præposteri, Firmicus lib. 1. cap. 1. & 4. Aquitanorum callidum genus, Florus lib. 3. cap. 10. Egyptii viri ventosi, furibundi, jactantes, injuriosi, vani. Vopiscus in Saturnino. Francis familiare est ridendo fidem frangere. idem in Proculo. Egyptii ad singulos motus excandescentes controversi, & reposciones accerrimi, Marcellinus XXII. Afri versipelles, Graci leves, Galli pigrioris ingenii, quod natura climatum facit. Servius in Æneidos sextum. Tam civitatum quàm singulorum hominum mores sunt : gentesque aliæ iracunda, aliæ audaces, quedam tumide : in vinum, in venerem promiores aliæ sunt. Livius lib. 45. Denique nationes sunt quedam infamata leg. 31. par. qui mancipio. De edilitio edicto. Comme aussi en France en un temps tous Brigants ont été appelez Normans, d'autant qu'ils avoient ravagé la France. Et apud Aurelium Victorem in Diocletiano, per Galliam rusticani latrones quos Bagaudas Incolæ vocabant, de quibus etiam apud Eutropium lib. 10. Orosum lib. 7. cap. 25. Sed non est hic liber onerandus. (Vide Rith. ad Salvian p. 305.)*

* *ASSEC.*] C'est en Bresse un étang qui demeure à sec après qu'il a été pêché. Il arrive assez souvent que des personnes qui n'ont rien à la pêche d'un étang, ont néanmoins des *pics*, c'est-à-dire des portions en l'*Asec* ; de sorte que quand l'étang est pêché & vuide, chacun va reconnoître sa *pie* ou sa part & portion dans l'*Asec*, qui est ordinairement marquée par des bornes ou des pieux : chacun y laboure, y sème, & recueille ensuite les fruits.

Celui qui a *Asec* en un étang, quelque petit que soit l'*Asec*, a droit de parcourir au même étang pour son bétail ; c'est-à-dire, que quand l'étang est en eau, il a droit d'y mener paître son bétail ; ce qu'on

appelle *Champage & Brouillage*. Voyez *Evolage*, & M. Revel sur les Statuts de Bugy page 274.

ASSENE ET ADVIS.] Qui est quand un pere fait don à ses puînez, ou à ses filles pour les avantager. Bailler *Affene* à ses enfans. Valenciennes art. 84. qu'aucuns estiment être formoture, ou pour icelle. (* Voyez Bouteiller dans sa Somme livre premier tit. 25. page 138. 139. tit. 75. & ci-après *Mort-gage*, & *mariage à Mort-gage*.)

TITRE D'ASSENE.] Mons chap. 21.

Bouteiller quand il traite du mort-gage, & du doüaire, & du don de mariage. *Interdum hoc conjunguntur*. (* Voyez *Affene & advis*, *Affrete & assignal*.)

ASSENE' CONVENTIONEL.] Lille art. 198. 203; (* Voyez)

DOÜAIRE ET ASSENE'.] Haynault chap. 53. 72. & 80.

C'est le doüaire ou l'assignat prefix, accordé & adigné à la veufve par son Contrat de mariage.

Bouteiller dans sa Somme livre 1. tit. 97. page 555. » *Item*, peus & dois sçavoir, que la Dame ou la Damoiselle n'a droit de doüaire, si le mari l'avoit au mariage avancée d'aucune chose, ou assennée de sur son heritage; car deux doüaires ne peut-elle avoir ensemble, ce mais il convient qu'elle se tienne auquel qui mieulx luy plaira, ou à l'*assene* ou au doüaire coutumier; & ainsi en est-il usé.

ASSENEMENT.] Bourbonnois article 409. Auvergne chap. 9. art. 9. chap. 24. art. 72. & en la Coûtume locale de saint Porcain, à la fin de la Coûtume de Bourbonnois, comme il se lit en quelques éditions: les autres (*dans cette Coûtume locale) lisent *Afseurement*. (*Voyez)

ASSENER.] Auvergne chap. 21. art. 6. chap. 22. art. 2.

Quand il est traité de la main-mise, & exploit domanier du Seigneur direct ou censuel, quand il *assigne* & met sa main sur les heritages qui doivent le cens.

* ASSENER.] C'est assigner ou faire assignat. Voyez le chap. 183. &c. des Assises de Jerusalem.

ASSENS.] Bretagne art. 255.

C'est un émolument qui provient des forêts & bois de haute-fustaye, comme les pascages & glandées.

BONNES, ASSENS, OU SEPARATIONS NOTABLES.] Lille au titre des prescriptions, la Salle de Lille au titre des bonnages: & en la coûtume locale de Commynes sous Lille. (* Voyez *Borne*.)

* ASSERTER.] Berri tit. 15. art. 8. Voyez *Effarter*.

* ASSEUREMENT.] Mets tit. 4. art. 23. 24. &c.

Ce mot signifie *délaissement*; & dans cette même Coûtume *assurer un heritage*, c'est l'abandonner ou le délaisser à quelqu'un. Les Ordonnances de Mets & Pais Messin tit. 2. art. 11. » Et parce qu'il s'est

trouvé, que les detempteurs des heritages hypothéquez, au dites censés poursuivis pour payer les dites censés, tiennent par long-temps, & sans occasion les rentiers en procez: & en fin *asseurent* les dits heritages sans faire payement des arrerages escheus depuis le commencement du procez. A cette cause est ordonné, que tous possesseurs d'heritages hypothéquez au dites censés bastardes, constituées à prix, & autres laissées à censés à toujours-mais, ne *seront* reçus à faire *asseurement*, ne quitter la possession des dits heritages, qu'ils n'ayent payé les arrerages des dites censés, eschetus de leur temps, depuis la demande qui leur en sera faite en Jugement, &c.

ASSEUREMENT. J Melun art. 4. Sens art. 8. 169. & ensuivans. Troyes art. 124. 125. Chaumont art. 100. Ponthieu art. dernier. Nivernois tit. 1. art. 15. Bourbonnois chap. 7. Auvergne chap. 10. La Marche chap. 7. Poitou art. 16. Angoumois art. 9. Auxerre art. 12. Berri tit. 2. art. 19. & au chap. 34. de l'ancien Stil de Parlement à Paris. Bar art. 38. 39. & au livre de l'Etablissement pour les Prevôtes de Paris & d'Orleans. *Assesuré.* Lodunois chap. 39. art. 3. La Rue d'Indre art. 38. 39. Poitou art. 419. & ensuivans: La Rochelle art. 9. *Assurance.* Grand Perche art. 9. Cambrai tit. 22. art. 8. Tournai en titre special.

Cum reus coram iudice iurejurando fidem dat Actori: λόγος πίστεως. Recentiores dicunt Securitatem. Quand l'un jure & promet à l'autre de ne lui forfaire, ni à ses gens ou biens, & qu'il lui est commandé par le Juge de tenir bonne paix à sa partie, laquelle en ce faisant est aussi mise en la sauve-garde & protection du Roi. Car *asseurement* se doit bailler pardevant le Juge Royal, par Arrest de l'an 1278. Donner *asseurement*, est exploit de haute Justice. L'*asseurement* s'appelle aussi improprement *sauf-conduit* & *sauve-garde*, en l'art. 100. de la Coutume de Chaumont. Toutefois en la Coutume de Sens & d'Auxerre, l'*asseurement* se distingue de la *sauve-garde*. Aucuns ont estimé qu'au Juge Royal seul appartient donner *sauve-garde* privativement à tous autres: & que le Juge du haut Justicier donne *asseurement*. Melun article 4. Et es anciens Arrests de la Cour il y a difference entre *Assesurement*, *trêves*, *paix*, *sauvegarde* & *sauf-conduit*. In *Constit. regum Sicilia lib. 3. tit. 16. & 18. Asscurare*, c'est asseurer & promettre avec serment sur foi & hommage à son Seigneur feudal.

Selon Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis chap. 58. page 295. ligne 29. l'*asseurement* étoit un Exploit de haute Justice. Mais quoi qu'il fût un Exploit de haute Justice, il faut cependant observer, qu'il pouvoit être fait ainsi que

la trêve, par simples paroles, & sans le ministère du Juge. Voyez Beaumanoir page 295. ligne 39.

L'*asseurement* différerait de la trêve.

Premierement, en ce que l'*asseurement* étoit autant pour les gens de poste ou les

roturièrs, que pour les nobles ; au lieu que la *trêve* n'avoit lieu qu'entre ceux qui pouvoient *guerroier*, & par conséquent entre les Gentilshommes seulement, parce qu'il n'y avoit que les Gentilshommes qui pouvoient se faire la guerre les uns aux autres. Voyez Beaumanoir chap. 60. page 304. ligne 21.

Secondement, en ce qu'en plusieurs lieux l'*assurance* devoit être demandé par une des parties, au lieu que les Seigneurs pouvoient contraindre leurs sujets à faire *trêve*. Voyez Beaumanoir chap. 59. page 300. ligne 19. & p. 307. ligne 26.

Troisièmement, en ce que l'*assurance* étoit pour toujours, au lieu que la *trêve* étoit pour un certain temps. Voyez Beau-

manoir chap. 60. page 304.

Et enfin, en ce que pour l'*assurance* brisée, on s'en prenoit tant à celui qui l'avoit donné, qu'à celui qui l'avoit brisée ; au lieu que quand la *trêve* étoit enfreinte, on ne s'en prenoit qu'à ceux qui l'avoient brisée. Beaumanoir chap. 60. page 304.

Touchant la peine de l'*assurance* brisée, & des *trêves* enfreintes. Voyez Beaumanoir page 306. à la fin, les Etablissements livre premier chap. 28. 37. l'Auteur du Grand Coutumier au titre d'*assurance*, Jean des Mares Décision 366. le Guidon des Praticiens au titre d'*Assurement* art. 5. page 435. l'Arbre des Batailles chap. 139. & Coquille sur la Coutume du Nivernois tit. 1. art. 15.

* *ASSEURER*.] C'est donner *asseurement*. Voyez *asseurement*, & Beaumanoir chap. 59. page 302. ligne 50.

ASSIETE.] Nivernois tit. 1. art. 7.

Qui est de deniers qu'on depart & leve sur le peuple.

ASSIETE DE RENTE, DEBTE, TERRE, HERITAGES, OU DE MARIAGE.] Nivernois tit. 37. Tours art. 352. 353. Lodunois chap. 15. art. 41. chap. 36. art. 1. & 2. Anjou art. 161. 162. 295. 489. 491. & ensuivans. Le Maine art. 310. Bourbonnois chap. 36. Auvergne chap. 31. Bretagne tit. 14. & en l'art. 324. 422. & ensuivans, & en l'art. 551. 599. Poitou art. 190. & ensuivans, & à la fin de la dernière Coutume du Duché de Bourgogne. (* *Assiete & précomptemens*. Xaintonge titre 19.)

La rente est en *Assiete* de terre, quand on délaisse des terres jusques à la valeur de la rente pour l'extinction d'icelle. (* Anjou art. 489. Le Maine art. 493.) ce qui équipole à vendition : ou quand le fond est simplement baillé pour l'assignation & paiement de la rente, pour en jouir par le créateur pour la rente, jusques à ce que le sort lui soit rendu. A la différence de celui qui baille & paye rente simplement par ses mains, & n'est tenu d'en faire *assiete* par le menu & de l'assigner : aussi la forme des *assietes* de terre sert pour reconnoître à quel prix l'on peut vendre & acheter terres, droits & devoirs fonciers & seigneuriaux. (* Voyez *Mort-gage*.)

L'*assiete* n'est proprement qu'un *assignat*, & *assoir* une rente, n'est autre chose que l'*assigner*. Quelques Auteurs

mettent mal de la différence entre ces mots.

Charta an. 1284. *Donec decem libras*

annui redditus ad usum matricularia prefata duxerimus assignandas, seu ut loquimur vulgariter assignendas. Vide Pith. ad

*Conf. Trecens. art. 182. p. 447. & Argen-
tr. in Conf. ant. Britan. art. 73. Not.
2. n. 4. art. 248. 249. &c. & voyez*

* **ASSIGNAL ou ASSIGNAT.**] C'est l'affiete d'une dette ou d'une rente sur un heritage : ou si l'on veut, c'est l'affiete qu'un debiteur fait d'une dette ou d'une rente sur un de ses heritages, dont il est convenu avec son creancier.

Autrefois il y avoit assez souvent des cas où l'*assignat* emportoit translation de domaine ; comme, par exemple, lorsque dans les échanges & les partages, une des parties donnoit à l'autre un certain nombre de livres de terre, ou de livres de rentes en terre, à assigner sur des prez, des bois, ou des terres labourables, & qu'ensuite il en faisoit l'affiete : la raison est qu'en ces sortes de cas l'intention des parties étoit d'aliéner & d'acquérir, & par conséquent comme celui à qui l'*assignat* étoit fait, avoit intérêt de sçavoir la juste valeur des terres que l'autre lui destinoit, les deux parties convenoient presque toujours d'une personne, par qui ces terres devoient être prises.

Charta an. 1223. apud Quercet. in Histor. Castillion. page 2. *Ego Theobaldus Campaniae & Bria Comes Palatinus. Notum facio quod ego pro excambio quod facio cum Domino Jacobo de Durnay, videlicet de escaeta que eidem accidit à Comite Barri super Sequanam ex parte uxoris suae, de hoc quod dictus Comes de feodo meo tenebat, & de hoc quod accidit matri Simonis de Rochefort de Comite prenotato, ego dedi ei quinquaginta libratas terrae, in terra plena, quam debeo ei assignare ad laudem & æstimationem Lamberti de Castillione & Heverardi de Blameriis Militum. Actum die Jovis proxima post festum sancti Georgii anno gratiae 1223.*

Mais parce que dans les échanges, dans les partages, & dans une infinité d'autre cas, il y avoit souvent des contestations au sujet des prises, les terres, les maisons, les Justices, les rentes & les redevances, furent estimées par autorité publique ; & de là vient que dans la plupart de nos Coutumes il y a des titres d'*affiete & prise de terres*. Voyez Beaumanoir chap. 9. p. 52. lig. 11. chap. 27. & Bartole ad leg. 25. n. 93. ff. solut. matrim.

A l'égard de l'*assignat* des rentes constituées à prix d'argent, il n'emportoit point translation de propriété des heritages sur lesquels elles étoient assises, parce que ce n'étoit pas l'intention des parties. *Qui promisit assignare redditus, dit Joannes Faber sur le titre des Institutes de Assignat. libertor. in fin. non tenetur tradere fundos, nec dominium eorum, sed sufficit dicere, super isto fundo recipiatis redditus vestros.* Et tel est encore aujourd'hui l'usage. Voyez Loyseau dans son traité du Deguerpissement livre premier chap. 8. à la fin, & chap. 9.

Quoique l'*assignat* des rentes ne transférât pas la propriété des héritages sur lesquels elles étoient assises, il en étoit néanmoins deûs lods & ventes, comme des *assignats* qui emportoient alienation ; mais cet usage a été aboli par Arrêt de la Cour du dixième May 1557. rapporté par du Moulin sur la Coutume de Paris §. 83. 84. p. 799. & sur l'article 58. de l'ancienne Coutume de Paris. Voyez

ASSIGNAL.] Duché de Bourgogne chap. 4. article 17. 18. 22. Comté de Bourgogne art. 11. 12. 38. 39. Nivernois tit. 23. art. 4. 13. 32. tit. 24. art. 12.

Signifie les héritages sur lesquels le dot & mariage d'une femme est assigné, & desquels elle fait les fruits siens, jusques à ce qu'elle soit remboursée de ses deniers.

Dans la Coutume de Bourgogne la femme jouit de son *assignat* à titre de mort-gage, parce que les héritiers du mari le peuvent avoir, & le recouvrer en quelque-temps que ce soit, en rendant les deniers du mariage ; au lieu que dans la Coutume du Nivernois la femme a la propriété de l'*assignat*, sauf aux héritiers du mari à le recouvrer dans trente années, en remboursant le *prix*, pour le-

quel l'*assignat* a été fait. Voyez l'article 18. du chap. 4. de la Coutume de Bourgogne Duché, avec le Commentaire de Chasseneuz, le même Auteur sur l'article 18. du même chapitre n. 3. l'art. 12. du chap. 23. de la Coutume de Nivernois, avec le Commentaire de Coquille, Cujas *ad Novellam Justin.* 61. *in princip.* & ci-après *Mort-gage*.

ASSIGNAL DE RENTE.] Auxerre art. 221. de l'ancienne Coutume.

Qui appartient à la douairerie. Mais en la Coutume du Duché de Bourgogne (* chap. 11. art. 6.) par cette diction sont signifiez les héritages redevables de cens ou rente.

* ASSIGNEMENT.] Bourbonnois art. 368.

C'est la main-mise ou saisie féodale. Voyez l'article 160. de la même Coutume.

* ASSIGNER.] Chartres article 32. *Assigner Brandon.* Chateaufort, art. 32.

C'est saisir féodalement. Voyez *Assener*, & l'Abregé Royal de l'Alliance Chronologique du Père Labbe tome 2. page 651. ligne 29. & page 652. ligne 3. &c.

* ASSIGNER les Greniers.] Bretagne art. 266.

C'est les marquer, les désigner.

ASSIS.] Haynault chap. 106. Commines & Lannoy sous Lille, ou *Assises* en la Somme rural au chap. de tenir par dignité.

Sont certaines impositions & assiettes de deniers sur marchandises ou autres choses.

ASSISE par la Coutume de Bretagne art. 395. & ensuivans en prinse

de bestes, est differente du dommage & de l'emende. Et appert que c'est l'emende que chacune beste prinse au dommage d'autrui doit, & qui est taxée par la Coûtume, pour raison de certaines bestes seulement : *Pœna est legitima, qua differt à multa arbitraria & à litis estimatione.*

Anciennement on donnoit quelquefois le nom d'*Affise* à ce qui avoit été déterminé ou arrêté dans les *Affises*; & de là vient que les Reglemens faits touchant la taxe de ce qui est dû pour les

bestes prises dans les lieux de défenses, est appelé *Affise* dans la Coûtume de Bretagne. Voyez M. Hevin sur Frain page 512. n. 8. & le mot suivant.

ASSISES DE BAILLI, OU SENESCHAL.] Senlis art. 29. 32. Clermont art. 199. 205. & ensuivans. Ponthieu art. 159. 162. Nivernois tit. 1. art. 24. 27. Anjou art. 46. 64. Normandie chap. 24. 54. 55. *On du Seigneur bas, moyen, ou haut Justicier.* Tours article 1. 39. 46. 55. 59. 169. 194. Lodunois chap. 1. art. 1. & 2. chap. 2. art. 7. & 8. chap. 4. art. 1. chap. 15. art. 2. Blois art. 12. Bourbonnois art. 6. & 540. Auvergne chap. 26. art. 5. chap. 30. art. 16. La Marche art. 53. 323. 327. Saint Jean d'Angeli art. 8. Poitou art. 4. 6. & ailleurs. Berri tit. 2. art. 37. Lorraine tit. 5. art. 7. tit. 17. art. 13. tit. 18. art. 7. Et au cayer de la nouvelle Coûtume titre des Successions & des Prescriptions.

C'est le Siege du Juge superieur, *maximè cum jus reddit pro tribunali solemnè more*, d'un an à autre es Sieges & Auditoires des Juges inferieurs. Car l'*Affise* est differente du jour ordinaire. Senlis art. 59. 78. Les *Affises* du Juge d'appel sont solennelles, & *statis tantum temporibus*: desquelles fait mention la Coûtume de Montargis chapitre 22. art. 1. & esquelles se relevent & ressortissent les appellations des Juges inferieurs, soient Royaux ou subalternes, comme en l'art. 63. de la Coûtume de Senlis, il est dit que le Lieutenant General du Bailli de Senlis va tenir l'*Affise* à Compiègne, à laquelle ressortissent les Prevôtes. Et en l'art. 70. qu'à Pontoise l'*Affise* y est tenuë par ledit Lieutenant General, encore qu'il y ait à Pontoise Lieutenant Particulier, à laquelle ressortissent les Juges inferieurs. Comme aussi à la Châtellenie de Chaumont, & en la Seigneurie de Chambly, par l'article 79. & 90. de la Coûtume de Senlis. (* Voyez Beaumanoir chap. 1. page 13. ligne 16. l'Auteur du Grand Coûtumier liv. 1. chap. 5. page 36. ligne 14. Bouteiller dans sa Somme livre premier tit. 3. page 9. Pasquier dans ses Recherches livre 2. chap. 14. Coquille dans son histoire du Nivernois page 514. Hevin sur Frain page 510. la Conference des Ordonnances liv. 1. tit. 23. §. 8. & ci-après Parlement.)

ASSISES OU GRANDS JOURS.] Es Ordonnances du Roi Charles VI. de l'an 1413. article 178. 186.

Les *Assises* sont les plaids solennels ou ordinaires : *Solent autem Magistratus & Judices in tribunali sedentes jus reddere, dicere : at qui postulans vel adsunt, stant in jure l. 1. Cod. de officio civilium judicum, l. 6. Cod. de postulando. Plinius lib. 1. & 6. Epistol. Qua de re exemplum est de P. Scipione, qui jus in castris sedens dicebat militibus, qui in jure apud eum stabant. Gellius lib. 7. cap. 1.*

Les *Assises* ou grands jours, sont plutôt des plaids extraordinaires que des plaids ordinaires. Voyez l'art. 59. de la Coutume de Senlis, Loysseau dans son traité des Seigneuries chap. 7. n. 14. & 15. chap. 8. n. 28. 29. 34. 42. 44. M. de la Thaumassière dans son recueil d'Arrests concernant le Berry chap. 25. & Fontanon tome 4. page 1337. 1339.

ASSISES DE JUSTICE.] Normandie chap. 3.

Qui sont de Chevaliers & de sages hommes avec le Bailli en certain lieu & terme. Normandie chap. 24. Et es Coutumes locales de plusieurs Seigneuries qui sont du Baillage de Touraine, tel Seigneur a droit d'*Assises* trois ou quatre fois l'an, qui n'a droit de tenir les plaids ordinaires, lesquels appartiennent seulement aux Seigneurs Barons ou Châtelains. Et par la Coutume d'Angoumois art. 4. & de la Rochelle art. 1. & 2. la grande *Assise* est du Sénéchal, la petite *Assise* du Juge Prévôtal. Sic & olim conventus, consilium, confessusque Magistratum pro tribunali statis anni diebus, non quovis tempore : qua de re Theophilus paraphrastes ad tit. Institutionum. Qui & quibus ex causis mittere. & ad tit. de successio. sublati. Sessionum dies. l. 5. par. sex autem. Ut in poss. Legato. l. 2. par. dies. Quis ordo in possessio. (* Vide Chopin in Conf. And. lib. 1. cap. 40. n. 10. & voyez Parlement.)

* **ASSISES.**] Sont aussi les Ordonnances faites aux *Assises* ; comme en Bretagne l'*Assise* du Comte Geofroy, l'*Assise* de Jean II. Voyez d'Argentré dans ses Avis sur les partages des successions des Nobles au commencement, & M. Hevin sur Frain page 512. n. 8.

* **ASSOIR sa main.**] Troyes art. 24.

C'est saisir. Voyez l'art. 7. de la Coutume de Paris.

* **ASSOUVER.**] Nevers chap. 37. art. 22.

On dit qu'un étang *assouve*, quand il produit de lui-même du poisson ; ce qui arrive quand une rivière passe dedans.

* **ASSUBGIR.**] Haynault chap. 77.

C'est assujétir.

* **ASTLE.**] Voyez Franchise & Immunité.

* **ATAINE ou ATINE.**] Dans les Assises de Jerusalem chap. 95.

Ce mot signifie haine, & quelquefois querelle, injure, outrage. Le Roman de la Rose.

Mais une chose te puis dire
Sans point de haine ne d'ire,

Et sans blâme & sans ataine;

Car fol est qui gens ataine.

Skinner in Etymol. general. Hate, ab A S. Hatan, Hatian, Belg. Haeten, Teut. Hissen, Fr. G. Hair, Hayr, odio habere, Dan. Hader, odio persequor. Hinc & Teut. Hader, Rixa, Lis, furgium. Dan. Had. Belgis Haet. Teut. Hatz Odium. Fr. G. autem Hair, fortasse commodius deflecti possit à Lat. Odire. Alludit Gr. Ἀτὴν Damnum Ἀταίω Noceo, item Κοτῶ, Odi.

* **ATENANCHE.**] Beaumanoir chap. 60. page 304.

C'étoit, ce semble, un retardement d'hostilitez, ou une suspension d'armes pour quelque-temps, que les amis communs obtenoient de Gentilhommes qui étoient en guerre, pour tâcher de les accommoder ensemble, & de negocier la paix entr'eux. Quoi qu'il en soit, quand deux Gentilhommes étoient en guerre, celui qui apprehendoit d'être opprimé, avoit quatre moyens, selon Beaumanoir, pour se mettre à couvert de la fureur de son ennemi.

Le premier étoit l'*Atenanche* par amis.

Le second la *Trêve* par amis.

Le troisième la *Trêve* par Justice.

Le quatrième l'*Assurement*.

Et quand il avoit choisi un de ces quatre moyens, il ne pouvoit plus le quitter pour en prendre un autre. Voyez Beaumanoir chap. 60. page 304. & voyez *Assurement* & *Trêve*.

Atenanche, vient, ce semble, d'*attinere*; de sorte qu'on étoit en *Atenanche* par amis, quand on étoit par eux ou par leur moyen en pour-parler, ou en negociation de paix. Selon Balde sur le chap. *in litteris* 23. *extr. de testibus n. 1. Attinentes dicebantur, qui poterant accusare tanquam persequentes suorum injuriam.* Voyez Paul de Castre sur la Loi 1. *Cod. Unde vir & uxor: & Barbatias* sur la Loi *acutissimi Cod. de Fideicom. num. 118.*

* **ATINE.**] Dans les Affises de Jerusalem chap. 95. Voyez *Ataine*.

ATOURL, ATOURS.] L'ancien *Atour* és Ordonnances de Mets.

Les *Atours* sont des Statuts, ou des Ordonnances faites par les Maires des Villes, qui sont en quelques lieux nommez *Attournez*, comme il paroît par le Procès Verbal de la Coutume de Senlis, dans le Coutumier general page 253. col. 2. de l'édition de 1664. L'article 86. des Ordonnances de Mets tit. 1. « Et pour l'avenir est ordonné que ledit *Atour* ou Ordonnance de la burlette sera inviolablement gardé. » Voyez *Burlette*.

* **ATRIER.**] C'est en Normandie le lieu où le Seigneur tient sa Justice. Voyez Terrien livre 5. chapitre 4. page 175. de l'édition de 1654.

* **Droit d'ATRONCHEMENT de bois.**] Lorraine tit. 8. art. 118.

C'est la puissance qu'un Seigneur a de faire saisir par son Juge un arbre qui a été coupé & emporté, de le faire fier par le pied, &

ensuite d'appliquer ce qui en a été coupé sur le tronc resté en terre, pour découvrir ceux qui ont fait le vol. Voyez Fabert sur cet article.

ATTACHE.] Berry tit. 5. art. 20: tit. 9. art. 2. 50. 61. 66. 74. signifie autant que Affixes, Affiches.

* *ATTENDRE les nuits.*] Voyez *Nuits*.

ATTENTAT.] Anjou art. 148. Poitou art. 416. Senlis art. 483. Haynault chap. 52. Bretagne art. 649. & és Stils des Cours, & en l'Edit de Charles VII. de l'an 1453: art. 10. *Attenter*, en l'art. 15. du même Edit.

Quand l'on entreprend contre l'autorité de Justice, ou par-dessus l'ordonnance d'un Juge, ou au préjudice de l'appel interjeté: comme si le Juge inférieur dont est appel, ou la partie qui a obtenu, veut entreprendre quelque chose par-dessus & au préjudice de l'appellation, dont il est traité au Stil des Cours: ou bien quand on entreprend par-dessus un Arrest, faisse ou complainte judiciaire. Bretagne art. 27. 38. 107. 126. *Sententia attentari dicitur l. 23. par. 1. Dig. de Condiçione indebiti. Attentari pudicitia l. 10. Dig. de Injuriis:* (* Voyez des Mares Decision 101. d'Argentré sur l'article 110. de l'ancienne Coutume de Bretagne, & ci-après *Plegement*.)

RÉPONDRE PAR ATTENUATION.] En l'Edit de Louis XII. de l'an 1499. art. 109. & de François I. de l'an 1539. art. 148. Bayonne tit. 26. art. 22:

Quand un accusé répond aux Conclusions contre lui prises par la partie civile, & par le Procureur du Roi ou du Seigneur justicier, lorsqu'il est besoin prendre droit par la confession de l'accusé, laquelle auroit été communiquée à la partie civile: ce qui se fait quand le cas n'est sujet à peine corporelle. *Attenuer* la réparation de l'injure vérifiée, Bretagne art. 63r.

ATTERRISSEMENT.] En l'Ordonnance du Roi Henri II. de l'an 1554. art. 16. pour le Règlement des eaux & forêts: & de Henri III. pour l'érection d'un Conseiller & Contrôleur général, sur le fait & conservation du domaine en chacune Généralité, du mois d'Octobre 1581. art. 4. *Alluvio, ἀεὶ ἀκλυστοῖς, ἀεὶ ἀχώριστοῖς: De qua in leg. 7. paragraph. 1. leg. 12. 16. 30. paragraph. penult. leg. 38. de adquirendo rerum dom. & passim. Quod jus in Francia Princeps sibi vindicat in flumine publico & navigabili.* Comme aussi il s'attribuë les Isles, Javeaux, & Allablissements étans és rivières navigables. Bacquet au traité de Justice chap. 30.

* *ATTOURNANCE & AVIRANCE.*] C'étoit un changement de la part des sujets ou des vassaux, qui renonçoient du consentement de

celui qui avoit été leur Seigneur à l'obéissance & à la fidélité qu'ils lui avoient jurée, & qui s'engageoient ensuite par serment à la même obéissance, & la même fidélité envers celui qui étoit devenu leur nouveau Seigneur, par achat, ou autre acquisition.

Anciennement en Bretagne celui qui achetoit une terre, où il y avoit Jurisdiction, n'acqueroit possession de la Jurisdiction que par *Attournances & Avirances*. *Hæc eo lubentius dico*, dit d'Argentré sur l'art. 265. de l'ancienne Coutume de Bretagne chap. 10. n. 31. *quoniam ad nostram memoriam, atque etiamnum non aliter Tribunalia nostra tales possessiones in jurisdictionalibus apprehendi posse censebant, quam per Attournances & Avirances, ut loqui solent. Hæc verò delegationes erant subjeutorum ab auctore acquirenti factæ, quas alibi dimissiones fidei vocant, cum vassallus ejurato prioris domini obsequio & fide, novo se sacramenta, novo item domino acquirenti obstringebat, idque jussu auctoris.*

Au lieu d'*Attournance*, les Anglois usoient anciennement, & usent encore aujourd'hui du mot *Attournement*, en la même signification.

Fleta lib. 3. cap. 6. in princip. *Dare autem poteris quis jussu omnino quod suum est, & injuste quod omnino alienum, & tam terram, quam sibi accipere poteris per mortem alicujus antecessoris, vel alterius tenentis de eo ad vitam tantum, ut fidelitas & servitium tali donatori attornentur, quam terram habet, & qualitercumque tenuerit per se vel in communi cum alio.*

Spelman. in Gloss. *Attournamentum est transitus vassalli seu tenentis ab obsequio domini vendentis in obsequium ementis. Fit autem vel traditione denarii, vel prestatione fidelitatis, vel nuda ipso in venditionem assensu.*

Skinner in Etymol. exposit. vocum Forens. *Attournement dicitur de colono vel inquilino ubi dominum mutat, id est ubi dominum novum agnoscit. Ab ant. Fr. G. Attourner, s'Attourner, se convertere, id est ad novum dominum se conferre. Voyez John. Kitchin dans son livre qui a pour titre le Court Leete & Court Baron fol. 77. 78. & ci-après Attournement.*

PREVOST ATTOURNE'.] Normandie chap. 123.

PASSER ATTOURNE'E.] Es Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1383.

OBLIGATIONS ATTOURNE'ES, OU PROCURATIONS.] Es Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1426. Faire *attourner* les tenanciers pour les rentes qu'ils doivent, au livre 3. du recueil des Arrests de Bretagne. *Hæc sæculum quia à vetere Jurisprudencia Francica descendit, multa vocabula vulgus Pragmaticorum ignorat, quæ non lateant, si veterum lectio nobis esset familiaris.*

ATTOURNEMENT.] Normandie chap. 65. 121. des Tenures, & au livre de Littleton liv. 2. chapitre 7. livre 3. chap. 9. aliàs chap. 104.

Il ne traite que des divers tenemens d'heritage à divers titres, des possessions, saisines, adherances, investitures, desaisines, desheritances, selon les Statuts & usances d'Angleterre. Ce n'est pas le Coutumier d'Angleterre : & a été ce-livro imprimé à Londres l'an 1557. & 1585. En la Somme rural (* page 146. 342.) cette diction signifie *novationem & delegationem* : *Hoc vix compertum aliis. Illius libri auctor sat bonus. Nunquam etiam me in re bona mali pudet auctoris.* (* Voyez *Atournance & Avurance.*)

ATTOURNEZ.] Normandie chap. 33. 61. 65. 109. 110. *Qua voce utitur etiam Thomas Vvalsinguanus in Eduardo primo.* Bailler *Atourné.* Lo-dunois chap. 15. art. 38. *Ubi nihil mutandum est.*

Sont Solliciteurs, Officiers, Commis, ou Deputez, qui en Justice poursuivent les droits & actions d'autrui, ou qui ont charge & pouvoir d'autrui par commission : & ordinairement étoient établis en Jugement à la querelle meüe en presence de la partie adverse, & étoient differens des Procureurs. Tien sur le chap. 6. du livre 9. du droit observé en Normandie. *Attournez Defensores civitatum*, en la ville de Compiègne.

L'*Atourné*, selon Spelman, est is qui *aliena negotia ad mandatum Domini administrat, vel is qui ad turnum, idest, vicem alterius constitutus, domini sui causas in foro promouet, ejusque nomine respondet.* Procurator, Responsalis, Nuntius, Missus. *Proprie Vicarius, à Gall. Tourner, hoc est vertere, commutare.* Voyez Skinner in *Erym. gener.* & Prynne p. 518.

Comme par l'ancien Droit Romain il n'étoit point permis d'agir en Jugement au nom d'autrui, *nisi pro populo, pro libertate, pro tutela.* Inst. De iis per quos agere possumus. De même il n'étoit point autrefois permis en France d'agir par Procureur, ou *Atourné* sans la permission du Roi. Et cet usage avoit aussi lieu en Angleterre, ainsi qu'il paroît par le Bref suivant.

Rex Baillivis suis de Hundred de S. salutem. *Quia commune per consilium re-*

TERRES VACANTES PAR ATTRAHIERE.] Qui appartiennent au Duc de Buillon par ses Ordonnances art. 565.

Qui est quand les biens assis en autre Justice, ou tenus d'autre Seigneurie, viennent au Roi, ou autre Seigneur, à cause de leur haute Justice ou moyenne, ou de leurs hommes & femmes de corps, par

qui nostri Anglia provisum est, quod quilibet liber homo possit facere attournatum suum ad loquelas suas prosequend. & defendend. motas in Com. Tithinges Hundr. Wpentangiis, & aliis Cur. sine Brevi nostro, vobis precipimus, quod attornatum, quem A. per literas suas patentes loco suo attornare voluerit ad loquelas suas prosequend. & defendend, motas coram vobis in Hundred. nostro, prædicto loco ipsius A. sine difficultate ad hoc recipiatis hac vice de gratia speciali. Test. &c.

Vide Marculf lib. 1. Formul. cap. 21. & ibi Bignon, des Mares Decis. 168, Joan. Gall. Q. 86. in princip. 315. 347. & 368. Joan. Fabr. ad 5. universitatis Inst. De rerum divis. & Jan. à Costa ad cap. 1. extr. de Rescriptis pag. 27. Joignez l'Auteur du Grand Coutumier page 346, & Rastal sur le mot Asturney.

succession , aubaine , confiscation , ou autrement. Vitry article 1. Quand un Seigneur a droit d'*attirer* à soi les biens & heritages du condamné , de l'aubain , du bâtard , ou de son serf , encore qu'ils soient en autre Justice ou Seigneurie que la sienne. (* Voyez Pithou sur l'article 120. de la Coutume de Troyes.)

ATTRAIERE.] Chaumont art. 50. Vitry art. 1. 15. 36. 79. Lorraine tit. 6. art. 5. ou *Extraire de Bâtard*, en l'ancienne Coutume de Monstreuil article 44. Voyez la lettre E. ci-après : ou *Estreire de Bâtard*. Saint Omer art. 7. Ce que la Coutume de l'an 1509. du Baillage de ladite Ville art. 7. a dit *Esfheance*.

Estrayeres sont les biens des Bâtards , des Aubains & Espaves demeurans en ce Royaume , & qui sont decedez sans hoir naturel de leurs corps nai au Royaume , comme appert par les Extraits de la Chambre des Comptes à Paris , recitez par l'Advocat Bacquet en son traité du droit d'Aubaine chap. 3. (* Voyez l'autorité de Covvel , rapportée ci-après sur les mots *Choses gayves* vers la fin.)

* **ATTRAITES.**] Bretagne art. 720. qui est l'art. 17. des Usances de Nantes.

C'est l'attirail , ou tout ce qui sert pour bâtir ou reparer une maison.

* **AVALEBONS.**] M. François Pithou a mis la Note suivante sur ce mot qu'il a ajouté aux Indices Royaux de Ragüeau.

In diplomate Vvalteri de Nisella 1235..... *In illo feodo, quod de dicto Picecomite teneo super aquam meam apud Nissellam. In quibus de eorum proventibus, & in descensu Anguillarum, sive quorumcumque piscium in nasserayarum dictorum molendinorum descendentiū, quod vulgariter dicitur avalebons, &c.* Cette Note a été extraite par Monsieur Allen Conseiller au Presidial de Troyes , & m'a été communiquée par M. Desmarrés.

AUBAIN.] Melun art. 5. Chauni art. 43. Ponthieu art. 19. Haynault chap. 83. 85. 86. Laon art. 8. Chalons art. 14. 16. Reims art. 340. Orleans art. 255. 256. & en la Coutume locale d'Amboise , de Mont-richard , de Buzançois , & de saint Genou en Touraine. Le Maine art. 48. Saint Aignan art. 20. Selles art. 6. Vallançai article 5. Bourbonnois art. 188. 196. La Marche art. 328. Amiens art. 253. Anjou art. 41. Chabris art. 26. Poitou art. 298. Peronne art. 7. & 8. Bart art. 93.

Aubains sont étrangers nais en païs qui n'est de la souveraineté de la Couronne de France , qui ne sont nais dedans le Royaume , Païs , Terres , & Seigneuries de l'obéissance du Roi de France , *Ανορύλοι* , *Tertulliano de Monogamia* : *Alienigena* , *Αλλογενής* , *Αλλογενής* : *Advena* ,

ἑτερογενεῖς: *Externi ἑτερογενεῖς*, qui apud antiquos ἑτερογενεῖς, & Barbari dicebantur, & in 12. tab. Hostes qui suis legibus utuntur: *Festus & Cicero i. Officior. Peregrini, vel Advene & Hospites non sunt cives, nec testamenti factionem habent, nec est eorum testamentum justum, quia non sunt indigena, Ἀποχθονεῖς, Originarii. Nec habent jus agnationis, jus connubii, jus patriæ potestatis, jus usucapionis: adversus hostem aterna est auctoritas. Alienigenas Cicero in orat. pro Fonteio opponit domesticis: sunt autem Extranei quasi alibi nati, ut vulgò existimant, & exterranei, Festus. Et à cette cause ils se font naturaliser par Lettres patentes du Roi, en forme de Chartre pour être reputez naturels François & semblables aux Originaires de ce Royaume, ut fiant cives & adsciti: pour y pouvoir acquérir tous biens meubles & héritages, & d'iceux disposer, contracter & ordonner, tant entre-vifs que à cause de mort, ou par testament, & à ce que leurs enfans & autres leur puissent succéder s'ils sont Regnicoles, & afin que tant eux que leurs enfans puissent venir aux États & honneurs de la France: comme nos Gaulois ont requis être receus au Senat & aux honneurs de la Ville de Rome: qua de re apud Principem studiis diversis certatum est. Tacitus lib. II. Annalium. Ex precepto Domini Alienigena etiam ab Ecclesia Dei separabantur, nec eis licebat ingredi sanctuarium Domini: nec Gracis patuit templum ne violaretur, ut annotavi ad tit. 19. legum Politicarum, quas anno 1574. collegi ex libris veteris & novi Testamenti.*

Les étrangers qui viennent s'établir dans le Royaume, sont quelquefois appeliez par les Auteurs de la basse Latinité *Aubeni*, quelquefois *Albini*, mais presque toujours *Albani*; & ce dernier nom leur fut donné peut-être vers le commencement du neuvième siècle, ainsi qu'il y a lieu de conjecturer de la Charte suivante de l'an 820. accordée par Louis le Débonnaire à *Inchad* Evêque de Paris.

Eidem jam nominato Inchado Episcopo suisque successoribus atque more paterno per nostram auctoritatem confirmavimus, ut nullus Comes, neque ulla judiciaria potestas, in terra sancta Maria, in Insula consistente, ullum censum de terra sancta Maria accipiat, nec de familia ipsius Ecclesie, neque de aliis liberis hominibus, vel incolis, que rustice Albani appellantur, in ipsa terra sancta Maria manentibus, hoc agere presument. Vide Append. ad Capitul. cap. 36. p. 148.

& Pith. in gloss. ad Capitul.

Quelques-uns sont d'avis que les étrangers ont été ainsi nommez en France, parce qu'anciennement ils étoient presque tous Anglois, Ecoissois, & Irlandois. En effet ces Peuples étoient autrefois de tres-grands voyageurs, comme il paroît par les autoritez suivantes. *Strabo de miraculis sancti Galli. Nuper quoque de natione Scaorum quibus consuetudo peregrinandi jam pœnè in naturam conversa est.*

Poëta Anonym.

Ante Brito stabilis fiet, vel musso muri

Pax bona, quam nomen desit, bonoque tuum.

Et comme l'Angleterre étoit anciennement nommé *Albion*, il y a bien de l'apparence que d'*Albion*, on fit par corruption *Albani*, & ensuite *Aubains*.

Ajoutez à cela que dans les bas siècles l'Angleterre

L'Angleterre étoit appelée *Albidia*, que les Ecoſſois nomment encore aujourd'hui leur païs *Albin*, & qu'ils ſe nomment eux-mêmes *Albinich*.

Guill. Brito Philippid. lib. 4. n. 427.

Rex igitur dictum reſirmat & inde recedit

Liber, & Albidiam poſt tempora longa reviſit.

Anglia rege ſuo gaudet veniente, &c.

Leg. Eduard. confellor. cap. 35. *Si quis fuerit Anglicus, vel Dacus, vel Walifcus, vel Albanicus, vel Inſulicola, &c.*

Leg. Guillelm. Noth. cap. 51. *Statuimus in primis ſuper omnia unum Deum per totum regnum noſtrum venerari, unam fidem Chriſti ſemper inuolatilam cuſtodiri, pacem & ſecuritatem, & concordiam, iudicium, & juſtitiam, inter Anglos & Normannos, Francos & Britones Wallia, & Cornubia, Piſtos & Scotos Albaniz..... inuolabiliter obſervari, &c.*

Thom. Cantuar. *Diſpoſuit etiam ſicut kiunt in plerisque mitius agere, ut in pacem omnia diſſimulatis reuocentur injuriis, & ipſe celeri reditu, ad reprimendam Gallenſium reuertatur audaciam, priuſquam cum eis Scoti, Britoneſque conueniant, & tota Albania, ut propheta-tum eſt incipiat indignari, &c. Vide tom. 2. Spicileg. Acher. p. 494.*

L'Auteur de la Chronique ſcandaleuſe page 306. de l'édition de 1620. » En icelle année 1479. arriva en France un » jeune Prince du Royaume d'Ecoſſe » nommé le Duc d'Albanie, frere du » Roi d'Ecoſſe, &c.

Buchanan. *Antiquiſſimum Inſula nomen creditur fuiſſe Albion, aut ut Ariſtoteles, vel potius Theophrastus, in libro qui de mundo inſcribitur recenſet Albium, ſed hoc nomen magis è libris eruiſtur, quam in communi ſermone uſurpatur niſi præſertim apud Scotos, qui ſe Albinich, ſuamque regionem Albin ad-*

huc vocant. Vide Ciron. 1. Obſervat. cap. 13. & Piſib. ad Capitul.

Et pour prouuer ce qu'on vient d'avancer par des exemples fameux, les Anglois appellerent auſſi François, tous les étrangers qui alloient en Angleterre. *Englecerie*, dit Skinner in *Etymol.* (*id eſt*) *Jus Angli à noſtro English*, *olim enim, dum homicidia non nece, ſed multis puniebantur, pro omni Francigena, quo nomine alios omnes exteros completebantur, clam occiſo, 66. marca à vico in quo homicidium-commiſſum eſt, vel ſi vicus tantam ſummam ſolvendo non eſſet à centuria exigebantur Regis fiſco addicenda, niſi Engleceria probaretur, id eſt niſi conſtaret hominem interfectum non exterum, ſed Anglum fuiſſe.*

Et pareillement les Orientaux appelle-
rent François tous ceux qui faiſoient profeſſion de la Religion Romaine, de quelque Nation qu'ils fuſſent, parce que ceux de nôtre Nation ſ'étoient rendus celebres en Orient par leurs pelerinages. Willebrand d'Oldembourg dans ſon Itineraire de la Terre ſainte. : *Unde & ipſa (Algers) nunc temporis, inter alias civitates principalis, & capitanea reputatur, plurimos enim, & valde divites in ſe habet habitatores, Francos, & Latinos, Græcos & Surianos, Judæos, & Jacobinos, quorum quilibet ſuas leges obſervant, & colunt, reliquis tamen ipſi Franci dominantur. Et ſciendum quod hoc nomen Franci largè ſumitur in tranſmarinis pro omnibus eis, qui legem Romanam obſervant. Vide Guibert lib. 2. geſtor. Dei, per Franc. cap. 1. in fin. p. 877. col. 1.*

Abbaſ Uſpergent. in Henrico IV. *Hac de cauſa ſecuritate accepta, non pauci leſtiſſimorum militum Babyloniam diriguntur, quorum fortitudine, proceritate, habitu, & inceſſu, omnique elegantia aſtoniſi Barbari, Francos enim univerſos Occidentales populos nominare ſolent, pluſquam homines, id eſt Deos eſſe fatebantur, affirmantes omnino non eſſe*

mirum , quod hujusmodi bellatores totum affectarent subicere mundum. Voyez Bracton fol. 134. verso lin. 29. fol. 135. recto lin. 17.

nos Praticiens conviendront peut-être de bonne foi , que le jeu de mot *Albinus*, *quasi alibi natus*, est ridicule. Voyez *Aubaine*, *Aubenage*.

Après ces exemples & ces autoritez ,

* *AUBAIN.*] Dans le Procès verbal de la Coutume de Laon , au titre de Justice , & dans le traité du droit d'Aubaine de Bacquet chap. 3. n. 5.

C'est l'enfant d'un Bâtard, ou d'un Epave, c'est-à-dire d'un étranger né hors du Royaume & dans un pais éloigné. Le Procès verbal de la Coutume de Laon : » Et sont par ladite coutume & usage réputez Epaves, ceux qui sont natifs hors du Royaume, sujets néanmoins, & demeurans audit Royaume, & sont leurs enfans tenus & réputez *Aubains*, & pareillement les enfans desdits *Bâtards*; en telle maniere que si leurs enfans, & semblablement les enfans desdits *Bâtards*, decedent & vont de vie à trépas, sans hoirs legitimes de leurs corps, leurs biens, & leurs successions appartiennent, comme dit est, audit Seigneur Roi. Et ne peut un *Epave*, ne le *Bâtard* tester, ne faire testament, & par icelui disposer de ses biens, fors que de cinq sols; mais un *Aubain* peut tester, & par icelui son testament disposer de ses biens, &c.

* *AUBAIN.*] C'est aussi celui, quoique François, & né dans le Royaume, qui demeure & decede dans un autre Diocèse, que celui dans lequel il est né. Voyez la Coutume du Loudunois chap. 2. art. 5. & l'ancienne Coutume de Touraine tit. 2. art. 3. car dans la nouvelle on a mis *Baillage*, au lieu de *Diocèse*. Voyez aussi les Coutumes de Mezieres article 12. de l'Isle-Savary, la Roche-Pofay, la Guierche, &c.

Anciennement ceux qui étoient dans deux differens Diocèses, étoient aussi tellement présumez être dans deux differens pais, & tellement absens l'un de l'autre, que l'an & jour donnez pour le retrait, ne couroit point contr'eux. Les Etablissmens de France livre premier chap. 154. qui a pour titre d'homme qui a demeuré hors du pais de demander achat. » Se aucuns hom achetoit d'un autre qui eust lignage hors de l'*Eveschié*, & cil venist demander après, ce que li ans & jors seroit passez, cil qui auroit acheté ne s'en passeroit pas par le terme, ainçois auroit l'achat, cil qui demanderoit par les deniers paient. Et se li autres y avoit mis amande, il les auroit à la loi prite, & si ne rendoit rien de la chose qui li eust levé, car droit ne donroit mie que l'en allast semondre hors de l'*Eveschié*. Voyez le chap. 102.

Non-seulement on reputoit autrefois *Aubains*, ceux qui quittoient le Diocèse où ils étoient nez pour venir s'établir dans un autre, mais aussi ceux qui quittoient la terre d'un Seigneur, pour venir demeurer dans la terre d'un autre Seigneur. La Coutume de la Baro- nie de Châteauneuf tit. 2. article 20. « Si aucun *Aubain*, autrement « appelé un *Avenu*, est demeurant par an & jour dedans ladite Châ- « tellenie, sans faire adveu de Bourgeoisie, il est acquis serf audit « Seigneur. « Voyez Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis chap. 45. des Aveus, & des Desaveus page 254. ligne 22. les Coutu- mes d'Issoudun, entre les anciennes Coutumes de Berry page 369. & ci-après le mot *Parcours*, & les mots *droit d'Aubenage*.

AUBAINE.] Ponthieu art. 19. Berry tit. 6. article 2. Sens art. 9. Senlis art. 205. Auxerre art. 13. *Aubaineté*. Arthois art. 40. Haynaut chap. 85. *Aubanité*. Haynaut chap. 86. & 106.

Jus est Fisci, vel Domini cui obveniunt bona Peregrinorum & Advena- rum, Jus Peregrinitatis. Peregrinorum substantia fisci nomine caduci titulo vindicatur. Cassiodorus lib. 9. Variarum Epist. 14. Par la Coutume du Grand Perche art. 18. le droit d'Aubaine appartient au Roi seul, le- quel aussi seul peut naturaliser ceux qui ne sont originaires & natifs du Royaume, auquel ils demeurent, afin qu'ils y puissent acquérir & posséder biens & héritages, & d'iceux ordonner & disposer tant en- tre-vifs que par testament, & que leurs enfans héritiers & autres aus- quels ils en auroient disposé, & qui soient regnicoles, leur puissent succéder, prendre & apprehender la possession & jouissance de leurs biens : comme en l'an 1566. le Roi Charles IX. a voulu pour ceux qui étoient natifs de Savoye, & demeurans en ce Royaume avant la red- dition du Pais, & qui n'y sont retournés. L'Advocat Bacquet en l'an 1577. & 1580. a fait imprimer un traité du droit d'Aubaine, qui est digne de lecture. Le Roi Philippes Auguste en l'an 1183. & au- tres Rois de France, ont levé certaine finance sur les Aubains & Estrangers qui faisoient demeurance & residence és pais & terres de leur obéissance.

Il y a des Auteurs qui prétendent que le droit d'Aubaine ou d'Aubanité, est aussi ancien que la Loi Salique.

D'autres en font venir l'origine de la Loi des Lombards, lib. 3. tit. 15. qui dé- feroit la succession de l'étranger à ses enfans légitimes, & qui défendoit à l'é- tranger, quand il n'avoit point d'enfans légitimes, d'aliéner ses biens sans la per- mission du Roi. *Omnes Waringangi, qui*

de exteris finibus in regnum nostrum ad- venerint, seque sub scuto potestatis no- stra subdiderint, legibus nostris Longo- bardorum vivere debeant, nisi legem suam à pietate nostra mernerint. Si legi- timos filios habuerint, heredes eorum in omnibus, sicut & filii legitimi Lon- gobardorum existant, & si filios non habuerint legitimos, non sit illis potestas absque jussione Regis res suas cuicumque

zingare, aut per quodlibet ingenium, aut per quemlibet titulum Alienare.

Et enfin Brodeau sur Monsieur Loüet lettre A, Sommaire 16. nombre 10. a crû que ce droit a été introduit en France par les Testamens de Charlemagne, & de Loüis le Débonnaire; parce que ces deux Souverains, qui partageaient leur Empire entre leurs enfans par ces Testamens, les y réservent aux successions l'un de l'autre, & ordonnent que tous les sujets de ces jeunes Princes se succéderont aussi les uns aux autres; comme si l'Empire n'étoit point divisé.

Mais ce droit est certainement moins ancien; & pour en connoître l'origine, il faut observer que vers le commencement de la troisième Race de nos Rois, l'hérédité des fiefs s'étant établie, presqu'universelle dans plusieurs Provinces du Royaume, devinrent mainmortables & serfs de corps, & qu'ils furent considérés comme partie des fiefs où ils étoient domiciliés. Et il faut encore remarquer que les Seigneurs après avoir scû ravir la liberté à leurs sujets, la ravirent aussi aux Epaves & aux Aubains, qui vinrent dans leurs terres & leurs Justices; ainsi qu'il paroît par l'Enquête suivante tirée du Chartulaire de Philippe Auguste, communiqué par M. Chupé.

Hæc est Inquisitio alienigenarum Calniaci.

*D*ominus Albericus miles, & conversus de sancto Eligio fonte abjuratus super ordinem suum dixit, quod vidit, quod Comes Rad. & Comes Fland. & Comitissa Ada, & Comitissa Alienor habebant Alienigenas per totam suam terram.

Ebrardus Charles miles, qui fuit Præpositus Comitissa Alienor, dixit, quod Alienigenæ fuerunt Comitissæ, & Comitissæ & habuit de Colino de Covegni xxij. lib. & de quodam alio vij. lib. &

tempore Comitissæ litigavit Abbas de Homblières, cujus Cado. Villa est, & per jus remanserunt Comitissæ.

Major & Jurati Calniaci dixerunt, per Sacramentum quod fecerunt Regi, quod adierit Castellania Calniacenst sunt domini Caln. exceptis duabus Villis Joannis de Plesseio, scilicet Plesseium & Ungmes, & Alienigenas manentes in istis duabus Villis, tenet dictus Joannes de domino Rege, & pp. hac debet singulis annis unum ostagium apud Caln.

Décanus B. Thoma de Crespeio dixit, quod vidit quandiu Ballivus fuit, quod Alienigenæ erant Comitissæ.

Joannes Rufus de Viriaco homo Regis dixit, quod Alienigenæ de Viri. Erant dom. Caln. & hoc vidit tempore suo, & vidit quod unus Alienigena captus fuit apud Covegni; quæ est Villa Abbatis de Homblières, de qua dominus Josphertus est Advocatus, Abbas eum requisivit tamquam hominem suum, cubantem & surgentem, & litigavit coram Comitissæ & remansit Comitissæ, & Comitissæ eum redemit xxij. lib. Alienigena illæ vocabatur Nicolaus Maurepart.

Rad. de Crespagny jur. dixit idem quod Joannes Rufus, & præterea dixit, quod vidit unum Alienigenam captum apud Torciac. & adductus fuit apud Calniac. & redemptus fuit, & hoc fuit tempore Comitissæ, quando dominus Galfridus erat Præpositus.

Bald. Pastez dixit quod vidit tempore Comit. Fland. Quod capiebat Alienigenas, ubicumque eos inveniebat, & nullus miles poterat retinere hominem Alienigenam, nisi dominus Calniac.

Vide David. Lindan. lib. 1. de Teneramenta c. 6. p. 42. & joignez les Preuves de l'Histoire de la Maison de Dreux page 251. ligne 2. mais particulièrement l'article 58. de l'ancien Coutumier de Champagne, & l'ancien extrait de la Chambre des Comptes, rapporté par Bacquet dans son traité du droit d'Aubaine art. 7. n. 11.

Or de ce qu'anciennement les Epaves & les Aubains étoient serfs de corps dans plusieurs Provinces de la France, il s'ensuit que dans ces Provinces les successions des Aubains & des Epaves, quand ils étoient decedez sans enfans legitimes nez dans le Royaume, appartenoient aux Seigneurs, comme les successions des hommes de corps decedez sans enfans legitimes. Il s'ensuit encore, que comme les hommes de corps ne pouvoient point tester, les Aubains ne pouvoient point aussi dans ces Provinces disposer par testament de leurs biens. Et ainsi il est évident que le droit d'Aubaine dans une grande partie du Royaume, est une suite des servitudes personnelles.

Quant aux autres Provinces de la France, quoique les étrangers n'y fussent pas serfs de corps; cependant quand ils y moururent intestats, & sans enfans legitimes nez dans le Royaume, les Seigneurs s'emparèrent de leurs successions par droit de desherence; & ensuite, sous prétexte que par les Loix Romaines, il n'y avoit que les Citoyens qui pouvoient tester, ils établirent le droit d'Aubaine, en se rendant maîtres de ces successions, sans avoir égard aux testamens; pour être à l'exemple des hôtes d'Ecosse & d'Italie, qui étoient alors en possession de s'approprier injustement les successions des étrangers qui demouroient chez eux, non-seulement lorsque les étrangers étoient decedez intestats, mais même lorsqu'ils avoient fait des testamens; ce qui fut aboli en Ecosse par le chapitre 30. des Statuts, ou des Assises de Guillaume, & en Italie par l'Ordonnance de Frederic II. dont un Auteur Anonyme a vraisemblablement entendu parler dans ces vers *contra obitrect. curia Romana*, où il fait ainsi discourir *Aprilis & Gaufridus*.

*At Quis rerum divisor erit Gaufride
meatum,*

*Si fuero ingressus carnis in urbe
viam.*

Quis mihi promisset, ne, si mea lūmina condam,

Diripiat nostras hospes avarus opes?

G. Non tibi, pro capitis oculo, quicumque sit hospes,

*Senseris in cujus ultima fata domo,
Auferet è marcis, quamvis sint mille,
valorem*

*Festuca, vel si res minor esse potest.
Hospes in hospitio cujus decesseris
illic,*

*Dividet in requiem cuncta reliqua
tuam.*

*Sic etenim cautum est, sic urbis provi-
da virtus*

Constituit, lex est inveterata loco.

*Vide Mabillon. lib. 4. Analect. pag.
538. n. 125. & authentic. Omnes peregrini
Cod. Commun. de Succession.*

Dans toutes les Provinces du Royaume, l'Aubaineté, ou l'Aubaine dans son origine, étoit donc, comme on le voit, un droit seigneurial; mais parce que ce droit étoit considérable, nos Rois, pour le bien de leur Etat, jugèrent à propos de l'unir à leur Couronne; ce qui étoit d'autant plus juste, qu'il n'y a qu'eux en France qui peuvent accorder des Lettres de naturalité. Pour cet effet ils ordonnerent à leurs Officiers dans les païs de servitude personnelle, de prendre le service des Aubains domicilies dans les terres des Seigneurs, lorsque les Aubains y auroient demeuré pendant l'espace d'un an & d'un jour, sans que les Seigneurs en eussent pris le service. Ils déclarèrent ensuite que tous les Aubains; & leurs successions quand ils seroient decedez sans héritiers convenables, leur appartiendroient à l'exclusion des Seigneurs; & enfin ils rendirent ce droit général dans tout le Royaume.

Pour preuves de ce qu'on vient d'avancer touchant le droit d'Aubaine dans les païs de servitude, voyez l'article 582 de l'ancien Coutumier de Champagne, les Ordonnances concernans les Nobles

de Champagne chap. 4. art. 4. chap. 11. & l'Ordonnance de Charles VI. dans la Conférence liv. 10. tit. 5. §. 1. page 945. tome 2. Et touchant le droit d'Aubaine dans les autres Provinces du Royaume. Voyez la Note de du Molin sur l'article 41. de la Coutume d'Anjou, & sur l'article 48. de la Coutume du Maine, & vide Hedam in Episcop. Ultraject. pag.

99. cum Not. Buchelii p. 104. in fin.

Le droit d'Aubaine n'a point lieu en Languedoc. Voyez sur ce sujet Casseneuve dans son Traité du Franc-aleu liv. 1. chap. 16. page 148. 149. &c. de la dernière édition, la Rocheffavin lib. 6. tit. 9. art. 1. p. 326. de la dernière édition, Cambolas liv. 3. chap. 27. & ci-après Aubenage & Lettres de Naturalisé.

* AUBAREDE.] Acs tit. 11. art. 8. & 10. Bourdeaux art. 111.

L'aubier appelé par les Latins *Opulus*, est un arbre qui approche du cornoillier; & l'*Aubarede* est proprement un bois d'*aubiers*. Du mot *Opulus*, on a fait *obier* ou *aubier*; & d'*aubier*, on a fait *Aubarede*. Authomme sur l'article 101. de la Coutume de Bourdeaux, cite un Arrest du 27. Novembre 1586. rendu au Parlement de Bourdeaux, par lequel deux hommes furent condamnés au carcan pour avoir volé quelque faix d'*aubiers*. Vide Cang. in gloss. v. *Albaretia*.

* AUBEC.] Bourdeaux art. 115. Voyez *Aubour*.

AUBENAGE.] Vallois art. 3. Orleans chap. 1. article 50. Dunois art. 16. & en l'ancienne Coutume du Perche chap. 12. (* Voyez *Aubaine*.)

DROIT D'AUBENAGE.] Tours art. 43. Lodunois chap. 2. art. 5. chap. 37. art. 8.

Qui appartient au Seigneur Justicier, & pour icelui une bourse neuve & quatre deniers dedans, qui lui doivent être payez vingt-quatre heures après que le corps du forain qui n'étoit du Baillage de Touraine, a été inhumé; & en défaut de ce, le Seigneur prend & leve soixante sols d'emende sur les heritiers & biens du défunt, ensemble ledit droit d'*Aubenage*. Et par la Coutume locale de Preulli en Touraine pour ce droit, outre la Coutume generale, est due une livre de cire: & par la Coutume locale de la Roche-Pouzé & de la Guierche en Touraine, ce droit appartient au Seigneur avant qu'enlever le corps de l'Aubain. De ce droit fait aussi mention la Coutume locale de Mezieres & de saint Cyran en Brenne, & de l'Isle-Savari. Plusieurs Seigneurs Justiciers pretendent par droit d'*Aubaine* les biens de ceux qui s'étoient habitez en leur terre sans se faire advoquer Bourgeois du lieu, & qui y sont morts, posé qu'ils fussent naturels François, mais natifs en autre terre & Justice qu'en la leur. Et ne faut oublier qu'anciennement aucuns ont prins le mot d'*Aubaine* pour *desherance*.

On a remarqué ci-dessus qu'anciennement les personnes franches & non no-

bles, qui venoient s'établir dans des lieux de servitudes de corps, devenoient

serfs de corps, quand ils y avoient demeuré pendant un an & un jour, quoiqu'ils fussent François, ou nez dans le Royaume. » Il y a de teles terres, dit Beaumanoir, quant un frans hons qui n'est pas Gentixhons de lignage, va manoir, & y est resident un an & un jour, il devieat, soit hons, soit fame, serf au Seigneur dessoubz qui il vieult estre resident. » Et dans ces terres les Seigneurs succedoient aux Aubains comme à leurs autres serfs, ainsi que Ragueau l'a observé. Voyez Beaumanoir chap. 45. page 154. & les articles 3. & 4. de la Coutume de saint Genoult locale de Touraine.

Il faut cependant observer que Beaumanoir, dans l'autorité qu'on vient de rapporter, dit seulement *qu'il y a des terres*, où les Aubains deviennent serfs; d'où il s'ensuit que cet usage n'étoit pas general dans toute la France. Mais quoique cet usage n'y fût pas general, néanmoins dans les Provinces où il n'avoit pas lieu, l'étranger ou l'Aubain qui venoit établir son domicile dans une terre, étoit obligé d'en reconnoître le Seigneur, & de lui faire aveu, c'est-à-dire, de lui faire serment de fidélité; car l'aveu n'étoit autre chose qu'un serment de fidélité, que l'Aubain, dans la Coutume de Paris, étoit obligé de faire, en ces termes, selon l'Auteur du grand Coutumier livre 2. chap. 31. » Tu me jures, » que d'icy en avant tu me porteras foy » & loyauté comme à ton Seigneur, &

* *AUBERGADA.*] Bearn tit. 1. art. 19. Voyez *droit d'Albergue*.

QUESTE ET AUBERGARDE.] Acs tit. 9. art. 13. 18. Bearn tit. 1. art. 19. Voyez la diction *Queste*, (* & voyez aussi *droit d'Albergue*.)

AUBINAGE.] Montargis chap. 1. art. 48. (* Voyez *Aubanisé*.)

* *AUBOUR.*] Loudunois tit. 5. art. 5. Touraine article 63. *Aubec*, Bourdeaux art. 115.

C'est le bois blanc qui est sous l'écorce d'un arbre, & qui couvre le bois dur. Ce bois blanc est appelé en Latin *Alburnum*.

LETTRES D'AUCTORISATION.] Qu'une femme obtient du Roi ou de Justice, pendant l'absence ou au refus de son mari, pour pou-

que tu te maintiendras comme homme de telle condition comme tu es, que tu me payeras mes debtes & devoirs, bien & loyaument, toutesfois, que payer les devras, ni ne pouchasseras choses, pourquoy je perde l'obéissance de toy, ne de tes hoirs, ne te partiras de ma Cour, ce n'est par deffaut de droit ou de mauvais jugement, en tout cas tu advones ma Cour, pour toy & pour tes hoirs.

Par le chapitre 85. des Etablissements de saint Louis, dont on trouve plusieurs Manuscrits sous le titre d'Usages de Touraine & d'Anjou. « Se aucuns hom estrange (estoit venu) ester en aucune Chastellenie de aucun Baron, & il (n'avoit fait) Seigneur dedans l'an & le jour (où il n'avoit fait aveu, comme on vient de le marquer) il en estoit exploitable au Baron; & se adventure estoit que il mourust, & il n'eust commandé à rendre *quatre deniers*, au Baron tout si muébles (estoient) au Baron.

Mais comme ces usurpations étoient odieuses, elles ont été presque entièrement abolies; de sorte que par l'article 43. de la Coutume de Touraine, & l'article 5. du titre 2. de la Coutume du Loudunois, les Seigneurs à qui il est encore dû *quatre deniers* pour droit d'Aubinage, n'ont plus que soixante sols d'amende, lorsque ce droit ne leur a pas été payé, avant que le défunt ait été mis en terre. Voyez *Aubains*.

voir eſter en Jugement, & adminiſtrer ſon bien, dautant que la femme eſt en la puiſſance du mari.

AUDIENCIER EN CHANCELLERIE DE FRANCE OU DE PARLEMENT.] En l'Edit du Roi Henry II. de l'an 1551. & Charles IX. de l'an 1571. & de Charles VI. de l'an 1413. art. 14. 206.

Qui délivre les Lettres Royaux ſeellées, & reçoit l'émolument & revenu du Seel Royal.

HUISSIER AUDIENCIER E'S SIEGES PRESIDIAUX.] Qui aſſiſte aux Audiences, qui ſont les jours des plaids ordinaires pour appeller les cauſes ou les parties. *Auditorium judicis*, *Ἀκροατήριον*, *Δικαστήριον*, *Βήμα*, *Tribunal*, *Prætorium*, *Jus*, *Judicium*, *Forum* : *veteribus Francis Mallum, initio legis Salica*, & lib. 3. cap. 45. *legis Francica : qua voce Aimoinus etiam utitur lib. 4. cap. 37.*

AUDITEURS.] En l'ancienne Coûtume d'Amiens art. 65. 67. Saint Paul art. 42. Ponthieu art. 79. Lille art. 64. 95. 213. & en l'ancienne Coûtume de Boullenois art. 74.

Sont Officiers pardevant leſquels on recognoît & paſſe tous contrats de vendition, ou d'aſſignation de rente, pour les réalifer, & acquérir droit d'hypothèque.

En la Chambre des Comptes, outre les Preſidens, Maîtres & Correcteurs, y a des Auditeurs qu'anciennement l'on appelloit Clercs, pour l'examen & audition des Comptes des Receveurs des deniers Royaux ou d'oſtroi, qui en font rapport en la Chambre pour juger les difficultez, & en ordonner. *Diſcuſſores*, *λογόδοται* : & en Châtelet à Paris & ailleurs, qui ont Jurisdiction des cauſes pures perſonelles juſques à vingt livres pariſis, ou autre certaine ſomme : *οἱ ἀκροαὶ ἢ in tit. 1. legum Rufficarum noviffimi Juſtiniani*, & *apud Armenopolium lib. 6. tit. 6. ut olim Romæ Ducenarii de levioribus ſummis judicabant* : *Sueton. in Octavio, cap. 32. & Defensores civitatum uſque ad ſummam quinquaginta ſolidorum ex l. 1. Cod. de Defensoribus civitatum, vel uſque ad trecentos aureos ex Novell. 15. Juſtiniani. Sunt & Romæ auditores rotæ litibus judicandis.* (* Voyez l'Auteur du grand Coûtumier liv. 1. chap. 2. page 6. & 7. & Rover. in Reoma pag. 328. & 689. n. 225.

* **AUDITEURS.**] C'étoient auſſi les Juges des cauſes d'appel en Pairie. Ces Juges tenoient leurs ſéances à Nevers trois fois l'an par forme de grands jours, & les appellations interjettées de leurs Sentences, reſſortifſoient au Parlement à cauſe de la Pairie. Voyez Coquille dans ſon hiſtoire du Nivernois page 514. de l'édition de 1666. & touchant les Auditeurs de Beaune, voyez Ragueau ſur les mots *grands jours* à la fin, & Rover. in Reoma n. 225. pag. 689.

* **AUDITEURS.**] Dans les Coûtumes de Beauvoſis par Philippe de Beaumanoir chap. 40. p. 219. C'étoient

« C'étoient ceux qui étoient commis pour oïr des témoins ; & selon le même Beaumanoir, ils étoient ainsi appelez : « Pour che que ils devoient oïr che que les tesmoins disoient, & faire escrire leur dict & sceler de leur sceaux, & rapporter le dict des tesmoins escrit & scelé en Jugement pardevant les Jugeurs, à qui le querelle appartient à juger. »

AVELETS.] Es Ordonnances de Mets, qui sont les enfans des enfans, *nepotes, nepotes*.

BOURGEOISIE D'AVENAGE.] Voyez ci-après en la lettre B.

AVENAGES.] Anjou art. 128. le Maine art. 138. Blois art. 40. Dunois art. 27. 28.

Sont les avenes, que les sujets doivent à leur Seigneur de cens, rente, ou devoir annuel, pour le pascage de leur bétail és forêts & usages du Seigneur, ou autrement. Par l'ancienne Coûtume de la Châtellenie d'Issoudun, la Bourgeoisie du Roi s'appelle *Avenage*, d'autant que le Roi a droit de nouveaux adveus, & que l'homme serf se peut advoïer & faire Bourgeois du Roi, en payant un septier d'avenue pour l'entrée, & chacun an un autre septier à certaine Eglise. Comme aussi en la Ville de Mehun en Berri, plusieurs maisons & heritages doivent au Roi chacun an un septier d'avenue ; ce qui semble être dû pour une remarque de Bourgeoisie, & pour l'octroi de la Coûtume de Lorris, qui a été accordée aux habitans de Mehun sur Eure, par Robert de Courtenay & Mahault sa femme, le 11. de Juillet 1209. comme aussi aux habitans de saint Laurent sur Barenjon en l'an 1234. & non pour bail & arrentement d'heritage. (* Voyez *Civillage*, & l'article 25. des Coûtumes de Châteauneuf, entre les anciennes Coûtumes de Berri, publiées par M. de la Thaumassiere page 167.)

* **AVENTURES.**] Voyez *droites Aventures*.

* **AVERS.**] C'est ainsi qu'en Normandie & en Angleterre on appelle les animaux domestiques, & en Dauphiné les bêtes à laine. Voyez Banage sur l'art. 25. de la Coûtume de Normandie page 94. tome 1. & ci-après *Norreccquier*.

Ce mot, selon Covvel, vient du mot François *Avoir*. *Averia*, dit cet Auteur, *sunt animalia bruta, qua quis habet, fortè à Gallico Avoir, id est habere* ; & de là vient, selon Rastal, que les Anglois appellent *Averages* les services, ou les corvées, que les tenans doivent à leur Seigneur avec leurs bœufs, chevaux, & autres animaux. « *Average est le service que le tenant doit à son Seigneur d'estre fait par les Avers le tenant, & semble d'estre dérivé del parol Averia, pur ceo que est le service, que les Avers le tenant parforme pour le Seignior par carriage.* »

» ou autrement. » Voyez M. Salvaing dans son traité de l'Usage des Fiefs liv. 1. chap. 34. p. 145. 146.

On appelloit aussi anciennement *Averia*, *Avera*, *Avers*, *Avoirs*, tous les biens d'un homme, encore du mot François *Avoir*. Et Rastal dans son livre qui a pour titre *les termes de la Ley* sur le mot *Average*, observe que » ceo parol ad un auter signification, & est mult use en » le Statut 32. H. 8. c. 14. pur un certain contribution, que Mer- » chands, & auters payont proportionalement pur les perdes de eux, » que ont leurs biens ejects en un tempest pour le safe-guard del nie- » se, ou des biens & vies de eux, que sont en le niefe. » Voyez *Avoirs*, & le chap. 47. des anciennes Coûtumes de Champagne, & Beaumanoir chap. 24. p. 125. lig. 1.

* *AUGMENT de dot.*] Comme c'étoit la femme chez les Romains qui apportoit la dot au mari, c'étoit aussi de la part de la femme que la dot étoit augmentée, *leg. 19. Cod. de. don. ant. Nupt.* Mais dans les Pais de Droit écrit, les Praticiens ont au contraire appelé *Agentia-mentum* ou *Augmentum dotis*, *Augment de dot*, la donation que le mari fait à sa femme en faveur de mariage. Les Coûtumes de Tolose confirmées en 1289. par Philippe le Bel partie 3. de *Dotibus tit. 3. art. 2. Item est usus seu consuetudo Tolose, quod uxores mortuis maritis debent habere necessaria sua, victus, & vestitus de bonis predictorum maritorum, pro augmento, seu pro donatione propter nuptias, quod, vel quam dicti mariti concesserunt predictis uxoribus in matrimoniis eorumdem, donec de predicto augmento, seu donatione fuerit eisdem satisfactum, quemadmodum debent habere pro dotibus, donec eis sint soluta. Vide Novell. Leonis. 20. Harmenapol. lib. 4. tit. 10. Balzam. ad Nomocan. Photii tit. 13. cap. 4. p. 1098. Cujac. lib. 5. Observat. cap. 4. Salmasi. de modo usurar. cap. 4. pag. 148. 149. & Cang. in gloss. Grac. v. ἑποβολον.*

L'*Augment* est ou conventionel ou coutumier; le conventionel, est celui qui est fixé par les parties; le coutumier, celui qui est fixé par l'Usage ou par la Loi; & ce dernier *Augment*, est à Tolose de la moitié des deniers dotaux: à Lion de la moitié des deniers dotaux quand la dot est en argent, & du tiers seulement quand la dot consiste en immeubles & autres biens: à Bordeaux il est du double de ce qui n'est point donné au mari à la charge d'être employé en rentes ou terres pour les filles qui se marient, & du tiers pour les veuves: & enfin en d'autres endroits l'*Augment* est de la moitié des deniers dotaux; quand le mari prend une femme de sa condition ou d'une condition supérieure à la sienne, & du tiers, quand le mari noble épouse une roturière.

Quand la femme qui a survécu à son mari n'en a point d'enfants, elle a la pleine propriété de l'*Augment*, & en peut disposer comme il

lui plaît. Quand elle en a des enfans, elle a seulement la propriété & la libre disposition de sa portion virile, pourvû qu'elle ne se remarie pas; & si elle convole en secondes nûces, ayant des enfans de son mari, elle ne jouit de tout son *Augment* que par usufruit, suivant les Nouvelles 22. 98. 127. *Vide Cujac. ad Nouell. 22. Justinian. & Cambolas lib. 2. Decis. cap. 4. & lib. 5. cap. 37.*

Quelques-uns confondent mal l'*Augment* avec le *Doüaire*. Le *Doüaire* differe de l'*Augment*; 1°. Parce que l'*Augment* est seulement un avantage qui est fait à la femme en faveur de mariage, au lieu que le *Doüaire* est un avantage qui est fait en faveur de mariage à la femme, pour lui servir de dot. Car dans les Provinces de la France qui sont regies par Coûtumes, les femmes n'apportent point de dot à leurs maris; ainsi qu'on peut voir sur les mots *Dot & Doüaire*. 2°. Parce que la femme a la propriété de son *Augment* ou de sa portion virile, dans les cas marquez ci-dessus, au lieu que regulierement elle n'est qu'usufruitiere de son *Doüaire*. 3°. Parce qu'il faut que la femme gagne l'*Augment* en survivant à son mari, afin que l'*Augment* passe à ses enfans; au lieu que le *Doüaire* est le propre heritage des enfans, dès le moment que le mariage est contracté. 4°. Parce que l'*Augment* conventionel ou coütumier est toujours fixé par raport à la dot de la femme; au lieu que le *Doüaire* est fixé par nos Coûtumes au tiers, ou à la moitié des biens immeubles que le mari possède au jour des épousailles, & qui lui échéent en ligne directe, sans avoir égard aux biens que la femme possède; & si l'on en use autrement au sujet du *Doüaire prefix*, c'est une nouveauté qui est contraire à l'esprit des Loix, à la disposition formelle de quelques-unes de nos Coûtumes citées par Coquille dans ses questions 146. 148. & à l'ancien usage de la France coütumiere, où depuis le treisieme siecle l'on a toujours tenu pour maxime, & sur tout entre nobles, que le *Doüaire prefix* ne peut pas excéder la moitié des biens du mari; ainsi que l'ont remarqué des Mares dans ses Decisions 137. 218. l'Auteur du Recueil des Coûtumes notoires art. 59. & Loyfel dans ses Institutes liv. 1. tit. 3. regl. 4. 5°. L'*Augment* differe du *Doüaire*, parce que l'*Augment* n'est point dû quand la femme a promis elle-même sa dot, & qu'elle ne l'a point payée; au lieu que quand elle n'a point apporté en mariage ce qu'elle a promis, le *Doüaire*, soit prefix ou coütumier, ne lui en est pas moins dû, ni à ses enfans, parce que le *Doüaire* qui est sa veritable dot, & que son mari lui doit en vertu des Canons, des Capitulaires, & des Ordonnances de nos Rois, n'a rien de commun avec les biens qu'elle a promis d'apporter. Et enfin l'*Augment* differe du *Doüaire*, parce que l'*Augment*, soit conventionel ou coütumier, est sujet à l'Edit des secondes Nûces; au lieu

que le *Donaire* coutumier, ni le prefix quand il n'excede pas le coutumier, ne sont point sujets à cet Edit; ce qui est remarqué par d'Olive dans ses *Questions notables* liv. 3. chap. 13. par Cambolas liv. 2. chap. 66. par Brodeau sur M. Loüet lettre N. sommaire 3. n. 10. & par Ricard dans son traité des Donations entre-vifs partie 3. chap. 9. glos. 2. nombre 1223.

* *AVIRANCE.*] Voyez *Attournance*.

BIENS OU HERITAGES AVITINS.] Voyez la diction Propres.

* *AULBAIN.*] Voyez *Aubain*.

* *AUMAILLES.*] Sens art. 147. *Manualia*.

Sont des animaux domestiques; des bestiaux privés, & qui viennent quand on leur tend la main. De *Manualia*, selon M. du Cange; on a formé le mot *Aumailles*.

TENEURE PAR AUMOSNE.] Normandie chap. 28. 32. & en la Somme rural.

Ce sont les heritages qui ont été donnez à l'Eglise pour servir à Dieu, & dont les donateurs se sont reservez la Seigneurie de Patronage, ou la Jurisdiction temporelle.

Selon Rastal, » Aumône ou tenure en *de Roverium in Romano pag. 635. n. 183.*
» Almoigne, est tenure par divine ser- *Brod. in Conf. Paris. tit. 7. tom. 2. p.*
» vice, car issint Britton dit fol. 164. Te- *210. lin. 51.* Joignez les Preuves im-
» nure en Aumône, est terre ou tenement primées à la fin du traité de l'origine du
» donné à aumône, dont aucun service droit d'Amortissement p. 14. 15. & les
» est retenu as feoffor, ou donor. » *Vi- mots pure aumosne.*

PURE AUMOSNE.] Normandie chap. 115. & franchie en un Arrest donné à la Pentecôte 1269 entre le Comte de Champagne, l'Abbé de saint Germain d'Auxerre, & le Comte de Sancerre. *Franc-aumône* au livre 2. chap. 6. des Tenures.

Quand le Seigneur ne se retient aucune Jurisdiction ou dignité sur le fief ainsi donné; ains l'a délaissé à l'Eglise purement & franchement, *toto dominatu remoto*, comme sont les lieux sacrez, les lieux d'immunité & de franchise, les Temples & Cimetières. Voyez *Homage de devotion*. Aussi les anciens ont appelé les legataires *Aumôniers*, & les Heritiers *Parsoniers*. (* Voyez *Exécuteurs testamentaires*, & Bouteiller dans sa Somme liv. 1. tit. 103. page 600. à la fin.)

Comme il n'y a en France que le Roi les autres, qui ont hommes, ne doivent qui puisse amortir ou abréger les fiefs, avoir aucun dommage s'aucuns de leurs il n'y a aussi que lui seul qui puisse donner hommes omolent aucunes choses des terres qu'ils tiennent d'eux; car pour ce ne remandront pas qu'ils n'y fassent leurs Justices, & qu'ils ne lievent leurs droictures des terres que leurs hommes ont omolnées. Et pour ce doit l'en-
ner en pure & franche *Aumône*. L'ancienne Coutume de Normandie chap. 32. ne peut omolner aucune terre fors ce qu'il y a, & pour ce doit l'en-
sçavoir que le Duc, ne les Barons, ne

«voit que pour ce que le Duc a sa Justi-
«ce, & la droicteure par tout son Duché,
«es terres sur tous les soumis, *luy seul*
«peut faire les omosnes franchises & pu-
«res, &c.

Selon Rastal, dans son livre des termes
de la Ley, «Frank-almoigne est lou en an-
«cien temps terres fueront donés à un Ab-
«bot, & son Covent, ou à un Deane, &
«à le Chapitre & à leur Successeurs en
«pure & perpétuâl Almoigne, sans ex-
«presser aucun service certain, ceo est
«Frank-almoigne, & ils sont tenus de
«avant Dieu de faire Oraisons & Priets
«pour le doner, & ces heires, & pour
«ceo ils ne feront fealtie, & si tiels
«que ont terres en Frank-almoigne, ne
«font aucun Priers né divine Service pur
«les amés des donors, ils ne seront par
«les donors à ceo-compeltes, mes les do-
«nors poient complainre al Ordinarie,

* *AUMOSNERIE.*] Touraine art. 59. Loudunois tit. 5. article 1.

C'est une maison jointe à une Eglise ou un Monastere, & à laquelle
il y a des revenus annexez, pour être distribuez aux pauvres par celui
qui en est l'Aumônier.

Anciennement il étoit libre, ainsi qu'aujourd'hui, à tous ceux qui
possedoient des terres, & qui en pouvoient disposer, de les donner
aux Monasteres ou aux Eglises : mais quoique ces aumônes fussent
permises, néanmoins comme tous ceux qui possedoient des terres, &
qui en avoient la disposition, n'étoient pas également riches, tous ne
pouvoient pas fonder des *Aumosneries*, des Maladeries, des Hôpitaux
& des Prieurez Conventuels, parce que pour faire ces sortes de fon-
dations, il faisoit nécessairement être tres-puissant, & posséder de
grandes terres. Or quand on fixa les titres des Seigneuries mediocres,
pour empêcher les Seigneurs inferieurs de s'attribuer des qualitez qui
ne leur appartoient pas, ont eut égard à la valeur & à la grandeur
des terres, & l'on en jugea, en general, par les edifices, les droits &
les fondations. Par exemple en Anjou par l'article 47. de la Coûtume,
on regla que pour droite Baronie, il y auroit trois Châtellenies su-
jettes du corps de la Baronie, Ville close, Prieuré Conventuel, Collega avec
sacré : & dans le Nivernois par l'art. 25. du tit. 1. de la Coûtume, on
regla que nul ne pourroit dire ni maintenir avoir droit de Châtellenie,
à moins qu'il n'eût en sa Seigneurie seel aux Contrats autentique,
Prieuré ou Maladerie, Foires ou Marchez, ou desdites cinq choses.

luy priant que tel negligence ne soit ce
plus avant, & l'Ordinarie de droit ceo
doit faire.

Mais si un Abbe, &c. tient terres de ce
son Seigneur pur certain divine Service ce
d'estre fait, com de chanter chescun ce
Venderdy une Messe, ou de faire autre ce
chose certaine, si tiel divine Service ne ce
soit fait, le Seigneur poit distraindre, ce
& en tiel case l'Abbe doit faire Feal- ce
tie, & pur ceo il n'est pas dit tenure en ce
Frank-almoigne, mais tenure par di- ce
vine Service, car nul ne peut tenir en ce
Frank-almoigne, si soit expresse al- ce
eun service. « *Vide Cowell. lib. 2. Inst.*
tit. 3. §. 24. Joignez les mots *Alen &*
Main-morte, & voyez Galland dans son
traité du Franc-aleu chap. 7. p. 95. 96.
& Caseneuve liv. 2. chap. 2. n. 5. p. 171.
de la dernière édition.

les trois, dont necessairement le *seel aux Contrac̃ts* seroit une; de sorte que les fondations de Prieurez-Convencuels, d'*Aumôneries* & de Maladeries, étant devenues des marques de distinction, ainsi que les Villes closes, les Foires, les Marchez, & les seaulx aux Contrac̃ts, il ne fut plus ensuite permis aux simples Seigneurs Justiciers, inferieurs aux Barons & aux Chastelains, de faire de ces sortes de fondations; & de là vient que les *Aumôneries*, les *Maladeries*, les *Colleges* & les *Hôtels-Dieu*, sont mis au nombre des droits du Seigneur Chastelain dans l'art. 1. du tit. 5. de la Coûtume du Loudunois, dans l'art. 59. de la Coûtume de Touraine, & dans l'Arrest suivant de l'an 1499. rapporté par Choppin sur l'art. 46. de la Coûtume d'Anjou, n. 15.

» Entre les Abbé, Chanoines & Chapitre de l'Eglise seculiere &
 » Collegiale du Dorat en la basse Marche, demandeur, & les Habi-
 » tans de ladite Ville du Dorat, deffendeurs. Veu le procès, &c. la
 » Court a déclaré lesdits demandeurs, à cause de leur Eglise, avoir
 » droit, preeminence, & prerogative de *Chastellenie*, & de eux nom-
 » mer Seigneurs *Chastellains* de ladite Ville du Dorat, Terre, Justice
 » & Seigneurie de l'Eglise, & d'user de ces mots *Chastelain* & *Chastel-
 » lenie*; & en ce faisant de tenir ladite Ville remparée de toute forti-
 » fication, & de bailler congé à leurs vassaux & subjets de fortifier
 » & édifier places en leur terre & Justice, d'avoir *Hafel-Dieu*, seel à
 » Contrac̃ts, creation de Notaires pour passer tous Contrac̃ts sous le-
 » dit seel, d'avoir double Siege: à sçavoir grandes & petites Assises
 » du Chastelain & Seneschal par appel, molins & fours-banniers,
 » foires & marchez, droit de vigerie; & que les Habitans n'ont
 » droit de communauté, ne de se pouvoir assembler sans leur congé,
 » ou du Roy en leur refus pour cas particulier: d'avoir la garde des
 » clefs des portes de la Ville & des tours, droit d'instituer Capitaine
 » en temps perilleux, seulement en la Ville, appelez les Habitans,
 » & de leur consentement, sans préjudice des libertez & franchises
 » desdits Habitans, & sans leur pouvoir imposer aucune servitude ou
 » droits, autres que ceux d'anciennetez accoustumez, &c.

Voyez Coquille sur l'article 25. du titre premier de la Coûtume du Nivernois, & l'Ordonnance de Louis XIII. dans la Conference des Ordonnances tome 1. liv. 1. tit. 3. part. 2. §. 67. p. 73. & touchant l'administration des revenus des Hôpitaux, Maladeries & *Aumôneries*. Voyez la Clementine *Quia contingit, de Religios. domib.* le Concile de Trente sess. 7. chap. dernier, sess. 22. chap. 8. 9. sess. 25. chap. 8. la Conference des Ordonnances liv. 1. tit. 2. part. 3. tome 1. page 22. 23. &c. & l'Arrest rapporté par Corbin, dans la suite des droits de Patronage chap. 182. page 489. &c.

* **AUMOSNIER.**] Lisle article 7.

C'est un legataire. Bouteiller dans sa Somme livre premier tit. 103, page 600. « Il n'est pas defendu par la Loy écrite, que aucun ne puisse bien estre *Aumosnier & Parchonnier* d'aucune chose, combien que maintes coutumes sont contraires à ce. « *Cod. de legat. cum responsō.* Voyez *Executeurs testamentaires.*

* **AVOERIE, AVOIRIE ou VOERIE.**] Dans les anciennes Coutumes de Dijon, publiées par M. Perard art. 5.

C'est le Bail, ou la garde d'un mineur. Chart. an. 1222. *Ego Decanus sancti Quiriaci Pruv. Notum facio presentibus & futuris, quod cum Blancha illustris Comitissa Trecent. Palatina, ad preces inclite recordationis Gaheri Comitis sancti Pauli, Joanni de Virtute presbytero xv. libras Pruv. in elemosynam contulisset pro Capella Creciaci recipiendas ad duos terminos in pedagio Columbani, tempore illo, in quo facta fuit illa donatio annui redditus dicto presbytero. Th. illustris Comes Campania in predicta matris sue advocatia tenebatur, & cum de matris advocatia exisset, ipse donum voluit revocari, & fecit saisir predictas xv. libras annui redditus supradicti; post hoc vero dictus Comes ad preces domini Hugonis de Castillione & aliorum proborum hominum, dictam elemosynam posuit in sufferentiam & precepit eam reddi presbytero prenotato in cujus testimonium, &c. Actum anno gratia MCC. XII. mense Februario.* Voyez les Preuves de l'histoire de Chastillon page 50. les articles 20. & 24. de l'ancien Coutumier de Champagne, & ci-dessus *Advouerie.*

* **AVOIRS.**] Sont des moutons & autres animaux domestiques. L'ancienne Coutume de Normandie chap. 8. de banon & defens. Banon doit estre osté de toutes terres, en quoy la blée est apparissant, qui pourroit estre empirée par *Avairs*, si qu'il n'y en doit point avoir. « Voyez *Avers*, le mot *Norrecquier*, le chap. 47. de l'ancien Coutumier de Champagne à la fin, & Spelman sur le mot *Averia.*

* **AVOUTIRE.**] Adultere.

Il y a quatre ou cinq siècles qu'en France la peine de l'adultere étoit de courir nud dans la Ville où le crime avoit été commis. L'Alphonse de Riom, publiée par M. de la Thaumassiere art. 21. *Item adulter vel adultera si deprehensi fuerint in adulterio, vel per homines fide dignos convicti fuerint, super hoc accusatore existente, & accusationem suam legitime prosequente, vel in iure confessi fuerint, nudi currant villam, vel nobis solvat quilibet lx. solidos, & hoc sit in optione delinquentis.*

Voyez la Charte des Privilèges de Clermont, imprimée à la fin des Origines de cette Ville fol. 370. & les Auteurs citez par M. du Cange sur le mot *Trotari.*

Et au lieu que par les Loix Romaines le mari ne pouvoit pas tuer sa femme surprise en adultere, *leg. 1. in fin. Dig. ad legem Corneliam de Siciariis, leg. si adulterium §. Imperator Dig. ad leg. Juliam de adulteriis*. anciennement en France il lui étoit permis de la tuer. Voyez sur ce sujet le chap. 45. des anciennes Coutumes de Bourges & Pais de Berri. Mais aujourd'hui il faut en ce cas des Lettres de Remission. Voyez Poteus liv. 6. act. 1.

AVOUTRE.] Bretagne art. 480. 481.

Qui est illegitime, & autre que le bâtard. *Advoutrie*, adultere.

Beaumanoir chap. 18. page 102. ligne 30. » Li Avoutres sont chil, qui sont engendrez en femmes mariées, d'aui, que de leurs Seigneurs, de hommes mariez.

Jean de Meun dans son Testament MS.

Luxure confont tout, là où elle s'encontre;

Car mains heritiers, desherite & outtre,

Et herite à grant tort, maint bastard, maint Avoutre.

D'Adulterium on a fait *Avoutire*, & d'*Avoutire* on a fait ensuite *Avoutre*. Voyez Pasquier dans ses Recherches livre huitième chap. 50. à la fin.

AURISLAGE.] Qui est en aucuns lieux le profit des ruches des mouches à miel qui appartient au Seigneur, ou au Roi, comme en Provence.

* AUTORISATION.] Voyez *Autorisation*.

LETTRES, SENTENCE, OU OBLIGATION AUTHENTIQUE du mot Grec Αὐθεντικόν : *que merentur auctoritatem & fidem*. Tellement qu'elles peuvent être mises à execution, qui est quand elles sont grossoyées en parchemin, mises en bonne forme, & scellées du Seau de Justice, ou de Contrac̃ts. *Major enim habetur fides membranarum quam chartis, majorque est instrumenti auctoritas sigillo adposito. Alio sensu dicimus testamenti tabulas authenticas, Rationes authenticas. l. 4. l. 8. dig. familia creisc. Testamentum authenticum. l. ult. dig. Testamenta quemad. aperi. Rescriptum authenticum. l. 3. Cod. de diversis rescriptis, cum originalia opponuntur exemplis. Etiam interdum ingerenda est animo notitia rerum notissimarum, ut attendamus & memoria non elabatur. (* Vide Allatium lib. 2. de Ecclesie Occidentalis, & Orientalis perpetua consensione lib. 1. cap. 21. n. 4. col. 334. 335. 336.)*

* AYRE de marais salant.] Xaintonge art. 129. Voyez *Aire*.



B

DROIT de BAC ou PONTENAGE.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 78.

Qui est un droit Seigneurial qui se prend sur ceux qui passent un port d'eau dedans le bateau du Seigneur. Voyez le mot PONTENAGE.

BACHELIERS.] En l'ancienne Coutume de Paris, art. 79. & au Styl du Châtelet de Paris, imprimé l'an 1521.

Qui sont graduez & maîtres en quelque art. *Optimis artium magistris concedendum est. Val. lib. 8. cap. 12. Assiduus enim usus uni rei deditus & ingenium & artem saepe vincit. Itaque Q. Scevola Juris peritissimus cum de jure pradiatorio consuleretur, consultores suos nonnunquam ad pradiatores rejiciebat. M. Tullius pro Cornelio Balbo. (* Voyez le Procès Verbal de la nouvelle Coutume de Paris. La Coutume de la Baronie de Châteauneuf locale de Berry, tit. 3. art. 24. entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere pag. 170. & voyez la page 136. lig. 22.)*

BACHELIERS.] Anjou, art. 63. Le Maine, art. 71. 72. & en la vieille Chronique de Flandres, chap. 5. 14. 15. 18. 30. 43. Froissart au 1. livre, chap. 29. 32. 270. & ailleurs. Boutillier au chap. des pupilles.

Selon lefdites Coutumes ce sont les Seigneurs qui ont Châteaux, forteresses, grosses maisons & places, qui sont partis de Comtez, Vicomtez, Baronies ou Châtellenies, & qui ont telle & semblable Justice que ceux dont ils sont partis. *Vasalli appellantur Bacheliers, forte quasi Buccellarii, de quibus in l. ult. cod. Ad legem Juliam de vi. qui posteriori atate sunt milites corporis custodes sive protectores, qui patronis suis adstant semper. Doctiss. Cujacius ad tit. 5. & 7. lib. 2. Fendorum. Turnebus 24. Adversa, ca. 16. & lib. 26. ca. 15. Interpres ad tit. 18. libri 60 βασιλικῶν. Σωματοφύλακες, stipatores corporis, Cicéroni in orat. 2. de lege Agraria, in Imperatorum protectores, Firmico lib. 3. cap. 14. ut & inter veteres Gallos in bello equites plurimos circum se ambactos clientisque habebant, auctore Casare lib. 6. de bello Gallico: sed & servus conductivus, mercenariusve, μισθωτός δούλος dicebatur Ambactus, ut ex Ennio Festus tradebat, & relatum est in veteri Glossario.*

Le Bachelier matochoit sous la bannière d'autrui, & étoit moindre que le Bannierer, que le Chevalier, & plus que l'Escuyer, & l'Escuyer plus que le Sergent. Les Bacheliers étoient jeunes Ecuyers qui aspireroient à Chevalerie & bannière. La Chevalerie est différente de la Bachelerie. Froissart au premier livre chap. 104. auquel il faut lire Ri-

viere de Dordonne. Autres sont les Chevaliers, autres les *Bacheliers*, autres les Ecuyers, Froissart au même livre ch. 270. 290. Voyez un ancien livre François nommé La Salade. *Etiam olitor interdum opportuna locutus.* Les *Bacheliers* en l'Eglise de S. Malo en Bretagne, & ailleurs. Ceux qui ont obtenu és Universitez le premier degré és Facultez de Theologie, de Droit, ou Medecine, s'appellent *Bacheliers*. *In scholis militatur : est & militia togata, nec tantum armata.* Aussi les jeunes hommes à marier, ont été appelez *Bacheliers* : la Fille prestee à marier, *Bachelette*.

Selon M. Cujas sur les titres 5. 6. & 7. du second livre des Fiefs, & selon Ragueau, les *Bacheliers* ont été ainsi nommez *quasi Buccellarii, de quibus in leg. ult. Cod. ad leg. Juliam de vi. Vid. not. Labbei ad vet. Gloss. verbor. Juris.* Selon le President Fauchet & M. du Gange dans sa neuvième dissertation sur Joinville pag. 190. ils ont eü ce nom parce qu'ils étoient *Bas-Chevaliers* ; c'est à dire Chevaliers inferieurs aux Chevaliers Bannerets, ou aux Chevaliers qui avoient droit de porter banniere à la guerre.

Loyseau dans son Traité des Ordres, chap. 6. n. 51. veut que *Bachelier* vienne de *bas eschelon*, signifiant celuy qui étant au plus bas eschelon ou degré, est en train de monter au plus haut.

Alciat sur la loy 57. ff. de verb. sign. & dans le chap. 9. du livre 8. de ses Pargues, dérive ce mot de *Baccalauré*.

Pancirole dans son livre 2. *De claris Legum interpretibus*, chap. 1. p. 96. Dominicy dans son Traité du Franc-aleu, chap. 15. n. 4. Hauteferre, *De Ducibus & Comitibus* liv. 2. ch. 8. & Mess. Caseneuve & Mesnage le dérivent à *baculis*.

Et enfin M. Hevin dans ses Observations sur Frain, pag. 520. 521. & pag. 2. & 4. aux additions, a soutenu contre tous ces sentimens, que la *Bachelorie* étoit un Fief de Chevalerie, ou un titre secul, qui relevoit la qualité de Chevalier, comme celle de Marquis & de Baron. Et quoiqu'il soit certain que la *Bachelorie* n'étoit point un Fief de Cheva-

lerie, cet Auteur a néanmoins eü raison de soutenir, que c'est la *Bachelorie*, la *Bachelie*, ou la terre appelée dans la basse latinité, *Baccalaria*, qui a donné le nom au *Bachelier*.

Il est vray, comme tous nos Auteurs l'ont remarqué, qu'anciennement en France un des premiers degrez d'honneur étoit celuy de Chevalier Banneret ; & il faut observer que pour parvenir à ce rang il falloit être riche, & avoir cinquante hommes pour accompagner sa Banniere, ainsi que nous l'apprenons d'un ancien Ceremonial composé par un Herault d'Armes d'un Duc de Bourgogne, dont j'ay veu un ancien Manuscrit de la Bibliothèque de feu M. Jean-Baptiste Hautin Conseiller au Châtelet, & dont il y a une partie imprimée à la fin des Gestes Romaines de Robert Gaguin. *Quand ung Chevalier a long temps servi & suivi les Guerres, & qu'il a terre assez tant qu'il peut tenir cinquante Gentils-hommes pour accompagner sa Banniere, il peut lors licitement lever Banniere, & non autrement ; car nul autre homme ne peut porter Banniere en bataille, s'il n'a cinquante hommes d'armes, & les Archers & les Arbalestriers qui y appartiennent : & s'il les a, il doit à la première bataille où il est, apporter un pennon de ses armes, & doit venir au Connestable & aux Mareschaux requérir qu'il soit Banneret ; & se ils luy octroyent, doivent faire sonner les trompettes, pour témoigner, & doit-on*

« couper les quenës du Pennon, & lors la
« doit lever, & porter avec les autres,
« & au dessous des Barons.

Or comme il falloit être riche pour être Chevalier Banneret, si la terre que le Gentilhomme possédoit étoit seule suffisante pour entretenir cinquante hommes, cette terre étoit appelée *Bannière*; & s'il en avoit plusieurs, pour être suffisantes, il falloit qu'elles fussent en tout de quatre *Bacelles*, ou de quarante *Mas* ou *Meix*. Car nous apprenons de Bernard dans son *Traité De Grandimont. Ord. Tom. 2. Bibliot. Ms. Labbai*, p. 278. que la *Bacelle* ou la *Bachel* étoit de dix *Meix*. Le même Cérémonial: « *Quand un Chevalier ou Es-*
« *cuyer a la terre de quatre bacelles,*
« *le Roy luy peut bailler Bannière à la*
« *première bataille où il se trouve, à la*
« *deuxième il est Banneret, & à la tierce*
« *il est Baron.* » Voyez cy-après *Meix*, *Mas*, & sur le mot *Bacelle*. Voyez *Dominicy de prerogativa Allodiorum*, p. 142. 143.

Si l'on fait reflexion sur ce dernier passage du Cérémonial, on doit connoître ce que c'étoit autrefois qu'un *Bachelier*, ou un *Chevalier Bachelier*. Car il en résulte que le *Bachelier* étoit proprement un *Escuyer*, & le *Chevalier Bachelier* un simple *Chevalier*, qui n'avoient ni l'un ni l'autre un nombre suffisant de *Bacelles*, ou de *Bachelles*, pour acquérir le nom & la qualité de *Banneret*, ou qui ne pouvoient pas espérer de lever un jour bannière à quelque bataille. Et en effet selon tous nos vieux Auteurs, tous ceux qui étoient *Bacheliers* n'étoient pas riches. *Philippe Moukes in Hist. Franc.*

A un Chevalier Bacceler

Ki par pauvreté creut Alez

Droit en Palle à Robert Guisart.

- La Chronique de Flandres chap. 18. p. 47. « *Ils remarieront cette Margue-*
« *rite à un vaillant Chevalier des Mar-*

ches de Bourgogne, qui fut appelé Guil-
laume de Dampierre, & n'étoit mie »
« riche. »

Froissart volume premier chap. 290. *Adonques s'excusa Messire Bertrand*
grandement & tres-fagement, & dit
qu'il n'en étoit mie digne, qu'il étoit
un pauvre Chevalier, & un petit Ba-
chelier, au regard des grands Seigneurs
& vaillans hommes de France, com-
bien que fortune l'eust un peu avancé. »

Le même Auteur vol. 4. chap. 80. *On dit bien en France qu'il ne tend*
à autre chose fors que les Treves soient
rompues, & la guerre renouvelée en
tre France & Angleterre; & petit à
petit il attraira les cœurs de plusieurs
pauvres Bacheliers de ce Royaume, qui
desirent plus la guerre que la paix, &c. »

Et enfin, comme il y avoit entre les *Bacheliers* beaucoup de jeunes gens, parce que quand même ils auroient eû des terres bannières, ou des terres au nombre de quatre *Bacelles* ou *Bachelles*, il falloit avoir servi quelque temps à la guerre, en qualité d'*Escuyer*, & de simple *Chevalier*, pour devenir *Banneret*: on appella par succession de temps les jeunes Gentilshommes *Bacheliers*, & les jeunes Demoiselles à marier *Bachelettes*; & le nom passa ensuite dans les Ecoles, où l'on appella *Bacheliers* ceux qui aspireroient au *Doctorat*. *Vid. Cang. in gloss. v. Baccalaris, & Bachelier formé.*

Comme en France il falloit anciennement un certain nombre de *bacelles* pour faire une terre bannière; en Angleterre il falloit pareillement un certain nombre de terres pour faire les fiefs de Chevalerie, ainsi que nous l'apprenons du passage suivant de Thomas Rudborne dans son histoire de Winton, sous l'an 1083. *Tom. 1. Anglie sacre p. 257. « Item*
quatuor vigra terra faciunt hydam. »
i. Sexaginta quatuor acra terra. Quin-
que hydz terra faciunt scodum militis
S. trecenta acra terra & viginti. »

« Quilibet feodum militis dabit pro
 « scutagio quadraginta solidos. Dimidium
 « feodum militis, i. e. 160. acra terre, da-
 « bit pro Scutagio viginti solidos, &c. »
 Joignez la note de Cok sur la section 95.
 de Littleton, aux mots, *Un Fée de ser-
 vice de Chevalier*, pag. 69. de l'édition
 de 1633.

* *BACHELIER FORMÉ*.] Concordata de Collationib. §.
 statuimus i. Statuimus insuper, quod Ordinarius collator in unaquaque
 Cathedrali ac etiam Metropolitana Canoniatum & Præbendam Theolo-
 galem inibi consistentem conferre teneatur Magistro seu Licentiato, ac Bac-
 calaureo formato in Theologia, &c.

Anciennement ceux qui avoient étudié en Theologie pendant l'es-
 pace de *six années*, étoient admis à faire leur *Cours*, d'où ils étoient
 appelez *Baccalarii cursores*; & comme il y avoit deux *Cours*, dont le
 premier consistoit à expliquer la *Bible* pendant *trois années* consecu-
 tives, & le second à expliquer pendant *une année* les *Sentences* de
Pierre Lombard; ceux qui faisoient leur cours de *Bible* étoient ap-
 pellez *Baccalarii Biblici*, ceux qui faisoient leurs cours des *Sentences*,
Baccalarii sententiarum, & enfin ceux qui avoient achevé les deux
Cours, *Baccalarii formati*, & ces derniers avoient toujours employé
dix années à l'étude, sçavoit *six années* avant que d'expliquer la *Bi-
 ble*, *trois* à l'explication de la *Bible*, & *une* à l'explication des *Sen-
 tences*; ce qui est à remarquer pour l'intelligence du Concordat, qui
 requiert que le *Bachelier formé* ait étudié pendant *dix années* en Theo-
 logie. Voyez *Filescac lib. 4. selector pag. 371. 372. 375. 376. 379. & 380.*
 & *Menot. fol. 39. vers. col. 1.*

Au reste il faut observer que ces Baccalaureats ne sont plus en
 usage, depuis qu'il y a eu des Chaires fondées en Theologie. Voyez
Filescac, pag. 383. 384, & *Menot* dans ses Sermons fol. 39. col. 5.

Le bon Rebuffe s'est imaginé que le *Bachelier* a été appellé *for-
 mé*, quasi *formosus*.

BACHEVALEUREUX.] Froissart liv. premier ch. 127. Com-
 me nous disons *CHEVALEUREUX*. Bachelier par allusion & par
 abrégé, comme Bas-Chevalier.

* *BAGHE*.] Haynault, chap. 109. art. 2. Mons chap. 55.
 art. 2.

C'est pour ainsi dire le bagage qu'on donne à un ladre avant que
 de le mettre hors d'une Ville, lequel bagage consiste en un chapeau,
 un manteau gris, une cliquette, & une besace. Anciennement en
 France on usoit du mot *Bague*, pour *Bagage*. La Chronique dite scan-
 daleuse pag. 251. de l'édition de 1620. « Et après que ledit de Bourgogne
 « s'en fut ainsi honteusement fuy, que dit est, & qu'il eut perdu toute
 « son artillerie, sa vaisselle, & toutes ses bagues, lesdits Suisses reprin-
 « drent lesdits deux Chasteaux, & firent pendre tous les Bourguignons qui

Bedens trivert, &c. " Monsieur du Cange dans son Glossaire fait venir ces mots de *Baga*, qui signifie un Coffre, ou du mot *Banga*, qui signifie un brasselet. Joignez Mess. Mesnage & Caseneuve dans leurs Origines, sur les mots Bagues & Bagage.

BAGOAGES, qui sont Materoltes;

BAIL, Maître, art. 217 & suivans, par laquelle Coutume le Bail appartient aux collatéraux, comme aux frères, frères, oncles & cousins des mineurs nobles; & pour le regard de leurs héritages tenus en fief, comme aussi l'auteur de la Somme rurale dit, que le pupille qui a un fief tiers au Bail du plus prochain, du côté dont le fief vient. Et par la Coutume de Chalon art. 30. de Laon art. 261. de le Bail est différent de la Garde noble rurale de Beauvais art. 39. 53. les père & mère le Bail de leurs enfans. Et par la Coutume de Melun, art. 184. & suivans; & par l'ancienne Coutume de Sens, art. 144. & 144. de Vallois, art. 73. de Reims, art. 328.

la Garde noble est par les ascendans, le Bail par les collatéraux. Toutefois par la Coutume d'Estampes, art. 10. les gardiens sont dits avoir le Bail. Et en la Coutume de Troyes, art. 18. de Chaumont, art. 12. de Laon, art. 261. & suivans, Garde & Bail signifie une même chose. Et par la Coutume de Chauny, art. 80. 94. 95. 138. & ensuivans, le Bail se distingue de la garde noble, à cause du gain des meubles entre nobles. Et par la Coutume de Boulonois, art. 78. 87. le Bail des mineurs nobles ou roturiers, appartient tant aux père ou mère qu'aux collatéraux, & s'appellent **BAILLISTRES**. Et par la Coutume d'Orléans, ch. 1. art. 30. 32. 33. 38. 39. 161. de Montargis, chap. 1. art. 28. 30. 37. 48. 49. 63. chap. 71. art. 4. & 5. le Bail est des collatéraux. Par la Coutume du Duché de Bourgogne, art. 54. 55. 58. le Bail est seulement entre nobles. Mais par la Coutume d'Orléans & de Montargis, le Bail est aussi entre roturiers. Comme aussi en l'Edit de l'an 1536. art. 6. & en la Coutume de la Marche, article 70. & ensuivans, le Bail c'est la garde & legitime administration des mineurs nobles ou roturiers: ou de leurs héritages comme en Normandie, qui appartient au Roy, & en Angleterre. Fœtissart liv. 4. ch. 90. & Ecoffe des le temps du Roy Milcolumbe second, jusques à l'âge de vingt & dix ans. * (Voyez icy après *Bail de mineur*, & des Mares decif. 250.)

BAIL, Lodunois chap. 11. art. 10. & chap. 33. & en l'ancienne Coutume de Touraine, chap. 13. art. 16. & chap. 30. Anjou, art. 89. 92. 93. 94. 98. 106. 133. 163. 311. La Maine art. 62. 104. 106. 107. 108. 111. 118. 119. 121. 143. 182. 344. 410. Et en la Somme rurale, quand il est traité du laps de temps, & des Reliefs de fiefs, & du Bail & garde. C'est

le BAILLISTRE, quem quidam vocant Bajulum, quasi gerulum. R.

C'étoit proprement celuy qui gouvernoit & qui portoit un enfant. *Gregor. Turon. de Vitis Patrum, cap. 6. de S. Gallo, p. 88.* *sequuntur. Super aspidem & basiliscum ambulabis, & conculcabis leonem & draconem. Quam necessarius PEDAGOGUS, immo etiam BAJULUS, praesertim parvula inter hac gradienti. In manibus inquit, portabant te. In tuis quidem oculis custodient te, & deducunt parvulum quod peristi parvulus ambulare.* Joignez l'observation de Monsieur Meunier, sur le mot Bailly.

S. Bernard. in Psalm. Qui habitat, *ferm. 12. n. 8. Vide enim quam necessaria sit ista protectio, ista custodia in omnibus visis tuis. In manibus, inquit, portabunt te, ne unquam offendas ad lapidem pedem tuum. Parum tibi videtur, quod sit lapis offensionis in via. Considera qua*

BAIL & DEBAIL : Boullenois, art. 48. Quand une femme ou fille épouse un mari, elle est en sa puissance & sous son autorité, laquelle cesse par le trépas du mari. MARI & BAIL. Peronne, art. 124. & en la Coutume de Sens art. 6. de Lille, titre des gens mariez.

Quand une fille se marie, il y a Bail, Voyez l'art. 20. des Coutumes particulières du Baillage de saint-Omer, dis-mary; & quand son mary meurt il y a desbail, parce qu'elle sort de garde. cordantes aux générales de la Prevôté de Montreuil.

BAIL A FERME.] Berry tit. 2. art. 33. 34. tit. 5. art. 4. tit. 6. art. 1. tit. 8. art. 18. tit. 10. art. 23. 24. & souvent aux autres Coutumes : *Ad firmam dare, cap. 2. de Locato. Locare sub pensione vel mercede certa & fixa, sub vectigali certo & fixo.* Voyez la diçtion Ferme.

BAIL DE BESTES A CHAPTEL, MOITIE, MOISON, ou autrement : & le BAILLEUR.] En la Coutume de Berry, tit. 17. Voyez Chaptel.

BAIL DE JUSTICE, ou du SEIGNEUR.] Quand le Juge fait adense ou ferme des biens des mineurs, ou des dioks de Domaine, ou paissions & glandes des bois & forests du Roy, ou des heritages & fruits saisis : ou que le Seigneur d'un fond & heritage le baille à cens, rente, serrage, ou autre devoir annuel. Ce qui s'appelle FERME & BAILLETTE en la Coutume de Bordeaux, art. 101. de Bayonne, tit. 4. art. 10. tit. 8. art. 10. tit. 17. art. 13. 14.

BAIL DE MARIAGE.] Clermont art. 90. d'autant que le mary est Bail de sa femme. Amiens art. 91. Ponthieu, art. 28. Artois art. 134. Cambrai tit. 1. art. 26. tit. 7. art. 5. Le mary a la puissance, autorité & administration tant de la personne que des biens de sa femme : comme aussi les tuteurs, curateurs ou Baillistres. Le Duc de Bourgogne comme Bail de sa femme, a été receu par le Roy de France en l'hommage du Comté d'Artois dont elle étoit héritière ; comme recite l'auteur de l'ancienne Chronique de Mandros, chap. 69.

Il résulte de ces autorités que parmi nous le mary ne jouit pas des biens de sa femme à titre de dot, & que les fruits des immeubles que la femme apporte en mariage, n'appartiennent point au mary comme chef de la communauté seulement; mais aussi comme *Baillistre*, ainsi que les peres & meres ont la jouissance & les fruits des biens de leurs enfans, dont ils ont le *Bail* ou la *Garde*. Vid. *Speculum Saxonum*, lib. 1. art. 45. Voyez *Des. Demaire*, l'art. 124. de la

Coutume de Peronne, le chap. 80. de la Cout. de Haynault art. 4. & Brodeau sur l'art. 37. de la Coutume de Paris, nombr. 24. 25. 26. 27. &c.

Il pourroit bien être que ce *Bail* des maris comme tres-avantageux, auroit été une des raisons qui ont donné lieu à l'établissement de la société conjugale, qui est aujourd'hui en usage parmi nous, afin que les femmes fussent indemnisées. Joignez néanmoins ce qu'on a observé sur le mot *Communauté*.

BAIL DE MINEUR.] Qui appartient au pere, mere, ou autre parent plus prochain. Artois, art. 155. & suivans. Hesdin dérogeant à Artois. Amiens, art. 125. 126. & suivans. Peronne art. 220. & suivans. Haynaut, ch. 77. 78. 81. Bayonne, tit. 9. art. 51. Tours, art. 340. 341. & suivans. Lodunois, chap. 27. art. 29. & chap. 33. Anjou, art. 85. & suivans. Le Maine, art. 95. & suivans. Chartres, art. 107. Dreux, art. 94. Peronne, art. 69. Berry, tit. 1. art. 26. 27. 29. & suivans. Cambrai tit. 6. art. 3. 4. 5. 6. Lille, tit. du *Bail*. Et en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 19. & au styl ancien de Parlement, chap. 14. §. 13. & chap. 32. *Balium in Constitut. Sicilie lib. 2. tit. 7. lib. 3. tit. 26. & 30.* auquel *BAILLISTRE* appellatur *Balius*. *Bajulatio in Annal. Ludovici filii Caroli Calvi, cap. 39. lib. 5. ad Aimoinum. Fridericus 2. Imperator epistola ad Regem & Barones Francia, ait se infantem adhuc à matre dimissum sub ballio & tutela Innocentii 3. Pape. male excusum PALLIO.*

Quelques auteurs comme Tronçon sur le titre 13. de la Coutume de Paris, prétendent que le *Bail* & la *Garde* noble & Bourgeoise étoient anciennement en usage chez les Romains; ce qu'ils prouvent tres-mal par cet endroit d'Horace :

ut piger annus

Pupillis quos dura premit custodia matrum.

Et par cette autorité de Senèque, *De Consolatione ad Marciam*: *PUPILLUS* *relictus sub tutorum cura usque ad decimum quartum annum fuit, sub matris tutela semper, cum haberet suos penates, relinquere tuos noluit.*

D'autres soutiennent qu'il en est parlé dans les Capitulaires de Charlemagne. Mais quoy qu'en disent ces Au-

teurs, le droit de *Bail* & de *Garde* est moins ancien, & n'est certainement qu'une suite du droit des fiefs.

Tout le monde sçait que les Fiefs furent d'abord des bienfaits qui n'étoient qu'à vie, & que ces bienfaits devinrent ensuite hereditaires. Or quand les fiefs n'étoient des bienfaits qu'à vie, il est évident qu'il ne falloit ni tuteur, ni curateur, ni gardien pour administrer ces sortes de biens, parce qu'ils n'étoient jamais possédez que par des gens en âge de porter les armes, & capables de se conduire eux-mêmes.

Mais quand l'heredité des fiefs commença de s'établir, les Seigneurs qui virent bien que les fiefs échoiroient à l'avenir à des mineurs, dont ils ne pourroient tirer aucun service, se reserve-

rent en quelques lieux la jouissance de ces fiefs, lorsque ceux à qui ils appartiendroient ne seroient pas en âge de faire les fonctions de vassaux, c'est à dire lorsque les mâles à qui des fiefs appartiendroient, n'auroient pas vingt ou vingt-un ans accomplis; parce qu'avant cet âge ils n'étoient pas présumés capables de porter les armes, selon l'Auteur de *Fleta* liv. 1. chap. 9. §. 3. & lorsque les filles qui posséderoient des fiefs n'auroient pas atteint la puberté; parce qu'avant la puberté elles ne sont point en état de prendre des maris pour les acquitter des services féodaux. Et cette jouissance que les Seigneurs féodaux se réservèrent, fut appelée *Garde-Royale & Seigneuriale*.

En d'autres endroits, au lieu de se réserver cette jouissance, les Seigneurs permirent aux plus proches parons des mineurs, du côté dont les fiefs leur étoient échûs, de desservir ces fiefs; & ils choisirent même quelquefois ceux d'entre ces parents, qui étoient les plus propres à s'acquitter de ce devoir, ainsi que nous l'apprenons des paroles suivantes de *Baldricus* ou *Baudry*, Auteur qui écrivoit il y a plus de six cents ans, dans sa *Chronique de Cambrai & d'Arras*, liv. 33. chap. 66. publiée par Colvener. « Pontifex vult
« ejus Johanne præcavimus in futurum »
« & timens ne vel ille Johannes, vel
« quilibet tyrannus huic similis, in Ca-
« stellaturam illam, aut vi aut ingenio
« intraret, & postea justus heres eum re-
« petens, inde turbas faceret, ultra Hu-
« gonem Gualteri Castellani defuncti ve-
« terem ad quoddam legitimus heres erat,
« adscivit, eique Castellaturam illam
« concessit. Et quia ille Hugo adhuc puer
« erat, sed propinquum quendam, An-
« sellum nomine, moribus & armis egre-
« gium habebat, hujus custodiam puerum
« cum bono ejus commisit; quem Ansel-
« mus ille usque ad præfinitum tempus,
« optimè & fideliter rexit, &c. » Et ce-
« doit que les Seigneurs accordèrent aux

parens de leurs Vassaux mineurs, fut ap-
pellé *Bail, Garde*; & les parens qui des-
servirent ces fiefs furent appelez *Bans*
& *Baillistres*, du mot *Bajulus*, qui si-
gnifioit dans la moyenne & la basse lati-
nité, *Gouverneur*, ainsi que Ragteau l'a
remarqué cy-devant. Voy l'Afranchisse-
ment de S. Palais, entre les anciennes
Coutumes de Berry, pag. 115.

Le Bail ayant donc été introduit afin
que les fiefs des mineurs fussent desser-
vis, tous les fruits & les profits de ces
fiefs, à l'exception néanmoins du Rouf-
sin de service, furent donnez aux Bail-
listres; parce qu'il n'auroit pas été juste
qu'ils eussent desservi ces fiefs à leurs dé-
pens: Et comme en les desservant ils
faisoient les fonctions de Vassaux, les
Seigneurs féodaux eurent intérêt de s'as-
surer de leur fidélité. Pour cet effet, les
Seigneurs les obligèrent de faire la foy
en leurs noms pour ces fiefs; & ensuite
les Baillistres, comme Seigneurs, receu-
rent aussi la foy des Vassaux de leurs mi-
neurs; ce qui paroît en partie par la Char-
te suivante de l'an 1227. rapportée par Du
Chesne dans ses *Preuves de l'histoire*
de Chastillon, pag. 44. « Ego Adam
« de Villers notum facio, &c. quod cha-
« rissimus Dominus Theobaldus Campa-
« nia & Bria illustris Comes Palatinus,
« dedit mihi triginta libras terre, &
« propter hoc deveni homo ligius dicti
« Comitis, &c. excepta ligeitate Domini
« Matthai de Montmorencio, & excepta
« ligeitate Vice-Comitis Castelloduni,
« Cujus homo sum, pro Bailia & tutela
« puerorum bona memoria Guidonis quon-
« dam Comitis sancti Pauli. Actum An-
« no gratie 1227. in vigilia sancti Nicolai.
« Voyez Du Chesne dans l'histoire de cet-
te Maison, pag. 77. à la fin, où il expli-
que cette Charte; & joignez *Loyseau* dans
ses *Institutes*, liv. 1. tit. 4. regl. 16. 17. &
Beffy, dans ses *Comtes de Poitou*, p. 21.

Mais aussi comme il n'auroit pas été
juste que le Bail eût été tout à l'avan-

lage des Baillistres, & que les mineurs n'en eussent tiré aucun profit, on obligea les Baillistres à payer les dettes des mineurs, & à les rendre quittes à la fin du bail : & afin que les Baillistres ne pussent pas éviter le payement de ces dettes, on obligea les creanciers qui seroient dans la Province de les poursuivre & de les discuter, particulièrement quand ils seroient solvables, sous peine aux creanciers de perdre leur action contre les mineurs, lorsque le bail seroit fini ; ce qui fut introduit avec justice, & ce qui devoit aujourd'hui être pratiqué à la dernière rigueur, parce que les mineurs en tireroient beaucoup d'avantage, & qu'il n'y auroit de la perte, que pour les creanciers negligens. *Quant au cun tient en bail, & il y a debtes, dit Beaumanoir, si debiteurs doivent seoir ch'il qui le bail tieng; & se ch'il qui le bail tieng est bien soufisant, & bons à estre justichiez, & li creanchiers par sa negligoncc, ou par sa volenté laisse à pourseoir & à requerre sa debte à cheluy qui tieng le bail, jusques à tant que li hoirs ait aage, & puis le demande à l'hoir ; si hoir a bonne défense, par quoy il n'est pas tenu à la debte payer : car il peut dire aux creanchiers, vous sçavez que je étois tenu en bail, & étois le baus soufisant pour moy acquiter, & avez laissé le bail passer sans demander vostre debte par justiche, par quoy j'en vueil estre tenu à répondre ; & en tel cas il ne répondra pas. Anchois convenra que li creanchiers quierent sa debte à ch'il qui tint le bail.*

Bouteiller dans sa Somme livre 1. chap. 93. p. 528. lig. 25. écrit à peu près la même chose ; & cette ancienne Jurisprudence est une des principales raisons, pour laquelle on a voulu que les Gardes ou les Baus fussent acceptez en jugement ; afin qu'ils fussent publics & connus des creanciers.

Ainsi à prendre les Gardes ou les Baus

dans leur première origine, il est évident qu'ils ne furent pas défavantageux aux mineurs.

Premièrement parce que d'abord il n'y avoit que leurs fiefs qui tombassent en Garde ou en Bail, & non leurs héritages en roture. Car c'est un ancien proverbe, que *Bail si est de fief*. Voyez le livre 2. des Etablissements de France. chap. 18. à la fin, & Beaumanoir ch. 15. p. 86. 87.

Et en second lieu, parce que s'ils n'avoient pas été en Bail, leurs Seigneurs auroient saisi leurs fiefs par faute d'hommes, & en auroient joui sans payer aucunes dettes ; au lieu que leurs Baillistres étoient obligés de les rendre quittes à la fin du Bail. Voyez Beaumanoir chap. 15. p. 88. lig. 10. & p. 89. lig. 44.

Mais ces Gardes ou ces Baus par succession de tems devinrent pour ainsi dire un pillage : car les Baillistres non contents d'avoir tous les fruits & les profits des fiefs de leurs mineurs, usurperent encore leurs meubles ; ce qui n'eut lieu néanmoins qu'entre nobles : & après les meubles ils usurperent les fruits des héritages en roture ; de sorte que les pauvres mineurs se trouvant comme dépouillés de leurs biens, & quelque fois, quand ils étoient majeurs, encore obligés de payer leurs dettes, parce que leurs creanciers avoient été absens, & que leurs Baillistres étoient devenus insolubles sans les avoir acquitez : on fut enfin obligé de restreindre les Baus ou les Gardes ; & pour cet effet on ne permit plus presque par tout aux collatéraux, & en quelques coutumes aux ayeuls & ayeules mêmes, d'être Baillistres ou Gardiens. Et afin qu'au défaut de Baillistres les Seigneurs ne pussent pas saisir, par faute d'hommes les fiefs qui releveroient d'eux ; on les obligea de donner soufrance aux mineurs, & l'on arrêta que la soufrance vaudroit foy tant qu'elle dureroit. L'on ne permit plus aux Nobles dans quel-

ques coutumes, de prendre les meubles des mineurs dont ils auroient le bail; & en d'autres lieux, on priva tous les Bail-
listres indistinctement de la jouissance des heritages en roture; on les obligea presque, generalement de donner caution; l'on abregea en plusieurs endroits le tems des Gardes; & l'on ordonna en plusieurs coutumes, qu'elles finiroient par les secondes nocces tant des peres que des meres, & en d'autres par les secondes nocces des meres seulement, suivant l'Authentique *matrimonium autem* *cod. quando mulier tut. off. fung.* Jurisprudence qui n'est pas si ancienne parmi nous que quelques-uns de nos auteurs ont voulu nous le faire croire, qui pour autoriser leur sentiment citent mal le chap. *ex parte 67. extr. de appellat.* Car il paroît bien dans ce chapitre, qu'une des parties soutenoit que la tutelle de ses enfans étoit finie par son second mariage; mais l'on y voit aussi, que les Juges n'avoient eu aucun égard à cette défense. D'où il y a lieu de conclure, que suivant nôtre usage elle n'étoit pas bonne: & à l'égard de la garde qui est une espece de tutelle, elle finissoit aussi si peu par le second mariage, que par le chap. 187. & 243. des Assises de Jerusalem, la mere ne pouvoit point être Gardienne du fief de corps, qui appartenoit à son fils, sans convoler en secondes nocces, ou sans indemniser le Seigneur, au cas qu'elle ne voulût point se remarier: *Quant femme a & tient fief, qui doit service de cors, & elle le tient en heritage ou en baillage, elle en doit le mariage au Seigneur de qui elle*

BAIL NATUREL.] Lodunois, chap. 14. art. 9. Anjou, art. 89, Le Maine. artic. 102.

Quand l'enfant est en la garde & bail de son pere ou mere.

Anciennement par le droit general de la France, le bail des mineurs étoit deferé au pere ou à la mere, & quand les mineurs n'avoient ny pere ny mere,

nient de fief, se il la femme au fait se mandre si comme il doit prendre Baren.

Ajoutez à cela que selon l'Auteur du Grand Coustumier livre. 2. ch. 41. p. 270. le second mari qui épousoit une femme gardienne, n'étoit obligé qu'à donner caution pour les meubles du mineur fils de la femme; d'où il s'ensuit clairement, qu'autrefois les Gardes ou les Bails ne finissoient pas par le second mariage des meres. *Aussi en laditte ville & banlieue le survivant a la garde des biens meubles de leurs enfans, après l'inventaire fait, & sans bailler caution: maxime quand iceluy survivant est de bon nom & non dissipateur, & possidens immobilia sufficientia ad restitutionem, aliàs non: car autrement lesdits meubles ne sont pas à eux, comme ils sont aux nobles, ne pour garder ne autrement.* Et si la mere qui avoit survécu & qui durant son veuvage avoit eu la garde, se remarioit, il conviendrait que son mary donnât caution de la somme desdits biens meubles restuer, pour ce qu'il est tout étrange. L'ancien stile du Châtelet communiqué par M. des Marais fol. 22. Item, *ung Parastre aura bien aussi la garde des enfans de sa femme en cas de fief, mais il rachetara.* Voyez le même Auteur du Grand Coustumier p. 212. lig. 12. le procez verbal de l'ancienne Coustume de Paris, sur les art. 99. 101. le procez verbal de la Coustume d'Anjou, où il est parlé des Bails; & le procez verbal de la Coustume de Sens sur les art. 152. 153. 154.

aux collateraux; mais neanmoins à celui des collateraux qui étoit le plus proche parent du côté dont le fief étoit échu aux mineurs: au lieu que le

Bail étoit déferé au pere ou à la mere, quoyque le fief ne fût pas échü de leur côté à leurs enfans mineurs.

Et il y avoit cette autre difference entre le bail des pere & mere, & le bail des collatéraux, que les pere & mere comme *Baillistres naturels* avoient la garde de la personne & du fief de leurs enfans, parce que le fief ne pouvoit jamais leur échoir; & d'ailleurs parce que des peres & meres sont présumez avoir plus de tendresse que personne, pour ceux qu'ils ont mis au monde: au lieu qu'on ne confioit jamais la personne des mineurs au Baillistre collatéral, de peur qu'il n'attentât à leur vie; parce qu'il étoit toujours leur plus proche heritier, comme le plus proche parent du côté dont le fief leur étoit échü. Cette dernière difference qui étoit autrefois entre le bail naturel, & le bail qui appartenoit aux collatéraux, est marquée dans les art. 89. de la Cout. d'Anjou, & 102. de celle du Maine, qui ont été pris du chap. 113. du livre premier des Etablissements, « qu'il est bon de transcrire icy. *Se il avient que uns gentilhomme morust lui & sa femme & ils eussent hoir, cil qui ne devoit avoir le rector de la terre de par le pere, & de par la mere, si auroit la terre en garde; mais il n'auroit pas la garde des enfans, ains l'auroit un de ses amis de par le pere qui seroit de son lignage, & de voit avoir de la terre par raison à norrir les enfans & à pourvoir. Car cil qui ont le rector de la terre ne doivent pas avoir la garde des enfans: car suspecions est que ils ne vontissent plus la mort des enfans, que la vie, pour la terre qui leur escharroit.* Voyez les chap. 176. 177. 178. des *Assises de Jerusalem*.

Ce droit a paru si juste aux Anglois, qu'ils l'ont suivi en partie, ains que nous l'apprenons de *Cotivel ad tit. Instit. Juris Anglic. de legitima Agnat. tutel.*

& de *Fortescue* dans son *Excellent traité de laudibus legum Anglia*, chap. 44. fol. 104. de l'édition de 1599. où il en parle en ces termes qui meritent d'être rapportez.

Leges civiles impuberum tutelas et proximos de eorum sanguine committunt, seu agnati fuerint, seu cognati, et unicuique videlicet secundum gradum et ordinem quo in hereditate pupilli successurus est. Et ratio legis hujus est, quia nullus tenerius favorabilis ve in tantum alere sataget, quam proximos de sanguine ejus.

*Tamen longe aliter de impuberum custodia statunt leges Anglia. Nam ibidem si hereditas qua tenetur in foga et gto descendat impuberi ab aliquo agnatorum suorum; non erit impubes ille sed per ipsos cognatos, videlicet consanguineos ex parte matris, ipse regetur. Et si ex parte cognatorum hereditas sibi descenderit, pupillus ille cum hereditate sua per proximum agnatum, & non cognatum ejus custodietur, quousque ipse fuerit adultus. Nam leges illae dicunt, quod committere tutelam infantis illi, qui est ei proxime successurus, est quasi agnum committere lupo ad devorandum. Voyez *Cox* sur *Littleton*, Section 123. p. 88.*

En l'année 1245. S. Louis fit l'Assise qui suit pour les Gardes d'Anjou & du Maine.

Universis presentes litteras inspecturis, P. Comes Vindocinensis, Gaufridus Vicecomes Castridun, Hugo de Beauvais, Petrus de Chamilly, A. Vicecomes Melodunensis; Gaufridus de Lezign. Gaufridus de Castro Bienen, Hamelinus de Almesfu, Guillelmus de Salliat, Radulphus de Thorigny, Hamelinus Francus, Regnardus & Robertus de Milotoparatis fratres, Paganus de Thoorce, Torcoennus Doc, Josselinus de Bello-pratello, Hamerionus de Blinc, Jacobus de Castrogun-

heri, Hebertus de Campis, Oliverus de Nova villa, Joannes de Gonor, & Theobaldus de Blaron, Salutem Nostram facimus, quod cum dubitaretur ab aliquibus de consuetudine Ballorum & rachatorum Andegavia & Cenomania, excellentissimus & clarissimus Dominus noster Ludovicus Dei gratia Francor. Rex illustris, volens cognoscere super hoc veritatem, & quod erat dubium declarare, nobis apud Aureliam coram ipso vocatis, habito nobiscum tractatu & consilio diligenti, communi assertione nostra didicit de consuetudine terrarum illarum, quæ talis est: videlicet quod relicta alicujus nobilis vel alterius feodati, habet in Andegavia Ballum liberorum suorum & terræ, & non facit rachatum nisi se maritet; & si ipsa moriatur, ille habet Ballum qui magis propinquus ex parte patris, vel ex parte matris, ex parte cuius hereditas manet: Quicumque etiam siue mater, siue aliquis amicorum habeat custodiam famine quæ sit hæres, debet præstare securitatem Domino à quo tenebit in capite, quod maritata non erit nisi de licentia ipsius Domini, & sine assensu amicorum; & si relicta nobilis, vel alicujus alterius feodati se maritet, maritus suus facit homagium Domino, & solvit rachatum, & rachatum est valor terræ unius anni. Dominus autem non habet rachatum de patre ad filium, nec de fratre ad fratrem, & omnes alii qui tenent Ballum, debent homagium Domino, & debent solvere rachatum; ille autem qui tenet ballum, si terræ debet ad ipsum devenire, non habet custodiam

puerorum, imò propinquorum post ipsum, & habent pueri beneficium de terra patris & matris sua secundum valorem terræ, & secundum statum; & quicumque tenet ballum debet facere rachatum, solvere debita & tenere ballum in bono statu. Est autem ætas heredis masculi faciendi homagium Domino, & habendi terram suam, quàm cito idem hæres est ingressus suum vicesimum primum annum. De Ballis & rachatis Barones Cenoman. idem dicimus, hoc excepto, quod vidua perdit ballum terræ moventis ex parte patris puerorum in Cenomania, quàm cito se maritat; & ille qui habet ballum debet facere homagium Domino, & solvere rachatum, nisi sit frater defuncti.

Sciendum est tamen quod Feritas Bernardi & Castellania Feritatis aliam habent consuetudinem quantum ad rachata. Quia verò super ætate faminarum certa consuetudo non inveniebatur, idem Dominus Rex de assensu nostro statuit & ordinavit, quod femina non maritata, postquam decimum quintum annum complevit, habeat legitimam ætatem ad faciendum homagium Domino, & ad habendam terram suam. Hac autem omnia supra dicta, prout superius continentur, de communi consilio & assensu nostro, idem Dominus Rex valuit, & præcepit, de cetero, in perpetuum observari. In cuius rei testimonium, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda, Actum Aurelian. anno Domini 1246, mense Maius.

BAIL, RACHAFT.] Bretagne art. 67. 72. 73. 249. 345. 346. 355. 356. qui appartient au Seigneur feudal.

En Bretagne, le Bail est ce qu'on appelle Garde-royale & seigneuriale en Normandie. Nostrates, dit d'Argentré sur l'article 74. de l'ancienne Coutume de Bretagne not. 1. n. 3. Bail appellant cum mortuo vassallo, ac Bailii lege

feudum tenente, relicto herede ætatem minori, dominus superioris feudi, apertis serviente feudo fruitur, donec heres ætatem viginti annorum ætatem impleverit. Ce droit ayant paru odieux, Jean premier, dit le Roux, Duc de Bre-

agne en 1175. voulut bien en entrer en composition avec ses Barons, & le convertir en Rachat; & comme cette conversion fut faite en vertu d'un traité, elle ne fut point générale, & n'eut lieu feu-

lement qu'à l'égard des fiefs de ceux qui traitèrent avec le Duc. Monsieur Hevin sur Frain, pag. 550. rapporte ce traité tout entier.

RELIEF de BAIL.] Clermont art. 87. 89. en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 14. 16. Monstreuil, art. 16. Ponthieu art. 28. **[RELEVER de BAIL.]** en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 16. de Monstreuil, art. 16. Voyez la diction *Relever*.

C'est un Rachat dû par le mari pour le fief de sa femme, parce qu'il jouit du fief de sa femme en qualité de gardien ou de Baillistre. L'ancien *Titre Manuscrit du Châtelet* communiqué par Monsieur Desmares fol. xxiii. » Item si je donne » à ma fille ung fief en mariage, comme » pour don de nocces, son mary devra rachat, pource que en ce cas il a le » bail de sa femme. Mais se il moroit » la femme ne devoit point de rachat; » car elle succede en son droit: mais se » elle se remarioit, son mary derechief » devoit rachat. Toutesfois en aucuns » lieux les maris des femmes pucelles, » & qui onques ne furent mariées, ne » doivent point de relief ou rachat du » premier mariage, mais bien du second.

De ce que le mary doit ce Relief à cause de sa jouissance, & comme gardien de sa femme, il s'ensuit, s'il decede sans l'avoir payé, que sa veuve qui a renoncé à la Communauté n'en doit rien; & qu'en ce cas, contre la regle générale, le Seigneur ne se peut prendre à la chose pour le profit de son fief, ainsi que Beaumanoir le decide en ces termes dans le cas du Bail de mineur.

» Il advint que un Bail eschiet à P. » A fere son homage il obligea en lieu de » seureté vers son Seigneur, le fief que il » tenoit en bail pour son rachat; après il » mourut avant que les sires feust payé, » & li Baus si vint à J. qui étoit li plus » prochain après ledit P. Adonques setraist

J. au Seigneur & li offri le cors & les » mains, & li offri à fere seureté de son » rachat. Li Sires dist que il le vouloit » bien; mais il vouloit avec che que l'o- » bligation que P. luy avoit fete el tans » que il tenoit le bail li fust accomplie, » avant que J. joist du Bail. »

Ache respondi J. que ledit P. ne poit » obliger le fief que il tenoit en bail, fors » tant comme li bail duroit; parquoy il re- » queroit, que le Bail li fief li feust baillé » quittes & délivrés de ladite obligation, » comme il feust appareillies de fere bone » seureté de son rachat; & sur che se mis- » rent en droit. »

Il fust jugié que l'obligation que P. » avoit fete ne tiendrait pas, & que li » Sires délivreroit le fief audit J. par rai- » son du Bail quitte & délivré de l'obli- » gation dessusdite; & par che jugement » peut-on veoir clèrement, que nul ne » puet obliger che qu'il tient en bail en » damage de l'hoir, ne de cheluy à qui » li Baus puet venir; mais tant comme » il puet & doit durer, l'en en puet fere » son pourfit sans autrui damagier, &c. » Beaumanoir chap. 15. pag. 90. 91.

Et il s'ensuit encore que le Relief de Bail n'est point dû, quand la femme a stipulé par son contrat de mariage, qu'il n'y auroit point de Communauté, & qu'elle auroit la disposition & l'administration de ses biens; parce qu'en ce cas ces biens ne tombent point en Bail. Voyez Brodeau sur l'article 37. de la Coutume de Paris, n. 24 & 29.

T E N I R le Royaume en **B A I L**.] Au chap. 109. de la vieille Chronique de Flandres, c'est en avoir la regence & gouvernement, ou un Comté. Froissart livre premier chap. 257. 301.

V U I D E R hors de **B A I L**.] Artois, art. 154.

C'est sortir de la garde & tutele. Le **B A I L** & **G A R D E**, le **B A I L L I S T R E** & **G A R D I E N**, c'est tout un. Comme le **B A I L L E** c'est celui qui a la Baillie, la charge & garde de la Justice pour l'administrer aux sujets de la province. Henri Bail de l'Empire de Constantinople, en l'histoire de Ville-Hardoin livre 8. & 9. après la prise de Baudouin son frere Comte de Flandre & Hainault, qui avoit esté élu Empereur : comme aussi fut en après ledit Henri l'an 1206. Bar. art. 66. **B A I L** & **G A R D E** **N O B L E** : Tours, art. 339. Bar. art. 66. **B A I L** & **G A R D E** : Lodunois, chap. 14. art. 9. Qui Bail prend, quitte le rend. Tours. art. 340.

B A I L L A G E.] Meaux, art. 142. 143. Duché de Bourgogne, art. 87. Comté 64. art. 43. 194. Anjou, art. 382. & ailleurs. Sedan, art. 79. Berry, tit. 5. art. 46. & és Ordonnances Royaux & ailleurs. *Bajulatio in constitutio. Regum Sicilia lib. 1. tit. 57. 60. & passim.*

C'est l'étendue de la Jurisdiction & du ressort du *Bailli*. *Baillage*, ainsi que Coquille l'a remarqué sur l'art. 25. du chap. 1. de la Coutume du Nivernois, ne signifie point *Territoire*, mais droit de protection pour secourir ceux qui sont oppressez en fait de Justice : & cette protection est exercée quand un Seigneur ou son Juge reforme le jugement d'autre Seigneur ou Juge, par la voye d'appel, ou par évocation, en cas de negligence du Justicier inferieur. Coquille tom. 2. p. 30. de l'Edition de 1666.

* **B A I L L E S**.] Bearn, tit. 7. art. 57. &c. Voyez *Lettres de Baillie*.

* **B A I L L E S**.] Coutume de Berry, tit. 17. Voyez *Bail de Bêtes*, &c.

B A I L L I.] Sens art. 147. Duché de Bourgogne art. 87. Comté art. 64. Sedan art. 79. & ailleurs. Berry tit. 2. art. 19. Cambray tit. 5. ou **B A I L L E**, comme il est appellé en la Coutume d'Acs, & autres de Gascogne : & **S O U S - B A I L L E**. **B A I L L I** de la terre, en l'ancienne chronique de Flandres, chap. 11.

Cui Provincia commissæ est administranda, qui præest Provincialibus, Ἀρχὴν τὸν ἐπαρχίας, ὁ δὲ Διὰ τὸν ἢ ἔδωκεν ἡγεμὸν Provincialium Præfides. Qui ont la charge & garde de la Justice : comme en Vermandois le Bailly est Capitaine & Juge ordinaire des Nobles, tant pour le regard du ban & arrièreban, que de la Justice ordinaire. Laon art. 2. *A Cedreno in Theodosio cùm agit de Antiocho partitio, & in constitutionib. Sicilia, & à nostris appellatus est Bajulus.* P. Fixæus bonus auctor in primis. Idemque Antiochus paulo ante dicitur τροφὸς μέγας βασιλός, *In indice græco officiorum palatij.* Les **B A I L L I S** sont ceux qui ont la Baillie

de la Justice, Normandie chap. 4. pour estre conservateurs & gardiens du bien du peuple contre l'oppression ou injure d'autrui. *Magistratus sunt quasi Reip. Villici* : M. Tullius pro Plancio. BAIL & GARDE c'est tout un. *Quidam deducunt de ἑλάν, consilium* : autres comme s'ils étoient baillez & envoyez, *quasi missi dominici* : *qua etimologia non placent. Suaves illi qui nostrates voces deducunt à Græca lingua ἑκούμπος & joculari pœmate digni, quo & M. Tul. usus est in quasdam Varronis Etymologias. Sed cui non potest Varranem sit venia qui studiose hac in refatigatur Quintilianus lib. 1. admonet originationem ingeniose nimis non esse querendam ? ne ad fœdissima usque ludibria dilabamur pravo ingenio.* LE BAILLI est opose au Juge & garde de Justice : Nivernois tit. 1. art. 24. Comme aussi en la Coutume de Touraine art. 80. & du Maine art. 53. Le Juge Chastellain est autre que le Bailli & Sénéchal.

BAILLI CHASTELLAIN.] Senlis art. 61. C'est le Juge des causes d'appel en la Seigneurie & justice subalterne.

LE GRAND BAILLI de Hainaut.] Qui est le chef de la Justice au Comté de Hainaut.

SÉNÉCHAL ou BAILLI.] Tours art. 28. 30. 31. Anjou art. 40. 46. Bailli & Homès, en la coutume des fiefs du Comté de Namur.

BAILLI.] *In veteribus instrumentis & antiquis auctoribus præceos.* C'est la charge, la province & l'étendue de la juridiction du Bailly. Ce mot signifie aussi la garde. La Baillie ancienne de Florence, qui étoit une puissance souveraine à temps, comme d'un regent de Royaume, d'un Dictateur, d'un Harmoste. Voyez Baillage.

* BAILLIAGE.] Dans les Assises de Jerusalem, c'est la garde, ou le bail. Voyez le chap. 188.

LETTRES de BAILLIE.] Au stiel du pays de Normandie, sont lettres & obligations executaires, en vertu desquelles on peut faire execution: comme au siege Royal de Mehun en Berri, les obligations se passent sous le seel de la Baillie. Et au Vicomté de Solle, & au pays de Bearn, & ailleurs les BAILLES qui sont établis par les BAILLIES, sont les Sergens qui font les captures de corps & emprisonnemens, tant en matiere civile que criminelle, & les executions. Solle tit. 4. art. 2. 3. 5. tit. 7. & tit. 57. art. 8. 12. & suivans.

BAILLIES CHEVETAINS.] Normandie chap. 123. Qui sont commis par le Duc ou Prince sur les sujets du pays.

BAILLISSEUR.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 45. 46. Artois, 160. Et en l'ancienne de Mante, art. 107. & au second livre du grand Coutumier cap. 42.

Sont tuteurs qui ont le bail, la garde, la charge & tutelle de personnes nobles mineurs d'ans, *Bajuli. Aimoino lib. 4. cap. 15. 38. & auctori*

Annalium Caroli Magni, cap. 2. lib. 5. qui adjicitur ad historiam Aimoini. Probatis autoribus Bajuli sunt operarii, qui onera ferunt. Voyez: Bail de mineur.

BAILLISTRE.] Boullenois, art. 78. & 87. La Marche, art. 76. 80. Amiens, art. 129. Peronne, art. 69. 224. 225. 227. Artois, art. 158. Duché de Bourgogne, art. 54. 55. 58. Montargis, chap. 1. Orleans, chap. 1. Tours, art. 16. 34. 341. & suivans. Sedan, art. 127. 153. Et en l'Edit de l'an 1539. art. 131. & de l'an 1549. Et es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 164. Berri tit. 1. art. 26. 29. 39. 43. (* Ce mot dans ces Coutumes a la même signification, que le precedent.)

BAILLISTRE: Melun, art. 32. 34. 35. 184. Mante, art. 178. & suivans. Laon, art. 274. Chauny, art. 94. 95. 141. Par laquelle Coutume quand l'ascendant prend le bail, il s'appelle **BAILLISTRE**, & lorsqu'il tient siens les meubles & les fruits, à toute charge & s'il veut n'être tenu que jusques à la concurrence des fruits il délaissera les meubles, desquels il fera inventaire, & lors il est dit prendre la **GARDE NOBLE**. Et telle est aussi la Coutume de Laon, art. 261. Et par la Coutume de Montargis, chap. 1. art. 34. 35. & d'Orleans, chap. 1. art. 31. 37. 38. 51. 52. 63. les **BAILLISTRES** sont les parens collateraux nobles ou roturiers: plus la mere ou ayeule qui se marie, & l'ayeule trouvée remariée, & les ascendans sont les gardiens.

BAILLISTRERIE.] Duché de Bourgogne art. 58. C'est-à-dire Bail & Administration, duquel mot aussi l'on a usé en la dernière reformation de ladite Coutume.

BAILLIVEAUX.] Estallons: es Ordonnances des Forests.

Que l'on doit laisser dedans les bois taillis en temps de coupe, pour repeupler les forêts. En l'Ordonnance du Roy Charles 5. de l'an 1376. faite pour le reglement des forests, l'on a mal imprimé **BAIMAUX**,

BAILLIONNER.] *Ne is de quo extremum supplicium sumitur; vocis emittenda habeat facultatem: ut C. Caesar jubebat os inserta spongia includi, aut in os farciri pannos: quo nomine graviter Seneca in eum invehitur lib. 3. de ira cap. 19. ubi etiam redarguit nocturna ejus supplicia, ne videlicet Senatores populi Romani solatus occideret. Qui locus est non de Caio Cesare, sed de Claudio Imperatore, cui Seneca infensus fuit, & in cujus mortem extat Ludus Seneca. Itaque cap. 20. ejusdem lib. 3. legendum est, non enim Claudii servitiam.*

BAISER LE VERROU, la serrure de l'huis, ou la porte du fief dominant.] Auxerre artic. 44. Berry, tit. 5. art. 20. Sens art. 181.

Qui est un signe de l'homage que le vassal fait à son Seigneur feodal au manoir du fief dominant, en l'absence du Seigneur, en lieu de la bouche & des mains que le Seigneur presente à son vassal en recevant

serment de fidélité. *Pedes etiam Regi deosculantur, ut ignoscat: de quo more exemplum est in accusatione Prætextati Episcopi Rothomagensis apud Aimoinum libro 3. cap. 26. * V. Geier. ad Psal. 2. v. 12.*

Pour le Baïse-main l'on baille d'entrée quelques deniers au Seigneur foncier, lors qu'il fait arrentement de ses heritages à certains devoirs annuels, comme il est convenu.

Se B A I S E R publiquement l'un l'autre.] En la Coutume de Tournay au titre des droits des gens mariez art. 13. en signe de ravestissement & de la donation mutuelle qu'ils font entr'eux de leur franche & libre volonté.

Ce baiser qu'anciennement on pratiquoit dans les Contrats, étoit non seulement pour marquer la liberté, mais encore la bonne foy avec laquelle ils étoient faits, & la volonté qu'on avoit de les exécuter. Vet. Chart. apud Bessyum in Episcop. Pictav. pag. 59.

*» Ego Issembertus concedo de Casamentis
» meis quidquid datum fuerit B. Maria
» & S. Cypriano excepto ne ita detur ne ex
» toto perdam hominatum meum & hoc
» promisi osculando crucifixum in Ecclesia
» B. Iusti in manu Regnaldi Abbatis,
» firmans cum osculo, me ita servatu-
» rum & accepi ab eo palefridum de C.*

*solidis. Et ego Raimnulfus ex toto conce-
do quidquid datum fuerit de Casamentis
» meis, excepto ne ille qui dederit postea
» accipiat de manu Abbatis in fedum, &
» ita promisi offerendo hanc chartulam
» super altare Luriaco, osculando cruci-
» fixum, & Abbatem Raynaldum, ut ita-
» firmum teneam, & accepi ab eo C. so-
» lidos, & unciam auri. Et ego Petrus
» similiter concedo, & hoc promisi cum
» osculo in manu supra dicti Abbatis
» Montmorilopi, cum irem Romam, &
» accepi ab eo C. solid. & unciam auri.
» Vid. Cang. in gloss.*

* B A I S S E L L E.] Dans le chap. 19. du Conseil de Pierre des Fontaines n. 2. & dans l'ancienne Ordonnance pour les Bourgeoisies, publiée par Mr. de la Thaumassière ; entre ses anciennes Coutumes de Berry, chap. 115. P. 1. pag. 250. Sont les valets d'une maison, la famille.

* B A N] Peine qui se paye par celui dont les bestiaux ont fait dommage à autrui. Ep. 549. de Clement IV. écrite Regi Francie Maître Galand.

B A N.] Tours, art. 110. Lodunois, chap. 11. art. 2. Anjou, art. 109. Signifie la publication & le cry des hommages que le Seigneur féodal fait faire, dont il est traité en l'art. 114. de la Coutume de Touraine, & au chap. 11. art. 7. & 8. de la Coutume de Lodunois. [B A N.] Fours. art. 26. 62. Lodunois, chap. 1. art. 22. chap. 5. art. 4. Bretagne art. 369. & faut lire en l'ancienne Coutume de Bretagne art. 349. Voyez B A N S.

B A N.] Ou Edit de Pays, en la Somme Rurale.

A D J O U R N E M E N T E N C A S D E B A N.] Auvergne, chap. 1. art. 3. qui se font par Ordonnance de Justice contre les delinquants accusés qui sont absens. *Cum agitur de crimine & requirendo reo.*

A D J O U R N E M E N T A B A N.] Bretagne, art. 300. Appeller à B A N,

65 Ordonnances de Charles V I. de l'an 1413. art. 255. & souvent ailleurs, **ADSIGNATION A BAN.**] Bretagne, art. 573.

APPELLER, OU ADJOURNER A BAN] les accusez, delinquants.] Senlis art. 206. & en l'Edit de Charles V I I I. de l'an 1493. art. 57. & en la Somme Rurale, traitant des crimes ; & en l'Edit de Charles I X. de l'an 1566. art. 25. 26.

BAN & ARRIERE BAN.] Laon, art. 2. Tours, art. 139. 264. Et les Ordonnances du Roy, de l'an 1536. & autres. Normandie, chap. 85. Peronne, art. 145. Berri, tit. 9. art. 8. **CRIER LE BAN**, en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. II. 42. *Quasi armatum concilium indicere, quod more Gallorum fuit initium belli, quo lege communi omnes puberes armati convenire cogebantur. Cesar lib. 5. belli Gallici.* Voyez **ARRIERE BAN.**

CAS DE BAN.] La Marche, art. 15. 17. V. Appeller à Ban.

LACLOCHE DU BAN.] Pour assembler le peuple. Au chap. 65. de l'ancienne Chronique de Flandres.

CRIER AU BAN.] En l'art. 35. du chap. I. du styl de Liege.

METTRE BAN.] Lorraine, tit. 8. art. 4. tit. 15. art. 10.

BAN DE MOLIN.] Grand Perche, art. 85. Normandie chap. 34. Peronne, art. 14. Voyez **BANDIER, BANLIEU, BANNAL, &c.**

Me. Galland a fait l'observation suivante sur ce mot : *„ Fulbertus Carnotensis Ep. 13. nostris hominibus novam angariam induxit banniendo scilicet ut irent ad molendinum sancti Androni, „ quinque leucis ut fertur ab eorum hospitibus remotum, „*

OUVERTURE DU BAN.] Nivernois tit. 13. art. 1. 2. 3. 4.

BAN DE PASNAGE.] Normandie, chap. 121.

A PEINE DE BAN.] **Proceeder à BAN.**] Ponthieu, art. 159. Haynaut, chap. 109. Mons, chap. dernier. Bretagne, art. 660. Cambrai, tit. 22. art. 10. Ce que la Coutume de Berri tit. 2. art. 19. dit Sur peine de bannissement.

SEIGNEUR DU BAN.] Ou Bannier: Nivernois, tit. 13. art. 1. 3. 4.

BAN, TERROUER ET FINAGE.] Sedan, art. 305. & les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 579. C'est le territoire, la septaine d'une ville, qui s'appelle aussi la **BANNIE & BANLIEUE** : Et au chap. 12. 5. 7. & au chap. 18. par. 17. & 27. de l'ancien style latin du Parlement à Paris, les sujets & justiciables d'un Seigneur, *appellantur homines Banni.*

BAN DE VENDANGER.] Anjou, art. 185. 186. Le Maine art. 203. 204. Voyez **BANDEE.**

DROIT DE BAN A VIN.] Tours, art. 102. 295. Lodunois, chap. 9. art. 1. chap. 28. art. 3. Anjou, art. 184. 186. Le Maine, art. 201. 202. 204. La Marche, chap. 23. V. **Bandie,**

Mr. Galand a fait sur ce mon l'observation suivante.

Entre les titres de l'Abbaye S. Germain des Prez est l'affranchissement des habitans d'Antogni del'an 1248. « *Lice-*
« *bit nobis & habere bannum*
« *in singulis annis in dicta villa de Antog-*
« *niaco de duobus tontis quae ibi sunt, vel*
« *aliis tamrunden senentibus, cum duo-*
« *bis crossulis pro implagio. Ita quod*
« *unam earum poterimus exponere ve-*

nalem in vigilia Pascha & durabit
Bannum illius tona usque ad Pentecostem, nisi vinum tona citius totumque venditum fuerit, & tenebitur quilibet
dictorum hominum emere unum sextarium vini ad minus deducta tona, pre-
terito legali imposto mediantre. Si vero de
tona praedicta, ultra illud quod praedictum est, aliquid vini residuum fuerit, illud residuum non licebit nobis vendere in antea jure banni. »

BANCQUAGE.] Voyez cy-après **BANQUAGE**.

BANDEE.] Bourbonnois, art. 352.

Quand il est question du temps & ouverture des vendanges, que l'on fait publier par Ordonnance de Justice, afin qu'il soit loisible à un chacun de cueillir ses fruits de vigne : Ce qui a été introduit par une bonne police.

Quelques uns font venir l'origine du *Ban de vendanges* du Droit Romain, parcequ'il y a dans la loy 4. au Digeste de *Feris* que leurs Gouvernemens de Province, *ex consuetudine cuiusque loci solent messis vindemiarumque causa tempus statuere.* Mais Paul qui est l'auteur de cette loy, y dit seulement que les Gouverneurs des Provinces, avoient coutume de marquer de differens tems suivant les differens lieux, pendant lesquels le cours des affaires ordinaires devoit cesser, afin que chacun pût recueillir les biens de la terre, ce qui n'a gueres plus de rapport au *ban des vendanges*, que les Vacances, qui sont aujourd'hui par la même raison en usage parmi nous.

La première raison de ce ban est qu'un

particulier en recueillant les raisins avant l'ouverture des vendanges, donne occasion aux larcins, & au dommage des bestes.

La seconde, qu'il est de l'utilité publique, que l'on ne vendange point avant la maturité des fruits, & que le vin du restoir soit estimé.

La troisième pour la commodité des Seigneurs dominans, en sorte que les Gentilshommes & les Ecclesiastiques ne sont point exempts du ban.

Comme le ban de vendanges est de police, il appartient au Seigneur haut-justicier, & en quelques lieux il appartient aussi aux Seigneurs inférieurs. Voyez la Cout. d'Anjou art. 18. & Mr. de Salvaing dans son traité de l'Usage des siefs chap. 35. p. 276.

LES BANDERETS.] Qui ont eu le Gouvernement de la Ville de Rome, & la puissance de vie & de mort sur un chacun.

BANDIE.] La Marche, chap. 23.

Quand un Seigneur pendant quarante jours continuels de l'an, peut faire défenses à toutes personnes qui demeurent en sa Bannalité, de vendre vin en détail, ou autre denrée, afin que cependant il puisse vendre le vin du cru de son sief, bon, pur, & net, ou la denrée, à prix raisonnable selon le cours du pays, au dedans de sa Bannalité, ou selon l'appréciation de preudhommes à ce connoissans. C'est la taverne

bannière du Seigneur ; Les quintaines & Ban de non vendre vin. Par Edit de Henry Roy d'Angleterre de l'an 1422. il est défendu aux habitans de Bourdeaux de vendre vin en détail en taverne, s'ils ne sont bourgeois, depuis le jour de la Pentecoste jusques au jour & feste Saint Michel.

Les Seigneurs qui ont droit de *Ban-vin*, ne doivent faire vendre ainsi, que le vin de leur cru seulement, & par les mains de leurs domestiques, dans leur maison Seigneuriale. Ce qui cesse néanmoins en trois cas : Le premier quand le titre du Seigneur porte, qu'il pourra vendre d'autres vins que de son cru. Le second, lorsque dans le lieu de la Bannalité il n'y a point de vignes ; & le troisième quand le Seigneur a le droit de ban à vin à cause de sa haute justice. Et ce droit ne peut régulièrement être affermé, cédé, ny transporté à personne, suivant l'art. 102. de la Coutume du Maine, & 102. de celle de Touraine : ny le Seigneur qui en jouit ne peut point empêcher que les hosteliers qui demeurent en sa Bannalité, ne vendent en détail du vin à leurs hôtes & aux passans. Mais en Dauphiné le Ban à vin peut être cédé & affermé selon Mr. de Salvaing dans son traité de l'Usage des fiefs, chap. 65. p. 341. Vid. Chopp. in Consuet. Andeg. lib. 2. tit. 1. n. 7.

BANDIER.] La Marche, art. 319. Qui a le droit de Bandie.

Promulgatio etiam futuri matrimonii, quæ in Ecclesia fit, appellatur BANNUM. Longobardico aut Francisco vocabulo, cap. 27. de sponsalibus, cap. 6. *Qui matri. accus in decretal. Quæ conjungenda sunt, & sunt ad Episcopum Belvacensem; atque ex eis constat hunc morem originem duxisse ex Gallicana Ecclesia.* Bannitum jejunium in Concilio Salegundensi cap. 15. *Interdum etiam BANNUM significat mulctam quæ erat 60. solidorum, ut in lege Anglorum tit. 11. Saxonum tit. 2. & lib. 3. legis Franciscæ cap. 4. & 60. lib. 4. cap. 17. 43. 96. 97. 98. Et in cap. 14. 18 35. ejusdem libri 3.* HERIBANNUM est mulctæ quæ principi debetur. Et in cap. 40. lib. 3. legis Franciscæ. *Ad placitum banniri, aliud est quàm in tit. 1. legis Salicæ. & in cap. 45. ejusdem libri 3, legis Franciscæ, & lib. 4. cap. 88 Ad Mallum manniri, quod est in jus vocari, ubi & possessio & res in bannum mitti dicuntur, quibus manus injicitur; & illud constat ex cap. 12.*

Quant au temps que dure ce droit, il est différent selon les différens lieux. En quelques endroits, il est de quarante jours; en d'autres d'un mois seulement & à Châteauneuf en Berry, ce mois est celui d'Aoust; aux Aix aussi en Berry, c'est le mois de May; & pareillement dans le Bearn, où le *Ban-vin*, ou *Ban à vin*, étoit autrefois appelé par cette raison *Maiado, Maiencque, & Maiesque*: noms qui ont été depuis donnez à la redevance annuelle que les habitans payent à leurs Seigneurs, pour la suppression de ce droit.

Il faut encore remarquer que les Seigneurs qui vendent ainsi leurs vins, ne payent point le droit de huitième, s'ils sont Gentilshommes ou Ecclesiastiques. Voyez Mr. Salvaing au lieu marqué cy-dessus. Mr. de Marca dans son histoire de Bearn, liv. 4. chap. 17. pag. 315. 316. Mr. Pirard dans son recueil p. 317. Brodeau sur l'art. 71. de la Coutume de Paris, num. 36. 37. 38. 40. & voyez *Ban de vendanger & Droit de ban à vin.*

Constitutionum Caroli magni . que addita sunt legibus Longobardorum.

FOUR BANDIER.] La Marche art. 314. 316. Molin, tor, ver, & autres choses BANNIERES: Artois art. 52. Molin BANNERET. Lille tit. 1. art. 72. Four Banal & V. Molin Banquier.

BANDIMENT.] Sole, tit. 10. art. 8. tit. 29, art. 28.

Quand le Seigneur Justicier ou de fief, fait proclamer & crier par un de ses sergens, les heritages ou biens meubles être saisis par luy comme vacans, ou par defaut d'hoir; ou lors que le Seigneur fait sçavoir à tous les sujets, de luy payer ses rentes. Ou quand les heritages sont en faisie, criées & subhastations, & qu'il y a main-mise de Justice sur meubles ou heritages, & la chose qui est saisie ou arrêtée est bannie: Bayonne, tit. 14. art. 4. 15. Ou quand l'on fait publier le procez d'interdiction de biens: Bretagne, art. 520. 521. 522.

* B A N D O N.] Bestes à Bandon: Orleans, art. 156. sont des bestes sans garde. Voyez la Coutume de Nivernois, chap. 17. art. 6. Voyez *Temps de Bannon*.

BANLIEUE.] Paris, art. 85. 86. Clermont, art. 1. Troyes, art. dernier, & en l'inscription de la Coutume de Laon en Vermandois. Coucy, art. 2. S. Omer, art. 18. S. Paul art. 13. & autres sous Artois: Boulenois, articles nonante-neuf. Boulogne, articles 1. 2. 6. 12. 14. 15. 17. 18. & dernier. *Estapes*, article 1. 2. 3. & suivans Vuissent, art. 1. 4. 5. 6. Peronne, art. 86. & 91. Doulents, art. 2. & en l'ancienne Coustume d'Auxerre, art. 3. 9. & en l'inscription des Coutumes de Lille, & en l'art. 93. Orleans, art. 323. & en l'art. 1. 4. 10. 15. de la Coutume locale de la ville d'Amiens. La ville & Banlieue de Bethune en la Coutume du lieu de Calais, és usances particulieres de ladite ville. Les Banlieuës & Eschevinages des villes: Monstrelet au second volume en la Chronique de l'an 1435. *Sic enim legendum est*. BANLIEU: au chap. 18. 23. 26. 28. du styl de Liege; Cambrai, tit. 5. art. 2. tit. 25. art. 3. 4. 7. Valenciennes art. 8. 31. 33. 34. 40. 59. 65. 66. 69. 73. Namur art. 28. 86. Qui est hors la cité.

Est jurisdictio & coercitio urbis extra murum: qua de re Hyginus, cum tractat de conditionibus agrorum, & jurisdictione Coloniarum: C'est l'étendue, l'enclave, le détroit, la septaine, ou jurisdiction du Juge ordinaire d'une Ville ou Prevôté Royale, dedans laquelle il peut faire Bannir & proclamations: C'est la lieue à l'entour d'une ville, dedans laquelle le Seigneur de la ville a droit de ban & justice. Quod Ivo Episcopus Carnotensis Episto. 138. appellat Bannum leuge. Stokida est originis ratio quam Perionius profert. La Ville & Ban de Sedan: és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 367. La Ville & banlieue de Tournay, quand Boutilier traite de la complainte possessoire: *Quidam interpretantur*

Præsidatum, quæ vox extat in Constit. Sicilia lib. 1. tit. 85. & primum lapidem vel territorium. Ville & banlieuë: Blois art. 258. Menetou art. 19. Præsidatus dicitur, ut Justitiariatus, Camerariatus à Frider. Imp. Rege Sicilia lib. 1. tit. 94. id est territorium Justitiariorum & Camerariorum, & in legibus Francicis, Comitatus significat territorium Comitum: Missaticum, Provinciam Missorum dominicorum: Sic facilius cujusque rei in unum contracta species oculis animisque inhaeret.

BANLIEUE de MOLIN.] En la Coutume locale de S. Genou en Touraine: Anjou, art. 14. 16. S. Jean d'Angeli, art. 7. Bretagne, art. 377. & suivans: le Maine, art. 14. 16. Grand Perche, art. 25. & à la fin du Procès verbal quand il parle des Molins banniers du Baron de Loigny. La Marche, art. 311. 315. Angoumois, art. 29. Poitou, art. 34. 38. 39. 40. & ailleurs: Et au livre de l'établissement du Roy pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans.

Signifie l'étendue, & la lieuë au dedans de laquelle les sujets sont tenus mener moudre leur bled au Molin bannier. Par la Coutume de Bretagne, art. 383. la Banlieuë du molin à bled contient six vingts cordes, chacune corde six vingts pieds, assise par six vingts fois: voyez la diction **LIEUE**. *A plerisque autem observatum est leugam Gallicam continere mille & quingentos passus Romanos: aliis duo millia passuum.*

Forest ou bois **BANNAL.**] Duché de Bourgogne, art. 120. 121. Comté. art. 57.

Four, Molin, Pressoir **BANNAL**, ou **BANNIER**, ou à **BAN.**] Paris, art. 14. 71. 72. Sens, art. 200. Estampes, art. 9. Mont-fort, art. 11. Mante, art. 2. Laon, art. 149. Chalons, art. 152. Reims, art. 43. Boulenois, art. 56. Artois, art. 61. Hesdin & saint Paul sous Artois. Nivernois, tit. 18. & tit. 37. art. 16. Bourbonnois, art. 303. 337. 338. 542. Tours, art. 7. 9. 16. 22. 49. 50. 261. 295. Chateau-neuf, art. 11. Chartres, art. 11. 12. Dreux, art. 8. Auxerre, art. 54. Et es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 569. Angoumois, art. 29. 30. 31. 88. Normandie, chap. 15. Blois, art. 143. 241. Lodunois, chap. 1. art. 12. chap. 2. art. 11. chap. 27. art. 5. chap. 28. art. 3. Anjou, art. 23. Le Maine, art. 24. Romorantin, 2. S. Aignan, art. 14. Leuroux, art. 4. Poitou, art. 47. S. Jean d'Angely, art. 6. 95. Peronne, art. 14. Grand Perche, art. 3. 9. Tremblevi, art. 1. La Marche, art. 215. Berry, tit. 16. art. 1. & 2. tit. 19. art. 31. Dourdan, art. 5. Lorraine, tit. 8. art. 5. & au Cayer de la nouvelle Coutume. Voyez **BANNEE**, & **Molin BANQUIER**.

RIVIERES BANNALES.] Troyes, art. 179. Chalons, art. 110. Vitry, art. 121. Duché de Bourgogne, art. 121. Nivernois, tit. 16. art. 2. & 3.

Qui sont en propriété, & que l'on baille à ferme & cense. **RIVIERE**,

D E C E N S E, en la Coutume de Haynaut, chap. 103.

B A N N A L I T É.] Paris art. 14. Dourdan art. 5. Sens art. 200. Montfort art. 11. Mante art. 2. Laon art. 149. Chalons art. 152. 153. Reims art. 43. Auxerre art. 54. & és Ordonnances de Sedan art. 569. **B A N N A L I T É**] Tours, art. 102. [**B A N N A L I T É** de Four, de Moulin, ou Pressoir.] Lorraine, tit. 6. art. 5.

B A N N A R S.] Comté de Bourgogne, art. 56. ou Banuars. Lorraine tit. 8. art. 3. tit. 15. art. 12.

Sont Messiers, qui sont commis à la garde des fruits de terre, après que les **B A N N I E S** ont été ordonnées, pour défendre les fruits de l'année, du pascage & vaine pasture.

B A N N E ' E, & sujection de moudre en moulin bannier, & **D R O I T D E B A N N E ' E**.] Ponthieu art. 96. 97. 98. saint Paul sous Artois, art. 60. Amiens, art. 240. En laquelle Coutume de Ponthieu ce droit est exppliqué Droit de **B A N N E ' E** de Four ou Moulin.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 101. Ponthieu, art. 82.

Chevalier **B A N N E R E T**, ou à **B A N N I E R E**, ou de **B A N N I E R E**, Dame **B A N N E R E T T E**.] Aux anciennes Ordonnances du Châtelier de Paris l'an 1485. au titre du Geolier, & souvent és anciennes histoires & Annales de France, de Flandres, & d'ailleurs, & és anciens Arrests de la Cour de Parlement à Paris au styl de saint Marcellin, art. 7. 18. 19. 21.

L E S B A N N E R E T S sont les vassaux qui peuvent lever Banniere, Etendart, Cornette & compagnie de gens, & qui doivent servir avec Banniere selon la condition de leurs fiefs, ou qui portoient les Bannieres en une armée. En un Arrest de Paris du 23. Février 1585. le Chevalier Banneret est appelé *MILES VEXILLATUS*: & au Playdoyé du Comte de Laval des 3. & 7. Juin 1400. Un Banneret qui avoit levé Banniere est appelé par mocquerie, le Chevalier au drapeau quarré. Et appert par un Arrest de Paris donné à la Pentecoste 1290. que quand les Gentilshommes d'Auvergne, allans à l'arriereban sortoient du Comté d'Auvergne, le Chevalier bannier avoit pour gages par jour 20. sols, l'autre Chevalier 10. le sergent à cheval & armé cinq sols. Le Chevalier **B A N N E R E T** avoit en la guerre de soulde accoutumée vingt sols par chacun jour, le simple Chevalier dix, l'Ecuyer cinq. C'est plus de porter **B A N N I E R E**, & ses armes en quarré, qu'en forme d'escusson: Poitou, art. 1. & le Baron porte sa Banniere à penons & queuës. *Bandum signum est & vexillum bellicum: Suidas, Paulus Varnefridus de Gestis Langobardorum lib. 1. cap. 13. aliàs 20. Signa, banda, ut legendum videtur in can. Constantinus. distinct. 96. unde Bandophori apud Procopium lib. 2. de bello Vandalico, & alios auctores.* A Fribourg & ailleurs les **B a n d e r e t s** sont les Capitaines des quartiers de la ville: ou bien les **B a n**

nerets sont ceux d'entre les vassaux auxquels les plus nobles fiefs seculiers étoient conferez par la banniere, *per vexillum*, en signe d'investiture, comme les autres fiefs par le baston. Le Chevalier *Banneret* entre nos anciens François étoit autre que le Baron, que le Chevalier simple, ou Bachelier, que l'Ecuyer. Aucuns fiefs s'appelloient *Bannieres*, *que erant vexillorum feuda*. Et au plaidoyé fait en Parlement à Poitiers le 27. Aoust, 1432. est narré, que les habitans de Poitiers sont sous la banniere du Vicomte de Chastelheraud. Et en un Plaidoyé du 27. Février 1447. est narré, que le plus grand vassal & premier du Comté de Poitiers, est le Vicomte de Thoars, qui a sous luy 32. *Bannieres*, comme du Tillet a recueilli.

Rastal dans son livre qui a pour titre, *Les termes de la ley*, parle ainsi des Bannerets. *Banneret est un Chivaler fait en le campe ou le ceremony del amputer le point de son standart : & feasant ceo si comme un Banner. Et tiels sont allouves pur display leur armes en un banner en le army-le Roy, comme Barons font. Et que tiels fueront prochains as Barons en dignity, appier pur le statute faite en le cinquiesme an de R. 2. stat. 2. cap. 4. par quel statute semble que tiels Banerets fueront anciennement appels per summons al Parlement.*

L'ancien Geremonial composé par un Herault d'un Duc de Bourgogne, dont j'ay lu un Manuscrit de la bibliotheque de feu M. Jean Baptiste Hautain Conseiller au Châtelet, & dont une partie est imprimée à la fin des Gestes Romains de Robert Gaguin.

Quand un Chevalier ou Ecuyer a la terre de quatre bacelles, le Roy luy pent

BANNERIE ou **BENNERIE**.] Qui est basse Justice, dont parle l'ancienne Coutume du Perche, chap. 2.

Les BANNEROTS des Parroisses.] Es Ordonnances de Mets.

BANNI.] Auxerre, art. 27. 248. Anjou, art. 148. 149. Grand Perche, art. 10. Auvergne, chap. 29. art. 2. & 3. La Marche art. 339. Bretagne, art. 659. Sedan, art. 203. Monstreul, art. 48. Et en la Coutume locale de saint Sever, tit. 1. art. 25. tit. 11. art. 4. Valenciennes art. 142. & suivans : où il faut noter le bannissement de cent ans & un jour.

Extorris, iēp. & os exul, φυγὰς bannitus; exilio damatus, loco & solo patria

bailler banniere, à la premiere bataille où il se trouve; à la deuxieme il est Banneret, & à la tierce il est Baron. Et ensuite, Quand un Chevalier a longuement servy, & suivi les guerres, & qu'il a terre assez tant qu'il peut tenir cinquante Gentilshommes pour accompagner sa banniere, il peut licitement lever Banniere & non autrement, car nul autre homme ne peut porter banniere en bataille s'il n'a cinquante hommes d'armes, & les Archiers & les Abalestriers qui y appartiennent, & s'il les a il doit à la premiere bataille où il est aporter un pennon de ses armes, & doit venir au Connetable, ou aux Marschaux, requerrir qu'il soit Banderet, & se il luy octroyent, doivent faire sonner les trompetes pour tesmoigner, & doit-on couper les queues du pennon, & lors la doit lever & porter avec les autres au dessus des Barons. Voyez la 9. dissertation de Mr. du Cange sur Joinville.

patria sue pulsus : quem ex solem antiqui dicebant , ut ex Cneio Cornuto & Cefellio refert Cassiodorus libro de Orthographia. Exterminatus in perpetuum , vel ad tempus : Abterminatus , eliminatus , amandatus , patria prorelatus , ut ex Turpilio refert Nonus ἀποπορθῆναι ἢ τοι ἐξοπανιοθεῖς ut est in veteri glossario. Relegatus aut deportatus Bannit ou confiné. Bannitus exul lat sine capitis diminutione extra civitatem vel provinciam suam. Plus est deportari quam relegari. A nostris deportatio distinguitur a relegatione , παρρηγοῦναι ἀπὸ τῆς ἐξορίσεως , ἀπὸ λίδες autem sunt sine civitate l. 17. Dig. de pœnis l. 1. par. hi quibus. de legat. 3. l. 10. §. si per pœnam de in jus voc. Ne dicas cum Alciato παρηγοῦν , lib. 2. cap. 2. ab abanatione Bannitos dictos , nec Bannum tubam significat. Et observandum est exilibus tecto , aqua & igni interdici solitum : adhuc enim videbatur nefas quamvis malos tamen homines supplicio capitis afficere. Lactantius lib. 2. cap. 10. Porro qui in insulam deportatus , vel relegatus is est quem vulgò dicimus Banni & confiné. Civitatem amittit is qui deportatus in insulam , vel cui aqua , tecto & igni olim interdicebatur , & peregrinus fit , patiturque mediam capitis diminutionem : Civitatem amittit , non libertatem : At relegatus civitatem retinet. Deportatio fit semper in perpetuum : Relegatio plerumque ad tempus : deportati bona tacite publicantur : Relegati non item , nisi specialiter per sententiam bona fuerint adempta ut fit interdum : ideoque relegatus habet testamenti factionem , deportatus non item. l. 8. qui testam. facere. l. 5. de rebus dubiis l. 7. par. 1. de interdictis & relega. Deportatio fit semper in insulam aut alium certum locum : relegatio non semper. Eandemque differentiam Aristophanis interpres ponit inter φυγὴν & ὁρεγκισμὸν Deportatio successit in locum interdictionis aqua , ignis , tecti , ex lege Augusti. Dio. 56. l. 2. digest. de pœnis.

CONTRATBANNI.] Beragne art. 324. Qui a été public en justice, ou en la Cour du Seigneur.

L'OSTBANNI.] Normandie chap. 44. Quand les vassaux sont appelez pour aller en guerre, quand le Prince fait crier & convoquer ceux qui sont rehus luy faire service en guetie à cause de leurs fiefs. Bannum est edictum sive citatio & denuntiatio qualibet : Banna numerantur inter jura dominica in cap. 13. de præscription. id est jus edicta proponendi. Ludm. stolidè qui hujus vocis etymon petunt ex τὸ βῆναι Hoc significat exercitum : itaque Heribanum est citatio ad delectum exercitus , est edictum , delectus , ut Livius loquitur. Sed & bannus significat pœnam vasalli edicto non obtemperantis , & ad delectum non respondentis : ut Gregorius Turonicus lib. 5. cap. 26. refert Chilpericum Regem bannos exigisse ab idis qui in exercitum non ambulassent. Hæc autem pœna à Friderico Imp. taxata est sub dimidia parte feudalis redditus annui , ut constat ex lib. 5. Feudor. & ex tit. 49. li. 4. Feudorum. Et antè Fridericum Carolus definitat quantitatem

Heribanni libro 3. legum Longobardorum, peritissimus Cujacius in praefatione Feudorum. A present la contribution accoustumée est de cinq sols pour livre du revenu annuel du fief sujet au Ban & Arriereban; d'autant que le service ordinaire n'est que pour trois mois. Curius Dentatus, cum delectum haberet, ejus qui citatus non responderat, bona primus vendidit, in Epitom Liviana lib. 14. Sed & villa ejus qui ad delectum non responderat diruta est, arbusa succisa sunt. l. 20. dig. Communi divid. Cujus indignationis exemplum est apud Halicar. lib. 8. etiam adnotante Cujacio obser. 13. cap. 29. A jure ordinario contumacia coercetur captis pignoribus, & multa. Ex militia Feuda originem habent, & initio militibus tantum concedebantur, ut parati essent ad subeunda militie servitia, qua feudis coherent. Itaque à Cornelio Tacito vassalli appellantur Comites, quia coguntur bello sequi dominum: Idque vel satis constat ex constit. Lotharii de Feudis non eligend. de qua sic cecinit Guntherus lib. 8. Ligurini.

*Publica militia vassallus munera iusta
Non renuat, dominique libens in castra vocatus
Aut eat, aut alium pro se submittat iturum
Arbitrio domini, vel quem laudaverit ille
Compenset, redimasque suum mercede laborem.*

Roma de suo quisque functus est munere militari, antequam miles stipendium de publico acciperet. Livius lib. 4. & anno 352. equiti certus numerus aris est assignatus, tum primum equis merere equites ceperunt, Idem lib. 3. De Banno & Heribanno quaedam etiam observat P. Pirbaeus lib. 2. Adversariorum, cap. 20. Hotomanus de verbis Feudalibus Aucunes villes & Officiers sont exempts par Privileges des Rois du Ban & Arriereban, sans qu'ils soient tenus d'y aller ou envoyer, ny payer finance pour leurs fiefs. Les vassaux doivent servir leur Seigneur en guerre par quelques temps sans solde, à cause des fiefs dont ils jouissent: aussi ils sont differents des soldats ou Soudoyers, qui à nostris appellantur Solidarii, Henry Roy d'Angleterre a octroyé à ceux de Bourdellois qui sont sujets au Ban & Arriereban, de ne pouvoir être contraints de porter les armes en guerre hors la Senéchaussée, & dans icelle plus de quarante jours Sed ad ordinem revertendum est. Voyez Arriereban.

BAN NIE,] Tours, art. 21, 75. Lodunois, chap. 1. art. 24. 22. chap. 2. art. 7. Anjou, art. 442. Bretagne, art. 21. 140. 239. 302. 306. 311. 321. 579. & au titre quinziesme.

Le temps des BANNIES.] Chaumont, art. 104.

C'est le temps auquel les prairies sont défendues, & que l'on n'y peut mener bestail: auquel article 104. il faut lire, Où l'on a accoustumé. Les BANS de Mars & d'Aoust: Boullenois, art. 40. Artois art. 48. Lille titre premier art. 8, 13. & en la Coutume particulliere du Bailliage

de Sens sous Artois ; lesquels le Seigneur Vicomte peut faire pour la garde, conservation ou levée des fruits de l'année, & dont il est traité en la Somme rurale.

ESPAVE BANNIE.] Le Maine art. 163. Anjou, art. 156.

VIGNES étant en BANNIE.] Nivernois tit. 13. art. 1.

* BANNIER.] C'est en Bresse celui qui est établi à la garde des vignes. Voyez M. Revel sur les statuts de Bugey. pag. 419.

Sujet BANNIER de fourrier au four de son Seigneur.] Ponthieu art. 95. comme en la Somme rurale il est fait mention du four Bannier des Abbé & Religieux de Breteuil ; & est traité de ce droit de Banniere, ou Bannerie. [BANNIERS] Ponthieu art. 96. 97. Boullenois art. 56. Artois art. 61. Sont les sujets qui sont tenus moudre au molin Bannier, & qui sont sujets au Ban du Seigneur Bannier, & à la Bannie du Four ou du Molin. Nivernois tit. 18.

BANNIERE.] Voyez Chevalier BANNERET. (La BANNIERE lance de Bethune :) au chap. 16. de l'ancienne Chronique de Flandres.

* Porter BANNIERE.] La Coutume de Poitou article premier. Et peut (le Seigneur, Comte, Vicomte ou Baron) en guerre, on en armoirie, porter ses armes en quarré, ce que ne peut faire le Seigneur Châtelain, lequel seulement les peut porter en forme d'Ecusson.

Anciennement l'Enseigne du Chevalier Bachelier étoit appelée Pennon ou Pennonceau, & cette Enseigne avoit des queues : lorsque le Chevalier Bachelier levoit banniere, & devenoit Banneret, on coupoit les queues du Pennon, qui par ce moyen devenoit quarré, & qui étoit ensuite appelé Banniere, & ainsi porter ses armes en quarré, en guerre & en armoirie, étoit beaucoup plus, que de les porter à queues ou en forme d'Ecusson. Voyez les notes sur les mots Bacheliers & Banneret.

BANNIER.] Melun, art. 1. Auxerre, art. 1. Senlis art. 98. Hainaut, chap. 11. 106. 109. Mons, chap. dernier. Tours, art. 59. Lodunois chap. 1. art. 1. Grand Perche, art. 10. Blois, art. 17. Bourbonnois, art. 2. Poitou, art. 1. Voyez Banni & Bannissement.

BANNIER.] Les heritages ou biens meubles vacants par BAN de huitaine, quinzaine & quarantaine. Touts, art. 25. 26. 44. Lodunois, chap. 1. art. 21. & 22. chap. 2. art. 6. Anjou, art. 442. Le Maine, art. 493.

BANNIER le trefor trouvé en terre ou autre chose.] Bretagne art. 46. 47. ou l'acte de cession de biens, Bretagne, art. 681.

BANNISSEMENT.] Senlis, art. 98. Nivernois, tit. 1. art. 15. tit. 2. art. 1. Haynaut, chap. 15. Anjou, art. 148. Bretagne, art. 619. &

en l'art. 19. de la Coutume locale de la ville d'Amiens. Monstreul, art. 48. & en l'Edit de François I. de l'an 1528. art. 4. Et en la Coutume locale de S. Sever tit. 1. art. 26. Bayonne tit. 25; art 1. 2. 5. Cambray tit. 22. art. 10.

Cum reo interdicitur certo loco, certave provincia, Relegatio, Exilium, ἔξοπισμός, ἀποκισμός, ἔξοπα, ἀποφυγία, ἔξοπακισμός, Bannum, Bannitio in Constit. Neapolita, & Siculis lib. 2. tit. 1. 3. 4. Et ce BANNISSEMENT a lieu non seulement pour crime ou excez, mais aussi en matiere civile, quand un debiteur défaillant & contumacé par trois défauts n'a biens suffisans pour payer la somme dûe. La Bout tit. 15. Exilii nomen comprehendit deportationem & relegationem: l. 4. par. temporarium, de re militari: Sed relegatio improprie dicitur exilium l. 2. de publicis judiciis l. 4. in principio. Si quis captio l. 5. de interd. & releg. Ovidius dicebat se re legatum, non exulem.

TEMs de BANNON.] Normandie chap. 8. Auquel les bestes peuvent aller communément par les champs sans Pasteur.

* *Aucunes bêtes sont neanmoins qui n'ont point de banon, ains doivent être gardées en tout temps, & les dommages qu'ils font doivent être rendus, si comme sont chievres, qui mangent les bourgeons de vignes, & la croissance des arbres, & porcs qui fouillent les prez & terres semées, toutes autres bêtes mal-faisantes qui toujours doivent être gardés, & les dommages qu'elles font doivent être restauvez. Anc. Cōût. de Normandie chap. 8.*

BANQUAGE.] Lodunois, chap. 9. art. 1. & en l'ancienne Coutume de Touraine, chap. premier. Voyez Molin Banquier.

BANQUAGE du Seigneur,] Tours art. 11, 12, Lodunois chap. 1. art. 7. & 8. ou BANNAGE; Peronne art. 15. 16. Bourbonnois art. 544. ou Bandie: La Marche art. 314. & suivans. Voyez Molin Banquier.

BANQUE, BANQUIERS.] Es Ordonnances Royaux, sont ceux qui font fait de banque ou de change, *Argentarii, Trapezite ἀργυροπράται argentarii mensa exercitores mensarii, mensularii, nummularii, collectarii, argenti distractores: Philippo autem Valesio regnante trapezita Longobardi & Itali proscripti sunt à Francia ob immanes usuras,*

BANQUEROUTIERS.] Qui ont fait faillite, *χρηόχρητοι, eversores, qui foro cesserunt clausa taberna quam in foro publico habebant. l. 7. dig. Depositi. l. ult. Dig. de curat. bonis, & decoxerunt. Vetust Glossarium etiam ambronem & decoctorem interpretatur φαραν & decisiones χρεῖν ἀποκαταλέγειν. Non expediunt, sed conturbant rationes, qui solvendo non sunt Decoctores bonorum suorum, si sua auctoritatis essent, Catamidiari in Amphiteatro, & dimitti jussit Adrianus, inquit Spartianus. Statutis etiam votis Roma, libro primo cap. 161, qui ad cessionem bonorum vel ad inducias quinquennales admissus est publice & palam biretum viridis in*

capite deferre debet. Sed & moribus Mechlinensium tit. ult. qui bonis cessit pro infami habetur: quod jus repugnat l. 11. cod. ex quibus causis infamia. Sanè res non caret suggillatione aliqua, cum quis in foro sub creditoribus cadit, cum res ejus omnis jam ad medium fracta est, ait Horatius I I. Sermo. Satyra 3. A Luques & ailleurs celui qui a fait cession de biens, devoit porter un chapeau ou bonnet orengé: & par la Coutume de Laval un bonnet verd. Hos Cicero pro Sylla, appellat patrimonio naufragos, & in Philipp. 13. Creditorum fraudatores, disruptos, dirutosque: Apuleius apolo. I I. creditoribus defæneratos. Quis autem decoctori pecuniam credet? Seneca 4. de Benefic. Res alienum meum novi: Hoc equidem cum eo creditore contraxi, cui decoquere non possum: Idem in libro de remediis fortuitorum, & alibi passim: Cujus scriptis audaculi homines violentas manus adposuerunt, & mirum est de istis varia extare testimonia & judicia Suetonii Taciti, Columelle, Quintiliani Gellii, Hieronymi, & recentiorum: Ceterum Plinius lib. 33. capite 10. refert eum qui primus cognomen Divitis acceperat, decoxisse creditoribus suis: quod de Crasso refert Valerius lib 6. cap. 9 (Il y a de la difference entre la Banqueroute & la Faillite.) Voyez Faillite.*

Molin BANQUIER.] Lodunois. chap. 1. art. 3. & 5. chap. 2. art. 12. Et en la Coutume locale de Azai le ferron, de Buzançois, de Bauche de S. Cyran, de Lile Savari, & de Château-Regnault au Bailiage de Touraine: & au grand Coutumier li. 2. chap. 27.

Quand les sujets sont tenus de cuire, moudre ou pressurer, au four, molin ou pressoir de leur Seigneur, lequel les y fait appeler à cor & à cry: & hinc denominatio, non quòd molendinum sit publicum, vel publico serviens, aut publicis subditorum usibus, aut propter prohibitionem domini. Quelques Seigneurs aussi ont droit de boucherie bannière, & de TAUREAU BANNIER, pour saillir les vaches de leurs sujets, & dont ils prennent argent. Ce droit & plusieurs autres ont été usurpez sans aucun juste titre, par force ou crainte sur les pauvres sujets au profit des Seigneurs, qui en ont grandement abusé par le passé, & en abusent encore chacun jour en plusieurs lieux. Voyez le traité de l'Avocat Bacquet; de la Justice chap. 29.

B A N S.] La Rochelle, art. 17. Mons, chap. 50. Anjou, art. 147. 150. 442. Le Maine, art. 120. 453. Acs, tit. 8. art. 7. tit. 11. art. 9. tit. 14. art. 4. tit. 16. art. 3. S. Sever, tit. 1. art. 1. 2. 8. 15. 16. 18. tit. 15. Et en la Coutume locale dudit lieu, tit. 1. art. 16. Bayonne, tit. 14. art. 1. 2. 3. & suivans. Solle, tit. 10. art. 4. 7. tit. 29. art. 12. Bearn. tit. 22. Voyez Bandiment.

B A N S.] Edits, cris, & proclamations: Anjou, art. 45. le Maine, art. 52. Boulenois, art. 108.

Trois B A N S francs.] Namur, art. 28. 29. 30. 31. pendant les-
R iij.

quels l'on ne peut faire arrest de personne ou de biens , sauf les criminels , & les dettes contractées durant les B. A. N. s.

* *BANVARD S.*] Lorraine , tit. 15. art. 280. Sont des Messiers , ou des Jurez à la garde des bleds , & des fruits. Ce mot vient de *Ban*. Voyez Fabert sur cet article.

* *BAPTÊURES.*] Sont en Bresse les droits & les salaires de ceux qui battent les bleds. En ce pays , la nourriture des batteurs aussi bien que la nourriture des moissonneurs , est presque toujours à la charge du Granger & du Métayer ; mais leurs salaires se payent en bled , & se prennent sur le monceau , avant que le Propriétaire & le Granger ou le Métayer partagent. Ce droit s'appelle aussi *Affaneure*. Voyez *Messieurs* & M. Revel sur les statuts de Bresse & de Bugey pag. 266.

* *Villes BAPTICES.*] Hainaut chap. 105. art. dernier.

Sont proprement des villes qui n'ont point de commune. Beaumanoir chap. 4. p. 32. lig. 30. « Il ne convient pas quant communauté de
« ville fet Procureur , que li aucuns appellent établis , ou quans l'en fit
« aucune chose qui est necessaire ou convenable pour la ville , che qui est fet
« soit de nule valeur , pour cheque il ne tuit à l'accord ; ainchois souffrit cha
« les deux parties des gens & les miex souffisans sont à l'accorder. Car il
« ne convient pas ne l'en ne doit souffrir , que li menus , ne li plus poure
« puissent despecier , che que la greigneur parties , & li miex souffisant
« accorde , & che que nous avons de tiex établis qui sera fait pour comun
« de villes ; entendons nous pour villes. Bartheiches hors de comunes ;
« car les villes de communes ont leurs Maires & leurs Jurez , lequel sont éta
« blis pour la commune , & peuvent perdre & gagner selon la franchise qui
« leur est donnée par les points de leur charte. » Voyez cy-après *Bate
lerefchas*.

BAPTISER son appellation] Masuer au tit. 35. art. 29. quand l'appellant lors de l'appel interjeté declare son grief , & par devant quel Juge il entend appeler : Comme aussi nos Praticiens disent Baptiser possessions contraires , quant en cas de nouvelleté le defendeur propose & allegue les moyens de sa jouissance contre la complainte & moyens possessoires du demandeur : comme au proces verbal de la Coutume de Laon , Baptiser le jour de son appellation : L'Avocat le Coq en la question 157.

BARTISER grief apparent.] Au style du pays de Normandie & en la Coutume de la Bourb. tit. 9. art. 19. & tit. 12. art. 10. *BAPTISER* le temps , au second livre du grand Coutumier , chap. 28.

BAPTISER.] Signifie ordonner , taxer , comme aussi en la Coutume de Solle , tit. 27. art. 26.

Nos Praticiens n'ont point dû abuser de cette diction , non plus que du vocable *EVANGELISER*.

BARAT.] Normandie, chap. 41. c'est mensonge, oeruptele ou calomnie. *Barataria in statuta Romæ, libro primo, capite 16. 44. 46. 97 lib. 2. cap. 87.*

* **BARNAGE.** *Barnagium Brenagium.*]

Je me suis étonné qu'un personnage nourri en l'intelligence des droits advenus à nous & aux Rois d'Angleterre, ait réduit *Barnagium* à l'assemblée des Grands, signification vulgaire & étroite; & n'ait pas remarqué que c'étoit un Droit Seigneurial. *Barnage*, & *Bernage*, est un nom général désignant les Grands & vaillans, approchant la personne du Prince. Guillaume Guiard dit d'Orléans, qui vivoit sous le Roy Philippes le Bel en usa en infinis lieux.

Sans soi repentir de l'outrage,
Pourquoy le Roy & son Barnage,
Lui present qui por ce manderent
D'accord commun le commanderent.

Le Romand de Florimond dont l'Auteur vivoit l'an 1128.

Li Roy avoit moult gran tresor,
De & d'argent & d'or,
Et maintenant moult grand Barnage.
Grand terre avoit pour heritage.

Ailleurs: Qui est vòtre sens devenus
Tant aviez cuer de Barnage
De procès & de vassellage

Philippes Mousk sous le Roy S. Louis

Li Cuens Rolland & ses Barnages.

Dans le même Auteur B A R N E ' S

Huc le Grand, & les barnés de France
Le Roy & sa Baronnie
Si fit guerre par Arrame
A Pepin le Seigneur d'Austrie.

Baron & Barnage viennent de même source que Ber

Roman de Florimond,

Le Prince feu gentil & Ber

Le Roman de Rou,

Li Ber Quans de Poitiers qui Sire est des Gascons.

Philippes Mousk.

Uns, riches Ber, Quens, Palazins.

De là souvent dans les livres *Baronagium*, & *Barnagium*.

Mais l'effet du nom s'étend plus avant, & a un autre usage. *Barnagium*, est un Droit qui se payoit au Roy & aux Seigneurs à raison des feux, dont les Nobles & les Ecclesiastiques étoient exempts.

Dans le Chartulaire de S. Julien du Mans folio 15. il y a une patente de Guillaume Roy d'Angleterre par laquelle il comprend Bernagium sous le nom de Coutume. *Guillermus Dei gratia, Rex Anglorum & Episcopo Cenomanensi & R. Comiti Moritonii, & J. filio Ildeberti & R. Giffardo omnibusque aliis suis fidelibus, totius manus salutem. Notum sit omnibus fidelibus sancte Ecclesie tam presentibus, quam posteris me concessisse in elemosinam & restorationem illorum damnorum que per me, & propter me passi sunt Canonici sancti Juliani Deo, & sancto Juliano, & sancto Gervasio, & sancto Protasio, omnem terram sancti Juliani que est ultra Sartham omni tempore quietam de Vicaria & de BARNAGIO & de Marecalcia & de omnibus aliis consuetudinibus; illam terram scilicet quam habet sanctus Julianus infra quintam à civitate. Laudantibus & consentientibus Mathildi Anglorum Regina uxore mea, & Roberto comite filio meo. Testimano Rogeri comitis & Alani comitis & Osmondi Cancellarij, & Fulcoi Vicarii.*

Inter judicata curie Parlamenti Pentecostes an. 1225. Inquesta facta utrum Oliverius de Lormeior miles apud & Ludovicum de Goviis teneat feoda sive à Rege vel à Marescallo & utrum Marecallus habeat ibi Bernagium suum &c. Per ipsam justitiam, probatum est quod dictus Oliverius tenet de dicto Rege dicta feoda & est in homagium domini Regis; sed Marecallus habet ibi Bernagium suum per manum Domini Regis.

Parlamento octav. omnium Sanctorum an. 1262. Inquesta facta de mandato Domini Regis per Girardum Baillivum Aurel. ad sciendum utrum sit consuetum in Aurelia & in territorio de Mun, quod quum capitula, Religiosi aut Nobiles excolunt terras suas ad proprias carrucas & proprias expensas suas utrum inde reddant aliquod BERNAGIUM Domino Regi, aut non P. hujus modi capitula Religiosi ac Nobiles teneant ipsas terras ex dono alicujus aut tanquam hereditatem suam, aut tanquam acquisitas, ad sciendum etiam quod cum hujusmodi capitula Religiosi & Nobiles tradunt terras suas ad medietariam vel mediacionem utrum ipsi qui excolunt ipsas terras reddant inde Bernagium aut non: milites, capitula, religiosi, non tenentur solvere Bernagium de propriis terris suis que redeunt ad manus ipsorum.

Præterea cum diceret idem procurator quod per manum capituli debebat Rex habere Bernagium suum in terra ipsorum vel saltem in presentia servientium ipsius capituli ad hoc specialiter vocatorum propter fraudes & malitias quas servientes Regis in levatione ipsius Bernagii sæpe committunt, sicut dicebat gentibus Regis contradicentibus; quod per servientes Regis fuerat levatum nec unquam fuerat servientes capituli ad hoc vocati propter quod dicebant ipsum capitulum super tali non debere audiri; quia idem procurator confessus fuerat quod per gentes Regis levatum fuerat usque nunc determinatum

determinatum. Fuit quod per gentes Regis levaretur ipsum Bernagium nec ad hoc servientes capituli vocarentur.

Parlâmento Pentecostes 1261.

Conquerebant capitulum Aureliania, quod servientes domini Regis alium levabant Bernagium domini Regis, quam quod deberent in terra ipsius capituli quia levabant ipsum Brenagium per fores ex quo terra ipsa plurimum gravabatur. Ad hoc respondebatur pro Rege, quod cum alias conquesti fuissent domino Regi illi qui debebant hujusmodi Brenagium quod indebitè levabatur, Dominus Rex misit quondam Archidiaconum ejusdem Ecclesia, & Abbates qui super hoc inquirerent veritatem, qui facta inquesta, determinaverunt per fores de cetero solvatur, & auctoritate Regia litteras patentes inde fecerunt propter hoc capitulum ipsum, super tali non debebat audiri; tandem petito à Decano Aurelian. Procuretor ipsius Capituli, utrum super tali vellent jus audire, ipso dicente post multa verba, quod sic, præfatis litteris diligenter inspectis judicatum fuit quod ipsum Brenagium levaretur per fores secundum tenorem hujusmodi litterarum.

Parlam. Candel. 1274.

Probatum fuit per confessionem Procuratoris Decani & Capituli sancti Aniani Aurel. per inquestam super hoc factam, quod est in possessione percipiendi & levandi Bernagium seu taxamentum ab hominibus manentibus in in terra dicti capituli apud ... & ideo judicatum est quod dictus in saisina hujusmodi remanebit. Maître Galland.

B A R O N.] Vitri, art. 24. 55. Boulenois, art. 15. 16. 17. 20. Comté de Bourgogne, art. 66. ancienne d'Auxerre, art. 97. Montargis, chap. 1. art. 66. Tours, art. 6. 42. 46. 70. 71. 72. Lodunois, chap. 2. art. 4. chap. 6. art. 1. 2. 3. Anjou, art. 47. & suivans, le Maine art. 54. 55. 56. *Quibus moribus tractatur de ejus imperio & jurisdictione, ut & in Summarurali, in qua appellatur BER: Que vox extat etiam in antiquis historiis. & scriptis praxeos. & statutis hujus regni, li BERS, Hault BER en l'histoire de Ville-hardouin, & souvent au livre de l'établissement du Roy pour les plaids des Prevôts de Paris & d'Orleans. Fief de Hault Ber, qui relève immédiatement du Roy. Autres écrivent de hault bert. Ber signifie Baron ou Seigneur.*

Barones inter nobiles sunt optimates, & procures Vassi dominici, homines vel vassalli regii, & capitanei regni. que nos anciennes Constitutions, Histoires & Chroniques appellent BARONS de France, qui faisoient feaulté au Roy, comme les BARONS d'Allemagne & d'Angleterre.

BARONIE anciennement signifioit Seigneurie premiere après la souveraine du Roy, ayant toute justice & tous droits mouvans de la Couronne immédiatement, comme appert par les articles des diffé-

rents du Roy de France , & du Roy d'Angleterre Duc de Guyenne , dépeschez au Parlement de Paris de Toussaints 1281. Et par l'Arrest du Comte de Sancerre à la Nôtre Dame de Septembre 1259. du Tillet en ses Memoires, *Quidam malè existimant Barones greca derivatione sic dictos à gravitate vel fortitudine. In veteri Glossario, Baro arh.* La femme a son mary à Baron , comme parle l'ancienne Chronique de Flandres chap. 3. 8. 16. 28. 62. 69. 85. 113. & au livre 1. des tenures chap. 2. 3. 4. 5. livre 2. chap. 1. 10. livre 3. chap. 1. qui a été imprimé à Londres l'an 1557. & 1589. *Sed & vir uxorem dixit Dominam l. 14. in principio, De legatis 3. l. ult. De auro, argento leg. l. 19. par. 1. De annis legatis. In lege Salicæ tit. 34. accipitur pro mare, quod etiam observant Hotomanus & Pitæus l. C^m Mercenarii, etiam, qui serviunt accepta mercede, dicti sunt Barones, quid sint fortes in laboribus. Isidorus lib. 9. (origin. cap. 4.) Solam Barone cultore revirescit, ut legendum videtur in fine Panegyrici, qui dictus est Maximiano Augusto: unctis unperne spatiores gravius in glossario: Baro Germanis GRAP: nec dicuntur Barones quasi Banerones qui Bandonphori; Germanis Banner vexillum. Alii sunt Varones, id est bardi, stupidi, stulti. Lingua Gallorum Barones, vel Varones dicuntur servi militum, qui utique stultissimi sunt: Servi scilicet stultorum aiunt glossa & Cornutus in quintam Persii satyram: quam vocem Elias Vinetus restituit, & conjicit idem significare quod vox Baro Ciceroni, apud quem etiam Turnebus lib. 9. Adversa. cap. 2. Varones interpretatur Bardos, stupidos. Barones & rupices. Lucretio & Tertulliano de anima, quibus alimenta sapientia defunt. Hic heret Alciatus libro 5. Parergon. cap. 16. Etiam magnus vir in ordinem rogendus est.*

Soit que Baro vienne de β. *px*, gravis, ainsi que l'a crû M. de Marca lib. 3. Marc. Hispan. cap. 8. n. 6. dans les Loix Ripuaires, dans la Salique, dans celle des Lombards, & celle des Allemands, Baro se trouve toujours pour signifier homme; & selon Besoldus dans son Tresor sur le mot *Frenharven* pag. 269. n. 52. Baro a été fait de l'Allemand *Barén* quod sumitur pro liberis seu filiis, ce qu'il justifie Lex. Ripuariorum tit. 38. n. 12. *Quod si quis hominem regium tabulariam tam Baronem quam feminam de Mundeburde Regis abstulerit, sexaginta solidis culpabilis judicetur.* Lex Alamannorum tit. 76. *Si quis mortandit Barum, aut feminam qui qualis fuerit, secundum legitimum*

Viregildum novem geldos, solvatur, aut cum viginti quatuor xpo electos, aut cum octuaginta quales invenire potuerit juret; & ce mot selon Loyseau dans son traité des Seigneuries chap. 7. n. 43. conserve encore aujourd'hui cette signification dans quelques Provinces de la France, où l'on appelle Baron le fils aîné du Seigneur, du village, ce qui a pareillement lieu en Catalogne suivant la remarque de Fontanella Auteur du pays, dans son traité de pactis nuptialibus tom. 1. claus. 4. gloss. 10. où il traite au long de Barons. Las siete Partidas. 4. part. Ley. 6. Los feudos son de tal manera, que los non pueden los omes credar, assi como los otros creanentes. Ca magnen el Vassallo, que

terra fundo de Segnor' dinan fijos & fijas, quando muriere las fias non credaran ninguna cosa en el fundo ; ante los Varones , uno , o dos , o quantos , qui erque sean mas. Lo credan tota entemamente. E ellos fincan obligados de servir al segnor, por que lo dio assu padre en aquella manera ; que su padre lo avio a servir por el. E si por aventura fijos Varones non dexasse , & oviesse nietos de algun su fijo , & non de fija : ellos lo deven credar , assi como fante su padre , si fuesse vivo , &c.

Comme anciennement *Baro* signifioit un homme , nos Rois appellerent *Barons* leurs hommes , c'est-à-dire leurs vassaux ; car les vassaux dans nos Coutumes sont encore appelez *hommes* : & comme les vassaux du Roy tiennent le premier rang dans l'Etat , tout homme de grande naissance fut appellé *Baron* ; & *Barnage* ou *Baronage* signifia noblesse , courage , équipage. Capitul. Carol. Calv. tit. 18. apud Bonoilum tom. 2. capit. col. 77. *illa qua in verno palatio synodaliter prolata suscepistis , ea etiam qua in Sparnaco de Episcopaliis capitulis cum illustribus viris , & sapientibus Baronibus vestris observanda delegistis , sed & illa &c.* Guillaume Guiart dans la branche aux royaux lignages :

Mil deux cens soixante trois ans
Sans plus d'incarnation querre
Fist venir li Rois d'Engleterre
Des siefs qui à luy appartindrent

Tous les *Barons* qui terres tindrent.
Voyez la glose sur la preface de la Pragmatique p. 23. col. 1. à la fin de la dernière édition. Mais dans la suite , vraisemblablement parce que ce nom étoit devenu commun , & même si commun , que les bourgeois des grandes villes & entr'autres ceux de Bourges étoient appelez *Barons* , ainsi qu'on peut voir dans le chap. 46. des Cout. publiées par M^r. de la Thaumassiere part. 1. pag. 63. on ne le donna plus qu'à ceux qui avoient

levé bannière à quelque bataille , & qui s'étoient encore trouvez depuis à deux autres batailles ; ce que nous apprenons du passage suivant d'un ancien Cere monial composé par un Héraut d'un Duc de Bourgogne , dont une partie est imprimée à la fin des Gestes Romains de Gaguin. *Quand un Chevalier ou Esclayeur la terre de quatre batelles ; le Roy luy pent baillier banniere : à la première bataille , où il se trouve ; à la deuxième , il est banneret , & à la tierce il est Baron.* Touchant les Barons de Bourges , voyez M^r. de la Thaumassiere au lieu cité cy-dessus , & Loysseau des Seigneuries chap. 7. n. 44.

M^r. de Cange dans son Glossaire sur le mot *Baro*, remarque que dès le temps de S. Augustin on appelloit *Barons* les grands Seigneurs qui approchoient de la personne des Princes , & qui étoient à leur service , ce qu'il justifie par cet endroit du Sermon 48. de ce P^{er} ad fratres in Eremon : *Nam cum essemus apud Ostia Tyberina matre caritatis sociati , expectantes temporis tranquillitatem causa remeundi ad Africam , & gratia illius , cui terra & mare obediunt , compulsi à Pontiano prefecto viro clarissimo , qui de Roma ad nos videndum venerat , cum eodem iterum reversi fuimus Romam , ad intue dum diligentius edificia & opera paganorum , & ductus sum cum ceteris , ad videndum cadaver Caesaris in sepulcro , & vidi quod omnino esset livido colore ornatum , & putredine circumdatum , ventremque ejus disruptum , & verminum per illum catervas transientes prospexi ; duo quoque famelici in foveis oculorum pascebantur , crines ejus non adharebant capiti , dentes ejus apparebant , labiis consumptis , & revelatum erat narium fundamentum.* Et imitans martem christianissimum dixit : *Ubinam est Caesaris corpus praeclarum , ubi magnitudo divitiarum , ubi apparatus deliciarum , ubi multis domino , ubi cetera Baron-*

num., *ubi actus militum*, *ubi canes vel natio* &c. Et par cet autre endroit du Sermon 68. *Dic ubi Imperatores & Reges, ubi Principes aut Barones, ubi aurum & argentum ac ornamenta eorum* Mais il est tres-notoire, que ces Sermons ne sont point de St. Augustin, & qu'ils ont été faits par un imposteur.

Il faut encore remarquer que *Graf* ne signifie pas un *Baron*, comme Ragueau l'a avancé, mais un *Comte*, & *Graf* vient de *grasio* qui signifie la même

BARONIE.] Paris, art. 65. Melun art. 43. Estampes art. 38. Montfort art. 42. Mante art. 40. Senlis art. 34. Clermont art. 103. Vitry art. 60. Laon, art. 219. Boulenois, art. 6. & 15. Orleans art. 144. Tours art. 56. 73. 75. 129. 130. 294. 295. Lodunois chap. 6. art. 4. chap. 12. art. 7. & 8. chap. 28. art. 1. Anjou art. 47. 278. 496. le Maine art. 54. & 56. Bretagne art. 382.

C'est une dignité feudale qui est plus grande que celle du Seigneur Chastelain, & moindre que celle du Comte; en un Royaume il y a plusieurs Baronies. L'Auteur du grand Coutumier livre second chap. 27. écrit qu'au Royaume de France ne souloit avoir que trois Baronies, Bourbon, Coucy, Beaujeu: & l'auteur du Guidon des Praticiens au titre des Fiefs,

La Baronie, selon nos vieux Praticiens, est une terre où il y a toutes justices, ce qui a fait dire à Balde, que tout homme à qui le Prince a donné *merum mixtumque imperium*, peut prendre le titre de *Baron*, & l'Auteur du grand Coutumier de France liv. 2. chap. 27. pag. 183. leg. 2. écrit pareillement, que tout homme qui a haute-justice en ressort se peut nommer Baron.

Mais comme le Chastelain a haute, moyenne & basse Justice en sa terre, selon l'article 59. de la Coutume de Touraine, & l'article premier du titre 5. de celle du Loudunois &c. & de plus comme le Baron peut donner à son vassal, qui tient de lui à foy tous ces degrez de Justice, suivant la disposition de l'article 59. de la Coutume de Touraine, & l'art. 3. du titre 6. de celle du Loudunois &c. il faut dire en conservant toujours l'ancienne définition, que la

chose dans le chap. 3. des anciennes formules publiées par Monsieur Bignon, & dans les auteurs de la basse latinité. Les Allemans appellent le Baron *Freyerr*, *Banckherr*, & les Espagnols appellent le Comte & le Baron, *Ricosomes*, riches hommes. Las dicte *Pastidas* part. 4. tit. 26. loy. 10. *Ricosomes segund costumbre de Espagna*, son llamados los que in las otras tierras dizen **CONDES**, & **BARONES**. Vid. Bignon ad tit. 56. Leg. Salice.

Baronie est une terre, où il y a toute Justice, Marché, Chastellenie, peage & Lige ostage, meurtre, rapt & encis, & dont le Seigneur est inferieur au Comte & Supérieur au Chastelain. Les établissemens de France livre 1. chap. 24. 25. *Bers si a toutes Justices en sa terre, ne li Rois ne puet mettre ban en sa terre au Baron sans son assentement, ne li Bers ne puet mettre ban en la terre au Vavasseur. Bers si a en sa terre meurtre, & rapt & encis, tout ne l'eust pas onques anciennement &c.* Livre 2. chap. 36. *Nus ne tient de Baronie se il ne part de Baronie par partie ou par frerage, ou se il n'a le don don Roy sans rien resenir fors que ressort, & qui a marchée, chastellenie ou paage, & lige ostage il tient à Baronie &c.* Joignez Bouteiller dans sa Somme pag. 899. au titre du droit de Baron ou Auber.

Spelman dans son Glossaire remarque

qu'en Angleterre sous le regne d'Henry II. il y avoit deux cent cinquante Baronies : mais sous le Regne de Philippe Auguste ; il n'y avoit en France que 59. Barons, dont voicy la liste tirée du chartrulaire de ce Prince communiqué par Monsieur Chuppé.

B A R O N E S.

- 1 Delphinus de Alvernia.
- 2 Guido de Donna petra.
- 3 Guillelmus de Belli joco.
- 4 Iterus de Tociaco.
- 5 Archembaldus de Soliaco.
- 6 Odo de Dolis.
- 7 Dominus Castri Radulphi.
- 8 Dominus Montis Falconis.
- 9 Dominus Virfonis.
- 10 Dominus sancti Aniani.
- 11 Dominus Exoldunensis.
- 12 Vicecomes sanctæ Suzannæ.
- 13 Guillelmus de Rupibus.
- 14 Robertus de Perenaio.
- 15 Juhellus de Meduana.
- 16 Amalricus de Credonte.
- 17 Guido de Laval.
- 18 Vicecomes Thearsensis.
- 19 Guillelmus de Malleon.
- 20 Gaufredus de Lezignen.
- 21 Gaufredus de Castro Eraudi.
- 22 Dominus Castelli.
- 23 Dominus Montis fortis Amalrici.
- 24 Dominus Montis Morenciaci.
- 25 Dominus de Rupe.
- 26 Dominus Livriaci & Novi Mercati.
- 27 Dominus Nigellæ.
- 28 Dominus Cociaci.
- 29 Dominus sancti Vvalerici.
- 30 Dominus Piquiniensis.
- 31 Petrus Ambianensis.
- 32 Rogerus de Roseto.
- 33 Advocatus Betunæ.
- 34 Buticularius Silvanæ.
- 35 Balduinus de Albign.
- 36 Aymardus de Piæ.
- 37 Bernardus de Anduissæ.

- 38 Vicecomes Turænæ.
- 39 Guillelmus de Montepesull.
- 40 Fulco Paganellus Constab. Norm.
- 41 Radulphus Tesson.
- 42 Dominus de Orbec, & Longevil.
- 43 Dominus Oliaci.
- 44 Vicecomes Castriduni.
- 45 Vicecomes Lemovic.
- 46 Vicecomes Broc.
- 47 Archembaldus de Combort.
- 48 Nevilon de Vantador.
- 49 Gaufridus Martians.
- 50 Renaudus de Pontibus.
- 51 Gifardus de Diderone.
- 52 Gaufredus de Ranco.
- 53 Gaufredus de Taunaio.
- 54 Haymericus de Rocaforte.
- 55 Guillelmus Mainguot.
- 56 Guillelmus de Maufoio.
- 57 Vicecomes de Cona.
- 58 Pontius de Mirabel.
- 59 Dominus de Altoforti.

Mais quoyque ces Seigneurs soient tous également qualifiez *Barons*, ils differoient néanmoins en ce qu'il y en avoit quelques-uns qui d'ancienneté relevoient immédiatement du Roy ou de la Couronne : au lieu que les autres, quand le Roy n'avoit point mué ou changé les hommages, relevoient seulement de luy comme Seigneur des Comtez, ou des Duchez de son Royaume qu'il avoit acquis, ainsi que l'a remarqué le Coq dans sa question 214. au commencement ; & parce qu'originaiement il n'y avoit que trois ou quatre Baronies, qui relevoient immédiatement du Roy, de là vient que nos vieux Praticiens disoient, qu'anciennement il n'y avoit que trois *Baronies* au Royaume de France & les autres quatre : ce que Loyseau n'a point entendu, qui a écrit dans son traité des Seigneuries chap. 7. n. 37. qu'on disoit autrefois qu'il n'y avoit en France que trois *Baronies*, ou parce que tous les anciens Barons relevant simplement de la Couronne s'é-

toient laissé assujettir aux Ducs & aux Comtes, ou parce que les autres anciennes Baronies avoient été érigées en Duchez, Marquisats, ou Comtez.

Duchefne dans ses preuves de l'histoire de Guignes page 671. rapporte un Extrait de la demande de Monsieur le Duc d'Orleans, contre Monsieur de Luxembourg Comte de S. Paul, & Madame Jeanne de Bar sa femme, qu'il épousa le 7. Juillet de l'année 1435. où il est dit que les quatre anciennes Baronies de France étoient *Concy, Craon, Sully & Beaupré*.

Mais l'Auteur du Grand Coutumier qui n'en admet que trois, écrit dans le chap. 27. de son second livre pag. 182. que la première étoit *Bourbon*, qui ne se trouve pas néanmoins dans la liste transcrite cy-dessus; ce qu'il faut entendre de Bourbon quand il étoit possédé par la famille d'Archambault, & avant qu'il appartînt à Robert fils de S. Louis & à ses descendants. Que la seconde étoit *Concy* & la troisième *Beaupré*; ce qui se trouve conforme à un ancien Registre de la fin du 13. siècle qui est au trésor des chartres du Roy coté 34. Lettre 73. & cité par du Tillet dans son recueil de rangs page 18. de l'édition de 1307. où l'on voit que ces trois Baronies, comme les premières de France, jouissoient des prerogatives des Comtes, & pouvoient amortir comme les Pairs: & enfin Jean le Coq dans sa question 214. au commencement, écrit au contraire qu'autrefois il n'y avoit en France qu'une seule Baronic, & que cette Baronic étoit Montmorency: Touchant la Baronic de Bourbon, voyez du Tillet dans son Recueil des Rois de France p. 133.

Quoyqu'il en soit la suite de la différence qu'il y avoit entre ces Barons, étoit que ceux qui relevoient immédiatement de la Couronne, avoient l'avantage sur les autres, qu'ils étoient seuls reputez Pairs, & qu'en cette qualité ils ne reconnois-

soient point d'autres Juges que les Pairs de France; ce que nous apprenons du Registre, qui est au trésor des chartres du Roy dont on a parlé cy-dessus, & de Guillaume de Nangis, dans la vie de Louis IX. où il rapporte qu'Enguerran de Coucy accusé d'avoir fait pendre injustement trois jeunes Gentilshommes qui chassoient dans ses bois, refusa au Roy de répondre en sa Court, & demanda d'être jugé par les *Pairs de France*, comme Baron, ce qui luy fut refusé, parce que sa Baronic, qui par les loix du Royaume ne tombe point en partage, avoit néanmoins été divisée. *Idcirco dominus Rex, dit cet Auteur, dominum de Couciaco fecit ad Curiam evocari super tali facinore responsurum; qui in Regis presentia constitutus, dixit se de responsione cogi non debere, volens & petens per Pares Francie si posset, secundum consuetudinem Baroniarum judicari: sed contra cum probatum extiterit, per curiam retroacta, quod terram in Baronia non tenebat, quia terra de Bovis, & de Gorneyo, quae à terra de Conciaco per fraternitatis partitionem decisa fuerat, illud dominium Baronia importabat. Tali igitur altercatione negotio dependente, Rex dominum de Conciaco, non per Pares nec milites, sed per clientes aulicos fecit capi, & in domo sua Parisius, quae Lupara dicitur, custodiri reservari. Proceribus postmodum Parisius congregatis Domino de Conciaco in medio constituto, Rex eum super casu praedicto respondere compulit. Tunc ille per Regis voluntatem omnes Barones ibidem consistentes sui generis vel parentela ad suum consilium convocavit, tantumque fuit ibi sui generis nobilitas, quod Rex quasi solus praeter paucos consilii sui remaneret. &c.*

Non seulement nos Rois, & les Ducs & les Comtes qui relevoient d'eux, avoient leurs *Barons*, mais encore les Evêques: car par exemple, l'Evêque de

Paris avoit les cinq Baronies, sçavoir Conflans-sainte Honorine, Chevreuse, Maurepas, Montjay & Lufatches, dont Conflans & sainte Honorine appartenoient aux Seigneurs de Montmorency, qui à cause de ces fiefs ont porté le dais des nouveaux Evêques. Les Evêques de Poitiers, ceux de Troyes, d'Orleans, avoient aussi leurs Barons; & par la suite des temps cette qualité, comme celle de Comte, de Marquis & de Châtelain devint si commune, qu'Henry III. en 1579. le 17. Mars. fut obligé de défendre suivant l'Arrest de son Conseil privé du 20. Mars 1578. de publier aucunes creations de Seigneuries en nouvelles dignitez, sinon que les Seigneurs auxquels sera attribué nouvelle dignité fussent de qualité requise: à sçavoir que la terre qui serait érigée en châtellenie, aurait d'ancienneté haute Justice moyenne & basse sur les sujets d'icelle, droit de foire, marché, Prevosté, peage & prééminence sur toutes Eglises étans au dedans de ladite terre; que la Baronie seroit composée de trois Châtellenies pour le moins, qui seront unies & incorporées ensemble pour être tenues à un seul hommage du Roy; que le Comté auroit deux Baronies, & trois Châtellenies pour le moins, ou une Baronie & six Châtellenies, aussi unies & tenues du Roy; que le Marquisat seroit composé de trois Baronies, & de trois Châtellenies pour le moins, ou deux Baronies & six Châtellenies unies & tenues comme dessus. Voyez la Conférence des Ordonnances livre 10. tit. 1. part. 1. tom. 2. pag. 895. Choppin sur le tit. 5. art. 47. de la Coutume d'Anjou. Besly dans ses preuves des Comtes de Poitou p. 316. 317. 318. les preuves des libertez de S. Aignan p. 62. 63. 64. & Camusat dans ses Antiquitez de Troyes, page 260. 261. &c. Voyez aussi Aumosières l'art. 25. du tit. 1. de la Coutume de Nevers & l'art. 47. de celle d'Anjou &c. & *Lindan de*

Teneramonda p. 152. 153.

Il ne reste plus maintenant qu'à parler du droit établi anciennement touchant les Baronies; mais parce qu'il est expliqué dans une vieille Enquête faite vers l'an 1340. on la rapportera icy toute entière, quoyqu'elle ait été publiée par Monsieur Ménage dans son histoire de Sablé livre 6. chap. 5. page 176. 177. où elle est comme dans un lieu perdu pour ce qui concerne l'intelligence des Coutumes d'Anjou, du Maine, de Touraine & du Loudunois, à laquelle elle peut néanmoins contribuer.

Nous disons que li usage de Touraine & d'Anjou, & del Maine sont tels, que quand filles à Barons sont mariées par pere & par mere ou par amis, & que elles ont en mariage de la terre au pere, ou à la mere, que elles ne puent, ne ne doivent rappeler sur celles qui remeaient en l'ainnée de toutes les autres chouses, c'est à sçavoir, l'ainnée: & de ileques en avant, toutes les eschoites qui adviennent des Baronies, sont à l'ainnée & aux hoirs de l'ainnée: sans ce que les puisnées y puissent ne doivent riens avoir. Car li usage de Touraine, & d'Anjou, & del Maine sont tel que nule Baronie ne se démembre, ains reviens tout temps à l'ainnée à tenir & à exploiter par raison d'ainnée, & ainsi par toutes les terres, & par toutes les appartenances de cestes trois Baillies. Car Missires Robert de Sablé ot deux filles: desquelles Missire Guillaume des Roches ot l'ainnée. Et por ce ot ledit Guillaume toutes les Baronies, qui appartenoient audit Robert, & toutes les autres Seigneuries luy remettrent, ensemment ot les Baronies quittes & délivrées à tenir, & à exploiter par raison d'ainnée, sans ce que Missire Jefroy Marciau, qui ot l'autre à femme en eüst ne tenist riens, outre 60 livres de rente, que li dit Robert luy avoit donné en mariage. Et en-

sement ot Missires Guillaume des Roches deux filles desquelles Missires Amorris de Craon ot l'ainznée, & por ce ot ludit Amorris toutes les appartenances audit Guillaume, sans que l'autre fille, qui fut Contesse de Blois, & puis Vicontesse de Châteaudun ot rien en l'heritage, ne ez conquestes, outre son mariage que son pere li donna, jaçoit ce que ludit Guillaume poet faire de sa conqueste sa volenté. Ensement Missires Juhes de Maienne ot trois filles, desquelles Missires Dreves de Mellot ot l'ainznée, o toutes les Baronies de Mayenne, & Missires Henrys Davaugot l'autre après, & Messire Pierres qui fut Conte de Vendosme l'autre, & n'orent les deux filles puisnées que leur mariage. Et Messires Lavauguion ot deux filles, desquelles Missires Mahie de Montmorency ot l'ainznée o toutes les Baronies, & li fuiz audit Mahie ot la puisnée, & n'ot que ce qui li fu donné en mariage. Et Michires Oliviers de Rochefort ot trois filles, desquelles Missires Barthelemy de l'Isle ot l'ainznée, o toute la Baronie, & les autres deux furent mariées, l'une à Monseigneur Aimery de Varez, & l'autre à Monseigneur James Peloquin, & n'orent en mariage chacune, que 60 livres de rente. Et li firs de Passavant ot deux filles, desquelles l'ainznée fut femme au sieur de la Haye, & ot toute la Baronie, & l'autre n'ot que li mariage que li peres luy fist. Et Missires Gautiers de Montfort ot trois filles, desquelles Monseigneur Pierres Savary ot l'ainznée, & Monseigneur Guillaume de Miremande, l'autre, & Missires Geuffrois de la Grezille, l'autre; & quand ly dys Gautiers fur morz, toute la Baronie échut audit Pierres Savary par la raison de sa femme qui est ainznée. Et les autres deux n'orent riens en l'eschoite dudit Gautiers, & en toute sa tesre, ne meiz les mariages que elles avoient eu.

Et Missires Robert de Perrenay ot deux filles desquelles Missires Hubert Turpin ot l'ainznée o toute la Baronie de Samblancas: si comme il est apparissant, que Missires Rotro de Montfort qui elle fut femme ot & tîet toute la Baronie, & l'autre fut mariée à Monseigneur Guy Turpin, sans riens prendre en la Baronie, & n'ot que ce qui luy fut donné en mariage. Encore a iceluy Rotro de Montfort la Baronie de Chateau Angour, & celle de saint Christophle en Toraine, par la raison de ce qu'il a la fille ainznée Monseigneur Hugu Dalvo. Jaçoit ce que il y a deux autres filles, desquelles la seconde est mariée & n'a que cent livres de rente en mariage. Et comme il est apparissant que Monseigneur Jedouin de Doué ot deux filles dont l'ainznée est femme Monseigneur Berthelemy de l'Isle, & la puisnée est femme au fuz, Monseigneur Jousroy d'Ensenis, qui n'ot que unze vins livre de rente en mariage. Et les deux Baronies remestrent à l'ainznée. Et o tout ce, nul de toutes les foreurs puisnées devant dit, n'orent riens es Baronies, ne es eschoetes de Baronies, ne mes les mariages que pere, & mere leur avoient fait, ou li lignaiges de par le pere & de par la mere se ausuns cas avient qui soit déterminé en certaine maniere par droit escript directif de Toraine, & Anjou & le Maine: & se li usage dit le contraire, & li usages soient tels, que il ait été gardé en plusieurs cas qui soient maintesfoiz avenu, & ait été la chose gardé par anciens reimp paisiblement: mesmement se li temps est si long qu'il ne soit nule memoire en nul cas que soit aucun, ne ait été gardé le contraire; iceluy usage est si longement ancieneté paisiblement gardé, & en quel maniere que le contraire n'ait été gardé fait plus à garder que le droit escript. Et par iceluy usage doit donc l'en plus jugier; tout soit il contraire au droit escript

est, ne n'est pas mestier que jugement en ait été dressé. La chose a été en tous les cas qui sont venu paisiblement d'ancienneté gardée, sans garder le contraire. Derechef nous disons qu'il est usage, & coustume toute esprouvée entre freres, & entre freres & sœurs, que quand eschoites aviennent, puis qu'ils sont départez, les eschoites viennent toutes au frere aîné, sans que les freres puisiez, ni les sœurs n'y puissent rien prendre, si le frere aîné ne leur donne de sa volonté. Pourquoy nous requerrons que cet usage & coustume soit ainsi gardée entre les sœurs comme entre les freres. Et disons qu'elle y doit être tenue, si elles ne peuvent montrer

autre qui face pour eux. Et disons que l'usage & la coustume des tems devant dites est approuvée; que bien soit le pere & la mere mort, que toutes les droitures qui pussent avenir au pere & à la mere par droit d'heritage, avient à leur hoir par l'us & par la coustume de la terre qui telle est. Derechef Anjou, Toraine, & Maine ont été de longue main à un Seigneur & d'une mesme Conté par l'espace de 60 ans & plus & tout ensemble tenu en un mesme Conté, & en une Seigneurie, dès qu'à tant que li Rois donna au Conte, Anjou, & retint Toraine.

Joignez le chap. 24. du premier livre des Etablissements.

* *Droit de BARQUE: Barganaticum.* J Patente de Charles le Chauve, en faveur de l'Abbé & Religieux de S. Denis en France. *Anno 5. Regni indit. 7.* portant confirmation d'autres patentes de Charles le Grand son ayeul, de Louïs son pere, avec remise de divers droits. *Concesserunt omnes teloneos vel Barganaticos, sive ponticos, vel pulveraticos, seu rotaticos & cospitaticos, salutaticos, mutaticos, vel reliquas exactiones de omnibus navibus que per universa flumina, tam per aquam ultra Ligerim, tam ad surrectum quam descensum navigare videbantur, nec non de omnibus carris &c.*

Ce titre est une remise de tous tributs & peages à cause de ce qui sera conduit par eau, ou par terre, appartenant aux Religieux de S. Denis. *Barganaticum* est de ce qui est porté par bateau. *Barga* ou *Barca*, *Barque* ou *Bateau*: terme frequent dans les loix Saliques. *Isidorus originum lib. 19. Barca est qua cuncta navis commercia ad litus portat. Hac naves in pelago propter nimias undas suo suscipit gremio. Ubi autem appropinquaverit portui reddit vicem barca navi quam accepit in pelago.*

Guillaume Guiard en son histoire:

Li Rois est en une Bargotte,
Nul pointet ne se deconforte,
Le Cardinal devant luy porte
De la Vraye Croix la semblance,
Un autre vaissel les devance.

Abbo de Bello Parisiæ urbis. l. 1.

Quam plures numero naves numerant carentes;

Extat eas mari vulgo Barcas nominari

Et liv. 2. *Barcas per flumina raptant.*

(M^e. Galland.)

BARRAGE.] Qui est un droit de peage qui se leve en plusieurs villes, comme à Paris, au Mans, en Anjou, à Saumur, à Orleans & ailleurs, au lieu où la barre est assise, sur les passans, chevaux, charrois, bestail, vivres & marchandises, pour entretenir le pont, chauffée, pavé & passage: dont est fait mention en l'art. 355. de l'Edit de l'an 1579. *Portorium.*

* **BARRENDEGUI.**] Labourt, tit. 3. art. 19. C'est un bois clos & fermé.

BARRES.] Exceptions. Voyez l'article & la note qui suivent.

BARROYER, BARROYEMENTS.] En la Somme rurale sont les induces & delais que les parties litigantes prennent pour proceder en la cause, ou pour l'instruction d'icelle. Et en un Arrest donné à la Chancelleur 1264. pour l'Abbé de S. Riquier, & au second livre de l'usage de Paris & d'Orleans, les défenses & exceptions sont appellées *Barres*, qu'il faut proposer par ordre, soit déclinatoires, dilatoires ou peremptoires,

Barroyer c'est ce semble débattre, contester, & les *Barroyemens* sont ce semble des contestations, des débats. Voicy le passage de la Somme rurale dont Ragueau a entendu parler. *Après déclinatoires & dilatoires sur ce mises en œuvre, s'aucune en peut avoir qui vaille, doit être demande faite sur ce, & commission ramené a fait avoir par escript, & en libelle la demande à certain jour, & ce appelle-on libelle. Et doit estre ainsi demandé par plusieurs raisons; l'une est que difficile chose est de faire, & former telle demandé par esrit comme dit est, & pour ce souvent on y trouve avantage a fort barroyer la maniere. L'autre*

raison s'est qu'un jour que rapporté est le libelle, encore peut avoir autre jour d'avis sur le libelle; encore sur ce jour au retourner si rien ne trouve à barroyer au libelle, & qu'il contienne tout ce qu'il doit contenir, si peut le demandeur demander jour de venue du lieu, qui est aussi estroite & difficile chose, & précisée à faire, si comme si après diray. Après jour de venue si rien n'y peut estre barroyé, peut encore le deffendeur demander garand, qui est aussi chose moult difficile, là où il appartient moult de induces & moult de barroyemens, & peut derechef avoir venue lieu, &c.

BAS JUSTICIER.] Meaux, art. 213. Melun, art. 12. & 19. Sens, art. 17. & 18. Senlis, art. 120. & suivans. Vallois, art. 24. Nivernois, tit. 1. Tours, art. 2. & suivans. Acs, tit. 9. art. 33. tit. 13. art. 13, 14. tit. 14. art. 1. S. Sever, tit. 18. art. 25, 26.

COUR BASSE.] Acs, tit. 14. art. 1. & au styl de Liege; Qui appartient au Seigneur bas Justicier, qui *infimam habet jurisdictionem*, à la difference du Seigneur qui a moyenne ou haute justice,

BASSE JURISDICTION.] Solle, tit. 10. art. 1. & ailleurs, **BASSE JUSTICE** au premier & 2. chapitre du styl de Liege, & ailleurs,

La **BASSE JUSTICE** est appellée fonciere, comme dit Boutillicr; & **SEMDROICT**; au commencement de l'ancienne Coutume

de Touraine : & HAYMIDNOLET : Solle , tit. 2. art. 8. tit. 10. art. 2. Voyez le mot JUSTICE.

* **BASSIN**, droit de Bassin.] Au dénombrement du Vidame de Chalons, rendu à l'Evêque l'an 1581. Nous avons un droit appelé le droit de Bassin, qui est tel que Dame Vidame peuvent par chacun an prendre un Bassin d'environ un sestier plein de raisins, en quelque vigne qu'il vouldroit, és environs de S. Michel, &c. (M^r. Gaillard.)

BASTAGE.] Acs, tit. 12. art. 5. 6. S. Sever, tit. 10. art. 5. 6.

C'est le devoir que le Seigneur peager prend d'un cheval basté sans charge, ou chargé, pour raison du bast, outre le peage, pour raison de la marchandise. Sic *propositi bastagarum & bastagarii, qui curant sacris largitionibus vel armis sacro perferri canones, & solennes largitiones.* (* Vid. Jacob. Goth. ad leg. 4. Cod. Theodos. de Murilegulis, lib. 10. tit. 20. Tom. 3. p. 508.)

BASTARD.] Paris, art. 158. Meaux, art. 29. Sens, art. 27. & suivans. Melun, art. 298. & suivans. Tours, art. 242. 245. 320. 321. Berri, tit. 19. art. 29. & 30. Lodunois, chap. 25. art. 3. & 19. chapitre 30. art. 2. Anjou, art. 41. 315. 343. 344. 345. Le Maine, art. 48. 328. 355. 356. 357. Grand Perche, art. 17. & 99. Normandie chap. 27. & 36. Amiens, art. 249. Monstreuil, art. 21. Beauquesne, art. 1. Peronne, art. 4. 5. & 6. Auxerre, art. 31. 32. 34. Bretagne, art. 325. & au tit. 21. Dourdan, art. 123. Cambrai, tit. 3. art. 5. & 612. art. 9. 10. Artois, art. dernier. Calais, art. 134. 135. 169. Bar, art. 73. 93. 126. tit. 160. Valenciennes, art. 121. 122. 123. Namur, art. 84. 85. *Hæc collectio nec nauseam inducat, nec bilem moveat. Alius est enim hujus indicis usus, ut sum præfatus aliqui diligente stultitia nihil ridiculum magis.*

Le Bastard est *spurius*, σπυριος, σπυριος, ἀπύριος, σπυράδιος, conceptus vulgò questus, qui *proptore*, vel etiam *proptore*, quomodo, naturalis tantum qui ex justis nuptiis ortus non est : hæc vox enim significat non tantum naturalem filium vel nothum, sed & spurium. Nothus est qui ex concubina vel amica susceptus est, qui natus non est ex uxore legitima, qui non est legitimus : quo peregrino nomine Romani usi sunt, cum latinum rei nomen non haberent. Quintilianus lib. 3. cap. 6. *nothi materno ignobiles genere, & est nomen Græcum : nam Latine quemadmodum dicas non est.* Servius in 7. *Æneidos.* Spurius est qui ex meretrice, ex lupa, quæ palam questum facit in lupanario, vel se vulgo prostituit in taberna cauponis, aut meritoria, vel qui ex incesto, stupro, vel adulterio progenitus est : quarum appellatio infamis est. Nothorum non item. At Bastardi hodie voce Germanica appellantur quicunque extra matrimonium nascuntur, quasi degeneris ingenii, obliqui generis, peregrinæ conditionis. Qui Hebræis manzeres, quales *Enochs, Hercules, Theseus, Romulus, Alexander magnus.* Nothus dici-

tur quisque de dispari genere nascitur; Isidorus. lib. 1. cap. 6. Sic vis verbi vel nominis per interpretationem colligitur. Terra filius, Ciceroni, Persio, ut quibusdam placet magis. At terra filius vulgus vocat quorum genus incertum est, inquit Tertull. in Apologetico: qui obscuro & ignoto genere nati: qui ignotis parentibus nati sunt. Lactantius li. 1. in st. cap. 11. ex Octavio Minusii Feliciis. Hanc lectionem in Cicero Politiannus confirmavit. Vide adagia Erasmi & Junii. Alii sunt qui terra dicuntur orti, quibus multum auctoritatis adfert vetustus. Quintilianus lib. 3. cap. 7. quales Sparti, Gai, Opiti. Tous ceux sont bastards qui sont engendrez

uibus doctissimus Cujacius ad Novellam 18. Justiniani, m. Les Bastards s'appellent Vallians par l'auteur de de Flandres, chap. 18. & par les Statuts de Liege, s, ne sont admis aux offices de Juges ou Conseillers. 25 dans le chap. 2.

du livre septième de ses Memoires, nous apprend que de son temps on ne faisoit pas grande différence au pays d'Italie d'un enfant bastard à un légitime; ce qui doit être entendu du bastard né: *ex soluto & soluta; & Bartole dans son traité de insignibus & armis, n. 7. dit aussi la même chose en ces termes: Ex hoc, dit-il, posset quarian bastardi, vel spurii possint uti illis insignibus; & videtur quod non, quasi non sint de illa familia, vel agnatione, contrarium tamen observatur in Tuscia de consuetudine, cui standum. Vid. Bartol. Consil. 219. Vol. 7. & Angelum de Ubaldis Consilio 30. b. 5. & 6.*

Tel étoit aussi l'usage d'Espagne. Las Siere Partidas del Sabco Rey Don Alfonso el nono, setima partida tit. xj. de los Desafiamientos &c. ley 1. E hijo dalgo es aquel, que es nascido de padre qui es fijo dalgo, quier lo sea la madre, quier non, solo que sea su muger, o amiga, que tenga conoçidamente por suya. Eftos, por que antiguamente la nobleza ovo conengo en los Varones, e porendo la heredaron los fijos dalgo e non les empeça muger lo madre non sea fijo dalgo. Joignez les lieux citez sur cette loy par Alfonso Diez de Montalvo, & Gregorio Lopez. Et voyez Gomez ad

leg. Taurin. 9. 10. 11. & 12. n. 54. p. 100.

Et enfin Paul de Castres sur le commencement de la loy *ex factis & perciperit 3. ff. de liberis & posthumis, n. 5. & Franciscus à Ripa sur la loy ex facto 3. si quis rogatus. 9. ad Trebellianum*, écrivent que de leur temps le nom de Bastard n'étoit point odieux en France; & en effet de leur temps les Bastards des Nobles, étoient nobles parmi nous, & pouvoient porter les armes de leurs peres barrées à gauche, comme nous l'apprenons de Boërius dans sa décision 227. n. 12. *Nihilominus tamen de consuetudine patria Delphin. dit cet auteur, Bastardi retinent nobilitatem generis, & illius portans nomen & arma, cum aliqua differentia armorum, & pro nobilibus habentur & reputantur, & non contribuunt in subsidii Delphin. si vivunt nobiliter, & gaudent prerogativis nobilium, ac fissent legitimi, prout quum in successione parentum, in qua jura servantur communia, & hæc consuetudo est quasi in hoc regno generalis, maximè in domibus Principum, Ducum, & Comitum &c.*

Et ainsi selon Olivier de la Marche dans le chapitre quatre de l'introduction à ses Memoires page 62. de l'édition de 1645. il n'y avoit presque en Europe que les Allemands, chez qui les bastards

Étoient généralement en mépris. Vide Fletam. lib. 6. cap. 39. *Gymnium ad Pragm. tit. de num. & qual. Cardinal. §. inter eos, v. filii*, pag. 458. 459. Bugnon. de leg. abrogat. lib. 2. cap. 73. Faber. lib. 9. cod. tit. 29. decisi. 20. & Pontum *Mecorum Belfium, De liberâ hominis natiuitate* cap. 11. 14. 15. & cap. 16. n. 2. Joignez du Tiller, au titre de Messeigneurs Fils de France au commencement page 286. l'art. 12. de la Cout. de Lorraine, & Coquille dans son histoire de Nevers, pag. 432. 433.

Mais cet ancien usage a été aboli par l'article 16. de l'Edit de 1600. qui porte que pour le regard des bâtards encore qu'ils soient issus de pères nobles, ne se pourront attribuer le titre & qualité de Gentilshommes, s'ils n'obtiennent lettres d'annoblissement, fondées sur quelques grandes considérations de leurs merites ou de leurs pères, vérifiées où il appartient.

Quant à l'origine du mot Bastard le Cardinal Gabriel Palteo dans son traité *De Nothis spurisq. filiis* cap. 18. n. 8. le fait venir du mot grec *Βασταρ*.

quod apud Græcos præter Bacchæ significationem, etiam pro meretrice & muliere prostitutâ capitur.

Monsieur Cujas dans son Commentaire sur la Nouvelle 18. le fait venir du mot Alleman *Banckart* qui signifie un enfant naturel, ainsi que le mot *Bastard*, qui est aussi Alleman.

Hauteserre dans son traité *De Ducibus & Comitibus* lib. 2. cap. 9. pag. 178. le fait venir du mot Alleman *Boisar*, *degener, ignobilis.*

Spelman le dérive du mot *Bas*; *infimus, impurus, abjectus*, & du Saxon *steort*, ortus, editus; d'où l'on a fait chez les Anglois *upstart*, pour signifier un homme nouveau.

Mais la plus commune opinion est celle de Davisius, qui fait venir *Bastard* à v. *Cambro-Britan. bas, humilis*, & tardd. *germinare, oriri*. Voyez Spelman, Skinner, Monsieur du Cange, Ménage, & Caseneuve, dans leurs Glossaires, & Dictionnaires d'Etymologies & voyez cy après *Bastardise*.

LES CENSES OU RENTES BASTARDES.] Qui ne sont pas foncières, mais constituées à prix d'argent; és Ordonnances de Metz.

*** BASTARDISE ou Bastardie.]** Dans l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 27.

C'est un droit en vertu duquel les biens délaissés par les Bastards intestats appartiennent au Roy, ou aux Seigneurs hauts-Justiciers, & en quelques lieux aux Seigneurs bas-Justiciers, & même aux feudaux lorsque les biens délaissés sont situés dans leurs justices & leurs terres & que les bastards y sont nez & decedez; ce qui a été dans son principe une usurpation des Seigneurs sur l'autorité souveraine. Voyez l'art. 42. de la Coutume d'Anjou, l'art. 41. de celle du Maine, & l'art. 147. de celle de Normandie.

Non seulement le nom de Bastard n'étoit point autrefois odieux en France, comme on l'a remarqué sur cemot; mais même sous nos Rois de la première & de la seconde race, on n'y faisoit point de différence entre les enfans légitimes, & ceux qui ne l'étoient pas: car nos historiens nous apprennent, que Thierry bastard de Clovis premier, partagea également le Royaume avec Clodomire, Childebert, & Clotaire premier ses

freres legitimes ; que Clovis second fils legitime de Dagobert premier , admit aussi à partage Sigebert son frere bastard , & qu'enfin Louïs , & Carloman bastards de Louïs le Begue , furent tous deux couronnez Rois , à l'exclusion de Charles le simple leur frere legitime.

Il faut cependant remarquer que cet usage n'étoit point general pour tous les bastards , mais seulement pour ceux des Princes & des Nobles qui étoient avouëz ; car il n'y avoit alors , à ce qui paroît , que les Princes & les personnes nobles qui les avoüoient , & à l'égard de tous les autres bastards , ils étoient serfs. La querelle qu'eût autrefois Hermenfroy Roy de Turinge , avec Thierry , qui est rapportée par Vvitichind dans le livre premier de son histoire , peut servir de preuve à ce qu'on avance icy. Clovis Roy de France eut deux enfans , Almelbergue legitime , qui fut mariée à Hermenfroy , & Thierry bastard , que les François reconnurent pour leur Souverain. Thierry dans le dessein de se conserver la Couronne , envoya un Ambassadeur à Hermenfroy , comme pour le prier d'approuver le choix qui avoit été fait de sa personne ; mais Hermenfroy le refusa , & sans avoir égard au privilege des bastards avouëz des Princes , il répondit suivant le droit commun , que Thierry comme bastard , ou né d'une concubine étoit serf , & qu'il devoit aspirer à la liberté avant que de pretendre au Trône. *Secundum hæc verba Irminfridus respondit legato , amicitiam quidem sui , & propinquitatem Theodorico non negare , mirari tamen non satis posse quomodo usurpare vellet prius Imperium quam libertatem , servum natum , & quomodo sui quæreret dominium : proprio servo non posse manus dare.*

Et ce fut peut-être à nôtre exemple , que le Canon dixième du neuvième Concile de Tolède de l'an 655. declara serfs des Eglises les bastards des Prêtres mariéz. *Cum multa , super incontinentia ordinis Clericorum , hætenus emanaverint sententia Patrum , & nullatenus ipsorum reformari quieverit correctio morum , usque adeo sententiam judicantium protraxere commissâ culpam , ut non tantum ferretur ultro in auctores scolarum , verum & in progeniem damnatorum. Ideoque qui libet ab Episcopo usque ad Subdiaconum deinceps , qui vel ex ancilla , vel ingenua detestando connubio , in honore constituti , filios procreaverint , illi quidem ex quibus progeniti probabuntur , canonica censura damnentur. Proles autem aliena pollutione nata non solum hereditatem nunquam accipiet , sed etiam in servitutem ipsius Ecclesiæ de cujus Sacerdotis , vel ministri ignominia nati sunt , jure perenni permanebunt.*

Quoy qu'il en soit la condition des bastards , à l'exception de ceux des Princes & des Nobles , comme on l'a remarqué cy-dessus , ne fut pas meilleure sous la troisième race de nos Rois , que sous la première

& la seconde : car sous nos Rois de la troisième race ils étoient autrefois, comme tous les main-mortables, obligés de payer aux Seigneurs, le Droit de chevage qui est une marque de servitude, & qu'ils encourroient celui de formariage, qui en est encore une autre marque certaine, quand ils se marioient à des personnes qui n'étoient pas de leur condition ; ce que nous apprenons des anciens memoires de la Chambre des Comptes publiez par Bacquet, dans son traité du Droit d'Aubaine chap. 3. & des deux articles suivans inserez dans le Procez verbal de la Coutume de Laon. *Et ne se peut le bastard marier si ce n'est à une personne de sa condition, sur & en peine d'encourir en Droit de formariage, qui est la confiscation du tiers de tous ses biens. Et pour avoir connoissance desdits bastards, espaves & aubains, ils sont tenus de payer par chacun audit sieur, ou à son receveur ordinaire de Vermandois douze deniers parisis, au jour de S. Remy, laquelle redevance est communément appelée Droit de Chevage, lequel Droit de chevage se souloit cueillir par cy-devant par le collecteur & receveur des mortes-mains, qui étoit tenu mettre les deniers par luy recueus es mains du receveur ordinaire de Vermandois pour en tenir compte.*

De ce que les Bastards, étoient autrefois serfs, il s'ensuit qu'ils ne pouvoient pas disposer par Testament de leurs biens; & en effet selon les anciens memoires de la Chambre des Comptes publiez par Bacquet dans le chap. 3. de son traité du Droit d'Aubaine, & selon les anciens articles inserez dans le Procez verbal de la Coutume de Laon, ils n'y pouvoient tester que de cinq sols. Et il s'ensuit encore que leurs successions devoient appartenir à leurs Seigneurs par Droit de main-morte, & non par Droit de des-herence, parce qu'il n'y a lieu à la des-herence, que quand celui qui est décédé sans aucuns parens habiles à luy succeder, n'a pas disposé par Testament de ses biens. Quant aux Provinces de la France où les servitudes personnelles n'étoient point en usage, & celles où la rigueur de ces servitudes étoit moins grande & où les bastards naissoient libres, leurs biens n'y devoient regulierement appartenir aux Seigneurs, que comme des biens *espaves*, ou par droit de des-herence quand ils étoient décédez intestats. Mais les Seigneurs dans le troisième & le quatrième siecle s'aviserent d'étendre à ces dernières Provinces l'usage des premieres touchant les Testamens faits par ceux qui n'étoient point nés en legitime mariage, & s'emparerent de leurs biens, sans avoir égard à leurs dernieres volontez : & quoyque la Cour par ses Arrests, dont un de l'an 1270. est rapporté par Monsieur de la Thaumassiere dans son recueil d'anciens Arrests concernans le Berry, chap. 51. p. 43. & l'autre de l'an 1327. dans la septième partie du style du Parlement, ait alors condamné ces usurpations, en ordonnant que ces Testamens seroient exe-

cutez : elles sont néanmoins devenues , par succession de temps , un droit commun dans quelques unes de nos Coutumes , qui ne permettent point encore aujourd'hui aux bastards , quoyque libres , de disposer par Testament de leurs biens , comme celle de Bourbonnois art. 184. & celle de Breragne art. 477. & ainsi il est évident , que le droit de Bastardise dans son origine est une suite des servitudes personnelles. Voyez le chap. 95. du premier livre des Etabliss. Bouteiller liv. 1. chap. 103. p. 599. & le chap. 85. de la Coutume de Hainault.

Ce droit d'abord étoit Seigneurial , comme on vient de le marquer , & comme il paroît par ce qu'a écrit Beaumanoir dans le chap. 45. p. 258. lig. 18. de ses Coutumes de Beauvoisis , par le chap. 195. du livre des Etablissmens , par les art. 41. de la Cout. d'Anjou , 48. de celle du Maine , 147. de celle de Normandie , 27. de celle de Saint Paul , & par les Arrêts suivans communiquez par Monsieur Loger.

Arrestationes , Judicia & Sententiæ in Parlamento octav. Pentecostæ
Anno Dom. millesimo CC. LX. septimo..

Conquerebantur Comes Blesens. de Baylivo Aurelianensi quod licet Bastardi ad ipsum pertineant de jure communi , in Castellania sua Blesens. & super hoc usus fuerit , dictus Baylivus impediēbat eundem , quominus gaudere posset de Bastardis eisdem : propter quod petebat impedimentum Baylivi super hoc amoveri Ex adverso respondebat Baylivus , quod ad Regem pertinebant dicti bastardi , cum à tempore à quo non est memoria , usus sit eosdem habere Dominus Rex in dicta Castellania , & in sua Baylivia , & alibi. Tandem cum Dominus Rex præcepisset Baylivo , quod de usu ipsius Comitris , ac de suo addisceret . . . & cum sibi referret , audita postmodum relatione Baylivi , qui invenerat Comitem usum fuisse habere bastardos in dicta Castellania , nullum usum super hoc invenerat pro Rege , deliberati fuerunt bastardi dicto Comiti , in Castellania sua Blesensi , maxime cum pro se jus commune habeat.

Inquestæ , & processus judicati in sequenti Parlamento octav.
omnium Sanctorum Anno Domini 1307.

Cum orta esset controversia inter Abbatem & Conventum sanctæ Genovefæ ex una parte , & Collectores nostros manuum mortuarum pro nobis in altera , super saisina explectationis , & cognitionis aubinarum , & bastardorum , & bonorum ipsorum inventorum in terra Paris. sanctæ Genovefæ de hoc habendi curiam , & emolumenta : petebantque dicti Religiosi impedimentum per gentes nostras in dicta super hoc de mandato nostro facta

facta, vocato etiam & super hoc audito magistro Thoma de Sannago collectore nostro manuum mortuarum, qui dictum impedimentum apposuerat in prad. Quia inventum est sufficienterque probatum, dictos Religiosos esse & fuisse in saisina prad. per curia nostra iudicium dictum fuit, & pronunciatum, predictum impedimentum debere amoveri, dictosque Religiosos debere in saisina predictorum remanere. Dictumque impedimentum curia nostra amovit. Salva de predictis questione Domino Regi in Festo Beati Andree. Vid. Chop. in Conf. And. cap. 41. n. 7. & 10. & Regiam Majestatem lib. 2. cap. 52. Mais ce droit dans la suite a été presqu'entièrement réuni au domaine du Roy, ce qui est arrivé,

Premierement, parce que les bâtards qui furent à la fin affranchis de la servitude dans toutes les Provinces du Royaume, firent la plûpart aveu au Roy, pour se mettre à couvert des violences & des usurpations des Seigneurs, & devinrent par ce moyen les hommes : ce qui passa tellement en coutume, que du temps de S. Louis, ils ne pouvoient faire par aveu autre Seigneur que le Roy, selon le chap. suivant, qui est le 30. du second livre des Etablissements. *Se aucuns aubains ou bastard muert sans boir, ou sans lignaige, li Roy est hoirs, ou li Sirs soubz qui il est, se il muert il cuer del chastel. Mais bâsard ou aubains ne puet fere autre Seigneur que le Roy en son obeissance, ne en autre Seigneurie, ne en son ressort qui soit estable, selon l'usage d'Orleanois & la Sauloingne.*

En second lieu, parce que le Roy sur les plaintes qui luy furent faites par les Seigneurs contre les entreprises des collecteurs des mortes-mains ayant bien voulu statuer par l'Ordonnance suivante, qu'à l'avenir il seroit fait des enquestes pour sçavoir à qui de luy ou des Seigneurs les biens des bastards & des aubains decedez dans leurs terres appartien droient, la plupart des enquestes furent favorables à sa Majesté.

Ordinatio manuum mortuarum, aubenarum & bastardorum.

Philippus &c. universis presentes litteras inspecturis salutem. Graves clamores & multiplices, tam ad nos, quam ad gentes nostras perveniunt contra collectores per nos deputatos in negotiis manuum mortuarum, aubenarum & bastardorum, super inordinatis & abusivis processibus, & usurpationibus pluribus, que per eos fiunt ut dicitur, in grave subditorum nostrorum damnum, & dispendium, ac etiam in diminutionem eorum, que ad nos debent pertinere in bonis eorundem, cum ipsorum bonorum gravitates magna fuisset, & esse dicantur. & dicti collectores de modicis quantitatibus dumtaxat reddiderunt, & reddunt nostris gentibus rationem. Tandem deliberatione super hoc habita diligenti, per curiam nostram exstitit ordinatum, quod bastardorum & aubenarum in terris Ba-

ronum & aliorum subditorum nostrum, in quibus ipsos constiterit omnimodam habere justitiam, decedentium, bona collectores non expleant, nisi prius per aliquem idoneum virum, quem ad hoc specialiter deputabimus, vocatis partibus, & dictis collectoribus, & domino loci, constiterit, quod nos sumus in bona possessione, & saisina percipiendi, & habendi bona salium bastardorum & aubenarum decedentium in terris predictis: qua inquesti pendente, statim de bonis hujusmodi vocatis predictis certum fiet inventarium. Quo facto, bona predicta in manu nostra tanquam superiori ponentur; & interim salva custodientur ibidem penes aliquem probum virum non suspectum, & inquesti hujusmodi per nostram curiam expedientur. Item ordinatum fuit quod dicti collectores novas associationes de cetero pro nobis non recipiant absque nostro speciali mandato. Item ordinatum fuit quod si inter aliquos subditos nostros, sit questio de bonis habendis alicujus qui in statu decesserit servitutis, utraque parte dicente defunctum hujusmodi hominem suum de corpore fuisse, & ex parte alicujus non proponatur, bona hujus ad nos pertinere, vel ratione juris nostri, vel ratione associationis antiquae, dicti collectores cognitionem questionis hujus non assumant, sed super hoc domino loci cognitionem dimittant. Item ordinatum est quod si collectores predicti bona alicujus defuncti ratione manus mortuae petant pro nobis, dicentes defunctum hujusmodi hominem nostrum de corpore fuisse, & contra ipsius defuncti heredes dicant ipsum fuisse liberum, & in saisina libertatis decessisse, statim bonis hujus ad manum nostram tanquam superiorem positis, fiat vocatis partibus, ac domino loci, certum inventarium de bonis predictis, cujus coppiam utraque pars habebit: & interim ibidem dicta bona per aliquem probum virum non suspectum in manu nostra servabuntur, & de causis hujusmodi Baillivus noster illius loci cognoscet, nisi virum aliquem alium forsitan duxerimus specialiter committendum. Et dicti collectores coram dicto Baillivo nostro, vel deputato à nobis jus nostrum in hujusmodi prosecutione defendent. Item ordinatum est, quod in faciendis inventariis bonorum quorumlibet defunctorum, in quibus ipsi collectores reclamaverint nos jus habere, ipsi vocabunt omnes illos quos tanget negotium, & etiam Dominum, in cujus terra & justitia boni hujusmodi consistunt, & fiet utrique partium coppia inventariorum eorumdem & in omnibus consimilibus casibus, qui de cetero evenient servabitur ordinatio predicta, In cujus &c. die Martis post festum sancti Georgii. An. 1301.

Et enfin ce droit a été presqu'entièrement réuni au domaine du Roy; parce qu'on regla pour terminer les contestations qui survenoient tous les jours entre les collecteurs des mortes-mains & les Seigneurs, que ceux qui auroient haute-Justice dans leurs terres ne succederoient aux bâtards, que quand les bâtards seroient nez dans leurs Justices & leurs terres, que

leurs biens y seroient situez & qu'ils y seroient decedez, & qu'au defaut d'une de ces conditions le Roy succederoit. *Vid. Boer in Conf. Bitur. tit. de testam. art. ult.* l'Auteur du grand Coutumier liv. 1. chap. 3. à la fin, & Bacquet dans son traité des Droits de Bastardise, part. 1. chap. 8. & dans son traité des Droits de Justice chap. 23. Monsieur de la Thaumassiere, sur l'article 29. du titre 19. de la Cout. de Berry, Boguet dans son Commentaire sur la Cout. de Bourgogne-Comté, tit. 3. des Successions p. 140. M. Perard dans son Recueil de pièces p. 350. & Voyez les mots *Aubaine, Aubenage.*

BASTILLE, ou BASTIDE.] En Froissart, Fort ou Château, *Castellum subitarium.*

BASTON.] Voyez les mots *Fust, Rain, & Main.* * Voyez aussi *Chandelle.*

* **BASTON.**] Troyes art. 189. Dans cet article par *Baston* l'on entend la garde d'un troupeau; de sorte qu'un troupeau est sous un seul baston, quand il est conduit par un seul pasteur.

BASTON ROYAL.] *Litnus, Regium baculum, in quo potestas dirimendarum litium. Donatus & Servius in 7. Æneidos. Litnus virga regalis, quasi lites determinans. Idem in 3. Georgicorum.*

Chez les Anglois Baston signifie un sergent, *seres quidam seu liñores.* à Fr. Gal. Ba-Sergent, un Huissier à verge, *Skinnes* Baston, *Baculus à Baculo scilicet rubro,* in *Etymolog. Baston vocantur apparitionem officii insigne manu gestant.*

CRY ET SON DE BASTON.] Comines sous Lille, art. 14.

BATAILLE.] Qui a été défendue en France pour n'en user en Justice en aucun plaid ou querelle: mais user de preuve par titres ou témoins: comme aussi par les establissemens de nos Rois le port d'armes & les chevauchées sont défendues. Voyez Gage de bataille: & Monstrelet. Voyez aussi sur le mot *Duel.*

* **BATELERESCHES, Bateillerthes, ou Batheiches.**] Beaumanoir, chap. 4. p. 32. lig. 38. chap. 21. pag. 115. lig. 21.

Selon Beaumanoir sont des Villes où il n'y a point de commune. Ces Villes ont peut-être été appelées *Bateleresches*, parce qu'elles étoient des places d'armes, & fortifiées de Châteaux de bois appelez *Baldresche, Bastresche.* Charta, an. 1179. *Videlicet ad fossidandum, & aspalandum, & faciendum Baldrescas.* Guillelm. Brito, lib. 4. Philipp. v. 186.

Dein valla munire student, fossisque profundis

Omnem circuitum Castrorum, nec minus alie

Per loca Bristegie, Castellaque lignea surgunt.

& lib. 7. v. 351. 359.

Carripit absque mora Vulcanus lignea valli

Vincula, &c.

Haud secus absunt Bristegas valla domesque ,

Et que reddant turos harditia muros ,

Voyez *Bretesque* , & la *Chronique de Flandres* , pag. 49. lig. 14.

Bataillia étoient aussi des fortifications ; d'où ces villes ont peut être encore été appelées *Bateilleches* , ou *Batheiches*.

* *BATTES*.] Lorraine , art. 247.

Sont des filieres faites dans le mur d'une maison pour y placer le bois des fenestres. Ces Battes sont des marques que le côté ou la partie du mur où elles sont , appartient à celui qui les y a fait faire. Voyez *Fabert* sur cet article , & sur l'art. 264.

LE BATU PAYE L'AMENDE.] C'est un ancien statut , qui dépend de ce qu'en plusieurs lieux celui qui bleffoit en soy defendant payoit l'amende contre raison , & en aucuns lieux par coutume le battu payoit l'amende , comme à Lorty : ce qui a été expressément aboly par la coutume de S. Sever en Gascogne tit. 18. art. 15. Aussi celui qui par autorité de Justice étoit entré en champ de bataille à pied ou à cheval contre sa partie adverse , à défaut de pouvoir faire preuve du crime ou debt pretendu par témoins , & qui avoit été vaincu par armes ou à la main sans ferrement , il perdoit le gage de bataille , & payoit l'amende , outre ce qu'il étoit réputé pour convaincu du crime , ou tenu du debt : & au contraire il étoit absout & acquité.

BAVOUER , ou BAVOIS.] C'est le Tableau ou feuille de compte qui contient le fondement de l'évaluation des droits de seigneurie , foiblage , escharté , & brassage , selon le prix qui court , & qui est attribué par l'Ordonnance du Roy à l'or , argent & billon , tant en œuvre que hors œuvre. Voyez les annotations du *Correcteur Gellée* , sur le *Guidon des Finances*.

BAYONNIERS.] En la vieille *Chronique de Flandres* chap. 24. sont *Arbalestriers*.

BAZOCHE , BAZOCHIENS.] *Bazochios* . *Joan. Lucio lib. 12. Placitorum tit. 3. quasi dicaces , qui verba funditant , & salibus ludunt : qui risitantes irruunt cachinnos , joca , dicta*. Voyez le mot *ROY*.

* *BEC S-JAUNES*.] C'est ainsi qu'en quelques lieux on appelle des main-mortables , selon *Antoine Colombet* dans son livre qui a pour titre : *Colonia Celtica Lucrosa* Tom. 7. §. 4. & §. 6. Voyez *Bazoché* , & *M. Mesnage* dans ses *Origines* sur le mot *Niais*.

* *BEDATS*.] *ACS* tit. xi. de *Pâturages* , art. 12. 18. &c. sont des garennes & des bois prohibez , ou defendus. Ce mot vient de *vetare*. Voyez *Bois vetés*.

BEDEAUX.] *Normandie* chap. 4. §. 123. Sont les moindres sergens ou bas sergens , à la difference des sergens fieffez , & des ser-

gens de l'espée. Par l'Ordonnance du Roy S. Louis de l'an 1254. les Seneschaux & Baillifs ne doivent pas avoir trop de Bedeaux pour exécuter les mandemens de Justice.

Es Universitez les Docteurs & Professeurs des Facultez, le Recteur & les Nations ont aussi leurs Bedeaux, qui sont comme Sergens à masse ou à verge: *Παῖδες ἄρτοι, παῖδες ὀπισθοί*. Voyez le mot SERGENT.

* *B E E S* de *coffe*.] Paris, art. 202.

* *B E F F R O T*.] Amiens Locale art. 19. *Artois*, anc. art. 98. Nouvelle art. 145. C'est une Tour où l'on met la Ban-cloque, c'est-à-dire la cloche à ban, ou la cloche destinée à convoquer les habitants d'une ville. Entre les privileges de commune, on comptoit anciennement le Bessroy, ou la ban-cloque. La Charte de l'affranchissement de S. Vallery accordé en 1376. par Jean Comte d'Artois. *Item nous avons donné & accordé Echevinage, Ban-cloque grande & petite, pilori, scel, & banlieue aux Maires Echevins & commune de Saint Vallery.*

Dans la Coutume d'Artois le Bessroy est la maison ou l'édifice auquel le moulin à eau est attaché.

B E G U E R: *B E G U E' E*.] Bearn tit. 7. art. 11. tit. 19. art. 18. ou Vegué. tit. 57. art. 21. 23. 28. C'est un Sergent ou Officier qui est autre que le bail, & qui exécute les Mandemens & Commissions de Justice.

B E N E V I S, ET *A B E N E V I S E R*.] Es anciens titres & instrumens de baux d'heritages Ecclesiastiques & autres. *Forstian est contractus precaria, qui differt à libellario contractu (nec enim hic obstringo fidem meam.) De Precariis, locus est lib. 4. legis Francica, cap. 39. & libro 5. inter Constitutiones Caroli Imp. & titulus lib. 3. Decretalium. De libellaria in legibus Luitprandi Regis Longobard. tit. 67. De libellariis eod. lib. 5. & in libris Feudor.*

J'ay appris de Monsieur Aubert homme de lettres & celebre Avocat à Lion, qu'il y a de la difference entre le Contrat appellé *Precaria*, *jus libellarium*, & l'*Abenevis*. Le Contrat appellé *Precaria*, *jus libellarium*, se renouvelloit de cinq années en cinq années. *cap. 1. extr. de precar.* au lieu que l'*Abenevis* dure toujours, ce qui est si vray, que quand quelqu'un par un tems immemorial a joui des eaux d'un Seigneur, on tient dans le Lionnois, que le Seigneur est obligé de donner celui qui jouit ainsi de ses eaux, un *Abenevis*, sous une redevance qui emporte lods & ventes dans le cas des alienations.

Abenevis, dans le Lionnois & les pays

voisins signifie donc en general toute concession, qu'un Seigneur fait à quelqu'un sous quelque redevance: mais particulièrement une concession d'eaux pour faire tourner des moulins, ou pour arroser des prez. Cette concession est ainsi nommée, parce que le Seigneur la fait moyennant une redevance, qu'il fixe, & qu'il *abonne* ou *aborne*. Car *beneviser*, *abeneviser*, n'est autre chose que *fixer*, *aborner*; & dans le Lionnois, une dixme *abenevisée*, un *servis abenevisé*, ne sont autre chose qu'une dixme & un service *abournez* ou *abonnez*. Monsieur du Cange sur le mot *Benevisum*, fait venir *Benevis* de *Beneficium*. Voyez le même

Auteur v. *Allodium habere in re aliqua*, Tom. 1. Colon. 147.

* *BER*, *Bers*.] Baron. Voyez ce mot.

CHAMP BESIALLE.] Acs, tit. 11. art. 2. 4. C'est une terre ou Lande commune à plusieurs.

* *BESONCLE*, *BESANTE*.] Bretagne, art. 559. nouvelle Coutume, art. 592. sont les grands oncles & les grandes tantes ; d'*amita*, on a fait *ante* ; ensuite *la-t-ante*, & enfin la tante.

Tout le *BESTAIL* à pied fourché des paroissiens appartient au Seigneur haut-justicier, si aucun est mort ladre apparent, & dont ils n'auroient averti la justice pour être visité, & jugé selon la Coutume de Boulenois art. 25. Mais il est autrement observé en la ville & banlieue de Boulogne art. 14.

* *BESTES Enhendées*.] Bretagne art. 414. 396. Sont des bêtes retenues par des liens qu'elles ont aux pieds de devant : *Sunt verò heudes*, dit d'Argentré sur l'art. 376. de l'ancienne Coutume, *Pedica quæ anterioribus equorum pedibus injiciuntur, ut numella quæ uni tantum pedi (ut appellant sepeaux) quod fieri solet irrenibus equis, quæ se solent subducere. pascuis, vagari, aut alienos greges sequi, vel vicinos agros infestare, & septa saltu transire, quos injectis pedicis morari agricolæ consuere, nec tam operta fossa aut aggere opus est.*

* *BESTIAUX de fer*.] Beaumanoir, chap. 68. à la fin, pag. 346. Voyez *Chaptel*.

BEZANT D'OR.] Est une ancienne espece de monnoie d'or, dont la rançon du Roy S. Louis fut payée lors qu'il étoit détenu des Sarrazins : & chacun Bezanat pouvoit valoir cinquante livres tournois de nôtre monnoie. *Bisantii duo in c. 10. de jurejurando.*

* *BIAFORA*.] Bearn, Rubrique de probations d'instrumens, art. 9. *Biahores*, Acs tit. 16. art. 6.

C'est un cry, par lequel celui qui est volé & outragé, & même le Juge ou toute autre personne qui a vû commettre le crime, appellent le peuple ou la commune pour poursuivre & prendre le criminel. Voyez *Arsin*, *Cry de feu & de meurtre*, & les mots *Haro* & *Hu*.

Selon Cancer dans le livre troisième de ses diverses résolutions, chap. 5. & 12. en Catalogne, où ce cry est usité, s'il est fait sur les terres du Roy, l'on sonne aussi-tôt les *cloches*, ce qu'on appelle *sometent* ; & s'il est fait sur les terres des Barons, l'on ne doit sonner que le cor.

Cet Auteur parle ainsi du *sometent*, dans le livre 3. cité cy-dessus, chap. 5. *in principio*.

Processum soni emissi, esse regaliam solemnissimam, potentissimam,

& utilissimam in Cathalonia attestatur Jacobus Calicius in proemio tractatus soni emissi : Anton. Oliba in repetitione usatici , alium namque cap. 14 n. 44. & sequenti , de jure fisci.

Si quidem in vim processus facti pro sono emissio , potest dominus Rex capere quoscumque malefactores quos deprehenderit , dictum sonum insequendo , & eos carceribus mancipare , licet inter dictos malefactores aliqui sint Clerici , ut notat Antonius Oliba , dict. c. 14. n. 43. ubi jura municipalia allegat ; subdit tamen Clericum sic captum non posse detineri , nisi per 24. horas & postea debere Judici Ecclesiastico tradi.

Hoc idem , referens concordiam Regina Eleonoris , & Cardinalis Conventuarum , qua ita super hac disponit , est in 2. vol. constit. tit. de solumetent sacramental. tradit Calic. in dicto tractatu de sono emissio q. 7.

Ad hoc pro executione dicti soni emissi intrant officiales regii , Ecclesias , Monasteria , & alia quaecumque templa , & loca sacra , absque metu incursus excommunicationis , & ex eis extrahunt malefactores quoscumque , & secum ad suos carceres ducunt , ut disponit prefata concordia , & post Mier. & Calic. tradit Ans. Oliba ubi supra , & Mich. Ferrer. 3. part. observ. c. 243. & etiam ingrediuntur loca , terminos , & castra Baronum , & illinc etiam malefactores extrahunt , ut plene prosequitur Calic. in d. tract. de sono emissio q. 8. & quotidie praxis ita observat.

Quero 1. qua sit practica hujus processus soni emissi ? ad hujus rei evidentiam oportet scire , non esse locum declarationi istius processus , nisi pro crimine pro quo malefactor corporaliter veniret puniendus , vel quod maleficium esset perpetratum in camino publico , vel etiam extra , esset samen de quo malefactor non posset facere emendam , ut habetur in const. a. hoc tit. & not. Calic. in d. tract. de sono emissio vers. 3. per quem debeat initiari.

Commisso isto maleficio , emittitur in loco delicti , & seu circiter dictum locum , sonus & seu vociferatio viatoria , viatoria , & per istum sonum de viatoria initiatur iste processus , & dicta vociferatio de viatoria , ducitur interdum per damnificatum , interdum per alium qui delictum vidit , & reportatur ad Vicarium seu suam curiam , & ei denuntiat maleficium , quod fuit commissum , & Vicarius continuando sonum informat se de facto , sine scriptura , ut notat Dom. Oliba dict. cap. 14. n. 86. & ante eum Calic. in dict. tract. q. 8. v. & caveat sibi Vicarius.

Quamvis hodierna praxis contrarium observet , quoniam denuntiatio istius , qui sonum Vicario intimavit , redigitur in scriptis , & super dicta denuntiatione , recipitur informatio de delicto , de delinquentibus , & loco quo se receperunt , vel per nuntium , qui ad locum delicti mittitur , vel per alios , qui illud scire reperiuntur : qua informatione recepta , Vicarius in domo consilii civitatis , aut villa , & probos homines ad id

adhiteri solitos, ut ipsi omnes inter se videant, & judicent, an sit locus declarationi soni, & ubi sit locus, illa declaratio redigitur in scriptis, & Vicarius continuat statim dictum sonum, clamando voce alta in platea, Viafor à so metent, viafor à so metent, viafor à so metent, & facit pulsari campanam, & ponit vexillum in loco publico, & convocat homines destinatos ad dictum effectum, per publicum-praemonium, ut sequantur cum suis armis vexillum, & cum dicto exercitu ipse se confert ad locum ubi dicuntur esse malefactores, ad capiendum nempe eos, quia hic processus solum fit ut capi possint malefactores, ut notat Ant. Oliva d. c. 14. n. 50. & seq. & Calic. in d. tract. de sono emisso v. secundo videndum est, post medium.

Et postquam Vicarius cum exercitu suo pervenit ad locum ubi praesenditur esse malefactor, monetur dominus castri, seu loci ubi praesenditur esse malefactor, ut ei det malefactorem, qui eo se receperit, & si dicit, non esse illuc, monetur ut aperiat ostium, quia vult Vicarius facere scrutinium, sive Escorcoll in dicto loco, sive castro, ad videndum an ibi sit: & si monitus saepe, ostium aperire recuset, in ejus reusentiam, Vicarius (omissa via facti quoad dampnationem, nam eam moleste fert Senatus, & quotidie ut ipse vidi acriter castigat) solet aperire ostium, eo meliori moda quo potest, etiam frangenda fores, si alias non potest, cum sit ei licitum, cum sint de facto ei porta clausa, in casu quo non erant claudenda, ut notat in terminis Ibandus de Bardax, super foris Arragonum, tit. de his qui ad Ecclesias confugiunt n. 37. circa finem, & facit textus in leg. si is cum quo, ff. communi dividundo. Tuncque facit scrutinium in dicto loco sive castro, & tunc continuatur sonus, & quotidie semel saltim pulsantur campanae. Et si facto scrutinio non reperitur aliquis malefactor, revertitur Vicarius cum suo exercitu in villam, sive civitatem, & cessat sonus, ut egregie hanc practicam ponit Calicius in d. tract. de sono emisso, q. 8. post princip. quam in Senatu diversis vocibus probari vidi, quia sum advocatus cujusdam amplissima civitatis, & cujusdam ville, ubi iste processus, nescio quo fato, saepissimo frequentatur. Et dans le nombre 51. du même chapitre, il parle ainsi du Biafora ou Viafora arie dans les terres des Barons.

Insuper idem Calic. d. q. 6. in fin. d. cap. Barones, ait dominos locorum, & seu suos officiales, licet non habeant processum soni emissi, posse tamen emittendo sonum de Viafora, persequi malefactores intra suas baronias, sive terminos, quia quolibet castrum sive baronia ratione sua jurisdictionis habet annexum sonum de Viafora quod etiam tradit Mirr. collat. 2. p. 1. tit. de officio Vicarii c. 14. n. 64. fol. 22.

Le même auteur part. 3. chap. 18. n. 59.

Ad hac domini Castri pro persequendis malefactoribus intra suum terminum licet non habeant processum soni emissi, ut diximus in cap. de sono emissio, habent tamen sonum de Viafor, ut notat Calic. in tract. de sono emissio q. 6. Mier in d. cap. 14. ubi dicit, istum sonum de Viafor, debere fieri cum cornu, non cum campanis: sed hodie usus eorum abiit in desuetudinem, & sic fit cum campanis; in aliquibus tamen locis adhuc durat usus cornu, & istum sonum omnes homines castri sequi tenentur intra dictum terminum, ut notat ibidem Mier. n. 71. & hoc jure utimur. Pro quo videndus Lucas de Penna in leg. 1. Cod. ne rustici ad ullum obsequium lib. xj. ubi dicit dominum posse cogere subditos ad se ipsos armandum & fugandos seu capiendos latrones, quem refert, & sequitur Chassaneus in Cons. Burgund. rub 1 §. 4. circ. princip. n. xj. Voyez Commun de paix, Peage & joignez ce qu'a écrit sur ce sujet Fontanella dans son traité De pactis nuptialibus claus. 4. glos. xj. n. 55. 56. 57. 58. &c.

BIANS.] Poitou art. 99. 102. & 190. Angoumois art. 22. auquel il faut ainsi lire. S. Jean d'Angely art. 131. & 132. BIAINS. Anjou, art. 499.

Sont corvées tant d'hommes que de bêtes, que la Coutume de la Marche appelle BANS-ARBANS. Voyez le mot *Arban*.

* Selon toutes les apparences ces corvées ont été ainsi appelées, parce que les Seigneurs à qui elles étoient dûes les bannissoient ou les proclamoient: ce qui se justifie encore par les articles 136. 137. 143. 146. 166. 167. 168. 429. 403. de la Coutume de la Marche, & par l'article 4. du titre premier de la Coutume de la Baronie de Châteauneuf où elles sont appelées *Bans*, & *Arbans*. Voyez Ban.

Cependant la conjecture de Monsieur Hevin dans ses Observations sur Frain tom. 1. page 446. mérite d'être icy rapportée. Cet Auteur est d'avis que ces corvées ont été nommées *Bians*, *Biains*, parce qu'elles sont dûes particulièrement pour la recolte des biens de la terre; ce qu'il prouve premierement par le mot *Abiennier*, qui signifie en Bretagne amasser & recueillir, & par la clause suivante d'une transaction de l'an 1265. conquë en ces termes. *Vavassorii habent leur bien in terra &c. habent autem leur bien, ad fenum faciendum &c. habent etiam leur bien ad vindemias faciendas quandiu duraverint; habent etiam leur bien ad lignum adportandum in Natale Domini, & hoc semel, & ex quo Adventus Domini decantabitur, usque ad Circumcisionem Domini nullum biennium facient præter biennium ad ligna adportandum in Natale Domini, & hoc semel: habent autem leur bien ad deferendum Boscum, de una Castellania in aliam Castellaniam &c.* Maître Galland a fait sur ces mots l'observation qui suit.

Bians & corvées peuvent avoir été désignées par ces mots *Biennia*, *Bibennia*, ou *Vidanno*, *quod bis in anno prestarentur, nisi aliud convenisset*. Il y en a deux sortes principales : *Manopera*, Manœuvres ; *Corvées de bras* ; ou *Carropera*. Ce qu'un Titre de S. Denys de l'an 1226. exprime en ces mots : *Corveias tam brachiorum quam carrucarum & equorum*. *Corvea* en un Titre de S. Maur des Fossees de l'an 1238. *Corveas de adducendo blado apud Fossatum semel in anno* ; & *ei Corveas vanum sacci & Balleri remissimus*. Autre de 1239. *Corvata*. Tit. Chartul. *Alba-Petra in Episcopatu Lingonenſi*, l'an 1121. *Duas Corvatas de Broclio quod Hugo dederat fratribus*.

Biennium. S. Denys 1283. *mensis Aug.* Appert que le Roy avoit in villis & territoriis de Belna clauso Regis, & Romana villa &c. octo libras pro uno mēgerio.... Charteium seu Biennium, vinagium, harpagium, &c.

Biannum, en une Patente de Guillaume Duc d'Aquitaine, au Chartulaire S. Cyprien de Poitou.

Chartulaire S. Aubin d'Angers. *Notum fieri volumus hominibus nostre aetatis & future quod Fulco Andegavensium Comes nepos Gaufridi Comitis pro redemptione suorum donavit sancto Albino omnes consuetudines quas habebat exceptis istis, scilicet de sanguine qui fundetur per arma moluta de homine penitus occiso, & de Bidanno & Friscinga, & de hominibus in hostem submovendis*. Au livre de restitutione sancti Florentii, qui est pardevers M. Loyauté, titre du 27. Septembre 1013. par lequel Hubert Evêque d'Angers remet aux Religieux divers droits : *Remitto omne Bidannum, omnesque corvadas, & cunctas omnino consuetudines &c.*

Dans les articles 136. 137. 143. 146. 166. 167. 168. 429. 430. de la Coutume de la Marche, les *Bians* sont joints avec les *Arbans*.

Quant au mot *Arban* ; il est employé en diverses significations. En la Coutume de la Marche dont on vient de citer les Articles ; il signifie des droits de Servitude deus par celui qui tient heritage serf ou mortuaillable art. 166. 429. &c. L'aveu de la terre de Linieres en Berry rendu par Charles de la Rochefoucault l'an 1553. contient cet article : *Bians, Herbans & corvées pour le Seigneur*. Au Chartulaire de Nôtre-Dame des Champs près Paris, sont deux titres faisant mention de *Arban*, ou *Asbans*. In nomine S. & Ind. Trin. Ego Ludovicus Philippi Regis Filius Dei gratia Francorum Rex constitutus. Notum sit presentibus & futuris : *Quod Bartholomaeo de Fulgoso furnum quod Parisius habebat, tanta libertate possidendum & habendum concessimus huic pradiſti furni ab omni consuetudine videlicet tallia seu equitatione seu Asbanno, seu exemptione nostri prepositi remaneat liber, Huic dono interfuerunt Comes Radolphus, Stephanus Cancellarius, Stephanus Dapifer, Hugo de Ruanova, Ervinnus Aurelianus, in Palatio publicè, infra Dominicam post Natale. Regnante Ludovico IV. an. dat. per manum domini Stephani Cancellarii.*

Autre Patente. *Ludovicus Domini Regis Filius & Dux Aquitania*. Notum &c. *Quod ad preces Bartholomei de Fulgoso qui patri nostro satis fidelis extiterat, Monachis Beata Maria de Campis concessimus, ut furnum illum quem de dono illius habent, in vico Judaeorum in eadem possideant libertate, quâ pater noster pradiſto Bartholomaeo concesserat ; ut scilicet furni pradiſti sex telemenari & furnarius ab equitatione & tallia, & Asbanno & exactione nostri prepositi, & omnimoda alia consuetudine liberi maneat & immunes*. Actum Paris. an. Incarnationis Verbi 1140. Regni nostri 8. *adstantibus &c. Radul. Vice-Com. Dapif. S. Villol. Rufia. S. Math.*

Canter. S. Math. Const. Datum per manum Cadurci Cancellarii.

La Coutume de Poitou article 103. dit que *Herbanx* sont rentes nobles deuës sur Fiefs. Grande difference avec la Coutume de la Marche. Le plus ancien Coutumier de Poitou c. 68. & la Coutume redigée l'an 1534. art. 83. usa du mot *Arbans*. Diversité procedant de l'ignorance du nom. Le dernier Paraphraste de la Coutume c. 28. note 3. dit que *Herbanx* se payent par ceux qui ont droit ou permission de faire paistre leur bétail sur le fond ou heritage d'autrui, c'est deviner : Le terme *natura est Harban*. En l'Histoire de la Maison de

Chastaigneraye dressée par M. du Chesne, est rapporté entre les premiers un titre fort clair. *Guillelmus de Cantumeralia & fratres sui & mater eorum Theophania, pro anima patris sui noviter defuncti, quarteria VII. blavii quae habebant de Arbanno, in terris de Petoella, & in terra Chamaillardi, & Gallinas & quolibet ad illius Arbannum pertinentia. Hoc Arbannum dederunt in perpetuum, &c.* L'Auteur de l'indice des mots obscurs imprimé sur la fin du second tome des Coutumes, subroge *Arban* au lieu de *Herbanx*. en l'article 103. de la Coutume de Poitou. (M. GALLAND.)

* *BICHENAGE.*] Extrait tiré du dénombrement fait au Roy l'an 1522. par le Chastelain de la Terre & Seigneurie de Bussi en Bourgogne.

Le droit de BICHENAGE de tous gteins, & de toutes autres choses qui se vendent au boesseault au marchef dudit lieu, & non à autre jour, est tel. C'est à sçavoir que d'un Boesseault l'on ne doit rien : de deux Boesseaults, l'on doit pour le Bichenage une écuëlle. De trois boesseaults, l'on ne paye qu'une éculée ; de quatre boesseaults, deux éculées ; de cinq boesseaults l'on ne paye que deux éculées ; de six boesseaults l'on paye trois écuëlles, & ainsi de plus le plus, & du moins le moins, sans rien payer du non pair : Et est à sçavoir que les vingt écuëlles font le boesseault qui contient trois couppons, & les deux boesseaults font la quarte, & les deux quartes font le bichet, qui est la plus grande mesure de Bussi.

Item est à sçavoir que ledit Bichenage se prend & leve audit marchef des noix, des oignons, & de toutes autres choses qui se mesurent audit boesseault en la forme & maniere que dessus.

Item & est encore à sçavoir que ceux qui payent ledit Bichenage, ne doivent rien de vente ni de peage, à cause de ce dont ils auront payé le Bichenage. (M. GALLAND.)

Les BIDAUX.] Au chap. 36. de l'ancienne Chronique François de Flandre, & en l'histoire de Froissart, livre I. chap. 51. & 55. 61. 72. 113. 104. sont gens de guerre à pied. *Sic condita & abstrusa rimari soleo.*

BIFFAGE.] Biffer un compte, *perscriptari, examinare, excutere, dispungere rationes.*

BILLET, ou ETIQUET.] Troyes art. 126. Lille art. 157. *Est programma* : la schedule ou libelle que le sergent attache à l'auditoire

d'un Juge qui doit decreter les heritages saisis : il se met aussi à la maison qu'on veut acquerir par justice.

BILLETTE.] Tours, art. 82. Lodunois, ch. 7. art. 2. Anjou, art. 52. 58. Le Maine, art. 60. 67. Laquelle on met au lieu de la peagerie & coutumerie, afin d'avertir les passans qu'ils doivent droit de peage & coutume, de travers & acquit.

BILLOS:] Bretagne, art. 292.

Sont les droits & impositions que le Roy ou autre Seigneur, ou la Ville par octroy prend sur le vin, comme les vingtièmes, unzièmes, huitièmes, trezièmes, quatrièmes.

* **BLACHE, BLACHIA.**] C'est en Dauphiné une terre plantée de chesnes ou de châtaigners, si distans les uns des autres qu'ils n'empêchent pas qu'on n'y laboure. M. Salvaing qui explique ainsi ce mot dans son Traité de l'usage des Fiefs, dit, que c'est un terme du pais dont on ne peut donner l'étymologie.

DR O I T de BLA I R I E, Seigneur **BLA I E R.**] Nivernois tit. 3. art. 1. & suivans.

Auquel appartient au dedans de sa Justice, emende contre ceux qui menent ou envoient leurs bêtes pâturer en vaine pâture, s'ils ne sont ses justiciables : lesquels aussi payent certaine redevance pour la blairie & permission de vaine pâture és terres & prez dépouillez, bois & autres heritages non clos ne fermez après les desbleures levées desdits prez & terres.

Il y a une autre espece de *Blairie* que celle dont parle Ragueau, dont mention se trouve en des anciens aveus & dénombremens baillez au Roy & à Monsieur l'Evêque de Mâcon, conjointement Seigneurs de la Chastellenie de Virizet au pais de Mâconnois, par Jean de Vichi Seigneur de Marigny & Virizet en partie, où il employe tenir la Prevôté dudit Virizet ; & par les Transactions faites avec plusieurs habitans des Villages dépendans de ladite Chastellenie, ledit Evêque est reconnu qu'à cause de ladite Prevôté appartient audit sieur de Marigny le droit de Blairie, qui est d'a-

voir de chacun des habitans de trois villages y mentionnez, sçavoir de deux six gerbes de seigle au temps de moisson, & d'un troisième dont le territoire est meilleur, six gerbes froment ; & des ménages qui ne tiennent bœufs arables trois gerbes ; & de chacun tous les ménages six œufs à Pâques ; Aussi ledit sieur est tenu de nommer à la mi - Carême deux hommes qui font serment à Justice de bien garder les bleds & vendanges, prendre les bêtes trouvées en méfait, les amener és prisons dudit Virizet, & qu'il doit entretenir. (M. GALLAND.)

BO I S B L A N C.] Monstreuil, art. 46.

S O L S ou LIVRES B L A N C S :] Hainaut chap. 44. 50. 65. 70. 79. 103. 105. Mons, chap. 29. 33. 45. 50. 51. 52. Et vulgairement entre le peuple un petit blanc, un grand blanc, à la difference de la monnoye noire qui étoit de moindre valeur que la monnoye blanche. Aussi il y a des

Tournois, des Paris, des Mançais, Nereys, Angevins, Bourdellois, Viennois, & autres.

* **BLANDE.**] C'est foilage, qui se paye au pays de Forests par habitans faisant feu vif; d'où provient le proverbe, Feu mort, Blande cesse. V. 1. *Foagium*.

L'on demande si c'est un droit Seigneurial? Celuy qui est dû au Roy és du pays de Forests est Seigneurial. Les reconnoissances sont conçues en ces termes. *Pour Blande, avoine deux ras, deux gelines rendables avec lods & ventes & reconnoissances.* Ailleurs, *Pour blande, taille, baptizée, même &c.* ut supra.

Ez Terres du sieur de S. Priaix, il n'est pas Seigneurial: Ceux qui doivent blande le reconnoissent pour raison des fonds qu'ils tiennent se mouvant de directe & censive.

Blande en Auvergne est la flamme du feu.

Coutume de Bretagne, article 545. *Quand le feu est ébrandi en plusieurs maisons, on peut abbatre les maisons &c.* (M. GALLAND.)

TIRER la BLANQUE.] Qui est un jeu que le docte Pasquier represente au 6. liyre de ses Recherches chap. 45.

BLASMER le DENOMBREMENT ou ADVEU. Le BLASME.] Paris, art. 10. Melun, art. 38. 40. Estampes, art. 44. Montfort. art. 7. Vallois, art. 51. Laon, art. 23. & suiv. Châlons, art. 206. Reims, art. 98. Ribemont, art. 33. Châteauneuf, art. 35. Sedan, art. 70. Peronne, art. 61. 62. Nivernois, tit. 4. art. 49. 67. Bretagne, art. 361. Dourdan, art. 17. Cambrai, tit. 1. art. 58.

Quand le Seigneur ne le veut recevoir de son vassal pour quelque cause, & le débat de defectuosité ou autrement, & le contredire: ou quand le Seigneur débat la declaration donnée par son sujet de ses heritages, rentes & devoirs. Tours, art. 3. Grand Perche, art. 44.

BLASMER LES CRIÉES ET LES EXPLOITS D'ICELLES.] Ponthieu, art. 125.

Quand le propriétaire, duquel l'heritage est saisi & subhasté, débat les criées & subhastations. *Illud in confesso est: sed quam ego personam indui, agenda est.*

* **BLOC.**] Offrir deniers en gros & en Bloc, ce mot selon Coquille sur l'article 3. du chap. 31. de la Coutume de Nevers, est tiré du latin *in globo*. Voyez néanmoins ce qu'on a observé sur *Edifices abloquiez*.

* **BLOCAIL.**] Dans la Coutume locale de l'Eschevinage d'Amiens, art. 25. Voyez *Edifices Abloquiez*.

* **BOAGE.**] C'est en Bresse le prix dû pour le louage des Bœufs. Voyez M. Revel sur les Statuts de Bresse, pag. 211.

BOHADE.] Auvergne, chap. 25. art. 21. ou **VOVADE : La Marche**, article 139.

Quand le sujet doit au Seigneur une paire de bœufs ou une charrette, pour aller pour lui au vin ou en son vignoble ; cette corvée est aussi conjointe au droit de **VINADE**.

* **BOHEMIS.]** Navarre tit. 28. art. 62. Sont des vagabonds, auxquels il est enjoint aux Baillifs, Senéchaux & leurs Lieutenans, chacun dans leur détroit, de faire commandement de vider, eux, leurs femmes & enfans, dedans deux mois, le Royaume, à peine des galeres & de punition corporelle. Voyez Besoldus dans son Tresor p. 369. & la Conférence des Ordonnances tom. 2. p. 832.

BOIDIE. BOISE.] Dans l'ancien Coutumier de Champagne art. 48. & dans l'ancien Acte françois rapporté cy-après sur les mots *le Mauvais emporte le bon* en la lettre M. ces mots signifient *fraude, tromperie* : de *Boise* on a fait le mot *emboiser*. Joignez les Origines de M. de Caseneuve, & append. Marc. Hispan. col. 1408. n. 22. & p. 1413. n. 14.

BOIS DE MARONAGE.] Lorraine tit. 3. art. 7. tit. 15. art. 17. 22. & au Cahier de la nouvelle Coutume.

Materia ou *materies* chez les Romains signifioit le bois propre à bâtir. Vitruv. de Architect. cap. 9. lib. 2. *Materies cadenda est à primo autumno ad id tempus, quod erit antequam flare incipiat Favonius. Vere enim omnes arbores sunt pręgnantes, & omnes sua proprietatis virtutem effrunt in frondes, anniversariosque fructus. Cum ergo inanes & humide temporum necessitate fuerint, vana sunt & raritatibus imbecilla: uti etiam corpora muliebria cum conceperint, à fœtu ad partum non judicantur integræ, neque in venalibus ea, cum sunt pręgnantia, præstantur sana: ideo quod in corpore præfeminatio crescens, ex omnibus cibi potestatibus detrahitis alimentum in se, & quo firmior efficitur ad maturitatem partus, eo minus patitur esse solidum id ipsum ex quo procreatur. L. 55. D. de legatis 3. Ligni appellatio nomen generale est. Sed sic separatur, ut sit aliquid *Materia*, aliquid *lignum*. *Materia* est quod ad edificandum, fulciendum necessaria est. *Lignum* quidquid comburi*

rendi causâ paratum est.

Le mot *Materia* se trouve pris dans cette signification ; in cap. de villis Caroli Magni art. 3. tom. 1. Capitul. col. 331. mais au lieu de *materia*, on disoit alors communément *materiamen*. Lex Bajuvar. tit. xi. cap. 7. art. 1. *si aliquis alicujus materiamen in sylva aut propter inimicitias vel invidiam truncaverit, vel laferit, cum alio simili restituat, & cum solido uno componat*. Lex Salica tit. 29. art. 27. 28. *Si quis in sylva materiamen alienum aut incenderit aut capulaverit, sexcentis denariis, qui faciunt solidos quindecim, culpabilis judicetur. Si quis materiamen de una parte dolatum furaverit, centum viginti denariis, qui faciunt solidos tres, culpabilis judicetur*.

De *materiamen* on a fait *marrein*, *mairien*, *marrien* ; & de *marrein* les latifonds des bas siècles ont fait *marre-num* ; comme d'Albani on a fait Aubains, & d'Aubains *Aubena* Chron. Roth. tom. 1. Mf. Labbei p. 374. 375.

Hoc anno 1227. cum Dominus Theobaldus Rothomagensis Episcopus voluisset adducere marrennum apud Rothomagum, quod fecerat fieri in foresta sua de Loviers, Ballivus de Valle Rodoli marrennum illud arreſſavit. L'on a dit ensuite Marroner pour bâtir, & enfin le bois de charpente a été appelé bois de marronage. Maroner se trouve dans une ancienne Transaction de l'an 1227. entre Alix Comtesse de Vienne & ses en-

fans, pour son douaire, rapportée par M. Perard dans son Recueil de Pièces p. 541. dont voici une clause. Item ha donné la nove ville de Clux, ensemble les censies, & tous les terraiges, excepté le bois; sauf ce que je Philippes desusdis a donné & octroyé à nôtredame mere & Dame, tant com elle vivra; l'usaige pour tous mes bois, por affoer, por marroner, por édifier &c. Vid. du Cang. in gloss.

BOISMORT, & MORT-BOIS, OU BOIS VIF.] Anjou art. 311. Berri, tit. 5. art. 43. Acs, tit. 11. art. 28.

MORT-BOIS est bois verd en état non portant fruit. **BOIS MORT** est bois sec en état ou gisant: Bois cheut, abbatu, ou sec debout, qui ne peut servir qu'à brûler: Nivernois tit. 17. art. 11. & 12.

MORT-BOIS est comme Saulx, Marſaulx, Espine, Puisne, Seur, Aulne, Peuple, Genest, Genèvre, Ronces: Comme il est expliqué en la charte aux Normans de l'an 1314. & en l'Ordonnance du Roy Charles V. de l'an 1376. faite pour le reglement des Forests: Et en l'Edit du Roy François premier de l'an 1516. art. 55. & de l'an 1533. *Ligna arida differunt ab infrugiferis.*

BOIS DE SERPE, de coupe, de line, de haute-fustaye, de touche, sont differents: Dunois, chap. 2. Poitou, art. 190. & 196. *Differunt sylva cadua vel tonsilis à glandaria.* Voyez la diction **MARMENTAU**.

* **BOIS VETES.]** Acs, tit. xi. art. xij. Voyez *Bedars*.

LE BOIS ACQUIERT LE PLAIN.] Duché de Bourgogne, art. 120. Comté de Bourgogne, art. 57. Quand la terre qui est demeurée sans labour & exercice l'espace de vingt ou trente ans, appartient au Seigneur haut-Justicier qui a forest bannale y joignant, s'il n'y a separation entre la forêt & le plain par fossés, bornes, murs, ou autres enseignes. Voyez *Accrue de bois*.

* **BONNET VERT.]** La raison pour laquelle ceux qui ont fait cession de biens, sont obligez de porter le bonnet vert, c'est afin qu'ils soient connus de tout le monde, & que personne ne soit trompé en contractant avec eux.

Monsieur Louet lettre C. sommaire 50. rapporte des Arrests de l'an 1606. qui ont jugé, que tous ceux qui faisoient cession de biens, soit qu'ils eussent été ruinez par leur débauche, ou par cas fortuit, étoient obligez indistinctement de porter le *bonnet vert*: Et Brodeau en cet endroit rapporte des Arrests, qui ont jugé, que ceux qui avoient fait cession de biens pourroient être reintegrez dans les prisons par

leurs creanciers, si les creanciers les rencontroient sans porter le bonnet vert. Mais l'Ordonnance de 1629. art. 144. a fait distinction entre les personnes qui faisoient cession, & a déclaré, *que ceux lesquels non par leur faute & débauche, mais par malheur ou inconvenient, seront tombez en pauvreté, & auront été contraints à cette cause de faire cession de biens, n'encoureront pas pour cela infamie ni aucune marque, sinon la publication ou affiche de leurs noms, & qu'il en sera fait mention dans la Sentence du Juge, par laquelle ils seront reçus à faire ladite cession de biens.*

L'usage du *bonnet vert* n'a été introduit en France par aucunes Ordonnances, mais par les Arrêts des Cours Souveraines, & comme la plupart des gens se ruinent par leur mauvaise conduite & par leur débauche, les Juges ont peut-être voulu que ce bonnet fût *vert*, afin que cette couleur fût une marque que celui qui faisoit cession n'avoit pas le cerveau meur.

Les Beotiens au rapport de Damascenus, amenoient les banqueroutiers en plein marché, ils les y faisoient asseoir & leur mettoient ensuite un panier sur la tête pour les rendre infames. Βιωτῶν ἐῖσι τοὶς χρεῖς ἐκ ἀποδιδοίτας εἰς ἀγορὰν ἀγορῆς καθίσαι κελεύουσιν, εἴπα κόφινον ἐπιβάλλουσιν αὐτῶν. ὃς ἐξ αὐτοῦ κοφινῶν ἄτιμος γίνεσθαι. (*id est*) *Quidam Baetorum decoctores qui non sunt solvendo in forum adducunt, & considerare jussis cophinum superinjiciunt ac qui hac cophini pœna affectus fuerit inde infamis fit.* Joignez la Note de Savaron sur l'Épître 6. de Sidonius lib. 7. p. 413. lig. 30. Voyez aussi les autorités rapportées par Brodeau sur le somm. de M. Louët marqué cy-dessus.

BONNIERE.] En la Somme rurale traitant des bornes & des ventes. *Est certus modus terre* comme ACRE, ARPENT, JOURNAU, MANCAUDE.

BORDAGE.] Normandie chap. 26. & au procès verbal de la Coutume de Dourdan.

Quand une borde, loge, hostel ou maison est baillée pour faire les vils services de son Seigneur, laquelle ne peut être vendue, donnée, ny engagée, & n'est tenue par homage : Normandie chap. 28. LES BORDIERS, Normandie, chap. 53. qui doivent le droit de Bordage, pour les terres par eux tenues par bordage.

* BORDELAGE] Voyez Bourdelage.

* BORDERIE.] Poitou, art. 177. c'est la Gagnerie de deux bœufs. Voyez Lelet sur l'art. 174. de la même Coutume.

* FENÊTRES BORGNES & AVEUGLES.] Lorraine art. 247. ou tit. 14. art. 21.

Les Fenêtres *Borgnes* sont celles par lesquelles on ne peut regarder qu'avec un œil, & les *Aveugles* sont celles desquelles on n'a aucun aspect

aspect si ce n'est du Ciel dont on reçoit le jour, ainsi que des borges. Il y a beaucoup de difference entre le jour & l'aspect; & de là vient que selon l'article 247. de la Coutume de Lorraine cité cy-dessus, *celuy auquel appartient un mur sans moyen joignant à l'heritage d'autrui, ne peut de nouveau, non plus qu'en un mur commun, y poser fenestres prenans jour & aspect sur l'heritage de son voisin (mais) bien y mettre (des fenestres) borges & aveugles.* Fabert sur cet article, prétend que les fenestres aveugles sont celles desquelles on ne reçoit aucun jour, & dont on n'a par conséquent aucun aspect. Mais le mot *borgne* qui a été mis dans le même article est une preuve certaine que les fenestres aveugles sont ainsi dites par rapport à l'aspect seulement, & non par rapport au jour.

DROIT DE BORNAGE.] A la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne, & en la patente du Roy Henry II. de l'an 1549. pour la confection d'un papier terrier: *Geometria autem per dimensiones terrarum terminis positus præstitit populis pacis emolumenta, dum quisque certo se sine patitur includi: Ut ex Varrone doctissimo Latinorum refert Aurelius Cassiodorus. Et regi fines dicuntur, quoties unusquisque ager propriis finibus terminatur: Boëtius ad Topica Ciceron. De terminis & finibus Roma lata sunt leges Mamilia Roscia Peducea, Alliena, Fabia, Sempronia, Julia, ut terminus esset pacis præses, & amicitia custos: & extant libelli de limitibus.*

BORNE:] Anjou art. 3. & 280. Le Maine art. 6. Amiens art. 247. Montreuil art. 8. Bretagne, art. 126. 394. 635. *Est terminus, iermen, termino, fines, limes agri, ὄρος, τόπος, ὁρίσιον, ὁροσίον, ut voce, ὁρίσας, etiam Pagus significatur in Glossis: & pagi appellatione tota præpositura & gens & tractus continetur, non vicus tantum. Hanc vocem Gallicam alii deducunt à βῆρις, id est tumulus, acervus In veteri Glossario Grimini, οἱ διπύκτες τοὺς ὄρους λίθοι. Grumi, οἱ τῶν ὄρων λίθοι. Charisius lib. 1. Ad fines sunt in agris vicini. Termino sacrificabant: quia in ejus tutela fines agrorum esse putabant: nec licet terminum exarare: Festus. Sed & Sylvanus ab Horatio appellatur tutor finium. Omnis possessio Sylvanum colit, quia primus in terram lapidem finalem posuit, ut in libellis de limitibus proponitur ex libris Dollabella. Lapidem autem terminalis diversa fuerunt figura: & limes agro positus litem ut discerneret arvis, Virgil. 12. Æneidos. Finitor determinat regiones, limites confinia. De Terminis, & Terminali Deo Plutarchus in Numa. Sic soleo cogitationes meas illustrare. Bodones vel botones vicem terminorum præstant: adnotat Cujacius, ad tit. 22. lib. 5. Sent. Pauli. Sacrificales pali, qui termini lignei Frontino de coloniis: vel sacrificales qui annuatim renovabantur, eisdem & aliis auctoribus qui de limitibus.*

* **BOSME.**] Dans le Nivernois c'est une Borne. Voyez Cédulle sur l'art. 5. du chap. 8. de la Coutume de Nivernois.

BOTAGE : BOTAGIER.] Aux Ordonnances des peages de la Ville de Paris.

M. Galland a fait sur ce mot l'observation qui suit.

Entre les droits plus anciens introduits par les Rois est celui-cy, *Botagium*. Les exemples en ont été touchés ailleurs, tirez de diverses Patentes anciennes. Dans le Chartulaire de S. Denys, titre de l'an 1244. *Girardus de Delugio miles* agréa la vente d'un fief dont il spécifie les droits, entre autres *Foragia, Abonnagia, Botagia*. Par autre de 1264. *Philippus*, dit Maillard, *vendit quicquid habet in toto Bottagio de Butilliaco*.

Au Chartulaire de Nogent le Rotrou, concession de Hugues Vicomte de Châteaudun, parlant du Bourg du S. Sepulchre: *Teloneum Vicecomitis est Botagium & Corvesagium*.

Au Compte rendu au Roy de la Vicomté de Paris pour l'an 1333. il y a un Chapitre de *Botagio & Galinagio*.

Au Chartul. de Dieppe, Patente de Richard Roy d'Angleterre 27. Janvier an. 1. Reg. *Habeant libertatem & quietantiam de consuetudine & exactione &c. de Melagio, de Botagio, & Galinagio*.

* **BOUADE.**] Voyez *Bohade*.

* **BOUAGE.**] Voyez *Cornage*.

LA BOUCHE, & LES MAINS, ou MAIN & BOUCHE.] Paris, art. 3. 4. 26. 66. Melun, art. 44. 45. 46. Sens, art. 192. 194. 196. Estampes, art. 2. 5. 39. Montfort, art. 2. & 18. Mantec, art. 41. Doussan, art. 2. 3. 40. Senlis, art. 152. 156. 165. Clermont, art. 73. & 104. Vallois, art. 52. Troyes, art. 44. 45. Laon, art. 157. 159. 222. Chalons, art. 166. 168. 170. Noyon, art. 25. S. Quentin, art. 65. 67. Ribemont, art. 3. & 4. Chauni, art. 73. 106. Auxerre, art. 62. 66. 76. 79. Nivernois, tit. 4. art. 56. Hainaut, ch. 77. & 80. Amiens, art. 21. Chateau-neuf, art. 22. Blois, art. 54. Cambray, tit. 1. art. 28. Calais, art. 12. & en la Somme rurale, & au ch. 25. du styl de Liege. Relever le fief de **MAIN & BOUCHE**, en la Coutume de Namur, traitant des fiefs.

FAIRE L'HOMAGE DE BOUCHE ET DE MAINS, ou de

nagio. Bourage au dénombrement de L. en Berry.

Judicat. Parlam. Candelos. 1276. Visá quadam chartá regia &c. Deliberatum fuit per judicium Abbati & Conventui sancti Dionysii saisina Botagii in terra sancti Mederici Paris

En un acte solennel de donné par le Couvent & Chapitre de S. Denys, du mois de Novembre 1248. *Sunt immunes à prestatione omnis Bottagii, omnis calceia, &c.*

Ce nom est tiré du Grec *Βουτή*, *Βουτήρι*, *Βουτήριον*, *Βούτις*, qui signifie un grand vaisseau à mettre vin. Menrtius & Rigault en leurs Glossaires Græco-barbares; Casaubon & Saumaïse sur les Historiens Romains; d'où vient *Bouteille*, *Botte*. Botte signifie aussi un crapaud: De là vient que l'on dit *plus enflé qu'une botte*; c'est à dire qu'un crapaud: ce que le sieur Fauchet a remarqué avant moy. Encore à présent, ces grands muids à mettre du vin venant d'Espagne, sont appelez *Bottes*.

MAIN A BOUCHE : HOMME DE BOUCHE ET DE MAINS.] Le vassal lige doit faire l'homage non seulement de bouche & de parole, mais aussi mettre ses mains entre les mains de son Seigneur feudal, comme il fut avisé pour le Roy d'Angleterre pour l'homage qu'il devoit au Roy de France, à cause du Duché d'Aquitaine, du Comté de Ponthieu & de Monstreuil, au recit de Froissard au premier livre ch. 25. Et en un Arrest Latin du Parlement à Paris de la Feste de Toussaints, 1275. La bouche & les mains sont deus par le vassal au Seigneur feudal, à sçavoir tant au nouveau Seigneur par l'ancien vassal, que par le nouvel acquereur ou vassal à l'ancien Seigneur, & quelquefois sans autre profit de fief, sans relief, rachat, chambellage, quint ou requint, comme en succession ou donation en ligne directe. *Solet dominus vasallum osculari, & ei manum porrigere, in signum amicitiae & fidelitatis.* La main & Bouche, c'est faire le serment de fidélité : Chauni, art. 106.

Le vassal doit faire foy & homage à son Seigneur feudal, & reconnoître tenir de luy le fief, & promettre de luy servir selon la nature & condition de fief, & l'avertir de son bien & dommage qu'on luy voudroit faire. Laon, art. 157. *que solet nominatim explicare ea que obscuriora videbantur.* Comme aussi la Coutume de Reims, art. 59. dit que la Bouche & les mains c'est faire la foy & homage. Et par l'article 16. de la même Coutume en aucuns cas est dû au Seigneur feudal par son vassal, la bouche & les mains seulement : aux autres la bouche & les mains avec le droit de relief ou rachat : aux autres la bouche & les mains avec le droit de quint seulement, ou avec droit de quint & requint ensemble : Comme aussi il est contenu par les autres Coutumes de France.

Le Seigneur feudal en recevant la fidélité de son vassal le doit baiser à la jouë, & luy prendre les mains : La Marche article 189. 190. 197. Le vassal doit le baiser à son Seigneur : Poitou, art. 111. 112. Doit l'ainé baiser son Jueigneur en le recevant à l'homage : Bretagne, art. 335. Le baiser & la foy, en l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 322. 327. Les vassaux baissent le Roy en la bouche par foy & homage, leurs mains jointes. Froissart livre 3. ch. 86. *Basium, suavius, osculum ab antiquis inter cognatos & propinquos institutum est, & maxime inter feminas : Festus, & est signum amicitiae : Amor osculo significatur. Amici & hospites amplexu & osculo excipiuntur, divitiarumque : Donatus in Eunuchum oscula facit officiosorum : Basia puerorum : suavia libidinosorum. Osculum est religiosum, suavius voluptatis. Servius in primum Eneidos. Obvium humaniter salutamus, dextram ei porrigimus, comiter excipimus. Laertius in Platone. Fidei regis amicis dextra pi-*

*gnus. Curtius Rufus, lib. 5. Dextra reconciliata gratia pignus. Idem lib. 6. Dextram fidei suæ pignus dedit. Idem lib. 8. Amicis porrigitur dextera. Marcellinus lib. 21. Osculum delibatum digitis ad os suum referre. Suetonius in Octavio cap. 94. Solebant & alterius auribus adprehensiss osculari. Guliel. Canterus lib. 6. Novarum lection. cap. 25. Pedem, manum, genam, dexteram Imperatoris osculari, apud Curopalatem. Canonicos episcopus ad osculum recipit honoris & amicitie causa, cap. 25. de prebendis. Pontifex maximus Abbatem, cap. 12, de privilegiis. Osculandam manum offerre, Suetonius in Caligula, cap. 56. Deosculata manu perfecta dicitur precatio, Lucianus de salutatione. *Vide Psalm. 2. vers. 12. & ibi Vatablum, & Geierum.*

Par la Coutume de Normandie, chap. 28. & 29. Celuy qui fait l'homage, doit joindre & étendre ses mains entre les mains de celuy qui le reçoit. En plusieurs lieux le vassal étant à genoux fait l'homage ayant les mains jointes entre les mains de son Seigneur, & luy baisant les pouces. *Manus porrectio, & deosculatio sunt hominii symbola. Lingua & manus verbo significatur etiam defensio qua domino debetur & verbis & manu si usus venerit.* De cette façon de faire homage il est aussi observé du livre de la Somme rurale, cy-après sous la diction HOMAGE. *Olim se regum clientela daturi tacto gladii capulo obsequium polliceri solebant. Saxo grammaticus lib. 2. historia Danica. Porro in plerisque causis veteres utebantur signis & symbolis; comme de mettre la main au bâton, de desceindre sa ceinture, de jeter les clefs & ceinture sur la fosse, de se prendre par le nez, de tirer l'oreille, de donner un soufflet, pour la memoire; qua de re locus extat in tit. 62. legis Ripuaria, in cap. 20. & 22. Legis Bajuvariorum, ut & olim licuit prehensa auricula testem sumere, cum quis in jus vocabatur, Plautus, Horatius ex 12. tabul. ut Porphyrio notat, & Airo ex Servio magistro urbis: Aurium atrectatio symbolum est Antestationis. In Aure ima memoria locus, quem tangentes antestamur. Plin. lib. 11. cap. 45. Ad huncce bellè accessit Hercules, & auriculam ejus tetigit: Seneca in ludo de morte Claudii Caesaris. Aurem pervellere memoria causa, Seneca libris de Beneficiis.* De tenir le bout de sa robbe en disant, JE LE VOUS AMENDE, pour la forme de ployer l'émende, comme il est contenu en l'Arrest de Jean du Fresnoy du 1. jour de Mars 1364. Aussi les investitures des Fiefs se sont faites par la tradition d'une épée dégainée, à cause de la promesse que le Seigneur faisoit à son vassal de le defendre luy & sa terre: comme appert en l'Arrest du Comte de Savoye, du 27. Février, 1376. pour l'homage du Marquisat de Saluces, contencieux entre ledit Comte, & le Dauphin de Viennois. Et les investitures des Prebendes par l'anneau d'or, Cap. 4. de concessione prebende.

Cap. ex ore, de his que fiunt à majori parte. In Decretal. Annulus est symbolum traditionis. Voyez le mot RAIN. Aussi le Seigneur en la reception de l'homage du vassal, quelquefois le faisoit du fief par son gant: & ainsi fit Jean de Chatelus à la Pentecôte 1269. registre Olim: Voyez diction GANTS. Brachium collo superpositum signum futura dominationis, Aimoinus lib. 3. cap. 4. Hasta traditio indicium fuit successionis in regnum. Hastam regi declarato Longobardi porrigebant, idem Aimoinus lib. 3. cap. 68. Paulus Diaconus in regno Longobard. Le sceptre & bâton d'or, & l'épée S. Pierre, & la couronne ont été signes de l'investiture d'un Royaume, Quibus usus est Ludovicus Caroli Calvi filius & plerique alii qui regno Francorum potiti sunt. Veteres etiam manu silentium poscebant. Angerona digito ad os admoto silentium denuntiabat, Macrobius lib. 3. cap. 9. Ut tacerent digitum ori suo superponebant, Aimoinus lib. 3. cap. 26. Erat in templo Isidis & Serapidis simulacrum, quod digito labiis impresso admonere videbatur ut silentium fieret: ex Varrone Augustinus de Civitate Dei lib. 18. cap. 5. Ad os compresso digito saluari, silentium commonere Martianus Capella lib. 1. Passis manibus misericordiam victoris implorabant in signum deditiois, Cesar lib. 2. belli Gallici & lib. 7. Passis palmis. Idem de bello civil, lib. 3. Supplices porrigebant protendebantque manus. Manus post tergum connexæ apud Assyrios indicabant formam supplicis, Marcell. lib. 18. Gladiatores victi digitum exerebant, ut à populo veniam impetrarent. Cornutus in quintam Persii satyram. Genua supplices attingunt, ad hæc manus tendunt: Egyptij invicem compellendi se mutuo in viis adorant genu tenus demissa manu. Herodotus lib. 2. Dextra osculis aversa appetitur, in fide porrigitur. Antiquis Græciæ in supplicando mentum attingere mos erat. Auris memoriæ consecrata, frons genio, digiti Minervæ, genua misericordia. Servius in Eclogam sextam Virgilii. Unde venerantes Deum tangimus frontem, genua tangunt rogantes. Idem in tertium Æneidos. Reus manus dimittebat ad genua. Seneca in controversia 6. lib. 9. Qui gemunt capiti suo manus ingerunt: Seneca epist. 100. Passis manibus gratias agebant: M. Tullius pro Sextio. Prehensa manu exosculabantur: Qua de re exemplum est apud Tacitum lib. 1. Annalium: Illis quos osculo dignabantur dabant dextram fidei pignus: Mamertinus in Panegyri. Itaque qui matrimonio jungebantur oscula præbebant dextras conferebant. Tertullianus libro de Virginibus. Ut & in pactis conventis, Sudas. Et mos erat regibus, quoties in societatem coibant, implicare dextras, pollicem inter se vincire nodoque perstringere; mox ubi sanguis in artus extremos se effuderat, levi ictu cruorem elicere atque invicem lambere, id sædus arcanum habebatur quasi mutuo cruore sancitum: Idem Tacitus 12. Annalium: sic & apud Valerium lib. 9. cap. 11. Dextris ma-

nibus sanguinem mittere atque eum invicem sorbere, cum fœdas sit cruentata conspiratione. Diffusum brachiis sanguinem degustabant in fœdere feriendo: Herodotus lib. 1. Pliniusque & Solinus cap. 20. de Scythis, scilicet & sub Catilina, Cicero & Tertull. in Apologet. Icturi fœdus veteres vestigia sua mutui sanguinis aspersione perfundero consueverant, amicitiarum pignus alterni cruoris commercio firmaturi. Saxo Grammaticus lib. 1. historia Danica. Omnes dextris manibus sanguinem miserunt, atque eum invicem sorbuerunt. Valerius lib. 9. cap. 11. Pollices cum favemus premere, Plinius lib. 28. cap. 2. Et contra pollicem vertere, Juvenali Sat. 3. Pollice damnare Papinio 8. Thebaidos. Converso pollice rumpi, Prudentio de Vesta. quod ab arena ductum est. Torrentius ad Horatium & Suetonium in Julio cap. 26. Lipsius lib. 2. de gladiatoribus cap. 22. Et ante eos Politianus cap. 42. Miscella. Turnebus 11. Adversar. cap. 6. Sed displicet testimoniorum nubes. Dextrae erant insigne & pignus & testes fidei, concordiae, hospitii, pacis. Cum fidem damus, per dextram oramus, & cum fidem exigimus, dextras conjungimus, qua de re loci occurrunt passim. Fidei sedes etiam in dextris sacrata est: Livius lib. 1. Hospitalis invicem dextra: Seneca in controversia 8. lib. 3. vel in illius epitome potius. Manceps manu sublata significabat se auctorem emptionis esse, ut ex Festo Paulus refert. In auctionibus tollebant digitum. Cicero lib. 1. in Verr. Celuy qui consent quelque chose, donne la main. Manu porrecta adsentitur in senatu, in exercitu. Porrexerunt manus, psephisma natum est. M. Tullius pro Flacco. Qua de re Muretus lib. 10. Varia. cap. 9. Sublata manus sunt pacis & deditiois signum. Sublatio manus signum fuit desperationis & abjectionis animi. Aussi la main signifie l'autorité & puissance du Roy, du Seigneur de Justice. Voyez la diction MAIN: Salutando manum Imperatoris contingere, Patérculus lib. 2. Livius 33. Dextram osculis fatigare. Tacitus lib. 19. Annalium. Osculari Othonis manum. Idem libro primo historiarum. Solebant manum Principum & illustrum osculari. Plutarchus in Catone Uticensi & Bruto. Candidati prehensa manu palpabant obvios, Mamertinus in Panegy. quem dixit Juliano Imperat. Candidatorum manus osculis conterere, Seneca epist. 119. Designatus contingendam manum negat, ibidem. Pontifices manu benedicunt: ubi & Hieronymus refert Hilarionem monachum manu Gazensibus benedixisse. Dextra jungere dextram, Virgilius Æneidos primo: Ubi Servius adnotat majorum hanc fuisse salutationem. Scotatio qua fit modico terra accepto argumentum est tradita possessionis, Cap. ex literis, de Consuetudine, in Decretal. Sic in una gleba in jus ad Prætozem delata, tanquam in toto agro vindicatio fiebat, & in rerum vindicationibus manus adversarii prehendebatur; vindicia id est correctio manus in re atque in loco presenti apud Prætozem fiebat ex 12. tab. auctore Gellio lib.

20. cap. 9. in cretione & solemni hereditatis aditione corpus hereditarium adprehendebatur, lege prima Cod. Theodos. de legit. hered. & digitorum percussione utebantur. Lapilli jactu edificantem, vel opus facientem in solo impediabant, prohibebant, l. 6. §. 1. Si servitus vindicetur. l. 5. §. meminisse, de novi operis nuntiat. l. 1. §. sed etsi quis. Quod vi aut clam. l. 20. §. 1. eodem. Ex jure civili furculo defringendo usurpabant. M. Tullius 3. de Oratore. Pollice, medico & auriculari depressis, ac mediis duobus indice & infami erectis significabant se verba facere velle ad populum. Apuleius libro 2. de Asino. Velari & sedere erant signa adorationis: ex instituto Numa circumagebant se qui Deos adorabant, & sedebant postquam adoraverant: Plutarc. in Numa. Posito etiam genu adorabant, Seneca Orator in suasoria 1. In adorando dextram ad osculum referimus, totumque corpus circumagimus. Plinius libri 28. cap. 2. Stantes capite operto deos salutabant: Corpus ad dextram in urbem circumagebant. Brissonius V. Cl. lib. 1. de formulis hos ritus explicat: quod opus summo labore collectum est. Qua de re etiam Drusus duobus locis ex Hieronymo, Minutio, Apuleio, & Muretus 10. Varia. cap. 1. post Beroaldum. Vindicta, festuca sive $\alpha\lambda\phi\omicron\varsigma$ à lictore imponebatur capiti aut corpori ejus qui per vindictam manumittebatur. Mancipia jure belli capta veniebant sub coronis, & servi pileati venumibant, quorum nomine venditor nihil præstaret: Gellius ex Sabino lib. 7. capite 4. Captivorum capita inducebantur luteis gausapis & in conspectu triumphantis incedebant. Cornutus in satyr. 6. Persii. Cum aduimus vel abnuimus fit motus quidam vel capitis vel oculorum: Idem Gellius lib. 10. cap. 4. Hasta erat signum belli, caduceum pacis, Gellius lib. 19. cap. 27. & ex Varrone refert Nonius. In certaminibus palma signum victoriae. Mappa signum dabat Circensibus, cum Prætor sive $\alpha\gamma\alpha\tau\eta\varsigma$, currus emittebat, ut esset certaminis libertas. Tertull. libr. de Spectaculis & adversus Valentinianos, Cassiodorus, Cedrenus, Scaliger ad Manilium. P. Faber ad legem 2. D. de origine Juris. Diadema regum insigne. Romanis Indumentum purpure insigne fuit regia dignitatis adsumpta. Lactantius lib. 4. Institut. cap. 2. Qui auctor solet philosophiam Ciceronis redarguere, quod homini Christiano non fuit in difficili. Anuli aurei erant signa ingenuitatis; Manumissus vestis alba nitore & aurei anuli honore, & patroni nomine, ac tribu mensaque honoratur, Tertullianus libro de resurrectione carnis. Pileus, libertatis insigne, ut & bulla signum libertatis. Livius in fine lib. 30. & 45. Qui manumittebantur pileum accipiebant raso capite calvi, Plautus in Amphitr. Livius libro 34. Herba signum erat victoriae, corona civica & obsidionalis, signum salutis, auctore Festo. Herbam porrigebant victi. Plinius libro xxij. capite quarto. Civica corona militum virtutis insigne, qua primò fuit iligna, postea magis placuit ex esculo, Plinius

libro 16. capite quarto. In Achaia apud coronabantur victores sacri certaminis Nemæa, idem libro 19. capite octavo. Sed & supplices erant coronarii apud veteres, inquit Tertullianus de corona militis, & post, coronant nuptia sponfos: Coronat libertas secularis. In signum luctus, barba crinésque prominebant, plebs erat atrata, equites trabcati, incompta signa, versi fasces: Tacitus libro tertio. Incedunt albatii ad exequias, pelliti ad Ecclesias, pullati ad nuptias. Sidonius libro quinto epistol. ad Thaumastum. Pellem habere Hercules fingitur, ut homines cultus antiqui admonerentur: lugentes quoque diebus luctus in pellibus sunt. Paulus ex Festo. Mulieres in adversis rebus ac luctibus ricinia sumunt. Varro apud Nonium. Audita clade Tituriana barbam capillumque summisit. Suetonius in Julio cap. 67. & post cladem Varianam Augustus. Idem in Octavio cap. 23. Alii in exequiis capillos decidebant, barbam radebant crines tumulo imponebant, in rogam conjiciebant: hac mororis & luctus signa. Sic Egyptii in sacris Osiridis annuis luctibus radebant capita. Julius Firmicus de errore profana religio. & alii auctores. Longobardi & Gotthi ex more capillum adoptivorum suscipiebant, barbam eis & casariam incidebant: Paulus de gestis Longobard. libro quarto capite 14. libro sexto capite 15. Regino libro primo Chronic. Aimoinus libro primo capite 20. libro quarto capite 32. Denique inter Romanos, Græcos, Francos, Longobardos, aliasque gentes varia & certa fuerunt Symbola adoptionis, emancipationis, manumissionis, mancipationis, antestationis, nuptiarum, cretionis, ut nostri observant: Εἴ τι δέ τι ὀλίγον πολλὰ δὲ χηναί: Ita fit ut aliud agendo, bene interdum agamus: Sed ne displiceat longius excurrere; Porrecto extensus brachio & summitatibus sagi contortis elatus, adesse hostes signo solito demonstrabant: Marcell. libro 18. Scuta perversa gestare, defectionis est signum, idem libro 26. Solebant milites scuta genibus illidere, quod erat prosperitatis iudicium plenum: nam contra cum hostis clypei feriebantur, ire documentum erat & doloris: idem libro 15. Captivorum arma ob indicium victoriae in postibus figebantur, Cornutus in satyram sextam Persii. Supplices ramos olea porrigebant victori, Livius lib. 24. & 20. Cujus moris etiam exemplum est libro 30. de navis Carthagenensium: qua velata erat infulis ramisque olea ad petendam pacem. Aliud libro 44. de Alexandrinis Legatis, aliud lib. 45. de Rhodiis. Laurus quietis indicium etiam inter armatos hostes: Plinius libro 15. cap. 30. ut & olea pacifera dicta est. Picea feralis arbor & funebri indicio ad fores posita, ac rogis virens, sic & Cupressus Diti sacra, & funebri signo ad domos posita: Plinius lib. 16. cap. 10. & 33. Corona, Prætexta, Fasces, Tribunal, Currus sunt honoris insignia: Seneca libro primo de Beneficiis cap. 5. Græci erant palliati, Romani togati. Ex Senatusconsulto servos à liberis cultus distinxit: Seneca lib. 1. de clementia cap. 24.

cap. 24. In tumultu & tristi tempore civitatis vestis mutabatur, sed & voluptatis, ac festorum dierum causa. Seneca epist. 18. Reus cum causam diceret, vestem mutabat, barbam & capillum submittebat : Seneca Controversia quarta lib. 9. & passim. Adi Sigonium lib. 2. de judiciis cap. 10. Atealus squalidam vestem sumpsit, barbam capillumque in modum reorum summisit. Justinus libro 36 Magistratus perversam vestem induebat, cum Licforem legere agere jubeat in damnatum reum, cum legitimo cultu animadvertibat, ac more solemni : Seneca libro primo de Ira : In luctu atra vestis : & in luctu ac rebus adversis filium tundeant. Seneca libro quinto de Beneficiis capite sexto. De vestis mutatione Petr. Faber libro secundo Semestrium capite decimo. Barnabas Briffonius libro 2. de Formulis : uterque peritissimus, uterque clarissimus. In pœnitentia nostri comam dimiserunt. Velum purpureum, imperatoria navis insigne : Plinius libro 19. capite primo : & ut tandem digressionis hujus sit finis aliquis, nec enim instituti operis omnia hac persequi : Eos qui Foronsia stipendia auspicabantur, nefas putabatur brachium extra togam exerere : tam verecundè etiam virtute utebantur, ut refertur ex Seneca in epitome, Controv. 6. libro 5. Nobis anxus erat unus ad cohabendum brachium toga constitutus. Cicero pro Calio : qua de re Turnebus lib. 7. cap. 3.

Devoir la bouche & les mains n'est autre chose, que devoir homage. Le Vassal doit la bouche à son Seigneur, c'est à dire le baiser, pour luy marquer l'étroite union dans laquelle il veut vivre avec luy ; d'où ce baiser étoit quelquefois appelé *osculum pacis*. Tabul. Eccles. Useticens. an. 1272. fol. 12. *De jure quod habeo in pradiitis, juramentum fidelitatis interpono osculum pacis bona fide & sine inganno facio vobis dicto domino Episcopo Useticensi.* Voyez les Inst. Cout. de Loisel liv. 4. tit. 3. regl. 10. la Cour. de Blois art. 54. & ibi. Molin.

Le Vassal doit aussi les mains à son Seigneur, pour luy marquer sa sincérité, & sa fidélité : *fidus sit, & dextra copulansur*, dit Lactance, de Mortibus n. 36.

Et enfin en plusieurs lieux il luy doit les mains jointes pour luy marquer sa soumission. Bourciller dans sa Somme liv. 1. tit. 81. « Doit l'homme joindre ses deux mains en nam d'humilité, & mettre es deux mains de son Seigneur en signe

que tous luy vouë, & promet foy ; & le Seigneur ainsi le reçoit, & aussi luy promet à garder foy, & loyauté, & doit l'homme dire ces paroles : Sire, je viens à vostre homage & en vostre foy, & deviens vostre homme de bouche & de mains, & vous jure & promets foy, & loyauté envers tous & contre tous, & garder vostre droit en mon pouvoir. »

Comme c'étoit une espece de familiarité, que de baiser son Seigneur à la bouche, aussi entre tous les vassaux, il n'y avoit régulièrement que les Nobles qui y étoient admis. Le Roman de la Rose Mf.

Mais il m'a lors par la main pris,
Et me dist, Je t'aime moult & pris,
Quand tu as respondu ainsi,
Onques cette parole n'issi
D'home villain mal enseigné
Et si y as y tant gaingnié
Que je vueil pour ton advantage
Quoerendrois me faces homage,
Et me baises enmy la bouche.

A cui nuls villains homs ne touche :
A moy touchier ne laisse mie
Nul homme où il ait villenie,
Je ni laisse mie touchier
Chascun bouvier, chascun bouchier,
Ains doit estre courtois & frans
Li homs de cui homage prens.

Speculator lib. 4. de feudis §. Quoniam
 a. n. 66. *« Porro in regno Francia faci-*
« lius se expediunt; nam nobilis homo fle-
« xis genibus, coram Rege, & immissis
« manibus junctis intra manus regias,
« sibi fidelitatem jurat, & homagium
« facit, & Rex illum recipit ad osculum;
« si verò sit ignobilis, licet habeat nobi-
« le feudum, non recipitur ad osculum.

D'où il s'ensuit qu'anciennement les
 roturiers qui possédoient des fiefs, n'é-
 toient reçus de droit, qu'au serment de
 fidélité, ou à la foy, sans homage, &
 que par conséquent le serment de fide-
 lité, & l'homage sont deux choses diffé-
 rentes, contre l'avis de du Molin, qui
 les a confonduës dans son Commentaire
 sur la Coutume de Paris §. 3. glos. 3.
 n. 14.

Le passage suivant de Beaumanoir,
 peut encore servir de preuve à ce qui
 vient d'être observé. *« Or veons se uns*
« Chevalier a une sève épouse, & li
« Chevalier a fief de son hirschaige, se li
« enfans, qui sont sers s'en pourront dire

herité, ne tenir le franc fief. Noms di-
sons ainssi, que se li fief mue don-
Seigneur, qui serf ils sont, il le ten-
ront par feute sans faire homage. Mais
se li fief mue d'autre Seigneur, il ne les
recevra pas à homage, ne en feute, se
il ne li plest, ainchois leur comman-
dera, ou pourra commander, que il
mettent li fief hors de leur main dedans
an & jour, & se il ne le font, li sire le
puet penre en sa main par defaute
d'oume, car il ne loist pas à serf, ne
à sève à tenir fief, se n'est don Sei-
gneur qui serfs ils sont, en la maniere
dessus dite. &c. Beaumanoir, chap. 48.
 pag. 165.

Il faut cependant observer, que par
 la bouche, & les mains on entend en
 quelques Coutumes, non seulement
 l'homage, mais aussi la foy, ou le ser-
 ment de fidélité. Rheims art. 59. *Ne doit*
l'ancien Vassal, audit nouveau Seigneur
feodal seulement que la foy, & homage,
qui est la Bouche & les Mains. Et de là
 vient, que par la Coutume de Paris le
 Vassal doit tantost la bouche & les mains
 seulement, & tantost la bouche & les
 mains avec le serment de fidélité. Voyez
 la Cout. de Paris art. 3. & 4. 26. 66.
 L'art. 106. de la Cout. de Chauny, &
 cy-après les mots *Foy, Mains, & ser-*
ment de fidélité.

DRÖIT DE BOUCHERIE. [Tours, article quarante, Lo-
 dunois chap. second, article second. Qui appartient au Seigneur
 moyen Justicier.

* **BOULDURES.**] Sont les fosses qui sont sous les roties & les
 bâtimens des Moulins à eau. Menetou sur Cher, art. 23. *Pareille-*
ment (sont défendues) les fosses, autrement appellées les Bouldures des
Moulins, qui sont sous la rouë, & bâtimens desdits Moulins.

* **BOURCE COUTUMIERE.**] Voyez Bourse.

BOURDELAGE.] En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art.
 153. Bourbonnois, art. 257. 265. 498. & suivans: Nivernois, tit. 4. art.
 27. 28. 68. & 70. tit. 5. art. 13. & au tit. 6. & tit. 8. art. 8. tit. 37. art. 1.

BOURDELIER.] Nivernois tit. 2. art. 6. tit. 36. art. 2.

Qui est redevable de Bourdelage à cause de l'heritage qu'il tient à redevance annuelle d'argent, bled & plume, ou des trois les deux selon la Coutume de Nivernois. En Bourbonnois ce droit de Bourdelage est de pareille condition & qualité que le droit de taille réelle. Auquel chap. 6. de la Coutume de Nivernois le détenteur, l'heritage, la redevance, la chose & le contrat s'appellent **BOURDELIERS**. Et appert que ce droit emporte directe Seigneurie, & à cause d'icelle tiers denier, retenuë & retour. *Species est quadam emphyteusos.* **BORDE** signifie tenement rustic.

SEIGNEUR BOURDELIER.] Nivernois tit. 6. & tit. 7. art. 8. tit. 31. art. 15. auquel le Bourdelage est dû.

BIENS BOURDELIERS.] Nivernois tit. 34. art. 24. Qui doivent Bourdelage.

BOURGAGE.] Normandie chap. 26. 28. 31. 100. 101. & au livre des tenures liv. 2. chap. 10. Et en la Somme rurale, & au styl du païs de Normandie qui est ancien, & sert en plusieurs matieres pour l'interpretation de la Coutume du païs. Sont les masures, manoirs & heritages qui sont és Bourgs, & qui sont tenus sans fief, du Roy ou d'autres Seigneurs du Bourg: & qui gardent & payent les Coutumes des Bourgs, & les rentes aux termes accoutumez, sans qu'ils doivent autre service, ne redevance. Ce mot **BOURG** vaut autant que Ville, & aujourd'huy signifie une Ville non closo de murs & fossez. *Burgum vocant domorum Congregationem quæ muris non clauditur. Luitprandus Ticinensis libro 3. cap. 12. Burdegalam autem appellatam ferunt, quod Burges Gallos primum colonos habuerit: quibus cultoribus impleta est. Isidorus libro 15. capite 1. Burgus: sic legendum in glossario. Burgi sunt castelli limitum, vel habitacula per limites constituta ex Pauli Orosii, Isidori, Pauli Diaconi libro 12. historia miscellæ, Et vulgi sententia, Vesperes vocarunt Burgos castra quæ erant opportuna bello & munita annonæ copia. Castellum parvulum Burgum vocant, Vegetius libro quarto capite 10. πύργος, turris.* Plusieurs estiment que de cette diction le pays de Bourgogne a pris son nom. Mais les doctes ont observé les Bourguignons être nombrez entre les peuples du bas Septentrion: *Burgundiones in Gallia dicti, qui primi in Germania Suevi & Sugambri.* Voyez les livres de l'origine & histoire des Bourguignons, dont l'auteur ne s'accorde pas avec les autres. Bourg-ligne, *Burgus decorum. Agathias lib. 1. Burgiones appellat.*

PRIVILEGE DE BOURGAGE.] Relèver le bourgage, en la Coutume locale de Seclin sous Lille.

BOURGEOIS.] En l'ancienne de Paris art. 162. Melun art. 330. Estampes art. 89. Boulenois, art. 13. Duché de Bourgogne, art. 56.

Comté, art. 26. & 27. Nivernois tit. 1. art. 18. Orleans, art. 381. Bretagne, art. 217. 493. 583. & suivans. Berri, tit. 2. art. 4. tit. 15. art. 5. Ou BOURGOIS, & BOURGAGES, Lille art. 58. 61. 62. 118. 125.

Celui-là est BOURGEOIS, *qui in Burgo habitat* : Le Bourgeois que les Allemans appellent BURGER est different du noble. *Solent Burgenses à militibus distingui in Constitut. Neapolit. vel Sicilia positis lib. 1. tit. 9. & 31. lib. 3. tit. 43. & alibi passim. Sic apud Lampridium Alexander quos milites exaudiverat, Quirites appellavit.* La Gentillesse est opposée à la Bourgeoisie, au chapitre 94. de l'ancienne Chronique de Flandres. Les Bourgeois sont du tiers Etat : les Nobles & Gentils hommes du second.

* BOURGEOIS FIEFFEZ.] Dans le Procez Verbal de la Coutume de Melun.

Sont proprement ceux qui sont habitans d'une Ville dont la Bourgeoisie, la Mairie, l'Echevinage & la Commune sont tenus en fief du Roy, ou d'un autre Seigneur. Cela se void dans une ancienne requête manuscrite présentée en 1474. par les habitans de saint Vallery, à tres-haut & tres-puissant Prince Jean de Brabant leur Seigneur. En voicy l'extrait.

Duquel Eschevinage & Mairie les devanchiers desdits supplians ont jouï tres-long-temps, jusques en l'an 1428. que les guerres furent si generales au Royaume de France, mèmement à cause que ladite Ville avoit certain temps paravant été démolie & abatuë par les Anglois, il fut forcé à leurs predecesseurs, ou à la pluspart d'entr'eux habandonner ladite Ville, & Mairie, laquelle lesdits habitans tenoient en fief noble de vosdits predecesseurs, &c.

Cela se void encore dans un Aveu rendu par les mêmes habitans en 1519. qui commence en ces termes.

C'est la declaration, aveu, & dénombrement de la Mairie, Loy, & Eschevinage de la Ville & Banlieuë de saint Vallery, que nous Majeur & Eschevins de cette Ville tenons, & avouons tenir de haut & puissant Prince, & nostre tres-redouté Seigneur, Monseigneur Charles de Cleves, Comte de Nevers, & de Eu, Pair de France, Seigneur dudit S. Vallery à cause de sesdites Villes, Chastellenies & Seigneuries de S. Vallery &c.

BOURGEOIS DU ROY OU D'AUTRE SEIGNEUR.] En la Châtellenie de Provins, & Sezanne, ressort de Meaux. Sens, art. 135. & suivans. Chaumont, art. 3. Auxerre, art. 35. 36. & suivans. Ce sont personnes affranchies & de libre condition, non nobles, non clercs, non bâtards, mais roturiers, comme il est dit pour ladite Châtellenie de Sezanne. Par la Coutume de Troyes art. 2. 9. & 10. les Bourgeois tant qu'ils demeurent sous le Roy, ou es ressorts du Bail-

liage de la Prevosté sous aucun Seigneur haut Justicier, non ayant en sa terre les droits Royaux, sont justiciables du Roy en tous cas, & redevables de jurée, s'ils ne sont clercs, ou autrement privilegiez. Et par la Coutume de Vitry, art. 1. & 6. les Bourgeois du Roy, tant qu'ils demeurent en la Prevôté de Vitry sont justiciables en tous cas, personnels, civils & criminels, par la Justice du Roy, & non par autre : & où ils font le contraire, ils sont émendables envers le Roy. Et en un Arrest de Paris du 23. de Decembre 1456. est narré, que celui qui se faisoit Bourgeois du Roy, s'eximoit de toute autre juridiction : & de ce il y a un Arrest du 26. Janvier 1386. contre le Seigneur de S. Aignan en Berri. *Et de foro competenti regionum Burgensium eorumque privilegiis, extat Edictum Regis Philippi Pulchri, anni 1302. Burgenses de Charitate in cap. 14. de presumptionibus.* * Voyez Parours.

* B O U R G E O I S du Roy par aven, & par simple aven. Voyez Parours.

B O U R G E O I S AU SEIGNEUR SOUVERAIN.] Hainaut, chapitre 84

B O U R G E O I S & B O U R G E O I S I E DU COMTE DE NEVERS.] Nivernois tit. 9. art. 6. & 7. Qui sont de franche condition, & doivent par chacun an douze deniers tournois de Bourgeoisie à leur Comte, duquel ils s'avoient, & ne peuvent avoier autre Seigneur : comme aussi à Mehun sur Eure en Berri, anciennement le Roy levoit des Avènes sur ceux qui se faisoient recevoir Bourgeois, & ce droit s'appelloit B O U R G E O I S I E D'AVENAGE ; & en est fait mention en la verification de l'affranchissement des hommes & femmes de serve condition de la Ville & Châtellenie de Mehun, qui est de l'an 1430. Voyez AVENAGE. Autres Seigneurs levent par chacun an autres devoirs sur leurs bourgeois & affranchis, pour memoire & remarque de leur affranchissement : Et ceux sont dits FRANS B O U R G E O I S, qui ne sont pas redevables de tels devoirs annuels : mais en plusieurs lieux ils sont tenus d'aller aux chasses ou de pescher les étangs du Seigneur, ou d'ester & contribuer entre eux pour faire les frais du jugement des procès criminels, à la décharge du Seigneur justicier quand il n'y a point de partie civile, comme en la Châtellenie de Nancai en Berri : Aussi ces frans Bourgeois ne payent tant des émendes ordinaires de justice que les autres sujets. * Voyez Parours.

C A U T I O N B O U R G E O I S E.] Blois art. 253. & en l'Edit de Charles IX. l'an 1566. art. 52. Berri tit. 1. art. 34. tit. 8. art. 18. tit. 13. art. 8. tit. 14. art. 19. Bayonne, tit. 14. art. 8.

Qui est d'un Bourgeois & habitant de ville, idoine & solvable, & de facile convention pour pleger un debiteur : *quem justum vadem,*

& idoneum sponforem vocabant, id est locupletem peculiatum, pradiatum & quasi assiduum qui solvendo sit, quasi ἀξιόπιστα ἀγαυόδιον, εὐπορον. Plerumque rei committuntur fidejussoribus, interdum etiam sibi ipsis, id est fidei & religioni suæ, quæ cautio juratoria appellatur.

FEMME FRANCHE BOURGEOISE du Roy.] Vitry, art. 68. * Voyez *Parcours*.

MAIN BOURGEOISE, POUR FAIRE CONSIGNATION DE DENIERS.] Sens, art. 52. Pour main solvable: Peronne, art. 239.

BOURGEOISIE.] Grand Perche, art. 87. & à la fin du Procès-verbal d'icelle Coutume. Un Roy de Navarre s'est mis en la Bourgeoisie de la cité d'Amiens, comme recite l'auteur de l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 93.

DEVOIRS DE BOURGEOISIE.] Sens art. 135. & suivans ; qui sont douze deniers parisis au Roy par chacun an : Au moyen dequoy ils peuvent décliner la Cour & juridiction de tous Seigneurs subalternés en délits & causes personnelles. Et par la Coutume d'Auxerre les Bourgeois du Roy peuvent avant litiscontestation décliner la Cour & juridiction de tous Seigneurs subalternés, en toutes causes personnelles, actions, questions, & querelles meües contr'eux, & en tous cas & délits, excepté en cas de present méfait, & en cas commis trois mois avant la Bourgeoisie obtenüe : Mais pour raison des droits seigneuriaux, & en actions réelles à cause des heritages & successions assis en la Seigneurie d'un Seigneur, les Bourgeois du Roy ne sont exempts d'iceluy Seigneur, mais répondent pardevant les Juges du lieu, où les droits sont deus & les heritages assis. Par Arrest de la Pentecôte 1283. a été jugé pour le Comte de Champagne, que le Roy ne peut en ses Bourgeoisies recevoir les Officiers d'aucun Seigneur inferieur, qu'ils n'ayent rendu compte de leurs administrations, & payé le reliqua : & que s'ils y font receus, les faut renvoyer. * Voyez *Parcours*.

DROIT DE BOURGEOISIE.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 567. 568. *Est jus civitatis*, pour lequel chacun Bourgeois de Sedan luy doit par chacun an vingt deniers, & à sa reception deux sols six deniers, s'il est fils de Bourgeois, & cinq sols s'il est étranger. Comme aussi en la Ville de la Chastre en Berri par contrat de l'an 1217. chacun habitant doit pour le droit de Bourgeoisie & franchise par chacun an au Seigneur du lieu certaine somme, & une poule : comme aussi à Sainte Severe, à Dezise en Nivernois, & ailleurs. Et appert par un Arrest donné à la S. Martin 1260. que les Bourgeois devoient payer les issues, quand ils partoient de leurs Bourgeoisies, & autrement ne pouvoient se retirer & quitter la Bourgeoisie, comme

il a été jugé pour la Commune de Compiègne à la Toussaints 1266. comme aussi on avoit accoutumé de payer les entrées de Bourgeoises libéralement, & de ce y il a Arrest de Toussaints 1269. pour le Prieur de S. Pierre le Moustier. La Coutume particuliere de la ville de Calais parle de la reception des Bourgeois qui se fait par le Majeur & Eschevins, & lesquels nouveaux Bourgeois payent 25. francs pour l'entrée de la Bourgeoisie. *Veteribus mtoixior, est tributum incolatus, duodecim drachma qua fisco prestabantur, & scriba plebis vel publicano triobolon. Polluci, Hesichio, quod Sudas latius explicat.* Par la Coutume locale de la Bassée sous Lille en Flandres, les Bourgeois pour le droit de Bourgeoisie doivent chacun an quatre deniers. *Voyez *Parcours*.

LETTRES DE BOURGEOISIE: S'AVOUEUR BOURGEOIS DU ROY ET D'SAVOUEUR UN AUTRE SEIGNEUR.] Troyes, art. 1. 9. 10. Auxerre, art. 35. 36. & suivans.

BOURGMAISTRES:] En Suisse, au Liege. & ailleurs, sont les Maîtres des Bourgeois, & qui president au Conseil public, & en quelques lieux s'appellent AMMANS, pour être hommes d'office, comme Simler observe en la Republique des Suisses.

BOURREAU, TOLLART] *tortor, carnifex, spiculator, qui propriè satelles, stipator.*

FIEF BOURSAL.] Le Maine, art. 282. ou BOURCIER: Chartres, art. 17.

PUIS-NAIS, ou BOURSAUX.] Grand Perche art. 78. que l'ancienne Coutume au chap. 16. art. 23. avoit nommé BORS AUX simplement: auquel art. aussi ils sont dits TENIR BOURSALEMENT l'heritage, comme il faut lire. Auquel ch. art. 5. il faut aussi lire RACHAPT DIMINUE': A la difference de leur aîné, qui doit pour eux porter la foy & homage au Seigneur feudal.

BOURSE N'A SUITE.] Au Procès verbal de la Coutume de Berri, traitant de l'art. 18. du tit. 10. Qui est quand aucun laboure d'autres chevaux ou bœufs que des siens à prix d'argent, ou quand on laboure pour autrui à prix d'argent: auquel cas le droit de suite de dixme n'a point de lieu: Nivernois tit. 12. art. 4. & telle étoit l'ancienne Coutume de la ville & seigneurie de Bourges & de Mehun sur Eure, qui dit qu'argent n'a point de suite.

CLAMEUR DE BOURSE, ou DE MARCHÉ DE BOURSE.] Au styl du pays de Normandie, quand par action l'on veut retirer l'heritage vendu par droit de linage ou de Seigneurie.

BOURSE COUTUMIERE.] Voyez la lettre C.

BOURSE DE LIEU.] Acs, tit. 10. art. 21. & ailleurs, quand il y a argent baillé ou déboursé.

FAIRE BOURSE A PART.] Acs, tit. 3. art. 9. quand l'on fait domicile séparé, & que l'on n'est en communauté de biens.

VENIR ENTRE LA BOURSE ET LES DENIERS.] Anjou, art. 370. 371. Le Maine, 380. 381. Blois, art. 200.

Quand un linager plus prochain en degré de linage que celui auquel le retrait a été connu, se présente au jour assigné pour payer les deniers, afin de prendre le retrait en payant les deniers : car il sera préféré, pourveu qu'il soit encore au dedans de l'an & du jour de l'acquest ou possession prise d'icelui, ou grace finie.

BOURSIERS ET BOURSES.] En l'Edit du Roy Charles V I. de l'an 1413. art. 206. 226. de Henry II. de l'an 1551. & 1554. & du Roy Charles IX. de l'an 1570. Monstrelet, au 1. volume chap. 99.

Sont les Notaires & Secretaires de la Maison & Couronne de France, qui sont à la suite de la grande Chancellerie, & qui prennent part au revenu & émolument du scel Royal, & en la distribution des Bourses ordinaires, & sont differents des gagiers, lesquels ne touchent point aux Bourses ordinaires. *Buffula notariorum in statutis Roma lib. 2. cap. 29. Buffula crumena est eodem lib. 4. cap. 13. inbuffulare, inbuffulatores eodem cap. 13. ejusdemque libri cap. 37.* comme aussi en plusieurs Colleges d'Ecoliers il y a des Bourriers, qui prennent part au revenu du College pour leur entretien.

PREVOST MAJEUR BOURRIER.] Valenciennes, art. 4.

DROIT DE BOUTAGE.] Que le Seigneur Châtelain de Brechessort de Bourges dit luy appartenir, & qui est dû à d'autres Seigneurs, & duquel est fait mention en la Chartre du Roy Philippe Auguste de l'an 1181. octroyée pour les privilèges de Bourges & Dunleroy. C'est autant que le droit de forage qui se prend sur ceux qui bouttent & mettent vin en broche pour le vendre en détail en la Justice & Seigneurie.

(**BOUTAGE.**) Droit dû aux habitants de Linieres en Berry.

Item ledit Seigneur a un autre droit, qui se nomme droit de Boutage, qui est dit general & universel sur tous les hommes & femmes, Bourgeois & Bourgeoises de ladite Terre & Baronnie, lesquels Bourgeois & Bourgeoises doivent audit Seigneur pour ledit droit de Boutage, quand ils, ou l'un d'eux, vendent

en gros ou en détail, un tonneau ou poinçon de vin, ou quand ils l'achètent pour le revendre, & en faire leur profit, pour chacun d'iceux tonneaux, tant grands que demy, cinq pintes de vin mesure de Linieres, ou la somme pour chacune pinte, au prix qu'il vaut en l'année, en ladite ville de Linieres, & ce suivant le contenu au Privilege desdits Bourgeois. (M. GALLAND.)

* **BOUTEILLAGE.**] Une bouteille de vin pour chaque pinte vendue en certain temps. *Causa aut Chirographus Vitriacensis an. 1157. Concessit Burgum sancti Martini cum Cameterio & omnes redditus præter Botellagium & furnum.* (M. GALLAND.)

* **BOU-**

* **BOUTEILLER DE FRANCE.**] C'est le grand Échançon. Voyez ce qu'on a observé sur le mot *Liage*, le mot *Seneschal*. La septième partie de l'ancien stile du Parlement, chap. 36. du Tillet dans son Recueil des Rois de France pag. 406. de la dernière édition. Pasquier dans ses Recherches, liv. 2. chap. 10. à la fin ; & M. du Cange dans son Glossaire.

BRANCHAGE.] Sens, art. 31. 46. Manté, art. 166. 167. Angoumois, art. 64. 94. Bourdellois, art. 27. S. Jean d'Angeli, art. 65. 97. 100. 101. Berti, tit. 19. art. 1. Bayonne, tit. 12. art. 1. 12. 17. 24. 25. 29. 36.

BRANCHAGES ou BRANCHES ou DEGREZ.] Lodunois, chap. 15. art. 20. Tours, art. 178. Angoumois, art. 94.

ESTOC & BRANCHAGE.] Fours, art. 178. 287. 288. Sedan, art. 246. Poitou, art. 203. 217. 272. 286. 335. 336. 337. 340. 341. Voyez le mot *ESTOC*.

LINAGE ET BRANCHAGE.] Tours, art. 178. Lodunois, ch. 15. art. 20.

LINAGE ET BRANCHE: COSTE ET BRANCHE.] S. Jean d'Angeli, art. 55. Auxerre, art. 169. La Branche de Bourgogne, de Vermandois, de Dreux, d'Arthois, d'Anjou, de Vallois, de Bourbon, d'Orléans, & autres qui sont issues du sang & maison de France.

LINE ET BRANCHE.] Duché de Bourgogne, art. 70.

Pour la **LINE**, **COSTE**, ou **ESTOC**, le **RAMAGE**, la **SOUCHE**: *Hæc appellatio nomen habet ab arbore quam recentiores Juris doctores excogitarunt, ut gradus, ordo, stemmata cognationis intelligerentur. Multi sunt gradus, & veluti rami propinquitatis in affinitate & cognatione dispositi, Donatus in Terentii Adelphos Actus 5. scena 8. Voyez le mot **TIGE**.*

Par **BRANCHES.**] Lille, art. 16. La Rochelle, art. 50. ou **BRANCHAGES**: Acs, tit. 2. art. 28. 29. 32. Bayonne, tit. 12. Lorraine, tit. 9. art. 6.

Id est in stirpes, ut ait nominatim ille articulus 16. non in capita, par testes ou par testée: Acs, tit. 2. art. 32.

DROIT DE BRANCHE DE CYPREZ.] Que les Anglois venans à Bourdeaux payent pour marque d'avoir été à Bourdeaux, ch. la Chronique de l'an 1453. *Cupressus atra & feralis arbor.*

BRANCHIÈRES.] Anjou, art. 43. 50. 53. 58. Le Maine, art. 50. 58. 60. 61. 67. ou **BRANCHAGES**: Bourbonnois, art. 354.

Sont les lieux où l'on a accoutumé d'ancienneté mettre & allouer la billette du peage, & ailleurs qu'au chef du peage, qu'en la principale ville ou bourg de la peagerie. Anjou, art. 52. * Voyez *Prevosté Branchière*.

BRANDON.] Paris, art. 74. Manté, art. 47. Senlis, art. 123. Laon, art. 136. Montfort, art. 49. Et en l'ancienne Coutume de Melun, art. 5. Montargis, ch. 2. art. 2. Orléans, art. 105. Tours, art. 20. 46. & 114. Lodunois, ch. 1. art. 16. c. 2. art. 8. Chasteauneuf art. 33. & 148. La Marche, 351. 348. 382. Bretagne, art. 38. 649. Dourdan, art. 44.

ARREST ou BRANDON.] Reims, art. 144. Paris, art. 74.

BRANDON. ET SAISISSEMENT, SAISIR ET BRANDONNER.] En l'ancienne Coutume du Perche, chap. 10. 11. 16. duquel mot la dernière Coutume n'a voulu user : comme souvent les Auteurs des dernières Coutumes qui de nouveau ont été revues, ont rejeté les anciennes dictions & phrases, & les vieilles formes de proceder, comme n'étant plus en usage au pays, ou comme étant superflues.

BRANDONER L'HERITAGE.] Sens, art. 119. 224. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 120. Chartres, art. 32. Dieux, art. 23. 42. 99. Bar, art. 51. 58.

Qui est quand on fait saisir ou arrêter les fruits pendans par les racines, en signe dequoy on pique dans la terre un bâton garny de paille. Comme aussi on attache à la porte d'une maison saisie un panonceau aux armes du Roy. Le Brandon est le signe de l'heritage saisi & empêché par le Seigneur, par Justice, par un Sergent : comme aussi la Croix est un signe de Ban & saisie : Bayonne, tit. 14. Aussi l'on couvre le feu en signe de main-mise : Solle, tit. 10. art. 8. On dépend l'huis de la maison en signe de main-mise & d'exécution. Voyez la diction HUIS, *Hac translata sunt in librum tertium*, du déguerpiement, chap. 1. *ut solent, parolâcou*.

BRA S SECULIER.] C'est l'autorité, la main, & la force du Juge séculier que l'on employe pour exécuter les Ordonnances du Juge d'Eglise, *publicum auxilium cap. 1. de officia Judicis. ord. in Decret.* ou dont l'on use quelquefois contre les Evêques, Abbés & Ecclesiastiques, qui ne veulent obéir aux mandemens des Officiers Royaux, ou autres.

DROIT DE BRASSAGE.] Qui appartient au Maître de la monnoye selon le prix convenu. Autre est le droit de Seigneuriage cy-après en son ordre. Le Brassage comprend aussi outre le salaire du Maître, celui de l'Ouvrier & Monnoyeur, & du tailleur de la monnoye, selon qu'il est prescrié & attesté par l'Ordonnance, qui s'appellent ouvrage, monnoyage, & ferrage. Voyez les annotations du Correcteur Goussier sur le Guidon des Finances.

* B R E B.] Voyez cy-après Brevet.

BREIL ou BREUIL DE FOREST.] Anjou, art. 36. Le Maine, art. 40. *Lincus*.

Qui est un grand bois marmentau, taillis ou buisson, auquel les grosses bêtes ont accoutumé se retirer ou y fréquenter.

Dans les Auteurs de la moyenne, Forest où l'on chasse. *Vid. Cang. in Gloss.* & de la basse latinité, *Brolium*, *Brolum*, & Skinner in *Etymolog.*
lum, *Briolum*, *Brogilum*, signifient une

BRETESQUE, ou **BRETEQUE**, ou **BRETESCHE**.] Arthois, art. 37. Lille, art. 155. 160. 169. 185. Tournay, au titre des crimes, art. 2. 12. & au titre des Assurances, art. 1. Bouillier en la pratique, quand il traite des ajournemens, des assuremens, & du divorce. Et en la vieille Chronique de Flandres, chap. 19. 112. 113. Valenciennes, art. 141. Lille, titre du benefice d'inventaire, art. 1. des executions, art. 8. 9. 17. 20. 24. de Purges, art. 2. qui est la dernière redigée.

C'est le lieu public, où l'on fait les cris, publications, & proclamations de Justice : aussi les portaux des villes s'appellent ainsi, pour défendre l'entrée : comme les **BARBECANES** pour défendre le fossé par avant-murs, fausses-brayes, barrières, boulevarts, ou pallissades : en la même Chronique, chap. 4. 8. 112.

Bretachia, *Baltresche*, d'où l'on a fait *Bretesques*, *Bretoques*, *Bretesches*, & peut être aussi *Batelereschas*, étoient des Châteaux de bois dont on fortifioit autrefois les Villes. Guillem. Armoricus de Gestis Philippi Augusti. An. 1202. *Fabricavit Bretachias duplices, per septem loca; Castella videlicet lignea munitissima à se proportionaliter distantia, circumdata fossis duplicibus quadrangulis, pontibus versatilibus insuperjectis, implevisque hominibus armatis, non solum castella illa, imò interiorem omnem superficiem fossarum, & ita circumsepisse obsessos.* *Vid. Cang. in Glossar.*

chevinage d'Artois, la *Bretesque* est une espece d'avance ou de faîtière de pierre ou de bois faite en un bâtiment : Un passager d'un *bourgeois*, ou de plusieurs, ce sont les termes de cet article, ne peut faire *bretesques*, *boutures*, *saillies*, ni autres choses sur la rue à l'endroit desdits *bourgeois*, au préjudice de ses voisins. Et parce que celui qui fait les cris, les publications, & les proclamations de justice se met en quelques villes en un lieu élevé, & fait comme une espèce de chaire de pierre, ce lieu a été nommé par cette raison *Bretesche*. Voyez *Pierre de la Crie*.

Dans l'art. 15. de la Coutume de l'E-

BREVE-T.] Estampes, art. 155. 156. Manté, art. 67. Caen, art. 19. Auxerre, art. 235. Berri, tit. 9. art. 15. [Ou **BRIEF**, D'OBLIGATION ET DE DETTE.] Melun, art. 254. 327. Sens, art. 77. Nivernois, tit. 33, art. 8. Sedan, art. 138.

C'est la première note & sçhede de l'obligation personnelle, que le Notaire délivre en papier au créancier, à la différence de l'obligation grossoyée qui est en parchemin, & en forme authentique. Et laquelle il convient faire sceller, avant que de la faire exploiter contre le débiteur obligé. Aussi en quelques lieux, comme à Paris, le Notaire délivre au créancier l'obligation personnelle à cause de prest.

en BRIEF de parchemin, qui a autorité pareille que les obligations grossoyées, qui se délivrent ailleurs.

BREVET DE PAPIER.] Valois, art. 184. Nivernois, titre 32. art. 37. Mons, chap. 12. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 60. Ou BREF.] Montargis, chap. 19. art. 5. Orleans, chap. 341.

Qui contient en brieif la crieé des heritages saisis que le Sergent fait & l'affiche à la porte de l'Auditoire d'un Juge, ou au portail de l'Eglise parochiale: comme aussi les Actes de Justice que le Greffier expedie & délivre en brieif aux parties, s'appellent BREVETS en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 105. & 129. BREVETS de reserve de Benefices sont de nulle valeur par l'Edit du Roy Henry III. fait en l'an 1579. sur les plaintes des Etats tenus à Blois, art. 7.

BRIEFS ou BREFS.] Normandie, chap. 43. 91. & suivans, & au styl du pais de Normandie, & au livre des tenures. livre 1. chap. 5. & ailleurs: qui est un recueil inscrit Litletons, dont l'auteur est incertain & sans date d'année & traite des possessions. Plus aux vieux Recueils de Pratique de l'Aquitaine sous les Rois d'Angleterre.

Sont les Commissions, Mandemens & Ordonnances du Roy, ou Juge, qui sont adressees aux Juges ou Sergens de l'épée, pour former les demandes, clameurs & querelles qu'on veut intenter, & qui ne se doivent terminer par bataille, comme sont les instances des veuves, des orphelins, & de ceux qui sont sans Conseil, qui doivent être maintenus contre les hommes puissans en leur bon droit: & pour faire la veuë au possesseur, & luy bailler l'assignation, & pour saisir & arrêter l'heritage ou autre chose en la main du Roy ou Seigneur, pour le plaignif: & en un Arrest donné à la Pentecoste 1280. il est fait mention de BRIEF de fief, & d'aumône. Aussi au fait de la marine les BREFS de conduite, *sunt commeatus breviscula*; les BRIEFS des ports & havres, de conduite de victuaille, de sauveré, és recueils des Arrests de Bretagne: & pour les postes & couriers; *sunt Evistmata, evestiones, cursus, tractoria, combina: non tractatoria*. En Cour de Rome les BRIEFS Apostoliques qui s'expedient à diverses fins, non par la Chancellerie, & en plomb, mais de l'ostroy du Pape, & en cachet de cire, *sub annlo piscatoris*, & en peu de paroles.

BRIEF DE JUGEMENT.] Voyez le mot DICTON. *Breves, Brevia, brevicula, breviaria, sunt chartule & libelli breves, πικράκια, Indicula, Marculpho & aliis. Bp̄sior in Edicto 9. Justiniani, & aliis auctoribus, ut observat Cujacius magni nominis Jureconsultus ad l. ultim. Cod. de conveniendis Fiscī debitor. Breviarium totius Imperii, apud Sueton. in Octavio, cap. ult. ut & Rationarium Imperii, cap. 28. Breviarium rationum, Idem in Galba cap. 12. Rationes Imperii, Idem in Car*

Ligula, cap. 16. *Rationes Breviaria*. In l. ult. dig. de *peculio legato*. *Breviarium* vulgè quod olim Latinè loquentibus, *Summarium*. *Seneca* *Epist.* 39. *Omnis cultura breviarium*. *Plinius* *initio*, cap. 26. *libro* 18. In oratione *Dominica Breviarium totius Evangelii*, *Tertullianus* de oratione.

BRIGANT.] *Grassator*, ἀποδοῦνς, ὀδοιδόνος, *Hesychio*, *Suida* & *glossis*. *Involare*, *Intra volam tenere*. Voyez **VOLEUR**. * Voyez le *Pere Labbe* dans son *Abregé de l'Alliance chronologique*, tom. 1. page 553. lig. 17.

DROIT DE BRIS.] *Jus naufragii*, dont le Roy & les Seigneurs usent au rivage de la mer. Voyez le mot **VARECH**, & cy-après *Bris-warech*.

BRIS DE PRISON.] Dont le Roy fait quelques fois pardon. *Briser l'arrest & prison & s'en aller sans congé*. *Froissart* livre premier, chap. 71. *Cum incarceratus evasit à custodia, aut carcerem fregit: Leges vetant vincula carceris rumpere: Rei qui sunt in custodia, emitti debent à Magistratu, aut ab aliqua potestate legitima*. l. 1. de *Effractoribus*. l. penult. de *custodia reorum*. l. 13 §. pen. de *re militari*.

* **BRIS-WARECH** &c. *Naufrage; Rafia, Rafica*.

Bulle du Pape *Estienne* à *Arnuste Evêque de Narbonne* *Mem. de Languedoc* lib. 3. *Confirmamus Ecclesias villas, curtes &c. medietatem salinarum & telonei seu rasiarum atque naufragii monasterio sancti Laurentii &c.* p. 773. *Patente du Roy Charles le Simple*, 7. *Id Junii Indict.* 10. an. 30. *Esdits Memoires* p. 749. *Concedimus medietatem salinarum, telonei portatici & rafica seu naufragii atque pascuarii*.

Patente de Carloman an. 3. de son regne, à la priere de *Segord Evêque de Narbonne* il donne à la requeste du *Abbatiam sancti Laurentii cum omnibus suis agris & cellulis & villis, & praterea medietatem salinarum, telonei, portatici & rafici atque pascuarii*.

Autre de *Odo* en faveur de *Theodard* ancien Evêque de *Narbonne* an. *Incarnationis Domini* 888. *Ind.* 8. an. 3. *regente Odone gloriosissimo rege, seu classes naufragiorum*.

Au liv. 5. p. 785. est rapporté une transaction de l'an 1112. grandement chrétienne, & qui est digne de remarque, entre *Richard Archevêque de Narbonne* & le *Vicomte*, contenant qu'ils ne prendront rien du droit de *Naufrage* des biens que les Chrétiens auront en leurs terres; & ceux des *Sarazins* seront partagez par moitié entr'eux.

La *Coutume de Dieppe* pour le *Varech* & garde d'un an. Joignez l'art. 601. de la nouvelle *Coutume de Normandie*, & l'ancienne *Coutume* au titre du *Varech*. Dans un ancien *Arrest* rendu au *Parlement* de la *Chandeleur* an. 1270. sur une contestation d'entre le Roy & le *Prieur de Longueville* à cause du *Warech*, il y a: *Visa inquesta judi-*

catum est quod Prior & Conventus sunt & fuerint in saisina habendi, cordas, coria, tapetum, Vatellum, & alia multa qua non pertinent ad VVarectum. (M. GALLAND.)

SAISINE, OU SAISIE BRISÉ'E.] Poitou, art. 25. 55. 112. Angoumois. art. 14.

Quand le vassal ou sujet nonobstant la saisie & mainmise de son Seigneur, exploite l'heritage saisi & en leve les fruits.

* BROUILLAGE.] Voyez *Affec.*

* BUFFE.] Soufflet. Voyez l'Auteur du Grand Coutumier, liv. 4. tit. des Peines, p. 548. le Dictionnaire Bas Breton, *Avenat. 9. Buffe l. Crivica. Idem Alapa. 9. Buffeter. Idem Alapit.*

* BUHORS.] S. Denys titre 1230. *Calendis Maii Guido dictus Caprosie vendit iustitiam & advocatiam concedit. & trossas fani, & redditus qui vocantur hayes & tensesmenta sita in avena & denariis, & q. osdam redditus qui vocantur Buhors. & Corveias de rachis & de fofatis.* (M. GALLAND.)

* M. du Cange est d'avis que ce droit est ainsi appelé, parce que les habitans le payoient pour avoir la permission de faire des Behours, ou des Jours. * Voyez *Quintaine.*

BULLE DE COUR DE ROME.] *Sic aurea bulla, Nicol. & aliis.*

* Il ne sera pas hors de propos de rapporter icy ce que Dominicus Raynaldus a écrit de ces Bulles dans le passage suivant, qui est rapporté par Allatius lib. 1. cap. 6. num. 2. de Ecclesia Occidentalis & Orientalis perpetua consensione, colom. 87.

„ Polidorus Virgilius ait, Agathonem
„ in cera annulo impressisse sigilla; ve-
„ rum postea, cum summus Pontifex
„ multa irrogaret privilegia, ut diplo-
„ mata diuturniora forent, placuisse
„ Stephano tertio & Adriano primo sa-
„ bulas Apostolicas plumbo obfirmari:
„ nec antiquius sigillum plumbum re-
„ periri opinatur. Sed vetustiora diplo-
„ mata summorum Pontificum non vidit
„ Polidorus; nam tempore Silvestri, qua
„ Romana Ecclesia, ab immanissima Ty-
„ ranno diu oppressa, respirare cepit,
„ si quando in usu antea fuerit
„ mihi adhuc notum non est,) littera
„ Apostolica plumbo obfirmata fuerunt.
„ Hec Bulla plumbea Silvestri reperitur

in Archivo Aretino. In celeberrimo
etiam Archivo Castri S. Angeli, à
Pontifice optimo maximo Clemente oc-
tavo, summa ope atque impensa novi-
ter erecto, cui praesidet Illustrissimus
Cardinalis Cassis, praestantissimus no-
stra aetatis litterarum hominum Ma-
cenae, vetustissima, in papiro ex fructi-
co confecta, diplomata sub mea custo-
dia asservantur, ubi inter alia bulla
plumbo obfirmata summorum Pontifi-
cum Leonis primi, Gregorii Magni &
Sergii reposita sunt. Hi tamen Ponti-
fices ante Stephanum primum, & A-
drianum primum per longa annorum
spatia summi Pontificatus munere fun-
cti sunt. Quare exodiderim hac insti-
tutum obfirmandi litteras Apostolicas
plumba à S. Sylvestro, vel paulo ante
ipsius Pontificatus initium sumpsisse.
Adverti tamen debet, in plumbo di-
plomatum vetustissimorum Pontificum
non impressas fuisse imagines Petri &
Pauli, sed tantum illius Pontificis no-

men, cuius littera obsignabantur; quod
 hodie observatur à modernioribus Pon-
 tificibus introduitum & in usu positum
 est. Vetusiore namque usque adhuc
 Bullam cum imaginibus Petri & Pau-
 li reperire non potui, quam sub A-
 drianò quarto, qui anno 1162. Eccle-
 siae Dei praeavit. Licet crediderim hoc
 ipsum muld. antea observatum fuisse,
 & praesertim sub Honorio II. Nam
 sub Benedicto septimo, cuius diploma
 apud se retines, illustrissime Francis-
 ce, & veluti pretiosissimam margari-
 tam diligentissimè custodis, Apostolo-
 rum plumbo non imprimebantur ima-
 gines. Quod si studiosè advertantur
 vetustissima diplomata, nunquam Car-
 dinalium subscriptiones reperiuntur,
 nisi postquam imagines Apostolorum

fuissent plumbo appositae, sub Gregorio
 V. sub Joanne XV. sub Benedicto etiam
 VIII. sub Joanne XIX. & Gelasio II.
 ut apparet ex privilegiis Ravennatis
 Ecclesiae, & etiam Tiburtina, &c.

Les Bulles s'obtiennent en Cour de
 Rome pour tous les Benefices, à l'ex-
 ception des Benefices simples, des Cu-
 res, des Canonicaux & autres Benefices
 semblables, pour lesquels on obtient des
 signatures, si ces Benefices sont de l'an-
 cienne France, & des Provinces de Bre-
 tagne & de Provence : car pour les Pays-
 conquis depuis le Concordat, comme
 sont les Diocèses de Cambrai, d'Arras,
 de S. Omer, d'Ypres, de Tournay, de
 Besençon, de Metz, de Toul, de Ver-
 dun, & de Perpignan, on n'expédie rien
 en Cour de Rome, que par Bulle ou Bref.

BUREAU DE RECETTE.] Statio fiscalis. de Justice, de No-
 taire, pour un tablier *Statio*, σταθμός, στάσις, κύκλος. Diversa sunt
fisci stationes & mansiones, ut plures procuratores fisci vel Rationales,
 qui constituti diversis rebus fiscalibus l. 1. Cod. de Compensat. l. 2. Cod.
 de solutio. l. 1. Cod. Ne fiscus rem l. 19. Cod. Th. de suscepto, & Justiniani
 No. 19.

LA BURLETE, BURLETER LES CONTRATS.] Es Ordon-
nances de Metz.

* Dans ces Ordonnances il y a mal
 Burlete, au lieu de Bullete. La Bullette
 est un Sceau. *Vez. Poët. Carmin. rom. 4.*
Anal. Mabill. p. 562.

A. Dic, facunde Comes, de quo sit bulla
metallo,

Non est visa oculis, pro dolor! illa meis.
Credo quod ex fulvo, nec mirum, splen-
deat auro :

Conveniunt tanta est aurea bulla patri.
Aurea si non est, argento clara refulget,
Aere figurari non levare potest.

G. Te sua vir simplex Aprilis opinio fallit,
Res est à tali credulitate procul.

Non auro, non argento sacra bulla reful-
get :

Insignit Chartas plumbea forma sacras.

DROIT DE BUSCHE ET CHAUFFAGE.] En l'Edit du Roy

Le droit de Burlete ou Bullette dans
 le Pais Messin, pour les biens en fond,
 est le quarantième denier des acqui-
 sitions, & pareillement le quarantième
 denier des obligations. Ce droit appar-
 tenoit originairement à la Ville de
 Metz, & servoit autrefois de gage à la
 Justice des Treize. Mais cette Jurisdi-
 ction ayant été supprimée en 1634 & un
 Baillage ayant été érigé en la place, les
 Officiers du Baillage soutinrent que ce
 droit leur devoit appartenir; & au mois
 de Novembre 1650. il y eut Transaction
 par laquelle il fut convenu, que les
 Officiers de l'Hôtel de Ville jouiraient
 de la Burlete des biens en fonds, & les
 Officiers du Baillage, du droit de Burle-
 te des Obligations.

Henry III. du mois de Juillet 1577. fait pour l'union des Charges des Tresoriers de France, & Generaux des finances, & qui leur appartient par chacun an outre leurs gages : & qui anciennement appartenoit aux Tresoriers de France seulement, & non aux Generaux, lesquels aussi prennent certain droit sur les amendes des Cours. Ce droit de Busche appartient aussi aux Officiers de la Chambre des Comptes, comme le droit de robbe de Pâques, le droit de Toussaints, de tofes, de harenc, de sel blanc, de verre, d'écurie, & autres outre leurs gages.



C A A B L E S.] Es Ordonnances des Forests, sont bois versez & abbatu par l'impetuosité du vent.

C A B A L ou **C A B A U.**] Bourdelois, art. 49. 50. 56. Bayonne tit. 3. art. 21. 22. 23.

Ferronus interpretatur peculium. Sont les deniers ou marchandise qu'aucun prend d'autrui à moitié, au tiers ou au quart de gain & profit.

Selon Goudelin dans son Dictionaire son *Cabal* c'est vendre la marchandise Tolosain, le *Cabal* est le fond d'un Marchand, consistant en toutes sortes de vin liv. 6. de ses Arrests sur le mot *Legitime* tit. 63. art. 10.

* **C A B O N** D'ABELHAS.] Dans le For de Béarn, tit. 28. art. 24. c'est ce semble une ruche de mouches à miel.

C A B O C H E S.] En la Chronique du Roy Charles VI. ceux qui s'éleverent à Paris, dont le Capitaine étoit nommé Simonet Caboches.

* **C A C H E.**] Dans la Coutume de Lille, art. 67. Selon quelques-uns ce mot signifie gage ou salaire.

* **C A C H E R E A U.**] Spelman dans son Glossaire, fait venir ce mot de *Chartularium*; de sorte que, selon cet Auteur, le *Cachereau* n'est autre chose qu'un *Cartulaire*. Et en effet, dans l'art. 9. du tit. 26. de la Coutume de Cambrai, ces deux mots ne signifient qu'une même chose. *En matiere de dixmes, ou terrage, pour obtenir Sentence sur le possesseur, il suffit produire un Cartulaire, ou Cachereau authentique, ou autre titre en forme probante, designant clairement par bons & certains abous, & tenans, le champ ou piece de terre, sur lequel le droit dont seroit question est prétendu, avec bon témoin, non reprochable, déposant pertinemment l'avoir vu recevoir suivant tel cachereau, plusieurs fois, signant depuis dix ans.*

Cacherellus chez les Anglois étoit celui, qui étoit appelé par les Romains *chartularius*. Vid. Spelman. in Gloss.

C A D E T .] En plusieurs Provinces de France , signifie le puisné , le maine , à la difference du chemier. *In re manifesta non abutar testibus & otio.*

C A G O T S , C A G O T E R I E S .] Bearn , tit. 1. art. 23. tit. 55. art. 4. 5. ce ne sont pas Moines , Hermites , ou ladres.

Les *Cagots* ont eu autrefois de differents noms , ils ont été appelez *Chrestians* ou Chrétiens , *Gezitains* , *Capots* , *Gahets* , *Gezits* , & *Agots* ou Chasteurs de Gots. Monsieur de Marca dans son Histoire de Bearn livre premier chapitre 16. croit qu'ils sont descendus des *Saracens* , qui restèrent en Gascogne , après que Charles Martel eut défait *Abdirama*. » On leur donna , dit-il , la vie » en faveur de leur conversion à la Religion Chrétienne , d'où ils eurent le » nom de Chrétiens , & l'on conserva » néanmoins en leurs personnes , la haine que l'on avoit pour la nation *Saracene* , d'où ils furent appelez *Gezitains* , ou lepreux , de *Giesi* celebre dans l'Histoire par la lepre. » Par Arrest contradictoire du Parlement de Bourdeaux il'a été autrefois commandé aux *Cagots* de Soule , de porter la marque de pied d'oye ou de canard , pour les distinguer des habitans naturels du país. Oihenart dans la Notice de la Gascogne parle de ces malheureux , en ces termes.

Caterum ea qua Belleforestus in Cosmographia , & Paulus Merula parte 2. lib. 3. cap. 38. narrant de eo genere hominum , qui Vasconibus Cagots , nonnullis Capoti , Burdigalensibus Geheti , Vascis & Navarris Agoti dicuntur , ipsos pro lepra infectis haberi , aliosque inficere : in facie & actionibus eorum apparere aliquid , quod eos contemptui , detestationique reddat obnoxios , omnibusque habitum & os grave odore , ipse vera prastare notum ; verum enim ne prejudicatis vulgi opinionibus , potius quam certis

experimentis horum fides constat. Non abnuerim tamen illos publico contemptu laborare , & aded etiam in propria natali humo peregrinorum loco haberi , ut neque ad Reipublica munera , vel honores ipsis aditus pateat ; neque rebus inter ejusdem vici aut pagi incolas promiscuiter usquequaque uti concedatur. Conubio autem & communi victu cum nostris non tantum iis interdicitur ; sed insuper Decreto Curia Burdigalensis in publicum prodire , praterquam calcanti , & praeexto vestiti perspicue panni rubri segmento , interposita verberum poena , prohibentur. In plerisque municipiis , semota à vulgo domicilia , in templis quoque segregatas stationes , & peculiares aqua lustralis hydrias assignatas habent : itaque sordidis , & illiberalibus artibus dediti vilem & abjectam vitam ducunt. Christianorum olim nomine nuncupatos fuisse , à compluribus vetustis monumentis liquet , neque hactenus apud nos ea nomenclatura obsolevit. Ipsi vicissim nostros pellatos , hoc est pilosos , vel comatos vocant. Unde à nonnullis non ineptè conjicitur eos Gothorum , qui olim Aquitaniam habuere reliquias esse , & tam grave in Vasconibus , horum vilium caput festidum à veteri istius gentis , in Gothos , perpetuos sui nominis hostes , odio natum. Christianorum etiam appellationem , ab eadem gente nondum Christiana religione imbuta , Gothis impostam , in hac Gothorum veluti facie , ad nostram memoriam , integram remansisse. Pelluti demum sive Comati nominis rationem , ad priscum Aquitanorum comam alendi morem , referendam esse.

C A L E N G E .] Hainaut , chap. 49. 69. & dernier. Valenciennes , art. 6. 12. Hesdin , art. 8. & en la Somme rurale. C'est la prise de corps

qui se fait par un Sergent, quand il apprehende un criminel ou autre: PERSONNES CALENGEZ: Hainaut ch. 74. qui sont pris & saisis au corps pour les emprisonner. CALENGIE & mis prisonnier: Mons, ch. 54. Calengé afin de bannissement. Lille, tit. 1. art. 5. de l'an 1565.

CALENGE OU PLAINTÉ CRIMINELLE.] Au styl de Liege, chap. 14. art. 2. 5. 6. & en la Coutume de Tournay, au titre des crimes, art. 2. 20. 21.

SANS DEBAT ET SANS CALENGE.] Mons, chap. 35. & au livre de l'usage de Paris & d'Orleans, & de Cour de Baronnie.

CALENGE ET RAPPORT.] Mons, chap. 53. C'est prise ou accusation de bestes trouvées en dommage. CALENGER de l'émende des bestes: S. Paul art. 20. & autres dudit lieu, art. 47. Ou celui qui fait dommage en l'heritage d'autrui: C'est l'accuser & dénoncer à Justice. CALENGER les opposans. Lille, tit. 1. art. 19.

CALENGER.] Normandie, chap. 115. & souvent en la pratique de Boutillier. CALENGER sa franchise, sa terre, ou heritage: en l'ancienne Chronique de Flandres chap. 5. 6. 12. 26. 35. 38. 61. Froissart livre premier, chap. 127. 136. 181. liv. 3. chap. 96. liv. 4. chap. 7. C'est prétendre, quereller & demander, ou arguer & charger un délinquant. Demande & Calenge: en ladite Chronique chap. 80. CALENGER de paroles: Monstrelet au premier volume chap. 2. 9. Prétendre CALENGE: au styl de Liege, chap. 16. art. 5. Calenger par un gage de baraille corps à corps par deux champions, au premier livre de l'établissement pour les plaids des Prevôtes de Paris & d'Orleans. CALOGNA en vieil Espagnol signifie émende. (* Ce mot vient de *Calumniari*. Vid. *Cangium in veteri Glossar. verbo Calumnia.*)

* CAMBAGE.] C'est ainsi qu'il faut lire dans l'article 45. de la Coutume de Boulenois, & non *Gambage*; Cambage est un droit dû aux Seigneurs par les Brasseurs de Biere; *Cam* chez les Flamans signifie *biere*. Suivant la remarque de M. du Cange, les Flamans ont ainsi appelé la biere, du mot latin *camum*, dont Ulpien s'est servi dans la Loy 9. *in princip. D. de tritico, vino vel oleo legato. Cujacius 24. observat. cap. 39. Et de Camo satis est quod Simeon Jannensis qui insertus est pandectis Matthæi Sylvatici, Camum fieri ex hordeo, & aliis frugibus, & fucam Arabicè vocari; (vulgò in Græcia vocatur Phocadium) & esse Cervesiæ speciem. Et alio loco: Cervesiæ, inquit, Camum, fuca; & alio: Camum, scicra, potus factus ex hordeo, & aliis rebus calidis, ut Zinziber, & similia, quæ ponuntur in testaceis parvis bene obturatis, & cum aperiuntur salit in altum, & vocatur Cervesiæ,*

Joignez la Note de Colvener sur la Chronique de Cambray pag.

439. 440.

(*Cambagium*,) *Cambage*, est une brasserie, lieu où se fait la biere, dite en Allemagne *Cam*; mot fréquent es titres du Pays-Bas. In *Chartular. Compendiensi*. Patente de Louïs d'Outre-mer: *De Cambis ibi constructis, vel construentis. De tabernis, vinariis*. Chartulaire de S. Denys Lettre de l'an 1170. L'Abbé de S. Denys, *Concedis Balduino Comiti Hainoensi plurima ibi contenta: In cambis mediam partem &c. Cambarius*, Brasseur qui fait la biere. Gozelinus le remarque lib. 3. *Gallo-flandria*, Colvenurius en rapporte divers exemples sur le chapitre 52. du livre 1. *Chronici Cameracensis. Cambum*, est le vaisseau qui contient la biere.

Au premier vol. de l'Histoire de Tour-nay c. 66. titre contenant ces termes: *Foragia Camborum & redditus vasorum vini inter utrosque aqua parte divisum*. L'impôt qui se prend sur la biere est dit *Cambagium*, *Cambage*. Au Chartulaire de S. Michel du Treport titre de l'an 1141. *Monachi ibidem Deo servien-*

tes in furico & Camba absque foragio & Cambagio, panem & cervisiam facient ad proprium usum. Les Coutumes de Boulenois art. 45. Herly art. 3. l'appellent *Gambage*; mal. *Camba* est autrement appelé *Bicheria*. Patente de Philippe Auguste *Chart. Compend. an. 1185. & 1186. Concedimus communia prapositionem nostram Compendii, teloneum, con cambium, furnum, BICHERIAM, Bercaria* titre dans Myræus *Donat. Belgic. l. 2. c. 78. Donat. piar. lib. c. 57.*

Puisque je suis tombé sur le sujet de la biere, & que la brasserie est appelée *Camba*, je diray qu'en autres lieux elle est appelée *Braxatorium*, *Bratatorium*, à *BRATIO*, quod prisca Germanicis, *HORDEUM. Lib. 3. Fuld. Antiquitatum*, il est remarqué in *variis terrarum Censibus*, Colonos obligari ad *Bracii* vel *avenæ præstationem*. De là vient *Braceator*, *Brauwer* en Alleman, *Braceatorium*, *Branchaufz* dans Andreas Kniken *tractatu de vestit. passionibus. part. 2. (M. GALLAND.)*

* *CAMBRELLAGE*.] Cambray, tit. 1. art. 46. V. *Chambellage*.

* *CAMBRIERS*.] Sont les Etagiers. Voyez *Etagiers*, & la note en cet endroit.

* *CANAILLE*.] Dans les Fors de Navarre & de Bearn sont des gens de neant, des vagabons. Anciennement en France au lieu de *Canaille* on disoit *Chienaille*.

Dans l'Ecriture le mot *Chien* est quelquefois pris en cette signification, Apocal. cap. 22. n. 15. *Foris Canes & venesici & impudici &c.* Martial lib. 4. Epigr. 53.

*Hunc quem sepe vides inter penetralia nostra
Pallados, & templi limina, Cosme, novi
Cum baculo peraque senem cui cana putisque
Stat cima, & in pectus sordida barba cadis;
Cerea quem nudi regis uxor avolla grabati
Cui dat larratos obviam turba cibos
Esse putat cynicum deceptus imagine falsa:
Non est hic cynicus, Cosme; quid ergo? CANIS.*

* **CANCHE.**] C'est un Ban à vin. Dans le Chartulaire de S. Denys, il y a un titre du Mardi après la Purification nôtre-Dame 1288. par lequel est dit que les Doyen, & Chapitre de S. Denys avoient au lieu de Conchereux *Ban* que l'on appelle *Canche*, pour trois mois chacun an; c'est à sçavoir le mois de Février, le mois de May, & le mois d'Aoust; en telle maniere que nul de ladite ville de Conchereux ne pouvoit vendre vin à broche en icelle ville durant ledit ban. (M. GALLAND.)

* **CAPAGES ou CAPITATIONS.**] *Tributa Capitis*; sont proprement des tributs imposez sur les personnes & par testes. Cependant en Provence les Capages sont des tributs imposez sur chaque maison, ou sur chaque famille. Voyez les Statuts de Provence avec les Commentaires de M. Morgues, pag. 364. 365. 366. de l'Edition de 1658. à Aix.

CAPDASTRE EN LANGUEDOC.] *Capitularium tributorum; aliis liber censualis, ut appellatur in capite 13. de prescriptio.*

CAPDEULH.] Acs, tit. 2. art. 8. 9. Saint Sever, tit. 12. art. 26. C'est l'hôtel noble, le Château & maison principale qui appartient à l'ainé par préciput, laquelle s'appelle la *LAR* en la Coutume de Bayonne, tit. 11. art. 7. tit. 12. art. 2. 7. 27. 35. 36. Les Jurats du Capdulth. Bearn, tit. 10. art. 7. lieu du Capdulth. tit. 38. art. 7. tit. 44. art. 11. *Quæ vox fortè originem habet à Capisolio.*

* **CAP D'HOMI.**] Dans le For general de Bearn, tit. 3. art. 5. 6. C'est l'état & la condition des personnes. L'art. 8. du même titre; *Et connexera ladite Cort, per appel de sententia diffinitiva balhada per lo Seneschal o Gentius, si la demanda est de l'estat des personnes qui est de Cap d'homí, si sont questaux o liberaux.* Voyez M. de Marca dans son histoire de Bearn, liv. 5. chap. 3. n. 3.

CAPISCOS.] En Gascogne *ESCOLASTRES, Magistri Scholarum, qui eas regunt.*

* **CAPITAU.**] SoHe, tit. 20. art. 1. & 2. Voyez *Chaptel*.

LES CAPITAUX.] En la Coutume de Bourdelois, art. 75. *Numerantur inter Comites, Vicecomites & Barones.* Captau ou Captal en nos Histoires, c'est comme Capitaine. Captal de Buz en la vieille Chronique de Flandres, chap. 92. 97. 98. 101. Froissart, livre premier, chap. 184. 221. 279. & ailleurs.

Selon M. de Marca dans son Histoire de Bearn, liv. 6. chap. 24. nomb. 9. les *Capitaux* sont proprement des Vassaux qui relevent immédiatement du chef ou du Roy, *qui de Rege tenent in capite.* Cependant ce Titre dans l'Histoire,

n'est particulièrement donné qu'aux Seigneurs de Buc & de Trené. Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Capitalis*, & M. Galland dans son *Traité du Franc-Alcu*, pag. 78.

CAPTAU du Buc.] Alain Chartier, en la Chronique de Charles VII.

Dans le Diocèse de Bordeaux, à deux lieues ou environ de l'embouchure de la Rivière de Leyre, il y a un petit Golfe qui s'avance de deux lieues dans la terre, à l'entrée de ce Golfe sur le bord de la mer, il y avoit autrefois un Bourg, qu'on appelloit *Teste de Buchs*, & qui étoit une des douze Villes de la Novempopulanie, que les *Buchs* ou les *Boiens* possédoient autrefois. Ceux à qui ce Bourg appartenoit à titre de Capitular ou de Sirauté, sont appelez dans les anciens titres *Capitales de Bogio*; d'où l'on a fait *Capitals* ou *Capitans de Buchs*. Voyez M. de Marca dans son Histoire de Bearn, liv. 1. chap. 8.

CAPITOUX. En l'Edit fait à Orleans l'an 1560. art. 39.

Sont les Eschevins de ville, comme à Toulouse, lesquels aussi ailleurs s'appellent Consuls. *Capita regionum urbis in statutis Romanis; qui singula capita hominum in sua regione habitantium recensent & explorant, lib. 1. cap. 18. lib. 2. cap. 87. D. est & Capitaneus appellationum.*

CAPSOS.] En la Coutume de Bearn, sont les droits du Seigneur du lieu.

* **CAPTEIN**, *Capteinium, Captennium*.] Protection, deffense; & c'est aussi le droit qui se paye aux Seigneurs pour la deffense & la protection: M. Galland dans son Traité du Franc-aleu p. 297. parle ainsi de ce droit; & à la page 297. où au lieu de *Capteinium* il y a mal *Captemiam*.

L'Abbaye de Moissac avoit aussi deux Abbez; l'un de profession convenable au nom Ecclesiastique, appellé *Verus Abbas*: *Revera Abbas*. L'autre Militaire: *Abbas Miles*, qui étoit comme un protecteur & deffenseur, auquel étoit laissé en propriété, quelque portion du fonds & revenu, dite en l'idiome du pais, **CAPTEM IUM**, tenuë en homage du vray Abbé & du Chapitre. J'ay veu une Transaction du 14. Septembre 1212. entre Simon Comte de Leycestre, Seigneur de Montfort, par la grace de Dieu Vicomte de Beziers & Carcassonne d'une part, & l'Abbé & Convent S. Pierre dudit lieu, par laquelle il se reconnoist tenir à foy de l'Abbé de S. Pierre de Moissac le Château qu'il possédoit en la Ville de Moissac, & à cause de ce être obligé par chacun an, présenter sur l'Autel à la Feste de S. Pierre une obole d'or. Plus en faveur dudit accord, luy sont reconnues par l'Abbé & Convent plusieurs jouissances de fonds donnez à l'Abbé Militaire.

Item in predicta concordia posuerunt, & concesserunt inter se predictus Comes, & predictus Abbas & Conventus, de illis mansis seu Bordinariis, in quibus dominus Comes habebat suum CAPTEM IUM PRO ABBATE MILITE: ut de illis in quibus debebat habere apam pro CAPTEM IO pro Abbate Milite scilicet in honore sancti Laurentii &

sancti Christophori, & calidorum furnorum, & de via Rosco habeat unum de Mansa si ibi erit, un m feumat m pradictorum, & de aliis mansis, & Bordariis, in quibus habet CAPTEMUM Dominus Comes, pro ABBATE MILITE poterit totum CAPTEMIUM habere, recipiat inde: sed si totum CAPTEMIUM inde exire non poterit dividantur quinti & medii. Termes repetez en plusieurs endroits de la Transaction. Plus *sciendum est*, dit Simon de Monfort, *quod quicquid habemus apud Moissacum, & in honoribus sancti Petri, totum tenemus, de Abbate: & ex inde homagium nos facere debemus: pro his autem omnibus debemus, CAPTENERE ET TUTARI DOMINUM ABBATEM & Conventum & Ecclesiam D. Petri &c.* L'Acte est de l'an 1212. L'an 1219. fut fait un serment, *af Revera Abbat.* rapporté cy-dessus, Au mois de Septembre 1274. l'accord fait avec Simon Comte de Montfort fut renouvelé & confirmé par Alfonse Comte de Tolose & de Poitiers aux mêmes termes, *DE CAPTEMIO ET ABBATE MILITE*, comme en la Transaction de l'an 1212. Le Roy ayant succédé à ces droits au lieu du Comte de Tolose au mois de Juin 1284. fit par son Sénéchal de Moissac, presenter sur l'Autel de S. Pierre, l'obole d'or dont j'ay l'acte authentique; & au mois de Septembre ensuivant, passa procuration au même Officier, pour prêter à l'Abbé & Convent le serment convenu en la Transaction de l'an 1274.

CARCAN.] Voyez le mot **PILIER**.

* **CARE.**] Village. Caseneuve fait venir ce mot du Grec *καρά*, qui signifie village. Voyez cet Auteur sur le mot *Careffer*. De *Care* on a fait *acarar* & *acarier* pour confronter. J'ay appris de Monsieur Aubert celebre Avocat à Lion, qu'à son Presidial, les Praticiens se servent encore d'*acaration* pour la *confrontation* de deux ou plusieurs accusez. Le terme *Care*, selon luy, vient de la langue Espagnole; ce qu'il prouve par l'autorité de Covarruvias sur le mot *Cara*, & il remarque que Brantome s'est servi du mot *acarar* pour Confronter, dans la Vie de l'Amiral de Châtillon.

* **CARE.**] Voyez *Ableret*.

* **CARN.**] Dans le For de Navarre, rubrique 28. art. 46. c'est de la chair. Les Tolosains disent *Car*. Voyez le Dictionnaire Tolosain de Goudelin.

* **CARNALAGE**] M. Girault dans son Traité des Droits Seigneuriaux liv. 2. chap. 7. n. 17. pag. 261. observe qu'il y a des endroits où le *Carnalage* est un droit ou un tribut qui est dû en *chair* à un Seigneur, par les Bouchers qui sont dans sa Seigneurie; & cet Auteur ajoute que par Arrêt du Parlement de Tolose du 19. Juin 1675. le Seigneur de Blanc a été maintenu en la faculté d'avoir & de pren-

Are en vetru de ce droit, toutes les langues des bœufs que l'on tue dans la Seigneurie de Blanfac.

CARNALER, CARNALAGE.] Acs, tit. 11. art. 11. 13. 21. 22. 23. 31. 42. S. Sever, tit. 3. art. 2. 3. 4. 5. 17. 18. Bayonne, tit. 2. art. 16. Solle, tit. 2. art. 3. tit. 14. art. 2. 3. 4. Bearn, tit. 51. art. 6. 8. & suivans.

C'est tuer le bétail trouvé en son domaine, le convertir à son usage & profit, & le manger : ce qui est permis en aucuns lieux, en certains cas, & jusques à certain nombre, au lieu de le prendre & accuser à Justice.

Voyez M. de Marca dans son Hist. p. 814. col. 2. in fin.

Acs, tit. xi. art. 42. 43. Carnaler est tuer le bétail, & le convertir en ses usa-

ges. Mais tuer est tuer sans en faire son profit, & demeure ledit bétail tuer au Seigneur à qui il étoit auparavant.

CARNAU.] Carnalat, Carnalado, en la Coutume de Bearn, tit. 20. & tit. 25. art. 7. tit. 44. art. 36. 37. tit. 91. art. 10. tit. 58. art. 39. (* Voyez Carnaler & M. du Cange dans son Glossaire sur le mot Carnale.)

* **CARPOT.**] C'est en Bourbonnois la part de vendange du propriétaire d'une Vigne, qui en partage les fruits avec son Vigneron.

TENIR ET POSSEDER VIGNES A CARPOT.] Bourbonnois, art. 352. 353. *Alii scribunt, à QUARPOT, Cum vinearum dominus partem capit in fructibus vindemia cum vlnitore.*

* **CARRIERE.** Suivant l'article 195. de la Coutume de Valois, est un chemin de huit pieds de largeur, dans lequel on peut mener charrette l'un après l'autre, & bétail en cordel & non autrement. Voyez les art. 194. 196. & 197. de cette Coutume, & cy-après *Chemin royal*. Voyez Beaumanoir, chap. 25. au commencement, & M. Salvaing dans son Traité des Fiefs, chap. 38.

* *Bestia qui CARREJA Sau.*] Bearn, des bocages, art. 6. C'est une beste qui charroye du sel.

CAS OU DELIT ROYAL OU PRIVILEGIE'] Dont le Roy & ses Juges connoissent privativement par privilege ancien, dont ils sont en possession : qui est civil ou criminel, & attrait à soy le délit commun : Amiens, art. 231. 234. Tel est le crime de leze-majesté humaine, & la connoissance des commotions, conspirations & rebellions faites contre le Roy, ses gens & Ordonnances, dont la confiscation appartient au Roy seul : Arrest contre l'Evêque de Chalons du Parlement d'hyver, 1310. & du dernier Decembre 1333. Et la connoissance des lettres de remission, & de pardon, ou d'abolition, ou de rappel de BAN, Amiens, art. 223. 226. 232. Plus le crime de fausse monnoye : Bretagne, art. 7. de la fabrication d'icelle au coin du Roy, & non de ceux qui mettent & alloient la fausse monnoye, qui ne sont

que simples larrons : Arrest de l'an 1270. 1299. 1298. 1300. 1306. 1310. 1339. 1340. Comme aussi par les Edits des monnoyes , la connoissance & jurisdiction d'icelles appartient aux Juges Royaux privativement. Plus, de scel royal, ou contrat royal falsifié, Arrest du 17. May 1385. de port d'armes ou assemblée de gens contre le repos public, ou pour sedition & émotion populaire : Arrest du Parlement d'hiver 1310. & de Septembre 1308. de S. Martin 1312. Bayonne, tit. 19. Plus, de sauvegarde royale enfreinte, encore que ce qu'il a prins en sa garde ne soit de sa subjection : jugé pour ceux de Verdun contre le Comte de Bar le 2. Mars 1335. Plus, de saufconduit Royal enfreint, dont la connoissance appartient aux Baillifs & Senéchaux par l'Edit fait à Cremieu en l'an 1536. & de ce y a Arrest de l'an 1262. & du 14. Juillet 1341. Comme aussi le Juge Royal seul peut connoître du possesseur des benefices, de la desobeissance, excès, rebellion ou injures faites à un Juge, Officier, ou Sergent Royal, faisant sa charge ; du contenu es Chartres & Lettres Royaux, des délits faits es forests du Roy, d'amortissement, & des causes des Eglises de fondation Royale, & du domaine du Roy & des heritages donnez par le Roy en commande à quelque Seigneur, par Arrest de Pentecôte de l'an 1279. pour raison des conquests des Comte & Comtesse de Poitiers, baillez par le Roy au Roy d'Angleterre en commande. Plus le Roy ne plaide jamais que devant son Juge. Ces matieres *nominatim regie jurisdictioni tribuntur regis Constitutionibus & Senatusconsultis anni 1281. 1283. 1285. 1290. 1254. 1267. 1266. 1268. 1259. nec aliis Judicibus deferuntur : de quibus in Summa rurali, & in antiquo stylo Parlamenti Paris. cap. 29. & ad finem veteris consuetudinis Issodunensis. Hac autem maxime pertinent ad interpretationem, art. 39. Editi 1566. & art. 11. Editi anni 1572.* Aussi aucuns praticiens anciens ont estimé que toute complainte de nouvelleté & de nouvelle dessaisine fût cas privilegié, & qu'il n'en falloit faire renvoy pardevant les Juges subalternes soit Royaux ou non, comme si c'étoit au Roy seul de reprimer toutes voyes de fait, auquel seul aussi anciennement l'émende du cas de nouvelleté appartenoit & étoit de soixante livres, comme appert par le styl ancien du Parlement à Paris, ch. 18. par. 26. & ch. 29. par. 5. & se jugeoient ces instances possessoires en Parlement à Paris, avant l'an 1177. lors que par Edit ou Arrest elles ont été délaissées aux Baillifs & Senéchaux. Mais par les dernieres Ordonnances du Roy Henry II. de l'an 1559. le Bailli ou Seneschal en doit faire renvoy pardevant le Prevost Royal, & par prévention seulement en peut connoître au préjudice de la jurisdiction ordinaire des Seigneurs subalternes de son ressort : & de ce y a Arrests de la Chancelleur, 1254. 1257.

1277. & de la Pentecôte 1264. & de la S. Martin 1270. Aussi le Juge Royal seul a connoissance de la spoliation & nouvelle deslâisine faite de chose étant en la main du Roy: Arrest de la Chancelleur 1268. Comme aussi aucuns ont estimé que la connoissance des cas qui adviennent sur grands chemins & Royaux, appartiennent aux Officiers Royaux seulement, qui peuvent faire ôter ce qui empêche lesdits chemins: Arrest de Septembre 1308. jajoit qu'ils traversent par la terre d'un haut Justicier, Boullenois, art. 158. duquel droit nous n'usons pas à présent.

Toutefois appartient au Roy de punir le meurtre de guet à pens fait en chemin public, comme il est narré en un Arrest de Pentecôte de l'an 1290. Plus les Comtes & Barons de France tenans du Roy leur principale Seigneurie, ores qu'ils en ayent d'autres tenues d'autres Seigneurs, doivent être justiciez pour le fait de leurs personnes par le Juge Royal, & ne peuvent demander le renvoy pardevant les autres Seigneurs, encore qu'ils aillent demeurer es Seigneuries qu'ils en tiennent: jugé contre le Comte de Sancerre à la Toussaints 1266. Plus, de tous Officiers ou Commissaires du Roy les appeaux ressortissent au Roy seul: Arrest de l'an 1269. Et le seul Parlement de Paris connoist des regales par l'Edit du Roy Louis XI. de l'an 1464. & des causes de Pairie: *Anfrerius*, *Benedictus*, & plusieurs autres ont traité des cas & délits Royaux & privilegiez, & après eux Tertian au livre 12. chap. 7. & 8. Chopin au 2. livre du Domaine, tit. 6. & 7. & sur l'art. 65. de la Coutume d'Anjou: Bacquet au Traité de Justice chap. 7. du Tillet en son Recueil des Arrests donnez au Parlement de Paris, lequel livre est digne de lecture & lumiere, & m'a grandement servi en cet œuvre. *Sic mutuo se. compilarunt bibliotheca veteris auctores, & hic fructus est legendi, amulari ea quæ in aliis probes. Fateor, sumpsi, non ab illo modo, sed ut quisque habuit quod conveneret mihi, quodque me non posse melius facere credidi, etiam à Franco, ut de Menandra & Afranio refert Macrobius initio lib. 6. Magni ingenio este Juris interpretes.* Es années 1578. à Rotien, & 1579. à Paris l'on a seulement imprimé quelques Traitez d'iceluy du Tillet.

CAS DE SAISINE ET DE NOUVELLETE.] Paris, art. 96. 97. Reims, art. 170. *est interdictum retinenda possessionis.* La complainte de nouvellete, la matiere possessoire de complainte & de nouvellete. Voyez le mot COMPLAINTE. Ce cas est different du cas de simple faisine. Voyez le mot SAISINE.

CAS SUR CAS N'À POINT DE LIEU.] Si une chose a été saisie pour une cause; on ne la peut plus saisir par après pour une autre cause, jusques à ce qu'il soit jugé ou décidé de la premiere saisie. *Imbert* au premier livre des Institutions.

* *CASAU.*] Sole, tit. 15. art. 8. C'est un Jardin. V. le For de Navarre, Rubr. 28. art. 21. Bearn, de Penas, art. 4.

* *CASSO.*] Navarre, tit. 28. art. 32. C'est un Chefne.

LES CASUELLES DU ROY.] Parties casuelles. *Sic Casus militia Palatina, civilis, incermis: Cùm in locum mortui militis alius subrogatur quique militiam, officium emit, atque pecuniam debet pro introitu.*

CATASTRE, ou CADASTRE.] En Provence, en Languedoc & ailleurs: C'est le Registre ancien, le Terrier & Chartulaire qui contient la declaration des terres roturieres, & non feudales, pour lesquelles les possesseurs sont sujets aux Tailles du Roy.

Cartulaire ou Cachereau authentique. Cambray tit. 26. art. 4. *Hac voce Catastri Bartolus utitur ad l. 18. Dig. familia ercisc. ad l. 4. Dig. de Gensibus & alii: non habet originem gratam.*

CATEL ET CATEULS.] S. Omer, art. 3. S. Paul, art. 27. & autre sous Arthois. Boulinois, art. 83. 86. 88. 94. esquels toutefois il se lit *CARTELS* pour *CATELS*: Arthois art. 106. 111. 112. 141. & suivans. Lille, art. 49. 58. 61. 93. 177. 210. 211. & souvent en la dernière Coutume de ladite Ville & autres locales sous Lille, Montreuil, art. 44. 47. Beauquesne, art. 10. 11. 12. Hainaut c. 101. Mons, chap. 35. & en la Somme rurale traitant du don mutuel, & des choses qui sont réputées meubles, & en un Arrest de Parlement de S. Martin 1282. pour Abraham de Faloie Juif: & en la Coutume de Bethune & de S. Omer sous Arthois, art. 56. 70. 71. 73. & au 2. livre de l'établissement pour les usages des Prévôtés de Paris & d'Orléans. Rendre meubles ou Catel. Valenciennes, art. 34. 43. 44. 87.

Sont reputez *CATEULS*, les choses qui de leur nature sont immeubles, & toutefois se divisent ou échéent comme meubles, & sont reputez pour meubles: telles sont les granges, étables, Maréchaussées, & les blancs bois. Boulinois, art. 74. Arthois, art. 143. 144. & les bleds & autres advétures, après la my-May, & avant le pied coupé: Arthois, art. 141. 142. Par ainsi cette diction est différente des meubles & des heritages; *est medium quoddam inter utramque, eaque mores utuntur cùm tractatur de rebus communibus inter conjuges, vel de successione: qua de re exemplum extat, en l'art. 42. de l'ancienne Coutume de Beauquesne, & en la Coutume d'Arthois. Sic appellantur que jure mobilium censentur & pro mobilibus habentur, licet re vera res sint immobiles. Nec ledēbat regina exercitus quosque in corporibus aut cattalis, ait Thomas Vvalsinganus in Eduardo II.* Sous ce mot de *CATEULS* sont compris non seulement les meubles qui ne peuvent suivre le corps, & être transportez de lieu en autre, mais aussi les choses immeubles qui ne sont pas horitage, comme dit Bouillier, qui nobis saepe feliciter

affalst. En la cause de l'Archevêque de Reims plaidée en Parlement le 6. Decembre 1386. est dit que basse Justice est de meubles & cateuls. Les fruits pendans par racines sont cateuls: après la coupe ou cueillette ils sont meubles.

En plusieurs Provinces de Flandre les Seigneurs sont fondez au droit de meilleur Catel, *melioris Catali*, qui est de prendre après le deceds de leurs hoirs ou vassaux le meilleur menble qui se trouve en la succession, lits, tapisseries, bagues, cheval, vaisselle d'argent. Il y a plus de trente ans que ayant été envoyé en Flandres par le Roy Henry IV. de tres-heureuse memoire, les Comptes de la Seigneurie d'Anghien me furent presentez, contenant en recepte, chapitre de meilleurs Catels souvent évalués par composition avec les Officiers. En un titre rapporté par Miræus *Diplomat. Belg. l. 2. c. 67. Melius mobile, melius catallum.* Arrest in *Parlam. S. Martini hyemal. an. 1201. MOBILIA ET CATALIA.*

Au livre 1. *Donation. Belgicar. p. 282. c. 129.* est un affranchissement de l'an 1314. avec reservation *duorum denationum nomine census capitalis annuatim ad matrimonium* de 6. denariis, & *ad mortem de duodecim moneta Flandria*, mediante *meliori catallo ab ipsis conferrando in morte ipsorum.*

En la Coutume de Mops en Hainaut chap. . . . art. . . . Ausdits puisnez appartient le meilleur Catel, avantage au préjudice de l'ainé, qui peut avoir en la consideration aussi bien que la Coutume de Grimberghe qui donne la Seigneurie aux puisnez à l'exclusion des aînez.

Guillelmus Britto Philippidos 1. v. 383. *Et poterat tatum sibi tollere si voluisset Nec prejudicium super hoc fecisset ei sdem Tanquam servorum rex & catalla suorum.*

Ainsi Catel, Cateix, Catallum originellement signifient meubles. Au Char-

rulaire de Champagne B. R. Compromis de l'an 1267. entre Guillaume Evêque de Mets & Ferri Duc de Lorraine pour raison de plusieurs heritages, & de Chatels. Le Livre de la Reine Blanche en fait mention en divers endroits. *Robert qui est tés couchant & tés levant fu ajorné pardevant toy pour chatels & pour meubles &c.* Trop est censez cette Sentence contre humanité que aucunes gens disent que li peres puent donner à quel qu'il vandra de ses enfans tous ses Chatels, & tous ses meubles, & tous conquests. Floris Wander Haer lib. 2. des Chastelains de l'Isle p. 205. 206. rapporte un Acte de l'an 1212. sur quelques plaintes contre Urso de Fretin: *Dixit etiam quod ipse quandoque hoc tenuit iustitiam B. Petri in quibusdam causis quando Burgenfes faciebant arrestari CATALIA hospitum sancti Petri, qui erant in terra militum &c.* Philippes de Beaumanoir Senéchal de Beauvoisis chap. 25. *meubles & catex* chap. 34. *meubles & catiez*, & au chap. 39. il distingue *meubles, catiez, ou heritages.* En l'ancienne Coutume de Normandie tit. de Pleiges; le fils qui a l'heritage du pere ou les exécuteurs, ou autres qui ont les Chatels aux morts doivent rescinder des dettes.

Dans la Somme rurale de Boutillier il s'en voit plusieurs exemples f. 177. Le Bail emporte toutes les levées de terre & tous meubles & cateux. f. 184. La veuve qui ne veut payer les dettes de son mari, peut renoncer aux meubles & cateux. Mais ailleurs fol. 148. & 150. il met sous le nom de cateux les meubles, & tout ce qui n'est heritage, présupposant y avoir des choses immeubles qui ne sont point heritages, comme ce-

rifiés, bocages &c. Et après avoir exprimé certains arbres reputez pour héritages, il met tous les autres entre les meubles. La Coutume a donné aux *catenx* contre leur signification originelle, attachez aux meubles, une condition moyenne entre les meubles & les immeubles, réduisant sous le nom de *catel* ce qu'elle tient pour immeubles, & non pour héritages.

Les Coutumes de Boulenois, Artois & quelques autres ont mis sous le nom de meubles & Cateux les *Amasements*, *Mareschauffées*, blancs bois, les *bleds* non coupeux après la mi-May.

Le même Auteur Bouillier, fol. 172. fait mention des jours pour tenir les plaids de *Catenx*. Et entre les titres de la Ville de Dieppe j'en ay vû un datté, An. 1150. *Feria secunda ante Festum Beatae Magdalene*. C'est une Sentence Arbitrale entre Nicolas de Hotot & l'Archevêque de Rouen. *De placito vero Catalli. Quod de Catallo, quod ratione hereditarii peteretur in quo fieri necesse esset visionem hereditatis pro qua peteretur quantum ad querimoniam faciendam & rehabendam, si peteretur, dixit idem quod de placito hereditatis. Item de omni Catallo de quo non fierent essonia, nec duci posset per quindenas, per leges patrie, debet ad dictum reverendum patrem auria pertinere.*

DROIT DE MEILLEUR CÂTEL.] Hainaut, chap. 83.

Qui est dû au Seigneur au trépas de quelqu'un, ou pour la condition de sa personne, ou pour la condition du lieu, & peut proceder de rachat de servage. *In Flandria Terra Franca qua Balfarii & melioris catalli oneribus liberata à Joanna Byzantina.* Jacob. Marchantius de rebus Flandrie.

Magnum Chron. Belg. an 1123. in Adalberone 2. Episcopo Leodiensi: *In eo verò consistebat jus (manus mortua) ut quandocumque aliquis paterfamilias, qui hanc debuit servitutem, moreretur, in signum servitutis praterita, optimum pignus, vel jocale, quod in ipsius domo*

re; de omni verò alto Catallo nihil dixit pradiit sed ea reservavit. (M. GALLAND.)

On a fait *Catel* de **CAPITALE**, ainsi que nous l'apprenons du vieux Dictionnaire publié par le P. Labbe, où il y a, **CAPITALE**, *chetel*. Et **CAPITALE** dans la basse latinité signifioit un troupeau. *Catholicon Armoricanum CHATAZ gallis Daumcelles hoc armentum.* Et comme anciennement la plupart des biens meubles consistoient en troupeaux, les revenus & les meubles par la suite des temps ont été nommez *Chatenx* & *Catenx*.

Cette extension de nom a été faite presque chez tous les peuples. Ainsi chez les Grecs de *πῖβαν pecus*, on a fait *πῖβαν προventus*. Et chez les Romains de *pecus* on a fait **PECUNIA**. *Quod quidem verbum non solum pecuniam numeratam complectitur, verum omnem omnium pecuniam; hoc est omnia corpora: nam corpora quoque pecunia appellationis contineri nemo est qui ambigit.* L. 178. in princip. de verb. sign. *A pecu adjectivum pecunius, & pecunius, à quo cum dicimus PECUNIAM subintelligendum REM.* *Pecunia, res ergo pro patris familias bonis, quia precipue in fatus pecoris consistere, accepta fuit.* Glossarium **PECUNIA**, *χρηματα ἀπο τῶν κτηνῶν.* V. Scaliger ad Festum verb. *Pecunia.*

reperiri contigerit, à dominis exigeretur; si autem nihil esset, ut tum defuncti mortua manus offerretur. Const. Conradi lib. 5. de feudis. *Majores Valvasores dominis suis, quos seniores appellant, solennia munera offerunt, arma scilicet, & equos: moris fuit ut vassale*

to mortuo liberi successores ipsius, equos, & arma defuncti, suo seniori donarent. &c.

Touchant les meilleurs Cattelz ; V. *Ferrarium de fendis*. p. 65. la Constitution pour l'affranchissement des serfs de Flandre, rapportée par Vredius dans son

Glossaire. Befoldus dans son Thésor, sur le mot *Curmede* pag. 184. 367. n. 25. p. 398. n. 66. Klock, dans son Traité des Contributions, chap. 1. p. 250. & p. 24. col. 1. *Provinciale Anglia*, p. 172. édit. Oxon. & Wenher, p. 280. col. 2. Joignez la note sur *Catel*.

JUREZ CATTEL.] Valenciennes, art. 13. 34. 40. 42. 46. 49. 57. 58. 77. 79. & ailleurs. CHATEL. Normandie, chap. 20. 21. 23. 24. 51. 60. 86. 87. & en la Somme rurale.

Est res mobilis, qua loco moveri potest, qualis est etiam in rebus creditis pecunia numerata, & fors ipsa qua faneratur. CHATEL REEL OU PERSONEL, au liv. 3. ch. 2. des teneures. CHAPTELS, OU CHASTELS deniers, mises & loyaux coûteimens : Chasteauncuf, art. 80. 91. Chartres, art. 67. 71. 78. Dreux, art. 51. 57. 60. Blois, art. 193. C'est le prix & sort principal, les droits & profits de fiefs ou de cens, & les frais, mises & dépens qu'un acheteur a payé, acquitté ou fait pour l'heritage par luy acquis, & que le linager veut retirer.

* *CAUSA Sagrada.*] Dans le For de Bearn rubr. de *Penas*, art. 3. C'est une chose sacrée.

CAUCHEAUX.] Hainaut, ch. 108. ou CHAUCEAUX : Hainaut, chap. 7.

* *CAUCHIE.*] C'est une Chauffée.

CAUCIAGE.] Hainaut, chap. 106.

Qui est un droit Seigneurial, & semble être le peage qui est dû pour chauffée, *Ut & ipsum nomen indicio est.*

CAVE'ES.] Bearn. tit. 3. Voyez

SEIGNEURS CAVIER S.] Acs, tit. 9. art. 3. 4. 9. 20. 21. 29. 33. 43. 45. 46. tit. 10. art. 15. tit. 11. art. 18. tit. 13. art. 1. 2. 3. 8. La Bourr. tit. 1. art. 4. & 6. Solle, tit. 3. art. 2. tit. 10. art. 2. 10. Bearn, tit. 1. art. 19. tit. 3. art. 3.

Ausquels les cens, rentes, & devoirs fonciers sont dûs par les tenanciers, & ont connoissance & Justice basse & fonciere entre leurs hommes & leurs heritages, & des émendes envers eux, & des chemins privez de voisin à voisin entre leurs tenanciers & financiers.

Selon la remarque de M. de Marca dans son Histoire de Bearn liv. 6. ch. 24. n. 10. CAVER vient de *Caballarius*, qui signifioit dans la basse latinité

CHEVALIER. Ainsi *Cavier* ou *Caver*, ou *Cavée*, est proprement un vassal qui doit à son Seigneur service de cheval.

CAUTELLAGES.] Hainault, ch. 7. c'est autre chose que le Couletage, comme j'estime : *Ecquis mortalium omnibus horis sapit?*

CAUTIONAGE, pour CAUTION.] Bourdelois, art. 94.

CAUTION BOURGEOISE, CAUTION RESSEANTE, CAUTION JURATOIRE, CAUTION FIDEJUSOIRE.] *Fuit etiam instituti publici tutelarios capite cavere in re nihili, videlicet pro cane ex ere qua vulnus suum lambebat & erat dicata in Capitolio in cella Junonis: quam Plinius satisfactionem novam appellat cum summa nulla par videretur lib. 34. cap. 7. Qui etiam eodem sensu Capitalement satisfactionem dixit lib. 36. cap. 5. est & qui vadem se mortis pro altero dedit.*

* **CAXAU.**] Bearn. rubr. de homicidis, art. 5. C'est une dent molaire, qui est réputée membre.

DROIT DE CAYLANIE.] Voyez *Quaylanie*.

* **C'ES.**] Des Mares, Décision 95. Voyez *Interdit*.

SE DESCENDRE ET JETTER SA CEINTURE A TERRE.] Bourbonnois, art. 72. Auvergne, chap. 20. art. 4. La Marche, art. 64.

C'est un signe de la cession de biens que fait le débiteur à ses créanciers en jugement durant l'Audience, desceint & tête nue selon l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 70. Bretagne, art. 681. celui qui a perdu sa ceinture qui est destitué d'argent & de moyens. Anciennement l'on portoit l'or & l'argent es ceintures: aussi en quelques lieux d'Italie celui qui est reçu à faire cession de biens, évite pour l'avenir le paiement de ses dettes, s'il frappe du cul sur la pierre en présence du Juge. Plus la veuve qui renonçoit à la communauté de biens, pour éviter le paiement des dettes, jettoit ou mettoit ses clefs, sa bourse, sa courroie, & sa ceinture sur la fosse de son mary, comme il est cy-après expliqué en la diction **CLEFS**: *Verum alia ratione olim victi milites qui sub jugum transire cogebantur, distincti erant cingulo militari. Centuriones manipulorum, quorum signa amissa fuerant, distinctis gladiis distinctas destituit: Livius 27.* Le vassal aussi en voulant faire la foy & homage à son Seigneur feudal doit desceindre sa ceinture, & ôter son épée & bâton: La Marche, art. 189. Comme au chap. 19. de l'ancienne Chronique de Flandre le Comte de Bourgogne pour se reconcilier au Roy Louis IX. son neveu, a laissé sa ceinture & son chaperon: & en la Chronique de Montrelet au L volume ch. 45. est requis que le Duc de Bourgogne fasse émonde honorable à la veuve & aux enfans du Duc d'Orleans sans courroie & sans chaperon étant à genoux, *Ignominie scilicet causa, ut & in milite: Et illa sunt hominis symbola, ut & basium, correctio manus, dandum sospitionis, annuli, clypei.*

Cette solemnité, selon Messieurs Bignon & Pithou, a été prise du titre 61. de la Loy Salique de *Chrenechruda*, où la cession de biens est ainsi prescrite.

Si quis hominem occiderit, & in tota facultate sua non habuerit unde totam legem implere valeat, duodecim juratores donet, ut nec super terram, nec sub

terra amplius de facultate non habeat nisi quod donatum habet. Postea intrare debet in casam suam, & de quasnor angulis de terra illa in pugno suo colligere, & stare in durpillo, hoc est in liminare, & intus captare, & cum sinistra manu de illa hora ultra secus scapulas jactare super quem proximior parentem habet.

Quod si jam pater aut mater, vel frater solverint, tunc super sororem matris, aut super suos filios debet illam terram jactare, id est super tres de generatione matris, qui proximiores sunt, & postea in camisia discinctus, & discalceatus, cum palo in manu super sepe salire debet, ut pro medietate, quantum de compositione diger est, aut quantam lex dicat illi tres solvant. Idem illi alii, qui de paterna generatione veniunt facere debent; si verò aliquis ex illis paupe-

rior fuerit, & non habet unde ad integrum debitum solvat, quicumque de illis amplius habet, iterum super illum Chrenechruda, ille qui pauperior est jactet, & ille totam legem componat. Quid si nec ipse habuerit, ut totam legem persolvat, tunc illum, qui homicidium fecit, illi qui cum in fide sua habet, per quatuor mallos praesertim faciat. Et si cum nullus suorum per compositionem voluerit redimere, de visa componat. Vid. Decret. Childeberti Regis an. 595. n. 15. tom. 1. capitul. col. 20. Et touchant la formalité qui étoit autrefois observée en Italie pour la cession de biens. Voyez Jason, ad tit. Inst. de actionib. vers. cum eo quoque num. 29. F. Pasquier dans ses Recherches liv. 4. chap. 10. Les Auteurs citez par Brodeau sur M. Louet lettre C. somm. 56. n. 4. & Bonnet vert.

LA CEINTURE LA REYNE.] Qui est un subside qui se leve à Paris de trois ans en trois ans, & est de trois deniers pour chacun muid de vin, & de six deniers pour chacune queue, & n'en paye-t-on de son crû: Arrest de Paris du 22. Juin 1415. *Persarum Reges Antillos urbis reditus uxoribus suis in zonas donabant, vel in calceamenta. Herodotus lib. 2. Athenens lib. 1. Unde regio, qua zona regina apud Platonem in Alcibiade, & Regina Calyptra. (* Voyez la Patente transcrite au Livre manuscrit du Chastelet fol. 323.)*

CEISAN.] Bearn, tit. 18. art. 7. Qui est sujet d'un Seigneur.

Civitates Persarum ac Syrorum prebebant etiam uxoribus regum in redimiculum, in collum, in crines: M. Tull. lib. 3. in Verrem: Sic Myns urbs dicitur Themistocli data à Xerxe in opsonium, ut Magnesia in panem, Lampsacus in vinum. Strabo libro 14. & Athenens lib. 1. addit eundem dono accepisse pala, Scepfin & Percopem: è quibus vestes ac stragula sibi haberet. Hic est fructus legendi; ut quod inter aliorum dicta miveris, in usum tuum opportunè convertas: sed & dominantium cupiditas excogitavit vectigal pro umbra, pro aëre: ut ex Plinio, Cedreno, & aliis observat peritissimus Cujacius lib. 10. cap. 7. Similiter donativum nomina sunt vel tituli, cerarium, vasarium, Hordearium, unguentarium, calcetarium, clavarium, apud Ciceronem, Plinium, Suetonium, Tacitum.

CELLE.] Troyes, art. 5. & 59. Chaumont, art. 3. & 78. C'est la maison, demeure & mélange des biens de personnes de servile condition: ou bien quand leurs enfans sont à l'école ou en service

à l'aveu de pere & mere, ils sont dits aussi être en la **CELLE**, comme explique aussi ledit art. 3. & le procez verbal de la Coutume de Troyes sur ledit art. 5. *In legibus & historiis Francorum servi casati.* *καλλία sunt λαύραι monachorum.*

Autrefois en France on appelloit **Celle**, le domicile des peres & meres, soit francs, ou de condition servile; & il y avoit cette différence entre l'enfant qui étoit en **Celle**, & celui qui n'y étoit pas, que l'enfant en **Celle** étoit en la puissance de ses pere & mere, & qu'il leur succédoit à l'exclusion de son frere hors de **Celle**, qui ne leur succédoit pas, comme émancipé: ce que nos peres prirent selon toutes les apparences, du Droit Romain, suivant lequel les enfans en puissance de pere excluoient de la succession les émancipez, §. 9. *Instit. de heredit. qua ab intestata, &c.*

Nous apprenons de Jean des Mares cet ancien usage, dont la connoissance ne sert pas peu à illustrer l'art. 5. de la Coutume de Troyes, & l'art. 3. de la Cour. de Chaumont, citez par Ragueau:

Des Mares, décision 236. *« Item se-
« enfans sont mariez de biens communs de
« pere & de mere, & autres enfans de-
« meurent en Celle, c'est à dire en domi-
« cile de pere & de mere, iceux enfans
« renoncent raisiblement à la succession de
« pere & de mere, ne n'y puent riens de-
« mander au préjudice des autres demeu-
« rans en Celle, supposé qu'ils rapportas-
« sent ce que donné leur a été en mariage:
« car par le mariage, ils sont mis hors la
« main de pere & de mere; si ce n'est que
« par exprés il eût été réservé ou traité
« de mariage, que par rapportant ce qui
« donné leur a été en mariage, ils puis-
« sent succéder à leurs pere & mere avec
« leurs freres & sœurs qui sont demorez
« en Celle; & se tous les enfans avoient
« été mariez vivans pere & mere, &
« au traité de mariage ait été dit que
« par rapportant, &c. comme dit est.
« Toutefois après la mort de pere &*

*« mere, ils vieignent à la succession d'i-
« ceux sans rapporter, car il n'y a nuls
« enfans demorez en Celle, mais sont
« de pareille condition, c'est à dire ma-
« riez. »* Vid. Chopin, de morib. Paris.
lib. 2. tit. 3. n. 19. p. 264.

Comme l'enfant en **Celle**, ou en puissance de pere & de mere, excluait de leurs successions son frere qui étoit hors de **Celle** ou émancipé; les Seigneurs prirent de là occasion de piller les biens de leurs hommes de main morte: Et faisant en quelque façon revivre la rigueur de la Loy des 12. Tables, qui donnoit la succession des Affranchis aux Patrons, quand les Affranchis étoient decedez intestats, sans laisser des enfans en leur puissance; ils exclurent donc les enfans main-mortables de la succession de leurs peres, lorsque ces enfans étoient hors de **Celle** ou émancipez. Joan. Faber ad tituli Instit. quib. modis jus patriæ potest. &c. in principio (Dom. Jacob. & Petr. inducunt hanc Gloss. ad q. quod ut aliquis moritur sine liberis in potestate existentibus, Dominus terræ habet bona jure manus mortuæ, de consuetudine terræ. Pone quod aliquis moritur relicto filio Sacerdote, vel Episcopo, qui per dignitatem existeret de patriæ potestate; nunquid Dominus habebit bona jure Manus mortuæ? Ipsi dicunt quod non; quia non videtur exivisse de patriæ potestate in suum damnum, per ea que hic dicuntur; & secundum eos, exemplum eorum bonum est in Episcopo.... sed in Sacerdote non videtur verum quod liberetur, & ita tenet Innocentius, extr. de atate & qualis. ordin. &c.) Vid. Jac. Goth. ad Leg. xij. Tabul. tab. 5. p. 90. & §. 1. Instit. de successione libertorum; & voyez cy-après Requevre.

CELLERAGE.

CELLERAGE.] Qui est un droit seigneurial, qui se prend quand le vin est mis au cellier : Comme aussi le droit de chantelage. (* Voyez Chopin dans son Commentaire sur le chap. 8. de la Coutume d'Anjou, à la fin.)

LE CELLERIER.] En plusieurs Eglises & Monasteres. *Cellarius servus qui preponitur ut rationes salve sint. l. 12. §. Si aliqua. de instruct. legato. vel cellararius ut Florentia & libra tertio Sententiarum Pauli, tit. de legatis, penum cellariam dicimus. Cellarii sunt promi & condi, qui ex cella promunt & rursus condunt Fulgentius Plantiades. Cellarium tamen propriè est paucorum dierum : penus verò longi temporis. Servius in primum Æneidos.*

Les anciens, dit Monsieur Chotier, dans son Histoire de Dauphiné liv. xi. chap. 22. pag. 864. donnoient ce nom à ceux à qui ils commettoient le soin de leurs affaires domestiques ou de la dépense ordinaire de leurs maisons. Les Prelats & les Monasteres l'affecterent pour le donner plutôt qu'à nul autre, à leurs Procureurs & leurs Agents. L'Auteur de la vie de saint Césaire dit que ce grand

Personnage **CELLARIUS**, id est procurator fuit Luxoviensis Monasterii. Philippe de Savoie, quoy qu'il fût d'une naissance si illustre, étoit Cellerier de l'Archevêque de Vienne l'an 1243. ce qui montre combien la dignité d'Archevêque étoit alors éclatante, puisque par elle la qualité de Procureur & d'Agent le devenoit assez pour être mise au rang des Charges les plus honorables.

* **CENAGE**, *Cenagium* ou *Cænagium*.] Droit qui se paye à cause de la Pêche accordée à quelqu'un sur une rivière. Encore à présent certains instrumens à prendre poisson sont appellez des Cefnes ou Cenes. Au Chartulaire de S. Aubin d'Angers, *Notum volumus, &c. Lib. Miracul. Beat. Mauri Abb. c. 13. Vulfrinus, &c. cum toto quadragesimali tempore censum piscium quem more provincia Cenaticum vocant per vim fratrib. abstulisset &c. Spelmannus in Glossario*, l'interprete contre les termes du texte, *Censum Cæna hoc est mensa deputatum.*

En un autre lieu, *Decimam Canagii mei infra & supra exclusam meam.* (M. GALLAND.)

CENS, CENSIF, CENSIVE, SEIGNEUR CENSIER.] Paris, art. 68. 69. 73. & suivans : & 124. 355. Melun, art. 105. & suivans : Meaux, art. 192. & suivans : Sens, art. 224. & suivans : Monfort, art. 48. & suivans : Mante, art. 45. & suivans : Chasteauneuf, art. 6. 7. & ailleurs. Chartres, art. 6. 7. & ailleurs : Dreux, art. 4. 5. Anjou, art. 128. Bretagne, art. 700. Dourdan, art. 43. & suivans.

CHEF CENS.] Premier, droit, gros, ou menu cens, à la différence du **SUR CENS** : Paris, art. 357. Melun, art. 172. Mante, art. 110. Sens, art. 19. Senlis, art. 239. Reims, art. 382. Tours, art. 361. Lodunois, chap. 36. art. 10. & en la Coutume locale de Langres, art. 4. & en plusieurs anciens baux d'heritages, comme du

Prieur du Magni en Berri , & d'autres Seigneurs.

Aucuns ont mal estimé le gros Cens être ainsi appelé , d'autant que les lods & ventes en sont deus à raison de deux sols pour livre. Le gros cens est de vingt ou trente sols par an. Le menu cens est de tournois ou de mailles , ou d'autre petite somme : Comme en la Coutume d'Angoumois , art. 14. & de Brétagne , art. 694. 710. 737. L'émende est dite grosse ou simple. Voyez le mot E M E N D E. Le menu cens est le chef cens & capital , & plus seigneurial que le gros cens , qui équipole à rente & à grosse charge & nuisible. Le menu cens n'est qu'en signe & reconnoissance de la Seigneurie de celui qui le premier a baillé l'heritage à cens. *Ita cenfeo , improbata multorum sententia , qui hac non distinguunt sat rectè , quique in somniis laborant.*

C H E R C E N S.] Orleans , art. 123. Ou A C H E R P R I S.] Blois , art. 109. 115. Dunois , art. 32. *Est gravior census & major ordinario , non capitalis census* qui est le chef , le gros ou premier cens. Le cens est cher , quand l'heritage censuel est chargé de cens annuel à peu près de ce qu'il peut valoit de revenu par chacun an : Tel cens est cher & onereux au détenteur , & partant tel cens n'est sujet à droit de relevoisons ne ventes par ladite Coutume d'Orleans.

D O U B L E C E N S.] A la difference du simple cens : Grand Perche , art. 82. & 84. Vastan , art. 1. & 2. Berri , tit. 6. art. 1. 4. 16. 21. Soesmes , art. 3. La Ferré Aurain , art. 6. Molins en Berri , art. 1. Auvergne , chap. 25. art. 15.

Qui est tel que si le cens est d'un denier , le double cens sera de deux deniers : Grand Perche , art. 84. à la difference des cens qui sont simples. Berri , tit. 6. art. 5. & 6. & à la difference des cens coutumiers & accordables : Berri , tit. 6. art. 4.

C E N S H E R E D I T A L O U A L A V I E.] Amiens , art. 137. L'Auteur de la Somme rurale dit que le cens est chose ancienne , & que les terres redevables de cens ne doivent au Seigneur autre rente , dette , n'eschevinage : Et que ceux qui tiennent en cens , doivent à la semonce & conjure du Seigneur faire jugement du debat qui survient pour le vest & devest des terres tenues en cens ; *In legibus Francicis fit etiam mentio census & terra censualis. Annuus census duodecim denariorum in Chronico Sigeberti anno 912. In Republ. Romana census significabat agrorum descriptionem , ἀπογραφὴν δὲ ἀπογραφὴν ἕξιας , & tributum erat soli. Censitor dicitur , ἀπογραφὴν qui census agebat : censum vocabant tributa , vectigalia , publicas pensitationes , quod omnis erat agrorum , non personarum. Agri vectigales aut fructus partem censuum praestabant , alii quantas , alii septimas , aut pecuniam , & hanc per soli assimationem , & ad modum libertatis per singula jugera , inquit. Hygi-*

*nos Affes vectigales in jugera imponebantur testandi causa agrum publicum fuisse; cum Romæ agri publici facta est copia creditoribus: Livius 31. Sed & erat census quidam & tributum capitis: Capita etiam censabantur, & Leo Imperator cognomento Iconomachus, jussit describi infantes qui nascebantur, ut exigeret *κατατάξιαν*. Servius autem Tullius censum instituit, ex quo belli pacisque munia non viritum, ut antè, sed pro habita pecuniarum fierent: Livius lib. 1.*

CENS NOMME' ROÇO.] En l'ancienne Coutume de Melun, art. 132. Lequel le Seigneur est tenu de demander: Cens requetable, Chartres, art. 111. ou **AQUESTE**: Blois, art. 109. 113. 114. 115. Dunois, art. 32. Grand Perche, art. 83. ou à **QUESTE & CHERCHAGE**: comme il faut lire en la Coutume d'Orleans, art. 117. & 119. *secundum editionem anni 1570. Pyrrhus lapsus est errore vocabuli: Sic etiam emendanda est editio Lutetiana anni 1581. In excessus libris consuetudinum Gallia, frequentissimus est lapsus operarum, qua etiam in illa postrema editione mihi non paruerunt semper.*

C'est le Cens qui doit être requis & demandé par le Seigneur Censuel, ou son commis & député, au Seigneur & détenteur de l'héritage, qui est redevable du Cens: Blois, art. 113. Orleans, art. 119. & la différence de celui qui est rendable & payable à certain jour & lieu: comme par la Coutume d'Anjou, art. 178. & du Maine, art. 196. les devoirs feudaux sont rendables au Seigneur de fief ou à son receveur, & non requérables: *ut Aimoinus lib. 4. c. 26. dixit Inferendales vaccas, qua singulis annis regia mensa inferebantur à Saxonibus.*

CENS TRUANT.] Soesmes, art. 3. ou **CENS MORT**: Auvergne chap. 31. art. 71.

Qui ne porte lods ne ventes; ni aucun profit au Seigneur censuel, & n'est de directe Seigneurie. Voyez le mot **TRUANT**.

* **CENS.**] Dans la Coutume de Mets, tit. 4. art. 33. Voyez *Cense*.

SEIGNEUR CENSABLE, ou **CENSIER**, ou **CENSUEL**.] Comté de Bourgogne, art. 61. 64. & 65. Orleans, art. 346. & ailleurs: Montargis, chap. 19. art. 8. Grand Perche, art. 84. & ailleurs. Voyez le mot **SEIGNEUR**, auquel appartiennent les cens, ou censés.

CENSE.] Duché de Bourgogne, art. 109. 114. & suivans: Coré, art. 13. 14. 35. 62. & suivans, & art. 108. signifie *ad cense perpetuelle*, **ADCENSIVEMENT**.

BIENS OU HERITAGES CENSEABLES.] Duché de Bourgogne, art. 98. 110. & 115. Comté, art. 64. 65. & 108. Qui doivent cens.

CENSIER.] Grand Perche, art. 84. qui doit le cens au Seigneur censuel. **CENSIER** ou **TENEMENTIER**: Lorraine, tit. 12. art. 32.

* **CENSILERS** ou *Rentiers*.] Sont ceux à qui appartiennent les

Cens ou rentes d'aucun heritage. Des Mares décision 139. Voyez Cens.

CENSIVE ET COUTUME.] Sens, art. 224. & 241. Troyes, art. 78.

L'heritage redevable de Coutume écheable envers le Seigneur ou premier bailleur, comme de chair, pain ou grain est mainmortable en quelque état qu'il soit envers le Seigneur, quand le possesseur d'iceluy est decedé sans hoir de son corps, nai en mariage & étant en CELLE; & ne le peut charger, obliger, arenter, ne asservir au préjudice de la main-morte. Et si l'heritage est chargé d'argent avec lesdites charges ou l'une d'icelles, il n'est main-mortable: car l'argent rachapte la main-morte, & est tenu le Seigneur mettre hors de ses mains dedans l'an de ladite eschoite, iceluy heritage écheable. Troyes, art. 50. 59. 189. Chaumont, art. 57.

TENIR DES TERRES CENSIVEMENT.] Anjou, art. 200. 263. & 442. & en la Coutume locale de Herbaut du Bailliage de Touraine: Tours, art. 117. Lodunois, chap. 13. art. 1. Le Maine, art. 215. 281. 453. C'est à droit de cens d'un Seigneur.

TERRES CENSIVES.] Anjou, art. 108. *Terra censalis capitulum Caroli magni lib. 4. art. 39 sub precario & censu lib. 7. art. 104.*

* C E P S.] Blois, art. 29. Perche, art. 2. c'est ainsi qu'il faut lire & non pas Seps, comme il y a dans l'article 8. de la Coutume de Loudunois, au titre de moyenne Justice. Le Proust sur ce dernier article observe que *seps* signifie prison, & fait venir *seps* du mot latin *septa*, qui signifie une closture; mais *ceps* & car. c'est ainsi qu'il faut lire) vient de *Cippus*, ou pour user des termes de la basse latinité *Cepus*, qui signifie un instrument à serrer les pieds des criminels, c'est en ce sens que ce mot doit être pris dans l'article 12. de la Coutume du grand Perche, qui porte que *le haut Justicier doit avoir prisons surs & raisonnables à rez de terre sans avoir Ceps*, & parce que les prisonniers étoient liez dans les prisons, elles ont été aussi appellées *Ceps*, comme il se void dans l'article 8. de la Coutume du Loudunois cité cy-dessus, qui dit que *le moyen Justicier peut avoir Cep, fers & anneaux de fer, & autres prisons; & enfin on a appelé le Geolier ou le Garde-Ceps, Cepier, ou Chepier. Vid. Colvener ad Baldericum p. 595. & voyez Chepier.*

CERQUEMANAGE.] Lille, art. 232. 233. de l'ancienne, & au titre des botnages de la dernière. Hainault, chap. 61. 103. Mons, ch. 30. 54. Cambray, tit. 35. art. 28. 30. 31. 32. 33. Valenciennes, art. 32. 124. ou CERQUEMAGE en la Somme rurale, quand l'auteur traite des bornes: ou CERQUEMENAGE à la fin du chap. 18. du styl des Cours seculieres du pays de Liege: ou Cherquemanage, Cambray, tit. 17. art. 4.

CERQUEMANEMENT, & DESRENTYVEMENT.] En la Somme rurale, quand il traite de veuë de lieu.

BORNAGE & CERQUEMANEMENT.] Au chapitre des BORNES.

RIVIERES, ou CHEMINS CERQUEMANEZ.] Hainaut, chap. 103.

CERQUEMANER.] Mons, chap. 51. & 54. Valenciennes, art. 124.

Quand un voisin entreprend sur l'heritage de son voisin, ou sur les rivieres & chemins publics, on fait descente & vifitation par Justice sur les lieux, à ce appelez les Maîtres, Jurez & Experts en bâtimens & autres choses contentieuses, & les parties & les anciens du lieu appelez pour mettre bornes. Ou quand aucuns veulent partir un heritage, ils appellent des témoins qui cherchent les fins, jouxtes, bornes & limites de l'heritage pour le diviser entr'eux: *Gallus, quæst. 270. ubi hac vox male excusa est.*

M. des Jaunaux sur l'article 4. du titre 16. de la Coutume de Cambrai pag. 359. est de l'avis de Ragueau, & fait venir *cerquemaner*, *cerquemanage*, de chercher, & de manoir; en sorte que *cerquemaner* n'est autre chose, que faire recherche des maisons, ou heritages, ou les visiter. Jean Galli dans sa question 270. est aussi du même avis: & dicitur *CHERQUINMANGE* (ce sont les termes de cet Auteur) & habet lo-

cum quando aliqui volunt dividere aliquem fundum, vel rem immobilem, & recipiunt testes, qui chircuinmant, id est quarunt, & charquant terminos fundi pro dividendo, &c.

Dans les Auteurs de la basse latinité le *Cerquemanage* est appellé *circamanaria*. Et Monsieur du Cange aime mieux faire venir ce mot de *CIRCARE*, *agrum deambulare*, & de *MAN* homo, unde *circamanni*, Cerquemaners.

CERQUEMANEURS.] Mons, chap. 30. & 48. Cambrai, tit. 25. art. 28. 31. Sont Maîtres Jurez qu'on appelle pour planter bornes, ou pour les déplanter, rasleoir & replanter: lesquels aussi ont Sergens & Greffier, & quelque espece de jurisdiction pour le fait des descentes, & montrances d'heritages & vifitations, *quasi finium arbitri*: Droit de *CERQUEMAGE* & bornage, à la fin du procez verbal de la Coutume de Peronne.

CERTIFICATEUR.] *Est adfirmator, qui fidejussorem vel reum idoneum esse affirmat. Adfirmatores Cicætorai, interdum vicem fidejussorum sustinent l. 4. §. ult. D. de fidejuss. tutorum. l. 7. par. ult. l. 8. D. de dolo & in duodecim Tabulis videntur appellari subvades. Gellius lib. 16. cap. 10. Qui sponsores sunt eorum qui vades dati sunt. Vas autem propriè sponsor erat in re capitali: Pras in re familiari. Festus. Aufonius in manofyllabis. Porro interdum fidejussor adprobandus est, l. 10. Qui satisfacere coganatur. Il doit être certifié être solvable & idoine, si dubitetur an sit locuples.*

* *CÉSSION DE BIENS.*] Voyez *Banqueroutiers, Bonnet vert, & Ceinture.*

* *CEZ.*] Voyez *Interdit.*

* *CHALAN*] Châteauneuf locale de Berry, tit. 3. art. 24. entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, p. 170.

C'est un bateau. Ce mot vient de *χίλαδιον*, qui a la même signification, & de là vient que le pain apporté dans des bateaux est appelé *pain chalan*. V. M. du Gange dans ses deux Glossaires & sur Joinville page 91.

* *CHALANGE.*] Etabliss. liv. 1. ch. 152. C'est une action, & *Chalengier*, c'est intenter action. Ce mot vient de *Calumnia*. Voyez *Calenge.*

DROIT DE CHAMBELLAGE.] Qui est dû par le vassal au Seigneur feudal : Meaux, art. 139. Mante, art. 6. 35. Senlis, art. 152. 156. 166. 214. Clermont, art. 73. Chalons, art. 166. 172. S. Omer art. 8. Et en la Coutume du Bailliage dudit lieu sous Arthois, art. 13. 62. 66. imprimée l'an 1553. & autre de l'an 1589. art. 12. Chauni, art. 73. 79. Saint Quentin, art. 40. 62. 74. 76. Ribemont, art. 3. 4. & 70. Boulenois, art. 6. 7. 8. 17. 48. 49. 50. 91. 92. Arthois, art. 26. 38. 79. 158. Amiens, art. 7. 8. 10. 13. & ailleurs. Montreuil, art. 16. Beauquesne, art. 6. Saint Riquier, art. 2. Peronne, art. 32. 33. 34. 37. 38. 39. 40. 41. Saint Paul la plus ample, art. 21. 22. 24. 26. & autre dudit lieu sous Arthois. Par la Coutume de Mante art. 6. droit de Chambellage est d'un écu sol, qui est dû au Seigneur par le fils ou autre descendant en ligne directe, auquel le fief est advenu par succession, quand le fief vaut 50. livres de revenu & plus : & par la Coutume de Senlis 215. 245. ce droit est de 20. sols parisis : & par la Coutume de Clermont, art. 73. il est deu par les non nobles, avec la bouche & les mains : & par la Coutume de Poitou, art. 139. 147. il est de dix sols ou de cinq sols pour chacun homage : & par la Coutume de Vallois, art. 33. 36. & de Noyon, art. 23. 25. 26. il est de vingt sols parisis, & est dû en toute mutation de vassaux : ou bien d'une piece d'or à la volonté du vassal par la Coutume de Laon art. 158. 159. & par la Coutume de Saint Quentin, art. 76. d'une piece d'or valant demi écu, & au dessus à la discretion du vassal : pourveu que le fief soit de vingt livres de rente par chacun an, & s'il vaut moins, n'est le droit de Chambellage que de cinq sols ; & par la Coutume d'Amiens, art. 7. de vingt sols, ou quarante sols parisis, quand le fief noble est tenu en plein homage, ou en Patrie : ou de trente sols parisis par la Coutume de Saint Paul, art. 10. & 11. & de vingt sols outre le droit de relief par la Coutume de Ponthieu, art. 4. & 31. ou de vingt sols parisis en Baronie, ou le tiers

de cent sols parisis en Pairie & Chastellenie selon la Coutume de Boulenois, art. 6. 7. 8. 17. ou de soixante sols par la Coutume de Hainaut, chap. 77. auquel article ce droit s'appelle **CAMBRELAGE**: comme aussi en la Coutume de Cambrai, tit. 1. art. 46. 47. 49. 50. 51. 70. **CAMBRELAGE** en la Somme rurale traitant du bail, & en la Coutume de Tournay au titre des Fiefs, art. 15. ou de cinq sols que le vassal doit lors qu'il fait la foy à son Seigneur lige, par la Coutume de Bretagne, art. 332. 347. auxquels articles ce droit s'appelle **CHAMBELLENAGE**: ou d'un écu selon la Coutume de Sedan, art. 44. & 50. Et par la Coutume de Peronne, art. 33. pour ce droit est dû au Seigneur feudal, en toute mutation d'homme, dix livres parisis, si le fief vaut par an cent livres de revenu, & au dessus. Et s'il vaut moins de cent livres, n'est que de vingt sols parisis. Par la Coutume du Bailliage d'Aire sous Arthois **CAMBELLAGE** de fief est de deux sols pour livre de relief. Par la Coutume de Hesdin, art. 12. 13. 22. autre est la taxe de ce droit, & selon la nature du fief tenu en Pairie, ou demi Pairie: de plein lige ou demi lige, ou à quart lige. Es Registres de la Cour y a Ordonnance expresse du Roy Philippes III. de l'an 1272. par laquelle tout vassal n'étant en l'homage du Roy decedé, lors qu'il fait son homage au Roy successeur, doit le plus pauvre dix ou vingt sols parisis au grand Chambellan de France, & aux autres Chambellans du Roy. Le moindre ayant de revenu cent livres de rente, cinquante sols. Celui qui en a cinq cens, cent sols parisis. Les Barons, Evêques & Abbez dix livres parisis. Suivant cette Ordonnance a été donné Arrest contre l'Abbé de Bonnoval au Parlement de Pentecoste 1276. & autres infinis: tellement que le grand Chambellan de France, es homages qui sont faits à la personne du Roy est à son côté, & a l'autorité de dire par écrit ou de bouche au Vassal, **VOUS DEVENEZ HOMME DU ROY DE TEL FIEF OU SEIGNEURIE QUE VOUS CONNOISSEZ TENIR DE LUY**. Et après que le Vassal a répondu OUI, le grand Chambellan parle pour le Roy, disant qu'il le reçoit, ce que ledit Seigneur avoue, comme recite du Tillét au 2. liv. de ses Memoires.

Aussi le droit de Chambellage est dû au premier Huissier par ceux qui font la foy & homage en la Chambre des Comptes. Celui qui en l'an 1586. a fait imprimer le *Guidon general des Financiers*, a bien sçu s'aider tant de tout ce lieu qu'il a quasi transcrit de mot à mot, que de plusieurs autres lieux de cet ouvrage: mais il a oublié à nommer son Auteur.

CHAMBELLAINS.] Au chap. 18. & 26. du Styl du pays de Liege.

CHAMBELLAN.] En l'Edit du Roy Charles VI. de l'an 1403. & de Charles VII. de l'an 1454. art. 92. & de l'an 1453. art. 86. **CHAMBRELAN** és histories, *Camerarius* πρόκοιτος *Xiphilino in Domitiana* & *Commodo*: κατεχοιμώμενος τῷ κοιτῶνος ἡ θαλαμπόδος. *Cedreno*. & *Suda in vaco*. Εὐτρόπιος, & *in notitia græca* *Europalata*. *A cubiculo in antiquis inscriptionibus*: καταχοιμῶν. *Potiano lib. 7.* κατενοῦσιν. *Idem lib. 8.* *Custos cubiculi* *Chariso*, qui plerumque olim Eunuchus erat: *Cubicularius*, l. 14. de bonis libert. & *Suetonio*, in *Tyberio* cap. 21. l. 65. de legat. 3. *Marcellino libro 16.* *Apuleio in initio libri 9.* de *Asino*, *Seneca*, *Marcellino Comiti*, *Gregoria Turonico* passim, *Aimoine* & aliis: *prepositus sacri cubiculi in Indice dignitatum*, & lib. 12. *Codicis Justiniani*, & l. 3. *Cod. Ubi senatores*. *Parthenius cubiculo prepositus*, *Suetonius in Domitiana*, cap. 16. *Amantius* τῶν βασιλικῶν κοιτῶνων ἀρχιστράτης. *Evagrius lib. 4. cap. 2.* quem ait Eunuchum fuisse *Eusebius* & *Euthierius*. *Prepositus cubiculi*, *Marcellinus*, lib. 14. 15. 16. 20. ὁ ἐν τῷ καυχλῶν. *Cedreno*, *Zonarz*, *Niceta*. *Vandalmarus camera Regis præfectus*. *Aimoinus*, lib. 3. cap. 75. *Galerannus Camerarius Regis in epist. 190.* *Ivonis Episcopi Carnotensis*.

Le Seigneur ou Gentilhomme qui couche en la Chambre du Roy, & qui devoit gesir, quand la Reine n'y étoit, au pied du lit du Roy. Anciennement le grand **CHAMBERFER** a été aussi appelé Comte de la Chambre du Roy, & avoit charge des habillemens du Roy. Le premier **CHAMBRIER** ou **CHAMBELLAN**, est *Primicerius sacri cubiculi*, & *Decurio cubiculariorum*, ut appellatur à *Suetonio in Domitiano*. cap. 17. *Cubiculariis prepositus*. *Aimoine lib. 3. cap. 66.* En Allemagne le Marquis de Brandebourg est grand Chambellan de l'Empire. Aussi le **CHAMBRIER** est un Office en plusieurs Abbayes; esquelles aussi ont été instituez les Offices d'Echançon, de Panetier, Marechal, Chancelier, Secrétaire, & autres, à l'exemple de la Maison du Roy: comme en l'Abbaye de saint Denis en France. *In constitutionibus Regum Sicilia*, *Camerarii sunt Magistratus qui imperium & jurisdictionem habent*. Le Roy François premier en l'an 1545. a supprimé l'Office de **CHAMBRIER**, & remis les droits, profits, & Justice d'iceluy au Domaine de la Couronne, & s'appelle ainsi par Ville Haridouin liv. 4.

CHAMBRE du Conseil, des Comptes, du Thresor, des Monnoyes, des Vacations, **CHAMBRE** ardente, **CHAMBRE** aux deniers: Froissart, au chap. 61. du premier volume, & au 49. du quatrième.

CHAMBRE Royale, qui a été érigée pour la recherche des Financiers.

CHAMBRE du Domaine, en laquelle se relevent les appellations

sons de la Chambre du Thresor. De la Chambre des Comptes, Pasquier, livre second, chap. 5.

* *CHAMBRE DES COMPTES.*] M. Loyfel dans son Livre d'Observations mêlées, remarque que l'an 1408. au mois de Mars, le Roy Charles VI. étant à Chartres, fit une Ordonnance par laquelle il déclara les gens des Comptes à l'exercice des faits, appointemens, & jugemens de sa Chambre, & dépendances, être sujets au Roy tant seulement, sans moyen, & sans ressort aucun en Parlement, ou ailleurs, & qu'en ce qui touche les Finances du Roy, tant ordinaires qu'extraordinaires, ils pourroient donner Jugemens & Arrests tels que bon leur sembleroit sans que personne en pût appeller. Le même Autheur ajoute néanmoins, que suivant l'ancienne Coutume, si quelqu'un se vient plaindre au Roy de sa Chambre, le Roy ordonne, que l'on prendra deux, trois, ou quatre personnes du Parlement, sages, & suffisans, pour avec ceux de la Chambre, voir, corriger, & amender ce qui auroit été fait. Et ce pour éviter qu'en cas d'appel on ne soit contrain de porter ailleurs les comptes & autres piéces de la Chambre. Ce qu'il dit avoir appris des Memoires de M. Hotman.

Pasquier remarque que la Chambre des Comptes fut rendue sédentaire sous Philippes-le Bel. Cet Autheur parle fort au long de cette Chambre, dans le livre 2. de ses Recherches ch. 5. ainsi on n'en dira rien davantage. Voyez la Conférence des Ordonnances liv. II. tit. 1. & l'Edit de 1669. servant de Reglement pour la Chambre des Comptes.

* *CHAMP BÉSIALE.*] Acs, tit. xj. art. 2. C'est une terre ou lande commune entre plusieurs personnes, qui y ont chacune des parts certaines, contiguës les unes aux autres, sans maisons.

DROIT DE CHAMPAGNE.] Qui appartient aux Gens des Comptes: à sçavoir des fermes de mille livres, & au dessous, vingt sols; & des fermes excédans mille livres, quarante sols.

CHAMPAR ou TERRAGE.] Chasteau-neuf, art. 149. Chartres, art. 112. Dreux, art. 98. Saint Paul sous Arthois, art. 46. Dunois, art. 50. lequel dit que c'est un même droit. *Ha autem vocēs unde dictz sint. apparet vel ipso nomine.*

CHAMPART.] Estampes, art. 59. & suivans, Mantes, art. 59. Senlis, art. 113. 118. 124. 239. Clermont, art. 119. & suivans. Ponthieu art. 110. Peronné, art. 105. Amiens, art. 193. 195. Nivernois, tit. II. art. 1. 2. & 3. Montargis, chap. 2. art. 40. chap. 3. art. 1. & 3. Orleans, art. 137. 138. 139. 140. & à la fin du procez verbal de la Coutume du Grand Berche. * V. Agrier. Beaumanoir, & Coquille sur la Cout. de Nevers.

C'est le droit de gerbe de bled & legumes que le Seigneur de la

Et

terre prend sur le champ avant que le laboureur enlève son bled, qui autrement s'appelle Terrage.

CHAMPARTER, & GRANGE CHAMPARTERESSE.] En la susdite Coutume d'Estampes, de Mantes & d'Orleans, art. 137. & autres Coutumes. En laquelle grange on conduit & loge les gerbes de bleds qui sont deues pour le droit de Champart.

CHAMPARTIR.] Nivernois, tit. 11. art. 2. Montargis, chap. 3. art. 3.

C'est terrager, prendre & lever le droit de terrage.

CHAMPIONS.] *μνομαχοῦντες*, qui & *Aucterasi*, singulares, *Campiones*, ut appellantur in capite secundo, titulo 13. legis *Boioariorum*, & cap. 12. tit. 2. cap. 13. tit. 4. cap. 15. tit. 5. 6. & in tit. 112. legis *Rotharis Regis Langobardorum* & in capitulis *Caroli Magni* l. 4. art. 23. & souvent en nos Chroniques, & Histoires.

Sont ceux auxquels on a accordé d'entrer à cheval ou à pied en champ de bataille clos & fermé, pour combattre avec armes, ou à l'écu & au bâton cornu pour vider leur différent, ou de ceux pour lesquels ils sont receus au combat : Normandie, chap. 68. 124. Bearn, tit. 54. art. 4. Car quelquefois ceux qui avoient querelle combattoient non en personne, mais par leurs *Advouez*, *per pugilem* cap. 2. de *Glericis pugnans*. Ce que toutesfois Olivier de la Marche dit n'avoit jamais veu par écrit, par recit, ny autrement. Et y avoit champ de pied, & champ de cheval : Boutillier en la Somme rurale. Il est aussi fait mention du champ clos, au chap. 16. du Styl ancien du Parlement à Paris, où il est traité du gage de bataille. *Campionum clava debent esse aquales, non spinose, non cornuta, Constitut, Friderici II. Imperat. & Regis Sicilia lib. 2. tit. 37. De Championibus etiam agitur in titul. seq. ubi pugiles appellantur. Solebant veteres spendere pugnam duorum & campo decertare, in campum cum scutis & fustibus exire, ut reus innocentiam suam comprobaret. Hoc unum erat purgationis genus : Ignis & vomeres igniti aliud : Aqua frigida vel calida aliud. Fiebat etiam interdum judicium fortibus ductis, lege Frisionum tit. 14, lege Ripuaria tit. 33.* En signe de haute Justice anciennement on a point en aucuns auditoires deux Champions combatans, *Par depugnantium*, comme au Cloître de S. Merri à Paris, *Cum par pari congredditur & ferro vel nudibus decernat, contendit : quod & Batuere, comparare, committere, componere dixerunt singulari certamine.* Voyez **GAGE DE BATAILLE.** Sed de his dicendum est, ut de gladiatoribus qui sunt sine crimine homicide : extat elegans scriptum *Justi Lipsii de Gladiatoribus*, & eruditum : de quibus ante cum *P. Faber ingenia prestanti*, & eruditione varia, *honoribus clarissimus Semestrinum*, lib. 2. cap. 10. 11.

CHANCELIER DE FRANCE, de la Reine, d'Université, d'un Seigneur, d'une Eglise, ou Monastere.

CHANCELLERIE de France de Parlement, de Navarre, de Champagne, de la Marche; des Juifs: en l'Ordonnance du Roy Philippes le Long de l'an 1320.

Cancellarii dicti sunt qui à cancellis erant, & à secretis Judicum, qui & cancellos agere dicebantur: P. Pithæus I. C. l. 2. adversarior. c. 12. Cujacius ad tit. 52. lib. 1. Codicis, vir hujus ætatis doctissimus: Le Chancelier, est quæstor sacri palatii, πρίστρος, μέγας λογογέτης, Niceta lib. 7. vox & custos legum justitiæque, armarium legum, & Principis imago, ut appellatur à Cassiodoro lib. 6. & 8. Concilii Regalis particeps, precum arbiter, legum conditor, Symmachus lib. 1. Epistola 17. adnotante etiam Cujacio ad l. 2. Cod. de petition. bonorum sublati, & ad l. ult. Cod. de discussoribus, & ad tit. 30. lib. 1. Cod. qui quasi majorum est gentium Jurisconsultus. Quæstor plerumque solet cancellare, inducere; delere, subnotare rescripta Principis: omnibus enim petitionibus sigillum non apponit: Par l'Edit du Roy Philippes le Long, art. 7. le Chancelier est tenu de faire écrire au blanc ou au dos de la lettre la cause pourquoy il ne la scellera, & la doit rendre sans dépecer. Sed & Notarii appellati sunt Cancellarii, ut lib. 3. legis Francica, cap. 43. lib. 4. cap. 86. Tabellio dictus est Cancellarius adnotante Aniano ad librum primum Cod. Th. ad leg. Corn. de fals. Carinus Præfectum urbi unum ex Cancellariis suis fecit, ait Vopiscus; & ex notitia Romani imperii constat preces & leges dictandas fuisse sub dispositione Quæstoris, & Cancellarios sub dispositione magistri Officiorum. Sic materia non servio tantum, sed & indulget plerumque.

* **CHANDELIER.**] C'est un moulin à vent posé sur la superficie de la terre, à la difference de ceux qui sont bâtis. Voyez M. Lefrat sur l'article 14. de la Coutume d'Anjou.

CHANDELLE ALLUMÉE.] Mons, chap. 12. Ponthieu, art. 169. & en l'ancienne Coutume de Boullenois à la fin. A laquelle on vend, ou l'on fait bail par justice, & s'adjuge un heritage, ou ferme à celui qui est lors le plus offrant & dernier encherisseur: comme se doivent faire les encheres des ventes des forests du Roy par l'Edit de l'an 1516. & selon les Ordon. du Duc de Buillon, art. 531.

CHANDELLE ÉTEINTE.] Lille, art. 160. 164. Cambray, tit. 25. art. 16. 43. Ponthieu, art. 169. L'éteinte de la CHANDELLE: Bretagne, art. 579. 728. Rencherir jusques au ponce de la chandelle, en la Coutume locale de Seclin sous Lille, & de Lannoy.

La formalité d'ajuger les heritages, encherisseur, à l'extinction de la chandelle est sujette à deux fraudes.

La première de ces fraudes est, que les acheteurs, après la mise à prix & la chandelle allumée, affectent malicieusement de faire languir les encheres jusqu'à ce que la chandelle soit beaucoup diminuée; de sorte que les heritages ne sont presque jamais vendus, ce qu'ils valent.

Et la seconde est, que quand la chandelle est à l'extrémité, & que la flamme

en est chancelante, il se trouve quelquefois des gens qui l'éteignent par une toux affectée.

Par cette raison, depuis quelque temps dans le Cambresis, suivant la remarque de M. des Jaunaux, l'adjudication, ou le passément des heritages ne se fait plus à l'extinction de la chandelle, mais à trois coups de bâton. *Vid. Hering. de Fidejuss. cap. 6. n. 18. 19. p. 97.*

LE CHANGE, CHANGEUR,] *cum pecunia permutatur. & suscipitur vectura periculum cum questu certo. M. Tullius libro secundo, epist. 27. & lib. 3. epist. 5. Argentarii & mensarii numos prastant & pecunias permutant, unde πολλυς, aspratura, cambium, πολλυβις χρηματιστης ἀργυροπράτης, argenti distractor.*

CHANGEUR DU THRESOR] Qui est le Receveur general pour recevoir des Receveurs particuliers du Domaine du Roy, les deniers qu'ils doivent: & les deniers qui proviennent de la composition de la finance pour les legitimations, naturalitez, & nobilitations, lequel à present s'appelle Thresorier du Domaine.

* **CHANTEAU.**] C'est la partie d'une chose ronde, *segmentum angulatum*, & comme les pains sont ordinairement ronds, on appelle vulgairement une piece de pain *chanteau*. Voyez M. du Cange sur le mot *Cantellus* & Skinner in *Etymologic*. sur le mot *Canthe*.

LE CHANTEAU PART LE VILLAIN.] La Marche, art. 153. Masfuer au tit. 32. art. 20. Auvergne, chap. 27. art. 7.

Quand les hommes tenans heritages serfs ou mortuables qui étoient communs, sont pain séparé. *Le feu, le sel, & le pain partent l'homme morte-main*, quand gens de main-morte font leurs dépens chacun à sa charge & séparément l'un de l'autre: Comté de Bourgogne, art. 99. Duché de Bourgogne, art. 90. Nivernois tit. 8. art. 13. *Sic etiam olim far, quo pane veteres utebantur, communionem vita ostendebat: & matrimonium confarreatione contrahabatur, diffareatione dissolvebatur. Pythagoras admonuit panem non frangendum; nam in unum veteres amici coibant, neque dividendum quod illos in unum cogit. Laertius libro 8, Panis apud Macedones fuit sanctissimum coenuntium pignus, Q. Curtius libro 8. qui vixit sub Imperatoribus Romanis.*

Les gens de condition servile ne succèdent les uns aux autres que quand ils sont communs ou en communauté de biens. Coquille sur l'art. 7. du chap. 8. de la Coutume du Nivernois est d'avis que ce droit de succéder a été

accordé aux serfs, pour inviter les parsonniers des familles de village à demeurer ensemble, parce que le menage des champs ne peut être exercé que par plusieurs personnes.

Mais il faut observer contre l'avis

de Coquille ; qu'anciennement les communautez de biens étoient tres-frequentes, non seulement en Italie, comme il résulte des Conseils de Balde, 19. 97. 120. 260. du volume premier, mais aussi en France ; ce qu'on prouve par les trois autoritez suivantes.

La premiere de ces autoritez est un ancien Acte de l'an 1293, rapporté par Choppin sur la Coutume de Paris, livre 2. tit. 1. nombre 31. pag. 146. lequel finit en ces termes. *L'aquele cedule venü, leuë & entenduë diligemment de Jean Papin Prevost des Marchands &c. presens audit Parloner, à ce mandez &c. il fut répondu, enregistré, & accordé de eus, que les enfans demeurans avecques le pere, ou avecques la mere, se ils font aucuns acquets, ils sont ceuz au pere ou à la mere, sans contredire par la Coutume de Paris, ne ils ne font point de compagnie. Et mort le pere & la mere, tous lesdits biens reviennent aux enfans, & sont communs entr'eux, & lors se fait compagnie entr'eux jusques à tant que ils facent division de tous leurs biens entr'eux.*

La seconde est tirée du chapitre 21. de Beaumanoir pag. 111. où il parle en ces termes. *Compagnie se fet selonc nōtre Coutume pour seulement manoir ensemble à un pain & à un pot un an & un jour, puisque li muebles de l'un & de l'autre sont meslez ensemble. Dont nous avons vüs plusieurs riches hommes, qui prenoient leurs neveux ou leurs nièces, ou aucuns de leurs pources parens, pour cause de pitié ; & quand il avenoit que ils avoient aucuns muebles, il les traoient à ans pour garder, & pour garentir à chili que il prenoient compagnie par cause de bonne foy, & ne pourquant il ne meslassent ja si poi de biens à chaus, que il prenoient, avec le leur, puisque il y fussent un an & un jour, que la compagnie se fit, si que nous avons veu approuvé par Jugement, que*

chel qui n'aporta pas à la compagnie la value de quarante sols ; & n'y fut pas plus de deux ans, & ne se mesloit de riens, ainchois fut appelé avec un sien oncle pour cause de pitié, pour le nourrir, si demanda partie pour la raison de l'accompagnant, & l'ent par Jugement, & emporta qui valut plus de deux cens livres, & par chel Jugement peut l'en voir le peril qui est en recevoir telle compagnie, & pour soi garder, que l'en ne soit en telle maniere desceuz, & que l'en ne lesse pas bien à fere ne à appeller entour soi ses pources parens, pour cheste doute qui est perillex &c.

Et la troisieme est tirée des articles 21. 22. 36. 93. 104. 149. 151. des Coutumes anciennes de la ville & septenno de Bourges, de Dun le Roy, & du Pais de Berry, auxquels le Lecteur aura recours, & de l'article suivant de la Coutume de Poitou, qui est le 231. *si deux personnes, ou plusieurs de roturiere condition agez de 25. ans & usans de leurs droits demeurent ensemble par an & jour, vivans d'un meme bien, & chacun d'eux ait apporté ses biens au fait commun de l'hostel, ils contractent falsiblement compagnie, supposé qu'aucune chose n'en ait été convenü expressement entr'eux &c.*

Ainsi il y a plus d'apparence de dire, que les Seigneurs qui avoient privez les enfans mainmortables des successions de leurs peres & meres lorsque ces enfans étoient hors de celle ou émancipez, priverent aussi les enfans mainmortables quoy que délaissés en Celle par leurs peres & meres, de leurs successions reciproques, lorsque ces enfans ou leurs descendans cessoiēt d'être communs ; & pour donner lieu à ces usurpations & les rendre plus frequentes, ils déclarerent ces malheureux parisi ou divisez, quoy qu'ils demeurassent ensemble & qu'ils n'eussent point fait de partage

lors qu'ils vivoient à *pain séparé*, parce que suivant Beaumanoir, dont on vient de rapporter l'autorité, les societez, ou les communantez tacites se contractoient par le *pain* & par le *pot commun*, & ils les réputèrent tous partis,

CHANTELAGE.] Qui est un droit dû pour le vin vendu en gros ou à brèche, sur les chantiers de la cave ou du cellier, dont est fait mention dans les Statuts de la Prevôté & Eschevinage de la ville de Paris, & au livre ancien qui enseigne la maniere de proceder en Cour laye. Ce droit est different du droit de rouage, de cellerage, de liage, de forage, de vientrage.

Suivant le registre des Peages de Paris, ce droit se payoit anciennement, pour avoir la permission de vuidier la lie dans les villes. *Chanterlage est une coutume assise anciennement, par laquelle il fut établi, que il loist à tous ceux, qui le chanterlage payent, à ôter le Chantel de leur tonneau & la lie vuidier; & parce qu'il sembloit, que cil qui dans la ville de Paris étoient demourans, n'achetaient pas vin que ils ne le voulussent revendre, & quant il l'eussent*

lors qu'un seul d'eux étoit parti, d'où est venu ce barbare proverbe parmi nous, *un parti tout est parti, & le chanteau, c'est à dire le pain, part le vildain.* Voyez Celle.

vendu, ôter le Chantel de leur tonneau, & leur lies ôter, pour ce fut mis le Chanterlage sur les demourans, & sur les Bourgeois de Paris.

Mais selon le Livre qui a pour titre *Pour montrer & apprendre à un chacun quelle maniere de proceder est en Cour laye*, le Chanterlage, ainsi que Ragueau l'a remarqué, est un droit que l'on prend pour les chantiers, qui sont assis sur les fonds du Seigneur. Voyez Choppin sur le ch. 8. de la Coutume d'Anjou à la fin.

QUATRE DENIERS DE CHANTELLE.] Qui sont dûs par droit de taillie personnelle par les hommes de serve condition, à cause de servitude : Bourbonnois, art. 192. 203.

Ces deniers sont ainsi appelez, parce qu'ils sont dûs par les serfs de la Chastellenie de Chantelle. Le procez Verbal manuscrit de l'ancienne Coutume du Bourbonnois, publiée le 19. de Septembre de l'année 1500.

Chantelle le Châtel 16. Juillet 1493.

Ont comparu pardevant lesdits Commissaires M. Gabriel de Chavigny, Protonotaire du S. Siege Apostolique, Prieur Commendataire du Prieuré de saint Germain de Sales. Frere Jacques de Rivandes sous Prieur de Chantelle. Honorables hommes & iuges Gabriel Barbier Bachelier en Loix, Lieutenant general du Chastelain de Chantelle. Jacques Voil Substitut du Procureur general en ladite Chastellenie &c.

Peut-être que cette Chastellenie a

été ainsi nommée, parce que les serfs qui y demeurent payent au Seigneur quatre deniers *de foco, loco, & chantello*, comme les habitans de S. Palais en Berry payent douze deniers à leur Seigneur, *de foco, loco, & chantello*, suivant leur Charte de l'an 1279. *Quilibet per se tenens focum certum, & locum vel Chantellum in dicta villa.... duodecim denarios Parisenses solvet tantummodo annuatim...* Et ensuite, *Licebit dictis hominibus successive usque in infinitum tenere terras, vineas... dum tamen velint solvere census consuetos, & duodecim denarios Parisenses, quolibet anno, de pradiitis foco, loco & Chantello.*

Mais neanmoins, comme dans le Procez verbal de la Coutume de Bour-

bonnois, il est aussi parlé des quatre deniers de *Chaverache* & de *Vernéuil*, il y a lieu de douter que la Chastellenie de *Chantelle*, ait été ainsi appelée par la raison qu'on vient de marquer.

Ajoutez à cela, que dans une Charte

* *CHAP.*] Est un droit qui s'impose en la ville de *Mende*, au Cadastre sur toutes sortes de personnes, même nobles, outre l'imposition à cause des biens ruraux. *M. GALLAND.*

CHAPEAU, ou *CHAPEL DE ROSES.*] Anjou, art. 241. Tours, art. 284. Loudunois, chap. 27. art. 26. le Maine, art. 258. C'est un léger don de mariage, que le pere fait à sa fille quand il la marie, ne luy donnant son advenant & legitime portion. *Hoc tropicè dictum est, cum filia perexigam dotem accepit.*

Le chapel est icy une guirlande, ou une petite couronne que la fille portoit à l'Eglise pour y recevoir la Benediction nuptiale, ce qui n'est point encore tout-à-fait hors d'usage. Anciennement les guirlandes, étoient quelquefois d'or, & quelques fois elles étoient d'argent, comme on peut voir dans les Coutumes locales d'Auvergne, & entr'autres dans celles d'Yssat. & la Torrete. Ainsi Ragueau a très-bien observé que dans les Coutumes d'Anjou, du Maine, de Touraine, & du Loudunois, par chapel de roses, on a voulu marquer un léger don de mariage. Le Roman de la Rose M.

Et se tu n'as si grant richesse
Qu'avoir nes puisse, s'ite tresse,
Et au plus bel te dois déduire
Que tu pourras s'en toy détruire
*Chappel de fleurs qui petit coûte
Et de roses à Penthécouste,*
Y ce puet bien chacun avoir
Qu'il ne coûte pas grant avoir.

Du Pineau dans ses Observations sur la Coutume d'Anjou, page 22. col. 1. remarque que dans les anciens Coutumiers d'Anjou & du Maine, au lieu de chapel de roses il y a une noix.

Vid. Bald. lib. 6. Consil. cap. 5. in princ. Mos. Majemon de jejunio cap. 5. n. 13. Cang. in Gloss. v. Corona, & in Gloss. gr. v. σίκυον.

CHAPTEL.] Nivernois, tit. 21. Berri, tit. 17. Bourbonnois, art. 554. & 555. ou *CAPITAU*: Solle, tit. 20. art. 1. & 2. *Cum pecus pasendum datur sed aestimatum: ita ut id in fructu & augmento habeatur quod pretium pecoris excedit*: Tellement qu'il se partit entre le bailleur & le preneur comme croist & profit. C'est un bail de bestes à microist. Bretagne, art. 236. 421. Comme aussi le mespert est commun. Cette diction prend son origine de l'achat & prix du bétail pour lequel il est mis en bail, non à grege, vel capitali (ut Molinens existimat) quod in suo numero restituendum sit. Nous disons le bestail être baillé au preneur au chaptel de vingt écus ou d'autre somme, & au temps d'exig celui qui en demande le partage doit priser le bétail, soit le bailleur ou le preneur, tellement que le bailleur n'a ses chefs s'il n'est convenu par l'obligation de Chaptel. Voyez *CATTEL*,

FRUITS & CHÂTELS sur terre. Lorraine, tit. 15. art. 14. tit. 8. art. 1.

Il y a trois sortes de Baux de bestiaux : le bail à Châtel, le bail à moitié, & le bail de bestes de fer.

Le Bail à *Châtel* ou *Châtel*, est lorsqu'un propriétaire de bestiaux en demeure toujours le maître, & que le *Châtelier*, ou le preneur n'a rien au fort principal, mais seulement au croist & profite des bestes.

Le Bail à moitié est lorsque le bailleur & le preneur fournissent chacun moitié des bestiaux. Les bestiaux dans le cas de ce bail sont gardez par le preneur, qui a la moitié des chefs, du croist & du décroist ; & en cas d'exig, il ne se fait point d'estimation, & tout est également partagé.

Et le bail des bestes de fer, est un

bail de bestiaux qui font partie des fermes. Le Seigneur donne ces bestiaux par estimation à son Fermier. Le Fermier en perçoit tout le profit pendant son bail ; & comme il en a tout le profit, toute la perte tombe aussi sur lui : de sorte que quand le bail est fini, quelle perte qu'il y ait eue, le fermier est toujours obligé d'en rendre l'estimation. Ces bestiaux selon Beaumanoir chap. 68. à la fin, sont appelez *de Fer*, parce qu'ils ne meurent point au Seigneur. Voyez M. de la Thaumassière dans son Commentaire sur les Coutumes générales de Berry, tit. 17. page 771. 772. &c. Joignez l'Observation de Corbin, tom. 2. de ses Droits de Patronage, p. 631. 632.

LES CHARGES ET INFORMATIONS.] *Cum testes auditi sunt & quæsum est de crimine: est elogium & ἀνάγκη, l. 6. & II. D. de custodia reorum, l. 3. D. de re militari. Sic etiam legendum in Apologético Tertulliani, non Eclogium, ut lib. de Resurrect. carnis, & in lib. ad Stapulam, & post in eodem Apolog. criminum Elogia.*

* *CHARRMEZ.*] Sont des arbres auxquels on a fait malicieusement quelque chose pour les faire tomber, ou pour les faire mourir. Voyez Chaufour dans son instruction sur le fait des Eaux & Forests. chap. 15. pag. 82.

* *CHARRUAGES.*] Vitry, art. 56. *Carrucagia.* Sont des terres labourables. L'Article 54. de la Coutume de Vitry, & le 56. où ce terme est employé, ont été tirez de l'Ordonnance suivante de Thibaud Comte de Champagne de l'an 1220. que j'ay extraite du Cartulaire de Champagne fol. 32. communiqué par Monsieur Rouillé, Procureur Général de la Chambre des Comptes.

Ego Th. Campanix & Briæ Comes Palatinus. *Notum facio universis presentes literas inspecturis, quod tam esset contentio de facienda judicium, qualiter liberi masculi Castellavorum & Baronum meorum deberent partiri inter se, videlicet quantum debeat primogenitus capere ratione primogenitura. Ego de assensu & consilio Baronum, & Castellavorum meorum, scilicet Reverendi Patris M. Episcopi Belvacensis, & Karissimi consanguinei mei, & fidelis, Henrici Comitis Barriacus, & dilectorum & fidelium meorum, G. Comitis sancti Pauli, Joannis Comitis Carnotensis, Comitis Roriaci, Comitis Grandimontis, Simonis de Joinvilla:*

villa : Erardi de Brena ; Simonis de Castrovilani ; Hugonis de sancto Paulo ; Gualteri de Vangionisfrivo , Garneri de Triangulo , Reineri de Nogeno , Anseli de Possessa , Guidonis de Arciis , Thome de Cociaco , Nicolai de Romiliaco , Gualteri de Ardilleriis , Eustachii de Constans , Castellani Vitriaci ; Renardi de Dampetra , Simonis de Saxofonte , Guidonis Saili , Jacobi de Chassenago , Philippi de Planceio , Clarembandi de Capis , Gualteri de Resnello , Roberti de Melliaco , Leardi de Alveto , Vicecomitis Catalaudunensis , & aliorum Baronum meorum , quorum sigilla apposita sunt presenti Carta.

Stabilimus quod primogenitus filius capiet contra omnes fratres suos postgenitos , licet non haberent inter se nisi unum Castellum , primogenitus haberet Castellum illud , & feoda illius Castelli , & Carrucagia , prata & vineas , aquas & stagna qua sunt infra parochiatus illius Castelli , redditus & exitus illius Castelli essent appretiati cum alia terra , & ex omnibus istis habebit unus , quantum habebit alius , tali modo quod pars primogeniti assedebitur ei in redditibus , & exitibus qui erunt in Castello. Et si aliquis fratrum haberet aliquid in Castello , illud esset de gratia fratris sui primogeniti. Et si haberent inter se domum fortem , secundo natus haberet eam , cum omni Carrucagio , feodis , Carrucagiis , pratis , vineis , aquis stagnisque , qua essent infra Parochiatus villa , in qua esset domus illa : & si haberent plures fortalicias , dividerentur secundum formam Castellorum , sicut inferius est notatum. Si vero contingeret quod haberent inter se duo Castella , vel tria , & non essent nisi duo fratres , primogenitus caperet quod mallet Castellum , & postgenitus caperet postea Castellum quod melius amaret , & quisque eorum haberet feoda Castelli illius , quod sibi retineret , & haberet Carrucagia , & vineas , prata , aquas , & stagna qua essent infra Parochiatus Castelli illius , & preterea primogenitus caperet tertium Castellum , & feoda illius Castelli , & Carrucagia , prata , & vineas , aquas & stagna , qua sunt infra parochiatus illius Castelli. Redditus & exitus , & proventus illorum Castellorum , & Castellaniarum essent appretiati , & de hoc quod valebunt , quisque eorum habebit medietatem , tali modo , quod quisque capiet partem suam in Castello quod sibi capiet , & in Castellania illius Castelli , si pars sua valeat tantum , & si ille qui habebit pejus Castellum , & pejorem Castellaniam , non habebit valentiam partis sue , secundum pretium terra , quod pradiatum est , ille qui haberet majorem partem , perficeret ei in terra plana ; & si non poterit ei perficere in terra plana , perficeret ei in Castellis suis , salva justitia domini Castelli , sicut superius est notatum ; & si haberent inter se quatuor Castella , primogenitus haberet quartum Castellum ; & si haberent plura Castella , simili modo dividerentur. Si vero essent plures heredes , quam superius sunt dicti , &

plura essent *Castella*, primogenitus caperet unum ad suam voluntatem, & postgenitus aliud *Castellum* quod melius amaret, & alius minor natu, aliud *Castellum*, quod melius amaret, & taliter semper dividerentur. Videlicet, quod primogenitus, primò caperet ad suam voluntatem, & ita quisque eorum haberet in suo *Castello* *Carrucagium* *Castelli*, sicut superius est expressum, & redditus & exitus essent appretiati, sicut est prenotatum. Si verò tot essent heredes quod quisque eorum non posset habere *Castellum*, ille qui non posset habere *Castellum* haberet partem suam in terra plana sicut est predictum. Si quidem sciendum est, quod stabilimentum istud factum est, de omnibus *Castellis*, qua movente de me & ab hac die quâ factum est, in antea firmiter permanebit, & partitiones qua facta fuerint usque ad diem quâ presentes confecta fuerint literæ, stabiles erunt & durabunt. Quod ut notum permaneat, & firmum teneatur, ego & Barones mei presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum anno gratia M. CC. vigesimo quarto, in festo Natalis Domini mense Decembri.

Il ne peut y avoir rien de meilleur que cette Charte pour l'intelligence des deux articles citez de la Coutume de Vitry.

Le Charruage est aussi un droit que les Seigneurs levoient en Champagne sur leurs hommes, à raison des Charruës. *Computum Bladorum terre Campania an. 1348.*

Des Charruës de sainte-Mannehoust. C'est assavoir de chacun Bourgeois de ladite ville qui laboure de sa propre beste un septier d'avoine à la mesure de Troyes, au jour de la saint Remy.

CHARTRE, LETTRES, OU TITRE.] Meaux, art. 176. Vitry, art. 119. Nivernois, tit. 1. art. 7. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 76. Hainaut, chap. 2. 84. & dernier. Normandie, ch. 10. 15. 18. 53. 89. 109.

Vetus Charta & fide digna: per Chartas proprietatem aliquam possidere, Greg. Turonicus lib. 4. cap. 12. Aimoinus lib. 2. cap. 36. unde, Villes CHARTRE Hainaut, chap. 84. Qui ont anciens titres de leurs privileges & franchises. *Charta vel epistola ingenuitatis per quam aliquis liber factus est, qui homo chartularius dicitur in capitulis. Alii sunt Chartularii qui quæstores. Chartularius equitum, Niceta. Narses Chartularius Imperialis. P. Varnefridus lib. 2. cap. 1. & 3. Cartularii Novella 117. & 120. Justiniani. Qui chartas agunt Plauto in Querolo. Chartarii Cassiodoro. Sunt qui Chartularium eundem faciunt cum Scriniario. Charta pagenses Marculpho in formulis, quæ de rebus privatorum. eique pagenses civitatis sunt municipales, incolæ, populares. Les anciens titres & enseignemens en parchemin s'appellent CHARTRES, Lettres de CHARTRE en l'Edit de l'an 1536. art. 12, Qui s'ex-*

pedient en la grande Chancellerie de France en lacs de foye & cire verte, du sceu & commandement du Roy. Bourillier en la Somme rurale, dit que les Lettres de Charte s'expedient sous le scel du Prince, d'un Seigneur, d'une Eglise ou Chapitre. *Porro, nostris differentiam statuunt inter adnotationem Principis, & Pragmaticum, qua voce nititur etiam Aimoinus lib. 1. cap. 17. lib. 2. cap. 20.*

CHARTE-PARTIE.] En fait de marine.

C'est l'acte d'affretement, ou l'écrit contenant la convention pour le loüage d'un vaisseau. Cet acte a été appelé *Charte partie*, & en latin *Charta partita*, parce qu'il étoit écrit une ou plusieurs fois sur un même parchemin, qui étoit ensuite divisé entre les parties qui contractoient. Boërius dans sa décision 105. n. 7. *Etiam dicit quod in deposito solet fieri instrumentum: in quo quadam littera per medium inciduntur, una pars datur depositario, alia deponenti & sequitur ipsum Speculator in tit. de instr. editione, §. nunc videndum n. 4. ubi dicit ita servari in Diœcesi, & Provincia Narbonensi, & secundum ipsum servatur in aliis contractibus, cui scriptura standum est; & ita vidi servari in Provincia Aquitania.*

Et vocatur apud Aquitanos, & Anglos *Charta partita*; & patest secundum Joannem Andrea in addit. ad Specul. ubi supra, talis divisio scriptura procedere, quod dimidiam scriptura, per longum habeat qualibet pars, vel forsitan non dividitur charta, sed certa littera sunt in magna figura, qua dividuntur, & dantur in signum, & est bonus modus, quo aliquando dicit usum fuisse, qui non potest falsari. Et modus quem ego vidi in Aquitania servari est idem, quando fit per litteras A. B. C. D. qua ponuntur in fine, & etiam alio modo, quod parte superiori, vel in parte sinistra ipsius charta scinditur, non rectè, sed ad modum oche, quemadmodum fit in panno, qui datur tonsori ad tondendum, ex quo capitur aliqua parva portio, qua in vulgari vocatur, l'échantillon: quod rema-

net domino ad ipsum recognoscendum. Voyez Monsieur Choier dans son Histoire de Dauphiné liv. xi. chap. 23. pag. 868. à la fin, & *Lettres en ferme.*

La Charte partie en plusieurs lieux étoit autrefois coupée en forme de dents, ce qui en rendoit la falsification encore plus difficile; car toutes les dents des parties du parchemin qui avoit été divisé entre les contractans se devoient rapporter les unes aux autres; & de là vient, que chez les Anglois, & même anciennement en France, cette Charte étoit appelée *endenture*, terme encore frequent dans le Blason, parce que les figures à dents appellées *endentures*, ont été empruntées de ces sortes de Chartes; on transcrira icy ce que Littleton a écrit sur ce sujet, parce que son livre ne se trouve pas.

Est à sçavoir, que si l'endenture, soit bipartite; ou tripartite ou quadripartite, toutes les parties de l'endenture ne sont qu'un fait en ley, & chescun part de l'endenture est d'aussi grande force & effect; si comme tous les parts ensemble. Et fensance d'endenture est en deux maners; un est de faire eux qu le tierce person, un autre est de faire eux en le premier person. La fensance en le tierce person est com en tiel ferme.

Hæc indentura facta inter R. de P. ex una parte, & V. de D. ex altera parte, testatur quod prædictus R. de P. dedit & concessit, & hac præsentis carta indentata confirmavit præfato V. de D. talem terram &c. habendum & tenendum &c. sub conditione &c. in cujus rei testimonium, uni parti hujus indentura, pe-

nès præfatum V. de D. remanenti prædi. R. de P. sigillum suum apposuit, alteri verò parti ejusdem *indentura* penès R. de P. remanenti, idem V. de D. sigillum suum apposuit.

Tiel ENDENTURE est appel endenture, fait en le tierce person, pur ceo que les verbes &c. sont en le tierce person, & tiel forme d'indentures est de plus sure fensance, pur ceo que est plus communément usé.

La fensance de indenture en le premier person est comme en tiel forme.

Omnibus Christi fidelibus, ad quos præsentis literæ *indentata* pervenerint Ar. de B. salutem in Domino sempiternam. Sciatis me dedisse, concessisse, & hac præsentis carta mea *indentata*, confirmasse C. de D. talem terram &c. *vel sic*. Sciant præsentis & futuri, quod ego

A. de B. dedi, concessi, & hac præsentis carta mea *indentata* confirmavi C. de D. talem terram &c. habendum, & tenendum &c. sub conditione sequenti &c. in cujus rei testimonium, tam ego prædictus A. de B. quam prædictus C. de D. *his indenturis* sigilla nostra alternatim apposuimus. *Vel sic*. In cujus testimonium, ego præfatus A. uni parti hujus *indentura* sigillum meum apposui, alteri verò parti ejusdem *indentura* prædictus C. de D. sigillum suum apposuit &c.

L'usage de cette sorte de Charte, qui étoit aussi appelée *chirographe*, avoit peut-être été pris des mœurs des Romains. *Veteres enim* (dit Isidore lib. 4. *origin. cap. 24.*) *quando aliquid sibi promittebant stipulam tenentes frangebant, quam iterum jungentes, sponsiones suas agnoscebant.*

CHARTRE.] Normandie, chap. 23. *est carcer*, prison. CHARTRIER, Prisonnier: au chap. 66. de l'ancienne Chronique de Flandres.

Le Roman de la Rose Mf.

Cil que l'en met en *Chartre* obscure,
En vermine & en ordure,

Qui n'a pain que d'orge ou d'avaine,
Ne se muert mie pour la paine.

* CHASSERANDERIE.] C'est en Poitou un droit que des Meüniers payent à un Seigneur qui a droit de Moulin banal, pour avoir la permission de chasser dans l'étendue de sa terre.

* CHASSI POLERIE.] C'est selon M. Revel un droit que les hommes ou les sujets du Seigneur luy doivent, pour avoir droit en temps de guerre de se retirer avec leurs biens dans son Chasteau. *Chassipol* en Bresse, signifie *Concierger*. Voyez M. Revel dans ses Observations sur les Statuts de Bresse, p. 311. En Anglois *Catchpoll*, signifie *Licteur*, *satelles*. Skinner in Etymologic. *Catchpoles Lictores*, *Apparitores*, *sic dicti quod videlicet capita, id est personas capiunt, seu comprehendunt*. Ce mot vient de *Catch*, qui signifie *accipere*, & de *Poll*, qui signifie *Caput*. Voyez Skinner sur ces mots, & M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Cacepolus*. Voyez *Quaylanie*.

* CHASTAIL.] Ou *Capital*, en fait de *Commande*, c'est la somme à laquelle le bestail a été évalué & estimé entre le bailleur & le preneur dans les Contrats, & qui est toujours moindre que le juste prix. Voyez M. Revel sur les Statuts de Bugéy p. 202. les mots *Commande* & *Chapel*.

* CHASTEL.] Dans la Coutume de Chartres, art. 67. 71. 78.

&c. c'est le prix de la chose venduë. Ce mot vient d'*acapitare* qui signifie acheter; Voyez cy dessus *Cattelet*. Casseneuve dans son *Traité du Franc-aleu*, p. 256.

* *CHÂTELAINE*.] Dans les anciennes Ordonnances de nos Rois. C'est un homme préposé pour la garde d'un Château; un Concierge.

Nous apprenons de quelques anciennes Chartes, que nos Rois pour recompenser la fidélité de ces Concierges, leur donnoient quelquefois en fief les Châteaux, dont ils n'avoient auparavant que la garde, & qu'ainsi nos Rois faisoient de ces Concierges, des Seigneurs Châtelains; ce qui a donné lieu à quelques Auteurs de s'imaginer mal-à propos, qu'originellement tous les Seigneurs Châtelains du Royaume, ont été des Concierges. *Chart. Philip. Aug. Franc. Reg. in ejus Regest.*

Philippus Dei gratia, &c. Noverint universi presentes pariter & futuri, quod nos propter fidele servitium, quod Caduleus Castellanus Gallion. Dilectus & fidelis noster nobis exhibuit, damus & concedimus in perpetuum eidem & heredibus suis de uxore sua desponsata; Castrum Gallion. cum omnibus pertinentiis in feodis & domaniis, & Theomac. tam in feodo quam domanio, sicut inde tenens fuit usque modò, & terram Joannis de Insula de Balliva Vallis Rodolii, & sanctam Anastasiam de Balliva Oxime. Hac autem supra dicta tenebit idem Caduleus & heredes sui de uxore sua desponsata, de nobis & heredibus nostris in perpetuum in feodum & homagium ligium, per servitium quatuor militum, ad usus & Consuetudines Norman.

Mais comme ces Châtelains abuserent de leur autorité, Philippes le Bel en 1310. & Philippes le Long en 1316. furent obligez de les destituer par les Ordonnances suivantes.

Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A nos amez & feaux les gens de nos Comptes, salut. Nous avons veuës les Lettres de tres-bonne memoire nostre tres chier Seigneur & pere jadis, contenant la fourme qui s'ensuit.

Philippes par la grace de Dieu Roy de France: A nos amez & feaux les gens de nos Comptes, salut & amour. Comme Nous, en diverses parties de nostre Royaume, aiens octroïé à plusieurs personnes nos Notairies, écritures, enregistremens, gardes de Registres, Offices de examiner témoins, les émolumens de nos Seaulx, & l'exécution de yeus, à aucunes personnes à vie, aux autres à nostre volonté, & aux autres à certains temps par voye de accensement, & nous aiens entendu, que lesdies Notairies, écritures, registremens, & émolumens de seauls, ou temps que nous les octroïasmes, estoient & sont de plus grande valuë, que l'on

ne nous donnoit entendre; que és gardes des ditz Registres, nous & nos subgiez, en grant lezion de justice, avons granz damages ouvertement; que les executions des ditz seaulz, & les offices de examiner témoins se font par ceulx qui les tiennent, en grant grief, & préjudice de nos subgiez, parce qu'ils prennent trop granz salaires contre raison: Que en nos Vigueries, & Prevôtez, baillées en garde, nous, & nos subgiez avons granz damages par ceulx qui les gardent, quand par l'octroyé de nos Lettres ils usent de plus grand pooir, qui ne leur est donné, nor droiz laissent pour, & legierement passer, & font moult de griefz à nos subgiez: Que és Chastellenies & Conciergeries que nous avons baillées à vie & à volonté nous avons damages, en ce que li Chastelain & Concierge establiz en plusieurs lieux où il n'est pas grant mestier d'avoir Chastelains ne Concierges, prennent granz gages de nous, & avec ce usent de nos forez, de nos boys, & de nos autres droiz d'icelles Chastellenies, comme des leur, & plus largement que il n'en usassent se elles estoient leur, & qu'en plusieurs de nos Chastellenies, Vicontez, & Prevostez; nous avons octroyé à plusieurs personnes à chacune d'icelles certaines quantitez de blez, d'avoines, & de vins, à aucunes personnes à heritage, aux autres à vie, & aux autres à volonté, ou à temps, lesquelles quantitez conjoints ensemble font plus grand nombre de blez, d'avoines, & de vins, que nous n'avons de rente par communes années és dites Chastellenies Vicontez, & Prevostez. Nous seur les choses devant dites, voulons pourveoir, & garder nous & nos subgiez de damages. Vous commettons & donnons plain pooir de rappeler, & ôter lesdiz Notaires, Ecrivains, Enregistreurs, Examinateurs, Accenseurs des profits des Seaulz, executeurs des Seaulz, les Viguiers & Prevotz mis en garde, les Chastelains & Concierges, de prendre & tenir en nôtre main lesdits Offices, & de ordoner des rentes de blez, d'avoines, & de vins que nous avons assenez en plusieurs de nos Chastellenies, Vicontez & Prevostez, outre la somme des blez, avoines, & vins, que nous y poons avoir de rente par communes années, & de faire toutes les choses, que vous verioez que facent à faire pour nostre profit, & pour le profit de nos subgiez, non contrestans toutes Lettres octroyées de nous, en quelconque fourme, seur les choses devant dites. Et est assavoir que nous voulons que vous nous rapportiez les-noms des Chastiaux qui sont en marche, les noms des Chastelains & quieux gages chacun prent de nous, si que nous en puissions ordoner, selonc ce que nous verrons que profitz nous sera; & voulons que és autres Chastiaux vous herbergiez nos Seneschanz, nos Bailliz, & nos Forestiers chacun ou lieu de son office selonc son estat, & nos autres Chastiaux & Meson, fors, faites garder à nostre moindre coust, & au plus profitablement que

vous porrioiez ; & vous donnons en mandement par ces Lettres à tous nos Seneschalz, Bailliz, Vicontes, Prevostz, & subgiez, que és choses devant dites, & en tout ce qui y peut appartenir vous obeissent fermement & diligemment. Ce fut fait à Poissi le Mardy devant saint Vincent, l'an de grace 1310.

Nous en seurqueront, que sur les choses contenues és dites Lettres, avons eue grant deliberation, & grant avis de nostre Conseil, toutes les choses contenues és dites Lettres, comme bien faites, & ordonnées; voulons, loons, & approuvons, & conformons, & vous commettons, & commandons estroitement, que se aucunes des choses contenues és dites Lettres, ou temps de nostre dict Seigneur & pere n'ont esté faites, & accomplies jusques cy, les faciez, & accomplissiez hastivement en la maniere que il le vous commist & manda; & autrefit se depuis par importunité de requerens, ou en autre maniere aucuns dons ont esté faits, ou gardes bailliées à vie, à volonté, ou à temps, & plus especialement des S. . . . & Notaires de nostre Chastellet de Paris par nostre chier Seigneur, & Frere Monseigneur jadis Rois des ditz Royaumes ou par Nous, & tout ce qui sera fait des ores en avant contre la teneur des articles, & des choses contenues és dites Lettres: Si vous commettons nous, & vous mandens, que vous les rappelliez & ordoniez à nostre profit en la maniere que nostre dit Seigneur & pere le vous commist, & manda par ses Lettres. Et donnons en mandement par ces Lettres à tous nos Seneschaux, Bailliz, Vicontes, Provoz & subgiez, que és choses devant dites, & en tout ce qui y peut appartenir, vous obeissent fermement & diligemment. Donné à Paris viii. jour de Mars l'an de grace mil ccc seize. Vide Lindanum lib. 3. de Teneremonda cap. 3. pag. 187.

SEIGNEUR CHASTELLAIN, CHASTELLÉNIE.]

Meaux, art. 143. Paris, art. 65. Melun, art. 43. Sens, art. 52. 124. Estampes, art. 38. Montfort, art. 42. Mante, art. 40. Senlis, art. 1. & 3. Boullenois, art. 15. Nivernois, tit. 1. art. 24. 25. Montargis, ch. 1. art. 5. 18. 64. 65. 91. Orleans, chap. 1. art. 5. 12. 19. 78. 80. 136. 144. 368. Tours, art. 8. 42. 46. 56. 59. & suivans. 75. 76. 80. 114. 194. 295. Lodunois, chap. 2. art. 4. chap. 5. art. 1. 2. & suivans, chap. 17. art. 7. chap. 28. art. 1. & 3. chap. 36. art. 10. Anjou, art. 36. 43. 44. 47. 51. 52. 188. 496. le Maine, art. 50. 54. 59. Chastellaneuf, art. 75. 76. Berri, tit. 5. art. 11. tit. 6. art. 4. & 10. tit. 13. art. 3. tit. 14. art. 30. & souvent és histoires & Annales de France, de Flandres, de Bourgogne & d'ailleurs. Bretagne, art. 382.

Castellanus est dominus territorii qui imperium habet & Jurisdictionem, qui castellum habet, Et droit de Chastellenie en laquelle y a Justice, & droit de seel aux contrats. Convient que le Seigneur

CHASTELAIN aye Chasteau, maison ou tour bataillere, comme porte la Coutume de Normandie, chap. 33. *Castellum significat vicum, villam, pagum, sed. & propugnaculum praesidii causa ad propulsandas hostium incursiones & impetus: & appellatur fort, forteresse. Castellani sunt Castellorum domini in supplemento Chronicorum Reginonis, & apud Sigebertum in Chronico ann. 1099. Hac vox etiam significat custodem.* Et pour faire Chastellenie, faut qu'il y ait Abbaye, ou Prieuré conventuel, four banier & autres choses, comme est narré en un plaidoyé fait en Parlement à Paris le dernier jour d'Avril, & 27. Juillet 1444. Et peut le Seigneur Chastelain empêcher qu'en sa Chastellenie autre que lui fasse forteresse. Jugé pour le Comte de Sancerre es enquestes du Parlement de Toussaints 1273. & contre lui à la Chancelleur 1266. Autre Arrest à la Toussaints 1268. Anciennement les Chastellenies n'étoient hereditaires ni patrimoniales: non plus que les Duchez, Comtez, Baronies: *Erant enim muneris & administrationis tantum.*

Haer dans son Traité des Chastelains de l'Isle chap. 7. liv. 1. pag. 135. Rat sur l'art. 3. de l'ancienne Coutume de Poitou au titre de Haute-Justice: Gregoire de Toulouse lib. 6. Syntag. cap. 3. & Loyseau, dans son Traité des Seigneuries chap. 7. nombres 51. 52. &c. ont été d'avis que nos Chastellenies dans leur origine, n'étoient autre chose que les Fiefs, appelez par les Feudistes, *Fenda Castaldia, vel Gardia, lib. 1. Fendor. tit. 1. §. Idem illud.* Et delà vient ajoûte Loyseau, que ces Chastellenies sont en quelques lieux appellées Gardes, & que ceux à qui ces gardes ont été confiées, ou les Chastelains, ne sont encore en quelques endroits, que de simples Officiers, quoique par tout ailleurs ils se soient rendus Seigneurs & Propriétaires des Forteresses, dont ils n'étoient souvent que les Gouverneurs; & Ragueau paroît avoir été aussi de ce sentiment.

Il est vray qu'en Italie & même en quelques lieux de la France, les Chastelains étoient autrefois de simples Gouverneurs de Châteaux & il n'en faut point d'autres preuves que les deux autoritez suivantes tirées du livre 3. des

Epîtres de Pierre des Vignes, n. 63. & du Livre 5. n. 99. *« Mandamus igitur fidelitati tuae quatenus terras quaslibet jurisdictionis tuae Vicarias seu potestarias habentes, & Salaria singulorum, qui, quot & quales sint, & in quibus vicariis videlicet, potestariis & Castellaniis sub quibus salariis, vel expensis Officiales hactenus extiterint ab eo tempore, quo Capitaniam ipsam, in illis partibus exercuisti, potestates etiam terrarum omnium jurisdictionis tuae, quae de dominio nostro sunt, salaria statuta quibuslibet, & quibus temporibus remouentur, fideliter & fideliter sub tuo sigillo curia nostra scribas: ut ad exemplar scripti, quod inde direxeris, mandemus praedicta omnia in quaternionibus curia nostra annu- tari. »*

Epist. 99. lib. 5. *« Cum de Prudentia R. Silangeri fidelis nostri plenè confisi, cum Castellatum nostrum Castrum Ameliae duximus statuendum, ut ipsum ad honorem & fidelitatem nostram custodiat & conseruet: Fidelitati tuae precipiendo mandamus, quatenus castrum ipsum, arma, & res alias omnes, quae in eo sunt, eidem R. facias assignari*

« assignari : de omnibus , qua assignata
 « fuerint , tria inventaria , sive tria
 « scripta consimilia fieri faciens , ad cau-
 « telam , quorum unum penes se retineat
 « Castellanus , aliud penes eundem R.
 « remaneat , tertium verò Curia nostra
 « mitra. Vid. Leg. Frederici Siciliæ
 Regis cap. 50. pag. 195.

Mais de ce que les *Chastelains* n'étoient en Italie & en quelques lieux de la France , que de simples Gouverneurs de Châteaux , il s'ensuit que ces Châteaux n'étoient pas des Fiefs , contre l'avis de ces Auteurs , parce qu'un Vassal est plus qu'un simple Officier dans le Fief qui luy appartient.

Il s'ensuit encore , que ces Gouverneurs , comme Officiers devoient avoir des gages ; & en effet il paroît par la première des deux autoritez , qu'on vient de rapporter , & par l'Ordonnance transcrite sur le mot précédent que le Prince leur payoit tous les ans une certaine somme : mais néanmoins en Italie , le Prince ou le Seigneur du Château leur assignoit le plus souvent des terres , dont ils jouissoient au lieu de gages , & c'étoient ces terres , que les Feudistes appelloient *Fenda gardia* & non pas , les Châteaux , ainsi que l'apprenons du passage suivant d'Isernias ad tit. de Feudo Gardia n. 6. « *Possent etiam intelligi ,*
 « *ut sit hoc jus more positivum , erat*
 « *feodum annexum officio seu ministerio*
 « *talis gardia & Castaldia , sicut Feodum*
 « *Castellanix & Cancellaria , ut supra*
 « *dixi. Quicumque erat Guardator ,*
 « *Castaldus , vel Castellanus , illius*
 « *guardia , & Castaldia , habeat illud*
 « *feodum à Rege , vel à Domino Guar-*
 « *dia , & Castaldia. Voyez les loix de*
 Malcolin , ou de Milcolombe II. Roy d'Ecosse chap. 2. de Feodo Cancellarii , & ejus Clerici ; chap. 3. de Feodo justitiarii , Clericorum ejus , & coronatoris chap. 3. de feodo Camerarii chap. 6. de feodo Seneschalli-domini Regis , & alio-

rum domesticorum chap. 6. de feodo Constabularii , & Mareschalci , chap. 7. de feodo Vicecomitis ejus clericis , & servientis , & Zaxins de feudis , partie 12. n. 4. 5. 6. 7. & 8. &c.

Or si d'abord ces *Chastelains* avoient eu pour quelque temps à titre de Fief , la jouissance des Châteaux dont ils étoient les Gouverneurs , ainsi que ces Auteurs l'ont supposé , l'on pourroit dire avec assez de fondement , que par succession de temps , ces Fiefs seroient devenus héréditaires. Mais que de simples Officiers la plupart destituables ayent tous usurpé les Châteaux , ou les forteresses dont ils n'étoient que les gardiens , qu'ils en ayent fait des Fiefs , & des Fiefs héréditaires de leur seule autorité , c'est une chose qui n'a pas de vray-semblance , & qu'on ne peut comprendre ; & par conséquent il faut chercher une autre origine des *Chastelains* & des *Chastellenies* dont il est parlé dans nos Coutumes.

On a remarqué en plusieurs endroits que les Duels étoient autrefois fort fréquents en France , & que sous la première , sous la seconde , mais particulièrement sous la troisième race de nos Rois , les Seigneurs se donnoient la licence de se déclarer & de se faire la guerre , en intéressant de part & d'autre toutes leurs familles , & leurs parentez dans leurs querelles , ainsi qu'il paroît par plusieurs Capitulaires & par ce que Beaumanoir , & nos autres vieux Praticiens ont écrit sur ce sujet. Vid. *Altefferra de Ducibus lib. 2. cap. 1. pag. 107.*

Or comme les Seigneurs pouvoient à tout moment entrer en guerre , ils avoient soin de fortifier leurs maisons , comme les Souverains fortifient tous les jours leurs Villes frontières , pour se garantir des insultes de leurs ennemis ; & de là vient que toutes les anciennes maisons Seigneuriales qu'on voit encore aujourd'hui , sont de véritables forte-

relles, & que la plupart de nos Coutumes qui parlent des Châteaux, parlent aussi des fosses dont ils sont entourés.

Il faut néanmoins observer, que tous les Gentils-hommes ou tous les Seigneurs de fief ne pouvoient pas faire construire des forts sur leurs terres, & que d'abord, il n'y avoit que les principaux vassaux de la Couronne à qui ce droit appartenoit. *Vide Joann. Fabr. ad leg. 10. Cod. de Edificiis privatis.*

Ces vassaux accordèrent ensuite ce droit à leurs vassaux, & les vassaux de ces Seigneurs l'accordèrent ensuite à d'autres; & par les concessions chaque Seigneur eut ordinairement soin de stipuler, qu'il pourroit se servir dans ses guerres particulières du Château de son Vassal, & que son Vassal seroit obligé de le lui livrer toutes les fois qu'il en seroit requis; d'où est venue l'origine des *Fiefs jurables & rendables*, dont il est parlé dans plusieurs anciens titres & dans l'art. 1. de la Coutume de Bar.

C'est de ces concessions de bâtir des Châteaux, ou des forteresses, qu'il faut tirer l'origine des Chastellenies dont il est parlé dans nos Coutumes; Car par exemple, lorsque les grands Seigneurs, ou les Vassaux, qui relevoient immédiatement de la Couronne se firent des Vassaux, & donnerent des terres en Fief; ou ils accordèrent une grande partie de leurs droits & de leurs prérogatives à quelques-uns de leurs Vassaux, & entr'autres droits, celui d'avoir des Forts, & des Châteaux, & ils firent de simples Barons, ou d'autres Seigneurs d'un rang plus considérable, selon le titre qu'ils accordèrent ou ils concédèrent seulement la Justice, ou la juridiction, & selon le degré de justice qu'ils octroierent, ils firent des hauts, des moyens, ou des bas-Justiciers; ou enfin avec la haute, la moyenne, & la basse Justice ils donnerent le droit de bâtir des Châteaux & des forteresses avec quelques

autres prérogatives moindres que celles, qu'ils accordoient aux Barons, & à leurs autres Vassaux d'un degré plus élevé; & ensuite ces Barons & ces Vassaux, accordèrent aussi à leurs Vassaux de pareils droits & prérogatives: & les uns & les autres firent ainsi des *Chastelains*. Et comme les Vassaux de la Couronne accordèrent ces droits à leurs Vassaux à l'imitation du Roy, il s'ensuit qu'un *Chastelain Royal* n'est autre chose qu'un Seigneur de Fief qui relève immédiatement du Roy, & dont toute la principale prérogative est d'avoir un Château ou une forteresse.

Le Seigneur *Chastelain*, suivant la Coutume du Loudunois tit. 3. art. 6. d'Anjou, art. 43. & du Maine, art. 50. est donc un Seigneur inférieur & qui est fondé d'avoir *Chastel*. Et comme il n'y a que luy qui ait ce droit dans son territoire aucun n'y peut bâtir Château sans sa permission, ainsi qu'il a été jugé par les Arrêts cités par Ragueau, & par le suivant de l'an 1309. rapporté par Corbin dans son traité des Droits de Patronage tom. 2. pag. 1012. *Lit. mota inter Dominum de Buxeria ex parte una, & Jacobum de Sancto Pontio militem ex altera. Super eo quod dictus Dominus de Buxeria dicebat, quod de consuetudine approbata in loco de Buxeria, nullus adificare potest fortalitium infra fines sue Castellanie, nisi de permissione ejusdem & quod ipse est in saisina pacifica dirimendi fortalitia ibidem constructa prater ejus voluntatem. Et ideo cum domus de Furneto sit domus fortis & adificata de novo intra fines Castellanie sue predictae, contra ejus voluntatem, poterat eandem demoliri virtute consuetudinis supradictae, dicto Jacobo contrarium asserente, & plura ad sui defensionem proponente: Inquesta igitur super his de mandato Curiae nostrae facta, visa & diligenter inspecta, quia inventum est sufficienter probatum, dictam*

Dominum de Buxeria esse in feudo praemissorum, dict. s. que turres fortes ibi de novo esse edificatas sine ejus assensu. Per Curia nostra iudicium dictum fuit, quod ipse turres poterit licite facere demoliri; salva super his questione proprietatis parti adversa. Voyez Loyseau, des Seigneuries chap. 8. n. 99. M. Louet lettre F. somm. 13. & 14. Chassan. in consuet. Burg. rub. 13. §. 9. Chopin in Consuet. Andeg. lib. 1. cap. 42. n. 15. cap. 63. n. 7. de Privileg. rustic. part. 4. cap. 12. n. 4. Coquille in Cons. Nivern. cap. 1. art. 25. Salvaing de usu fendor. cap. 44. Jacobin. de sancto

Georg. de feudis, p. 86. & Boër. decu. 320. Voyez Baron.

Par l'Edit du 10. Mars 1578. il est défendu de publier aucunes Erections de Seigneuries en nouvelles dignitez, à moins que ces Seigneuries ne soient de la qualité requise : Et à l'égard de la terre qui sera érigée en Châtellenie, les qualitez sont, que d'ancienneté il y ait haute-Justice, moyenne & basse, sur les sujets d'icelle, droit de Foire, Marché, Prévôté, Péage, & Prééminence sur toutes les Eglises étant au dedans de ladite terre. *Vid. Chap. in Cons. And. lib. 1. p. 462. 463. Voyez Annuaire.*

BAILLI, PREVOST OU JUGE CHASTELAIN.] Senlis, art. 61. 71. Orleans, ch. 1. art. 12. Tours, art. 80. Cambrai, tit. 25. art. 45. 47. **OU OFFICIER CHASTELAIN :** Le Maine, art. 53. ou **CHASTELAIN SIMPLEMENT :** Duché de Bourgogne, art. 87. Nivernois, tit. 9. art. 6. Bretagne, art. 266. 267.

Qui est le Juge d'un Seigneur Justicier, qui a droit de Châtellenie.

CHASTELETS DE PARIS, D'ORLEANS, MONTPELLIER.] & Orlean, art. 368. Ainsi nos Histoires Françoises appellent les petits Forts & Chasteaux, comme l'Auteur de la vieille Chronique de Flandres, ch. 79.

Hodie sunt carceres, & Auditoria regia, in quibus jus redditur à Magistratibus : Lesquels lieux anciennement ont servi de forteresse, de Chastel, manoir & hôtel au Seigneur ; Parisiorum castellum Lutetia nominatur, Marcellinus lib. 15. Οἱ Κελτῆ τῶν Παρισίων τῇ πόλιν ὀνομάζοντο Αὐκίτιαν, Julianus in Mesopogone. Parisiorum municipium, oppidum, hodie civitas amplissima. De Lutetia Parisiorum etiam Strabo lib. 4. Caesar, lib. 6. & 7.

* **CHASTOIS.**] Ce mot signifie punition, ou châiment. Lorraine, tit. 4. art. 8. Tous ceux généralement qui d'autorité privée y interviennent à l'administration des biens des pupilles, sont réputables d'arbitraire, & obligés d'en rendre compte, sous biens demeurés affectés à la satisfaction, & à faute de moyens sujets à Chastois corporel, à l'arbitrage du Juge, &c.

* **CHATE-LEVANT, CHATE-PRENAVANT.**] C'étoit une clause qui se mettoit anciennement dans les Contrats au Pays Messin, par laquelle on donnoit pouvoir à ceux qui prenoient des fonds à gage ou à mort gage, d'en prendre & percevoir tous les fruits. Voyez M. Ancillon dans son Traité des Gages, p. 10.

* **CHAUDE-CHASSE.**] Pour suite de prisonnier. Voyez Bou-

teiller, liv. 2. tit. 33. pag. 831. & l'art. 12. de la Coutume de la Marche.

CHAUDE-COLE] **CHAUD MESLE'E**, & poursuite.

Stilus Parlamenti part. 1. cap. 31. de-colle, &c.

§. 1. *Addite quod in terra consuetudinaria, in terra Gallicana, & in aliis partibus regni, qua reguntur per consuetudines Vicecomitatus Parisiensis, aliqui casus non reputantur de alia iustitia nisi tres, videlicet incendium, raptus, & meurtre: & faciunt differentiam inter meurtre & occisionem quia meurtre dicunt esse quando factum est scienter, & pensatis infidiis occisionem, quando factum est sine proposito, sed in rixa que gallice dicitur Chau-*

de-colle est. ce semble, ainsi nommée *quasi Chande-colere*. Voyez l'article 96. de la Coutume de Senlis, & Bouteiller dans sa somme liv. 2. tit. 33. pag. 832. ligne 38.

Les Loix de Robert Avoüé de Bethune, Abbé de S. Amand, publiées par Lindanus, dans son Histoire de Terremonde, liv. 3. chap. 2. p. 145. art. 2. *Si quis alteri manum, pedem aut oculum in calida colera abstulerit, sexagenta librarum emenda reus erit.*

* **CHAUDE-SUITE**.] La Marche, art. 12. Voyez *Chau-de-Chasse*.

CHAUFFECIRES.] Qui manient les Sceaux és Chancelleries ou Justices, pour sceller les Lettres que l'on expédie.

CHAUGUETTES, ou **ESCHAUGUETTES**.] *Ca'vigata*, és Ordonnances Latines du Roy Louis IX. de l'an 1254. Et en la pratique de Masuer au titre des Tailles, où il est aussi fait mention des **BARBACANES**, comme és Histoires: *Hac paratur presidii causa in arce vel civitate.*

* **CHAUSSE'E**.] V. Choppin *de moribus Paris. T. n. p. 161. in fine.*

* **CHECHILLONS**.] Saint Jean d'Angely, art. 15. sont des prez champaux, à la difference des prez qui sont en fond de riviere. Voyez *Nouë*.

CHEF-CENS.] Gros ou premier. Voyez cy-devant en la diction *Cens*.

CHEF-LIEU.] Ponthieu, art. 82. 83. Artois, art. 14. 37. Chef d'homage. Poitou, art. 131. 162.

C'est le lieu où le principal manoir & hôtel du Seigneur feudal est assis: comme aussi en la Coutume du Comté de Hainaut, & en la Coutume locale de la ville de Mons, chap. 10. 12. ladite ville qui est la principale & capitale du pais, s'appelle le **CHEF-LIEU**. La Ville de Valenciennes se dit aussi Chef-lieu. Le Chef lieu du fief ou Seigneurie: Amiens, art. 4. 20. 186. 199. Peronne, art. 1. 22. 30. 31. 180. Qui est le manoir & l'hôtel noble & seigneurial, la motte & lieu principal du fief ou seigneurie du Seigneur feudal ou justicier.

* A Valenciennes, & dans plusieurs Coutumes du Pais-bas, le *Chef-lieu* est la même chose que la *Banlieuë*. Voyez Doutreman, dans son Histoire de Valenciennes partie 2. chap. 4. pag. 279. 280.

CHEF-METS] De Surene, art. 3. ou **CHEF-MOIS** : en Normandie, qui est le principal manoir de la succession. Voyez le mot **MEX**.

LE PIED SAISIT LE CHEF.] Voyez cy-après en la lettre P.

CHEF-SEIGNEUR.] Ponthieu, art. 110. Anjou, art. 201. & suivans. Le Maine, art. 216. & suivans. Normandie, chap. 14. 34. 35. & au livre premier de l'établissement pour les Prevostez de Paris & d'Orleans : & au second livre du grand Coutumier, chap. 26.

C'est le Seigneur feudal, suzerain, ou censier ou foncier. La Coutume appelle le suzerain, le chef Seigneur. Anjou, art. 204. Le Maine, art. 219.

LE CHEF-SEIGNEUR.] C'est le Seigneur du fief **CHEVEL**, sous lequel sont autres fiefs : Normandie, chap. 34. 35. **CHEVELS AIDES**, au même lieu, qui sont deuës au Seigneur du fief **CHEVEL** en trois cas. *Sic Primates & priores officiorum, consubernii, scholarum, appellantur capita.*

Par l'article 166. de la nouvelle Coutume de Normandie, le *Chef-Seigneur est celui seulement qui possède par foy & par hommage, & qui à cause dudit Fief tombe en garde* ; & comme tout Fief noble est tenu par foy & hommage, & tombe en garde, il s'ensuit que tout homme qui possède un fief noble est *Chef-Seigneur*, à l'exception des gens d'Eglise, parce qu'ils ne tombent point en garde à cause de leurs Fiefs nobles : ce qui peut être entendu par rapport aux *Aydes chevels*, que les gens d'Eglise comme Chefs-Seigneurs ne peuvent point exiger de leurs Vassaux.

Il s'ensuit encore de cet article, que tout *Chef-Seigneur* ne relève pas immédiatement du Roy ; parce que cet article ne requiert pas que le possesseur

d'un Fief noble, pour être *Chef-Seigneur* tombe à cause de ses Fiefs en garde royale, mais simplement en garde : ce qui doit être entendu tant de la royale que de la Seigneuriale. Et par conséquent tout Fief-chevel, ou tout Fief possédé par un *Chef-Seigneur* ne relève point immédiatement du Roy, comme on le remarque sur le mot *Fief-chevel*, contre l'avis de Ragueau.

A l'égard du mot *Chef*, il ne signifie autre chose que Supérieur, suzerain. Voyez Galland dans son traité du Franc-Aleu, p. 78. & le Seigneur foncier, est aussi appelé *Chef-Seigneur*. Voyez l'Auteur du grand Coutumier, liv. 4. chap. 5. pag. 530. à la fin, & l'art. 203. de la Coutume d'Anjou.

CHEF DES ENS.] Valenciennes, art. 145, 146. pour bailler avis aux villes & pais circonvoisins,

CHEMAGE, ou **CHINAGE.**] Dont l'Abbaye de S. Pierre le Vif de Sens est exempté par Arrest du 18. Avril 1387. C'est le droit de peage qui se paye à Sens pour le chemin & passage,

Ce droit se paye à raison des Chartres qui passent dans les bois. *Char-tul. sancti Cypriani. Ranulfus Alianis concessit M. S. C. consuetudines omnes*

quas habet in Buxia & CHINATGIUM excepto forestagia, concedentibus Dominis de Isla ... Girardus Berlant, filiusque ejus concesserunt. M. S. Cypriani con-

jurisdictionem Chinatgii & caterra qua à senioribus suis de Isla in Buxia obtinebat. Entre les loix d'Angleterre *Chart. de Forest.* an. 9. Henr. 3. c. 14. *Nullus forestarius de feodo reddens nobis firmam pro Balliva sua, capiat CHIMAGIUM aliquod in balliva sua. Forestarius autem de feodo firmam nobis reddens pro balliva sua capiat CHYMAGIUM, videlicet pro caretis per dimidium annum duos denarios.* *Gloss. legit Chimagium*, contre le texte. (M. GAILLAND.)

M. du Cange dans son Glossaire latin a crû contre l'avis de ces Auteurs que le Cimage, *jus est utendi supremis ramis arborum in forestis, quos CIMES di-*

cunt, ce qu'il prouve par l'Extrait qui suit d'une Charte de Geofroy de Lusignan de l'an 1233. par laquelle il accorde le Chauffage à l'Aumônerie de S. Thomas dans la Forest de Mervent. « C'est à sçavoir à prendre à l'usage de la maison » devant dite, tant cum un Chevaux, o « uns asnes, lor en porta apporter daus » *cimanx*, & daus branches, qui reman- » dront au servant, qui de ma fourest » devant dite tranchera & mettra son » Chauffage au Signor de Fontenay. » Et si les branches & la *Ciman* devant » dit ne fossissent au devant dit freres au » Chauffage de os & d'au pauvres de la » maison devant dite, jelor ay donné » congé & pouver de prendre lor bois » sec, &c. »

CHEMIER.] Poitou, art. 30. 94. 95. & ailleurs. S. Jean d'Angeli, art. 22. 30. 107.

C'est le fils aîné d'entre tous les freres coheritiers, ou celuy qui le represente & tient son lieu, soit fils ou fille : Les puînez sont paregeurs. Poitou, art. 125. L'aîné s'appelle CHEMIER, comme étant le chef en la succession, quand il est traité des fiefs. *Verbum est ex alieno seculo petittum.*

Il faut corriger ce mot dans toutes les Coutumes, où il est ainsi écrit, & mettre *Chemiez*, *Caput mansi.* Le Cartulaire de l'Eglise d'Amiens. *Cum verd*

Caput mansi obierit, debet septem sol. pro relevatione, &c. Voyez la Dissertation 3. de M. du Cange, sur Joinville, p. 150.

* CHEMIN.] Par l'art. 229. de la Coutume de Clermont, le Chemin contient trente-deux pieds de largeur, à la difference du sentier, qui n'en porte que quatre ; de la carriere qui en a huit ; de la voye qui en contient seize, & du grand Chemin Royal, qui en contient soixante & quatre. Voyez Beaumanoir, chap. 25. au commencement.

CHEMIN ROYAL.] Amiens, art. 185. Boulenois, art. 147. par lesquelles Coutumes il doit avoir 60. pieds à l'encontre des terres les labourer plus avant, ny empêcher le passage, à peine voisines, & ne doivent ceux à qui appartiennent iceux terres de l'amende. Et par la Coutume de Tours, art. 59. 84. de Lodanois, chap. 5. art. 1. le grand chemin doit avoir seize pieds de large, & le VOISINAL huit pieds. Et par la Coutume d'Anjou, art. 60. & du Maine, art. 69. le grand chemin PEAGEAU doit contenir 14. pieds de large pour le moins. Il est aussi traité de la diversité & largeur des chemins en la Coutume de Clermont, art. 326. & suivans : en

celle de Boullenois, art. 156. & suivans : en celle de saint Omer sous Artois, art. 29. de Vallois titre dernier : & à la fin de la dernière Coutume du Duché de Bourgogne. Et en la somme rurale, le chemin Royal, est *via publica & celeberrima, qua & Consularis, Prætoriana, βασιλική, regalis, regia, quo exemplo putant S. Jacobum dixisse νόμον βασιλικόν* cap. 2. *quod præceptum principale Tertulliano libro quinto adversus Marcionem : hoc nempe, Diliges proximum tuum sicut teipsum : nam qui diligit proximum, legem explevit, ut est in epistola ad Romanos cap. 13. Porro alia via Canalis, qua via cava & finalis Frontino de colonis : Hac voce utitur l. 15. Cod. Theod. de cursu publica. l. 2. ead. Cod. de Curiosos, Apuleius, lib. 8. & 9. atque Synodus Sardicena, can. 21. Alia Militaris dicitur quia strata militari labore : Agger, Glarea : Via aggerem dicimus, id est via conservationem, quam historici viam militarem dicunt. Servius in 12. *Æneidas* : differt à privata, & vicinali : nec arcta esse debet, nec præcipua, ut latrones inhibeantur, observat Cujacius docteur meus, lib. 19. cap. 11. Et à cette fin anciennement ont été dressés de gros chemins & levés en plusieurs lieux pour aller de ville en autre. *Sunt aggeres publici, via publica, Regales, qua publicè muniuntur, & auctorum nomina obtinent. Nam & Curatores accipiunt, & per redemptores muniuntur, inquit Sisulus Flaccus. Recentioribus Strata vel Strada est via. Alia sunt semita transversa, diverticula qua sunt à latere via militaris. Servius in novum Æneidas.**

Nous apprenons du Jurisconsulte Ulpien en la loy 2. ff. *Ne quid in loco publico, §. viarum*, que les Grecs appelloient les Chemins publics, *Chemins royaux*, & selon Sisulus Flaccus, de condit. agror. p. 9, dont Rigault croit néanmoins le passage corrompu, les Romains appelloient aussi *Royaux*, leurs Chemins publics. Mais soit que nos peres ayent eü intention de suivre en cela l'exemple des Grecs & des Romains, soit qu'ils n'y ayent pas songé ; on appelloit anciennement en France & en Angleterre, *Chemins Royaux*, ceux qui conduisoient à de grandes Villes, ou de Villes Royales, en Villes Royales. Guill. Brito lib. 5. Philippidos, V. 400.

Nos via regalis Gisortum ducat ad Urbem.

John. Kytchin, dans son Livre qui

CHEPIER.] Hainaut, chap. 23. 35. 70. & en la Somme rurale

a pour titre le Court leeto, & Court Baron, pag. 38. *Royal Chimin est ceo que duce de Ville in Ville, & comun Chimin est ceo que duce de Ville in Champ à leurs terres.* Joignez l'art. 272. de la Coutume de Senlis ; & touchant la question de sçavoir, si la connoissance des délits commis dans les Chemins Royaux appartient aux Juges Royaux, voyez Loyseau dans son Traité des Seigneuries chap. 9. n. 72. 73. 74. &c.

Quelques-uns attribuent la construction des grands Chemins à la Reine Brunchaud, & d'autres avec plus de vray-semblance aux Romains. Voyez Berger, dans son Traité des grands Chemins. Beaumanoir chap. 27. au commencement, & M. Salvaing dans son Traité de l'Usage des Fiefs ; chap. 38. *Specul. Saxon. lib. 2. art. 59. num. 3.*

traitant des gardes des prisons, & aux Ordonnances de la Chambre d'Artois.

C'est le Geolier, *Carcerarius qui custodiam habet carceris*. LE CHEPAGE, qui est la Geole. *Rei interdum catenis & cippo tenentur vincti: Gregorius Turonicus, lib. 5. cap. 49. de quo ligno Sudas, Prudentius & alii*. Mis au Chep. Valenciennes, art. 142. Voyez Ceps.

* CHESEAU, CHEZAL, CHESEOLAGE.] *Casale, Casalagium*. C'étoit anciennement l'habitation, mais le plus souvent l'habitation & le tenement des hommes de condition servile, comme le Max, le Mex, ou le Meix en plusieurs endroits. Lorsque les Seigneurs affranchirent leurs hommes, ils se reserverent des droits sur ces tenemens, qui retinrent toujours le nom de *Cheseaux &c.* Les Privileges accordez aux habitans de saint Palais entre les anciennes Coutumes de Berry, publiées par Monsieur de la Thaumassiere pag. 112. *Quod pro quolibet Casali, sito in censibus nostris & rebus pertinentibus ad Casale, quod Casale cum pertinentiis tenebant homines quondam talliabiles, reddent nobis viginti Bosselli avena, & viginti denarii Turonenses Censuales accordabiles, vel tantum, seu pro rata quam tenebunt de Casali.*

L'Article 2. de la Coutume de la Prevôté de Troy en Berry. *Item par ladite Coutume, & droit prescrit de temps immemorial, ledit Seigneur a droit de prendre sur chacun Cheseau étant audit censif six boisseaux de Marfèche, & trois parisifs de cens accordables, payables comme dessus, & pour demi Cheseau trois boisseaux de marfèche, & un denier obole parisif; & pour un tiers, ou quart, à la raison dessus dite &c.*

Comme les Seigneurs levoient des droits égaux sur tous les *Chezeaux*, ainsi qu'il paroît par ces deux articles, il y a quelqu'apparence que les *Chezeaux* étoient originairement d'une valeur égale, aussi bien que les *Mas* ou les *Mex*. Voyez *Mix*, *Meix*, & *Acafer*.

* CHETEL.] Voyez Chaptel.

CHEVAGE.] Qui est un droit de douze deniers parisifs, qui se leve par chacun an au Bailliage & ressort de Vermandois sur chacun chef marié ou veuf, qui sera bâtard, espave ou aubain, & appartient au Roi, pour avoir connoissance de ceux qui vont demeurer au Bailliage. L'Avocat Bacquet au traité du droit d'Aubaine, chap. 3. & 4. Voyez le Guidon des Financiers: Il en est fait aussi mention au procez verbal de la Coutume de Laon, de l'an 1556. sur le titre premier, selon l'ancienne Coutume du lieu.

* CHEVAGIERS] Dans les Ordonnances concernans les Nobles de Champagne, chap. 8. art. 15. sont ceux qui doivent le droit de *Chevage*.

CHEVAL

CHEVAL DE RENCONTRE.] Poitou, art. 187. Voyez RACHAPT rencontré.

CHEVAL DE SERVICE.] Montargis, chap. 1. art. 75. Orleans, chap. 1. art. 73. Poitou art. 148. 165. 149. 166. & suivans. Grand Perche, art. 76. Et au Procez verbal de ladite Coutume sur la fin. Meaux, art. 139. Anjou, art. 131. 132. 133. 177. 218. Le Maine, art. 142. 143. 195. 233. Chasteauneuf, art. 21. Chartres, art. 15. Dreux, art. 12. Dunois, art. 23.

Qui est dû par le vassal au Seigneur feudal, & est par les Coutumes de Montargis & d'Orleans estimé à soixante sols, & est levé par le Seigneur une fois en sa vie, & n'est dû si le fief ne vaut par an en revenu la somme de dix livres tournois, & au dessus. Et par la Coutume de Hainaut, chap. 79. quand le vassal qui tenoit un fief lige, est decedé, le Seigneur ou son Bailli prend le meilleur cheval à son choix, dont le défunt s'aidoit, & quelques armures, & en défaut de cheval le Seigneur doit avoir 60. sols pour son liege, auquel chapitre en l'art. 2. il faut lire, N'AVOIT CHEVAL. Et par les Coutumes d'Anjou & du Maine, le vassal doit à son Seigneur feudal pour le cheval de service, la somme de cent sols, s'il n'est abonné à plus ou à moins, quand il avient par mort, mutation de Seigneur & de Sujet., & de chacun d'eux. Et par la Coutume du grand Perche, le cheval de service est dû en chacune mutation d'homme, & n'est le vassal tenu de le payer qu'après la foy & hommage par lui faite, & est estimé à la somme de soixante sols & un denier tournois, & n'est dû pour renouvellement de foi. Et par la Coutume de Chasteauneuf, de Chartres, & de Dreux, le cheval de service se leve quand le fief est entier, à sçavoir, quand il vaut soixante sols en rachat, & vaut le cheval entier soixante sols, & se demande par action, & ne se peut lever qu'une fois en la vie du vassal, & qui devra rachat. *Ex Constitut. Conradi II. de beneficiis, qua exstat lib. 3. de Feudis, majores valvasores dominis suis, quos seniores appellant, solennia munera offerunt, arma scilicet & equos. Moris fuit ut vasallo mortuo liberi successores ipsius equos & arma defuncti suo seniori donarent.* Service de cheval qui est dû par les Valvasseurs, par la Coutume de Normandie, chap. 34. **ROUCIN** de service, en aucunes Coutumes. Voyez la diction **ROUCIN**, comme aussi **Boutillier** en la Somme rurale dit, qu'aucuns fiefs doivent **CHEVAL** par piis. Et en Allemagne en plusieurs lieux après le decés du pere de famille, son meilleur cheval ou habit est dû au Seigneur. Le cheval a toujours esté estimé pour le service de la guerre. *De equorum collatione locus est apud Symmachum lib. 1. Epist. & in Annalibus Pipini Francor. Regis, qui Saxonibus tributum imposuit, ut trecentos equos singulis annis solverent: ut hoc in transcurso moneam, & ne quid prateretur. Porro à veteribus etiam equus appellatus est Ca-*

ballus, l. 15. de instructo legato. *Plinius*, lib. 3. cap. 17. tradit Gallos bonos equorum domitores vocasse *Eporedicas*; Reda Gallicum nomen est adnotante *Quintiliano* lib. 1. cap. 5. inde *veredi* & *paraveredi*. *Caballarius* κέλης ἵππευς in glossario, & apud *Cedrenum* Καβάλλης, ἑργάτης ἵππων. *Hesychius* caballatio, l. 14. Cad. de erogatione milit. annonæ. Quod non est alienum huic loco.

M. Ragueau n'explique pas nettement ces mots ; & la plupart de nos Auteurs confondent sans raison le service de Cheval avec le Cheval de service.

On sçait qu'anciennement les Fiefs n'étoient donnez qu'à la charge de faire profession des armes & de suivre à la Guerre les Seigneurs feudaux. Il faut maintenant sçavoir que tous ceux qui possédoient des Fiefs n'étoient pas obligez de se monter, & de s'armer à leurs dépens qu'il n'y avoit que ceux qui relevoient immédiatement du Roy ou des Barons ; & delà vient selon *Beaumanoir* que ceux qui tenoient des Fiefs en Baronie ne devoient lever aucuns Roussins, ou aucuns Chevaux de service, parce qu'ils n'en avoient pas besoin, puisque leurs Vassaux étoient obligez de s'équiper, & en second lieu, parce qu'en ôtant les Chevaux à leurs Hommes, ou leurs Vassaux, leurs Vassaux auroient été hors d'état de les servir. *Li Roys ne chil qui tiennent en Baronie ne doivent lever nus roussins de service, pour ce ils puent penre les cors tous armez, & monter, toutes fois que ils veulent, & qu'ils en ont mestier &c.*

Quant à ceux qui tenoient en arriere Fief du Roy & qui ne relevoient point immédiatement de Baronie, ou qui tenoient en arriere-fief des Barons, leurs Seigneurs immediats qui n'étoient point en droit de prendre les corps armez, pouvoient lever sur eux le Roussin, ou le Cheval de service ; car comme ces Seigneurs immediats obligent au premier commandement du Roy, ou des Barons, de se tenir prêts

& de venir avec ceux de leurs Vassaux qui devoient les suivre, bien armez & bien montez, ils avoient toujours besoin de Chevaux ; Et parce que ceux qui avoient droit de lever ces Chevaux, étoient ordinairement Chevaliers, par le chap. 129. des établissemens de France, le Roussin de service devoit être essayé avec le Hautbert en Croupe, lequel étoit une espee d'arme particulière aux Chevaliers. *Se aucuns avoit un hom, qui li devoit roncins de service, & il le semonst & il li deist, rendez moy mon roussin de service, car je le veul avoir, je n'en veul mie avoir deniers ; l'adonc il li doit amener son Roucin de service dedens xl. jours, se cil ne li en veult doner plus long terme, & c'il li doit amener à frain & à selle, & à quelque mestiers est, & ferré de tous les quatre pieds, & se li Sires dist, je ne le veul mie, car il est trop foibles, c'il li porroit répondre, Sires fêtes le essayer, si comme vous devez, li Sires peut fêre monter un Ecuier dessus, si grand comme il l'aura, & un Hautbert troussé derrière, & unes chances de fer, si l'envoyer nij. lieux loin, & se il les peut bien aler en un jour, & landemain retourner, li Sires ne le peut pas refuser par droit.*

Ragueau remarque sur ce mot, qu'autrefois chez les Allemans la Coutume étoit parmi les nouveaux Vassaux d'offrir à leurs Seigneurs des présens considérables, & entr'autres les armes des défunts avec quelques-uns de leurs plus beaux Chevaux : *Majores Valvasores*, ce sont les termes de la constitution de *Conrad*, *dominis suis, quos*

seniores appellat solemnia munera offerant ; arma scilicet , & equos. Mortis fuit ut Vassallo mortuo liberi successores ipsius equos & arma defuncti sui seniori donarent. Mais cette ancienne Coutume des Allemans a peu de rapport avec le Cheval de service dont il est parlé dans nos Coutumes ; car chez les Allemans ces sortes de présents que les Vassaux faisoient à leurs Seigneurs n'exemptoient point dans la fuite ces Vassaux du service militaire, comme il résulte du livre des Fiefs , au lieu que parmi nous le Vassal qui avoit fourni à son Seigneur le Cheval de service, qu'il ne luy offroit pas comme un présent, mais comme un devoir , étoit exempt pendant toute sa vie de suivre son Seigneur à la Guerre & de garder ses Châteaux, comme nous l'apprenons du passage suivant de Beaumanoir ch. 28. p. 141.

« Quand je ay servi Monseigneur de Roussin, d'où quel il est tenu à payer,

VASSAUX ENTIERS A PLEIN CHEVAL DE SERVICE.] Chasteauneuf, art. II. Chartres art. II. Dreux, art. 8.

CHEVAL TRAVERSANT.] Poitou, art. 166. 168. 183. 185. qui est dû aux Seigneurs feudaux par les vassaux à l'ouverture des fiefs , pour le profit d'iceux , selon qu'il a été abonné ; à la différence des Roucins & chevaux de service, ou de lance. Voyez les dictions DESTRIERS & PLECTS.

Par l'article 172. de la Coutume de Poitou, au pais de Gâtine, de Fontenay, Vouvant & Mervant, &c. les choses qui sont tenue en hommage plain, ne courent point en rachat par la mort, & mutation du Vassal ; mais elles se rachettent par plects & Chevaux de service. Voyez l'article 166. de la même Coutume, où il est expliqué en quoy consiste le rachat.

Et par l'article 165. de la même Coutume, au pais de Gâtine, de Fontenay, Vouvant & Mervant, quand un Fief est tenu par hommage plain il en est non-seulement dû un Cheval de service, lorsque la foy, & hommage

ou lequel il a tenu quarante jours, « sans renvoyer, je suis quite de mon service à tous les jours de me vie, « ne ne suis tenu à aller puis l'écuyer « en avant avec Monseigneur, en guerre, ne en se maison deffendre, se je ne vueil &c. Et delà vient que dans une ancienne Charte de Philippe Auguste de l'an 1222. le Fief qui doit le Cheval de service est appelé Fief franc ou libre, *liberum feodum per servitium unius Runcini.*

Il résulte de ce qui vient d'être observé que le Vassal qui étoit obligé de se trouver armé au premier commandement, devoit le service de Cheval, & que le Vassal qui étoit exempt du service militaire en donnant un Roussin, devoit le Cheval de service, ce qu'il est bon de sçavoir pour l'intelligence de nos Coutumes. Voyez service de Cheval, & joignez néanmoins Barraud sur la Coutume de Poitou tit. 1. chap. 16.

plains changent par la mutation du Vassal, mais encore lorsqu'ils changent, par la mutation du Seigneur : & il y a cette différence entre ces deux prestations, que si le Cheval est dû par la mutation du Seigneur féodal, ou dominant, il est dû au commencement de la mutation ; au lieu qu'il est dû à la fin de l'année de la mutation, quand la mutation est arrivée par le decez du Vassal. Voyez l'article 166. de la même Coutume.

Le Cheval de service, pour les Fiefs tenus par hommage plain, étant dû au commencement de la mutation, quand elle arrive de la part du Seigneur féo-

dal, ou dominant, la question a été de sçavoir à qui ce Cheval devoit être païé par le Vassal, ou au successeur du Seigneur feodal, ou au Seigneur suzerain dont le Seigneur feodal relevoit, & l'on a fait la distinction suivante.

Ou le Fief du Seigneur feodal est aussi tenu par hommage plain, & en ce cas comme il n'en est point dû de rachat, mais le plaist &c. suivant l'article 172. de la Coutume de Poitou, le Cheval de service doit appartenir, & être païé au successeur du Seigneur feodal & non au Seigneur suzerain, dont le Seigneur feodal decédé relevoit.

Ou le Fief du Seigneur feodal est tenu par hommage lige, & dans ce second cas *le Cheval de service*, dû par le Vassal, qui tient son Fief par hommage plain, ne doit point appartenir, ou ne doit point être païé au successeur du Seigneur feodal, ou du Seigneur immediat, mais au Seigneur mediat ou suzerain, dont le Seigneur feodal decédé relevoit; parce que le Seigneur suzerain, ou le Seigneur mediat, ayant le rachat, ou faisant siens pendant l'année les fruits, & les revenus du Fief lige qui releve de luy, à cause de la mutation, ou du changement de son Vassal, *le Cheval de service*, qui est dû par son arriere Vassal, à cause de cette mutation, doit faire partie des fruits, ou du revenu du Fief lige, qui luy appartiennent pour son droit de rachat, & comme en ce cas, *le Cheval de service*, qui devoit ce semble, être payé au successeur, ou à l'heritier du Seigneur feodal immediat decédé, passe au Seigneur mediat, & suzerain, ce *Cheval*, a été appellé par cette raison *traversant*. La Coutume de Poitou art. 166. Et par la mutation du Seigneur ledit Cheval est dû au commencement de l'an de ladite mutation, & pour ce, comme dit est, celui qui leve par rachat a tous les fruits de la terre, qui viennent de ladite an-

née, & aura lesdits Chevaux de service que deûr ayoir l'heritier, ou successeur du Vassal; mais il ne sont pas appellez Chevaux de service, & sont audit cas appellez Chevaux traversans, & viennent audit Suzerain qui leve le rachat.

Lorsque que la mutation arrive de la part du Vassal, dont le Fief est tenu par hommage plain, l'heritier du Vassal suivant l'article 165. de la Coutume de Poitou, doit au Seigneur feodal immediat, à la fin de l'an de la mutation, *un Cheval de service*; car on a remarqué cy-dessus, qu'au pays de Gâtine, de Fontenay, Vouvant, & Mervant, pour les Fiefs tenus à hommage plain, il est dû *Cheval de service* à toutes mutations, soit des Seigneurs ou des Vassaux. Si donc dans l'an de la mutation du Vassal qui tient par hommage plein, le Seigneur feodal immediat, vient à decéder, & si son Fief tenu à hommage lige, coure en rachat, l'heritier du Vassal dont le Fief est tenu à hommage plain, par l'article 168. de la Coutume de Poitou, est obligé de païer ce Cheval de service, non à l'heritier du Seigneur feodal decédé, mais au Seigneur suzerain, & mediat, qui leve le rachat du Fief lige; & il y a, ce semble, lieu de dire que ce *Cheval* passant au Seigneur mediat, à l'exclusion de l'heritier du Seigneur immediat, il peut être appellé *traversant*, comme l'autre cheval que le même heritier du Vassal dont le Fief est tenu par hommage plain, doit encore païer au Seigneur suzerain & mediat à cause de la mutation du Seigneur feodal immediat, de la maniere qu'on l'a observé cy-dessus.

Cependant on appelle proprement *Cheval traversant*, celui que le Vassal, qui tient à hommage plain, doit par la mutation du Seigneur feodal & non le Cheval, qui est dû par la mutation du Vassal. La raison est, que le Cheval

qui est dû par la mutation du Seigneur féodal devant être païé par le Vassal dès le commencement de la mutation, ce Cheval passe & traverse toujours, au Seigneur mediat, & suzerain, qui leve le rachat du Fief lige du Seigneur féodal & immediat du Vassal, au lieu, que le Cheval, qui est dû par la mutation du Vassal, ne devant être païé, qu'à la fin de l'année de la mutation, ce Cheval ne passe ou ne traverse pas toujours au Seigneur suzerain, & mediat, mais seulement lorsque la mutation de la part du Vassal, qui tient par hommage plain, précède celle qui arrive de la part du Seigneur féodal, immediat, qui tient par hommage lige du Seigneur suzerain. Cette difference de nom entre ces deux Chevaux est bien marquée dans l'article suivant, qui est le 168. de la Coutume de Poitou. *Si après que ledit homme tenant par hommage plain, est allé de vie à trépas, & dedans ledit an, ledit Seigneur duquel l'on tenoit par hommage plain, va aussi de vie à trépas, & par ainsi court son Fief, en rachat, les heritiers dudit homme tenant hommage plain, seront tenns de païer ledit Cheval de service au Seigneur qui lèvera le rachat du Fief lige, de qui étoient tenns les choses par hommage plain, & outre ce devront lesdits heritiers dudit homme*

tenant hommage plain au Seigneur, qui leve le rachat, un Cheval traversant, par la mort dudit Seigneur lige, de qui les choses sont tenns, & ainsi le Seigneur qui leve le rachat aura deux Chevaux.

L'Article 185. de la Coutume de Poitou est directement contraire à tout ce qui vient d'être observé & aux Articles mêmes qu'on a transcrits cy-dessus. Il porte que, *l'hommage plain sous hommage lige ne doit Cheval traversant, pourveu que ce ne soit au pais, où les plains courent en rachat : mais audit pais seroit dû demi Cheval, si un Vassal ou son heritier changent en un an, pourvu que le plain coure en rachat.*

Mais dans cet Article, qui a fait avec raison de la peine aux Commentateurs de la Coutume de Poitou, il y a faute; ce que j'ay appris d'une ancienne Coutume de Poitou, qui a appartenu autrefois à M. Pithou, & qui est maintenant dans la Bibliothèque de M. Colbert, n. 2032. où ce même Article est ainsi conçu : *Et est vray que hommage plain, sous hommage plain, ne doit point de Cheval traversant, supposé (que ce ne soit) en pais, où les hommages plains courent en rachat : mais audit pais seroit dû deux Chevaux, si un Vassal, & son heritier changent en un an, posé que li plain coure en rachat.*

CHEVALERIE.] Hainaut, chap. 106. Anjou, art. 128. Le Maine, art. 138. Berri, tit. 19. art. 42. & en la Somme rurale.

CHEVALIER.] Hainaut, chap. 106. auquel seul appartient de porter harnois doré en tous états & habits, tant à cheval qu'à pied, & non à aucun sans grace du Roy, comme écrit Boutillier traitant des droits Royaux : & anciennement en faisant un Chevalier on lui bailloit l'accolade avant la bataille & assaut, ou à l'issuë d'une bataille, ou l'on le frappoit du plat d'une épée sur le dos ou épaule, on lui faisoit chauffer des éperons, & ceindre une ceinture avec son épée, dont il y a un exemple au chap. 155. du premier volume de Monstrelet. Aujourd'hui on baille le Collier de l'Ordre S. Michel selon l'institution du Roy Louis XI. de l'an 1469. Comme le Roy Jean

l'an 1351. avoit institué en France l'Ordre ou Confratrie de l'Etoile qui se portoit au chapperon & au manteau : & le Roi Edouard III. en Angleterre l'Ordre de la Jartiere bleue en 1348. Philippes Duc de Bourgogne la Toison d'or 1430. Amé VI. Comte de Savoye celui de l'Annonciade. Charles Martel celui de la Genette. Le Roy Alfonso en Espagne l'Ordre des Chevaliers de la Bande, ou de l'Escarpe en l'an 1368. dont la regle est contenuë aux Epistres d'Antoine de Guenare. Charles Duc d'Orleans institua l'Ordre du Porc-Epic. Autres sont les Chevaliers de la Table ronde, *quam Ludum militare vocat Thomas Walsinghamus in Eduardo primo & in Neustria* : ces Chevaliers ne faisoient profession que d'honneur, & de defendre leur Roi & leur pais.

Aussi plusieurs hommes de lettres & de robbe longue ont été créez Chevaliers par les Rois, & mêmes par le Roi Charles le Sage, & en l'Histoire de Froissart, livre premier c. 179. ils sont appelez Chevaliers de Loix. Autres sont les Chevaliers de la Cornette ou d'Armes. Autres ont été appelez Chevaliers des bains, pour la ceremonie de se baigner avant que d'être receus à Chevalerie. Et en l'an 1579. le Roi Henri III. a institué les Chevaliers du S. Esprit. Emanuel Philibert Duc de Savoye les Chevaliers de saint Lazare. *Olim Roma fortissimi viri, corona, phaleris, torque donati sunt. M. Tull. lib. 3. in Verrem. Pro premio militari data sunt armilla, corona aurata, aurea, clajfica, murales, vallares, hasta pura, ornamenta pratoria, triumphalia, vexilla: civitas data.*

La marque qui distinguoit les Chevaliers, étoit de porter le harnois, & les éperons dorez, au lieu que les Ecuyers ne portoient que des éperons d'argent. Ce qui a été remarqué il y a long-temps par le President Faucher & après luy par M. du Cange dans ses notes sur les Etablissements.

Monstrelet volume 2. fol. 12. Et lors le Roy de Chypre de ce adversi, afin de résister, envoya un sien chevalier Messire Phelippe Prevost, à tout grand gens, lequel venu aux dessusdits Sarasins en escarmouchant à eux, fut fern d'une flèche au visage, duquel coup il chut, & tantôt lesdits Sarasins, luy trancherent incontinent le chief & prirent ses éperons dorez, &c.

La Chronique MS. de Monsieur de Meïmes : Il s'arresta & dist au Sei-

gneur de Mortmer, nous avons perdu nostre bestail, mais nous avons trouvé la bataille contre le plus vaillant Ecuyer qui oncques en son temps chaussa éperons blancs.

Il n'y avoit aussi que les Chevaliers qui prenoient la qualité de Messires, & qui pouvoient se mettre à la table des Barons ; car c'est une regle ancienne en France, que nul ne doit s'oir à la table du Baron s'il n'est Chevalier. Ce qui a été remarqué par Loyse dans ses Institutions livre 1. titre 1. art. 14.

Nos Auteurs ont trouvé cette regle difficile ; & puisque l'occasion s'en presente, il est bon de l'expliquer icy en peu de mots.

Il faut donc remarquer qu'elle est tirée d'un ancien livre manuscrit de pratique, qui a pour titre, Pour monstrier

et apprendre à chacun quel ordre de plaisir est en Cour laye par contume notoirement gardée par droit, au titre qu'est Baron, où elle est conquë en ces termes.

Baron est celui qui a le haut-justicier, Chastelains sous luy & ressortissant en sa court; ou autrement, Baron est celui qui a son Pief bannieres, ses Vassaux qui tiennent de luy. A LA TABLE D'UN BARON NE SIET AUCUN S'IL N'EST CHEVALIER, L'RESTRE OU CLERC D'AUTORITÉ. Vide Chopp. in Conf. Andens. part. 1. p. 460. 461.

Le continuateur manuscrit de Nangis rapporte sous l'an 1378. un exemple de cette regle, en parlant du repas que Charles 5. Roy de France donna à l'Empereur Charles 4. & au Roy des Romains son fils : *Et fut l'assieste, dit cet Auteur, tels qui s'ensuit. E' Evêque de Paris premier, le Roy, le Roy des Romains, le Duc de Berry, le Duc de Brabant, le Duc de Bourgogne, le Duc de Bar, & pour ce que deux autres Ducs n'étoient pas Chevaliers, ils mangerent à un autre table.*

Il y avoit deux raisons pour lesquelles ceux qui n'étoient point Chevaliers, ne mangeoient pas à la table des Barons.

La premiere, afin que les jeunes Gentils-hommes privez de cet honneur aspirassent avec plus d'ardeur à la Chevalerie.

Et la seconde, parce qu'il y auroit eû

CHEVALIER d'honneur, du Roy, de la Reine: **CHEVALIER** du Guet, à Paris & ailleurs,

Cum tractatur de nobilibus qui equestrem dignitatem affectu sunt. qua militaris dignitas forensi prestat. Les Seigneurs levent un aide sur leurs sujets: quand eux ou leur fils aîné est fait Chevalier, pour subvenir à la dépense requise & accoutumée. Et le roturier ne peut être fait Chevalier, comme appert par les anciens Arrests de la Cour. En Bourgogne, quand l'Ecuier étoit fait Chevalier, il changeoit son seel, comme il est narré en l'Arrest du 16. Aoust 1376. *In Indice dignitatum Equites numerantur inter vexillationes, & alii sunt Armigeri,*

quelque indécence que de jeunes Gentils-hommes dont l'employ étoit de servir les Chevaliers à l'armée en qualité d'Ecuyers ou de Valets, eussent été comme de Pair avec les Barons qui étoient les plus puissans d'entre les Chevaliers.

Mais quant aux Chevaliers ils mangeoient de droit à la table des Barons, parce que la Chevalerie renfermoit une espece de Fraternité.

Tel étoit l'usage d'Espagne. La siete Partidas part. 21. loy 28.

Ni otro ninguno non deve yr ofrecer, ni à tomar la paz, ante que illos, ni al comer non deve assentar se con illos, ni otro ninguno si non Cavalero, o ome que le merecisse, por su honrra, & por su bondad.

Tel étoit aussi l'usage en Arragon. *Constitutiones pacis & treuga à Jacobo primo Rege Aragonum. edisa an. 1234. apud Tarraconem art. 9.*

Item statuimus quod nullus filius militis qui non sit miles, nec ballistarins sedeat ad mensam militis. vel domina alicujus, nec calcet caligas rubeas, nisi sit talis qui secum milites ducat. Vid. Marcam Hispanicam col. 1430.

Observantia Regni Arragonum lib. 6. tit. 1. de Conditione Infantionatus, n. 21.

Item in Aragonia nullus filius militis, in mensa militis sedet donec fuerit factus miles.

Ce qu'a écrit Loyseau sur cette regle dans son Traité des Ordres chap. 6. nombre 8. n'est bon qu'à estre effacé.

alii Cataphractarii, Clibanarii, Scutarii, Sagittarii. Porro de equitibus, equestri ordine, torquibus aureis & armillis, Plinius, lib. 33. cap. 2.

CHEVANCE.] Nivernois, tit. 35. art. 1. & en l'art. 2. des Articles reformez en la Coutume du Duché de Bourgogne; *Significat id omne quod in bonis est, & vel maxime pradium: Fiscus, ut appellatur in Pragmatico Childeberti Regis Francorum, apud Aimoinum, lib. 2. cap. 20. In Chronico Frodoardi, an. 951 952. & in historia Nithardi libro primo. In Concilio Valentinenfi cap. 10. in diplomate Conradi Imperatoris quod proponitur à Sigonio, lib. 8. de regno Italia.*

On appelle Chevance, (comme Ragueau l'a remarqué,) les biens d'un homme, & tout ce qu'il possède. L'ancienne Coutume de Bourges chap. 49. *Item se aucuns avoient battu ung homme en son hostel, ou en son logis ou ailleurs & ils luy eussent été aucune chose du sien, comme or, argent, gaiges, joyaux, ou autre chose, se celui, qui est battu, ou qui est dérobé peut prouver la violence, que l'on luy a faite, il sera cru par son serment, de ce que l'on luy a été, se ainsi est que il soit homme de Chevance. Exemplum; Ung homme est bien riche de mille francs, ou de cinq cens livres, & il a été dérobé, & il se treuve, qui a fait le cas, & ainsi que ledit tel soit homme de bonne renommée, & de bonne Chevance & die, j'ay été dérobé, de cens ou deux cens écus, ou moins, il en sera cru en jurant sur Saints, que il est ainsi; car il n'est pas à croire, que luy qui est de bonne Chevance, & de bonne renommée, comme devant estdit, que il se voulsit damner pour telle somme &c.*

Quant à l'origine de ce mot, Monsieur du Cange dans son recueil d'Etimologie, le fait venir du mot Italien *Civanza*, qui signifie la même chose, que le mot latin *Cibus*; & il remarque dans son appendix ad gloss. med. latin.

* **CHEVAUCHEAU** d'Eglises.] Hainaut, chap. 7. Voyez le chap. 63. de la même Coutume, art. 10. & Bouceillier dans sa Somme, liv. 2. tit. 9. p. 738. lig. 30.

* **CHEVAUCHE'E.**] Devoir Chevauchée selon l'ancienne Coutume

imprimé à la fin de son Glossaire Grec, que les Auteurs du bas âge, usoient du mot latin *Cabentia* pour signifier Chevance. *Caiti An. 1375. data Avinion. Et teneatur dare, & assignare tantum, in dotem & nomine dotis quam fuit datum & assignatum matri ipsius Joannis & aliis vero filiabus dare liceat cabentiam juxta sui voluntatem &c.*

Brodeau sur la Coutume de Paris art. 88. n. 6. fait venir assez probablement Chevance de *caput*, chef: car dit-il comme on appelloit anciennement *Capiteux Capitalia* les biens qui consistoient en bestiaux: Il y a bien de l'apparence, qu'on s'est d'abord servi de ce mot, pour marquer les facultez, qui consistoient en ces sortes de biens, & ensuite pour signifier toutes sortes de richesses.

Mais comme *se chevir* signifioit *se nourrir, s'entretenir*, comme on le fait voir sur ce mot peut-être y auroit-il raison de dire, que les biens ont été nommez *Chevance*, parce que ceux qui les possèdent s'en nourrissent, & s'en entretiennent.

Beaumanoir dans sa Coutume, se sert quelquesfois du mot *Chevissant* pour *Chevance*. Voyez les Assises de Jerusalem p. 171. à la fin, & Joinville pag. 20. lig. 4. de la dernière édition.

Coutume d'Anjou. C'est être obligé de monter à cheval pour défendre son Seigneur féodal dans ses guerres particulières ; & devoir l'*Ost*, c'est être obligé de monter à cheval pour accompagner son Seigneur à la guerre publique. *Il y a différence entre Houst & Chevauchée, car Houst est pour défendre le pays, qui est pour le prouffit commun, & Chevauchée est pour défendre son Seigneur.*

Il est parlé de ce droit dans les Usages de Barcelonne & dans les anciens Fors de Béarn & de Navarre. Et comme cette matière n'est pas bien connue, on transcrira icy ce qu'en a dit Fontanella Auteur Cathalan.

Hostis dupliciter sumi ac usurpari potest, scilicet vel in genere masculino, & tunc significabit eos qui nobis vel quibus nos publice bellum decrevimus, juxta leg. hostes, & leg. Quos, & ibi Alciat de verbor. signif.

Aliter sumitur vox prædicta hostis, in genere scilicet feminino, & tunc dicitur ADJUTORIUM, quod faciunt vel facere debent Vassalli & subditi Cathalonie eorum dominis, cum Rege in hoste pergentibus seu euntibus, ipso domino Rege hostem generaliter indicente, &c.

Calvacata verò dicitur quando dominus Rex vel alii Domini inferiores, à domino Rege, ac Principe Cathalonie, puta Barones, Magnates, Milites vel Officiales domini Regis non indicta hoste generaliter per ipsum dominum Regem, nec sub nomine hostis, sed alias per viam juramenti eis fiendi in aliqua illorum guerra, vel in aliqua executione justitiæ petunt juvamen ab ipsis vassallis, & subditis, indicendo illis, quod volunt ire contra talem hominem, vel tale castrum per viam guerra, vel executionis justitiæ, & facere cavalcata cum secreto, vel publicè ; quia cum dominus Rex non indicat hanc congregationem vassallorum generaliter sed particulariter ad unum casum, & locum, vel alii Domini inferiores, qui non possunt generaliter indicare, eam indicant, merito non hostis, sed Cavalcata nominabitur.

Ex quibus jam patet differentia satis notabilis inter hostem, & Cavalcata, cui adde quod in hoc etiam differunt, quod solus Princeps potest hostes mandare ; Cavalcatas autem mandare potest alius Dominus suis vassallis, quia habet firmam in illis, & potest eas petere, & potestatem castri, licet Dominus major, vel Princeps non petat ; hostes autem solus Dominus non potest mandare, sed tunc demum cum Princeps mandat &c.

Est & alia inter hostem, & Cavalcata differentia, quia hostis est congregatio gentium, non pro uno facto, nec pro una verra die, sed longiore tempore & via ; Cavalcata verò est unius diei, vel unius certi termini. Ita doctores nostri, & post eos Oliba ubi supra n. 57. Conducunt, qua adducit Socar. in alligat. C. si aliquis dominus n. 132. in Comment. Petri Albert. fol. 470. Cavalcata propriè dici, quando Dominus, qui

habet guerram cum aliquo, accedit pro depradando, & occupando bona inimici, & Vassallorum illius, & ducit homines suos ad illum accessum, & dicitur vulgariter Correguda; nam ille accessus, sive correguda appellatur Covalcata: dicitur autem correguda, ut nihil antiquitatis penitus ignoretur. quia accedunt ad illum homines equester & pedester. Vid. Cang. in Gloss. V. Hostis.

DROIT DE CHEVAUCHEE.] Qui est dû au lion des cop-rées de chevaux & charroi pour le passage du Roy.

CHEVECIER.] Anjou. art. 110. Le Maine, art. 121. Et au procès verbal de la Coutume de Paris, de Bretagne, de Berri, quand il est traité de la comparition du Clergé. En l'Eglise Collegiale de sainte Opportune, & de saint Merri de Paris, de Chinon & ailleurs, il y a un Chévecier: la Chévecerie de la Sainte Chapelle de Paris. Qui est en une Eglise Collegiale, ou en un Monastere ou Paroisse, l'office de celui qui a charge de la cire, des luminaires, & des ornemens: & qu'on aucuns lieux l'on appelle LUMINIER. En l'Eglise de Poitiers la Chévecerie a été unie au Chapitre, auquel les Curez des Dioceses de Luçon & Mellezais sont tenus payer par chacun an certaine pension en monnoye pour le luminaire de l'Eglise de Poitiers, & dont y a Arrests des 4. & 19. de May 1408. des 3. & 7. May 1415. & du 20. Juin 1422. Et les Marguilliers Clercs de l'Eglise d'Orleans sont vassaux du Chévecier, par Arrest du 18. Avril 1377. *Capitiarius apud Philbertum Episcopum Carnotensem, epist. 87.*

FEM & CHEVEDAGE.] Valançai, art. 3. C'est le Chezal ou Chezeau, maison & ménage. *Casa: unde Casati Ecclesia in epist. 105. Iovanis Episcopi Carnotensis & apud Philbertum, & in legibus Francis lib. 3. cap. 68. lib. 4. cap. 75. Casamonta in epist. Iovanis 197. & Falberti epist. 29. Vide vocem Acazer. Casati vasalli qui intra casam servant. Casalagium statutus Tolosanis, quod differt à feudo.*

*** CHEVER.]** Rheims, art. 373. C'est faire entrepriser, & pour ainsi dire, empieter sur la chaussée d'une ville, sur un chemin, sur un heritage. Ce mot vient peut être de capere.

*** CHEVESTRAGE.]** *Capistragium, Chevestragium.* Une Patente de l'an 1236. montre la condition.

LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex: Notum facimus uni-versis presentes litteras inspecturis, quod cum retroactis temporibus *scutiferi nostri consueverint percipere quandam costumiam qua dicitur* **CHEVESTRAGIUM,** *de feno quod Parisius per aquam adducitur:* **nos attendentes quod per ejusmodi exactionis abusum, quo gravabatur, predictam costumiam penitus amovemus, prohibentes districte ne de cetero aliquatenus exigatur. Quod ut ratum & stabile permaneat**

in futurum presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri.

Actum apud Piffiacum anno Domini 1256. mense Julio (M. GALLAND.)

CHEVETAIN.] En la vieille Chronique de Flandres, chap. 16. 26. 37. 43. & ailleurs, Froissart, livre premier, chap. 92. 7. Villehardouin, livre 1. 3. & suivans, signifie Chef & Capitaine. **CHEVETAINS** de la Bourgeoisie de Bruges. Monstrelet en la Chronique de l'an 1437. Aussi les païsans appellent les plus riches & apparens de leurs Paroisses **CHEVEDINS**.

* **CHEVIR.**] Paris, art. 21. Dourdan, art. 37. Chandonas & Tournet sur le premier de ces deux articles, ont fort bien observé, que ce mot signifie *traiter, composer, capituler*: le chap. 5. des Coutumes des amendes dues au Prevost de Bourges. Item se aucun faisoit adjourner ung autre à luy répondre devant le Juge, & celuy qui adjourné soit venist Chevira sa partie, le Prevost y auroit un clain, qui vaut six blancs.

Les anciennes Coutumes de Bourges chap. 167. Item ung homme, & une femme sont conjoints par mariage ensemble, avient que ladicte femme va de vie à trépassement avant son mary, & délaisse ung enfant de leur corps descendant se la convenance luy donne, ledit enfant sera comun avec son pere, mais que ladicte convenance ne luy soit à ce contraire. Or advient que ledit enfant ainsi comun avec son dit pere en tous biens meubles, & conquests, se va de vie à trépassement avant son dit pere, & avant âge, ou après âge, sans être marié; savoir comment ledit pere, & les heritiers dudit enfant chevront au partage dudit enfant. Vray est que les heritiers auront l'heritage du deffunt, & aussi payeront les dettes dudit mort. Voyez l'Auteur du grand Coutumier pag. 240. fig. 2.

Ce mot signifie aussi se nourrir, s'entretenir, & vient, selon quelques-uns, du mot latin *Cibare*. & selon d'autres, de *Caput*; de sorte que selon ces derniers Chevira, c'est nourrir, alimenter son chef. Beaumanoir chap. 50. pag. 270. Tout chil, qui sont es villes de *Quemune* manans & habitans, si ne sont pas tenus à être ailleurs railliez, ainchois en sont aucunes personnes exceptées, si comme chil qui ne sont pas de leur *Quemune* ou *Gentixhumes*, liquel ne s'entremettent de marchander, ainchois se chevissent de leur hivage, que ils tiennent en franc-fief de Seigneur, ou Clerc qui ne marchandent pas, ainchois se chevissent des francs fiefs, que ils ont de leur patrimoine, ou de benefices, qu'ils ont en sainte Eglise. Voyez Chevaunce.

* **CHEVIRSSANCE.**] Beaumanoir use quelquefois de ce terme pour Chevaunce. Rastai dans son Livre qui a pour titre les termes de la Ley, fait venir ce mot de Chevira. & est d'avis que Chevira est devenir al chief de quelque chose, c'est à dire à perfection. Voyez Chevaunce & Chevira.

* *CHEVROTAGE*.] C'est en quelques lieux un droit que les habitans qui ont des chevres, doivent à leur Seigneur.

LE CHEZE.] Tours, art. 248. 261. 273. 297. Lodunois, chap. 27. art. 4. & 5. chap. 28. art. 3. Le Maine, art. 335.

Qui est deux arpens de terre environ le Chastel ou hostel noble étant en fief, & qui entre nobles appartient à l'ainé masse pour son adyentage, ou à la fille aînée, en défaut d'hoir masse selon la Coutume de Tours, art. 260. ou qui est quatre arpents de terre autour du Chastel hors les fossez qui appartiennent à l'ainé ou aînée en succession de Comté, Vicomté, & Baronie. Tours, art. 295. & s'appelle *LE VOL D'UN CHAPON* en la Coutume de Lodunois, chap. 27. art. 4. par laquelle Coutume le *CHEZE* est le vol d'un chapon de terre environ le maître hostel : ou trois septérées de terre à l'entour du Chastel hors les fossez en succession de Baronie. Lodunois, chap. 28. art. 3.

Le Proust sur l'article 3. de la Coutume du Loudunois chap. 28. a cru qu'il falloit lire *Chesné* parce que toujours, dit-il, il convient *chesner*, ou prendre la mesure & continance des trois strées ou arpens de terre, que la Coutume donne à l'ainé, par la chesne d'un Arpenteur ; ou lire *choisé*, du nom *chois*, étant au chois de l'ainé, de le prendre en tel lieu qu'il voudra, suivant l'article 3. du titre de Succession de cette Coutume. Mais cet Auteur s'est trompé, & il faut lire, *Chezé*, comme il y a toujours eû au texte. Ce mot vient de *Casa* qui signifie selon Isidore, *habitaculum palis, atque virgultis, arundinibusque contextum, quibus possint homines sueri à vi frigeris vel caloris injuria*. Vid. Cang. in Gloss. Bosquet *ad Epistol. 17. Innocent. 3. lib. 1. regest. 13. Juret. ad Epistol. 29. Yvonis Assis. Jerosol. cap. 172. 184. 260. 272.* & Brodeau sur l'art. 13. de la Coutume de Paris n. 29.

M. Galland a fait sur ce mot l'observation qui suit. *« Ego Ebroinus & frater meus Arnulfus ex concessis &*

« dono domni Ricardi nostri Bituricensis Archiprasulis Arn. Priori & Canonici sancti Cyrici habere & possidere in perpetuum concedo Ecclesiam de domno Petro, & Ecclesiam de Dominabus sanctabus & omnes illas, que promoveantur de nostro Casamento & de nostro Capitul. Ecclesia sancti Cyrici Exoldunensis, & sicut à fisco nostro hactenus fuerunt possessa &c. Facta est hac scedula V. Id. Februarii Indict. 2. & hanc Issembardus Cancellarius scripsit 34. anno atatis Philippi Regis Francorum, in Romana Ecclesia Hildebranno Gregorio principante, & Domino Jesu Christo cum Patre, & Spiritu sancto in Calis regnante per omnia secula seculorum. Amen. »

Cette donation faite par les Comtes de Châteauroux au Chapitre d'Issoudun, a été produite en un procez pendant au Grand Conseil entre le Chapitre & l'Abbé de la Vermisse, jugé en Juin 1630. pour raison du Prieuré de Dames-saintes.

* *PAST DE CHIENS*.] Dans quelques anciennes Chartes Francoises, c'est la charge que les Seigneurs imposoient à leurs tenanciers de nourrir leurs chiens de chasse.

Patentes de l'an 1269. entre les sitres de S. Denys. Autre de S. Germain des Prez de Regnaud Comte de Sens : *Nullus judex publicus,*

vel venator, seu ministerialis noster & à fredâ &c. aut rotaticum, vel pedaticum, seu stratum vel pastum venatorum & canum accipiendum &c. An. 1164. Ce droit étoit dur. Et Mager. en a ainſi parlé dans ſon Traité de Advocatia pag. 475. num. 299. » Sed contra peſſima conſuetudo nonnullis in locis inolevit, ut multi ex Advocatis Prin- cipes, Comites ac alii in monaſteriis illorum tutela commiſſis, qua non ad canes, aut equos alendos, aut famulitii aulici voracitatem explen- dam, ſed ad cultum divinam inſtituta fuerunt, ita moleſti ſunt, tanta- que in iis impendia abſque ulla neceſſitate cauſant, ut niſi divina in- primis benediſſione, ac ſingulari quadam ea regentium induſtria homi- num inibi Deo dicatorum frugalitate innoxia conſervarentur, eorum- dem proventus jam dudum exhausti eſſent, cujuſmodi, Patronorum nimia Eccleſiaſticorum bonorum profuſioni indulgentium, atque lauda- bili Advocatiarum inſtituto malè abutentium exempla ac profuſiones, ſi hoc loco, ut fieri meritò deberet, ſub lucem ex voto ponere vellemus, ex earamdem enarratione nil aliud, niſi maximam nobis invidiam conciliaremus; ut tamen quod veriſſimum eſt obſceamus, nobis ignota non ſunt plura Cænobia, quorum limina ſapius attigimus, in quibus non ſufficit, protectores ſapius in anno cum magna aulicorum palatiorum frequentia, non minus, quam ignaviſſimorum venantium colluvie diver- ti, multo ibidem tempore perſiſtere nec facile, niſi ollis ac dolis eva- cuatis, inde pedem movere; ſed & præter hac diſpendia certum adhuc equorum ibi nutriendorum canumque venaticorum numerum continuo habere, eaque omnino tanquam debita imperioſè exigere & ut ad nutum omnia ſuppeditentur, ſtatim extrema minari.

In tanto autem ſumptuoſiſſimæ Advocatorum quorundam hoſpitationis abuſu, Prælatiſ talium monaſteriorum ad avertendam nimiam protecto- rum ſeu eorumdem miniſterialium ingluviem atque ingurgitationes, forte non inconſultum eſſet imitari exemplum Abbatis illius Murharten- ſis, Herboldi Gutegotti, ex eo quod proverbium ejus eſſet BOK GUTIGOTT cognomine, de quo Georg. VVidemannus in Chronico ſuo ſcri- bit, quod cum ſub Udalrico VVirtembergico ejuſdem Canobii Advocato, venatorum in illud introitus admodum frequens eſſet, iſdem ibi qua- dam vice commeaſantibus ipſe Abbas Herboldus Stutgardiam aliquot hominibus comitatus proſectus fuerit, & quotidie aulam ad menſam cum ſuo comitatu cibum capturus acceſſerit: cum autem hoc multis diebus feciſſet jūſſu ducis ab aulico quodam interrogatus fuit, numquid haberet referendum ad conſilium, cauſam ejus cognitum iri. Ibi reſpondet bonus pater: BOK GUTIGOTT. (pro benignum Deum.) Putabam ego Murharti eſſe monaſterium, ab Imper. Ludovico pro religioſis fratri- bus fundatum; nunc video eſſe ſtabulum canum. Nam Domini mei cle-

« *mentis servuli, qui cum illis canes ducunt, ipsi canes ibi stabulantur.*
 « *Non opus est amplius cautè & diapsalmate meorum monachorum, satis*
 « *verò ibi habebantur canes. Quamdiu hi in Monasterio meo degent? ego*
 « *hic in aula manebo. Dominus meus potest me faciliùs pascere quàm ego*
 « *canes ejus. Tunc generosi animi Comes suavi risu ad Abbatem: Vade*
 « *verò chere Pralate, auferetur hoc cacoëthes.*

* **CHIERE.**] Visage. Voyez Care.

* **CIRIMANAGE**, *Cirmanage*, ou plutôt *Sirimenage*.] Comme l'a écrit Monsieur de Marca dans son Histoire de Bearn liv. 7. chap. 15. nomb. 4. pag. 627. c'est en Bearn un *cens* qui est dû aux Seigneurs, comme il résulte des paroles suivantes d'une Charte de Gaston de Moncade de l'an 1282. rapportée par Monsieur de Marca dans ses Preuves du chap. 28. du livre cinquième de son Histoire pag. 442. col. 2. au commencement. *Concessi etiam omnium que venduntur in villa, unde redditus accipiantur, tertiam partem, & in mercato, quod vocatur Gavardina, decimam totam, ab integro, & cum tribus digitis palmatas de sale in eadem Gavardina &c. Censum totius villæ, quod vocatur vulgariter Cirmanatge &c.*

* **CITE**.] Aux titres des Coutumes de Laon, d'Aix, &c. c'est une ville où il y a Evêché, à la différence des autres villes qui étoient appelées *Castra* dans la moyenne latinité. La Bulle de division, d'érection, & d'assignation des Evêchez de Poitiers, Maillezais & Luçon: *Nos cultum augeri divinum & spirituales animarum profectum, quem ex subscriptis in dubio pervenire speramus promoveri salubriter intendentes, pramissis & aliis suadentibus justis causis, cum fratribus nostris habito super hoc diligenti tractatu, de ipsorum consilio & exacta scientia, & Apostolica plenitudine potestatis, ad laudem Dei & exaltationem fideliumque salutem, Episcopatum, & Diocesim Pictaviensem, in tres Diocesim certis portionibus seu limitibus ipsarum, cuilibet, ut infra subjungitur assignatis Apostolica auctoritate dividimus, ac Malleacensem, & de Lucionio villas, in civitatem erigimus, & civitatum vocabulo decoramus: volentes ac decernentes auctoritate predicta, de ipsorum fratrum consilio, ac ejusdem plenitudine potestatis, ut Malleacensis, & de Lucionio dudum Monasteriorum Ecclesia Ordinis sancti Benedicti sint de cetero & habeantur perpetuò Ecclesia Cathedralis. Ce qui suffit pour réfuter ce qu'a écrit Pontanus ad tit. 3. Conf. Blesens. V. Comitatus part. 1. p. 129. Voyez Bessy dans ses Preuves des Comtes de Poitou pag. 173. & Jan. à Costa in Decretales pag. 10. & 12. & Cang. in Gloss. V. Castrum, & V. Civitas p. 1367. tom. 1.*

CITER, CITATION.] En l'Edit du Roy Louis XII de l'an 1512. art. 45. du Roy François I. de l'an 1539. art. 1. 2. & ailleurs. Quand

un Clerc ou un Lay est ajourné & convenu pardevant un Juge d'Eglise en vertu de sa commission ou mandement verbal ou par écrit: *quam vocant sententiam citatoriam, quaque judicis vel cognitoris interlocutio. In l. ult. cod. Si per vim vel alio modo, & Sententia in l. 6. cod. Unde vi. l. pen. cod. de dignitatibus, qua sententia interlocutoria quam admonitio & libelli conventio sequitur. Citare est per praconem in jus vocare. Citat etiam praeo ex Rostris, aut pro tribunali, litigantes, accusatorem & reum: Citantur testes in testimonium: Citabat lex Senatores, sed non à sexagesimo anno, inquit Seneca, de brevitate vite, & ita legendum in controversia 8. libri 1. & in ejus Epitome: Sexagenarii erant à publicis negotiis liberi atque expediti & in Controversia 6. ejusdem lib. 1. Ab aratro citati, qui paupertate sua beatam fecere Rempublicam. Etiam Judices selecti coram eo qui questionem praerat citabantur, ut jurarent in leges, nihil se gratia, nihil precibus daturus, & judicarent, teste Aconio & Seneca Controversia 2. lib. 9. Qui libri Controversiarum in Epitomen redacti sunt ab imperito & audaci homine, & vulgo illa Epitome appellatur Liber Declamationum, quarum non est auctor Seneca, qui Controversias tantum, & Suasorias scripsit.*

CIVERAGE.] Qui est un devoir & droit Seigneurial, duquel Guido Papæ fait mention en son Conseil 91. *Nec satis est indicasse: quare quid sibi hoc nomen velit.*

Dans les éditions précédentes des Indices Royaux de Ragueau, il y avoit mal Cinerage. Selon M. Salvaing dans son Traité de l'Usage des Fiefs chap. 97. Civeragium est en Dauphiné un droit d'Avenage ou payable en avenes, qui est dû communément aux Seigneurs pour les usages qu'ils ont concedez aux Habitans de leurs terres. Voyez le même Auteur p. 351. le mot Avenage, & Chopin sur l'art. 10. de la Coutume d'Anjou, p. 191. part. 1. à la marge.

CLAIN.] Anjou, art. 458. Le Maine, art. 95. 466. Cambrai, tit. 11. art. 14. tit. 20. art. 7. & au tit. 25. Valenciennes, art. 34. 35. 42. 44. 53. 91. 108. 120. 148. 150. 158. 161. 162.

CLAIN ou ADJOURNEMENT.] Anjou, art. 69. 70. Le Maine, art. 80. ou Clame. Bourbonnois, art. 159.

C'est la demande & clameur faite en Jugement, comme appert par l'art. 5. du tit. 1. de l'ancienne Coutume de Melun en Berri: *Libellus reclamationis vel postulationis, cap. 1. de libelli oblatione. Qui obnoxium suum in judicium clamaverit. l. ult. Cod. de annali exceptione: Germanis & veteribus Gallis. Actio est clamor. Causidici, δικολογοι: Advocati, appellabantur Clamatores, Proclamatores. Cic. lib. 1. 2. & 3. de Oratore l. 2. legis Francica cap. 12. lib. 3. cap. 7. & in Constit. Pipini titulo 16. & in capitulis, quorum clamoribus fora dissulant. Joculenter quidam retulit Cerberum forenses fuisse Causidicum. Fulgentius ex Petronio. Rabula, & clamatores, ad clepsidram latrare dicuntur,*

Tullius, lib. 3. de Oratore. Alius est clamator, alius Orator. Idem in Bruto: Advocati sequuntur hodie urbanam militiam respondendi, scribendi, cavendi, postulandi. In Constit. Friderici de Pace tenenda qua est lib. 5. de Feudis. Proclamator est Actor cui injuria illata est. DE CHOIR DE CLAIN: Tours, art. 172. *Cum quis in judicio excidit ab intermissione sua vel actione.* ADJOURNEMENT EN CLAIN & matiere de retrait: Lodunois, chap. 15. art. 1. 2. 5. 16. 20. 39. 40. chap. 37. art. 16. En l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 2. art. 21. 22. LE CLAIN, c'est l'émende qui est due par celui qui succombe en Justice par sa confession avant contestation en cause: *Qua à Masuerio, tit. 6. appellatur CLAMA.* Et pour laquelle à Mehun sur Eure étoit dû vingt deniers tournois, & à Bourges trente deniers parisis, & étoit autre que du Ni atteint & verifié, pour lequel on payoit cinq sols d'émende, comme encore à present, & est cette emende après contestation en cause. En aucuns lieux se leve une emende appelée CLAME, sur les debiteurs qui dilaient de payer leurs debtes. * Voyez Pierre des Fontaines dans son Conseil, chap. 21. pag. 120. art. 11. & 15.

CLAIN ou CLAMEUR faite en jugement en l'ancienne Coutume de Mehun sur Eure, tit. 1. S. Sever tit. 1. 2. 10. 11. 14. 15. 20. Faire PLAINTÉ ou CLAIN en la Coutume de Tournay tit. des rentes art. 8.

CLAIN ET DEMANDE.] En la Somme rurale.

DEMANDE qui se fait à CLAIN, & A RESPEUX.] Mons, chap. 18. 19.

CLAIN.] Nivernois, tit. 15. art. 13.

Qui est dû à la Justice pour la prise des bestes en dommage d'autrui, & est de 20. deniers tournois, ou de trois sols. Le droit ou peine de CLAME: Auvergne, chap. 28. art. 6. 12. 13. 14. 17. & suivans, & aux Coutumes locales dudit pais: CLAMEUR pour le Seigneur justicier: Nivernois, tit. 15. art. 6. & 7. tit. 17. art. 2. Qui est une espee d'émende ordinaire envers le Seigneur Justicier, pour prise de bestes faisant dommage en l'heritage d'autrui. PRINSE, CLAIN, N'ARREST: en la Somme rurale, & PLAINTES, CLAINS, CALBENGES, QUINT, & PEINES. Clain de dégagement. Cambrai, tit. 25. art. 4. Clain de rétablissement en l'art. 26. du même titre Clain de simple saisine: Clain de Cerquemanage: Clain ou simple action. Clain & Arrest au même titre, & en la Coutume de Berhune en laquelle aussi nous lisons PREVOST des CLAINS.

CLAM, MAN, & BAN.] Bearn, tit. 7. art. 2.

LIEU CLAME.] En la Somme rurale.

CLAMER DROIT.] Clermont, art. 85. & en l'ancienne Coutume

tume de Beauquesne , art. 48. Hainault , chap. 77. Mons , chap. 10. Valenciennes , art. 88. 109.

CLAMER.] Prétendre , & demander aucuns droits. Estappes , art. 5. & en l'ancienne Coutume de Boulenois , art. 64. Cambrai , tit. 23. art. 2. & au tit. 25. & au livre 2. chap. 11. & ailleurs , qui traite des tenures , & au livre inscrit , L'établissement de Roy que le Prevost de Paris & d'Orleans tiennent en leurs plaids. Valenciennes , art. 36. c'est prétendre droit , & en faire demande en Justice. **CLAMER** garend : Bretagne , art. 145. **CLAMEUR** & **CLAMER** : Normandie , chap. 26. 33. 57. & au styl du pays de Normandie. **CLAMER EN GARIEUR** : en la Coutume locale de S. Sever , tit. 1. art. 20. Quand l'on fait demande de quelque chose par voye possessoire , ou propriétaire , ou que l'on se plaint en Justice du tort qui a été fait.

Et en la Somme rurale **CLAMER** son suzerain de serve condition qui se veut avotier d'autre Seigneur , c'est le poursuivre : *Comes Nivernensis quasdam indebitas consuetudines in Vexetbacensi Ecclesia clamabat ; ut est in Annali Ludovici Junioris Regis Francorum : Hæc voce passim Butilivus Froissartus , & historiographi & Chronici nostri utuntur.*

CLAMER , ET FAIRE SAISIR LES BIENS OU DENIERS DE SON DEBITEUR FORAIN.] **Clain** & **faisine** : Lille , art. 98. 104. 116. **ARREST** ou **CLAIN** : Lille , art. 124. **Le CLAMANT** : Lille , art. 99. 101. 102. 103. 104. Qui est le creancier qui use de tel Arrest & execution. **La CLAMEUR** du petit scel de Montpellier : en l'Ordonnance du Roy Louis XII. art. 142. & suivans. **CLAMOR** en l'Ordonnance Latine du Roy Philippe IV. de l'an 1304. Faire **CLAMEUR** & se faire arrêter l'un l'autre : Acs , tit. 16. art. 12.

Se **CLAMER EN COUR SUZERAINE** DE **COUR INFÉRIEURE**.] Anjou , art. 81. 406. Le Maine , art. 92. 417. Quand celui qui est ajourné en Cour sujette , s'adresse à la Cour supérieure pour avoir plus prompt expédition. Ce qui est permis par lesdites Coutumes en matière de Retrait lignager , à ce que les deniers de l'acquéreur ne soient retardez.

FAUSSE CLAMEUR.] Normandie , chap. 7. 95. Quand on se plaint à tort & sans raison à Justice. Par même raison le demandeur s'appelle **PLAINTE** en la Coutume de Bretagne , art. 532. de Normandie , chap. 7. 19. 58. 61. 95. **CLAMANT** ; Normandie , chap. 22. & au styl d'iceluy pays ; & en la Coutume de Solle , tit. 35. art. 19. de Bearn , tit. 7. art. 6. 10. tit. 18. art. 2. tit. 35. art. 10. Valenciennes , art. 37. 151. Seclin , Coutume locale sous Lille. **CLAMER** à Justice : Duinois , art. 52. C'est se plaindre & douloir , ou demander , comme au chap. 86. de la vieille Chronique de Flandres. **CLAMEUR** de haro

cy-après en la lettre H. Faire la CLAMEUR au Roy en l'ancienne
Chronique de Flandres, chap. 85.

FORTE CLAMEUR. Voyez la lettre F. Clameur gagée, on la nouvelle Coutume de Normandie, art. 477.

CLAVAIRES.] Lesquels sont nombrez entre les Receveurs, Vicomtes, Viguiers, Barmiers du Domaine qui sont comptables, & ont en administration de Justice, desquels est fait mention en l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1445. art. 4. & de Louis XII. de l'an 1508. art. 4. pour les Thresoriers de France & de François I. de l'an 1535. en Septembre pour les Juges & Officiers de Provence, art. 2.

* CLAUSULA] Sont des appointements. Cause concluse. *Vide*
Guid. Pap. *Decision* 291. *Cribb* 500.

* CLEDA T.] Voyaz. Gogab.

METTRE OU JETTER LES CLEFS SUR LA FOSSE DU TRÉ-
PASSE.] Meaux, art. 52. 33. Lorraine, tit. 2. art. 3. & en la Coutume
de Malignes, *Cum agitur de Maritis*, art. 8. en signe de ce que la
femme renonce aux biens meubles & conquêts, afin de n'être tenue
aux dettes. L'ancienne Coutume de Melun, art. 187. & la Coutume
de Chaumont, art. 7. de Vézzi, art. 91. de Laon, art. 26. de Chalons,
art. 39. dit METTRE LA CEINTURE & LES CLEFS sur la fosse du
mari; & la Coutume du Duché de Bourgogne, art. 41. Se descein-
dre, & laisser sa ceinture sur la fosse de son mari. Mettre sa ceinture
avec les clefs & bourse es mains de la Justice, pour renoncer par la
veuve à la communauté. Namür, art. 54. Jetter la bourse sur la fosse
de son mari, au livre 2. du grand Coutumier, chap. 41. Marguerite
veuve de Philippes Duc de Bourgogne mit sur la représentation du
désunt sa ceinture avec sa bourse, & les clefs. Monstrelet, au pre-
mier volume, chap. 17. Bonne, veuve de Valeran Comte de S. Paul,
renonçant aux dettes & biens de son mari, a mis sur sa représentation sa
courroie & sa bourse, comme recite le même Auteur au chap. 139.
du même livre. Et par la Coutume de Lille en Flandres, art. 207. La
veuve sort & vuide la maison mortuaire en signe de renonciation,
sans y pouvoir rentrer après le corps du désunt porté hors d'icelle.
Comme aussi un débiteur qui fait cession de biens, se desceint & jette
sa ceinture à terre, comme il est cy-devant noté. *Ceterum uxori cla-
ves dantur, divorcio facto adimuntur. M. Tullius Philipp. II. Nolite
querere, frugi factus esse mimam illam suas sibi res habere jussit ex XII.
Tabulis claves ademit, foras eiegit. et aliud uxos. dicitur in comia Hefychio.
Claves summa rei.*

Anciennement il n'y avoit que les femmes des Nobles qui pouvoient renoncer à la communauté, Et la raison, dit l'Auteur du grand Coutumier, pourquoy privilege de renonciation leur fut donné, ce fut pour ce que le métier des

hommes nobles s'est d'aller es guerres : & de
voyages d'outremer, & à ce s'obligent
& aucunes fois y meurent. & leurs fem-
mes ne peuvent de leger estre accertées,
de leurs obligations faites, à cause de
leurs voyages, de leurs vançons, & de
leurs pleigies, qui sont pour toutes
compagnies, & autrement, & pour ce
ont le privilege de renonciation, & que
d'usage si comme le corps est en terre mis,
de jeter leurs bourses sur la fosse, & de
ne retourner à l'hôtel, où les meubles
sont, mais d'aller par autre part, & ne
doivent composer que leur commun ha-
bit, & sans autre chose, & parmi ce,
elles & leurs heritiers sont quittes à tou-
jours des dettes, mais s'il y a fraude,
tant soit petite, la renonciation ne vaut
rien.

La femme noble renonçoit ainsi à la
communauté, pour rendre sa renoncia-
tion publique, parce que les parons &
les amis, & les parents & les amis de
son mary, se trouvoient assemblez aux
funérailles, & elle jettoit ordinairement
sa bourse & les clefs sur la représentation
ou sur la fosse de son mari; la bourse, pour

marquer qu'elle ne retenoit rien de
biens qui estoient auparavant communs, &
les clefs pour marquer qu'elle n'en avoit
plus l'administration : car, comme dit
Tertullien, *Officium matris familiae re-*
gentis loculos, custodire et claves;
de la même que chez les Romains,
d'autres peuples suivirent la coutume, les
marys, dans le cas du divorce, étoit les
clefs à sa femme, suivant la Loy des
douze Tables, & que la femme qui se
separoit de son mari, luy renvoyoit ses
clefs : *Mulier offensa et clavis remisit,*
domum reversa, dit S. Ambroise dans
son Epitre 25. *Kid. tamen fac. Goth. ad*
Leg. 12. Tabul. p. 121. & Skinnerum in
sua etymolog. expos. vocum fereusum-
v. Conc. & Key.

Enfin elle jettoit aussi sa Ceinture,
peut-être parce qu'anciennement celui
qui faisoit cession de biens étoit obligé
d'ôter sa ceinture, & que la femme qui
renonçoit à la communauté étoit tenue
faire une espèce de cession. Voyez
Ceinture, Communauté.

On n'a fait cette observation que pour
donner plus de jour à celle de Ragueau.

CLERC.] Du Greffe d'un Notaire ou Tabellion, qui *discipulus.*
Nov. 44. Justinian, vet minister. Du huitième ou treizième du vin
vendu en détail.

CLERC.] de Finances, de Chambro. Clerc de guet es Ordon-
nances de l'Amirauté, qui tient le papier & registre des défaillans.

CLERC.] Et Controlleur du Tresor.

CLERGEZ.] En l'Ordonnance du Roy Charles V. de l'an
1356. art. 1. Sont les Officiers de Justice, pour être gens lettrez,
comme anciennement la science s'appelloit **CLERGIE**, & le mot de
CLERC ne signifie pas seulement ceux qui sont de l'état de l'Egli-
se, mais aussi tous ceux qui ont quelque littérature. Clergie de la
ville de Paris, quand il est parlé de la Prévosté des Marchands &
Eschevinage.

* **CLOISON ou CLOUAISSON.]** C'est un tribut ou un im-
post que les anciens Ducs d'Amjou ont octroyé aux Maire & aux
Eschevins d'Angers, pour entretenir les fortifications de leur Ville
& de leur Chateau. En 1500. il y eut un Reglement au sujet de la
Clouaison de la Ville d'Angers, qui est imprimé à la fin de plusieurs

Coutumes d'Anjou, où l'on peut voir sur quelles marchandises cet impôt doit être levé. Joignez Chopin sur l'art. 50. de la Coutume d'Anjou, tom. 1. pag. 482. de la troisième édition de Sonnius. M. Perard pag. 413.

* **COHUAGE.**] C'est un droit qui se leve & se prend sur les cohuës ; ou les marchez. *Utriusque sancti Michaelis. an. 1278. in Normania de Templariis, qui dicebant quod homines sui debebant esse liberi ab solutione COHUAGII. Per eandem ipsorum conventum datum fuit, quod si Cohuam intrare vellent Cohagium solvant.*

On peut connoître ce que c'est que ce droit par l'extrait qui suit d'un ancien Aveu rendu en 1473. au Comte d'Anjou par M. de la Trimouille. « *Item, somme de beurre venant de Bretagne doit deux deniers d'entrée, mille de Coutume, & un denier de Cohuage ; & si elle n'est toute vendue à icelui jour, & il arrive que le Marchand la rapporte à huisaine, il ne payera que le Cohuage.* » La Cohuë est donc un Marché, & le Cohuage est un droit qui se paye pour les marchandises qu'on y porte : Et il paroît assez par ce qu'on vient de rapporter, que ce droit est différent de celui de Coutume.

COHUE.] Es Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1383. C'est l'assemblée des Officiers Justiciers, qui se fait en certain lieu & auditoire pour juger les procez. La halle & cohuë de Quintin en Bretagne, en laquelle se font les bannies & contrats, dont est fait mention au livre 3. du Recueil des Arrêts de Bretagne.

* **COLLAGE, ou plustost COLAGE.**] Dans la Coutume locale de Chasteauneuf en Berry, tit. 3. art. 3. c'est la même chose que le droit de *Cornage*. Le Cornage est un droit que le Seigneur leve sur ses habitans, qui ont des bœufs, dont ils labourent la terre ; lequel est de quatre parisis par couple de bœufs, par l'art. 3. de la Coutume locale de Troy en Berry. Ce même droit est appelé *Calage* & mal *Collage*, & il vient du mot latin *Colere*, qui signifie *Cultiver*.

DROIT DE TIRAGE ET COLLERAGE.] Pour le vin, au livre de l'Eschevinage de Paris, chap. 4.

COLLETAGE.] Monstrelet, au premier volume, chapitre 78. Sont les tailles, aides, subsides que l'on leve sur le peuple.

DROIT DE COLOMBIER.] Voyez *Coulombier*.

* **COLONIA.**] Dans le For de Bearn, *rubrica de Penas*, art. 2. sont des dommages & interets. V. *Calenge & Calanger*.

COMBAT ou DUEL.] Qui n'étoit reçu en fait notoire qui devoit être puny par Justice : Arrêt de Pentecoste 1279. & du 14. Aoust 1364. Et est cas de haute Justice, quand c'est pour crime étant de ladite Justice : Arrêt à l'Ascension 1260. De ce combat ou bataille

est le titre 54. de la Coutume de Bearn. Depuis les combats ont été ôtez, & ordonné que les preuves se feroient par enquête, & le Roy le premier defendit les duels en ses Justices & Domaines. Un Clerc vivant clericalelement, & un septuagenaire n'étoient sujets à combat, Arrest du 17. May 1331. & du 22. Mars 1336. Comme aussi un Prince du Sang. Voyez GAGE DE BATAILLE. *Monomachiam, duellum & pugnam sustulit Jus Canonicum, & Fridericus secundus Imperator Rex Siciliae lib. 2. tit. 32. 33. 34. Exceptis quibusdam in causis: Qua de re Leo Carnotensis Episcopus, epist. 78. 91. Luitprandus Rex Longobard. tit. 91. ait non potuisse vetare legem impiam pugna propter consuetudinem gentis suae: Solebat autem duello veritas inquiri, qua de re exemplum est apud Vitichindum lib. 2. Turpinum cap. 26. & de gladiatorio judicio in Chronico. Sigeberti anno 942. & de equestri pugna rei & accusatoris in Animalibus Ludovici Pii Francorum Regis anno 820. Bello cum criminatore contendere Aimeinus lib. 4. capite 10. qui mos erat Francis solitus, ut idem ait libro 5. cap. 13. Modum se purgandi ab eo quarebat more Francis solito, scilicet crimen objicienti semet objicere volens armisque impacta diluere: sed cum accusator licet quæstus deesset, cessantibus armis purgatio facta est juramentis, ut est in vita Ludovici Pii. Carolus Magnus testamento vetat in campum descendere si controversia orta fuerit propter terminos aut confinia regnorum, & vult in re dubia Dei voluntatem & rerum veritatem inquiri Judicio crucis, aut vexillo crucis, ut aliàs legitur, Qua tamen examinatio improbat, capitulorum libro 1. art. 108. Unde Campo vel cruce contendere, lib. 3. art. 46. Differt Dei judicium à singulari certamine.*

COMMAND.] Artois, art. 192. 193. & en l'ancienne Coutume d'iceluy Comté, art. 135. 136. Cambrai, tit. 1. art. 1. 3. tit. 2. art. 5.

Is est qui mandavit alteri ut emeret, & in auctione hasta adjiceret mandantis nomine. Aussi en la Coutume de Bayonne, tit. 3. art. 1. le dépost s'appelle COMMANDE, *quasi restituendi fides interponatur, ut in fiducia.* Prendre en charge & Commande. Froissart, liv. 1. chap. 251.

GRANDS, HAUTS, ou PETITS COMMANDS.] Au stîl de Liege, & en la Coutume de Namur, art. 16. & és Coutumes des Fiefs dudit Comté: que les Secretaires & Sergens font de l'Ordonnance de Justice, & par son mandement pour faire délivrer la possession.

* COMMANDE ou COMMENDE.] C'est ainsi qu'en quelques lieux on appelle la taille dûë par des hommes de condition servile. L'art. 28. des Coutumes locales de Chateau Mellian en Berry, *Si serfs tiennent aucuns heritages, ne doivent pour leur taille que douze deniers chacun, qu'on appelle la Commande.* La Charte d'affran-

chiffement des habitans de Gournay de l'an 1278. publiée par M. de la Thaumassiere, entre ses anciennes Coutumes part. 1. chap. 74. pag. 109. *& salvois similiter & retentis nobis, & nostris hereditibus duobus denariis de Commenda semel in anno solvendis à quolibet uxorato; alii verò non uxorati, quicumque fuerint hujusmodi Commendans solvent una vice solummodo, quousque ipsos contingat matrimonialiter copulari. &c.*

* **COMMANDE DE BESTIAUX.**] C'est un contrat, par lequel on donne à un Pasteur ou un Laboureur du bestail estimé à un certain prix, à la charge que le Pasteur le nourrira, & en jouira, ou en usera comme un bon pere de famille, & qu'après un certain temps, il le représentera, afin que le donneur preleve le prix dessus, & que le surplus, ou le *Croist* se partage entre luy & le Pasteur. Quelques-uns prétendent que ce contrat est une vente; d'autres que c'est une société, & enfin d'autres un loüage. Cette question est traitée exactement par M. Revel sur les Statuts de Bugey, que le Lecteur verra, s'il luy plaist. Voyez *Chapitel & Duard. de societate.*

DROIT DE COMMANDE.] Au tit. II. art. II. de l'ancienne Coutume de Mehun en Berry, signifie le droit que le Seigneur prend chacun an sur les veuves de serve condition durant leur viduité pour reconnoissance & conservation de son droit de Servitude, & est de deux deniers parisis par an.

Dans la Coutume de Chasteauneuf *dition & servitude du Seigneur*, & ce locale de Berry, tit. 12. art. 22. c'est un droit est par chacun an de quatre deniers. droit qui se leve sur les femmes servies *tournois, qu'elles doivent payer en re-* mariées, à autres qu'à ceux de la con- *connoissance.*

LES COMMANDEURS DE L'ORDRE DU TEMPLE.] *Qui Præceptores sub magistro militie templi. Vide vocem Maistre.*

COMMETTRE & CONFISQUER SON BIEU.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 27. Bar, art. 20.

COMMETTRE & FORFAIRE.] *Artois, art. 27.*

COMMETTRE SON BIEU.] *Troyes, art. 39. Chaumont, art. 24.*

* **DROIT DE COMMIS.**] C'est une espèce de confiscation. Ce droit, selon M. Gerault, n'a pas lieu dans le ressort du Parlement de Toulouse, pour les peines stipulées par les Seigneurs dans les baux & reconnoissances du payement du double de la rente, fautive par l'emphyteote de la payer; & même de la perte du fonds emphyteotique, s'il laisse passer trois années sans payer. Le Seigneur a ses actions, personnelle & réelle, pour en demander le payement. Mais le droit de Commis y est observé pour la félonie de l'emphyteote, trahison, fraude, injure atroce, & autres cas semblables. Laroche rapporte un Arrest du 5. May 1549. en faveur du sieur de Sallés & Panassac contre Jean

Villeneuve, par lequel deux pieces de terres qu'il avoit achetées de la contenance de quinze arpens, furent adjudgées par droit de Commis au Seigneur avec ces mots : *Attendu la fraude résultante du procez commise par ledit Villeneuve dans l'achat desdites pieces, qui étoit d'y avoir frauduleusement reu un fessier & demy de censive.*

Le droit de Commis n'avoit lieu anciennement en aucun cas dans la Ville, gardiage, & Viguerie de Toulouse; mais maintenant, il y est observé au même cas que dans tout le ressort de ce Parlement; comme il a été jugé par Arrest general du 22. Decembre 1570. rapporté par Maynard, liv. 6. chap. 53. par lequel une piece située dans la Viguerie appartenante au nommé Soutré fut adjudgée par droit de Commis au sieur de S. Paul Seigneur censier, pour avoir nié frauduleusement avec paroles offensives & injurieuses, être mouvantes de sa directe. Voyez M. Gerault des droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 8. n. 37. pag. 314. Joignez l'art. 43. de la Coutume de Paris.

DRIT DE COMMISE, ou COMMIS.] Duché de Bourgogne, art. 14. 19. Reims, art. 129. Comté de Bourgogne, art. 1. 5. 6. 7. 8. 10. & suivans, & art. 65. & 108. Nivernois, tit. 1. art. 6. tit. 4. art. 10. 17. 39. 61. 65. tit. 16. art. 8. 9. tit. 24. art. 9. Bourdelois, art. 82. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 237. 250. 251. 252.

DANGER DE COMMISE.] Duché de Bourgogne, art. 16.

Quand le fief, cens, ou bourdelage est commis & acquis au Seigneur feudal pour le forfait du vassal, ou pour le desaveu envers le Seigneur feudal; ou l'heritage envers le Seigneur censier, ou bourdelier. Quand le fief & les fruits d'iceluy tombent en Commis: Saint Quentin, art. 81. Ribemont, art. 28. Ce que les autres Coutumes appellent CONFISQUER son fief. HERITAGE DE MAIN MORTE COMMIS au Seigneur: Comté de Bourgogne, art. 95. FARINE COMMISE au Seigneur Justicier qui a droit de moulin Bannal: TOMBER EN COMMISE. Tours, art. 8. *Sic merces committi dicuntur in fiscum qua apud publicanum professa non sunt: Quod quis professus non est apud publicanos, pro commissio tenetur: Quintilian. Declam. 341. & passim. In legem Censariam committit qui professionem omittit.*

COMMISSAIRES.] De Justice, des guerres, des vivres & munitions, à faire veüe, enqueste, information, à regir heritages saisis, ou sequestrez: *Qui mandatas partes agunt. Is autem apud quem res litigiosa deponitur, dicitur ο μίτρος καὶ μισογυῖνς. Item Magistri bonis vendundis.*

COMMISSION DE FIEF.] Senlis, art. 205. *V. Commettre

COMMISSION ROGATOIRE.] Quand il convient mettre à execution quelque mandement, decret, ou appointment de Justice

hors le district & jurisdiction. *Debent Praesides aliique magistratus vel iudices sibi mutuo auxilium ferre: ut adversus reos criminis. l. 7. dig. de custodia, vel fugitivos l. 1. dig. de fugitivis. Nec potest magistratus sententiam suam exequi extra territorium suum, & condemnati pignora capere in causam judicati nisi in sua provincia: nec jubere possidere vel mittere in possessionem aliorum bonorum quam qua sunt sub jurisdictione: & necessarium est mandatum, jussus vel rogatus, l. 15. par. 3. de re judicata. l. 12. par. pen. de Rebus judicis auctor.*

LETTRES DE COMMITTIMUS, & DE GARDE GARDIENNE.] Lesquelles par les Ordonnances du Roy se baillent à ceux qui par privilege ont leurs causes commises pardevant les gens tenans les Requestes du Palais, ou pardevant les Conservateurs des Universitez, ou Juges des exempts.

* COMMUN DE PAIX.] C'est un droit qui appartient au Roy comme Comte de Rodés dans le pais de Roüergue, en vertu duquel il leve annuellement, au rapport de M. d'Olive, six deniers sur chaque homme ayant atteint l'age de quatorze ans; sur chaque homme marié douze deniers, sur chaque beste ferrée deux sols; sur chaque beste non ferrée douze deniers; sur chaque paire de bœufs labou-rans deux sols, sur chaque vache ou bœuf non labourant six deniers; sur chaque asne douze deniers, sur chaque brebis ou mouton, un denier; sur chaque chevre ou pourceau un denier; & sur chaque moulin deux sols.

Monsieur d'Olive qui a traité fort au long de ce droit dans le chap. 9. de son second livre de ses Questions notables page 286. de la dernière édition, remarque que ce droit a été ainsi appelé, parce que les peuples du pais de Roüergue s'obligerent de le payer au Roy, pour reconnoître le bienfait de sa Majesté, qui les défendant de l'invasion des Anglois, maintenoit leur Communauté en paix & en sécurité à l'ombre de son nom, & sous la puissance de son Sceptre.

Mais cet Auteur s'est trompé. Ce droit n'a certainement été établi dans le pais de Roüergue, que pour y abolir entierement les guerres privées, ou pour y rendre continuelle la fameuse Trêve de Dieu, faite au sujet de ces guerres, laquelle ne duroit que depuis le mercredi au soir de chaque semaine, jusqu'au lundi matin de la semaine suivante. Il ne faut point d'autre preuve de cette vérité, que la Decretale d'Alexandre III. publiée par Monsieur de Marca dans ses Notes sur le Canon premier du Concile de Clermont pag. deux cens quatre-vingt & un.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei, Venerabili Fratri Hugoni Ruthenensi Episcopo, salutem & Apostolicam Benedictionem. Quoties
ea que

*ea quæ ad pacem pertinent postulantur à Sede Apostolica confirmari, tan-
 to super iis benigniorem assensum nos convenit adhibere, quanto ex bo-
 no pacis plura commoda, & gratiora singulis proveniunt incrementa. Ex
 quadam sciquidem rescripto, à tua nobis fraternitate transmissa, ad au-
 dientiam nostram pervenit, quod tu, habito consilio Abbatum, Prepo-
 sitorum, & Archidiaconorum tuorum, & Baronum terræ, cum nobili-
 viro Hugone fratre tuo Comite Ruthenæ, huiusmodi pacem & con-
 cordiam statuisti, quod omnes res mobiles, & immobiles, & omnes ho-
 mines tam Clerici, quam laici, in omni tempore sint sub ea pace se-
 curi. Nec ulli liceat, præter armatos milites & clientes, qualibet arma
 ferre, nec nisi milites enses solummodo, & clientes singulos baculos fe-
 rant, qui pacis sicut ceteri debent securitate gaudere. Et præter eos qui
 hanc pacem, sicut statuta est, noluerint firmare, & inviolabiliter obser-
 vare, sicut de iis licet, qui publice perjurant, vel fidem mentiuntur, pro
 manifesto debito, seu pro cognita fidei iussione, de rebus eorum pigneran-
 dis, licentia non denegetur, vobis tamen exceptis: Ad huiusmodi verò
 pacis & securitatis sustentationem, & defensionem, statutum est ut Abba-
 tes, Archidiaconi, Archipresbyteri, Monachi, Canonici, Priores, &
 omnes Clerici, qui proprias Ecclesias regunt, milites quoque & merca-
 tores, atque Burgenfes, qui facultatibus abundaverint & omnes etiam
 homines, tam Clerici quam Laici, qui habuerint par boum, seu alidrum
 animalium, cum quibus arare possent, sive amplius habuerint, vel qui
 habuerint summarium, equum scilicet, vel equam, mulum, vel mulam,
 quæ ad portanda onera locent, duodecim denarios Ruthenenses, sive
 alios tantamdem valentes, dent. Cum verò habuerint quile ovium, dent
 pro eo sex denarios ejusdem monete, vel alios æquivalentes; totidem
 autem dabunt, qui habent unum bovem tantum, vel aliud animal cum
 quo valeant arare sive asinum, quem possint locare. Clientes verò, &
 artifices, scilicet Fabri, Sartores, Pellitarii, & omnes operarii, aut sex
 vel octo, vel duodecim denarios, secundum fœderum Capellanorum arbi-
 trium dabunt. Ceteri verò homines, qui lignis terram fodiunt & de
 labore suo vivunt, tres denarios dabunt; verum si patris cum filiis, seu
 fratres, sive consanguinei fuerint, qui non duntaxat ab invicem separati,
 nec sunt res eorum divise, unus pro omnibus duobus, atque unusquisque
 pro se. Commune autem istud per singulas Parochias debet reddi,
 cum scripto unius Parochianorum quem Capellanus cum consilio sui Ar-
 chipresbyteri, & voluntate Parochianorum elegerit, & in deo statuta ab
 ipso Parochiano & Capellano cum eodem scripto ad Ruthenensem Eccle-
 siam deferatur. Quisquis verò res suas amiserit, postquam Communitate
 locum prædictum est, solverit, in integrum restituatur, si tamen certam
 personam, quæ res sibi allatas habeat, vel locum ubi sunt potest deduci.*

ziare. *sin. autem, minime.* Si verò inimicis villas, vel oppida depraдати, vel diruere fortè contigerit, res quidem mobiles emendabuntur de Comuni, sed damna rerum immobilium non restituentur, nisi quantum à malefactoribus poteris recuperari. Clerici vero, qui proprias Ecclesias non habent, nisi tantum par. boum habuerint, non coguntur dare si volint; sed non dato Comuni, si fortè res suas perdiderint, eis nequaquam emendabuntur. Additum est in prædicta pace, ut Capellani Ecclesiarum, & omnes laici à quatuordecim annis & supra, eandem Pacem, & Comune juramento firmari debeant, & observare. Qui verò in hoc obedi-
 re contempserint, debent ab Ecclesie liminibus coerceri, & ab omni pa-
 ce fieri alieni. Ecclesia quoque Parochiarum, in quibus violatores pacis
 habitaverint, à divinis vacent officiis, donec ipsi ad emendationem ve-
 nire cogantur. Quam siquidem pacis institutionem, quemadmodum à vobis
 facta est, & rescripto authentico roborata, firmam & ratam habemus & eam
 Apostolica auctoritate confirmamus, & presentis scripti patrocinio com-
 munimus; statuentes, ut nulli omnia hominum liceat hanc paginam
 nostra confirmationis infringere, vel ei aliquatenus contraire: si quis
 autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, &
 Beatorum Petri & Pauli se noverit incursum. Datum Verulis secundo
 Idus Maii Pontificatus nostri anno secundo.

* COMMUNAUTE DE BIENS.] C'est une société de tous
 les meubles & des biens immeubles acquis pendant le mariage, qui
 est contractée de plein droit entre les conjoints, du jour des épou-
 sailles & de la benediction nuptiale.

La puissance que les maris ont aujourd'hui sur leurs femmes ayant été
 prise des Loix Romaines il y a bien de l'apparence que c'est encore de
 ces Loix que nous avons pris la société conjugale, parce que cette
 société est certainement une suite de la puissance, que les maris ont
 toujours eue parmi nous sur leurs femmes.

Par les Loix des douze Tables, les femmes, comme tout le monde
 sçait, étoient en tutelle perpétuelle, quand elles étoient sorties de
 dessous la puissance de leurs peres. *Mulieris orba, innuptaque infra-
 tris agnativæ tutela sunt.* Et si elles sortoient de tutelle ce n'étoit que
 pour passer sous la puissance de leurs maris. On voit des vestiges de ce
 droit dans les autoritez suivantes. Tacit. lib. 4. *Annal. sed lata lex, quæ
 Flaminia Dialis sacrorum causa in potestate viri, cetera promiscuo fa-
 minarum jure ageret.* Servius sur ce vers de Virgile

Tæque sibi generum Thetis amat.

Quoniam coemptione facta, dit cet Auteur, *mulier in potestatem viri
 cedit,* &c. Voyez Monsieur Pithou, sur le tit. 18. de la collation de
 la Loy Mosaique, où il traite cette matiere fort au long. & Anton,

August. de Legibus pag. 170. de l'édition de 1591.

Comme nos anciens François alloient autrefois à Rome pour y étudier les Loix Romaines, ainsi que nous l'apprenons de l'Auteur anonyme de la Vie de S. Didier Evêque de Cahors, publiée par le P. Labbe dans sa Bibliotheque manuscrite chap. 1. comme les Sentences de Paul, les Institutes de Gaius, & le Code Theodosien, étoient fort connus en France sous nos Rois de la premiere Race; & enfin, comme de tous les peuples que les Romains appelloient *Barbares*, il n'y avoit que les François seuls, avec qui ils pussent contracter mariage; si l'on veut ajouter foy à la Loy de Constantin, rapportée par du Chesne, tom. 1. *Hist. Francor.* pag. 220. & par Jacques Godefroy sur la Loy *Nulli Cod. Theod. de nuptiis gentiliū*: il est aisé de concevoir que l'on prit en France beaucoup de choses des mœurs & des ceremonies des Romains; ce qu'on peut particulièrement justifier par l'exemple des mariages; car eomme ils se faisoient *per coemptionem* chez les Romains, ils se faisoient aussi en France *per emptionem*, ou *per solidum & denarium*; suivant le titre 46. de la Loy Salique: *Si quis homo moriens viduam dimiserit, & eam quis in conjugium voluerit accipere, antequam eam accipiat, Tunginus aut Centenarius, mallum indicent, & in ipso mallo scutum habere debent, & tres homines, causas tres demandare, & tunc ille qui viduam accipere vult, cum tribus testibus, qui adprobare debent tres solidos aque pensantes, & denarium habere debet, & hoc facto si eis convenit, viduam accipiat.* Fredegarius Scolasticus: *Legatos ad Gundebaldum dirigit petens ut Chrotildem neptem suam ei in conjugium sociandam traderet. Quod ille denegare metuens, & sperans amicitiam cum Chlodoveo invires, eam daturum spondit. Legati offerentes solido & denario, ut mos erat Francorum, cum partibus Chlodovei sponsans, placitum ad presens petentes, ut ipsam ad conjugium traderet Chlodoveo &c.*

Pour venir à la communauté de biens, il faut maintenant observer que chez les Romains, la femme qui étoit en la puissance de son mary, luy tenoit lieu de fille; que tout ce qu'elle possédoit étoit acquis à son mary à titre de dot, suivant cette autorité de Cicéron pro Flacco, *cum mulier viro in manum convenit, omnia quæ mulieris fuerunt, viri fiant dotis nomine*: & qu'enfin elle étoit à peu près de la même condition, que le fils, qui étoit en la puissance de son pere: de sorte que comme celui, qui étoit en la puissance de son pere étoit appelé *fils de famille*, *sola nota hac adjetâ* (dit le Jurisconsulte Paul dans la Loy 11. ff. de liberis) *per quam distinguitur genitor ab eo qui genitus sit*; de même, celle qui étoit en la puissance de son mary, étoit appelée *mere de famille*, *sola nota hac adjetâ per quam distin-*

guitur pater à matre. D'où il s'ensuit que le droit du fils qui étoit en la puissance de son pere, & de la femme qui étoit en la puissance de son mary, à l'autorité près, étoit égal dans la famille; ce qui est la véritable, que la mere de famille succedoit à son mary conjointement avec son propre fils: *Etenim*, dit Aulugelle lib. 8. noët. cap. 6. *probabilis est matrem familiæ appellatam esse eam solam que in mariti manu mancipioque, aut in ejus, in cujus maritus manu, mancipioque esset; quoniam non in matrimonium tantum sed in familiam quoque mariti, & in sui heredis locum venisset.* A quoy l'on peut encore joindre cette Loy attribuée à Remulus, où la femme à cause de ces privileges est appelée *SOCIA FORTUNARUM*. *Mulier viro secundum sacratas leges conjuncta, Fortunarum, & sacrarum socia illi esto, utque domus ille dominus, ita hac domina, filia ut patri, ita defuncto marito heres esto, vid. Catalog. leg. Antiq. pag. 9. Marci. ad leg. xii. Tabul. pag. 101. Forner. lib. 4. Quotidian. cap. 29. Brissou. de ritu nuptiar. pag. 488. & Duaren. ad tit. ff. solus. matrim.*

Nos François ayant donc pris des Loix Romaines la puissance maritale, & la plupart des ceremonies qu'ils pratiquerent dans les mariages, comme on vient de l'observer, ils firent aussi, à l'exemple des Romains, quelque avantage à leurs femmes, à cause de la puissance qu'ils avoient sur elles, parce qu'en vertu de cette puissance ils jouissoient de tous les biens qu'elles possedoient, non à titre de dot comme les Romains, mais à titre de bail, ce qu'on prouve sur le mot *donaire*: & comme les femmes chez les Romains succedoient à leurs maris, quand elles étoient en leur puissance, les veuves dans le Royaume succederent aussi à leurs maris conjointement avec leurs propres enfans, mais avec cette particularité, qu'elles n'avoient qu'en usufruit la part qui leur étoit échue de ces successions, & que cet usufruit cessoit quand elles passoient en secondes noces, ce qui n'avoit point lieu chez les Romains. *Vidua si post mortem mariti in viduitate permaneant, aequalem inter filios, id est qualem unus ex filiis, usufructuariam habeant portionem usque ad tempus vite sue usufructuario jure possideant. Quod si mater ad alias nuptias fortè transierit, ea die usufructuariam portionem, quam de bonis mariti fuerat consecuta, filii inter reliquas res paternas, qui ex eo nati sunt conjugio, vindicabunt. Lex Bajuvar. tit. 14.*

Mais cet usufruit ayant paru peu de chose, quelques-uns des peuples qui étoient alors soumis à la domination François, aimerent mieux faire succeder leurs femmes au tiers des conquêts, & leur donner ce tiers en propriété, parce que ces conquêts provenoient en partie de leur travail, & quelquefois des biens qu'elles possedoient en se mariant,

ou qui leur étoient échus depuis leur mariage. *Si quis mulierem desponsaverit, quicquid ei per tabularum, seu chartarum instrumenta conscripserit perpetualiter inconvulsum permaneat. Si autem per seriem scripturarum ei nihil contulerit, si virum supervixerit, quinquaginta solidos in datem recipiat, & tertiam partem de omni re quam simul conlaboraverint sibi student evendicare.* Vid. Leg. Ripuar. tit. 37.

Nos anciens François donnerent aussi à leurs femmes le tiers des conquêts en propriété, mais avec pouvoir d'en disposer par testament, ou de le transmettre à leurs héritiers, quoiqu'elles decédassent avant leurs maris; de sorte que l'on peut dire que sous nos Rois de la première Race, les femmes parmi nous étoient déjà en quelque manière associées avec leurs maris, pour un tiers dans les conquêts, comme l'on peut voir dans le passage suivant de Marculphe. *Item ego illa ancilla tua, Domine jugalis meus ille, in hoc testamentum promptissimam voluntate scribere, atque perpetua conservatione rogavi, ut si tu Domine, & jugalis meus, mihi superstes fueris, in omni corpore facultate mea, quantumcumque ex successione parentum habere videor, vel in tuo servitio pariter laboravimus, & quod in terra mea accepi, in integrum, quicquid exinde facere elegeris, aut pro anima remedio, in pauperes dispensare, aut ad vassos nostros, vel benemeritis nostris, absque repetitione heredum meorum, quod tua decrevit voluntas faciendi liberam habeas facultatem.* Marculf. 2. formul. cap. 17. vid. lib. 4. Capitul. art. 9. & Oysellum lib. 3. instit. tit. 3. art. 8.

Enfin sous la troisième Race de nos Rois la société conjugale fut entièrement établie parmi nous sur le fondement du mélange & de la confusion des biens du mari & de la femme; & selon toutes les apparences les Papes, & les Ecclesiastiques contribuerent aussi à faire recevoir ce nouveau droit, sur l'autorité des Pères, qui donnent tous au mariage le nom de société, parce qu'en effet il est la première & la principale société qu'on contracte dans la vie. *Cum societas nuptiarum, ita à principio instituta sit, dit S. Leon le Grand, ut præter commixtionem sexuum, haberet in se Christi, & Ecclesia Sacramentum, dubium non est, eam mulierem non pertinere ad matrimonium in qua non docetur nuptiale fuisse mysterium.* Sur quoy le Glossu du Decret, a mis cette note, qui vient très bien à ce sujet: *sic matrimonium, dit-il, se habet instar societatis & ita intelligitur cap. significavit, extra de donationibus inter virum & uxorem, ubi dicitur quod ea quæ lucrantur vir & uxor communiter obveniunt eis: Leo M. Epist. 2. ad Rustic. Gratian. Caus. 27. q. 2. Can. 17. & Ciron. ad 5. Compil. lib. 5. tit. 8. p. 208.* Joignez ce qu'on a observé sur Renard de Bail en la lettre B. & les mots Chanteau par le Villain.

Mais si ce nouveau droit fut avantageux aux femmes en ce qu'au lieu du tiers, elles eurent la moitié dans les conquets, il leur fut d'un autre côté défavantageux, puisqu'elles furent tenues de la moitié des dettes contractées par leurs maris, sans pouvoir renoncer à la société ou à la communauté, parce que dans les regles un associé ne peut renoncer à la société au prejudice de son associé, ou de ceux qui le representent §. 41. *inst. de societate.*

Cependant comme il y avoit de la dîreté d'obliger ainsi les femmes à payer des dettes auxquelles elles n'avoient point eû de part, & les Gentilshommes en ayant contracté d'immenses dans le temps des Croisades pour faire le voyage d'Outremer; on permit d'abord à leurs femmes, de renoncer à la communauté & dans la suite ce privilege des femmes Nobles est devenu un droit commun; car aujourd'hui toutes les femmes indistinctement peuvent renoncer à la Communauté pourvu qu'elles y renoncent dans le temps fixé par l'Ordonnance. Voyez le mot *Clefs*.

* *COMMUNAUTÉ CONTINUE'E.* J'Paris art. 241. &c. C'est une Communauté qui a lieu entre le survivant de deux conjoints par mariage, & les enfans mineurs issus de ce mariage lorsque le survivant n'a point fait inventaire des biens qui étoient communs entre lui & sa femme.

Nos Auteurs soutiennent, que cette Communauté est une suite de celle qui avoit lieu entre les peres & meres, à la quelle les enfans ont succédé; mais la vérité est, que c'est une nouvelle Communauté: & la preuve, que cette Communauté n'est pas une continuation de celle qui avoit lieu entre les peres & meres, c'est que par l'ancien droit general de la France, ceux qui mettoient leurs meubles, qui demeuroient & qui vivoient ensemble pendant l'espace d'an & jour, contractoient tacitement société, & devenoient communs en biens, & que suivant cette jurisprudence, les enfans n'acqueroient Communauté avec le survivant de leurs pere ou mere, quand ils avoient demeuré avec leur pere ou leur mere pendant un an, & un jour, sans inventaire, partage ou division, comme il paroît par l'article suivant d'une tres ancienne Coutume de France manuscrite qui m'a été communiquée par M. D:..... *Premierement, que après la mort du pere, ou de la mere un enfant mineur d'ans ayant aucuns meubles, demeurant par an & jour avec le survivant d'eux sans inventaire, partage, ou division, sans ce aussi, que pourvu leur fait de tuteurs, ou de curateurs, il acquiert Communauté, si il luy plaît tellement, que se iceluy survivant se marie, ils feront trois tiers, c'est à savoir l'une à iceluy mineur, l'autre à son pere, ou mere, & la tierce au parastre, ou marastre, comme de ceux qui par la mort du pere, ou*

de la mere appartiendroient à l'enfant, & de ceux qui d'iceux biens ont été depuis acquis.

L'Auteur du grand Coutumier liv. 2. chap. 40. pag. 264. Nota que par usage & contume; deux conjoints, ou affins demeurans ensemble par an & jour, sans faire division, ou protestation, ils acquierent l'un avec l'autre Communauté quant aux meubles, & conquets. Et pour ce, si deux conjoints ont un fils; & après l'un d'iceux conjoints va de vie à trépas, & depuis ce iceluy fils demeure avec le survivant sans faire inventaire, partage ne division, tout se que le survivant a conquesté, il revuendra à Communauté avec le fils. Mais prenons que le survivant se remarie en tel état, statim contracto matrimonio, tous les trois sont communs en biens, tellement, que si iceluy survivant ainsi remarié meurt, l'enfant fera deux testés, & le dernier survivant marié, l'autre.

Cette Communauté étant donc certainement un nouveau Contrat, il semble que quand il y avoit plusieurs enfans chacun y devoit faire une tête séparée; mais parce que tous les enfans ensemble n'avoient pas plus de biens meubles que leur pere ou leur mere survivant, on établit avec justice qu'ils ne feroient tous avec leur pere ou leur mere qu'une tête, en sorte qu'ils eurent la moitié dans cette Communauté, quand le survivant ne se remarioit pas; le tiers; quand il passoit en secondes noces, & le quart quand le survivant épousoit une personne qui avoit aussi des enfans d'un premier lit, communs avec elle. Voyez ce qu'on a remarqué sur *Chanteau par le Villain*.

Chopin sur la Coutume de Paris liv. 2. tit. 2. n. 31. remarque que cette Communauté n'étoit point en usage à Paris dans le treizième siecle, ce qu'il prouve tres-bien par l'acte suivant de l'an 1293.

Le Lundy devant la S. Barnabé l'Apôtre, de l'an de grace 1293. fut luë au parloir des Bourgeois de Paris, une cedula en la maniere qui s'ensuit.

Entend prouver pardevant vous Sire Juge, Jean Thiboust, contre Colin Thiboust son frere, que l'usage & la Coutume de Paris est telle, que quand un preudhomme ou une preudfemme sont demorez après le décès de l'un, & enfans demeurent avec le pere & avec la mere, li enfant, qui demeurent avecques eux; ne peuvent, ne doivent compaignier l'un avecques l'autre; car li pere & la mere sont chief d'ostel. Ainsi appert-il, que quand on ne peut compaignier avec le chief, ceux qui sont dessous le chief ne peuvent compaignier, se il ne s'entr'accompagnent par paroles, ou par certaines choses mises ensemble pour compaignier. Et parce que l'usage, & la Coutume de Paris est tel, que enfans n'acquierent pas avec pere ne mere puis la mort de l'un, dit Maître Jean, que ledit Colin ne peut accompagner, ne, ne doit, & ces usages & coutumes sont si notoires, que bon Juge les doit savoir de son Office, &c. laquelle cedula venue, lueë, & entendue dili-

gement de Jean Papin Prevost des Marchands, & present audit Parloüer, à ce mandez &c. il fut repondu, enregistré, témoigné, & accordé d'eux, que les enfans demeurans avec le pere, ou avec la mere, se ils font aucuns acquets, ils sont ceux au pere, ou à la mere, sans contredire par la Coutume de Paris, ne il ne funt point de compaignie, & mort le pere & la mere, tous lesdits biens reviennent au enfans & sont communs entr'eux, & lors se fait compaignie entr'eux, jusques à tant qu'ils fassent division de tous leurs biens entr'eux.

* COMMUNAUTÉ TACITE.] C'est une Communauté contractée entre plusieurs personnes par le seul meslange de leurs biens pourvû néanmoins qu'elles soient demeurées ensemble pendant l'espace d'an & jour. Cette Communauté comme odieuse a été abolie dans plusieurs de nos Coutumes, & n'a plus lieu qu'entre les enfans, & leur pere, ou leur mere survivant, qui n'ont point fait d'inventaire. Voyez le mot precedent, & Chanteau part Villain.

* COMPARES.] Ce sont usages & redevances, pretendues par les Vicomtes de Narbonne, contre l'Evêque, comme il est écrit en la vie d'Aymeri 3. lib. 4. des memoires de Languedoc, pag. 586. [M. GALLAND.]

COMPARUIT.] Lille art. 137. de l'ancienne, & en la dernière au titre de l'action art. 20. & en l'ancienne Coutume de Boulleinois à la fin. Dreux art. 57. auquel art. cette diction semble signifier le défaut que le demandeur fait à l'assignation qu'il a fait baillez au défendeur.

C'est l'acte qui est delivré par le Juge à l'un des litigans pour certifier sa comparition, soit après le decez venu de l'autre ou autrement, afin d'appeller en cause les heritiers du defunt ou le défaillant si bon lui semble, pour reprendre ou délaisser le proces, & venir proceder selon les crtemens, ou selon l'exploit d'assignation. Car autrement le survivant ne peut prendre contumace contre les heritiers. Hainaut chap. 65. & en la Somme rurale, & au stile ancien du Parlement à Paris chap. 14. part. 12. & au stile du Châtelet de Paris & in quest. 167. & 209. Galli. Car d'homme mort le plaid est mort. *Ceterum hoc vocabulum civitate nostra donatum est, nostro sermone non tanquam alienum intervenit, ut & pleraque alia & de quibus ad vocem ITERATO.*

Se COMPLAINDRE.] En matière de saisine & de nouvelle : Blois art. 99. Tours art. 297. 326. St. Jean d'Angeli art. 109. *Cum de interdicto retinenda possessionis agitur. ἡ δὲ ἀδελφεία, διαδελφία & παραγγελία, est interdictum potius quàm nuntiatio* Voyez le mot Saisine. Quelques praticiens, comme l'Auteur du livre appelé le grand Coutumier

Contumier, nous ont laissé par memoires que Messire Simon de Bucy President en Parlement à Paris trouva premierement & mit en usage les cas de saisine & de nouvelleté : dont aussi il est traité par Masuer, Boutillier & Faber. Et pour entendre les matieres possessoires selon qu'elles se pratiquent aujourd'huy, les lieux alleguez en cet Indice vous serviront plus que tous les écrits des Docteurs, *quorum magna manus est, turbæque nos onerat magis quàm instruit: Faciliusque inter horologia vel philosophos conveniret, quàm inter eos. Itaque satius est studiosis, paucis se tradere, quam errare per multos. Ecquis porro illorum cloacas purgabit: Quis tantum stercoris exhaustiet? Ad imperitos & malè sanos meus hic sermo pertinet, quorum omnis labor in cassum cecidit.*

Chez les Romains, le Preteur donnoit à celuy qui avoit été chassé par force de son heritage, l'interdit *unde vi* dans l'année, pour en recouvrer la possession, & après l'année il ne luy donnoit plus que l'action *in factum de eo quod ad adversarium pervenerat*. Leg. 1. in fin. D. *unde vi*. Leg. 35. ff. de obligat. & Act. *Unde tu illum vi dejecisti, aut familia tua dejecit, disoit le Preteur; de eo quodque ille sunc ibi habuit, tantummodo intra annum, post annum, de eo quod ad eum, qui vi dejecit, pervenerit, judicium dabo* Et à l'exemple de cet interdit, dont il est fait mention dans les interpretations de quelques loix du Code de Theodosien, celui qui s'étoit anciennement en France emparé par force de quelque heritage, en demeureroit possesseur, quand celuy, qu'il avoit spolié ne l'avoit pas poursuivi dans l'an. *Si quis migraverit in villam alienam, ce sont les termes de la Loy Salique; & ei aliquid infra duodecim menses secundum legem contestatum non fuerit, securus ibidem consistat, sicut & alii vicini*. Voyez les interpretations des Loix du titre *unde vi*, au Code Theodosien, & le cit. 47. de la Loy Salique n. dernier.

Ce Chapitre de la Loy Salique fut certainement observé en France sous la premiere, & la seconde Race de nos Rois;

mais sous nos Rois de la troisieme Race, on distingua les possessions, & on les divisa en possessions de fait ou naturelles, & en possessions de droit ou civiles. Voyez l'Auteur du grand Coutumier p. 140. l. 24.

Par la possession de fait ou naturelle, on entendit la simple detention d'une chose.

Par la possession de droit ou civile, on entendit d'abord toute possession continuée par an & jour, quand bien même elle auroit été acquise par force ou violence, parce que l'interdit *unde vi* ne duroit qu'un an : mais dans la suite par la possession de droit ou civile, on entendit une possession continuée par an & jour, & acquise *non vi, non clam, non precario*, ce que l'on prit de l'interdit *uti possideris*, & cette possession fut appelée *saisine*. Voyez Beaumanoir ch. 32. pag. 168. ligne 13. & l'Auteur du grand Coutumier, lib. 2. chap. 21. au commencement.

Ces deux possessions différoient l'une de l'autre.

Premierement, en ce que la simple possession n'estoit pas toujours reputée juste, au lieu que la saisine étoit toujours reputée juste. *Saisine est reputée juste de soi, propter temporis adminiculum; mais possession, non, quia temporis adminiculum non requirit*. L'Auteur du grand Coutumier l. 2. ch. 21. p. 139. lig. 25.

Et secondement, en ce que celui, qui, par exemple, étoit chassé par force de l'héritage qu'il possédoit naturellement, en perdoit la possession, suivant la *Loy 3. §. si quis nunciet 8. la loy 7. D. de acquirend. poss. ff. & le chap. 9. de appellat. in 3. collectione.*

Au lieu, que celui qui avoit été spolié, par violence, de l'héritage qu'il possédoit civilement, en conservoit toujours la saisine, jusqu'à ce qu'un autre l'eut acquise, en possédant le même héritage, par an & jour : & comme celui, qui avoit été chassé par force de l'héritage qu'il possédoit civilement, en conservoit ainsi la saisine, on introduisit dans la pratique, qu'il n'agiroit point contre le spoliateur, pour être ressaisi, mais pour être maintenu sans trouble, dans la saisine qu'il avoit; ou si l'on veut, on ne luy donna point l'interdit *unde vi*, qui est un interdit *recuperanda possessionis* §. 6. *inst. de interd. et.* Mais on luy donna l'interdit *uti possidetis*, qui est un interdit *retinenda possessionis* §. 4. *inst. de interd. et.*, de sorte que ce fut une précaution, à celui qui vouloit user de ce dernier interdit, de se dire toujours saisi; comme nous l'apprenons de du Breuil, dans le livre 1. de son ancien stile du Parlement, chap. 18. §. 3. en ces termes. *Item, conquerens in tali casu novisatis, cavere debet ne se dicat spoliatum, vel dessaisitum, quia tali casu, non posset agere hoc interdicto.* Ce que l'Auteur du grand Coutumier a donné aussi pour regle, dans son livre second chap. 21. pag. 151. *Celui qui se plaint en cas de nouveleté*, dit cet Auteur, *se doit garder de dire, qu'il soit dessaisi, ou dépossédé de sa saisine; car il ne pourroit par interdire la nouveleté, s'il ne possédait ou contendoit posséder: & de là vient que cet interdit a été appelé par nos Jurisconsultes, Complainte en cas de saisine, & de nouveleté. COMPLAINTE, parce que celui qui agissoit le premier,*

& qui étoit proprement le demandeur se plaignoit de la violence, ou du trouble, qui luy étoient faits, & peut être aussi parce que l'opposant, ou le défendeur se plaignoit pareillement; car dans l'interdit uti possidetis, par erat utriusque litigatoris conditio, nec quisquam precipue reus, vel actor intellegebatur, sed unusquisque tam rei, quam actoris partes sustinebat. §. 7. inst. de interd. et. EN CAS DE SAISINE, parce que l'un & l'autre se disoit saisi, ou enfaisiné. Et DE NOUVELLETÉ, parce que chacun se plaignoit du trouble ou de la nouveauté qui luy étoient faits. *En cas de saisine, & de nouveleté*, dit l'Auteur du grand Coutumier au même chap. p. 151. *chacun est demandeur & défendeur, & l'un contredisant à l'autre en toutes choses, ne celui n'est mie legitime contradicteur qui contend son adversaire posséder, mais convient que luy même se die possesseur.*

En cas de saisine, & de nouveleté chacun est demandeur, car il convient que chacun se die saisi, & empêché; mais toutesfois, celui qui se fait tenir, & garder, ou qui a fait la complainte, est proprement demandeur original, & luy fault grace, & à l'autre non.

Quelques uns, sur l'autorité de Guy Pape, dans sa décision 552. sont d'avis que S. Louis a établi ce droit en France; d'autres en attribuent l'établissement à Messire Simon de Bucy, premier Président du Parlement de Paris, qui fut tué en mil trois cens cinquante & huit, selon Froissart, volume 1. chap. 179. & quoy que l'Auteur du grand Coutumier qui étoit à peu près contemporain de ce Magistrat, écrive positivement que c'est luy, qui a le premier mis sur le cas de nouveleté, il n'y a personne qui ne croie aujourd'huy, que cet Auteur ne nous en ait imposé, parce que S. Louis a fait un chapitre de la saisine dans ses établissemens, & que Beau-

manoir, qui écrivoit en 1183. on a aussi traité dans le chapitre 32. de ses Coutumes de Beauvaisis.

Mais il faut observer que, sous le règne de S. Louis, & du temps de Beaumanoir, il y avoit trois cas où l'on se pouvoit complaindre en matiere possession, sçavoir le cas de force, le cas de dessaisine, & le cas de trouble; & ainsi il y avoit en ce temps-là trois complaints en usage en France; sçavoir la complainte de force, la complainte de dessaisine, & la complainte du nouveau trouble. *Cy messes dont nous voulons traitier* dit Beaumanoir dans le chapitre 32. de ses Coutumes de Beauvoisis, *sont devisé en trois manieres, che est à sçavoir force, nouvelle dessaisine, & nouveau trouble, si déclarerons quelle chose est force, & quelle chose est nouvelle dessaisine, & quelle chose est nouveau trouble &c.*

Nouvelle dessaisine si est se aucun emporte la chose de laquelle j'aurois esté en saisine an & jour paisiblement.

Pour che si je tiengle chose, ou meil esplotier, de laquelle je aurai été an & jour en seixine paisiblement, & l'en la moste de ma main, ou de la main à mon commandement, ou l'en me vient ôter la chose à grant plante de gens ou à armes, si que je ni oïe être pour paour de mort, en tel cas aije bonne action de moi plaindre, de force, ou de nouvelle dessaisine. Vous pouvez voir que nulle telle force, n'est sans nouvelle dessaisine, mais nouvelle dessaisine est bien sans force, comme il est dit cy-dessus.

Nouveau trouble si est se je ay été en saisine an & jour d'une chose paisiblement, & l'en m'empêche, si que je n'en puis pas jouir ou autelle maniere, comme je fesois devant, tant che que ch'il que le me m'empêche ne emporte pas la chose aussi, comme se l'on été mes Vendengeurs ou mes Ouvriers d'une vigne, ou d'une terre dont j'auray été

en saisine an & jour, ou en assez autres cas semblables se sont nouveau trouble & me puis plaindre, & ai bonne action de me plaindre, si que la chaste me soit mise arriere, en paisible état &c.

Dans le premier, & le second des trois cas qu'on vient de marquer, c'est-à-dire dans le cas de force, & le cas de dessaisine, celui qui se plaignoit se disoit *dessaisi*, & agissoit pour recouvrer la possession & la saisine qu'il avoit perdue; mais dans le dernier cas, c'est-à-dire dans le cas de trouble il se disoit *saisi*, parce qu'il l'étoit en effet, & il demandoit seulement que le trouble fût ôté: & par conséquent il est tout visible que de ces trois cas, il n'y avoit que le dernier, où la complainte en cas de saisine, & de nouveauté eut lieu, parce que de ces trois cas, il n'y avoit que le dernier, où le complaignant se disoit *saisi*, & se plaignoit du trouble, ou de la nouveauté, qui luy étoit faite.

Or comme en ce temps-là & sur tout dans le commencement du 14. siecle l'on étudioit beaucoup en France les Loix Romaines, on se servit pour perfectionner nostre droit des décisions de ces loix & souvent assez mal à propos: & parce qu'il y a dans la loy 3. au Dig. 5. *si quis nuncies*, de A. P. & dans plusieurs autres loix, que la volonté suffit pour retenir la possession, ce qui doit être entendu lorsque par exemple il y a quelqu'un qui possède un heritage au nom du propriétaire, & même lorsque celui qui possède un heritage au nom du propriétaire en a été chassé par un étranger, pourveu néanmoins, que le propriétaire n'en sçache rien; on introduisit suivant cette maxime, dont on abusa, qu'en general, la volonté suffisoit pour conserver la saisine, de quelque maniere qu'on eut été spolié de son immeuble, & sur ce fondement, il n'y eut plus de complainte de force & de dessaisine, mais dans tous les cas on n' intenta plus, que

la complainte en cas de saisine, & de nouvelleté, parce que la force & la des-saisine furent regardées comme nouveau trouble : & ce fut Messire Simon de Bucy qui étendit ainsi, ou qui mit sus de la sorte le cas de nouvelleté, ce que M. Pichou, Brodeau & nos autres Auteurs n'ont pas remarqué. Voyez Jean Faber sur le §. *retinenda inst. de interdictis n. 3. in fine.*

Outre l'interdit *unde vi recuperanda possessionis*, les Romains avoient encore une action civile pour rentrer dans la possession de leurs biens, lorsqu'ils en avoient été spoliés, ou autrement perdu la possession ; & cette action, qui étoit appelée *condictio* ne finissoit pas après l'an, comme l'interdit. *Si cisi nummi alienati sint*, dit Paul dans la Loy 15. D. de condict. indebiti, *condictio competet, ut vel possessio eorum reddatur, quemadmodum si falsis existimans possessionem me tibi debere alicujus rei, tradidissim, condicerem : sed & si possessionem tuam fecissim, ita ut tibi per longi temporis prescriptionem avocari non possit, etiam sic rectè tecum per indebitam conductionem agerem. Sed etsi usus fructus in re soluta alienus sit deducto usufructu à te condicam. Vide legem 1. ff. uti possidetis §. restituenda.* A l'exemple de cette action, Messire Simon de Bucy, qui rendit general le cas de nouvelleté ou l'interdit *uti possidetis*, comme on l'a fait voir cy-dessus, introduisit encore en France le cas de simple saisine, ainsi que nous l'apprenons de l'Auteur du grand Coutumier liv. 2. chap. 21. pag. 136. à la fin, & le cas de simple saisine différoit particulièrement de celui de nouvelleté.

Premièrement, parce que la complainte en cas de saisine, & de nouvelleté devoit être intentée dans l'an du trouble, au lieu que le cas de simple saisine pouvoit être intenté dans les dix années à compter aussi du jour du trouble. Voyez l'Auteur du grand Coutumier lib. 2.

chap. 21. pag. 143-144. & les Ordonnances de la gouvernance d'Arras art. 86.

En second lieu, parce que dans le cas de nouvelleté chacun étoit demandeur & défendeur, chacun se disoit saisi, & agissoit pour conserver sa possession, au lieu que dans le cas de simple saisine, le demandeur agissoit contre le défendeur, pour recouvrer la saisine qu'il avoit perdue, & que le défendeur avoit acquise par la possession d'an & jour ; l'Auteur du grand Coutumier pag. 151.

En troisième lieu, parce que dans le cas de nouvelleté, les derniers exploits étoient les meilleurs, c'est-à-dire que le droit de celui qui avoit joui paisiblement la dernière année, *non vi, non clam, non precario*, étoit toujours le meilleur ; au lieu que dans le cas de la simple saisine, les anciens exploits étoient préférés aux nouveaux, soit que les anciens fussent en plus grand nombre, ou soit même qu'ils fussent égaux. L'Auteur du grand Coutumier lib. 2. chap. 21. *En cas de simple saisine, s'il y a plusieurs exploits, jaoit qu'ils soient anciens, toutesfois ils valent mieux ; mais en cas de nouvelleté les nouveaux valent mieux. En cas de nouvelleté les derniers exploits dedans l'an de nouvelleté commencent valent mieux quand ils sont prouvez, & en cas de simple saisine les plus anciens exploits valent mieux. Supposé encore que sa partie prouvât aussi largement en nombre de témoins en suffisance de personnes, & nombre d'exploits.*

En quatrième lieu, parce que dans le cas de nouvelleté il suffisoit de prouver sa dernière possession d'an & jour, sans qu'il fût besoin de titre ; au lieu que dans le cas de simple saisine, le demandeur étoit obligé de justifier par titre, que la possession lui devoit appartenir : *Au libelle d'acquiescer saisine, & au libelle de recouvrer saisine*, dit l'Auteur du grand Coutumier lib. 2. chap. 21. pag.

139. ligne 3. *Il est requis & nécessaire. d'alleguer, & montrer titre, par lequel le demandeur se dit avoir droit en la possession acquérir ou recouvrer; mais au libelle de possession retenir, il n'est point nécessaire; car la possession usée, & continuée par an & jour paisiblement, publiquement, & propriétairement, non mise par force, clandestinement ne par prier, par celui qui intente le libelle, ou par ceux dont il a cause soit successeur ou acheteur, ou en quelque autre manière occupant, induit saisine sans autre titre, & ne faut dire sinon, possideo.*

En cinquième lieu parce que dans le cas de nouvelleté, celui contre qui la complainte étoit intentée n'avoit pas de delay de Conseil de vené, & de Garand, au lieu que ce delay étoit octroyé au défendeur dans le cas de simple saisine. Voyez l'ancien stil du Parlement part. 1. chap. 18. §. 2. & l'Auteur du grand Coutumier, lib. 2. ch. 21. pag. 143. lig. 7. & pag. 155. lig. 19.

Et enfin, parce que dans le cas de nouvelleté la chose contentieuse étoit ordinairement mise en la main du Roy, pour empêcher les parties d'en venir aux mains ce qui étoit à craindre, parce que chacun se disoit saisi; au lieu que dans le cas de la simple saisine, le défendeur

demeuroit en possession pendant le procès, parce qu'il avoit la saisine, & que son adversaire qui agissoit pour recouvrer la possession se reconnoissoit lui-même dessaisi. Voyez l'Auteur du grand Coutumier livre 2. chap. 21. pag. 149. ligne 8. & le Guidon des praticiens tit. du possessoire nombre 13. Bouteiller dans la Somme liv. 1. tit. 27. à la fin.

Mais dans la suite le cas de simple saisine n'a eu lieu selon Bouteiller, que pour trouble de servage, comme dit cet Auteur dans la Somme, liv. 1. tit. 32. p. 111. ligne 5. c'est-à-dire pour trouble de servitudes & de droits incorporels & pour trouble de rente, selon l'article suivant de la Coutume de Paris, qui est le 198.

Quand aucun a joui & possédé aucune rente & icelle prise, & perçue sur aucun heritage, avant & depuis dix ans, & par plus grande partie d'iceluy temps; s'il est trouble & empêché en la possession & jouissance d'icelle, il peut intenter & poursuivre le cas de simple saisine personnelle contre celui ou ceux, qui ainsi l'ont trouble, & requérir être mis en la possession en laquelle il étoit par avant ladite cessation. Aujourd'huy ce droit n'est plus en usage. Voyez Saisine & Complainte, aux articles suivans.

MATIERE OU CAS DE COMPLAINTE & de NOUVELLETE', ou COMPLAINTE de NOUVELETTE'.] Ponthieu art. 143. & suivans, 163. & dernier. Lille, art. 145. & suivant, & de la dernière au titre des matieres possessoires. Ou COMPLAINTE & doleance en cas ou matiere de Saisine & de Nouveleté : Montargis chap. 21. art. 14. 12. Orléans art. 369. 372. Bourbonnois art. 297. & chap. 12. Auvergne chap. 2. art. 1. La Marche art. 4. 7. Poitou art. 55. Auxerre art. 211. Bar, art. 41. Et en l'Edit de Charles 7. de l'an 1453. art. 63. 70. 73. 74. de Charles 8. de l'an 1493. art. 32. 49. de Louis 12. de l'an 1512. art. 51.

FORMER OU INTENTER COMPLAINTE.] Tours art. 27. 240. 262. 294. Grand Perche art. 95. 210. S. Jean d'Angeli art. 78. Peronne art. 144. Auxerre art. 223. Berry, tit. 2. art. 32. tit. 5. art. 23.

FORMER & EXECUTER COMPLAINTE en cas de saisine & de Nouveleté : Le Maine art. 326. Complainte sur Complainte n'a

point de lieu. Imbert au premier livre des Institutions.

PRENDRE COMPLAINTE en MATIERE DE NOUVELLE-TE.] Montargis chap. 1. art. 52. Orléans chap. 1. art. 91.

RAMENER la COMPLAINTE SUR LES LIEUX.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. fait pour le reglement de la Justice du grand Conseil. Quand le Juge ou son Commis se transporte sur l'heritage contentieux, & entend les parties sur le premier chef de la Complainte possessoire, pour refaire l'une des parties en baillant caution de rendre & restituer la chose & les fruits qu'ils auroient percus, s'il est dit en fin de cause, dont aussi est fait mention en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 51. 52. 53. **RAMENER la COMPLAINTE à execution**, au même Edit.

Anciennement l'examinateur, Huissier ou Sergent qui (étoit) executeur du mandement au complainte en cas de saisine & de nouvelle-té (devoit) faire appeler les parties pardevant luy sur le lieu, & la complainte faite par le Complainant, si l'autre partie en parlant se (confessoit) de saisine, ou confessoit avoir mis l'empêchement, & ne (proposoit) avoir aucun droit en la chose, ou qu'elle n'y avoit mis l'empêchement, ou qu'elle ne s'opposoit point, l'executeur refaisoit le complainte, & en rétablissant droit l'empêchement, & assignoit jour, pour voir confirmer son exploit, ne depuis la partie n'étoit reçue à opposition, (Mais si icelle partie disoit, que ce qu'elle avoit fait, avoit été en usant de son droit, & qu'elle contendoit posséder ladite chose, alors pour raison du débat, ladite chose étoit mise en la main du Roy, &c. L'Auteur du grand Coutumier liv. 2. chap. 21. pag. 146. Voyez l'ancien stil du Parlement partie premiere chap. 18. §. 4. & le chap. xi. de la Coutume de Lisse. Pith. ad cap. 47. leg. Salic. & Gellium lib. 20. cap. 9.

Quand la chose contentieuse étoit ainsi mise en la main du Roy, on examinait ensuite laquelle des deux parties avoit joui par an & jour, & celle des deux qui prouvoit la dernière jouissance

de l'an & jour, étoit maintenue dans la possession & saisine; & si aucune ne prouvoit clairement qu'elle eût joui pendant l'espace d'une année & un jour, ou si le cas étoit douteux, on donnoit la jouissance par provision à celle des deux qui avoit le droit le plus apparent. Cette procédure est bien expliquée dans le passage suivant, tiré d'un ancien stile de Court-Laye tit. 2. qui m'a été communiqué par Monsieur D.

Celui qui aura possédé biens immeubles, par an & jour, paisiblement, publiquement, & en son nom, sera maintenu, & conservé, tant contre son dit Auteur, que faisant trouble, & ce sans préjudice de la propriété & si les deux parties contendent, & maintiennent avoir le droit possessoire, & que le cas soit douteux, sera procédé à sequestration de la chose contentieuse, pour être réglée par un tiers à ce commis pendant le Procès possessoire, sans à adjuger ladite jouissance par provision, après la preuve & vérification faite, à celui qui auroit le plus apparent droit, pour retenir ladite jouissance, par ladite provision, en attendant ledit jugement définitif, & s'il y a appel de ladite provision, sera néanmoins exécutée ladite Ordonnance, sans préjudice dudit appel, en baillant caution de rendre les fruits.

* **COMPLAISANCE.**] Est le paiement fait des loyaux aydes aux quatre Cas. Arrest du 20. Juillet 1624. entre Noble Pierre de Flageat & Jacques de la Queuse, condamné payer le droit de Complaisance ausdits quatre cas, &c. (M. GALLAND.)

TERRE BAILLÉE A COMPLANT.] Pour planter en vigne. Anjou, art. 160. le Maine, art. 177. Poitou, art 59: 60: 61. 62. 82. S. Jean d'Angely, art. 18. 21. 127. la Rochelle, art. 62.

COMPLANTER.] Poitou, art. 82. S. Jean d'Angely, art. 18.

COMPLANTERIE.] Poitou, art. 75. C'est le droit & portion que le Seigneur prend sur les fruits des vignes qu'il a baillé à complanter, cultiver & exploiter.

COMPLICES.] *Socii scelerum, confocii, Firmico lib. 3. cap. 13. facinorosi, σπαραγγοί, συνιστοί, conficii, ministri, adjutores: qua vocantur Sidonius Apollinaris lib. 8. Ep. 11. Aurelius Prudentius, Theodericus, rex Italia, cap. 17. Edicti sui: Cassiodorus lib. 5. Variar. Epist. 39x Landulphus Sagax, lib. 22. historia Miscella, Pontifex cap. 15. de foro competenti, Concilium cap. 6. de Baptismo in Decretal. Frodoard. Salvianus ad Ecclesiam Catholicam, lib. 2. & alii recentiores quidam, ne trivialia consectemur ut is qui γρασουλλεκτρία dictus. Alii sunt factores, rei ipsi qui crimen admiserunt, l. dig. de custodia reorum.*

COMPULSOIRE.] Bourbonnois, art. 433. & en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493, art. 31. de Charles VII. de l'an 1449, art. 35. & es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 236.

Quand le Juge decerne commission pour contraindre les Notaires & Greffiers de délivrer les Contrats, titres, instruments, actes, registres, Sentences, sacs & procédures des parties dont ils se veulent aider en production. *Qua de re est l. 2. Cod. de edendo, l. 6. Cod. Thea. de accusationib. Alia fuit Justiniani græca Constitutio, quæ valgò desideratur ultimo loco sub tit. Cod. de fide instrum. Ejus sententia extat ex Basilicis & Synopsi.*

COMTE.] Tours, art. 6. 42. 74. & suivans: Anjou, art. 48. & suivans. Le Maine, art. 56. 57. *Quibus locis explicatur Comitatus imperium. Vulgò autem Comites vocantur qui inferiorem dignitatis gradum tenent sub duce. In Appendice Aimoini lib. 4. cap. 61. refertur Pipinum Grifonem fratrem more Ducum duodecim Comitatus donasse. & eodem lib. cap. 116. lib. 9. c. 12. Ducatum Forojullensem divisum esse inter quatuor Comitatus: Comitum, quidam sic appellatum existimant, quod ex Comitatu Principis mittebatur ad tutelam Provincia vel civitatis quæ ex eam mittebatur: & Comitum varii sunt potestates: hinc Comites urbium, limitum, auri, vestiarum, domorum, sacri ararii, thesaurorum, largitionum, rei privatae sacri patrimonii, dispositionum, horreorum, consistorii, &c.*

dinis primi, ordinis secundi intra palatium, intra consistorium: Comes imperatoris per omnes expeditiones: Comes cubiculi, commerciorum, metallorum, rationalis summarum formarum, riparum, cloacarum, portus, stabuli sacri domesticorum, equitum, vel peditum: Comes civitatis apud Sidonium lib. 7. Epist. ad Gracum: Notariorum, Castrensis, Orientis, Egypti, Mesopotamiae, rei militaris, ut Comites Clibanarii, Sagittarii, Cataphractarii. Les COMTES anciennement & même du temps de Charles le Grand, étoient les Capitaines & Juges ordinaires des villes, *οἱ λαὸν ἀρχοντες*, Suida. *Qui olim magistratum adseffores. l. 4. dig. de officio Adseffor. Quique pacem & justitiam facere dicuntur lib. 2. capitulorum art. 6. 9. Comes placitum non habeat nisi jejunus, lib. 3. art. 38. non in Ecclesiis vel in atriis Ecclesiarum, ut continetur art. 60. additionis 3. capitulorum.* Les Ducs étoient les Gouverneurs de la Province: & depuis, mêmes du temps de Hugues Capet, les Ducs & Comtes se sont approprié les lieux & villes de leurs charges par la facilité & infortune de nos Rois, comme l'Avocat Pasquier a observé. Car anciennement toutes les dignitez & Jurisdictions feudales n'étoient que commissions revocables au plaisir du Souverain; & peu à peu ont été octroyées aux particuliers à vie, puis à eux & à leurs successeurs mâles, & en après aux femelles: enfin elles ont passé en forme de patrimoine en plusieurs Royaumes, soit par l'octroy du Souverain & consentement des Etats, ou par longue possession. Car autrement tous les Etats, Offices & Magistrats appartiennent à la Republique en propriété, sauf la provision à ceux qui ont la souveraineté. Bodin, au livre 3. de la Republ. chap. 5. Les Ducs & Comtes anciennement ne tenoient pas leurs Duchez & Comtez en domaine perpetuel & hereditaire, ains en office seulement. Voyez les Memoires du docteur Pithou Avocat en Parlement à Paris, & du Greffier du Tillet. Celui-là étoit Duc qui avoit sous soy une Province ou plusieurs Comtez, & le COMTE tenoit le territoire d'une ville en son Gouvernement, *esque suberant Barones & Castellani.*

COMTE DU PALAIS.] *Comes Palatii, & sacra Aula in capitulis & historiis regum Francia, qui tribunal habuit:* qui semble avoir été autre que le Maire du Palais Royal, & que aucuns estiment qu'à present c'est l'office du grand Maître de France & de la Maison du Roy. Voyez le mot MAIRE. Or depuis le Roy Hugues Capet n'y a eu Office en titre de Comte ou de Maire du Palais; *Ceterum in Imperio Romano nullus fuit Comes Palatii, & in inscriptione tit. 34. lib. 1. Cod. Justiniani legendum est, SACRI PATRIMONII, non Palatii: & vulgò malè accipiunt inscriptionem tit. 13. lib. 12. ejusdem Cod. qui non est de Comite Palatii, sed de Comite Archiatrorum, de quo etiam*
Cassiodorus

Cassiodorus lib. 6. Variar. Porro Comitatus nomen omnibus Magistratibus datum est qui sacrum Comitatum observarent, vel qui ex eo prodirent, & inde nomen postea porrectum est ad omnes qui cui negotio praposti essent: Jurisconsultorum princeps Cujacius ad tit. Cod. de Officio Comitatus sacr. largitionum: Apud Marcellinum. lib. 15. Mercurius appellatur somniorum Comes: Sic videtur legendam: Loquitur autem de somniis & visis nocturnis.

COMTE.] Tours, art. 56. 75. 294. 295. Le Maine, art. 56. id est Comitatus. Non solum prefectura, sed & urbes ipse & provincia appellantur Comitatus ab Aimoine, & aliis: Inferior est autem Comitatus, gradus sub duce: Alio sensu dicitur principis, aut viri illustris Comitatus, & Comitatus generis humani à Seneca epist. 100. In lege Salica, Ripuaria, & Bajoariorum Comes appellatur Gravio, Germanicè Graven. Cum Comite Bajoariorum quem illi Gravionem dicunt. P. Varnefridus lib. 5. cap. 36. Margravii sunt marca & limitis Comites: Landgravii Comites Provincia: Burgravii Comites arcis. Comes etiam dicitur Graphio, ut apud Aimoinum lib. 4. cap. 1. qui fuit Floriacensis monasterii monachus. Longobardis Comes fuit Gastaldus: Comitatus Gastaldatus: interdum tamen Comes distinguitur à Gastaldio, ut in diplomate Conradi Imperatoris apud Sigonium lib. 8. de regno Italia & Henrici IV. apud eundem lib. 10.

CONCIERGE DE MAISON.] *ἰνικολόγος, insularius; de Chasteau, de geole ou prison, geolier, chepier, Janicularius, confervus; Hic custos est: At ἰνοικος est inquilinus.*

CONESTABLE.] Lors qu'avant le Roy Hugues Capet il y avoit en France un Maire du Palais, quasi magnus domesticus, le Conestable étoit le grand Escuyer, *πρωτοεπίταρ*, & avoit la superintendance sur l'étable ou écurie du Prince, & les Mareschaux étoient les Escuyers, *Stratores*: Comes vel Tribunus stabuli, Marcellino, Gregorio Turonico, Aimoine, Reginoni, & in supplemento Chron. Sigeberti, Richardus dicitur Conestabulus Henrici Regis Anglorum anno 1165. & an. 1174. Migo appellatur Conestabilis castri Vernolii: & anno 1181. Richardus Conestabularius Regis, Aimoinus lib. 3. c. 94. Roconem, & Eborinum vocat Prefectos equorum: & c. 70. ejusdem libri Leudegisilum Prapositum Regatium equorum & Comistabilem: & l. 4. c. 45. Burchardum Comitem stabuli. Sinsula Casaris stabuli Tribunus, Marc. lib. 20. Valentin. Valensem fratrem stabulo suo cum Tribunatus dignitate prefecit. Idem lib. 26. Valerianus curabat stabulum: idem lib. 31. Biduarius sub Justino II. erat Comes Imperialium stabulorum: Constantianus sub Justiniano Magna, ait Procopius lib. 1. de bello Gothorum. Μάρτυρας κομῆτης τῶ σταβλῶν apud Cedrenum sub Imperio Constantini Leonis filii. Μάρτυρας Κομιστάουλος Gregora l. 3. ομῆτας Κομιστάουλος κεφαλὴ τῶ ἰογατόρος

ᾠπαρχῶν, ult *Curpalates*, apud quem *Notitia Græca* officialium *Constantinopolitanos*, quique *Georgius Codinus*. μίτρας Κοροσάυλας in indice officiorum palatii. Et après que l'office du Maire du Palais fut aboli, furent creéz Officiers pour le fait de la guerre, l'un nommé **CONESTABLE**, & autres moindres nommez *Mareschaux*, prenant chevaux, pour gens de cheval par figure. Le **CONESTABLE** de France, est chef principal après le Roy pour toutes ses guerres, *quasi Præfectus Prætorio sub principibus*, & *Magister equitum sub Dictatoribus*: veteres enim omnem magistratum cui pareret exercitus Prætozem appellaverunt. Unde *Prætoria cohortes*: ex more etiam *Persarum Chiliarchus*, *Tribunus militaris secundum gradum imperii tenebat*, *Probus in Conone*: Aussi au **Conestable** est commise la garde de l'épée du Roy dont il lui fait homage lige. *Constantinopoli ὑποτοσπατάριος qui sub magno Domestico, eo absente ferebat Spatham Imperatoris, ut est in notitia græca*: unde *Spatarius* & *Protospatarius*, vox *Spathæ* cognita *Vegetio*, *Apuleio*, *Isidoro*. *Parthenius sub Domitiano gladium gestavit*, *Xiphilinus*, idemque πρὸς αὐτοῦς, *camerarius*, *cubicularius*. *Præfectus Prætorio gladium ab Imperatore accipiebat*, *Xiphilinus in Trajano*. Et *Froissart* au liv. 4. c. 54. fait mention du martel de la **Conestablie**. *Pugio fuit insigne potestatis Prætorianæ*, & ad munimentum Imperatoris datus *Præfecto Prætorio*. *Aurelius Victor in Trajano*. *Boutillier* en sa *Somme rurale* traite du droit du **Conestable** de France, & de son office: *De Comestabulo etiam Hotomanus c. 14. Francogalliæ*: *Joannes Tillius lib. 2. & alii quorum scripta sunt in manibus, si tibi hæc nostræ Eclogæ non expleant animum*.

LA CONESTABLIE.] *Boullenois*, art. 7. C'est la Capitainerie ou Gouvernement qui tient en Pairie. Anciennement les *Escuyers d'écurie* (qui olim *Comites & Tribuni stabuli dicebantur*) ont obtenu le commandement sur une armée, & à leur exemple ceux qui commandoient en quelques bandes ou citez, ont été appelez **CONESTABLES**, c'est à dire, *Chefs & Capitaines* au fait des armes, & pour la garde d'une Ville, d'une frontiere & place forte, comme au chap. 77. de l'ancienne *Chronique de Flandres*, & au chap. 79. 112. & au 1. liv. de *Froissart* chap. 17. le **Conestable** de la Ville de *St. Malo* en Bretagne, *Constabularius castri vel turris, in historia Anglica Thoma VValsingami*. **Conestable** de *Bordeaux* en la *Chronique* de *Charles VII.* **Conestablies** signifient *Bandes & Compagnies* de gens de guerre. La **Conestablie** de *Normandie* a été prétendue hereditaire, dont est fait mention par un *Arrest* de *Toussaints* 1272. & de la *May* *Avoust* 1274. & de la *Pentecoste* 1275. *De Comitatu stabulorum locus est apud Gregorium Turonicum, lib. 5. cap. 48. Porro valde suavis Muslimani, qui scripsit Conestabilem dici, quod sit cunctis stabilis, de quo suo*

etymo etiam gloriatur : Huic nec Sirenes impetraverint fidem. Alii putant dici quasi Comitum stabilem, non feliciore ingenio.

CONFINE'.] *Deportatus vel relegatus in insulam aut alium locum.* Voyez le mot **BANNIR**.

CONFISQUER SON FIEF.] Paris, art. 43. Valois, art. 36. Reims, art. 129. Montargis, chap. 1. art. 83. Orleans, chap. 1. art. 80. Dourdan, art. 34.

C'est ce que les autres Coutumes disent **COMMETTRE** ou **forfaire son fief**, quand par la faute du vassal il est acquis au Seigneur feudal.

QUI CONFISQUE LE CORPS CONFISQUE LES BIENS.] Presque par toutes les Coutumes de France, celui qui confisque le corps par Sentence de mort ou bannissement perpétuel, confisque les biens : & cette règle avoit lieu du temps de Charles le Grand, *ut constat ex lib. 3. legis Francica cap. 47.* Toutefois le Roy Jean a octroyé aux peuples de l'Aquitaine de n'être sujets à Confiscation, si ce n'est pour crime de leze majesté divine ou humaine : *qua de re Arnoldus Ferronus, ad art. 3. tit. 12. Consuetud. Burdiga. & faut que le corps du criminel en sa personne effectivement soit confisqué par mort, ou civilement par bannissement, ou galeres perpetuelles, Sacratio cum bonis capite, & non par contumace ou à temps, d'autant qu'il pourroit retourner en ses biens : Hac bonorum publicatio dicitur d'Inuolus, proscriptio, confiscatio, qua mortem vel deportationem sequi solet ante Justiniani Nov. 134. qua fisco praefert condemnati liberos, parentes & uxorem indotatam, excepto perduellionatus crimine.* Voyez mon Commentaire sur les premiers articles du tit. 2. de la Coutume de Berri.

CONFORTEMAIN.] Auvergne, chap. 22. art. 2. Berri, tit. 5. art. 26. Augoumois, art. 11. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. fait à Cremieu.

Quand le Seigneur feudal ou censuel use de la main, de la commission & autorité de Justice, ou de son Seigneur suzerain pour la conservation de ses droits. C'est une commission confortative obtenue du Roy ou du Seigneur supérieur immédiat pour conforter la saisie du Seigneur qui a droit de fief, cens, ou terrage. Blois, art. 39.

CONFRONTER LES TÉMOINS ET CONFRONTATION.] En l'Edit de Louis XII. de l'an 1499. art. III. de François I. de l'an 1539. art. 144. 149. 151. 152. 153. Qu'en aucuns lieux l'on appelle **A C A R E M E N T**, l'homme est dit avoir bonne care.

Quand le Juge presente les témoins de l'information à l'accusé qui est chargé par leur déposition : & qu'il luy fait faire lecture d'icelle en la presence du témoin qui a été repeté, & recolé, *Cum reus cri-*

minis componitur cum testibus, ut reum agnoscant, & presentem quasi condemnent: Qua de re exemplum dabit Dio, lib. 60. in causa Valerij Asiatici. Testium autem dicta publicanda sunt, reoque criminis patefieri debent, cap. 24. & penult. de accusatio. cap. 22. de sententia & re judicat.

En Languedoc & en Gascogne *care* signifie aussi visage. Voyez cet Auteur dans ses Origines de la langue François sur *care* signifie *confronter*. M. Caleneuve fait la lecture A page 2. venir *care* du mot grec *καρε* qui signi-

CONGE' DE COUR.] Senlis, art. 59. Clermont, art. 22. 212. Viâtry, art. 7. 126. Laon, art. 234. Chalons, art. 242. Reims, art. 199. Ponthieu, art. 139. 146. 164. 167. 177. 179. 180. Lille, article 131. 132. 138. Normandie, chap. 58. & en l'art. 31. de la Coutume locale de la ville d'Amiens. Cambrai, tit. 25. art. 54. tit. 26. art. 2. & 14.

Datur reo à Judice, cum actor abest, liti non adest, tam in causa principali, quam in causa appellationis: Sic reus absolvitur observatione judicii si actor ante litem contestatam abesse ceperit. No. 53. Justiniani.

CONGE' SIMPLE.] Est différent du Congé défaut en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. fait pour le reglement de la Justice du grand Conseil, & souvent en pratique, Congé simple s'obtient par un défendeur contre un demandeur, non comparant, ou à faute de repliquer: & par l'intimé contre l'appellant défaillant qui avoit relevé & assigné. Le Congé défaut se donne à l'appellant qui a été anticipé contre l'anticipant défaillant. *Quia fungitur vice rei & actoris.* Défaut simple ou pur, à la différence du défaut sauf. Le Congé de Cour n'emporte pas gain de cause, si ce n'est à faute de repliquer & soutenir en action de retrait lignager qui est odieux en quelques Proviuces, & en quelques autres cas: autrement il ne délivre que de l'instance: Et peut bien encore en après le même demandeur intenter nouvelle instance pour même chose contre la même personne, à la charge des dépens de la première instance & du Congé, *Comiatus*, Congé & licence. *In capitulis & Synodis Gallie.*

DEFAUT CONGE'.] En cas d'appel, és Ordonnances de Sedan, art. 444. ATTENDUE ou CONGE'. Sens, art. 35.

DOMAINE GONGEABLE.] Bretagne 541. duquel le possesseur se doit dessaisir à la volonté du Seigneur bailleur duquel il est tenu, en luy payant ses meliorations.

* **CONGRIER.**] L'Aveu ou Acte suivant fera connoître ce que c'est que ce droit. » Aujourd'huy en Jugement noble Homme Roch » Bedé sieur de la Gourmandiere, lequel present en sa personne a fait » & juré foy & hommage simple à Monseigneur de la Cour de ceans, » comparant en la personne de Me René Jaillet son Procureur, au

regard de la Seigneurie de la Moreliere, pour raison de son lieu, fief « domaine & appartenance de la Gourmandiere, en tant & pour tant « qu'il y a tenu de ladite Seigneurie; pour raison dequoy il a confessé « devoir cinq sols tournois de service par une part, & douze deniers « par autre, pour avoir droit de *Congrier* en la riviere de Sartes, dont « l'avons jugé; à laquelle foy & hommage mondit Seigneur compa- « rant comme dessus, l'a reçu, sauf son droit, & l'autrui en toutes « choses, & l'avons condamné bailler par aveu dans quarante jours « & pareillement bailler par declaration les choses censives; qui est « une Isle de Pré susdit, près & joignant le Pré de la Coustardiere, « appelé les Coullés, pour raison de quoy il doit quatre deniers de « cens, & outre condamné bailler par declaration les vignes qu'il tient « au cloux de la Moreliere à l'assise prochaine. Donné aux assises « de la Moreliere tenues audit lieu par nous René Poisson licentier es « Droits, Senéchal, le 23. jour de Novembre, l'an mil cinq cens quatre- « vingt dix-huit. Signé, VIEL, Greffier.

Le droit de *Congrier* mentionné en l'aveu est de faire une espece de garenne à poisson dans la riviere, lequel *Congrier* est composé de gros pieux enfoncés en la riviere, joints près l'un de l'autre, & sortant hors de l'eau, entre lesquels le poisson est renfermé. (M. GALLAND.)

CONJURE.] Du Seigneur, du Bailly, du Gouverneur, ou son Lieutenant: S. Omer, art. 16. Theroane, art. 8. Et en la Coutume de Bethune & de Saint Omer sous Artois, 30. 38. Conjure & semonce des Officiers. Valenciennes, art. 1. 2. 4. * *Vide Lindanum de Tene-remunda*, pag. 145. n. 23. 24.

COUR DE CONJURE.] Promotion & Conjure de Bailli: faire droit entre les parties par Conjure d'hommes ou d'Eschevins, en la Somme rurale. Semondre & conjurer de loy les hommes de fief, Eschevins & Juges. Lille, titre des Plaintes à loy. CONJURER LA COUR, ou ses hommes.

SEMONCE ET CONJURE.] Hainaut, chap. 56. & en la Somme rurale, traitant de la jurisdiction ordinaire & des ajournemens, & ailleurs. SEMONDRE ET CONJURER le Juge de la loy.

Quant à la semonce & Conjure du Seigneur Justicier ou de son Bailli, Majeur, ou Lieutenant, les vassaux & hommes feudaux, les Censiers ou cottiers sont appelez & assemblez pour juger les differents des sujets: *Nam ex eorum opinione & judicio Judex pronunciat. In lege Salica, Ripuaria, & aliis. Conjuratores sunt Sacramentales qui jurati simul testimonium præbent de innocentia rei, vel ejus exceptiones adfirmant: & olim Prejuraciones facere dicebantur ii qui ante alios*

conceptis uerbis jurabant, post quos in eadem verba jurantes tantummodo dicebant, Idem in me, ut ex Festo Paulus refert. Voyez le mot JURERS. Le Comte de Flandres conjura ses hommes pour prendre le parti du Roy d'Angleterre contre le Roy de France, comme recite l'Auteur de la vieille chronique de Flandres chap. 14. Et Philippes le Bel Roy de France conjura ses Pairs pour faire jugement contre le Roy d'Angleterre, comme il est contenu au chap. 34. *Juratus etiam Senatus decrevit, Livius lib. 42. Patres jurati censuerunt, Idem lib. 30. idque etiam constat ex Tacito & Suetonio. Judices jurati legibus judicabant: M. Tul. lib. 1. de inventione, & saepe alias. * V. Alsefferram de Ducibus lib. 4. p. 237.* Charondas sur Bouteiller page 19. & Beaumanoir, chap. 1. pag. xi. à la fin.

CONJUREMENT.] En la Somme rurale.

* CONQUEREMENT.] Acaptes. Voyez *Acaptes & Entrage.*

CONQUESTS.] Paris, art. 220. 292. 296. Meaux, art. 18. 19. 26. Melun, art. 47. 132. 210. Sens, art. 25. Montfort. art. 88. Berri, tit. 1. art. 18. 19. tit. 7. art. 9. 10. titre 8. art. 1. tit. 12. art. 16. tit. 14. art. 4. 24. tit. 19. art. 1. & souvent és autres Coutumes.

Cum quid in commune acquiritur, ut inter conjuges vel socios bonorum. Comme il est dit en la Coutume de Chalons, art. 250. que l'heritage retité par le lignager, luy est acquest: & s'il est marié, CONQUEST, entre luy & sa femme. CONQUEST s'entend d'acquisition faite par les conjoints ou l'un d'eux, constant leur mariage. Acquest est ce qui a été acquis par aucun auparavant qu'il fût marié, ou après la dissolution de son mariage: Reims, art. 32. Chasteau-neuf en Thimerais, art. 108. *Sed ipso meridie lucernam ne accendamus.*

CONSEIL.] Des affaires du Roy, Secret, d'Etat, Etroit, Privé, auquel ne doit avoir jurisdiction contentieuse entre les parties privées, jaoit que depuis quelque temps l'on en aye autrement usé. *Est sanctius consilium quod constat delectis viris & apolectis, ut Aetoli vocabant: Livius 35. & 36.*

GRAND CONSEIL.] Que le Roy Charles VIII. a institué, & auquel le Roy François I. a attribué la connoissance des procez qui se meuvent à cause des Archevêchez, Evêchez, Abbayes, & autres Benefices électifs & Prelatures Ecclesiastiques: il connoît aussi des appellations des jugemens civils donnez par le Prevost de l'Hôtel. Toutesfois les Etats tenus à Orléans l'an 1560. & à Blois l'an 1576. ont requis ce grand Conseil être supprimé: & anciennement étoit une assemblée de personnes notables près le Chancelier de France, pour luy donner avis des difficultez qui s'offroient pour le fait de la Justice, pour le reglement des Parlemens & autres cas semblables, dont

depuis l'on a voulu faire une juridiction ordinaire & comme une Cour souveraine. De ce grand Conseil l'Avocat Pasquier au 2. livre des Recherches chap. 6. (* Joignez Loyfel dans ses observations mêlées.)

CONSERVATEUR] Des Privileges Royaux , ou Apostoliques des Universitez, des Foires de Champagne , de Lyon. Aussi le Roy Henry III. en l'an 1583. a érigé l'Office de Conservateur & garde de fiefs & Domaine en chacun Bailliage & Senéchaussée.

* **CONTEOR. CONTIERES.**] Cil est appellé **CONTEOR** que aucuns établis por conter por luy en Cour. Anc. Coutume de Normand. Voyez le mot suivant.

CONTEUR.] Normandie, chap. 64. C'est l'Avocat ou Procureur que l'on a érably en Cour, pour narrer, conter, & reciter le fait & differant au Juge. *Causidicus, qui cur quaque facta sint, expedit.* **EMPARLIER, CLAMATOR.**

* **CONTINUATION de Communauté.**] Voyez *Communauté continuée.*

* **CONTR'ABOUT.**] C'est un heritage qui appartient à un preneur à cens ou rente, & qu'il affecte & hypoteque, outre la chose qui luy est ascensée, pour la sureté du payement de la rente ou du Cens. Voyez *About.*

* **CONTRAT PIGNORATIF.**] C'est un prest usuraire coloré des titres de vente & de relocation. Voyez ce qu'on en a écrit dans la Dissertation sur le tenement de cinq ans, chap. 4. & 5.

* **CONTR'ADVEU.**] Voyez *Adveu.*

* **CONTR'APPLEGEMENT, CONTR'APPLEGER.**] Voyez *Applegement, Appleger.*

On remarquera seulement icy qu'une partie se pouvoit *Contr'appleger*, soit que l'applegement eût été directement fait contre elle, ou contre ses exploiters, *en prenant ses exploiters en advouerie.* L'ancien stile de Touraine, chap. 14.

Quand aucun s'appleige ou se complaint allencontre d'aucuns exploiters pour les exploits par eux faits en un heritage ou autre chose immobilière, celui ou nom, & à la requeste duquel ils ont faitz les dits exploits se peuvent contrappleger, ou opposer en prenant l'advouerie desdits exploiters presens ou absens en jugement, ou pardevant le Sergent qui seroit executeur des dits applegemens ou complaints. Et si tels exploiters étoient adjournez à la requeste dudit appelleur & complaignant pour le voir plus amplement, & judiciairement maintenir & garder, puisqu'ils ne sont contr'appleigez, ou opposez, & n'est point de nécessité de eux comparer en jugement, si bon ne leur semble, mais les peut ce-

luy ou nom duquel ils ont faits les dits exploits en soy contrapplaingnant en jugement, les prendre en advouerie en leur absence, & payer pour chacun un marc, au Greffier de la Court. Et là, où le principal ne voudra prendre l'advouerie, ou deffence desdits exploitteurs, sera procedé en la forme & maniere qu'il est contenu és chapitres d'apploement & complaints. Voyez Advouerie.

CONTREDITS.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1444. art. 51. de François I. de l'an 1539. art. 48. Berri, tit. 20. art. 7. & ailleurs : Que les parties fournissent en la cause contre les titres produits par partie adverse, laquelle donne ses soutenemens au contraire. Anciennement aussi avant l'Edit de l'an 1539. art. 36. on bailloit contredits contre les dits des témoins. *Sunt refutationes instrumentorum, vel testimoniorum. Alii sunt refutatorii libelli, refusatorie preces litigatorum: Alia supplementa.*

CONTREGAGE.] Voyez lettre G.

CONTREGARDE.] Qui est autre que le Garde de monnoye.

CONTRELETTRE SECRETE.] Berri, tit. 5. art. 51. Calais, art. 59. Paris, art. 258.

Quand l'acheteur baille à son vendeur connoissance par écrit d'un accord secret fait entre eux, contre la teneur de l'instrument & contrat qui a été passé entre eux en presence de Notaire : ou quand hors la presence des parents qui ont assisté au contrat de mariage, l'on fait quelque accord secret & à part.

CONTREMAND, CONTREMANDER.] C'est un vieux mot de Pratique dont il est souvent fait mention és anciens Registres de la Cour de Parlement à Paris, & au livre inscrit l'Etablissement le Roy, que le Prevost de Paris & d'Orleans tiennent en leurs plaids : & en l'Ordonnance du Roy Philippes qui defend les gages de bataille : dont il appert que **CONTREMANDS** n'ont lieu en crimes, en reintergrande, en action de chose mobiliere, après que la demande a été faite contre le deffendeur present, ou s'il n'y a eu ajournement precedent : Plus en enqueste ou reception de témoins : & qu'ils ont lieu en cause d'alimens & reception d'hommage, & que par trois fois on peut contremander en Parlement : c'est contrefommer : ou exoner & différer la semonce, le jour, le plaids : *Quod tamen non profero sine cunctatione: In consilium prudentiores advoco, ad quos soleo deferre, si quid delibero.*

Le Contremand n'est autre chose qu'une excuse proposée pour faire remettre ou différer une assignation. Voyez le ch. du liv. des Establ. de Fr. avec les

Notes de M. du Cange, & joignez le chap. 118. M. de la Thaumassiere remarque qu'il y a de la difference entre le Contremand & l'Excuse, en ce que ce-
luy

luy qui contremande remet l'ajournement à un jour certain, sans être obligé d'affirmer ; au lieu que l'Exoine se propose sans jour certain, mais pour une cause certaine que l'on est obligé d'affirmer véritable.

HYPOTHEQUE ou CONTREPAN.] Au Stil des Cours seculieres du pais de Liege, chap. 4. art. 17. **GAGE ou CONTREPAN OEUVRÉS de CONTREPANS** au chap. 18. Lequel Stil en l'art. 5. du chap. 6. dit que l'ordinaire & coutumier Contrepan est l'estime du huitième denier de l'heritage baillé à cens ou rente, pour venir au rachat conventionnel. * Voyez

HERITAGES MIS EN CONTREPAN.] Hainaut, chap. 99. Boutillier en la Somme rurale, dit que Contrepaner, c'est compenfer : *Si modo recta est lectio : Penes auctorem fides esto, ad quem te re-lego, ut tibi auctoritatem promittat : Hac ignorans plerique nostrorum, quibus talia confectari cura non est, nec oblitterata scrutari.* * Voyez

RENTES CONTREPANNEES SUR HERITAGES.] Hainaut, chap. 95. Mons, chap. 34. Avoir rente sur contrepan & heritages. Namur, art. 11. * *Pand* signifie gage. Vide Kyliam in Etimol. Tout.

CONTREPLEGES.] *Subvades, Subprades* : Certificateurs. **PLEGER**, Contrepleger, Plege, Contreplege. St. Sever, tit. 1. art. 9. 14. 15. 18. c'est bailler Caution & fidejusseur. Voyez la diction PLEGE.

CONTR'ESCHANGE.] Berri, tit. 14. art. 15. 16. Quand deux personnes contractent par échange mutuel d'une part & d'autre : *Concambium, ut est in tit. 20. legis Alemannorum.*

CONTROLEUR.] En Chancellerie, en Finance, au Thresor & Receptes, des restes, de l'argenterie du Roy, de la marine : pour les vivres & munitions, pour l'artillerie, pour les montres des gens d'armes, pour les ports & havres, & pour les traites des vins & bleds hors le Royaume, pour les gabelles, greniers & magasins à sel, pour les postes : qui λογιστής δρόμου & *curiosus* : & a le Roy Louis XI. fait des Reglemens pour les chevaux de poste. Controleur pour les titres, quasi ἀντιγραφίης. *Conscriptor rationis. Sic ἀντιγραφίης τῶ θέντ ουρπίης in Graca Justiniani Constitus. Pandectarum : Eugenius Imperatoris Valentiniani fuit ἀντιγραφίης, historia miscella lib. 13. ex Socrate libro 5. capite 25. ἀντιγραφίης, omnium rationibus dispungendis præsunt easque observant : quales forte actores summarum, Summarii.*

* **CONTUMACE.**] C'est une persévérance à ne vouloir point comparoître devant le Juge, quand on y est appelé ; en matiere civile l'absence de la partie ajournée est appelée *defaut*, & elle est appelée *Contumace* en matiere criminelle.

Par le Droit Romain, qui est en cela pratiqué parmi nous ; en matiere civile on condamnoit le défaislant, lorsque le demandeur avoit

prouvé la justice de sa cause l. 73. D. de Judiciis. *E post edictum peremptorium impetratum cum dies ejus supervenerit, tunc absens citari debet, & si ve responderit si ve non responderit agatur causa, & pronuntiabitur: non utique secundum presentem, sed interdum vel absens, si bonam causam habuit, vincet.*

En matiere criminelle c'étoit le contraire; car on ne condamnoit jamais pour crime les absens chez les Romains quand la peine étoit capitale. *Leg. absentem in principio D. de penis leg. 6. Cod. de accusationibus*, mais en France on les condamne par contumace, soit aux galeres, soit à la mort, & cet usage est tres-ancien parmi nous; comme l'on en peut juger par le passage suivant de Mathieu Paris dans la vie de Jean Sans-terre page 196. *Consuetudo est in Regno Francie, quod ex quo aliquis accusatur coram suo iudice de tam crudeli homicidio, quod Murdrum appellatur, & ille qui accusatur, non venit, veram modo non legitimo se excusat; pro convicto habetur, & tanquam convictus, per omnia judicatur & etiam ad mortem, ac si presens esset, &c.* Joignez l'acte rapporté cy-après sur les mots attendre les Nuits, en la lettre N.

Quand au temps requis pour purger la contumace. Voyez l'Ordonnance de 1673. tit. 17. art. 18. 26. 28. 29. &c.

* *COPEIZ.*] Dans la Coutume de S. Palais, publiée par M. de la Thaumassière entre ses anciennes Coutumes de Berry pag. 113. sont des bois nouvellement coupez.

COPIE, COPIER.] *Cum quid eodem exemplo vel exemplari scribitur, exscribitur, describitur. Exemplum differt ab authentico si ve originali quod idem est, l. 2. Dig. de fide instrum. l. 4. par. ult. l. 5. Dig. famil. erisc. l. ult. Dig. testam. quemad. aperi. l. 3. Cod. de diversis rescript. cap. 1. & ult. de fide instrum. exemplum, dicitur etiam Transcriptum in cap. 2. de fidejussoribus.*

* *CORBINAGE.*] Vers Mesle en Poitou, c'est un droit en vertu duquel les Curez prétendent avoir le lit des Gentilshommes qui meurent en leurs Parroisses. Boërius dans son Commentaire sur la Coutume de Berry, au tit. des Coutumes concernans les mariages, art. 4. vers la fin, fol. 62. col. 1. à la fin de l'édition de Galiot Dupré, parle de ce droit. Voyez Constant sur l'art. 99. de la Coutume de Poitou, pag. III. Voyez *Executeurs Testamentaires.*

DROIT DE CORNAGE.] Qui est un devoir annuel de bled que le Seigneur Chastellain de Berri, ressort de Bourges, prétend pour chacun bœuf qui laboure en sa terre, sur ceux qui sement bleds d'hiver. Comme aussi il prétend la Moisson ou Moisson de Mars, pour les labourages qui se font au temps nouveau, pour les petis bleds: Toutefois il en a été fait quelques accords & contrats avec les sujets.

Par la Coutume de Troy en Berry, ce droit est de quatre parisis pour couple de bœufs. Joignez la Coutume de Châteauneuf en Berri, tit. 2. art. 3.

M. Galland a recueilli sur ce même mot les autorités & les remarques qui suivent.

Au Chartulaire S. Denis de Nogent le Rotrou, Lettre de Hugues Vicomte de Châteaudun de l'an 1168. où il y a *Quicquid homo de Burgo S. Sepulchri extra Burzum quocumque die vendiderit, Teloneum Vicecomitis est, Botagium & Cornesagium Vicecomitis est, Botagium est le passage. Cornesagium est autre chose: & c'est peut-être ce qu'en quelque contrée de Champagne l'on appelle droit de Cornage, qui se paye aux Seigneurs, par les roturiers, à proportion*

des bestes à cornes trahantes, d'où il est appelé dans les anciens titres latins Boagium, Bovagium, hornegildum: on le nomme en Lorraine & dans le Barrois droit d'assises. Droit de Bladade au Vicomte de Lautrec. Au Duché de Thoars, Fromentage. Au Chartulaire de Champagne est un accord de l'an 1216. entre les Religieux de S. Denys & leurs hommes de B. où il est appelé GARBAGIUM. & il est nommé Cornage à B... & à C... En Champagne M. de Rets a le droit de Cornage, qui est que les habitans luy doivent par an pour chacun animal de trois ans, excepté les Taureaux, au jour S. Jean trois deniers, & pour chacun bœuf trayant douze deniers.

TENIR DU ROY PAR CORNAGE.] Au livre second des tenures chap. 8. à sçavoir es marches de Scotlant en la frontiere d'Angleterre, pour avertir à cor, & à cri public le pays, que les Ecoissois ou autres ennemis viennent, ou veulent entrer en Angleterre, qui est un service de grand sergantie. Mais c'est service de Chevalier quand aucun tient d'autre Seigneur que du Roy, par tel service de Cornage.

*** CORRE la Villa.]** Bearn, Rubrica de Penas, art. 16. C'étoit conduire les adulteres nuds par la ville. Il y en a un exemple dans Joinville. Voyez M. du Cange sur le mot *Trottare*.

CORRECTEUR DES COMPTES.] Lequel verifie les comptes, qui ont été clos en la Chambre, pour connoître si le Receveur general fait recette conforme à la dépense des Receveurs particuliers: si les Thresoriers font entiere recette de tout ce que le Thresorier de l'Epargne employe en dépense. Plus il avise s'il y a erreur de calcul, soit sur le Roy, ou sur le comptable: s'il y a des parties deux fois employées, ou acquittées contre les Edits & Statuts: ou s'il y a des parties employées dedans un compte induement prises sur le Roy. Ce que vous entendrez du Guidon des financiers; & des annotations du Correcteur Gelée.

DROIT DE CORSAGE.] Voyez Gens de corps.

*** CORT-MAJOR.]** Bearn, tit. 3.

En Bearn, il y avoit autrefois deux Cours, où la Justice s'exerçoit au nom du Prince, la Supérieure & l'Inférieure.

La Supérieure étoit composée de deux Evêques, des Abbés, &c.

des Gentilshommes du païs, & elle étoit appelée *Majour*, ou plénier.

Dans cette Cour les grandes affaires, qui regardoient l'intérêt général du païs étoient arrêtées & résolues, & les causes particulières y étoient décidées souverainement par le Prince, les Evêques, & les Vassaux, ou par ceux d'entr'eux que les parties choisissent, qui sont appelez *les Jurats de la Cour*, dans le For de Morlas, & dans les anciens titres latins *Conjuratores*, & *legitimi proceres*. Voyez *Conjurer*.

Les appellations des Cours subalternes y étoient aussi jugées, & les matières qui regardoient la liberté & la condition des personnes, & la réalité des choses, ou pour user des termes du For général, les matières qui regardoient *le Cap d'homy* & *le fond terre*. Voyez Monsieur de Marca dans son Histoire de Bearn, liv. 5. chap. 3. n. 2. & 3. & liv. 6. chap. 23. n. 7. où il explique au long de quelle manière les Princes Souverains de Bearn convoquoient leur Cort-major.

CORVEES.] Paris, art. 71. Troyes, art. 191. & suivans. Nivernois, tit. 8. art. 4. & 17. Hainaut, chap. 101. Bourbonnois, art. 191. 339. 495. Bretagne art. 91. Anjou, art. 31. 499. Le Maine, art. 36. Grand Perche, art. 39. Blois, art. 40. Auvergne, chap. 17. art. 15. 16. chap. 26. art. 18. 19. 22. chap. 31. art. 51. 52. La Marche, art. 92. 136. 430. Hesdin, art. 26. 27. & en la Somme rurale, où elles sont appelées Prestations.

GENS CORVEABLES A VOLONTE.] Duché de Bourgogne, art. 97. où il est traité des hommes de main-morte. Nivernois, tit. 8. art. 7. *Appellatur Angarii à Friderico II. Imperat. Rege Sicilia*, lib. 1. *Constitutio*. tit. 47. & lib. 3. tit. 10. *Angarii*, lib. 2. tit. 32. lib. 3. tit. 60. *qui sunt vilis conditionis, nempe Villici, Villani, non cives, non Burgenfes. Αγγαρος, ἐγγάλις, ἀγγαφόρος, ὁ ἐν δαδὸν ἑσπέρως γραμματόφορος. Que dictio est Persica, teste Hesychio & Suida. LA CORVEE est labor vel opus corporis, operarum prebitio, & veluti angaria, que est λειτουργία σωματική, ἢ προσωπική, Harmenopulo, lib. 2. tit. 5. *munus personale, περιργασία, ἀνέσις ἐργασία. Les CORVEES sont dues par les sujets, à cause de leurs personnes, ou des héritages de ce chargez, soit en journée de corps & de bras, ou de chevaux, ânes, bœufs, charrière, ou charroirs. Μανοπερα, Manoeuvre: Carropera, Barbarè appellatur Coryata in antiquo privilegio Magdunensium meorum: & à pragmaticeis nostris, qui putant hujus vocis etymon esse à coadjuvando vel curando. Lingue Latine & Græce imperiti somniant semper in analogia, quæ nec ipsi Varroni semper consistit. Antiqua vox Gallica, VEE, operam significat, peine & travail: Cogor, sæpe ita exigente instituto hoc opere, de vocabulis cum nostris contendere, non πολυμαχίας studio. LES CORVEES sont dues aux Seigneurs par leurs sujets,**

comme d'aller faucher ou fener les foins, scier les bleds, de vendanger, curer les douves & fossés d'un Chastéau, ou pour le reparer, & pendant que le Seigneur bâtit, & autres choses viles. Bretagne, art. 343. *Ha opera non sunt officialis, sed in fructu feudi & quasi in pecunia praestatione consistunt.* Les affranchis & Bourgeois sont redevables d'autres devoirs, comme de justice, & de Bourgeoisie. *Liberiorum opera differunt ab operis servorum.* Mais l'homme noble n'est tenu payer taille ni faire vils ouvrages au Seigneur, mais luy aider aux armes & autres actes de noblesse. *Porro quid Angaria differat à parangaria explicat liber quintus Synopsis Bacon. tit. 1. Angariari in l. 4. Dig. de veteranis. Angaria in No. 17 Justiniani & apud Vegetium, & passim. Angariorum praestatio exhibitio, praebitio in Digestis.*

* **COS & COUS.** Dans Beaumanoir, chap. 30. c'est celui qui nourrit les enfans d'autrui, & qu'il croit les siens. *Cuculia aduulterium.* Par une Patente qui est au Tresor de Foix de l'an 1275. le Comte de Foix remit aux habitans de la Vallée d'Andorre, un droit qu'il levoit sur eux appelé **CUCUTIA**, moyennant qu'ils se soumissent à la Justice haute, moyenne & basse.

Entre les usages de Catalogne, il se voit des Textes qui donnent connoissance de ce droit. **CUCUTIARE**, est commettre adultere, & le mari dont la femme a fornicé, est appelé *Cucutiatus*. *Si maritis nolentibus erit facta cuculia, ipsi & earum seniores aequa parte habeant partem totam adulterantium conjugum; si vero quod absit, maritis volentibus & praecipientibus sive assensientibus facta ipsa Cuculia, illorum jus & justitiam habeant integritè illorum seniores.* En un autre lieu. *Cum vero ambo simul fuerint & eam (nempe uxorem) maritus sapè sapius & aggravaverit vel molestaverit vel malè inductam secum habuerit, & hac ratione ipse accusatus CUCUTATUS fuerit, nullo modo ipsa in eum epetur aut in aliquo puniatur.* **CUCUTIARE** donc en nostre langage vulgaire, est faire son mari C....

Ce que nous appellons C.... étoit anciennement appelé **Cos**. Philippe de Beaumanoir représente une question proposée devant le Roy Philippe d'un homme tué par un autre, auquel il avoit reproché devoir geu ô sa femme, & l'avoir fait **Cos**. Le cas fut déclaré non sujet à recherche à cause de l'aspérité de l'injure. Dans le Roman de la Rose:

Suis-je mis à la Confrairie

Saint Arnoulle Seigneur des Cox. [M. GALLAND.]

COTTEREAUX. Es Chroniques & Histoires de France, sont voleurs, pillards, & aventuriers, qui pilloient les paisans, Eglises & Monasteres, & qui ont été défaits même en Berri du temps du

Roy Philippes Auguste, & ont aussi été appelez Routiers, *Raptarii*. ESCORCHEURS: Monstrelet en la Chronique de l'an 1238. *Basculi & Cotterelli in Concilio Lateranensi anni 1179: qui more paganorum omnia vastabant. Cottium Straboni in Gallia Narbonensi. Illius Concilii decreta Guilielmus Neubrigensis etiam profert lib. 3. cap. 3.* Autre est la conjecture de ceux qui estiment les COTTEBEAUX avoir pris leur nom des COTTERIES, des Compagnies & Societez de Villageois. Autre de ceux qui écrivent les COTTEBEAUX être les Bateurs, ou Passagenes, ou Cathariens.

Ces Voleurs, suivant la remarque de Monsieur de Marca dans son histoire de Beam liv. 6. chap. 14. n. 8. pag. 311. ont été ainsi nommez par ce qu'ils portoient de grands couteaux, ce que cet illustre Auteur prouve par les paroles suivantes d'une Chartre rapportée par Monsieur Catel dans son histoire des Comtes de Toulouse liv. 2. chap. 5. *Si quis aliquem hominem malum, quam cultellarium dicimus, cum cultellis eum rem nocte causam furandi occiderit, nullum patiatur damnum propter hoc.*

Les Anglois au lieu de cottesaux disent *Cottarels*. Spelman & Skinner in *Etymolog.* font venir ce mot de *Cote*, qui signifie *cugarium, yurgustium*; de sorte que selon ces Auteurs les Cottesaux, *sunt clientes omnium vilissimi*, mais l'Etymologie de Monsieur de Marca paroît la meilleure.

Les Cottesaux font aussi appelez Routiers. *Routarii* ou *Raptarii*; parce qu'originaiement ces Voleurs étoient des troupes Angloises qu'on nommoit autrefois Routiers. Ils pillerent & ravagerent plusieurs Provinces, & particulièrement la Touraine, & lorsqu'en 1202 l'Aquitaine se rebella contre Jean Roy d'Angleterre il fut vaincu en plusieurs par l'Armée de Philippe Auguste. La preuve de ce que l'on vient d'avancer se trouve dans la chronique du Moine d'Auxerre, dont le passage qui suit ne devoit pas être oublié par nos Auteurs. *His diebus tota Aquitania praecepsit ferocitate dissipata, gravi depopulatione vastata; nam Proceres Aquitani quibusdam*

*injuriiis laessiti à Joanne Rege Anglia, cui tenebantur, defecerant, & ad Philippum Regem fidelitate pollicita se contulerant. . . . graves perinde variaeque perturbationes, & direptiones castrorum & urbium utrimque sunt. Turonis civitas cum castro illo nobili aedificiis, divitiisque insigni, & quod insignius est beati Martini reliquiis decorata, quia in confinio partium utriusque Regis sita erat, nunc ab his, nunc ab illis pervaditur, expoliatur, incenditur, & in solitudinem penè redigitur. Andegavis urbs perampla opulentiaque ab exercitu Philippi Regis faventibus ut ferrum quibus occupatur. Araxes & Proceres Aquitani contra Regem Joannem potenter agunt, cuius Cohortes quas Rotarios vocant, cum die viriliter debellarent, super recenti certamine fatigatos improvise Rex irruit eosque superat captosque retentat. Quos tamen datis postmodum obsidibus relaxat, Arturo revento, artibusque reclusis. Anno Domini 1203. . . . Proceres Aquitani Philippo Regi confederati Cohortes Regis Anglia, quos Rotarios vocant, subito circumventionem aggressi debellant, & ex eis ut ferrum ad duo milia, vel capiant, diripiunt, utque ita sit ut qui sepe inquit de Regionibus praedas abegerant, dacturum praedam, eorumque praedatio fortis victoribus capta, dicatur. Voyez *Affusius, Conclaves, Dominicy de Regibus, Alodior. p. 92. Bosquet ad Innocent. pag. 124. Alteffers. de Ducibus pag. 124. & Hist. Albigen. esp. 446. pag. 128.**

COTTERIE ET TENEMENT COTTIER.] S. Omer, art. 19. S. Paul, art. 12. & 15. Ponthieu, art. 4. & 6. auquel art. il est mal imprimé Cohertiers pour Cotterie, ou bien Cottiers. Cambrai, tit. 5. art. 2. *Quæ vox etiam existit in articulo 20. & 21. ejusdem Consuetudinis de Ponthieu. & ea sæpe nititur. Boutillier.*

C'est l'heritage censuel ou redevable de rente: c'est la censive, qui est differente du fief. Boutillier en la Somme rurale, dit que la terre tenue en Cotterie, est terre vilaine, & possession de mainferme, qui n'est tenue en fief, & ne doit homage, service, ost, ne chevauchée, ains seulement la rente au Seigneur, & le droit d'Echevinage pour l'advest & devest. * *Kon Gafatugurium V. Kyliabum in Etym. Teuton.*

COTTIERES.] Beauvoisis, art. 1. & 2. S. Omer, art. 23. Theroane, art. 11. duquel il appert que ce sont heritages qui doivent rentes. Ponthieu, art. 31. 33. 40. 69. 77. 79. 81. 110. 117. 142. Amiens, art. 112. 148. 149. 150. Beauquesne, art. 24. Nivern, art. 1. & 2. Hesdin, souvent. Voyez COTTERIE.

HOMME COTTIER.] Arthois, art. 1. Boulenois, art. 46. 52. 55. Cambrai, tit. 5. art. 2. & en la Somme rurale: auquel art. 46. il faut lire: S'IL N'Y A RELIET ADDICTE, ou fait special au contraire. Comme il se lit en la Coutume locale de Boulogne, art. 18. & de Vissart, art. 3.

A la difference des hommes de fief ou censiers.

LIEN COTTIER.] Qui est oppose au lien noble: Ponthieu, art. 170.

TENANT OU TENANCIER COTTIER, ou TENANT COTTIEREMENT.] Ponthieu, art. 72. 93. Amiens, art. 42. 43. Montreuil art. 5. & 8. Foulloi, art. 1. S. Omer sous Arthois, art. 18.

Pour celuy qui tient & possede heritage redevable de cens ou surcens, ou rente.

CHOSE COTTIERE.] Ponthieu, art. 34. 36. 89. ou COUTIERE: Ponthieu, art. 122. Amiens, art. 39. C'est une même chose, qui est opposee à la chose feudale.

COTTIEREMENT.] Ponthieu, art. 1. 11. 71. 77. 89. 90. 93. Boulenois, art. 43. 53. Amiens, art. 42. Montreuil, art. 28. Hesdin, art. 16.

A la difference des biens tenus noblement & en fief.

TERRES RENTIERES ET COTTIERES.] Theroane, art. 1. S. Paul, art. 3. 4. & 7. Boulenois, art. 55. qui sont redevables de rentes. Terre cottiere ou mainferme. Sens, art. 9.

FERRS COTTIERS.] Qui sont de la nature des terres de mainferme. Cambrai, tit. 1. art. 74.

HERITAGES COTTIERS, ou ROTURIERS.] S. Omer, art. 22. auquel lieu ils sont opposez aux heritages feudaux. Les heritages censuels, & rentiers & roturiers, s'appellent cottiers.

HERITAGES ou BIENS RE'ELS COTTIERS.] S. Paul, art. 4. Ponthieu, art. 88. Boulenois, art. 49. 50. 51. 52. Arthois, art. 14. 20. 77. 136. Hesdin dérogrant à celle d'Arthois. Amiens, art. 23. 33. 36. 38. & ailleurs. Doulens, art. 1. & 2. Vimeu, art. 1. & 6. Cambrai, tit. 10. art. 1. & 2. S. Omer sous Arthois, art. 13. & ailleurs. Lille, titre 1. art. 38. 39. & ailleurs. Namur, art. 7. 42. 52. 72. 77. 83. Voyez COTTIERIE.

JUGES COTTIERS.] En la Somme rurale, quand il est traité de la Cour laye, & au chapitre des Tuteurs. Lille, tit. 1. art. 22. 45. C'est quand les hommes Cottiers sont appelez au jugement.

COTTIERS.] Boulenois, art. 36. 42. 47. 50. Herly, art. 1. 5. & 61. Quesque, art. 1. & 2. Arthois, art. 78. *Sed de hac voce abundè nimis, nisi alius esset hujus Indicis usus.* Voyez, Tenancier Cottier, & Cottierie.

DROIT DE COULETAGE.] N'est dû pour vendition : Lille, art. 66. Semble être le droit de tonlieu, de maille, & de venditions. C'est une collecte d'un denier ou obole, qui se prend sur toute marchandise que l'on vend & achette. *De siliquarum exactionibus Cujacius lib. 16 obser. cap. 23.* * Voyez.

* **COULETIER. ou COULTIER.**] A Lille, est ce que nous appellons Courtier, & ce que nous appellons Courtage, à Lille c'est Couletager. Le salaire dû au Courtier, ou Couletier pour son entremise du marché. Galland dans son traité du Franc-aleu p. 80. de la dernière édition.

DROITS DE COULOMBIER, de chasser, de garenne, de pont-levis, de Justice, qui appartiennent au vassal.] Montargis, chap. 1. art. 8. Paris, art. 69. 70. Caen, art. 19. Bar, art. 47. pour le coulombier.

Solent hac à Principe & à superiori domino concedi beneficium loco. Pour la permission de tenir garenne, ou de bâtir coulombier, ou de se fortifier, ou de chasser, il y a plusieurs & diverses opinions entre les Docteurs de Droit, & en ont été donnez Arrests contraires recitez par nos Praticiens. Ex illis plerique intransigunt patens disputare solent, quasi nihil sit in jure, nisi dubium aut incertum. Futibus enim & variis disputationibus aciam derunt ferè omnes, quarum alia risum movent, alia frontem contrahunt. Itaque nobis in plerisque non preferant lumen, sed oculos afficiamus. Sed & novum inducunt scientiam, Nihil ferè scire, nosque nequidquam ac solvunt nec cum disputationibus.

vis operam. Ecquid juvat majorem temporis partem in vanum mittere ? An tam benignum ac liberale tempus natura nobis dedit, ut aliquid ex illo vacet perdere ? Quæ fuit sententia Seneca adversus Philosophorum quorundam quæstiuunculas, & argutas ineptias.

COUR FEUDALE.] De laquelle est le chap. 25. du Stil de Liege, en laquelle les vassaux du Seigneur sont jugez. Voyez la diction **PAIRS.**

La Cour du Roy, ou du Seigneur, est *Curia, Curtis, Aula, Comitatus, Prætorium, Palatium.* Sed & *Curtis* significat villam, ut apud *Flodoardum* Presbyter de Bononiæ curte : apud *Ansegisur* in capitulis lib. 3. cap. 19.

COUR FONCIERE.] Au commencement du chap. 26. du Styl de Liege, qui est la basse Justice pour les droits fonciers.

COUR LAÏE, ou ECCLESIASTIQUE.] Qu'aucuns ont voulu appeller Cour de Chrestienté. C'est l'auditoire des Juges seculiers, ou d'Eglise, & le lieu auquel ils se trouvent à certains jours & heures, pour faire droit, Justice & jugement sur les requêtes, différens, & procès de ceux qui plaident. *Romanis Curia, Siracusanis Buleuterium, Tullius lib. 2. in Verrem, In Curia senatus curabat Rempublicam & res humanas, ut in curia Hostilia. In curia etiam Sacerdotes curabant res divinas ubi cura sacrarum publica. Varro.*

* **COUR-MAJOUR.]** Voyez *Cort.*

COUR DES MORTE-MAINS.] Voyez la lettre *M.*

COUR PERSONNELLE.] En la Coutume locale de S. Sever, tit. 2. art. 22. en laquelle les parties litigantes doivent comparoir & proceder en personne & non par Procureur : ce qu'anciennement en France n'a été permis sans grace du Prince.

* **Ravoir la COUR.]** C'est obtenir le renvoy d'une cause. De Fontaines, ch. 3. art. 10.

* **Rendre la COUR à ses hommes.]** C'est renvoyer les parties en la Justice de ses Vassaux. V. de Beaum. ch. 100.

GOURRA TIERS.] Bourbonnois, art. 131. Nivernois, tit. 34. art. 21. Berri, tit. 9. art. 31. 32. Orleans, art. 338. Dunois, art. 89. Auxerre, art. 141. 142. & suivans, & es Ordonnances du Duc de Bourgion, art. 663. & suivans. Bayonne tit. 4. art. 19. 21.

Sunt proxeneta, & parasi, Seneca lib. 2. de Beneficiis cap. 23. & lib. 3. cap. 15. & Seneca rhetori Contro. 2. lib. 2. qui utiles se exhibent commerciis, & contradiabus licitis. L. 3. D. de proxenetis : qua voce Græca utuntur illi articuli 21. & 338. In quo appellantur etiam MEDIATEURS, majora. Alius est propola : & in l. 2. illius tit. phitanthropum est proxeneticum, quod præstatur vix præstatis, interventionis nomine. Eadem

ratione conciliatrix & æquânima dicitur, qua viris conciliat uxores, & uxoribus viros Festus. Nuptiarum proxeneta appellantur sequestres, interpretes, taciti nuncii & renuntii, l. 1. Cod. Theod. de Nuptiis, & Novell. 90. Justiniani, mediator, est arbiter honorarius, non qui faciendi nominis gratia intervenit. Sequestres ordinande pacis, Frontino lib. 1. cap. 4. Strategematum. Per sequestrem agere, Seneca epist. 119. qui & in epistola sequenti ait, Nolo per intercessorem mutueris, nolo proxeneta nomen tuum jactent. V. Courriers.

* **COURRIER.**] *Correarius, sive Vices-gerens.* Outre les Auteurs citez par M. du Cange, voyez M. Chorier dans son histoire du Dauphiné, livre. 11. chap. 22. pag. 863.

* **COURS.**] Dans le Pais de Bresse, les Cours sont quand on remet au granger ou metayer certains œufs, poules, chapons, beurre, fromage, qu'il devoit rendre au maistre par an, moyennant la somme de quarante livres ou autre somme entr'eux convenüe; car ordinairement le granger doit à son maistre vingt œufs par poule, six poulets, six chapons, tant de beurre & de fromage par Vache, & luy doit encore nourrir un pourceau, & cela s'appelle les Cours, c'est-à-dire la basse-cour du grangeage. M. Revel sur les Statuts de Bresse & Bugey, p. 296.

DROIT DE COURTAGE.] Qui se baille au Courtier.

COURTIERS DE VINS.] Reims, art. 399. lesquels l'on appelle aussi Gourmets, au port d'Anconis en Bretagne, & ailleurs, *de eorum munere factum est Senatusconsultum Britannicum die 25 Octobris 377. ut constat ex lib. 2. Ecloga*, Courtiers de chevaux, & d'autres marchandises, de changes, de finances qui sont cause de billonage.

COUSTILLIERS.] *dextrarii, laterones: ut inter epistolas Petri de Vineis, lib. 3. cap. 23.*

Petrus de Vineis lib. 3. Epist. 23. Nunc etiam ad ostendendum pura dilectionis judicium, quam ad vos & vestros semper habuimus & habemus illasam. Joanni de loco nuncio A. comitis Tholosani charissimi Fratris nostri mille Salutas de Vicinalibus Curia nostra, & 50. dextrarios fecimus liberaliter assignari d. Eto Comiti pro viagio suo, &c. Mais il semble qu'en cet endroit, comme partout

ailleurs, *dextrarii* sont des chevaux appelez *destriers*, au lieu que *Laterones* sont des Gardes, qui ont peut être été appelez *Constiliers*, parce qu'ils portoient des couteaux. Avant Ragueau l'Auteur du petit Glossaire, imprimé à la fin des Epitres de Pierre des Vignes, avoit confondu ces deux mots. Voyez *Couteaux*

COUSTUME.] Tours, art. 81. & suivans. Lodunois chap. 7. article 1. & suivans. Anjou, article 49. & suivans. Le Maine, art. 57. & suivans, & au livre de l'établissement du Roy pour l'usage de Paris & d'Orleans, & és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an

1413. art. 196. Signifie ce que l'on a accoutumé de payer pour le droit de peage. La petite Coutume des denrées vendues, & la grande Coutume : Anjou art., 8. 10. 30. Et appert par ledit art. 10. que la petite Coutume est un denier pour un bœuf, vache, pipe de vin, & charge de bled vendus & tirez hors le fief du Seigneur justicier, & pour autre bestail menu, comme porcs, moutons & brebis vendus : & qui auroient sejourné par huit jours, doit être payé obole ou maille : & pour autres meubles, on paye quatre deniers pour charrette, deux deniers pour charge de cheval, & un denier tournois pour faix d'homme, excepté par les gens privilegiez, selon la Coutume du Maine, art. 10. auquel ce droit aussi s'appelle *LEVAGE* & petite Coutume, comme en l'article 35. & s'oppose à la grande Coutume en l'article 11. & lib. 4. *legis Francica cap. 24. & in capitalis Ansegisi lib. 4. art. 47. Telonea & tributa appellantur consuetudines, ut à Cassiodoro lib. 1. Variarum epist. 10. lib. 3. epist. 23. lib. 7 epist. 2. & in cap. 3. de Censibus in Decretal. Sunt solemnita tributa, ἐπομνία συντάται, Justiniano in Novell. 123. 128. id quod solet pendit. Consuetudo in omnibus ferè tributis & vectigalibus spectari solet. l. 4. & 9. D. de publicanis. Tolerabilia sunt quæ vetus Consuetudo comprobabat l. 13. D. de pollicitat. Quod autem à principio beneficium fuit, usu atque atate fit debitum : Symmachus lib. 10. epist. 54. Eleganter Aurelius Victor. Remota oleæ frumentique adventitia præbitiones quibus Tripolis ac Nicaa acerbissime angebantur, quæ res superiores Severi Imperio gratantes civi obtulerant : verteratque gratiam muneribus in perniciem posterorum dissimulatio.*

DROIT DE COUSTUME.] Grand-Perche, art. 29. 30. 39. Qui appartient aux Seigneurs bas Justiciers, qui paient un denier tournois pour chacune beste à quatre pieds nourrie en leur fief, achetée & livrée en icelui, pourveu que ce ne soit beste de lait, volatile, & menue denrée : lequel doit être payé dans la huitaine après que la beste aura été livrée par l'acheteur, à peine de deux sols six deniers d'amende, ou par le sujet vendeur, si l'acheteur n'est demeurant en la Seigneurie duquel il a dû recevoir le droit de coutume : il est aussi fait mention au livre coutumier de Normandie, chap. 122. du droit de Coutume, qui se prend sur les marchandises vendues au Marché.

LA COUSTUMERIE.] Anjou, art. 50. 54. le Maine, art. 58. 62. C'est la peagerie.

COUSTUMES.] De bleds, vins, & autres choses : Duché de Bourgogne, art. 114. Montargis, chap. 2. art. 42. Poitou, art. 57. Normandie chap. 7. 28. 31.

C'est un revenu annuel, comme en l'ancienne Coutume de Me-

hûn sur'Eure en Berri, tit. 6. qui a été redigée par escrit en l'an 1281. & qui a été revue & amplifiée en l'an 1498. Prendre heritage en Coutume, c'est-à-dire à la charge de bled, segle, avène, ou geline de devoir annuel, lequel bail n'est qu'au preneur & à ses hoirs de son corps en droite ligne; & s'il défaut de payer par trois ans continuels, le Seigneur reprend son heritage ayant toutesfois le preneur été interpellé chacun an de payer: & ne peut le détenteur vendre ne aliéner iceluy heritage au prejudice du Seigneur coutumier, sans son consentement: Autrement il peut prendre, & à lui assigner comme son propre domaine & heritage, lors que le preneur & ses hoirs en droite ligne successivement seront decedez, nonobstant le laps de temps & jouissance de l'acheteur ou des siens.

HOMME COUSTUMIER.] Anjou, art. 252. 260. 267. 301. 303. 304. 305. & ailleurs. Le Maine, art. 270. 278 285. & au livre de l'établissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans, & de Cour de Baronie.

NOBLE ou COUSTUMIER.] Loudunois, chap. 39. art. 14. Anjou, art. 30. 32. 150. 163. 171. 172. 174. 177. 178. 186. 199. 200. 266. 324. 340. 345. 374. 512. en laquelle coutume aussi, & en celle du Maine au commencement de la septième partie, il est dit que les non nobles vulgairement s'appellent *roturiers & coutumiers*: & le noble est opposé au Coutumier, en la Coutume du Maine, art. 166. 181. 187. 192. 196. 215. 254. 255. 284. 313. & suivans, art. 334. 338. 352. 357. 384. 456. 509. Chartres, art. 87. Dreux, art. 75.

SERF COUSTUMIER.] La Marche, art. 126. 127. 128. qui doit les tailles ordinaires à son Seigneur.

VILLAIN COUSTUMIER.] Au livre l'établissement le Roy, que les Prevôts de Paris, & d'Orleans tiennent en leurs plaids.

BOURSE COUSTUMIERE.] Tours, 297. 299. 300. Loudunois, chap. 29. art. 2 & 3. Anjou, art. 255. 258. le Maine, art. 273. 276.

Quand un roturier acquiert heritage noble ou non.

FEMME ou FILLE COUSTUMIERE.] Anjou, art. 88. 237. 238. 253. 299. & suivans. Le Maine, art. 101. 278. 285.

Sont les personnes de condition roturiere.

PERSONNE COUSTUMIERE.] Tours, art. 302. 303. Anjou, art. 258. 337. le Maine, art. 276. 349.

PERSONNE COUSTUMIERE ou ROTURIERE.] Loudunois, chap. 25. art. 12.

COUSTUMIEREMENT.] Anjou art. 252. 253. 258. le Maine, art. 270. 271. 276.

A la difference de ce qui se départ noblement.

EMENDES COUSTUMIERES ou ARBITRAIRES.] Tours, art. 55. Lodunois, chap. 4. art. 1. chap. 37. art. 11. Saint Aignan, art. 1. Menestou, art. 25. Selles, art. 1. & 2. Chabris, art. 1. & 10. *Que aut lege municipali definita sunt, aut pendent ex arbitrio judicis: unde* Prinse Coutumiere, en la Coutume de la Ferre-Imbaut, art. 7. signifie l'Emende ordinaire, qui est taxée par la Coutume du lieu. Voyez le mot Emende.

COUSTUMIERS & COUSTUMES.] Es Ordonnances des Forests, sont les usagiers & usages de bois, pascage, ou pascage.

COUSTUMIERS.] Tours, art. 7. 49. 50. 57. Anjou, art. 130. 262. 279. 444. le Maine, art. 35. 37. 141. 163. 180. 191. 204. 280. 295. 455.

Qui sont les sujets d'un Seigneur justicier ou feudal, non nobles, gens coutumiers. Tours, art. 346. Loudunois, chap. 34. art. 1. Anjou, art. 147. 255. 264. 265. 337. le Maine, art. 273. 282. 283. 349.

COUSTUMIERS NON NOBLES.] Anjou, art. 259. le Maine, art. 277.

SUJETS ETAGERS COUSTUMIERS.] Lodunois, chap. 1. art. 3. chap. 2. art. 11. chap. 4. art. 2. Anjou, art. 14. le Maine, art. 14.

Sont les Sujets d'un Seigneur de fief, qui ont étage & maison en son fief, & sont de condition roturiere.

COUSTUMIERS.] Au stil du pais de Liege, chap. 3. art. 20. Froissart au premier livre chap. 147. & ailleurs, sont les anciens Praticiens qui rendent témoignage en Justice du droit que l'on a accoutumé d'observer au pais.

COUVRIR LE FIEF.] Anjou, art. 100. 110. 126. le Maine, art. 113. 120. 121. 136. **FIEF & ARRIERE-FIEF COUVERT.**] En l'ancienne Coutume du Perche, chap. 16. art. 9. & 17. Quand le Vassal a fait la foy & homage, ou offert de la faire pour l'ouverture & mutation avenue. Voyez le mot OUVERTURE.

COUVRIR LE FEU DE SON FINATIER.] Solle, tit. 10. art. 8. à sçavoir en signe du ban, saisie, & main-mise du Seigneur de fief, quand son sujet ne luy paye pas ses droits & devoirs. Comme aussi l'on affige un panonceau, l'on met un brandon, ou une croix en signe de saisie.

* **CRABE.**] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 46. c'est une Chevre.

CRAND ou SEURETE.] Hainaut, chap. 88. 89. 90.

C'est assurance. *Videtur etiam significare creditum: unde* PRESTE ou CREU: Hainaut, chap. 101. Crans des dettes, contrats, obligations & ordonnances de Mets, & pais Messins Le Creant de la retraite, Lorraine, tit. 13. art. 3. *Ne quid interim camminiscamur pro libidi-*

ne secundum morem vulgi, cui nunquam rei ementita deest ratio : nec ullum tam impudens mendacium, ut teste careat.

* **CREANT de Service.**] Chaumont, art. 49.

C'est une promesse de rendre Service. Voyez *homage de foy & de service*. M. du Cange dans son Glossaire sur Villehardouin, & dans son grand Glossaire sur le mot *Creantare*; & Rover, in *Reomas*, n. 176. p. 628.

* **CREANTER.**] C'est promettre avec serment, Beaumanoir chap. 59. *Cil qui est en autrui pooste ne puet mie me CREANTER, convenant que une cose si soit après le mort à celui en cui pooste il est. Trad. des Instit. Marchies. est fes si-tôt comme il est creantez à tenir.* Joignez Beauman. c. 34. La Chronique de Flandres chap. 71. *Et leur fit creanter par la foy du corps comme fils à pere, qu'il tiendrait cette alliance jusques à la fin.* Voyez le Glossaire de M. du Cange sur Villehardouin.

TÉMOIN DE CREDENCE.] Qui est autre que le témoin de CERTAIN au stiel du pays de Normandie; par lequel appert qu'en certains cas il suffit de faire loy & enquête de credence, & que les témoins déposent qu'ils croient. **CHAVALIER DE CREDENCE.**

* **CREDIT, creditio, credentia.**] C'est un grand soulagement à un Seigneur de trouver entre les mains de ses Vassaux toutes commoditez, selon la rencontre des necessitez, sans payer argent contant. J'en ay vû des exemples dans les titres de la Province de Bourgogne plus qu'en aucuns autres.

Ex Chartul. Compend. Philippe Auguste en l'établissement de la commune de Compienne de l'an 1209. au reg. 31. *Homines ville Abbati per tres menses de pane & de carne & de piscibus creditiones; & si Abbas per tres menses quod ei creditum fuerit non reddiderit, nihil ei credant nisi illud ab ipso persolvatur.*

Lettres de Robert Comte de Dreux & Montfort, Seigneur de S. Valeri an 1219. au Chartul. de Dieppe. *Quoties apud Deppam hospitatus fuero, si heredes mei stramen, fal, & discos petant tenebuntur ad stramen, & credentiam decem librarum usualis monetæ usque ad quindenam.*

Ancienne Coutume de Normandie, titre 29. à Homage est ajouté Plevine; car homage doit plevir son Seigneur en toutes cours s'il est sui des messais qui appartiennent à sa personne, & qu'il fera à droit aux termes qui luy seront mis, & de ses namps délivrer & de debtes, & d'emprunts tout comme la rente qu'il lui doit d'un an se peut étendre. Idem chap. 6. (M. Golland.)

* **C.R.E.M.E.**] Evêché, Diocèse, Spiritualité. La Coutume de

Mezieres, art. 12. Le droit d'Aubenage n'appartient au moyen justicier, mais appartient au Seigneur Baron, au Chastelain chacun en droit soi, & se leve ledit droit d'Aubenage en ladite Baronie ou Chastellenie, sur les décedans esdites Baronie & Chastellenie qui ne sont du Crème de Bourges, de quelqu'état, ou condition, qu'ils soient. La Coutume de l'Isle Savary, art. 3. En ladite Chastellenie droit d'Aubenage se prend par le Seigneur sur tous ceux, qui ne sont du Diocèse de Bourges, & est ledit droit, & l'amende, tels qu'ils sont declarez par la Coutume generale. Joignez l'art. 5. chap. 2. de la Coutume de Lodunois.

CRENQUENIERS.] Au stil du Liege, chap. 12. art. 5. sont Officiers qui peuvent faire execution.

Autres sont **CRANEQUINIERS**, Froissard, livre 4. chap. 77. Arbalétriers: le bandage s'appelle **CRANEQUIN**, Pied de Biche.

* **CRESTON.]** Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 46. c'est un Chevreau.

* **CRETINE.]** *Alluvio*: Cretine est un accroissement de ce qui vient celement, & il appert que ce soit ajoint par ceterine, qui est ajoint si petit à petit, que tu ne puis mie entendre combien il y en a venu à chacun moment. Traduit des Instit. de Justinien, ancienne de plus de quatre cens ans.

* **CREU & CONCREU.]**

Ces termes ne se rencontrent pas souvent. Par des Patentes du 1. Octobre 1569. les Sujets de M. le Duc de Lorraine sont exempts de tous subsides pour raison de leur *creu & concreu*, à cause de ce qu'ils font transporter de Lorraine en Barrois, ou de Barrois en Lorraine, passant dans le Royaume, confirmées par autres du 6. Aoust 1573. verifiées à la Cour des Aydes, le 21. suivant. Et d'autant que l'intelligence de ces termes étoient obscurs, ils ont été interpretez par autre Patente du mois de Janvier 1576. *Creu* est notoire, *concreu* a été interpreté des bleds, grains, gerbes, & autres fruits appartenans aux Sujets du Duc de Lorraine procedant des terres particulieres labourées & enssemencées par les Sujets dudit Duc, & qu'ils tiendront en leurs mains, labourées de leurs charruës, es pais de l'obeissance du Roy, pourveu que l'esdites terres soient dans le finage, adjacentes & proche des pais de Lorraine & Barrois, n'en étant distant que d'une lieue au plus. (M. GALLAND.)

LA CREUE.] *Indictionis augmentum, superindictum, minus extra ordinarium.*

Le CRI & LES ARMES PLEINES.] En nos Annales & histories, Troies, art. 14. Chaumont, art. 8. Barleduc, art. 111. 117. c'est le nom le titre, la qualité, la devise, armoiries & écussons, que les aînez

entre Nobles pretendent sur leurs puisnez. Les uns portent un écu d'argent à trois oreilles de gueules ; les autres un écu d'azur à un chef d'argent ; les autres s'arment d'argent à trois oreilles d'or ; les autres à une fasce coponée de gueules à trois fermaux d'azur au chef de l'écu : les autres à barres contrebarres à deux chevrons de gueules : ou de gueules à un chef d'argent à trois chevrons au chef, & une bordure d'argent endentée : ou d'un lion d'or rampant à un bâton de gueules parmy l'écu d'azur : un écu d'argent à cinq roses de gueules : ou deux amandes de gueules : ou un écu d'or à une croix ancrée de sable : Porter de gueules tout plain sans nulle brisure : Porter écu parti d'or & d'ermine, & sur l'or une face noire, & sur l'ermine trois amandes de gueules : & autrement. Les armes appartiennent à cause du linage, & non à cause des Seigneuries, & les femmes n'ont armes, quoiqu'elles portent écu mi parti de leurs maris & de leurs peres, pour signe de quelle maison elles sont issues, & en laquelle elles sont, comme il est narré en un plaidoyé fait en Parlement à Paris le vingt-neuvième Decembre 1383. Toutes-fois il faut qu'un noble aye nom armes & cri : & souvent se fait institution d'heritier ; à la charge du cri, du nom & des armes. Aucuns ont écrit des Armoiries, & des blasons d'icelles. *Et Laur. Val-la invehitur in libellum Bartoli de armis : & Alciatus lib. 5. mxiij. cap. 13. ait hæc insignia ex militia primum invaluisse.* Et faut noter que par la Coutume de Poitou, art. 1. le Comte, Vicomte, ou Baron peut en guerre ou armoirie porter bannière, c'est-à-dire ses armes en quarre, & que le Seigneur Chastelain peut seulement porter ses armes en forme d'écusson. Voyez le mot E C U S S O N.

* *CRI de feu ou de meurtre.*] La tres ancienne Coutume de Bretagne, chap. 148. Tous & toutes doivent aller au Cry communément quand Cry de feu ou de meurtre oyent, & ayder au besoing ; s'il y a mesfaisans, ils doivent estre prins & rendus à Justice, & ne doivent nul lever le Cry sans cause, car s'il le fait, il le doit amender à Justice & à partie & qui ne fait son devoir doit estre puni selon le mesfait. Chap. 144. Il appartient à tous & à toutes, quand ils trouvent mauvais gens les prendre & les rendre à Justice & s'ils ne sont si fors, ils doivent lever le Cry, & dire, voicy cil qui a fait tel mesfait, aidez-moy, si le rendez à Justice, & qui en sera en refus, & le malfacteur eschape en deffault de ceux, ils seront reputés coupables, & pourra l'on dire, qu'ils en seroient seigneurs, & pource que le malfacteur fût pris & devroit estre puny, & aussi semblablement ceux qui auroient été en deffault de le prendre, pource qu'ils fussent justiciables à la Seigneurie, ou que ils ne fussent clercs, car il n'appartient pas à clercs pour leur privilege prendre ceux qui pourroient estre crimez. Voyez le chapitre

chapitre suivant , & les mots *Biafora* & *Haro* :

LA CRIE DE LA VILLE.] Bayonne, tit. 15. art. 1. 6. ou Cride : Solle, tit. 29. art. 13. 19. ou Crieur. Le CRIAGE de la Ville de Paris es Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 22. C'est un Officier lequel après le son de la trompette, ou du tabourin prononce à haute voix ce que l'on veut faire sçavoir au public , & à tous en general. *Cum praco publicus*, Κήρυξ, *prædicat : unde auctor bonorum appellatur* διακήρυξ. & in *Græca Justiniani Constitutione Digestorum*. Per *praconem venditio fit tam publicè quàm privatim*, eique *res subjici dicebantur*. *Praco ad ludos Seculares*, *solemni more populum invitabat, funera indicebat, fugitivos resque amissas proclamabat, & indicii nomine præmium promittebat : per eum silentium fiebat*. *Brissonus lib. 8. de formulis*. *Vox Praconis dicitur τὸ ῥηέν φωνή in Novell. 69. Justiniani : Sic vox judicis Praco, & Carnifex manus legum : tubæ autem vel tympani sono facto silentio, per præconem verba recitantur*. *Editum sapientum perciet aures omnibus in populo missum præconis ab ore : Lucret. lib. 4. Classico etiam concio convocabatur, cum jussu magistratus lictori lege agebat in reum capitis : Seneca lib. 11. de Ira, & aliter Seneca Controversia 2. lib. 9.*

LA PIERRE DE LA CRIE.] A Bourges & ailleurs : In eo adestas lapide ubi venales praco prædicat. *Plautus in Bacchidibus*. *Tribuni duo de lapide empti*. *Cicero in Pisonem*. *Vinitorem parvi aris vel de lapide noxium comparare*. *Colamella lib. 3. cap. 3. Quod annotant Beroaldus, Brodæus, Turnebus*. Demourant hors les CRIS de l'Eglise : Communes sous l'Ille en Flandres. * Voyez Bretefches.

LES CRIEES ET SUBHASTATIONS.] Orleans, art. 339. & suivans, Montargis, chap. 19. Blois, chap. 23. Berri, tit. 9. art. 49. 50. & suivans, Bar, art. 213. & suivans : *Hasta publica*, δημόσιον, *sectio* *hastæ posita auctionari*. *Hasta summa est armorum & imperii, quam ob causam captivi sub hasta veniunt, & hasta subjiciebantur ea que publicè vendebant, quia signum præcipuum est hasta, Paulus ex Festo : Perticatio autem differt à subhastatione*. *Bona præconi subjiciebantur & hasta à sectoribus, ad hastam sectiones exercebunt in foro, M. Tull. 2. de officiis, & alibi : Centumviri etiam judicabant hasta posita in foro : unde hasta judicium, Valerius lib. 7. cap. 8. Caterum hac solempni bonorum proscriptione debitor in foro sub creditoribus cadit magnitudine aris alieni : Suetonius in vita Othonis cap. 5. Et ne hoc omittamus, sabbam auctionibus adhiberi lucrosam putabant : Plinius lib. 18. cap. 12. quod egregium antiquitatis monumentum eget explicatione*. *Kalendis Junius, qua & Fabaria ob id dicta sunt, sabbam è frugibus domum referre moris erat, auspicii causa, & divinis rebus adhibebantur sabbæ adulta illa mensæ.*

CROISER LE NON PLAIDOYER.] Hainaut, chap. 56.

LES CROISEZ.] Normandie, chap. 45.

Sont les Seigneurs & Gentils-hommes, & autres qui ont pris le signe de la Croix en leurs habits, pour aller à la guerre d'outre mer contre les Turcs ou Sarrazins pour la défense de la Foy Chrestienne, & pour le recouvrement de la Terre Sainte : Cette guerre a été longue & cruelle. *De expeditione autem Hierosolymitana loci occurrunt in historia Aimoini Monachi & apud alios rerum Francicarum & Germanicarum auctores*, & l'Evêque de Tyr en a fait une histoire : aussi on s'est croisé sur les Albigeois.

CROISIES DES ECRITURES DES PARTIES.] Hainaut, chap. 57.

Quand l'Advocat, ou Procureur d'une partie marque du signe de la Croix les articles des écritures adverses, qui n'avoient auparavant ainsi été plaidées, & les discorde pour être autrement écrits qu'il n'avoit été plaidé, de laquelle maniere de faire, Bourillier fait mention en sa pratique.

Cet Auteur étoit de la Châtellenie & terre de Mortaigne sur l'Escault, qui est un fleuve qui passe à Cambray & Valenciennes, & a été Conseiller du Roy Charles VI. Comme aussi on a accoutumé de croiser les articles des écritures & additions, sur lesquels l'on veut faire interroger la partie adverse ou les articles d'une taxe de dépens desquels on entend être appellant, & sur iceux former grief, dont est fait mention és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 427. 441. Plus le Juge en interloquant a accoutumé de croiser les faits des reproches qui sont pertinents pour en informer. Plus la Croix est un signe de ban & saisie : Bayonne, titre 14. art. 3. & 6. comme le brandon, le pannonceau, les affiches.

BAIL DES BESTES A CROIST, ET A CHAPTEL.] Voyez CHAPTEL, BAIL & *Commande de Bestiaux*.

* **CROMPADOS.**] Bearn, Rubr. des Contrats, art. 8. sont des acquereurs. Ce mot vient du latin *Comparare* : qui *crompa* porc meser. rub. des Contrats, art. 30. c'est à dire qui achette un porc messeau ou ladre.

* **CRUBARAN.**] Dans le For de Bearn, rub. *de homicidis*, art. 27. c'est à dire *recouureront*.

CRY. Voyez *Cri*.

CUEILLETTE & RECEPT.] Des deniers, rentes, & devoirs du Seigneur de fief, à laquelle faire il peut contraindre ses hommes & sujets solvables, & chacun en son Bailliage à l'ordre du role, & doivent répondre des deniers : en l'ancienne Coutume de Bretagne, article 86.

* **CULLAGE, CULLIAGE.**] Au Procez Verbal fait par M. Jean Faguiet Auditeur en la Chambre des Comptes, en vertu d'Arrest d'icelle, du 7. Avril 1507. pour l'évaluation du Comté d'Eu, tombé en la Garde du Roy, pour la minorité des enfans de M. le Comte de Nevers, & de Madame Charlotte de Bourbon sa femme, au Chapitre du revenu de la Baronnie de S. Martin le Gaillard, dépendant du Comté; *Item a ledit Seigneur audit lieu de S. Martin droit de CULLAGE quand on se marie.*

Les Seigneurs souverains ou autres avoient autrefois établi divers droits, mêmes honteux & injustes, à cause des mariages.

Cette Coutume qui donnoit aux Seigneurs la premiere nuit des nouvelles mariées, fut introduite par Evèn, Roy d'Ecosse, éteinté par Malcolm. III. & convertie à une prestation appelée *Marcheta*, que Buchanan au 4. livre de son Histoire, dit avoir été *dimidiata argenti marcha*. Au 4. livre des Loix d'Ecosse, cap. 31. *Inscrit. de marchetis mulierum*: Elle est rachetée par argent, ou certain nombre de vaches, selon la qualité des filles. Joan. Skæneus sur ce lieu dit que *Marcheta* est tiré de *MARCH*, cheval, & que *Marcheta est virginalis pudicitia prima violatio & delibatio ab Eveno Rege dominis capitalibus permessa, prima nuptiarum nocte, à Malcolm sublatà, & certo numero vaccarum redempta*. Les pointes des ressentimens des maris blessez en la pudeur de leurs femmes, ont été cause du changement.

L'Histoire de Savoye nous apprend que les Seigneurs de Prelley & Parfanni en Piémont, jouissoient d'un pareil droit, qu'ils appelloient *Cazzagio*, dont les Vassaux ayant demandé la commutation, le refus les porta à la revolte, & se donnerent à Amé VI. du nom quatorzième Comte de Savoye, lequel les a transmis à ses successeurs.

Les Sieurs de Souloire étoient autrefois fondez en pareil droit; l'ayant obmis en l'aveu rendu au Seigneur de Montlevrier Seigneur suzerain, le défaut donna ouverture de débat, comme de défautosité: Et par Acte du 15. Decembre 1607. il y renonça précisément. Ces droits exorbitans & honteux, ont été convertis en des prestations modiques. Au livre 9. chap. 16. p. 598. de l'Histoire de Chastillon se voit un accord entre Guy de Chastillon Seigneur de la Fere en Tardenois, & la Communauté des habitans. Les habitans remontoient qu'ils étoient obligez à de grandes servitudes & devoirs, entr'autres pour le droit des mariages des enfans au jour des épousailles d'iceux; outre les cent sols tournois qu'ils & chacun d'eux qui se marioient étoient obligez payer, ce qui leur apportoit grande perte; même étoit cause que lesdits enfans étant en âge de marier, n'en rencontroient si bon party & si avantageux. Le Seigneur les déchar-

ge desdits devoirs & servitudes de mariages de leurs enfans ; & des cent sols deus par les mariez au jour de leurs épousailles , à la charge & non autrement que tous & chacun lesdits bourgeois & habitans , leurs hoirs & successeurs seront tenus à perpétuité d'aller eux-mêmes en personne , si grievé maladie ne les excuse , avec armes deffensives faire guet & garde tant de jour que de nuit en son Chastel & place forte dudit Fere , toutes & quantes fois que besoin en fera , & qu'il leur sera enjoint par ledit Seigneur ou Sergens commandans audit Chasteau. V. *Marquenes*.

Par Arrest de la Cour du 19. Mars 1409. à la poursuite des habitans & Echevins d'Abbeville , deffenses furent faites à l'Evêque d'Amiens d'exiger argent des nouveaux mariez pour leur donner congé de coucher avec leurs femmes la premiere , seconde , & troisième nuit de leurs nôces ; & dit que chacun desdits habitans pourra coucher avec ses femmes la premiere nuit de leurs nôces sans congé de l'Evêque , cet Arrest contient diverses belles decisions , qui n'ont rien de commun avec le fait dont il s'agit. * *Vide notas D. Balusii ad Reginonem p. 658.*

Autres droits aux Seigneurs à cause du mariage. *Mireus donat Belgic. l. 1. c. 129.* rapporte une lettre de Sigerius de Liedekerke portant affranchissement de ses serfs , & de retention , *ad matrimonium de duobus denariis , & ad mortem de duodecim.*

L'Histoire de Gand p. 523. contient l'affranchissement de diverses personnes , par Hugues Chastellain de Gand de l'an 1251. *Ita quod singulis annis in Festo beati Bertulphi duos denarios de capite , sex de matrimonio , & duodecim de morte persolvant.* (M. GALLAND.)

* *CURATEUR.*] Parmi nous *tuteur* , & *curateur* n'est qu'un , suivant la regle 5. du tit. 4. du livre premier des institutes coutumieres. Cependant il y a cette difference de nom , que les mineurs sont sous l'autorité des *tuteurs* , jusqu'à la puberté , & sous l'autorité des *curateurs* , depuis la puberté jusqu'à vingt-cinq ans. Voyez Coquille dans ses questions , chap. 178.

* *CURIAUX.*] Dans le país de Bresse , sont des Officiers des Villes qui servent de scribes sous les Chastellains ou Officiers locaux. Ce mot vient de *Curiales*. Voyez les loix 21. 22. 25. 34. 39. 45. & 47. au Code de *Curionibus*. De tous les Officiers de Ville il n'y a que les *Chastellains* & les *Curiaux* , qui soient obligez de résider sur les lieux , semblables aux anciens *Duumvirs* des Romains à qui il n'étoit pas permis de sortir des Villes pendant leur magistrature.

Les *Curiaux* ont droit de commettre des scribes en leur place , quand ils ne peuvent pas exercer leurs charges en personne ; ce qui

montre l'indépendance où ils sont à l'égard des Officiers locaux ou *Chastellains*. Les *Curiaux* peuvent faire tout ce qui est nécessaire au banc de cour. Les *Chastellains* ne peuvent se passer de *scribes* ou de *Curiaux* : la raison est que les fonctions des *Chastellains* ne sont que d'exécuter, & faire mettre par écrit les actes, & les *Curiaux*, au contraire peuvent faire tout cela sans inconvénient. Mais néanmoins s'il s'agissoit de rendre un jugement, les *Curiaux* ne le pourroient pas faire. Voyez M. Collet sur les Statuts de Breffe, page 174. 175. 176.

* *BOIS CUSSONÉ.*] Bourdeaux, art. 115.

C'est un bois rongé de vers. *Cassus & cysus*, signifient un ver qui ronge le bois. Voyez *Bois artussonné*, & M. Meunage dans ses Origines, sur le mot *Casson*.

* *CUYALA o cledat.*] Bearn Rubrique des herbages, art. 7. C'est une étendue de terre où l'on fait paître des bestiaux. Si elle est ouverte elle est appelée *Cuyala* ; si elle est entourée de fosses ou de pieux, elle est appelée *cledat*, parce que *clede* signifie une barrière de bois avec laquelle on ferme l'entrée de ces sortes de lieux.

D.

* *DAARRAINS.*] Dernier. De Beauman. chap. 3. Si-tôt comme la terre a sa Daarraine roie pour semer bled, chap. 51.

* *DALLES.*] Dans l'article 221. de la Coutume de Clermont en Beauvoisis, & *Dallées* dans l'article 698. de la Coutume de Bretagne, sont des fosses. Chez les Anglois *Dale*, & chez les Flamands *Dal* est une *vallée* Skinner in Etimolog. *Dale*, à *Belgis* *Dal*, *Dele*, *Danis* *Dall*. *vallis Tent*. *Dell*. *Locus declivis*, &c. * *Vid. Kilian.*

DAME.] Meaux, tit. 63. C'est la noverque, la marâtre, *quæ matrimonia aut, matrinia appellatur in lege Rotharis Regis Langobardorum, tit. 61. 68. in lege Luitprandi Regis Langob. tit. 24. μητρία, quæ voce & matertera significatur, πρὸς μητρίαν θύειν Mater familiæ dicebatur domina, οὐκ ὀνόμαζοντα.*

DAMOISEAU.] Au chap. 115. de l'ancienne Chronique de Flandres : ainsi est appelé Robert d'Arthois Comte d'Eu, & de Beaumont. Damoisel, au premier livre de Froissart, chap. 20. 27. 325. & au livre 3. chap. 110. Damoiselle. *Domicellus. Thomas Vvalsinganus, in Eduardo 3.* Le Damoiseau de la Marche & celui de Rhodenat, Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. *Domnulus Domnula.* Ce nom n'a été donné qu'aux jeunes adolescents de grande maison.

* Joignez M. Loysef dans son Histoire de Beauvais, chap. page.

* *DAMNEZ.*] Ancienne Coutume de Normandie, tit. des affi-

2cs. Le Duc de Normandie aura un an les terres aux Dâmes & les issues, & après doivent être rendues à ceux à qui ils en avoient fait l'hommage & de qui ils tiennent nu à nu. (M. GALLAND.)

DANGER.] Du Seigneur feudal ou censuel : Amiens, art. 33.

FIEF DE DANGER.] Voyez le mot FIEF.

DROIT DE TIERS ET DANGER.] Es Ordonnances des Forests.

Le danger est ainsi expliqué dans une ancienne Ordonnance de la Chambre des Compres de l'an 1454. rapportée par Terrien, sur l'ancienne Coutume de Normandie, liv. 14. chap. 11. n. 8. pag. 614. de l'édition de 1654. Premièrement, il est tout notoire, & sans doute audit pays de Normandie, que quand un bois à tiers, & danger, est vendu par le tres forcier, tout ensemble tant en sa part, qu'en la part du Roy, le Roy prend le tiers sur toute la somme de la vendue, avec la disme, ou danger de deux sols pour livre. Exemple : une vente après criées, & solemnitez gardées, est demourée au Marchand, pour le prix de soixante sols tournés l'acre, on l'arpend ou totage d'icelle vente. Le Roy prend vingt sols pour son tiers, & le danger ou disme sur le totage, qui monte pour lesdits soixante sols, à six sols. Ainsi est que desdits soixante sols, le Roy prend vingt six sols, & demeure pour le vendeur trente & quatre sols.

SERGEANTS DANGEREUX.] En l'Edit du Roy Henry II. art. 16. fait l'an 1554. pour le reglement des Forests. Voyez le mot TIERS.

Sont des Sergens établis pour avoir l'inspection sur les bois, où le Roy a le droit de tiers & danger. Parce que ces Sergents n'avoient point autrefois de gages, les Ordonnances faites à Vernon, leur ont donné le tiers des amendes des exploits, qu'ils apporteroient devant les Maîtres, pourvu qu'ils eussent avec eux un témoin digne de foy, qui

assurât l'exploit bon, & loyal.

Il n'étoit point permis à ces Sergens d'entrer aux Forests du Roy, lorsqu'il y avoit des Sergens à garde, pour en faire les exploits; mais ils pouvoient seulement faire prises & exploits hors de ces Forests, en cas qu'il y eût eu quelque meffais. V. Terrien liv. 14. chap. 37. n. 3.

DAUPHIN.] Qui est le titre du fils aîné de la Maison de France, qu'il porte du vivant du Roy son pere, en conséquence de la vente ou donation du pays du Dauphiné qui a été faite par Hum-

best au Roy Philippes de Vallois, ou à son fils. *Hic quasi successor designatus : sic Scotis Cumbria praefectus : Romanis olim Caesar : hodie Germanis Rex Romanorum : & Anglis princeps Vallia , qui primogenitus filius Regis Anglia : in Castilia princeps Asturiarum : En Aragon de Giroua : en Navarre de Viana. * V. Othenast. pag. 89.*

DEBITER.] Berri, tit. 1. art. 46. C'est vendre & distribuer en détail de la marchandise à divers acheteurs, auxquels on fait credit. *Aliud est auersione vendere, in quâdâ, quasi auerso vultu, en bloc,*

DEBITIS.] Orleans, art. 360. ou COMMITTIMUS en l'ancienne Coutume de Boulenois à la fin.

MANDEMENT DE DEBITIS.] La Rochelle, article 14. LETTRES DE DEBITIS.] En l'Ordonnance du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 60. en l'Edit de l'an 1536. art. 15. Et en la pratique de Masuer, tit. 8. & 30. & es Ordonnances latines de Philippes VI. & Charles VI. Lille, tit. des actions, art. 5. Ces lettres s'appellent DEBITA LEGALIA.

C'est un mandement general & compulsoire obtenu en la Chancellerie du Roy, ou du Juge Royal ressortissant sans moyen en Parlement, pour contraindre les debiteurs par saisie, vente & exploitation de leurs biens, & emprisonnement de leurs personnes, si à ce ils sont obligez, au payement de ce qu'ils doivent à l'impetrant : Et l'on a accoutumé de s'aider de telle provision, quand l'obligation & gagement est passé par autre Notaire ou Greffier que de Cour-làie, d'autant que telles lettres ne gisent en execution es biens du debiteur oblige : Orleans, art. 360. & que tel instrument ne porte aucun effet de realité, hypothèque, ou execution ; Berri, tit. 3. art. 2. & quand l'execution est faite en vertu de lettres Royaux de debitis, s'il y en a appel interjetté, il doit ressortir en la Cour de Parlement, & non par devant le Juge Royal. Arrest de Paris du 14. Aoust 1540. Et au Roy seul appartient privativement sur tous Baillifs & Seneschaux d'ordonner lettres generales de debitis & sauvegardes. Arrest de Paris du 15. Juillet 1533. *In usu fuit ut Praetores editto proponerent certis temporibus compellentia debitores satis facere creditoribus, Communis in primam Persi satiram.*

L'Auteur du petit Glossaire sur les Arrests de Jean le Coq, parle ainsi de ces Lettres.

DEBITIS litterarum genus, quae hodie vocantur, lettres de committimus, quarum fit mentio q. 52. Notandum autem est quod per litteras regias de debitis vocatas, etiam fit executio de eo quod debetur, & in illis litteris ita so-

l. apparitori scribi : Nous te mandons & commandons par ces presentes que toutes les dettes bonnes & loyales cogneuës, ou prouvées suffisamment par lettres témoins, instrumens, confessions de parties, ou autres loyaux enseignemens qui te apperront être-deuz à tel, N. tu lui fasses payer tantôt, incontinent & sans delay, en contraignant à ce les debiteurs & chacun d'eux, par la prinse, levée, vendue & exploitation de leurs biens, meubles, & heritages, détention, arrest, & emprisonnement de leurs corps, si mestier est, & à ce s'en sont obligez. *Item inhibitum est, ne generales litteras in forma debitis per Seneschallos & iudices Regis de cetero concedantur, sed à Rege, vel ejus Cancellaria, ut fuit pronunciatum in hac Senatu 1532. die 15. Jul. Archiepiscopus tamen Remens. generalis concedit has litteras; & fuit in Senatu dictum an 1418. die 6. April. propter ejus supremam dignitatem. Item iudicibus, ad quos causa cognita pertinet, appositio dirigi debet, ut invenio statum per Carolum VIII. an 1490. prout est in stilo. Parlamenti videre in Rubi de rescript. versic. inhibendum. Et idem dicta littera non attribuant novam jurisdictionem; sed opposentes etiam coram suis iudicibus assignari debent, ut fuit etiam judicatum in Senatu pro Illustrissima domina Claudia Matre Regis, an. 1530. die 1. Decemb. quia omnes causa in regno debent terminari & finire, apud illos iudices in partibus qui de jure, aut consuetudine, vel privilegio illarum cognitionem habent §. 1. Rub. de causis ubi scripsi in concordia. Appellatio tamen venit directè ad Parlamentum ratione harum litterarum, etiam si mittatur à prapostis, vel alio mediatò, ut fuit pulchrè pronunciatum, an 1526. die 10. Maii & videbatur aliud Arrestum latum, anno 1522. die 17. Julii, & c.*

est in stilo. Parlamenti videre in Rubi de rescript. versic. inhibendum. Et idem dicta littera non attribuant novam jurisdictionem; sed opposentes etiam coram suis iudicibus assignari debent, ut fuit etiam judicatum in Senatu pro Illustrissima domina Claudia Matre Regis, an. 1530. die 1. Decemb. quia omnes causa in regno debent terminari & finire, apud illos iudices in partibus qui de jure, aut consuetudine, vel privilegio illarum cognitionem habent §. 1. Rub. de causis ubi scripsi in concordia. Appellatio tamen venit directè ad Parlamentum ratione harum litterarum, etiam si mittatur à prapostis, vel alio mediatò, ut fuit pulchrè pronunciatum, an 1526. die 10. Maii & videbatur aliud Arrestum latum, anno 1522. die 17. Julii, & c.

Ces lettres ne sont plus en usage. V. du Molin sur l'article 52. de l'ancienne Coutume & le 74. de la nouvelle n. 109. 110.

* **DEBLAER.**] C'est couper les bleds ou *deblaver* comme il y a dans l'article 117. de la Coutume d'Auxerre. Mes Peres mourut faifis & vetus, tenant & prenant *blaans & doblaans* & les biens dépoüillans. Etabliss. de France.

DEBLEVRE.] Auxerre, art. 22. ou **EMBLEVRE.** Auxerre, 64. Sont les bleds-pendans par racine. *Sed fortè stultum est illud admonere. Nec verò exemplo Didymi grammatici supervacua doceamus.*

* **DEBOUT & Costes.**] Mons, art. 48. c'est à-dire aux deux bouts ou aux deux côtes.

* **DEBOUTS à éteinte de la chandelle.**] Voyez M. Hevin dans ses observations sur Frain, chap. 92. page 452. 453.

La forme, les baux, & les heritages à éteinte de chandelle est de l'ancienne pratique de la Province de Bretagne, mentionnée dans le reglement provisoire de l'an 1543. & dans l'article 579. de la Coutume du pays qui est aussi pratiquée ailleurs. Elle ne contient point de surprise, & n'est point capricieuse ni aleatoire comme quelques Auteurs l'ont allegué, sçavoir la maniere qu'elle s'exécute dans cette Province; car ce n'est point le Juge qui fait cette extinction, & elle ne dépend point de sa volonté comme a crû Choppin sur la

Coutume.

Coutume de Paris, lib. 3. tit. 2. n. 1. *Extincta Lucerna momento addiceban-
tur in foro pradiola, velutque ad clypeidram discepti, ita pluris licita-
tura fauces cum voto obstruebantur accensi luminis extinctione.*

La forme usitée en Bretagne est que le Sergent crieur allume par le
commandement du Juge, un petit bout de bougie de la longueur de
quatre ou cinq lignes jointe à la pointe d'un trancho plume, pendant
qu'il brule, chacun fait son encherre, que le Crieur publie: ensuite
dequoy on allume une seconde bougie, & plusieurs autres, ce que
l'on continue tant qu'il y a des encherisseurs, même on en allume
plusieurs de suite, après la dernière encherre, pour tenir la liq. ou-
verte à un chacun & ne se trouvant personne qui sur-encherisse, le
Juge fait l'adjudication dont le Greffier dresse son proces verbal,
dans lequel il rapporte les encherres, le nombre des chandelles con-
sumées, & qu'après la dernière encherre on a allumé & laissé con-
sumer de suite tel nombre de chandelles, sans qu'aucun se soit pré-
senté pour encherir, & pendant que l'audience dure les encherres
sont encore requës. Hevin sur Erain, pag. 435. Voyez cy-dessus
au mot chandelle.

DEBTES.] LES DEBTES suivent les meubles en plusieurs
païs: d'autant que l'héritier des meubles est tenu de payer les dettes
du défunt. Autre est la Coutume de Berri, tit. 19. art. 31.

DEBTES ACTIVES.] Laon, art. 17. Berri, tit. 4. art. 3. *Essa
in quo alius nobis est obligatus vel obnoxius.*

DEBTES PASSIVES.] Troies, art. 11. 12. 83. Chaumougeant 67.
Berri, tit. 1. art. 18. 122. *Act alienum cui obstricti sumus.*

* DEBTES mobilières.] Paris, art. 221. au titre de la Com-
munauté. Sont des dettes exigibles.

Une somme de deniers est un meuble, & la dette d'une telle som-
me est par conséquent mobilière. Toute dette exigible est donc mo-
bilière, à la différence des rentes, qui sont des dettes réputées immo-
bilières, parce que le sort principal qui en est le prix ne peut point
être exigé. Voyez les art. 93. & 94. de la Coutume de Paris.

Les dettes mobilières faites par la femme avant son mariage tom-
bent dans la communauté, & le mari en est tenu personnellement.

Les rentes ou les dettes immobilières ne tombent point dans la
communauté, mais les arrerages qui en sont échus pendant le ma-
riage sont des dettes communes que le mari doit aussi payer & pour
lesquelles il peut être poursuivi personnellement.

On excepte de cette règle le cas où les deux conjoints ont fait inven-
taire après avoir stipulé qu'ils payeroient chacun séparément leurs dettes
créées avant leur mariage. Car lorsque le mari a pris cette précaution,

Rr.

en représentant l'inventaire ou l'estimation, il n'est plus tenu des dettes mobilières faite par sa femme avant son mariage.

Le mot *Dettes* comprend certainement, tant celles qui sont immobilières que les mobilières. Celui qui a constitué une *rente*, quand même il n'en devroit aucuns arrerages, est toujours débiteur de la *rente* envers celui à qui il l'a constituée, & par conséquent une *rente* est une *dette*.

Lorsque les conjoints ont stipulé avant le mariage qu'ils payeroient séparément leurs rentes, ils ont donc par conséquent stipulé qu'ils payeroient séparément leurs dettes. Et quand ils ont joint à cette précaution celle de faire inventaire, comme il leur est prescrit par la Coutume, il est manifeste que le mari, contre sa stipulation & la précaution qu'il a prise, ne doit point être tenu au-delà de l'inventaire, ni des dettes mobilières de sa femme faites avant son mariage, ni des arrerages des rentes qu'elle a constituées, quoiqu'échus pendant le mariage.

C'est une maxime certaine dans le droit Romain qu'une stipulation *in annos singulos una est, & incerta & perpetua*. Leg. si Styrum 16. D. de Verb. obl. Les Commentateurs sur cette loy conviennent que les prestations annuelles, sont toutes dûes dès le moment que le contrat a été fait, quoiqu'elles ne puissent être exigées que quand le temps est échu.

Suivant ces maximes, les arrerages de la rente créée par la femme avant son mariage quoiqu'échus depuis, sont donc des dettes de la femme antérieures à son mariage, & delà vient que ces arrerages, quand il n'y a point de stipulation contraire, tombent comme dettes mobilières dans l'acommunauté, & que le mary en est tenu personnellement. Au lieu que si ces arrerages étoient des dettes postérieures au mariage, le mary n'en seroit pas tenu, parce que la femme, par qui ces arrerages sont dûs, ne peut point obliger son mary contractant le mariage.

En un mot une *rente* n'est autre chose qu'un revenu annuel, & celui qui se rend débiteur d'un revenu annuel, se rend débiteur de tous les arrerages qui en doivent échoir jusqu'au rachat; non pas néanmoins à l'effet de payer en même temps tous ces arrerages, mais à l'effet de les payer successivement années par années & aux termes marquez; ou pour mieux dire l'obligation de tous les arrerages est née dès le moment de la constitution, au lieu que l'action ne nait pour les arrerages que d'année en année. *Leg. item cedendum & sibi Cujacius de R. J.* Ainsi dans le contrat de constitution, il n'y a qu'une seule dette, une seule obligation, & une seule action; & cette action

cette obligation & cette dette, étant dans le cas proposé antérieur au mariage, il est évident que le mari qui a pris les précautions dont on vient de parler, n'en doit point être tenu.

Si une femme avant son mariage avoit emprunté vingt mille livres sous simple obligation, à la charge d'en restituer mille livres chaque année jusqu'au parfait paiement, le mari qui auroit stipulé qu'il ne seroit point tenu des dettes de sa femme faites avant le mariage, seroit-il tenu de ce qui écheroit de ces vingt mille livres pendant la communauté? Et il est certain qu'il n'en seroit point tenu, parce qu'en ce cas, quoiqu'il y ait plusieurs échéances de paiements, il n'y a cependant qu'une seule dette, une seule obligation, & une seule action antérieure au mariage. Il en est de même du contrat de constitution. *Vide Rodericum de contrah. redditibus lib. 2. quest. 15. pag. 217. n. 35. & Consuet. de censibus q. 118. n. 14. pag. 336.*

Quoiqu'il n'y ait rien de si indubitable que ces principes, M. Despleissis a cependant été d'un avis contraire, & M. de Rousillon qui l'a suivi, rapporte une Sentence, qui a condamné un mari après avoir rendu aux créanciers de sa femme tout le contenu dans son inventaire, à leur continuer une rente que sa femme avoit créée avant son mariage: ce qu'on ne peut lire sans peine. Voyez M. de Rousillon de la Communauté, première partie chap. 21. pag. 189.

Joignez sur cette matière Cujas ad leg. 11. D. de annu. legat. tit. 22. Paul. G. Arcussum, Cyriacum & Donatum ad leg. 16. D. de verb. obl. & Cyriacum Nigam tom. 4. controversiar. cap. 397. pag. 206. &c.

D E C A P I T E R .] *Decollare Seneca : Suetonio Decollatio, Paulus 5. Sentent. tit. de abolitionibus : Capitis amputatio. l. 28. de penis. Cuiusmodi res capitis prædare, quod genus supplicii & verberum fuit in usu, Græcis maxime. Xenophon ad Cæo. p. 2. ut non præterea hæc verba, τὰς ἀλλοτρίας τὰς θανάτου ἰδέσθαι ἔβη : De hæc p. 1. P. Faber, in libro 2. Semestrium capite 4. lib. 2. cap. 7. Comme quelquefois on coupe le poing, ou le premier article du pouce, et moribus et obliuionem : on coupe la langue, et angustia : on creve un œil, on coupe en jeter, et invidiam : on abscindit, on fende la levre, on perce la langue, on coupe le nez, on l'oreille. Justinianus autem No. 134. prohibet utrumque manuum, et pedum utrumque amputari : non potest manus abscindi, et in jactura : No. 135. & 136. Pes unus ut fugitivus, l. si sod. de servis fugitivis. Et ex parte multatur qui peccavit. Prohibet etiam utrumque. P. 1. adon. Justinianus in libro 1. de Bigamie.*

D E C I M E S .] C'est un droit que les Ecclesiastiques payent au Roy, parce qu'ils ne doivent pas moins contribuer au bien de l'Etat, que les particuliers. *l. 1. §. 1. de decimis. l. 1. §. 1. de decimis. l. 1. §. 1. de decimis.*

Les premières décimes ont été, ces dernières, levées en France par Philippe.

nām, nisi Archiepiscopi, Episcopi, Capitula & Ecclesia, que ab eis movent, si Episcopi colligant inde decimas, & eis dant quibus dare debuerint. Quicumque Crucem habens, qui dare talliam vel decimam debeat, & eas dare voluerit, ab illo capiat, cui suam debet talliam vel decimam, ut inde faciat voluntatem. Qui cum reperit, propter hoc non potest excommunicari. Qui de vobis & legitime, & sine coactione decimam suam dederit, à Deo remunerationem accipiet.

Mais ces decimes ne furent levées qu'environ pendant une année; cette Ordonnance ayant été révoquée par une autre de l'an 1189. rapportée aussi par Louvet dans son histoire de Beauvais, tome 2. page 311. Sonalé reigné de S. Louis en 1267. & sous le Pontificat de Clément IV. les decimes furent levées de rechef pour la conquête de la Terre sainte.

En 1274. elles furent ordonnées par le II. Concile de Lion pour le même sujet. Et en 1275. elles furent encore levées par Philippe le Hardi.

Philippe le Bel, en 1304. les leva ensuite dans le Royaume; du consentement du Pape, pour subvenir aux dépenses de la guerre de Flandres; ce qui paroît par la Charte suivante.

Philippus D. G. F. R. Dilectis & fidelibus nostris Archiepiscopo Remensi Suessionensi, Catalaunensi, Landanensi, Tornacensi, Morinensi, Aarebatenensi, Amkianensi, Naviemensi, Silvanobonensi, & Belvacensi Episcopis Romanæ Provincia Suffraganeis. Abbatibus, Decanis, Prioribus, &c. Considerantes gravia personarum pericula, & importabilia onera impensarum, quæ dilecti & fideles subditi nostri à longis retroactis temporibus, ratione guerra nostre Flandria sustinuisse conspiciuntur, ac sollicitudinem querens vias, & modos per quos illo juvante cujus est superbarum cellæ deprimere, inimicarum nostrorum Flandrensium superba rebellis campeficeret, & sedato guerrarum discrimine, patis amenitas, & quietis tranquillitas, regno regneque subditis, omni adversitate propulsata parentur. Post multarum revolutiones viarum, tandem in hac via, antiquumque ceciderit & summatimari negotia apud incumbis, vestra sollicitudo quævis, & in universis Regibus, & personarum Ecclesiasticarum, Religiosarum, & Secularium, Ducum, & Baronum, & quicumque nobilis regni ejusdem requirere deberemus, ut de singulis quingentis librarum redditibus, quæ in regno ipsa habent, de uno homine requirere orinaret, & ignobilis de sex hominibus annuatim redditis, & per quibuslibet causis suis subsidium nobis faciant, ipsa quicquid ex ea parte sua hujusmodi Ducibus, Comitibus, & Baronibus, & ceteris nobilibus regni nostri, & de eis ex parte nostra requisitis, & iuxta modum hujusmodi prestant, & consentiant prestanti dictum subsidium, & subditis eorumdem. Unum fuit enim voluntas,

una ab eis data est responsio, quod illud subsidium libenter nobis prastabunt animo, & à sibi subditis prastari unanimiter consenserunt, credentes quod vos, & alia persona Ecclesiastica predicta simile nobis subsidium faciatis. Nos igitur spem gerentes de vobis indubiam, quod sicut ex suscepto Cura Pastoralis officio, plus ceteris illis debetis requirere qua sunt pacis, sic regni pacem, qua ex dicto non modicioriter dependet subsidio, ceteris impensis, & ferventius procurare velitis. Dilectionem vestram attente requisimus, & affectuose rogamus, quatenus huiusmodi subsidium in tam urgenti necessitate, in tam miserabili expeditione negotii prastetis liberaliter, & ut à vestris prastetur subditis, vestrum nedum assensum, sed illud quod opportundum fuerit auxilium prabeatis. Credentes dilectis & fidelibus nostris Magistro Petro de Latillaco, Canonico Parisensi Clerico, & Jo. Choisselli Domino de Placcemillis nostri, vel eorum alteri, super his que circa hac ex parte nostra vobis glaxerint exponenda, & exposita per eum grata compleatis affectu. Data Parisiis, die 12. April. An. Dom. 1304. Vid. Emylium de Gollis Etapeorum, libi 2.

Les dixièmes furent encore payés en France en 1306. 1311. 1317. 1337.

Sous le Roy Joan en 1337. il en fut levé une autre dont Froissard parle en ces termes vol. 1. chap. 55. Et quant aux Clercs & gens d'Eglise, Prelats, Abbayes, Priours, Chanoines, Curez & autres comme dessus, qui avoient vaillant au-dessus de 100. livres de revenu. (fust-ce en Benefice de sainte Eglise, ou en patrimoine, ou en l'un avec l'autre) jusqu'à 5000. liv. feroient ayde de 4. liv. pour les premières 100. liv. & pour chacun autre 100. liv. jusques au-dessus 5000. liv. 40. sols: & ne feroient de rien ayde au-dessus desdites 5000. liv. n'auSSI de leurs meubles. Et les revenus de leurs Benefices seroient estimez selon le taux du DIXIÈME, ni ne s'en pourroient affranchir par quelconques privileges, non plus qu'ils faisoient de leurs dixièmes, quand les dixièmes étoient attroyez.

Et enfin ce subside par les recollez de l'Etat & pour le bien public fut rendu ordinaire sous François I. ce qui est remarqué par Chasseneux sur la Coutume de Bourgogne, rubrique des Justices §. 4. *nom. 41.* & par Sponde sous l'an 1560. *nom. 25.* De sorte qu'il y a à present des Receveurs des dixièmes en titre, & une Chambre à qui la connoissance en appartient. Voyez le Lando de Décimes pag. 10. & 11. & Thomassinum part. 3. *script. 26. 127p. 13.* *olim decime gregis & sermo fructuum quondam Regibus Africæ 1660 pendebantur. 1. Samuel 8. 13. 15. 17. Reges vestras & vineardum redditus addecimabit. 1. Malach. n. 31. Remittere & primitivis Judæis Act*

Demetrius) quæ ipsi debebantur decimanum nomine , & vestigalium adjus Regis pertinentium. *Atisth lib. 2. ωρον. meminit νόμου ἐν Βαβυλωνία παλαιῷ δικάτῃ εἶναι τῶν ὑπογομένων* i. e. Statuti veteris in Babylonia ; (Regi) decimam pendi debere , *de is quæ importarentur. Diodor Siculus lib. 3. Biblioth. ὁ βασιλεὺς τῶν καρπῶν τῶν γινομένων ἐν τῇ πρὸς δικάτῃ λαμβάνει.* i. e. Rex fructuum in insula nascentium decimas accipit. *Strabo Geogr. lib. 15. ὁ τῆς δικάτας ἐν ἀλγόντις τῶν πεδυνέων*, qui ; vestigalis loco , rerum venditarum decimas exigebant. *Siculi*, Romanis decimam frumenti solvebant. *Ab his qui metalla effodiebant exigebantur Decime. Scribit Appianus Decimam partem fructuum rei publice pendi solitam pro vestigali earum agrorum*, qui deserti ad Cultum redigebantur.

De sçavoir maintenant pourquoi chez presque tous les peuples , les tributs ont été , fixez à la dixième partie des revenus , plutôt qu'à la neuvième & à l'onzième , c'est ce qu'il est impossible de deviner ; & de toutes les raisons que les Auteurs en ont rapportées , celle de Grotius paroît la plus judicieuse. *Numerus denarius*, dit-il , *gentibus ferme cunctis numerandi finis est ; qui enim sequantur numeri composita habent nomina aut sono , ut undecim , duodecim , aut significatu ut centum , mille , nimirum per digitos numerare mos antiquissimus , qui homini decem : quare in his (Decalogi) præceptis quæ supra cætera memoria infigenda erant , hunc numerum elegit Deus , in quo omnes numerorum diversitates , omnes analogias , omnes quæ ad numeros referuntur , figuras geometricas reperiri , lastè ostendit Philo de decem præceptis , & Martianus Capella. Decas verò ultra omnes habenda , quæ omnes numeros diversæ virtutis ac perfectionis intra se habet. Neque alia de causa in decem classes quæ vulgò Categoria vocantur , rerum genera Pythagorici & eos secuti Peripatetici retulere ; tum verò non in lege tantum , sed & ante legem Decima Deo voce , qui mos ad gentes transfuit. Grot. in Decalogum pag. 36. col. 1. V. Philonem Judæum de congressu quærendæ eruditionis gratia , pag. 437. edit. an. 1640. Voyez le mot *Disputa*.*

D. E. C. L I N E R.] Le Juge , la Cour ou la Jurisdiction que l'on dit être incompétente ; proposer le declinatoire , plaider à fin declinatoire , ou de non proceder. *Κρήνις παράγραφη* : *Cum reus oppo- nit fori exceptionem*. Quand il est question d'un renvoy ou congé : de la compétence ou incompétence de jurisdiction. *Εκκλίσις*, *Declinare*, *avertir*, *desister*.

D. E. C. O N F E S.] Voyez **D E S C O N F E S.**

D E C R E T E R.] Un partage , une information , une prise de corps , un ajournement personnel , un consentement , une peréquation de cens ou rente , un heritage que l'on ajuge au dernier encherisseur :

Quand le Juge interpose son autorité, ou octroie commission.

DEFAULT SIMPLE OU PUR.] A la différence du **DEFAULT SAUF**: L'on baille défaut ou congé avant la contestation, & forclusion de demande, ou deffenses en après. *Differt autem vadimonium ab Eremodicio. Vadimonium deserit reus, non actor.* Le defendeur tombe en défaut: le demandeur en congé. *Eremodicionem est desersio litis contestata, quam actor vel reus deserit & movult iudicio abesse.* Eprou est *μὲν οὖν ἐπὶ δὲ ξη* Hesychie. Les peines du défaut ou congé sont coutumieres, *nec interponi solet cautio iudicio sisti nec de lite exercenda & peragenda, nec iudicatum solvi.*

* **DEFFAIX.]** Anjou, art. 171. 192. Sont des lieux deffendus comme la garenne & l'étang du Seigneur. Voyez Touraine sur l'article 171. de la Coutume d'Anjou.

* **DEFFAUX.]** Romorantin, art. 5. Nivernois, chap. 5: art. 1. & 16. C'est l'amende due au Seigneur. Confier par deffaut de cens non payé. Voyez la Coutume de Nivernois. chap. 5: art. 9. & 10.

* **DEFFIEMENT.]** Declaration de guerre. Beauman. chap. 59. V. Cang. in Gloss. *Diffidare.*

DEFFIER.] *Diffidare, diffidatus. Faida, inimicitie sine simultas aperta: unde faidosus, deffie, in capitulis & historiis. Sic & affidare dixerunt contrario sensu, maxime in sponsalibus, cap. 20. de testibus, cap. 2. de consanguinitate cap. ult. de cognatione spirituali.* Voyez le mot **EIEFVE**.

* **DEFFROY.]** Dans les Coutumes generales d'Arthois, art. 98. Il y a faute en cet endroit, & au lieu de *Deffroy* il faut lire *Bessroy*. Voyez ce qu'on a remarqué sur ce mot.

DEGAN, DEGAERIE.] Solle, tit. 5. art. 1. & 4. tit. 6. art. 1. & 2. tit. 7. art. 1. & 2.

C'est un Officier qui est établi en chacune Paroisse.

DEGUERPIR.] Tours, art. 199. 218. Paris, art. 79. **DEGUERPISSMENT:** Tours, art. 200.

C'est esponcer, guerpir, gualver, délaisser, quitter l'héritage: *Manibus guerpiro apud Theodulphum; id est dimittere.* Voyez Loyseau liv. 1. chap. 2. n. 13. du traité du Déguerpiissement imprimé l'an 1597. dont l'Auteur s'est servy des autoritez comprises en ce livre sans nommer.

* **DEHAIT, DEHAITIE.]** Le *dehait* est une maladie, & être *dehaitee*, c'est être malade. *Assis. c. 223. 238.* Quand le chef est *dehaitee*, tous les membres en sont malades. *Assis. ch. 183.* Le Filicien ou le Serorgien ne connoist en luy aucune chose ou *dehait*. *Assis. chap. 223. 238.*

DELAÏ,

DE LAI ou **JOUR D'APENSEMENT.**] *Dilatio consilii*, en l'ancien stil de Parlement à Paris, chap. 9. 10. 12. 14. *Plerumque vadi-
monium fit in posterum aut longiorem diem. Comperendinatione lis pro-
telatur, cum ex die in diem differtur, & procrastinatur, diésque extra-
hitur, quod Juvenali Satira ult. Sufflamen litis, alii observarunt. Cum
dies diffinditur Livio, Horatio, Pandectis, Festo & Gellio. Sic Poli-
tianus melius quàm Budaus diffunditur. Politianum sequuntur Cujacius,
Lambinus, alii. Seneca etiam dilationem qua reis datur ad responden-
dum, appellat Advocationem. Postulare advocaciones l. 23. par. ult. Ex
quibus causis majores : ad consultandum nempe & deliberandum. Sic
in Catalectis : cur differs mea lux rogata semper ? Cur longam petis
advocationem ?*

PAROLES DE DELAI.] Sont comme d'appeller aucun traître, meurtrier, ou autres paroles atroces & injurieuses équipolentes, pour lesquelles si elles sont vraies, celui contre qui elles sont dites seroit punissable en corps, ou publiquement diffamé. Poitou, art. 17. Sont laidages : laide villenie, ou parole injurieuse. Les crimes sont les cas laids & villains ; comme il est cy après observé en la lettre L. & V. Le Paraphraste de la Coutume de Poitou n'a pas entendu cette analogie.

DELICT COMMUN.] Amiens, art. 23. 25. Bretagne, art. 7. Dont la connoissance appartient à tous Juges, & non seulement au Juge Royal, à la difference des cas & delits privilegiez, desquels la connoissance est attribuée aux Juges Royaux seulement, contre toutes personnes, posé qu'elles soient Ecclesiastiques ou justiciables d'aucuns autres Seigneurs justiciers. Et par l'Edit du Roy Charles IX. fait à Moulins en 1566. art. 39. confirmé par autre Edit de l'an 1572. art. 11. les Juges & Officiers Royaux instruisent & jugent en tous cas les delits privilegiez contre les personnes Ecclesiastiques, auparavant que faire aucun delaissement d'icelles à leur Juge d'Eglise pour le delict commun, tellement qu'ils peuvent être condamnés en l'amende envers le Roy, & en après être renvoyés par devant leur Juge d'Eglise, quant aux parties civiles & pour leur interest, comme il a été fait contre plusieurs Clercs de Perigueux pour port d'armes es Enquêtes du Parlement de saint Martin 1312. Et doit le Juge Royal connoître du cas privilegié avant que le Juge connoisse du delict commun. Et doit être renvoyé le prisonnier pour le cas privilegié au Juge Royal par ordonnance de la Cour & commission du 18. Aoust 1357. donnée au Prevost de Paris contre l'Evêque du lieu. Mais par l'article 22. de l'Edit de Fevrier 1580. l'instruction des procez criminels contre les personnes Ecclesiastiques pour les cas privilegiez, doit être faite con-

jointement , tant par les Juges des Ecclesiastiques ; que par les Juges Royaux. Voyez CAS ROYAL. *Non est pretermittendum Justinianum in Novell. 83. alia facere Clericorum crimina civilia , alia Ecclesiastica : & alia sunt crimina vel delicta communia , alia militaria l. 1. de veteranorum successionem.* * Joignez le traité de M. Milletot du délit commun & cas privilégié , & Hevin sur Frain , pag. 72.

DEVOIR DES DELICTS.] Qui est un boisseau de segle sur chacune ancienne tenuë de chacun ménager paroissien tenant feu & fumée , & labourant terre en la paroisse du bourg Pont-niusillac , dont est fait mention au recueil des Arrests des Chambres de Bretagne du 20. May 1564.

* VASSIAUX DELS.] Hainaut , art 116. il faut lire Vassiaux d'Esps. Esps sont des Mouches à miel. Voyez ce qu'on a remarqué sur le mot *Adeps*.

DEMANDEUR.] *Actor* , ὁ ἐράγων , δίκων , μεθοδευων. DEMANDE *Actio petitio , persecutio , instantia , lis , questio* , ἀγωγή , ἐραγωγή , μέθοδος , μεθοδεία. DEFENDEUR , *Reus* , ὁ ἐραγόμενος , *pulsatus* , is à quo petitur , *fugitivus* , φεύγων , qui *judicium accipit*.

* DEMENE' forain.] Lille , 106. C'est-à-dire , réglé par la loy des forains. Voyez P. Des Fontaines.

DEMENEMENS.] Au stil du pais de Liege , chap. 4. art. 17. 20. DEMENER les heritages , cens , rentes & autres biens immeubles , au chap. 12. art. 6. & au chap. 25. art. 5. & 6. Quand il est question d'obtenir mandement de Justice pour la saisine & possession.

DEMILICTS , DEMI-FRERES , DEMISOEUR.] Lille , article 9.

DEMISELLAGE.] Lille , au titre de succession en heritages cottiers , quand ils sont acquis avant mariage.

* DENEGATION.] Voyez cy-après *Desaveu*.

DENI de JUSTICE ou DE DROIT.] Quand le Seigneur Justicier ou ses Officiers refusent à faire justice aux parties litigantes. Par Arrests de Paris de l'an 1309. & 1311. un appellant de deni de justice qui a gagné sa cause , a été contre la Comtesse d'Arthois déclaré exempt de sa jurisdiction , tant luy que sa femme , famille & biens , étant en sa seigneurie & justice , & a été absous de l'homage , foy & obéissance qu'il devoit à son Seigneur , & déclaré vassal & suzer du supérieur : comme aussi a été jugé contre le Roy d'Angleterre , touchant l'homage du Château de Gimel , és Arrests de Toussaints 1279. Et le semblable si le Seigneur succomboit en appel de mauvais & faux jugement , jugé contre le Comte de Sancerre , pour la dame de Sulli à la Toussaints 1292. Voyez le stil ancien de Parlement à

Paris, chap. 26. part. 4. & 5. Et anciennement celui qui étoit appellant comme de deni de Droit, s'il succomboit, il perdoit le principal, & confisquoit ce qu'il tenoit de son Seigneur, s'il ne l'amendoit du vouloir du Seigneur, comme il a été jugé par Arrest en l'an 1279. & 1282. pour le Comte de Flandres contre ceux de Gand : Et partant un appellant de deni de Justice du Comte de Bretagne, a été reçu à se departir de son appel, sauf son fief qu'il tenoit du dit Comte, en payant l'amende, és Arrests de Pentecôte de l'an 1285. Aussi par l'ancienne Coutume d'Anjou, celui qui succomboit en sa cause d'appel, confisquoit, ou tomboit en amende de tous les meubles, comme il est narré en la cause de la Reyne de Sicile, au plaidoyé fait le 4. Fevrier 1433. au Parlement qui se tenoit à Poitiers, à cause que la Ville étoit lors detenuë par les Anglois : *Interdum tamen Prator potest causa cognita actionem & jurisdictionem suam denegare non obtemperanti* li. 1. sed & si 26. §. ait prator Dig. ex quibus causis majores.

DENIER A DIEU ET CHARITE'.] Lille, art. 50. 80. 81. 92. 160. & en la dernière Coutume de la même Ville titre des donations, art. 5. & en la locale de Seclin. *Cum agitur de re empti vendita*. l'acheteur a accoutumé de donner au vendeur une petite piece d'argent pour distribuer aux pauvres, en témoignage que les contrahans sont d'accord. *Thursaci cum venditionem contrahebant exiguum unum nummum dabant tribus proximis vicinis memorie & testimonii causa*, Stobaus cap. 42. refert ex Theophrasti libris. Aussi l'on a accoutumé de boire le vin du marché avec ceux qui y ont été presens. Et par un plaidoyer fait en Parlement à Paris le 1. d'Avril 1386. appert que les encherisseurs de Justice bailloient és mains du Greffier le denier à Dieu.

* **DENIER Morlas.]** Ce denier en vaut quatre.

* **DENIER Tolza.]** Ce denier en vaut deux tournois. Le denier Tolza, forte monoye, vaut deux deniers & demi.

DENIER DE SERVICE.] Poitou, art. 176. Aucuns tiennent à hommage & à service annuel d'argent.

Tous les Fiefs n'étoient pas donnez autrefois à la charge de faire profession des armes, & d'aller à la guerre : les uns étoient donnez à la charge que chaque nouveau vassal donneroit un cheval de service, & ces fiefs étoient quelques fois appelez fiefs francs, comme on l'a observé sur les mors Cheval de service à la fin. Les autres étoient donnez à la charge de paier annuellement

une somme d'argent pour tout service, & ces dernières concessions de fief étoient assez fréquentes. En voici un Acte du mois de Juillet de l'an 1216. tiré du Chartulaire de Philippe Auguste.

Philippus, &c. Notum &c. Quod nos dilectis, & fidelibus nostris Castellano Galie. Guiliermo. Estuacoli. & Joh. Luc. Rothom. propter eorum fi-

dele servitium dedimus, & concessimus in feodum & homagium lignum totam plantam nostram, in qua vetus Castrum Rothom. sedit cum toto porprio, usque in Canellam Secana, sicut Henricus, & Rich. quondam Reges Anglie illam tenuerunt, tenendi ab eis, & hereditibus eorum hereditat. pro XXX. Libris usualis monete in Normannia, pro omnibus servicitiis nobis & successoribus nostris, annuatim reddendis, medietat. ad scacarium Pasch. & medietatem

ad scacarium S. Michaelis, salvo jure nostro, & alieno, & salvo nostro conductu aqua. Quod utrobique, &c. Actum apud Pontem Arche, anno Domini M. CC. XVI. mense Julio. Voyez les Coutumes de Tolose, partie 4. titre de Feudis, art. dernier, les mots Droit d'Obliage, & Ruinus, tom. 1. Confil. 42. n. 1.

On traitera plus au long de ces Fiefs sur les Institutes Coutumieres de Loyfel, lib. 1. tit. 1. regle 71.

DENIERS COMPTEZ & NON RECEUS.] Dont on fait reprise en un Compte. Autrement **DENIERS RENDUS & NON RECEUS**, en la Chambre des Comptes.

** DENIERS Paris & Tournois.] Voyez Paris & Tournois.*

DENOMBREMENT.] Paris, 8. 9. 10. 11. 12. 71. Meaux, art. 134. Senlis, art. 252. Dourdan, art. 15. 16. 17. Clermont, art. 78. Vallois, art. 48. Vitri, art. 42. Châlons art. 204. & suivans. Saint Quentin, art. 83. Chauni, art. 99. Ponthieu, art. 72. & suivans. Arthois, art. 14. 15. 17. 18. 52. S. Paul, art. 9. & autres sous Arthois. Duché de Bourgogne, art. 14. 15. Comté de Bourgogne, art. 4. 5. 18. Auxerre, art. 50. 68. Nivernois, tit. 4. art. 6. 8. 10. 12. 49. 67. 68. tit. 24. art. 9. Montargis, chap. 1. art. 64. Orleans, chap. 1. art. 67. Grand Perche, art. 37. Blois, art. 37. Bourbonnois, art. 381. 382. 383. 387. Angoumois, art. 28. S. Jean d'Angeli, art. 18. Sedan, art. 68. 69. 70. Amiens, art. 14. 15. S. Riquiert, art. 2. Peronne, art. 59. & suivans. Berri, tit. 5. art. 21. 24. 35. 56. & au chap. 25. art. 11. du stiel de Liege : Cambray, tit. 1. art. 48. 53. 56. 58. Bar, art. 8. 27. Lille, tit. 1. art. 41. 42. 43. Tournay au titre des fiefs art. 16. Voyez le mot **ADVEU**.

DENOMBREMENT ET DECLARATION DE FIEF.] Sens, art. 186. *Est professio pradii feudalís*, laquelle le vassal donne par écrit en bonne forme, & authentique, qui declarera en quoy s'étendent & comprennent les fiefs & tout ce qu'il entend tenir de son Seigneur, avec les charges & servitudes dont les fiefs sont chargez envers le Seigneur : *Cum de fundo agitur, idem est quod ADVEU*. Quand le vassal baille à son Seigneur feudal la nommée & declaration des heritages, cens, rentes, & autres droits qu'il tient de luy à foy & homage, & qu'il les avouë & reconnoît tenir de luy.

NOMME & DENOMBREMENT DU VASSAL.] Bourbonnois, art. 381. 382. Voyez la lettre N. & le mot **ADVEU**.

RAPPORT & DENOMBREMENT.] En la Somme rurale

que les vassaux & hommes tenans en main-ferme ou de coterie sont tenus faire & fournir à leur nouveau Seigneur de leurs tenemens.

* **DENONCEMENT** ou ACCUSATION APPELÉE.] Anjou, art. 71. 73. Le Maine, art. 81. 84. *Denunciement*, Touraine, art. 10. du titre des amendes, dans l'ancienne Coutume. Voyez lettre A.

* **DENREES**.] Montargis, chap. 18. art. 10. sont des choses mobilières. Dans les Auteurs de la basse Latinité, *Denariata* d'où l'on a fait *Denrées* sont des Marchandises. Char. an. 1309. *Qui vero aliquas mercaturas seu denariatas indicta villa venditas ad aliam mensuram, quam signo nostro signatam mensurare presumpserit, &c.*

DEPIÉ DE FIEF.] Tours, art. 118. 119. 120. 122. 124. 125. 136. Lodunois, chap. 12. art. 1. 2. 3. 5. 6. chap. 14. art. 14. Anjou, art. 203. & suivans. Le Maine, art. 218. & suivans.

Qui est quand un fief est dépecé, démembré & départi par transport, vente, donation, hypothèque ou autre alienation. Et l'hommage est dû au chef-Seigneur suzerain pour le depié de fief, quand on transporte partie de la chose homagée sans retention de devoir annuel, ou de foy & homage : & aussi quand on transporte plus du tiers avec devoir, ou sans devoir, pourveu que ledit devoir précompté y ait néanmoins plus du tiers aliéné. Tours, art. 119. Lodunois, chap. 12. art. 2. *In quo hæc verba, PLUS DU TIERS, transposita sunt in editione Lutetiana anni 1567.* Car tant comme les deux tierces parties sont entières, elles garantissent envers le suzerain l'autre tierce partie sous leur hommage des droits feudaux, sauf des rachats pris par défaut d'hommes, comme il est expliqué en la Coutume d'Anjou, & du Maine. Voyez **DEMISSION DE FOY** en la lettre F.

Dépiecer un Fief n'est autre chose que le mettre en pieces, le démembrer, & d'un, en faire plusieurs ; & par conséquent le *depie de fief*, n'est autre chose qu'un démembrement de fief.

Le Vassal par le droit des Lombards ne pouvoit point regulierement par vente ou à tout autre titre, ceder & transporter tout son fief, ni en aliéner quelque partie que ce fût, sans le consentement de son Seigneur ; mais selon les Coutumes établies en differents lieux de l'Italie, il pouvoit le vendre tout entier *per libellum*, ou en aliéner ainsi la moitié, sans le consentement de son Seigneur ; ce qui fut aboli par

la constitution de Lothaire, & de Frederic. *Vide tit. 9. lib. 2. feudor. tit. 2. lib. 4. tit. 3. 44. 53. lib. 4. & Cujac. ad tit. 2. lib. 1. feudor.*

Par l'ancien droit de la France, qui est encore en usage dans plusieurs de nos Coutumes, il étoit au contraire au pouvoir du Vassal de vendre, & de transporter tout son fief à qui il vouloit ; mais il n'étoit point à son pouvoir d'en démembrer aucune partie, quoique la partie démembrée dût toujours relever du même Seigneur : & le Vassal pouvoit encore moins démembrer son fief en alienant à quelqu'un une partie pour ne la point tenir à foy & homage

du Seigneur, dont le fief relevoit, lorsque le Seigneur n'y avoit pas donné son consentement.

Il y avoit néanmoins un cas dans lequel le Vassal pouvoit en France de sa seule autorité transporter à quelqu'un telle partie de son fief qu'il vouloit, sans que la partie aliénée fût tenuë par l'acquéreur à foy & homage, ou sans que l'acquéreur fût obligé d'en porter la foy & homage au Seigneur dont le fief relevoit.

Ce cas étoit, lorsque le Vassal alienoit des parties de son fief avec retention de foy, & de quelque devoir seigneurial, & domanial; & selon quelques Coutumes, lorsque le Vassal alienoit des parties de son fief, avec retention de foy seulement, c'est-à-dire avec réserve de porter toujours la foy & l'homage pour ces parts, comme si elles n'étoient point aliénées: ou pour user des termes de nos Coutumes, ce cas étoit lorsque le Vassal *se jouïoit* de son fief; car c'est avec raison, qu'elles ont appelé ces sortes d'alienations un jeu, puisque les choses quoiqu'aliénées sont toujours partie du même fief, & sont toujours garanties sous le même homage, sans qu'il y ait changement de Vassal.

Le jeu de fief étoit avantageux aux Seigneurs feudaux, en ce que les fiefs qui relevoient d'eux, étoient toujours entiers, & qu'ils jouïssent de ces fiefs tous entiers, par suite d'homme, droits & devoirs non faits, & non payez, quoiqu'il y eût eü des parties de ces fiefs alienez. Mais d'un autre côté le jeu de fief étoit désavantageux aux Seigneurs feudaux, en ce que une partie des fiefs qui relevoient d'eux, pouvoit par ce moyen être vendue, & passer en plusieurs mains, sans qu'ils pussent prétendre aucun droit pour ces alienations, parce qu'il n'y avoit point de mutation de Vassaux.

Les Seigneurs dans les Coutumes d'Anjou, du Maine, de Touraine, & du Loudunois, ont si bien connu la perte que le jeu de fief leur causoit, qu'ils l'ont restreint & limité en le réglant avec raison sur le parage, & ils ont mieux aimé souffrir que les fiefs qui relevoient d'eux fussent demembrez, pourveu néanmoins que les parties, qui en seroient aliénées relevassent toujours d'eux. Ainsi dans ces Coutumes le Vassal ne peut se jouër que du tiers de son fief, ce qui a été pris du parage comme on vient de l'observer: *Et si le Vassal transporte partie de la chose homagée sans retention de devoir; & aussi, quand il transporte plus du tiers avec devoir, ou sans devoir, pourveu que ledit devoir préconté il y ait néanmoins plus du tiers aliéné.* Le fief est démembré & l'homage de ce qui a été démembré est deu au Seigneur par *dépié de fief*. Loudunois, tit. 12. art. 2. Voyez cy-après *Frerage & Parage*.

Quelques Praticiens de Touraine ont néanmoins été d'avis, que quand plus du tiers d'un fief est transporté par partage entre coheritiers, il n'y a point en ce cas de dépié de fief; ce qu'ils prétendent prouver par l'article 120. de leur Coutume, qui porte que *dépié de fief n'a point de lieu en partage fait de droit successif*; Et quoique les anciens Commentateurs de cette Coutume ayent écrit que cet article doit être entendu, quand les fiefs sont partagez par les *deux parts* & par le tiers, comme le porte expressément l'article 3. de la Coutume du Loudunois, au titre du dépié de fief, ou par portions égales entre filles nobles; l'Allu dans son Commentaire de la Coutume de Touraine ne laisse pas de dire, que le dépié du fief n'a point de lieu en partage de droit successif fait également entre roturiers, & que telle est la jurisprudence à Tours.

Mais il y a lieu d'espérer de la Ju-

Rice de la Cour qu'elle reformera cet abus ; & à dire vray il y a lieu de s'étonner qu'aucun des Commentateurs de la Coutume de Touraine, n'ait pris le véritable sens de cet article, & qu'encore aujourd'hui cet article ne soit pas entendu. Quand on dit donc que *déjà de fief n'a point de lien en partage fait de droit successif*, cela ne signifie pas, & n'a jamais signifié, que de quelque manière qu'un fief soit partagé ou divisé entre coheritiers, il n'y a point de dépié de fief ainsi qu'on le juge à Tours au rapport de Pallu. Mais cela signifie que quand un fief a été une fois partagé entre des coheritiers avec garantie en parage, que la partie sous l'homage de laquelle les autres sont garanties, peut être ensuite divisée non par vente ou autre alienation semblable, mais par partage fait entre les coheritiers avec garantie en parage, sans que pour cela tout le fief soit demembré, & sans que l'homage des parties du fief qui étoient garanties sous l'homage de l'autre, soit par ce nouveau partage dévolu au Seigneur suzerain par dépié de fief ; ce qui a été introduit avec raison contre la règle générale, parce que les partages sont nécessaires au lieu que les ventes sont volontaires : & si les Commentateurs de la Coutume de Touraine s'étoient donné la peine de lire la Coutume d'Anjou, d'où celle de Touraine a été puisée, ils auroient appris de deux articles suivans, qui sont le 203. & 214. de celle d'Anjou, que c'est ainsi que cet article de leur Coutume doit être entendu.

Art. 203. *Tant comme les deux tierces parties sont entieres, elles garantissent l'autre tierce partie, en la forme dessusdite : aussi est-il ainsi que toutesfois que l'homme de foy mettra aucune chose hors d'icelles deux tierces parties, & les dépiécera par vendition, ou autre*

alienation ; en iceluy cas, tous ceux qui eurent oncques aucune chose dudit fief, viendront à la foy, & hommage du Seigneur chef Seigneur par dépié de fief, & ne les pourra plus garantir le sujet homme de foy sous son dit hommage, & n'y aura dorénavant ledit sujet homme de foy, fief, justice ne seigneurie, & payeront ventes de leurs acquests sujets à vente, du contrat par le moyen duquel a été consommé le dépié de fief, & non des autres contrats de paravant & aussi paieront du devoir de fief pro rata.

Art. 214. *Le Successeur, fils ou héritier du parageur de ses deux parts, qui luy seront ainsi demeurées, peut bien donner à sa fille, ou sœur comme devant, le tiers d'icelles deux parts à tenir de luy en parage comme dessus, & de succession en succession chacun en peut autant faire ; si fera le parageau de son tiers, que ainsi luy aura été baillé & qui luy est garanti en parage, en pourra bien donner à sa fille ou sœur le tiers ; Et ainsi le fief noble se peut diminuer par succession, sans ce que le chef-Seigneur dont le fief ment, & est tenu à foy le puisse empêcher, ne qui le puisse demander à foy, & hommage par dépié de fief, puisque le fief est dépiécé par succession ou avancement d'hoirie : mais, comme dit est, autre chose seroit si le parageur, ou les successeurs avoient aucunes choses aliénées dudit fief autrement que par avancement de partage ou succession, auquel cas chacun qui tiendrait portion de la terre seroit foy & hommage par dépié de fief au Seigneur suzerain. En un mot quand un fief est divisé par partage il y a toujours dépié ou démembrement de fief, à moins qu'il n'y ait garantie en parage. Or il n'y a point de garantie en parage, quand les fiefs sont partagez par têtes entre des roturiers ; & par conséquent dans les partages faits par têtes entre roturiers, il y a toujours*

depié : à plus forte raison quand un fief son mary. Voyez Beaumanoir, chap. 47 acquis pendant une communauté est divisé entre la veuve & les heritiers de page 262. ligne 27.

SANS DEPORT.] En l'Edit du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 135. 200. 247. de François I. de l'an 1539. fait pour le reglement de la Justice du Grand Conseil & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1446. art. 23. & 17. & de l'an 1443. art. 402. Froissart au livre premier chap. 30. 40. 125. 260. & ailleurs. C'est-à-dire incontinent, & sans delay ou remise, *exemplò, eubias.* **SE DEPORTER,** c'est s'abstenir.

DEPORT.] Anjou, art. 170. Le Maine, art. 119.

Qui sont les deux parts des fruits d'une année du fief, qui appartiennent au Seigneur feudal pour son droit de rachapt, sur un mineur à qui le fief appartient, à la charge de bailler l'autre tiers, ou bien provision au mineur, à l'ordonnance de Justice, pour sa nourriture, quand le Seigneur prend tous les fruits de l'année. Comme aussi plusieurs Evêques, Archiprestres & Archidiaques de ce Royaume, en Normandie & ailleurs, appellent droit de Déport, l'Annate & le revenu de la premiere année d'un benefice paisible qu'ils prennent par privilège ou coutume. Comme par Arrest de Paris du 23. Fevrier 1553. les Archidiaques de l'Eglise de Chartres usent de ce droit sur les Curez après de paisible possession passé. Tellement que celui qui de nouveau a été pourveu de benefice ne jouit pas des fruits de la premiere année. Comme le 15. May 1406. par Arrest de Paris, le déport des Curez de l'Archiprêtre de Lille Bouchard a été adjugé par recreance audit Archiprêtre contre l'Archevêque de Tours, & par Arrest du 25. Fevrier 1558. le droit de déport a été adjugé à l'Archidiacre de Paris sur les Curés étant en son Archidiaconé : qui est de les faire desservir & en prendre les fruits pendant qu'elles sont litigieuses & qu'il n'y a paisible possesseur. Plus au grand Doyen de l'Eglise du Mans par Arrest du 14. Mars 1544. & en l'an 1516. l'Evêque d'Orleans pretendoit droit de déport, de fidelité & homage sur l'Archidiacre de Sologne. Ces déports des benefices sont abusifs contre les titulaires capables, aussi bien que les Annates, les proficiats & cathedratiques.

Le mot *Déport*, selon la remarque de Nicot, se prend en differents sens. Dans nos Ordonnances il signifie assez souvent *delay* ; ainsi payer sans déport c'est payer incontinent.

Quelquefois il signifie *joye & plaisir* comme dans ce passage de Guy de Wa-

roie : *Celui jour passerent en joye & déport, tant vint le lendemain. Ils revenoient de la chasse où ils avoient eü moult gracieux déport.*

Quelquefois déporter signifie souffrir, comme dans cet exemple : *Il déporta les outrages que faits luy avoient été,*
c'est

c'est-à-dire qu'il les porta patiemment.

Icy *déport* signifie *Casuel*, *Caducum*. Dans les Coutumes d'Anjou & du Maine, les peres & meres ont le bail naturel de leurs enfans, & comme baux ils ont les fruits des terres dont leurs enfans ont la propriété; s'ils acceptent le bail il n'est dû aucun droit au Seigneur, mais s'ils ne l'acceptent point, le Seigneur a qui de droit tout le revenu de la terre devroit appartenir tant qu'il

n'y a point dans le fief servant d'homme pour le desservir, prend seulement le déport de bail, qui consiste au revenu d'une année, à la charge d'en bail-ler au mineur le tiers, ou une provision sortable. Ce Déport n'est plus en usage. Voyez du Pineau sur l'article 107. de la Coutume d'Anjou, & Malicorne l'article 119. de celle du Maine. Touchant les Annates. Voyez Hevin sur Frain, pag. 184.

* *DEPOUILLE.*] C'est un droit que les Archidiacres de Paris lèvent sur les biens meubles de Curez décedez, & dans lequel ils ont été maintenus par deux Arrêts, dont le dernier est du premier de Septembre 1700. sur les conclusions de Messieurs les Gens du Roy. L'origine de ce droit est suffisamment expliquée dans le traité qui en a été fait, imprimé en l'année 1683. Joignez Fra Paolo dans son traité des Benefices vers la fin. Et voyez cy-devant *Déport*.

LE DEPRI.] Sens, art. 227. 232. Mante, 46. Dourdan, art. 47. Montargis, chap. 1. art. 9. chap. 2. art. 1. 6. 8. Orleans, art. 104. 108. Château-neuf, art. 51. 141. Auxerre, art. 24. quand il est traité de cens. Tours, art. 82. 83. 86. & en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 6. où il est traité du droit de peage; car il convient Deprier en la peagerie à peine d'amende, ou bien payer le droit & Coutume. Pourquoi aussi il est fait mention du Peage & Depri en la Coutume locale de Mezieres en Touraine, de Lodunois, chap. 7. art. 2. 3. 6. d'Anjou, art. 58. & de la Coutume & Depri en la Coutume du Maine, art. 66. 67.

DONNER DEPRI.] Dunois, art. 33.

FAIRE DEPRI.] Menestou, art. 2. Quand il est question du cens.

DEPRIER.] Sens, art. 20. 225. 232. Estampes, art. 47. Mante, art. 46. Orleans, art. 108. 109. Tours, art. 82. Anjou 54. 55. 56. 57. Le Maine, art. 63. 64. 65. Château-neuf, art. 141. 143. Chartres, art. 108. 111. Dreux, art. 36. 37. 40. Auxerre, art. 21. Dourdan, art. 46. Signifie accorder au Seigneur censuel pour les lods & ventes, ou déclarer au Seigneur censier son contrat d'acquisition, & le supplier d'attendre le paiement de ses droits censuels, afin d'être par luy excusé, s'ils ne luy sont payez dans le temps de la Coutume: & n'est le Seigneur tenu recevoir depri celui qui doit le cens. *DEPRIER* les lods & ventes, Montargis, chap. 1. art. 90. chap. 2. art. 5. 7. 8. 31.

35. Par laquelle Coutume le depri se doit faire par le censier dedans huitaine à peine de soixante sols d'amende pour les ventes recelées, ou dedans la quarantaine, ou autre temps accoutumé selon la nature des censives : Orléans, art. 108.

DEPRIER.] Les ventes ; Menestou, art. 2. La Ferté-Imbault, art. 2.

* *DERENG d'Heritage.*] Cambray, chap. 25. art. 28. C'est le bornage, ce qui est expliqué par ces mots de l'article suivant. *Mais entre heritages de jardinages, prez, terres labourables, s'insente ladite action par clain fait présent loy pour avoir RANG & BONNES, &c.*

* *DES AIRER oyseaux de proye.*] Bretagne, art. 67. Voyez *Aire d'oyseaux.*

DESAVEU.] Tant du Seigneur de fief que de cens. Nivernois, tit. 4. art. 65. 66. Montargis, chap. 1. art. 83. Orléans, chap. 1. art. 79. 80. Perronne, art. 66. 67. 98. Auxerre, art. 186. Bretagne, art. 362.

DESAVEU DU SEIGNEUR SUZERAIN.] Bretagne, art. 16. 39. Quand il n'approuve le fait du Seigneur son sujet ou de ses officiers. Aussi une partie avoué ou desavoué son Procureur, & le desaveu doit être fondé sur dol, erreur, faute de pouvoir au cas requis ou sur faute d'avoir pris conseil, & pour autres causes.

DESAVEU FORMEL.] Melun, art. 78. Arthois, art. 21. DENEGATION FORMELLE, ou DESAVEU.] Berri, tit. 5. art. 29. Dourdan, art. 34.

Cum Vassallus abnegat se esse feudatarium. Ce Desaveu s'appelle PROPOSITION en un Arrest donné contre le Comte de la Marche, és Enquestes du Parlement de Toussaints 1293.

DESAVOUER ou AVOUER.] Meaux, art. 185. Montfort, art. 26. 28. Son Seigneur seigneurial ou censuel : Tours, art. 117. Lodunois, chap. 1. art. 19. Château-neuf, art. 45. Dreux, art. 32. Bretagne, art. 142. Berri, tit. 5. art. 29. Dourdan, art. 34. ou son Seigneur duquel on tient heritage de condition serve ou mortuaire. La Marche, art. 158.

* *DESATREMPE.*] Excessif. *Desatrempé* douaire. De Fong, chap. 38. n. 18. *Desatrempé* don.

* *DESBAIL.*] Voyez *Bail, desbail.*

DESCALENGE.] En l'ancienne Coutume de Boullenois, art. 4. d'Amiens, art. 90. de Monstreuil, art. 60. de S. Omer sous Artois, article 8. *Loci sunt de delinquente, qui egressus est territorium illud in quo deliquit* : C'est-à-dire non appréhendé, comme appert par la dernière Coutume de Boullenois, art. 27. ou non accusé, comme il semble qu'il faut lire audit art. 4. ET NON ACCUSE EN LA JURISDICTION. Voyez le mot CALANGE.

BIENS MEUBLES DESCALANGE'S & déchargez de la faillite. Lille, au titre des plaintes à loy. **DESCALANGE**. Coutume particuliere de saint Omer, article 14.

* **DESCENDEMENT.**] Beaumanoir, chap. 14. pag. 79. *Descendement si est quand heritage descend de pere as enfans ou d'ayol as enfans de ses enfans, si come se il avient que un home a enfans, & chaus ont enfans, & li premier enfans si meurent, ains que li aieuz, si que l'heritage descend de l'ayoul as derniers enfans, ou quand hiretage, descend de par la mere, ou de par l'ayol, tout heritages qui ainsi viennent, l'en doit dire que ch'est Descendement, Voyez droites avantures.*

* **DESCOMPT.**] Lille, art. 27. c'est-à-dire imputation. Voyez *Mort-gage*, & M. Hevin dans ses notes sur Frain, pag. 533.

* **MOURIR DESCONFES.** Dans les Etablissements de Saint Louis, livre premier chapitre 87.

C'est ce semble mourir intestat, ou sans avoir fait testament. La Charte des privileges de la Rochelle de l'an 1227. publiée par Besly dans ses Preuves de l'Histoire des Comtes de Poitou, pag. 500. *Noverint universi quod ego dedi, & concessi in perpetuum omnibus hominibus qui manent Rochella, vel etiam mansuri sunt in posterum, quod quicumque ex illo, sive testatus, sive intestatus id est, sive confessus, sive non, morietur, omnes res ejus & possessiones integre, & quiete remaneant heredibus suis & generi suo. Illius autem qui testatus sive confessus morietur, precipio quod testamentum stet juxta ejus divisionem. Nec volo quod aliquis illud violare presumat.*

Anciennement dans toute la Chrétieneté, quand une personne étoit malade & en danger de mort, on l'exhortoit de faire quelque don à l'Eglise & si elle ne le vouloit pas, on luy refusoit l'Absolution, le Viatique & la Sepulture en Terre sainte, & ses biens meubles appartennoient au Seigneur Baron dans la terre duquel elle étoit decedée, suivant le chap. 87. des Etablissements de France cité cy-dessus. Joignez la note de M. du Cange sur ce chapitre & son Gloss. sur le mot *intestatus*, & *Vide Fletam lib. 2. cap. 57. §. 10. Bracton. lib. 2. cap. 26. fol. 60. leg. Villielm. cap. 22. Regiam majest. lib. 2. cap. 53. n. 1. & Cironium ad tit. ext. de Testamentis.*

Non seulement les Seigneurs s'attribuerent la confiscation des meubles de ceux qui étoient ainsi decedez *intestats* & *déconfes*, mais aussi de ceux qui étoient mort subitement, sans avoir eu le temps de se confesser & de tester, ce qu'on appelloit anciennement *mourir sans langue*; & cette confiscation étoit fondée sur ce que la mort de ces derniers devoit être regardée comme un châtiment visible de

Dieu, qu'ils s'étoient attirés par leurs crimes : *disponit namque Deus quandoque suo justo judicio*, dit Lyndvood sur une des constitutions de Jean Stratford Archevêque de Cantorbery, *ut morientes libera dispositione bonorum temporalium careant, quæ forsan in vita nimium amaverunt, vel quia concessis abusi sunt, vel non concessa rapuerunt, &c.* Vid. *Provincial. lib. 3. tit. 13. cap. 7. & Gloss in v. divino judicio* ; & joignez le passage du Moine d'Auxerre, rapporte cy-après sur les mots *Exécuteurs testamentaires*, Mathieu de Vvestminster sous l'an 1240. & le chap. 1. du For de Morlas. Mais comme ces dernières confiscations étoient odieuses, elles furent deffendues, & l'on ordonna que dans le cas de mort subite, l'Eglise auroit une partie des biens du défunt pour l'employer en aumônes, ce qu'on explique au long sur les mots, *Exécuteurs testamentaires*.

En Espagne l'Eglise Paroissiale levoit aussi en ce cas un certain tribut sur les biens des personnes decedées ; ce qui fut aboli vers le milieu du 13. siècle. Las siete partidas del Sabio Rey Alfonso el nono prim. partid. tit. 13. de las sepulturas Ley 6. *Finando alguno sin lengua, demanera que non fizielle testamento, la Eglefia, onde fuesse parrochiano, non ha razon de demandar ninguna cosa de su aver, fueras ende si lo oviesse, par costumbre en aquilla tierra de demandar alguna cosa, &c.*

Aujourd'huy tout cet ancien droit est aboli en France. Voyez néanmoins *Déponille & Exécuteurs testamentaires*.

DESCONFITURE.] Paris, art. 95. 179. 180. Meaux, art. 117. Monfort, art. 183. Mante, art. 93. 186. Senlis, art. dernier. Clermont, art. 56. 58. 59. 65. Reims, art. 396. Tours, art. 220. Cambrai, tit. 23. art. 2. tit. 25. art. 39. Calais, art. 9. Bourbonnois, art. 152. Tournay au titre des debtors fugitifs ; en l'Edit du Roy François I. fait l'an 1536. en faveur des foires de Lyon : & au livre appelé le grand Coutumier, livre 2. chap. 17.

Cum de distrahendis bonis mobilibus debitoris non idonei agitur. Car chacun créancier vient à contribution au sol la livre & pro rata de leur dette sur les biens meubles du débiteur, à qui plus plus, à qui moins moins, & n'y a point de prerogative. *Cum creditores auctoritate Judicis distrahunt res mobiles debitoris sui*, il n'y a priorité ny posteriorité par lesdites Coutumes s'il n'y a dette privilégiée ; comme pour les deniers dotaux des femmes, & de ce qui seroit dû aux mineurs pour l'administration de leur tutelle sur les biens de leur tuteur. Calais, art. 246. l. 52. par. 1. *dig. de peculio. l. 17. part. ult. l. 18. l. 19. de rebus aut judicis. l. 22. part. ult. dig. Solutio matr. l. ult. Cod. Qui potiores in pignore. l. 9. Cod. de jure dotium. l. 2. Cod. de privileg.*

gio fisci l. 1. *Cod. de privilegio dotis.* & No. 97. ou de ce qui seroit deu au Roy, *cujus ratio habenda est* l. 3. *Dig. Quod cum eo qui in aliena potestate.* *Hic oportet periti* habet in actione personali, adeo ut causa cognita ex cognitione praesidis aut procuratoris fisci, si debitor soluendo non sit, pecunia quam creditor ahirographarius à debitore suo recepit, restituenda sit l. 5. *cod. de privilegio fisci*, l. 18. §. ult. *dig. de jure fisci.* Tellemont que si aucun est obligé envers plusieurs creanciers, & l'un d'iceux fait saisir & arrester, ou prendre par voye d'exécution generalement tous les biens meubles du debteur, ou la plûpart d'iceux, les autres creanciers avant la perfection d'icelle exécution, & avant que l'argent soit baillé en la main du creancier, se peuvent opposer & fonder leur matiere en cas de desconfiture, & dire que le debteur n'a autres biens suffisans pour satisfaire à ses creanciers. Auquel cas il doivent venir à contribution, avec celui qui a fait faire l'exécution, & n'a advantage ne prerogative non plus que les autres, fors que premier il doit estre remboursé des despens & mises de l'exécution ou arrest sur le prix des biens prins: duquel droit nous ne devons user en Berri, d'autant que par la Coutume BIENS MEUBLES N'ONT SUITE par hypothèque: Si ce n'est en cas d'heredité jacente, ou repudiée, ou d'heredité acceptée avec inventaire, & qui se trouve notoirement non solvable: ou que le debteur a fait faillite & banqueroute à ses creanciers: Et ce par Ordonnance de Justice avec connoissance de cause: & lors que les creanciers concourent, sans qu'aucun d'eux aye prevenu par commandement de payer deuëment fait, & par exploit d'exécution réelle & actuelle, & de discussion: tellement qu'il aye reçu les deniers. Et comme par la constitution de Justinien, l. ult. par. & si praefatam. de jure deliberandi. heres ex inventario satisfacere potest iis creditoribus qui primi venerint, nec omnes expectandi sunt ut eis satisfiat pro rata debiti quantitate. Solet etiam occupantis creditoris melior esse conditio qui sibi vigilavit. Is qui occupaverit suum recipere, hic potior est, l. 3. *dig. Quod cum eo qui.* l. 52. par. 1. de peculio. l. 21. par. 1. l. 10. eodem l. 31. de minoribus l. 4. de in rem verso. l. 14. de noxalibus. l. 24. Quae in fraudem credit. l. 19. de re judica. At in tributaria actione non est occupantis melior causa. l. 5. par. ult. l. 6. de tributaria. Sed nondum hac questio à nostris profligata est: Patet omnibus veritas, nondum est occupata. Sanè hac questio in universum non potest definiri, quoniam pendet ex circumstantiis rerum & personarum. Et quand le cas n'est fondé en matiere de desconfiture, celui qui se fait premier payer, a cet avantage contre les autres negligens. Clermont, art. 58. & 59. Auxerre, art. 130. Auquel lieu ce droit est expliqué, & autrement s'appelle CONTRIBUTION: Vallois, art. 188.

Anjour, art. 476. 481. 489. 490. 502. Calais, art. 9. 246. & suivans.

CAS DE DESCONFITURE OU ROMPTURE.] Quand tous créanciers viennent à contribution : Boullenois, art. 142. Voyez le mot **ROMPTURE**. Il est écrit au livre de la Somme rurale que la contribution s'appelle, le cas de Desconfiture, qui a été introduit par aucunes Coutumes. *Ferè ad instar distributionis mercium peculium, quæ fit à patre vel domino pro rata portione inter eam & alios creditores mercium, in quibus filius familias vel servus negotiabatur sciente eo. Interdum omnibus creditoribus consulitur æquali portione pro rata debiti quantitate in venditione bonorum debitoris, cum sine successore communis debitor vel ejus heres decessit, & res nemini obligata sunt specialiter vel generaliter. l. pro debito. 6. Cod. de bonis auct. Judicis possid. Nam Jure Romano prius satis fieri debet privilegiariis & Hypothecariis, quàm non privilegiariis & Chirographariis creditoribus, tum ex residua pecunia, reliquis pro rata debiti quantitate. Sic & cum foro debitor cessit, ejus bona distrahuntur præciumque omnibus pro portione præstatur. l. ult. Dig. de curatore bonis dando. Sic & omnium depositorum simul ratio habetur in casu, l. 7. par. ult. Deposit. At creditor pignoratitius præfertur jure pignoris ne sit inutile pignus, l. 5. par. in tributum, & par. planè. De tributaria. Et videndum an debitoris communis bona possessa sunt ut vendantur, & an per gratificationem solutum sit, an à volente, an ab invito solutum, l. 6. par. sciendum, l. 24. Que in fraudem creditorum.*

Monsieur de la Thaumassiere a fait l'observation qui suit sur ce mot

Desconfiture. Contribution, *Contrabatio.* Le grand Coutumier, liv. 1. ch. 17. de l'exéc. des lettres, art. 38. & suiv. Bouteill. liv. 1. de la Somme rurale tit. 27. des Aîc. art. 202. & tit. 46. de contribution, où il dit, « Contribution » que ruralement les loix appellent *desconfiture*, est quand il advient que une » personne est obligée & endettée en » vers tant de créanciers, que son vaill-

lant ne peut suffire & satisfaire à cha-
cun de ce qui luy est dû; auquel cas
la loy de contribution veut que tout
le vaillant du debiteur soit ramené
en une somme de deniers, dont sera
payé autant au dernier venant à la loy,
comme au premier au marc pour livre,
c'est à sçavoir selon que leur sera dû.
Loyfel. en son Man. liv. 4. tit. 6. art.
14. 15. Loyseau des Offic. liv. 3. chap.
5. n. 35. de Beauman. c. 34.

* **DESENCOMBRER.]** Lever l'empêchement; *puisque vous l'avez encombré, vous le devez desencombrer.* Affis. c. 168. *encombrer* c'est proprement empêcher ou embarasser des chemins avec des arbres coupez; *Combros opponere.* Ensuite on s'est servi du mot *encombrer* pour signifier, faire toute sorte d'empêchement, & du mot *desencombrer* pour lever empêchement.

* **DESERTE.]** Demeurte, crime. Avoir fait prendre un feuf-
gent pour le **DESERTE.** Voyez de Beaum. c. 30. Sans **DESERTE.**

& sans meffet. *ch. 34.* Ce mot vient de *desertare*, *vastare*.

DESERTION D'APPEL.] Senlis, art. 46. Clermont, art. 212. & en l'Edit de François I. de l'an 1539. art. 120. Berri, tit. 2. art. 37. 39. **APPEL DESERT** : Hainaut, chap. 63. & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 15. Berri, tit. 2. art. 36. 38. *Deseris appellationem, qui eam non inchoat aut instituit nisi oportet. Quand l'appellant n'a relevé son appel de dans le temps de l'Ordonnance ou Coutume, ou qu'il ne l'a relevé deuëment, ou qu'il ne l'a point relevé du tout. Accusator etiam interdum deserit institutam accusationem: qua Tergiversatio appellatur.* *οὐ γὰρ ὁμῶς, πεινῶναι.* 14. *At lis deserta appellatur ἐμπὴν sive μορμασπὴς δίκην, ut Doctissimus Cujacius observavit: Plenum ingenui pudoris fateri per quos profeceris.* Voyez Appel.

DESGAGER.] Estampes, art. 155. Montargis, chap. 18. art. 6. Orleans, art. 321. **DESGAGEMENT.**] Montargis, chap. 4. art. 12. 13. *ubi tractatur de damno dato ab homine.* Cambray, tit. 25. article 4. 5. 6.

C'est prendre gages : *Pignus auferre & retinere: in re confessa ne perdamus operam.*

DESHERANCE.] Bretagne, art. 595. Normandie, art. 146. C'est le défaut d'heritier, & l'heredité & succession de celui qui est decedé intestat, & n'a delaisé aucun hoir de luy, ou de son lignage habile à luy succeder par les loix & Coutumes de France, tellement que ses Biens sont vacans, & appartiennent au fisque du Roy, ou du Seigneur haut Justicier, ou du fief par reversion, dont l'Avocat Bacquet a fait un traité en l'an 1577. Ce droit s'appelle **DROIT DESCHANCE** en l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 25. quand le Seigneur succede à l'heritage de son homme par défaut d'hoir qui soit issu de luy, ou de son lignage. *Vacans cadensque patrimonium: & bona qua cadunt in casum Fiscii, vel in causam caduci veniunt; appellantur Excidentia, & Mortitia in Constit. Regum Siciliae lib. 1. tit. 85. 86. lib. 3. tit. 5. Bona vacantia sunt à δέσποτα, ἀλλήλοισιν, quæ fisco vindicantur Bona vacantia fisco deferuntur quia jacent sine domino, puta deficiente cognatione omni, & heredæ vel successore omni, l. 2. dig. de successio. edicto. l. 2. part. ult. ad Tertyllia. l. habere dig. de Evictionib. l. filiusfamilias. 14 par. qui intestato. de lega. 1. l. intra. 10. de diversis tempora. prescri. l. ult. par. tali. Cod. de curato. furiosi. & infine de constitutionis de caducis. l. 1. & 4. Cod. de bonis vacantibus. l. pen. Cod. de prapo. sacri cubiculi. Et huc referri potest. l. quidam. 96. par. quoties. de lega. 1. qui locus est de lege Julia caducaria, & expli-candus ex lib. Regularum Ulpiani, tit. 17. & 29.*

DESHERITANCE.] Voyez ADHERITANCE.

DESHERITER.] Signifie exhereder, ou déposséder. Voyez le mot **ADHERITER** : *Exheredatus in capitulis lib. 1. art. 121. & in Synodis, qui rebus suis privatus est.*

DESHERITER.] Mons, chap. 12. art. dernier, & en la Coutume de l'Isle, & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 94. Bouteiller en la Somme rurale, en la veille Chronique de Flandres, ch. 5. 8. 18. 23. 33. 83. 89 94. & chroniques de Monstrelet, & en l'histoire de Froissart, *his auctoribus in verborum comitiis non est adimendum jus suffragii.* Voyez *adheritance desheritance, adheriter.*

*** DESLIAGE.]** Ce droit est ainsi expliqué dans le Coutumier de la Vicomté de Beaue pag. 23:

» Il est une Coutume que l'on appelle *Desliage*, que l'on doit prendre le plus prochain Vendredy de la S. Andrieu à la volonté des
» Vicomtes, & ce qui adonc sera vendu par Coks aquittera par quatre
» deniers, & aux Sergeants un denier. Pour Carrette seize deniers, &
» aux Sergeants un denier: pour chacune charette à un cheval deux
» deniers: pour chacune gerbe d'achet à un cheval, un denier, tant
» soit-il avec mercerie ou œuvre de forge; pour guimpe de soye un
» denier, & tels choses un denier, pour mercerie en nef huit deniers; pour chacun cheval allant par la Ville de Rouën, & il ait
» bast, un denier, pour chacun bacon achete ens au dehors un denier, pour tapit de Reims huit deniers, pour tapit de fil un denier;
» pour une coute de plume quatre deniers, pour un quevrecheul de
» plume deux deniers se il n'est avec la coue; & se il est avec la coue
» se il ne doit rien, car la coute l'acquitte, la huche ou buffet à clef
» quatre deniers, escrain porté, huche ou buffet neuf hors de la Ville
» le, il doit quatre deniers; pour chacun trouffet de draps à cheval
» quatre deniers; en nef ou en bastel huit deniers; pour le froc de
» cordes de bast en nef ou à cheval un denier; pour chacun chef de
» fourmage cinq deniers, pour le demy chef trois deniers, se il vient
» d'Angleterre; & le chef de fourmage soit de deux cens cinquante
» livres, pour un cable, mais que il soit sans la nef cinq deniers, pour
» une bakelée d'œufs, treize deniers, & aux Sergeants cinq deniers;
» Et se ils viennent à charette pour chacun cheval de la charette
» deux deniers, & se il vient à cheval un denier. De ce qui est porté à
» col aux foires l'en doit au Roy deux deniers & aux Sergeants un
» denier, & hors foire au Roy un denier; & aux Sergeants rien; se
» l'en porte à foire au Roy un denier, aux Sergeants rien; se l'en porte
» à foire à carrette; au Roy huit deniers, & aux Sergeants un
» denier, se hors foire un denier au Roy, & aux Sergeants rien. Pour
» mercerie qui va par eau huit deniers, & à cheval à foire, quatre
» deniers;

deniers au Roy , & aux Sergeans un denier : pour oignons à cheval « quatre deniers , à carrette huit deniers : Pour Draps qui vont à Ver- « non par eau , ou vers icelles parties , huit deniers , & se ils vien- « nent à Rouën par eau , quatre deniers ; Et se avec les draps y a un « poids de laine , il doit huit deniers , pour le cheval quatre deniers : « pour escuelles & draps à cheval , quatre deniers , en carrette huit de- « niers ; à col un denier : Pour un tonnel de cendres par eau quatre « deniers , ou à carrette pour chacun cheval de la carrette deux deniers , « à cheval un denier. Pour chacun sac baillé par le hardel , huit de- « niers. Nul ne peut pezer allun , ne tieux choses sans le poids du Roy , « fors pour douzaine. Pour la poise de sel l'en paie trois deniers de « coutume. Les Mesureurs de sel doivent prendre & avoir des Cou- « tumiers ; pour chacun poise de sel , qu'iceux mesurent quatre deniers , « & des Jurez trois deniers pour chacun poids de laine pourvû qu'il « y en ait troeze poids seize deniers.

DESMEMBRER SON FIEF.] Paris , art. 51. Dourdan , art. 39. Quand le vassal aliene partie de son fief. Ce que aucunes Cou- tumes appellent DESPECER Voyez DEPIE' DE FIEF.

* DESPAISE'.] Qui est hors le pais. Des Font. chap. 17. Nos Praticiens se servent aussi du mot *forpaisé*.

DESPARAGER.] Normandie , chap. 26. & de la nouvelle , art. 341. Quand il est traité du mariage des sœurs DISPARAGEMENT , au livre 2. chap. 4. des Tenures. Si le mariage n'est pas convenable. Voyez les mots APPARAGER , & APPANAGER.

Desparager , dans l'ancienne Coutume de Normandie , part. 1. chap. 26. c'est marier sa fille noble à un homme qui n'est point de son état & de sa condition. Dans plusieurs de nos Coutumes , quand la fille noble est apparagée , elle est excluse en faveur de l'hoir mâle , des successions de ses pere & mere qui l'ont dotée , n'eut-elle eu en mariage qu'un Chapel de rose ; mais si elle est desparagée , elle n'est point excluse de leurs successions. Voyez *Fille Noble* , &c. Joignez Litleron section. 107. Fleta , lib. 1. chap. 13. §. 2. la nouvelle Coutume de Normandie , art. 228. 251. les Assises de Jerusalem chap. 190. les Notes de M. du Cange , sur les Etablissements , liv. 1. chap. 61. &c. sur Joinville , dissert. 10. & M. Hevin sur Frain , pag. 558. & 870. 871.

DESPENS] *Expense litis quas olim in Francia victus victori non dabat* , mais il étoit condamné en l'amende envers les hommes & la cour. *Satius est viatica litisque sumptus adversario prestari , quæ una est pœna temeraria litigationis.* l. 79 de judiciis. l. 78 par. etiam de leg. 2. l. 31. par. ult. cod. de Episcopis. l. 11. cod. de judiciis. l. 14. cod. de excusatio. tutor. l. 2. cod. de decurio. l. unica. cod. de sumptuum recupera. l. ult. par. 1. cod. de bonis auct. judicis. tit. Instit. de pœna semere litigant. & tit. cod. de plus petition.

Vu:

* *DE SPIRER, DESPISER, DESPITER.*] *Despicere.* Méprisé. La partie qui diffama & despiça. De Beaum. chap. 41. de Font. chap. 18. n. 13. Marot dans ses Pseaumes, le tout Puissant leur façon despite, &c. Cil qui droit rend, ne se doit mie souffrir à despiter. Un menor de toi ne despire. V. le dictionn. imprimé par le Pere Labbe.

* *DESPOUILLE.*] Voyez Dépouille.

* *DESQUIER QUIER.*] Haynaut 103. descharger. Au lieu de *ch.* on s'est servi souvent dans cette Coutume du *q.* comme *Pesquier*, pour *Peschier* & *Pescher*. Bettes *quevalnies* pour *chevalnies*.

* *DESRE'E.*] L'Isle 63. Denrée, de *Denariata*. Voyez Denrée.

DESRENE, DESRENER.] Normandie, chap. 7. 24. 46. 53. 54. 55. 60. 61. 66. 80. 85. 122. 123.

Denegare, potentissimè negare. Significat defensionem rei, ut puta domini vel possessoris feudi, & fit dato jurejurando, cum sacramentalibus tribus, quinque, sex, septem, vel duodecim: Est species purgationis auctore non probante, ut constat ex libris Feudorum, & vir multi studii Cujacius notat ad tit. 1. & 24. lib. 1. de Feudis.

Selon le Contumier de la Vicomté de Leauë, page 64. la loy que l'on appelle *Destayne* par la Coutume de Normandie est faite en plusieurs manieres, & plusieurs conditions, aucune fois par deux témoins, ou par trois, ou par quatre, ou par cinq, ou par six, ou par sept, & ne surmonte point le nombre de sept témoins, par la Coutume de Normandie, & non pourtant en la Vicomté de Leauë, si elle est gagée contre la Court, & cil qui la gage, la fera luy troisième en cette forme. C'est assavoir que la Justice dira à celui qui a gagé, la loy feire, se il dit oui, adonc il fera écrire la Loy en cette forme, sa main étendue sur le livre, & dira après ce qu'il tiendra les plez. Si Dieu m'aist, & ses Saints, l'argent que vous me demandez, je ne vous le doit pas, ou dire, je n'étois pas cru, & adonc se

doit lever du serment, & departie sen, & adonc les autres aydeurs, sans appeller, & sans détirer, & qui ne soient subornez ne par priere ne par prix, se doivent aprocher chacun pour soy au livre, la main étendue dessus, & puis dire, laisse carissement en cette forme de serment, que nul a cy juré, sans serment à juré se Dieu n'y ait & ses Saints, à telle maniere, que tous les autres doivent jurer, en quoy se aucunement rien ne delaisse des paroles qui sont escrites de la Justice, comme il est dit dessusdit. Cil qui gage la loy, ou la derraine perdra, & se aucun gage la loy ou derraine contre aucun autre, que contre la Cour, il la pourra faire, si Feste non. La Loy de Deresne n'est plus en usage. V. l'ancienne Coutume de Bourges, pag. 115. ligne 37. Desfontaines, chap. 34. n. 2.

* *DESROYER.*] La Salle de l'Isle, tit. des Cens, art. 8. Une Royée de terre est une piece de terre labourable; & Royer c'est labourer. Bouteiller, page 860. Item qui est trouvé achanant sur le chemin publique & à la dernière Roye prend du chemin, & trouve sa charnue ou harnas la terre du chemin sur son champ chois en amende de 60. sols.

Voyez l'article 1. de la Coutume locale de Soësmé. Desroyer c'est ce semble changer l'usage d'une terre destinée au labour. Ce qui n'est point permis au locataire sans le consentement du propriétaire.

* *DES RUE*, *DERUE*.] C'est à-dire, *Devé*, *desvoyé*. C'est celui qui est en demence. Des Font. chap. 32. n. 20. Ce mot vient de *Deviare*.

* *DESSEUREMENT*, *DESSEURANCHE*.] Dissolution, Separation, de *Beauman. c. 18*. Quand aucun pourcacha le *desseurement* de sa femme pour che que il l'a trouvée en pechié de fornication. Desseurement fait par sainte Eglise à cause de lignage. Il rend moult bien le desseuvranche, chap. 28.

Ce mot vient de *separare* d'où l'on a fait *sevrer*. Car sevrer un enfant n'est autre chose que le separer de sa nourrice ou de la mamelle, on a dit ensuite *desseurer* & *desseurer*. Voyez Monet dans son Dictionnaire, & M. Menage sur le mot *sevrer*.

* *DESSEURER*.] Separer. De *separare* on a fait *sevrer*, *seurer* & ensuite *desseurer* & *desseurer*. V. Monet. Après que le mariage est desseuvez, de *Beaum. chap. 18*. Un mariage est *desseuvez*. Male chose seroit qu'on *desseuvrast* les Mariages. Si dura le Mariage jusques à tant que il fut *desseurez* par mort. *ch. 18*. Choses *desseuées* d'yrctages. *ch. 13. 23*. Desseuvrer le Compaignie *ch. 20*. Les maladeries furent feres pour desseuer les Sains des Enfers de Liepre. *ch. 16. 56*. Voyez M. Menage, *verbo*, Sevrer.

* *DESTRAINGNANT*.] Destraingnant Pelerinage. Des Font. chap. 18. n. 16. fait par contrainte; Ordonné. Ce mot vient de *distingere*.

DESTRIER.] En la vicille Chronique de Flandres, chap. 14. 15. 17. & ailleurs : en l'histoire de Monstrelet, liv. 1. chap. 52. & ailleurs. Qui est un grand cheval de guerre appellé Courcier, ou cheval de lance, de service. Anjou, art. 47. Le Maine, art. 55. qui est propre à courir la lance, dont sont aussi appelez les Courserors, les Courtaux, & doubles Courtaux. *Equus ad rem militarem idoneus, dextrarius qui à funali differt. Alii sunt veredi qui cursuales & veloces. Alii paraveredi, parhippi qui majores equi agminales, qui agmen principis aut exercitum sequuntur. Alius est qui dicitur Asturco. Astur equus Martiali : Tolutarius, Seneca & Plinio, qui doctus solutim ircedere : cujus non vulgaris in cursu gradus, sed mollis alterno crurum explicatu glomeratio. Porro equi aut à fessore agitantur, aut curru junguntur.* Il y a d'autres chevaux appelez Traversants par la Coutume de Poitou, art. 166. & ailleurs, à la difference des chevaux de service & des Pleës : Autres qui sont Roussins. Les chevaux sont aussi appelez Palefrois, *Parafredi*, & ceux qui les

pensent Palefreniers. *De veredariis*, *veredis*, *paraveredis* Symmachus lib. 7. *epist.* 14. 48. Cassiodorus *passim*, Sidonius lib. 5. *epist.* 7. lib. 8. *epist.* 11. Victor Uticensis, lib. 2. Ausonius ad Paulum, Venuleius in l. ult. Dig. de muneribus. Et alii auctores qui observantur à nostris ad tit. Cod. de Cursu publico : Ne pluribus moremur in re satis aperta hodie, atque satis est dicere quidquid debet, non quidquid potest dici.

* DETROY.] C'est un tribut, & quelquesfois une peine en argent imposée par le Juge. Les Coutumes de la Vicomté de Leaüe. *Se aucun se plaint devant les Vicomtes de Leaüe d'aucune autre Coutume, le plaignif est tenu à payer les détrois, ains que la semonce ou l'Arrest soient faits. C'est assavoir de douze deniers, un denier, combien que la demande soit grande & par ces DETROIS payez, est le plaignif quitte de l'amende, s'il en echiet, &c.*

* DETRIMENT ou DETRIEMENT.] On ne peut mieux faire entendre ce que c'est qu'en rapportant ce qu'en a écrit M. Hevin sur Frain, chap. 92. pag. 433.

„ Avenant dans toutes les Coutumes de France signifie une portion
 „ contingente legitime, convenable ou proportionnée. La constitution
 „ du Duc Jean II. de l'an 1301. qui est tirée des Etablissements de S.
 „ Louis, dit que l'aîné doit faire avenant bien fait à ses puînez; qui
 „ sont les termes des Coutumes d'Anjou, du Maine, de Touraine,
 „ & Loudunois, &c.

„ De ce terme avenant nos vieux Praticiens ont fait *advenante*,
 „ *advenantement* & *advenanter*, pour signifier portion, & faire partage.
 „ Les termes *Détriment* & *détrier*, étoient la suite ou exécution
 „ de l'advenantement; car *détriment*, ou pour mieux écrire *détritement*,
 „ ne vient pas en ce sens de DETRIMENTUM, *domage*, mais de
 „ *rie*, & *détrier*.

„ Personne n'ignore que les Bretons ont eû une grande correspon-
 „ dance avec les Anglois, dans les Tribunaux desquels ces mots
 „ *triare*, *triatio*, étoient frequens comme remarquent Spelman & Somne-
 „ rus. *Triare vox juris nostri forensis*, qui vaut autant que *eligere*, *eligere*.
 „ Guillelmus Thorn Anglois in histor. Abbat. Cantuarenf. cap.
 „ 37. §. 3. ann. 1305. *Cum statera triavit solidos in denariis antiquis pon-*
 „ *deris maximi.*

„ Monsieur du Cange croit aussi que nôtre mot *Triage* usité dans
 „ les Ordonnances des Forests, vient delà. Nôtre peuple à Rennes se
 „ sert communément du mot *Trier* dans le même sens, pour *separer*
 „ & *choisir*. De *Triare* on a fait DETRIARE, *détrier*, c'est-à-dire *exac-*
 „ *tè*, & *ad amussim eligere*, car la proposition de dans les verbes com-
 „ posez, n'est pas toujours privative, soit en latin ou en françois;

mais, souvent augmentative, comme en *decerno*, *deduco*, *dejicio*, *liberare*, *deliberare* dont les Auteurs de la basse Latinité se servent pour *livrer & delivrer*, &c.

Or de même que nos saisies réelles ont deux causes, sçavoir la convention solennelle, ou contrat, & le jugé, *res judicata*; aussi l'advenantement avoit les mêmes causes: & au lieu que le stile des Notaires d'aujourd'huy est de dire, que le debiteur s'oblige au paiement par saisie, criées & vente de ses immeubles, ce que le jugé produit pareillement, on mettoit alors qu'il *soumettoit ses immeubles à toute execution, mesmes par bannie & advenantement*.

La forme observée étoit, que faute au debiteur de payer, on faisoit bannir ses heritages, en consequence desquelles bannies & certification à défaut d'encherisseurs, à juste prix, l'on ajugeoit au creancier, du fonds en paiement, jusques à la concurrence de son credit, & pour executer le triage les parties convenoient d'Appreciateurs, & le Commissaire en nommoit d'Office, laquelle estimation se fesoit alors au denier douze, qui étoit assez le juste prix, continué sous l'ancienne Coutume, & jusques à la dernière reformation, qui a porté l'estimation des immeubles au denier 20.

Il faut maintenant apporter des exemples pour achever d'expliquer cette ancienne forme de criées & adjudications.

L'ancien inventaire des titres du Duché, qui sont au Château de Nantes, contient armoire L. cassette B. *Retrait fait par le Duc, de plusieurs heritages advenantez sur le Vicomte de Leon, daté 1273.*

Dans l'armoire E. cassette E. *Deux Lettres de bannies, faites par le Duc, sur les terres de Penguil, datées 1285.*

Dans la même layette *Deux Lettres de bannies & advenantes faites par le Duc, de 21. liv. six sols huit deniers de rente sur les terres Plumalin, &c. datées 1385.*

Les Constitutions du Duc Jean III. parlant de la désignation du partage que fait l'ainé aux puînez dit, *si aucun juveigneur deman- de à son aîné avoir son advenant & biens de ses parens, & ancêtres selon la quantité du fief, & le nombre des enfans, & si luy sont adjudés, l'ainé doit montrer où l'on commencera l'advenantement, en choses nobles, & l'on commencera, où il montrera.*

Et dans un autre Article. *La tenuë de huit jours après bans ou advenantement sans chalonge fait, suffit à faire un homme heritier, quand entre les présens du pays, & d'un an & un jour, quand aux absens du pays.*

La tres-ancienne Coutume, art. 296. qui a pour titre, *comment execution doit être faite sur heritages, dit. Quand l'on ne trouve meu-*

» bles mouvables, l'on doit bannir sur les heritages & les bannies fai-
 » tes comme dit est au titre des appropriemens, l'on les doit présager par
 » bonnes gens, comme dit est ailleurs, & doit le débiteur estre appelé à
 » montrer ses biens & ses pieces, & dire sur les présageurs, s'il sçait
 » que dire, & doit faire somme de la dette, des bans des ventes, des
 » présageurs, & du salaire du Sergent, &c. Et bailler au Creancier au
 » prix de sa dette, à douze ans quitte, rabatuë rentes & serviges, &
 » tous autres trnages, &c.

» L'Auteur anonyme des Notes sur cette Coutume, in V. L'on
 » doit bannir, dit : Qu'il a été jugé à Rennes, qu'en vertu de la bannie
 » faite en cette juridiction, l'on ne peut advenanter en l'autre jurisdic-
 » tion. Ce qui nous apprend que l'advenantement étoit l'adjudication
 » dont les bannies étoient préparatoires, & le détriement étoit l'exe-
 » cution de l'adjudication.

» Lorsque cette Coutume fut reformée en 1539. on fit de cette vicil-
 » le disposition les art. 248. 249. en même sens, & presque en mêmes
 » termes. Les reformateurs n'y ayant changé que les mots hors d'u-
 » sage, & ils furent laissez sous le titre des executions, ainsi que l'é-
 » toit le prototype. C'estoit leur siege naturel.

» Ces Articles regloient donc ce que les Praticiens appelloient adve-
 » nante & détriement, que cette Coutume de 1539 confirmoit plei-
 » nement, & cela est si veritable, que le Parlement provisoire sur la
 » nouvelle forme des criées, que l'Ordonnance de 1534. qui en parle
 » aux Articles 74. & suivans, semble avoir introduite en Bretagne,
 » où elle fut verifiée deslors, dit dans l'article dernier cy-dessus rap-
 » porté : & ne sont pour ce tollerez la voye d'advenante, ou détriement
 » ordonnée par la Coutume, si le creditur en veut user. Il n'y a dans
 » cette Coutume que ces deux Articles, qui parlent de cette maniere.
 » C'est donc à leur texte que le Parlement applique l'advenante &
 » détriement ; ainsi que l'Anonyme avoit fait à leur prototype.

» Appliquant ces articles 248. 249. de l'ancienne Coutume repetez
 » dans les art. 238. & 239. de la nouvelle à la matiere des criées, & exe-
 » cution des immeubles pour laquelle ils furent faits, ils sont tres aisez à
 » entendre. Ils portent quand quelqu'un à contrat ou jugé pour avoir
 » assiette en heritage ; (Voilà les deux causes fondamentales de la sai-
 » sie réelle ou criées sur les heritages, l'obligation ex contractu, & le
 » jugement res judicata, que les anciens Praticiens Bouteiller & Ma-
 » suer établissent de même.) Celui sur lequel on doit faire l'execution
 » sera appelé pour dire sur les Appreciateurs, & appreciation, tout ce
 » que bon luy semblera. (La tres-ancienne Coutume disoit la même
 » chose ; Et voir faire l'Assiette, qui sera faite à son optian, si elle

*compare, s'il n'y a autre convention au contrat, & si elle défaut, se-
ra l'Affiette faite à la discretion du Commissaire, suivant le contrat ou
jugé, & doit le Commissaire arrester la somme de la dette des frais
des bannies, ou prisage du salaire du Sergent, & des ventes.*

Toutes ces dispositions sont tirées de l'article 296. de la tres-an-
cienne Coutume, qui les rapporte aux ventes forcées, ou adjudi-
cations, ainsi que fait le Reglement de la Cour de 1543. & en effet
on ne peut rapporter proprement à cet objet, que le Commissaire
liquidera la somme principale de la dette, & les frais des bannies,
du prisage, du salaire du Sergent, & des ventes; c'est à dire les
frais des criées, & les lods & ventes, qui sont toujours dûs pour
les adjudications, à raison dequoy le texte en fait une disposition
generale & absoluë, & non pas restreinte par la condition, s'ils sont
dûs. Les frais des bannies ou criées, ne se peuvent aussi referer,
qu'aux bannies & criées de l'adjudication, & non pas aux bannies
qui pourront être faites posterieurement pour s'approprier; car ou-
tre que le vendeur ou saisi, ne paye pas les frais de l'approprie-
ment, le texte parle de bannies & criées déjà faites pour prepa-
rer l'adjudication; lesquelles le Commissaire taxe, & non pas des
bannies d'un appropriation futur & contingent, qui pouvoit se fai-
re par le seul laps du temps. D'ailleurs les termes, & le Commissai-
re arretera la somme de la dette, font assez voir qu'il s'agit de la
vente forcée, & par decret faute du payement d'une somme, ainsi
que le Notateur Anonyme, & le Reglement de la Cour l'expliquent.

De sorte que l'on peut dire que le Commentaire qu'a fait M.
Dargentré, sur les Articles 248. & 249. de l'ancienne Coutume,
ne touche point le veritable but. Il est vray que c'est une produ-
ction qu'il n'avoit qu'ébauchée; ainsi que ses Commentaires sur plu-
sieurs titres, qu'il n'a point fait imprimer de son vivant, & qu'il n'a
point revû. Il y a même lieu de s'étonner qu'à la dernière refor-
mation, on ait ajouté à l'article 239. de la nouvelle Coutume par
son avis, ainsi qu'il le dit en ses termes. *Sinon que le debiteur payât
lesdits frais dans la huitaine*, lesquelles n'étoient aucunement ne-
cessaires; puisque l'on n'ajugeoit au Creancier l'heritage du debiteur
que faute d'argent, & qu'en payant des deniers, il étoit dispensé de
bailler du fond, ainsi qu'il arrive en toutes saisies réelles & criées.

Ce qui a rendu l'explication des articles 238. & 239. de la nouvelle
Coutume obscurs, est que dans l'ancienne & la tres-ancienne, la
nature des executions & des appellations étoient traitées ensemble sous
un même titre, n'y étant parlé des prisages que relativement à la
seule execution, ou adjudication forcée sur les debiteurs. Dans la

» nouvelle Coutume , on a divisé ce titre en deux , & fait l'un des
 » executions. Et l'autre des prisages & appreciations , afin d'y ajoû-
 » ter des dispositions concernant d'autres causes de prisage , comme
 » pour les heritages entre coheritiers , & au lieu que ces deux arti-
 » cles devoient demeurer sous le titre des executions , selon leur ori-
 » gine & la teneur de leur Texte , ils se trouverent incongruëment les
 » premiers du titre des prisages.

» Quelqu'un s'étonnera peut être que pour exécuter l'*advenante* , &
 » *détriement*. C'est à dire la saisie réelle & adjudication par criées des
 » heritages du debiteur on fit un prisage ; mais c'étoit une forme de
 » l'ancienne pratique en plusieurs Provinces. La Coutume d'Auvergne
 » reformée en 1501. titre des executions art. 31. abregé la forme au-
 » paravant pratiquée d'estimer les heritages qui étoient mis en criées ,
 » & nôtre ancienne pratique ne souffrant pas que l'on adjugeât au
 » Creancier en payement à vil prix , mais seulement par prisage , avoit
 » pour fondement l'exemple du Droit Civil dans la Loy 16. *Siquis Cod.*
 » *de Rescindenda venditione* , où les Empereurs ne veulent pas que
 » les misérables débiteurs soient accablez par des ventes rigoureuses
 » à vil prix & veut que les adjudicataires ne soient fondez à retenir
 » les heritages que sur l'estimation. *Si quos debitorum male depresso-*
 » *neccitas publica rationis adstringat proprias distrahere facultates , rei*
 » *qualitas & reddituum , &c. ne plus ex actor ex gratia , quam debitor ex*
 » *pretio consequatur. Sic postremo sub empri titulo perpetuo domini ju-*
 » *re potiantur qui tantam adnumerarunt fisco , quantum exegerit utilitas*
 » *privatorum. Etenim per iniquum est , ut alicujus bonis sub gratiosa exac-*
 » *tione distractis , parum accedat publico nomini , cum totum pereat de-*
 » *bitori.*

» Il est vray que cette disposition regardoit les saisies & adjudica-
 » tions faites sur les possesseurs faute de payer les tailles , & tributs ,
 » mais nos anciens l'avoient appliquée aux credits de toute qualité.
 » La Loy 2. *Cod. de fide & jure haste fiscalis* , lib. 10. dit aussi , *quod*
 » *pretii utilitate ob exiguum debitum , in fraudem tuam , in utilita-*
 » *temque rationum meorum adversarium commentum esse dicis* ; sur la-
 » quelle M. Cujas a judicieusement observé , qu'il ne faut pas lire *in*
 » *utilitatem* , mais *inutilitatem* en un seul mot , à moins de quoy
 » le sens demeure dépravé , quelque chose qu'ait dit Joann. Rober-
 » tus lib. 1. *receptarum lectionum cap. 31.* n'y ayant point de raison de
 » rejeter le mot *inutilitas* comme insolite , puisqu'il reconnoît que
 » Cicéron s'en sert au livre 2. *de inventione* , & cette correction est
 » si nécessaire , qu'Haloander a mis dans son édition sur la foy de quel-
 » ques Manuscrits , *contraque utilitatem.*

Ce prisage des immeubles que l'on bailloit au Creancier en payement de sa dette, à faute de deniers, convenoit fort à la simplicité de nos anciens, & à la disette d'argent monoyé qui étoit de leur temps : Car le debiteur n'étoit pas seulement reçu à bailler du fonds en payement au lieu de deniers ou argent monoyé, mais on admettoit aussi la *consignation en vaisselle*, faute d'argent monoyé ; on en voit un exemple dans un Titre du 12. Avril 1442. qui est dans le Tresor des Chartes du Duché au Château de Nantes. En 1443. Jean de Rieux Sire de Rochefort, par les propositions du Mariage d'entre son Fils François de Rieux, & Marie de Bretagne Fille du Comte d'Estampes, & Niece du Duc, se faisant fort de P. de Rieux son puîné Seigneur d'Alserace & Renrouet, Mareschal de France, prisonnier de guerre chez les Anglois, vendit lesdites Seigneuries 25000. écus d'or au coing de France, afin d'avoir finance pour payer sa rançon, au cas que ledit P. de Rieux l'eût agreable, pour être lesdites terres, l'assiette & employ des deniers dotaux de l'Epouse, & touchant 5000. écus, au moyen dequoy le Comte d'Estampes pour sa fille entra en possession de trois cinquièmes parties. P. n'ayant pas voulu ratifier la vendition & étant decédé, François de Rieux son neveu & son heritier, voulut rentrer dans les trois cinquièmes engagez en remboursant, & après de longues procédures ayant été reçu à rembourser par Sentence des Juges du Duc à Nantes, de l'an 1441. il acheva le remboursement par procez verbaux des 12. 13. Avril 1442. le premier desquels porte que ledit sieur de Rieux representa en jugement *grand nombre d'or en plusieurs poches & bouges qui étoient deliées, & outre offroit grand nombre de vaisselle d'argent, que ledit Lorret son Procureur avoit apporté, & fait apporter pour employer audit raquit, & le bailler esaites Dame d'Estampes, & sesdits enfans.*

Et par autre Procez Verbal, il est dit que l'argent blanc (ou en ouvrage) en plusieurs especes, s'est trouvé peser sept vingt marcs cinq gros apprez à sept livres le marc, en or 788. Reaux (ou Royaux) d'or écus en or monoyé pesé au marc 24. marcs 7. onces 3. gros, & un denier 18. grains d'or apprez valoir 1595. reaux demy écu &c.

Le Mariage proposé ne s'accomplit point, ainsi ce remboursement se fit *inuita parte*, comme l'on voit; cependant les Juges admettent au profit du debiteur contre la creanciere qui étoit la belle sœur du Duc, une consignation en vaisselle d'argent en payement d'une somme de deniers dûs par un retrayant.

J'ajoute encore touchant ces articles de nos Coutumes, que les termes, le Commissaire arretera de la somme la dette, de la mise des

» *bannies, du prisage du salaire du Sergent*, se rapportent d'autant plus
 » nécessairement, à l'adjudication ou vente judiciaire faite au crean-
 » cier en payement, qu'alors il étoit de la pratique commune & ge-
 » nerale, que les frais des criées fussent levez, & payez sur le prix
 » de la chose vendue, ce qui a été pratiqué jusqu'à l'Ordonnance
 » de 1551. qui par une nouvelle disposition, veut que l'adjudicataire
 » les porte.

» Mais je ne puis être du sentiment de M. Dargentré, qui parlant
 » de cette adjudication par *advenante* dit au premier des passages cy-
 » dessus rapportez, que *bona debitoris, sine ulla actione creditoris ad-*
 » *dicebantur*, sans recevoir d'enchere. Cela est contre verité, même
 » contre la vray-semblance : car pourquoy eût on fait des criées ou
 » *bannies* ? & le payement en fonds ne se faisant que faute de deniers,
 » s'il se trouvoit des enchérisseurs au profit du debiteur, quelle ap-
 » parence y a-t-il, qu'ils n'eussent pas été reçus, le debiteur ne de-
 » vant qu'une somme, ou quantité de deniers, & non du fonds ?

» Il est tres apparent, que la condamnation ou jugé en execution
 » duquel on procedoit aux criées, étoit conçue de la maniere que
 » le rapporte l'Auteur du Grand Coutumier de France, qui écrivoit
 » il y a près de trois siècles, livre 2. chap. 4. *Nous disons ledit heri-*
 » *tage à luy estre obligé & hypothéqué, & luy adjugeant pour estre ven-*
 » *du, crié & subhasté pour ladite somme ; & ce n'étoit qu'à défaut*
 » *d'enchérisseurs, que l'on bailloit par estimation au Creancier en*
 » *payement de son credit.*

Cette pratique s'est abolie en Bretagne pour plusieurs causes.

» La premiere a été l'abondance de l'argent monoyé qui a donné
 » lieu de faire valoir la regle de droit, *aliud pro alio invito creditori*
 » *non solvitur*, le payement en fonds n'ayant été introduit qu'à cause
 » de la disette de deniers ; joint que celui qui poursuit le payement
 » de ce qui luy est dû, le fait souvent par nécessité pour recouvrer
 » dequoy satisfaire à d'autres Creanciers qui le pressent & n'est pas en
 » état de faire des acquests : Que d'ailleurs cette forme de s'acquit-
 » ter peut contenir une grande injustice, si pour satisfaire à ce qui
 » est dû à un Creancier domicilier d'une autre Ville ou Province,
 » le debiteur étoit reçu à luy donner en payement des parcelles d'he-
 » ritages, sis loin de son domicile, ou dans une autre Province.

» Ces considerations qui sont legitimes ayant aboli cette ancienne
 » pratique en France, l'ont aussi aboli en Bretagne, ce qui commen-
 » ça de se faire après l'union de la Province à la Couronne, en-
 » consequence de laquelle les Presidens & Conseillers du Parlement
 » ou grands jours de Bretagne, qui la plupart étoient Officiers du

Parlement de Paris insinuerent la pratique de France, & particuliere-
ment en consequence de l'Ordonnance de 1339. verifiée au Parlement
de Bretagne dès le même an, dont l'article 74. & les suivans, reglent
la forme des enées & adjudications, laquelle voye semblant meilleure
& plus commode, fût expliquée par le Règlement fait au Parle-
ment au mois de Septembre 1543. qui contient 11. articles. La con-
clusion duquel laisse néanmoins la faculté d'user de l'ancienne pra-
tique d'*advenante & detriement*, à ceux qui le voudront, com-
me a été dit.

* *DEVAUTRAIN.*] Hainaut, art. 104. C'est le *Dévaucier*.

* *DEVEER.*] Défendre, Refuser; de *Vetare & Devetare*: Femme
de cui le mariage n'est mis devées. Traduct. des Instit. Aifement com-
mun ne doivent être *devées* à nullui. Beauman. c. 24..

* *DEVISE.*] C'est le nom qu'on donnoit anciennement aux
Testamens; parce que le testateur y fait partage de ses biens. Vil-
le-Hardouin dans son Histoire, nomb. 19. *«Sa maladie crut & effor-
ça tant qu'il fit sa devise, & son legs, & il départit son avoir.»*
Voyez *Donaire divois, Mariage divois*.

* *CHARGER SON HERITAGE HOMAGE DE RENTE OU DEVOIR.*] Ce qui n'est permis que jusqu'à la tierce partie de la
valeur d'iceluy que foy & hommage ne soit acquis par *Depié de
sief*. Loudunois titre des parages, art. 5. Tours, art. 122. Par ren-
te dans ces articles, il faut entendre la constituée à prix d'argent,
qui étoit anciennement de sa nature non rachetable, & qui ne dif-
feroit de la fonciere qu'en ce qu'elle étoit assignée ou assise sur un fond
dont le debiteur restoit propriétaire & possesseur, au lieu que la fon-
ciere étoit retenue sur l'heritage que le propriétaire transféroit &
alienoit à celui qui devoit être le debiteur de la rente, d'où la con-
stituée étoit appelée *Census consignativus* & la fonciere *Census re-
servativus*. Voyez la dissertation sur le tenement, chap. 2. & cy-
après Rente ensaisinée & inféodée..

Le Priquet, Commentateur de la Coutume de Loudun n'a point
entendu ces articles, & Ballu Commentateur de la Coutume de Tou-
raine remarque tres-bien, qu'à present que les rentes constituées sont
rachetables, ces articles ne doivent plus être entendus que des ren-
tes constituées par dons & legs. Joignez l'article 210. de la Coutu-
me d'Anjou, avec la Note de la Guette.

* *ABONNER L'HOMAGE A DEVOIR.*] Tours, art. 122. Lou-
dunois, titre des Parages, art. 5. C'est changer & convertir en un
devoir annuel, l'hommage dû à cause d'un hief. Si le vassal diminue
par abonnement ses rentes & devoirs hommages au delà du tiers de

la valeur de son fief, le fief est *depiécé* ou *demembre*, mais si le vassal abourne l'homage en le convertissant en devoir annuel ou autre, il n'y a point de *depié*, parce que le vassal fait un droit utile d'un honoraire.

Anciennement quand des Bourgeois acqueroient des fiefs, comme les services personnels & militaires ne leur convenoient pas, ils traitoient avec les Seigneurs, & faisoient convertir l'homage & la foy en services réels ou dévoirs annuels; Et de là vient qu'en Allemagne les fiefs possédez par des Bourgeois sont presque tous francs, ce qui a été remarqué par Ludolphus Schrader dans son traité *de feudis*, partie 2. chap. 4. n. 9. vol. 2. pag. 35. col. 1. *Annotandum*, dit-il, *feuda hac franca sive libera admodum usitata esse in Germania; namque omnia feuda concessa civibus plerumque sunt franca sive libera, neque ipsi ad ullum servitium respectu hujus feudi præstandum domino obligati sunt &c. V. Romanum Consil. 70. n. 1. Constant. ad § 99. Cons. Piccarv. pag. 109 Oldrad. Consil. 234. Brunum vol. 2. Consil. 156. de Ponte Decis. 3. Pegueram de Laudim. p. 357. n. 36. & Cacheran decis. 27. n. 7.*

Les revenus annuels que les Seigneurs abornoient ainsi en changeant les hommages, étoient appellez *francs devoirs*, parce que ces devoirs qui étoient subrogez à l'hommage étoient une preuve que les heritages qui en étoient chargez étoient, *francs nobles & feodaux*. Ainsi nos Coutumes ont décidé la question tant agitée par les Auteurs ultramontains, de sçavoir si un heritage pouvoit rester feodal quoique la foy n'en fût point dûë. *V. Jacobin. de sancto Georgio de feudis pag. 81. n. 27. Molin. ad Cons. Paris. gl. 3. n. 14. Rittherhus. de feudis cap. 11. & Cujacium ad lib. 1. feudor. & cy après Franc devoir à la lettre F. add. Syselsum in Speculo feudor pag. 49. 50. &c.*

* **FRANC DEVOIR.**] Voyez *Franc*.

DEVOLUT, DEVOLUTAIRE.] A cause de l'incapacité d'un Beneficier qui se dit Titulaire. *Devoluta hereditas, possessio, successio: devolvi bona dicuntur & dominium.*

* **DEVOLUTION.**] Voyez *Pauvreté jurée*.

* **DEX.**] Dans la Coutume de Toulouse, partie 1. rubrique 1. de *in jus vocando*, & dans le For de Bearn rubrique *de testimonis*, art. 1. C'est la banlieuë.

Les Sçavans ont douté de l'origine de ce mot. Voici ce que Brodeau en écrit dans son Commentaire sur l'article 86. de la Coutume de Paris, nombre 28.

Y explique dans le même sens, le *Dex*, ou gardiage, & messagerie ou viguerie de Toulouse, ou comme il y a dans les anciens titres *salvitas*, la sauverie de la Ville de Toulouse dont il est parlé en plusieurs endroits de la Coutume de Toulouse redigée sous le Regne de Philippes le Bel

L'an 1281. & particulièrement *part. 1. rub. 2. de in jus vocando*, art. 2. *fin. rub. 4. de minorib. 25. ann. art. 1. part. 2. rub. 3. de fidejussoribus*; 2. *part. 4. tit. 19. de homagiis art. 1.* & au chapitre ou rubrique dernière de *terminis seu Dex Tolosa*, usque ad dictos terminos vicaria Tolosana se extendit, scilicet per unam LEVEAM &c. art. 1. 2. & 3. en plusieurs endroits, & dans la Patente d'Alphonse Comte de Toulouse & de Poitou, transcrite par Nicolaus Bertrandus, in *historia Tolosana cap. de privilegiorum Tolosæ confirmatione fol. 33.* Infra Dex vel terminos Tolosæ manentibus, super rebus vel de rebus que infra dictos consistunt terminos. Laquelle Patente n'est point datée & est vraisemblablement de l'an 1147. auquel ce Comte deceda.

Le même mot *dexs* est dans le For de Bearn. rubr. *de testimonis*, art. 1. en des lieux les *termis & Dexs de sa juradie*.

Ce mot n'est point expliqué par l'ancien Commentateur des Coutumes de Toulouse, Joannes de Casa veteri d. *part. 1. rubr. 1. art. 2.* où il distingue *dex Tolosa & dex vicaria Tolosa*, ni par le nouveau Commentateur, Maître François François, Lieutenant particulier de la Ville & Viguerie de Toulouse.

Monsieur Catel en son histoire des Comtes de Toulouse, livre 2. chap. 4. p. 194. estime que le *dex* de Toulouse est ainsi appelé, parce que les termes étoient marquez par des croix, lesquelles en chiffre romain signifient dix ou dex en langage du Pays. Il est vray que les Chrétiens ayant ôté & arraché les *Hermes* ou mercures, ou autres Deitez superstitieuses, que les Payens avoient coutume de planter dans les chemins pour marquer les bornes & limites, dont les témoignages & autoritez sont rapportées par M. Briffon dans ses formules, mettoient en la place des croix, comme remarque Prudence, *libro 2. contra Symmachum*, d'où vient que la croix est appelée par Andreas Cretensis *Finium descriptio*.

Mais ce qui combat cette conjecture de M. Catel, est que dans le langage du Pays Tolosain, le nombre de dix ne s'exprime point par *dex*, mais *detz*; & la Coutume de Toulouse, qui est tres-ancienne, & redigée en latin, n'avoit point emprunté ce mot du vulgaire, ni mis un X. qui depuis auroit été mieux exprimé par *decem*, mot latin, que par le mot vulgaire *dex*. D'ailleurs pour représenter dix en chiffre Romain il faut un X qui n'est pas la croix ordinaire à planter, quoiqu'elle fût appelée *crux decussata*, à dictione *decussis* que *decem* significat. Dans saint Jérôme *comment. in Hierem. cap. 31.* Cicéron, Plin, Vitruve, Columelle, & les autres. *Hinc lapis decussatus*, dans Marcus Baïo de *geometria*, Innocentius de *Casis litterarum* l'appelle *decus*. D'où vient que dans la Charte de la refotmation des privileges de

Montauban de l'an 1369. le mot *decim* signifie *termes* ou *bornes*, & *limites*, & dans ce sens on auroit mis *dex* au lieu de *dix*; car il se trouve que quelquesfois on se servoit de la lettre X pour C comme je l'ay remarqué en quelques inscriptions anciennes de Gruterus, pag. 1126. n. 1. *Trebellia Heraxiliana pro heraclione*, & est bien certain que la lettre X. se trouvoit dans les termes comme il se voit dans Hyginus de *limitibus constit.*

J'ay crû que tout cela pouvoit servir pour appuyer la conjecture de M. Catel, ou bien on peut interpreter, *infra dex, decumanos limites, qui à mensura decimani dicti sunt, ut in fragmentis legis Manilia apud Antonium Augustinum*, dans Siculus Elaccus, & les autres.

Ou peut être *infra dex, infra districtam, siue infra disionem*, comme Varron dit que le mot *dicis causa* vient du nominatif *dex*.

Je croirois plutôt que *dex* avoit été mis par abregé avec un point pour signifier *dextra*, comme *leu.* pour *leugæ*. *Dextra*, dit Papias, *sunt passus mensurandi apud quosdam*. Ce mot se trouve en cette signification *in formulis veteribus incerti auctoris*, données au public par M. Bignon en l'an 1613. où il y a quatre lacunes qui sont remplies en l'édition Lendembrogius de la même année, du volume intitulé *codex legum antiquarum*, à la fin duquel *sunt formulae solennes publicorum privatorumque negotiorum*, où cette formule qui est la 140. est conçue en ces termes. *Habet in longo dextros tantos. &c. Florentius in vita sancti Felicis. A loco illa usque ad Castrum Foringum habentur dextra ducenti*. Ce qui est ainsi expliqué par le même Lendembrogius verb. *dextra* & après luy par Henricus Spelmannus en leurs Glossaires sur ce mot.

Les mots, *dextra, sinistra, dextrata, sinistrata regio, pars*, sont fréquents dans les Auteurs qui ont écrit de *limitibus agrorum. Ager dextratus, sinistratus, in veteribus memoriis*, au rapport de Calius Rodiginus libro 4. antiquarum lectionum cap. 3. in fine. Les autres autorités sont remarquées par Nicolaus Rigaltius in *glossis agrimensariis* &c. Voilà quelle est la conjecture de Brodeau.

Mais comme les Banlieues d'Angers & de plusieurs Villes de Poitou ont été appellées *quintes*, à *quinto millario*, celle de Bourges *septaine*, à *septimo millario*, il seroit peut-être assez vray-semblable que celle de Toulouse auroit été nommé *dex* à *decimo millario*, parce que constamment *Dex* dans le Languedoc & la Province signifioit *dix*.

*DEX PUX.] Beam rubr. de Judgement, art. 10. c'est à dire *Depuis*.

BRIEF OU DICTON DE JUGEMENT.] En l'Edit de Charles VII. de l'an 1453. art. 17. de Louis XII. de l'an 1499. art. 57. Edit de Charles IX. de l'an 1563. art. 33. & de l'an 1566. art. 63. Est

ἡτοι ἀπόφασις, πρόφασις, κρίσις δικαστική. *Sententia admonitrix, interlocutoria, aut definitiva & αὐτοτελής. Sententia autem de tabula pronuntiatur, ex tabella recitatur, quod olim in usu erat in levioribus causis, non in divinationibus, & causis majoribus, in quibus cista, nota, & custode opus erat, teste Asconio in Divinatio. Ciceronis: Cum sententia litteris perscripta ex periculo vel libello publicè recitatur partibus, & descripti recitatione profertur Judicis manu obsignata tabella, secundum Constitutiones Imperatorum in tit. 44. lib. 7. Cod. Justiniani, in l. 6. Cod. de Sententiis & Interlocut. in l. ult. Cod. Comminas. epist. & Novella 45. Leonis. Cum de scripto sententia dicitur: Itaque judex dicitur ferre de reo tabellam: Seneca Controvers. 8. lib. 7. Crispinus proconsulari & libellari sententia pronuntiatus est hereticus, Possidonius in vita Augustini. Debet autem definitiva sententia ex scripto ferri non verbo solo: quod tamen licuit Praefecto pratorio, senatui, capitulo Ecclesia, ut in specie cap. 43. de testibus. At interlocutoria consistere potest ex non scripto.*

C'est le jugement ou appointement par écrit que le Juge délivre à son Greffier, pour le prononcer aux parties qui avoient été appointées en droit de leur différent, ou en leurs faits contraires, auquel Diction les délibérations du Conseil doivent estre attachées selon les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 6. Comme aussi par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1572. art. 13. les Juges Presidiaux doivent inserer dedans leurs Sentences les raisons de la declaration qu'ils feront de la competence ou incompetence des Prevoists, des Mareschaux, tant de la qualité du délit que des personnes des accusez: *At moris non est omnia qua judicem movent, exprimere in sententiis proferendis cap. sicut de sententia, in Decretal.* Toutesfois seroit tres-requis que tous Juges fussent tenus exprimer la cause & raisons principales de leurs jugemens, & declarer leur motif: *Nec dicamus cum quibusdam interpretibus fatuum esse judicem qui causam in sententia exprimit, quasi det facultatem disputandi contra sententiam: & ne fuffit pas de rapporter par le diction que l'on a pris conseil, ou de faire souffigner les Conseillers ou Avocats qui ont assisté au jugement: Comme par les Edits de France, les Arrests des Cours souveraines doivent être souffignez du President de la Chambre & du Rapporteur. Les Sentences du Presidial, & des Juges, des Conseillers & Avocats qui ont été presens ou appellez pour faire jugement: Ut olim etiam Roma Senatorum omnium nomina qui Senatusconsulto adfuerunt, adscribi solebant, & veteribus Senatusconsultis T. littera subscribi solebat, eaque nota significabatur ita Tribunos quoque censuisse: Valerius lib. 2. cap. 2. Et ad Senatusconsultum faciendum certus nume-*

rus Senatorum necessarius erat : Per infrequentiam S. C. fieri non potuit. Unde Numerus senatum, vox senatoris apud Festum : comme aujourd'hui pour juger préjudicialement par provision ou dernier jugement, ou pour faire jugement de mort, ou pour rendre les Sentences exécutoires sans préjudice de l'appel. Solebant etiam Imperatores cum consilio collocuti dicere, & magistratus de consilii sententia. Iudices dati etiam amicos in consilium advocabant. Cicero pro Quintio & lib. 4. in Verrem. Gellius lib. 14. cap. 2. Crimen institutum adversus Senatorem quinquenvirali iudicio finiebatur apud Præfectum urbi l. 13. Cod. Theod. de Accusatio. l. ult. eod. Cod. de Jurisdictio. Porro de sententia latrone Carolus Sigonius lib. 1. de Iudiciis, Philologus eruditus, quem adi. Brissonius lib. 5. de formulis. Vereor etiam ne plus scire videar quam sit satis. Et hoc agamus quod instituimus.

* *DIEMANCE* Dimane.] Des Font. chap. 27. Lo Dimane qui est appellez Dimane Brandonner. Cout. de la Perouse. Dimanche.

* *DIGNER.*] *Dignerium, Disnerium.* C'est un droit de repas ou de dîner. Chartul. de S. Germain des Prez. Patentes de Philippes Roy de France, an 1275. *Volamus quod dicti Religiosi nec ne & in perpetuum liberi sint & immunes à quodam disnerio seu prandio, in quo ipsi in domo sua villa de Mentedini proposito nostro de Castro forti annuatim tenentur.* (M. GALLAND.)

* *DIJAUX.*] Bearn. rubrica de Ferias, art. 3. C'est le Jeudy ; *Dies Jovis.*

* *DILIUS.*] Bearn. rubrica de Ferias, art. 3. C'est le Lundy ; *Dies Luna.*

DISMES, DISMERIE.] Berri, tit. 10. art. 16. 17. 18. 25. Sont dûes à l'Eglise, ou à autre Seigneur, & se prennent sur les fruits de l'année selon la Coutume du lieu, soit des bleds, de vins, de poix, fèves, chanvre, lin, lignure, ou de lavages & charnages que le Seigneur dismeur leve chacun an sur la laine & creu du brebial, ou d'autre bestail, dont est fait mention au Procès verbal de la Coutume de Berri, traitant du 25. art. du tit. 10. Par ainsi les dismes sont Ecclesiastiques, ou patrimoniales : Berri, tit. 10. art. 17. Aussi les decimes des meubles & des fruits ou du revenu, du temps de Charles Martel contre les Sarrazins, & depuis ont été levées pour les affaires de ce Royaume, ou pour le voyage d'outre-mer, comme du temps du Roy Philippes Auguste contre Saladin, qui avoit pris Hierusalem *qua de re Neubrigensis lib. 3. cap. 22. & du temps du Roy Philippes le Bel & du Roy Charles VI. Rex segetes vestras & vineas vestras a decimabit, inquit Samuel lib. 1. cap. 8. Moris fuit ut homines decimam fructuum regibus suis præstarent, ut est in libello de origine gentis Rom.*

Rom. Olim Sicilia, Sardiniaque dabat decumanum frumentum, quod ab aratoribus exigebatur sine pretio, & Mancipes qui questus sui causa decimas frumenti redimebant, δεκατηλόγοι, Decumani appellabantur. Asconius in Divinationem Ciceronis, & in 2. oratio. contra Verrem. Livius lib. 37. 42. Ex agro arvo decimam fructuum provincia persolvebant quonannis, ex agro pascuo quintam. Appianus lib. 1. de Decimis Levitarum loci occurrunt in libris sacris, ut collegi titulo 25. Legum Politicarum. De decima thuris quam Sacerdotes capiebant, Plinius lib. 12. cap. 14. Veteres etiam decima quaque Herculi offerebant in ara maxima sub Aventino: decimam Herculi vovebant. Macrobius lib. 3. cap. 12. ex Terentio Varrone. Tertul. in Apolog. item Apollini & Priapo. P. Faber V. C. lib. 2. Semestrium cap. 3. unde pars Herculeana apud Plautum in Truculentio, vel interprete Aurelio Victore dum agit de origine gentis Romane. Aussi le Pape par la permission du Roy Charles le Bel a levé les Décimes sur les Eglises de France pour faire la guerre à l'Empereur Louïs de Baviere: & de ce droit nos Rois usent pour subvenir à leurs affaires. Sed & Clotarius primus tertiam redditum Ecclesie partem sibi exhiberi jussit: sed ei intercessit Turonum Archiepiscopus ne pauperum bona eriperet. Par ainsi les Rois pour leurs urgentes affaires ont levé les decimes sur le Clergé avec concession de bulles. Clementina II. de decimis; Comme aussi les Papes, ur Bonifacius VIII. propter bellum Siculum. En France par la Pascaline de l'an 1516. les decimes sur le Clergé ont été faites annuelles & comme perpetuelles.

La disme selon les Canonistes est une partie de nos biens dûe à Dieu en reconnaissance de sa bonté pour nous; & destinée à la nourriture des personnes Ecclesiastiques, ou pour user des termes de Richard, la disme est une espece de cens que les hommes payent à Dieu en la personne de ses Ministres pour luy marquer qu'ils le reconnoissent le Maître souverain de la Terre.

C'est une question de sçavoir quand les dismes ont commencé d'être dûes dans la nouvelle Loy. Fra-Paolo dans son traité des Benefices a été d'avis que l'origine en vient de France, & qu'il est évident par toutes les Histories, qu'avant le huitième & le neuvième siecle on n'en avoit point payé en Orient & en Afrique.

Mais cet Auteur est tombé à cet égard dans l'erreur; & il est très-certain que les dismes ont été payées dans les premiers siècles de l'Eglise. *Vid. Thomassinum de beneficiis, part. 3. cap. 3. 4. 5. & 8. Beveregium lib. 2. Cod. Can. vindicat. cap. 5. num. 7. not. ad Constitut. Apost. lib. 5. cap. 35. Fellum ad Cyprian. Epistol. 1. p. 176. edit. an. 1700. Constitutum general. Clotar. Regis cap. 11. & Continuum Mariscor. an. 585. c. 5. &c.*

Quare proveniunt decimas dñi suis suis offerre solent. Hinc morem apud Græcos obtinisse testis est Xephophon qui refert lib. 5. de expedit Cyri; in vicinia sancti Diana sacri, columnam his verbis fuisse inscriptam ἱερὸς ὁ Χαρὶς Ἀρτίμιδος. Τὸν δὲ ἱερὸν καὶ κατὰ μὲν τὸν κατὰ τὴν ἱεράν ἵερον i. e. Fundus Diana:

sacer. Eum qui possidet, & fructus ex eo percipit, quot annis consecrato decuriam. Manubiarum decimas plerumque etiam reddebant. *Pausanias libro 5. clypeum Jovi dicatum sic inscriptum memorat.*

Δῶρε' ἀπ' Ἀργίων & Ἀθηναίων, & ἱαίων
τῶν δίκαιον ἰσχυρῶς τῷ πο. ἱερῷ.

Donum ab Argivis & Atheniensibus, qui iprædæ bello partæ Decimam, victoriz monumentum, dedicarunt Dio-

dorus Siculus *Bibliot. hist. 11.* Οἱ δὲ Ἕλληες τὰ λαφύρια δικάτην ἐπέμψαν, κατισκεύασαν χρυσῶν τρίποδα καὶ ἀέτηνα, οὓς Διὶ ἱερῶς i. e. Græci verò è spoliis decimam partem detrahentes, aureum tripodem confecerunt, eumque (Apollini) apud Delphos dedicarunt. *Festus lib. 4. de V. S.* Decima quæque veteres diis suis offerebant. *Vide Spenferum de legibus Hebreorum lib. 3. cap. 10. dissertat. 1. pag. 96. ed. ann. 1686. V. Decimes.*

DISMES INFEODES.] Que les personnes laïques peuvent tenir, & qui sont en patrimoine, & se peuvent aliener.

* [Les dismes infeodées sont proprement des dismes tenuës en fief, & patrimoniales.

Ces dismes ont plusieurs Origines.

La première est l'usurpation des laïques qui envahirent impunément les biens de l'Eglise sur le déclin de la seconde Race, & le commencement de la troisième *ORDERICUS VITALIS lib. 5. histor.* Avidi quippe possessores terrenorum caducis inhiant, de summis & terrenis parum cogitant. Adcoque quia plures vix aliquid pro spe superna nisi temporale commodum viderint, agere tentant, Decimas, quas Dominus ab Israëlitis per Moysen sibi ad usum sanctuarii, & levitarum, exegit nostrates laici retentant, vel ministris Ecclesie, nisi magna redimantur pretio, reddere affectant.

La seconde est la concession en fief que les Ecclesiastiques firent d'une partie de leurs dismes à des personnes puissantes, à la charge de leur conserver celle qui leur restoit en les deffendant contre leurs ennemis. *ARNOLDUS LUBECENSIS* scimus autem decimas & oblationes à Deo Sacerdotibus & Levitis primitus deputatas, sed cum tempore Christianitatis, ab adversariis infestarentur Ecclesie, eadem Decimas præpotentes, & nobiles viri ab Ecclesiis in beneficio stabili acceperunt, ut ipsi defensores Ecclesiarum fierent, quæ per se obtinere non valerent. Voyez Fief Presbyteral.

La troisième est la mauvaise administration de plusieurs Ecclesiastiques qui dispoisoient des biens de leurs Eglises comme s'ils avoient été à eux. *FULBERTUS CARNOTENSIS* Epistola 34. pag. 43. 44. Unus est nomine Lysiardus, olim quidem Archidiaconus, qui cum esse deberet oculus Episcopi sui, dispensator pauperum, cathechisator insipientium, apostatavit ab omnibus his, & factus est Episcopo suo quasi clavus in oculo.

lum, prædo pauperibus, dux erroris insipientibus, qui superba & contumeliosa maledicta ni Episcopum suum jaculans serenitatem speculationis hujus turbat, Decimas, & oblationes altarium, stipem videlicet Pauperum, suo Episcopo inconsulto, seculari militia tradit.

Il se peut encore faire que les croisades aient donné lieu à l'alienation & l'inféodation des Decimes, ce que Hautferre prouve par ces mots suivans de l'Ordonnance de Philippe Auguste, rapportée sur le mot DECIMES, *qui alicujus terra magnam justitiam habet, ejus terra decimam habebit, &c.* mais cette Ordonnance qui fut abolie l'année suivante n'eût point d'effet. Voyez. DECIMES. Thomassinum de Beneficiis part. 3. lib. 1. cap. 10. & H. Et Alteserram de Ducibus & Comitibus : Coquille dans ses questions pag. 224. chap. 80. & dans son institution, page 55.]

DISMIER.] Auvergne, chap. 17. art. 18. La Marche, art. 96.

DISTROIT & TERRITOIRE.] Melun, art. 9. Bretagne, art. 218. Berri, tit. 1. art. 41. tit. 19. art. 10. & ainsi faut lire au procez verbal, & en l'Arrest de la Cour donné sur la Coutume de Berri, & non pas DESTROIT, *Cujus vocis alia est significatio. Illi penes quos non est notitia nominis, perperam pronuntiant, & indoctè scribunt. Districtus est Regio, Territorium, Comitatus, intra quem domino vel ejus magistratui est jus distringendi, judicandi & coercendi: Certi sunt etiam fines territorii.* C'est la Septaine, la Banlieüe, le Ban, le Finage, les Quintes. *Sic Districtum dixit auctor feudorum lib. 1. tit. 5. Territorium appellatur Districtus, quia intra eos fines sit jus distringenda Jurisdictionis. Quæ à Juliano dicitur juris districtio, & est propriè notio quæ jure magistratus competit.*

DISTROIT DE MOLIN.] Bretagne, art. 371. 374. 378. 607. C'est l'étenduë & Banlieüe.

DROIT DE DIXIÈME DENIER.] Qui appartient au Roy sur les mines, minieres, métaux, & autres substances terrestres qui se tirent par les terres du Royaume : pour lequel droit y a Edit & Declaration du Roy Charles IX. de l'an 1563. & 1567. Ce que le Conseil Privé, tenu à saint Germain en Laye au mois de Novembre 1583. a estimé devoir être restraint aux métaux d'or & d'argent. *Lapidæ decimam debent l. 3. cod. de metallariis. l. 10. l. 11. cod. Th. de metallis. De jure Metallorum locus est apud Suetonium in Tiberio cap. 49. de Canone Metallico in tit. 7. lib. 11. Cod. de Justiniani. & tit. 19. lib. 10. Cod. Theodosiani. Occurrit etiam nunc Plinii locus ex lib. 3. cap. 20. Italiam Metallorum omnium fertilitate nullis terris cedere, sed interdictum id vetere Consulto patrum, Italia parci jubentium. Quod & repetit lib. 33. cap. 4. in quo libro & sequenti agit de metallorum natura. Aussi l'Admiral prend le Dixième des naufrages & biens vacans de mer, des biens gagez en mer sur ennemis, ou escumeurs : le dixième de toutes les*

prises & conquêtes faites par guerre sur la mer & és grèves contre les ennemis du Roy. En Espagne le subside des Alcanates est le dixième qui se leve sur toutes sortes de marchandises & de denrées, & du revenu qui se vend.

* *DOIL.*] Bordeaux, art. 115. *dolium*. C'est un Tonneau.

DOMAGES ET INTERESTS.] *Damna, dispendia, detrimenta, viatica, que plerumque improbat litigator infert adversario, præsumptus & expensas litis: vel venditor emptori, locator conductori.*

DOMAINE.] Orleans, chap. 1. art. 84. 97.

Signifie le fief dominant: le fief lieu & manoir auquel est dû la foy & hommage par le vassal: le lieu dont dépendent les fiefs & vassaux; & en la Coutume de Touraine, art. 103. 105. 114. 164. 188. 208. Signifie généralement la propriété de quelque chose. Ut

*ilgò existimatur proprietatem nihil aliud esse quàm dominium. Dominium est genus; possessio, usufructus, proprietas species, ut peritissimus Cujacius docet in Notatis lib. 3. cap. 9. Sed refragantur Grammatici, qui non ab Aristarcho ipso artis Magistro informati, sed à misero Dydiro potius, qui docuit que erant dediscenda magis, ait Seneca. Et parlent article 114. le droit de disme, les rentes infeodées & autres droits incorporels, ne sont pas reputez pour domaine, ains les manoirs & terres. Le domaine du Prince appellatur *Demanium in Constitutione Regni Siciliae. Res nempe dominica, res privata Principis: Alia res fiscalis: quippe alia est ratio Cesaris, alia fisci. l. 6. de jure fisci, & distinguimus propriè fiscalia à patrimonialibus. Res fiscales propriè non sunt Principis. l. 1. dig. Ne quid in loco publico.* Nos financiers & praticiens sont bien empêchez pour faire entendre s'il y a difference entre le domaine de la Couronne & le domaine du Roy: Les uns distinguent le fond d'avec le revenu; les autres les terres nouvellement acquises ou avenues au Roy de l'ancien domaine: *Ita ut ex privata Principis substantia sint qua successione ad eum pervenerunt aliunde quàm ex diademate Francico, quæve fiscales non erant. Rei autem dominica administrande Severus primùm constituit procuratorem rerum privatarum, diversum à procuratore fisci.* Comme aussi le patrimoine du Seigneur feudal ou Justicier, de l'Eglise, ou Evêque, s'appelle *Dominicum*.*

Le domaine de France est uni & incorporé à la Couronne, & est inalienable, qu'aucuns ont dit être le dot que la republique apporte au Roy à son avènement en mariage politique: *de casus alienationis prohibitionem nulla fuit lex specialis, sed hæc fuit generalis omnium regnerum cum ipsis regnis nata: hoc fuit quasi jus gentium: ut de lege regia fuit Augusta scriptum est, cum ipso Imperio natam esse. Solent autem reges in sua coronatione jurare jura regni sui & honorum coronæ illibata servare: ut de rege Hungaria dicitur in cap. 33. de jurejurando.*

Il ne faut que lire les titres des anciennes fondations faites par nos Rois & par les autres Princes Chrétiens, pour être convaincu, que le domaine de la Couronne de France & des autres Couronnes n'est point inalienable par le droit des gens, ainsi que le prétend Ragueau. L'Auteur de *Fleta*, liv. 3. chap. 6. §. 3. écrit qu'en l'année 4. du Regne d'Edouard Roy d'Angleterre; c'est-à-dire vers la fin de l'année 1275. ou en l'année 1276. tous les Rois Chrétiens convinrent dans une Assemblée solennelle tenue à Montpellier, que le domaine de leur couronne seroit inalienable & que les choses qui en auroient été aliénées, y seroient réunies. *Res quidem Coronæ sunt antiqua maneria, Regis Homagia, libertates, & hujusmodi, cum alienantur, tenentur Rex ea revocare, secundum provisionem Omnium Regum Christianorum, apud Montem Pessollam, anno Regis Eduardi filii Regis H. quarto habitam &c.* Et quoique Selden dans le chap. 10. de sa dissertation sur *Fleta* n. 4. pag. 140. de la dernière édition, ait entrepris de refuser le passage qu'on vient de rapporter de cet Auteur, qui à la vérité a pu se tromper; Il y a néanmoins de l'apparence que vers ce temps-là les Princes Chrétiens convinrent qu'à l'avenir le domaine de leur Couronne seroit inalienable, & la preuve que cet ancien Auteur ne nous en a point tout à fait imposé, c'est que peu d'années après cette prétendue Assemblée tenue à Montpellier ou ailleurs, la plupart des Princes Chrétiens firent des Ordonnances dans leurs Etats, par lesquelles ils déclarèrent que ni eux, ni leurs successeurs ne pourroient plus aliéner le domaine de leur couronne & que ce qui auroit été aliéné y seroit réuni.

Par exemple Jacques Roy de Sicile, qui regnoit en 1285. fit l'Ordonnance suivante, que l'on transcrit icy tout au

long parce que ces loix sont rares.

Circa donationes diligentis consideratione pensantes, quam Regia dignitati expediat, ac sit fructuosum, & utile, absque fidelium nostrorum gravamine, curia nostra domania alienari aliquatenus non debere, provisionis presentis edictu mandamus, & tam nos, quam heredes, & successores nostros ab ipsorum demaniorum donatione volumus abstinere; nam quanto ipse demania servabantur, ipsorum concessione prohibita, tantum proveniens fisci nostri uberior fieri poterant, & per copiam, & ubertatem ipsorum, qualibet extorsione sopita status pacificus, & conservatio nostrorum fidelium restituebit.

Et pour ne point antiser cette conjecture par des preuves étrangères, Jean le Coq, dans sa question 348. écrit positivement que Philippe le Bel qui monta sur le Trône en 1285. fit une Ordonnance pour revoker le domaine de sa Couronne aliéné, ce qui étoit le déclaser à l'avenir inalienable. Philippe le Long en fit aussi une semblable, & Charles le Bel le troisième des Enfans de Philippe le Bel fit ensuite celle-cy que l'on rapporte icy toute entière, parce qu'il y est fait mention de celle de Philippe le Long.

Karolus Dei gratia Francie & Navarre Baillivus Rex Matisconensis, vel ejus locum tenenti, salutem. Recordationis inclite charissimus dominus, & Germanus noster Rex Philippus, cum matura deliberatione consilii, male alienata de domaniis dicti regni sui, sub donationis, permutationis, vel alterius tituli nomine ad hujusmodi domania reducenda decrevit. Et propterea edicti fecit generaliter, ut quicumque de domaniis ipsius quicumque tenerent, in eos, vel illos, a quibus causam haberent suos titulos exhiberent deputatis, in negotio alienationum hujusmodi, Parisiis in Camera computorum, cum intimatione, quod nisi in

disito termino exhiberent, quod ex tunc omnia, qua de predictis domaniis tenebant ad manum regiam ponerentur &c. Nos autem dicti domini vestigiis inherentes &c. Mandamus vobis, quatenus in nominatos in titulo, qui jam litteras suas exhibuerunt, qualiter cumque alienata fuerint, ad manum nostram ponatis, ac de alienatorum ipsorum nobilitate, conditione & Valore perquiratis: & factatis etiam ex parte nostra publice proclamari, quod omnes qui de domaniis ipsis quicquam tenent, qui nondum suas exhibuerunt litteras, infra Festum B. Remigii, Parisiis in Camera computorum deputatis predictis eas exhibeant, ut visis ipsis, fiat ulterius quod videbitur ex-

pedire &c. Datum Vicinis 5. Aprilis an. Dom. 1321. Voyez Chop. lib. 2. de dominio. & les autres qu'il cite n. 1. 2. & 3.

Après ces Ordonnances, nos Rois pour le bien de leur Etat voulurent bien, qu'il ne fût plus en leur pouvoir non-seulement d'aliéner, mais même d'engager les biens de la Couronne ce qui dura jusques à Charles VIII. lequel au rapport de Pasquier, introduisit le premier les engagements du domaine. Voyez Pasquier dans ses recherches lib. 6. chap. 28. p. 556. de l'édition de 1633. Vide Brompton p. 1046. n. 4. & l'Histoire de Charles VIII. aux preuves, page 353.

DOMAINE CONGEABLE.] Voyez cy-dessus la lettre C.

DOMAINE FORAIN.] Es Ordonnances. Domaine immuable ou fief.

DOMAINE MUABLE OU NON MUABLE.] Troyes, art. 186. 187. Signifie la propriété de quelque chose, de laquelle la valeur se peut augmenter ou diminuer, selon les baux à ferme qui s'en font par années. Les censives & rentes foncières sont de domaine immuable & fief.

Quand nos Coutumes traitent des domaines muables & non muables, c'est presque toujours par rapport aux assiettes des rentes.

On a remarqué ailleurs que les rentes étoient de trois sortes.

Quelquesfois l'assiette s'en faisoit en terres.

Quelquesfois elles devoient être assietées sur des héritages francs & libres d'où elles étoient appelées *rentes censuelles*.

Et quelquesfois elles étoient simplement assignées sur des héritages censuels ou féodaux & elles étoient appelées *rentes rendables* ou *rentes en deniers*. Voyez la Coutume d'Auvergne tit. d'Assiette de rente, art. 3. 4. & 71.

Quand l'assiette devoit être en terre, le débiteur de la rente devoit livrer à son créancier, des terres de proche en

proche jusqu'à la concurrence du principal. Par exemple, si le capital de la rente étoit de 30000. liv. le débiteur devoit livrer de proche en proche pour 30000. de terre, & comme cette assiette emportoit une espèce d'alienation des fonds ou des terres, les cas fortuits tomboient toujours sur le créancier. Voyez ce qu'on a remarqué sur ce sujet dans dissertation sur le Tènement pag. ...

Quand le débiteur de la rente s'étoit obligé d'en faire assiette sur des héritages francs libres & allodiaux, dès que l'assiette étoit faite il perdoit le domaine direct de son fonds, & n'en avoit plus que le domaine utile, & comme la rente étoit une marque de directe Seigneurie, elle étoit appelée *rente censuelle*, & cens vif.

Quand l'assiette de la rente devoit être simplement faite sur les héritages,

du débiteur, il étoit seulement tenu de convenir avec le créancier de certains fonds sur lesquels le créancier la devoit percevoir, & cet assignat n'emportoit point d'alienation; & comme par cette raison les cas fortuits tomboient sur le débiteur, afin que le créancier pût avec plus de certitude percevoir sa rente sur les biens qui luy étoient assignez, la coutume étoit quand on faisoit ces *assiettes*, de distinguer les *domaines immuables* de ceux qui étoient *muables*.

Quand on donnoit en assiette un domaine immuable, on le donnoit sur le pied du revenu, en sorte qu'une rente de dix livres étoit donnée sur le pied de dix livres par an.

Mais quand c'étoit un *domaine muable* on accumuloit ce que la chose avoit produit de revenu pendant neuf années; on repandoit ce revenu sur les neuf années & l'on en faisoit un revenu égal; on prenoit ensuite le revenu de trois de ces années que l'on joignoit, & l'on

en prenoit le tiers dont on faisoit l'année commune: de ce tiers qui faisoit l'année commune, on rabatoit un tiers pour l'intérêt de la directe, & des deux autres tiers restans, on rabatoit encore un quart pour les perils & fortunes qui tomboient sur le débiteur de la rente, qui demouroit toujours en ce cas propriétaire de son fond. Ce tiers & ce quart revenoit à la moitié de l'année commune, & le surplus qui étoit l'autre moitié, étoit donné en assiette, en sorte qu'il étoit presque impossible qu'un créancier ne perceût pas tous les ans commodément sa rente sur un tel domaine. Voyez la Coutume d'Auvergne au titre d'assiette de rente, art. 34. & joignez les art. de la Coutume du Bourbonnois au même titre. Il semble que ces sortes de actions ne soient que de curiosité, mais sans elles il est presque impossible de bien entendre la plupart de nos Coutumes.

* *DOMANGE'S.*] Bearn, tit. 3. art. 31. ce mot vient de *Domicellus*. Suivant la remarque de M. de Marca dans son histoire de Bearn, liv. 6. chap. 24. n. 10. pag. 547. dans l'ancien For, tous les Nobles étoient compris sous le terme de *Domangés*; Mais dans le nouveau For on entend par *Domangés*, des Nobles qui ont des maisons affranchies sans Jurisdiction. Voyez Marca Hispan. p. 282.

DROIT SEIGNEURIAL & DOMANIAL.] Paris, art. 51. 52. V. droits Seigneuriaux.

DROIT DOMANIER.] Nivernois, tit. 31. art. 15. Qui appartient au Seigneur justicier pour ses droits & domaines anciens & accoutumez: pour lesquels il peut faire proceder par execution sans autre commission par écrit.

EXPLOIT DOMANIER.] Berry, tit. 5. art. 25. duquel pout user le Seigneur féodal sur le fief à défaut de foy & homage par le vassal & de payer les droits & devoirs de rachat, & iceluy fief tenir en sa main & en faire les fruits siens. *Dominium cum feudi directum existimatur manere penes dominum.*

SEIGNEUR PROPRIETAIRE ET DOMANIER.] Tours, art. 23. & en la Coutumes de Maizieres en Touraine, de S. Cyran en Brenne, de Loudunois, chap. 1. art. 13. & 20. Qui est Seigneur

du fond, du domaine & herirage, ιδιοκτησιος, *proprietorum bonorum possessor*. Jure gentium dominia distincta sunt, agris termini positi, edificia collocata inquit Hermogenianus.

At propria telluris herum natura neque illum.

Nec me, nec quemquam statuit. Nos expellit ille:

Illum aut nequities, aut vafri inscitia juris:

Postremo expellet certa vivacior heres. Horat. lib. 2. Satyrar..

Natura enim privata nulla sunt, sed aut vetera occupatione, aut victoria, aut lego, pactione, conditione, sorte. Cic. Officio. 1. Lux doctrinarum altera, ut à Plinio appellatur lib. 17. cap. 5. qui & Homerum vocat fontem ingeniorum, eodem libro & capite: & primum doctrinarum antiquitatisque parentem. lib. 25. cap. 2. At etiam M. Ciceronem in toto terrarum orbe sibi monumentum fecisse lib. 31. cap. 2. Magnificum est illis laudari à laudata viro. Sætes. & ipsa Cicero veteres auctores cum honore nominare, soles Seneca, Gallius, & alii.

DOMENGES] Bearn. tit. 3. art. 3. 6. tit. 47. art. 9. Domeniadura, tit. 19. art. 10. tit. 44. art. 28.

Selon M. de Marca dans son histoire. Voyez Domanges cy-devant. re de Bearn, ce mot vient de Domicet-

* **DOMENJADURA**.] Bearn. rubrique des Captions, art. 10. C'est un Château ou Maison noble. La diction Domengers, dit M. de Marca, signifie non-seulement les nobles qui ont une maison affranchie sans aucune juridiction; mais elle est employée dans l'ancien For pour toutes sortes de nobles, puisque les domangers y sont formellement distingués en ceux qui ont sujets & juridiction, & ceux n'en n'ont pas. On voit au même sens dans les anciens titres Domicellos parmi lesquels sont denombrez les Maîtres des plus belles terres de Bearn, qui ont sujets & juridiction. D'où vient que dans le vieux & le nouveau For, la maison noble où les Seigneurs, soient Barons, Cavers, ou Domenger font leur demeure ou résidence, est nommé Domengadure, qui est proprement ce que les livres appellent Dominatura? M. de Marca dans son Histoire de Bearn, liv. 6. chap. 24. n. 10. pag. 547.

SEIGNEUR DOMINANT.] Tours, art. 134. 218. & ailleurs. Voyez la diction SEIGNEUR & FIEF DOMINANT.

Qui est Seigneur du fief dominant: *Vassallus senioreni suum dominum appellat, quasi directum feudi dominium maneat pene cum. In legibus nostratibus & in historia Caroli Cævi vassallorum ville differant à dominicatis, que in dominio Principis manserunt, nec date sunt in beneficium. Sic mansi indominicati, & census dominicus.*

* **DOMMAGES** & Interest.] Voyez Domages.

DON GRATUIT.] Qu'aucunes Provinces ont accordé au Roy, d'an en an, ou en certaines années, pour être exemptes des départemens des Elections, ou de l'établissement d'Officiers, & pour autres causes. Comme aussi le Clergé contribué par *Don charitatif*, pour subvenir aux grandes affaires : *sunt quasi ultro tributa*.

* **DON mutuel.]** Voyez ce qu'on a remarqué sur la Coutume de Paris, tit. 12. p. 316.

* **DON AT A I R E & heritier.]** Par l'article 31. de la Coutume de Paris on peut être entre-vifs donataire & heritier en ligne collatérale, mais non en ligne directe.

L'acte suivant de l'an 1297. qu'on a tiré d'un ancien manuscrit des ordonnances de la Ville, communiqué par M. D. M. peut servir à illustrer cet article & l'article 303. de la même Coutume.

Le cas est tel. Nicolas le Cofrier avoit un frere & une sœur ; c'est à sçavoir G. & P. ce frere, & cete sœur avoient enfans. Nicolas fit son testament, & laissa aux enfans de son frere, de ses biens ; puis ce testament fait. Nicolas vesquit 30. ans & plus. G. & P. moururent, Nicolas les survesqui, après ce Nicolas fut malade, & mourut sans rapeler le testament dessusdict ; les enfans dudit G. veulent avoir les choses que ledict Nicolas leur laissa en son testament si come il est dessusdict. Les enfans de P. les contredient, & veulent avoir & demander la moitié des léssez dudit Nicolas aux enfans dudit G. come ceulx qui sont en une mesme ligne, & un mesme degré, parens dudit Nicolas. Les enfans dudit P. dient que à tort demandent partie d'icez lés : car les lés si come il est dessusdict leur sont laissié dudit Nicolas leur oncle vivant ledict G. leur pere, & ainsin à eux appartient ledict lés de l'ordonnance dudit Nicolas. Les enfans de P. répondent ; car il li doivent avoir la moitié par deux raisons. La premier raison si est que testament ne prend fin devant (ains) après le decedz du testateur, ne legataire ne puet demander son laiz devant que le testateur soit mort, & come ledict Nicolas survesquit ledict G. si come il est dict dessus apert-il ; que les enfans dudit G. ne puent demander tous les biens dessusditz ; la seconde raison, si est que nul par la Coutume de Paris & de France, qui est toute generale, notoire, manifeste & approuvée de tous jours ne puet aucun de ses hoirs en un degré fere l'un meilleur de l'autre, ne doner plus à l'un que à l'autre soit par don, soit entre les vifs, soit par cause de mort. Et come les enfans dudit G. & les enfans de P. sont parens dudit mort en une ligne, & en un mesme degré, dient lesdits enfans de ladite P. que ledict lés est de nule valne, & que le mort ne le puent fere, & que les choses qui furent lessiées dudit Nicolas en son testament aux enfans G. doivent venir en partie, & estre divisées & parties également entre les enfans desditz

G. & P. par les raisons dessusditz. Or demande l'en qui emportera ces lîs, ou les enfans dudit G. ou les enfans de ladite P. Laquelle demande fera & demandé en la maniere dessusdite & vüe & oïe & entendue diligemment de Jehan Popin Prevost des Marchands, Adam Paon. Guill. Pizhoe, Thomas de saint Beneast & Estienne Barbettes Eschevins. Jehan Arrode, Jehan Point Lasné, Jehan qui biau marche & de plusieurs autres fût répondu par eulz, qui ladicte Coutume connoissans, en la presence de Thibaut de Senliz, & Gillebert Lenrouë, Clercs du Prevost de Paris, envoyez de par le Prevost de Paris au Prevost des Marchands & aux Eschevins à enquerre de ladite Coutume, & se cile est xela come il est dessusditt, ou non. Que ladicte Coutume est toute notoire à Paris & ailleurs, & communement en France gardée & approuvée, que nul par don faict entre les vifs ou par cause de mort, ne puet fere l'un de ses hoirs meilleurs de l'autre, & que par ladicte Coutume tous les biens dudit mort seront partis & divisez igaument entre les enfans dudit G. & les enfans de la dite P. non contrestant le testament dessusditt Ce dict & fet ou parloier des Bourgeois de Paris, l'an de grace mil deux cens quatre-vingt treize, le Lundy devant la Feste Nôtre-Dame d'Aoust.

* DONATION à cause de mort.] Paris, art. 277.

Voyez la note sur cet article, &c.

DONER & RETENIR NE VAUT.] Paris, art. 273. Berri, art. 7. art. 1. Dourdan, art. 93. Bar, art. 167. & selon les autres Coutumes qui ont reçu cette décision pour maxime *adversus l. 35. §. sin autem hoc. C. de Donationibus. Cujus meminit idem Justinianus in Novell. 162. Nam & ante illam Constitutionem ex donatione simplici, vera, mera, inter vivos, non nascebatur obligatio, nec est contractus nisi negotium aliquod in se habeat, lex aut aliqua donando dicta est: Qua de re ego plenius ad Biturigum consuetudinem.* * Voyez ce qu'on a remarqué sur l'article 273. de la Coutume de Paris.

* DONJON.] Bourbonnois, art. 286. C'est un petit Château, & proprement un petit Château bâti sur une colline ou un lieu élevé. *Eadmerus de sancti Arselmi similitudinibus cap. 76 fol. In villa Rey habet Castellum quoddam, supra Castellum autem unum Dongeonem, &c.*

* Abilhament de l'heyt & de DOTS.] Bearn rubrique de *sentencias*, art. 6. C'est-à-dire habillement ou ameublement de lîts & habits que l'on porte sur son corps ou sur son dos.

* DOSIL.] Labourt, art. 9. C'est le faucet que l'on met à un tonneau.

* DOSSAGE.] C'est une espee de tribut ou de redevance. Le

registre des fiefs du Comté de Chartres fol. 16. Les **Fœulpiers** doivent en l'an chacun 12. deniers, le jour de la saint Barthelemy. Item ils doivent chacun deux deniers de dossage le jour de saint André. Item les pelletiers de dossage chacun deux deniers le jour de la saint André, &c.

* **DOT.**] C'est une donation, que la femme fait à son mari pour soutenir les charges du mariage: est *donatio*, dit Hotman, *qua uxoris nomine in virum propter matrimonii onera confertur*. Et selon Guibert, dans son traité de *dotibus*. Est quod marito ad sustinenda onera matrimonii, à muliere, vel alio, pro ea, datur.

Ces deux définitions sont tres-bonnes pour les pays de droit écrit, mais dans les provinces de droit coutumier, la dot, tout au contraire, est, *id quod liber homo dat sponse sue, tempore desponsationis*. La dot dans nos Coutumes n'est autre chose que le *douaire*; car dans les pays de droit coutumier, la femme n'apporte point de dot à son mary, *tibi enim domum reverso & pulveri assuescenti multa dediscenda sunt, nam jure patrio nulla nobis dos, ut illo quidem jure constituta nulla dotis jura, nullus fundus dotalis, nulla Lex Julia, nulla usucapiendi inhabilitas &c.* Argendr. in Antiq. Britan. Conf. art. 419. gloss. r. n. 2. & si les maris dans les Pays coutumiers, jouissent des biens de leurs femmes, c'est à titre de *bail*, ou de garde. Le mary est *bail de sa femme*, dit l'Auteur du grand Coutumier & Loyfel, après luy, dans ses Institutes, liv. 1. tit. 4. regle 3. & de là vient que le relief dû par le mary à cause de l'heritage homagé appartenant à sa femme, est appelé relief de *bail* dans les Coutumes de Clermont, art. 87. 89. d'Amiens, art. 9. de Peronne, art. 124. de Ponthieu, art. 27. de Chauni, art. 78. de Boulenois, art. 48. & de Montreuil, art. 16. Voyez *Bail de mariage*, & *Douaire*.

* **DOT, & mariage divis.**] Duché de Bourgogne, article 72. Comte de Bourgogne, art. 48. 49. qui est donné, constitué, assigné par le pere ou mere. Voyez *Douaire divis*.

* **DOUAIRE Convenancé.**] Dans les Coutumes locales de la Ville & Banlieue d'Amiens, art. 4.

C'est un douaire dont les parties qui contractent mariage sont convenues entre elles. En la Ville & Banlieue d'Amiens il n'y a point de douaire, s'il n'est prefix ou *convenancé & reconnu pardevant les Majours, Prevost & Eschevins*; & s'il est reconnu, le douaire est heritage aux enfans, & ne se peut alienor à leur préjudice, pourvu toutefois que les heritages soient declarez & specifiez es lettres de la reconnaissance pour laquelle ne sont dûs aucuns droits Seigneuriaux, pourvu que les enfans ne soient heritiers de leur pere.

Ce sont les termes de l'article qui fut ainsi redigé en 1467. parce que

le Majeur & les Eschevins étoient alors Seigneurs directs de la plûpart des maisons & heritages situez en la Ville & Banlieüe d'Amiens.

A present presque tous ces domaines sont réunis au domaine du Roy; & ainsi la *reconnoissance des doüaires* ne se doit plus faire pardevant les Maires & Eschevins, mais pardevant le Bailly d'Amiens ou son Lieutenant, & la *convention des doüaires* doit être redigée au Greffe du Bailliage pour ce qui est tenu & mouvant du Roy, Seigneur en partie de la Ville, ou pardevant les autres Seigneurs, pour ce qui est de leur mouvance, ainsi qu'il a été jugé par deux Arrests citez par Dufresne sur l'article 4. page 363.

DOUAIRE COUTUMIER, PREFIX, CONSTATUE, ASSIGNE, CONVENTIONNEL, CONVENANCE.] Paris, art. 247. & suivans. Meaux, art. 6. 7. & suivans. Melun, art. 48. 234. & suivans. Sens, art. 161. & suivans. Estampes, art. 130. & suivans. Montfort, art. 137. & suivans. Mante, art. 134. & suivans. Senlis, art. 174. & suivans. Clermont, art. 157. & suivans. Vallois, art. 102. & suivans. Troyes, art. 86. Chaumont, art. 70. 71. Vistri, art. 86. & suivans. Anjou, art. 312. Grand Perche, art. 112. & suivans. Berri, tit. 8. art. 9. 11. 12. 14. 15. 16. Dourdan, art. 88. 89. 90. Cambrai, tit. 1. art. 45. & au tit. 4. Calais, art. 48. & suivans. Bar, art. 77. 89. 90. 91. 93. 112. 211. Hesdin titre des successions & doüaires. *Est dotatium legitimum, vel conventum.* Le doüaire qui est dû à la veuve par la coutume du Pays, ou qui a été expressement stipulé, presigé, conventionné, convenancé, convenu, divis ou divisé, accordé, ordonné par le contrat de mariage: Comme aussi aucunes Coutumes l'appellent., & est expressement expliqué par la Coutume de Reims, art. 243. En aucuns lieux le doüaire signifie le dot de la femme & ce qu'elle a apporté en mariage. S. Sever, tit. 11. tit. 12. art. 36. en la Coutume locale dudit lieu, tit. 3. art. 4. tit. 4. & tit. 5. * Voyez *Dot*, & ce qu'on a remarqué sur la Coutume de Paris, au tit. du *Doüaire*, & sur les mots; *Au coucher la femme gagne son doüaire.*

DOUAIRE COUTUMIER.] Montargis, chap. 14. art. 1. & 2. Orleans, art. 238. 239. 240. Tours, art. 187. 293. 316. 327. 332. Lodunois, chap. 15. art. 31. chap. 31. art. 5. & 6. Château neuf, art. 55. & suivans. Chartres, art. 52. & suivans. Dreux, art. 44. & suivans. Blois, art. 187. Dunois, art. 69. Sedan, art. 204. & suivans. Amiens, art. 109. Montreüil, art. 39. Peronne, art. 138. & suivans. Auxerre, art. 208. & suivans. Namur, art. 52.

DOUAIRE DIVIS OU DIVISÉ.] Duché de Bourgogne, art. 27. 40. 41. 51. Comté de Bourgogne, art. 39. Qui est prefix & accordé par le contrat de mariage.

Le douaire coutumier est un douaire *indivis*, & le prefix est au contraire un douaire *divis*; parce qu'il consiste en un

effet du tout séparé & divisé des autres biens du mary. Voyez Devise, Mariage divis &, partage *divisé*.

AU COUCHER DE LA FEMME GAGNE SON DOUAIRE.] Normandie, chap. 101. en laquelle Coutume, chap. 11. & 25. il est aussi traité du douaire qui est dû à la veuve. Femme gagne son DOUAIRE ayant mis le pied au lit après être épousée avec son Seigneur & mari: Bretagne, art. 450. Par autres Coutumes, comme de Bourbonnois, art. 249. la femme prend son douaire soit coutumier ou conventionnel, après le trépas du mary, & suffit que le mariage ait été fait par paroles de present, j'açoit qu'il n'aye pas été fait, consommé & accompli par copule charnelle, comme il peut avenir que l'époux décède le jour de la benediction & solemnisation du mariage, ou avant le lit nuptial, avant la couche: & au contraire, au mal coucher la femme perd son douaire, *si ob causam fornicationis damnata sit: quo casu etiam dotem c. 4. amittit. de donatio. inter virum. l. 8. §. virum. Cod. de Repudiis. l. ult. Cod. ad leg. Juliam de adult. & No. 32. Leonis. At ex lege Julia de adulteriis, dimidia tantum pars dotis, & tertia pars bonorum damnata mulieris publicabatur. Paulus lib. 2. Sent. tit. 27.*

On a déjà remarqué ailleurs, que les Theologiens & les Canonistes des derniers siècles ont fait distinction *inter matrimonium ratum*, & *matrimonium consummatum*. Ils ont appelé *matrimonium ratum*, celui qui a sa perfection par le seul consentement des deux parties; & *matrimonium consummatum*, celui qui est consommé *per copulam*. Vide *Franciscum Florent. tom. 2. p. 107. 108.*

Avant cette distinction, la femme gaignoit sa dot ou son douaire dès le moment qu'elle avoit reçu la benediction nuptiale, ou dès le moment que le mariage avoit été contracté. Mais depuis l'on a demandé si c'étoit assez que le mariage eut été contracté par le consentement seul des deux parties, ou qu'elles eussent seulement reçu la benediction nuptiale, afin que la femme gagnât son douaire; & quelques-uns ont été d'avis, que la femme ne devoit avoir son douaire qu'après la consommation du mariage; parce que le mariage n'est absolument parfait que par la consom-

mation. Ce qu'on peut prouver par le chap. 2. *Extr. de convers. conjugator.* & le chap. *Commissum 16. extr. de sponsalib.* qui permettent à l'un des mariez, avant la consommation du mariage, d'entrer en Religion sans le consentement de l'autre; & de là vient que par les Coutumes de Normandie, art. 367. de Chartres, art. 52. de Clermont, art. 258. & que selon Beaumanoir dans la Coutume de Beauvoisis, au chap. des Douaires, à la fin, *au coucher la femme gagne son douaire*. Vid. lig 53. § 3. L. 56. *in princip. v. nam & maritis, Cod. de Episc. & Cleric. Novell. 22. cap. 5. cum sequent. cap. & Chassan. in Consuet. Burg. rubr. 4. §. 6. circa princip.*

Parce que la femme dans ces Coutumes ne gagne son douaire qu'au coucher, nos Auteurs ont crû bonnement que le douaire est le prix de la virginité de celles qui se marient; mais il est évident que tous ces Auteurs se sont trompez.

Premierement parce que le douaire parmi nous est la véritable dot des femmes.

En second lieu , parce qu'anciennement en France , les maris après avoir assigné des dots ou des douaires à leurs femmes , leur faisoient le lendemain des nœces & après le coucher , un present particulier appelé *Morgangeba* , ou *matutinale donum* pour le prix de leur virginité ; ce qu'ils prirent peut-être des Romains , qui faisoient à peu près de semblables presens à leurs femmes , comme il paroît par les vers suivans de Juvenal , satyr. 6. n. 24.

Si tibi legitimis pactam junctamque tabellis

Non es amaturus , ducendi nulla videtur

Causa , nec est quare carnem &

DOUAIRE PREFIX, LIMITE , ACCORDE' OU CONVENTIONNEL.] Montargis , chap. 14. art. 1. & 2. Orleans , art. 238. 239. 240. Tours , art. 187. 293. 326. 332. 333. Lodunois , chap. 15. art. 31. ch. 31. art. 5. & 6. Grand Perche , art. 112. & suivans. Château-neuf , art. 55. & suivans. Chartres , art. 52. & suivans. Dreux , art. 43. & suivans. Blois , art. 187. & ailleurs. Dunois , art. 69. 70. Bourbonnois , art. 250. Sedan , art. 205. & suivans. Amiens , art. 109. Montreuil , art. 39. Peronne , art. 138. & suivans. Auxerre , art. 210. & suivans. Bretagne , art. 206. 241. 601. 604. & au tit. 20.

Appellatur dotalitium in cano. Si autem 36. quest. 2. & in cap. 15. de foro competenti. cap. 4. de Donationibus inter virum , in Decretal. dotarium , in constitution. Regum Sicilia l. 1. tit. 55. lib. 2. tit. 8. lib. 3. tit. 13. 15. 16. 17. in supplemento Chronicorum Sigeberti , & ab aliis auctoribus : Est ususfructus certa partis bonorum mariti , qui superstiti uxori conceditur , ideo à quibusdam appellatur Vitalitium. Voyez VIVÉLOTE. Non est hypotheca , aut theoratron , aut morgengabe non propriè à τριφύρου : Non Donatio propter nuptias à viro facta quam dos sequebatur , ut quidam existimant , quæque desit esse in usu. Caveat ab his juvenis , ne ex eorum scriptis colligat venena. Non est quod Additamentum Papinianus vocat in l. inter socerum. S. cum inter de pactis dotal. ut Corasius putat lib. 3. Miscell. cap. 1. ubi agitur de dote à patre filia data , quamque pater auxit. Passim occurrunt errores illius Jurisconsulti , qui tamen sæpe gloriatur de novis suis intellectibus , tanquam invenerit tibi ad fontem. Graves auctores etiam suos navos habent. Dotalitium recentioribus quidem , qui vocabulis abutantur , est quasi vice donationis propter nup-

mustacea perdas.

Labente officio crudis donanda , nec illud

Quod prima pro nocte datur cum lance beata ,

Dacicus , & scripto radiat Germanicus auro.

Vid. Harmonopol. lib. 4. tit. 14.

Et enfin parce que les veuves qui convolent en secondes nœces , ont des douaires , comme les Vierges qui se marient.

Si l'on excepte les Coutumes marquées cy-dessus , les femmes gagnent par tout leurs douaires du jour de la benediction nuptiale.

nias, quæ etiam dicitur donatio propter dotem, in l. ult. Cod. de donatio. ante nuptias. in cap. 1. de dote. collectione tertia Decretalium. Sic vox Dotare, intelligenda in Concilio Triburiensi cap. 39. & 41. Unde sumptum est cap. 1. de sponsalib. quod plenius extat in secunda collectione Decretalium & apud Burchardum lib. 9. c. 6. 7. Et in can. Quidam desponsavit. 27. quest. 2. qui etiam extat apud Burchardum lib. 17. cap. 49. J'en enseigneray en mon Commentaire sur la Coutume de Berri, l'origine du droit des dotières, comme aussi de la communauté des biens entre mari & femme, & d'autres droits qui ont lieu en France pour Coutume generale.

Dans le chap. 6. de la Coutume d'Angoumois, le dotière est appelé *dot*, & *dos*. dans toutes les anciennes formules, ainsi que dans les Auteurs du bas âge. *Dos*, dit Bracton lib. 2. cap. 39. est id quod liber homo dat sponse sue propter nuptias futuras, & onus matrimonii, & ad sustentationem uxoris, & educationem liberorum, cum fuerint procreati, si vir premoriatur. Regiam Majestatem lib. 2. cap. 16. n. 1. Dicitur dos vulgariter, id quod liber homo dat sponse sue tempore de sponsonis. Et ce n'est point sans raison que le dotière a été ainsi appelé, puisqu'en effet il est la véritable *dot* de celles que nous épousons; car en pays coutumier les maris ne reçoivent point de dot de leurs femmes, & s'ils ont la jouissance des biens qu'elles possèdent au jour du mariage, c'est seulement à titre de Bail, comme les peres & meres jouissent des biens de leurs enfans quand ils ont accepté la Garde-noble, ou Bourgeoise: de sorte que comme la dot que les Femmes Romaines apportent à leurs maris, étoit une espece de donation, le dotière ou la dot que les Maris apportent ou constituent à leurs femmes, est aussi parmi nous une espece de donation. Voyez Loysel dans ses Inst. Cout. liv. 1. tit. 4. regle 3. Loyseau du déguerpissement liv. 2. chap. 3. 4. Et Argentr. in Cons. Britan. art. 419. gloss. 1. n. 2. & le mot *Dot* cy-dessus.

Comme les maris ne dotoient point leurs femmes chez les Romains, il est évident que ce n'est point des Romains que nous avons pris l'usage des dotières, & l'on conviendra encore aisément que les anciens Gaulois ne nous ont point transmis cet usage, si l'on considère que long-temps avant que nos François s'établirent dans les Gaules, on n'y connoissoit point d'autres loix que les Romaines, ainsi que nous l'apprenons de ces paroles que Cesar fait dire à Critognat dans son livre 7. de Bello Gallico cap. 114. n. 211. *Nam quid huic simile bello fuit? depopulata Gallia magna illata calamitate Cimbri finibus nostris aliquando excefferunt, atque alias terras petierunt, jura, leges, agros, libertatem nobis reliquerunt. Romani vero, quid petunt aliud, aut quid volunt, nisi invidia adducti, quos fama nobiles, potentesque bello cognoverunt, horum in agris & civitatibus considerare, atque his aeternam injungere servitutem? neque enim alia conditione Bella gesserunt. Quod si ea quæ in longinquis nationibus ignoratis, respicite finitimam Galliam quæ in provinciam redacta, jure & legibus commutatis, securibus subiecta perpetua premitur servitute.* Ainsi il n'y a point ce semble lieu de douter que l'origine des Dotières ne doive être tirée des mœurs des Allemands, parce qu'au rapport de Corneille Tacite, dans son traité de morib. German. Les femmes en Allemagne étoient dotées

par leurs maris, *dotem non uxori marito, sed uxori maritus offert*; & d'ailleurs parce que suivant l'opinion commune, nos premiers François furent des Allemands qui se vinrent établir dans les Gaules. *Vid. Clæver. lib. 3. German. Ant.*

Par le droit du Digeste, & suivant les loix de plusieurs Empereurs, la dot, & les instrumens dotaux n'étoient point de l'essence du mariage *leg. 4. ff. de pignoris, leg. 31. in princip. ff. de donation. leg. si vicinis 9. leg. neque 13. leg. si donationes 22. Cod. de Nuptiis*. En l'année 458. selon *Contius*, ou en l'année 460. selon *Halvoander*, Majorien par la nouvelle de *Sanctimonialibus*, & *viduis*, déclara nuls les mariages, qui seroient contractez sans dot: *Et quia studiose tractatur à nobis utilitas filiorum, quos numerosius procreari pro Romani nominis optamus augmento, procreatis competentia commoda deperire non patimur, hoc necessario putavimus prævendum, ut marem & feminam jungendos copula nuptiali, par conditio utrumque constringat, id est ut numquam minorem, quam exigit futura uxor, sponsalitia largitate, dotis titulo se noverit collatam*. Scituris puellis ac parentibus puellarum, vel quibuscumque nuptiis ambos infamiae maculis inuendos qui fuerint sine dote conjuncti: ita ut nec matrimonium judicetur, nec legitimi ex his procreentur. Et enfin l'Empereur Justinien ordonna que cette loy n'auroit lieu qu'à l'égard de certaines personnes marquées dans la Nouvelle 74. cap. 4. dans la Nouvelle 11. cap. 4. &c.

Quoique les Jurisconsultes & les Empereurs eussent décidé que la dot & les instrumens dotaux n'étoient point de l'essence des mariages, les Papes ordonnèrent néanmoins, que les épouses seroient dotées, (comme il paroît par l'épître suivante attribuée faussement au Pape *Evriste*,) parce que selon *Ulpien*,

dans la loy *cum Pater* *it. ff. de pactis dotalibus*, il étoit indigne qu'une femme. n'eût point de dot. *Aliter etenim legitimum, ut à patribus accepimus, & à sanctis Patribus Apostolis eorumque successoribus traditum invenimus, non fit conjugium nisi ab eis, qui super ipsam feminam dominationem habere videntur, & à quibus custoditur uxor petatur, & à parentibus propinquioribus sponsetur, & legibus dotetur, & sua tempore ut mos est, cum precibus, & orationibus à Sacerdote benedicta, & à paranympis, ut consuetudo docet, custodita, & sociata à proximis, tempore congruo petita legibus dotetur, & solemniter accipiatur*. *Vid. Can. consanguineorum 4. caus. 3. q. 4. §. 1.*

Et à l'égard de l'Eglise Gallicane, comme elle se regloit par le Code Theodosien, & les Nouvelles, qui sont imprimées avec ce Code, elle suivit la loy de Majorien dont l'autorité vient d'être rapportée & elle ordonna comme les Papes l'avoient ordonné auparavant, que les femmes seroient dotées. *Nullum sine dote fiat conjugium*; ce sont les termes du Concile d'Ailes de l'an 524. *juxta possibilitatem fiat dos, nec sine publicis nuptiis, quisquam nubere, vel uxorem ducere presumat*. *Gratian. 30. q. 5. Can. nullum. Lex Visigoth. lib. 3. cap. 9. Vid. Pith. ad Conf. Trecent. art. 86. p. 238. lig. 20. & Labbeum in miscellan. page 613.*

La dot ayant été ainsi requise en France dans les mariages, les Prêtres ne voulurent point donner la bénédiction nuptiale à ceux qui devoient être mariez, sans être auparavant certains, que les épouses fussent dotées; & comme en France c'étoient les maris qui dotoient leurs femmes, ainsi qu'on l'a observé cy-dessus, on obligea les maris de les doter de l'avis des amis communs, & du Prêtre, qui devoit donner la bénédiction nuptiale, capitul. 179. lib.

lib. 7. *Sancitum est ut publica nuptia ab his qui nubere cupiunt, fiant, quia sane in nuptiis clam factis gravia peccata, tam in sponsis aliorum, quam & in propinquis sive adulterinis conjugis, & quod pejus est dicere consanguineis adcrefcunt, vel adcumulantur, ex his autem procreari solent caci, claudi, gibbi, & lippi, sive alii turpibus maculis aspersi; & hoc ne deinceps fiat omnibus cavendum est, sed prius conveniendus est Sacerdos in cujus Parochia nuptia fieri debent in Ecclesia coram populo, & ibi inquirere unà cum populo ipse Sacerdos debet, si ejus propinqua sit an non, aut alterius uxor, vel sponsa vel adultera, & si licita & honesta omnia pariter invenerit, tunc per consilium, & benedictionem Sacerdotis, & consilio aliorum bonorum hominum, eam sponsare, & legitime dotare debet. Vid. Consil. Trossican. an. 909. cap. 8. & Beaumanoir, chap. 13. pag. 76. lig. 27. 28.*

Il n'est rien dit dans ce capitulaire du lieu où la dot devoit être constituée, mais dans la suite on ordonna qu'elle seroit constituée en face d'Eglise, ce qui fut introduit afin que la dot fût publique comme le mariage même, & qu'à l'avenir on ne pût point la contester à la femme; & cette formalité fut jugée si essentielle que quand la dot n'avoit pas été constituée & en face d'Eglise, la femme n'avoit point d'action pour la demander, comme nous l'apprenons de Bracton lib. 2. cap. 30. fol. 92. & sciendum quod Dos debet constitui ante desponsationem in initio contractus, & sciendum quod in facie Ecclesie, & ad ostium Ecclesie, non enim valet constitutio in lecto mortali, in camera, vel alibi ubi clandestina fiunt conjugia, quia si non valeant clandestina conjugia heredibus, quo ad successionem, nunquam valebunt uxoris ad dotis exactionem. Oportet igitur, quod constitutio dotis sit facta publice & cum solemnitate ad ostium Ec-

clesie. Et ubi nullum omnino matrimonio ibi nulla dos... Et quod mulier dotem petere non poterit, nisi dotata fuerit ad ostium Ecclesie, si hoc ei fuerit obiectum in impetratione dotis, probatur in itinere VV. de Raaleg in comitatu Buk, de Alicia qua fuit uxor Baldovin, quia si mulier in petitione dotis omiserit ista verba, & unde talis vir meus me dotavit ad ostium Ecclesie, amittet dotem sine aliqua recuperatione.

Sous la premiere Race de nos Rois & sous nos premiers Rois de la troisieme Race, tous les douaires étoient prefix, comme il paroît par les formules Angevines, celles de Marculfe, & celles qui ont été publiées par Lindenbrog & M. Bignon. En l'année 1214. Philippe Auguste ordonna que les femmes seroient douées de l'usufruit de la moitié des immeubles que leurs maris avoient au jour de leurs épousailles; mais soit que les douaires soient prefix ou coutumiers, les maris dotent, ou doivent encore leurs épouses en face d'Eglise: car la constitution du douaire fait toujours partie des solennitez du mariage, comme on peut voir dans les Rituels.

Saumaïse dans son traité de modo usurarum cap. 4. p. 149. a été d'avis que nous n'avons aujourd'hui l'usage des douaires, que parce que nous l'avons repris des Grecs, dans nos voyages d'Outremer, nec dubito, dit-il, quin Galli nostri ex Imperio Constantinopolitano, per expeditiones transmarinas Belli sacri, cum morem dotariorum ad sua revexerint. Mais le Capitulaire, qu'on vient de transcrire, & la formule du douaire que M. Bignon a rapportée dans ses notes sur le chap. 15. du 2. livre de Marculfe, qui est datée de l'an 1040. & qui est par conséquent de 30. années antérieure à la premiere Croisade publiée par Urbain II. au Concile de Clermont, sont des preuves évidentes que cet Auteur s'est trompé.

Ajoutez à cela que chez les Grecs du bas âge le mary ne pouvoit rien donner à sa femme en l'épousant, ainsi que l'a observé Balzamon dans ses notes sur Photius tit. 13. *Nemocan. cap. 4. pag. 1098. lig. 4.* au lieu que parmi nous, chez les Anglois, & les Écossais, qui ont suivi nos loix en cela, comme en beaucoup d'autres choses, le mary étoit

obligé de doter sa femme ou de luy assigner un doüaire, *tenetur autem unusquisque tam de jure Canonico, quam de jure seculari, sponsam suam dotare tempore desponsationis.* Regiam Majestatem lib. 2. cap. 16. n. 2.

Joignez ce qu'on a observé cy-dessus sur le mot Augment, & sur le mot Oucilage.

PLEIN DOUAIRE ET ENTIER.] Peronne, art. 150. à la différence du doüaire qui appartient à la veuve du fils pendant la vie de la doüairiere du pere. Par la Coutume de Lorraine, tit. 3. art. 12. en quelques lieux, le mary prend doüaire sur les biens de la femme.

DOUAIRIER.] Paris, art. 251.

DOUAIRIERE.] Paris, art. 40. Melun, art. 48. Tours, art. 132. 133. 134. 135. Lodunois, chap. 31. art. 3. & 7. Anjou, art. 117. 125. 126. 311. 316. 317. 319. & souvent en la Coutume du Maine. Grand Perche, art. 120. Château-neuf, art. 60. Dreux, art. 47. Blois, art. 191. Auvergne, chap. 25. art. 9. 10. S. Jean d'Angeli, art. 75. Bretagne, art. 69. 242. 457. & suivans, & en l'article 600. Sedan, art. 61. 206. & suivans. Montreuil, art. 41. 42. Beauquesne, art. 15. Peronne, art. 125. 149. Auxerre, art. 208. 215. Berri, tit. 8. art. 17. 18. Cambrai, tit. 4. Bar, art. 90. Lorraine, tit. 3. **FEMME ENDOÜAIREE,** Bretagne, art. 451. & suivans. **V. Doüaire.**

DOUANE.] *Duana, vel Doana; vel Dohanna, in Constitut. Sicilia lib. 1. tit. 36. 39. 41. Ubi etiam locus de quaternionibus Doana, & de Fendo quaternato: & in tit. 59. 60. ejusdem libri, & lib. 3. tit. 23. 25. Sunt etiam Curia quaterniones lib. 3. tit. 28. vel quaterna lib. 3. tit. 49 Doana salis, ferri, mercium, videtur appellari jus fundici in Constit. Sicilia lib. 1. tit. 85. 88. ubi etiam Magister fundicarius.* A Lion & en autres lieux & ports de mer de ce Royaume de France, nos Marchands sçaventassez quel est le droit de Doüane de dace. *Est vectigal, τὸ δημόσιον, publicum: Unde δημοσιῶνς: publicanus.*

* *Egouts de maisons de DOUBLIER.]* Tourainne, art. 212. C'est à dire sans gouttieres.

LE DOUBLAGE.] Anjou, art. 128. 129. 130. Le Maine, art. 138. 140. 141.

Durant que lors qu'il convient aider au Seigneur, les sujets doivent le double de leurs rentes & devoirs: Bretagne, art. 82. qui est quand le Seigneur feudal leve les tailles ou loyaux aydes sur les sujets es cas de sa Chevalerie, du mariage de sa fille aînée, emparagée noblement, ou pour luy ayder à payer sa rançon pour la délivrance de son corps, quand il auroit été pris à la guerre du Roy: & lors

est le fujet tenu de payer le double de ses devoirs qui sont au-dessous de vingt-cinq sols, ou pour iceux ladite somme de vingt-cinq sols s'ils l'excedent : & ne peut le Seigneur lever lesdites tailles que une fois en sa vie selon la Coutume d'Anjou & du Maine. Comme aussi en aucunes Baronies & Chastellenies du Pays du Maine, l'heritier par le decés de son Prédecesseur doit un doublage appelé Relief, qui est le double du cens ou rente dont l'heritage est chargé. Le Maine, art. 139. Il est aussi traité de ce droit en la Coutume de Bourbonnois, art. 345. 346.

DOUBLE D'Aoust.] La Marche, art. 92. 128. 129. 429. C'est la taille ordinaire qui est due au Seigneur au mois d'Aoust par ses hommes serfs, ou tenans heritages à condition de servitude.

DOUBLE CENS.] Berri, tit. 6. art. 1. & 4. Grand Perche, art. 82. 84. Quand le fujet censier pour sa nouvelle acquisition ou succession ne paye à son Seigneur que le double de ce qu'il paye chacun an de devoir censuel. Par l'ancienne Coutume de Mehun sur Eure, tit. 6. le cens doubloit au profit du Seigneur en l'année en laquelle le possesseur avoit défailli de le payer au lieu, jour & heure accoutumez. Le double du surcens en l'ancienne Coutume de Boulleinois, art. 92. qui est dû pour le relief au Seigneur feudal par le surcottier, ou surcensier. Et par la Coutume de Hesdin, art. 11. le double cens, rente, ou censive d'heritage cottier est dû au Seigneur par celui qui luy délaisse l'heritage, & en payant les arrerages : Plus au cas des articles 14. 15.

DOUBLE RELIEF.] Saint Paul sous Artois.

DOUBLER SES DEVOIRS SUR SES HOMMES.] Anjou, art. 128. Le Maine, art. 138. auquel il faut lire sans negation, LE SEIGNEUR NOBLE PEUT : *Supereft negatio in editione Lutetiana anni 1567. qua abest recte ab editione Lutetiana anni 1552.* Comme aussi en la Coutume d'Anjou, art. 461. il faut lire affirmativement. Il y a perte de droit. *Multis in locis summo Typographorum errore deest aut Supereft negativa particula, & erat à me diligenter annotatum in margine illius editionis 1567. ut posterior Jacobi Puteani editio emendaretur. Sed quas certo judicio Notas & emendationes adscripseram, non omnes placuerunt typographo vel ejus adjuva.*

QUI A DOUHE IL A FOSSE.] Tremblevy, art. 10. V. Douves.

* DOUTER, CRAINDRE.] Beaum. c. 1. Doit le juge en toutes choses avoir Dieu devant ses yeux & en memoire, car cestui n'est pas digne de tenir jugement qui doute plus homme que Dieu. Grand Coutum. liv. 4. ch. des peines. Chacun doit plus aimer & douter Dieu, & s'arme en son honneur, que bongré ne maugré d'homme, ne de fem-

me, ne perte, ne gaaing d'avoir. Aff. ch. 7. M. de la Thaumassiere dans son Glossaire sur Beaumanoir.

* *DOUVES & fosséz.*] Dans l'article 137. de la Coutume du Perche; ou *dohe* dans l'article 10. de la Coutume de Tremblay locale de Berry, article 10.

C'est le côté d'un fossé où sont les terres jectices, & parce qu'on ne peut faire des fosséz pour clorre son heritage, sans jeter les terres sur son propre fond; de là vient la regle *qui a Dohe si a fossé* C'est à dire que le fossé est à celui, du côté duquel est la douve, ou du côté duquel sont les terres jectices. Voyez la Coutume d'Auvergne, chap. 12. art. 51.

ESTRE DES DRAPS DU CHAPITRE DE REIMS.] En l'Arrest des 8. & 11. jours de Mars 1401. ou du Chapitre de S. Martin de Tours, en l'Arrest du 7. Septembre 1474.

Sont Chapelains habitez & desserviteurs de l'Eglise ou Chapitre. *Servientes Monasterii, Gregor. Turonicus lib. 10. cap. 16. quasi pertinentes & œconomus vel homines, ut appellansur à Cassiodoro lib. 2. Variar. Epist. 29.*

Estre des Draps du Roy, Froissart, livre 2. chapitre 77.

* *DROIT de Banage ou Barage.*] Accordé par lettres-Parentes du Roy aux habitans de Nonay, de Belchatel, de Poncy, de S. Spic, &c. dans la Seneschauflée de Beaucaire, pour les cloaisons de leurs Villes; il paroît par le Registre cotté n. 19. armoire A. de la Seneschauflée de Beaucaire, fol. 6. verso, que ce droit se levoit sur les gens & bêtes passans chargez ou deschargez, par lesdites Villes, ou dans le territoire.

* *DROIT de Carnalage.*] Qui se leve en chair; tel est le droit confirmé par Arrest du Parlement de Tolose du 19. Juin 1675. au Seigneur de Blaufac, d'avoir toutes les langues des bœufs que l'on tuë dans la boucherie de sa terre. V. M. Gerault, dans son traité des droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 7. pag. 261. 262.

* *DROIT de chevrotage.*] Que les Seigneurs levent sur ceux de leurs habitans qui ont des chevres. V. M. Gerault dans son traité des droits Seigneuriaux, livre 2. chap. 7. pag. 250.

* *DROIT de corées.*] Qui est dû par les Bouchers de Ville franche pour les pauvres, & qui consiste en tout le poulmon des moutons & des chevres, avec la troisième partie du foye, ou au cœur au lieu des deux tiers du foye, le tout tenant à la corniolle. Quant aux bœufs ce droit consiste au cœur avec le poulmon, ou à des intestins à l'équipollent du cœur & du poulmon. Et des porcs il est dû le poulmon avec une penne du foye. Charta an. 1337. (*Macellarii*) *in solidum sub suis*

juramentis & obligationibus dare, & reddere & solvere, pro quolibet defectu Simoni, vel ejus mandato, nomine pene 13. denarios cum obolo Viennensi, confessique fuerunt superius nominati Macellarii, quod in la cora mutonis debet esse totus pulmo mutonis, & tertia pars jecoris, seu feio, & debet se tenere à la corniola. De capra eodem modo. De porco penna jecoris, & debet se tenere le doux, seu fel cum toto pulmone, exceptis les alaypons de supra, & de aliis animalibus prout consuetum est ab antiquo, &c.

Les Recteurs des pauvres de l'Hôtel Dieu & Charité de Ville-franche prétendent aujourd'huy ce droit, dans lequel ils ont été maintenus par Sentence contradictoire du 30. Juin 1700. Voyez l'histoire de Ville-franche en Beaujolois, chap. 6. des Hôpitaux de l'édition de Ville-franche en 1672. fol. 56.

* *DROIT de marc d'argent.*] A une fois payer dû au Roy par les Notaires du pays de droit écrit, pour son joyeux avenement à la Couronne; ce droit est domanial, & les Notaires ayant anciennement fait difficulté de le payer, Charles VII. par ses Lettres du 25. Aoust 1452. ordonna qu'ils y seroient contraints. Ces Lettres sont au Registre cotté n. 52. armoire A de la Seneschaussée fol. 379.

* *DROIT de marcaige.*] dû au Roy sur les panniens de poisson de mer qui sont vendus à la Halle. Dans un recueil que M. Rousseau Auditeur des Comptes m'a prêté, j'ay trouvé l'extrait qui suit écrit de sa main.

De l'émolument des petits penniers du Poisson de mer des Halles de Paris. C'est à sçavoir de tous les penniers qui sont trouvez trop petits és mains des Vendeurs dudit Poisson de mer d'icelles Halles de Paris, par celuy qui se nomme Garde, & qui est commis par le Roy à mesurer tous les penniers du Poisson de mer qui est vendu ausdites Halles, lequel droit du Roy est tel, que quand un pennier est trouvé trop petit par ledit Garde il appartient au Roy les deux parts, & au Marchand le tiers seulement. Mais depuis certain temps ença, c'est à sçavoir en May 1460. fût appointé par les Gens & Officiers du Roy au Châtelet de Paris, que jusqu'à six ans, & par maniere de provision jusqu'à ce que autrement en fût ordonné, que tous les penniers des Poissons de mer qui seroient emmenez à Paris, seroient marquez, & en cas qu'ils soient trouvez trop petits, & qu'ils ne tiendront la mesure du Roy contenüe és Ordonnances Royaux, seront tenus de payer pour le *Droit de marcaige*, c'est à sçavoir de huit penniers se ils les emmencent quatre penniers, de sept, de six, & de cinq, & du quart autant, & de trois de deux & de un, aucune chose n'en seront tenus payer, non à un seul Marchand;

„mais quand plusieurs Marchands en emmeinent chacun un, deux ou
 „trois, on en prendra selon les Ordonnances comme dit est plus à
 „plain, au compte fini à la saint Jean Baptiste 1461. desquels émolumens
 „ledit Receveur fait ici recepte pour l'an de ce compte de 34. liv. 8.
 „sols, p. &c.

* *DROIT de Paix.*] Consistant en une emine d'avoine *pro pace* payable annuellement par chacun des Habitans chef de famille dans le Château de S. Gery à la Fête de saint Julien. V. M. Gerault, dans son traité des droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 7. page 255.

DROITS DE D'OUZIÈMES, SIXIÈMES, CENTIÈMES.] Hainaut, chap. 83. qui sont deûs au Comte de Hainaut chacun an par plusieurs manans du Pays, à sçavoir, par l'homme douze deniers, & par la femme six deniers, en signe de la servitude, de laquelle ils ont été affranchis, ayant été faits Bourgeois du Seigneur souverain. Aussi du temps du Roy Charles V. fut imposé l'aide de douze denier pour livre de toutes denrées vendues.

DROITS ROYAUX.] Voyez cy-devant CAS ROYAL : & cy-après SOUVERAINETE : desquels il est amplement traité au livre appelé le grand Coutumier, dont le Collecteur est inconnu, & qui vivoit du temps du Roy Charles VI. & fait mention de l'an 1382. livre 4. chap. 4.

VENIR OU ESTRE APPELLE' AUX DROITS DU ROY.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 53. 58. 68. & en l'histoire de Monstrelet, livre 1. chap. 103. C'est à dire en la Cour de Paris de France, pour avoir droit & Justice.

* *DROITS SEIGNEURIAUX.*] M. Salvaing dans son traité des droits Seigneuriaux, chap. 34. p. 142. remarque avec raison, qu'il n'y a point d'Elemens que les Seigneurs feudaux. qui étoient autrefois de petits Tirans, n'ayent tâché de s'approprier pour avoir occasion d'opprimer leurs pauvres Habitans, & de leur imposer un infinité de droits & de tributs.

L'origine de ces usurpations vient de ce qu'anciennement presque tous les Roturiers qui demeuroient à la Campagne étoient Serfs & en la puissance des Seigneurs, & de ce qu'entre les Seigneurs & leurs Vilains, il n'y avoit de Juge que Dieu seul, tant l'autorité Royale étoit alors usurpée. Pierre de Fontaines dans son Conseil, chap. 21. n. 8. *Bien t'ai dit en quele manière tu pues semondre ton vilain, & ton franc home, & saces bien que selonc Diex, tu n'a mie plenièr poosté seur ton vilain, dont se tu prens du sien, fors les droites amandes kil doit, tu les prens contre Dieu, & seur le perill de t'ame, & che que l'on dist ke toutes les coses que vilain a sont son Seigneur à garder, car*

elles étoient son Seigneur propres, il n'auroit nule difference, quant à ceu, entre serf & vilain. Mais par nôtre usage, n'a il entre toi & ton vilain, Juge fors Dieu, tant comme il est tes coukans, & tes levans, &c.

Beaumanoir chap. 45. des aveus pag. 258. *Plus courtoise est nôtre Coutume envers les serfs, que en mout d'autre, car en mout d'autre pys li Seigneur pueent penre de leurs serfs à le mort, & à le vie, toutes les fois, que il leur plaist, &c.*

Encore par nôtre Coutume puet li serf perdre & gaaignier par Marchandise, & si puet vivre de che que il a, largement à se volenté, que ses sire ne l'en puet ne ne doit contraindre, & tant pueent il bien avoir de Seignourie en leurs choses, que ils acquiert à grieve peine, & à grieve travail, & li Seigneurs meime ni font ce gaigner non, car ils en acquierent plus volentiers, par quoi les mortes mains, & les fors mariages sont plus grant, quant il eschient, & si dit-on un proverbe, que chil qui une fois escorche, ne deux, ne trois, ne tond, dont il pert espays où l'on prent chascun jour le leur, que il ne veuillent gaigner fors tant comme il convient à soutenance daus & de leur meisnie.

Quand les Seigneurs afranchirent leurs serfs, ils eurent soin de se reserver partie de ces sortes de droits, ainsi qu'il paroît par toutes les Chartes de Franchise; de sortes que la plupart de ces droits n'estant dans leur principe, que des pillages & des usurpations, ils sont presque tous défavorables. Voyez Peage & Hommes de corps.

* *DROITÈS avantures.*] Sont les biens échûs en ligne directe. Les établissemens de France, liv. I. chap. 21. *Toutes escheoites, qui aviennent entre freres si sont à l'ainé, puis la mort au pere, si ce n'est de leur mere, & d'aiol, & d'aiole, car l'en appelle celles escheoites droïtes avantures.*

DROITURE ET POSSESSION OU SAISINE.] Bretagne, art. 77. 455. 471. 705. & au liv. I. de l'Etablissement du Roy pour les plaids des Prevosts de Paris & d'Orleans. Droiture & Seignourie, Bretagne, art. 282.

DROITURER : RELEVER DROITURE.] Channi, art. 73. 78. 79. 91. 101. Auquel il faut lire Relevé : Artois, art. 20. 23. 30. 101. 102. Peronne, art. 24. en la Coutume locale de la Bassée sous Lille, & de Tournay au titre des fiefs, art. 14. 27.

Qui est quand le vassal relève son fief de son Seigneur & luy en paye les droits, que le Seigneur feudal en la Somme rurale s'appelle Seigneur droiturier, & la droiture signifie le droit qui appartient aux Seigneurs feudaux, ou censuels : & qui leur est deû par les nouveaux acquereurs après le decess ou adcess de l'heritage pour l'issuë & entrée. Les

DROITURES du fief qui sont deues aux seigneurs feudaux par leurs vasseaux. Normandie, chap. 28. 36. & ailleurs, sont les droits & devoirs feudaux. Et ainsi se peut entendre au chap. 33. 61. 76. de la vieille Chronique de Flandres, ou pour autres droits & devoirs, comme aussi au premier volume de Froissart, chap. 30. & 212.

* **DROUILLES.**] *Drulia* dans l'article 83. des Statuts de Bresse & de Bugey. Sont des étraînes ou des presens donnez aux Juges au delà du prix d'une vente, ce qui paroît par quelques Arrests qui les ont ajugez. Entre autres un du 15, Decembre 1628. contre le nommé Claude Perier, en confirmant une Sentence du Baillage de Belay. V. la Note du sieur Collet en cet endroit..

* **DRUDE.**] Tit. de Bearn. *Permis aux Capelans d'avoir des Concubines, & pour cette licence payoient certain droit au Seigneur* (M. GALLAND.)

* **DRÛRIE.**] *Drudaria* Traité entre le Comte & l'Evêque de Beziers de l'an 1194. rapporté es memoires de Languedoc, lib. 4. *Habent de consuetudine homines Biterris quod si Vice-comes justitiam habuerit pro quolibet delicto, de quolibet homine, vel femina ipsius villa uxor ipsius comitis nullam debet habere Drudariam de ipso homine, vel femina nisi tamen de illa pecunia quam Vice-comes jure habuerit.* (M. GALLAND.)

DUC, DUCHE.] *Ducatus est dignitatis Feudum, Duces sunt totius Regionis vel Provincie quasi præfecti, Principes, Strategæ: διοικηται in No. Justiniani 145. Qui & Abbates dicti sunt. Comites atque Abbates cum exercitu copioso metuntur: In prælio cecidit Hugo Abbas patruus Caroli, & Riboto Abbas, & Raban signifer: & rursus, Rex Hugoni Abbatias & comitatus in beneficium dedit, ut est in annalibus Francorum. Carolus ordinavit per totam Aquitaniam comites Abbatésque & vassos plurimos ex gente Francorum, ut est in vita Ludovici pii: Voyez le mot SEIGNEUR.*

Comites sunt orbis alicujus tantum, & sunt sub Duce. Olim duodecim Comites suberant Duci, ut Tillius, Pasquierius, Pithæus, Hotomanus observarunt ex Appendice Aimoini lib. 4. cap. 61. & aliis auctoribus. Hugo Magnus, & Hugo Capetus Magni filius à Rege Francie donati sunt Ducis nomine, & appellati Duces Francorum: Burcardus Episcopus in Germania Ducatum Francie nactus est. Olim autem in exercitu Duces erant ἡγεμόνες, στρατηγοί, & στρατηγатаί, ductores exercitus, sive summum in militia imperium obtinerent, sive partem imperii à superiore mandatam: Et ex indice dignitatum Imp. Romani constat Duces fuisse per Ægyptum, Mesopotamiam, Ponticam, Thracias, Illiricum, Moësiam, per Orientem, sed & per Occidentem in limitibus quibusdam, qui & comites limitum appellati sunt quibusdam in Provinciis, & erant sub dispositione magistri pedum

peditum praesentialis. Ducatus, Currio, lib. 10. Suetonio, Justino, Tertuliano, Cypriano, Apuleio, Firmico, Floro, Capitolino, Spartiano, Lampridio, Trebellio, Vopisco, & in Cod. Theodosiano: ὑπομονα. Ducatores in veteri Glossario, & Tertulliano adversus Judaeos, ὑπομονοι: Qui auctor etiam Ducationem dixit in libello de Corona militis, ut solet excogitare nova vocabula, Romanis inusitata, infecta: Apuleius etiam Afer suo labore & studio ait in prima apologia plerumque nomina percussa esse latinâ moneta. Ducator in l. 29. par. si navis. 2. Ad legem Aquil. Sic Florentia: aliis Ductor. Δουκται apud Theodorum ad Can. 35. Synodi 6. in Trullo. ὑπομονισται, Ducals in Edicto 4. Justiniani. Ducat numus aureus, quia jussu ducum qui singulis olim urbibus imperabant, cuderetur: Hieronymus Rubens lib. 4. histor. Ravenna. Sed non possum omnia carpenda, nec semper inculcanda sunt. Voyez la diction COMTE.

E

* **E**CHARGUET.] Coutume de la Ferté-Loupière, dans les Coutumes locales de Berri, p. 436. c'est celui qui fait le guer.

* **EDIFICES** abloquiez, & solinez.] Amiens, article 198.

Les édifices abloquiez, suivant la Note de du Molin sur cet article, sont, ce semble, des édifices donnez à cens; de sorte que, selon luy, abloquiez viendrait du mot latin *ablocare*.

Et les édifices solinez, selon ce même Auteur, sont ce semble, des édifices construits sur un *sol*, ou sur un fonds, donné à cens, à la charge d'y bâtir. De *solum*, on auroit fait *sol*, & de *sol*, solinez.

Mais des *Abloqs* sont des parpains ou murs de pierre, ou de brique élevez de deux pieds ou environ, sur lesquels on dresse des solives pour bâtir des maisons de bois. Les édifices qui sont ainsi construits sont appellez abloquiez, & du mot *solive*, ils sont appellez solivez, car c'est ainsi qu'il faut lire dans cet article, & non pas solinez.

Abluc vient de *bloc*. Skinner in Etymologic. *Block* à Belg, & Teut. *Block*, *Truncus*, *Stipes*, *Caudex*. *Blockhnys*, *propugnaculum*, *Blocketen*, *circumcludere circumvallare*. *Tenton*. *Bloch*. Fr. G. *Bloc*, *Truncus*; *Bloquer*, *corona cingere*, *circumfidere urbem fortem*, quia olim rudioribus saeculis castis, & aggestis arboribus, vel saltem machinis ligneis urbium obsidionem moliebantur. *Datur* & *Dan*. *Block*, *rignus*, to *Block*. Doct. Th. desbetit ab AS. *Bellucan*, *claudere*. Voyez Bretefche, M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Imbloecare*, & *Kylyanus* dans son Etymologique.

* **EFFOUEIL**] Anjou, art. 103. Il y a différence entre l'Effoneil, le revenu, & l'accroist du bestail.

L'*effoueil* est le part ou la portée du bestail ; ce mot vient peut-être du latin *effætus*. Le revenu est le profit provenant du bestail , comme le lait, la laine , &c. & l'accroist est l'augment du prix des chefs ou fouches des bêtes. Voyez du Pineau sur cet article.

* *EFFOUIL*.] Profit & croist du Bestail. Brodeau sur l'art. 48. n. 6. de la Coutume de Paris. Voyez *Effoueil*, *cy-dessus*.

ELECTION, *ELEUS*.] Ponthieu, art. 176. & es Ordonnances du Roy : Sont les Officiers Royaux qui départent sur le pais par Villes & Paroisses, les Tailles & Aydes, dont ils envoient commissions particulieres selon le mandement & pouvoir à eux baillé par Lettres Patentes du Roy, qu'il convient verifier en la Generalité, & qui font bail des subsides que le Roy leve sur son peuple, & qui jugent les differents qui en proviennent. * Voyez Coquille en ses Questions, chap. 5. p. 159. lig. 43.

Anciennement l'on appelloit *ELEUS* ceux qui avoient été choisis au pays pour la garde des deniers que l'on levoit sur le peuple pour la solde des gens de guerre, comme les Tailles & Aydes étoient destinées pour les frais de la guerre.

* *Homme & Femme mariez sont tenus pour EMANCIPEZ*.] Loudunois, chap. 35. d'Emancipation, art. 2. Touraine, art. 351. &c. Si nos anciens François n'ont point eu droit de vie & de mort sur leurs enfans ; il est toujours certain qu'ils ont eu le pouvoir de les vendre dans leurs necessitez, *cap. 4. lib. 6. Capitul. (Si quis vendiderit filiam suam in famulam, non egredietur sicut ancilla exire consueverunt. Si placuerit domino suo cui vendita est, dimittat eam liberam, & ad alium populum non licet ipsam vendere.) Vid. Edictum Pistense cap. 34 tit. Codicis, de patribus qui filios distraxerunt & formulam Andegavensem 48.*

Non seulement les peres parmi nous avoient ce pouvoir, mais aussi les meres, si nous en croyons l'Auteur de la vie de S. Junien, *Tom. 2. Biblioth. Mss. Labbei p. 573. Cúmque puer velociter iussa expleisset renuntiavit patri dicens, Mulier paupercula est, cui & panis defecit, nec unde emat habet. Quo audito iussit eum in conspectu suo adstare, hilari vultu, & paterno affectu interrogans, cur tanto ejulatu fletet, & clamoribus eum inquietaret. At illa respondit, Vere Dei famule & Sacerdos, scias me fame periclitari; panis deest, emptio nulla, famas quotidie invalescit, & ecce pragnans morior: quamobrem, tuam adipsi clementiam, ut si me de periculo famis eripueris, sum tibi perpetuo ancilla, & filius quem utero gesto servus sempiternus, quem cum enutrieris tuis manibus & jugiter servire instituiam. Tantum adjuva ne peream. V. la Cout. de Vitry, art. 100. 148.*

Mais la barbarie qui étoit anciennement en France s'étant abolie

peu à peu sous nos Rois de la troisième race, les enfans y furent traitez avec tant de douceur, qu'Accurse, qui vivoit vers l'an 1200. écrit que de son temps, ils étoient parmi nous comme affranchis de la puissance paternelle, par rapport aux enfans des Esclavons, qui étoient traitez en serfs par leurs peres. *Alia verò gentes quedam ut servos tenent filios, ut Sclavi, alia ut prorsus absolutos ut Francigena &c.* Accurs. ad tit. Institut. de patria potestate.

De cette autorité d'Accurse, quelques-uns ont inferé que de son temps la puissance paternelle n'avoit plus de lieu en France; mais leur conjecture se contredit clairement, tant par les dispositions des Coutumes de Vitry, art. 100. de Reims, art. 6. & 7. de Montargis, chap. 7. art. 2. de Bourbonnois, art. 168. de Poitou, art. 316. de Châlons, art. 7. de Sedan, art. 5. de Chartres, art. 103. de Chasteauneuf, art. 133. de Berry, tit. 1. art. 3. de Bretagne, art. 498. qui admettent encore cette puissance; que par l'autorité de nos vieux Praticiens.

L'Auteur du grand Coutumier de France qui vivoit vers l'an 1368. liv. 2. chap. 40. page 263. à la fin. *Par la Coutume notoire de la Prevôté & Vicomté de Paris, laez ou don qui n'est point causé, laissé ou donné à aucun enfant étant en la puissance du pere, est propre acquest aux pere & mere, en la garde de qui il est, voire encores s'il y a causé, & ladite causé cesse.* Joignez le même Auteur pag. 264. 265. & des Mares decis. 248.

Il n'y a rien qui prouve mieux encore cette puissance que les Lettres d'Emancipation qui se trouvent dans les Preuves de plusieurs Maisons illustres. Voyez l'Histoire de Chatillon page 180. aux Preuves, & M. Perard dans son Recueil de Pieces, pag. 521. à la fin.

L'émancipation se faisoit pour l'ordinaire en Jugement par les peres, pourvu neanmoins qu'elle eût été requise par l'enfant qui devoit être émancipé, & si l'enfant étoit mineur, le pere ne pouvoit point l'émanciper sans Lettres du Roy, suivant la Loy *Jubemus* 5. au Code de *emancipationibus*, lib. 8. tit. 49. Ainsi quand Charles de Valois voulut émanciper Louis son fils âgé de sept ans, il obtint les Lettres suivantes.

Carolus Dei gratia Franc. & Navar. Rex, universis presentes Litteras inspecturis: Notum facimus quod nos ad supplicationem carissimi, & fidelis patris nostri Caroli Comitis Valesie, & Andegavensis, eidem concedimus nostramque autoritatem super hoc prabimus & consensum, quod idem pater Ludovicum aetatis septem annorum, vel circa emancipare possit, & à potestatis paterne vinculis liberare, non obstante quod idem Ludovicus in aetate adeò tenera constitutus, hoc non possit petere, nec super hoc consentire; ad finem quod ex tunc dictus ejus filius Ludovicus

in quantum ad dictam attinet potestatem existat sicut paterfamilias, sui juris, bona quacumque ad eundem Ludovicum quovis titulo provenientia undecumque in solidum pleno jure soli sibi acquirat, absque hoc quod eidem patruo nostro in acquirendum per predictum ejus filium Ludovicum, nec quoad usum nec quoad jus aliud quodlibet aliquid acquiratur. Agat idem Ludovicus & contrahat, ceteraque faciat sicut paterfamilias sui juris existens, potestate paterna sibi ex tunc in antea non obstante. Defectum verò predictum, videlicet quod prefatus Ludovicus, quod emancipetur, non potest potere nec super hoc præbere consensum, & quemcumque alium siquis super præmissis existat, supplemus de nostra Regia plenitudine potestatis, eaque valere volumus & habere perpetui, & efficacis roboris firmitatem, per nostri interpositionem decreti, ea decernimus in perpetuum valitura, non obstantibus quibuscumque juribus, rationibus, usibus, privilegiis, & statutis in contrarium editis vel edendis, quos, quas & que quoad præmissa viribus, vacuamus cassamus & penitus adnullamus, & ut præmissa perpetuò stabilia sint & firma nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Actum apud Fontembliau an, Dom. M. ccc. v. mensè Maio. Joignez l'article 311. de la Coutume de Poitou, & l'article 526. de la Coutume de Bretagne,

L'émancipation se faisoit, en second lieu, par le mariage des enfans, & leur domicile séparé de celui des peres ; ce qui est encore ordonné par quelques Coutumes, comme celles de Poitou, art. 312. d'Angoumois, art. 120. de Bretagne, art. 527. de Xaintonge, art. 2. de la Rochelle, art. 24. En quelques Coutumes néanmoins il suffit que les enfans aient leur domicile séparé au veû & scû de leurs peres pour être émancipez. Voyez la Coutume de Chaalons, art. 7. & de Rheims, art. 7. En d'autres lieux il n'y a que les roturiers qui soient ainsi tacitement émancipez & non les nobles mâles : Poitou, art. 113. Car à l'égard des filles nobles ou roturieres, elles sortent toujours par le mariage, de la puissance des peres, pour passer en celle de leurs maris. Poitou, 314.

La troisième maniere d'émancipation étoit par l'âge de 20. ans; ce qui étoit en usage dans quelques Coutumes, comme à Rheims & à Chaalons. Voyez Rheims, art. 6. & 8. Chaalons, 7. & 8. Sedan, 5. & 7.

Et enfin, la quatrième maniere d'émancipation est celle qui avoit lieu de plein droit en quelques Provinces par le deceds des meres ; car dans ces Provinces les enfans y étoient comme solidairement en la puissance de leurs peres & meres conjointement ; telles sont encore les dispositions des Coutumes de Montargis, chap. 7. art. 3. de Vitry, art. 100. 143. de Châteauneuf, art. 134. de Chartres, art. 103. & de Dreux, art. 93.

Dans nos Coutumes où la puissance paternelle n'a point lieu , ce qu'on appelle émancipation n'est autre chose que l'affranchissement de la puissance des tuteurs , à l'effet d'avoir la jouissance & l'administration de ses biens , sans pouvoir néanmoins aliéner les immeubles , & dans ces Coutumes le mariage émancipe. Voyez la Coutume de Paris, art. 239.

Dans la Coutume de Ruë d'Indre locale de Blois, chap. 10. art. 31. la séparation par laquelle la femme sort de la puissance de son mary, est aussi appelée émancipation. Voyez les Notes sur les Institutes de Loyfel, liv. 1. tit. 1. art. 37.

EMBLER, EMBLE'E.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 200. 217. au Livre de l'établissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans, & en la Somme rurale, & au Stile de Liege, chap. 16. art. 5. C'est dérober, furt & larcin. Εμβάλλα, *Ingrebior, invado, irrumpo, impetum facio.*

Voyez la Coutume d'Anjou, art. 92. *bladare*, & M. Menage d'*Involare*. M. du Cange fait venir ces mots d'*Im-*

* E M E N D E EN MATIERE OU CAS D'APPEL.] Autrefois en France quand quelqu'un interjettoit appel d'une Sentence rendue en pais de *Droit Coutumier*, il devoit faire ajourner le Juge, & intimer, c'est à dire, dénoncer l'ajournement à la partie, qui avoit obtenu gain de cause, & qui étoit appelée par cette raison *intimée*. L'ancien Stile du Parlement, liv. 3. chap. 4. §. 1. *Ubi appellatur ab aliquo Judice terræ consuetudinariæ adjornatur Judex, qui tulit sententiam principaliter, & non pars, & fit intimatio illi, pro quo lata est sententia, ut ad dies ad quos citatus est Judex interfuit, si sua crediderit interessè.* Voyez l'Ordonnance de Philippe, rapportée sur le mot *Intimer*.

En Pais de Droit écrit le contraire avoit lieu, c'est à dire, que la coutume étoit d'y ajourner la partie qui avoit gagné son procez, & d'intimer ou de dénoncer l'ajournement au Juge; de sorte qu'en pais de Droit Ecrit, c'étoit le Juge même qui étoit *intimé*, au lieu qu'en pais Coutumier c'étoit la partie qui avoit obtenu gain de cause. L'ancien Stile du Parlement livre 1. chap. 4. §. 2. *Item e contra fit in patria qua regitur jure scripto, quia adjornatur principaliter ille pro quo fuit lata sententia, & fit intimatio Judici; si autem contrarium fieret, ut quia judex patria Juris scripti: principaliter adjornaretur, & fieret intimatio illi pro quo lata est sententia, adjornamentum non valeret; imò appellans caderet ab appellatione sua; ita vidi pronuntiari in Parlamento an. 1327.*

On en usoit aussi différemment touchant les amendes à l'égard des Juges & des parties du pais de Droit écrit, & à l'égard des Juges

& des parties du païs Coutumier ; car tous les Juges du païs de Droit écrit, soit Royaux ou subalternes , qui étoient *intimez* , ne payoient aucune amende , quand leurs Sentences étoient infirmées ; & lors qu'elles étoient confirmées , ceux qui en avoient interjetté appel , ne payoient point aussi d'amende ni au Roy , ni aux Juges. Au lieu qu'en païs de Coutumes, les Juges Royaux (*ajournez*) ne payoient à la vérité aucunes amendes , quand leurs Sentences étoient infirmées , & ne recevoient point aussi d'amende de ceux qui avoient interjetté appel de leurs Sentences , lors qu'elles étoient confirmées ; mais quand ces Sentences étoient confirmées , ceux qui en avoient appelé , payoient *soixante livres parisis* d'amende au Roy : & à l'égard des Juges subalternes qui étoient *ajournez* , si leurs Sentences étoient infirmées , ils devoient payer amende aux parties , qui avoient appelé ; & si les Sentences étoient confirmées , les parties qui en avoient interjetté appel devoient payer une amende de soixante livres , aux Seigneurs Justiciers , s'ils avoient eux-mêmes rendu les Sentences , & si elles avoient été rendues par leurs homes, on payoit à leurs homes une amende arbitraire.

L'ancien Stile du Parlement , part. 1. chap. 25. *Dum appellatur à Sententia lata in patria Juris scripti , & per Curiam pronuntiatur bene judicatum , & malè appellatum , appellans nullam debet emendam ; sed secus si sic pronuntiaretur in patria consuetudinaria , quia appellans compelleretur ad solvendum Regi 60. libras parisienses pro emenda. Item ubi pronuntiaretur bene appellatum & male judicatum , si Judices sint patriæ Juris scripti à quibus est appellatum nullam debet emendam , sive sint Judices Regii , sive alterius ; secus si sint patriæ consuetudinariæ , quia tunc Judices Regii , Baillivi vel Præpositi nullam debent emendam , & si pronuntiaretur contra , scilicet bene judicatum , ipsi appellantes si sint Baillivi alterius quam Regis , debent domino 60. libras , si sint homines judicantes , debetur eis emenda , juxta locorum consuetudinem unde appellatur : sed de stilo in hoc casu , vel alias per consuetudinem Regni Francia generalem non est certa determinatio emendæ. Item Judicibus Regiis nulla solvitur emenda , in casu prædicto , quia in casu converso nullam solverent emendam sed Regi solvitur emenda , &c. Voyez le chap. 25. & 26. des anciennes Coutumes de la Ville & Septenne de Bourges , p. 262.*

Aujourd'huy l'on n'*ajourne* , & l'on n'*intime* plus les Juges Royaux & subalternes , si ce n'est en certains cas spécifiés par les Ordonnances ; comme par exemple , lorsqu'ils abusent de leur autorité , & qu'ils refusent de rendre justice ; mais on *ajourne* seulement ceux qui ont obtenu gain de cause en première instance , & ceux qu'on *ajourne* ainsi ,

ont retenu le nom d'*Intimez* : c'est donc aujourd'hui aux seuls *Intimez* de soutenir le bien jugé des Sentences rendues à leur profit ; & si ces Sentences sont infirmées, le Receveur à qui les amendes ont été payées, est obligé de les restituer, suivant l'Edit du mois d'Août de l'année 1669. & au contraire si les Sentences sont confirmées, les appellans doivent payer six livres d'amende pour les appellations interjetées aux Présidiaux, & douze livres pour les appellations interjetées aux Parlemens.

EMENDE DE TOST ENTRE'E.] Reims, art. 150. qui est de six sols parisis, en laquelle échet le nouveau Seigneur d'aucun héritage de franc-Aleu ou roturier, s'il s'est mis & immiscé dans iceluy héritage, sans que premièrement il en soit véu ou ensaisiné par la Justice en laquelle est assis l'héritage. Voyez la diction *VEST.*

EMENDE DE GAGE.] En l'ancienne Coutume du Perche, ch. 16. art. 19. qui est de sept sols six deniers, que le vassal doit pour n'avoir fourni son aveu à son Seigneur féodal.

EMENDE SIMPLE.] Poitou, art. 25. 38. 76. & ailleurs. Angoumois, art. 14. S. Jean d'Angeli, art. 8. 10. 11. qui est de sept sols six deniers, à la différence de la grosse Emende, qui est de soixante sols ou d'autre plus grande somme. Voyez *GROS CENS.*

A TOUT MESFAIT N'ECHET QU'EMENDE AU SEIGNEUR.] *Nostri compensationem damni dixerunt Emendam : Pecuniariter multatur qui deliquit.*

**LA PLUS GRANDE EMENDE ATTIRE A SOY ET EM-
PORTE LA PETITE.**] Comme il est dit en l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 2. art. 22. 24. partant l'emende du ny atteint, comprend l'emende du clain ou clameur faite en Jugement. L'emende de l'indue opposition, ou appellation contient l'emende du ny atteint. L'emende du Siege Présidial qui est plus griève, excuse de l'emende du Baillage ou Sénéchaussée Royale dont étoit appel. L'emende de la Cour de Parlement comprend l'emende du Baillage ou du Présidial : tellement que le Fermier des emendes du Siege inférieur ne peut en ce cas d'appel prétendre l'emende. *Auxit Nero patrum honorem statuendo, ut qui à privatis iudicibus ad senatum provocassent, ejusdem pecunia periculum facerent, cujus ii qui Imperatorem appellavere, nam antea vacuum id, solutumque pœna fuerat. Tacitus 14. Annalium. Olim cavebat pœnam qui appellaverat, si appellationem deseruisset, vel si pronuntiatum esset eum non justè appellasse. Paulus lib. 5. sent. tit. 33. At arbitrio judicis multatur qui temerè appellavit, ex l. 6. Cod. de appellatio. vel specialiter multa præjudiciali, ut in casu l. 5. Cod. quorum appellationes, aut infamia notatur, ut in casu l. 19. Cod.*

de appellatio. *Adi Cujacium lib. 21. obser. cap. 22. & 33.* Par les Ordonnances & Coutumes de France l'emende du fol appel est taxée.

EMENDES COUTUMIERES.] S. Jeand'Angeli, art. 12. & au Procez verbal de la Coutume de Berri, sur le tit. 2. Ou Accoutumées. Berri, tit. 2. art. 14. & 21. tit. 10. art. 3. ou Statutaires au Styl de Liege, chap. 3. art. 7. Voyez le mot COUTUME.

Qui sont taxées par la Loy & Coutume du Pais, à la difference des emendes qui se taxent & arbitrent par le Juge, que l'on appelle Emendes arbitraires. *Multa est pecuniaria coërcitio, qua arbitrio judicis irrogatur, τὸ ἐπιτιμῶν, ἢ πρόστιμς : at pœna propriè est ἡ τιμωρία, χέλασις, παρὰτισις, ἰσθμεία, παράδειγμα.* Gellius lib. 6. c. 14. ex Gorgia Platonis, & aliis Philosophis: de Multa etiam idem Gellius, lib. 11. cap. 1. Plinius lib. 18. c. 3. & lib. 33. cap. 1. Multa, inquit, legum antiquarum pœora constat, etiam Roma: multatio non nisi ovium boumque impendio dicebatur. Postea aris gravis pœna dicta est cum libralis as appenderetur: idem Plinius eodem libro 33. cap. 3. Sed & his vocibus promiscuè utuntur auctores plerumque. Livius, lib. 10. 24. 33. dixit Multatitiam pecuniam, as Multatitium, lib. 27. & 30. Multatitium argentum: ibidem lib. 31. 33. 34. Plinius etiam eodem, cap. 1. Multatitiam pecuniam feneratoribus condemnatis.

EMPALER.] *σκολοπιζῶν*, palo infigere *σκόλοψις*, sudifixio, ὡς ὀπλῆσις ait Hesychius. Supplicii genus: Seneca epist. 14. ait, Adactum per medium hominem qui per os emergat stipitem: & in libello de Consolatione ad Martiam, per obfœna stipitem agere. Hoc supplicii genus Turcis peculiare est, adnotante Brodeao Miscellan. lib. 2. cap. 9. Quidam in Perside spinosa sude per alvum transmissa Martyrium consummavit, ut est in martyrologio: Rex Anarum Romildam mandavit inferi in pali acumine. Paulus Varnefridus, lib. 4. cap. 38. De quo genere mortis Procopius libro primo de bello Vandalico.

FILLE MARIEE ET EMPARAGE'E NOBLEMENT.] Anjou, art. 128. 241. Le Maine, art. 138. 258.

Qui est mariée à son pareil en noblesse & maison, & selon son état & qualité; ce que d'autres Coutumes ont dit APPARAGE'E. Sic est, *nec muto sententiam: Cum par pari nubit: Æquale conjugium semper laudatum est: impares nuptias omnis atas damnavit. Romanis civibus ingenuis connubium non erat cum servis, cum peregrinis, cum Latinis, nec Patribus cum plebe. Civis Romanus sine connubia sibi peregrinam in matrimonio habet, ait Papinianus apud Licinium Rufinum. Par pari jugator conjux, quicquid impar dissidet. Ausonius ex sententia Solonis. Par pari respondet. Latio habita est gentis, nationis, conditionis, sanguinis, ne fierent Enuptia, ut de Virginia & Hispala dixit Livius, lib. 10. cap. 23. & lib. 39.*

lib. 39. APPANAGER signifie autre chose. Voyez le mot *PARAGE*.

* *La Fille noble dotée & emparagée ou apparagée*, dont il est parlé dans la Coutume de Touraine, art. 284. d'Anjou 241. du Mans 28. du Loudunois, chap. 27. art. 26. du Poitou, art. 200. est, comme le remarque Ragueau, une fille dotée & mariée à une personne, qui luy est paire & noble comme elle. *Filia est paritate seu paragio dotata*, pour user des termes du Roy Philippe le Bel dans une Epître de l'an 1306. publiée par M. Bazuze, dans les preuves des Vies des Papes d'Avignon.

Les filles nobles ainsi dotées & apparagées, sont en quelques Coutumes exclues des successions directes, des père, mère, ayeul ou ayeule qui les ont dotées; & en d'autres Coutumes, elles sont non seulement exclues des successions directes, mais encore des collaterales.

L'exclusion des filles en faveur des mâles fut premierement introduite par le droit des Fiefs, comme il se voit par ces paroles de Gerardus Niger, *lib. 1. Fendur, tit. 8. §. 2. Filia vero non succedit in feudo, nisi investitura facta fuerit in patre, ut filii & filia succedant in feudum: tunc enim succedit filia, filiis non extantibus*. Ce que Grotius a tres-bien remarqué dans ses Notes sur le chap. 28. des Nombres v. 8. *Apud alias gentes plerisque*, dit-il, *filia cum filiis succedunt, apud Hebreos non admittuntur, nisi filiis deficientibus, ut in feudis quibusdam. Et revera terra Israelitica Deo fendi more devincta erat. Filius moriens jus futurum in suos filios, aut si filii non essent, in filias transmittabat*. V. Odofredum, Math. de Afflictis Rosensalium. *Scraderum de feudis &c.*

Ce droit des Fiefs fut ensuite étendu aux Aleux par convention, c'est-à-dire que ceux qui vouloient conserver leur nom & leur famille, stipuloient en

mariant leurs filles, qu'elles ne succéderaient point à leurs père & mère, &c. *tant qu'il y auroit hoir mâle ou hoir descendant d'hoir mâle*. Ces conventions furent approuvées par le chap. *Quamvis*, de *Pallit in 6.* & ensuite l'exclusion des filles par le mariage, a été établie par plusieurs Statuts & Coutumes, tant en France qu'en Italie & en Allemagne, &c.

Les anciens Docteurs en interprétant ces Statuts conviennent presque tous, que cette exclusion des filles dotées n'étoit pas perpétuelle, mais qu'elle étoit seulement suspensive; en sorte que les filles revenoient aux successions directes &c. quand leur frère par qui elles avoient été exclues étoit décédé sans enfans après la mort de son père. *Vide Bartholom ad Legem Si filios §. Quando in pendentia D. ad SC Tertullianum; Brunum Campegium & Kellembens de Statutis foeminas excludentibus*.

L'avis de ces Docteurs fut suivi en France, & la preuve invincible qu'il le fut, c'est que la question s'étant présentée en Provence en 1472. quand on y redigea les Statuts, elle fut proposée au Roy: le Roy la fit examiner, & enfin le Statut fut fait en faveur des filles exclues. Voici les deux articles qu'il est bon de rapporter.

REQUÊSTA.

Item, supplican à la dicha Majestat qui d'aissi en avant per conservation de las maisons, tant noblas que auerras, las filhas, ou filhas dals fils ja morts, que si trobaran esser dotadas per luy peyre & meyre on aois, & après la fin de tals peyre & meyre, siue aois morents sans testaments, étant fils ou filhs dals filhs voudran cumular leur dora, & venir à division & succession de la hereditat ambe lous autres heres masculés, que non sian tas filhas, ou filhas dals filhs ja morts, en à quo auídas, ny

admissas ; mes sian contentas soulamen de leur dota. Et si non si troubaue dantadas, que dejan esset dantadas à l'estima dels plus prochains parens & amis de las partidas juxta la faculte dels bens & qualitat de las dichas personas, non obstant una Ley pactum C. de collationibus, & toutautre droit fasent en contrari, sopra lou qu'al plassa à la dicha real Majestat dispenser benignement

REPONSE DU ROY.

Plaist au Roy, aux successions ab intestat, y ayant d'heritiers mâles descendants, sans toujours la legitime & supplément d'icelle. Oûtoyé l'an 1472. le 3. Aoust.

REQUESTA.

Item supplican à la dicha real Majestat lousdichs Seignours del Conseil del tres Estars, que aucun Capitoul antras fes consentit à la Requesta del Conseil del tres Etats, rediaremment tengu en Aix, à causa de la succession del fils exclusent las filhas dontadas, que plessa à la dicha real Majestat de clarificar & modifier londich Statut & Capitoul, so es que quant lous mascles venon à succession de leur parens ab intestato exclusent toutes femellas dontadas & dontadoyars vendrian à mourir & trepas daquest monde, sens heres ou enfans de son propri cors & legitime mariage, que la hereditat de tal frayre, & semblant filhas sian del premier ou autre mariage, la dicha hereditat deu venir & parvenir à tal sors & maire, si maire y a par égale portion.

REPONSE DU ROY.

Dautant que cet article peut recevoir diversité de droits, en égard à la diversité des faits, notamment le fils décedé tant pubere, auquel cas il peut tester, ou imubere, auquel cas il ne peut pas tester : à cet cause le Roy mande que cet article soit bien vû par les Gens de son Conseil, & qu'il y soit convenablement pourvû, & que de son autorité Royale,

soit là-dessus fait une Loy pour l'avenir, comme il semblera estre bon, juste & équitable, ayant préalablement en l'avis des Etats, & iceluy bien considéré.

Et depuis il a plu à sa Majesté d'ordonner, suivant la deliberation de son Conseil, que decedans les mâles, dont mention est faite dans la précédente Requête, en âge pupillaire, ou autrement ab intestat, quand que ce soit, sans enfans mâles procréés de legitime mariage, que les sœurs d'un tel fils qui avoient été exclues de la succession de leur pere, decedé ab intestat, en vertu du Statut concédé à la dernière assemblée des trois Etats tenus en la Ville d'Aix, ayent par préciput la cote & portion qui leur competoit de la succession de leurdit pere, de laquelle elles ont exclues sous prétexte dudict statut. Déclarons aussi que ledit cas avenant, sadite Majesté n'entend point d'exclure lesdites filles de la succession de leur frere : gardée toutefois la disposition de l'authentique, defuncto Cod. ad Terryllian. Concedé à Marseilles l'an 1473.

Par le premier de ces Statuts, les filles dotées étoient simplement exclues : & par le second qui a modifié le premier, le Roy ordonne qu'après le decez des freres heritiers de leurs peres & meres, les filles exclues reprendront dans les successions directes, dont elles auront été exclues par leurs freres, les parts qu'elles eussent dû avoir, si elles n'avoient point eu de freres. Or comme par nos Coutumes, les filles dotées ne sont pas purement & simplement exclues mais qu'elles le sont seulement tant qu'il y aura hoir mâle, ou hoir descendant d'hoir mâle ; il s'ensuit evidemment que cette exclusion doit cesser, dès le moment, qu'après le decez du pere, l'hoir mâle qui avoit exclu, decede sans hoir de son corps. C'est l'avis de Coquille dans son Commentaire sur la Coutume du Nivernois au tit. des droits appartenans à

gens mariez. art. 24. de du Pineau & le Fèvre sur la Coutume d'Anjou, art. 242. contre l'avis de du Moulin qu'ils n'ont pas crû soutenable, comme en effet il ne l'est pas, quoy qu'il ait prevalu dans quelques Coutumes, comme dans celle de Touraine & du Lodunois &c. La part & portion des filles exclues reste dans la masse des successions directes, dont elles sont privées, en sorte qu'elles n'y font plus part, & dans quelques Cout. comme en Anjou & au Maine &c. elles font part au profit de leur aîné, en faveur duquel elles ont été exclues. M. Bouguier dans son recueil d'Arrests lettre R. n. 2. agite la question de sçavoir, si dans le cas où la sœur excluse fait part au profit de

son frere en faveur, duquel elle a renoncé, le frere doit tenir compte de la somme que sa sœur a eu en mariage. Il dit qu'il a été jugé que le frere n'en tient pas compte: ce qui est indubitable dans les Coutumes d'exclusion, qui donnent tous les meubles à l'aîné; parce que dans ces Coutumes, c'est à son préjudice que sa sœur a été mariée; mais dans les coutumes où l'aîné n'a que sa part virile dans les meubles, il en seroit autrement, parce que la part de la fille qui a renoncé, ne doit pas être prise deux fois. Voyez l'art. 247. de la Coutume d'Anjou, & la Note de du Pineau.

EMPARLIERS, ou PARLIERS, ou AMPARLIERS.] És anciens écrits, pratiques & Styls de Cour, & és Chartes Françoises; *Sunt Advocati, causidici, causarum Patroni, qui causantur, & causam dicunt vel defendunt. Patronos litigatorum causidicos nominamus, quod cur quaque facta sunt, expediant. Apuleius prima apologia. Et advocatum dicimus male fecisse cum tacuerit, Donatus in Adelphos actu 3. Clamatores*, selon le latin de nos anciens, δικόλογοι, συνήγοροι, *togati*, lesquels aussi ont été appelez CONTEURS & PLAIDOURS: *Dicentarii, Rhetores, δικαστικοί glossis. Quod si causidicus in negotiis agendis sit acrior, & pugnaciter loquatur, Rabula appellatur, quasi rabiosus, vel à rava voce, Festus & Nonius, qui etiam Lingulacas interpretatur verbosos & locutiuleios à procacitate lingua. De linguacib. blateronibus, & importunis locutoribus, Gellius, lib. 1. c. 15. Adfint igitur Advocati iis quorum causam defendunt, ne supersint, ut Pretor quidam Romanus festiviter monuit: Idem Gellius ex Varrone eod. lib. 1. c. 22. Sint Advocati, non Rhetores, aut scholastici in foro, & veras lites agant: Sit eloquentia in foro, & apud subsellia, non loquacitas, non canina facundia: Ne sint molesta Causidicorum figura, ut à Suetonio appellantur in Vespasiano, cap. 13. ne impensius placeant clientibus & susceptis, Symmachus, lib. 5. Epist. 39. ne sint Moratores, vel litium concinnatores, δικόπαιποι, veteratores, aut litium redemptores: Quo nomine malè audiunt sapissimè: Ne dicantur Togati vulturii auctore Apuleio lib. 10. quanquam causarum Patronus ipse: Ne, post Columellam in prefatione, Urbes sine causidicis dicantur satis felices: Ne eis solumne sit argutiis & acumine malas in judiciis causas fulcire. Arnobius, lib. 5. Ne lites animasque litigantium inflamment aut odii studio aut lucri, ut solent Advocati malevoli aut*

avari. Gellius lib. 2. cap. 12. Ut solent buccones, circumforanei, babuiri. Ne impudentia sola caufidicos faciat. Ne sit Caufidicorum venale genus, ut Seneca dixit in ludo Claudii Caesaris. Porro de professione Oratorum Forensium & Caufidicina, Marcellinus lib. 30. Scis autem in illo Forensi pulvere quam rara cognitio sit facundi oris & boni pectoris; dum aut modestum ingenium verecundia contrahis, aut successu eloquens insolescit, Symmachus lib. 1. epist. 37.

* *EMUCHIEZ.*] Dans les Coutumes d'Artois de la seconde publication de l'année 1543. art. 22. C'est à dire évincez.

ENCHOIR] de son appel, de ses deffenses, de sa demande, de sa requeste.

ENCHEOIR EN L'EMENDE.] Hainaut, chap. 74.

ENCHERIR.] *Licitari in auctionibus, ὑπερμαρτίζω, πλεστηρίζω, multare, adjicere, pretium facere, liceri, pretium ponere, meliorem conditionem facere.* *ENCHERE, ὑπερμαρτία, διατήρησις, ὑπερμαρτιόμους, ἐπαύξενσις τιμῆματος, pretii auctio, licitatio. Dumnorige licente, contra liceri audebas nemo, Caesar lib. 1. de Bello Gall. Non licitatore venditor, nec qui contra asse liceatur apponet emptor. Cic. lib. 3. de Officiis. Sic legit Muretus lib. 14. Variarum cap. 3. Auctio dicitur venditio, quasi quod & ementem augeat & vendentem, Fulgentius libello de prisco sermone. Adjectionem autem sequitur additio, & ἀποσύνθεσις, qua vox etiam apud Theophilum significat adsignationem liberi. De illa adjectione est par. ult. l. 21. ad municipales, l. ult. de jure fisci. l. 4. Cod. de fide & jure haste, l. 1. Cod. de vendendis rebus civit. & de ea agitur in tit. Digestorum de in diem additione. Non περὶ ἐπιβολῆς, de qua in Novellis, & in tit. Cod. de omni agro deserto, ut malè Haloander scripsit in prefatione ad Novellas Justiniani. Bail à ferme fait à outrée, ou enchere publique, en la Coutume de Lorraine, tit. 12. art. 22. 23.*

ENCIS.] Qui est le meurtre de la femme enceinte, ou de son enfant au ventre. Anjou, art. 44. Le Maine, art. 51. & en la Somme rurale, au titre d'action criminelle. *Famina inciens que uterum gerit,*

RESSORTS & ENCLAVEMENTS.] Boullenois, art. 9. Monstrelet au 1. volume chap. 180.

ENCLAVES.] En l'inscription des dernieres Coutumes de Melun, d'Estampes, de Montfort, de Mante, de Chasteauneuf: & en l'art. 5. 79. 97. 115. de la même Coutume.

Sunt fines, limites, & territorium provinciarum: Prevôtéz & Châtellenies enclavées en autre Châtellenie: Senlis, art. 235. Sujets enclavez dans un fief: Le Maine, art. 9. Villages enclavez au païs d'Artois: Boullenois, art. 14. Enclaves de la Seigneurie: Peronne, art. 101. Les enclavemens & appartenances de la Duché de Bourgogne, Monstrelet, au premier volume chap. 137,

* *ENCOMBREMENT de voyes.*] Dans la tres-ancienne Coutume de Bretagne, chap. 191. encombrer les chemins c'est les gêter, les empêcher, & les rendre impraticables en les barrant avec des arbres. Ce mot vient de *Cumbri*, qui signifie des pieces de bois. *Vide Gangium in Glossario.*

ENCOMBRER LE MARIAGE DE SA FEMME.] Normandie, chap. 100. 101. Quand le mari du consentement de sa femme, ou sans iceluy, a aliéné son heritage, & l'en a désaisie. Bref de mariage *ENCOMBRE*, au Styl du pais de Normandie, traitant de conquest, & de cette action & clameur.

* *ENCOSTE.*] *Jugemens qui viennent par Encoste.* De Beaumanoir, chap. 67. c'est à dire *interlocutoires.*

* *ENCOUPER, rendre coupable.*] De Beaum. ch. 39.

ENCOUUREMENT.] Bourdelois, art. 82. C'est la peine que nous encourons par nôtre faute.

* *ENDEMENTIERES*] *Cependant.* De Beaumanoir, chap. 64. *Se il avient endementieres que chaux qui combattent s'entresemble.* Le Roman de la Rose.

Et prist Treves endementieres,

Entre dix jours & vingt entieres.

V. M. Menage *verbo.* Endementieres. Des Fontaines, chap. 17. & le P. Labbe dans son petit Dictionnaire.

* *ENDENTURE.*] Voyez *Charte-partie.*

ENDOSSER, ENDOSSEMENT.] Peronne, art. 260.

Quand le Seigneur ou les Officiers de Justice font mention au dos du contrat d'acquisition, du nantissement par eux accordé à l'acquéreur : comme aussi un creancier doit endosser & charger son obligation de ce qu'il a reçu de son debiteur en déduction pour acquit, *οπισθογράφει.*

* *ENFERMETE' de cors.*] Infirmité. De Beaum. ch. 3.

ENGAGER, ENGAGEMENT.] *Invadiare, Neunbrigenfi lib. 3. cap. 22. & aliis oppignerare.* Voyez le mot *GAGE.*

* *Beste ENHEUDE'E.*] Voyez *Bestes.*

* *Privilege d'ENNION.*] Dans l'art. 354. de l'ancienne Coutume d'Orleans. Voyez *Annon.*

* *ENNORTEMENT.*] De Beaumanoir, chap. 12. 30. *Exhortation.*

ENQUESTEUR.] Qui examine les témoins que l'on produit en un procez pour faire preuve des faits articulez en demande ou défenses. Toutefois aussi en quelques lieux l'on a baillé aux Enquêteurs le pouvoir d'interroger les parties litigantes, les confessions

d'inventaire, l'audition & examen des comptes de tutelle & autres administrations, de faire les informations, interrogatoires, recollement & confrontation de témoins : *quasi quasitor & ipeuritus, qui alius est tamen quàm palatii. aut exercitus quasitor.*

* *EN REGISTRA lo brebet.*] Bearn, rubr. *de Notaris.* art. 15. Par un usage singulier au Parlement de Pau, qui connoît en première instance de toutes sortes d'affaires, lors qu'elles y sont portées d'abord : Le demandeur ayant obtenu sur sa requête une Ordonnance qui porte, *dicat pars in judicio*, ou *viennent les parties*, doit faire enregistrer sa requête dans l'an ; & avant de faire aucune poursuite, on met sur un Registre que les Commis du Greffe ont exprés, *un tel demandeur contre un tel défendeur* ; on transcrit le sommaire des conclusions, & ce sommaire s'appelle *Brebet*. On enregistre aussi par extrait les autres procédures de l'instance qu'on appelle les actes du procez.

* *ENSERE.*] Empesché, en peine. *Ne que on ne soit onques trouvé enseré.* La Cour étoit enserée d'aucune chose. Affis. ch. 296. *Se une Cour demant conseil à autre des choses dont elle se tient enserée,* ch. 297. des Affis.

* *ENTERINEMENT.*] Entièrement. De Beaum. c. 6. *Enterine restitution.* ch. 68. Affis. 35. 206. 251. Voyez

* *ENTERINER.*] C'est confirmer, accomplir, & pour ainsi dire, rendre entier. Dans Bouteillier, liv. 1. tit. 92. pag. 517. la restitution *enterine*, c'est la restitution *en entier*.

Le Roman de la Rose.

*Car cil qui par regard plaisant
Ou par douce chere faisant
Ou par aucun beu ris serain
Donne son cuer tout ENTERIN.
Bien doit après si riche don
Donner pour avoir abandon.*

Un ancien Acte de legitimation de l'an 1464. rapporté par Chasse-neuse sur l'art. 5. du chap. 8. de la Cout. de Bourg. *Si donnons à mandement à nos amez & feaux les gens de nos Comptes à Dijon, que ils enregistrent cespresents ainsi qu'il est accoutumé, & icelles verifient, interinent & accomplissent de point en point selon leur forme & teneur.*

ENTIERCEMENT] Orleans, art 331. 379. 380. Dunois, art. 93. Chose mobilière *ENTIERCE*: Orleans, art. 379.

ENTIERCER les biens d'une maison] Orleans, art. 380.

Quand on sequestre & met en main tierce choses mobilières: *Vete-*

ribus intertiare, res intertata in Constitutionibus Caroli Magni & liberorum ejus, & in legibus Salicis & Ripuariis. Tertia persona in l. 7. §. cum de usufructu. Communi divid.

[ENTRAGE] Nivernois, tit. 22. art. 8. Bourbonnois, article 274. 442.

Qui est quand celuy auquel a été fait un bail à rente, cens ou autres charges, doit payer au bailleur quelques deniers d'entrée, *quasi pro ingressu & introitu*. Voyez DROIT D'ISSUE.

ENTRAVERTISSEMENT ou RAVESTISSEMENT DE SANG] En la Coutume de Cambray, de Bethune, d'Arras, de Bapaume: quiest entre conjoints par mariage, dont le survivant est fait Seigneur des biens du prédécédé, ou de partie d'iceux. Autre est l'Entravestissement par lettres: dont aussi est fait mention en la Coutume particuliere de Lalleuë sous Artois.

*ENTRECOURS.] Vitry, art. 78. 79. C'estoit une société contractée entre deux Seigneurs, au moyen de laquelle les sujets de l'un pouvoient librement, & sans danger de perdre leur franchise, s'aller domiciler dans la Seigneurie de l'autre Seigneur.

Anciennement dans les Pays de Servitudes personnelles, quand une personne de condition roturiere ou non noble venoit s'y établir, si elle y demouroit pendant un an & un jour, le Seigneur de la servitude en acqueroit la fief, & la personne roturiere perdoit sa franchise en devenant de la condition des autres serfs, avec qui elle avoit eu son domicile.

Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 45. des Aveus p. 254. parle ainsi de cet ancien usage: *ya de telles terres quant un frans homs, qui n'est pas gentz homs de lignage, i va manoir, & il est resident un an & un jour, il devient soit homs, soit femme, serf au Seigneur, deffous qui il vient être resident &c.*

Les Seigneurs dérogeoient à cet usage injuste par les *entrecours* qu'ils contractoient entr'eux. Car au moyen de ces sociétés, le Bourgeois d'un Seigneur qui venoit s'établir dans l'état ou la Seigneurie de l'autre, en quelque terre & de quelque vassal que ce fût, il n'étoit point acquis serf par la demeure d'an & jour au vassal Seigneur de fief, sous qui il avoit demeuré, mais il conservoit sa franchise, & étoit acquis de plein droit, au moyen de l'entrecours, franc homme ou Bourgeois du Seigneur souverain ou feodal, dans l'état ou la Seigneurie duquel il s'étoit retiré.

Il y avoit anciennement un pareil *entrecours* entre les Comtes de Champagnes & les Seigneurs de Bar, comme il se voit dans l'article 78. de la Coutume de Vitry, qui est conçu en ces termes. *L'ent-*

entrecoûrs gardé & observé entre les pays de Champagne & de Barrois, quand aucun homme ou femme nais dudit pays de Barrois, vient demeurer audit Baillage de Vitry, il est acquis de ce même fait au Roy & luy doit sa jurée, comme les autres hommes & femmes de jurée, demeurans audit Baillage. &c.

Par le droit de main-morte, un serf d'une Seigneurie ne pouvoit pas se marier sans le congé de son Seigneur, à une femme franche, ou à une serve d'une autre Seigneurie, sans tomber dans la peine du formariage. Les Seigneurs de fiefs dérogeoient encore à ce droit par les *entrecoûrs* qu'ils contractoient entr'eux. De sorte, que quand il y avoit *entrecoûrs* entre deux Seigneurs, le serf de l'un pouvoit librement, & sans peine de formariage, se marier à la serve de l'autre Seigneur ou quitter le domicile qu'il avoit dans la terre d'un de ces Seigneurs pour aller demeurer dans la terre de l'autre. *Transactio an. 1220. apud Perardum*, pag. 324. *INTERCURSUS* *verò in villa taliter habetur, quod si homo advocati filiam suam homini prioris dederit in uxorem, de terris & pratis suis ad voluntatem suam potest eidem conferre, & è converso homo prioris homini advocati &c.* Voyez ce qu'on a remarqué sur le mot *Parcoûrs*.

* *Saut & ENTRE-JOU ou ENTRYON.*] Berry, tit. 16. art. 2. Suivant cet article, *chacun peut en son heritage, par lequel passe aucun Fleuve ou Riviere non navigable ne publique, faire édifier Moulin, pourveu que le lieu soit disposé pour ce faire, à sçavoir qu'il y ait SAULT & ENTRE-JOU*, c'est à dire pourvu qu'il y ait de l'espace pour faire une *abée* ou *lanciere*, par où l'eau puisse avoir cours, quand le Moulin ne va pas. *Vide Cujacium 24. obs. c. 24. V. Abéc.*

* *ENTRER PLEGE.*] Labourt, tit. 18. art. 12. C'est se rendre caution.

* *ENTREVAL.*] Saint Sever, tit. *de bâtir maisons*, art. 2. C'est un espace entre deux maisons.

* *EPS*] Amiens, art. 191. Sont des Mouches à miel. Ce mot vient de *Apis*, ou *Apes*. Voyez *Adebtz*.

EQUIVALENT ou *EQUIPOLENT.*] C'est le subside qu'en aucun pays, le peuple paye au Roy, au lieu des douze deniers pour livre, qui se levoit anciennement par l'Ordonnance du Roy Charles 6. du 23. Janvier 1382. pour les frais de la Guerre, sur le prix des choses mobilières vendues, en détail, soit bled, vin, chair, poisson, fruits, bois, toiles, laines, peaux, draps de soie, ou laine, bestail & autres marchandises & denrées, comme en Languedoc. *Est venalitium & vectigal rerum venalium, quod à venditore exigitur*

ob venditionem proponendam : Fuit olim mancipiorum venalium quinquagesima : caterarum rerum centesima , Cujacius decus Jurisprudentiæ , lib. 6. Observationum , cap. 28. ou bien en aucuns lieux l'équivalent se paye au lieu du droit de gabelle ; pour avoir liberté d'acheter & vendre le sel à son plaisir , & pour estre exempt des greniers & magazins à sel , ou pour estre exempt du Tabellionage , comme en Auvergne & ailleurs.

T E R R E S E R M E S .] Bourbonnois , art. 331. Qui ne sont labourées, cultivées, exploitées & sont vacantes, en friche, en desert, ou en chaulme : *τα ἐρημα : sunt defecta , jejunia , sterilia pradia ut appellantur in l. 4. Cod. de Censibus , vel potius deserta , inculta & squalida : Terres brehaines. Locus ipse me admonet ut dicam , Nostrates hoc verbum ut & pleraque alia , quasi civitate donasse : itaque puto non esse damanda , nec in civitatem suam redigenda : illis utemur tanquam receptis & usitatis.*

Champs Ermes : Herema in lege 4. Cod. de Censibus , sont des terres incultes : ce mot est tres frequent dans les Chartres publiées par M. Baluse , à la fin du traité de feu M. de Marca , qui

a pour titre Marca Hispanica. Ces terres incultes sont appellées dans l'art. 170. de la Coutume de Troyes , Charmes. Voyez lettre H.

E R R A M E .] Clermont , art. 4. ou **E R A M M E** , ou **A R A M M E** : Vallois , art. 7. esquels lieux il est traité des emendes, des défauts & reclaims. *Videtur significare Eremodicium , quod contrahitur auctore vel reo absente : & existimo hanc vocem eandem analogiam habere cum voce sequenti : Nec semper laborandum est in enodandis nominibus : verum nondum fero sententiam , non liquet.*

Bouchel sur l'art. 7. de la Coutume de Valois, dit après Ragueau que l'*Eramme* est proprement le défaut, que fait le défendeur de comparoir à l'assignation, qui luy est baillée pardevant le Juge, à la requête du demandeur, ou le congé de Contr, que le défendeur ajourné obtient contre le demandeur, à faute de se trouver à la même assignation pour soutenir sa demande : Et selon ce même Auteur *Eramme* vient du mot grec *Εῖρημ* ce qu'il prouve par le passage suivant d'Heſychius *Εῖρημ μωμερὶς δὲ ἐν ὁτομῇ ἀπαντῶναι ὁ δὲ μωμερος ἐστὶ τῆς χρίσιν διατηρῆν* id est, *Ereme*, est *judicium una ex parte constans cum reus qui se non sſtit in judicio condemnatur.*

M. du Cange dit au contraire que l'*Aramme*, l'*Erame*, ou le *Reclaim*, dans l'article 7. de la Coutume de Valois & dans l'article 4. de la Coutume de Clermont, est l'action par laquelle quelqu'un revendique sa chose ; & affirme avec serment qu'elle luy appartient. Il résulte évidemment de l'art. 4. de la Coutume de Clermont, que l'*Eramme* contre l'opinion de Ragueau & de Bouchel est une chose distinguée du défaut & de la *contumace*, & d'ailleurs qu'elle est seulement dûe par le défendeur & non aussi par le demandeur, comme l'ont crû ces deux Auteurs ; parce qu'il n'est parlé que du défendeur ou de l'ajourné dans cet article, qu'il est necessai-

re de rapporter icy. *Item quand une personne noble ajournée pardevant le Baillif, Gouverneur de Clermont, ou autre Juge se laisse mettre en un, ou plusieurs défauts, tel défaillant est tenu de payer dix sols parisis pour chacun défaut, es lieux & Jurisdictions où le roturier paye sept sols six deniers parisis, & quinze sols parisis es lieux où le roturier paye cinq sols parisis, & autant pour chacune Eramme, & pour chacun reclain, quand le cas y échet.*

De ce qu'il n'est parlé que de l'ajourné, ou du défendeur dans cet article; il en résulte aussi que l'Eramme & le reclain n'est point une action, comme l'a crû Monsieur du Cange, dont le sentiment se détruit encore par l'article 7. de la Coutume de Valois, qui est conçu en ces termes: *Item es Châtellenies & Prevôtés de Crespy, & la Ferté-Milon, les amendes ordinaires sont de 60. sols nerets, qui valent trente six sols six deniers parisis, & de sept sols six deniers nerets, valans quatre sols six deniers parisis pour la petite amende des reclains, défauts & arammes &c.*

Le Reclain differe peu de l'Eramme.

Le Reclain, comme il se voit par l'usage local de Montereau, à la fin de la Coutume de Meaux, est proprement la plainte qu'un créancier fait en jugement, de ce que celui qui est son débiteur par contrats faits, & passez sous le sceel Royal ou authentique, ne luy a payé au jour préfix & marqué, la somme qu'il s'étoit obligé par serment de luy payer. On tient pour Coutume générale en ladite Ville, & Chatellenie de Montereau ou sans-Tonne, que au Roy nôtre Sire appartient, & a droit de prendre de chacun reclain en toute ladite Chatellenie, des lettres & contrats faits & passez sous le sceel Royal de ladite Ville, & Chatellenie, la somme de sept sols six deniers tournois pour l'amende

de la fraction de la promesse faite par serment par les debtors, lesquels s'obligent en la main du Tabellion, ou Notaire juré volontaire.

Et l'Eramme, l'Aramme ou l'Adras est proprement le défaut de paiement pour lequel le débiteur qui s'est obligé par serment envers son créancier, & à jour certain, doit payer l'amende. La Coutume d'Amiens, art. 222. *Quand aucun est obligé par Lettres obligatoires passées sous sceel Royal; ou pardevant le Seigneur, dont l'obligé est sujet, pour deniers payables à jour, à terme: & le créancier après le terme se retire à la justice du Roy, quand l'obligation est sous le sceel Royal, ou à la justice du Seigneur, quand l'obligation y est passée & l'obligé y est demeurant; ledit obligé doit sept sols six deniers parisis d'amende au Roy, ou au Seigneur, auquel on se retire à faute de paiement.* La Coutume générale de Mets, tit. 4. art. 31. *Relevement présuppose assurément, & doit celui qui veut relever contre un autre, auquel l'héritage a été assuré, payer les arrérages & la peine du défaut de paiement appelé ADRAS &c.*

Adrhamire dans les Capitulaires de nos Rois, & dans les Auteurs de la basse Latinité signifie, promettre, & selon quelques-uns jurer & comme le défaut de paiement dont on vient de parler est un manquement de promesse & de serment, ainsi qu'il résulte du l'usage local de Montereau rapporté cy-dessus: on fait payer amende au défaillant pour avoir manqué à sa promesse, son serment ou pour, ainsi parler son *adrhamissement*, & dans la suite on a appelé ce défaut même *Aremia* dans la basse Latinité, & en vieux françois *Arame*, *Eramme* & *Adrhas* ou *Adras*. Ce qui suffit pour détruire l'Etymologie de Bouchel rapportée cy-dessus. Touchant les mots *Adrhamir*, *Erremens* V. le serment de Bourgeoisie rapporté par Hacr dans ses Chatelains de

l'Isle p. 180. & le mot *Late*.

M. Galland a mis sur ce mot l'observation qui suit.

Ragueau dit avec doute que l'Errame peut être une amende due par celui qui par défaut se laisse condamner. M'étant enquis des Praticiens du Pays; j'ay appris que c'est une amende qui se paye par celui qui succombe en cause en laquelle les parties ont été appoin-

tées contraires, soit le demandeur quand il n'obtient pas, soit le défendeur quand il est condamné sur les preuves; & est ladite amende au profit du Roy ou du Seigneur, & se leve sans aucune condamnation du Juge. Il en est fait mention dans Philippe de Beaumanoir Bailly de Clermont, chap. 30. & semble être le mot tiré *ab errando*.

ERREMENS ou ARREMENS.] Lille, art. 137. de l'ancienne, & au titre des actions, art. 20. de la dernière, & en la Somme rurale de Boutillier, en la pratique de Masuer, au Stile ancien de la Cour de Parlement à Paris, chap. 1. & 14. en la question 167. & 200. de l'Avocat le Coq, & au Stile du Pays de Normandie, & en l'ancienne Coutume de Boulenois à la fin, & en l'art. 21. du chap. 1. du Stile de Liege: & es Ordonnances premières de la Chambre d'Artois, chap. des défauts. Et à la fin du Stile de la Justice de Bar, & au livre de l'Etablissement pour les Prevôtes de Paris & d'Orleans: Sont les dernières expéditions & actes de Justice faits entre parties litigantes: Les Retroctes: Lille, art. 137. & audit art. 20. & au Stile de Liege, chap. 1. & esdites Ordonnances d'Artois. Ce qui a été fait auparavant & expédié en la cause, *etiam ante ultimam cognitionem qua novissima in l. ult. Cod. de prescr. 30. & Novell. 60. apud Julianum qua constitutio 54. Anteacta: non armamenta causa*. En reprise de procès en l'état qu'il est, les procédures faites avec le défunt doivent servir sans les réitérer. Arrest donné à Paris à la Pentecoste 1266. *Non fit enim reparatio ἀναίσις, καὶ ἀνα κίσις τῆς δίκης, sed resumitur lis capta & peragitur, qua intermissa fuerat: non solvitur judicium morte alterutrius, ut nec morte judicis, nec litigiosa alienata*.

On a remarqué sur le mot *Errame* que *Adhramire* signifie promettre; il faut maintenant observer qu'il signifie promettre solennellement, & comme en donnant des aires: car ce mot, suivant la remarque de Messieurs Bosquet & Bignon, vient d'*Arrha*. Autrefois en France celui qui accusoit un autre de meurtre ou de quelqu'autre crime, quand il ne pouvoit pas le prouver clairement, jettoit en jugement *un gand*, *un chaperon*, ou autre chose; l'accusé le ramassoit, & ensuite la querelle se decidoit par le *Duel*, ce qui est tres-bien ex-

pliqué dans le formulaire des Combats à outrance, suivant l'Ordonnance du Roy Philippe le Bel, chap. 2. articles 8. & 11. Le *gand* ou le *chaperon* qui se jettoit ainsi, étoit appelé *gage de bataille*, & comme ce *gage* étoit pour ainsi dire des aires ou pour parler vieux françois des *airemens* ou des *erremens* du duel, on disoit en mauvais latin pour jeter le *gage de bataille*, *adhramire bellum*. M. Bosquet dans ses Notes sur l'Epître 126. du Pape Innocent III. lib. 2. Regest. 14. pag. 146. *Igitur ubi coram Judice in probationibus defecissent*

partes, vel de consensu utriusque, vel iudicis autoritate, duellum indicabatur quod vel pars laudabat vel recusabat: si laudaretur, VADIUM & ARRA dabatur, forte Chirotheca, quod & ARRAMIRE dicebant. chart. 169. *sanc-
ti Martini. Abnegavit se esse servum
sancti Martini, & de hoc arramivit
bellum contra nos.*

En matiere civile les productions , & les procedures étoient les aires, les airemens, ou les erremens, ce qui paroît par le passage suivant de Beaumanoir, chap. 61. pag. 318. à la fin, où les *Erremens* sont opposez aux *gages des batailles*. Chascuns doit savoir que li plet des apiaux soit de defants de droit ou de faire jugement, comment que li apiaux soit demenez, ou par gages ou

par erremens d'où plet le Cour ou li apiaux est, doit être demené selon le Contume de lien où li apiaux fût faits, selon le Contume qui conroit ou tans que li apiaux fût fets &c.

Le même Auteur, pag. 271. chap. 50. à la fin. Chacuns de *Quemune*... peut aussint bien apeler de defant de droit & defaus jugement come feroit un étrange, qui ne seroit pas de le quemune, & doit estre li apiaux demenez par le Seignor, à qui le ressort de le quemune appartient, & non pas par gages de bataille, mais par les erremens d'où plet. Voyez le même Auteur chap. 7. pag. 49. lig. 7. & 8. Encore aujourd'hui en pratique les derniers erremens sont les dernières procedures. Voyez Spelman sur le mot *adramire*.

ERREMENTER.] Au Stile du país de Normandie, signifie prendre expedition, & proceder en la cause avec sa partie adverse.

* **ERRES.**] C'est à dire assurance, certitude. De Beaumanoir. *Il a moult grans erres de vilenie avoir: c'est à dire, il est assuré d'avoir affront.* Ce mot vient d'*erra, pro arrha*.

* **ES & EPS.**] Abeilles. *Li nature des Es qui font le miel est sauvage.* Traduct. des Institut. *Es fuitives.* Etabl. de France, liv. I. c. 163. de l'édition de M. du Cange.

* **ESCAETES.**] Sont des heritages & des rentes non nobles, qui sont de la succession des predecesseurs. Voyez l'ancien Stile de Normandie, au titre de Successions, pag. 301. de l'édition de 1552.

* **ESCANDILLONAGE.**] C'est un droit dû à des Seigneurs feodaux, pour la visite, l'examen & l'éralonage des mesures. *Charta libertatum Montis Regalis an. 1287. Et si dicatur mensura falsa, vel ulna ad mensuras vel ulnas eschantillandas, vocentur duo vel tres Burgenses meliores de villa, & illi cujus est mensura vel ulna, & in presentia eorum eschantelletur, & videatur utrum sit falsa vel non.* Voyez Saint-Julien dans son Histoire de Chaalons, pag. 394. Joignez la Coutume du Loudunois au titre de moyenne Justice, art. 2. Begat sur la Cout. de Bourgogne, art. 187. & voyez le mot *Etallon*.

* **Droit d'ESCARTS.**] Dans les Coutumes de la Ville & Eschevinage de Douay, chap. 15. qui est de cent livres dix livres, qui sont dûs sur tous les biens, meubles & cateux qui viennent & échéent de bourgeois ou bourgeoise en la main de personne foraine non

bourgeois & non bourgeoise, pour fait & cause de don, d'hoirie, succession ou par autre maniere quelconque. Ce droit est dû aussi par la femme ou fille bourgeoise qui se marie à l'homme forain. Voyez

DROIT D'ESCAS: MEUBLES ESCASSABLES.] En la Coutume locale de Seclin, & de la Bassée sous Lille: qui est dû à la ville pour biens meubles, cateuls, & heritages reputez pour meubles, esquels un non bourgeois succede à un bourgeois, & en autres cas, & est du dixième denier de la valeur ou du prix. * Voyez *Eschoite*.

* **Meubles ESCASSABLES.**] Dans la déclaration des Coutumes locales & particulieres de plusieurs lieux gissans en la Châtellenie de Lisle, & qui ressortissent à la gouvernance, art. 16. sont les meubles sujets au droit d'*Escas*.

ESCHANGE.] Beauquesne, art. 1. Lille, art. 16. Normandie, chap. 25.

ENFANS MARIEZ PAR ECHANGE.] Nivernois, tit. 8. art. 31. tit. 23. art. 25. heritier conventionnel fait en contrat de mariage. Nivernois, tit. 34. art. 29. comme quand un pere marie sa fille en autre maison, en laquelle il prend une femme pour son fils & domestique, laquelle il subroge en la place de sa propre fille pour luy succeder comme feroit sa fille naturelle & legitime. *Interdum etiam dantur invicem filii adoptandi; Calpurnius Flaccus Declamat. 51. Porro hac vox ESCHANGE passim occurrit, & accipitur pro permutatione qua Cambium appellatur in libris feudorum, In cap. 6. de exceptionibus, & passim, ab antiquo verbo Cambire, CHANGER: Mutuarias operas cum vicinis cambire. Apuleius prima apologia. Cambio, hoc est muto. Charisius lib. 3. à μείζωμα: & ex Charisio Priscianus, lib. 10. Auctor supplementi Chronicorum Sigeberti dixit Excambium. anno 1198. Alii Concambium, Contr'échange: glosse Cambitatem. CHANGEURS OU BANQUIERS, qui pecunias cogunt, & erogant per partes, vel permutatione vel favore: sunt Argentarii, Trapezite, Mensarii, ἀργυραμοιβοί, ἀργυροπράται, κολλυγισαί. Horum ministri sunt mensularii, Numularii, Collectarii, Coactores: Illi & à recentioribus dicuntur Argenti venditores vel distractores: at Ἀγροχόποι sunt fabri aurarii, ORPHEVRES: Qui & interdum appellantur Argentarii. Sed hac forsitan extra calcem, quod dicitur.*

Anciennement les personnes serves ne pouvoient contracter mariage, sans le consentement de leurs Seigneurs, comme les enfans de famille, suivant les Ordonnances de nos Rois ne peuvent point aujourd'huy se marier sans le consentement de leurs peres & meres. Dic-

tum est nobis, ce sont les termes du Canon 30. du Concile de Châlons sur Saône de l'an 813, *quod quidam legitima servorum conjugia potestativa quadam presumptione dirimant, non attendentes illud Evangelicum, Quod Deus conjunxit homo non separet; unde nobis visum est,*

ut conjugia servorum non dirimantur, etiam si diversos dominos habeant, sed in uno conjugio permanentes, dominis serviant suis. Et hoc in illis observandum est, ubi legalis conjunctio fuit, & per voluntatem dominorum. V. Gratian. caes. 29. q. 2. can. 8. Vide can. 24. Conc. Aurelian. 4. & Ciron. ad tit. ext. de conjugio servorum, & can. 42. Basil. ad Amphilocho.

Mais l'Eglise ayant approuvé les mariages des personnes de condition servile, quoique contractez, & celebrez sans le consentement des Seigneurs, dans la suite lorsqu'un serf & une serve qui appartenoient à deux differents Seigneurs s'étoient mariez sans permission, en de certains pays, comme en Jerusalem, suivant le chapitre 278. des Assises de ce Royaume, le Seigneur du serf, étoit obligé de rendre à l'autre Seigneur, & au dire de prudhommes, une serve pareille à celle qui avoit été mariée, & s'il n'avoit pas de serve, il étoit obligé de donner un serf. *Se aucun vilain de que que ce soit se marie avec vilaine d'autre len sans le commandement du Seignor de la vilaine, le Seignor don vilain, à qui sera mariée la vilaine étrange, rendra au Seignor de la vilaine, une autre en échange à la vilaine, de tel âge par la connoissance de bonnes gens, & se il ne trouve vilaine qui la vaille, il li donnera le meilleur vilain, qu'il aura d'âge de marier, & cil qui sera mariée à la vilaine étrange meurt, le Seignor don vilain doit avoir son échange se la vilaine torne à son premier Seignor; & se la vilaine est allée en la terre de l'autre, son Seignor a pooir de prendre la, & se son Seignor y met deffence, celui qui l'aura donnée la doit garantir, & se le Seignor don vilain dit au Seignor de la vilaine, que elle est mariée par son commandement, le Seignor de la vilaine doit jurer sur sains Evangiles, que elle fut mariée par son commandement, &*

se il ne veut jurer le Seignor don vilain en est quitte & nule restorne doit donner.

En d'autres pays, comme en Angleterre & en France, suivant les Novelles de Justinien, les enfans qui naissoient de ces mariages étoient partagez entre les Seigneurs. *Si qui verò procreantur ex nativa unius, & nativo alterius* dit Glanville lib. 5. cap. 6. in fin: *proportionaliter inter Dominos sunt pueri illi dividendi.* Le Registre des Grands-jours de Troyes. *Item nous avons toujours accoutumé à partir au Roy les enfans qui issent de nos hommes & de nos femmes, qui se meslent par mariage aux hommes & aux femmes le Roy.* Voyez le recueil de pieces curieuses de M. Perard p. 71. cap. *Novell. Justiniani* 156. 1. *Novell.* 162. cap. 3. & la Cout. de Nevers, chap. 8. art. 23. &c.

Pour empêcher ces mariages, les Seigneurs y apposerent des peines, & comme ces peines étoient toujours de la perte d'une partie des biens, que les serfs possédoient, ces mariages qui étoient frequens, commencerent à l'être moins, & dans la suite, quand le serf d'un Seigneur vouloit épouser la serve d'un autre Seigneur, ce serf pour ne pas perdre une partie de ses biens, tâchoit de trouver chez le second Seigneur un serf qui voulût épouser une des serves du premier Seigneur; & quand cela se rencontroit, les deux serfs obtenoient des deux Seigneurs l'échange des deux serves, ils se marioient ensuite; & les mariages qui se faisoient ainsi, étoient appellez mariages par échange; du Breüil dans ses antiquitez de Paris, pag. 367. de l'édition de 1612. & pag. 281. de l'édition de 1639. rapporte la charte suivante, où ces mariages par échange sont clairement expliquez.

In nomine &c. Ego Odo Dei gratia Abbas sancta Genovefa, & ceteri fratres nostri, communi consilio concessimus, quod quadam ancilla sancta Genovefa

nomine Ermengardis filia Guidonis majoris de Fontineto cuidam seruo sancti Germani nomine Everhardo filio Petri, & Hersendis uxor daretur, quam Hermengardem ab omni iugo servitutis, quam nobis astringebatur, absolvimus, & ut fieret ancilla sancti Germani de Pratis, & in eam legem servitutis in qua maritus suus est transiret, concessimus: sed Hugo venerabilis Abbas sancti Germani, & ejusdem Monasterii venerabilis conventus mutnam vicissitudinem reddentes, concessere cuidam seruo nostro nomine Ingelberto de Fontineto dari uxorem, quandam ancillam sancti Germani nomine Benedictam, & absolventes eam à jugo pristina servitutis concesserunt fieri ancillam Ecclesie nostre, & in eam legem servitutis transire in qua est maritus suus. Ut autem alternæ mutationis concessio in posterum permaneat, litteras inde fieri decrevimus, & ipsi nobis suas cum sui Sigilli autoritate, & nos eis nostras, cum nostri autoritate Sigilli tradidimus Voyez les privileges de S. Satur entre les anciennes Coutumes de Berry, p. 141. Chasseneuz sur la Coutume de Bourgogne, rubr. 9. art. 21. au commencement, & les preuves que M. de Chantereau a fait imprimer à la fin de son traité des Fiefs p. 30. Non seulement les serfs & les serves se marioient par échange, quand ils appartenoint à des Seigneurs differens, mais encore quand ils appartenoint aux mêmes Seigneurs; & au lieu que ces premiers échanges se faisoient pour éviter les peines du *formariage*, ces derniers faisoient particulièrement pour exclure les Seigneurs du droit de main-morte, & conserver du bien aux enfans de condition servile.

Suivant nos Coutumes & l'ancien usage de la France l'enfant serf ne succede à ses pere & mere que quand il demeure & vit avec eux, à moins qu'il ne soit en service, ou qu'il ne fasse ses études, & ainsi quand un serf se ma-

rioit, quoy qu'il épousât une fille serve du même Seigneur, où il alloit demeurer avec elle, & il perdoit le droit de succeder à ses pere & mere, ou la femme venoit demeurer avec luy & elle perdoit pareillement le droit qu'elle avoit de succeder à ses pere & mere: dans ce cas pour dedommager les enfans du droit de succeder qu'ils perdoient, quand, par exemple deux serfs avoient chacun un fils & une fille, ils échangeoient les deux filles & les menoient aux deux garçons; les deux filles ainsi échangées, étoient subrogées au lieu l'une de l'autre & succedoient à leurs beaux-peres & leurs belles-meres & autres ascendans comme elles auroient succédé à leurs pere & mere ayeul & ayeule, si elles n'avoient point été mariées. La Coutume du Nivernois, chap. 18. art. 31. *Gens de ladite condition (servile) peuvent marier leurs enfans par échange, & s'ils sont de mesme servitude, les enfans ainsi mariez au lieu où ils sont mariez, ont droit & succedent au lieu d'iceluy contre qui ils sont échangiez: & s'ils sont de diverses servitudes, ils ne pourront acquerir droit es heritages qui sont d'autre servitude, que celle dont ils partent, quelque chose qu'il soit convenu, si ce n'est de l'exprés consentement du Seigneur dont est mouvant ledit heritage: mais bien succedent en tous meubles indifféramment par telle ou telle portion, qu'il est convenu entre les Parties.* Touchant les successions collaterales, voyez Coquille sur cet article & l'art. 21. du chap. 27. de la même Cout. Comme en France presque tous les Roturiers étoient autrefois serfs, ainsi qu'il paroît par toutes les Chartres de Communes, ils retinrent après leur affranchissement beaucoup des usages qu'ils avoient pratiqué pendant leur servitude; & de là vient peut-être que dans la Coutume du Nivernois, chap. 23. art. 25. & dans celle du Bourbonnois

art. 265. il est parlé des mariages par tonges, formul. Lindinbrog. §8. *Mar- échange* entre personnes franches Joiculf. lib. 2. cap. 13. &c. gnez l'article 1. de la Coutume de Xain-

ESCHANSON.] En nos Histoires, & és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 196. 202. *Pragustator*, *Suetonio in Claudio cap. 44. & lapidibus* : *πορυευστης Athenæo lib. 4. vel potius Pincerna*, *Cypriano dum agit de Cæna Domini* : *Ipse Christus inquit, pincerna porrexit poculum. Ruffino historia libro 1. cap. 9. Aedesius pincerna qui οὖο-χος Herodiano lib. 4. 5. Arriano. 7. Luciano in Dialogis Deorum* : *Paulo Monacho, lib. 5. de gestis Longobardor. cap. 1. & in Appendice Aimoini libro 4. cap. 73. qui sunt annales Caroli Magni* : *& recentioribus Nicephoro, Gregora, Curopalata, aliis. Eberardus magister Pincernarum in vita Caroli magni* : *Qui & Pocillatores Apuleia lib. 6. Asini. Qui ad cyathum stant. Est inter Castrenses sive aulicos ministerianos, qui cibos potusque gustu explorat, Tacitus Annal. lib. 12. & 13. qui mos ab Egyptiis & Persis traductus Romam. Antonius timens gratificationem Cleopatra regina non nisi pragustatos cibos sumebat. Plinius, lib. 2. cap. 3. Pragustabant autem in mensa, quam Martialis in apophoretis appellat Gustatorium, γευστηριον* : *Nec potus tantum sed & cibos explorari moris fuit.* Aujourd'hui le Boutillier sous l'Eschanson fait le premier essay du vin : l'Escuyer de cuisine le premier essay des viandes & des faulces sous le Maître d'hôtel, & l'Escuyer tranchant en après. *Philippus & Iolas potum Regis pragustare soliti. Curtius lib. 10. Iolas autem suprema Alexandri potioni venenum indidit.*

* ESCHANTELLE.] Pour servir de contre feu. Dunois, art. 60.

DROIT DES ESCHATS ET TAVERNES.] Dont les Prêtres Beneficiers de la ville de Bourdeaux sont exempts, pour le vin de leur crû, ou de leurs Prebendes, & Chapellenies, qu'ils vendent en détail & taverne.

* ESHELLAGE.] Meaux, art. 75. C'est une servitude, en vertu de laquelle celui à qui elle est dûë, lorsqu'il fait refaire son mur, ou qu'il fait construire quelque bâtiment, peut poser une échelle sur l'heritage d'autrui, & occuper l'espace de terre qui est nécessaire pour le tour de l'Eschelle; ce qui peut aller à cinq ou six pieds.

L'Avocat le Comte dans son Commentaire manuscrit sur la Coutume de Meaux composé en 1578. parle ainsi de ce droit.

Jus seu servitus scalarii habendi ea est, quâ licet vicini fundum ingredi, ut adium tectum, vicinus cui talis servitus debetur, reficiat, & scallas ad murum communem liberè habet in refectiorem tecti adium suarum, & quæ necessaria sunt, ad tectum vel parietem reficiendum vicini habere, donec tectum sit refectum, ea tamen lege ut reficiens rudera sive ruia

& casa ex fundo vicini tollat extra ullum vicini damnum. Joignez M. Bobé sur l'art. 75. de la Cout. de Meaux.

ESCHELLER.] Auxerre, art. 1. Sens, art. 1. & 2. Nivernois, tit. 1. art. 15. Bourbonnois, art. 2.

Quand un criminel est mis & attaché à l'échelle avec une mitre ou autrement, pour punition ; & pour faire amende honorable, qui est un signe de haute Justice, dont les Officiers justiciers des Evêques, & des Ecclesiastiques, ont souvent usé. *Catamidiare Spartiano in Adriano, ut decoctor, ut reus publicè ignominia adficiatur. Fuit etiam ignominiosum asino vel mulo imponi & per urbem traduci : ut mulier in adulterio deprehensa postquam asinum equitaret dicebatur οὐράτις, vel οὐροῦς, Plutarcha in Helenicis & Hesichio.*

Coquille sur l'article cité de la Coutume du Nivernois, remarque qu'ESCHELLER est pour une amende honorable publique aggravée par les circonstances. Il décrit ensuite ainsi cette peine. *Au haut de l'échelle sont cinq petits ronds pour y enfermer la teste, les deux bras & les deux pieds du condamné & exposer son infamie & sa personne à la vue de tout le monde.* On en

use non seulement es Jurisdictions temporelles, comme sont à Paris les Echelles de saint Martin des Champs & du Temple qui ont Justice, totale en certains distroits de Paris : mais aussi on en use es Jurisdictions Ecclesiastiques pour punir & rendre infame publiquement ceux qui sont convaincus d'avoir à leur esclat deux femmes épousées en même temps.

* ESCHENEZ.] Nivernois, chap. 10. art. 1. sont des goutieres de bois que l'on met sur les toits des maisons, pour empêcher que l'eau de la pluye ne tombe sur le fond des voisins. Dans le Bourbonnois on dit *eschenal*. *Eschenez & eschenal*, viennent du mot *chesne*, parce que c'est de ce bois que se font ces goutieres.

ESCHERPILLERIE.] Quand par force & violence on ôte à aucun le sien sur le chemin & sur les champs, de laquelle diction l'on use en Normandie, comme dit Boutillier en la Somme rurale, & se trouve au livre inscrit, l'Etablissement le Roy que les Prevôts de Paris & d'Orleans tiennent en leurs plaids. DESCHERPILLEURS : Anjou, art. 44. le Maine, art. 51. *Sunt grassatores itinerum, & famosi latrones.*

Selon M. Pithou sur l'article 143. de la Coutume de Troyes, de *serpant* qui signifie un *trousseau*, on a fait *desserpiller* pour voleur. *Escherpillerie* pour vol ; & *serpeliere* pour couverture de balots. V. les Etablissements, liv. 1. chap. 26. & Boutillier dans la Somme, livre 1. tit. 18.

* ESCHETS.] Sont des redevances. Extrait d'un titre ancien concernant la Terre de Verecourt. *Tous les sujets residens à Verecourt doivent au jour de S. Remy de chaque année les eschets en grain & en argent. Sçavoir chaque feu deux penants bled, autant avoine, & encore un bichet d'avoine des rentes pour l'affouage des grands bois, & les*

E.e.e.

veuves à moitié , & ceux qui font charruë entiere doivent pour icelle, quatre penauts. Les demies charruës deux penauts, & les quarts de charruë, un penaut, & pour l'échet en argent, le menage faisant feu doit cinq blancs. & pour les charruës dix blancs, les demi charruës & quart à l'équipolent &c. Ce terme est en usage dans le Barrois.

* *ESCHEVER.*] Dans la Somme Rurale, liv. 2. chap. 20. pag. 800. c'est eschaper, éviter. Sachez que celui ne fait à recevoir à abandonner, qui se veut faire pour eschever aucun office . . . Item dois sçavoir, qu'en cas de délict ne chet point de cession à faire; car supposé, que aucun pour délict par luy fait soit condamné à amender de pecune; & pour ceste amende veuille faire cession pour eschever la prison; sachiez &c. Voyez la Coutume de Clermont, art. 225. Hainault, chap. 71. art. 2. & le mot *Eschever*.

ESCHEVINAGE.] Reims, art. 178. 373. Boulenois, art. 99. Lille, art. 1. 5. 24. 33. & ailleurs. Peronne, art. 86. 90. Cambrai, tit. 20. art. 8. auquel lieu il est distingué du Bailliage; & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 2. & en l'art. 7. du 1. chap. du Stile de Liege, auquel chap. aussi *MAISON SCABINALE*. *Scabini*, hodie *Duum-viri vel quatuor-viri*, & alio numero, σπαρτῆροι, quasi consules sue curia: quasi *Ecdici* & defensores civitatum vel plebis, qui parentis vicem plebi exhibere dicuntur l. 4. Cod. de defensor civitatum. Qui patres civitatis: quamquam olim alii fuerint defensores civitatis, plebis, locorum: alii curatores Reipublica: alii magistratus municipales. Decurionum primi & principales, primates, qui magistratus & honores gerant in municipio vel urbe, atque etiam munera quadam civilia, ut curam annonæ, rerum promercialium, opificum, sternendarum in oppido viarum: curant etiam ut in urbe munda sint omnia: quasi *Ædiles*, & ἀγοραῖοι, ἀστυνόμοι. Penes *Ædiles* etiam fuit cura ædificiorum publicorum & privatorum, atque balnearum, Seneca epistol. 87. *Scabini* Jurisdictionem habent, sed & mero imperio utuntur multis locis. *Judices* autem olim appellati sunt *Scabini*, ut in *Constitut. Caroli Magni*, quo tempore à missis dominicis eligebantur. *Scabini* dicuntur etiam *Consules* in hoc regno Francia, de quibus mentio est in cap. 1. de immunitate Ecclesiarum, in 6. Hoc autem nomen deflexum esse ex Germanica voce *SCHAFFERS*, *SCAFFEN* vel *SCAPER*, adnotat *Amerpachius*, & *Alamannis* *Sheffen*. Item *Schal* & *Schabin*, pour un Juge inquisiteur ou reformateur. Les *Eschevins* anciennement peuvent avoir été les Juges ou Conseillers de l'Eschiquier, ut *Curiales in Curia*, *Decuriones in Decuria*, *Senatores in Senatu*, in *Consilio Consiliarii*, in *Consistorio Consistoriani*. Sic liceat in antiqua appellatione conjicere, modò ne sit nimia subtilitas infesta veritati. Nostis nota est hac vox *ESCHEVER*: sed displicet hac originatione.

ESCHEVINS.] Laon , art. 119. Reims , art. 351. 353. 373. The-
roanne , art. 6. 8. 11. & suivans. Saint Paul , art. 31. Boulogne , art. 1.
2. 3. Lille , art. 10. 33. 40. Tours , art. 42. Poitou , art. 229. 238. Pe-
ronne , art. 61. & és Ordonnances du Duc de Buillon. Berri , tit. 2.
art. 4. tit. 9. art. 36. tit. 15. art. 4. Cambrai , tit. 25. art. 1. & suivans.
Valenciennes , art. 1. 2. 3. 4. Voyez le mot M A I R E.

ESCHEUTE.] Comté de Bourgogne , art. 100. & en l'ancien-
ne d'Auxerre , art. 39. Berry , tit. 19. art. 16. 33. Voyez *Echoite*.

ESCHIQUEUR.] Normandie , chap. 4. 9. 54. 56. 101. 103. au
livre des tenures , liv. 2. chap. 8. & en l'Edit du Roy Charles VIII. de
l'an 1493. art. 72. & du Roy Philippe le Bel de l'an 1302. Froissart ,
liv. 1. chap. 154. Aussi les Anglois & Escossois usent de cette diction.
Barones de Schaccario. Thomas VValsingannus in Eduardo primo.

Schaccarium , juridici conventus : C'est l'assemblée des hauts-Justi-
ciers : Normandie , art. 56. Par laquelle on peut emender les juge-
mens , appointemens & Ordonnances des Baillifs , Vicomtes & moin-
dres Justiciers , comme par la bouche du Prince. L'Eschiquier de Nor-
mandie , qui ne se tenoit pas ordinairement , & pour lequel il n'y
avoit aucun temps arrêté ni déterminé , a été érigé en Cour souve-
raine & ordinaire par le Roy Louïs XII. en l'an 1499. De long temps
aussi il y a eu un Eschiquier à part au Bailliage d'Alençon , qui é-
toient les Grands-jours , & jusques au décès de Marguerite , sœur uni-
que du Roy François premier , qui fut en l'an 1548. lors que le Du-
ché d'Alençon est retourné à la Couronne de France , & a été réduit
au ressort du Parlement de Rouën , comme aussi en l'an 1584. après
le décès de François appanager de France. Aussi l'Archevesque de
Rouën prétend avoir Eschiquier particulier & Cour souveraine pour
les causes & querelles qui se peuvent mouvoir devant ses Officiers ,
dépendantes du temporel & aumônes d'iceluy Archevêché , sans res-
fortir aucunement en la Cour de l'Eschiquier de Normandie. *Hujus
vocis notatio fortè à voce Germanica Scheken , ou Schiken , id est misse-
re : Missi appellabantur qui juridicos conventus per provincias peragebant.
Qui directi à Rege pro publica vel ecclesiastica utilitate , ut corrigerent
qua corrigenda essent.* Aucuns estiment que l'Eschiquier signifie inter-
jection d'appel. Le Roy Louïs IX. l'an 1254. a défendu le jeu des es-
checs , de quo ludo extat poëma Hieronymi *Vida Alba Episcopi* , & hac
inscriptione *Dominicanus quidam opus suum donavit.* Vulgairement un
Eschiquier signifie un Tablier à jouer aux échecs , *nam missilibus lu-
ditur.* Ce que la posterité de Robert Comte de Dreux , a pris pour
armoiries , au lieu des fleurs de lis qui leur appartenoient , daurant
que ce Robert étoit fils de Louïs le Gros Roy de France. ESCHEQUE

d'argent & de gueules, au chap. 79. de l'ancienne Chronique de Flandres. Toutefois il ne faut pas comparer une Cour souveraine à un jeu d'Eschechs, comme fait Terrien au liv. 15. chap. 1. sous couleur que l'on mette sa partie adverse, & que l'on obtient victoire du procès en l'assemblée des hauts ou grands Jours qui jugent en dernier ressort: *quod ita acutè dictum est, ut fatuum videatur. Ecquis egrotus tam infandum somniavit unquam? Puderet in re tam seria ludere. At facetè alludit qui dixit, Eschevin quasi lesche vin, d'autant qu'il doit tâter le vin pour commencement de bonne police. D'autres ont mal estimé que Scacarium a été appelé pour Statarium. Ces mots d'Eschiquier, & Eschevin semblent avoir une même analogie. Sed hæc perantiqua verba faciliè quivis non explicabit, ut nec Saliaria, vel Sibyllina, vel Sabinis ab usque Curibus accita. Quis porro tam lyncæus qui in tantis tenebris nihil offendat, nusquam incurrat?* * V. Cang. in h.v.

* *ESCHIVER.*] C'est éviter. Voyez Beaumanoir, p. 305. à la fin.

ESCHOITE.] En l'ancienne Coutume de Melun, art. 81. en l'ancienne Coutume de Sens, art. 31. Troyes, art. 26. Duché de Bourgogne, art. 94. Nivernois, tit. 6. art. 21. tit. 34. art. 8. Anjou, art. 279. Le Maine, art. 295. 317. Blois, art. 92. en l'ancienne de Bretagne, art. 535. 563. 565. 566. & en la dernière art. 593. Normandie, ch. 24. & ailleurs. Peronne, art. 34. 38. Auxerre, art. 76. Berri, tit. 5. art. 9. *Est hereditas, quasi sorte obigerit, ut Grecis κληρος, sic Latinis hereditas est: Cujacius ingenio florentissimus, lib 5. Observat. cap. 10. unde ESCHIEUR.* Estampes, art. 2. C'est la succession qui échet & advient au linagier, habile à succéder.

* *ESCHOITE.*] C'est une succession collatérale à la déference de la droite aventure ou descendance qui est une succession directe. Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 14.

„ Descendance si est quant hiretage descend de pere as enfans, ou
„ d'aiol as enfans de ces enfans, si comme il advient que un hom-
„ me a enfans & chaus ont enfans, & li premier enfant si muerent
„ ains que li vieux, si que l'heritage descend de l'ayeul as derreniers en-
„ fans, ou quant hiretage descend de par la mere ou de par l'ayolle; tout
„ hiretages qui ainsint viennent l'en doit dire que ch'est descendance.

Beaumanoir, chap. 14. pag. 79. *Eschoite*, si est quant hiretage descend du côté par la défaut de che que chil qui muert n'a nus enfans, ne nul qui de ses enfans soit issus, si que ses hiretages échoient à son plus prochain parent si comme à ses freres, ou à ses sereurs & se il n'a nus freres, à ses oncles;

se il n'a ne freres ne sereurs, ou à ses antains; ou se il n'a ne freres ne sereurs, ne oncles, ou à ses cousins germains, ou à ses cousines germanes ou à son plus prochain parent dedans le quart degré de lignage.

Les Etablissements, liv. 1. chap. 11. Toutes eschoites qui aviennent entre

freres si sont à l'ainé, puis la mort au & d'ayole : car l'on appelle ces échoi-
pere, se ce n'est de leur mere, d'ayol tes, droites aventures.

* *ESCLANDE.*] Dans les Coutumes de la Prevôté de Bour-
ges, chap. 49. p. 343. des Coutumes loc. publiées par Monsieur de
la Thaumassiere : c'est-à-dire *scandale*, de *scandalum*, ce que nous ap-
prenons du petit Dictionnaire ancien publié par le Pere Labbe dans
son livre d'Etymologies. La Cout. d'Anjou, art. 148. *Et pour ce que*
aucuns qui pour leur malefice ont été bannis par justice du pays n'en tien-
nent compte, mais y frequentent & habitent comme auparavant, &
autres se dissimulent de lieu en lieu par le support & soustrait de ceux qui
les retirent chez eux. Ce qui tourne au grand Esclandre de la justice.
Voyez Beaumanoir, chap. 12.

ESCLAVES.] Lesquels la France n'admet pas, & les met en
liberté, comme par Arrest de Bourdeaux les Negres & Mores qu'un
marchand Normand avoit conduit en la Ville l'an 1571. furent mis
en liberté. Aucuns estiment avoir pris leur nom de la Sclavonic, qui
du temps de Justinian fut occupée par les Sclavons.

ESCLISCHE.] Lille, art. 79. & suivans; Armentieres sous Lille
Quand il est traité des reprises & retrait d'heritages vendus ou es-
clischez, qui est quand l'on a fait vente d'une partie de l'heritage, &
en la somme rurale & en la Coutume de Tournay au titre des fiefs art.
8. FIEF *ESCLISCHE* & *ESCLISCHEMENT*, c'est-à-dire départy, dépecé,
démembrié : ce qu'aucunes Coutumes ont dit *ESCLIPSE*, & le même
AUTOUR *EBRANCHER* & *EBRANCHEMENT*. En matiere de reprise d'heri-
tages. *ESCLECHE* est preferé à *frareufeté*, & *frareufeté* à proximité.

* *Estre en ESCOLAGE.*] Mets, titre 1. art. 66. c'est aller à l'E-
cole.

* *ESCOLASTRE & Chanoine.*] Peronne au procez verbal,
c'est celuy qui a soin des Ecoles, appelé *Scholasticus*. Vide Cang.
in Glossar. verb. scholasticus, & Hemerum, de Academia Parisiensi, cap.
2 3. & 5.

* *ESCONDIRE le sermonce.*] Des Fontaines dans son Conseil
chap. 10. articles 3. & 4. C'est s'excuser de n'être point venu à la se-
monce du Seigneur, en jurant sur les Evangiles qu'on n'en a point eu-
connoissance; auquel cas le sujet sauvoit l'amende : ce qui avoit
lieu quand même les Sergens du Seigneur auroient été presens &
prests à affirmer qu'ils auroient fait la sermonce : car selon des Fontai-
nes, leur offre à jurer encontre le serment de ciaux qui escondirent le
sermonce ne puet rien faire.

Il n'y avoit point à cet égard de difference entre le franc-hom-
me ou possesseur de fief, & le vilain, ou celuy qui tenoit en censi-

ve. Lorsque le Seigneur avoit pris gages ou nans à raison des défauts ; si le franc-homme requeroit ses nans avant l'escondit, il les devoit avoir, & au contraire le vilain ne les avoit point avant l'escondit, à moins qu'on ne l'eût empêché de faire serment ; la raison de cette déference étoit *que moult plus est tenu li frans hom à son Seigneur par le raison de liretage, le li vilains par ses rentes payant, parquoy on puet plus gaidier pour le franc hom qui ne sceut pas le semonce, ie pour le vilain.* Ce qui explique la regle 30. des Institutes de M. Loysel, livre 1. tit. premier, tirée de ce chapitre.

ESCORCHER.] *Supplicii genus apud Persas, de quo Agathias lib. 4. Marcellinus lib. 23. Procopius lib. 1. de bello Persico. Hoc supplicio affectus est S. Bartholomæus Apostolus, & Manes hereticus.* Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. recite que les Sarrazins écorcherent tout vif le Roy de Pologne, & le Cardinal de S. Ange Legat du Pape.

* ESCREVICE.] Bayonne, tit. 6. art. 1. C'est une espede d'armure.

ESCROUE.] En l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. 104. 105. 123. 124. 125. & ailleurs.

C'est le brevet, acte & registre de la delivrance, élargissement ou décharge d'un prisonnier, & dont le Geolier charge son papier & commentaire. *Ratio carceris conficitur quo quisque die datus in custodiam, vel liberatus est. In publica custodia est commentariensis, quique adjutorem habet. Vide vocem GEOLIER.* Exposé est extrudere, dimovère, eximere, liberare, missum facere potius quàm contrudere aut conjicere in carcerem : Soit que le sergent exploiteur se décharge du prisonnier en la geole, ou que le Geolier en soit déchargé par le Juge, ou par le creancier pour la delivrance du prisonnier : *Etiam vetus Gallia interdum Græcis vocabulis utebatur, ut ex Casare constat & Plinio lib. 17. cap. 7. & 8. cum de Marga agit.* Cette diction est aussi en usage en quelques lieux, comme en la Coutume de S. Paul sous Arthois pour la declaration, denombrement & aveu d'heritages cotriers que le sujet donne à son Seigneur, & pour le rôle qui contient l'état des deniers dépensez pour l'entretienement de la maison, tables & cuisines d'un Prince & qui est signé & arrêté par chacun jour au Bureau par le maître d'Hôtel & par le Contrôleur de la maison, pour être delivré au maître de la Chambre aux Deniers pour l'acquiter. *Est breviarium rationum despensatoris, Suetonio in Galba cap. 12. & és Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1497. & au styl du pays de Normandie, & en l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1499. pour l'erection de la Cour souveraine seant à*

Rotien , cette diſtion ſignifie les écritures qui contiennent au long les faits & raifons des parties & de la matiere : aufquelles Ordonnances auſſi il eſt dit que les Sergens donnent leurs exploits par Eſcrouë. Auſſi en l'Edit du Roy François premier de l'an 1517. fait pour le reglement de la Jurifdiſtion des Elûs , article 24. les rôles que les Receveurs des tailles , où des émesdes de Juſtice baillent aux Sergens pour faire venir les deniers , s'appellent Eſcrouës. Et és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 20. les Eſcrouës & decharges : il faut ainſi lire.

TENIR SA TERRE PAR ESCUIAGE.] Au Traité deſte-nures , livre ſecond chap. 3. *Scutagium eſt ſervitium ſcuti* : eël vaffal doit le ſervice de Chevalier & aller en guerre avec ſon Seigneur.

ESCUIER.] En l'ancienne Coutume de Sens . art. 199. de Hainault , chap. 71. où il eſt nommé comme inferieur au Pair , au Chevalier , & à l'homme noble. L'Eſcuier n'a pas l'honneur de Chevalerie , laquelle préſuppoſe Nobleſſe entiere. Les Eſcuiers pour quelque beau fait d'armes étoient faits Chevaliers. *Apud Marcellinum lib. 14. 16. 20. 27. & in notiſſia Romani Imperii : Scutarii differunt à Gentilibus , & ſub Magiſtro officiorum alia erat ſchola Scutariorum , alia Gentilium ſeniorum & juniorum. Scutarii autem ſive Scutari , ſive Scutatores Vegetio , Livio , Firmico & Suetonio in Auguſto cap. 56 ſive Sculdafſiones recentioribus : Scutigerulus Plauto in caſina : Armigeri , propugnatores : ſunt milites qui ſic appellantur à genere armorum : Servius Honoratus in nonum Æneidos ait ſcuta eſſe Equitum , clypeos Peditum : & ſcuta breviora , clypeos longiores. Scutarius eſt à σκῦτον σκῦτοῖς. Alii erant cataphractarii , qui & clibanarii Perſis : Lampridius in Alexandro , Marcellinus lib. 16. Nazarius in panegyrico Constantini , Sextus Rufus. Æduis crupelarii Tacitus 3. Annalium. Alii Baliftarii , funditores , fundibulatores , Vegetio , vel fuſtibalatores Modeſto. Lancearii , ſerentarii , haſtarii ſive haſtati , Sariffophori. Livius 36. Macedones haſtatos vocabant Sariffophoros , 2. Curtius lib. 4. Haſtam vocant ſariffam , idem lib. 9. Tragularii , ſagittarii , contati , parmati , jaculatores , cetrati Caſari : peltati , vel peltiſta , Livio lib. 28. 31. 44. Polyano in fine lib. 5. Loricati qui & cataphracti Macedonibus. Livius lib. 35. & 37. Phalangita , argyraspidés à genere armorum : Idem Livius eod. lib. 37. & 43. Curtius Rufus lib. 4. Polyanus l. 4. Clypeati , qui & aglaſpides eidem Livio lib. 44. Armigeri Curtius lib. 7. & 8. qui corporis etiam cuſtodes. Hippotoxota , Hittio de bello Africano , Caſari lib. 3. de bello civili. Sariffis Macadones utebantur , Suevi lanceis , Galli materibus : Unde mattiarii Marcellino lib. 21. 31. ut apud nos inter equites , Les Lanciers , les Bacinets , les Archers , les hommes d'Armes , les Couſtillers ou Couſtilliers : les Guy-*

farmiers, haches ou guysarmes, Alain Chartier du Roy Charles VII. & *inter Pedites*, les Harquebuziers, Halbardiers, Pibquiers, Arbalétriers, ou crannequiniers, Archiers qui s'appellent gens de trait, les Panoyseux Alain Chartier. *Feuda autem scutiferorum nomen dederunt Scutariis, ut feuda Lorica possessoribus suis de Haubert, & vexillum aux Chevaliers Bannerets.* La diversité des armes & du service a donné nom aux fiefs, & aux vassaux. Le grand Escuier de France, qui *πρωτοπράτωρ Niceta, Curopalata, & aliis, nempe τῶν βασιλικῶν ἱπποκόμων* : a la surintendance sur les Escuiers, qui *Stratores*, & sur autres Officiers de l'Ecurie du Roy, dont sont les Chevaucheurs, & les Mareschaux d'icelle : *inde natus error quorundam, qui hujus vocis etymon trahunt ab equo, quasi Scutarius sit Equirarius : quo quid minus jejunum aut somniculosum ?* Aussi sous la charge du grand Escuier sont les Rois & Heraults d'Armes. Voyez le mot CONNESTABLE. *Ceterum clivum istum uno spiritu non exuperavi.*

ESCUIER D'HONNEUR.] Au chap. 105. de l'ancienne Chronique de Flandres, & ailleurs, comme Dame d'honneur, Fille ou Page d'honneur, Chevalier d'honneur, au premier livre de Froissart, chap. 24. ESCUIER TRANCHANT, *Scindendi obsonii magister, Seneca cap. 17. lib. de vita beata, Scissor Petronio, qui certis ductibus scindit aves, & erudita manu frustra excutit. Seneca epist. 47. qui arte scindit aves in frustra non enormia, idem de brevitare vitæ cap. 12. Sed & in convivio Carptores & Structores etiam adnotante Lipsio lib. 2. de Gladiatoribus : & Fulvio Ursino, de triclinio Romano.*

* ESCUSSON.] Poitou, art. 1. *Scutum*, à la différence des armes en quarré, qu'il n'y avoit que le Comte, Vicomte & Baron qui pouvoient porter en guerre. Nos Auteurs ne conviennent pas sur l'antiquité des Armoiries, il y en a qui les font aussi anciennes que la Republique des Hebreux, d'autres en attribuent l'origine aux Romains, & d'autres les font beaucoup plus modernes.

Ce qu'il y a de tres-certain, c'est que l'usage des *Etendarts* est tres-ancien ; ce qui paroît par le chapitre 2. des Nombres v. 1. où Dieu ordonne à Moïse de faire camper les Enfans d'Israel chacun sous son Enseigne ou son Etendart, *Quisque ex filiis Israel castra figat sub vexillo suo, & sub signis domus patrum suorum, è regione circum tentorium constitutionis castra figant.* Ce qui est ainsi rendu dans la traduction de Leon de Juda : *Singuli per turmas signa atque vexilla, & domos cognationum suorum castra metabuntur filii Israel, per gyrum tabernaculi federis.* Aben Ezra remarque qu'il y avoit trois Tributs sous chaque grand Etendard, de sorte qu'il n'y avoit que quatre grands Etendards, parce qu'il n'y avoit que douze Tributs. Et outre ces grands Etendarts il y en avoit un nombre infini de petits.

Selon cet Auteur, la Tribu de Juda avoit dans le sien la figure d'un Lion, la Tribu de Ruben celle d'un Homme, la Tribu d'Ephraïm celle d'un Bœuf, & la Tribu de Dan celle d'un Aigle. Voyez Gro-tius sur le chap. 10. des Nombres.

A l'imitation des Juifs les autres Nations prirent aussi des Etendars dans lesquels ils peignirent de certaines figures; ainsi les Troyens avoient dans leur Etendart une *Truye* appelée du nom de leur Ville *Troja*; car c'est de *Troja* que nous avons fait le mot *Truye*: & les Romains prirent l'*Aigle*.

Non seulement les Romains se servirent d'Etendars, mais ils mirent encore des marques à leurs Boucliers & leurs Ecussions. *Vegetius de re militari* liv. 2. chap. 18. *Sed ne milites in tumultu pralii à suis contubernaliis aberrarent, diversis cohortibus diversa in Scutis signa pingebant, ut ipsi nominant δερματα, sicut etiam nunc est moris fieri; præterea in adverso Scuto, unius cujusque militis, (literis.) nomen erat adscriptum, addito ex qua esset cohorte quæve Centuria &c.*

Et nous apprenons de Virgile que les familles affectoient de mettre toujours les mêmes marques dans leurs Boucliers & Ecussions pour se distinguer les unes des autres.

Lib. 7. Æneidos v. 655.

*Post hos insignem palma per gramina curram,
Victoresque ostensat equos, satius Hercule pulchro
Pulcher Aventinus, clypeoque, INSIGNE PATERNUM,
Centum angues, cinctamque gerit serpentibus hydram.*

Lib. 6. Æneidos v. 505.

*Tunc egomet famulum Rhæteo in litore inanem
Constitui, & magna manes ter voce vocavi
Nomen & arma locum servant.*

Et arma, depicta scilicet, dit Servius.

Quoy que ces autoritez paroissent assez précises, il ne faut pas néanmoins s'imaginer que l'usage de nos Armoiries soit si ancien, comme l'a crû Budée & les autres Auteurs citez par Pompeius Ro-chius de *insignibus familiarum* cap. 1.

Comme les anciens Romains & les Grecs peignoient de différentes figures sur leurs habits, ce qui est traité par Junius *lib. 1. advers. cap. 13.* nos François & les autres Nations de l'Europe mirent aussi sur leurs habits de différentes figures.

Les habits des personnes qui se mettoient superbement, tant en France qu'en Allemagne, & chez les autres Nations de l'Europe, étoient de deux sortes; ou d'étofes d'or & d'argent, ou de belles peaux; & alors non seulement les gens d'épée se feroient de peaux,

mais aussi les Ecclesiastiques , comme il se void dans le passage qui suit d'une Epître de Geoffroy de Vendôme au Pape Calixte, liv. 1. n. 12. *Hoc interfigno presentes Litteras meas pater meus agnoscebat, quod Armano Monacho Roma, pro ejus amore bene servivi, & cum apud Turonum nocte nudatus esset à furibus, non dimidiam vestem ut B. Martinus, sed grisiā Pelliciam, atque varias pelles obtuli patri meo, quem nimia caritate semper dilexi & diligo.* Et de là vient que les Chanoines ont encore des Aumusses, *Durandus in rational. divinor. livr. 3. chap. 1. n. xi, dictum est super pellicium eo quod antiquitus super tunicas pellicias, de pellibus mortuorum animalium factas induebatur, quod adhuc in quibusdam Ecclesiis observatur &c.*

Quand les habits étoient d'or & d'argent, les figures étoient travaillées avec l'étoffe, & quand ils étoient de peaux, les gens riches pour les rendre plus magnifiques faisoient découper les peaux pour en former les figures, ce qui coûtoit de grandes sommes.

Le Roman de la Rose en faisant le portrait de Deduit,

D'épaules étoit large & lé,
Et gresle parmy la cainture,
Bref il sembloit une paincture
Tant étoit doré & gemmé,
Et de tout membre bien formé,
Le corps eut bon, les jambes vistes,
Plus legier homme oncques ne veistes,
Et si n'avoit barbe au menton,
Fors un petit poil folleton
Comme ces jeunes damoisaulx.
D'un samy portrait à Oyseaux
Qui étoit tout à or batu,
Son corps fut richement vêtu,
Et la robe bien devisée
En maints lieux étoit incisée,
Et découpée par cointise.
Puis fut chauffée par mignotise
D'un soulier découpé à las.
Sa mie aussi par grand soulas
Luy avoit fait joly chapeau
De roses qui moult étoit beau.

Et dans la description du Dieu d'Amours,

Ce Dieu d'Amours de sa façon
 Ne ressembloit point un garçon,
 Ains fut sa beauté à priser,
 Mais de sa robe deviser
 Crains grandement qu'empêché soye,
 Il n'avoit pas robe de soye,
 Mais étoit faite de fleurettes
 Tres-bien par fines amourettes,
 A Losanges & à Oyseaulx,
 Et à beaulx petits Lyonceaux,
 A autres Bestes & Leopards
 Sa robe étoit de toutes parts
 Bien faite & couverte de fleurs
 Par diversité de couleurs.
 Fleurs là étoient de maintes guises
 Bien ordonnées & par devises.

Comme de tout temps la Noblesse s'est fait un point d'honneur de paroître à l'armée, il n'y avoit presque point autrefois de Gentilhomme riche qui n'eût en guerre, par dessus sa cotte de maille, un surcot magnifiqué, ainsi orné de figures, à l'exemple des Romains. *Franci verò, dix Nangis dans la Vie de Philippes III. subita turbatione commoti, mira celeritate ad arma prosiliunt, loricas induunt & desuper picturis variis, secundum diversas armorum differentias se distinguunt.* On mit ensuite sur les Ecussions les mêmes figures qui étoient sur les surcots, & ces figures s'étant perpétuées dans les familles, comme des marques qui servoient à les distinguer les unes des autres, on contrefit les Ecussions, on en plaça les images dans les Eglises, sur les bâtimens, & les Chevaliers les firent graver sur leurs seaux.

Le R. Pere Chiffet a remarqué *in appendic. ad Diatribam de illustri genere sancti Bernardi, cap. 18 p. 679.* que l'usage des Armoiries sous le regne de Loüis le Jeune n'étoit en usage entre les Princes & les Chevaliers que quand ils étoient à la guerre : *Illo aro, dit-il, vix ulla fuisse putem ejusmodi stemmata, nisi forte virorum Principum aut militum cum in armis essent, eaque non toti familia communia, sed personalia ac propria, quibus à se invicem in expeditionibus distinguerentur.*

Et la preuve que c'est des surcots de draps d'or & d'argent, & de peaux découpées que les Armoiries ont pris leur origine, c'est que les métaux & les couleurs en matiere de blason, retiennent encore le nom des peaux : ce qu'il faut justifier par quelques exemples.

Ce qu'on appelle *ver* ou *vair* n'est autre chose que des peaux va-

riées d'hermines & de petit gris, *varia pelles*, comme il y a dans le passage de Geoffroy de Vendosme rapporté cy-dessus, & comme il se void dans les vers suivans de Jean de Mehun dans son Roman de la Rose au chap. de description d'avarice.

Prés d'elle pendoit un manteau
A une perche moult grelette,
Et une robe de brunette.
Au manteau, été ou hyver,
N'avoit *penne de menu ver*
Mais d'*Agneaux* veluz & pesans;
Et la robe avoit bien seize ans,
Laquelle encore sans mentir
Avarice n'osoit vêtir.

Ce qu'on appelle *gueules* étoit aussi des peaux; ce que M. Hauteferre dans son *Traité de Ducibus lib. 3. cap. 3.* a prouvé le premier par les paroles suivantes de S. Bernard dans son Epître à Henry Archevêque de Sens. *Horreant & murum rubricatas pelliculas, quas Gulas vocant, manibus circumdare sacratis.*

L'hermine est une peau de rat, ainsi appelée parce qu'elles venoient d'*Armenie*, qu'on nommoit anciennement *Hermenie*.

Le *sable* étoit une peau noire de martre appelée zebeline ou zibeline, de *Zibel* ou *Zibilet* où le commerce s'en faisoit en Orient; il est appelé par Arnold de Lubec *pellicula Zobellina*, & Philippe Moulkes en parle ainsi dans la Vie de Louis VIII.

S'il y avoit assez encor
De rices dras battus à or,
De dras rains, & d'escarlare
Detrancies à grans barates,
Sables, Ermins & Vairs & Gris,
As jouvenciaux & as vious gris.

Le *sinople* étoit une peau teinte en ver, appelé peut être ainsi, de *Sinoplum* ou *Sinopoli*, ville maritime de la Cappadoce où le trafic s'en faisoit.

Et enfin la *pourpre* étoit aussi une pelleterie teinte de cette couleur; ce que M. du Cange dans sa Dissertation premiere p. 138. prouve par l'article suivant d'un compte de Fontaine l'Agentier commençant en 1350. *Pour fourrer une robe de quatre garnemens pour ledit Guillaume Poquaire, pour le jour de sa Chevalerie, pour les deux surcots deux*

fournitures de grosses pourpres 4. livres 10. s. Pour fournir une robe pour la femme de Michel Gentil que le Roy luy donna en mariage, une fourrure de menuës pourpres 6. livres. Par.

Non seulement les Nobles mirent dans leurs Ecussions ces différentes couleurs & figures, mais aussi dans leurs *Bannieres & Pannonceaux*, ainsi que nous l'apprenons de ces vers de Guillaume Guiart sous l'an 1304.

Es Pannonciaux & és Bannieres
Dont le vent tient maintes enverfes ;
Reluisent les couleurs diverses ,
Comme Or , Azur , Argent & Sable.

Le Pannonceau étoit l'Etendard du Bachelier ; & cet Etendard avoit une queue.

La Bannière étoit l'Etendard du Banneret , & ces deux Etendars differoient en ce que le Pannonceau finissoit en pointe , au lieu que la Bannière qui n'étoit autre chose qu'un Pannonceau dont la queue avoit été coupée , étoit quarrée. Car la ceremonie étoit de couper les queues des Pannonceaux quand un Bachelier parvenoit à la dignité de Banneret , comme il se void dans le passage suivant d'Olivier de la Marche , liv. 6. chap. 25.

La Vey Messire Louis de la Vieville Seigneur de Sains , relever Banniere , & le presenta le Roy d'Armes de la Toison d'or ; & ledit Messire Louis tenoit en une lance le Pennon de ses pleines armes , & dit ledit Toison , Mon tres-redouté & Souverain Seigneur , voici vôtre tres-humble sujet Messire Louis de la Vieville , issu d'ancienne Banniere à vous sujette , & est la Seigneurie de leur Banniere entre les mains de leur aîné , & ne peut on doit sans méprendre porter Banniere quant à la Cause de la Vieville dont il est issu ; mais il a partagé la Seigneurie de Sains anciennement terre de Banniere , parquoy il vous supplie considerer la noblesse de sa nativité , & les services faits par ses predesseurs , qu'il vous plaise le faire Banneret , & relever Banniere. Il vous presente son Pennon armoié , suffisamment accompagné de vingt-cinq hommes d'armes pour le moins , comme est & doit être l'ancienne coutume. Le Duc luy répondit que bien fut-il venu , & que volontiers le feroit. Si bailla le Roy d'Armes un Couteau au Duc , & prit le Pennon en ses mains , & le bon Duc sans ôter le Gantelet de la main senestre , fit un tour autour de sa main de la queue du Pennon , & de l'autre main coupa ledit Pennon , & demeura QUARRÉ , & la Banniere faite , le Roy d'Armes bailla la Banniere audit Messire Loys , & luy dit : Noble Chevalier re-

cevez l'honneur que vous fait aujourd'hui votre Seigneur & Prince, & soyez aujourd'hui bon Chevalier, & conduisez votre Bannière à l'honneur de votre lignage.

L'on void maintenant pourquoy dans l'article premier de la Coutume de Poitou cité cy-dessus, il est dit que le Comte, Viscomte ou Baron peut en guerre ou Armoirie porter ses Armes en Quartré, ce que ne peut faire le Seigneur Chastelain, lequel seulement les peut porter en forme d'Escusson.

ECUSSON DE TROIS FLEURS-DE-LYS.] Que les Sergens Royaux doivent porter pour être connus & obeïs en l'exercice de leurs Etaes & Charges, selon l'Ordonnance du Roy Charles IX. de l'an 1560. art. 89. *Lilia nostris regibus ab regno condito placuerunt ut lib. 3. Annalium observat Papirius Massonus.* Tellement que le Roy Philippes VI. a fait marquer en or l'Ecu & Armoiries de France : & avant le Roy Charles VI. l'Ecu de France étoit semé de fleurs-de-lis sans nombre en champ d'azur, & les a réduit à trois. Voyez le Recueil de du Tillet Greffier de Parlement, au chap. des Ecus & Armoiries de nos Rois & des fils de France. Les Escussions & Armoiries des Nobles ont pris leur origine des gens de guerre. *Ne milites enim aliquando in tumultu pralii à suis contubernalibus aberrarent, diversis cohortibus diversa in scutis signa pingebant que ipsi nominabant Digmata. Præterea in adverso scuto uniuscujusque militis, literis erat nomen adscriptum, addito ex qua esset cohorte, quæve Centuria: Vegetius, lib. 2. cap. 18. * V. Chifflet. Anast. Childeric.*

* Lettres E S D I R E' E S.] Labourt, tit. 20. art. 1. Sont des Lettres perduës ou égarées.

* E S G A R D.] C'est un Jugement rendu avec connoissance de cause. Les Assises de Jerusalem art. 23. Or dit Esgard, ou connoissance n'est mie une même chose, car l'on fait d'une parole connoissance de court, ne esgard peut homme faire d'une parole, pourquoy il est claire chose, que esgard & connoissance n'est mie une même chose. *Constitut. Sicul. lib. 3. tit. 17. Si vassallus à domino suo publicè requisitus pro eo fidejuberere noluerit &c. dominus potest de eo quod tenet ab ipso, ipsum per exgardium diffaisire.* C'est à dire qu'il luy ôtera ce qu'il tient à hommage de luy par Sentence des Pairs. Ce qui paroît par la Note suivante de Lallus. *Nota quod in hac Constitutione dicitur, potest dominus diffaisire & petere coram Paribus, ut diffaisiatur per exgardium, id est per Pares, & isti Pares seu exgardatores eligentur per Pares in eodem numero, & sententia ipsorum Parium mandabitur executioni per superiorem non per dominum ipsum &c.* Voyez M. du Cange sur le chap. 39. du premier livre des Etablissements.

* *Disour & ESGARDOUR.*] C'est un Juge. Voyez *Viguiet*.

ESGARDS.] Calais, art. 170. 171. qui sont gens experts & connoissans à faire visitations & rapports.

ESPANITE' ou plutôt ESPAVITE' NEGIST EN NOBLESSE.] Par la Coutume de Vitry en Partois, art. 72. d'autant que les Nobles natifs & demeurans hors du Royaume succèdent à leurs parens decedez, & demeurans au Royaume, ou ailleurs, es biens délaissés par leur trépas, soit meubles, ou immeubles, nobles ou roturiers. L'Avocat Bacquet en son traité du droit d'Aubaine, chap. 30. dit que cette Coutume ne préjudicie au droit du Roy, qui luy appartient es biens des Aubains. Et le droit d'ESPAVITE' es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 617. appartient audit sieur par le decés d'un étranger qui n'est son sujet, & a délaissé biens meubles, ou immeubles en ses Terres & Seigneuries, lequel droit il a quitté & remis aux Bourgeois de Sedan. Cette diction signifie Aubaine, comme en quelques lieux les Aubains sont estimez & appelez ESPAVES.

ESPARGNE.] Sedan, art. 303. C'est ce que les laboureurs réservent de leurs terres pour le pasturage de leurs chevaux, dans lesquelles leurs voisins ne doivent mettre pasturer leur bétail comme ils feroient en vaine pasture. Pour telle reserve a été introduit le droit de Saintre en plusieurs lieux.

ESPAVES.] Meaux, art. 204. 205. Melun, art. 6. & suivans. Sens, art. 9. 10. 11. Montfort, art. dernier: Mante, art. 189. Senlis, art. 97. Troyes, art. 118. 119. Chaumont, art. 93. 94. Châlons, art. 15. Channi, art. 43. Boulenois, art. 23. Quesque, art. 4. Arthois, art. 9. 10. Duché de Bourgogne, art. 1. 2. 3. Comté de Bourgogne, art. 59. 60. 61. Nivernois, tit. 1. art. 1. & suivans. Montargis, chap. 5. art. 1. & 2. Orleans, art. 156. Lodunois, chap. 3. art. 2. Dunois, art. 54. 55. 56. Amiens, art. 190. Auxerre, art. 13. 14. 15. Grand Perche, art. 15. Bourbonnois, chap. 26. art. 333. & suivans. Auvergne, chap. 26. La Marche, chap. 24. Poitou, art. 302. 303. Bourdellois, art. 105. Montreuil, art. 18. Beauquesne, art. 1. Peronne art. 19. & en la Somme rurale. Berri, tit. 2. art. 7. 8. 11. 14. Cambrai, tit. 24 art. 2. 4. S. Paul sous Arthois, art. 45. Bar, art. 32. 34. Lille, tit. 1. art. 25. 27. Hesdin, art. 6. Lorraine, tit. 6. art. 5. & 7. Bestes Espanisées. Hesdin, au titre des Droits du Comte d'Arthois, art. 16.

Sunt vaga animalia quæ à dominis non habentur pro derelicto, nec sunt ἀδιόκητα, ut vir aliàs doctus existimavit, quanquam deperdita dicantur: nam recuperari possunt. Bestes égarées qui ne sont avouées par aucun Seigneur, comme dit la Coutume de Laon, art. 3. de Reims,

art. 343. & qui appartiennent au Roy ou à autre Seigneur Justicier. Sont choses égarées, & desquelles la Seigneurie est inconnue, comme dit l'ancienne Coutume du Perche, chap. 3. art. 2. *Sunt aberrantia animalia, quorum dominus ignoratur, qua aut longe fugerunt expavesfacta, aut vagantur & dispalantur sine certo custode vel domino.* Sont bestes effrayées, égarées, & errantes. *Sed & res alia mobiles, que domino carent.* Comme aussi en Vermandois & ailleurs, les hommes & femmes nez hors le Royaume, & en lieu si lointain que l'on ne peut avoir connoissance de leur nativité, & qui sont demeurans en ce Royaume, ont été dits ESPAVES, à la difference des Aubains qui sont nez dehors le Royaume, en lieu si prochain que l'on peut connoître leurs noms & nativité: comme appert par les extraits de la Chambre des Comptes à Paris, recitez par Bacquet en son Traité du droit d'Aubaine, chap. 3. *Infelicitis ingenii male deprehendi in furto, quam mutuum reddere.* Voyez aussi le proces verbal de la Coutume de Laon, de l'an 1556. sur le chap. 1.

ESPAVES D'ABEILLES.] Tours, art. 54.

ESPAVES D'AVETTES.] Qui sont mouches à miel. Tours, art. 17. & en la Coutume locale de Prieulli ressort de Tours. Lodunois, ch. 1. art. 13. ESSAIN D'AVETTES: Lodunois, chap. 3. art. 3. Anjou, art. 12. Le Maine, art. 13. *Examen apum.* * Voyez Adeps.

L'ESPAVE DU FAUCON ET DU DESTRIER.] Anjou, art. 47. Le Maine, art. 55. Qui appartient au Seigneur Baron.

ESPAVES FONCIERES.] Anjou, art. 10. Le Maine, art. 11. Qui appartiennent au Seigneur bas-Justicier du fond & domaine, ou d'autres choses immeubles en l'étendue de son fief & nueffe à la difference des espaves mobilières.

ESPAVES MOBILIERES.] Tours, art. 47. 52. & en la Coutume locale de Maisieres ressort de Tours: Lodunois, chap. 2. art. 9. chap. 3. art. 1. Anjou, art. 40. 41. 150. Le Maine, art. 47. 48. 163. Blois, art. 26. 32.

Qui appartiennent au haut, moyen, ou bas Justicier, selon la difference des Coutumes. *Qua de re Bacquetius tractatu de justitia, cap. 33. post alios: quique illaudato auctore interdum mea opera usus est.*

* ESPAUVIERS.] Dans le dénombrement de l'Abbaye de Baigue, tous Espauvyers sont à la Dame Abbessé, & doivent être revelez à ladite Abbessé en toute la terre dans 24. heures & tous Bournbons & Eyssan dans huit jours.

ESPERONS DOREZ.] Senlis, art. 178. & en l'ancienne Coutume de Mante, art. 103.

Qui se donnent au Seigneur feudal par le vassal pour droit de relief

relief & rachat. Les esperons aussi servent de signe d'investiture , comme au Sacre du Roy l'un des Pairs de France porte les esperons , l'autre la Couronne, la Banniere quarriée, le manteau, l'anneau, la ceinture ou baudrier, l'enseigne de guerre. Et il y a plusieurs fiefs qui ont été donnez à certains devoirs annuels, ou à chacune mutation de Seigneur ou de vassal, comme de bailler par chacun an une hure de sanglier, un espervier, un faucon, une couple de chiens, un chapelet de roses, porter la busche au feu de la veille de Noël de son Seigneur féodal : de bailler un quintal de cire par an, comme à l'Eglise de Mascon sous le nom de *Clypaus cere*, pour la Seigneurie ou Comté de Baulgey ; ou bien soixante livres d'huile d'olive par an pour faire le Cresseme, dont le domaine de Mehun sur Eure est chargé envers l'Archevêque de Bourges, au lieu du devoir de foy & hommage : ou à la mutation un cheval de service, un destrier, un roncín, deux arçons de selle de cheval, des armes, tirer la quintaine, dire la chanson à la dame, & autres choses pour relief, ou pour prestation de foy & service féodal : comme aussi plusieurs fiefs, Seigneuries & heritages ont été donnez à l'Eglise en pure & simple aumône, à divin service, prieres & oraison, à la charge de quelques pains de chapitre, ou de jallages de vin par chacun an envers le Seigneur, pour reconnoissance.

Les Esperons dorez étoient un ornement particulier aux Chevaliers, & les Esperons argentez un ornement des Escuyers ; ce qui a été remarqué par le President Fauchet, & ensuite par M. du

Cange dans ses Notes, sur le chap. 118. du premier livre des Etablissements, p. 185. Voyez mes Notes sur les regles de Loyseau, livre premier, tit. premier, art. 29.

* *Trencher les ESPERONS.*] Dans les Etablissements chap. 128. On a remarqué que les Chevaliers portoient les esperons dorez, à la différence des Escuiers qui les portoient d'argent ; quand donc on dégradoit un Chevalier ou un Escuier, l'usage selon cet article étoit, de luy trancher ses esperons sur un fumier. Voyez M. du Cange sur cet endroit.

* *ESPETER.*] Troyes, art. 136. C'est quand en tournant sa charruë au bout du sillon sur le grand chemin, le sillon empiete tant soit peu sur le chemin, auquel cas parce que le délit est petit, l'amende est seulement de cinq sols, au lieu qu'elle est de soixante sols tournois quand on traverse en labourant un chemin Royal, ou s'il y a voye ouverte sur les grands chemins, en entreprenant dessus. Voyez M. Pitou sur cet article.

ESPICES DE JUGE.] En l'article 14. de l'Edit fait à Moulins l'an 1566. en l'Edit de l'an 1563, art. 30. 33. 34. en l'Edit du Roy Fran-

çois premier de l'an 1514. en l'Edit de Charles neuvième, fait à Orleans, l'an 1560. art. 57. 692. & du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 44.

Sunt tā dīnasīdā, Novella 82. Justiniani, quæ judicibus pedaneis dabantur, quia salaria non habebant ut magistratus; sunt quasi sportula judicum: Species quæ ad parvum & frugalem victum faciunt: Les salaires des Juges qui ont veu, visité, consulté & jugé un procez. Sic honorarium quod patrocinii nomine Advocato datur, dicitur οὐκωροπιδόν, Cujus modus erat certus & legitimus, nempè ad denasēstertia, usque ad centum aureos, peractis tamen negotiis, ut ex Tacito & Plinio constat, & ex l. 1. de variis & extraord. cognitio. Sic Sportula executoris litium appellantur τὰ ἐκταγμὰ. Sed & pulveratica judicibus præstata sunt olim, Cassiodorus, lib. 2. epist. 15. & Curialibus ante No. Majoriani. Anciennement celuy qui avoit obtenu gain de cause, faisoit par courtoisie present à son Juge ou Rapporteur de quelques dragées, confitures, ou épiceries, qui depuis ont été converties en argent. Comme en Froissart, livre 3. chap. 84. Boire & prendre espices; & Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. Servir vin & épices. Le 12. de Mars 1369. le Sire de Tournon par licence de la Cour à sa requeste, bailla vingt francs d'or, pour les épices de son procès jugé, & les eurent les deux Rapporteurs: & le 4. de Juillet 1371. un Conseiller de la Cour à Paris rapporteur d'un procès, eut après le jugement de chacune des parties six francs: & le 17. de May 1403. au Conseil fut ordonné que les épices données aux visiteurs des procès par permission de la Cour, ne viendroient en taxe de dépens. Olim sententia judicum erant gratuita, non venales. Nam judices ex publico salaria accipiebant, & à litigatoribus nihil aliud præter esculenta & poculenta quedam: qua de re extat Constitutio Friderici II. Imperat. & Regis Sicilia, lib. 1. tit. 71. Sed prospiciant Judices ne judicium nihil sit nisi publica merces, atque eques in causa qui sedet, empti probet. En France l'achat des Offices de Judicature fait épicer les procès excessivement. En Ecoffe, & en plusieurs autres Royaumes & Republiques bien ordonnées ces épices ne sont en usage, dautant que les Etats ne se vendent, & que les Officiers sont bien stipendiez du public. Legibus Wisigothorum, lib. 1. tit. 2. cap. 25. Index vigesimam solidum accipit pro labore & judicata causa ac legitimè deliberata, & Saionas decimum solidum pro mercede. Quidam etiam litis decimam vel partem aliam præter expensas victualium pro salario, & nomine Adfessorum exigebant, quod improbatur cap. 10. de vita & honest. Adrianus Imperator judicum sumptus constituit, & ad antiquum modum redegit, Sed & Pescenninus Niger addidit Consiliariis salaria, ne eos gravarent quibus adfidebant, dicens, Judicem nec dare debere, neo accipere, teste Spartiano.

Chez les Romains on faisoit des figures sur les pains. *Panis*, dit Varron, lib. 4. de ling. latin. *quod primum figurar faciebant mulieres in panificio panis*; & par cette raison, selon cet Auteur, *panis* vient de *pannus*. Vide *Bredanum libro primo Miscellaneorum, cap. 27.*

Anciennement en France on faisoit aussi des figures sur les confitures seches; & de là vient, selon quelques-uns, qu'elles ont été appellées *species*, d'où l'on a fait le mot *épices*. Mais cette conjecture est fautive.

Les Jurisconsultes appelloient *species* ce que les anciens appelloient *FRUGES* lex ult. D. de muneribus §. 5. (*Cura quoque emendi frumenti, olei, nam harum SPECIERUM curatores, quos utinam id est frumentarios, & olivarios, id est olearios appellant, creari moris est inter personalia munera, in quibusdam civitatibus numerantur.*) Vide legem 26. Cod. de usuris, leg. 10. & 21. Cod. de sacrosanctis Ecclesiis, & leg. 1. 2. & ult. Cod. de condit. in publ. horr. lib. 10.

Mais par la suite des temps le mot *Species* s'entendit des aromates & épices & autres choses fortes, comme il se voit dans le passage suivant de Macrobe, lib. 7. chap. 8. *Dic oro te, qua facit causa, ut sinapi & piper, si apposita enti fuerint vulnus excitent & loca perforent, devorata vero ventris corpori inferant lesionem; & Desarius SPECIES, inquit, acres & calida superficiem cui opponuntur exulcerant, quia integra virtute sua, sine alterius rei admixtione utuntur ad noxam, sed si in ventrem recepta sint, solvitur vis earum ventralis humoris alluvione, quia sunt deliciaeiores.* Joignez la loy dernière au Cod. de Publicanis.

Parmi nous le mot *species* a été affecté aux aromates, & de *species* nous avons fait *épicerie*. Avant la découverte des Indes Occidentales, & avant qu'on fît de si fréquens voyages aux Indes Ori-

ales; comme le sucre étoit rare on confisoit avec des épicerie: ce qu'a très-bien remarqué le Pere Thomassin dans son traité du Jeûne, partie 2. chap. 11. & parce que les Parties qui avoient gagné leur procez faisoient des dons à leurs Juges de ces fortes de confitures, ces dons furent appelez par cette raison *Epices*.

Chez les Romains, quoy qu'il fût défendu aux Magistrats, parce qu'ils recevoient des appointemens, de prendre aucun présent, il leur étoit néanmoins permis de recevoir de petits présens de choses qui se mangeoient. Le §. 3. de la loy 6. D. De Officio Proconsulis est précis à ce sujet.

Non vero in votum xeniis abstinere debet Proconsul, sed modum adicere, ut neque morose in totum abstineat, neque etiam modum xeniorum excedat, quam rem divus Severus & Imperator Antoninus elegantissime epistola sunt moderati, cujus epistola verba haec sunt.

Quantum ad xenia pertinet audi quid sentimus, vetus proverbium est ὅτι πάντα, ὅτι πάντοτε, ὅτι πανταπῶς (id est) neque omnia, neque quovis tempore, neque ab omnibus: nam valde inhumanum est à nemine accipere, sed passim, vilissimum est, & per OMNIA avarissimum, & quod mandatis continetur, ne donum vel munus ipse Proconsul, vel qui in alio officio erit accipiat, examine quid, nisi victus cottidiani causa ad xeniola non pertinet, sed ad ea quae edulium excedunt usum; sed nec xenia producenda sunt ad munerum qualitatem.

Mais quant aux simples Juges, parce qu'ils n'avoient point d'appointemens, il leur étoit permis de prendre quelque droit des Parties pour leur salaire. Vide tit. Codicis de SPORTULIS, tit. de FRUCTIBUS & litium expensis, & Novellam 82.

Enfin comme tout tourne en 2-

bus : ces Juges pillerent les Parties, & donnerent gain de cause à ceux qui leur donnerent le plus. Ce qui fit dire aux Auteurs de ce temps, que la Justice n'étoit autre chose qu'une marchandise.

Sanctus Cyprianus, Epist. 2. ad Donatum. *Index ? sed sententiam vendit qui sedet crimina vendicaturus admittit.*

Martialis, lib. 2. Epigr. 13. ad Sextum.

Et Index petit, & petit patronus.

Solvus censo, Sexte, creditor.

Petronii Satyricon.

Quid faciant leges, ubi sola pecunia regnat,

Auc ubi paupertas vincere nulla potest.

Ipsi qui cynica traducunt tempora cæna,

Nonnunquam numis vendere verba solent.

Ergo judicium nihil est, nisi publica merces.

Atque Eques in causa qui sedet empti probat.

En France les épices furent converties en argent. Voyez Langlé, lib. 2. semestrium, cap. 10. & les Notes de Duchesne sur Alain Chartier.

Chez les Grecs il y avoit aussi une certaine somme réglée pour les salaires de Juges qui avoient vû & visité le procès. *Julius Pollux*, lib. 8. cap. 5. *δικαστικὴ τοιαῦτοι οὗτοι δίκασιν δίδωσιν μισθόν* & cap. 9. *ἐν τῷ δικασίῳ οὗτοι οὗτοι τοιαῦτοι αἰ δύνανται, ἐν δὲ δολοῖς.* V. *Harpocration* v. *παρασκευα* p. 281. edit. an. 1683. *Snidam*, v. *βακτηρία*. *Meril*. lib. 5. observat. cap. 24. *Gorb. de salario*, *Cang. in Glossar.* & *M. Menage* dans ses Origines.

* *ESPLECTES*, ou *Explectes*.] C'est ainsi qu'en Bourbonnois, Nivernois, & ailleurs les ouvriers appellent leurs outils ou instrumens. *Consuetudines Villa Granata rubr. de malefactoribus de nocte.* Item quicumque de nocte intraverit ortos, vineas, aut prata alterius, sine mandato aut voluntate cujus fuerit. . . . vel facto, vel capussio aut cum alio explecto, fructus extraxerit domino nostro Regi & Abbati prædicto in viginti solidos Thol. sit incursum, postquam de mandato domini nostri Regis & dicti Abbatis similiter fuerit quolibet anno defensum. Et si tantummodo manibus, & sine alio explecto extraxerit pro justitia in duobus solidis Tholof. domino nostro Regi & dicto Abbati sit incursum, & dampnum insuper emendabit ad cognitionem Bajuli & Consulum dictæ villa. Ces Coutumes sont aux Registres de la Sénéchaussée de Tholose n. 5. des Patentes de l'armoire première page 131.

ESPONCE D'HERITAGES.] Tours, art. 198. 200. 201. Lodunois, chap. 8.

ESPONCE ET QUITTANCE.] Anjou, art. 462. 465. Le Maine, art. 467. 469.

Quand le détenteur d'un héritage chargé de rente, cens ou devoir, le déguerpit, quitte & délaisse au Seigneur, afin que luy ni ses hoirs ne soient deslors en avant tenus de payer les rentes, cens, ou devoirs: *Cum eo quod detinet cedit*, Voyez les dictiones *GUESVER*, *GUERPIR*.

ESPONCER.] Tours, art. 199. Anjou, art. 466. le Maine, art. 470. ou *Exponser* Poitou, art. 57 59. 60.

ESPONCION.] Anjou, art. 462. & suivans. Le Maine, art.

467. & suivans, Poitou, art. 57. 58. 59. 60.

ESPORLE, ESPORLER.] Bourdelois, art. 82. 83. 85. 88. 93. 94. *Ferit aures nostras hoc verbum ut novum & insolens: sed & minus nota profero.* C'est la reconnoissance, c'est reconnoître les devoirs à son Seigneur.

L'Esporle *sporta vel sporla*, est proprement ce que le vassal donne ou offre à son Seigneur, pour obtenir de luy l'investiture de quelque fief; ou ce qu'il luy offre pour relief dans les cas de mutation. Ce mot vient de *sportula* qui signifie don, present. Voyez M. du Can- ge dans son Glossaire sur *sporta*.

* **ESPURGEMENT.]** Excuse. De Beaumanoir, chap. 39.

ESQUARTELER.] *Quadrigarum supplicium, cum corpus laceratur in diversum iter equis concitatis, Livius lib. 1. Cum membra distrahantur actis in diversum curribus, Seneca epist. 14. Est in diversum quadrigis differre: displicare Varroni. Despicare currus axi vinctum Marcellino, ut observat etiam Hadrianus Junius in Nomenclatore: sic Metius Fufetius Albanus binis quadrigis vinctus in diversa nitentibus laceratus est. Gellius, lib. 20. cap. 1. Religatus inter duos currus pernibus equis distractus, Annaeus Florus, lib. 1. cap. 3. Metium Fuffetium Tullus Hostilius religavit ad binas quadrigas, ita ut à binis quadrigis traherentur manus, pedes ab alteris. Servius in 8. Æneid. Vel cum à carnifice corpus gladio dissecatur.* Quand il est mis en quatre quartiers, dont il y a exemple au chapitre 64. & 91. de l'ancienne Chronique de Flandres, & au premier livre de Froissart, chap. 24. *Aurelianus, referente Vopisco, militem qui adulterium cum hospitis uxore commiserat, ita punivit ut duarum arborum capita inflecteret, quas ad pedes militis deligaret, easdemque subito dimitteret, ut scissus ille utrinque penderet.* Aussi sur mer l'on écartelle un criminel par le trait des galleres. De plus en nos Histoires les armes se disent écartelées, quand on les mesle des Armes de diverses maisons ou Seigneuries: dont il y a un bel exemple du Duc de Brabant qui avoit conquis le Comté de Lembourg, en ladite Chronique chap. 29. & du Roy d'Angleterre au chap. 76. qui portoit ses Armes écartelées de France & d'Angleterre.

ESQUIERRES DES CLOCHERS ET EGLISES.] Victri, art. 122. ou **ESQUIERS:** Châlons art. 266. C'est l'endroit des Clochers, comme dit la Coutume de Chaumont, art. 103. ou de clochier à autre. Troyes, art. 169. Sens, art. 145. Melun, art. 302. Quand il est traité de la vaine pasture du bestail que l'on peut mener pasturer de clocher à autre.

* **ESSARTER.]** Troyes, art. 177. C'est défricher une terre, comme il se void dans l'extrait suivant d'une Patente de Charles le Chauve pour Moustier Ramey. *Sibi locum & licentiam dari ad exar-*

tandi sive contidendi, atque emundandi tanti spatii terram. Voyez M. Pithou sur cet article, & *in Glossar. ad Capitular. Cang. Spelman in Glossar. & Beaumanoir p. 124. à la fin.*

* *Patron & ESSIEF.*] Anjou, art. 40. Maine, 46. 47. Du Pineau remarque sur cet article, que le mot *essief* est primitif, & qu'il a vû des Titres où il est rendu par le latin *exemplar*. L'*essief* est le patron sur lequel on règle & on *essie* les autres mesures. Du latin *examen* on a fait *essein*, & peut-être *essay* & *essief*. *Vid. Cang. in Gloss. v. Exagium.*

* *ESSILLEURS de biens,*] Incendiaires, voleurs. Beaumanoir, chap. 9. § 8. p. 294. *Essilleurs de biens par feu, ou par estreper les par nuit.*

* *ESSILLIER.*] Détruire. *Mon propre heritage mesmes, il ne me loit pas à gâter ne essillier.* De Beaum. ch. 38. *Se aucuns m'essille mes bles.* ch. 43. Affez est la vigne *essillée*, laquelle on laisse à manourver. ch. 15. Guill. Guiart.

Maintes bonnes villes *essillent*,

En allant la contrée *essillent*.

* *ESSOINE, ESSOINEMENT, ESSONIEMENT, SOINE, ENSOINE.*] Exoine, excuse. De Beaum. ch. 2. 3. *Sonnia, exonia*, dans les Auteurs de la basse-latinité. *Essoigne est delais de plet, qui montre cause pourquoi cil qui est semons ne vient a cort par maladie que il a.* Anc. Cout. de Norm. Voyez *Exoine & Essonier*.

ESSONGNE.] Est un droit ou devoir seigneurial dû par les héritiers ou successeurs des trépassés, aux Seigneurs sous la censive desquels ils ont & possèdent héritages au jour de leur trépas. Et est en aucuns lieux d'un denier parisis, ou de deux, ou de douze, ou d'autant, ou le double, ou la moitié d'autant que les héritages doivent de cens annuel selon l'usage des terres & seigneuries : comme il est expliqué au procès verbal de la Coutume de Reims, *qua soles in re obscura interpretationes necessarias addere, quod & Plinio probatissimo scientissimoque auctori placuit: Quod si idem alii mores scripti praestissent, non offenderes in limine.*

Ce droit est une suite du droit de main-morte qui étoit anciennement en usage dans le Vermandois comme dans plusieurs autres Provinces du Royaume. Les Seigneurs prétendoient alors qu'ils devoient avoir les biens de leurs sujets decedez, à l'exclusion des héritiers; mais cependant comme il y avoit une injustice manifeste à ravir ainsi ces biens,

les Seigneurs les rendoient moyennant une certaine redevance qui est icy appelée *Essongne*, & que l'on appelloit dans les Pays-bas *droit de meilleur Carrel*, où il consiste en quelques meubles ou en quelque modique somme d'argent. Voyez *Aschaffenburg. Conflicto* 291. pag. 100. col. 2. & cy-dessus *droit d'aubéage*. Et enfin les Seigneurs ont

ensuite conservé ces redevances sur leurs hommes quoi qu'affranchis.

Sonniare, dans la basse Latinité, c'étoit *hospitio excipere*, *procurare*. *Sonnieta erat procuratio*. *Ea vox deinde*

fuit usurpata pro ea prestatione qua fiebat vice procurationis, ac tandem pro quavis pensatione. Et de *sonniata* on a fait *Essogne*. Vide *Cangium in Glossaria*.

* *ESSONIER*.] Excuser, *Exoniare*, *Essoniare*. V. Marcul. lib. 1. form. 37. M. Bignon en ses Notes. M. du Cange sur les Etabl. de Fr. liv. 1. c. 118. Brodeau sur la Cout. de Paris art. 68. n. 18. Voyez *Exoine*.

* *ESSONIERES*.] Qui propose excuse au nom d'un autre. De Beaum. ch. 3. *Exoniateur* dans l'Ordonnance du Roy Charles VI. de l'an 1413. François I. 1535. ch. 13. art. 39. Voyez *Exoine*.

ESSORILLE.] Anjou, art. 148. & en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 90. 92. Celui auquel l'exécuteur de la haute Justice a coupé l'oreille, de laquelle punition aussi nos anciens Gaulois ont usé, comme appert du commencement du 7. liv. de la guerre que Cesar a fait dans les Gaules : Et depuis nos anciens François : *ut Aimoinus lib. 3. cap. 43. refert fugitivum servum fiscalium auris abscissione signatum. Alexander Macedonum Rex Telesphoro Rhodio aurea nasumque abscidit, ut ex Græcorum historiis refert Seneca lib. 3. de Ira. Hujusmodi mutilationes etiam in Oriente recepta sunt Constitutionibus Imperatorum.*

Virgilius 6. *Æneidos*, vers. 495.

Deiphobum vidit lacerum crudeliter ora :

Oraque manusque ambas, populataque tempora raptis,

Auribus, & truncas in hæc corpore naves.

Silius Italicus, lib. 6.

Jam lacera naves fœdataque lumina morsu :

Jam truncum ruptis caput auribus, ipsaque divis.

Fronte depasta modis.

Martialis, lib. 2. Epigram

Fœdasti miserum, marite, moechum

Et si quis fuerant prius, requirunt,

Trunci naribus auribusque vultus.

Ezechiel, chap. 23. v. 25. *Ponam zelum meum in te, nasum tuum & aures tuas præcident.*

Livius, lib. 29. cap. *Pleminium naso, Tribunum auribus mutilatis reliquit* Leges Guillelmi priori Regis Angliæ, art. 67.

Interdicimus etiam ne quis occidatur, vel suspendatur pro aliqua culpa, sed eruantur oculi, abscindantur pedes, vel testiculi, vel manus, ita quod truncus remaneat vivus in signum prodicionis & nequitia sua : secundum enim qualitatem delicti debet poena malefictis infligi. Voyez *Pied*.

ESTABLAGE ou ESTELLAGE DE MARCHANDISE.]

En la Coutume de S. Paul, art. 29. & de la plus ample sous Arthois, art. 59. C'est un droit seigneurial que le Seigneur prend pour permettre aux marchands d'exposer leurs marchandises en vente, lesquels aussi en quelques lieux doivent le droit de *Plassage*, de *hallage*, d'*échalage*.

BRIEF D'ESTABLIE.] Quand aucun demande à un autre une terre, heritage ou fief qu'il possède, & qu'il est question de la propriété: Normandie, chap. 113. 121. qui est octroyé pour fond d'heritage, afin d'établir & tenir en état la possession d'iceluy. Terrien sur le chap. 20. du livre 8.

HERITAGE QUI EST DEMANDE' PAR ESTABLIE.] Normandie, chap. 66. 91. & enqueste d'Etablissement qui se fait es matieres conduites par brief, & s'appelle Reconnoissant. Normandie, chap. 92. Il est aussi fait mention de cette action au stil du pays de Normandie.

LIGE ESTAGE.] Anjou, art. 134. 174. Le Maine, art. 144. 194. & un-Arrest sans datte recueilli par le Greffier du Tillet, pour la seigneurie de S. Clementin, tenuë à hommage Lige du Seigneur d'Argenton. Plus un Arrest de Robert de Dreux, du 30. Avril 1384. & au livre de l'usage de Paris & d'Orleans non imprimé.

Le devoir de Lige étage n'est autre chose icy que l'obligation des vassaux de résider dans la terre de leur Seigneur pour garder son Château en temps de guerre. Voyez Talvau, Laguerre, le Févre, & du Pineau sur l'article 134. de la Coutume d'Anjou, & le chapitre 53. des Etablissements de France.

Cet étage devoit se faire en personne par les vassaux huit jours après qu'ils en avoient été sommez, & ils devoient amener leurs femmes avec leurs familles, & leur famille seule, s'ils n'avoient point de femme, & s'ils faisoient défaut, le Seigneur pouvoit saisir leur terre jusqu'à ce qu'ils eussent obéi.

Ils ne pouvoient s'en retourner chez eux pendant la ligençe sans permission: s'ils doivent la ligençe en même temps à plusieurs Seigneurs, ils le faisoient successivement aux premiers requerans, & au Prince avant tout autre; & pendant qu'ils étoient au stage d'un côté, de l'autre ils devoient fournir des gens suffisans aux Seigneurs. Voyez l'art. 195. de la Cout. d'Anjou & le 145. du Maine.

S'ils n'avoient point de maison dans le lieu, le Seigneur leur en devoit fournir. *Charta, an. 1201. ex Regest. Feodor. camp. fol. 62.*

Lutans de Trians & Gervasius de Vienna debent facere continuum homagium in Castro sancta Menoldis ab instanti Festo sancti Remigii, quod est anno Incarnationis Domini 1201. in 2. annos completos, & deinceps unusquisque eorum faciet in eodem castro singuli sex septimanas de custodia. Ego autem Blancha Comitissa dedi unicuique illorum 60. libras pro domibus faciendis.

Charta an. 1210. ex chartul. Pinconienf. Ego Hugo Can. Davesne Dominus Bellevallis, omnibus pref. scrip. inspectant. Notum facio quod ego & heredes mei debemus Ingerrano Domino de Pinconio Vicedomino Ambianensi, Domino meo Ligio & heredes suis, unum mensem stagii singulis annis, si inde submoniti fuerimus, ad sumptus proprios apud Pinconium faciendi & cum uxore, sicut pater mei & liberi homines sui faciunt; & si contigerit dum in stagium meum fuero, praedictum Dominum meum hominum & amicorum suorum auxilio indigere, uxorem meam, si voluero, ad domum meam potero remittere, & cum armis meis & de militibus stagium inceptum debeo perficere: si autem cum submonitus fuero legitima desinebor essonia, quod in stagium meum praesentiam meam non valeam

eam exhibere, quinque milites pro me memorato debeo Vicedomino ad sumptus ad stagium meum teneor mittere. Cum ipsius, sicut & alii liberi sui &c. Voyez autem istud stagium sicut in Chirographo illo continetur, perfecimus, servicium M. du Cange sur les Etablissements, livre premier, chap. 53.

ESTAGER MANSIONIER.] Bretagne, art. 377.

ESTAGES.] Lodunois, chap. 1. art. 7. 9. Anjou, art. 19. 135. Le Maine, art. 19. 33. 145. Poitou, art. 39. & estages de maison; Berri, tit. II. art. 16. *Proprie & syn, & eyaid, Camera, Tabulatum, cœnaculum, congnatio, & quicquid tegminis usum præbet.*

RESSENTIR D'ESTAGES ET ESTAGER.] Le Maine, article 33.

ESTAGIERS ou ESTAGERS.] Tours, art. 7. 49. 50. 57. 368. Lodunois, chap. 1. art. 3. chap. 2. art. 11. 12. chap. 4. art. 2. lesquels art. 2. & 3. & ailleurs, il est mal imprimé **ESTRANGERS**: Lodunois, chap. 37. art. 4. Anjou, art. 14. 21. 23. 65. 67. 74. Le Maine, art. 14. 21. 24. 75. 85, Grand Perche, art. 25. Bretagne, art. 122. 150. 2501.

Sont les sujets d'un Seigneur qui ont estages & maison en son fief, qui y sont demeurans & domiciliez.

Anciennement les Seigneurs ne donnoient pas seulement des terres en censive à des roturiers à la charge d'y bâtir des maisons & d'y résider, d'où ces censitaires étoient nommez *estagiers*; mais ils stipuloient quelques fois par les premières investitures, que leurs vassaux seroient obligez de demeurer sur les fiefs qu'ils leur avoient donnez, & d'y être *estagiers*. Odestroy dans sa Somme parle de cet ancien droit, pag. 37. n. 4. *sed nunquid si datur feudum ad habitandum sufficit si per alium habitetur, puta quia locat vassallus, & videtur, quod sic, ut hic & D. de usufructu, lege Qui pretio sicut & in habitatione dicimus, ut Codice de usufructu leg. Cum antiquitas, & Institutionibus de usufructu §. penultimo. Sed contra videtur, ut in usu dici-* *tur secundum distinctionem, D. de usu & habitatione, lege Caterum & leg. Sed neque, alias habitationem deferere videtur: electa enim est ejus persona arg. D. de V. O. lege Si quis arbitratur, & pro hoc est dictum, cap. (ut inter conditionalia.) Contrarium tamen videtur dici posse ex ultima linea illius legis, sed de hoc dico ut aliàs dixi. Amittitur ergo feudum si non fiat quod convenit, ut Cod. de revocandis donationibus, leg. final. & de donationibus qua sub modo leg. 1.* Voyez Lige étage, le For d'Aragon, livre 9. fol. 165. de l'Edition de Sarra-gosse. Brodeau sur l'art. 71. de la Coutume de Paris, n. 14. Haer dans ses Chatelains de Lille, art. 1. & Dargentré sur l'article 158. de l'ancienne Coutume de Bretagne.

DROIT D'ESTALAGE] Des marchandises & autres choses qui est dû au Seigneur haut-Justicier ou Vicomtier, S. Paul sous Artois. Les Drapiers de Paris doivent le droit d'ESTABLAGE à la Foire de S. Ladre. Voyez **ESTALLER**, **PLASSAGE**, & **TONLIEU**.

ESTALLER, ou **ESTELLER**] sa mercerie, ou marchandise sur son estau, banc, ou boutique; c'est la disposer, & exposer en

vente. *Perionius, Postellus* γέλλειν. *Unde Stalle in cap. 69. de appella-
tio. Alii Stallam stabulum dicunt.*

DROIT D'ESTALONAGE.] En la Patente du Roy Henry II. de l'an 1549. pour la confection d'un papier terrier en la Prevôté & Vicomté de Paris.

Au Terrier de l'Isle-Adam, il y a que même les marquer à la marque du Sei-
nul Tavernier ne peut vendre vin ni gneur, pour chacune desquelles mesures
autre breuvage sans premierement faire sera payé douze deniers.
estallonner & mesurer leurs pots, &

ESTALONER LES POIDS ET MESURES.] Appartient au Seigneur Haut-Justicier par la Coutume de Senlis, art. 96. de Melun, art. 12. Avoir, tenir & bailler estellons de poids & mesures appartient au Haut-Justicier: Sens, art. 3. Ponthieu, art. 84. & non au Roy seulement. Bacquet au traité de Justice, chap. 27.

ESTALONER, ET AJUSTER LES MESURES.] Anjou, art. 216. Le Maine, art. 231. mesures signées estallonnées, Clermont, art. 242. Poitou, art. 35.

ESTALON, ET JAUGE DE VAISSEAUX A VIN.] Orleans, art. 109. ou d'autres mesures: Tours, art. 41. 42. 62. 130. Auxerre, art. 4.

ESTALONS.] S. Paul, art. 21. & autre dudit lieu, art. 48. Boulinois, art. 114. Artois, art. 58. & en l'ancienne Coutume de Fouloy, art. 3. & en la Somme rurale traitant des choses mobilières. Amiens, art. 210. 211. Monstreuil, art. 29. & es Ordonnances des forests, & en la Coutume de Bethune & de S. Omer sous Arthois, art. 22. de Lille titre des biens meubles.

Sont les laiz, chesnes & balliveaux qu'on laisse en couppant un bois taillis, pour les faire nourrir en fustaye, & sont de l'âge du bois seulement. Boulinois, art. 33. Ils sont differens des Peres ou PEROTS & TAIONS: *Sunt grandiores arbores.* Arbres ou bois en ESTANT ou GISANT, es Ordonnances des forests, sont arbres debout ou abatus: Se dresser en Estant, Froissart au 1. volume, chap. 9.

SEP ET ESTELON.] Tours, art. 41. Lodunois, ch. 2. art. 3. & 4. chap. 12. art. 8. Droit de sep à poids & mesures: Lodunois, ch. 5. art. 4.

ESTELONS D'AULNES, DE PICOTIN D'AVENE, DE POIDS.] Bretagne, art. 698. 699. 700. V. *Estaloner.*

* **ESTANGS allevinez.**] Troyes, art. 88. sont des estangs peuplez. Selon M. Menage *alviner* vient d'*albinare*, & *alvin* d'*albamen*, parce qu'on peuple ordinairement les estangs d'ablettes, de gardons, de dards, & autres petits poissons blancs. Voyez cet Auteur sur le mot *Gardon* p. 348.

ESTAPPE.] *Stapula, ubi merces exotica venales proponuntur: &*

civitatibus quibusdam privilegii loco datum est, ut merces que exportantur à negotiatoribus, sistantur eo loci ut ementibus exponantur. Sic etiam vocantur militum metata hospitia: Unde Metatores, Metatorium.

* *EST APPES.*] Auxerre, art. 148. C'est le lieu où le vin est exposé en vente. Voyez M. Meunier sur ce mot.

* *ESTAQUE.*] But ou blanc. Chaus qui traient à Estagues. De Beaumanoir, chap. 69.

LETTRES D'ESTAT.] Ponthieu, art. 165. & es anciennes Ordonnances latines des Rois de France, de Philippe le Bel de l'an 1318. art. 8. de Philippe VI. de l'an 1348. de Jean premier de l'an 1363. de Charles VII. de l'an 1453. art. 55. 56. 67. 78.

Quand on donne état en la cause pour la continuer & tenir en surseance jusques à un temps, pour raison de l'occupation de l'Avocat ou Procureur de la partie, ou pour cause de l'absence nécessaire de l'une des parties pour le bien public: Toutesfois ces lettres n'ont lieu en cas de nouvelleté & complainte. Arrest de Paris du 27. Mars 1347. es causes & matieres criminelles, de provision, de police, de criées, & autres qui sont observées par les Praticiens: & ne se peuvent donner par les Connestables ou Mareschaux de France, mais par le Roy seul. Arrest au Conseil du 17. Novembre 1393. & ne comprennent les causes du Roy, s'il n'est dit expressément. *Gallus questione 105.* Sont lettres de surseance, comme elles s'appellent en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 54. que l'on obtient en Chancellerie, pour arrêter le cours & poursuite d'un procès pour quelque temps, à cause d'absence legitime pour le service du Prince ou autrement. Telles lettres s'obtiennent par les Ambassadeurs, & par ceux qui sont au service de la guerre. *Julius Cesar obtinuit reus ne fieret, cum Reip. causa abesset. Suetonius in Julio cap. 23. Is qui reip. causa abest, ut puta si à Principe legatus missus sit ad hostes vel ad externos, in causis suis necesse non habet se defendere, l. 2. Dig. Eum qui appellat. Hic non patitur possessionem & venditionem bonorum. lib. Dig. Quibus ex causis in poss. eatur. Quod si absens & indefensus condemnatus fuerit, lis instauranda est & omnimodò restituitur, & sententia nullas vires habet, l. 1. Cod. quibus ex causis maj. Sin autem per procuratorem defensus est, etiam post legitima tempora appellare poterit, l. ult. Dig. de in integrum restitutio. Namque condemnatio tenet, nec restituitur adversus rem judicatam, l. 39. Dig. ex quibus caus. majores. Et huc valde pertinet, l. penult. Dig. de legationibus. Ut videndum sit An negotium moveatur ante legationem susceptam: an verò legatione jam suscepta pro municipio vel civitate ad Principem.*

ESTAT EN MATIERE DE REGALE.] C'est ce que l'on appelle
H h h ij

Recreance aux autres causes beneficales: Par plusieurs anciens Arrests le Regaliste a obtenu l'Estat pendant le procez. Et est fait mention de cet Estat en la question 161. de l'Avocat le Coq: comme aussi en un Arrest de Paris du 3. Decembre 1384. pour l'hommage de la terre de Sauvillie, l'Estat en est adjugé au Prieur de la Ferré sur Aulbe.

TENIR LES ESTATS DU ROYAUME.] *Cum à Rege indictum est generale placitum, & commune concilium, cujus moris sub Dagoberto Rege Francorum exemplum est in historia Aimoini, lib. 4. cap. 30. 39. 109. 111.* Les Estats Generaux ont été assemblez en la ville de Compiègne au temps de Pepin Roy de France environ l'an 752. Blanche de Castille mere du jeune Roy Louïs IX. & Regente en France, fit assembler les Estats à Paris. Après la mort de Charles le Bel les Estats furent tenus pour juger à qui devoit appartenir le Royaume de France: à sçavoir à Philippes de Valois son Cousin, ou bien à Edoüard d'Angleterre, en l'an 1328. Le Roy Jean fit assembler à Paris en l'an 1354. les gens des trois Estats, pour aviser quel secours d'argent ils luy pourroient donner: & depuis pendant sa captivité, pour sa délivrance: & encore depuis pour le reglement des monnoyes. Au commencement du regne du Roy Charles VI. les Estats ont été assemblez à Paris, à cause du jeune âge du Roy: & encore depuis durant sa maladie. Et du temps du Roy Louïs XI. pour les appanages des Enfants de France. Plus à cause du bas âge du Roy Charles VIII. les Estats ont été tenus à Tours: & au commencement du regne du jeune Roy Charles IX. à Orleans en l'an 1560. ayant été déliberez & convoquez dès le regne de François II. Plus à Blois du regne de Henry III. l'an 1579. & 1588. Voyez le mot PARLEMENT.

L'ESTAT ET BON D'ESTAT D'UN COMPTE.] Qui est ce qui est dû de reste par le comptable, toutes charges payées & acquittées. Estat par estimation que les Thresoriers Generaux de France doivent faire dès le commencement de l'année, pour la valeur de toutes les finances de leur charge, à peu près de la verité: car il peut survenir des plus-valeurs: Mais l'état qui se fait en fin d'année, est au vray.

ESTER EN JUGEMENT.] Berri, tit. 1. art. 3. 6. II. 12. 14. tit. 9. art. 14. *Est sistere judicio, τὸ δικαστῶ ἑματι παραστῆναι: hinc παρὰ τῆς & cautio περὶ ἀποδείξεως, qua in Francia vix est in usu in civilibus causis, ut nec satisfactio judicatum solvi, nisi in persona devolutarii ex edicto Principis, cum experitur de possessione beneficii ecclesiastici: Vel cum heres est extraneus qui alibi domicilium habet, si res mobilis defuncti velit habere, possidere, in quarum quasi possessionem jam missi sunt creditores hereditarii ut ibidem heres defendatur: vel cum reus de-*

licti aut criminis postulat se dimitti à custodia : qui etiam plerumque caret judicio sisti, il baille caution pour ester à droit & payer l'adjudgé.

* *ESTERLO.*] Dans le For de Bearn, rubr. de Penas, art. 34. C'est un cadet, une personne pauvre; car en Bearn les cadets sont ordinairement pauvres, parce qu'ils n'ont qu'une legitime, suivant la Nouvelle 18. avec cette particularité qu'ils n'en ont que l'usufruit, la propriété en étant reverfible à l'ainé & à fcs descendans, au cas que les cadets meurent fans enfans; & par cette raison les cadets doivent donner caution.

* *Sols ESTEVENANS.*] Bourgogne-Comté à la fin.

* *Nouvelles ESTEULES.*] Arthois, art. 50.

C'est ainfi qu'on nomme les chaumes pendant les trois premiers jours après que les blez ont été emportez de dessus le champ où ils font crus. Bouteiller dans la Somme livre premier page 506. *Item que nul ne nulle ne souffre mettre bestes en esteules. d'autrui blé jusques au tiers jour que la vuarison sera emmenée sur l'amende de 60. sols. Et est le tiers jour entendu si comme le blé étoit porté hors le Lundy, les bestes y peuvent aller le Merquedy après. Laquelle Ordonnance fut faite par Monseigneur S. Louis Roy de France, afin que les pauvres membres de Dieu y peussent avoir glanison.*

* *ESTEVOIR, ESTOVOIR, ESTOUVIER.*] Chastillon sur Indre, article 3. *Par la Coutume locale les sujets tonsurez & d'Eglise d'icelle Chastellenie, & tous autres de la ville de Chastillon de quelque condition qu'ils soient, peuvent impugner & leur loist mener moudre leur bled où bon leur semble sans contrainte aucune, & peuvent tenir fours particuliers pour tenir leur Estevoir, & cuire leurs pastes. L'Estevoir, est leurs necessitez, ou ce qui leur est necessaire dans leur ménage. Villehardouin au lieu d'Estevoir se sert d'Estovoir, chap. 173. si l'emmena venz & aventure au port de Modon, & en qui fut sa nef émpirie & par ESTOVOIR le convint sejourner l'hiver el pays. Ce que Vigenere a traduit ainfi: Fut jetté par violence des vents & de la tempeste au port de Modon, où son vaisseau à l'aborder ayant été fort endommagé, il fut obligé, de sejourner tout l'hiver. Le même Villehardouin, chap. 242. Quand Tolares Lasces oï la nouvelle que Andrinople ere assise, & que l'Emperers Henris par Estovoir mandoit ses gens, c'est à dire par necessité, ainfi que traduit Vigenere, chap. 244. Et l'Empereres eres mult destroit que quand il voloit ses gens secore d'une part, Tolares Lasce li tenoit si destroiz d'autre part, si que par Estovoir le convenoit à retorner. Les Assises de Jerusalem. Le Seigneur li doit donner ses Estouviers souffisamment, tant comme il sera en cil sien service, tout soit ce. que il n'ayt mie en sié estouvieres bens.* Voyez le pe-

tit Glossaire de Covvel à la fin de ses Institures du Droit Anglois.

* *ESTE Z.*] Bayonne, tit. 18. art. 1. sont des Ponts, ou FosseZ : si Ponts & FosseZ dits vulgairement EsteZ, &c.

ESTOC, COSTE ET LINE.] Melun, art. 129. 133. 161. 263. Mante, art. 72. Peronne, art. 235. Auxerre, art. 166. 241. 243 Berri, tit. 19. art. 1 & 16. *ex latere & genere.* ESTOC : Sens, art. 49. 59. 61. Nivernois, tit. 4. art. 31. tit. 23. art. 28. Mons, chap. 3. & 4. Bourbonnois, art. 185. 187. 250. & souvent au chap. 29. Auvergne, chap. 12. art. 4. 8. & ailleurs, la Marche, art. 217. & ailleurs. Normandie, chap. 25. Auxerre, art. 181. Bretagne, art. 202. 531. 554. 555. 556. 594. 595. LINAGE, ESTOC ET LINE. Mont-fort, art. 160. & suivans. Estoc & Branchage. Mante, art. 166. 167. Laon, art. 255. Chalons, art. 235. Tours, art. 287. 288. 310. & en l'ancienne Coutume de Mehun en Berri, tit. 10. & de Bourges, tit. 11. Bretagne, art. 200. Dourdan, art. 116. 131. 142. Nivernois, tit. 22. art. 7. 10. Bourbonnois, art. 273. COSTE ET ESTOC. Menestou, art. 15. Bourbonnois, art. 315. 468. Dourdan, art. 142. ESTOC SOUCHE ET LINE. Orleans, art. 278. Bourdellois, art. 4. & 8. ESTOC ET LINE. Paris, art. 159. Dourdan, 117. Grand Perche, art. 152. 153. Bourbonnois, art. 323. 434. 467. Bourdellois, art. 65. Amiens, art. 173. 174. Peronne, art. 246. 248. 254. 257. Berri, tit. 13. art. 5. tit. 14. art. 1. & 14. tit. 19. art. 6. & 23. S. Sever, tit. 12. art. 13. 43. Calais, art. 167. ESTOC OU LINE. S. Sever, tit. 5. art. 1. & ailleurs. LINAGE & ESTOC. Soesmes, art. 5. ESTOCAGE. Bar-le-Duc, art. 128. Lorraine, tit. 6. art. 9. tit. 13. art. 13. & au cayer de la nouvelle Coutume. ESTOC ET FOURCHAGE. Blois, art. 193. 207. LINE, SOUCHE & FOURCHAGE. Dunois, art. 80. Menestou, art. 16. DESCENDUE & SOUCHE. Dunois, art. 71. *Denique dies deficiet & erit immensum, si omnia persequi velim.*

Hæc vox ESTOC dependet ex arbore cognationis & significat stirpem, caudicem. La souche, le tronc, l'estre : car proprement l'Estoc est dit de l'arbre, comme les branches, le tronc, la souche, les racines. *Racine & Estoc* en la Somme rurale, quand l'Auteur traite de l'arbre qui est tombé sur la terre d'autrui, & des traistres. *Sic Germani quasi eadem stirpe geniti, Paulus ex Festo.* Et appert par la Coutume de Sedan, art. 246. qu'estre de l'Estoc & branchage, est plus que d'estre seulement du côté & line. *Quæ differentia observanda est in jure potestatis, & in successionibus ab intestato. Nec dixeris argutam esse hanc Pragmaticorum ineptiam.* Les heritiers sont entendus être de l'estoc & branchage dont sont procedez les heritages, quand iceux heritiers sont descendus de celuy par qui lesdits heritages ont esté premierement acquis : Mante, art. 167. Melun, art.

263. Ce qui n'est pas requis en fait de succession par la Coutume de Sedan, art. 182. de Paris, art. 329. & autres Coutumes qui seront par moy rapportées sur l'art. 1. du tit. 19. de la Coutume de Berri. Car il suffit d'être parent du côté & line. *Magna hac inter Pragmaticos & subtilis quaestio fuit : itaque nec mores conveniunt.* Aussi quand la rente acquise est avenue aux enfans de l'acheteur, elle a fait souche en la personne desdits heritiers. Meaux, art. 67. Comme aussi pour tous acquests & conquests, est dit par la Coutume de Berri, tit. 14. art. 4. Voyez les mots SOUCHE & TRONC.

Notre mot *Estoc* vient ou de l'Alleman *Stoc*, ou de l'Anglois Saxon *Stocce* qui signifie un *Tronc*. Skinnerus in *Etymol. general.* *Stock ab A. S. Stocce Belgis & Tenton stock truncus, caudex, stipes Belg. stock-blind prorsus cæcus, id est, qui stocco, id est baculo viam dirigit, vel qui non magis videt quam truncus.* *Stock-stell; immobilis instar trunci.* *Ital. Stocco, baculus crassior & brevior.* *Omnia credo à verbo Tenton. Stecken figere, inharere, quia scilicet truncus seu caudex terra firmiter infixus hæret.* De *stoc* on a fait *estoc*, parce que dans notre langue on ajoute presque toujours l'E devant les mots qui commencent par *st* comme il se void dans les mots *spero, spina, status &c.* d'où l'on a fait j'espere, espine, estat &c. Voyez ce qu'a écrit sur ce sujet Volph. Hunger contre Boüille. En matiere de consanguinité l'*estoc* est proprement le chef dont plusieurs personnes sont descendues en ligne directe, & qui est à leur égard comme le tronc d'un arbre, dont plusieurs branches sont sorties. Les Hebreux se sont servis de cette méthaphore; ainsi que le remarque Grotius dans ses notes sur le chap. 11. d'Esaië v. 1. & de là vient qu'aulieuque les Septantes ont commencé ce chapitre par ces mots, καὶ ἡμεῖς οὐκ ἐκ τῆς ῥίζης ἰσραὴλ, & egrediatur virga de radice Jesse. Théodotion, Aquila, Symmachus, Eusebe & S. Jérôme y ont mis ἀπὸ τοῦ κορυμῆ id est de *trunco*. Voyez Nobilius sur cet endroit.

Les Romains ont imité en ce point

les Hebreux; ce qui paroît par plusieurs loix, où ils appellent les heritiers aux successions *in stirpes aut in capita*: ce que l'art. de la Cour. de Paris dit par *testes* ou par *souches*. *Vide lib. 6. tit. 4. leg. 2. Codicis de suis & legitimis, lib. 6. tit. 35.*

Ceux là sont donc du même *estoc* qui sont sortis du même *tronc*, ou qui sont descendus du même *chef*, soit pere, mere, ayeul, ayeule, bisayeul ou bisayeule &c. Et ainsi quand un pere ou une mere en mariant leur fille stipulent que les deniers qu'ils luy donnent en mariage luy seront propres à elle & aux siens de son *estoc & ligne*: il est évident que cette clause comprend tous les parens que la fille peut avoir du côté de celui des pere ou mere qui luy a fait le don, tant en ligne directe que collaterale. Voilà ce que c'est qu'*estoc & ligne*: il faut maintenant expliquer ce que c'est que *costé & ligne*.

Quand une personne est décédée sans enfans, on ne peut point diviser ses *propres*, à moins qu'on ne distingue deux sortes de *costés* tant à l'égard de ces sortes de biens, qu'à l'égard de la parenté; sçavoir le *costé* paternel & le *costé* maternel. Si les biens qui étoient propres au defunt ont été acquis par les pere & mere, il n'est pas nécessaire de remonter plus haut. Les biens acquis par le pere doivent appartenir au plus proche parent du *costé* du pere, & les biens acquis par la mere au plus proche parent du *costé* de la mere; mais si les propres

délaissez par le défunt sont *anciens* & non *naissans*, comme ceux dont on vient de parler, que l'on a supposé acquis par le pere ou la mere; ce n'est pas assez pour trouver ceux à qui ils doivent appartenir, que de connoître le *costé paternel ou maternel*; mais il faut dans chaque *costé* parcourir les lignes, & chercher celles par où l'héritage est venu à celui de la succession dont il s'agit.

Il y a un tres grand nombre de lignes qui se viennent terminer en chaque personne: par exemple, en ne prenant que le *costé paternel* d'un defunt, le pere a eu son pere & sa mere qui sont l'ayeul & l'ayeule du defunt. Voila par l'ayeule un accroissement de ligne à celle des mâles directe ascendante. L'ayeul a eu son pere & sa mere, & l'ayeule son pere & sa mere qui sont les bisayeuls & bisayeules du defunt: voilà encore d'autres accroissemens de lignes à la directe ascendante de mâle en mâle, & ainsi en remontant de degré en degré.

Or quand il s'agit de la succession d'un propre ancien, après avoir distingué le *costé*, il faut chercher dans toutes les

lignes de ce *costé*, celle d'où il est *procedé*, & est venu au defunt, afin de le rendre au plus proche parent de cette ligne: & pour être de cette ligne il n'est pas nécessaire d'être descendu de celui qui l'a acquis: car il est indubitable que tous les collateraux de l'acquéreur sont ses parens de ligne; & de là vient que la Coutume de Paris dans l'art. 329. a tres-bien décidé, *que sont repntez parens du costé & ligne, supposé qu'ils ne soient descendus de celui qui a acquis l'héritage*: de sorte que c'est une maxime tres indubitable à Paris, qu'en succession collatérale, le plus proche parent du *costé & ligne* d'où est venu l'héritage au defunt, est préféré au parent descendu de l'acquéreur plus éloigné en degré. Ce qui résulte invinciblement de l'article 326. joint au 329. & pour soutenir le contraire, il faut ou n'avoir point lû la Coutume ou ne la point entendre. Cependant en parité de degré le descendu de l'acquéreur est préféré suivant la disposition de l'article 319. Voyez ma Note sur l'article 319. à la fin.

ESTOGAGE.] De Des-urene, art. 3. qui est de quatre deniers dûs au Seigneur en vente d'héritage, & se doit payer le jour de la vente au lieu de relief.

* **ESTOUBLAGE.**] C'est ce semble un droit qui se leve sur les bleds ou *esteules*. Charta Odonis Arch. Roth. an. 1262. *Costuma denarii & oboli, vende, fumi, molendina, molta, sicca, estoublagia, &c.* Vid. Concil. Eccles. Rothomag. p. 268. & Cang. in Gloss.

* **ESTRAGE.**] Perche, art. 158. ou *Estraige*, ou *Estage*, ainsi qu'il y a dans l'ancienne Coutume. Sous ces mots on comprend les cours, enclos & jardins qui tiennent & sont joints à une maison de campagne, ce qui se tire des termes mêmes de l'article, qui ne donne à l'aîné des enfans roturiers, fors que la *principale maison manable*, avec l'issue d'icelle maison, pour y aller par l'estraige à pied, à cheval, & par charroy, & un arpent de terre découverte à son choix auprès de ladite maison hors l'estraige.

ESTREB.] Nivernois, tit. 31. art. 27. tit. 34. art. 9. Lodunois, chap. 29. art. 23. **ESTRE & COSTÉ**: Nivernois, tit. 26. art. 13. tit. 31. art.

16. LINE & ESTRE. Nivernois, tit. 31. art. 1. tit. 34. art. 16. LINAGE & ESTRE: Nivernois, tit. 31. art. 6. L'ESTRE, TRONC & LINE. Nivernois, tit. 34. art. 5. TRONC & ESTRE en l'art. 7. du même tit. C'est la Line, la Souche & l'ESTOC de la cognation: *Sanguis, gentilitas.*

* *ESTREJURES.*] Sont des choses abandonnées. *V. Lindanum de Teneremonda*, p. 218. lig. 25. & 30.

* *ESTREJURES.*] Dans les Coutumes particulieres du Baillage de S. Omer, discordantes aux generales de Monstreuil, art. 7. Voyez *Attrayere.*

* *Qui ESTREMA.*] Dans le For de Bearn, rubr. de Penas, art. 37. qui oste. Rubr. de Molins, art. 2. *Ny si estrema l'aigua de son cours.* C'est à dire, Ni s'il oste l'eau de son cours.

* *ESTREPER.*] Extirper, arracher: Se aucuns extirpe ou esrache mes arbres. De Beauman. ch. 49. 58. V. le chap. 26. du premier livre des Establissemens, & le 28.

* *Manoir ou ESTRISE.*] Chartres, art. 12.

* *ESTROUSSE & Malestrouffe.*] Il est fait mention de ce droit dans une Charte de l'an 1553. pour la Seigneurie de Linieres en Berry: *Item ledit Seigneur a en ladite terre, & Baronie de Linieres, & lui compete, & appartient un autre droit appelé l'Estrouffe & Malestrouffe qui est tel, qu'un chascun homme, ou femme serf, & de serve condition audit Seigneur, ou autres manans, & demeurans au terroir de Boisconteau qui ont recueilli foin en l'année, en leurs prez, ou autres heritages, doivent audit Seigneur, par chascun an à chascune Feste de Noël 15. deniers tournois, rendus, conduits comme dessus, & tous les habitans demeurans au terroir de Beaupuis; & chacun d'eux qui ont bœufs 12. deniers tournois, & ceux qui n'ont bœufs, & chascun d'eux doivent pour l'Estrouffe & Malestrouffe six deniers tournois, à ladite Feste de Noël, rendus, conduits comme dessus. Voyez Trouffe.*

ESTROUSSER AU DERNIER METTEUR ET ENCHERISSEUR.] *Collocare, addicere plus licitanti, ἀγοραζων, συμμιπράσων: προσκύποις, est-addictio.* ESTROUSSE que le Sergent discuteur fait à l'anquant de meubles, ou le Juge en bail & vente de fruits, ou en bail & adense d'heritages, ou en vente & decret d'heritages. *Proprie Prætor vel Præses in auctionibus addicit.*

* *ESTURGEON.*] *Sturio, Sturius.* Ce poisson a donné sujet à diverses Constitutions. Entre les prerogatives [& droits royaux établis par Edward II. Roy d'Angleterre l'an 17. de son regne, au volume des Loix d'Angleterre, fol. 120. tit. *Inscript. PRÆROGATIVÆ REGIS*, est celle-cy, chap. 11. Que le Varech, qui est le bris, l'Estur-

geon, la Baleine, & *Crassus Piscis*, appartiendront entièrement au Roy, si par privilege il n'est attribué à autre. Il appelle *Crassum Piscem Balenam*, & *Sturiones pisces regales*. La Loy porte cette rigueur. Mais Bracton au titre sur ce sujet, & Fitzherbert au Commentaire de l'Ordonnance, remarquent que l'Esturgeon demeure entier au Roy; & quant à la Baleine, il suffit que le Roy en ait la teste, & la Reine la queue.

Dans le Charrulaire de S. Michel de Treport au Comté d'Eu, la décision est certaine. L'an 1059. *Robertus Comes Augi* (Comte d'Eu) *si homines Abbatis piscem qui dicitur Sturgeon, capiant, totus est sancti Michaëlis: Crassus piscis, si captus fuerit, alanna & medietas caudæ erit monachis*. Et par Patente de Philippes le Bel de 1301. *Si homines &c.* (M. GALLAND.)

ETTIQUET] Troyes, art. 126. Angoumois, art. 110. C'est le billet par écrit que le Sergent qui fait des criées d'heritages saisis, met & attache à la porte de l'auditoire du lieu, pour faire entendre la declaration de l'heritage, les noms du propriétaire & poursuivans, & la somme pour laquelle la saisie est faite.

ETTIQUETER LES TÉMOINS.] Quand l'on baille aux témoins, ou au Juge, Enquêteur, ou autre Commissaire qui fait l'enquête, un brevet & memoire par écrit qui contient les noms des témoins, & sur quels articles des écritures & additions, ils sont produits, afin qu'ils en soient ouïs & enquis: comme il est dit au stile de proceder des Cours seculieres de Liege, chap. 10. & ailleurs: & aux Ordonnances de la Chambre d'Arthois, chap. des Plaidoyers: & du Duc de Buillon, art. 124. 222.

EVANGELIZER UN SAC SELON SON INVENTAIRE.] Quand les Procureurs ou Greffiers verifient la production: comme aussi le Conseiller qui verifie le rapport d'un procès sur les pieces & productions des parties, & le Maître des Comptes qui tient les acquits du comptable, lors que l'auditeur rapporte au Bureau, est appelé EVANGELISTE: Nos Praticiens ont abusé de cette diction, comme du mot baptiser; *Sed primi non ausi usurpare græcæ verba, & sacra rebus profanis aptare, auctorum veterum audaciam secuti sunt.*

* EVOLAGE.] C'est en Bresse un estang, qui est rempli d'eau & appoisonné. En ce pais-là on appoisonne ordinairement les estangs au mois d'Avril, & on les pêche la seconde année à l'Avent ou au Carême. Voyez *Affec*, & M. Revel sur les Statuts de Bugey, p. 272.

EVOQUER, EVOCATION.] Es Ordonnances du Roy. Quand le Roy par ses Lettres Patentes évoque & retire à soy un procès pendant en un Parlement, & en retient la connoissance en son

Conseil privé, où le commit & renvoye en autre Parlement ; ou à son grand Conseil : Aussi les Cours souveraines peuvent évoquer un procès pendant pardevant un Juge de leur ressort. Et quant aux Juges qui ne sont supérieurs l'un de l'autre, ils ne peuvent user d'évocation, mais peuvent faire défenses aux parties litigantes de poursuivre ailleurs à peine de la nullité des procédures & d'emende arbitraire, & ordonner que ces défenses seront significées aux Juges, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & que les parties seront appelées & assignées pour voir faire plus amples défenses. *De evocatione judicii in aulam sive Comitatum Principis ex rescripto, est tit. 14. lib. 2. Cod. Cujus evocationis exempla dabit Cassiodorus, lib. 4. Variar. epist. 9. & 40. lib. 5. epist. 12.*

EXAMEN A FUTUR.] En l'Edit de Charles VIII. de l'an 1497. art. 58. & à la fin de la nouvelle Coutume des trois Bailliages de Lorraine. Quand en vertu de Lettres Royaux on fait ouïr & enquerir quelques témoins sur certains faits pour conserver la preuve, & avant que d'en avoir intenté le procès, ou pendant iceluy avant le délai d'informer, quand on doute de la mort ou de l'absence prochaine des témoins pour être âgez ou valetudinaires, ou en affaires. *Jure civili futura litis testes non solent recipi, sed lite demum instituta & summam re exposita, ut puta cum testes esse non possunt eo tempore quo conditio delicti chirographi extabit ut aliis casibus, l. 40. D. ad l. Aquiliam: l. 32. de furtis, l. 3. par. dua. de Carb. editto: testium productio solet fieri post litem contestatam, non ante: Itaque hac testimonia appellantur Judicialia, & litis, l. pen. Cod. de hereticis, l. 4. D. de testibus, nisi forte de morte testium timeatur, vel absentia diuturna, cap. quoniam, ut lite non contestata, cap. 41. de testibus. in Decretalibus.*

EXAMINATEURS] du Chastelet de Paris ; en l'Edit de Louis XII. de l'an 1512. art. 38. & de François I. de l'an 1514. Qui ont charge de faire les enquestes des parties.

* **EXCLUSION.**] Voyez *Fille dotée & emparagée.* à la lettre F.

SERGENT EXECUTEUR.] Berri, tit. 9. art. 26. & souvent ailleurs, lequel aussi s'appelle Exploiteur. *Qui as alienum exigit nomine creditoris. Creditor appellat quidem debitorem, sed non cogit ipse ad solutionem.* EXECUTEUR de la haute Justice, qui exécute à mort ou autrement un condamné par Justice, *Carnifex, Tortor.*

EXECUTEURS TESTAMENTAIRES.] Paris, article 297. Meaux, art. 34. & suivans. Melun, art. 249. & suivans. Sens, art. 54. 73. 74. Estampes, art. 106. Montfort, art. 91. Mante, art. 158. Senlis, art. 148. Clermont, art. 30. 134. Vallois, art. 171. Troyes, art. 98. Chaumont, art. 89. 90. Vitri, art. 105. & suivans. Berri, tit. 18. art.

22. 23. 24. Bretagne, art. 581. 615. Dourdan, art. 103.

Dispensatores, sive curatores testamentorum, Επίτροποι, in *Novella Martiani de testamentis Clericorum*, & in *Novel. 68. Leonis*. Επίμελνται. *Laetius, lib. 5. Stratonis testamento & Theophrasti: vel Επίτροποι, idem in Platonis & Aristotelis testamento. Sed & locus est de dispensatore & divisore legatorum in l. quidam. 96. §. penul. D. de legatis. l.*

Il ne sera pas hors de propos de s'étendre icy sur la matiere des exécutions testamentaires, pour l'intelligence des articles de nos Coutumes citez par Ragueau: & particulièrement pour l'intelligence de l'article 39. de la Coutume de Meaux, & de l'article 79. de l'ancienne Coutume de Bretagne.

Quoique dans l'ancien droit Romain il n'y ait point de nom pour designer les exécuteurs testamentaires, leurs fonctions n'y étoient pas néanmoins tout à fait inconnues: car on void dans la Loy 107. au Digeste de *Legatis* 1. qu'un testateur qui faisoit plusieurs legs ordonnoit quelquefois que le paiement en seroit fait par un seul de ses heritiers; auquel cas il étoit au choix des legataires ou de poursuivre seulement cet heritier pour le tout, ou de poursuivre tous les coheritiers pour leur part & portion: *Si à pluribus legata sunt, dit Africain, eaque unus ex his precipere jubetur & prestare, in potestate eorum, quibus sit legatum debere esse ait, utrum ne à singulis heredibus petere velint, an ab eo qui precipere sit iussus. Itaque eum qui precipere iussus sit cavere. debere coheredibus eos indemnes prestari.* Et dans la suite, comme le remarque Ragueau, on nomma ceux qui étoient ainsi chargés d'accomplir les dernières volontés des défunts, *dispensatores legatorum*, & en grec Επίτροποι; id est ministros, & le plus souvent Επιστάται, id est curatores testamentorum. *Vide leg. 17. in principio de legatis 2.*

Sous les Empereurs payens les exécutions testamentaires furent rares, parce qu'alors il n'étoit pas permis de leguer aux Eglises; mais quand Constantin eut permis de tester en leur faveur,

comme aucun fidele ne deceda dans la suite sans laisser une partie de ses biens aux Eglises, parce que les biens des Eglises étoient en ce temps le patrimoine des pauvres; le ministère des exécuteurs testamentaires devint très fréquent. D'abord il n'y eut point d'autres exécuteurs que ceux qui avoient été choisis par les testateurs; & quand les testateurs n'en avoient point choisis, c'étoit à leurs heritiers d'exécuter leurs dernières volontés. Mais comme il arrivoit souvent que les heritiers ne s'acquittoient pas fidelement de ce devoir, les Empereurs Leon & Anthemius commencerent à permettre aux Evêques d'exiger les legs faits en faveur des captifs lorsque les testateurs n'auroient pas designé par qui la redemption seroit faite; & Justinien en 530. fixa un tems aux heritiers, dans lequel ils seroient obligez d'accomplir les intentions des défunts; après quoy il les déclara privez du profit des successions, & remit tout au pouvoir des Evêques, soit que les testateurs l'eussent ainsi ordonné, ou qu'ils l'eussent défendu expressement; ce qui étoit assez conforme aux sentimens des anciens Jurisconsultes payens, qui donnoient au Prince ou au Grand Prêtre le pouvoir de contraindre les heritiers au paiement des legs pieux.

Quamvis enim, dit Papinien, stricto jure nulla teneantur actione heredes ad monumentum faciendum: tamen principali vel pontificali auctoritate compelluntur ad obsequium suprema voluntatis. Leg. 50. ff. de petit. hered. Vide leg. Nulli 28. §. 1. & Si autem, Cod. de Episcopis &c. Leg. 48. Cod. Novel. 131. cap. 11, & Julian. Const. 119. cap. 117. 118.

Ainsi après ces Constitutions, il y eut deux sortes d'exécuteurs testamentaires; sçavoir ceux qui avoient été choisis par les testateurs; & les Evêques, ou ceux que les Evêques commettoient à leur place.

Or comme les Fideles ne desiroient rien tant que l'accomplissement de leurs volontez, parce qu'elles étoient toujours en faveur de l'Eglise & des pauvres, ils en confioient toujours l'exécution à des personnes d'une grande pieté; & il n'y a point de doute qu'en ce temps là les Clercs ne pussent être exécuteurs, du moins avec le consentement de l'Evêque: puisque nous voyons dans le Canon 3. du Concile de Calcedoine qu'ils pouvoient être commis par l'Evêque pour conduire les affaires des veuves & des Orphelins. *Vide Balzam. ad Can. 3. Concil. Calced.*

Mais Justinien par la loy 52. *Cod. de Episcopis*, ayant déclaré les Evêques, les Prêtres, les Diacres, les Soufdiacres & les Moines exempts de toutes sortes de tutelles, & ensuite par la Nouvelle 123. chap. 5. leur ayant défendu d'en accepter aucune, à la reserve des legitimes, qu'il permit de gerer aux Prêtres, aux Diacres & aux Soufdiacres à de certaines conditions: Comme les tutelles legitimes n'étoient pas moins onereuses que les autres, les Prêtres, les Diacres & les Soufdiacres ne voulurent point s'en charger; de sorte que la qualité de tuteur ayant à la fin été jugée incompatible avec celle d'Evêque, de Prêtre & de Clerc, on ne les reçut plus aux exécutions testamentaires, parce qu'on comprit ces exécutions sous le nom general de tutelles. *Vide Novellam Leonis, cap. 68. & Raguell. ad leg. 52. Cod. de Episcopis.*

Cet usage dura jusqu'au regne de Leon 6. dit le Philosophe, qui pour ôter cet équivoque défendit derechef aux Clercs & aux Moines de se charger des tutel-

les des pupilles, & qui leur permit positivement d'accepter les tutelles ou les exécutions des testamens. *Vide Balzam. monem ad can. 3. Concil. Calcedon.*

Quoique cette Ordonnance ne soit qu'en faveur des Clercs & des Moines, les Evêques au rapport de Balzam sur le Canon 3. du Concile de Calcedoine ne laisserent pas d'accepter aussi les exécutions testamentaires, sous pretexte que par les Canons & par les Loix des Empereurs, les legs pieux devoient être administrez par leurs Ordres. De sorte que depuis l'Empire de Leon, les Evêques, les Prêtres & les Moines furent tous dans l'Orient exécuteurs des testamens, quand ils avoient été choisis par les testateurs.

Dans l'Occident, & sur tout en France, quoique le ministère des exécuteurs testamentaires n'y fust point inconnu, sous nos premiers Roys, comme il se void dans Gregoire de Tours; cependant dans ces premiers siècles de la Monarchie Françoisse on eut fort peu recours au ministère des exécuteurs, par deux raisons.

La premiere, parce qu'en ce temps là, on ne manquoit jamais dans les testamens d'imposer des peines ou des amendes aux heritiers qui les contesteroient, & qu'on ne manquoit jamais de faire payer ces amendes aux heritiers lors qu'ils les avoient contestés, ce qui étoit cause que les testamens étoient toujours exécutez. *Si quis verò, quod futurum esse non credo, si aliquis heredum ac proheredum meorum, vel quislibet opposita persona presentem testamentum infringere conaverit, vel tentare presumpserit, imprimis usque dum veram emendationem proinde corrigatur, Deo & Sanctis suis habeat contrarios, & à liminibus Ecclesiarum efficiatur extraneus, & insuper inferat ei cui pulsaverit una cum socio fisco auro libras coactus exolvat, & nihilominus presens*

pagina firma permaneat, quem manu propria subter firmavi & bonorum hominum signis vel allegationibus roborandum decrevi stipulatione actum loco illo. Formul. Lindemb. cap. 71. Vide §. Omnes v. Item ex legato, Inst. de action. Balduin. in Justiniano, pag. 505. Rittherth. ad Novell. part. 6. c. 6. n. 17. & Martens. lib. 2. cap. 17. &c.

Et la seconde parce que des Conciles tenus dans les Gaules ayant excommunié ceux qui retiendroient les choses données ou léguées aux Eglises, sous quelque prétexte que ce fust, même de nullité des testamens; la crainte d'être séparé du corps des Fideles étoit encore un grand motif pour arrêter les contestations qu'auroient pu faire les héritiers. *Vide can. 4. Concil. Vascenf. 4. can. 4. Concil. Agath. can. 2. Concil. Lugdun. secundum can. 10. Concil. Parisiens. 5. & Gratian 13. q. 2. can. 9. 10. & 11.*

Mais depuis le huitième siècle ou environ, ces peines ou ces amendes ayant cessé d'être imposées par les testateurs, & les héritiers ayant commencé de se mettre en possession des biens des défunts & de retenir les legs pieux, sans avoir égard aux excommunications lancées par les Conciles des Gaules, dont on méprisoit alors injustement les Canons, parce que ces Conciles n'étoient point agréables à la Cour de Rome, ainsi que nous l'apprenons d'Agobard Archevêque de Lion dans son traité *adversus legem Gondobadi*, cap. 12. Ce désordre fut cause qu'on eut tres-souvent recours au ministère des exécuteurs, & que les Evêques dont on pilloit impunément les successions, furent encore obligés d'obtenir des Lettres du Roy, pour donner en quelque façon force de Loix à leurs dernières volontés. Voicy une copie de ces Lettres, qui étoient appelées *Præcepta*. •

In nomine Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi, H. Ludovicus divina

repropitiendo clementia Imperator Augustus. Notum igitur esse volumus omnibus fidelibus nostris presentibus & futuris, quia Aldricus Canonanica urbis venerabilis Episcopus obtulit ad relegendum Majestatis nostra obtutibus, quoddam devotionis atque dispositionis sue scriptum, quod statuerat atque religiosa distributione, qualiter res, quæ tempore sua decessionis in Episcopio sibi commissæ invenirentur, in sua elemosyna secundum voluntatem modumque à se Ecclesiastice descriptum fideliter largirentur, petens humiliter, ut quod à se pia devotione votoque religiosissimo constabat dispositum, nostra imperiali auctoritate fieret inconvulsam. Cujus venerabilibus supplicationibus annuentes, hanc nostra auctoritatis conscriptionem ei fieri iussimus, per quam decernimus atque sancimus ut quemadmodum ab eo permemoratum scriptum, dispositum atque distributum constat, ita modis omnibus observetur atque firmissimè teneatur, neque cuiuslibet cupida improbitas improbaque cupiditas; id ullo astu convellere audeat, & quippiam in suos usus retorqueat, sed sicut ab eo ut diximus religiosissime statutum liquido cernitur, ita ab his quos ad eandem distributionem impetrandam elegerit incunctanter atque intrepide perficiatur, quatenus & ipse tanta dispositionis fructum, in æterna beatitudine ab omnium retributione percipiat, & nos ejusdem beatitudinis consortium copiosius consequi mereamur. Ut igitur hac nostra auctoritas inviolabilem obrinere valeat vigorem, de annulo nostro subter eam iussimus sigillari.

Hirringarus Notarius ad vicem Hugonis recognovi & subscripsi. Data 7. Idus Septembris anno Christo propitio XX. Imperii Domini Ludovici indictione prima.

Actum Carisiaco Palatio Regio in Dei nomine feliciter. Amen.

V. tom. 3. Miscel. Baluz., pag. 90. 91.

append. ad Capitul. cap. 56. Manuel. Comnen. Const. 1. & 7. inter Const. Imperial. & Souchet ad Yvon. Epist. 94. pag. 227.

Quoique le ministère des exécuteurs testamentaires fût le même dans l'Occident que dans l'Orient; nos François leur donnerent néanmoins des noms differens: car au lieu de les appeler ainsi qu'en Orient, *dispensatores legatorum, ministros, curatores testamentorum*: parce que les legs pieux sont des aumônes, & que c'est aux exécuteurs d'en faire la distribution, nos François nommerent par cette raison les exécuteurs *elemosynatores: elemosynarios, erogatores, erogatarios* & comme le devoir de l'exécuteur testamentaire a cela de commun avec l'obligation de l'héritier chargé de fideicommiss, qu'ils doivent tous deux restituer suivant la volonté des défunts, les biens que les défunts leur ont confié; on donna en France & en Italie le nom de fideicommiss aux testamens, où il y avoit des exécuteurs nommez, & les exécuteurs furent appelez fideicommissaires. *Vide testament, Ac Fredi Vicecomitis in append. ad Capitul. cap. 136. cap. 17. ext. de testam. Capitul. Carol. Calv. tit. 43. cap. 12. can. 4. Concil. Pontigon. & Petrum de Boateriis ad summ. Rolandini, pag. 93.*

Après que l'usage des exécuteurs se fut ainsi établi, les testateurs ne laisserent pas de confier encore quelques fois l'exécution de leurs dernières volontez à leurs héritiers: mais parce qu'il arrivoit presque toujours que les héritiers ne s'acquittoient pas fidelement de ce devoir, on eut recours aux Loix de Justinien qui étoient alors connues parmi nous; & nos Rois suivant ces loix donnerent pouvoir aux Evêques de se mettre en possession des biens des défunts & d'en dépouiller les héritiers, si ces héritiers persistoient à ne vouloir point

Tom. I.

accomplir ce qui leur étoit ordonné par les testateurs. *Si heredes jussa testatoris non impleverint, ab Episcopo loci illius omnis res qua eis relicta est auferatur, cum fructibus, & cateris emolumentis, ut vota defuncti impleantur.* Capitul. addit 3. cap. 57. cap. 6. ext. de testam. & Novell. 131. cap. 11.

Quelques Papes confirmerent ensuite ce droit aux Evêques, en inserant dans leurs Decrets les Loix que les Empereurs avoient faites sur ce sujet, & qui ont été citées y-dessus; & enfin les successeurs de ces Papes ne regarderent plus ce droit en la personne des Evêques, que comme émané du Siege Apostolique; ce qui paroît par le Canon 8. du Concile de Trente, sess. 22. qui declare tous les Evêques exécuteurs testamentaires, comme deleguez du Saint Siege, quand il n'y a point d'exécuteurs nommez dans les testamens.

Suivant le Capitulaire & les Loix des Empereurs dont on vient de parler, les Evêques ne devoient être exécuteurs des testamens que quand les héritiers n'accomplissoient pas les dernières volontez des défunts; mais les choses changerent bien dans la suite: car les Evêques devinrent encore exécuteurs des dernières volontez de ceux qui étoient decedez intestats: ce qui merite d'être expliqué.

Dans l'Orient c'étoit anciennement une espece d'obligation à ceux qui decedoit; de faire quelques legs à l'Eglise; & si par hazard quelqu'un étoit decedé intestat, Constantin Porphyrogenete au rapport de Balzamon, ordonna que la troisième partie des biens du decedé seroit employée en œuvres pieuses, pourvu néanmoins qu'il n'eust point laissé d'enfans. *Vide Balzamon ad can. 84. Conc. Carthag. Constit. Constantin. inter Constitution. Imperat. Can. Nicephor. 4. tom. 4. monument. Eccl. Græc pag. 445. Jus Græco-Rom, tom. 1. pag.*

lii iv.

196. & *Monasticum Anglican.* tom. 1. pag. 297.

Mais dans l'Occident les legs pieux furent d'une si grande obligation, que dans l'onzième, le douzième, le treizième & le quatorzième siècle, on refusa l'absolution, le Viatique, & ensuite la sépulture à ceux qui en mourant n'avoient pas voulu laisser une partie de leur bien à l'Eglise; & il faut observer qu'alors il n'étoit pas nécessaire, pour la validité de ces legs qu'ils fussent laissés par testament, comme il étoit requis par l'ancien droit Romain, §. 10. *Instit. de fideicommissariis heredis*. Il suffisoit que ces legs fussent faits verbalement, & l'on introduisit encore vers le même temps contre la disposition des Loix Romaines en faveur de l'Eglise, que ceux qui decederoient, pourroient commettre leur dernière volonté à la disposition d'un autre, *cap. 13. extr. de testamentis*, de sorte que comme il n'y avoit rien de si facile que de leguer utilement à l'Eglise: s'il arrivoit que quelqu'un decedât subitement sans avoir eu le temps de luy faire quelque don, cette mort étoit considérée comme un châtement de Dieu, que le défunt s'étoit attiré par sa mauvaise vie. C'est à peu près ainsi que le Moine d'Auxerre regardoit la mort subite de Guillaume Archevêque de Rheims, dont il parle en ces termes: *Guillelmus Remensis Archiep. scopus cum Laudunum venisset, morbo subitaneo preventus opprimitur, & oculo linguæ officio moritur intestatus, vir quidem nobilis genere, & qui diu flourerat, tam seculari quam Ecclesiastica prædixit potestate. Hic in primis sui Pontificatus auspiciis satis modeste se habuit & morum enituit ornamentis, felixque procul dubio exitisset, si primis ultima responderent, & usque in finem merita cohasissent, sed cum res in contrarium versa sint, nec fueris concolor finis initio, & amnis ponderas laus ex fine: finali non*

astollimus laude, quem nimis reddidero notabilem, & munnerum injusta acceptio & prodigalis effusio. Voyez Brodeau sur M. Louët lettre T. tom. 8. n. 6. la Constitution de Jean Stratfort Archevêque de Cantorberi, *lib. 3. Provincial. tit. 13. cap. 5.* & la Glose de Lyndvood sur les mots *divino judicio*.

Non seulement on refusa dans l'Occident l'absolution, le Viatique & la sépulture à ceux qui n'avoient pas voulu faire en mourant quelque aumône à l'Eglise; mais les Seigneurs qui les regardent comme des desesperés & des gens qui s'étoient tuez eux-mêmes, confisquerent leurs meubles, & étendirent ensuite ces confiscations aux meubles de ceux qui étoient morts subitement, ne les reputans gueres moins criminels que les autres.

Mais comme les confiscations des meubles de ceux qui étoient decedez subitement n'étoient pas justes, on trouva à propos de priver les Seigneurs de ces confiscations, & d'employer les biens meubles, qui appartenoient aux défunts, en œuvres pieuses, comme les défunts auroient pu, ou auroient dû faire eux-mêmes, s'ils avoient eu le temps de faire leur testament. Pour cet effet on présuma ou on feignit que tout homme mort subitement avoit remis sa dernière volonté à la disposition de ses proches parens, mais particulièrement à la disposition de son Evêque; ce qui étoit permis à tous ceux qui decedoient, suivant le Droit Canonique, ainsi qu'on l'a observé cy-dessus; & sur ce fondement, les Evêques ou leurs Officiars commirent ordinairement des personnes Ecclesiastiques pour faire des testamens à ceux qui étoient decedez subitement, conjointement avec les amis & parens des défunts. On transcrit icy un de ces testamens de l'an 1261. quoi-qu'il soit déjà rapporté par M. de la Thaumassiere dans le livre 5. de ses Coutumes de

de Berry, chap. 9.

Universis presentes Litteras inspecturis. Alanus de Novilla miles, & Galtherus Canonicus Remensis Salutem. Novenerint universi, quod nos fecimus testamentum pro Petro quondam fratre nostro, sub hac forma, quod legavimus pro remedio anime sue Monachis de Novilla Capellanis nostris tres modios vini pro anniversario suo annuatim faciundo, & unum modium de quo emeretur cereus deputatus Missa Monachorum predictorum & unum modium Curato de Novilla pro anniversario predicti Petri; & volumus quod predicti quinque modii capiantur ad vinagia de Novilla annuatim donec emerimus terram ad valorem viginti librarum Parisiensium. Ita quod fructuum terra comparata predicti Monachi, tres capient portiones pro anniversario, & quartam pro cereo; dictus vero Curatus quintam pro anniversario. Et quam cito emerimus terram predictam, vina nostra de Novilla de predictis quinque modis simpliciter erunt liberata. Item legamus decem libras pauperibus de Novilla distribuendas secundum quod nobis videbitur expedire. Item Monialibus centum solidos pro pitantia. Fratribus minoribus Civitatis Laudunensis viginti solidos hospitali beata Virginis Laudunensis decem solidos, conventui Valleclara triginta solidos pro pitantia, conventui B. Vincentii triginta solidos pro pitantia, & ut predicta plenam habeant firmitatem presentes Litteras &c. Datum anno Domini 1261. crastino nativitatis beatæ Virginis. V. Loiseau des Seign. c. 15. n. 64.

Quand les heritiers voulurent de bon gré donner à l'Eglise, les deffunts furent mis en terre sainte, en payant néanmoins un droit à l'Evêque, pour obtenir de luy la permission de les enterrer; & quand les heritiers ne voulurent rien donner, l'Evêque ou ses officiers les y contraignirent & priverent

cependant les deffunts de la sepulture; ce qui attira encore aux heritiers une indignation presque universelle; de sorte que par plusieurs raisons ils furent obligez de souscrire aux testamens qui avoient été faits par les Evêques, ou par ceux qu'ils avoient commis; & même d'abandonner aux Evêques les meubles des deffunts. Mais à la fin le Parlement declara ce procedé des gens d'Eglise abusif par plusieurs Arrests & entr'autres par celui-cy de l'an 1409. Le 19. jour de Mars fut dit par Arrest de la Cour, que les deffenses faites à la Requête du Procureur General, & les Maires & Echevins d'Abbeville en Ponthieu, par vertu de certaines lettres Royaux, à l'Evêque d'Amiens & aux Curez de ladite Ville: c'est à sçavoir audit Evêque, qu'il ne prînt ny exigeât argent des nouveaux mariez pour leur donner congé de coucher avec leurs femmes, la premiere, deux & troisieme nuit de leurs noces & autres contenus audit Arrest, avoir été bonnes & valables, & l'opposition audit Evêque avoir été donnée sans excepte au regard des exceptions generales, au regard desquelles il fut dit les deffenses avoir été faites sans cause. Ex fut dit que un chacun desdits habitans pourroit coucher cum uxoris suis, la premiere nuit de leurs nopces sans le congé de l'Evêque, & que les habitans qui mourroient pourroient estre enterrez sans le congé de l'Evêque & ses Officiers, s'il n'y a empêchement canonique: & outre que les heritiers du testament d'aucun trepassé ne pourront être contrains ne obeir à accomplir les Ordonnances faites par les Officiers dudit Evêque, ne par luy, au regard des testamens faits par lesdits intestaux; mais les pourra ledit Evêque admonester charitablement qu'ils fassent bien pour l'ame dudit intestat: & que les heritiers ou exécuteurs du testament d'aucun trepassé, pourront dedans l'an du trepassement soumettre

l'exécution d'iceluy à la justice laye ou d'Eglise. Cum pluribus aliis in Arresto contentis. Voyez Jean Galli, quest. 102. des Mares décision 328. du Luc dans son recueil d'Arrests, liv. 1. tit. 5. n. 7. 8. & les mots *Corbinage*, *Déponille*, & Boer. decif. 297. n. 17.

Tout le droit que les Evêques eurent d'abord sur les testamens, suivant la loy 46. C. de *Episc.* & suivant la Nouvelle 132. cap. 11. ne consistoit qu'à les faire exécuter par les héritiers, ou à les exécuter eux-mêmes, quand les héritiers avoient laissé passer un certain espace de temps sans vouloir s'acquitter de ce devoir; & quand il y avoit en cette occasion des poursuites à faire, ces poursuites devoient toujours être faites devant les Juges Laïques : parce que, comme dit Valentinien dans la Nouvelle 12. de *Episcop. judicio* (*Episcopi & Presbyteri Forum legibus non habent.*) De sorte que les Evêques, & après eux les Advouez ou les défenseurs des Eglises ayant voulu s'attribuer l'insinuation des testamens, elle fut défendue aux Evêques par le quatrième Concile de Carthage de l'an 398. *Can. Episcopus. 5. dist. 88.* & ensuite aux défenseurs des Eglises par la loy de Justin de l'an 524. *Verum etiam*, dit cet Empereur, *defensores Ecclesiarum hujus almae urbis, quos turpissimum insinuandi ultimas deficientium voluntates, genus irrepserrat, praeponendos esse censuimus, ne rem attingant, quae nemini prorsus omnium secundum Constitutionum praecepta praeferquam magistro census competit: absurdum etenim Clericis imò etiam opprobriosum, si peritos se velint (ostendere) disceptationum esse forensium. Temerariis hujus sanctionis poena quinquaginta librarum auri facienda* l. 4. Cod. de *Episcopis*, & 23. Cod. de testament.

Dans l'Occident, on voit par quelques formules, que ces insinuations devoient être faites pardevant les Juges

des Villes, appelez *defensores civitatum*, & non pardevant les Evêques, lesquels au rapport d'Hincmar dans son Epître *ad Rodulf.* n'avoient point encore de son temps connoissance des affaires civiles. *Vide Marculf. lib. 2. cap. 37. & tom. 3. Concil. Gall. pag. 174.*

Mais dans la suite, les Ecclesiastiques après s'être soustraits peu à peu de la Jurisdiction seculiere, soumirent à leur tour les seculiers à leur Jurisdiction, & cet abus alla si loin, qu'à la fin du douzième siècle & dans le treizième, les Ecclesiastiques se trouverent en possession de connoître de toutes sortes d'affaires, & entr'autres des testamentaires, sous prétexte des legs pieux qui devoient être laissez aux pauvres ou à l'Eglise, comme on l'a observé cy-dessus. *Si de testamento oriatur contentio*, dit Bracton, *in foro Ecclesiastico debet placitum terminari, quia de causa testamentaria, sicut nec de causa matrimoniali curia regia se non intramittit &c.*

A la fin les Juges Royaux s'éleverent en France contre cette usurpation, & ils engagèrent avec raison le Roy dans leurs interests, en luy remontrant que les Ecclesiastiques avoient empiété sur les droits de la Couronne; ce qui donna lieu, comme tout le monde sçait, à la fameuse dispute entre Pierre de Cugneres Avocat General, & Bertrand Evêque d'Autun, où Pierre de Cugneres soutint que l'Eglise n'avoit que la Jurisdiction spirituelle, & qu'elle ne devoit pas connoître des affaires temporelles. Voyez Loyseau dans son Traité des Seigneuries, chap. 15. n. 72.

Mais comme les Ecclesiastiques avoient alors une grande autorité, malgré les efforts des Juges Royaux, ils sçurent soutenir leurs droits & se conserver comme auparavant la prevention en beaucoup de choses, dont la connoissance des testamens étoit du nombre, ainsi que nous l'apprenons de Jean des Mares qui

vivoit sous les regnes de Charles V. & de Charles VI. lequel nous donne ces deux regles entre ses decisions. *Si alicujus testatoris non sunt executores, Episcopus de jure est executor. Rex est in possessione & saisina cognoscendi super testamentis, quoties ad suos officarios primo recurritur.* Des Mares, decif. 68. 69. l'Auteur du grand Coutumier, liv. 4 chap. 3. l'Ordonnance du Roy Jean del'an 1355. tom. 1. de la Confernee des Ordonnances, p. 85. & la Coutume de Meaux, art. 39.

Cette prevention donna lieu à des fraudes de la part des Ecclesiastiques ; qui pour attirer à leur Jurisdiction les causes testamentaires s'aviserent entr'autres moyens de faire ajourner pardevant eux les heritiers ou les executeurs des testamens, pour exclure les Juges seculiers ; ce qui fut deffendu par plusieurs Arrests, dont en voicy un rapporté par Jean Galli q. 26. *Item audiui à Domino Arnoldo primo Presidente in Parlamento, quod licet Episcopus Parisiensis faceret coram curia sua spiritali adjournare executores alicujus defuncti, per hoc non acquireret preventionem contra Regem, quia executores possent, non obstante, subicere executionem curia regia temporalis, intra annum à tempore mortis testantis, licet secus, si voluntariè submitterent executionem curia spiritali.*

Pour obvier à ces fraudes qui retardoient quelquefois l'exécution des testamens, les testateurs prirent souvent soin de soumettre leurs biens, leurs heritiers & leurs executeurs à l'une de ces deux Juridictions ; & l'on voit dans les testamens du treizième & du quatorzième siecle, qu'ils preferoient presque toujours la Jurisdiction seculiere à l'Ecclesiastique. Voyez Jean Galli, quest. 9. 355. les testamens de Guillaume, & de Pierre de Courtenay, dans les preuves de l'histoire de cette maison &c.

Outre cette precaution, les testateurs

furent encore obligez d'en prendre une autre contre leurs heritiers, qui se trouvant saisis de plein droit des successions, ne permettoient point aux executeurs d'accomplir les dernieres volontez des defunts. Pour cet effet les testateurs eurent recours à la saisine ; & pour déposseder par avance leurs heritiers, ils insererent dans leurs testamens qu'ils ne possedoient plus leurs propres biens qu'à preciaire & au nom de leurs executeurs. Voicy comme étoit conçue cette clause qu'on a tirée du testament de Jeanné de Chastillon Comtesse de Blois, de l'an 1291. dans les preuves de l'histoire de cette maison, p. 80. *Desquels meubles & heritaiges je baïlle la saisine à mes executeurs, & me établis possesseur en nom d'aus & pouraus, & connois que celle possession, comme j'en ai & auray, ou sera trouvée pardevant moy au temps de ma mort, que je l'ai & aurai, & avo à avoir en nom d'aus & veill que après ma mort, la possession recourt à aus & demeure entierement jusques à tant que toutes mes daites, tous mes forfex, tous mes laid, toutes mes annosnes, tuit mi don, & toutes mes ordenances soit en ce present testament, soit es ordonnances clauses, soit par mes lettres pendans soient accomplis entierement à l'avisement & à la conscience de mes executeurs.*

Et pour donner plus de force à cette clause, les testateurs y joignirent la tradition de leurs testamens ; solemnité qu'on trouve avoir été pratiquée dans plusieurs testamens de ce temps là, & entr'autres dans celui de Jeanne de Sancerre de l'an 1307. dans les preuves de l'histoire de Courtenay, pag. 79. dont voicy les termes : *Me de meis bonis mobilibus, conquestibus & quinta totius terra & hereditatis mea in manu dictorum executorum dessaisiens, ipsoque, & quemlibet ipsorum investiens per traditionem presentium litterarum.*

L'auteur du grand Coutumier, liv. 2. chap. 21. pag. 140. *en testament il est par autre maniere : car le testateur est en tel estat, qu'il ne se peut desaisir. & pour ce il se desaisit es mains de ses exécuteurs* par la tradition de son testament. *Et quant aux meubles & conquests, cette saisine vaut sans apprehension de fait & non mie quant aux heritages, & est casus specialis &c.* Mais comme cette precaution étoit embarrassante, nos Coutumes ont ordonné dans la suite, que les exécuteurs seroient saisis de plein droit; ce que quelques-unes n'ont cependant ordonné qu'à l'égard des meubles contre l'ancien usage. Voyez la Cout. de Senlis, art. 148.

Quoique la saisine fust un tres-bon moyen pour faire executer les testamens,

les testateurs ne laisserent pas de prendre encore quelques mesures, dont la principale fut de s'assurer des exécuteurs; car les exécutions testamentaires étant des offices libres, il arrivoit souvent que ceux à qui elles avoient été confiées, ne vouloient point s'en charger, & qu'ainsi les dernieres volonteés demeu- roient sans être accomplies. Pour s'assu- zer donc des exécuteurs, les testateurs avant que de mourir, les engagerent d'apposer leurs seaux aux testamens, & quand les exécuteurs y avoient apposé leurs seaux, c'étoit une marque qu'ils avoient accepté l'exécution. *V. Jean Jacab. à canibus & Oldendorp. de executoribus ultim. volunt. & Pantirol, lib. Variar. 3. cap. 21.*

EXECUTOIRE.] En l'Edit de Charles VIII. de l'an 1493. art. 91. C'est la Commission d'un Juge pour mettre à execution la taxe qu'il fait des dépens par luy adjugez, ou de la somme qu'il a taxée pour le port d'un procès, ou pour les salaires & espices de la visita- tion & jugement d'un procez, ou pour autres causes.

*** EXEGUE.]** C'est le partage qui se fait entre le bailleur & le preneur, quand le terme convenu entr'eux par le contrat de com- mandise ou de chaptel est expiré. En quelques lieux on dit *exeguer*, ce qui a fait conjecturer avec fondement à M. Revel sur les Statuts de Bugey p. 202. qu'*exeguer* & *exegue* viennent d'*exaquare*. Voyez **EXIGUER.**

EXEMPTION PAR APPEL.] Anjou, art. 68. 69. 70. Le Mai- ne, art. 77. & suivans. Poitou, art. 413. 414.

Le sujet est exempt de la Justice de son Seigneur subalterne, pen- dant la cause du tort à luy fait par le Seigneur ou ses Officiers, ou pendant l'appellation par luy interjetée & relevée pardevant le su- perieur. Et tant en icelle cause que toutes autres si bon luy semble, selon la Coutume d'Anjou. Toutesfois il y a quelques limitations par les Coutumes de Poitou & du Maine, & au regard des appellations interjetées des Officiers Royaux, les appellans d'eux, ne sont exempts qu'en la cause en laquelle ils ont appelé: *Quod juri Romano congruit, tit. 12. lib. 49. Dig.* Il est souvent fait mention de ces exemptions es anciens Arrests de la Cour tant en demandant qu'en défendant. En toutes causes pendant la cause d'appel, contre la Comtesse d'Arthois,

contre le Duc de Guienne, contre le Comte de Flandres, & autres Seigneurs. Et quand il a été bien appelé d'un déni de Justice, l'appellant, ses biens, famille & posterité sont à toujours exempts de la juridiction du Seigneur, duquel il a été appelé, ou de ses Officiers: Masuër au commencement du tit. 35. & en l'art. 37. & 38. du même titre. *Hoc jus autem petitum videtur ex cap. 6. & 24. de appellatio, & ex sententia quorundam interpretum, ad l. 30. Cod. eod. cujus alius est sensus: alia etiam species, l. unica, Cod. Si quacumque praditus potestate, lib. 5. Igitur subesse debet justa alia causa rejectionis quam sub hoc pre-textu. Quasi apud offensum judicem propter appellationem interpositam non debeas experiri vel conveniri in alia lite.* Aussi ont été créez les Juges des Exemptions & un siege de Bailliage Royal, pour connoître des cas & droits Royaux qui sont adherans à la Couronne es pais, Duchez, Comtez, & Seigneuries que le Roy baille en appanage, en don, en bien-fait, ou autrement.

EXEMPTION DE FIEF.] Anjou, art. 196. Le Maine, art. 211.

* EXEMPTION.] C'est un privilege par lequel des personnes ou des terres qui sont dans la Justice d'un Seigneur, en sont exemptes, & ressortissent pardevant les Juges Royaux. Ces exemptions sont de trois sortes.

La premiere, est celle des terres en Pairie, en sorte que si dans le territoire d'un haut-Justicier, il y a quelque terre annexée valablement à une Pairie, elle suit la Justice de sa Pairie, parce qu'une Pairie ne peut pas être de plusieurs pieces, ni reconnoître autre Justice que celle du Pair en premiere instance ou par appel: & c'est une maxime tres-certaine que le Roy en érigeant de nouvelles Pairies, peut ainsi malgré les Seigneurs diminuer leur Justice & leur fief, à la charge néanmoins de récompense.

La seconde, est l'exemption des terres du Domaine du Roy; & ainsi s'il y a dans le territoire d'un haut-Justicier quelque terre qui soit du domaine de la Couronne, cette terre doit être exempte de la Justice du Seigneur, parce que le Roy qui est la source de la Justice qui doit être administrée dans le Royaume, ne la demande jamais à ses vassaux.

Et la troisieme, est l'exemption des terres d'Eglises & autres privilegiez. Pour entendre ce que c'est que cette derniere sorte d'exemption, il faut observer qu'anciennement nos Rois accordoient à des personnes d'Eglises, & mêmes à des Laïques, des Lettres par lesquelles la connoissance de leurs causes étoit adressée à de certains Juges Royaux, avec exemption de la juridiction ordinaire des Seigneurs. Charles V. par exemple ayant donné en appanage à Louis son frere

Les Provinces d'Anjou & du Maine, il se reserva la connoissance des causes de ces exempts, & des cas Royaux, pour lesquels il établit un Bailly en Touraine, avec deux Sieges, l'un à Tours, l'autre à Chinon, où il devoit avoir des Lieutenans pour administrer la Justice en son absence, ainsi qu'il se void par des Lettres du 16. Mars 1370. par lesquelles sa Majesté donna à Louis la Touraine en augmentation d'appanage.

En consequence de la reserve que Charles se fit de la connoissance des causes des exempts dans ces Provinces, le 16. Decembre 1370. il donna une instruction à son Bailly des exemptions de Touraine, d'Anjou & du Maine, qui se trouve au Registre D. des Memoiriaux de la Chambre des Comptes; fol. 103. & 104. dont on rapportera icy l'article 4. *Item (ledit Bailly) fera crier & publier esdits lieux que tous les exempts tant personnes d'Eglise, comme autres, en chief & en membres, & aussi leurs subgiez ressortiront esdiz lieux pardevant luy & non ailleurs, & fera deffence publique que aucun ne s'efforce de faire le contraire, ne de entreprendre la connoissance des ditz exempts, & aussi aux ditz subgiez qu'ils ne soient si hardis d'y obeir.*

Ces trois Provinces ayant été réunies à la Couronne, par le deceds du Roy de Sicile Duc d'Anjou & Comte du Maine, ces exemptions ont été abolies dans ces Provinces, & ainsi dans les autres Provinces qui ont été réunies au domaine.

Il y a une chose remarquable dans les instructions dont on vient de rapporter un article. C'est que ce fut par elles que Château-Renauld fut uni à la Touraine. Voyez les Coutumes locales de cette Province.

* *EXHIVERNIUS.*] Bearn, des Bocages, art. 7. sont les lieux où les bestiaux vont passer ou ont passé l'hiver. En Bearn, il y a beaucoup de gens qui envoient leurs troupeaux hiverner hors du pays.

EXIGUER.] Nivernois, tit. 21. art. 9. 10. 14. Berti, tit. 17. art. 1. 2. & 3. Bourbonnois, art. 553. Solle, tit. 28. art. 2. *Hoc perantiquè & eleganter dictum.* C'est se départir du Chaptel de bestes, ou faire partage des bestes baillées à moitié. *Romani rustici exigere pecudes dicebant cum è stabulis educebant, ut contra Inigere pecus, id est agere, minare, Paulus ex Festo. Oves inigere in stabula, Varro 2. de re rustica cap. 2. Eductis pecudibus solvitur societas qua de pecore pascenda in commune contracta erat. Hac vox originem non habet ab exigendis rationibus: Nolo tamen obrectatione aliena scientia famam aucupari.*

EXOINE.] Paris, art. 49. Estampes, art. 40. Montfort, art. 44. Clermont, art. 105. Normandie, chap. 26. Poitou, art. 394. Breta-

gne, art. 719. Le Maine, art. 92. 95. Lorraine, tit. 12. art. 31. tit. 13. art. 18. & au cayer de la nouvelle Coutume, & au Style de Bourbonnois, chap. 2. & du païs de Normandie, & des autres Provinces.

EXOINEUR, EXONIATEUR, EXONIER.] Normandie, chap. 39. 40. 66. & au Style de proceder : ou **ENSOIGNER, ENSOIGNE, ENSONNIE, ENSOIGNE, ENSOING, ou ENSONGNIE** en la Coutume de Hainaut, chap. 5. 14. 68. 69. & dernier, de Lille, tit. 1. art. 19. en la Somme rurale de Boutillier, au Style latin du Parlement de Paris, chap. 6. ou **ESSOINE, ESSONIER, és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 172. 225. Froissart, au 1. livre chap. 27. 134. 246. & au livre 2. chap. 65. Monstrelet au 1. volume chap. 2. 116. & ailleurs: proprement c'est l'excuse legitime de l'absent. *Exonia. Sunnis significat impedimentum & excusationem in veteribus legibus Caroli Magni: ut in capitulis libro 3. art. 45. sed & hanc vocem Gallicam ex barbara voce Exidoniare, quasi non esse idoneum se adfirmare, deducit Cujacius doctor meus ad l. 22. Dig. de Obligat. & actio. & in lege Ripuaria, tit. 61. 69. 73. in lege Alemanorum, tit. 43. 92. in Capitulis Caroli Magni, lib. 3. art. 64. 89. Idoneare vel idoneum facere: quidam nugatoriè deducunt ex verbo Græco Ἐξουρι, quod est cum jurejurando excuso, cum is qui ad diem non adest judicio, vel qui se non sedit condicte die, excusatur: Plerisque enim ex causis etiam qui in judicio se sedit promissit, non potest se sistere, & idè licet diem judicii diffindere, differre, l. 2. D. si quis cautionibus, l. 38. D. ex quibus causis majores, l. 18. D. de constit. pecunia. In Glossario Ejurat, Ἐξουρι. Ἐξουρία, est juratoria cautio. Sed pudet Francicam vocem à Græcis mutuari: Sic Charisius, lib. 1. ineptissimum ducit latino nomini Gracum etymum dare: frustra etiam de verbis litigamus, si de re constat, nec in his atas conserenda est.***

EXONIER.] Le Maine, art. 95. Froissart, liv. 2. chap. 71. ou **EXOINER.**

EXPATRIÉ.] En la Somme rurale, & en la Coutume de Cambrai, tit. 5. art. 9. de Namur, art. 11. 35. c'est celuy qui est absent & hors de son pays & contrée, soit pour le bien public, ou par le commandement de son Prince, ou pour voyage approuvé, ou pour bannissement, prison, ou autrement. **EXPATRIATION**, au même Auteur.

EXPEDIENT.] Quand les parties par l'avis de leurs Avocats & Procureurs, & le Procureur du Roy ouy, prennent appointment pour juger la cause d'appel sans entrer en plaidoirie, & font dresser un Arrest d'appointé.

EXPLOICT du SEIGNEUR DU FIEF.] Montargis, chap. 1.

art. 56. 69. 72. 73. Du Seigneur feudal ou censuel. Dreux, art. 42. Berri, tit. 14. art. 11. Fief qui cher en exploit. Orleans, chap. 1. art. 69. Exploict domanier, Berri, tit. 5. art. 25. ou Exploitation. Berri, tit. 12. art. 4. & 9.

EXPLOICT.] Anjou, art. 426. 449. Blois, art. 38. Saint Jean d'Angeli, art. 61.

Qui est la détention, possession, & jouissance du conducteur ou fermier, ou d'autre qui a joui, possédé & tenu l'heritage, ou usé de la chose, dont se dit EXPLOICT de couper bois en la forest d'autrui. Au Style de Parlement à Paris, chap. 13. part. 14. Exploicter l'heritage baillé à loyer ou rente. Orleans, art. 378. Anjou, art. 114. 442. Le Maine, art. 125. 473. ou autre chose trouvée & égarée. Bretagne, art. 47. Posséder, tenir, & exploicter un heritage. Lodunois, chap. 20. art. 1. & 2. Anjou, art. 170. Bourdelois, art. 29. Ce que l'ancien Coutumier de Normandie, chap. 124. a dit MANOUVRE.

Exploit vient ce semble du mot latin *explicare*, *quod expedire*, *conficere*, & *peragere* significat. L. 1. D. de Fidejussor. tutor. lib. 27. tit. 7. *Quamvis heres tutoris tutor non est, tamen ea qua per defunctum inchoata sunt, per heredem explicari debent.* Ainsi exploiter, c'est faire, agir, & accomplir. Faire de grands exploits, c'est faire de grandes actions. Exploiter une terre c'est la cultiver & en percevoir les fruits; & parce que celui qui la cultive & en perçoit les fruits fait des actes de possesseur & de propriétaire, de là vient qu'on a dit qu'en simple saisine les vieux exploits valent mieux, & qu'en cas de nouveleté les nouveaux exploits sont les meilleurs. Dans l'article 168. de la Coutume d'Anjou, des

exploicteurs sont des serviteurs & gens de journée, qui sont employez à faire la recolte: & les exploits dans le même article, sont les actes des gens de journée ou serviteurs qui recueillent. Enfin, tout acte judiciaire a été appelé exploit. Anjou, art. 411. *Aucun ne sera recen à faire adjourner autre en demandant de de retrait, s'il n'est sujet ou resseant au pays au quel il fera bailler ledit ajournement, s'il ne baille pleige suffisant dudit pays & resseant en iceluy au Sergent, auquel il requerra l'ajournement avant que le faire bailler, lequel pleige sera tenu de recevoir les adjournemens, significations & exploits dépendans dudit retrait &c.*

EXPLOICT.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. fait pour le reglement de la Justice du grand Conseil, & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1446. art. 23. & 27.

EXPLOICT DE COUR.] Bretagne, art. 159. Sedan, art. 321.

Que l'on baille en l'audience à l'appel du rôle & de la cause à la partie qui compare, & est prest de plaider & proceder, ou de prendre appointment contre celui qui ne compare, & qui n'a son Avocat ou Procureur present, ou qui n'est instruit de memoires, & qui ne satisfait à l'assignation à luy baillée, ou à l'appointment precedent donné par le Juge en la cause: tellement qu'il tombe en défaut ou congé.

longé de Cour, sur lequel il est renvoyé par un Sergent exploitateur en vertu de la commission du Juge.

EXPLOICT DE SERGENT, ou DE JUSTICE.] Bretagne, art. 77. 92. 229. Berri, tit. 2. art. 29. 32. & es Ordonnances Royaux, signifie la relation & rapport que le Sergent fait pour un ajournement, execution, arrest, ou saisie de biens ou de personnes. **EXPLOICT d'ajournement.** Berri, tit. 20. art. 2. **EXPLOICTS & ajournemens:** Berri, tit. 1. art. 14.

EXPLOICT LIBELLE.] En l'Edit de François I. de l'an 1539. 66. 70. 71. & ailleurs.

Qui contient les moyens de la demande & conclusions du demandeur. Voyez Ajournement libellé.

EXPLOICTATION DE MAISON, D'HOTEL ou D'HERITAGES.] Orleans, art. 329, 332. 352.

PRINSE, VENTE & EXPLOICTATION DE BIENS MEUBLES ou IMMEUBLES.] Nivernois, tit. 10. art. 15. Bayonne, tit. 8. art. 1. & 10.

EXPLOICTER ET TENIR LA MAISON ET HERITAGE EN SA MAIN.] Berri, tit. 11. art. 8.

EXPLOICTER] Le fief du vassal, & quelquesfois en pure perte, d'autant que le Seigneur fait les fruits siens. Paris, art. 1. 7. 52. 56. 58. 65. Melun, art. 43. 76. Estampes, art. 1. 18. Mont-fort, art. 1. 4. 45. Mante, art. 10. Meaux, art. 130. Vallois, art. 54. Reims, art. 99. 117. Montargis, chap. 1. art. 3. 8. 11. 16. 17. 18. 47. 56. 69. 70. 76. 88. Auxerre, art. 50. 60. 61. 65. Nivernois, tit. 4. art. 11. 50. 54. 56. 57. Orleans, chap. 1. art. 3. 4. 7. 8. 9. 13. 17. 69. 70. 314. Lodunois, chap. 1. art. 14. chap. 14. art. 3. Chasteau-neuf, art. 16. 31. 37. Chartres, art. 13. 30. 35. Dreux, art. 10. 28. Blois, art. 61. 62. 76. 99. 101. Dunois, art. 2. 21. 22. Anjou, art. 113. Le Maine, art. 124. Bourbonnois, art. 373. 398. Poitou, art. 25. 55. Angoumois, art. 14. 116. Berri, tit. 5. art. 7. 9. 12. 15. 35. tit. 9. art. 82. tit. 12. art. 4. Bretagne, art. 344. Dourdan, art. 1. 18. 36. 39. Calais, art. 11. Bar, art. 9. Quand le fief est saisi, & en la main du Seigneur feudal, par défaut d'homme, droits & devoirs non faits. Montargis, chap. 1. art. 3. Quand le Seigneur tient en saisie le fief de son vassal & en jouit par ses mains, selon & ainsi qu'en jouissoit le vassal auparavant la main-mise. Reims, art. 100. en laquelle Coutume on a expliqué les diction, les phrases & sentences qui sembloient obscures. Voyez cy-après les mots **PURE PERTE**.

EXPLOICTER ET RAVOIRER.] Orleans, chap. 1. art. 71. 74. 85. *ut in editione Aureliana anni 1570. legitur. Aliæ editiones habent RAVOIR, aliæ mendosè RAVIR:* quand le Seigneur feudal se saisit des fruits de son fief.

EXPLOICTER LE VASSAL.] Orleans, chap. i. art. 9. 21. 67. 68. Blois, art. 77.

Quand le Seigneur de fief exploite le fief de son vassal & fait les fruits siens en perte du vassal.

VENDRE ET EXPLOICTER.] Bretagne, art. 219. 229.

EXPLOICTEUR.] Anjou, art. 168.

Celui qui met quelque chose à execution & effect. *Hoc expedito expeditius est.* Voyez Advoüerie & Contre-applegement.

EXTRAIRE DE BASTARD.] En l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 44. & en l'ancienne de Boullenois, art. 2.

Quand les Seigneurs Justiciers partissent entr'eux les biens du bastard decedé sans enfans, & sans testament, & selon l'étendue de leur jurisdiction: ce droit s'appelle EXTRAIT en la Coutume de Hainaut, chap. 85. art. 8. auquel il faut lire negativement, ET NE SUCCEDERA UN BASTARD. Et au chap. 106. de la même Coutume, AVOIR EXTRAIRE, sans distinction. En toutes les impressions des Coutumes les interpunctiions sont vicieuses, mêmes en celle de l'an 1580. quoy que je les eusse reformées, dont je n'ay pas été crû à la presse. Voyez la diction Attrayere.

BIENS ESPAVES OU ESTRAYERS.] Lille, tit. i. art. 25. 27.

Les biens *estrayers* sont proprement les biens des étrangers dévolus au fisc, mais par la suite des temps, ce nom a été donné à toutes sortes de confiscations. Selon un registre de la Chambre des Comptes *estrayere*, c'est *quod un* *homme par ses demerites est excusé par crime de lèze-Majesté; & vaut autant à dire comme confiscation au Souverain &c. V. Lindanum de Teneremunda p. 218. n. 7. & 8.*

F

* FAGOTAILLE.] C'est ainsi qu'on appelle en Bresse la garniture de la chaussée d'un étang, parce qu'elle se fait avec des fagots.

FAICT.] Voyez cy-après Fait.

FAILLITE & BANQUEROUTE.] *Cum debitor foro cessit & decoxit. l. ult. Dig. de Curatore bonis dando.* Voyez le mot BANQUE.

* FAIRE Forbanu.] Dans les Etablissements de France, livre i. chap. 31. C'est bannir, ou faire un banny.

* FAISANCE & raquit de rentes.] Normandie, 497. C'est à dire paiement & continuation de rentes.

FAISANCES.] Normandie, chap. 93. sont corvées, comme quelques uns estiment: *Quam sententiam adhuc de gradu non pello, non sequor etiam, ne quid clausis oculis agatur.*

* *F A I S N E*, ou *Foifne*.] Nivernois, tit. 17. art. 17. C'est du gland de hêtre, Fau, ou Foiteau; *Glans Fagi*.

* *F A I T étrange*.] Loudunois, chap. 14. art. 14. Suivant cet article, pour première foy & hommage par dépié de fief, ou par parage failly, n'est dû aucun rachat, si les choses de ladite foy & hommage, ne se séparent du fief par fait étrange, &c. Il n'est pas expliqué dans cet article, ce que c'est que *fief étrange*; mais l'art. 136. de la Coutume de Touraine, ajoute très-bien que c'est quand le *Parageau*, vend ou aliène autrement que par donation en faveur de mariage, ou avancement de droit successif fait à son héritier, la chose à luy garantie; auquel cas seul est dû rachat.

LE PLUS GRAND FAIT EMPORTE TOUJOURS LE PETIT.] Ce qui est aboli par le Style des Cours & Justices séculières du pays de Liege, au chap. 15. art. 7. Et ce qui avoit lieu en adjudication de peines & emendes, pour excez & blessures, à la grandeur & qualité desquelles l'on avoit coutume avoir plus d'égard qu'aux circonstances du fait, & des personnes, & à l'adgression.

LE FAIT FORT.] C'est le prix de la ferme des Monnoyes que le maître doit bailler au Roy, soit qu'il aye ouvré ou non, & doit compter de tout ce qu'il aura ouvré & monnoyé, & faire recette de tout le foiblage de poids & écharceté de loy qui se trouve es ouvrages fabriquez. Voyez les annotations de Gelée correcteur des Comptes.

FANDESTEUUF.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 51. & 76. C'est le siege Royal, *Sedes*; *Solium*, ἱερόσιον.

Faldistorium d'où vient *Fandestenf*, est un *fautenil* ou une chaise à bras entourée d'un balustre, *Benedict.* in ordin. Rom. cap. 11. pag. 138. Mus. Ital. *Primicerius cum schola cantando* (sicut *servus*) usque in porticum sancti Venan-

iii ibi preparato faldistorio, Pontifex sedet. Skinner. in Etymolog. *faldistor. sedes Episcopi elatior & cancellis circumclusa ab AS. falde*, séptum, & droy locus. Voyez néanmoins M. du Cange & M. Caseneuve.

* *F A R G E A G E*.] C'est dans le Pays de Bresse quatre ou cinq mesures de bled, que le granger ou le métayer se retient, pour payer le Maréchal de son village, qui forgera & raccommodera pendant l'année les focs & les fers de la charruë. Revel sur les Statuts de Bresse, pag. 296.

* *L'enha de FAU*.] Dans le For de Bearn, rubr. des Bocages, art. 7. C'est du bois de hêtre. V. *Faifne*.

* *FAULCONNERIE*.] Anjou, art. 2. *Fausseté*.

DROIT DE FAULTRAGE ou PREAGE.] Tours, art. 100. 101. & en la Coutume locale de la Chastellenie des Escluses, au Bailliage de Touraine. Voyez PREAGE.

* *FAULDE.*] Boullenois, 176. Cet article porte, que si aucuns marchans achettent bois à un Seigneur, auquel bois se trouvent aucune fautes de bois, de chesne ou de houches de bois placez, de Faulde, ou aucunes charrieres, ce se doit rabatre ausdits Marchans, s'il n'est réservé par le marché à la vente des dits bois, & cela se doit faire & appointer par mesureurs jurez. Le sens de cet article est que quand un Seigneur vend à des Marchands une certaine quantité de bois taillis, il doit leur tenir compte des places vuides qui se trouvent dans son bois, des charrieres & des *Fauldes*; les *fauldes* sont des parcs & lieux clos, dans lesquels on enferme les animaux à la campagne pendant la nuit. Ce mot signifie aussi un creus, & dans quelques anciens Auteurs, il se prend pour un garde chausse, comme dans ces deux vers d'Ostavian de S. Gelais.

Hugues de pris tres-riches mantelines

Venant sans plus jusques au dessous des Fauldes.

* *FAUSSER la Cour ou le jugement.*] Dans le premier livre des Etablissements chap. 10. Beaumanoir, c. 3. 61. c'est soutenir que le jugement a été rendu méchamment par des Juges corrompus, ou par haine, que le jugement est faux & déloyalement fait: *Si aucun est qui a fait faux jugement en Court, il a perdu répons. De Font. ch. 13. 23.* Voyez M. du Cange sur les Etablissements page 162.

* *FAUSSONNIER.*] Fausfaire; Coutume de Normandie.

FAUT ou DEFAUT D'HOMME.] Paris, art. 1. 38. 45. 54. 56. 59. Melun, art. 81. Mante, art. 38. Montfort, art. 1. Senlis, 159. 199. Clermont, art. 72. 77. Valois, art. 34. Victri, art. 14. Reims, art. 96. & ailleurs. Voyez la diction HOMME.

Quand le vassal ne fait la foy & hommage à son Seigneur feudal.

FAUX ADVEU.] La Marche, art. 18. 196. 198. Auxerre, art. 69. Quand le sujet pour avoir son renvoy s'avouë d'autre que de son Seigneur Justicier, ou quand le vassal avouë un autre Seigneur feudal, que celui de fief duquel il doit tenir.

JURISDICTION DE FAYMIDROICT.] Solle, tit. 2. art. 8. tit. 10. art. 2. tit. 18. art. 1. C'est la basse Justice fonciere & de Semidroit qui appartient aux Seigneurs de fief, caviens & fonciers sur leurs fivatiers & sujets qui leur doivent cens, rente, ou autre devoir. Voyez le mot BAS.

NOSTRE AME' & FEAL, ou FEABLE: FEAUTE' ET SERVICE.] Es histoires, mandemens, commissions & Ordonnances Royaux: *Fidelis qui fidem & obsequium prestat domino.* Les Feaux du Roy en l'Edit du Roy Philippes le Bel de l'an 1302, art. 18. Aussi les Princes anciens appelloient leurs principaux Officiers, leurs amis. Ut

Plinii lib. 10. Epist. Trajanus præfectum Ægypti. Rex Ægypti socius atque amicus à Senatu appellatus est: Qui regnum in Sequanis obtinuit, à senatu populoque Romano Amicus appellatus est Caesar, lib. 1. belli Gallici: Item Pisonis Aquitani amicus, idem lib. 4. Pater Tentomati regis Nitobrigum. Idem, lib. 7. Rex Juba socius atque amicus idem lib. 1. de bello civili, Sed & Rector Provincia à Principe frater vocabatur, Cassiodorus lib. 6. Patritii etiam vel potius Centum Patres electi censebantur veluti Principis parentes. Hedui plurimis Senatusconsultis fratres populi Romani appellati sunt, ut est in panegy. Flaviensium: Sed & alia pleraque civitates faterno populi Romani nomine gloriabantur. Arverni fratres dicti, quia fideles socii & amici. Jurisperiti ab Impp. appellantur amici, l. 17. D. de jure Patro. l. 4. Cod. de contrah. stipul. Item Rector Provincia, l. 11. Cod. de nuptiis. Comes rerum privatarum, l. 2. Cod. Theod. de bonis vacantib. Proconsul Africa l. 7. Cod. Theod. de pactis. l. 1. Ex delicto defuncto. In Cod. Hermogeniano. Corrector Provincia l. 4. Cod. de juris & facti igno. Item Præfectus urbis l. 4. D. de officio Præfecti vigillum l. 1. Cod. Si mancipium ita ven. l. 1. dig. de appellationibus l. 1. Cod. Greg. Si adversus donationes. Qua de re Brissotius V. C. lib. 3. de formulis, summa diligentia, ut alia omnia satis superque.

FEAGE.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 59. 60. C'est l'heritage tenu en fief, comme appert par la dernière Coutume d'icélu Duché, art. 52. 53.

Dans ces articles *Féage* est pris improprement pour une chose inféodée ou féodation, Voyez d'Argentré sur l'art. 59. de l'ancienne Cout. de Bretagne, n. l.

BAILLER A FEAGE, AFFEAGER.] Bretagne, art. 358. 359. Voyez *Affeager*.

LIEU ET FEAGE NOBLE.] Anjou, art. 31. Le Maine, art. 36.

PUR FEAGE DE NOBLE FIEF.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 300. ce que le dernier art. 312. a dit **PUR FEAGE NOBLE.**

* **FEEZ & charges d'heritages.**] Anjou, art. 359. sont les faix, ou charges féodales & foncières, & toutes autres charges réelles.

* **FELÉNIE.**] Infidélité. De Beauman. ch. 1. De Font. tit. 16. n. ... liv. 4. traduit ces mots de la Loy. *Ad Senatufc. Macedon. Inter ceteras sceleris causas* entre les autres causes de félonie. Ce mot se prend spécialement pour dénégation formelle de la féodalité. *Perfidia clientis vulgo feloniam dicitur. Budens in forens.* Voyez

FELONIE DU SEIGNEUR FEUDAL, OU DU VASSAL.] Meun, art. 84. Laon, art. 197. Chalons, art. 198. Reims, art. 130. Ribemont, art. 31. Amiens, art. 45. Peronne, art. 68. ou du vassal. Sen-

lis, art. 199. Valois, art. 179. Troyes, art. 39. Chaumont, art. 24. Laon, art. 196. Chalons, art. 197. Ribemont, art. 31. Channi, art. 97-98. Comté de Bourgogne, art. 20-21. Nivernois, tit. 4. art. 66. Anjou, art. 189. 196. Le Maine, art. 207. Grand Perche, art. 50. Châteauneuf, art. 45. Chartres, art. 43. Dreux, art. 32. Bourbonnois, art. 386. Auvergne, chap. 22. art. 18. chap. 19. art. 6. La Marche, art. 198. Normandie, chap. 24. 48. Amiens, art. 44. Peronne, art. 68. Cambrai, tit. 1. art. 62.

Quand il méprend ou forfait contre son vassal ou Seigneur : Auquel cas le Seigneur perd son hommage, & droit de fief, lequel droit retourne au Seigneur souverain de celui qui a commis la felonie : & le vassal au même cas confisque son fief. Laon, art. 196. 197. Chalons, art. 197. 198. Reims, art. 129. 130. Ribemont, art. 31. Aussi en la Coutume de S. Paul, art. 32. la felonie est dite de celui qui est felon & en courroux & qui outrage un autre. Comme aussi cette diction se prend pour ire, courroux, & mauvais courage contre aucun. En la Coutume de Normandie, chapitre 66. 67. 68. 70. 72. *Perfidia, ingratitude, facinus, scelus & improbitas vassalli una est feudi amittendi causa, ut jure civili certis ex causis donatio revocatur, & olim Roma actum est in Senatu, ut patronis jus revocanda libertatis daretur adversus male meritos liberos, Tacitus libro 13. Annalium & ex instituto Athenarum convictus à Patrono libertus ingratus, jure libertatis exuitur: Valerius, lib. 2. cap. 6. Hoc verbum autem est militare, & tractum videtur ex Græco φιλονεικία, sive φιλονεικία. Nec enim feloniam est contumacia, aut rebellio tantum sive ἀνταρσία, cum & dominus ipse in feloniam incidat, sed fraus, culpa, improbitas, scelus, facinus, Cujacius, ad tit. 2. lib. 1. Feudorum, Et post eum Hotomanus I. C. Ille autem Jurisconsultorum maximus, & phœnix etiam à Scaligero appellatus, qui semel anno quingentesimo nascitur. In illo Jurisprudencia antistitem nata est, cujus umbra altis hujus ætatis Jurisconsultos premit: omnium enim confessione, claritate literarum insignis, eruditionis princeps, optimus ac sine amulo I. C. Quidni illum præceptorem meum honoris causa semper appellem?*

* *FEMME Vinha.*] Bearn, rubr. des Bocages, art. 15. C'est une vigne fumée.

FEMME DE CORPS.] Meaux, art. 31. Bar, art. 72. Qui est de condition serve. * A la différence de celle qui est serve à cause de ses héritages.

* *FEMME Franche.*] Cambrai, tit. 1. art. 6. C'est une femme qui possède un fief qu'elle a acquis avant son mariage, ou qu'elle a eu par succession héréditaire depuis qu'elle est mariée, & qui par le moyen de la franchise de ce fief succède en tous biens meubles à son mari prédécédé sans enfans. La même Coutume, art. 4. *Fief en Cambresis*

est de telle nature, privilege & franbise, que celui qui a fait audit pays, soit homme, soit femme, conjoint en mariage, demeurant le dernier survivant, succede à celui qui decede premier sans enfans en tous biens meubles, aux charges des dettes, obsèques & funeraillies, en tant que par traité de mariage autrement n'en auroit été disposé. Joignez l'article suivant, l'article 238. de la Coutume de Paris, & le mot *Fief franc*.

» *FENESTRAGE.*] Dans le pays d'Aunis, c'est le droit d'avoir des fenestres ou des ouvertures dans des bois de haute fustaye, Les becasses passent le matin & le soir dans ces fenestres, & elles se prennent ainsi dans les filets qu'on y tend.

A Chartres on appelle aussi *fenestrage* le droit qui se paye pour avoir boutique ou fenestre sur la rue, pour y exposer des marchandises en vente. Le livre des cens & Coutumes de la ville de Chartres qui est à la Chambre des Comptes fol. 55. *Le fenestrage d'ileuc, c'est à sçavoir pour chascune personne qui vend pain à fenestre en la partie que le Comte a à Chasteauneuf, vault quinze sols.*

* *FENISON.*] Haynault, chap. 43. de Forestiers, art. 14. Les prez sont deffensables en tout temps à l'égard des porcs, parce qu'en fouillant ils gâtent le fond. A l'égard des autres bêtes les prez sont abandonnez en vaine pature depuis que l'herbe est fauchée & enlevée jusques à la feste de Notre Dame de Mars; & quand il y a regain depuis la saint Martin d'hiver jusques à la Notre Dame de Mars, de sorte que depuis la Notre Dame de Mars jusques à ce que les regains soient coupez & enlevez les prez sont en *Fenison*.

* *FERE sage.*] C'est instruire. *Fere sage de l'état des querelles.*

* *FEREX.*] Dans le Fort de Bearn, rubl. de Penas, art. 33. C'est frapper, blesser.

FERIAGE ROYAL.] Auquel le Chapitre de Paris dit être fondé, au plaidoyé fait en la Cour le 27. Avril 1374. Cette diction semble autant signifier que *FEAGE*.

PLEGE ou FERMANCE.] Solle, tit. 32. art. 1. & 4. Navarre tit. 26. dont il y a titre en la Coutume de Bearn, en laquelle le *fermanca* est le fidejussieur ou respondant. * *V. Cang. in Gloss. V. FIRMANCIA.*

FERMANCES VESTIALERES.] Solle, tit. 2. art. 6. tit. 5. art. 1. tit. 7. art. 1. 2. Sont Officiers qui sont differens du Degan, Messadage, & Bayle. Les Gentilshommes sont ajournez seulement par les *Bayles*, & les mestages, & non pas les *dégans* & *fermances vestialeres*.

OPPOSITION ou FERMATIVE.] Solle, tit. 14. art. 5. tit. 29. art. 10.

FERME, CONTREFERME; FERMER CONTREFERMER.]

Acs, tit. 16. art. 3. 4. 5. S. Sever, tit. 1. art. 2. 8. 9. 10. 12. 13. 15. 18.

Quand le defendeur & le demandeur touchoient en la main du Juge ou Baile, en affirmant qu'ils avoient bon droit, *quasi Sacramento contendere, & calumnia jusjurandum prestare.*

Ferme est venir par le deffenseur toucher à la main du Baile en affirmant qu'il a bon droit, qu'il porte opposition.

Contrefirme est par le demandeur en même maniere affirmer aussi qu'il a bon droit, ce qui se faisoit quasi en tout interlocutoire, & en souloit prendre le Baile par chacune ferme & contrefirme onze sols trois deniers tournois, ce qui est aboli.

Forus Aragonum antiquus, lib. 12. fol. 16. *Experientia rerum matre didicimus, quod judices occasione clausula in foro incipiente statuimus de litibus abbreviandis posita ibi, nisi iusti iudicis arbitrio fuerit prepeditus &c. Quando impedimenta allegantur, arbitrando longas consueverunt concedere delationes, assignando partibus accusantibus ad dandum rationes in scriptis, & fidem faciendum de eisdem per processum vel instrumenta publica contra firmam juris per conventum, seu conventos oblata, & propterea receptio juris firmæ ultra duos dies juridicos per forum concessos differatur. Nos volentes super his medelam congruam adhibere, statuimus & ordinamus quod allegans dictum impedimentum presente iudice & parte teneatur jurare publice in curia se dictum impe-*

dimentum non proponere vel allegare maliciose, & prestito dicto juramento iudex arbitrando possit eo casu dare, & assignare parti octo dies, & non ultra quibus transactis habeat pronunciare super receptione juris firmæ, & abinde nihil aliud posse produci ad impediendum dictam juris firmam. Imo postquam semel in deliberatione remanserit, si firma juris locus fuerit, vel ne, dictus iudex infra quinque dies jam per forum statutos dictam pronunciationem valeat prorogare, etiam pretextu noviter allegatorum, exceptorum vel exhibitorum verbo vel scriptis per partem accusantem & pendente discussionem firma juris, nec currat conventio tempus nec compellatur ad contestandum: & si forte contingat quod dicta delatio stanti accusanti data non fuerit ad dandum rationes contra juris firmam, & fidem faciendum de eis immo incontinenti oblata firma ad impediendum eundem dederit seu obtulerit aliquem, seu aliquos processus, vel instrumenta, quorum occasione receptionem dicta juris firma differri contigerit si iudex invenerit illud factum fuisse maliciose & sine probabili causa dictam juris firmam fuisse impeditam, partem illam condemnet in expensas.

* *FERMETE*.] Ferté, Forteresse: *Fermetes pour doute de guerre.* De Beaumanoir, chap. 49.

FERMIER DES EXPLOITS ET EMEDES.] Senlis, art. 54. Berri, tit. 12. art. 15.

PREVOST FERMIER.] Senlis, art. 55. Nivernois, tit. 1. art. 26. Est celui auquel appartient le profit des défauts & congez ou emendes de Justice, pour les cas & délits: & lequel en ce Royaume auparavant l'Ordonnance du Roy Charles VIII. étoit Juge es causes précédentes de son office. Aujourd'hui le Fermier ou Receveur des émeudes n'est fondé d'aucune Jurisdiction, comme aussi la Coutume de

de Nivernois l'avoit ordonné en l'an 1534. Ces dictions *Ferme*, *Fermier* se trouvent en plusieurs lieux, & signifient la conduction & adense d'heritages, des fruits, revenu, ou d'autre chose. *Itali dicunt Afficta-re pro locare pradium sub pensione certa & fixa: unde fictum legimus in constitutione Friderici primi de pace Constantia. Affictuum & pensionum possessio in cap. ult. de restitutione spoliat. Sic promiscue dixerunt infictum & infictum. Firma igitur pro locatione qua fiat firma manu, à main ferme, firmo jure, ad differentiam ejus qua fit ad terminum. cap. 8. de decimis, Collectione prima. Firma proprie est emphyteusis, libellaria & precaria. Voyez Mainferme. Ad firmam dare, cap. 2. de Locato. Ad firmam tenere, cap. 7. de Jure Patronatus, vel habere cap. 6. Ne Clerici vel Monachi. Locare sub vestigali fixo, ut appellatur in antiqua inscriptione Messalina urbis.* Voyez aussi Fieffe ferme.*

* *Les six deniers aux FERS le Roy.*] Dans les Statuts des Fèvres qui sont au chap. 43. du Registre du Chastelet, intitulé le *Livre vert*. Sous le nom de *Fèvres* on comprenoit les Maréchaux, Greffiers, Heaumiers, Villiers, & Grossiers: tous ces Ouvriers étoient sous la dépendance du Maître Maréchal du Roy qui avoit juridiction sur eux. Chaque Maître devoit au Roy six deniers par an payables au terme de la Pentecoste, & ces six deniers étoient appelez *les six deniers aux Fers le Roy*. C'étoit le Maître Maréchal qui profitoit de cette redevance, & comme elle luy tenoit lieu de gages, il étoit tenu de ferrer les chevaux de selle du Roy. Voyez ma note sur le titre des Fiefs de la Coutume de Paris.

PAR FERUE.] Bourbonnois, art. 274. *pro rata*, & au fur.

DROIT DE FESTAGE.] Berri, tit. 6. art. 3. Menestou sur Cher, art. 19. Dunois, art. 26. 27. & au procès verbal de la Coutume de Dourdan, *ut suspicor legendum, non autem fenage, ut excusum est.*

Est un droit Seigneurial qui semble être dû par chacun an pour chacun faist de maison, comme le foyage pour chacun feu, *quasi jus superficarium & ἐμκατευτιον. Superficiarius prestat annuum solarium: etiam. Mathematicam Seneca epist. 88. superficiariam appellat, qua in alieno adificet. * Vide Jacob Goth. ad leg. 9. Cod. Theodos. de operibus publicis, tom. 5. p. 286. col. 1. in fine.*

Le Roy, au lieu de cens, leve en la Ville de Vierzon un Droit Seigneurial appellé *festage*, *festagium*, qui est annuellement de cinq sols par chacun *fest* de maison. Dans les preuves de la maison de Chastillon, livre 3. pag. 41. il en est ainsi parlé dans un titre de l'an 1226.

Omnes qui in dictis villis mansionarii sunt & erunt, singulis annis dabunt singuli de festagio pro singulis domibus die festo B. Apostol. Simonis & Iudæ, quinque solidos Turonensi monet. Il en est aussi parlé dans la confirmation des Coutumes de Loiris pour la Ville de San-

cerre, accordée par Louis II. Comte de Sancerre en 1327. Les Comtes de Blois le voient un pareil droit sur la Ville de Romorantin ; ce qu'on apprend d'une char-

te de la Comtesse Isabelle de l'an 1240. Voyez M. de la Thaumassiere sur la Coutume de Berry, tit. 6. art. 3.

DROIT DE FESTIN, ou DE FESTAGE.] Par Arrest de Paris du 11. May 1346. l'Evêque d'Angers fut condamné à faire cinq ou six festins en l'an à son Chapitre : & par autre Arrest du 6. May 1382. la recreance est ajugée à l'Archiprestre d'Angers de ses droits, au festin qui se fait au refectoire du Chapitre dudit lieu le jour S. Yves. Et par autre Arrest du 7. Avril 1385. il appert que ledit Archiprêtre doit audit Chapitre un festin : & par Arrest du 6. Avril 1406. l'Evêque du Puy doit une fois l'an au Chapitre de son Eglise un banquet. Aussi le 22. Février 1536. a été donné autre Arrest pour ces festins, entre l'Evêque & Chapitre d'Angers. *Abbas S. Germani Parisiensis charitates debet monachis ex Diplomate Caroli Calvi, quod extat in ejus historia qua Aimoino adjuncta est lib. 5. cap. 34. Annales Pipini, Caroli Magni & Ludovici incipiunt capite 58. lib. 4. ut hoc obiter moneam. Ex testamento Remigii Episcopi Remorum annua convivia debentur Remensibus & Laudunensibus Presbyteris & Diaconis.* L'Abbaye de saint Thierry près Reims, doit au Roy le past à son Couronnement. Froissart, livre 2. chap. 60. *De fredis, mansionibus, paratis, pastu in antiquis charitiis immunitatum Ecclesia.* Ces festins sont *εραπιαί, τὰ χαρίτια, τὸ συμπόσιον, σὺσῆτια : σὺσῆτοι, l. ult. Dig. de collegiis. Communi cibo utentes, præbitiones hilariores, solemne convivium, repotia & solemnes cæna, ut olim inter genere propinquos, cognatos, affines, necessarios. Valer. lib. 2. cap. 1. Mensæ Februario erant Cara cognatorum, ut est in Calendario rustico, vel Charistia de quibus Ovidius in fastis. Tertullianus de idololatria dixit Cara cognationis honoraria, in glossario Cara cognatio est inter dies festos, Cara daret solemne tibi cognatio munus. Martialis, lib. 9. Qui mutabant mutua convivia agitabant, quod verbum usurpat Gellius, lib. 2. & 18. Infestos autem animos placovere mensæ: media cæna fides. Quintil. declamat. 321. Trita sunt quæ de epulo, & visceratione, de congiario, & donativo occurrunt apud probatos auctores ad conciliandum favorem populi vel militum. Non ignota veterum Christianorum. Ἀγάπαι, Tertulliano & aliis; non ignota Saturnalia, Apollinaria, Hilaria, quæ recepto more communi lætitia celebrabantur. Non ignota Judæorum φαρπιαί, συμπόσια, πρᾶσια. Vide si lubet scriptum P. Fabri V. C. de cænis & conviviiis, lib. 1. Semestrium cap. 6. & Strabonem lib. 10. de conviviiis quæ Συσῆτια, quæque Herodotus lib. 1. refert à Lycurgo instituta inter Lacedemonios.*

* FEU croissant & feu vacant.] A raison duquel il est dû tous les

ans en Bresse au Seigneur d'Artemare par ses hommes de main-morte ou affranchis, une gerbe de froment, ou pour la valeur une bicherée mesure de Châteauneuf. Monsieur Philibert Collet dans son Commentaire sur les Statuts de Savoye, livre 3. section premiere des droits Seigneuriaux page 37. est d'avis que ces termes *Feu croissant & vacant*, sont employez ou pour exprimer la vie d'un homme qui est sujet à ce devoir dès sa naissance jusques à sa mort, ou dès qu'il fait son habitation à part, & qu'il devient chef de famille, jusques à ce qu'il cesse de demeurer dans cet état; ou pour marquer que ceux qui vont habiter dans cette terre, & font feu croissant & augmentant le nombre des habitans subissent cette servitude, & que ceux qui la quittent pour aller demeurer ailleurs & font *feu vacant*, n'en sont pas exempts pour cela. Voyez le mot *Suisse*.

* *FEUILLE*.] C'est le nom que l'on donne dans le pays de Bresse & de Bugey, au poisson qui a trois mois. Voyez M. Collet sur ces Statuts, partie 2. pag. 97. col. 1.

* *FEUILLES*.] Pour années. Loudun, tit. 14. art. 3. *Le Seigneur coupera les bois taillis accoutumez d'être payez, pourveu qu'ils ayent quatre feüilles & quatre mois de May passez, &c.*

LE PRIS ET FEUR.] Ponthieu, art. 84. * Voyez les Assises de Jerusalem, chap. 199. & mes notes sur la Coutume de Paris, art. 59.

AU FEUR L'EMPLAGE.] Montargis, chap. 2. art. 45. Voyez SURAMPLAGE.

FEUR COMPETENT; DECLINER FEUR.] Es Coutumes generales & locales de S. Sever, *Id est forum in quo judicia exercentur: forum autem differt à Curia.* * v. For

FEUR MARIAGE.] Duché de Bourgogne, art. 100. pour lequel le Seigneur de la main-morte prend les heritages que sa femme main-mortable a sous luy, & au lieu de sa main-morte, ou autant vaillant qu'elle emporte en mariage, au choix de la femme. Les autres Coutumes disent FORMARIAGE, dont cy-après.

* *FEURS*.] Le Seigneur pourra prendre le gaignage, en rendant au Fermier feurs & semences. le Grand Coutumier, liv. 2. ch. 29: des Fiefs, art. 4. les Feurs sont les fumiers & fourrages. *Stramina, sive stramenta, Varro l. de re rust. c. 50. Columella, lib. 6. c. 3.* Ce mot joint avec les labours & semences comprend tout ce qui est necessaire pour la production des fruits. *Un Seigneur de paille ou feure, mange un Vassal d'acier.* Voyez Brodeau sur l'article 59. de la Coutume de Paris. Cependant quelques-uns font de la difference entre *Feurs* & *feurres*. Selon eux, les *feurs* sont des impenses, du mot *Forum* qui signifie *prix*; & *feurres* sont des *fumiers*, de *fodrum*. Voyez ma note sur l'article 59. de la Coutume de Paris.

* *FEVRES.*] Forgeron, *Faber.* De Beaum. ch. i. Alain Chartier, *Est-il avenant que le marteau se rebelle à son Févre.* L'ancien proverbe: *En forgeant on devient Févres.*

LES FEUS du ROY.] Qui sont exempts des appeaux volages, moyennant la redevance de deux sols parisis qu'ils payent chacun an au Roy, dont est fait mention au procès verbal de la Coutume de Laon, sur le premier titre de l'an 1556.

* *FEUT.*] Arthois, anc. art. 31. *Fouit.*

* *FEUTRAITTE.*] Droit dû au lieu de Maranay, Abbaye de Molefme, pour tirer de la mine de fer à entretenir les fourneaux. M. GALLAND.

FIED, RIEREFIED.] En l'ancienne Affiete de Bourgogne, & en la dernière Coutume du Duché.

* *FIEF abregié, ou abregé.*] C'est un Fief pour lequel il est dû des services qui ont été limitez & diminuez. Beaumanoir, chap. 28. pag. 142. *Il sont aucuns fiefs que l'on appelle fiefs abregiez; quant l'en est semond pour serviche de tex fiefs, l'en doit offrir à son Seigneur ce qui est dû par le raison de l'abregement, ne autre chose li sires ne puet demander se li abregement est prouvez ou connus, & il est fet soufisme par l'otroy dou Comte: car je ne puis soufrir abregier le plein serviche que l'en tien de moi sans l'otroy dou Comte, combien qu'il y ait de Seigneurs dessous le Comte l'un après l'autre, soit ainsint qu'il se soient tout accordé à l'abriégement, & s'il se sont tout accordé, & li Quens le scait, il gaighe l'homage de cheluy qui tient la chose, & revient l'homage en la nature de plein serviche, & si le doit amender chil qui l'abregea à son home de 60. liv. au Comte. Voyez cy-après le mot Fief restraints ou abregé, & la note qui le suivra.*

FIEF BOURSAL.] Le Maine, art. 282.

Ce n'est pas un fief acquis de bourse Coutumiere, à sçavoir par personne roturiere & non noble; mais le fief ou portion du fief qui appartient aux puisnez. Les puisnez s'appellent *Boursaux* en la Coutume du Grand Perche, art. 78. Voyez la lettre B.

Il n'est pas aisé de dire ce que c'est qu'un fief Bourfier ou Boursal: parce que nos Coutumes parlent de ces sortes de fiefs, sans dire en quoy ils consistent. Selon Ragueau *ce n'est pas un fief acquis de bourse coutumiere ou par une personne roturiere, mais c'est le fief ou portion du fief qui appartient aux puisnez.*

M. Hevin dans ses observations sur

le §. 2. de l'Affise du Comte Geoffroy, tom. 2. des Arrests de Frain, pag. 522. a été d'avis *qu'un fief bourfier est une rente que l'aîné constitue à ses puisnez pour leur tenir lieu de leur part & portion sur un fief commun, afin que ce fief ne soit point démembré.*

Voicy comme cet Auteur parle: *Les Coutumes de grand Perche, art. 77. & 78. & de Chartres, art. 17. font con-*

voit que l'aîné constituoit aux puînez une rente sur la Seigneurie pour leur tenir lieu de partage ; ce qui se faisoit pour empêcher le démembrement actuel de la Seigneurie : à raison de quoy les puînez ainsi partagez en rente, sont appellex BOURSALX ou Bourriers ; & tel assignat est dit fief bourrier consistant en denariis.

Avant Hevin M. Charles Loyseau avoit été de cette opinion dans son traité des Offices, livre 2. chap. 2. n. 56. ainsi que M. du Cange dans son Glossaire, V. *feudum Bursa*.

Feudum Bursa seu Bursale appellant *præterea Consuetudines nostra, feudorum redditus aliquam partem qua à primogenito secundò genitis, pro eo quod in his habent jure, ex successione paterna datur. FIEF BOURSAL, Consuetudo Cenomanensis, art. 282. FIEF BOURRIER Carnotensis, art. 17. ut qui ejusmodi feuda possident BOURSEAUX, Perticensis, art. 77. 78. Ejusmodi etiam videtur istud genus feudi, de quo Bracton, liv. 4. Tract. 3. c. 9. §. 6. Feudum est id quod quis tenet ex quacunque causa sibi & heredibus suis, sive sit tenementum, sive sit redditus : ita quod redditus non accipiatur sub nomine ejus quod venit ex camera alicujus. Mais il ne faut que faire application de ces passages aux articles des Coutumes, où il est parlé de fiefs Bourriers pour connoître que ces Auteurs se sont trompez ; joignez Bodereau sur l'article 282. de la Cout. du Maine.*

Pour connoître ce que c'est qu'un fief Bourrier ou Boursal, il faut remarquer que dans les Coutumes qui admettent ces sortes de fiefs, les heritages féodaux se partagent en directe entre les nobles autrement qu'entre les roturiers.

Quand les fiefs se partagent entre des nobles par les articles 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. de la Coutume du Perche En succession

directe appartient au fils aîné ou ses representans, soit fils ou fille, pour son droit d'aînesse & préciput, le Châtel & Manoir principal, haute & basse-Court avec le circuit & toutes choses étans dedans ledit circuit, comme granges, étables, & autres édifices, pressoir, douves, & fosses : & s'il n'y a fosses, luy appartient avec ledit manoir & clôture, un arpent de terre. Aussi appartient à l'aîné le bois de haute futaye &c. Et le surplus des heritages tant féodaux que roturiers, Cens, rentes & tous immeubles se partagent entre l'aîné & puînez en manière : que où il y a plusieurs puînez, l'aîné noble ou ses representans, soit filson fille, a la moitié, & les puînez l'autre moitié.

Mais dans cette Coutume comme en quelques Coutumes voisines, il y a cette singularité que par les articles 62. & 63. rachat croist & diminue. Diminué, quand plusieurs coheritiers partagent & divisent un fief, & seigneurie à eux advenus par succession : car chacun puîné tient, si bon luy semble, sa portion de l'aîné, lequel rachette du Seigneur supérieur chacun des puînez pour un vassal, estimé chacun vassal & rachat soixante sols tournois seulement. Toutes fois tout ledit fief pour la première fois se rachette entièrement & pleinement par la mort du predecesseur desdits coheritiers. (Et) peuvent néanmoins ledit puîné ou puînez si bon leur semble tenir & relever chacun leur portion de leur supérieur Seigneur de fief : ce qu'ils sont tenus déclarer en faisant leursdits partages autrement tiennent l'aîné, & le rachat croist quand il y a consolidation.

Si chacun des puînez opte de tenir & relever sa portion du Supérieur, le fief est démembre ; & comme par cette option, le Seigneur au lieu d'un seul vassal en a plusieurs : chaque partie du fief est réputée par rapport à luy comme un fief séparé.

Si les puînez font option de relever de leur aîné, le fief est encore demembre : parce que la portion de chaque puîné qui étoit tenuë en fief, est tenuë en arrière-fief, à la charge par l'aîné de racheter du Seigneur supérieur chacun des puînez pour un vassal, estimé chacun vassal & rachât soixante sols tournois.

Et comme les puînez ne sont pas *Pairs* avec leur aîné dans ces sortes de partages, ils n'ont point été appelez *parages*, mais *frerages* : c'est à dire divisions entre freres ; & ce mot ensuite a été étendu à toutes sortes de partages. V. *Frerage*.

Voilà pour les partages entre nobles. Mais par les articles 158. 159. entre roturiers, il n'y a aucun avantage à l'aîné, lorsque la principale maison manable tenuë en foy, & hommage luy appartient, avec l'usu de cette maison pour y aller par l'estrage à pied, à cheval ou par charroy ; aussi luy appartient demi arpent de terre découverte à son choix & option au plus près de ladite maison hors l'estrage ; & où il n'y auroit maison, luy appartient pour son droit de préciput & aînesse demi arpent à découvrir, en tel lieu qu'il le vaudra choisir ; & est tenu ledit aîné en prenant

ledit préciput faire & porter la foy & hommage pour luy & pour ses puînez, & où il n'y aura foy & hommage à porter, ledit préciput n'aura lieu. Il faut joindre à cet article les articles 59. 60. & 78. qu'on ne peut entendre autrement.

Quand les fiefs sont ainsi partagez entre roturiers, tous les enfans sont obligez de contribuer aux rachats qui doivent être presentez au Seigneur féodal par l'aîné, ou par celui d'eux qui est possesseur du lieu tenu en fief, suivant l'article 59. & parce que tous les enfans tirent ainsi chacun en particulier de l'argent de leur bourse, pour composer les rachats, les fiefs échus à des roturiers ont été par cette raison nommez *Boursiers* ou *Boursaux*.

Et parce que le possesseur du lieu tenu féodalement est en même temps & le seul homme de fief par rapport aux autres enfans, & une espèce d'homme vivant & mourant, sur lequel le Seigneur féodal se règle, & qu'il mire pour ainsi parler, pour régler ses droits seigneuriaux, les fiefs garantis sous l'hommage des aînez ont été appelez par cette raison fiefs de miroir, & le parage mirouer de fief dans le Vexin François. voyez *Frerage*.

FIEF EN CHEF OU CHEVEL.] Normandie, chap. 34. 35. Qui est en titre de fief noble ayant Justice, comme les Comtez, Baronies, les fiefs de haubert, & autres fiefs non soumis au fief de haubert : à la difference des Vavassouries, qui sont tenuës par Sommage, par service de cheval, par acres, & des autres fiefs vilains ou roturiers. Le fief chevel, est *feudum magnum*, & *quaternatum*, quod à Principe tantum in capite tenetur, & in quaternionibus Doana inscriptum est, ut apparet ex Constitutione Regum Sicilia, lib. 1. tit. 37. 39. 41. 44. 48. 53. 86. & libro tertio tit. 23. 27. Et il faut noter que les fiefs de dignité sont principalement estimez Royaux, que quelques-uns ont appelez fiefs en regale.

Le fief Chevel, comme dit Ragueau & comme l'a écrit M. du Cange sur le mot *feudum capitale*, n'est pas toujours

un fief qui relève immédiatement du Roy, non est *feudum magnum* & *quaternatum*, quod à Principe tantum re-

netur. Il suffira pour détruire ce sentiment, de rapporter icy la Glose sur le chap. 34. de l'ancienne Coutume de Normandie vers la fin. *Le fief en chief est cil qui est tenu noblement à court & nsaige ; & peut & doit estre entendu par ce mot tenu en chief ; Et où le texte met les autres fiefs qui sont tenus en chief ne sont pas soumis à nul fief de Hautbert ; ce texte entend de soumission de vilain fief, & non pas de soumission de noble fief. Et ne veut pas dire que se ung noble fief étoit tenu d'un fief de Hautbert, qu'il ne fust pour ce fief en chief : car les fiefs de Hautbert même sont soumis aux autres, & les Baronies & les Comtez ; mais veut le tex-*

te dire qu'ils ne sont pas tenus à aucun fief de Hautbert comme vilain fief. Et est l'entente de ce texte, comme il peut apparoir par ce qu'il met après. Les fiefs par dessous sont qui descendent de fiefs chevels & sont soumis à eux, si comme Vavassouries, qui sont tenues par sommage & par service de cheval, & les autres fiefs qui sont tenus par autres services. Joignez l'art 166. de la nouvelle Coutume de Normandie : d'où il résulte invinciblement que le fief chevel peut relever d'un autre Seigneur que le Roy. Voyez aussi l'autorité de Terrien rapportée sur le mot Fief ou membre de Hautbert, avec les mots Chef-Seigneur & Vavassourie.

* *F I E F de corps.*] C'est un fief lige, dont le possesseur entre autres devoirs personnels est obligé d'aller luy-même à la guerre, ou de s'acquitter en personne des services militaires dûs au Seigneur féodal. Ce fief a été ainsi nommé à la différence des fiefs dont les possesseurs ne sont tenus de rendre aux Seigneurs féodaux, que certaines redevances ou prestations, au lieu de services personnels & militaires, tels que sont, par exemple, les fiefs oublioux, dont il est parlé dans la Coutume de Toulouse, ou de fournir & d'entretenir un ou deux hommes de guerre, plus ou moins. Voyez Littletons chap. 4. *Of Knights service*, sect. 103. fol. 74. verso, & Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. ch. 83. p. 486.

Le service de fief de corps est ainsi marqué dans le chap. 230. des Assises de Jerusalem, pag. 156. 157. *Ils doivent service d'aller à cheval, & à armes (à la semonce de leur Seigneur) en tous les lieux du Royaume, où il les semondra ou fera semondre à tel service, comme il doivent, & demeurer y tant comme il les semondra ou fera semondre, jusqu'à un an, que plus d'un an de terme ne doit pas home accueillir semonce par l'Assise & l'usage de Jerusalem. Et celui qui doit service de son cors, de Chevaliers ou de Sergens, en doit fere par tout le Royaume le service & luy, o sans luy, se il en est semond, si come il doit ; & quand il est à court d'aller à conseil de celuy, ou de celle à qui le Seigneur le donna, se il n'est au conseil de son adversaire, & se la querelle n'est contre li meimes, que nul ne doit plaider par commandement dou Seignor ne d'autre, & doivent fere esgard ou connoissance, & recort de court, se le Seignor lor commande à fere, & doivent aller veir murtre ou homicide se le Seignor lor commande d'aller voir comme court, & doivent*

par commandement dou Seignor, veir les cos dequoy l'on se clame de luy, que l'on veust montrer à court. Et doivent aller par tout le Royaume semondre come court, quand le Seignor lor cõmandera. Et doivent service d'aller fere devise de terre & d'aigues, entre gens qui ont contens, quand le Seignor lor commande; & doivent fere enquestes, quand on requiert au Seignor que il face enquerre, & il lor commande à fere, & doivent veir monstrier de terres, ou d'autres choses quelles qu'elles soient, que le Seignor lor commande à veir come cort; & doivent service de faire toutes les autres choses que les homes de court doivent faire come court, quand le Seignor le commande; & tout ledit service luy doivent par tout le Royaume; & si doivent service hors du Royaume en tous les lenès là où le Seignor ne vast de trois choses: l'une pour le mariage de luy, ou d'aucun de ses enfans; l'autre pour sa foy ou son honor garder & deffendre; la tierce pour le besoin apparent de sa Seignorie, ou le commun profit de sa terre; & celui ou ceaux que le Seignor semond ou fait semondre, si come il doit, de l'une des trois choses, & il aquiant la semonce, & vast au service dou Seignor, le Seignor le doit donner ses estouviers suffisamment, tant come il sera en cel sien service, tout soit ce que il n'ait mie en fit estouviers, temps & hors; & celui ou ceaux que le Seignor a semons ou fait semondre dudit service, & il n'aquiant la semonce, ou il ne dit raison pourquoy il ne la doit accueillir. Et telle que court esgarde ou connoisse: le Seignor en peut avoir droit, come de défailli dou service, que chascun des homes dou Seignor dou Royaume, qui doivent service de lor corps doivent par l'Assse & l'usage de cestuy Royaume. De ces trois choses service hors du Royaume à celui à qui il doivent service de lor cors, & au chief Seignor, doivent tous les avant dits services, si comme est cy-dessus devisé. Et se feme tient fief qui doit service de cors au Seignor, elle li doit tel service, que s'elle doit marier, & quand elle sera mariée, son baron doit au Seignor tous les services avant deviséz. Voyez Garde & Mariage.

FIEF DE DANGER.) Troyes, art. 37. Chaumont, art. 56. Bar le Duc, art. 1. & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar, art. 1. Lequel est de telle nature que quand il est ouvert, où sans homme, l'heritier ou Seigneur d'iceluy n'y doit entrer, ou en prendre possession, sans premicrement en faire foy & hommage à son Seigneur feodal, & si autrement le fait, le fief est acquis par commise ou confiscation au Seigneur feodal: comme il est dit au procès verbal de la Coutume de Troyes sur le même, art. 37. & audit art. 56. de la Coutume de Chaumont: & de ces lieux faut expliquer l'article 31. de l'ancienne Coutume d'Amiens. *Ergo quibusdam Gallie moribus feudis sunt periculo obnoxia, & domino committuntur, si absque domini permissione*

missu quis eorum vacuum possessionem accipiat, ante exhibitum obsequium, & datam fidem domino. Aussi anciennement en Bourgogne le fief de danger tomboit en commise s'il étoit aliéné sans le congé du Seigneur, comme appert par un Arrest de Paris du 10. de Decembre 1393. recueilli par du Tillet : mais par la Coutume du Duché, chap. 3. & du Comté, chap. 1. qui ont été redigées par écrit l'an 1459. le danger de commise est aboli en plusieurs cas. *Sic etiam moribus Longobardorum si vassallus contumaciter cessaverit per annum & diem in potenda investitura, feudum amittit, lib. 1. de feudis, tit. 21. lib. 4. tit. 76. que causa etiam probata est constitutione Lotharii & Friderici: Sed Mediolanensibus id non placuit, lib. 3. tit. 1. par. 1. & lib. 4. tit. 49. nec mores Gallia id admisserunt.*

DE SON DOMAINE FAIRE SON FIEF.] Nivernois, tit. 4. art. 30. Anjou, art. 201. 221. Le Maine, art. 216. 236.

Quand un vassal baille en arriere-fief partie de son fief, quand de son plein fief il fait arriere-fief. Sedan, art. 62.

DE SON FIEF OU CENSIF FAIRE SON DOMAINE.] Nivernois, tit. 4. art. 30. Anjou, art. 348. 387. 391. 399. Le Maine, art. 360. 397. 401. 409. 410. 429. Chateau-neuf, art. 75. Chartres, art. 65. Dreux, art. 56. Blois, art. 66. 67. 186. Poitou, art. 132.

Quand un vassal acquiert ou réunit l'arriere-fief à son fief : ou quand on acquiert l'heritage tenu de foy en censif, ou quand le Seigneur feudal ou censuel par puissance de fief retire l'heritage feudal ou censuel qui avoit été vendu par le vassal, & use du droit de retenue ; quand l'on réunit à sa table & raproprie à son domaine le fief ou censif.

FIEF DOMINANT.] Mesun, art. 24. 37. Estampes, art. 12. 16. 20. 38. Mante, art. 44. Laon, art. 186. 187. 188. 202. 219. 224. Châlons, art. 177. 189. 190. 219. 224. Reims, art. 120. 138. Ribemont, art. 19. Montargis, chap. 1. art. II. 66. 85. Grand-Perche, art. 35. 38. 44. 46. 47. 48. 65. Chateau-neuf, art. 16. Poitou, art. 23. Peronne, art. 30. 32. 56. 81. Berri, tit. 5. art. 20. Dourdan, art. 25. * V. Fief servant.

* FIEF Episcopal & Presbyteral.] Vers la fin de la seconde race de nos Rois, les Seigneurs Laïques s'emparerent des biens Ecclesiastiques, & allerent jusques à se rendre maîtres des benefices, des dixmes, des offrandes, & des sepultures.

Quelquefois ils tenoient les benefices, les chapelles & les oblations en foy des Ecclesiastiques. S'ils les tenoient des Evêques c'étoient des Fiefs Episcopaux. En voicy un exemple tiré des Preuves de l'Histoire de Montmorency page 37. à la fin.

Ego Girbertus Dei gratia Parisiensis Episcopus &c. assensu domini
N n n.

Stephani Archidiaconi, Ecclesiam & Altare B. Mariae de Moncellis, Monasterio B. Martini de Pontifara concessi, annuente Burcardo de Montemorenciaco, qui eum de Episcopali feudo possidebat &c. actum publice Parisius in capitulo B. Mariae, anno Incarnationis Dominicae 1122. Joignez les Preuves du Penitentiel de Theodore p. 411. & Marlot dans la Metropole de Rheims, tom. 2. p. 114. Et si ces revenus Ecclesiastiques étoient tenus en fief de Curez ou d'autres Prêtres, c'étoient des fiefs Presbyteraux.

Quelquesfois les Seigneurs rendoient ces chappelles, ces benefices, & ces offrandes aux Prêtres, à la charge de les tenir d'eux en fief, & c'étoient encore des fiefs Presbyteraux; mais comme il y avoit une indécence extreme que des Ecclesiastiques tinssent en fief leurs propres offrandes & leurs propres revenus de Seigneurs Laïques: Ces sortes de fiefs Presbyteraux furent deffendus par un Concile tenu à Bourges en 1031. can. 21. en ces termes: *Ut seculares viri Ecclesiastica beneficia quos fevos Presbyterales vocant, non habeant super Presbyteros, &c.* V. *Belium in Episcopis Pictaviens.* p. 73. 85. & *in Comit.* p. 384. 407. &c. & *Gervasium in chronico* col. 1387. art. 11. tom. 3. *Hist. Francor.* Voyez aussi l'Orbandalle, tome 2. p. 7. au Traité de la Jurisdiction de l'Evêque de Châlons, & M. de Marca dans son Histoire de Bearn, p. 219.

FIEF-FERME.] Au païs de Normandie: Qui est bailler à perpetuité, à la difference de la ferme muable. Terrien au chap. 9. du livre 7. Voyez le mot *Main-ferme*.

En Normandie & en Angleterre par fief on n'entend pas toujours une terre noble, mais un heritage, un fond. *Fendum*, dit Littleton section premiere, *idem est quod hereditas*: desorte qu'une fief-ferme n'est autre chose qu'un heritage noble ou roturier, affermé à longues années.

Quand Messieurs de la Chambre des Comptes bailloient des terres du Roy à fief-ferme, ils les donnoient au plus offrant & dernier encherisseur. En voicy un exemple tiré du mémorial N. de la Chambre des Comptes, fol. 32.

Les gens des Comptes du Roy nostre sire: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme au mois d'Avril dernier passé, de la partie de Colin Savalle & Jean Pigis de la Paroisse de saint Oijen le Hoult en la Vicomté

d'Orbec, eussions été requis de leur fiefser à heritage la terre & seigneurie dudit lieu de saint Oijen, & les fruits, revenus & dependances d'icelle appartenans au Roy nostre dit Seigneur, pour le prix de trente trois livres tournois de rente par an, & de la somme de six vingt livres tournois pour une fois payable à trois termes & payemens entresuivans par tiers & égale portion pour la coppe & tonture des bois d'icelle Seigneurie: sur quoy Nous par nos Lettres du 22. dudit mois d'Avril eussions mandé au Vicomte dudit lieu d'Orbec, ou à son Lieutenant, que appelez les Advocat & Procureur du Roy nostre dit Seigneur, au Bailliage d'Evreux, ou leurs Substituts en ladite Vicomté, il en fist faire les criées bien & dûement, & les nous envoyât avec les advis sur ce.

de luy & desdits Officiers ; par vertu desquelles nos Lettres & en ensuivant le contenu d'icelles lefdites criées ayent été faites & à nous envoyées : & par icelles nous soit apparu que ung nommé Perrin de Paperoctes avoit mis enchiere sur ladite fief de soixante six sols tournois de rente, & de douze livres tournois sur la vendue & coppe dudit bois : mais il ne s'étoit dûement ne suffisamment applegié : & depuis c'est assavoir le douzième jour du présent mois, lefdits Colin Savale & Jehan Pigis & aussi ledit Perrin de Paperoctes comparans devant nous personnellement, ayent iceulx Savale & Pigis enchery ladite fief à trente sept livres tournois de rente, & ledit bois à six vingt treize livres, & iceluy de Paperoctes renchery sur eulx icelle fief & mise à trente neuf livres de rente, & ledit bois à six vingt seize livres : & derechief ledit jour même en l'absence dudit de Paperoctes ayent lefdits Savale & Pigis enchery icelle fief à trente - neuf livres dix sols, & ledit bois à six vingt dix sept livres ; pour signifier & faire sçavoir laquelle dernière enchere à iceluy Perrin de Paperoctes, l'ayons attendu & fait appeller par l'Huissier de la Chambre desdits Comptes les Mercredy seizième & Samedy dix-neuvième jour de ce dit mois, ausquels ne ce jourd'huy il ne soit venu ne comparu ne autre pour luy : Savoir faisons, que vuës lefdites criées & enchieres, & considéré l'absence dudit de Paperoctes & aussi les advis desdits Officiers : Nous après bonne & meure deliberation & pour le bien & prouffit du Roy nostre dit Seigneur, ausdits Colin Savale & Jehan Pigis ce requerans & stipulans en leurs propres personnes, pour eulx & leurs hoirs, successeurs & ayans cause, avons comme plus offrans & derniers encherrisseurs baillé, delivré & fief baillons delivrons & fief pour & de par

iceluy Seigneur, sauf tout droit d'autrui, ladite terre & Seigneurie de saint Oüen le Hoult pour l'a voir tenir & en joir afin de heritaige, ensemble desdits revenus & dependances d'icelles, appartenans au Roy nostre dit Seigneur par eulx, leursdits hoirs, successeurs & ayans cause, pour ledit prix de trente-neuf livres dix sols tournois, qu'ils en feront tenus rendre & paier chacun au franchement à la recepte de ladite Vicomté d'Orbec aux termes de Pasques & saint Michiel par moitié, premier payement commençant à celluy desdits termes qui prouchain écherra après leur possession en ladite terre ; & ce leur baillons & delivrons ladite coppe & tonture pour ledit prix de six vingt dix sept livres tournois payable comme dessus pour une fois à trois termes & payemens entre suivans par égale portion, premier terme & payement commençant à Pasques tout prouchain ensuivant. Si donnons en mandement audit Vicomte d'Orbec, ou à son Lieutenant, presens & à venir, que préalablement par luy prins & receu desdits Colin Savale & Jehan Pigis bon & souffisant contrepleige jusques à la valeur du quart desdites trente neuf livres dix sols de rente, avec obligation & caution bonne & suffisante de ladite somme de 137 livres tournois, si les fasse, suffire & laisse & leursdits hoirs successeurs & ayans cause, joir & user de nos presens fief, bail & delivrance, plainement & paisiblement, en faisant mention de ce bien au long en ses comptes, & ou prouchain d'iceulx, y rapportant & transcrivant lefdites contrepleige, obligation & caution ensemble la declaration au vray de ladite terre & Seigneurie de saint Oüen & desdits revenus & appartenances par les singulieres parties. Donné à Paris le vingt deuxième jour de Septembre, l'an 1467.

Quelques fois nos Roys fiefsoient

N n n ij

eux-mêmes pour récompense de services des terres, des greffes ou autres biens moyennant une certaine redevance annuelle, & dans ce cas quand même les choses données auroient plus produit que la redevance, il n'y avoit jamais d'encherer. En voicy un exemple tiré du mémorial O. de la Chambre des Comptes, fol. 187. verso.

Nous les Gens des Comptes & Treforiers du Roy nôtre Sire à Paris; veuës les Lettres patentes dudit Seigneur en forme de Chartre & signées de sa main, auxquelles ces présentes sont attachées, sous l'un de nos signets à Nous pieça présentées de la partie de Robinet le Beuf Escuyer impetrant d'icelles par lesquels il luy fiefte pour luy ses hoirs & successeurs, la Sergenterie de la bonne Ville & ses appartenances, ensemble les Riviere & Eaux dudit lieu entant qu'il en y a en ladite Sergenterie, & les Prez & Molin ou Moulins & Eaux desdits Prez de ladite Sergenterie dudit lieu d'Arnières és Bailliage & Vicomté d'Evreux à la charge d'en rendre & payer chacun an à la recette ordinaire de ladite Vicomté d'Evreux la somme de dix livres tournois, & d'en faire les autres droits & devoirs pour ce dûs; & aussi de maintenir & entretenir lesdites choses en bon état & reparation convenable, comme plus à plein le contiennent lesdites lettres: veuë aussi une information faite de nôtre Ordonnance & à nous envoyée par les Lieutenans des Bailly & Vicomte, Advocat & Substitut du Procureur du Roy notredit Seigneur audit lieu d'Evreux, sur la situation, étendue & autres qualitez desdites choses, par laquelle, & par les avis desdits Officiers qui y sont sous écrites & signets, il Nous est apparu entr'autres choses que audit lieu d'Arnières, y a eu d'ancienneté deux Molins sur la Riviere Dilon, dont en l'un n'y a de present que la place: & considéré ce que

iceluy Seigneur nous a pour cette matière écrit, & fait dire de par luy bien expressément & par plusieurs fois; consentons ladite fiefte pour ledit Robinet le Beuf, & ses hoirs mâles procréés & aprocréés de son corps en loyal mariage, aux charges & sous les conditions qui s'en suit; c'est assavoir qu'ils tiendront lesdites Sergenterie, Rivieres, Eaux, Prez, & Molin ou Moulins en foy & homage du Roy notre Sire & de ses successeurs, à cause de la Vicomté d'Evreux, & en feront & payeront les droits, devoirs seodaulx & autres pour ce dûs. Item, que entre-cy & trois ans du jour d'huy ils feront en ladite place de molin, ung molin faisant de bled farine, & aussi feront mettre en bonne & convenable reparation lesdits autres molin, Prez, Rivieres & Eaux, & les y entretiendront tout à leurs dépens. Item, & qu'ils exerceront & feront exercier bien & dûement à leurs perils ladite Sergenterie en toutes & chacune ses branches & appartenances tant és fiefs de Gaillon que autres aux droit & prouffit qui y appartiennent seulement, & sans pour ce prendre aucune chose sur ladite recette d'Evreux par forme de gages, ne autrement; mais rendront & payeront désormais franchement chacun an aux termes de Pasques & saint Michel par moitié, la somme de douze livres tournois ou lieu desdits dix livres tournois. Si donnons en mandement audit Vicomte d'Evreux ou à son Lieutenant, que premierement prins & reçu dudit Robinet le Beuf bon & suffisant contrepleige jusques à la valeur de la moitié desdites douze livres par an és mestres de la Vicomté, il le fasse, souffre & laisse, & lesdits hoirs mâles procréés & aprocréés de son corps en loyal mariage, joir & user de ladite fiefte selon notre present consentement, en faisant de ce désormais mention & reuette en ses copmtes, & ou prouchains

d'iceulx, y rapportant & transcrivant lesdites lettres de Chartre & ces Presentes, ou vidimus d'icelles fait sous scel Royal; ensemble les lettres dudit contreige à la conservation du droit du Roy notredit Seigneur & de ses successeurs. Donné à Paris le dixième jour de Septembre l'an mil quatre cent soixante-quatorze, ainsi signé Badoüiller. *Litere Regis que sunt in Carta dantur à Senlis quarta Aprilis en 4613. ante Pasqua, signans & que sub plica L O Y S, & supra par le Roy, GAURILLOT.*

Il y avoit peu de difference entre les *siefs-fermes*, & ce qu'on appelloit dans la *moyenne Latinité main-ferme*. Dans les *siefs-fermes* le bail étoit à longues années, & il en étoit à peu près de même des *main-fermes* sous la *seconde race* de nos Roys & au commencement de la troisième: car ces concessions n'étoient appellées *main-fermes*, que parce que ceux qui acqueroient des terres à ce titre, en devoient avoir la *ferme possession* pendant une, deux ou trois générations, plus ou moins.

Dans les *bas siècles*, la *main-ferme* étoit une concession faite par nos Roys, ou par d'autres Seigneurs d'un fond, d'un greffe ou d'un autre immeuble, moyennant une somme annuelle, avec don du surplus, si le fond produisoit plus que la redevance; & cette concession étoit appellée *main-ferme*, parce que les lettres contenoient, que la chose ne pourroit pas être ôtée à l'impétrant par enchere ou autrement; ce qui n'avoit point lieu dans les *siefs-fermes*. Mais aussi parce qu'il avoit don & libéralité, dans les *main-fermes*, les Seigneurs se reservoient la faculté de rentrer en possession des choses concédées, toutes & quantes fois qu'il leur plairoit; ce qui paroît par la *main-ferme* suivante tirée du mémorial Q. fol. 167. & 184.

L O Y S par la grace de Dieu Roy

de France; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut, Sçavoir faisons que nous inclinans liberalement à la supplication & Requête de notre aimé & féal Notaire & Secrétaire Maître Nicole Gilles en faveur des bons & agreables services qu'il nous a fait & fait chacun jour, tant en sondit Office ou fait de nos Finances, que autrement en plusieurs manieres, & espérons que encore fait cy-après à iceluy: pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons baillé & livré, baillons & livrons par ces Presentes à *main-ferme* le Greffe de nostre Bailliage de Berry au Siege de Bourges qui par-cy-devant a accoustumé d'être baillé à ferme à notre prouffit pour iceluy Greffe dudit Bailliage, avoir tenir & dorénavant exercer par led. M. Nicole Gilles ou par personne souffilant, & idoine le faire exercer tant qu'il nous plaira, à commencer du jour & Feste saint Jean Baptiste prochainement venant, que finira le dernier bail qui en a été fait, & en prendre & percevoir les fruits prouffits & émolumens, en faisant & payant toutes voies par chacun an à notre recette ordinaire de Berry, la somme de 200. liv. parisis, sans ce que autre soit ne puisse être reçu à le mettre à prix ne le encherir, ne qu'il luy puisse estre esté par enchieres ne autrement en quelque maniere que ce soit; & l'autre plus de ce que pourroit monter & valoir iceluy Greffe, Nous avons audit M. Nicole Gilles en faveur de ses services, & afin qu'il se puisse mieux & plus honêtement entretenir en notre service, & pour autres causes à ce nous mouvans, donné & quitté, donnons & quittons de grace spéciale, à quelque somme qu'il se puisse monter, par ces presentes que nous avons pour ce signées de notre main: Si donnons en mandement à nos amez & feaux Gens de nos Comptes & Tresoriers à Paris au Bailly de Berry ou son Lieutenant,

N n n ij

que de nos presens bail, main-ferme, don & choses dessusdites, ils fassent, souffrent & laissent ledit M. Nicole Gilles, ses commis & deputez en cette partie, joir & user pleinement & paisiblement, & ad ce faire & souffrir contraignent & facent contraindre tous ceux qui pour ce seront à contraindre reaulment & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques; & par rapportant celdites presentes signées de notre main, comme dit est, ou *vidimus* d'icelles fait sous scel Royal pour une fois & reconnoissance dudit M. Nicolle Gilles sur ce souffisant: Nous voulons notre receveur ordinaire de Berry être tenu quitte & déchargé de l'outre plus de ce que pourroit monter & valoir iceluy Greffe par nosdits Gens des Comptes auxquels nous mandons ainsi ce faire sans aucune difficulté: Car tel est notre plaisir, nonobstant que la valeur & estimation dudit outreplus ne soit cy spécifiée ne déclarée, que décharge n'en soit levée par le changeur de notre Tresor, & quelques autres ordonnances, mandemens, restrictions ou desfences à ce contraires; en rémoing de quoy, nous avons fait mettre & adposer notre scel à celdites presentes. Donnée au Pleffis du Parc les Tours le cinquième jour de Mars l'an 1479. & de notre regne le 19.

ainsi signé L o y s par le R O Y . G. de M A R L E.

Nous les Gens des Comptes du Roy notre Sire & Tresoriers à Paris; Veuës les Lettres patentes dudit Seigneur signées de sa main, ausquelles ces presentes sont attachées sous l'un de nos Signets, par lesquelles & pour les causes y contenues, il baille à M. Nicole Gilles son Notaire & Secretaire, à main ferme le Greffe du Bailliage de Berry au Siege de Bourges pour le tenir & exercer dorénavant, ou par personne souffisant & idoine le faire exercer tant qu'il plaira au Roy notredit Seigneur, à commencer du jour & Fête saint Jean Baptiste prouchain venant, que finira le dernier bail qui en a été fait, & en prendre & faire prendre & percevoir les prouffits & émolumens, en faisant & payant toutes voyes par chacun an au Receveur ordinaire de Berry la somme de deux cens livres parisis, & l'outre plus de ce que pourra monter & valoir ledit Greffe, ledit Seigneur lui donne & quitte, comme plus à plain le contiennent lescdites Lettres; consentons l'enterinement d'icelles tout ainsi & en la forme & maniere que ledit Seigneur le veut & mande. Donnée à Paris sous nosdits Signets le 21. jour d'Avril l'an 1480. après Pasques.

FIEF DE CONDITION FEUDALE.] En quelques Coutumes, *Est feudum proprium, quod successionem habet: & constat ex libris feudorum, feuda quadam successionem non habere.*

FIEF OU MEMBRE DE HAUBERT.] Normandie, chap. 15. 26. 33. 34. 44. 53. 85. 94. 117.

Quod proxime descendit à Principe, & regale dicitur: Et est à pur sans moyen, plein fief ou entier: Cujus possessor dicitur vassallus, & Vassallus regis vel dominicus in Annalibus Ludovici Pii, qui prostant cum historia Aimoini, lib. 5. cap. 15. 19. 36. Sic autem dictum ab armorum genere quo Regi possessor ejus servire debet: Cujacius Legum clarissimus & certissimus vates; ad tit. 9. lib. 1. feudorum, Auctor supplementi Chronicorum Sigeberti & alii interpretantur feudum Lorica quæ est annulis contexta, Une cotte de maille, un haubergeon: Brunia

in capitalibus nisi galea sit potius quam lorica ; unde Loricati Equites , qui & Cataphraſti vocabantur , Livius , lib. 35. 37. qua de re etiam Hotomanus J. C. in Commentario de verbis feudalibus. Celuy qui tient fief de Haubert , doit déſervir ſon fief par pleines armes , par le cheval , par le Haubert , par l'Ecu , par l'Epée , par le Heaume : Normandie , chap 85. Comme auſſi pour la diverſité des armes & du ſervice ; il y a d'autres fiefs que l'on dit , *Fenda Scutiferorum ; unde Scutarii appellantur & ſervitium ſcuti , ſcutagium ;* & d'autres dont les poſſeſſeurs s'appellent **BANERETS** ou **BANDERETS** , *qua ſunt fenda vexillorum.* Quelques-uns veulent écrire **FIEF DE HAUT-BER** , pour ſe relever immédiatement du Roy. Ber & Baron ſont ſynonimes.

Il n'eſt pas vray que le fief de *Hautbert* ſoit un fief qui relève immédiatement du Prince ; comme Charondas & Ragueau l'ont avancé : car Terrien qui ſçavoit tres-bien l'uſage de ſon País remarque ſur le chap. 2. du livre 5. pag. 171. de l'Edition de 1654. qu'un *Fief de Hautbert* peut être tenu de Baronie , la Baronie de la Comté , la Comté de la Duché , & la Duché du Roy. V. Loyſeau dans ſon traité des Seigneuries chap. 6. n. 8. 9.

Le fief de *Hautbert* eſt donc ſeulement un fief de Chevalier ; & ce fief a été ainſi nommé , parce que celuy qui en étoit poſſeſſeur , étoit obligé à vingt & un an , ſuivant l'ancienne Coutume de Normandie MS. partie 2. ſect. 3. chap. 8. de ſe faire Chevalier ou de vêtir le *Hautbert* ou la cotte de Maille qui étoit une eſpece d'armure dont il n'y avoit que les Chevaliers qui pouvoient ſe ſervir.

Ce fief qui eſt appelé par les Anglois *feudum militare* , & par nous *feudum lorica* , ſuivant l'ancienne & la nouvelle Coutume de Normandie , ne peut point être diviſé entre freres. L'ancienne Coutume : *es fiefs de Hautbert , Comtez , Baronies & Serjonteries , parties ne peuvent être ſonſerte entre - freres par la Coutume du Pays.* Mais quand il n'y a que des filles , il peut être diviſé juſqu'en huit parties , & chaque partie eſt appelée *membre de Hautbert*. La nouvelle Coutume de Normandie , art. 336. *Tous fiefs nobles*

ſont impartables & indiviſus : néanmoins quand il n'y a que des filles heritieres , le fief de Hautbert peut être diviſé juſqu'en huit parties , chacune deſquelles huit parties peuvent avoir droit de Court , & uſage , juſdiction & gage plége.

Si le fief de *Hautbert* eſt diviſé entre filles en plus de huit parties , toutes les parties ne ſont plus membres de *Hautbert* , & ſont tenuës chacune ſeparément comme fief vilain. Terrien , liv. 5. chap. 2. *Le fief de Hautbert eſt un plain fief , ou fief entier , ainſi appelé , parce que le tenant le deſſert par pleines armes qu'il doit porter à l'Arriereban du Roy pour acquitter ſon fief : c'eſt par le Cheval , par le Hautbert , par l'Eſcu , par l'Epée , & par le Heaume , comme il eſt écrit en la Coutume , au chapitre de ſimple querrel perſonel. Et peut un plain de fief de Hautbert être diviſé par partage entre ſœurs , ou ceux qui ſont iſſus des ſœurs , par moitié , ou par tiers , ou par quarts , ou par cinquièmes , ſixièmes , ſeptièmes ou huitièmes. Et ſont ces parties ou portions de fief , appellées membres de Hautbert , retenant chacun ſon chef & dignité de Nobleſſe , court & uſage , juſtice & juſdiction , ſur ceux qui tiennent vilains fiefs par deſſous eux , tel qu'il a été dit cy-deſſus. Mais ſi le fief de Hautbert par partage eſt diviſé en plus de huit parties : Comme ſi le fief venoit tout aux filles & elles fuſſent plus de huit , dont chacune eut*

sa part : en ce cas nulle des parties des seurs qui auroit eu pour sa part un n'aura court ny usage, mais sera dès lors huitième mouroit & laisseroit deux filles en avant tenu comme fief vilain, & ou plus, qui eussent chacune sa part reviendra la court & usage au Seigneur en iceluy huitième; icelle partie ainsi de souverain, duquel le fief estoit tenu nûment, & sans moyen. Pareillement si pas les autres. Joignez Couvel, lib. 2. l'uno d'icelles parties étoit depuis divi- Inst. tit. 3. §. 5.
sée en plusieurs parties; comme si l'une

FIEF A SIMPLE HOMMAGE LIGGE OU NOBLE.] Cambray, sit. 1. art. 46. 47. 49. 50. 51. Voyez **LIGE**; & cy-après *fief noble &c.*

* **FIEF Jurable & rendable.**] Bar, article 1. *La Coutume est telle, que tous les fiefs tenus du Duc de Bar en son Bailliage dudit Bar, sont fiefs de danger rendables à luy à grande & à petite force sous peine de commise.* Il résulte de cet article que le fief rendable est celui que le vassal est obligé de livrer à son Seigneur pour s'en servir dans ses guerres : & le fief jurable & rendable étoit celui que le vassal étoit obligé par serment de livrer à son Seigneur. Monsieur du Cange a traité fort au long de ces fiefs dans sa 30. dissertation sur Joinville, à laquelle le Lecteur aura recours, s'il luy plaît. Voyez *Châtelain* & le *For d'Aragon*, fol. 130. verso. col. 1.

Chez les Ultramontains, le fief jurable est celui pour lequel le vassal doit à son Seigneur le serment de fidélité; *Jacobinus de sancto Georgio, de feudis, v. in feudum n. 29. Decima divisio est, quia feudorum quoddam est jurabile, quoddam non jurabile. Feudum jurabile est pro quo juratur fidelitas Domino. Non jurabile, quando conceditur eo pacto, ut fidelitas non juretur. Cap. 1. §. Nulla in titulo per quos fiat investitura in lib. feudor. Vide Wenher p. 532. col. 1. in fine, & Lucium 5. lib. 1. Placitorum tit. 1. n. 2. p. 201.*

FIEF AMPLE OU LIEGE.] Hainaut 77. 79. Pour lequel après le trépas du vassal, est dû au Seigneur feudal le cheval & quelques armures du défunt, ou soixante sols, s'il n'y a cheval.

FIEF TENU A PLEIN LIGE OU PAIRIE.] S. Paul, art. 10. Voyez cy-après *fief noble &c.*

* **MIROUER de fief.** Voyez *Mirouer*.

* **FIEF mort.** Voyez cy-après *fief vis ou mort*.

* **FIEF noble.**] Norm. art. 2. Selon Balde, le fief noble est celui qui annoblit le possesseur. Mais selon *Jacob de Belvis, in Pralud. feudor.* & selon Jean d'André *in addit. ad Speculator. rubricc. de prescription.* Le fief noble est proprement celui qui est concédé par le Souverain; comme sont les Duchez, les Marchisats & les Comtez. Le fief moins noble est celui qui est concédé par les Ducs, les Marquis & les Comtes. Le médiocrement noble, celui qui est concédé

concedé par les Vassaux qui relevent immédiatement des Ducs, des Marquis & des Comtes : & enfin le fief *non noble* est celui qui est concedé par ceux qui relevent de ces derniers vassaux ; & si l'on veut, le fief *non noble* est celui qui est tenu du Souverain en quart degré & au dessous. *Jacobin de sancto Georgio, de feudis, cap. in feudum n. 24. pag. 10. de l'Edition de 1574. Octava divisio feudi est, quia quoddam est nobile, quoddam ignobile seu Burgense. Feudum nobile est illud quod nobilitat possessorem. Et dicit Baldus in praludiis feudorum, quod antiquum feudum sapit nobilitatem, novum autem non, quia nobilitas non nascitur in ictu oculi : allegat legem Stemmata, ff. de gradi. Vos melius dicite in mente Jacobi de Bel in prim. feudor. quem refert & seq. Joan. And. in addit. ad Specul. in Rubr. de prescript. quod feudorum quoddam est nobile, quoddam minus nobile, quoddam mediocriter nobile, & quoddam non nobile. Nobile, feudum est quando Papa concedit feudum, Ducatum, Marchionatum vel Comitatum : ista enim feuda sapiunt nobilitatem, ut habetur in titulo quis dicatur Dux, Marchio vel Comes. Minus nobile est, quando Dux, Marchio vel Comes infestat alteri. Mediocriter nobile est, quando habentes feudum à Duce, Marchione vel Comite infestant alteri. Non nobile seu Burgense dicitur, quando conceditur à minimis Vassallis, cap. 1. §. Cateri in tit. quis dicatur Dux &c. Dicit enim Baldus in cap. 1. in verbo Marchio, ad fin. in tit. qui feudum dare possunt : quod etiam rustici possunt infestare, dummodo habeant rerum suarum administrationem : allegat cap. 1. §. novi verò in tit. per quos fiat investitura &c. Voyez Loyseau dans son traité des Seigneuries, chap. 6. n. 22. 23. & l'art. 356. de la Coutume de Normandie.*

Anciennement en quelques Provinces de France & sur tout en Normandie, le mot *fief* signifioit un heritage, ou un immeuble qu'on possède pour soy & pour ses heritiers, comme il signifie encore en Angleterre ; ainsi que nous l'apprenons de Littleton, de Bracton & de Cowel. Nos autem, dit Cowel *feudum omne illud dicimus, quod nobis & heredibus nostris tenemus*. Bracton de legibus Angliæ, lib. 4. tract. 3. cap. 9. §. 6. fol 263. vers. *Et sciendum quod feodum est id quod quis tenet ex quacumque causa sibi & heredibus suis, sive sit tenementum sive redditus &c.* Voyez Littleton, section premiere & l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 87.

Si l'heritage ou le fief étoit possédé à la charge de foy & hommage & de service militaire, & s'il y avoit court & usage, c'étoit un *fief noble*, & s'il étoit possédé à la charge de payer des tailles, des corvées & autres vilains services, il étoit *fief roturier*. V. l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 53. à la fin, & la nouvel-

le, art. 2. Terrien, liv. 5. chap. 2. pag. 171. Berault, sur l'art. 2. & sur l'art. 100. au titre des fiefs de la même Coutume, pag. 39. 315. tom. 1. &c. Banage, pag. 164. tom. 1. & joignez ce qu'on observe sur le fief de Hautbert.

FIEF NOBLE TENU EN PLEIN HOMAGE OU EN PAIRIE.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 13. 14. 15. 26. 76. . .

Le fief est tenu en Pairie, dont les de Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. hommes ou les possesseurs sont tenus tit. 3. p. 13. Voyez l'art. 66. de la Coutume de Ponthieu, & les mots *Conjura*, de leur Seigneur, pour user des termes *hommes de fief*, & *Pairs*.

FIEF NOBLE ET NON RESTRAINT.] Ponthieu, art. 4. & en l'Arrest du Commandeur de Oisemont.

La Censive est appelée fief non noble, és Enquêtes du Parlement à Paris du 8. Février 1330. & du 15. Février 1381. Voyez cy-après, fief restreint.

FIEF NOBLE OU RURAL.] Nivernois, tit. 4. art. 27. 28. 29. où il est dit, que le fief noble est celui auquel il y a Justice, ou Maison fort notable, édifice, motte, fossé, ou autres semblables signes de noblesse & d'ancienneté, & que tous autres sont réputés ruraux & non nobles: comme aussi les héritages sont nobles ou ruraux. Acs, tit. 2.

* **FIEF oublial.]** Voyez droit d'Oubliages.

FIEF TENU EN PAIRIE.] Voyez cy-dessus. *Fief noble*.

* **FIEF de païsse.]** LATINE *feudum procurationis*. C'est un fief chargé tous les ans d'un ou de plusieurs repas envers une Communauté Ecclesiastique. Voyez M. Salvaing dans son Traité de l'usage des Fiefs, chap. 74. *Cang. in Gloss. V. Procuratio*, & le mot *Giste*.

PLEIN FIEF.] A la différence de l'arrière-fief: Nivernois, tit. 37. art. 9. & 10. Montargis, chap. 1. art. 44. 45. 67. 68. Orleans, chap. 1. art. 47. 48. 67. 68. Chartres, art. 65. Dunois, art. 15. 21. Bourbonnois, art. 373. 388. Auxerre, art. 52. 67. 72. & au procès verbal de la Coutume de Berri en deux lieux. Bar, art. 21. 24.

PLEIN FIEF.] A la différence du menu fief, qui n'est de pareille valeur, & qui n'a aucune juridiction: Au Styl du Pais de Liege, chap. 25. art. 21. & au chap. 26. Voyez le mot *Plein*.

TENIR NUEMENT ET EN PLEIN FIEF.] A la différence de l'arrière-fief. Melun, art. 74. 75. Clermont, art. 199. Troyes, art. 45. 190. Laon, art. 260. Reims, art. 222.

VASSAL DE PLEIN FIEF.] Montargis, chap. 1. art. 18. Orleans, chap. 1. art. 19.

Qui est à pur sans moyen: Tel est le fief Chevel & de haubert.

quod proximè descendit à Principe , & regale dicitur. Aucuns vassaux tiennent de leur Seigneur nu à nu , autres par moyen : Normandie , chap. 7. 24. 29. 35. 36. Le Seigneur proche du fief se dit à la différence du Seigneur supérieur du même fief , dont le possesseur est arrière-vassal , Bretagne , art. 61. 62. Comme aussi l'homme proche ou arrière : Bretagne , art. 42. * Voyez ce qu'on a observé sur le mot *fief Chevel* contre l'opinion de Ragueau.

Qui FIEF NÈRE, ou FIEF ROGNE, FIEF PERD.] Selon l'ancien dict, comme recite le Styl de Liege , chap. 25. art. 16 D'autant que par les Coutumes de France , celui qui desavoué son Seigneur féodal , confisque son fief, comme il est expliqué sur l'article 29. du titre des fiefs , en la Coutume de Berry.

FIEF RESTRANT OU ABREGÉ.] A la différence du fief noble. Amiens , art. 71. 84. 132.

Par l'art. 25. de la Coutume d'Amiens , Tous fiefs qui sont tenus à soixante sols parisis de relief, & à vingt sols de Chambellage , ou par plus grande tenuë , sont réputés nobles & tenus en plein hommage ; tellement que les propriétaires d'iceux fiefs, ont en iceux toute Seigneurie & justice haute , moyenne & basse , & telle & semblable que les Seigneurs féodaux dont ils tiennent.

Il résulte de cet article , que dans cette Coutume , le fief *restraint* , *abregé* , & *non noble* , est un fief dont le relief est abonné à une somme au dessous de soixante sols parisis , & le Chambellage à moins de vingt sols. Voyez l'art. 4. de la Coutume de Ponthieu ; l'art. 258. de la Coutume d'Anjou ; & oy-devant les mots , *Fief abregé & fief noble & non restraint.*

FIEF ROTURIER.] Voyez la lettre R. Et cy-dessus *Fief noble*.

FIEF SERVANT.] Melun , art. 43. Estampes , art. 38. Mante , art. 44. Laon , art. 224. Chalons , art. 224. Reims , art. 138. Ribemont , art. 19. 23. Grand Perche , art. 34. 65. Peronne , art. 55. 82. Auxerre , art. 65. Berry , tit. 5. art. 35.

Qui dépend du fief dominant en foy & hommage. *Ut Clodovans Rex Francorum Miledunum castrum Aureliano cum ducatu totius regionis jure beneficii concessit. Aimoinus lib. 6ap. 14.*

ENTRER DE FIEF SERVANT.] S. Jean d'Angely , art. 38. 37. 38. 39. Poitou , art. 115. 116. 117.

Quand le puîné , la femme ou le mineur , ne doit à son Seigneur féodal autre devoir que la foy & hommage & le dénombrement : d'autant que l'aîné , le mari , le tuteur , ou curateur peut faire les hommages dûs , pour raison de la succession , ou à cause de la femme , ou au nom du mineur. Il est aussi amplement traité des fiefs au livre second du grand Coutumier , chap. 28. & suivans : & par Mafuer & autres Praticiens.

FIEF VIF OU MORT.] Acs , tit. 8. art. 2. 5. 6. 7. 8. Le fief mort.

est proprement sous-acazement, & heritage tenu à rente sèche, non à cens ou rente foncière, quand le fief ne porte profit à son Seigneur. Voyez *Acazer*.

* *FIEFS-francs*, ou *Francs-fiefs*.] C'est ainsi que tous les fiefs étoient autrefois appelez, à cause de la franchise, ou des prérogatives qui y étoient annexées, & dont jouissoient ceux qui les possédoient.

Quelques-uns prétendent qu'anciennement les roturiers ne pouvoient pas posséder des fiefs, & que ceux qui en possédoient avec la permission du Roy étoient nobles; mais il est très-certain que longtemps avant le Règne de Philippe le Hardi, les roturiers étoient en possession d'avoir des fiefs, ce qui s'introduisit à l'occasion des Croisades; & il est encore certain que depuis le règne de ce Prince ils en ont possédé, & qu'ils en ont même pu posséder à certain titre, comme l'explique Beaumanoir dans sa Coutume de Clermont, chap. 48. & cependant on ne voit point qu'en ces temps-là les roturiers qui possédoient des fiefs devinssent nobles.

Anciennement les fiefs n'annoissoient point les roturiers ou les vilains; mais les fiefs les affranchissoient, ou leur communiquoient leur franchise tant qu'ils y étoient levans & couchans; c'est-à-dire, que le roturier qui levoit & couchoit sur son fief étoit réputé franc-homme, mais seulement tant qu'il y levoit & qu'il y couchoit; car lors qu'il n'y levoit & n'y couchoit plus, il n'étoit plus réputé franc-homme, comme il se voit par les autorités suivantes.

Pierre de Fontaines dans son Conseil chap. 3. n. 4. *Pour ce se tes vilains a acate un fief, & il couke, & il lieve, en son vilenage, ne laira il mie kil ne voit à sa sermonce ke tu li fis du matin au vespres, ou tele comme tu li feras, & se on dist seur son franc-fief, il ne requerra mie jour de Conseil, se il ne veut pour le sermonces ki ne fust pas rainable. Mais si caetel, & ses convenances sont justichables par loi vilaine, s'il n'est mie gentixhom de lignage, & il couke & lieve seur son franc-fief, & il & les siennes cose doivent être menées par le loi de franchise, là où il se tient, & s'il tient aucune chose en vilenage de toi, & il couke & lieve seur son franc-fief ke il tient de toi, il doit avoir sermonce tele comme de quinze jors, &c.*

Beaumanoir, chap. 48. pag. 265. lign. 33. *Le franchise des personnes ne affranchist pas les hietages vilains, mais li franc-fief franchissent le personne, qui est de poote, en tant comme il y est couchans & levans, il use de le franchise du fief.*

Bouteiller dans sa Somme, liv. 2. tit. 1. p. 656. *Et sont tenus pour nobles ceux qui sont venus de noble lignée, s'ils ont fiefs acquestez, &c.*

aucuns lieux. Ceux mêmes qui les ont acquestez non nobles ne sont pas tenus pour nobles s'ils ne demeurent sur le fief. Item ceux sont tenus pour nobles qui par le Roy sont anoblis : & qui de ce ont Lettres passées en la Chambre des Comptes, & comme le roturier qui possédoit un franc-fief étoit réputé franc tant qu'il y levoit, & qu'il y couchoit; de même, le Gentilhomme qui levoit & couchoit en vilénage étoit mené par loy vilaine, selon Pierre de Fontaines ou Guy Foucault dans son Conseil chap. 3. n. 6. où il fait les distinctions suivantes. Et se gentixhom de lignage ki tient franc-fief de toi est coukans & levans en ton vilénage avec tes autres vilains, encor deust-il avoir avantage pour se franchise naturel ne kedent, il soufferra la loi, où il est acompagnies, fors de son franc-fief. Mais autre cose seroit si tenoit de toi une maison à cens, & hors de la communauté de tes vilains, car lors seroit-il menés de ses cateux, & de ses convenances comme frans hom. Et du conseil feroit-il vers toi, che kit deveroit, & se il est autrui frans hom, & il est coukans & levans en son vilénage qu'il tient de toi, lor convairroit-il que tu le menaisses par loi vilaine, car on dist ke li homs est justichables de cors, & de catel là où il couke & lieve, mesmement quant il n'est gentixhom de lignage. Mais s'il est Gentixhom de lignage, & est autrui franshom, & il est coukans & levans en ton vilénage, du velinage fache vers toi che qui doit : & ses cors, & si catel seront mené par le loi de franchise, & le resons est bonne; car se vilains ki ne saherit à franchise fors que près le franc-fief qu'il a acaté à frans coukans & à levans seur son franc fief, moult miez le doit être qui a naturel frankise, de par pere & de par mere &c.

De cette observation il résulte que quand l'Ordonnance de Blois art. 278. a statué, que les roturiers & non nobles achetans fiefs nobles, ne seront pour ce annoblis, de quelque revenu que soient les fiefs par eux acquis, elle n'a fait que confirmer l'ancien droit. Voyez sur ce sujet Luc. de Penna ad Leg. 4. Cod. de Incolis, & ubi n. 5. de l'édition de 1583. Chassan. in Conf. Burg. rubr. 4. §. 19. n. 27. Argentr. in Conf. vet. Britan. art. 349. Bacquet du droit d'Annoblissement chap. 20.

FRANCS FIEFS ET NOUVEAUX ACQUESTS.] Meaux, art. 202. Vitri, art. 140. Poitou, art. 52. & és Ordonnances Royaux de François I. Henry II. Charles IX. lesquels le Roy a accourumé faire publier pour la necessité de ses affaires, & établir commissaires qui font la taxe de la finance que doivent payer les roturiers pour les fiefs qu'ils tiennent, & qu'ils auroient de nouveau acquis en ce Royaume, depuis la precedente publication & finance payée : que doivent aussi payer les Eglises, Colleges, Communautéz, & autres gens de main-morte, pour les choses feudales, ou censuelles qu'ils tiennent,

& dont ils n'auroient financé auparavant & n'auroient été amortis. L'Auteur de la Somme rurale traitant des droits Royaux, écrit que le Roy peut de quarante ans en quarante ans renouveler les commissions pour asséoir & prendre cette finance, qui se taxe autant que le fief tenu du Roy à pur, vaut par six ans. Et quant au fief tenu par moyen, par trois ans. Et dit que nulle finance ne se doit asséoir sur les fiefs tenus en quart degré. Voyez la diction Acquest. Le President le Maistre, & quelques autres disent que c'est un abus de prendre cette finance sur les gens roturiers, d'autant qu'en France ils sont capables des fiefs. Aussi est considerable qu'anciennement cette finance se prenoit sur les roturiers, au temps qu'ils ne payoient quasi point de tailles ni de tributs au Roy. Par l'Ordonnance du Roy Philippes de Valois de l'an 1344. les Maisons-Dieu, les Hospitaux & Maladeries sont exempts de cette finance. Comme aussi les dons & legs faits à Curez, & à gens d'Eglise, & à Fabriques d'Eglises de vingt sols de rente & au dessous, ne doivent finance. *Hac discenda, imo ediscenda sunt. Qui fisco favent plusquam per & equum est, aliud sentiunt, ut partem ferant. Illicitarum exactionum auctores sibi procurant magis quam Principi aut Reipubl.* Aucuns estiment les fiefs estre appelez francs, d'autant que ce sont heritages nobles qui ne doivent être tenus que par personnes franches, & nobles de race, ou annoblis par le Roy, qui sont francs, libres, & exempts de tailles, aides, subside. Bacquet en son traité 4. chap. 3. Lequel aussi écrit que la taxe du droit des francs-fiefs ne se fait que pour la jouissance passée, & non pour l'avenir. *Fiscales fisco favent.*

Beaumanoir dans ses Cout. de Clermont en Beauvoisis, ch. 48. p. 265. lig. 27. croit que par ancienne Coutume, li fief doit être as Gentixhommes. Cependant selon les Feudistes, tout homme qui fait profession des armes, soit qu'il soit noble ou qu'il ne le soit pas, est capable de posséder un fief. *Personam vero investituram accipientis non distinguimus*, dit Obertus de Orto, lib. 2. de feud. tit. 4. *nam etiam servus investire potest.* Et il y a bien de l'apparence que sous nos derniers Rois de la seconde race, & sous les premiers de la troisième, tout homme libre qui vouloit faire profession des armes, pouvoit acquérir un fief & le posséder, ou faire convertir en fief son aleu. Voyez

M. Chantereau dans son trait. des fiefs p. 76. 271. Quoy qu'il en soit, il est toujours certain que pendant le temps des Croisades, tous les roturiers possédoient en France des fiefs, soit que ces roturiers fissent profession des armes, ou qu'ils n'en fissent pas profession. Mais parce que la plupart des roturiers ne faisoient point profession des armes, & ne deservoient pas leurs fiefs au préjudice de l'Etat, saint Louis ou plutôt Philippe le Hardi son fils defendit generalement & avec raison aux roturiers de posséder des fiefs, à moins toutefois, que les fiefs ne leur échussent par succession, qu'ils ne leur vinsent par mariage, ou qu'ils ne les eussent acquis avant vingt années. Beaumanoir dans son chapitre 48. parle

de cet établissement comme d'une chose nouvelle ; & en effet c'est certainement la première Ordonnance qui a exclu les roturiers de la possession des fiefs : car auparavant ils n'en étoient exclus que par la Coutume : & encore comme on vient de l'observer , cette Coutume selon les apparences n'avoit lieu que contre les roturiers qui ne faisoient pas profession des armes. Voyez les preuves de l'origine du droit d'Amortissement, p. 20. où il y a une Ordonnance de Philippe le Hardy rapportée.

Comme les roturiers , suivant l'Etablissement , pouvoient posséder les fiefs qui leur venoient par succession & par mariage , & ceux qu'ils avoient acquis avant vingt années , Philippe III. par son Ordonnance de l'an 1275. ne les obligea pas de payer finance pour ces fiefs , mais seulement pour les fiefs qu'ils possédoient avec abregement de services , lorsque ces fiefs étoient hors des terres de ses Barons : & lors qu'entre luy & les possesseurs de ces fiefs abregcz , il n'y avoit pas trois Seigneurs ou plus : parce qu'en ce temps là , les Barons & les Seigneurs féodaux au nombre de trois pouvoient abregger les fiefs.

Quod si persona ignobiles adquisierint in feodis vel in retrofeodis nostris extra terras predictorum nostrorum Baronum , & ita sit quod inter nos & personam , qua alienavit res ipsas , non sint tres vel plures intermedii domini , precipimus quod si teneant ad servitium minus competens , vel appareat feudi deterior facta conditio , cogantur tales possessores res feudales ponere extra manum , nisi maluerint prestare nobis estimationem fructuum duorum annorum taliter acquisitionum . Et si res feodalis facta fuerit consualis prestabitur nobis quatuor annorum estimatione vel fiat per officarios nostros quod res in statum pristinum reducantur .

Philippe le Bel par son Ordonnance de l'an 1291. n'obligea pareillement les

roturiers de luy payer finance pour les fiefs qu'ils possédoient , que dans le cas spécifié cy-dessus. *Quod si persona ignobiles feoda vel retrofeoda nostra adquisierint , extra terras Baronum predictorum sine nostro assensu , & ita sit quod inter nos , & personam qua alienavit res ipsas , non sint tres vel plures intermedii Domini : precipimus , si teneant terras ad servitium minus competens , quod prestent nobis estimationem fructuum trium annorum rerum taliter acquisitionum , & nihilominus de deterioratione feudi nobis satisfaciant ad arbitrium preborum per nos deputandorum .*

Philippe le Long. par son Ordonnance de l'an 1320. taxa le premier les roturiers pour les fiefs qu'ils possédoient , tant dans ses terres , que celles de ses Barons : soit avec charge d'en rendre tous les services , ou sans abregement : & il excepta néanmoins comme auparavant de cette recherche & de cette taxe les roturiers qui possédoient des fiefs tenus en quart degré de luy ; ce qui arrivoit lors qu'entre le Roy & ceux qui possédoient ces fiefs , il y avoit trois Seigneurs. *Si vero persona ignobiles res , aut possessiones aliquas in feodis vel retrofeodis nobilibus , absque nostro vel predecessorum nostrorum assensu , adquisierint , & ita sit quod inter nos & personam qua res ipsas alienavit , non sint tres vel plures intermedii Domini , & ad servitium competens acquisita teneant , estimationem fructuum trium annorum , & si ad minus competens servitium teneant , estimationem quatuor annorum ratione financia nobis prestent .*

Pour tous les fiefs tenus en quart degré du Roy , les roturiers ne luy païoient encore aucune finance du temps de Bouteiller , qui vivoit en 1402. ainsi que l'écrivit cet Auteur dans sa Somme , liv. a. tit. 1. p. 648. Mais depuis nos Rois ont jugé à propos pour les necessitez de

l'Etat & le bien public, & pour empêcher l'usurpation de la Noblesse, de faire payer finance aux roturiers, indistinctement pour tous les fiefs qu'ils possédoient ; & par grace, ils ont ensuite dispensé de payer finance à tous les Seigneurs suzerains en remontant de degré en degré jusqu'à luy ; comme il se pratiquoit dans le 14. & 15. siècles, ainsi

que nous l'apprenons de l'art. 28. des anciennes Coutumes de Berri, qui porte que l'on garde en Coutume que là, où aucune personne non noble acquiert de noble, telle personne acquérant, ne peut tenir l'acquéit, si elle ne fait finance au Seigneur de fief, & aussi de Seigneur en Seigneur jusqu'au Roy.

MAIRIES ET FIEFS BOURCIERS.] Chartres, art. 17. Qui appartiennent aux Doyen & Chapitre de l'Eglise de Chartres.

* **FIEFS de devotion ou de pieté.**] Ce sont les Etats & les Principautés que les Souverains reconnoissoient autrefois par humilité tenir de Dieu, à la charge de l'hommage & de quelques redevances d'honneur, comme de cire & autres choses semblables. V. S. Julien dans ses Mélanges, p. 657. Doublet dans ses Antiquitez de S. Denis, liv. 1. chap. 24. & 28. liv. 3. chap. 3. & 6. & Brodeau sur l'article 63. de la Coutume de Paris, page 442. n. 23. Voyez Hommage de Devotion.

HOMMES DE FIEFS.] Voyez lettre H.

* **FIEFS revanchables, égalables, cheans & levans.**]

Ces fiefs sont ainsi appelez, parce que tous ceux en general qui le possèdent & chacun d'eux en particulier sont de la même condition &, également astraits aux mêmes devoirs & prestations envers leur Seigneur. D'Argentré sur l'article 277. de l'ancienne Coutume de Bretagne sur les mots *En sa Seigneurie*, parle ainsi de ces fiefs : *Ubi realiter & in subjectum feudum jus imponitur universaliter, universas ejus partes afficit & singulas, & probata etiam singularium vassallorum prestationes, & detentorum singularium pradiorum jus universale conservant adversus alios, non ut diversos, sed ut ejusdem corporis partes. Hoc genere feuda nostra Britannia sunt, quæ nos appellare solemus Fiefs revanchables, égalables, echéans & levans, & si quæ talia sunt, quia omnes & singuli talium partium detentores uni, & eidem legi & conditioni feudi per omnes partes & individua subjiciuntur &c.*

FIEFS DE REVENUE.] Qui sont sans terres ou titres d'offices : *qualia feuda de camera & de cavena, cum ex arario, arca vel cellario, domini vassallo assignatur stipendium certum, vel præbentur annona. Isidorus in glossario ait Canaviam esse Cameram post cænaculum.* Fiefs assignez sur la Chambre ou thresor du Roy par forme de rente ou pension à la charge de l'hommage.

Feudum vulgò accipitur pro pradio quod militi beneficii loco concessum est sub fide & hominia. Jus est autem pradia alieno in perpetuum utendi fruendi,

fruendi, quod pro beneficio dominus dat ea lege, ut qui accipit sibi fidem & militiae munus, aliudve servitium exhibeat. Hac est definitio doctissimi Cujacii. Hotomannus feudum deductum existimat à Germanica voce Feod, qua bellum significatur vel publico vel privato consilio susceptum. Alii quidam feudum putant nomen habere posse à fida, id est militia, ut Sigebertus in Chronico anni 922. ait Henricum Regem militibus agros & arma dedisse: ut & P. Vatinius à Senatu agro donatus est, & vacatione: Cicero 2. de Nat. Decorum. Valerius lib. 1. cap. 8. Cneus Marcius Coriolanus à Posthuma Cominio consule donis militaribus, & agri centum jugeribus & ornatis equis donatus: Idem Valerius libro 4. cap. 3. Horatio Coclitii agri quantum uno die circumaravit, datum: Livius lib. 2. Seneca lib. 7. de Beneficiis cap. 7. Quod donum amplissimum fuit Imperatorum ac fortium civium: Plinius lib. 18. c. 3. Servius in 9. Æneidos & 12. ubi ait fuisse consuetudinem ut victores Imperatores agros suis militibus darent. Patres Caio Mutio virtutis causa trans Tiberim agrum dono dedere, eodem libro 2. Livii. Aliis civitas data & quingena jugera agri: Idem Livius, lib. 26. Veteranis etiam agri jugera divisi sunt. Erat premium terra, & pro emerito habebatur, Hygenus de limitibus constituendis. Decretum ut quot quisque militum annos in Hispania aut in Africa militasset, in singulos annos bina jugera acciperet: Livius lib. 31. in fine. Sola qua de hostibus capta sunt, limitaneis ducibus & militibus donavit, ita ut eorum isa essent si heredes illorum militarent, nec unquam ad privatos pertinerent: dicens attentius eas militaturos si etiam sua rura defenderent: Lampridius in Alexandro. Quidam scribunt Constantinum instituisse ut agri veteranis assignati transirent ad filios eorum. Ob virtutem & bene gestam Rempubl. agri decernebantur. Itaque feudum est σπασιότικον κτήμα. Alodium est τὸ σπασιότικον ἀκατάσχετον. Porro de agris vel possessionibus que veteranis assignate sunt premii loco agitur in l. 1. D. de evictio. l. 16. D. de acquir. rerum dominio, l. 15. D. de rei vindicta. Alii autem Feudum existimant appellatum à fœdere, quod est vinculum patrocinii & necessitudinis. Sed ne hic nimium occupatus videar, verius est vocem feudi deductam à fide vel fidelitate ex sententia Oberri lib. 2. Feudorum tit. 4. De re convenit, de verbo controversia est. Voyez la diction VASSAL. Sunt qui putant primordia feudorum in Francia fuisse sub Carolo Simplici: alii sub Hugone Capeto. Nec hoc referenda sunt que de colonis. * V. ma note sur le titre des fiefs de la C. de Paris.

* FIEFS qui se gouvernent suivant la Coutume du Vexin François. J. Paris, art. 3. 4. 33.

La Coutume de Paris ne déclare pas qui sont les fiefs qui se gouvernent dans son territoire, suivant la Coutume du Vexin François: mais il semble, par le passage suivant de l'Auteur du grand Coutu-

mier, que ce sont les fiefs du pais de Gonnelle: *En aucuns autres lieux, dit cet Auteur, l'on rachapte de toutes mains, comme d'achat, d'échange, de don, de quelques autres alienations, & pour ce l'on dit audit pais, comme à Gonnelle, que les fiefs relevent de toutes mains, qui se gouvernent selon la Coutume du Vexin le François.* L'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. chap. 32. pag. 212. lig. 25.

Pour les fiefs qui se reglent selon l'usage du Vexin François, il est dû relief à toutes mutations, selon l'Auteur du grand Coutumier, & suivant l'art. 3. de la Coutume de Paris. Brodeau sur cet article, nombre 14. à la fin, cite une Ordonnance du mois de May de l'an 1235. faite à S. Germain en Laye, du consentement du Roy S. Louïs, par les Chevaliers du Vexin François, touchant les droits de relief, qui porte que le Seigneur feodal aura la moitié des fruits pour une année, tant des terres labourables que des vignes; pour les étangs, qu'il percevra la cinquième partie du revenu qu'ils rendent en cinq années; & que pour les bois & les forests, il aura le revenu d'une année en estimant ce qu'ils peuvent rendre, durant sept années. Et il rapporte ensuite l'Ordonnance suivante, tirée du Registre 26. du Tresor de la Chambre des Comptes, fol. 291. & seq. & fol 344. *littera sive Scrinio signato 108. qui a pour titre Vulcassinum Gallicum.*

Ordinatum fuit ad relevationem maliarum consuetudinum, quod de patre ad filium, vel alio modo, quando relevare convenirit, nisi finator possit finire cum domino suo, dominus tenebit domanium suum per annum; si ibi sit terra arabilis, que culta sit, dominus capiet medietatem de vineis cultis, & si culta non essent, dominus eas coleret, & fructus perciperet, & si ibi sint vivaria appretiarentur per duos milites juratos homines domini, si habent, alias requireret à domino capitali, qui inquireret, quantum vivaria possent valere in quinque annis, & dominus habebit quintam partem pretii pro illo anno, & idem de garennis; quoad nemora dominus haberet septimam partem ejus quod valerent, si custodirentur per septennium; & si essent homines, qui tailliam, vel auxilium deberent, dominus non posset hoc levare: in retro feudis venientibus infra annum dominus habebit relevamen, & in fine anni pro quolibet retro feudo, habebit servitium quatuor librarum Parisiensium, quas relevator tenebitur reddere domino; & si dos fuerit in quolibet feudo relevato, faciet satisfactionem secundum valorem dotis. Postquam dominus terram tennerit recipiet homagium ab herede, tali modo, quod heres de pretiis vivariorum, garennarum, nemorum & valore dotium & servitiorum, debet domino facere gratum suum, vel competentem securitatem ei dare, quam infra 80. dies facere debet: & quandiu dominus tenebit in manu sua vivaria, garennas, nemora, ea custodire bona fide,

Conferez avec cette Ordonnance l'article 158. de la Coutume de Senlis.

JURISDICTION FIEFFAL.] Normandie , chap. 2. Qui appartient au Seigneur feudal , pour les differens meus contre ceux qui sont demeurans en son fief , & pour faire droit des plaintes qui appartiennent à son fief. Et faut noter que tous fiefs ne sont hereditaires , car il y en a à vie pour la Justice & juridiction annexée à aucuns Officiers de la Couronne , ou de la maison du Roy.

POSSESSION FIEFFAL.] Norm. ch. 109. 113. V. le mot precedent.

* *Premiere FIEFFE.*] Normandie , art. 32. Premier Bail à rente. Voyez Basnage sur cet endroit.

FIEFFE.] Ponthieu , art. 103. Channy , art. 77. Lille , tit. 1. art. 62. en la Somme rurale , traitant de l'arriere-fief. V. Homme fiefvé.

DOMAINE FIEFFE' ou NON FIEFFE'.] Au Style du pays de Normandie & ailleurs , sont heritages tenus en foy & hommage , ou non nobles & non hommages.

* *Heritage FIEFFE' par rente raquitable.*] Normand. art. 452. C'est à dire baillé à rente rachetable.

HOMME FIEFVE.] En la Somme rurale , traitant des meubles , des aydes de Chevalerie , des rapports & dénombremens : & au premier livre de l'Etablissement du Roy pour les plaids des Prevoists de Paris & d'Orleans , & de Cour de Baronie. C'est le Vassal ou feudal , celuy qui tient un heritage en foy & hommage. **OFFICIERS FIEFVEZ.** Monstrelet , au premier vol. ch. 135. **PAIRS FIEFVEZ.** Lorraine , tit. 1. art. 5. *Alii sunt qui Affidati appellantur in Constitutione Sicilia. lib. 3. tit. 7. & 8. Videlicet qui in alicujus fidem & tutelam recepti sunt , & recommendati , vel suscepti dicuntur. Unde Affidare , lib. 2. tit. 38. est fidem mutuam dare , ut solent qui sponsalia contrahunt , cap. 8. de Cognatione spiritali , cap. 2. de Consanguinitate , cap. 22. de Testibus. Affidatio , Affidatura , lib. 3. tit. 55-57. Diffidare , vel Diffiduciare , ut dixit Ivo Episcopus Carnotensis epist. 102. Diffidare epistol. 197. est amicitiam dirimere , inimicum vel hostem declarare , bellum indicere. Feida , vel faida , idem quod inimicitia , ut post Rhenanum Hotomanus observat.*

SERGEANT FIEFFE.] Voyez la lettre S.

TAILLEUR FIEFFE.] A Poitiers & ailleurs , qui tient en foy & hommage du Roy , l'autorité & pouvoir de tailler les monnoyes de France. Il y a plusieurs autres Offices de France qui son fiefvez & hereditaires , qui se peuvent exercer par commis , desquels ils sont responsables : & comme anciennement les Offices de Seneschal , de Chambrier , de Bouteiller , & autres.

FIEFFER.] Normandie , chap. 101. C'est à dire , bailler en fief.

Ut Lotharius Rex Francorum dedit Othoni Imperatori in beneficio Lotharium regnum.

* *Officiers FIEFFEZ.*] Dans une Ordonnance de Charles VI. de l'an 1382. pour la reformation du Royaume, laquelle Ordonnance est dite des Maillotins. Au Registre E de la Chambre des Comptes fol. 64. verso à la fin. Ces Officiers sont le Connestable, le Chambrier, le Panetier, le Bouteiller. Voyez ma note sur le titre des Fiefs de la Coutume de Paris, & sur les Constitutions du Chastelet p. 54.

HERITIERS FIEFVEZ.] Hainaut, chap. 77. Sont les vassaux qui sont propriétaires de fiefs dont ils ont été adheritez, c'est à dire, saisis & vêtus par le Seigneur féodal, pardevant lequel s'en doit faire la desheritance & devest: comme aussi en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 2. art. 7. les heritages sont dits Fieffiez, ou Fiefvez en la Coutume de S. Paul sous Arthois, art. 73.

* *FILETS.*] C'est ainsi qu'on appelle en Bresse & dans le pays de Bugey les petits brochets qui sont immédiatement après la pose, qui est le poisson, à le prendre dans sa naissance après le frai.

* *Coutume des FILLETES.*] C'est dans la Coutume de Duinois le droit d'obliger les filles ou femmes veuves, grosses hors mariage, de dénoncer leur grossesse à la Justice, afin d'en faire registre, à peine d'un Ecu d'amende. Voyez Bacquet, de Bâtard. ch. 2. n. 2.

FIMPORT.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 155. lequel dit qu'il a été aboli: c'étoit une forme qui obligeoit un demandeur à faire venir & joindre au procez tous ceux qui pouvoient prétendre droit, interest, ou portion en la même action qu'il intentoit, & jusques à ce le défendeur n'étoit tenu de répondre, ny défendre: *quod etiam sublatum est, l. i. Cod. de Consortibus ejusdem litis.* *Fimporter* en un Arrest du Parlement de Rennes du 22. Mars 1576.

FINAGE.] Melun, art. 302. Sens, art. 145. Troyes, art. 169. Chaumont, art. 103. Vitri, art. 5. & 122. Chalons, art. 266. 267. Bar, art. 49. 209. Et en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 203. faut lire, *EN LEURS FINAGES.*

Sunt fines agrorum vel territorii, sive parochie, & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 100. & 579. C'est le ban & territoire d'une Justice & Seigneurie.

QUAND ARGENT FAUT, FINAISON NULLE.] Grand Pêche, art. 61. en l'ancienne Coutume chap. 16. il est mal imprimé *Finance*, en quelques éditions: Qui est quand le vassal ne paye au terme accordé ce qu'il avoit promis à son Seigneur, pour le rachat & profit de fief. *Placent valde hac veterum dicta scitague, & quasi oracula vel axiomata.*

FINS DE NE RECEVOIR.] *Quarum alia sunt temporales & dilatoriae, quales sunt exceptiones prejudiciales: alia perpetuae & peremptoriae: cum quis à petitione repellitur interim vel in perpetuum: cum ei non est aditus ad litigandum, cum omnis metus & spes litigandi praecluditur. l. ult. Cod. de quadriennii praescriptione.*

FINS DE NON PROCEDER.] *Quae sunt fori praescriptiones & declinanti forum. Il faut alleguer ces exceptions au commencement du procès, autrement elles se boivent & se perdent en procédant au principal, l. 40. par. penult dig. de procurato. l. 52. in prin. Dig. de judiciis, l. 4. Cod. de jurisdict. l. 19. Cod. de probatio. l. pen. & l. ult. Cod. de exceptio. At peremptoriae exceptiones etiam post litis contestationem ante sententiam objici possunt, l. 2. Cod. Sententiam rescindi, l. 8. Cod. de exceptionib. l. 9. Cod. de praescriptione longi temp. l. 10. Cod. de Fidejusso.*

FIVATIERS.] En la Coutume du Bailliage de la Bourr, tit. 1. art. 4. & de Solle, tit. 2. art. 8. tit. 10. art. 1. 6. 7. 8. 10. tit. 12. art. 3. & 5. tit. 18. art. 1. tit. 27. art. 5. tit. 33. art. 4. de Bearn, tit. 1. art. 26. 27. & 28. au titre des interdits, art. 5: Sont les tenanciers & sujets du Seigneur Cavier, auquel ils doivent cens, rente, & autres devoirs, & sur lesquels il a basse juridiction, *quasi συμπαγκάτιμοι, ὁμοταλεῖς, qui eidem domino canonem pensitant, vel qui sunt sub una servitio. Pradia quae eidem domino serviunt, sunt ὁμόδ'αλα, ὁμοκνησα.*

FLASTRER, ou FLASTRIR.] Hainaut, Chap. 106. & en la Somme rurale.

Quand l'exécuteur de la haute Justice imprime sur la peau d'un criminel, la marque de la fleur-de-lis, ou autre marque, en signe de ce qu'il a été atteint & convaincu par Justice: ce que la Coutume de Nivernois, tit. 1. art. 15. a dit **MARQUER**: *Delinquentium frons stigmatè & inscriptione notabatur, ut & calumniatorum ex lege Remmia, cujus juris exemplum est apud Senecam, lib. 4. de Beneficiis, cap. 37. 38. ejusque meminit, lib. 3. de Ira, cap. 3. de hac inscriptione agitur in l. Si quis in metallum 17. Cod. de Pœnis, l. Quaesitum, D. de Testibus Fugitivi etiam solebant compungi notis vel litteris, Cujacius, lib. 7. Observat. cap. 13. Servorum facies si quid gravius deliquissent, pœna nomine inurebatur litteris vel notis: & ideo appellabantur Στιγματίαι Jo. Brodeus Miscella. lib. 4. cap. 24. Inscripta ergastula dixit Juvenalis Saty. 14. Tyrones etiam & aquarii manu signabantur, fabricenses in brachio nota publica l. 3. Cod. de fabricens. l. 10. Cod. de Aqua ductu. Vegetius, lib. 1. cap. 8. Fugitivorum epigrammatis meminit Petronius in Satyrico, & Ausonius eleganter:*

Tam segnis scriptor, quàm lentus Pergame cursor

*Fugisti, & primo captus es in stadio:
Ergo notas scripto tolerasti Pergame vultu,
Et quas neglexit dextera, frons patitur.
Pergame non recte punitus fronte subisti
Supplicium, lenta quod meruere manus:*

Porro vincti pedes, damnata manus, inscripti vultus rura exercebant.
Plinius, lib. 18. cap. 3. Pedes vanalium trans mare advektorum majores creta denotabant. Mancipia cretatis pedibus adveniebant, & sic in catasta prostabant. Plinius, lib. 35. cap. 17. & 18. vel gypsatis pedibus: Quod etiam constat ex poetis Ovidio, Tibullo Juvenali.

MESURES A VIN ET AUTRES BREUVAGES FLASTRIES.]
Mons, chap. 51. qui sont marquées.

FLEGARTS.] Boulinois, art. 29. 43. 132. 168. Artois, art. 5. & 51. S. Omer, art. 13. Teroane, art. 6. S. Paul, art. 31. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 74. & 104. de Monstreuil, art. 41. de Sens, art. 2. de saint Omer sous Artois, art. 10. 24. de Lille la dernière, tit. 1. art. 17. 34. de Hesdin, titre de succession.

Ce sont places communes, comme appert par la dernière Coutume de Boulinois, art. 42. qui ita interpretatur hanc vocem, quæ ex-
*tabat in veteri consuetudine illius Comitatus art. 22. quod alia probatio-
ne non eget.* Et aux mêmes lieux les flots ou frocs sont les fleuves,
torrents, rivières, estangs, mares, & fontaines.

Les Flots ou Frocs ne sont pas des Heuves, mais des lieux en friche, & des chemins publics. Dans quelques-unes de nos Coutumes, les Flegarts sont aussi des Chemins. Voyez l'article des Coutumes d'Arthois, & l'article 5. du titre 2. des Coutumes de Lilles, & le mot Frocs.

FLESTRIR ET MARQUER.] Melun, art. 1. Auxerre, art. 1. Voyez Flastrer.

* FOI & homage.] Voyez Foy, cy-après.

* FOIMENTI.] Assis. c. 70. 90. C'est celui qui a commis felonie;

* FOIMENTIE.] C'est la felonie, Assis. ch. 90. Elle est ainsi appelée, parce que celui qui la commet contrevient à la foy qu'il a jurée à son Seigneur en luy faisant hommage.

DROIT DE FOIRE & MARCHÉ.] Tours, art. 295. Eodun-
hois chap. 5. artic. 1. chap. 28. art. 3. Anjou, 43. 49. Grand Per-
che, art. 6. Normandie, chap. 28. & es Ordonnances du Roy Char-
les VI. de l'an 1413. art. 19.

*Jus Nundinarum ἀγορὰς δίκαιον, quod habent pleraque Municipia:
sed & privati idem jus interdum agris suis impetrant à Principe, l. 2.
dig. de Nundinis. Et apud Plinium lib. 5. Epistolarum, vir Pratorius
à Senatu petiit, ut sibi instituere in agris suis Nundinas permitteretur.*

fus Nundinarum in privata pradia à Consulibus petiit, Suetonius in *Claudio*, cap. 12. *Nundina autem sunt* πανηγυρις, ἀτέλεια, ἀγοραίοι. (Sic restituendum in veteri Glossario.) *Mercatus qui habentur frequenter concursu rusticorum & negotiatorum merces suas deferentium, quem Feriarum diem Antiqui esse voluerunt, id est vacationum à forensibus negotiis, ut rustici convenirent mercandi vendendique causa, eumque nefastum, ne si liceret cum populo agi, interpellarentur nundinatores, inquit Festus. FERIA sunt dies quieti à litibus, tempus mutuum à judiciis.* Εἱρήται, ἀπρακτοί, καὶ ἀγυαὶ ἡμῖται ἀπρακτοί. *Feriis jurgia amovenio*, M. Tull. 2. de *Legib.* *Feriatibus diebus res proferri dicuntur, & jura differri. Diebus etiam festis intercedentibus pœna damnati rei ex lege differebatur*, Seneca *Controvers.* 4. lib. 5. & hinc intelligenda est l. 12. dig. de *publicis judic.* Et Suetonius in *Tiberio* cap. 61. *saviria imputat quod nullus à pœna hominum cessaverit dies, ne religiosus quidem ac sacer.* Et Xenophon, l. 4. refert propter Delia festa dilatum esse supplicium Socratis. *Rustica tribus nundinis urbem revigilabant, & ideo Comitia nundinis haberi non licebat, ne plebs rustica advocaretur*: Plin. lib. 18. cap. 3. *At lege Hortensia. Nundinae quae prius erant feriae, factae factae sunt, ut rustici qui nundinandi causa nono die in urbem veniebant lites componerent.* Macrobius, lib. 1. cap. 16. & Paulus ex Festo Pompeio refert *ferias quasdam fuisse sine die festo, ut nundinas.* Itaque permixtum est Pratori ut his feriarum diebus jus dicere liceret, ne rustica opera litium causa impedirentur. *Saturnaliorum etiam dies septem feriati erant, non festi omnes.* Macrobius, lib. 1. cap. 11. *Celebriores autem sunt Nundina quam Mercatus*: Et sont les jours des foires exempts des tributs & impositions ordinaires qui se levent és marchez. Comme l'on a accoustumé de verifier & publier les Lettres obtenues du Roy pour foires & marchez, à la charge que les impetrants ne pourront lever ny exiger aucuns devoirs sur les dantées & marchandises qui y seront apportées: toutesfois aucuns Seigneurs levent certain loyer des Places esquelles on étale & debite marchandise à jour de foire. *Alexander Severus negotiatoribus ut Romam volentes concurrerent, maximam immunitatem dedit*, ait Lamprid. Aucuns tirent cette diction de φόριον, merces, ou de φορὰ, copia, qui signifie apport & abondance de marchandise. Aussi les lieux & jours des foires sont privilegiez, tant pour les obligations & schedules qui s'y passent pour marchandise, que pour la franchise, immunité & sauf-conduit d'icelle: tellement que le crime ou délit commis en foire, est plus grief que s'il étoit commis en autre temps ou lieu: & en aucuns lieux la quinquenelle ou répit, n'a lieu contre une dette faite en foire: Arrest de Paris du 7. Septembre 1562. prononcé solennellement. Et les marchands allans ou ve-

nans au Lendit ne peuvent être emprisonnez pour dettes : jugé en deux commissions du 2. Juin 1384. Plus, foires nouvelles ne se peuvent faire, ny introduire en ce Royaume sans congé du Roy : Jugé contre le Seigneur de Chasteauroux en Berri és Enquêtes du Parlement de Penrecôte 1269. & contre l'Evêque de Clermont le 1. jour de Mars 1347. Et peut le Roy en ses terres ordonner foires & marchez, encore qu'ils portent dommage aux Seigneurs voisins; comme a été jugé par Arrest de Toussaints 1271. Les foires & marchez ne doivent être tenus és jours de Dimanche & Fêtes annuelles & solennelles, par l'Ordonnance d'Orleans, art. 23. *Quo nomine etiam S. Basilus conqueritur in Asceticis* (cap. 40. de *Nundinarum origine & usu quadam etiam à nostris observantur* : Et aucuns ont écrit des privileges & franchises des foires & marchez. Choppin sur la Coutume d'Anjou. Bacquet au traité de Justice, chap. 31.

* F O L I E R.] C'est railler, badiner, folâtrer. Les Coutumes de la Perouse entre les anciennes Coutumes de Berri, chap. 71. pag. 99. ligne 30. *De Folier ne fait on droet à la Paeroze, mes si mauvas home ou mauvasse fame folie prudhom, ou prodefeme, det. ô moirer o Seigneur ou à son baele, & il devant o faere amander ob lo Consael des Cossors & Pejaros.* C'est aussi errer. Des Fontaines dans son Conseil, chap. 18. n. 26. *Se li arbitres foloie à donner se Sentence, c'est à dire, si arbitrer erraverit in sententia dicenda, leg. 20. D. de arbitris.*

F O L L E - M I S E & E N C H E R E O U R E N C H E R E.] Nivernois, chap. 20. art. 6. Auvergne, chap. 16. art. 15. La Marche, art. 116. Bourbonnois, art. 551. Cambray, tit. 20. art. 10.

J U S T I C I E R F O N C I E R.] Le Maine, art. 33.

Le Seigneur foncier est celui auquel les cens, saisines & desaisines, ou la rente fonciere, ou les loyers sont deus, d'autant qu'il est Seigneur direct du fonds de la terre.

S E I G N E U R F O N C I E R.] Paris, art. 73. 78. Orleans, art. 214. 327. Anjou, art. 61. 180. Le Maine, art. 29. 198. Chateau-neuf, art. 147. Chartres, art. 110. La Marche, art. 175. Sedan, art. 236. 258. Beauquesne, art. 2. & 3. & en la Coutume d'Arthois au Baillage de saint Omer, article 1. & ailleurs. Lille, titre premier, art. 32. Saint Paul sous Arthois. Voyez le mot *Seigneur*.

S E I G N E U R T R E - F O N C I E R & P R O P R I E T A I R E.] Qui n'a pas la justice. Bourbonnois, art. 340. 342.

E M E N D E F O N C I E R E.] Chartres, art. 110. Voyez

J U S T I C E O U J U R I S D I C T I O N F O N C I E R E.] Lódunois, chap. 1. art. 13. Anjou, art. 1. 12. 13. Le Maine, art. 297. Chateau-neuf, art. 142. Chartres, art. 109. Poitou, art. 21. 55. Angoumois, art. 12. 35. Sedan, art. 259.

R E N T E

RENTE FONCIERE.] Berri, tit. 6. art. 29. à la difference de la rente constituée. Voyez la diction **RENTE**.

SEIGNEURIE FONCIERE.] Paris, art. 73. Chasteau-neuf, art. 147. & ailleurs.

DROITS DE DIRECTE OU FONDALITE'.] La Marche, art. 157. 411. 415. Qui appartiennent au Seigneur foncier & direct, comme l'an 1412. l'ayde que l'on voulut imposer sur chacun arpent fut nommé **FOND DE TERRE**. Voyez

* **FONDS de terre.]** L'auteur du grand Coutumier & autres anciens ont pris ces termes pour le *premier cens*, appelé dans les anciennes Chartres *Fundus terra*. Voyez les remarques de Monsieur de la Thaumassiere sur le chap. 24. de Beaum. Brodeau sur l'art. 74. de la Coutume de Paris, *verbo*, cens, ou fonds de terre. La Coutume de la Marche, art. 137. 411. 415. appelle le droit de directe *Fondalité*. V. Bacquet des francs-fiefs. chap. 2. n. 15.

* **FOR.]** Voyez *Fors*.

FORADJOUR.] Au chap. 18. du Sryl de Liege. Voyez le mot **ADJOUR**.

DROIT DE FORAGE ou FORAGE.] Mante, art. 196. Senlis, art. 125. Châlons, art. 3. Hainault, chap. 106. Lorraine, tit. 8. art. 5. Qui est un droit Seigneurial, qui par la Coutume d'Amiens art. 183. & de Beauquesne, art. 2. appartient au Seigneur haut, moyen ou bas Justicier, & se prend sur les sujets vendans vin en broche & en détail, & est pour chacune piece de vin, de quatre lots d'iceluy vin, à sçavoir pour chacun fond deux lots. En aucuns lieux de Berri & ailleurs ce droit s'appelle **JALLAGE**. Par l'art. 7. de la Coutume de Teroane le droit de forage de vins, cervoise & autres breuvages qui se vendent en la Ville à bloc & en grosse, appartient à l'Evêque du lieu : & est de deux lots de chacune piece de vin par la Coutume de saint Paul, article 19. auquel il semble qu'il faille lire, de forage, & non pas d'afforage : duquel droit d'afforage il est traité en l'article 18. de la même Coutume ; toutesfois és articles 43. & 44. de la Coutume du même Comté, qui a esté imprimée après celle d'Arthois l'an 1553. il se lit **AFFORAGE** : & l'Edition de la Coutume de Bethune qui est de l'an 1589. nomme Afforage, ce que l'Edition de l'an 1553. disoit Forage. Ces droits sont aucunement differents & il ne les faut pas confondre. L'Evêque & Comte de Beauvois a aussi droit de forage, & prétend que les chevaux, chariots & vin luy sont acquis à faute de payement : & par Arrest de Paris du 9. Mars 1533. ce droit luy a été ajugé à raison de seize deniers pour le vin vendu en détail en la Ville, & de vingt deniers pour celuy

vendu en gros. Et par la Coutume de Ponthieu, art. 82. 84. 85. le droit de forage appartient au Seigneur feudal, qui n'a que justice foncière : lequel droit est tel que de chacun fond portant barre, il prend deux lots de vin afforé sur son fief & seigneurie, & es mettes de sa Justice foncière, dont aussi appert que le droit d'afforage appartient au Seigneur Vicomtier. Aussi par la Coutume d'Arthois, art. 3. ce droit de forage appartient au Seigneur foncier, & il en est aussi fait mention à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 85. & de Bethune : Et en l'ancien privilege Latin que Robert de Courtenay Seigneur de Mehun sur Eure en Berri, & Mahaut sa femme ont octroyé à leurs hommes de saint Laurent sur Barenjon, ressort de Mehun en l'an 1234. *Nullus inquit de vino suo quod de vineis suis habuerit foragium unquam reddat. Privilegii illius exemplar penes me est.*

* **FORAIN.**] Voyez Aubain.

DROIT DE FORBAN.] En l'ancienne Coutume du Perche ; chap. 4. Ce que la dernière Coutume a dit **BANNIR**.

SENTENCE DE FORBAN.] Bretagne, art. 11. Voyez la diction **BANNIR**.

FORBANNI.] Normandie, chap. 23. 76. 80. 100. 121. & au stil du pays de Normandie, & en la Coutume de Bearn, tit. 16. art. 1. & au livre de l'Etablissement du Roy pour les plaids des Prevosts de Paris & d'Orleans. *Forbannitus*, lib. 1. *Constitut. Sicilia*, tit. 50. 72. lib. 2. tit. 10. 20. *in lege Ripuaria*, tit. 89. & lib. 3. *legis Francica*, cap. 49. 50. lib. 4. cap. 91. ἐξοριστος, *extorris*, *exul*, *relegatus*, *quasi foras exactus*.

FORBANIR.] Anjou, art. 48 Normandie, chap. 24. *Relegare*, *in exilium mittere*. Forbannen germanicè, *eliminare*, *exterminare*.

FORBANNISSEMENT.] Normandie, chap. 24. *forbannam*.

* **FORBANU.**] Voyez cy-devant *Faire forbanu*.

* **Ventes FORCELE'ES.**] Senlis, art. 246. c'est à dire recelées.

FORCLORE, FORCLOS, FORCLUSION.] Quand le Juge deboute le demandeur ou le défendeur de veuë, de garand, de sommation, de défenses, d'écritures, d'informer ou produire : & qu'il luy dénie le délai qu'il requiert. Berri, tit. 9. art. 30. 53. tit. 13. art. 8. 10. titre 19. art. 25. tit. 20. art. 7. & souvent es autres Coutumes, stils judiciaires & Ordonnances : *Ne turpe sit difficiles habere nugas & stultus labor sit ineptiarum*.

FORCOMMAND, HERITAGES OU BIENS FORCOMMANDEZ.] Au Stile du pais de Liege, chap. 4. art. 20. 21. 22. 24. chap. 25. art. 5. 6. & au chap. 26. Quand il est question de matiere réelle, & de reivindication, pour debouter quelqu'un de sa posses-

tion de l'ordonnance & mandement de Justice. Voyez le mot **COM-MAND.**

* **FORCONSEILLER.**] Dans les Etablissements de France, livre premier, chap. 61. c'est donner un mauvais conseil. *Vid. Capitular. Caroli Cav., tit. 26.*

* **FORE, FEURE.**] *Fodrum, Fodrium*, droit de fourage pour les chevaux.

Jay lû une Patente de Geoffroy Comte d'Anjou en faveur de l'Abbé & Religieux S. Laud près Angers, sans datte, avec cette clôture. *Ego Gosfridus Comes firmitatem facti hujus sancte Crucis impressione firmavi, dedi in die consecrationis hujus Ecclesie hac omnia cum omnibus consuetudinibus pertinentibus, & FODRIUM dimidium, pasnaticum quod dimidium habeo in foresta vitrearia & boscum ad coquinam.* Par après. *In aliis locis mediatorias in villa que dicitur Bucca Meduane in pago Andegavo, Ecclesiam in honore sancti Symphoriani Martyris, cum villa à pratis ad eum pertinentibus, & cum Vicaria & FODRIO, & omnibus consuetudinibus terre & fluminis à rube, &c.* En une Patente du Roy Jean I. de Janvier 1351. en faveur du même Chapitre : *cum omni honore, & etiam cum FODRIO meo, & cum vinagio.* M. GALLAND.

* **FOREST.**] Anjou, art. 47. Maine, 54. Poitou, 1. 2. 3. 4. 5. 6. La marque de la droite Baronie est d'avoir deux Chastellenies sujettes du corps de la Baronnie, ville close, Abbaye, Prieuré conventuel, ou College avec *Forest*; & qui auroit trois Chastellenies sujettes du corps sans les autres choses dessus dites, ou deux Chastellenies ou une avec les autres choses dessus dites peut être dit Baron. *Forest* dans cet article n'est pas seulement un grand bois, mais un grand bois où le Seigneur a le droit de chasse deffensible aux grosses bestes qui ont accoustumé de s'y retirer. Selon les Coutumes citées il faut au moins être Châtelain pour avoir ce droit, ou en avoir jouï par une longue possession, ce droit pouvant être prescrit. Voyez du Pineau en cet endroit, & Pasquier dans ses Recherches, livre 2. chap. 14.

* *Brueit de FOREST.*] Anjou, art. 36. Maine, art. 40. C'est un grand buisson, tel que convenablement les grosses bestes s'y puissent retirer. *Vide Luitprand. in Legat. ad Niceph. Salmas. ad inscription. Herodis Attici, & Cang. in Gloss. verbo Brölum.*

FORESTIER ou **SERGEANT DE BOIS.**] Meaux, art. 177. Sens, art. 154. & en la Coutume locale de Langres, art. 3. Vitri, art. 120. Duché de Bourgogne, art. 7. Comté de Bourgogne, art. 58. Nivernois, tit. 17. art. 13. 14. Mons, chap. 53. Bretagne, art. 230. 402;

Qui a charge de la garde des bois & forests, & y peut faire prise de bétail, ou de gages, & les accuser & rendre à Justice. *Foriè Silvaticus Cassiodoro 12. Varia. epistol. 17. Nec enim est nomen proprium viri. Theobaldus appellatur Forestarius Roberti Regis in Appendice Aimoini, lib. 5. cap. 46. Forestarii vel Foresterii in constitut. Regum Sicilia, lib. 1. tit. 77. lib. 3. tit. 55. sunt officiales, ut & platearii; unde Forestagia, & Plateatica, eodem lib. 1. tit. 60.* Les Italiens appellent les étrangers forestiers. Anciennement le mot Forest convenoit aussi bien aux eaux qu'aux bois; & l'on disoit forests d'eaux, de pefcherie, de poissons, *ut in pragmatico Childeberti Francorum Regis quod profertur ab Aimoino, lib. 2. cap. 20.* Tellement que les Gouverneurs de Flandres ont aussi été appelez Forestiers, non que leur charge fût seulement sur la terre, qui étoit lors pleine de la forest Charboniere, mais la garde de la mer leur étoit commise, comme du Tillet observe au 1. livre de ses Memoires au chap. de la seconde branche de Bourgogne, [* p. 211. 212. de l'édition de 1607. *Vid. Lindinbrog. & Cang. in Gloss. V. Foresta, Foreste, & Pasquier dans ses Recherches, liv. 2. chap. 14.*

FORFAIRE SON FIEF, SA SEIGNEURIE OU JUSTICE.] Sens, art. 183. Vitri, art. 4. Hainaut, chap. 77. 85. 86. Cambray, tit. 1. art. 62. Forfaire un Comté en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 16. Forfaire ses heritages. Froissart, livre 3. chap. 96.

Quand le fief, la Seigneurie, ou Justice chet en commise envers le Seigneur feudal ou supérieur, *Feudum delinquere & committere.*

FORFAIRE.] Le douaire pour quelque crime. Clermont, art. 160. Corps & avoir, ou autre chose. Mons, chap. 12. 22. & en l'ancienne Chronique de Flandre, chap. 26. 40. 81. Forfaire la vente, & forfaiture en l'Ordonnance du Roy Charles V. faite l'an 1376. pour le Reglement des Forests.

C'est confisquer. *In constitutionibus recentiorum Regum & Imperat. le forfait appellatur Foris factum, & numeratur inter jura dominica in cap. 13. de prescript. Id est coercitio & multa delinquentium.*

FOURFAIRE LE POIN.] Namur, art. 90. 91. pour crime.

FORFAIRE L'EMENDE.] En la Coutume de Bethune & de Lille: Namur, art. 97. c'est l'encourir. Emendes des forfaitures. Froissart, livre 1. chap. 116.

SE FORFAIRE.] Au premier volume de Froissart, chap. 22. & en la Coutume de Bretagne, art. 450. Quand une femme rompt la foy de son mariage. Forfaire signifie delinquer. **FORFAICT.** Bretagne, art. 446. *Crimen vel delictum Foris-factum. Ivo Episcopus Carnotensis, epistol. 197. Forefactum cap. 27. de Privilegiis.*

FORGANGNER.] Voyez *Fourgangner*.

TEMPS DU FORGAS ET DU RAQUIT.] En Normandie, qui est la huitaine au dedans de laquelle l'obligé peut forgager & retirer son gage, & meubles vendus à l'enquant pour le prix : Terrien au chap. 10. du livre 7. & au chap. 7. du livre 10. Comme aussi en plusieurs Provinces de ce Royaume le debiteur discuté peut dans certain temps retirer son gage, en payant ou rendant le prix qu'il a été vendu par le Sergent, comme j'observeray sur l'ars. 3. du tit. 9. de la Coutume de Berri.

* **FORIERES.]** Hainaut, chap. 53. sont des terres destinées aux pâtures des animaux. Ce mot vient de *fodrum* & *fodrium i. e. Pabulum*.

* **FORISCAPIS.]** *Exactio, tributum non debitum; mala-tosta*. C'est aussi les lods & ventes : ce mot se trouve assez souvent dans le For d'Arragon. *Vide Cang. in Gloss.*

* **FORJUGER.]** C'est déguerpir, & quelquesfois adjudger. Dans les Preuves de l'histoire de Guines page 291. des terres *forjugées* sont des terres *confisquées*. Une ancienne Chronique, & fut *forjugée au Roy d'Angleterre toute Gascoigne & toute la terre qu'il avoit au Royaume de France*. Dans le chap. 195. des Assises de Jerusalem, les *forjuger* sont des *condamnez*. Voyez cy-après *Forjurer*.

FORJUREMENT.] Normandie, chap. 115. 121. *Forjurer le pays*, chap. 23. 24. 80. 82. 121.

C'est délaisser & abandonner le pays, & se retirer ailleurs, comme sont les forbannis, & forjugés. Es anciens Arrests de la Cour, il est souvent fait mention de forjurer, quand il est traité des assurances. *Edicto Tribunalorum plebis non licebat quendamquam Romæ esse, qui rei capitalis condemnatus esset. Cicero in Verrem, lib. 2.*

FORJURER LES FACTEURS.] Hainaut, chap. 45. par lequel *forjur* est aboli & n'est plus permis aux parens paternels & maternels d'excuser & decharger en justice ceux qui ont commis quelque meurtre, ou qui ont assisté & se sont absentez ou mis en lieu franc.

Forjurer les facteurs ou criminels, ce n'est point les excuser, mais renier ou abjurer tellement leur parenté, qu'on ne prenne plus de part à leurs querelles ou leurs differens. Cet usage prit son origine des guerres, privées, dans lesquelles les parens entroient de part & d'autre en faveur de leur parent, & quand une fois un parent étoit forjuré, on ne luy succédoit plus; comme il se voit dans le chapitre 88. des Loix d'Henry I. Roy d'Angleterre publiées par Lambard. *Si quis propter faidiam vel causam aliquem de parentela se velit tollere & eam fori juraverit & de societate & hereditate & tota illius ratione se separet.*

FORJURER SON HERITAGE.] Normandie, chap. 100. C'est

le vendre & aliener : *Sic non improbè dicitur*. FORJURER, ou FORJUGER l'absent au stil du pais de Normandie, quand le Juge forclost le deffendeur défaillant & contumax, & le met en emende par jugement. *Forjudicatus, & Forjudicatio in constitut. Regum Sicilia, quæ vulgò Neapolitana appellantur, libro 1. tit. 55. & lib. 2. tit. 3. & seq. Nam Contumaci judicii limina præcluduntur, & pro convicto habetur, eique nulla superest defensio.* Et en l'ancienne Coutume de Boulenois art. 120. 121. FORJUGER, & FORJUGEMENT, où il est traité du Seigneur feudal qui retire l'heritage tenu de luy après les défauts de son sujet. Aussi l'Auteur de la vieille Chronique de Flandres, chap. 38. 68. use de ce mot.

FORLINER.] Quand aucun ne se marie à son semblable & de condition pareille, comme si un homme de condition servile, ou mortuaillable épouse une femme de franche & libre condition : si un aubain ou bâtard, une femme autre que de leur condition : ou quand un enfant dégenere, ou que les heritages vont en autre ligne. Cette diction se trouve en Monstrelet, livre 1. chap. 44.

FORMARIAGE.] Meaux, art. 78. Troyes, art. 3. & 6. Chaumont, art. 3. Vitry, art. 144. Qui est le droit ou l'emende que l'homme de serve condition doit à son Seigneur, quand sans le congé & licence de luy, il s'est marié à femme franche ou d'autre condition & Justice que de la servitude, Justice & Seigneurie dont il est. Toutesfois il est permis au bâtard se marier librement, sans encourir telle peine de Formariage. Laon, art. 7. Reims, art. 339. Comme aussi aux Aubains. Chalons, art. 16. En aucuns lieux aussi la peine de FORMARIAGE est de la moitié, du tiers, ou d'autre portion des biens de celui qui a pris party qui n'est pas de sa condition, quoy qu'il en ait demandé & obtenu congé de son Seigneur, par lequel congé il évite seulement l'emende pecuniaire de 60. sols ou autre. Bacquet en son traité du droit d'Aubaine chap. 3. & 4. Voyez le procès verbal de la Coutume de Laon, en l'an 1556. sur le tit. 1. & ledit art. 144. auquel aussi FORMARIER & REFORMARIER. *At veteres Romani pœna nomine ad celibatus exegerunt, & uxorum perpendisse dicebatur, qui quod uxorem non habuerat, ad populo dederat, Festus. Sic Atheniensibus ἀγαπίου δίκην, apud Lacedæmonios ἀφραγίου, Pollux. Alia autem sunt serviles nuptiæ, alia liberales, Plautus in Prologo Casina. Porro Gentiles servis suis foras nubere interdicebant, ne officia desererent, ne dominica promerent extraneis : Sed & servituti vindicandos censuerunt, qui cum alieno servo post dominorum denuntiatiōnem in consuetudine perseverassent, & Gentiles extraneis nupta libertatem suam amittebant, Tertull. lib. 2. ad uxorem.* * Voyez l'Auteur du

grand Coutumier, liv. 2. chap. 16. à la fin, & *Cangium in Glossario.*

PARTIE FORMÉE.] Hainaut, chap. 21. La Ruë d'Indre, art. 35. Bourdelois, art. 79.

Qui se in causa criminali accusatorem constituit: C'est la partie civile qui poursuit son intérêt contre l'accusé.

* *Frais des FORMÉES, obseques & funeraillies.*] Dans l'ancienne Coutume de Channy, art. 17. les *Formées* sont les Services, ainsi appelez peut-être à cause qu'il n'y a à l'Eglise que la *forme* ou représentation du defunt. Dans la nouvelle Coutume, au lieu de *Formées*, on a mis *Services*.

D'ESAVEU FORMEL.] La Marche, art. 198.

Quand le vassal desavouë son Seigneur expressément. C'est la dénégation formelle du vassal, lequel en soutenant son opposition ou autrement, dénie tenir le fief du Seigneur qui le prétend. Berri, tit. 5. art. 29.

GAREND FORMEL.] Voyez la lettre G.

PARTAGE RE'EL ET FORMEL.] Auvergne, chap. 27. art. 7. & 8.

Qui est actuel, qui a été fait & parfait entre communs.

CONTRADICTION FORMELLE.] Berri, tit. 11. art. 2. Qui est expresse au cas.

PARTIE FORMELLE.] Nivernois, tit. 1. art. 20. & suivans, & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 276. Solle, tit. 35. art. 1. Voyez *partie formée*.

EXPLOITS OU ADJOURNEMENTS FORMELS.] La Marche, art. 16. Poitou, art. 327. 366. Angoumois, art. 56. 77. Qui diffèrent des simples ajournemens.

FORMENER] Un païs, ou les sujets, quand ils sont mal menez & travaillez par le victorieux, ou par le Seigneur ou Magistrat: ce que l'Auteur de la vieille Chronique de Flandres, dit aussi **ME-MENER.**

FORMORT, & FORMOTURE ou FORMORTURE.] En la Coutume de Mons, chap. 36. comme il faut lire: & en la Somme rurale, traitant des successions & partages: & en la Coutume de Cambrai, tit. 7. art. 11. de Lalleuë sous Arras, de Namur, art. 86. C'est l'échoitte & droit successif qui appartient à quelqu'un, ou bien qui est dû au Seigneur, quand quelqu'un non marié ni Bourgeois est decedé en sa Seigneurie & Justice, soit à l'égard des meubles ou autres biens. *Prima editio admonui vulgò non fuisse notum, & in spinoso loco suspensos pedes ponendos esse: Quæso vide num ipsi pedes mei suæve spinas habeant, non calcant: quod fuit Rhetorum Marulli & Per-*

cii Latronis vetus dictum apud Senecam. Et tiam Plinius, lib. 30. cap. 11. Fatetur se nescire quod sit animal Phrygion Chrysippo, ut moneat inquirendum esse.

* **FORPAISE.**] C'est celui qui est hors de son pays. de Font. ch. 17. Affis. ch. 36. 273. Cout. de Veldun de l'an 1275. *Teneur de hiretage de Fortpaisé ne li griège.* Affis. c. 38. Ce mot se prend aussi pour bannir, l'oume seroit forpaisé toute sa vie. Affis. c. 273.

* **FORPRISE.**] *Forprisa, tributum, mala tosta.*

FORS ET COUSTUMES DU PAYS.] Comme en Bearn.

Les Fors sont proprement les privileges accordez aux Villes & aux Communautez. Voyez M. de Marca dans son histoire, liv. 5. chap. 2.

Le For general de Bearn fut confirmé en 1088. par Gaston I V. qui étoit l'année même qu'il succéda à Centule son pere, ce qu'on remarque icy après Monsieur de Marca : parce que la confirmation de ce For est communément mal attribuée à Gaston VII. troisième Seigneur de la Maison de Moncade.

Outre ce For, il y avoit encore en Bearn des Fors particuliers, comme le For de Morlas, qui est la Capitale du Bearn, celui d'Oleron, & le For des deux Vallées d'Ossau & d'Aspe. Les sujets des Seigneurs de Bearn étoient distingués par ces Fors, & étoient appelez, les uns Bearnois, les autres Morlanois, & les autres Ossalois & Aspois.

En l'année 1306. Marguerite de Bearn ordonna que tous ces Fors, sçavoir le General autrement le For de Bearn, celui de Morlas, & ceux d'Oleron, d'Ossau & d'Aspe, seroient redigez en un

corps, & elle ordonna encore que les Etablissements & les Reglemens faits par les Seigneurs, & leur Cour majour, avec les Arrests de cette Cour, ceux de la Cour Souveraine de Morlas, & les usages reçus du consentement de tout le Pais, seroient inserez dans ce volume. Ce Volume fut ensuite augmenté des Reglemens faits par les Comtes Mathieu, Archambaud, Jean, & Gaston & les Praticiens pour se rendre ce livre plus familier l'ayant distribué en titres & ayant fait une mauvaise conférence d'articles tirées tant du For General que de celui de Morlas, des jugemens & des usages ; ils le rendirent si obscur, qu'Henry II. Roy de France, de Navarre, & Seigneur de Bearn, fut obligé en 1551. d'ordonner que ces loix ou ces Fors seroient de nouveau arrêtez, corrigez & redigez en meilleur ordre du consentement des Etats du Pays. V. Monsieur de Marca dans son histoire de Bearn, liv. 5. chap. 1. & vide leg. 1. Taurin.

LE FORT DOIT PORTER LE FOIBLE.] Au département des tailles : *Ad scriptio fit pro viribus singulorum ut tenuiores a potentioribus sublevantur, ut & in quaestione, l. 11. Cod. de Operibus publicis, l. 1. Cod. de Apochis publicis.*

FORTE-CLAMEUR.] C'est une emende de deux sols six deniers due au Roy selon la Coutume de la Chastellenie de Montreuil reffort de Meaux. Quand aucun a fait ajourner un autre en action personnelle : & la doit celui qui succombe de la cause pour le premier ajournement, posé que les parties s'accordent, ni sans met-

tre la cause à audience : & s'ils persistent en outre , & que la cause fût contestée , y a sept sols six deniers d'emende : C'est l'emende du clair & clameur faite en Justice , qui est autre & moindre que l'emende du Ni atteint & verifié , qui est après la contestation. V. la diction CLAIN.

FORTE-MONNOYE: DENIER ou SOLS FORTS.] En l'ancienne assiette de terre du Duché de Bourgogne , & és anciens contrats & instrumens. Vingt-cinq sols forts valent quarante sols tournois. *Frodoardus in Chronico dixit Severos denarios in fine.*

* **FORT-FUYANCE**.] C'est une espece de droit d'Aubaine dont le Duc de Lorraine jouït dans ses Duchez. Il en est fait mention en un *Vidimus* de l'an 1577. dans lequel il se void que le Duc Charles accorde à un particulier d'acquérir dans ses Etats jusques à huit cens livres de rentes , nonobstant qu'il eût son domicile à Verdun , & que ses heritiers & ayans causes pussent luy succeder , & jouïr paisiblement de ces rentes , nonobstant le droit de *Fort-fuyance* qui appartient au Duc &c.

* **FORTRERE**.] *Abstrahere*. Dans l'ancien dictionnaire du P. Labbe. C'est attirer , suborner. *Les aucuns fortraient les femmes d'autrui*. De Beaum. ch. 30. *Femme fortraite tirée de la maison de son mari. &c. Comme traistres li avoit sa femme fortraite & avoit gut avec li , en li faisant si grant honte que de feme fortraire*. ch. 61.

* **FORTUNE d'or**.] Dans les Etablissmens , chap. 88. liv. 1. Anjou , art. 61. C'est l'or qui est trouvé par hazard dans la terre. Selon le chap. 88. des Etablissmens , la Fortune d'or appartient au Roy , & la Fortune d'argent au Baron. Voyez Chopin sur l'article 61. de la Coutume d'Anjou , & de *domanio* tit. 5. §. 9. 10. 11. Joignez du Pineau sur le même article.

* **FOSSERE'ES**.] Sont dans le país de Bugey & de Gex des ouvrées de vignes : en Bresse on mesure les terres & les bois par années & coupées , & les prez se mesurent par meaux ou charrées , il faut deux ouvrées de vignes pour faire une coupée. Ce mot a pris son origine du travail des vigneronns qui connoissent par experience qu'il faut le travail de deux hommes pour donner une façon à une coupée de vignes. Voyez M. Collet sur les Statuts de Bresse , part. 2. pag. 79. col. 2.

* **FAUSSES-COYES**.] Montargis , chap. 10. art. 6. sont des latrines ou chambres aisées.

FOUAGE.] Bretagne , art. 292. & de l'ancienne , art. 688. 720. Normandie , chap. 15. & 53. ou **FOURNAGE** , comme il s'appelle en aucuns lieux à cause du fourneau & cheminée.

Καπνιχόν , Cedreno & Zonara sub Nicephoro , *fumarium tributum* : unde καπιολογίη , *focos describere* , in *Constitutione Manuelis Comneni*.

vel focularia, ut dixit Fridericus II. Rex Sicilia & Neapoleos lib. 1. tit. ult. Per singulos focos census exigebat Nicephorus Imp. Landulphus lib. 24. historia Miscella. Per focos vicorum & civitatum tributa perquantur inter vicanos. C'est le droit que le Seigneur leve chacun an sur chacun feu & maison de ses hommes & sujets : aucuns levent quatre boisseaux d'aveine par chacun an, autres des pains & autre devoir. Voyez HOSTELAGE. Le fôüage est dû par ceux qui tiennent feu & lieu : dont plusieurs villes sont exemptes. *Sciulus quidam ausus est scribere dictionem Feu à fendo dici, non à foco* : duquel droit il est aussi fait mention en la Charte aux Normans, qui est du Roy Louïs Hutin de l'an 1315. Et en un Edit du Roy Charles VI. de l'an 1408. & au premier livre de Froissart, chap. 244. 246. Fôüage que le Prince de Galles voulut imposer en Aquitaine sur chacun feu un franc, le fort portant le foible : dont il luy prit mal, aussi bien qu'à Roboam qui voulut trop exiger sur ses sujets. En Castille les gentils-hommes & les Hidalgues sont exempts du fôüage. Du temps du Roy Charles V. le fôüage étoit de quatre livres pour feu, qui furent levez sur les sujets. En un Arrest donné à la Chandeleur 1262. il est fait mention du fôüage en Normandie : en un Arrest de Paris du 6. Mars 1549. donné par provision pour les fôüages de Provence contre les gens d'Eglise, de Justice, & les Nobles, pour leurs heritages ruraux & roturiers par eux acquis par retenüe. Les tailles ont été introduites au lieu du fôüage. *Sic veteribus Columnarium & ostiarium tributum, ostiorum exactio in singulas columnas, in singula domus ostia, de qua indictione Cic. lib. 13. ad Atticum, epist. 6. lib. 3. ad familiares epist. 8. Cesar lib. 3. de bello Civili* : Aussi quelques Curez prétendent droit de fôüage le jour de Pasques sur leurs Paroissiens. *Ceterum ut hoc semel moneam, multum egerunt qui ante nos fuerunt, sed non peregerunt. Multum adhuc restat operis multumque restabit, nec ulli nato post mille secula precludetur occasio aliquid adhuc adjiciendi. Sed etiamsi omnia à veteribus inventa sunt, hoc semper novum erit, usus & inventorum ab aliis scientia & dispositio, inquit Seneca, locuples auctor, ad Lucilium, epist. 65.*

En la Seigneurie de Boissi, le Repos & Coselis, M. de Rets prétend être fondé au droit de *Fonage*, pour raison duquel, chacune tête, ou maison où l'on fait feu, luy doit par chacun an une mine d'avoine, une poulle & deux deniers au jour de Noël ; & pour raison de ce, y a procez contre le Sieur de N.

En l'ancienne Coutume de Norman-

die, le chapitre 15. est inscrit de *Monneage*, droit dû au Duc de trois ans en trois ans, afin qu'il ne fasse changer la monnoye qui court au Duché, & est ce droit appelé *Fonage* ; car ceux le payent principalement qui tiennent feu & lieu.

Spelmannus in *Gloss.* l'appelle *tributum ex foco* ; & rapportant l'Exemple du Fôüage imposé par le Prince de Galles

sous Edoüard III. en Aquitaine , il dit qu'il est appelé aussi *cheminagium*, Gal. *cheminée*.

Au pays de Forets se leve un droit au profit du Roy appelé *Blande* & en

plusieurs lieux dudit Pays au profit des Seigneurs ; & j'en ai vû des exemples au Marquisat de S. Priez. C'est en effet *FOUAG* ; & le proverbe est dans le Pays, *feu mort, blande cesse.* (M. GALLAND.)

* *FOUC Q.*] Troupe , Assemblée. Bouteiller dans la Somme , liv. 2. chap. 19. pag. 796. *Item par plus forte chose peus & dois sçavoir que pour avoir tourble de peuple, ne fault assemblée que vingt & six, au plus, car pour le nombre de vingt & six se fait tourble, & multitude, & pour avoir foucq ne fault avoir que assemblée de dix, ou par le nombre de dix se fait foucq d'assemblée; & pour avoir college ne faut avoir que assemblée de trois, ou de moins.*

Ce mot signifie aussi Troupeau. La Coutume de Hainault, chap. 99. art. 2. *Lequel Louvier, si la prinse se fait, ne pourra pourchasser qu'une lieue à la ronde du lieu là où il auroit prins (le loup) ne prendre au plus prochain foucq de bestes blanches qu'un mouton au plus &c.*

Bouteiller dans la Somme, liv. 1. chap. 88. pag. 506. *Item qu'il ne soit nul, ne nule, qui laisse aller ne mettre bestes en autrui dommage sur les amendes, qui en après s'ensuivent. C'est à sçavoir pour un poultrain deux sols, pour une vache trois sols, pour une brebis deux deniers, & ainsi de chacune, tant que foucq porte : (c'est à dire tant qu'il y en a au troupeau & ensuite) Et si c'étoient bestes qui fussent en garde de Pasteur, adonc ne deveroit le foucq, que une seule amende, & le dommage rendre. C'est à dire, qu'en ce cas il ne seroit dû qu'une seule amende pour le troupeau, avec le dommage. L'Auteur qui a fait la note marginale sur ce passage ne l'a point entendu.*

Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis chap. 12. des Testaments, art. 72. remarque que le mot *Foucq* ne se dit que des bestes à laine & non des pourceaux. Car, dit-il, *on ne dit pas foucq de vaches ne foucq de chevaux, mes l'en dit bien foucq de pourceaux, & foucq de brebis; & selon le même Autheur on appelle foucq les bêtes de plusieurs particuliers qui jointes ensemble font un même troupeau, & sont sous la même garde. Ce n'est pas foucq de bestes qui sont sous garde établie proprement pour elles, & pour che a il és villes bergiers & porchiers qui gardent les bestes de chascun de ceux qui bestes y ont si peu, que il ne vuellent pas mettre propre garde pour si poi de bestes, & pour che se l'en appelle foucq quand elles sont toutes ensemble, ne peut pas chascun dire de chaux qui bestes y ont que il y ait un foug de bestes.*

FOUETTER] Un criminel de larcin, ou d'autre crime : *Fustigare, flagellare: Virgis, verberibus, scutica, ferula, fustibus, plumbatis,*

loris, thoris, flagris, scorpionibus cadere: quod fit variis ictibus, variisque plerumque vicibus, quæ τὸ τύπτων dicuntur, libro secundo Machabæorum, cap. 6. & Ἀλλαχταὶ apud Harmenop. lib. 6. tit. 3. non est enim magistratus nomen, aut licitor vel apparitor, ut putant. Betula Gallica arbor, & olim fuit terribilis magistratuum virgis, Plin. lib. 16. cap. 18. Qui gravis & summus auctor, quem tamen impudenter vulgus imperitum voluit mendacii arguere, quasi verò teste vel auctore careat, cum ea prodit qua dubiam fidem habere videntur. Nonne etiam nos plerumque admonitos & suspensos tenet, his verbis? Si credimus, Si res fide digna, Fides pedes auctores erit, Vix credibile dictu, Si verum est, Mirum dictu. Sed & proficitur interdum se falsum arbitrari, quod aliqui prodidere, eorumque mendacium, errorem, imperitiam reprehendit. Planè cum mortuis non nisi larvæ luctantur, ut ipse prefatur ad Vespasianum. Quidam & Herodotum antiquissimum auctorem Apologeticis tuerentur adversus vulgi calumniam: quanquam Ctesias Photio referente eum in multis mendacem dixerit & fabularum scriptorem. Ingenita quidem est quibusdam mentiendi voluptas: sed quis hoc nomine coarguet gravissimos & probatissimos auctores? Toutefois Plutarque a fait un traité exprès de la malignité, mensonge, fausseté, calomnie, variation & contradiction d'Herodote. Sed in omnibus Plutarcho fides non habenda: Græcis enim suis plus nimio favet, ejusque criminationibus Joach. Camerarius respondit: Caterum complures etiam Roma leges erant in cives rogata, quibus sanciebatur pœna verberum, Festus cum interpretatur hæc verba, Pro scapulis, lege 12. Tab. cautum erat ut fustibus feriretur qui publicè invehebatur, Cornutus in primam satyram Persii, & notum est quod nostri observant de fustuario supplicio in auctorem carminum infamium. Vide P. Fabri V. C. Semestri, lib. 1. cap. 17. lib. 2. cap. 6. differt fustium admonitio à flagrorum castigatione, l. 7. 10. 28. part. 1. de pœnis. l. 12. de Decurion. l. 22, de his qui notantur infam. fustuarium supplicium quo nemo damnari debet, l. 8. part. nec ea quidem, de pœnis.

* FOUGER.] Nivernois, tit. 15. art. 6. & 8. C'est fouïller avec le grouin: ce qui se dit des pourceaux, qu'il est défendu de laisser aller dans les prez ou dans les étangs vuides, parce qu'ils mangent le fray & les œufs du poisson, qui se conservent sous le limon.

DROIT DE FOURAGE.] C'est un droit Seigneurial qui appartient à l'Evêque de Beauvais, & dont il est parlé dans la septième partie de l'ancien Style du Parlement, chap. 115. Voyez Forage.

LINAGE, FOURCHAGE, ou BRANCHAGE.] Chabris, art. 21. Ces dictions ont pris leur origine de l'arbre de Cognation. Voyez le mot ESTOC. Caterum quia non sufficimus, ut singulis singula verba assignemus, quotiens opus est mutuamur: Res enim plures sunt quam verba, Seneca lib. 2. de Beneficiis cap. 34.

LINE, SOUCHE, & FOURCHAGE.] Orleans, art. 276. 280. Montargis, chap. 16. art. 1. & 4.

FOURCHES PATIBULAIRES.] Appartiennent au Seigneur haut justicier. Peronne, art. 20. dont les unes sont à deux piliers, qui appartiennent au Seigneur Vicontier, par la Coutume de Beauquesne, art. 1. & d'Arthois art. 35. ou au Seigneur haut justicier : Grand Perche, art. 11. Blois, art. 20. Poitou, art. 14. Angoumois, art. 6. La Rochelle, art. 2. ou au moyen Justicier Blois, art. 24.

Les autres sont à trois piliers qui appartiennent au Seigneur Chastelain par la Coutume du grand Perche, art. 4. & de Poitou, article 3.

Les autres sont à quatre piliers, qui appartiennent au Seigneur Baron, Comte, Vicomte, ou Chastelain, selon la diversité des Provinces & Coutumes : Grand Perche, art. 2. Blois, art. 13. 16. Poitou, art. 1. Angoumois, art. 2. & 3. La Rochelle, art. 1. Et par la Coutume d'Auxerre, art. 2. le signe patibulaire à trois ou 4. piliers appartient au Seigneur haut justicier ; & non plus s'il n'est Baron ou Comte.

Les autres sont à six piliers, lesquelles appartiennent au Seigneur Comte par la Coutume de Tours, art. 74. Voyez le mot JUSTICE.

FOURCHES, OU SIGNE PATIBULAIRE, CÉPS & PILORI OU CARCANT.] Meaux, art. 209. Melun, art. 1. & 2. Senlis, art. 27. Chaumont, art. 99. La Bourb, tit. 19. art. 6. Solle, tit. 35. art. 6. Gibets ou arbres pendrets, signes & marques de haute justice Lorraine, tit. 6. art. 2. Ces signes patibulaires sont de haute justice, Comté de Bourgogne, art. 53. Troyes, art. 123. & appartiennent aux hauts justiciers, Vallois, art. 2. *Sunt insignia ejus qui jus gladii habet. Patibulum est crux, inquit Nonius : patibulo brachia explicabantur, Seneca de Consolat. ad Martiam, capite 20. At patibulum vulgo furca dicitur, & patibuli minor pœna quam crucis : hæc enim suffixos diu cruciat, illud appensas statim examinat ex sententia Isidori, lib. 5. quod recentiores dixerunt φοιλάζον, ut Cedrenus. Dicamus cum Seneca, Cruces non unius esse generis, sed aliter ab aliis fabricatas. Extra urbem autem erant patibula, cruces, puticuli, carnificis domus, & locus supplicii qui festerium dictus, de quo post Rhodiginum Justus Lipsius ad lib. 2. & 15. Annal. Taciti, veterum morum ritusque prisce Romæ diligens observator. Extra vallum miles deductus capite plectebatur, Seneca, lib. 1. de Ira cap. 16. & alii auctores. Observandum etiam institutum fuisse cum civis necaretur, ut Semonia res sacra fieret, Festus ex Sinnio Capitone. Supplicationes fiebant de bonis eorum qui supplicia passi erant, Servius, Isidorus. De crucis & furca supplicio Cujacius coulmen juris, lib. 16. observat. cap. 1. More majorum nudi hominis cervix inferebatur*

furca, & corpus virginis ad necem cadebatur, Suetonius in Nerone, cap. 49. Reus sub furca victus verberibus cruciabatur, Livius, lib. 1. Porro de more supplicii sumendi Seneca, lib. 1. de Ira cap. 16. & alter Seneca in Controversia 2. lib. 9. Et de pœnis suppliciiisque abunde & erudite P. Faber V. Cl. lib. 2. Semestrium, cap. 6. 7. 8. 9. 10. Joannes Brodaus quædam, lib. 2. cap. 9. 10. Interdum etiam imago rei in crucem tollitur, ut Trebellius Pollio refert novo injuria genere imaginem Celsi tyranni sublatam persultante vulgo, quasi patibulo ipse videretur affixus, cujus corpus à canibus consumptum fuerat.

Par l'Ordonnance de Dieu, qui est au chap. 21. du Deuteronomie, le corps de celuy qui a été exécuté par mort & pendu au bois, ne doit demeurer la nuit sur le bois, mais doit être le même jour enseveli; duquel droit il y a des exemples au livre de Josué, chap. 8. & 10. Ce droit devoit être observé *intuitu humanitatis*.

FOURGANGNER.] heritage par faute de rente non payée Namur, art. 16. & en la Coutume des Fiefs du Comté de Namur.

FOURGANGNEMENT.] Tournay, tit. 8. art. 17. Quand l'heritage est retiré par le Seigneur de la rente:

DROIT DE FOURNAGE.] En la patente du Roy Henry II. de l'an 1549 pour la confection d'un papier terrier, que le Seigneur prend par chacun an ou autrement sur ceux qui sont sujets de cuire leur pain en son four bannal, ou pour la permission de le cuire en leurs maisons, comme en la Seigneurie de Maron ressort d'Issoudun en Berri & ailleurs.

* **MENU FOURNAGE** Au papier terrier fait au profit du Roy l'an 1522. à cause de la Ville, Terre & Seigneurie de Bussi en Bourgogne sont ces mots; *Le menu Fournage est dehu chacun an au terme de Feste saint Martin d'hiver, par ceux qui sont de la franchise dudit Bussi, c'est à sçavoir qu'une chacune personne payant le MENU FOURNAGE est de ladite franchise de Bussi, qui est telle que qui commet ou est condamné en la Cour de ladite Prevosté de Bussi en sept sols, il en est quitte pour la moitié; semblablement de quatorze & de soixante cinq sols; en la revenue duquel menu Fournage, le Roy notredit Sieur prend les deux tiers. & ledit Sieur de Serfs l'autre tiers, & laquelle revenue croist & décroist selon le nombre des personnes qui payent & doivent ledit menu fournage: & est assavoir que une seule personne âgée de sept ans & au dessus demeurant és lieux cy-après écrits, étant de ladite franchise, doit six deniers parisis, & sont cy-après declarez & nommez les personnes & villages residens és lieux qui doivent ledit menu fournage, lequel s'admodie au plus offrant & dernier encherisseur de trois ans en trois ans, ou chacun an.*

Item c'est à sçavoir que tous Clercs vivans clergement sont francs & exempts desdits deniers. (M. GALLAND.)

FOURNISSEMENT.] Bourbonnois, art. 41. Poitou, artic. 400. & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1446. art. 37. de Charles huitième de l'an 1493. art. 48. C'est le sequestre de la chose contentieuse en matiere possessoire & de complainte, & le retablissement des fruits qui doit être fait és mains du Commissaire.

FOURNISSEMENT DE COMPLAINTE.] En l'Edit de Charles septième de l'an 1453. art. 55. & de Louis douzième de l'an 1512. art. 54. à la fin duquel article il faut lire **OU FOURNISSEMENT D'ICELLES. FOURNIR LA COMPLAINTE** en l'Edit de Louis XII. de l'an 1499. art. 86.

SENTENCE DE FOURNISSEMENT de complainte.] En l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 14. & és Styls des Cours & Ordonnances du Duc de Buillon, art. 255. lesquelles ont été tirées de celles de France.

FOURRAGE.] *Fodrum, pabulum, frumentum, hordeum, victualia, annona militaris; alias foderum, fredum, in antiquis instrumentis.*

FOURRER.] En la vieille Chronique de Flandres, chap. 85. 89. & ailleurs, c'est fourrager le Pays: piller une ville.

METTRE EN FOURRIE.] Mise en fourrie. Cambray, titre des actions, art. 22.

C'est mettre en Escurie. Suivant la Coutume de Cambray, on doit faire mettre entre les mains des Mayeurs ou chefs des Arts, les choses contentieuses afin que sur leur rapport, les Juges en soient clairement informez, & puissent donner leur Sentence Si ce sont des bestes chevalines, l'action redhibitoire ou forfacture se doit intenter en la Cité, pour les mettre és mains des mayeurs en fourrie, c'est - à - dire dans le lieu ou l'Escurie destinée à cette effect; & hors la Cité, on les met és mains de loy. Voyez Loy.

FOURRIERS.] *Sunt metatores, de quibus in Constitution. Imperatorum.* Ils sont sous les Mareschaux des Logis entre les Gens-d'armes: comme aussi les gens de pied, & le Roy & les Princes usent de Fourriers pour les logis. *Metatores qui pracedentes locum eligunt castris. Vegetius, lib. 2. cap. 7. Cum ante venturos milites Metatores ut fieri solet, mitterentur. Optatus, lib. 3. Metari parare est, Nonius. Metatio, apparatio: Metator, Prometator, τροματης, designator hospitiorum, : τροπασιωνας: Metatorium ἀσπιστιον, Metata hospitia.*

FOY & HOMAGE.] En plusieurs articles des Coutumes de ce Royaume de France: *hac fere semper conjunguntur. Vassallus fidem, obsequium, fidelitatem & hominum prestat domino cum jurejurando. Nulli autem alteri per sacramentum fidelitatis promittitur nisi Imperatori, Re-*

gi, vel proprio domino ad utilitatem Regis & sui senioris, ex Constit. Caroli Magni, quæ extat libro 3. legis Francicæ., cap. 8. Depuis lequel temps nous trouvons plusieurs exemples de prestation de foy & hommage és Histoires & Annales. *Itaque vasalli appellantur fideles, qui sunt in clientela Domini. In Constitut. Regni Siciliæ. Affidati sunt qui in alicujus fidem & tutelam recepti sunt, & recommendati appellantur. Affidare, est fidem mutuam dare.* Voyez le mot FIEFVE.

Sic milites seculi beneficia temporalia à temporalibus dominis accepturi, prius sacramentis militariibus obligantur, & dominis suis fidem se servaturos proficiuntur. Augustinus Sermone primo in vigilia Pentecostes. C'est autre chose d'être sous la protection d'un Prince, d'un Roy, ou d'une Republique: *ut filii Antiochi sub clientela Populi Romani Regnum Syria retinuerunt, quibus defunctis Syriarum Provinciis Populus Romanus potitus est. Pleraque etiam gentes & civitates erant fœderate. Rex fœderatus Cyprum regebat antequam lege lata confiscari juberetur, ob penuriam ararii Romani, inquit Sextus Rufus. Iberi, Bosphorani, Colchi in fidem Romanæ ditionis accepti sunt à Trajano. Porro de vasallorum fidelitate tractatur moribus Normanorum, cap. 13. & 14. Formaque fidelitatis præstandæ multis locis occurrit, ut apud Fulbertum epistola 83. ** Voyez Bauche & mains, & ce qu'on a observé cy-dessus sur Droit d'Aubenage.

DEMISSION DE FOY.] Quand il se dit que le vassal se peut joüir & disposer de son fief en tout ou partie, en le baillant à cens & rente, ou à cens seulement, ou en constituant rente sur iceluy, l'engager & hypothéquer, ou bien le demembrer & dépecer, en reprenant & réservant à foy la foy entiere sur ce qu'il aliene. Le vassal se peut joüir de son fief jusques à la main mettre au baston sans le consentement de son Seigneur féodal, & sans que pour raison de ce, il puisse demander profit. *Solebat dominus investiendo porrigere baculum vel etiam gladium, scipionem, hastam, vexillum aut annulum coram Paribus Curie vel aliis testibus, Cujacius prima in docendo & scribendo celebritatis ad tit. 3. lib. 2. Feudorum.* Par ainsi, anciennement le vassal ne pouvoit se dépouiller entierement de son fief, sans le gré de son Seigneur, à la semonce duquel il étoit tenu de faire le service de la guerre, & de rendre justice en la Cour féodale, qui s'appelle LA COUR DES PAIRS.

ENTRER EN FOY.] Peronne : art. 173.

TENIR EN FOY SIMPLE, OU EN FOY TAILLE GENERALE OU SPECIALE.] Au livre premier des tenures, chap. 1. & 2. & ailleurs : quand un heritage est donné à quelqu'un & à ses heritiers à toujours : & à luy ou à ses hoirs de son corps. Ce livre a été réimprimé en Angleterre en 1584.* Il y'a faute & au lieu de Foy il y a au livre Fée, c'est-à-dire Fief. FOY.

FOY ET SERVICE: HOMAGE ET SERVICE.] Chaumont, art. 11. S. Quentin, art. 35.

FRANC ou LIVRE.] C'est tout un: d'autant qu'en l'an 1400. & auparavant, une livre à cause de la forte monnoye valoit un franc d'or, qui vaudroit à present autant qu'un écu sol & plus. Comme en l'an 1575. le Roy Henry III. a fait forger des francs d'argent de la valeur de vingt sols tournois. Et anciennement il y avoit des francs, sols, livres, ou deniers tournois, Parisis, Viennois, Mançais, Blancs, Angevins, Bourdelois. La Bourt, tit. 3. art. 17. 21. Solle, tit. 4. art. 3. & ailleurs. En laquelle Coutume de Solle, comme aussi en la Coutume de Bearn, est fait mention des sols Morlaas. Voyez les mots Viennois, Mançais, & Blancs.

FRANC-ALEU.] Voyez lettre A.

FRANCS-ARCHERS.] Que le Roy Charles VII. en l'an 1448. a ordonné: à sçavoir un Archer en chacune Paroisse bien armé & prest à marcher en guerre, & qui a été affranchi de tailles, aydes & subsides: Alain Chartier en la Chronique. *Francs Taulpins* qui ont été levez d'entre les gens du plat país pour le service de la guerre: ce sont soldats d'entre les hommes de labour.

FRANC-ARGENT.] En la Chastellenie de Montereau, ressort de Meaux.

Qui est quand le vendeur accorde avec l'acheteur que le prix de la vente luy sera franc, & n'en payera aucun droit au Seigneur féodal ou censuel: Ainsi l'acheteur l'en doit acquitter, auquel cas est dû le requint denier du prix.

FRANC-BOURGEOIS.] Voyez lettre B.

FRANCS-DENIERS.] En vente de fief ou censive. Meaux, art. 131. 199. Melun, art. 67. Troyes, art. 27. Chaumont, art. 17. S. Paul sous Arthois, art. 64.

FRANC-DEVOIR.] Tours, art. 145. 299. Lodunois, chap. 14. art. 21. où il faut lire, A franc devoir: & en après, quand l'hommage a été mué. Lodunois, chap. 29. art. 3.

Qui est quand l'hommage a été mué en devoir, ou que l'héritage roturier est baillé par le Seigneur du fief à franc devoir, posé que ledit devoir soit annuel, ou soit dû à muance d'homme ou de Seigneur: & partant de la chose tenue à franc devoir, n'est dû rachat. Lodunois, chap. 14. art. 21. Mais sont deuës ventes és cas esquels elles sont deuës par la Coutume, comme il est ajouté audit article 145. Aussi és anciennes Chartres les francs devoirs sont les charges que doivent les hommes de franche & libre condition pour usage de bois, pour pascage, pannage, ou autrement. Le franc homme est different du

vilain, qui est homme de poeste, & homme de corps.

Franc signifie libre, *adeo ut Francorum gens qua est Germanica, nomen habeat à conservata libertate, depulso servitutis iugo, ut vulgo existimatur, nomenque ipsum asserta libertatis argumentum præbet.*

Voyez cy-après LOY SALIQUE : comme aussi aucuns estiment que le Comté de Bourgogne est appelé franc, entre autres raisons pour l'immunité concédée aux habitants du païs, & à cause de la liberté & puissance de tester & disposer de ses biens, comme il plaist à ceux qui les tiennent au païs, ce qui n'est pas libre à ceux du Duché de Bourgogne.

Quand les roturiers commencerent à posséder des fiefs, ce qui arriva, dit-on, dans le temps des Croisades, comme ils étoient la plupart incapables de les desservir, parce qu'ils ne faisoient pas profession des Armes, ils obtinrent des Seigneurs des abregemens de services, ou des aboutnemens de fief, & ils firent ordinairement muer la foy qu'ils devoient à cause de leurs fiefs en quelques redevances. L'article 258. de la Coutume d'Anjou, est une preuve, que c'est par les roturiers que les abregemens de services, ou les aboutnemens de fief ont été multipliez dans le Royaume. *Si personne coutumiere, c'est-à-savoir personne non noble, aborne à quelque devoir, ou amortit la foy & hommage, qu'elle doit à cause d'aucuns heritages, à elle appartenans par son acquêt; & néanmoins tels heritages, & autres choses autrefois hommages, demeureront en leur premiere nature, quant*

aux successeurs : car ce sont acquêts faits de bourse coutumiere, qui pour la premiere fois se departent coutumierement, & également; mais après à toujours-mais se departiront noblement, tant comme il sera mémoire, qu'ils auront été tenus à foy & hommage. Joignez l'Ordonnance de Philippe III. touchant les amortissemens à la fin.

Quand les roturiers faisoient muer en redevance ou en devoir, l'hommage qu'ils devoient à cause de leurs fiefs; ce devoir étoit avec raison appelé franc, parce que représentant l'hommage, auquel il étoit subrogé, il étoit, comme l'hommage même, la marque de la noblesse & de la franchise de l'heritage, qui se partageoit toujours noblement même entre roturiers, quand il étoit une foy échû en tierce main, suivant l'art. de la Coutume d'Anjou qu'on vient de rapporter. Quelques-uns confondent mal le franc devoir avec le franc-alen.

FRANCS-FIEFS] Qui sont tenus par gens de franche condition, autres que nobles, à la difference des terres tenuës en villenage, en roture, en rente, ou censif, dont les hommes de corps & mortuables peuvent être possesseurs. Voyez le mot FIEF. Bouteiller écrit que l'homme de servile condition est fait franc-homme, si son Seigneur luy permet d'acquérir un fief en sa terre. * Voyez FRANCS-FIEFS, cy-devant, au mot FIEF.

* *FRANC-homme.*] C'est celui qui est propriétaire d'un fief & qui demeure dessus, soit qu'il soit noble ou roturier; car anciennement les fiefs communiquoient leur noblesse ou roturiers tant qu'ils y demeuroient, d'où ils étoient appelez *Francs-fiefs*. Voyez des Fon-

taines dans son Conseil chap. & mes Notes sur l'article 248. de la Coutume de Paris.

DONNER EN FRANC-MARIAGE.] Au traité des Tenures, liv. 1. chap. 2. liv. 2. chap. 6. liv. 3. chap. 2.

HERITAGES APPELLEZ FRANCS-MEX.] En la Coutume locale de S. Piat de Seclin sous Lisse. Voyez **MEIX**.

* **FRANC-ourine.**] Dans Beaumanoir. C'est à dire francheor i-gine. *Ourine* pour *origine*, est encore en usage en Poitou, & en quelques autres Provinces du Royaume.

PRISAGE APPELLE' FRANC-PRIS.] Bretagne, 261.

SERGEN'T FRANC.] Voyez...

FRANCS-TAULPINS.] *Ut Capitolino, Bucolici milites, rustici nempè homines qui militia nomen dederunt.* V. Francs-Archers.

FRANC-TENANT.] Au Livre des Tenures, liv. 2. ch. 1. & 2.

FRANC-TENEMENT.] Au même Livre 1. ch. 6. & 9. liv. 3. ch. 2.

FIEFS TENUS PAR L'EGLISE EN FRANCHE-AUMOSNE.] Voyez lettre A.

* **FRANCHE-feste.**] Au mois d'Octobre 1424. Philippe Comte de S. Paul permit au sieur de Heudin son vassal à cause de S. Paul, d'obtenir du Roy une *Franche-feste*, & le 16. Juillet 1426. le même Philippe affranchit toutes les marchandises arrivant à la *Franche-feste d'Heudin*, pendant l'espace de cinq jours, de tonlieux, peages, & travers à luy appartenants.

FRANCHE-VERITE'.] Quand le Seigneur justicier fait enquerir & informer par ses hommes de loy des délits commis en sa terre, & de son office, sans aucune partie formée ou apparente, & lors que le délinquant n'a été appréhendé en présent méfait, comme il appert du livre de la Somme rurale. *Comparoir à la franche verité*, & *tenir veritez*, en l'art. 39. 40. de la Coutume de saint Omer sous Arthois, imprimée en 1553. & en l'art. 10. de celle qui a été imprimée en 1589. à Arras : C'est tenir les Assises. *Tenir ou avoir Verité speciale.* Lille titre premier art. 4. 5.

* **FRANCHISE.**] Des Mares, décision 99. V. Fra Paolo de Asylis, & Corbin, tom. 2. p. 269.

FRANCHISES.] Bourbonnois, art. 156. 339. & en l'ancienne assiette de Bourgogne, pour lesquelles sont dûs certains devoirs à certain jour, & desquels les habitans ne sont sujets à charrois ou corvées, ni à aucun droit de taille personnelle, & qui ne sont de serve condition. Anciennement les Eglises servoient de franchises à un malfaiteur, ou pour être justiciable du Juge de l'Eglise, ou pour

sauver sa vie en souffrant le bannissement & confiscation de biens : & celuy qui avoit delinqué en l'Eglise ne jouïssoit de l'immunité d'icelle, ni aussi celuy qui avoit délinqué *sub spe* d'icelle, ou qui avoit violé le lieu saint, & de franchise ; ni aussi les bannis, & ceux qui avoient commis homicide de guet à pens, comme appert par les Arrests recueillis par le Greffier du Tillet, & autres. *Vide caput 26. lib. 3. Legis Francica. Nefas erat vel criminosos ab Ecclesia eductos punire, Gregor. Turonicus, lib. 9. cap. 38. Asylum Ecclesiarum Francis fuit sacrosanctum, ut constat ex historia Aimoini & aliis rerum Gallicarum scriptoribus, ex Constitution. Imp. & Pontificum: Ecclesie tribuunt praesidium & securitatem his qui ad eas confugerint, ita ut inde temerè abduci nequeant, libro 1. Cod. Justin. titulo 12. can. Eos qui 87. distinet. Sic etiam ara, statuæque Deorum & Principum confugis præbebant securitatem: Quin etiam civitates.* Comme Valenciennes par la Coutume du lieu: & en France étoit l'Ordonnance qu'en l'Hostel des Seigneurs l'on ne pouvoit prendre un malfaiteur sans le congé du Seigneur de l'hostel. Chartier en la Chronique de Charles VI. *Eo genere tutela utebantur supplices, servi, obarati, malefici, & vinetum, si ades Flaminis Dialis introisset, necessarium erat solvi. Gellius lib. 10. cap. 15. At Tyberius abolevit jus morémque asylorum quæ usquam erant. Suetonius, cap. 37. & ea de re facta sunt Senatusconsulta quibus multo cum honore modus præscribebatur, Tacitus, lib. 3. Annalium. Et Strabo, lib. 14. refert Cæsarem Augustum asylum templi Diana Ephesia irritum fecisse, cum multis malefaciendi causam exhiberet. Porro de asylo Atheniensium & Romuli Servius in secundum Æneidos; Non est inquit, in omnibus templis, sed in his quibus consecrationis lege concessum, λόγος ἀσυλίας Justinianus, Nov. 128, & edito 2.*

* **FRAN HOM A T E S.**] Dans les Assises de Jerusalem, 2. part. chap. 31. sont des personnes franches.

FRANQUIESME.] Herli, art. 2. & 3. Sont differens d'un fief, toutesfois celuy qui y est resident, couchant & levant, a tous Privileges & franchises; il ne doit Afforage, Gambage, Herbage, Mou-tonage, Rescare de four, ny autre chose. Ces dictionns sont expliquées en leur ordre.

FRAREUSETE.] Lille, art. 79. & suivans, où il se lit aussi, **CE QUI EST FRAREUX.** Heritages **FRAREUX**: Portion frareuse: Titre de frareuserie, es Coutumes locales de Commines & de Armentieres sous Lille. Quand il est traité des reprises d'heritages vendus.

FRARES-CHEUX, FRERES-CHEURS, ou FRARES-CHEURS.] Anjou, art. 180. 280. 282. 425. 433. 434. 435. Le Maine, art. 198. 297. 440. 448. 449. Grand Perche, art. 214. Poitou, art. 94. 95. 115. 125.

Ou FRARACHAUX & FRARACHAGE. En l'ancienne Coutume du Perche, au chapitre des successions.

Sunt fratres vel cognati consortes & coheredes, qui bona communia pro indiviso habent, συγκαλητοι, consortes, κοινοβιοι. At diffortes sunt διακαλητοι. Exfors ἀλλοτρις. Ce sont les coheritiers & linagiers, qui viennent à même succession. [FRARESCHE & SUCCESSION.] Anjou, article 434. Le Maine, article quatre cent quarante - quatre *Fraragium in antiquis instrumentis quasi fratrarium.* FRERAGE, Frarasher, Frarager, en la Somme rurale traitant des droits du Baron : & au livre premier & second de l'Etablissement du Roy pour les Prevôtes de Paris & d'Orleans : duquel recueil l'Auteur est incertain & sans ordre : & au grand Coutumier, liv. 2. chap. 27. Entrer en la Ferranche & communauté, en quelques anciens contrats de mariage de Bourbonnois & des environs. Le docteur Pithou en ses memoires estime le frerage être le parage tant de l'aîné que des puînez. Il semble que ce soit le partage entre freres coutumiers ou d'autre qualité. *Hoc me scire movit & exercuit, forte utriusque nostrum sententia dividenda est, ut in Senatu fieri solet, cum censuit aliquis quod ex parte placeat.*

Les *Fraracheux* sont ceux qui possèdent des biens en commun, de quelque maniere que ce soit, ou qui doivent en commun quelque redevance ; & ainsi sont les coheritiers qui possèdent par indivis sont Fraracheux, au lieu que tous fraracheux ne sont point coheritiers.

Un frerage, une frarache, *frarashia, frariagium*, sont un partage : quelques fois on appelle ainsi le lot ou ce qui est échü par partage, & quelques fois c'est une succession entiere, comme il se void dans la Charte de la Perouse, publiée par M. de la Thaumassiere, p. 100. & 101. De *frarache*, on a fait frarasher, pour diviser & faire partage.

Monsieur Pithou dans ses memoires des Comtes de Champagne, est d'avis que le frerage ne differe du parage, qu'en ce que le mot de frerage semble se dire autant de l'aîné que des autres qui sont nommez par les Coutumes fraracheux, & que celui de Parage appartient plus à la portion des puînez,

qui s'appelle en vray françois apanage, comme sous-anage sans qu'il soit besoin d'aller chercher plus loin la source de ce mot ; ny emprunter ailleurs ce qui est proprement nôtre.

Mais comme un frerage n'est autre chose qu'un partage, tout partage où les puînez garantis sous l'hommage de l'aîné sont pairs ou égaux avec luy, a été appelée Parage, & tous les autres partages ont retenu le nom de Frerage ; en sorte que tout parage est frerage, au lieu que tout frerage n'est pas parage.

Par l'ancien usage de la France, quand un fief étoit échü à plusieurs enfans, il étoit presque toujours démembré & diminué, parce que les puînez tenoient ordinairement de leur aîné par frerage leur part & portion, en foy & hommage de leur aîné : ce que nous apprenons des paroles suivantes d'Othon de Frisingen, liv. 1. de *gestis Frideric.* chap. 29. *Mos in illa, qui pene in omnibus Gallie Provinciis servatur, remansit, quod*

semper seniori fratri, ejusque liberis seu maribus seu feminis, paterna hereditas cedat auctoritas, ceteris ad illum tanquam ad Dominum respicientibus.

Mais tous les fiefs se trouvant aneantis par les démembrements, Eudes Duc de Bourgogne, Renault Comte de Bologne, le Comte de saint Paul, Guy de Dampierre & plusieurs autres grands Seigneurs du Royaume firent autoriser par Philippe, Auguste, l'ordonnance suivante qui se trouve dans le chartulaire de ce Prince, dont il y a un ancien manuscrit au Trésor des Chartes, & un autre à la Chambre des Comptes de Paris.

Ut à primo die. Mais quidquid tenetur de Domino ligie vel alio modo, si contigerit per successionem heredum vel quocunque alio modo divisionem inde fieri, quocunque modo fiat, omnes qui de illo feodo tenebunt, de Domino feodi principaliter; & nullo medio tenebunt, sicut unus antea tenebat, priusquam divisio facta esset; & quandocunque contigit pro illo totali feodo servitium Domino fieri, quilibet eorum, secundum quod de feodo ille tenebat, servitium tenebitur exhibere, & illi Domino deservire, & reddere rachatam & omnem justitiam.

Monsieur du Cange dans sa troisième dissertation sur Joinville, pag. 150. remarque que cette Ordonnance de Philippe Auguste & des Barons ne fut pas suivie; ce qu'il prouve par ces paroles d'un hommage rendu le 19. Octobre 1317.

* *FRAUX & pasturages.*] Auvergne, chap. 28. art. 6. sont des terres incultes, qui sont appelées Frois, Frocs, Froux & Freches en d'autres Coutumes. Dans la basse latinité on s'est servi des mots, *Frocius & Friscum*. Voyez les Glossaires sur ces mots, & sur tout celui de M. du Cange.

* *FREPAGE.*] Voyez Frerescheux.

FRESANGE.] Qui est le droit de porc qui est dû au Maître des Eaux & Forests d'Aubigny & ailleurs, par le fermier des glandées & païsson, & dont j'ay vu une sentence du Bailly de la Chastellenie d'Aubigny en Berri du 28. Janvier 1520.

à Guillaume de Melun Archevêque de Sens, par Jean, Robert & Louis de Melun ses frères: *tanquam primogenito causa fratriagii, & prout fratriagium de consuetudine patrie requirebat ratione Castri de sancto Mauricio*; à quoy l'on peut joindre l'autorité de Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis chap. 14. qui écrit que de son tems contre la disposition de cette Ordonnance, *li hoir mâle emportoit li chef manoir hors part, & après les deux parts de chacun fief, & que li tiers qui demourroit, devoit être departis entre les aînez, iganment, autant à l'un comme à l'autre, soient freres soient seigneurs, & que de leurs parties ils venoient à l'hommage de leur aîné.*

Mais quoique cette Ordonnance n'ait pas été généralement suivie dans le Royaume; cependant il n'y eut presque point de Province, où l'on ne remediât à l'abus que Philippe Auguste avoit voulu corriger. Ainsi à Senlis, Valois, Clermont, Amiens: on ordonna que les puînez ne releveroient qu'une seule fois de leur aîné, & qu'ensuite ils retourneroient à l'hommage du Seigneur suzerain dont l'aîné releveroit. Senlis, art. 132. Clermont 82. Valois 63. En Anjou & dans plusieurs autres Coutumes, on ordonna que l'aîné garantiroit sous son hommage ses puînez. Ce qui fut appelé *parage* en quelques lieux, & en d'autres *mironer de fief*. Voyez *Fief bourgeois*, *Parage & mironer de fief*.

Friscinga font des Porcs : ce mot se trouve dans un titre du Chartulaire de S. Denis de l'an 1144. * *Voyez les mélanges du Pere Labbe, tom. 2. pag. 609.*

Dans le chartul. de saint Lazare, il y a une Patente du Roy Louis le Jeune de l'an 1147. par laquelle il donne aux Lepreux de saint Lazare *decem Frisingas* de trois sols chacune qui doivent être fournies par le Fermier des Boucheries de Paris. Dans l'Histoire de Gand, l. 5. p. 263. il y a un titre de Eustache de Campagnes de l'an 1210. par lequel il quitte divers droits sur certaines terres où il souloit *consuetudinizer habere dimidiam frescengam, tres bustellos avena &c.* Je ne touche rien à ce qui a été observé & écrit par autres.

Ce droit souvent se changeoit en argent ou autre espece. Le Chartulaire de N. Dame de Josaphat, titre de l'an 1102. *Girardus Valetus de Carnoto &c.* donne à l'Eglise de Josaphat, *jura viaria & quicquid ad viariam pertinet. Hac sunt autem que ad viariam pertinebant : duo bosselli avena, obolus, pro pastu pro frescengagio una gallina, sanguis, multrum, latro & quicquid iuste vel iniuste exigere potest Dominus ab hospite sub viaria constituto.* Le Chartulaire S. Aubin d'Angers: *Reddit duos sextarios frumenti de frumentario, unum sextarium de forre, 12. denarios de friscengagio*

& 6. denarios de vinagio.

Ce droit est peut-être ailleurs appelé *Porcellagium Porcelatio*, sinon que *Friscinga* semble être quelque chose de moindre valeur que *Porcus*. In Chartular. Cluniac. c. 197. Il y a une lettre du Comte de Châlon où ces termes se trouvent. *Recognovi & confessus sum, quod in villa Paredi &c. habeo talliam porcellagium vel bresenagium vel messonagium seu annonagium seu corredam. an. 1140.*

Au chap. 336. du même chartulaire: *Porcilationem percipiet quomodo eam retroactis temporibus percipere consuevit. hoc salvo quod homines predictas gallinas & porcilationem per se, vel alias personas apportare tenebuntur. Et de là sans doute vient le mot Porcilation.*

Chart. an. 1353. *Item compete & appartient audit Seigneur en ladite Baronnie un autre droit appelé le droit de la Fressenge, à cause du quel il a droit de prendre & percevoir par chacun an à chacune Feste de Noël sur tous & chacun les manans & habitans demeurans au terrouer du Baïscontau, ayant pourceaux & truies jusques au nombre de trois (les pourceaux de lait exceptez) deux sols tournois ; & ceux qui cachent leurs pourceaux pour frauder ledit droit doivent audit Seigneur soixante sols tournois d'amende. (M. GALLARD.)]*

* *FRICANDERIES.*] Nevers, chap. 18. art. 5. font des *friandises* ou pieces de four délicates.

* *Délaisser terre en FRIEZ & savart.*] Clermont, art. 120. c'est à dire en friche & inculte. Les *savarts* sont des terres sabloneuses qu'on ne peut cultiver.

FR O C S.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 74. 104. S. Omer, art. 13. Teroanne, art. 6. Ponthieu, art. 104. S. Omer sous Arthois, 10. 24. Ou *FLOTS*, Arthois, art. 5. *Videtur idem significare atque vox precedens* : tellement que ceux qui reparent les chemins, s'appellent *froqueurs*. Et en l'ancienne Coutume d'Orleans, art. 157. *EN FROU* ; c'est un lieu public & commun à tous : *Ubi tamamen Pyrrhus interpretatur loca fracta, deserta, inculta, informia, non*

fat recte. Et en un Arrest de l'Abbé de S. Riquier donné à la Chancellerie 1266. il est fait mention de FROTS, qui sont les places vuides & communes d'une ville. Voyez le mot FLEGARD.

Les Frocs, les Flots, ou les Froux *diverses amendes, supposi qu'elles soient* sont proprement des lieux en friche, *sous un mesme garde & sous une mes-* comme Pyrrhus l'a tres-bien entendu, *me pastre. Toutefois en froux ou friche* & comme il paroît par l'article suivant *on ne peut faire prinse sinon qu'il soit* qui est le dixième de la Coutume locale *bonché.* Cependant dans quelques Coutumes les flots ou les frocs sont des che- *de divers toets étoient prinse, il y a* mins publics. V. *Cang. verb. Froccus.*

DROIT DE FROMENTAGE.] Qui se prend sur certaines terres étans du domaine d'autrui, dont est fait mention en un Arrest de Paris du 21. Février 1550. d'entre le Prieur de Bodouille sur Dine en Poitou, & le sieur de la Trimouille Vicomte de Thoars.

* **FROSSER.** & *Caver.*] Mons, chap. 53. art. 5. L'Auteur de la Note qui est à côté de cet article est d'avis que ces deux mots sont synonymes, & que *frosser* a été mis pour *fesser* ou faire des *fisses*; mais M. du Cange est d'avis que *frosser* dans cet article est bastir sur une terre en *fros*. V. *eund. V. Froccus.*

* **FUMAGE.**] Droit dû à la Seigneurie de Cheure en Bretagne, sur les étrangers faisant feu & fumée. (M. GALLAND.)

* **FUMEAU.**] La Marche, art. 200. c'est à dire *femelle*.

Au **FUR.**] Auvergne, chap. 31. art. 59. Au **FEUR.**] Berry, tit. 6. art. 23.

FUREMPLAGE.] Chasteau-neuf, art. 9. 10. Chartres, art. 10. Dreux, art. 7.

Qui se fait *pro rata* de l'estimation de quelque chose, & du revenu, ou du temps, & de la jouissance.

Fur, Feur ou Fuenr, viennent de *forum*, qui signifie dans les Auteurs de la basse Latinité le *prix du marché*. La Charte de la Coutume de saint Palais publiée par Monsieur de la Thaumassière entre ses anciennes Coutumes de Berry, partie première, chap. 75. pag. 113. lig. 11. *Item habemus quadraginta dies continuos ad vendendum vina nostra ad*

bannum, incipiemus in medio mensis Maii, & taberna que erant antea aperta, totaliter cessabunt, ita quod nullus alius ibidem vinum vendet distis quadraginta diebus durantibus. Verumtamen nos non poterimus ponere vinum disti banni ad carius forum, quam carius vinum, quod creverit in vineis disti villa illo anno, &c.

LIVREMENT DE FUST ET TERRE.] Solle, tit. 10. art. 4. tit. 18. art. tit. 29. art. 19.

Qui est le signe du devest & désaïsine, du vest & saïsine, & de la dépouille du debiteur, du quel les heritages sont saisis & en criées & decretez au dernier encherisseur adjudicataire : ou quand le vendeur se désaïsine des mains de son Seigneur direct, pour vestir & saïsine *quasi*

quasi per festucam l'acheteur de la possession de l'héritage vendu, V. le mot RAIN, & METTRE LA MAIN AU BASTON.

* *FUSTAGE*.] Sole, tit. 13. art. 1. c'est du bois : fust ou merrien. *Cascun pot joir deu fustage dousdeits herens per bastir & per lo caufage.*

* *FUSTEES*.] Bearn, rubr. de Prescriptions, art. 9. sont des Charpentiers & autres ouvriers qui travaillent en bois.

G

* *GAAIGNAGE*.] Voyez cy-après *Gagnages*.

* *Terres GAAIGNAULES*.] Beaumanoir, chap. 38. Terres affermées.

* *GAAINGNERE*.] Fermier, adcnfitaire, laboureur. De Beaumanoir, chap. 13. page 76. à la fin. Voyez *Gagneur*.

* *GABARIERS*.] Bourdeaux, art. 116. une *gabarre* est un bateau, & des *gabariers* sont des bateliers. De *καράριος*, *scapha*, qui se trouve dans les Basiliques, livre 53. nombre 16. on a fait dans le même sens *carabus*, qui se trouve dans les Gloses d'Isidore; de *carabus* on a fait *garrabot* en Languedoc, pour signifier un bateau; de *garrabot* on a fait *gabarre*, & de *gabarre*, *gabariers*.

GABELLE.] Que le Roy prend sur le sel vendu. Philippe le Long a été le premier en France qui y a pris un double pour livre, & ensuite Philippe de Valois quatre deniers pour livre. Charles VII. six deniers pour livre. Louis XI. douze deniers, & à présent le Roy prend certaine somme sur chacun muid de sel, & se leve sur tous les magasins & fournissemens de greniers à sel. Ce droit de Saline, & ces magasins ont été instituez en France par le Roy Philippe de Valois, lequel a érigé les greniers & gabelle, & défendu aux marchands & au peuple le trafic & achat du sel, qui étoit libre auparavant, & voulut que la vente en fust faite par les fermiers & officiers, *que res invisa fuit plebi. De vectigali & conductoribus salinarum loci occurrunt in jure Romano & scriptis veterum. Cujacius lib. 3. Observationum cap. 31. Roma salis vendendi arbitrium, quia impenso pretio venibat in publicum, omni sumptu adempto concessum privatis. Livius, lib. 2. M. Livius Censor dictus est Salinator, quia vectigal novum ex Salaria annona statuit: Livius lib. 29. Sunt montes nativi salis, ut in Indis Oromenus, in quo lapicidinarum modo ceditur renascens: majusque Regum vectigal ex eo est quam ex auro atque margaritis. Plinius, lib. 31. cap. 7. unde etiam constat Ancum Marcium Regem salinas primum Roma instituisse: & Athenens, lib. 3. refert Lysimachum in Troade salis*

tributum indixisse, & postea nil salis ibi visum, unde antea gratis auferebatur: ideoque tributum remissum, & continuo salern rursus extitisse. Sic etiam evanuit fontis saluberrimi scatebra imposito vectigali. D'autres rapportent la gabelle du sel au temps du Roy Charles V. surnommé le Sage. Et le Roy François I. a imposé nouvelle & plus griève gabelle de sel l'an 1542. de vingt-quatre livres tournois pour chacun muid de sel mesure de Paris, payable par le vendeur lors de la vente, sur les marais & salins. Le même Roy l'année suivante a augmenté cette imposition jusques à quarante-cinq livres tournois pour muid en quelques Generalitez: en d'autres le droit de gabelle n'est que de neuf livres pour muid: en d'autres se paye l'équivalent. *Principes monopolio salis, vini, frumenti magnum lucrum invenerunt, ut Plinius, lib. 12. cap. 19. refert Gebanitarum Regem solum edicto mercatu cinnamum vendidisse: & cap. 25. ejusdem libri Fiscum Romanum in Judaa serere & vendere balsamum, quod omnibus odoribus praeferretur, & pro frustice dimicatum esse, cum in eum Judae sevirerent.*

DRIT DE GABELLE DE VINS.] Qui appartient au Duc de Buillon par ses Ordonnances, art. 572.

GABELLE DE TONNIEU.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 623. Voyez la lettre T.

Aucuns estiment que ce mot vient de Javelle, qui se prenoit pour l'impôt sur chacun fesseau, comme aussi sur chacune denrée. Bodin au 6. livre de la Repub. chap. 2. *quasi fasciculus manualis. Hoc acumen nec perforat, nec pungit quidem. Gabella & Gabellori in Constitut. Regum Sicilia, lib. 1. tit. 56. 79.* Ceux qui font le sel, l'appellent gabbellé ou gavellé quand il est essuyé.

Le Mot Gabelle vient de *Gablum*, qui signifie *tributum*. Les Anglois au lieu de dire *gabelle* disent *gable*. Bastal, *Gable Gablum est en antient records un vieux parol qui signifie un Rent, Dacie, Custome ou service yeeld, ou fait al Roy ou ascun auter Seignor.* Vide Cang. in Gloss.

Avant Philippes le Long, il y avoit en France plusieurs Seigneurs particuliers qui avoient mis de leur autorité privée des impositions sur le sel dans leurs terres, dont il y a plusieurs exemples dans les anciennes Coutumes de Berri de M. de la Thaumassiere: ce qui étoit un attentat à l'autorité souverai-

ne. Voyez les preuves de l'histoire de Montmorency, page 58. Plusieurs Auteurs sont d'avis que les salines doivent appartenir de droit au Souverain, & ils ont pour eux les dispositions de quelques loix. *Vide legem INTER PUBLICA D. de verbor. signif. leg. Si quis, Cod. de vectigal. & commiss. leg. liber homo de hered. instituend. 4. Barbosa ad leg. Divortio 6. si vir, n. 28. 29. Castrenf. Consil. 63. in fine, lib 1. Decium Consil. 163. Balmasiedam de Collectis q. 123. Tit. Fendur. quæ sint regalia. Klock de contributionibus p. 13. Pancirol. 3. var. 31. pag. 494. in 4. & la suite des droits de patronage, pag. III. 169.*

GAGE.] Sens, art. 53. Estampes, art. 156. Comté de Bourgogne,

art. 104. Nivernois, tit. 5. art. 16. 18. tit. 28. art. 2. tit. 32. art. 5. 8. 23. 24. Lille, art. 115. 116. Hainaut, chap. 74. 98. Bourbonnois, art. 130. 522. Montargis, chap. 4. art. 9. 10. 15. Orleans, art. 147. 148. 151. 152. S. Aignan, art. 1. Selles, art. 2. Valançai, art. 8. & 9. La Ferté Imbault, art. 7. Soësmes, art. 4. La Ferté Aurain, art. 1. Chabris, art. 2. Haute-roche, art. 3. Normandie, chap. 111. Berri, tit. 13. art. 8. S. Sever, tit. 14. Paris, art. 181. Bretagne, art. 221.

Est pignus re contractum : esuelles Coutumes d'Orleans & de Montargis, P A N ou G A G E signifie les habits & autres choses qu'on peut prendre pour gages sur celuy qui fait dommage en l'heritage d'autrui, afin de l'accuser & convaincre en justice. *Recentiores dixerunt Guadium, Guadium, & Vadium, à Vadr; ut Vadium duelli, Vadium de fredo in lege Salica, Ripuaria, Bojoviorum & Francorum. Rem mobilem in vadium dare, cap. 1. de pignoribus, ex Concilio Remensi : malè excusum apud Ivonem, parte 2. cap. 139. Vadimonium. Rectè verò in epitome Burchardi, lib. 3. cap. 104. Vadium.* Le gage proprement est de chose mobilière, *ut pignus propriè rei mobilis constituitur, & re contrahitur, non nudo consensu tantum, ut hypotheca : Res autem pignori nexa, est fidei vas optimus.*

G A G E DE BATAILLE.] Au Style de la Cour Laye de Bourges, tit. 18. art. 4. mis par écrit l'an 1511. & en l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 68. 76. Et en la Coutume du Baillage de la Bourr, tit. 1. art. 1. Froissart, livre 1. chap. 217. livre 2. chap. 30. & au livre de l'Usage de Paris & d'Orleans. Arnoul Duc de Gueldres presenta le gage de bataille à son fils. Philippes de Commines, livre 4. ch. 1. [G A G E M E N T DE LA BATAILLE.] Normandie, chap. 121. [B A T A I L L E G A G E ' E.] Normandie, chap. 48. 70. [F A I R E B A T A I L L E.] Normandie, chap. 29. *Armis objecta repellere, bello cum criminate contendere, cum accusatore pugna pedestri vel equestri confligere, armis impacta diluere. Tyrones etiam in ludo rudibus batuebant cum lanista. Batualia Chariso libro primo & veteribus. Glôssis sunt γυμνασια τῶν ποροπύχων, Exercitationes militum, vel Gladiatorum : malè excusum est, Victualia. Malè etiam Battulia apud Cassiodorum de Orthographia ex Adamansio, qui & Battuatores dici putat, τοὺς βασανιστὰς, tortores.* [Q U E R E L L E S F I N I E S P A R B A T A I L L E.] Normandie, chap. 53. [V A I N C U E N B A T A I L L E.] Normandie, chap. 62. 69. ou en Champ. Normandie, chap. 85. Beati, tit. 54.

Cum de duello, monomachia, singulari certamine agitur, quo plerumque olim causa tam civilis quàm criminalis dirimebatur, & erat purgationis genus. Pugna probatiq erat extraordinaria, ait Fridericus Rex Sicilia, libro 1. tit. 21. Le gage de bataille appellatur *Vadium duelli in*

Latino privilegio quod Robertus de Curtiniaco, & Mathalis uxor ejus concesserunt tam Magdunensibus meis anno 1209. quam hominibus sancti Laurentii ad Barangum anno 1234. quorum Privilegiorum exemplaria penes me sunt: Et sane nihil aliud est, quam pignus vel sponsio duelli, de quo tractatur in antiquo stilo Parlamenti Parisiensis, cap. 16. & in quaestionibus Galli, & à Guidone Papio, quaest. 617. & seqq. Ubi profert Edictum Regis Philippi Pulchri quod promulgatum est anno 1306. Cet Edit aussi se trouve en l'ancien Style de Parlement, chap. 16. & par iceluy le gage de Bataille est permis en certains cas, quoy qu'en l'an 1303. le même Roy l'eût défendu. Et en une commission de la Cour contre l'Archevêque de Tolose du 28. Juin 1354. il est fait mention d'un Gage de combat de six cens écus dûs au Roy. Et faut noter que le gant, le chaperon, ou autre chose se jettoit, & livroit pour gage en cas de champ de bataille, par celuy qui ne pouvoit autrement bien verifier le meurtre, le rapt, l'incendie de maison, ou autre cas par luy mis en avant, comme aussi l'appellé & défendeur devoit gage: & ce combat se faisoit par Ordonnance de Justice en champ clos & fermé, avec armes & cheval, ou à pied, avec le bâton cornu & l'Ecu par les champions, comme appert par l'ancienne Coutume de Normandie, & de la Somme rurale, & par les anciens Arrests de la Cour, esquels il est souvent fait mention des combats & duels: & il falloit que le crime fût tel que peine criminelle s'en dût ensuivre, par Arrest du 17. May 1331. Et à Paris en Parlement fut plaidée une cause de gage de bataille devant le Roy Charles le Quint le 5. jour de Février 1375. Et un autre le dernier jour de Janvier 1376. Plus devant le Roy Charles VI. le 9. Juillet 1386. Tandem hæc lex duellionum tanquam impia damnata est, de qua Cujacius noster in Commentariis ad libros Feudorum. Sanè improbatur monomachia à Constantino Augusto. Socrates, lib. 1. historia, cap. 18. Sozomenus, lib. 1. cap. 8. Item à Theoderico Rege apud Cassiodorum, lib. 3. Variarum epist. 24. ut jure potius quam vi decernatur. Quid opus est, inquit, homini lingua, si causam manus agat armata? De duello tractant innumeri doctores & pragmatici, & ex recentioribus Motomanus, cap. 45. disputationis de jure feudali, Bodinus lib. 4. Reipublica cap. 7. Pasquierus lib. 4. cap. 1. Alciatus etiam librum edidit de singulari certamine, de quo extat libellus Belisarii Nertinorum ducis satis elegans. Veteres plerumque non alium Deorum, hominumve quam Martem, judicem habuerunt, & ferro certabant: cujus certaminis de principatu civitatis inter patruales fratres exemplum est Livii libro 28. Aliud pro contestatione castitatis Gundeberge uxoris Rodolphi Regis Longobardorum apud Paulum Varnesfridum, lib. 4. de Gestis Longobardor. cap. 16. alias 40. Aimoinum, lib. 4. de Gestis Francorum

cap. 10. *Aliud Childomeri Vandalorum Regis quem Bellissarius bello vice-*
rat, ejusdem Aimoini lib. 2. cap. 6. Hunc Procopius vocat Gilimerem.
Aliud libro 4. cap. 2. Aliud in Annalibus Ludovici Pii: Aliud de mu-
tando officio Toletano apud Rodericum lib. 6. cap. 26. Frotho Danorum
Rex de qualibet controversia ferro decerni sanxit, speciosus viribus quàm
verbis conflegendum existimans. Saxo grammaticus lib. 5. Alia exempla
singularis certaminis profert Franciscus Modius, post tractatum de hasti-
ludiis, & historiarum auctores. Est notable le combat du Chevalier
Machaire, & du Levrier de deffunt Aubry de Montdidier. Agathias
lib. 1. ait Francos inter se singulari certamine agere & suorum ipsosmet
capitum periculum adire. L'an 1283. le combat fut assigné à Bordeaux
entre Charles de Valois & Pierre d'Arragon pour le different du
Royaume de Sicile: mais Pierre ne comparut point. Le Roy Lothai-
re vouloit convaincre d'adultere Theiberge sa femme par le combat
de deux de leurs vassaux. Voyez les mots COMBAT, & CHAMPIONS.

CONTRE-GAGE.] Qu'aucuns Seigneurs ont prétendu pour pou-
 voir de leur autorité faire prises, quand on leur avoit fait tort, dont
 ont été baillez Arrests au Parlement de Paris, l'an 1281. & 1283. con-
 tre les Comtes de Champagne & d'Auxerre.

DEPOST ET GAGE.] Auxerre, art. 150.

* Faire GAGE. Gage prins] Voyez Gager.

GAGE-MORT.] Brétagne, art. 397. 403. 406. 418. 419. Que l'on
 baille pour avoir délivrance du bestail pris en dommage. Ce que la
 dernière Coutume a introduit au lieu du plege de droit qu'il falloit
 bailler. *Sic signa mortua apud auctores limitum, cum diversorum signo-*
rum fides querenda.

MORT-GAGE.] Arthois, art. 39. & faut ainsi lire en l'ancienne
 Coutume du Comté d'Arthois, art. 27. *Male excusum est. MARGAIGNE.*
 On n'use point d'iceluy en Arthois. Ce qu'il faut expliquer par la
 Coutume de Lille, art. 27. lequel dit qu'on peut disposer par testa-
 ment de ses fiefs & heritages à titre de MORTGAGE, & sans descompr,
 en ligne directe en descendant seulement: & par donations, sans que
 droit seigneurial soit dû. Lille la dernière, tit. 1. art. 53. ou par testa-
 ment, en la même Coutume titre des testamens art. 5. ou par entre-
 vifs, titre des donations, art. 7. Comme aussi Boutillier Auteur de la
 Somme rurale, dit que le Mortgage a lieu entre freres par l'ordonnan-
 ce, avis ou assene du pere, pour avantager l'un d'iceux, qui jouïra
 de l'heritage jusques à ce que l'autre l'ait racheté de la somme que le
 pere aura ordonné.

DROIT DE MORT-GAGE.] Lille, tit. des Prescriptions.

Aussi on appelle Mort-gage, quand celui qui tient la chose en ga-

ge, en a les fruits & les issuës, & n'en compte rien à la dette. Normandie, chap. 20. Mort-gage est qui de rien ne s'acquitte. VIF-GAGE, qui s'acquitte des issuës. Normandie, chap. III. *Hoc feliciter & beatè dictum : Et hac translata sunt in librum primum du déguerpissement*, chap. 7. *me illaudato. Mortuum pignus est ἀρτίχρονος, de qua Cujacius omnium confessione Jurisconsultorum Princeps, lib. 3. Observat. cap. 35. Quæ jure civili probatur, jure autem Pontificio improbat excepto casu cap. 1. de feudis, & cap. 16. de usuris. Unde apud Butillerium [OBLIGATION DE MORTGAGE.]* Quand on oblige un heritage, pour le tenir tant & si longuement que celui à qui il doit appartenir de droit, ne le rachette de la somme qu'on a assis & hypothéqué sur ledit heritage : Tellement qu'on ne dédompte point les fruits perçus. Il est aussi fait mention de ce Gage-mort en un Arrest de Paris donné à la feste de la Nativité de la Vierge en Septembre 1259. au profit du Roy contre le Seigneur de Belle-vallée, pour raison d'un fief donné par le pere en gage-mort en mariant sa fille.

Le *Mort-gage* n'est pas seulement un gage qui ne s'acquitte point de ses issuës, ou de ses fruits, mais aussi, si nous en croyons Littleton section 32. un gage, qui est vendu au creancier, quand le debiteur ne le retire pas dans le temps dont il est convenu. *Item, si feoffment fait fait, sur tiel condition, que si le feoffor paya al feoffée, à certaine jour, 40. l. d'argent, que adonc le feoffor poit rentrer, en ce cas le feoffée est appel tenant en morgage, que est autant à dire en françois, comme mort-gage, & en latin mortuum vadium, & il semble que la cause, par que il est appelé morgage, est par ceo. que, il étoit en auveronst, si le feoffor voit payer, al jour limité, tiel somme, ou non : & s'il ne paia pas, donc que le terre, que il mittat en gage sur condition de payement de le money, est alé de luy à tousjours, & issint mort à luy sur condition &c. & s'il paia le money doncque est le gage mort, quant à le tenant &c. Voyez Rastal & Jacob. Goth. ad Leg. unicam Cod. Theod. de Commiss. rescind.*

Dans *Regiam majestatem lib. 3. cap. 5.* & dans *Glanville lib. 10. cap. 6.* Le *mort gage*, comme Ragueau l'a remar-

qué cy-dessus, est celui qui ne s'acquittoit point de ses issuës, ou de ses fruits. *Item, dir Glanville, quandoque invaditur res aliqua in mortuo vadio, quandoque non : mortuum vadium dicitur illud cujus fructus, vel redditus interim percepti in nullo se acquiescant. Regiam majestatem, cum autem res immobilis ponitur in vadium, itaque inde facta fuerit saisina creditori & ad terminum, aut convenit inter creditorem & debitorem, quod redditus & exitus interim se acquiescant, aut sic, quod in nullo se se acquiescant. Prima conventio justa est, & tenet, secunda injusta & inhonesta est, qua dicitur mortuum vadium, & per curiam Domini Regis prohibetur fieri, quia reputat eam speciem usura : unde si quis in tali vadio decesserit, & post mortem ejus hoc fuerit probatum de rebus ejus non aliter disponatur, quam de rebus usurarii. Voyez Hostienus sur le chapitre premier extr. de Feudis nombre premier Beaumanoir, chapitre soixante huit, page 345. ligne 38. & Corbin. tome 2. chapitre 311. p. 720. 721.*

Ancienement en France le mortgage étoit en usage, mais en quelques cas

seulement, sçavoir lorsque le vassal engageoit son fief à son Seigneur, suivant le chap. 1. *extr. de Fendis*: dans les mariages; ou lors qu'un pere vouloit avanta-ger quelqu'un de ses enfans, & quand on faisoit quelqu'aumône aux Eglises. *Item*, dit Boutillier, *selon aucuns* cette obligation aussi par *avis* ou *don d'aumône*, si comme d'assigner une somme d'argent à aucune Eglise, & ce obliger sur une piece de terre par mort-gaige à

la tenir tant & si longuement que l'hoir d'iceluy qui auroit ainsi obligé, l'auroit racheté, comme dessus est dict, mais selon l'opinion des plus sages, cette obligation ne s'étend qu'entre freres & sœurs &c. Boutillier livre 1. titre 25. p. 139. Voyez *Affene*, & *avis*, assignal, mariage à mort-gage. gagiere. *Altefer. ad cap. 1. extr. de Fendis & Rover. in Reomaio* p. 669. 620.

TENIR TERRE EN MORT-GAGE.] Au livre inscrit **LITTE-
TONS** tenures, liv. 3. chap. 4. Heritage cottier baillé à Mort-gage. Lill des successions & du droit de douaire, des meubles. * Voyez ce qui a été observé sur le mot précédent.

* **Pan ou GAGE.]** Orleans, art. 158. le mot Pan pour Gage: est ce semble theutonique, Kylianus in Etymolog. *Pand. pignus, hypotheca. Pand, inquit Becanus, fit à Band, i. vinculum, quia pignus vinculum est fidei. Germanicè Pfand. De Pan*, en a fait *Contrepan*. Voyez lettre C.

* **GAGE-plege.]** Normandie, art. 5. & 28. *Gager*, est s'obliger à payer les rentes & redevances dûes pour l'année suivante; si le vassal qui les doit n'est pas resseant sur le fief, à raison duquel il les doit, il doit donner *plege* qui y demeure, & qui s'oblige de les payer. De ces deux mots on a composé celui de *gage-plege*. Voyez M. Bana-ge sur l'art. 185. de la Coutume de Normandie.

CLAMEUR DE GAGE-PLEGE.] Normandie, art. 336. & au styl du Pais de Normandie. C'est une action propriétaire & posses-soire tout-ensemble, quand aucun se doute qu'un autre fasse entre-prise sur sa fiefne possession ou droiture à luy appartenant.

Au Stile de proceder de la Coutume de Normandie, il est ainsi parlé de cette clameur.

La clameur de gage de laquelle n'est faite mention au livre de la Coutume de Normandie est posses-soire & propriétaire, & est en usage & se pratique en cette maniere. C'est assavoir que quand aucun se doute qu'autrui ne fasse entreprinse sur aucune fiefne ou droiture à soy appartenant, celui qui ainsi se doute, pour empêcher ladite entreprinse, met ladite clameur, & doit-on sçavoir quelle clameur peut être apportée au Juge, auquel cas

le Juge donne mandement contenant l'exposition de la partie, & comment il a mis en sa main ladite clameur, pourquoy le Juge mande qu'elle soit signifiée à partie, en luy deffendant qu'il n'attente contre ladite clameur, & aussi sont les Sergens ordinaires, chascun en sa Sergerie, capables de recevoir ladite clameur, pour les fondaines entreprinse que les parties pourroient faire les uns sur les autres, ou pourroit avoir inconve-nient & préjudice à l'attente du Juge, s'elle étoit de nécessité requise.

Et est ladite clameur de telle nature,

qu'elle rend & fait celui qui la porte saisi & possesseur de la chose pourquoy elle est prise, & quand la partie s'est opposée, (laquelle opposition peut & doit être mise dedans l'an & jour, que la clameur fut signifiée, ou elle ne viendrait plus à temps) icelle opposition rend la chose contentieuse & discordable par ladite clameur, sequestre & main de Justice, jusques à ce que par icelle justice en soit ordonné.

Et pource que ladite clameur est de soy possessoire & propriétaire, comme dit est, & qu'après opposition elle sequestre, & advient souvent que d'icelle l'en use en matiere d'édifices, & autres qui requierent prompte expedition. & provision, l'en doit premierement discuter & enquerir de la possession, qui se fait en cette forme: Quand le gage pleige est signifié & exploité, & opposition mise, & que les parties comparent devant Justice, celui des deux qui veut demander provision (c'est le possessoire) faire le peut, au tous deux le peuvent demander. Quand il est demandé, Justice appointe, s'il est discord en matiere d'édifice, que le lieu sera venu en la presence de Justice, des parties, des ouvriers, des voisins, & témoins que les parties y voudroient faire être. Et ce fait seront examinez les témoins, voisins & ouvriers, que chacune des parties vaudra produire à son intention, & sera renduë la provision &

possessoire de la chose discordable à celui qui avoir la doit, & qui sera trouvé avoir le plus apparent droit de possession. Et en discord qui n'est pour édifice, n'est aucune necessité que le lieu soit venu, mais produisent les parties leurs droits, & prouvent leurs possessions, & est la puissance, comme dit est, renduë à celui qui est trouvé avoir le plus apparent droit, & qui prouve la derniere possession d'an & jour. Et si les parties veulent plaider & demeurer en cause sur la propriété, l'en procedera sur icelle propriété par venue, termes, & partons & tels intervalles comme en loy apparente.

Terrien remarque en cet endroit, que la clameur de gage pleige se baille par écrit au Sergent qui la reçoit, & contient le pleige que baille le porteur d'icelle, de la poursuivre, conduire & mener à fin: laquelle reçue le Sergent se doit transporter sur le lieu discordable, pour voir en quel état il est, & à ce appeller témoins, & qu'après signifié le gage pleige à la partie, & fait défense de n'attenter: & si la partie s'oppose, il la doit recevoir en baillant pleige, & faire assignation aux parties, & sequestre la chose discordable. Et c'est de ces pleges que les parties doivent ainsi donner, que cette clameur a été nommée gage-pleige.

* Clameur GAGE'E.] Normandie, art. 491. La clameur de bource est gagée quand celui qui est assigné en retrait acquiesce, quand il consent que le retrait ait lieu, & déclare qu'il est prest de recevoir son remboursement, auquel cas le garnissement doit être fait en or ou argent monnoyé ayant cours, dans les vingt-quatre heures.

GAGEMENT.] Orleans, art. 360. Qui est l'obligation & hypothèque des biens d'un debiteur obligé.

GAGER.] Melun, art. 327. 328. Sens, art. 129. Senlis, art. 288. Chaumont, art. 96. Vitry, art. 120. Bourbonnois, art. 134. Auxerre, art. 128. Bayonne, tit. 8. art. 11. tit. 26. art. 13.

C'est prendre gage, *Pignori capere res debitoris vel delinquentis. De pignoris*

pignoris capione ex Catone Gellius , lib. 7. cap. 10. Les meubles qui ont été pris par l'exécution du Sergent , s'appellent gages. Solent pignora capi in causam judicati , vel ejus rei nomine qua ex stipulatione scripta debetur: Sed & pignus capitur plerumque moribus scriptis à possessore , colono vel inquilino , absque ulla obligatione scripta , pro mercedibus fundi , aut redditibus annuis , aut pro damno dato.

GAGER L'EMENDE.] S. Paul , art. 32. & de la plus ample , art. 63. & en celle de l'impression de l'an 1589. C'est payer & acquiter l'emende ordinaire de Justice. *Emenda gagiata* en l'Ordonnance du Roy Louis IX. de l'an 1259.

FAIRE GAGE ou GAGEURE.] *In pignus vocare , pignore certare vel contendere , sacramento contendere.* [**DESGAGER.**] Normandie , chap. 111. S. Aignan , art. 5. Selles , art. 2. La Ferté Imbault , art. 7. La Ferté Aurain , art. 1. Tremblevi , art. 7. [**Ou DES-ENGAGER.**] S. Sever , tit. 14. [**DESGAGEMENT.**] Soësmes , art. 4. Molins en Berri , art. 3. C'est prendre le chapeau ou autre habillement du pastre du bestail qui fait dommage en l'heritage d'autrui. [**GAGER personnes en son dommage , & GAGE.**] Auxerre , art. 271. 272. [**GAGER de la robbe & d'autres habits.**] **GAGE PRINS.**] Berri , tit. 10. art. 5.

EN GAGER , ENGAGEUR , ENGAGEMENT.] Normandie , chap. 27. 29. 111. Sedan , art. 136. 47. La Bourr , tit. 17. art. 3. 4. Solle , tit. 29. art. 30. & tit. 31. [**ENGAGE.**] Bretagne , art. 64. 56. *Invadiare , oppignerare , ἐνχυρίαζω* *Fiducia , pignus , ἐνχυριον , quod interdum distinguitur ab hypotheca.*

* **GAGER la Loy.**] Ancienne Coutume de Normandie , chap. 85. selon Rastal , dans le Livre qui a pour titre *Les Termes de la Ley* , sur ce mot. C'est offrir de faire serment. *Nota* , dit-il , *que l'offer de faire le serement est appel le gager del Ley & quand il est accompli , adonques est appel le fessans del Ley.* La Loy n'étoit gagée qu'en simple action personnelle de fait ou de droit , qui se nommoit *Desfrêne*. *Desfrêne* , dit l'ancienne Coutume de Normandie , est *espurgement de ce dont aucun est querellé qui est faite par son serment , & par le serment de ceulx qui luy aident.* Quand celui qui étoit querellé vouloit nier le fait dont il étoit poursuivi , il devoit bailler son gage de s'en desfrêner , & la justice le devoit recevoir & prendre pleges de faire la desfrêne au jour qu'on luy devoit assigner , & au jour pris les parties devoient venir à Court , & la justice devoit être recordée par la justice , des paroles dont elle fut gagée : alors celui qui étoit querellé devoit venir aux Saints ou Evangiles , étendre la main dessus , & jurer. Et la Justice devoit déclarer la loy en cette forme. *Ce oyes tu P. que ce mesfait ne se feis onques , ne ton témoing ne le vit , ne ouyt ainssi*

mes Dieu & ses Saints. & alors il se devoit lever du serment, & ceux qui luy aidoyent à faire la Loy, devoient aussi venir jurer aux Saints; La Loy n'est icy autre chose que la *desfresne*, & gager la Loy n'étoit autre chose que bailler gages ou pleges de se *desfrenier*. Tout ce droit est aboli. Voyez *Desfresne*, & *Loy apparissant*, en la lettre L.

* *GAGER partage.*] Normandie, art. 347. 348. C'est offrir en jugement partage à ses freres puîsnez. Dans cette Coutume l'ainé est saisi de toutes les successions directes, art. 237. & 238. & il en fait les fruits siens, jusques à ce que ses freres puîsnez luy ayent demandé partage. Ce qui est aussi en usage dans les Coutumes d'Anjou, Maine & Touraine. Mais si d'un côté l'ainé gagne ainsi les fruits des successions directes dont il est saisi, de l'autre côté il perd; parce que pendant qu'il jouit ainsi d'une succession, s'il en échoit une autre, il ne peut prendre dans les deux qu'un seul préciput, parce qu'en ce cas, suivant l'article 347. *elles ne sont réputées que pour une seule succession*. De sorte que si l'ainé veut prévenir cette perte, il faut que dans la première des successions échue, il déclare judiciairement qu'il opte par préciput un fief, ou si le préciput ne luy est point avantageux, qu'il gage, c'est à dire qu'il en offre le partage à ses freres puîsnez; auquel cas y ayant division de successions, il pourra opter le préciput dans la seconde.

GAGER & ACTUELLEMENT OFFRIR LE RACHAT.] Tours, art. 134. (* Voyez le Fèvre sur l'article 266. de la Coutume d'Anjou.) [*GAGEURE & offre réel & actuel.* Tours, art. 137. *GAGERIE DE RACHAT* ou *GAJURE.*] Lodunois, chap. 14. art. 3. 5. 6. 11.

Quand le vassal offre réellement au Seigneur feudal le droit & profit de rachat. *GAGER & payer le rachat.* Tours, art. 144. *GAGER le rachat.* Lodunois, chap. 11. art. 6. chap. 14. art. 3. Anjou, art. 115. 266. Le Maine, art. 126. 284. esquels articles 6. & 266. l'Edition de Paris de l'an 1567. a mal imprimé *GAIGNER*. Et in editionibus *Lucretianis anni 1552. 1535. 1527. Veteris Consuetudinis Turonensis in art. 12. tit. DES RACHATS, legendum est. GAGE' & PAÏE' LE RACHAT*

* *GAGERIE.*] Dans la Coutume de Lorraine, art. 329. Voyez *Gagerie*,

* *GAGERIE.*] Voyez *Gager* cy-devant; & le mot qui suit.

SIMPLE GAGERIE.] Paris, art. 86. Qui est quand le Seigneur censier ne fait transport de biens pour le paiement des Arreages de son cens: comme aussi la même Coutume de Paris, art. 161. 163. & celle de Clermont, art. 54. & de Calais, art. 134. a usé de ce mot *GAGERIE*. Quand le propriétaire d'une maison prend gages sur le conducteur pour le paiement des loyers; *malè excusum est CRE*

DEBITEUR, *in illo art. 54.* Ou quand pour les arrerages d'une rente l'on prend des meubles d'une maison par exécution. *Et Pontifex Gargetiam dixit in cap. 1. de feudis, qui locus est de antichresi.* * Voyez le Cardinal d'Hostie sur ce chapitre.

La simple gagerie, n'est autre chose qu'un simple arrest ou une saisie privilégiée de meubles sans transport, qui se peut faire sans Lettres, sans condamnation, & sans obligation par écrit. Dans les trois cas remarquez par Ragueau. *De vadum*, d'où vient le mot, gage on a fait *vadiare*, *guadare* & *gagiare*. De *gagiare*, on a fait le mot françois *gager*, & le latin *gageria*. De *gageria* l'on a fait *gagerie*; & cette saisie a été ainsi nommée, parce que la chose arrêtée, devient le gage du créancier.

Anciennement on procedoit par voye de gagerie d'autorité privée & sans la permission du Juge; comme il se voit dans les preuves suivantes.

Consuetud. Soligniaci: Creditor qui habebit domum apud Soligniacum, poterit ibi debitorem suum auctoritate propria gagiare ratione debiti ibidem contracti.

Charta anni 1300. in chartulario Parisiensi. Si in solutione aliqua harum

viginti librarum, aliquo termino desai vel cessari contigerit, praedictus capellanus auctoritate propria, absque nostra, vel successorum nostrorum licentia, poterit licite pro dictis viginti libris Turonensi vel pro eo quod de iis restabit persolvendum, in dictis domibus, ad quemcumque possessorem vel dominum devenierint, recta sibi pignora capere, & destinare impune usque ad integram, & competentem satisfactionem praemissorum.

Mais en 1389. ce mauvais usage fut aboly par l'Arrest suivant, rapporté par le Coq dans la question 177. *Non fuit per arrestum recepta consuetudo in causa Domini de Partenay, imo dicta non receptabilis, quod quis possit de facto ratione sui debiti vel reditus, GAGIARE SUPER BONIS DEBITORIS ubi nullam habet jurisdictionem.*

Vide legem 3. Cod. de pignoribus & ibi Cujac. & Maran. T. Merillium, lib. 7. observas cep. 7.

* **GAGEURE.**] Voyez faire Gage sur le mot Gager.

* **GAGIERE.**] Dans l'article 88. des Ordonnances de Mets, dans l'article 38. des anciennes Coutumes de Bar, dans l'article 42. du Baillage de saint Michel, & dans la Coutume de Lorraine, tit. 17. art. 1. & 3.

C'est un *Mort-gage* ou un gage qui ne s'acquitte point de ses intérêts & de ses fruits. Ce mot vient de *gageria* qui se trouve en cette signification dans le chap. 3. *Extra de feudis. Vide Cang. Spelman. & Vossium*, & cy-devant *Mort-gage*.

Anciennement dans le Pays Messin il y avoit trois sortes de biens; sçavoir,

Les meubles; Les immeubles;

Et les Gagieres qui étoient en de certains cas meubles, & en d'autres, immeubles.

Selon l'article 2. du titre 5. des Ordonnances de Mets, l'héritage acquis par gagiere est réputé meuble en ce qui touche la liberté d'en

disposer par testament ou entre-vifs & le droit d'y succéder : mais il retient sa nature d'immeuble en ce qui regarde l'hypothèque ; ce qui est contraire à la Jurisprudence établie au Parlement de Paris, qui a déclaré les contrats pignoratifs immeubles. Voyez Brodeau sur M. Loüet lettre D. n. 30. Choppin sur la Coutume d'Anjou, *lib. 2. part. 1. cap. 2. tit. 2. n. 14.* & la Cout. de Chaumont, art. 64.

Il étoit donc autrefois dans cette Province en la liberté de celui qui acqueroit un fonds, de le laisser immeuble ou de le faire reputed meuble.

Celui qui vouloit que le fond qu'il acqueroit lui fût immeuble, contractoit simplement avec celui qui alienoit. Il y avoit alors translation de propriété ; & l'on mettoit toujours par cette raison dans le contrat, que l'acquéte seroit en tres fond, & à toujours - mais l'acquéreur.

Et au contraire celui qui vouloit qu'un fond lui sortît nature de meuble, prioit une personne affidée de l'acquérir de celui qui l'alienoit. Cette personne affidée reconnoissoit par un autre acte qu'elle devoit le prix de l'acquisition à celui pour qui elle acqueroit, & à l'instant elle lui donnoit ce même fond acquis à titre de gagiere & mort-gage, avec faculté d'en jouir, & d'en prendre & percevoir tous les fruits & profits.

Cet ancien droit fut aboly par l'article 88. des Ordonnances de Mets de l'an 1564. qui est en ces termes : *Il est ordonné que tous ceux qui voudront acquieser quelques heritages pour les faire sortir nature de gagiere, ainsi qu'il est de coutume, feront les acquisitions & contrats en leurs propres & privez noms, sans interposer & emprunter le nom d'autres personnes, comme il s'est fait jusqu'à present ; & qu'il suffira qu'il soit porté par les contrats, qu'ils font l'acquisition pour tenir nature de gagiere ; & sont faites deffenses aux Amans & Notaires de recevoir lesdits contrats de gagiere sous noms & personnes interposées ; comme ils ont fait par le passé, sur peine d'amende arbitraire, & ne laira l'acquisition à tenir lieu de gagiere, encore qu'il soit porté que l'acquest est fait pour toujours-mais, pourvu qu'és dits contrats, il soit dit comme il est déclaré cy-dessus, QUE L'ACQUEREUR A ACQUIS POUR TENIR NATURE DE GAGIERE, auquel cas il pourra disposer desdites choses comme de coutume. Voyez le traité des Gagieres de M. Ancillon.*

* *Terres GAGNABLES.*] Normandie, art. 162. Sont des terres sauvages, ou sauvées de la mer.

* *GAGNAGES.*] Quelquesfois sont les fruits qui proviennent de la terre. V. la Coutume de Meaux, art. 70. de Dourdan, art. 20. de Melun, art. 56. & de Clermont, art. 101. 106. Quelquesfois sont les terres mêmes dont on perçoit les fruits. Voyez la Coutume

d'Orleans , art. 152. d'Estampes , art. 183. de Blois , art. 222. de Me-
netou , art. 8. 25. *Gagnage & guain* ont la même étymologie ; quel-
ques-uns croient que les terres labourables ont été ainsi appelées ,
parce qu'on en tire du *guain*. *GAIN & olim GUAING* appellabans *nostri*
quod Latini lucrum ; unde terre lucrabiles & non lucrabiles. M. Guyet &
M. Ferrari ont prétendu que *guain* , *gagnage* , & *gagner* venoient du
latin *vas* , *vadis* : d'autres les font venir de l'Allemand *Vvinen* , ou
de l'Anglois *Vvinne* , qui signifient la même chose. Mais comme les mots
gâins , *reguains* , *gagnages & gageries* , se prennent pour les fruits de
la terre , & quelquesfois les mots *gagnages & gageries* pour les ter-
res mêmes que l'on cultive , & dont on perçoit des *fruits* , *guains* ou
reguains ; il y a plus d'apparence que de *vvinne* qui signifie un La-
boureur , on a fait *vvinnen* , *LUCRARI* , & que de ces mots en changeant
le double *vv* en *g* , ce qui est frequent dans nôtre langue , on a fait
gain & gagnage. Ajoûtez à cela que dans Fleta , Mathieu Paris , &
autres Anglois , il y a toujours *vvanagium* pour *ganagium* Kilianus in
etymolog. *Vvinne agricola agricultor* , *vvinnen lucrari lucrum facere* ,
questum facere , *rem facere* , *acquirere* , Germ. *gerrinnen* , Gallicè , *gagner* ,
Ang. *vvinne* , *gaine*. V. Kinner in etymol. G.

M. de la Thaumassiere a fait sur ce mot l'observation qui suit.

Gaaignage des terres , revenus. Les Etabl. de France , liv. 1. chap. 137.
138. Loisel , liv. 4. tit. 1. art. 1. On met sa terre en *gagnage* par baux
à rente , cens ou fief. L'art. 38. de l'ancienne Coutume de Paris por-
toit que le Seigneur qui met en sa main le fief tenu de luy , auquel
il y a des terres emblavées par aucun fermier , est tenu luy rendre &
restituer ses feurs & semences , s'il veut avoir les *gagnages* des ter-
res. Dargentré sur l'art. 381. *verbo* *Gaigneries* , de la Coutume de Bre-
tagne. Brodeau sur le 49. de celle de Paris , *verbo* les Labours.

* *GAGNERIES*.] Ancienne Coutume de Bretagne , art. 250.
sic veteres genus omne frugum appellarunt. Argentr. Voyez *Gaignerie* ,
cy-après.

* *GAGNEUR*.] Cest un Laboureur. Voyez Terrien , livre 5.
chap. 7. de Teneure par aumône , & le mot *Gagnage*.

GAIGNE COUTUMIERE.] Auvergne , chap. 12. art. 16. C'est
ce que le survivant des conjoints par mariage gagne selon la Cou-
tume des biens du précédé.

* *Prez GAIGNEAUX*.] Poitou , art. 196. Loudunois , chap. 19.
art. 1. Voyez Kinner , in etymolog. G.

* *GAIGNERIE*.] Poitou , art. 177. C'est une Terre. Voyez
Gagnages.

TERRES GAINGNABLES ou AHAABLES.] En la
V u u iij

Somme rurale, qui sont de grand fruit, ou qui se labourent & cultivent à grand peine. * Voyez *Gagnages*.

* *GAJURE*.] Voyez *Gagerie* de rachat, sur le mot *Gager*.

* *GALATS* ou *GALOIS*.] Selon Constant. sur l'art. 99. de la Coutume de Poitou, page 112. sont des espaves ou des choses trouvées dans une Jurisdiction, & qui ne sont point avouées. V. *Gayves*.

ENVOYER AUX GALERES.] *Cum reus criminis datur ad remum, ut Suetonius loquitur in Octavio, cap. 16. sed non pœna nomine: agit enim de servis manumissis. Hac autem publicarum triremium aut remulci pœna etiam veteribus fuit in usu, ut ex Valerio, Josepho, Suda observant Brodeus, lib. 2. Miscellan. Cujacius, ad tit. 25. lib. 5. Sent. Pauli.*

DROIT DE GAMBAGE.] Boullenois, art. 45. Herli, art. 3. Qui s'entend des Brasseurs de bière, & qui appartient au Seigneur feudal sur les Brasseurs, & est de quatre lots pour chacun brassin selon la Coutume de Boullenois. * Voyez *Cambage*.

* *GAMBISON*.] Affis. ch. 103. *Gambesa*, dans la Coutume des de 1301. *Gambicium* dans celle de Menetou de 1269. c'étoit un vestement mollet qu'on mettoit sous la cotte de mailles. V. M. du Cange sur *Gambisa*.

DROIT DE GANTS.] Qui est de deux deniers parisis que l'acheteur doit au Seigneur censuel, pour la saisine selon la Coutume de Senlis, art. 246. Et par la Coutume de Vallois, art. 13. les gants sont estimez deux sols parisis. Aussi par la Coutume d'Orleans, art. 107. & de Montargis, chap. 2. art. 4.

Quand les censives sont à gants & ventes, l'acheteur doit une partie de gants sur le tout, & seize deniers parisis pour franc. Gants & ventes: Chasteau-neuf, art. 48. 50. 52. 91. 147. Chartres, art. 21. 46. 47. 49. 78. par lesquelles Coutumes les Gants sont estimez à vingt deniers tournois pour le Sergent du Seigneur censuel, auquel appartient le droit de ventes, & pour iceluy vingt deniers pour livre qui est le douzième denier du prix. Et faut noter que les Gants se donnent ou payent en signe de ce que la main du Seigneur censuel est couverte, levée & arrestée par le possesseur qui s'est mis en son devoir, & a accordé au Seigneur, ou l'a satisfait.

VENTES ET GANTS.] Dunois, art. 34. & suivans. Tours, art. 112. Qui sont dûs au Seigneur feudal ou censuel par le nouvel acquereur de terre tenuë en foy & hommage ou censive, à sçavoir pour les ventes vingt deniers pour vingt sols du prix de la vendition, & pour les Gants quinze deniers pour tout l'acquest. Tours, art. 147. ou dix deniers selon la Coutume de Lodunois, chap. 14. art. 23. *in quo editio Luteriana anni 1567. bis malè excudit GRAINS, cum sit legen-*

dum GANTS. Et selon la Coutume de Dunois , art. 36. quatre deniers. Boutillier en la Somme rurale écrit qu'aucuns fiefs doivent BLANCS GANTS. Blanche lance de relief selon les usages des lieux, & appert par la Coutume de Bearn, tit. L art. 27. qu'aucuns vassaux doivent fer de lance , esparvier , vaultour , gants & autres devoirs. Plus par le second livre des Teneures , chap. 5. au Seigneur est dû une paire de Gants par an , ou des roses la feste S. Jean Baptiste. Et en quelques lieux le Seigneur en la reception d'hommage du vassal , le faisoit du fief par son gant , comme fit Jean de Chantelus à la Pertecoste 1269. & est contenu par le Registre de la Cour inscrit *Olim* : le Seigneur investit son Vicomte par le gant ou baston. *Darandus auctor Speculi titulo de Vicecomite. Chirotheca fuit etiam belli pignus.* Voyez GAGE DE BATAILLE.

Les Gants ne se donnent pas en signe de ce que la main du Seigneur est couverte , levée & arrêtée par le possesseur qui s'est mis à son devoir , & a accordé au Seigneur ou l'a satisfait , ainsi que l'écrit M. Ragueau , & comme l'a écrit après luy M. Frerot sur l'article 48. de la Coutume de Chartres.

C'est un fait certain qu'anciennement la plupart des investitures & ensaisine-ments se faisoient par le Gant. *Rolandinus in Summa , cap. 10. de emptione rubr. de feudi concessione , fol. 35. vers. Edit. Venet. an. 1585. Cæterum pradi-ctis omnibus sic peractis , idem Dominus Azo in robur & confirmationem pradi-ctæ cum baculo vel CHIROTICA ip-sum dominum Conradum de dato feudo legitime investivit in signum perpetuæ dilectionis : & fidei interveniente pacis osculo.*

Chart. an. 1213. apud Hemereum in Augusta Virom. pag. 196. & à Reinero *per chirotecum ejus investitum , extra jugum patris . in suaque libertate posi-tum &c.*

Les investitures & les infeodations se faisoient alors par les Seigneurs en pu-

* GARDE Bourgeoise.] Voyez cy-après , Garde Noble , &c.

* GARDE d'Enfens mineurs , &c.] Voyez cy-après.

DENIER D'E GARDE.] Dont est fait mention en plusieurs an-ciens baux d'heritages passez sous le scel de la Baillie de Mehun sur

blic. Ce que nous apprenons des pa-roles suivantes de du Molin , in *Con-suetud. Parisiens. §. 1. gloss. 1. n. 30. So-labant olim investitura publicè fieri vel apud acta in Pratorio , si dominus ut plu-rimum habeat jurisdictionem contentio-sam , vel in loco dominantis , ubi præsen-tibus Ministris & testibus in libro vel cartophilacio ad hoc destinato conscri-bantur investitura , & sic tuerat qua-dam sollemnis publicatio.*

Quand les Seigneurs investissoient & ensaisinoient les acquereurs de quelque fond , ils se servoient toujours de gans qui restoient au Sergent des Seigneurs ; & dans la suite ces formalitez s'étant abo-lies , les Gants ont été dûs aux Sergents en argent , & ont fait partie des droits seigneuriaux. V. le mot *Chambellage*.

En d'autres lieux les Gants apparte-noient aux Seigneurs comme une rede-vance. Cette redevance a été reduite depuis en argent , & elle leur est enco-re due ; comme il se voit dans les Cou-tumes citées par Ragueau. Voyez M. de la Thaumassiere sur la Cour , de Lor-ris , p. 531. à la fin. V. *Laurent. lib. 2. Polymat. Dissert. 39.*

Eure: qui ont été faits à charge de rente fonciere & de garde. Tellement que le denier de garde se paye en l'année en laquelle la terrelabourable chomme, & n'a été cultivée, & la rente en l'année de la recolte des fruits: comme aussi le droit de Champart ou Terrage ne se paye qu'és années qu'on moissonne: & és autres années de repos & pasture, quelques Seigneurs ont droit de quelques redevances de deniers; & tel droit est prétendu par le Baron de Loigny à la fin du procez verbal de la Coutume du Grand Perche. Et est fait mention de ce droit en la question 9. des Decisions de Grenoble.

GARDE FAITE.] Amiens, art. 202. 206. Monstreuil, art. 7. Auxerre, art. 266. Acs, tit. 11. art. 16. 20. & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 17.

Cum dolo aut culpa fit damnum, non tam à pecude quàm ab homine.
Quand les bestes sont gardées en l'heritage d'autrui, & y font dommage. Berri, tit. 10. art. 4.

LETTRES DE GARDE GARDIENNE,] de Privilege & de Committimus, que les Ecoliers, Recteur, Docteurs, Regens, Officiers & Suppôts des Universitez ont obtenu du Roy, ou du Pape, pour plaider en leurs causes pardevant leur Conservateur Royal ou Apostolique, ou aucunes Eglises, Colleges de Chanoines, Hospitaux, Abbayes, ou Monasteres de fondation Royale, & autres, par privileges exprés à eux octroyez, pardevant certains Juges de la Province seulement: ou les principaux Officiers de la Couronne, les Conseillers du Privé Conseil, les Officiers de la Maison du Roy, & des Parlemens, les Notaires & Secreétaires du Roy, les Maistres des Requestes ordinaires de son hostel, & autres pardevant les Conseillers des Requestes du Palais, & comme il est contenu par les Edits du Roy ou Lettres Patentes deuëment vérifiées, pour les exempter de la Justice ordinaire, & pour évoquer & distraire les causes des sieges ordinaires. Toutesfois ils n'en peuvent jouir contre le droit du Roy; Arrest de Paris au plaidoyé du 17. Mars 1533. Et anciennement plusieurs lettres de Garde Gardienne ont été obtenues sous ombre que les Provinces, Baillages & Villes, où étoient les ressorts ordinaires, étoient tenus en Appanage, en doüaire, don, usufruit, engagement, délaissement, ou par bien-fait, dont l'occasion cesse à present, à quoy le Roy a pourvû par l'art. 152. de l'Edit fait l'an 1579.

GARDE DE JUSTICE.] Clermont, art. 215. Montargis, chap. 22. art. 2. **JUGE & GARDE de Justice.**] Nivernois, tit. 1. art. 24. C'est le Prevost ou Juge d'un Seigneur subalterne, ou du Roy, & qui est inferieur du Bailli, & qui a la jurisdiction comme en déposit & en garde, & non à ferme; & s'appelle Garde de la Prevosté. Berri, tit. 2. art. 19. Aussi

Aussi le Bailli signifie Gardien , d'autant que les Juges & Magistrats n'ont que l'exercice de la Justice à leur vie , ou pour un temps , & que les Estats appartiennent à la Souveraineté ou République , tant en possession que propriété.

GARDE DE JUSTICE.] Peronne , art. 91. 260. Sont les Officiers de la Justice du Seigneur. Voyez **PREVOST**.

GARDE DU SCEL ROYAL.] Es Ordonnances de France , est celui qui pour l'absence , maladie , caducité , ou suspension du Chancelier est commis au sceau pour sceiller & dépescher les Lettres Royaux : ou celui qui a la garde du sceau des contrats ou de Justice , pour lequel sceau on prend certain émolument selon qu'il est accoutumé , ou taxé , & dont sont exempts les Secretaires , le grand Chambellan de France qui a la garde du scel du secret du Roy , & en son absence le premier , ou autre plus ancien Chambellan , & quelques autres Officiers de la Couronne. En l'an 1595. le Roy Henri IV. a fait un Edit pour doubler l'émolument des petits sceaux de Justice & des contrats & obligations. Σφραγισφύλαξ.

GARDEMANEURS.] Valenciennes , art. 8. 10.

Qui sont établis en la maison d'un debiteur jusques à ce qu'il ait satisfait ou nanti de biens , ou baillé caution quand on ne trouve biens portatifs. Voyez **MANGEURS**.

GARDEMANEURS & GARDES.] Hainaut , chap. 69. pour les biens meubles saisis & arrêtez.

LA GARDE D'ENFANS MINEURS NOBLES OU ROTURIERS.] Montargis , chap. 1. art. 26. 28. 30. 37. 49. chap. 7. art. 3. 4. 5. chap. 8. art. 10. Orleans , chap. 1. art. 28. 29. 32. 33. 38. 52. 98. 159. 160. 161. 163. 165. 184. Anjou , art. 88. 89. 99. Le Maine , art. 112. Grand Perche , art. 166. & suivans. Chasteau-neuf , art. 134. & suivans. Chartres , art. 103. & suivans. Dreux , art. 95. 96. 97. 104. Blois , art. 4. & suivans , & art. 58. Solle , tit. 25. art. 1. 2. * *V. gardes & gardien*.

GARDE-NOBLE.] Peronne , art. 220. 222. 233. [ou **BOURGEOISE.**] Dourdan , art. 126. 128. 129. * *V. gardes & gardien*.

GARDE NOBLE OU BOURGEOISE.] Paris , art. 265. & suivans. Meaux , art. 147. 153. Sens , art. 90. Mont-fort , art. 116. Laon , art. 261. 262. 263. S. Quentin , art. dernier. Chalons , art. 10. Calais , art. 136. 137. & suivans. * *V. gardes & gardien*.

* **GARDE Noble Royale , & GARDE noble Seigneuriale.**] Normandie , 214. 215. Le droit de garde est une suite du droit des fiefs. Quand les fiefs n'étoient qu'à vie , il ne falloit pour les desservir que ceux qui les possédoient , parce qu'on ne les donnoit jamais qu'à des personnes capables de porter les armes , & d'aller à la guerre. Mais

quand ils furent devenus hereditaires les Seigneurs qui prévirent qu'à l'avenir ils écherroient souvent à des mineurs, dont ils ne tireroient aucuns services, se reserverent en quelques lieux la jouissance des fiefs tenus d'eux, pendant la minorité de leurs vassaux. Et de là est venuë l'origine des *gardes Royale & Seigneuriale*. Fortescuë dans le *Traité de laudibus Legum Anglie*, qui est un livre tres bien fait, ajoute que les Seigneurs dominans en se reservant la jouissance des fiefs de leurs vassaux pendant leur minorité, se reserverent aussi leur éducation, à laquelle ils avoient un grand interest, parce que ces jeunes vassaux devoient être élevez pour les servir: *Si hereditas, dit-il, teneatur per servitium militare, tunc per leges terra illius infans ipse & hereditas ejus non per agnatos neque cognatos, sed per dominum feudi illius custodientur, quousque ipse fuerit atatis viginti & unius annorum: Quis putas infantem talem in actibus bellicis, quos facere ratione tenura sua ipse astringitur domino feodi sui, melius instruere poterit aut velit quàm dominus ille, cui ab eo servitium tale debetur, & qui majoris potentia & honoris aestimatur quam sunt alii amici propinqui tenentis sui. Ipse namque ut sibi ab eodem tenente melius serviatur diligentem curam adhibebit, & melius in his cum erudire expertus esse censetur, quam reliqui amici juvenis, rudes forsan & armorum inexpertis, maximè si non magnum fuerit patrimonium ejus. Et quid utilius est infanti qui vitam & omnia sua periculis bellicis exponet in servitio domini sui ratione tenura sua, quam in militia actibusque bellicis imbui, dum minor est, cum actus hujusmodi ipse in atate declinare non poterit.*

Malcolme II. Roy d'Ecosse, qui monta sur le Trône en 1004. traita avec ses sujets, à qui il donna les terres qu'ils possédoient déjà, à la charge de les tenir de luy à foy & hommage, & tous les Barons luy accorderent le relief & la garde. *Et omnes Barones concesserunt sibi wuwardam & relevium de herede cujuscumque Baronis defuncti ad sustentationem domini Regis.*

En Bretagne les enfans nobles tomberent pareillement en la garde du Duc, mais en 1275. Jean premier s'accorda avec les Nobles, & convertit le bail en rachat. Les Lettres en sont rapportées par M. Hevin dans ses Notes sur Frain, page 551.

Le Roy tiroit autrefois un profit considerable des Gardes, & par cette raison Messieurs des Comptes ordonnerent par l'instruction suivante que j'ay tirée du memorial D.

„ Premièrement, Que les Vicomtes de Normandie, & chascun d'i-
 „ ceux, si-tôt comme il vendra à sa connoissance, que aucun sous-
 „ sage soit venus en la garde dudit Seigneur, ils se transporteront
 „ és lieux où les heritages d'iceluy sous-aagé seront assis, & se infor-

meront veritablement & loyalement quelz heritages le dit sous-aagé " rendra & possedera , en quoy en seront les revenus , quels ils " seront , & de quelle valeur , & aussi quelz edifices , en manoirs , " moulins , fours , halles , coulombiers , étangs & autres edifices " quelzconques , que ledit sous-aagé tiendra & possedera ou temps " qu'il vendra en la garde du Roy nôtre dit Seigneur. "

2. *Item.* Que après ce fait , le Vicomte en la Vicomté duquel " icelle garde sera eschuë , la baillera à ferme en la maniere & con- " dition qui ensuivent. C'est assavoir que il la fasse crier & subhafter " es lieux & en la maniere accoutumée. "

3. *Item.* Que il la baille à personne souffisant & convenable " plus offrant & dernier encherisseur , puissant de payer , & faire les " choses qui ensuivent. C'est assavoir tenir les edifices en état , payer " vivres & douaires quand ils seront dûement déclariez & adjudiez , " & pour payer le prix d'icelle garde avec autres charges dûes & ac- " coutumées. "

4. *Item.* Que il ne baillera à homme noble , à personne d'Eglise , " à Advocat , ne à autre personne quelconque , qui soit si puissant , ou " pays que l'en laissast enchierir sur luy icelle garde. "

5. *Item.* Que ilz se informent veritablement quelles charges he- " reditaires sont à prendre de raison & de Coutume sur les revenus d'i- " celle garde , par quelles personnes & à quel titre , pour quelles cau- " ses , & quelle possession ils en ont eüe. "

6. *Item.* Se il ne pouvoit bonnement bailler les conditions dessus " dites , tenuës & gardées , il en cueillera & recevra bien & loyalement " les prouffits & emolumens en la main dudit Seigneur , le temps de " ladite garde durant. "

7. *Item.* Que à leurs prochains comptes après le temps de la " dite garde échue ilz apporteront devers nous par écrit , sous leur " seel , les parties des heritages & revenus , quelles elles sont , & de " quelle valeur avec toutes les autres diligences qu'ils auront sur ce " faites ; afin qu'il en soit ordonné comme de raison sera. "

GARDE ROTURIERE.] Reims , art. 330. * V. gardien.

QUI GARDE PREND QUITTE LE REND.] Melun , art. 278. Reims , 331. & ailleurs : Qui bail prend quitte le rend. Tours , art. 340. Lodunois , chap. 33. art. 6. d'autant que les Baillistres & gardiens doivent acquitter les mineurs de leurs dettes mobilières , comme j'expliqueray sur les art. 23. 24. 26. 29. du premier titre de la Coutume de Berri. Voyez Bail de mineur.

GARDES.] Chasteau-neuf , art. 140. Berri , tit. 2. art. 43. La Bourr , tit. 10. art. 2. Gardiens , en l'Edit de l'an 1539. art. 131. & de

l'an 1549. & les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 164. & en la dernière Coutume d'Auxerre, art. 154. par laquelle les nobles s'appellent Gardiens, & les non nobles Tuteurs & Curateurs légitimes. *Guardia sive Vuardia significat custodiam: unde feudum Guardia, Germanicè Vuarden. Guardia Ecclesia quam habent Advocati, Patroni, Praepositi, Vicedomini, Custodes, cap. praterea, de jure Patronatus.*

GARDES.] Tours, art. 98. 99. Anjou, art. 136. Le Maine, article 147.

GARDES-LIGES.] Anjou, art. 174. Le Maine, art. 194. Que les vassaux doivent de leurs corps à leurs Seigneurs étant armez suffisamment. *Sunt custodia corporis domini aut feudi dominantis, quasi stipatores & protectores, Seneca lib. 1. de Clementia cap. 12. Capitolino, Marcellino, Spartiano: & Herodiano lib. 5. & Xiphilino in Severo, & Ariano, lib. 3. 6. Σωματοφύλαξ: lateris custodes, Martiali, lib. 6. Δορυφοροι, Spiculatores, Tacito, lib. 17. & 18. Alias historiarum lib. 1. & 2. Item σχολάριον Agathiae, lib. 5. qui milites in aula regia, Comitatusenses & scholares. Sic etiam Spiculatores: Domestici & protectores in aula vel in acie. Seneca tertio de beneficiis cap. 25. & lib. 1. de Ira, Suetonio in Claudio, cap. 35. in Galba cap. 18. Spatharii, ut Cedrenus interpretatur. Spata erant majores gladii. Vegetius lib. 2. cap. 15. ὑπαρασπίοι & ὑπερασπίοι glossis sunt protectores, ὑπαρασπίοι Arriano, l. 6. & 7. Καγὲς ἀνασώτες. Idem l. 3. Armigeri Quinto Curtio, lib. 8. Sic veteribus Buccellarius erat ὁ παραμένων στρατιώτης, de qua voce interpres, ad tit. 18. lib. 60. βασιλικῶν: eaque Cedrenus utitur in Constantino Copronymo, & lib. 5. legum Visigot, tit. 3. Occyllu buccellarius Etii, Greg. Tur. Et in veteribus glossis ad secula buccellarius. Ce n'est pas le Chevalier, Banneret, ou le Bachelier, ut cuīdam summo in omni doctrina viro placuit. Multum magnorum virorum judicio credo, aliquid & meo vendico. Et ce à l'exemple des Empereurs, des Rois & Princes, qui de tout temps ont eu des gardes pour leur corps & maison, & même souvent de nation étrangère, ut Tacitus, lib. 1. & 13. Annal. refecit Germanos custodes Imperatori Romano, & Principi femina adfuisse. Caligula Thracas quosdam Germanis corporis custodibus praeposuit, Suetonius cap. 55. Germani corporis custodes. Idem cap. 38. Capitolinus in Maximino. Sergius Galba Germanorum cohortem à Caesaribus olim ad custodiam corporis institutam, multisque experimentis fidelissimam dissolvit, ac sine ulla commodo remisit in patriam, idem Suetonius in ejus vita cap. 12. Julius Caesar Hispanorum cohortem habuit custodia causa; Idem in Julio cap. 86. Gracis Principibus Scythae fuerunt stipatores, qui & ultimè vocabantur latrones, satellites nempe & conducti milites qui obsequuntur & mercede serviunt, vel qui circum latere regum suar. Servius*

*ad initium libri 12. Æneidos. Adi doctiff. Scaligerum in Varronem. Post Victorium lib. 16. Variarum cap. 17. Alexander Persis corporis sui custodiam credidit; Curtius lib. 10. Stipatores appellabantur à stipè quam mercedis nomine accipiebant corporis custodes, quos antiqui latrones dicebant, id est, mercenarios, qui cum ferro velut circumdabant regum corpora: Festus duobus locis, ut interdum eadem ferè repetit diversis locis. Latrones, autem vel laterones Plauto in Milite ἀπὸ τῷ λάτρῳ, id est mercede, Varro lib. 6. vel à lateris custodia ut satelles. Romulus etiam trecentos armatos ad custodiam corporis quos Celeres appellavit, non in bello solum, sed etiam in pace habuit: Livius lib. 1. Parum enim tuta majestas sine viribus, sine protectoribus & stipatoribus. Hodie Helvetiis utuntur ad hoc munus. Recentiores autem Imperatores Constantinopolitani usi sunt Barangis qui adstabant ad fores cella Imperatoris & ad triclinium. Habuerunt τραπιάδας, τζάνους, μυστάτους, κερτιναρίους, Γαρδαριώτας. Μαθρία-
nus unus è regis satellitibus quos scribonas vocant, Agathias lib. 3. Hac autem à me collecta, queso boni consulatis.*

GARDES DES LIVRES.] En la Chambre des Comptes, qui ont la charge des papiers, des comptes, acquits, chartes, aveus, dénombrements, patentes, & autres pieces. **GARDE DE LIBRAIRIE.] Bibliothecarius.** Nobiles fuerunt Romæ Bibliotheca publica unde triginta: ex ijs præcipua Palatina & Ulpia. Strabo, lib. 13. refert Aristotelem primum omnium libros congregasse, atque Reges Egypti Bibliotheca ordinem docuisse. Athenodoro Stoïco servanda commissa est Bibliotheca Pergamena. Lærtius in Zenone. Marco Varroni Julia, Suetonius: Julio Hygiæ no Palatina. Idem de illustribus grammaticis. Qui à Bibliotheca græca vel latina lapidibus. Ptolemaus Aristophanem supra Bibliothecam Alexandrinam constituit Vitruvius in præfatione, lib. 7. fuit nobilis Alexandrina: item Sereni Sammonici de qua Capitolinus in Gordianis. Luculli Plutarchus: Julii Cesaris Suetonius: Asinii Pollionis Plinius.

GARDES ET CONTREGARDES DES MONNOYES.] GARDES & CONTREGARDES des Marets, Isles & Salines, dont les Ordonnances du Roy font mention. **GARDES** des ports, ponts & passages: quales limenarchæ & stationarii, de quibus in l. 4. d. de Fugiti-
vis, l. ult. par. bi quoque, Dig. de muneribus, l. 38. Cod. de liberali causa. **GARDES** des Foires és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 175. 176. **GARDES & Sergens**, art. 237.

NOTAIRES GARDES-NOTES.] Qui ont été instituez par le Roy Henry III. en l'an 1575. & depuis par luy supprimé en l'an 1578. par autre Edit vérifié en Parlement à Paris, & derechef érigé dans la suite, & dont les Offices ont été vendus en domaine & à rachat

perpetuel. *Figunt leges pretio, atque refidunt, ut Varius, Virgiliusque dixerunt.* Quelques-uns estiment que les Notes, Schedes, Protocoles & Registres des Notaires appartiennent au Roy, pour être vendus au dernier encherisseur, & à luy livrez par inventaire, pour les grossoyer & expedier. Ce qui auroit quelque apparence, si le Roy ne vendoit point les Offices de Notaires & Tabellions.

GARDIEN.] Troyes, art. 20. Chaumont, art. 11. Reims, art. 69. 112. Laon, art. 262. Grand Perche, art. 169. & suivans. Chasteauneuf, art. 135. Chartres, art. 104. Dreux, art. 104. Blois, art. 5. & suivans. Sedan, art. 153. Montargis, chap. 1. art. 26. 27. 29. 30. 33. 34. 37. Par lequel art. 34. est dit les gardiens être pere, mere, ayeul, ayeule, & autres ascendans: & les baillistres être la mere & ayeule qui se remariant & les parents collateraux, & l'ayeule trouvée remariée. Parquoy la garde est des ascendans, le bail des collateraux, & des mere & ayeule qui ont contracté secondes nopces. Tellement qu'en ce cas leur garde se tourne en bail en noblesse. Telle est aussi la Coutume d'Orleans, chap. 1. art. 28. & suivans. L'Auteur du grand Cout., liv. 2. chap. 41. écrit que la garde appartient aux ascendans, & le bail aux collateraux. * Voyez

GARDIEN ET GARDE NOBLE D'ENFANTS.] Melun, art. 284. & suivans. Sens, art. 155. & suivans. Senlis, art. 152. & suivans. Clermont, art. 170. Valois, art. 67. & suivans. Vitry, art. 63. Paris, art. 265. & suivans. Meaux, art. 149. Melun, art. 32. 45. Estampes, art. 20. 89. Montfort, art. 27. 30. Mante, art. 21. Troyes, art. 17. Chaumont, art. 11. Chalons, art. 10. Reims, art. 330. Montargis, chap. 1. art. 33. Orleans, chap. 1. art. 29. Chasteauneuf, art. 43. Chartres, art. 41. Dreux, art. 30. Sedan, art. 149. 150. 151. Berri, tit. 1. art. 27. Dourdan, art. 33. 124. & suivans. Calais, art. 138. Bar, art. 66. 67. 68. 69. Qui est d'enfans nobles, à la difference de la garde qui est des roturiers, & est la garde & administration tant de ses enfans mineurs que de leurs biens. Bretagne, art. 73. 506. 516. 535. Par laquelle Coutume, art. 500. & 534. le pere est appelé Garde naturel de ses enfans. Et par la Coutume de Normandie, chap. 33. le Seigneur feudal a la garde des orphelins, ses vassaux, & de leurs fiefs tenus de luy en hommage, & en fait les fruits siens jusques à ce qu'ils soient âgés de vingt ans, *Ut & moribus Scotorum, teste Hectore Boëtio, lib. 11. 17. & continetur libro secundo, cap. 4. libelli qui inscribitur Lisletons tenures.* Souvent le Roy fait don de la garde noble des mineurs ses vassaux. [GARDIEN NOBLE.] Mante, art. 35. 178. & suivans: Par laquelle Coutume la garde appartient à pere, mere, ou autre ascendant en ligne directe, & les gardiens s'entendent pour le regard des

enfants mineurs nobles, & de leurs heritages tenus en fief. Proprement la garde est des descendans, & appartient aux ascendans [GARDIEN NOBLE ou BOURGEOIS. Paris, art. 46. 267. 269.

GARDIEN NOBLE, BOURGEOIS ou ROTURIER.] Reims, art. 331. 333. Dourdan, art. 126. [FEMME NOBLE GARDIENNE DE SES ENFANS.] Melun, art. 242.

GARDIEN DE BIENS.] Melun, art. 315. 316. ou de meubles. Berri, rit. 9. art. 18. où il s'appelle aussi Gardien de Justice.

C'est un dépositaire de biens meubles pris par execution sur le débiteur ou condamné.

* GARENNE à eauë.] Perche, art. 19. Voyez le mot suivant.

GARENNE JURE'E.] Meaux, art. 211. 212. DROIT DE GARENNE, Hesdin, au titre des Droits du Comte d'Artois.

Qui est deffenduë, & en laquelle on ne peut aller chasser sans danger de Justice. *Jure Romano in aliena sylva venari licet secundum jus gentium, ut & in alieno agro aucupari, ni dominus prohibeat, l. 3. D. de acquir. rerum dominio l. 13. par. ult. de injuriis. Cujacius doctor meus, lib. 4. Observat. cap. 2. Sic & in flumine publico piscari licet, l. 45. de acquir. rerum domin. l. 7. de diversis temp. At in Gallia multis locis jus piscationis ademptum est populo, & concessum est fisco, vel domino vel privatis : Les rivières sont garennées : Il y a garenne d'eauë, comme de terre, bois ou forest.*

* VVarenna, dit Corvel, provenit à gallico garenne id est vivarium. Hac apud nos significat potestatem, vel charta regia vel prescriptione obtentam, venandi sibi cuniculos aut lepores, vel etiam aucupandi phasianos & perdices intra limites feudi sui. Voyez Archaux. Joignez Coquille dans ses Instit. du Droit françois, chap. de plusieurs droits Seigneuriaux, tom. 2. de l'Edition de 1666. pag. 53. lig. 27. En plusieurs lieux de l'Allemagne la Garenne est un retranchement fait dans une rivière. Selon Frischius in supplemento Speidelio-Besoldiano. In fluminibus munimenta sive claustra dicuntur VVachren à tuedo ; item tamme, cujusmodi aggeres multi sunt in Sala Thuringia flumine aquam in mo-

lindina coarctantes. Vid. Ioan. Gryphiand. de insul. cap. 29. n. 19. & 20.

M. Bobé sur l'art. 212. de la Coutume de Meaux, est d'avis que la Garenne est appelée jurée parce qu'elle est en la garde de justice, de même que les Bourgeois jurez dont il est fait mention dans quelques Coutumes. Mais la vérité est que les Garennes qui sont en la garde de justice sont appelées jurées : parce qu'elles sont gardées par des forestiers jurez, comme il se void dans l'article 27. des loix de Thibault Comte de Champagne. Encore l'usage s'en en Champagne que se aucuns homes a aucuns forez ou bois dont la justice ou Seignorie soit fise, & il y a forestiers jurez & établis &c.

GARENDIE.] Peronne, art. 244. *Auctoritas tabella emptionis & auctoritatis, apud Senecam, controvers. lib. 7. de & alios Auctores.*

GARENT, GARENTI, GARENTIE.] Paris, art. 72.

Liste, art. 141. 142. 144. Hainaut, chap. 69. 92. 93. Montargis, chap. 20. art. 5. chap. 21. art. 7. Orleans, art. 377. Auvergne, chap. 24. art. 3. Melun, art. 319. Lodunois, chap. 27. art. 18. 19. Blois, art. 39. Sedan, art. 270. Bretagne, tit. 7. Berri, tit. 20. art. 5. Solle, tit. 32. art. 5. 6. 7. Dourdan, art. 54. Anjou, art. 146. 211. 417. 507. Le Maine, art. 161. 188. 430. 502. Normandie, chap. 19. 50. Cambrai, tit. 25. art. 51. Bearn, tit. 23. art. 6. 8. tit. 42. art. 2. 3. Lorraine, tit. 16. art. 19. tit. 17. art. 4. Et en l'Edit de l'an 1539. art. 18. 19. 20. 21. & de Charles VII. de l'an 1453. art. 65. *Ne dixeris magno temporis impendio queri supervacua: aliud est hujus collectionis finis & usus: itaque & quæ sequuntur operose, nec sine molestia collecta sunt.*

APPELLER A GARENT.] Anjou, art. 211. Le Maine, art. 226. 435.

CLAMER GARENT.] Bretagne, art. 145.

CHOSE GARENTIE.] Tours, art. 126. 136.

DEFAILLIR DE GARENT, ou DEFAUT DE GARANTIE.] Melun, art. 175. Estampes, art. 67. Mont-fort, art. 67. Mante, art. 62. Clermont, art. 39. Valois, art. 165. Dourdan, art. 54.

GARENT QUI DEFAUT.] Grand Perche, art. 207. *Cum res sine auctore possidetur. Refuser la garentie: defugere auctoritatem l. 39. §. ult. de Eviction. l. 139. de verbor. oblig.*

DE LAI DE GARENT.] Ponthieu, art. 168. 174. RETOUR & GARENT.] Mons, chap. 15. 19. LE GARENT est nobis auctor, quem veteres fundum appellabant, Paulus ex Festo. ut venditor emptori, locator conductori, qui tenetur de evictione: is est quem auctorem laudamus ut liti subsistat, ad sit causa, ad sistat & defensionem suscipiat: Nec enim potest defugere auctoritatem, si ei denunciatum est ut ad sit causa, ut liti subsistat. De qua denuntiatione agitur in l. 29. §. ult. l. 33. §. ult. l. 55. §. ult. l. 56. §. penult. l. 63. Dig. de Evictionib. l. 7. 14. 23. Cod. eodem. l. 85. §. in solidum, l. 139. de verb. obligat. l. 75. de Procurator. & passim. At verò Qui secundus auctor in l. 4. D. de eviction. is in Justiniani Novella 4. & edito septimo, & in veteri Gloss. appellatur *Geaiwrn*, quem Julianus & vetus interpret vocant venditionis confirmatorem: Nam spondet pro venditore evictionis nomine, unde *Geaiwrn* dicitur apud Pollucem libro 8. Auctor primus est venditor ipse. Secundus auctor est fidejussor emptionis & evictionis, de quo in l. 22. 40. 41. §. ult. l. 51. §. ult. de Evictionib. l. 7. 18. 24. Cod. eod. l. 19. Dig. de dol. exceptio. l. pen. Dig. de periculo & commodo rei vend. Sic in l. penult. Dig. de pignorib. *Geaiwrn* est fidejussor debitoris. LE GARENT est celui qui est appelé en Cour pour défendre la chose dont on plaide. Normandie chap. 95. *Vuarendator, Vuarenda in Speculo Saxonico ne petas*

peras cum Perionio originem à verbo CAVERE : ineptissima est vocabuli notatio.

GARENT FORMEL.] Nivernois, tit. 32. art. 53. Bourbonnois, art. 146. Auvergne, chap. 24. art. 63. 64. La Marche, art. 404. **GARETIEUR FORMEL.** S. Jean d'Angeli, art. 115. Lequel prend entièrement & absolument le **GARENTAGE** de la cause pour un demandeur ou défendeur, & les met hors de cause : *Cum fit novatio in judicio, mutata persona rei vel actoris*, à la différence de celui qui a été appelé ou sommé en cause, & y est demeuré joint seulement. Au Stile du pays de Normandie, le **GAREND ABSOLU**, est celui qui délivre de la cause : Et le **GAREND CONTRIBUTEUR** qui prend la garentie pour partie, & non pour le tout.

QUI TIRE A GARENT, ET GARENT N'A, SA CAUSE PERDUE IL A.] Par l'ancien Stile d'aucunes Cours & Jurisdictions de ce Royaume. *Reus antequam laudato causa cadebat, si ab eo non defenderetur, tamen si judicium suscipere vellet : quod jus sublatum est Senatusconsultis, etiam adnotante Chopino Causidico perito Juris.*

LE SANG EST LE GARENT] De l'homme qui se plaint en Justice d'avoir été navré à tort.

TIRER A GARENT.] Anjou, art. 420. Loudunois, chap. 27. art. 14. * V. *Garentir.*

GARENTAGE.] Tours, art. 125. Lodunois, chap. 12. art. 6. ch. 27. art. 25. La Marche, art. 259. Bretagne, art. 142. * V. *Garendie.*

GARENTAGE ET DEFENSE.] Lodunois, chap. 27. art. 14.

PRENDRE EN GARENTAGE.] Le Maine, art. 435. Anjou, art. 420. * V. *cy-après Garantir.*

GARENTIE DE FAIT, OU GARENTIE DE DROIT.] Lorraine, tit. 12. art. 9. 10. quand on est reçu à restituer le prix & à payer les dommages & intérêts à faute de pouvoir garentir précisément.

INSTRUMENT GARENTIGIONE.] Bayonne, tit. 16. par lequel aucun est obligé en *Rolas*, tellement qu'il peut être exécuté par corps & en ses biens, une exécution & coercition non cessant pour l'autre. Celui-là est obligé en *Aorolas* qui s'est soumis à la rigueur de la Cour du Bailly, comme dit la Coutume de la Bourr, tit. 14. art. 6. *Pragmaticis Italiae instrumentum Garentigiatum est publicum Tabellionis instrumentum, quod habet paratam executionem in debitorem quasi confessum & condemnatum.*

GARENTIMENT.] Solle, tit. 32. art. 2. * V. *Garendie.*

GARENTIR.] Lille, art. 52. Hainaut, chap. 76. Tours, art. 97. 125. 128. 131. Lodunois, chap. 8. art. 6. chap. 27. art. 9. 19. 20. 21. ch. 29.

art. 2. chap. 27. art. 10. 25. Sedan, art. 118. Anjou, art. 201. 202. 211. 262. 264. 427. Normandie, chap. 50. Le Maine, art. 442. Chasteau-neuf, art. 83. Chartres, art. 74. Blois, art. 61. 62. Bretagne, au tit. 7.

Est liti subsistere, defensionem suscipere : hac enim antiqua Germanorum voce, GUARENT, significatur auctor qui de evictione tenetur, qui evictionem prestat. Cujacius Jurisprudentia columen, ad tit. 38. lib. 4. Feudorum, Guarentare vel Guarentisare, est defensorem se profiteri & causam suscipere.

GARENTIR EN, OU SOUS SON HOMAGE.] Anjou, art. 201. 232. Le Maine, art. 216. 249. **GARENTIR DE FOY ET HOMAGE.**] Le Maine, art. 280. 282. Anjou, art. 262. 264. **GARENTIR EN PARAGE, OU LE PARAGE.**] Tours, art. 97. 128. 131. Le Maine, art. 228. & suivans. Lodunois, chap. 8. art. 6. chap. 27. art. 9. 19. 20. 21. chap. 29. art. 2. Blois, art. 69. & suivans. **PARAGE ET GARENTAGE** en la Coutume de Blois, au même lieu. Voyez le mot **PARAGE**.

La garantie en franc parage est une espece de jeu de fief qui a seulement lieu dans le cas de succession : car suivant l'article 107. de la Coutume de Poitou. *Parage vient par succession & lignage, & le part prenant & part metant vient par convention & longue usance. &c.*

En Anjou, Maine, Touraine & Lodunois, le vassal ne peut se joindre, par donation, vente ou autre contract, que du tiers de son fief ; c'est-à-dire que le vassal, dans ces Coutumes, ne peut porter la foy & hommage tant pour ce qu'il retient de son fief, que pour ce qu'il en aliene par vente ou donation, à moins que ce qu'il aliene de son fief n'en excède pas le tiers, & qu'il retienne sur la partie dont il dispose ainsi, la foy & hommage ou quelque devoir annuel. En sorte que s'il aliene plus du tiers de son fief, soit avec retention de devoir soit sans retention, il y a dépié de fief : c'est-à-dire que le fief est dépiécé & demembré, & que la partie aliénée qui ne peut plus être garantie sous l'hommage du vassal qui l'a donnée ou vendue, est tenue immédiatement du Seigneur suzerain. Voyez les articles 201. 302. & 303. de la Cou-

ume d'Anjou avec la Conférence de du Pineau.

Comme dans ces Coutumes un vassal ne peut garantir sous son hommage que le seul tiers de son fief : afin que dans le cas de succession les fiefs ou heritages nobles fussent conservez entiers par rapport aux Seigneurs dominants dont ils relevent, on y a introduit que ces heritages seroient partagez entre les aînez & les puînez par les deux parts & par le tiers : c'est-à-dire qu'on y a établi que les aînez auroient avec leur préciput les deux tiers des fiefs, & tous les puînez ensemble fils ou filles l'autre tiers, & que les aînez en faisant-seuls les devoirs au Seigneurs suzerains pour tous les fiefs, garantiroient aussi sous leur foy & hommage tous leurs puînez.

Lorsque le vassal dans ces Coutumes aliene le tiers de son fief avec reserve de garantir ce tiers qu'il aliene sous sa foy : On a remarqué que cette reserve est nulle, & que l'hommage de ce tiers est devolu au Seigneur suzerain par dépié de fief, à moins que le vassal n'ait retenu dessus ou l'hommage ou quelque devoir annuel.

Il n'en est pas de même dans le cas

de partage des successions par les deux parts & par le tiers ; l'aîné qui est obligé de garantir le tiers de ses puînez sous son hommage , n'ayant aucun droit sur ce tiers : d'où cette tenure des puînez , qui ne doivent à leur aîné tant qu'il est obligé de les garantir sous son hommage aucun devoir pour ce tiers , a été appelée avec raison *tenure en parage* : parce que tant que cette garantie dure , ils tiennent leur tiers en parité avec leur aîné , & aux mêmes conditions , honneurs & prérogatives que luy. Ce qui reçoit néanmoins une exception à l'égard des partages des Baronnies, Comtez & Vicomtez , les puînez des Comtes , Vicomtes & Barons , quoique garantis sous l'hommage de leur aîné , n'étant pas pairs avec luy , parce que le titre de Comte , Vicomte & Baron résidant uniquement en la personne de l'aîné , ils ne tiennent pas leur tiers si noblement que luy. Voyez l'article 129. & 130. de la Coutume de Touraine &c.

Tant que le vassal qui s'est réservé de garantir sous la foy le tiers de son fief qu'il a aliéné , conserve en entier les deux autres tiers qu'il possède : comme le fief n'est pas réputé *depié*, la garantie qu'il s'est réservée dure toujours ; & au contraire cette garantie cesse , & l'hommage du tiers est aussitôt dévolu au Seigneur suzerain *par dépié de fief*, dès le moment qu'il a aliéné par vente ou donation la moindre partie de ses deux tiers , ainsi qu'il est décidé par l'article 203. de la Coutume d'Anjou , & le 218. de la Coutume du Maine.

Il en est de même de l'aîné , s'il dispose par vente ou donation de la moindre partie de ses deux tiers : car dès le moment qu'il en a disposé ainsi , le parage est fini , le fief est *depié*, & l'hommage tant du tiers des puînez que de ce que l'aîné a aliéné , est dévolu par *depié de fief* au Seigneur suzerain. Voyez

Pallu sur l'article 264. pag. 442. de la Coutume de Touraine,

Mais quand même l'aîné conserveroit toujours en entier ses deux tiers , on a jugé à propos que le parage finist en trois autres manieres exprimées dans l'article 126. de la Coutume de Touraine.

La premiere quand celui qui tient le fief est éloigné des parageaux du quatrième au cinquième degré de parenté.

La seconde quand le tiers garanti est transporté par les parageaux à des étrangers.

Et la troisieme quand les parageaux sans sommer le parageur , ont fait hommage au Seigneur suzerain : mais dans ces trois cas les puînez qui cessent d'être pairs avec leur aîné relevant de luy & non du Seigneur suzerain , parce qu'il n'y a pas de *depié de fief*.

On a dit cy-dessus que le parage finit de la part de l'aîné toutes les fois qu'il diminue ses deux tiers par *vente, donation ou autre contrat semblable* , ainsi dans le cas de *succession* , ces deux tiers peuvent être subdivisez entre coheritiers , sans qu'il y ait *depié de fief* , pourvu néanmoins que ces deux tiers soient subdivisez entre eux *par les deux parts & par le tiers* suivant l'article 3. du chapitre 12. de la Coutume du Loudunois , qui décide tres-bien que *depié de fief n'a point de lieu en parage de droit successif par les deux parts & par le tiers de droit successif*.

Dans l'ancienne & dans la nouvelle Coutume de Touraine , parce que l'aînée des filles nobles ou des roturieres heritieres de fiefs échus en tierce foy , qui partage avec ses soeurs les successions par têtes à l'exception de son seul préciput , les garantit néanmoins en parage suivant l'article 273. & 298. ce qui est contre toutes les regles des parages & tres pernicieux aux Seigneurs suzerains : sans parler dans l'article 120. de partage de droit successif *par les deux*

parts & par le tiers, on y a dit seulement que *depie de fief n'a point de lieu en partage fait de droit successif*, & comme une mauvaise extension donne toujours lieu à une autre plus mauvaise. Pallu sur ce même article page 137. remarque qu'il a été jugé à Tours, qu'en partage de droit successif quoy qu'également fait entre roturiers pour la première fois, il n'y a pas de *depie de fief*, & qu'il n'y en a point aussi en partage de communauté entre le survivant d'un des conjoints & les héritiers de l'autre conjoint décédé : ce qui est une erreur intolérable, parce que dans l'un & l'autre de ces deux cas, il faut absolument qu'il y ait *franc parage avec garantie sous hommage*, ou qu'il y ait *depie de*

fief. Or dans les partages qui se font par égales portions d'une communauté & dans ceux qui se font également & par têtes entre roturiers pour la première fois; il n'y a point de *parage avec garantie sous hommage*, & par conséquent il faut nécessairement dire que dans ces sortes de partages il y a toujours *depie de fief*. Ce qu'on traite plus au long dans le Commentaire qu'on espère donner quelque jour sur la Coutume du Loudunois, que Loyseau appelle avec raison une des plus belles Coutumes de France. Touchant les partages entre roturiers. Voyez l'article 297 de la Coutume de Touraine & Voyez cy après *parage*. * & *Gavir en parage*.

GARENTIR DE PROFIT DE RACHAT.] Chasteau-neuf, art. 2. & 26. Chartres, art. 2.

Quand le frere aîné retient & porte la foy des fiefs venus de pere ou de mere, ayeul ou ayeule pour ses puisnez, lesquels tiennent de luy leurs portions sans luy payer aucun rachar, ny au Seigneur féodal, c'est porter la foy & Garentie. Chasteau-neuf, art. 3. Chartres, art. 3. * *V. Fief bourgeois*.

GARENTISSEMENT.] Anjou, art. 427. Le Maine, art. 442. * *V. Garendie*.

GARENTISSEUR.] Hainaut, chap. 93. au livre de l'Etablissement pour les plaids des Prevosts de Paris & d'Orleans. * *Voyez*

GARIEUR.] Poitou, art. 94. 95. S. Jean d'Angeli, art. 115. Et en la Coutume locale de S. Sever, tit. 1. art. 19. 20. de la Bourr, tit. 18. art. 6. 7. 8. 9. * *V. Garent*.

* *Appeller à GARIEUR.*] Poitou, art. 94. C'est appeller à garand. Voyez la Coutume de la Bourr, tit. 18. art. 6.

GARIMENT.] Lodunois, chap. 20. art. 5. Poitou, art. 94. 95. 136. Angoumois, art. 20. S. Jean d'Angeli, art. 22. La Bourr, tit. 17. art. 2. tit. 18. art. 2. * *V. Garendie*.

TENIR EN GARIMENT.] Poitou, art. 94. 95. 136. Angoumois, art. 20. S. Jean d'Angely, art. 22.

Quand l'on tient partie du fief autrement que par succession, mais par convenance, pour en payer quelque devoir noble & non roturier. C'est autre chose de tenir en parage, ou comme par prenant, par mettant, ou par hommage lige ou plein.

Il y a *Gariment* quand celui qui est Seigneur d'un fief en transporte une partie à un étranger, avec promesse de garantir sous son hommage la partie aliénée. Celui qui a ainsi acquis la partie du fief doit contribuer aux charges, à moins qu'il n'y ait une convention contraire. Mais la promesse faite par le vendeur de garantir n'est que personnelle, de sorte que s'il aliène ce qu'il a retenu du fief, & s'il cesse ainsi d'être en hommage, l'acquéreur n'est plus garant, & il n'a plus que son recours contre son vendeur pour ses dommages & intérêt. Voyez Vigier sur l'article 20. de la Coutume d'Angoumois, n. 4. p. 38.

* *G A R I R en parage.*] Dans les Etablissements de S. Louis, liv. 1. chap. 141. C'est garantir en parage, de là est venu le mot françois *guérir* : car guérir un homme de son mal n'est autre chose que l'en garantir. Ce qui avoit déjà été observé par M. Caseneuve. Voyez au mot *Garantir*.

G A R L A N D E, ou *C H A P P E L D' A R G E N T.*] En quelques Coutumes locales du pays d'Auvergne, qui est dû à la veuve par les héritiers du défunt son mary, & doit être de la valeur du lit nuptial. Voyez Chappel de roses.

G A R N I R LA M A I N D E J U S T I C E.] De la somme ou de meubles, & garnison de main, quand un débiteur lors que les commandemens luy sont faits de payer par un Sergent, fournit la somme qu'il doit, ou baille meubles exploitables, ou qu'il paye provision après la schedule reconnue. Berri, tit. 9. art. 1. 11. & suivans & 49. Bayonne, tit. 18. art. 5. Bretagne, art. 165. & ailleurs : & en l'Edit de Charles VI. de l'an 1384. de Charles VIII. de l'an 1493. art. 54. * Voyez l'article 181. de la Coutume d'Anjou, avec la Note de du Pineau.

G A S T I E R.] Auvergne, chap. 31. art. 69. & en la Coutume locale des Chastellenies de Mirefleur, de Coppel, & autres du pays d'Auvergne. C'est celui qui est commis par Justice à la nomination & requête des habitans du lieu, pour la garde des fruits de leurs héritages, afin qu'ils ne soient gâtés & endommagés par le bestail ou par les personnes. Comme aussi en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 5. les *G A S T I E R S* sont conjoints aux *M E S S I E R S* & gardes commis pour la conservation des vignes & autres fruits. Matière de *G A S T I S*. Angoumois, art. 34. quand les bestes d'autrui sont trouvées en dommage.

G A U D E N C E.] Bourdelois, art. 101. C'est la jouissance d'un héritage baillé à loüage de neuf à neuf ans, & à perpétuité. C'est une espèce d'albergement, ou d'emphyteose.

Parce qu'il y a du plaisir à posséder tranquillement une chose, du mot latin *gaudere*, on a fait *jouir*; de *gaudere*, on a fait aussi *gaudentia*, & de *gaudentia* on a fait *gaudence* & *jouissance*. Le mot *gaudentia* pour *jouissance* se trouve dans l'article suivant des anciennes décisions latines sur le fait des amortissemens & des francs-fiefs. *Præterea si aliqua gentes Ecclesiastica, sicut aliqua in jurisdictione*

sancta Genovesa commorantes, possessiones aliquas acquisiverunt, quibus per hoc annum & diem gavili fuerunt, absque quod per Abbatem sancta Genovesa de pradiitis possessionibus non admortisatis compulsi fuerint vacuare manus. Pralibatus Abbas à pradiitis gentibus: Ecclesiasticis pro tolerantia gaudenti & pralibata financiam requirere non poterit; nam lapsa anno financia pradiita, & facere compulsionem supra dictas Regi pertinebit &c.

* **GAVENNE.**] Monstrelet, vol. premier, chap. 143. *Le Duc de Bourgogne à cause de sa Comté de Flandres, est gardien de toutes les Eglises de Cambray hereditablement & à toujours, & pour ladite garde prend chacun an pardurablement certaine quantité de grain sur les Terres & Seigneuries desdites Eglises ou pays de Cambresis, & se nomme icelle Seigneurie appartenant audit Comte de Flandres; LA GAVENNE de Cambresis. V. Altefferam de Ducibus & Comitibus, liv. 2. cap. 6. page 31.*

* **GAUGE.**] Bourdeaux, art. 115. Voyez le mot *Gealloye.*

* **GAUGIER & mesurer.**] Hainault, chap. 105. à la fin.

CHOSES GAYVES.] Normandie, chap. 19. & en la chartre aux Normands. Sont espaves & choses égarées & adirées, qu'aucun ne reclame siennes: *veluti animalia aberrantia, licet non habeantur pro derelicto.*

Dans l'ancienne & dans la nouvelle Coutume de Normandie, chap. 19. art. 604. les choses *guaives* sont choses (égarées & abandonnées) qui ne sont appropriées à aucun usage d'homme ny réclamées par aucun. Ces choses doivent être gardées pendant un an & un jour, & rendues à ceux qui font preuve qu'elles leur appartiennent, & après l'an & jour, elles appartiennent au Roy, ou aux Seigneurs quand elles ont été trouvées sur leurs fiefs. Couvel dans ses Institutes du Droit Anglois, lib. 2. tit. 1. de rerum divisione §. 44. & 45. parle ainsi des choses *guaives*.

Derelictum nostri Waivium dicunt. Hoc olim fuit inventoris de jure naturali, & jam de jure Gentium Principis fit. Waivium autem videtur Catalum, personale & mobile feloniam subductum, & à subducente metu captionis derelictum, cujus dominus non apparet.

GAYVER, ou GUESVER.] Signifie délaïsser. Voyez cy-après *Guesver.*

* **GAZAILLE.**] S. Sever, tit. 3. art. 13. Le For de Navarre, tit.

Quapropter si quid tale inveniatur Regi acquiritur, aut saltem Domino feudi, qui hanc libertatem sibi concessam à Rege habet. Ita tamen ut si dominus intra annum & diem vindicaverit, illi restituendum sit.

Item animalia, qua oberrentia repertiuntur in fundo aliquo derelictorum causam subeunt; nam & hæc. Waiviorum nomine antiqui nostri scriptores comprehendunt; alii autem eadem (estrays) speciali nomine vocant, & latine nostri extrahuras vocant, quia contra dominorum voluntatem plerumque erumpunt; & vagantur: & ea post annum & diem nisi per dominum vindicentur, Regi vel Domino feudi, in quo deprehendantur acquisita cedunt, si tamen interim solemniter in emporiis vicinis proclamari fecerit. Voyez Epave, Guesver, & joignez Rastal sur les mots Waïfe & Vaive.

16. art. dernier. C'est un bail de bestes ou de bestiaux, à *mirygoadbainh*, ou à mi gain & moitié de profit. Voyez *Chaptel*, la Roche Flavim, pag. 90. & Caseneuve sur le mot *Gain* de la dernière édition.

* *GEALLOTE*.] Lodunois, chap. 5. art. 5. C'est un vaisseau contenant douze pintes à la grande mesure. Ce mot vient de *galo*, *mensura liquidorum*: Cette mesure chez les Anglois est de huit pintes. De *gallo*, on a aussi fait *jalage*, qui est selon l'article 492. de la Coutume d'Orléans de seize pintes grande mesure. De là sont venus les mots *janger* & *jaugeage*. V. Cang. V. *Galo*.

GEHENNE, ou GESNE.] *Equuleus*, τρῶχας: *Cum reus distenditur, & artuum compages dissolvuntur ad exquirendam facti veritatem. Cum ad trochleas extenditur, vel in equuleo levatur & suspenditur. Ad malam mansionem extendi*, l. 7. Dig. depositi; l. 15. §. *questionem*, Dig. de injuriis.

GEHIR.] Quand l'on fait dire la vérité par force.

* *GELINE de Coutume*.] Coutume de Chasteau-neuf. *Gallicagium*, *Gallinagium* dans les anciens titres. Voy. le ch. II. & 68. des Coutumes locales de Berry de M. de la Thaumassière.

* *GENDRAGE*.] Droit qui se prend par usurpation par quelques Seigneurs du Limousin à raison de l'argent que portent les nouveaux mariez, allant loger & demeurer chez leurs beaux peres, ou chez leurs femmes. (M. GALLAND.)

GENERAL] Des Finances, des Aides, des vivres & munitions, des monnoyes, de l'armée, de l'ordre des galeres. LIEUTENANT GENERAL du gouvernement, Baillage, ou Seneschauffée. *Vicarius*.

* *GENESTRAY*.] Bretagne, 409. ancienne Cout. 390. C'est une terre où il y a du genest.

GENS DE CORPS.] Qui sont de main-morte. Vitri, art. 141. Gens de servile condition & de main-morte. Chalons, art. 17. Gens de main-morte, Comté de Bourgogne, art. 93. 97. 98. 101. Gens francs ou serfs. Mensteou, art. 9. & au procès verbal de la Coutume de Berri.

Sont les hommes ou femmes de servile condition, & main-mortables envers leur Seigneur; qu'en aucuns lieux l'on appelle Gens de corsage: comme aussi anciennement en ce Royaume les Juifs étoient serfs des Seigneurs & leurs Justiciables. Et és Arrests de la Chancelleur 1290. ont été chassez du Royaume. Toutefois cela n'a pas été executé par tout plus de cent ans après, Ceux qui en France sont nommez & réputez serfs & mortuables, c'est plutôt à cause des heritages qu'ils tiennent & possèdent de condition serve & mortuable, qu'à cause de leurs personnes: toutefois ils sont sujets à leurs

Seigneurs plus en quelques pays qu'en d'autres. *Non sunt hodie in Gallia δέλοι, δίκται. In omnibus etiam non conveniunt adscriptitiis, censitis, colonis, inquilinis, quos jus Romanum novit. Porro de servorum conditione Seneca epist. 47. Athenaus, lib. 6. cap. 7. lib. 14. cap. 17. & 29.*

GENS D'EGLISE ET DE MAIN-MORTE.] Chalons, art. 208. Laon, art. 210. Ribemont, art. 25. 27. Boulenois, art. 55. Voyez la diction **MAIN-MORTE**. Comme aussi nous disons **GENS d'Ordonnance**, d'armes, de Ban & Arriereban, de Justice, de guerre, de labeur, d'étude, de métier, gens experts & connoissans.

GENS DE POTE.] Meaux, art. 1. 5. 50. & en l'ancienne Coutume de Sens, art. 58.

GENS DE POSTE ET ROTURIERS.] Vitri, art. 65. **HOMME ROTURIER** & de poste. Vitri, art. 68. homme de poëste, ou de poste, en la Coutume de Hainaut, chap. 106. *Sic enim legendum est.* [**GENS DE POSTE.**] Duché de Bourgogne, art. 125. Hainaut, chap. 65. ou de poëste. Comté de Bourgogne, art. 102. 106. par lesquels articles ils ne se peuvent assembler, ni faire gets, ne collectes sur eux, ni passer procuration sans licence de leur Seigneur haut Justicier pour le fait de leur communauté. Tels étoient les habitans de Mascou avant l'Eschevinage à eux accordé par le Roy l'an 1346. Les gens de pote sont non nobles, & sont du tiers Etat : & en un Arrest de Paris du 22. de Mars 1347. Thomas Dequi est appelé *Homo potestatis non nobilis*. Femme roturiere & de pote. Meaux, art. 155. En la Somme rurale sont ceux qui tiennent heritages cottiers, ou de main ferme, & qui sont sous la puissance, & en la sujétion d'un Seigneur à cause de leurs tenemens roturiers, & au ch. 65. de la Coutume de Hainaut les gens de potes sont opposez aux nobles hommes. Voyez le mot **POTE**.

* **GENTIEU fame.**] Demoiselle. Beaum. ch. 14. Voyez ce qu'on observe sur *Heritages gentieux*.

GENTILHOMME.] *Nobilis, ingenuus, qui & olim Patricius, qui patrem ciere potest, Festus, & Livius, lib. 10. non terra filius, cujus genus incertum est, Tertulliano in Apolog. & aliis: claro, summo & antiquo genere natus, ingenui sanguinis, ingenua stirpis, qui gentem, gentilitatem, genus, genesim habet. Gentiles sunt qui inter se eodem nomine sunt, qui ab ingenuis oriundi sunt, quorum majorum nemo servitutem servivit, & capite non sunt diminuti, Cicero in Topicis, Paulus ex Festo in plebe gentes civium patritia non inerant: Gellius, lib. 10. cap. 20. Gentilitio nomine gens cognoscitur, Valerius Probus libello de prænominibus. Le Gentilhomme est different du Bourgeois, & affranchy, du roturier & coutumier, des gens de potte, de gens de corps, serfs, taillables,*

taillables, ou mortuables. *Apud Marcellinum lib. 14. 16. 20. 27. & in notitia Imperii Gentiles differunt à Scutariis : & erat quadam schola Gentilium, seniorum, juniorum, namque militabant. Et faut noter que la gentillesse vient d'hoirie, & que la noblesse vient aussi par le bénéfice du Prince; & qu'il y a noblesse de race, & noblesse de vertu, que vel maximè estimatur militari industria, per quam Roma L. Tarius Rufus infima natalium humilitate meruit Consulatum, Plinius, lib. 18. cap. 6. Sed & alii plerique. A quibusdam auctoribus recentioris ætatis nobiles appellantur Patritii, & in vetustissimo & optimo Glossario αὐτοχθόνες, ἐὐγενεῖς, in quo Patritius etiam vertitur εὐπατρίδης, πρόγονος. Omnis autem ætas distinguit nobiles à plebeis, & fuit Martia Roma triplex, equitatu, plebe, Senatu : Tres equitum turme, tria nomina nobiliorum, Ausonius : Gens Patritia differt à plebeia, plebs à patribus, adeò ut leges, dignitatem & honestorum natalium insignia, non temere nec impune usurpari sinerent, Tertullianus in Apologetico. Quidam putant Francorum nobiles à Gallis appellatos gentiles homines, cum Galli essent Christiani, Franci verò pagani & irruerent in Gallias, Lambertus Danaus Politices Christiana, lib. 2. c. 6. Voyez les mots NOBLES & ESCUYER, ne in eadem revolvamur, nève per eandem lineam ferram reciprocemus.*

* *Heritages GENTIOUX.*] Acs, tit. 2. art. 1. sont des maisons nobles. En la Ville & Siege d'Acs, és maisons nobles vulgairement dits heritages gentieux &c. GENTILES olim eos vocabant quorum majores nunquam servierant servitutem. Qua ratione inquit Budeus, gentiles homines vocamus eos, qui ab ortu nobiles sunt, quasi ingenuos ab origine gentis. Horatius lib. 2. Satyr. 5. v. 15.

Qui quamvis perjurus erit, sine gente, cruentus

Sanguine fraterno, fugitivus, ne tamen illi

Tu comes exterior, si postulet, ire recuses.

V. ibi Lambinum.

* *GEOLE.*] Prison. Ce mot vient de Cavea, caveola. Rastal, gaole, ou gayle venust de Parol François, geole id est caveola mes metaphoricè est use pur un prison, & de ceole gardian del prison est appel un gaoler ou gailer. Voyez M. Pitou sur la Coutume de Troyes, pag. 16. ligne 28.

GEOLIER.] Janitor & custos carceris, optio carceris, janicularius, quasi stator & circitor, maniceps carceris, Prudentio in hymno Vincentii : φυλακτήρ, ὁ διαμοφύλαξ, θυρωρὸς : quasi Claustri-
simus, qui claustris janua præest, ut ex Livio Andronico refert Gellius, lib. 12. cap. 10. Claustrorum magister apud Cassiodorum in fine, lib. 31. Clastra carceris, l. 2. Cod. de custod. reorum l. 2. Cod. Theod. eodem. Carceres autem à coercendo, Charisius, lib. 1. Concierge. La Marche,

art. 405. aliàs 408. Le CHEPIER cy-devant: *Vincetorum dominus Manilio*, lib. 5. *Clavicularius Firmico*, lib. 3. cap. 6. vel *Clavicularius*, de quo *Cujacius docteur meus* ad l. 1. Cod. de excusationibus Artificum. Aliis *Carcerarius* φυλακτήτης. Est & in publica custodia, *Commentariensis*, qui tient le papier des écrouës, qui que adjutorem habet, l. 6. Dig. de bonis damnator, l. 4. l. ult. l. 5. Cod. de Cust. reorum, l. 5. 6. 7. Cod. Theod. cod. l. 5. Cod. Theod. de pœnis. l. omnis. Cod. Theod. de his quæ admin. Differt autem publica Carceris custodia à custodia officii vel militum, à custodia libera quæ apud magistratus, vel ab ea quæ apud vades. De Carcere & custodia *Lipsius* ad *Annales Taciti*; *Brissonus V. Cl. lib. 5. de formulis*.

GEOLIAGE.] *Cathenaticium*, cap. 4. tit. 4. lib. 7. *Codicis Visigothorum*.

* *GESIR*.] Coucher. De Beaum. chap. 13. a geu a couché. Grand méfet est de mettre sus à aucun par mautalent que on a geu o sa femme charnellement, ch. 30.

* *GESSE* ou *Goutiere*.] Bretagne, art. 712.

GHESEQUIERES.] La Sale de Lisle, tit. des Cens, art. 5.

* *GETER* de garentie.] Affis. ch. 74. Débouter de témoignage.

* *GHELEYDES*.] Dans l'Ordonnance Criminelle de Philippes de l'an 1570. pour les Pais-bas, art. 29. Sont des sauf-conduits.

LE GIBET.] *Crux*, *patibulum*, *galalum Varroni interprete Nonio*.

* Ce mot vient de *Gabalus*, *crux*, *patibulum*. V. *Cang. in Glossario Meursium & Cangium in v. γοβερ' &c.*

* *GIBET à Feste*.] Que le Duc d'Anjou a droit d'avoir en signe de Suzeraineté. Anjou, art. 48. Le fest est ce qu'on appelle en latin *culmen*, *fastigium*. L'Auteur du grand Coutumier, livre premier, chap. 4. pag. 16. Et aussi en signe de la noblesse (du Roy) & de sa Souveraineté fait l'en faire à sa Justice Gibet à Feste & Pillory notable, & les autres Justiciers sujets ne doivent avoir fors gibet sans feste & échelle &c.

TENDRE LE GIRON EN LA JUSTICE.] *Peronne*, art. 241. Quand le deffendeur compare à l'assignation qui luy a été baillée, & qu'il accorde au demandeur ses fins & conclusions.

DROIT DE GISTE.] Est dû au Roy seul, & non à la Reine, & le prend le Roy és lieux du douaire de la Reine sa mere, s'ils y étoient auparavant tenus: Arrest du Parlement de Toussaints 1275. & se paye à cause des heritages. Arrests és Enquestes du Parlement de Pentecoste & de Toussaints, 1271. Les sujets de l'Evêque de Paris à Antoiny payent le giste du Roy par Arrest donné à la S. Martin 1260. Et en un Arrest du 12. Decembre 1394. il est fait mention de ce droit de Giste appartenant à la Reine de Sicile. Et en un Arrest du dernier jour de Decembre 1332. qu'il appartenoit au Roy à son nouvel

avenement. Aussi plusieurs Ducs & Comtes ont eu droit de Giste és Abbayes & Monasteres de leur obeissance, & dont ils étoient protecteurs.

Nos Rois acqueroient autrefois ces gistes & plusieurs Seigneurs à leur exemple, parce qu'anciennement les hoteleries étoient tres-rares dans le Royaume, comme elles le sont encore en Espagne & dans l'Orient : c'est par la même raison qu'anciennement l'hospitalité étoit tant recommandée non seulement aux Clercs, mais aux Laïques mêmes. *Olim tam frequentes non erant, quàm postea fuerunt Canpona diversoria, & quàm sunt etiamnum in his provinciis & regnis, ubi Imperium, Religio, Artes, Scientia, Leges sedem sibi & domicilium in Europa constituisse videntur. Eodem enim fere loco etiam nunc res sunt in Asia, Africaque atque erant in vetustiore orbe; unde & qui regiones ibi peragant, canponas & hospitium ipsi sibi sua coguntur quodam modo circumgestare, & sub dio noctes traducere & tantum non castra metari. Narrat Gregorius Turonensis, lib. 6. cap. 45. ut Chilperici Regis filia in Hispaniam proficiscens ad regias ibi nuptias, octavo milliari gallicano à Lutetia castra cum comitatu suo metata sit & noctem duxerit sub tentorio. Thomass. p. 3. discip. Ecclesiast. lib. 3. cap. 47. n. 20. p. 626.*

Les gites ou les repas que les Seigneurs prenoient sur leurs tenanciers étoient appeliez MANGERIES comestiones. *Charta sen Chirogr. Vitriac. an 1157. IN SUPER vero Abbas & Monachi quidquid in terra Vitriacensi possidebant absque corveis & absque consularibus manducariis qua ad solum Abbatem pertinent, quidquid etiam in terris & feodis legitime deinceps possent acquirere, Ecclesia Vitriacensi perpetuo tenendum concesserunt &c. Vide Cang. in Gloss. v. Comestio ad Joinvillam pag. & Roverium in*

Recomao pag. 608. Peut-être que cet usage a pris son origine des loix Romaines. Voyez la loy dernière §. 29. de muneribus, la loy 21. §. de vacatione & excusatione munerum. Tit. Cod. Theod. de metatis, lib. 7. tit. 8. l. Gotofredi Paratitl. lib. 7. p. 267. Mathiam Lagunexium de fructibus part. 1. cap. 26. Portugalium de donationibus regis, lib. 3. cap. 42. M. Galland a fait sur ce mot l'observation qui suit.

Anciennement les Rois avoient droit de logement & deffray en plusieurs Evêchez & Abbayes : les exemples sont en nombre. Je me contenteray d'un de Charlemagne, lequel ayant ruiné un Evêque par la fréquence de ses voyages remarqua un jour qu'il étoit grandement occupé à faire de toutes parts nettoyer le logis, sans soin du traitement & nourriture, & luy ayant l'Empereur dit que tout étoit assez net, l'Evêque répondit qu'il étoit raisonnable que tout demourast net jusqu'au fonds, dont Charlemagne ayant conçu la conséquence, il luy dit, ne vous souciez, j'ay aussi bonne main pour remplir que pour vuidier, & il le gratifia de plusieurs terres.

Ces logemens & gistes étoient souvent convertis en argent. Les comptes rendus au Roy pour l'année 1234. portent en la recepte : *Thesaurarius sancti Martini pro gisto domini Regis*, neuf vingt quinze livres. *De Abbate maioris Monasterii. Pro gisto ejusdem domini Regis* six livres.

De ces logemens & deffrays appeliez gista tous les benefices n'étoient pas généralement chargez. Il n'y en avoit que aucuns dont le registre étoit tenu, & quand ils en obtenoient deffence & décharge, ils en étoient rayez. Aussi le

nombre des logemens qui pouvoit par le temps ruiner un Evêque ou un Abbé, ne dépendoit pas de l'arbitrage des Rois ; ces logemens étoient réglez & bornez à certains temps, journées, & fournitures : comme j'ay vû par trois Patentes des années 1258. & 1259. tirées des Archives de saint Denys.

Ce qui est dit *gistum giste*, est dit ailleurs *jacere*. Patente de Louis le Jeune Roy de France Duc d'Aquitaine à Paris de l'an 1144. accordée à saint Denys & portant remise de diverses Coutumes, *Prater vinum nostrum & avenam : prater jacere nostrum & exercitum & equitationem.*

Autre Patente de la même année 1144. parlant de quelques levées qui se faisoient *ab Hugone quodam & uxore sua in loco qui dicitur Monarvilla, videlicet tailliam de annona qua dicitur messiva, avenam ab uno quoque hospite, porcos seu frestringas, anseres, porcos & gallinas, jacere & procurari sive ipse, sive sui, corveias &c.*

Accord entre les Religieux de saint Denis, & le Vidame de Solemniaco de l'an 1233. *Recognosca quod nec ego nec heredes mei possumus jacere vel manere, vel aliquid capere in domo sancti Dionisii apud Solemniacum.*

Non seulement les Rois étoient fondez en ce droit de logement & de défray, mais aussi les Seigneurs particuliers avec lesquels souvent il étoit réduit & arrêté.

Patente de Robert Duc de Bourgoigne, regnant Henry Roy de France vers l'an 1040. en faveur des Religieux de saint Germain : *has consuetudines querpivit hospitalem susceptionem, & canum meorum hospitalitatem & pabulum & caballos meos, custodumque eorum receptionem & vini captionem.*

Patentes de Hugues Duc de Bourgoigne de l'an 1170. en faveur d'Odon, Prieur de saint Gilles. *Ecclesia sancti*

Germani Parisiensis omnes in eadem villa consuetudines & gistas indulsi. Puis nullam in ipsa villa gistam accipiam.

Au Chartulaire de Cluny, chap. 197. Lettre du Comte de Châlons de l'an 1180. *Porro dum per terram meam simpliciter deambulavero procuracionem semel aut bis in anno in hospitio Pare-di mihi deberi afferebam &c.*

Judicat. Parlam. an. 1271.

Cum gistum Domini Regis debeat ratione terrarum & hereditatum, cum Dominus Robertus de Beauve miles habeat terras & hereditates in territorio de Corbaneio, pronunciatum fuit quod dictus miles procuracionem seu gistum regis quod habet apud Corbeium ratione hereditatum & terrarum suarum solvere tenebitur.

Judicat. Parlam. 1287.

Pronunciatum fuit quod cives Claromontenses computabunt coram Episcopo Clarom. de omnibus talliis factis tam pro donis ab eis factis domino Regi, quam pro gistis ipsis.

Non seulement les Seigneurs séculiers, mais aussi les Ecclesiastiques étoient fondez en ce droit de giste, de logement ou de past. J'ay lû au Chartulaire de saint Maur des Fosses un acte de l'an 1278, au mois de Mars par lequel le Convent quitte à tous hôtes de Oratorio divers droits entr'autres 30. *solidos quos in festo Purificationis beata Maria annuatim solvere tenebantur pro pastu &c.*

Le mot plus frequent aux Ecclesiastiques dont les exemples sont sans nombre, est *procuratio*. Dans le Chartulaire du Prieuré de Doncherey, chapitre de Fresnoy, les Bourgeois de saint Medard & les autres Bourgeois de la B. & chacun d'eux, doivent par chacun an aux jours de saint Remy ou chef d'Octobre & de Pasques la quantité d'un quartel de fourment demys setier d'avoyn.

ne & la somme de trois sols parisis, laquelle redevance est appelée *le giste*. Le même contient un chapitre des gistes que le Comte de R. tient en fief de l'Abbé saint Remy de Reims. Les fournitures qui se font aux Archidiacres en leurs visites sont désignées par le même mot.

Ces logemens & desfrais avoient des divers noms & pouvoient être compris sous le nom *Parata* ordinaires en toutes les anciennes Patentes en faveur des Eglises qui étoient déchargées du logement & nourriture des envoyez du Prince, Comtes & autres commis pour l'exercice de la justice. Marculfe, lib. 1. c. 3. rapporte ces mots de la formule ancienne, *Ut neque vos neque juniores successores vestri, nec ulla publica judiciaria potestas quocumque tempore in villis ubicumque in regno ipsius Ecclesia aut regia aut privatorum largitate conlatis, aut qui in antea fuerint collaturis, aut ad audiendum altercationes ingredi, aut freda de quibuslibet causis exigere, nec mansiones aut paratas vel fidejussores tollere non presumatis &c.* Où le docte Commentateur explique tres-bien *paratas, pastus &c.*

Je reconnois néanmoins que ce mot a été quelquefois adapté aux Evêques fondez en droit. *Joannes Besuensis monach. Bibl. Reg. p. 107. Raymundus Lingonensis Episcopus fecit liberam sancti Remigii Ecclesiam ab omnibus consuetudinibus quae in polyptico continentur. Paratas seu debitum quod in Synodo debebat praesentare remittens.*

Au chartulaire de saint Denys de Noigeant le Rotrou il y a dans une Bulle de Paschal II. n. 2. *Pracipimus ut omnes Ecclesia, seu Capella vestra & cœmeteria libera sint & omnis exactionis immunia, prater consuetam Episcopi paratam & justitiam in Presbyteros.* Il y en a une semblable du Pape Lucius au Chartulaire de saint Maur sur Loire.

Cette forme d'exemption aux Eglises à *mansionibus & paratis* est longtemps avant Dagobert, sous lequel vivoit Marculfe, voire dès le temps de Clovis, comme il se collige d'une Patente rapportée par Mireus *Diplom. Belgic. l. 1. c. 6.* Mais je ne puis convenir avec Monsieur Bignon que *Parata* soit ce que l'on appelle chez les grands *livrées*. Ce que Marculfe & tous les Anciens en semblables exemptions ont appellez *parata*, en une Patente de Charles le Chauve an. 7. indi. 9. est appelé *Cœnaticum & Pastio. Ne quislibet exactor judiciaria potestatis nec ullus telonarius de ipsis aut hominibus qui eis praesident, ullum teloneum aut ripaticum, aut portaticum aut pontaticum, aut salutaticum aut cespitaticum aut cœnaticum aut pastionem aut laudaticum aut trebaticum aut pulveraticum, aut alium &c. exigere audeat.*

Nous appellons proprement *livrées* les gratifications des Grands envers leurs domestiques pour habits : de là nous disons que les Pages & autres portent la livrée : & au Pays bas *livrenrs* sont ceux qui fournissent étoffes pour habits Le Roman de Florimont.

Si ont pris del Roys conger
Et li Roy leur a moult proye
Le pources perdu prend conger
Qui prennent de luy *livraison*
Et il & tuit si compagnon,
Et il repond non prendray mie
Livrer nous doit li Rois d'Ongric.

Au Roman de Vacce.

A ceux qui voudront promettre
Si Angleterre prend en guerre.
A plusieurs promettre *livraisons*.
Riches soudoyes & bons dons

Donc *livrées & livraison* indéfiniment est d'habits, & quand on l'a

d'après d'autres sujets, l'on dit *livrée d'argent*, *livrée de bagues*, *livrée de viandes exquises*. Au Chartulaire de saint Michel du Trespont, il y a une lettre de Jean Comte d'Eu 1379. où sont ces mots. *Demander quatre deniers de congie ou livrée*, à cause du manoir où le fermier vouloit faire certain édifice; &

au Chartulaire de saint VVandrille il y a une Patente du Roy Ph. lippes de l'an 1316. où sont encore ces mots: *significatum est nobis forestam nostram de tractu multipliciter devastatam sub umbra livrea seu costumia quam ibi perceperunt Abbas & conventus sancti VVandresili.*

* *GLANDE'E.*] Sedan, art. 14. &c. C'est le gland, qui sert de paillon ou nourriture aux porcs.

* *GLAZY.*] Glaive, dans l'Alph. de Riom.

* *GOIR*] Jouir: S'il veut goir dou marchié. Il gorroit de l'hiretage. De Beaumacoir, ch. 34. Ce mot vient de *gaudere*.

LOY GOMBETE.] De laquelle nos anciens François ont usé. Gondebaut Roy de Bourgogne en a été Auteur, comme aucuns estiment. *Extat autem lex Burgundionum à Gundobado regelata, qui & Gundibadus, & Gundibaldus appellatur, ejusque meminerunt. Gregor. Turonens. Ado Viennensis, & ad eum extant epistola quedam Theodorici Regis apud Cassiodorum.*

L'ENSEIGNE, & GONFANIER.] Boulenois, art. 7. & en l'ancienne, art. 87. où l'on a mal imprimé *PARTIES*, pour *Pairies*. Cet Officier tient en Pairie, & porte l'Etendart, & vient de Gonfanon. Les Enseignes ont été appelées Fanons. Gonfanon à trois queuës en la vieille Chronique de Flandres, chap. 67. auquel lieu l'Auteur décrit *L'ORIFLAMME*, comme aussi Froissart, livre 2. chap. 125. *GONFALONIER* en Italie, c'est le Porte-Enseigne. Froissart, liv. 2. chap. 135. *Signifer, vexillarius. Muta signa sunt Aquila, Dracones, vexilla, flammula rufa, pinna. Vegetius, lib. 3. cap. 5.* Gonfanon. Ville-hardouin, livre 3. 4. 7.

* *GORDS.*] On appelle ainsi des espaces dans des rivières où l'on a dressé des pieux pour y tendre des filets & prendre du poisson. *V. Cours.*

* *GORIN.*] Anjou, art. 499. C'est un petit cochon.

* *GORSE & terre.*] La Marche, art. 328.

* *GOUERES.*] Nevers, chap. 18. art. 5. sont des gâteaux.

ARPEUTEURS & GOULEEURS.] Bretagne, art. 264. *Qui* font les Arpentages & mesurages, auquel art. il faut lire, ET PAYER LES DOMMAGES.

* *GOUR.*] Dans le pays de Bresse on appelle ainsi le creux que la cheute de l'eau fait naturellement derrière la chaussée d'un étang & à l'extrémité de la chaussée, lequel on garnit de fagots pour retenir le poisson qui pourroit passer par la chaussée.

* *GOURS.*] Bourbonnois , art. 162. sont des creux profonds & plains d'eau dormante, qui sont auprès des rivières sous des arbres ou des rochers, dans lesquels le poisson se retire. V. *Gords.*

GOVERNEURS] & Lieutenans généraux des Provinces, qui ont succédé aux anciens Ducs, & ont été ordonnés pour la force, afin de conserver en paix & repos les Provinces qui leur sont données en charge, les défendre par armes contre les séditieux & ennemis, tenir les Places, les Villes, Châteaux, Forts & Frontières bien réparées & munies, & changer les garnisons, donner main-forte à la Justice, faire que les Edits du Roy soient bien observés: toutefois ils n'ont aucune juridiction, & ne doivent rien entreprendre sur la Justice, ni sur les finances, étant leur autorité sur les armes, & peuvent ordonner du département & distribution des deniers pour les réparations & fortifications des places du gouvernement & des logis, vivres & étapes pour le passage des gens de guerre: peuvent donner passeports pour les personnes seulement, & non pas pour les marchandises & denrées: comme il a été avisé au Privé Conseil du Roy, tenu à saint Germain en Laye au mois de Novembre 1583. Et ne doivent sans Ordonnance du Roy faire levée de charrois, pionniers, deniers, ou autres choses. Peuvent bien, avenant la mort des Capitaines des Châteaux, Villes, Ponts, & Places, & de gens de pied étant au pays & gouvernement pour le service du Roy, en députer d'autres jusques à ce que le Roy y aye pourveu: Et comme il est contenu par les Lettres Patentes du pouvoir des gouvernemens, qui doivent être vérifiées & publiées en Parlement.

LETTRES DE GRACE, PARDON & REMISSION] Qui se baillent es Chancelleries de France, ou des Cours souveraines aux homicidaires, qui auroient été contrainsts faire les homicides pour le salut & défense de leurs personnes, ou par cas fortuit, *aut si telum manu fugit*, & es autres cas de droit, esquels y échet peine corporelle. *Cum criminis gratia fit. Hac indulgentia admissi criminis subscripta Principis manu appellatur adnotatio. l. eum qui, Cod. ad leg. Cornelianam de Sicariis, & Novella Valentiniani, de Homicidio, ex qua homicidium factum nefaria voluntate, nec adnotatione Principis remitti potest, ut nec aliorum capitalium criminum rei absolvantur ex adnotatione.* Voyez *Remission*.

GRADUEZ SIMPLES: GRADUEZ NOMMEZ.] Ceux qui ont pris leur degré des Arts, de Médecine, de Jurisprudence ou Théologie, en Université fameuse, pour pouvoir enseigner ou pratiquer en leur science en laquelle ils sont pourvus, & pour pouvoir obtenir offices ou bénéfices. Aussi les Princes ont quelquefois octroyé

Lettres Patentes pour pouvoir exercer & pratiquer l'art de Medecine. *Adi cap. 24. lib. 6. epistolarum Petri de Vineis.* Il convient que les Graduez soient nommez par l'Université dans le Carefme, & qu'ils s'insinuent aux collateurs en temps de Carefme, pour obtenir benefices, lesquels vaquent és mois de Janvier & de Juillet pour les graduez nommez : & au mois d'Avril & Octobre pour les simples. Ainsi les Univerfitez ont droit de nomination aux benefices sur les ordinaires par la Pragmatique Sanction & Concordat, après les Conciles de Constance & de Balle.

* *GRAINDIER.*] Augmenter. *Li prix n'en doit pas estre graindiez.* Beaum. ch. 27.

* *GRAINER.*] C'est mettre les porcs dans les bois à la paiffon ou la glandée. Voyez M. Pithou, fur l'article 175. de la Coutume de Troyes, page 432.

TEMPS DE GRAINER.] Troyes, art. 175. Sens, art. 151. Chaumont, art. 107. Auxerre, art. 265. 266. 269. Lorraine, tit. 15. art. 6. 9.

C'est à dire de paiffonner les pourceaux és bois & forests. Ce qui s'appelle *VIVE PASTURE* en la Coutume du Duché de Bourgogne, art. 123. à la difference de la vaine pasture. *Hoc enim tempore in sylvis pastus animalium interdicitur.*

DROIT DE GRAIRIE & GRAIER.] En l'Edit du Roy François premier de l'an 1543. de Henry II. de l'an 1554. art. 1. fait pour le reglement des Forests.

Le droit de Grurie appartient au Roy pour la jurisdiction, & consiste és émenes des Forests, & en la confiscation du bestail, & en la perception de moitié, ou d'autre partie des fruits, & revenu du bois & forests d'aucun Seigneur : & le droit de Grairie consiste en la propriété & domaine de partie du bois ou forests. Quelques-uns prennent ces dictions au contraire.

Ad Gruarium pertinet jurisdictio & cognitio delictorum quæ in sylvis alienis fiunt, & omnium fructuum partem refert, ut glandationis, lignorum, & multarum. Il est fait mention de ces droits de Grurie & de Grairie, du Gruier & Graier, en un Arrest de Paris du 8. Avril 1404. Et ces droits comme differens sont expliquez en un Plaidoyé fait en Parlement à Paris le 9. de Fevrier precedent, & qui a été recueilli par le Greffier du Tillet. Son recueil non encore entierement imprimé est de grand labour, & digne de grande loüange & lumiere. *Memoria ejus heredes & nomini suo consulerent, si egregium illud ingenii monumentum ederent in lucem.* Voyez *Gruirie*, *Segreage*, & *Segraier*.

LE GRAND DE LA TERRE.] En l'ancienne Coutume de Bretagne

BAGNE, art. 531. 534. Semble être la masse hereditaire ou commune qui est à partir. Ce que la dernière Coutume de Bretagne, art. 565. a dit **LE GRAND DES BIENS**.

* **GRANGER.**] Metayer.

* **GRANGEAGE.**] Donner terre à grangeage, c'est donner sa terre à un Laboureur pour la cultiver, à la charge de partager avec luy par moitié les fruits qui en proviendront.

* **GRATERS.**] Dans le pays de Bresse sont ceux qui ont la charge de prendre garde aux eaux & aux étangs.

* **GREC.**] Clermont, art. 249. *Les gros decimateurs sont tenus de fournir les Livres, c'est à sçavoir, le Grec, le Messel, le Mandel, l'Epistolier, l'Antiphonier, le Legendier, & le Psautier &c.* Au lieu de Grec il faut lire Greel, de Gradale ou Graduale. Catholicon Aremonicum, Grosal. Gal. Greel, livre à chanter, latine Gradale. Voyez le petit Dictionnaire publié par le P. Labbe dans son Livre d'Etymologies, p. 505.

* **GRAPPETER.**] Bourbonnois, art. 351. Dans le Texte donné par Potier, & dans tous les Textes imprimez depuis il y a *grapper*; mais dans les precedens, & dans la minute originale il y a *grappeter*. L'un & l'autre mot vient de *grappe*; de sorte que *grapper* ou *grappeter* n'est autre chose que chercher ce qui reste de raisins dans les vignes après les vendanges faites, comme on dit glaner, en pays de bled après la moisson. Voyez M. de la Thaumassiere sur la Cout. de Berry, tit. 15. art. 7. page 765. 766.

FAIRE GRE'E.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 177. c'est accorder d'une chose litigieuse.

DROIT DE GREFFE.] Qui se prend sur les ventes de bois, & est de soixante trois sols neuf deniers: & pour le droit de cire dix-huit deniers pour livre, tant en Normandie qu'ailleurs.

GREFIER.] Γραφὺς, *Scriba Judicis, qui scriptum facit. Commentarienses, Hypomnematographi, Actuarii, vel Actarii Velio longo, Exceptores, ab actis ἐπιμνηματοφύλακες consciunt & adservant Regesta, & acta judicii. Scribarum autem alii fuerunt Questorii, Pratorii, Edilitii: alii Scribe portorii, ararii. Scribas proprio nomine antiqui & librarios & poëtas vocabant: At nunc, inquit Festus, dicuntur scribe quidam librarii, qui rationes publicas scribunt in tabulis. At Graphio veteribus est Comes; qui & Gravius, & judex fiscalis. Alius est Gravius qui Baro.*

* **GREGNOR, GRENNOR, GREGNEUR.**] Plus grand. *Greigneur Partie*, De Beaumanoir, ch. 47. *Gregnor peril. Assis.* ch. 191. &c.

GREIGNEUR DE VINGT-CINQ ANS.] Auvergne, chap. 1. art. 7. c'est à dire majeur.

PRESCRIPTION GREIGNEUR.] Auvergne, chap. 17. art. 1. c'est à dire plus grande.

GREIGNEUR PRIS.] La Marche, art. 388.

Qui est le plus grand Juge graigneur. Normandie, chap. 4. à la différence du moindre Juge & inférieur.

PARTIE GREIGNEURE ou GREIGNEUR.] Normandie, chap. 11. Bayonne, tit. 26. art. 15. Aussi nos Chroniques & histoires usent souvent de ce mot GREIGNEUR pour GRAND.

PROMESSES, GREZ.] En la dernière Coutume de Bretagne, art. 686. J'ay souvent usé en cet Indice des anciennes Coutumes, encore qu'elles fussent déjà lors de cette compilation réformées, ou depuis.

Voyez *Creant*, *creanter*. Ce mot nifioit dans la basse Latinité un cautionnement. vient de *creantum*, *grantum* qui signifient.

* *GRIECHE*.] *Griechia*, *onus*. Le Chartulaire de S. Maur des Fosse, titre de l'an 1240. *Qua vinea sita sunt in censiva N. ad censum, & Griachiam, &c.*

Autre de l'an 1263. *Petrus de Aquabona recognoscit se tenerè ab N. &c. tria arpenta terra arabilis seu frichiorum in territorio de Boissiac &c. onerata in tribus denariis Paris. capitalis census, debitis in festo B. Remigii ad Grieschiam tantummodo &c.* (M. GALLAND.)

Ce mot vient du mot latin *gravis*. Le petit Dictionnaire publié par le P. Labbe Jésuite. *Gravedo* pesanture. *Griets*.

GRIEFS.] En l'Ordonnance du Roy Charles VII. de l'an 1443. art. 50. & ailleurs: de Charles VIII. de l'an 1493. art. 27. de Louis XII. de l'an 1512. art. 57.

Sont les cas & articles esquels l'appellant prétend être grevé, & avoir été mal jugé, pour les causes & raisons qu'il allegue au Juge de la cause d'appel, auquel il en fait sa plainte: *Gravamen*, *cum grave est judicium appellanti*. *Gravari condemnatione* l. 11. Dig. *Arbor. furtim cesar. Qui appellavit causas appellationis reddit apud eum ad quem appellavit, & probat merita appellationis sue*, l. 27. l. ult. par. ult. Dig. de *appellatio* l. un. Dig. *Si pendente appellat. Paulus lib. 5. Sentent. tit. 35. & ult. l. eo casu 33. Cod. de appellation.*

* *GRIE'S*.] Pesant. Par la quantité est le fes entendus plus gries, ou plus légers. Anc. Cout. d'Orleans. Voyez *Griche*.

* *GROS*.] Dans le pays d'Arthois les Notaires délivrent la minute des contrats qui sont passez pardevant eux; & quand la partie

à qui la minute a été délivrée veut la mettre à execution, il la doit porter au Greffe du *gros*, où on luy expedie une grosse, & où l'on retient la minute pour y avoir recours en cas de besoin. Voyez les Ordonnances imprimées à la fin de la Coutume d'Arthois, page 595.

DROIT DE GRUERIE & GARENNE.] Senlis, art. 107. Au Seigneur haut justicier qui a ce droit, appartient la chasse & la païsson & pasnage des bois qui sont à ses vassaux ou sujets. Et à cette cause ils en sont moins estimez. Montargis, ch. 1. art. 72. Orl, ch. 1. art. 95. V. *Gruerie* & Chasseneuze sur la Cout. de Bourg. ch. 13. art. 7. sur le mot. *gruerie*.

BOIS DE COUPPE ESTANT EN GRUERIE, ou HORS GRUERIE.] Orleans, chap. premier, art. 82. 95. auquel art. 82. il est aussi fait mention de la Coutume de Gruage selon laquelle il faut mesurer, arpen-ter, laier, orier & livrer le bois; *sic ubique constanter legitur*.

GRUIER.] Sedan, art. 306. 307. & au procez verbal de la dernière Coutume d'Auxerre au rôle des Officiers, & és Ordonnances de Charles VI. C'est un Officier des Forests, qui a le marteau pour marquer le bois & arbres que l'on vend, ou que les usagers prennent pour bâtir & chauffer. En quelques lieux il s'appelle **VERDIER**. Quelques-uns estiment que ce soit celuy qu'Aristote au livre 7. des Politiques ch. 12. appelle *ὑλῆρος*, *quem Sudas interpretatur sylve custodem*, un Verdier, un Forestier, un garde de bois ou forests. Es Ordonnances des Forests il est fait mention du **GRUIER**, **GRAIER** & **SEGRAIER**. Voyez *Gruerie*.

GRUIER & DROIT DE GRUERIE.] Es Ordonnances des Forests, & en l'Edit de l'an 1566. fait pour la conservation du domaine du Roy, art. 10. & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 33. 528. & suivans. Voyez *Gruerie*.

GRUIRIE.] Duché de Bourgogne, art. 126. Montargis, chap. 1. art. 72. Orleans, art. 146. & au procez verbal de la dernière Coutume d'Auxerre au rôle des Officiers, & en l'Edit de François premier de l'an 1543. de Henri II. de l'an 1558. de Henri III. de l'an 1583. & de Charles VI. de l'an 1413. esquels lieux ce droit est distingué de la Grairie, & Segrairie: *δρυρία, δρυς, significat quercum & aliam quamvis arborem, ut & glandis nomine omnis fructus significatur. Hinc etiam Gallis Druidum nomen, de quibus Caesar lib. 6. Seneca in ludo, Suetonius, Lucanus, lib. 1. Plinius in fine lib. 16. & passim alii auctores.* Quelques-uns disent que ce mot, **Druide**, signifie divin, ou Theologien, comme **Druthin** signifioit Seigneur ou Dieu en vieil langage François Frizon, le President Fauchet en son premier livre de la langue Françoisise, chap. 9. *Damones Sylvani à Gallis Drussi nuncupantur: D. August. lib. 15. de Civitate Dei. Plinius ait Druidas inter-*

pretatione Graca posse videri appellatos à roborum lucis. Voyez Grairie.

Le droit de Grurie dans son origine ne se levoit pas seulement sur les bois, mais sur les terres labourables, ainsi qu'il paroît par la Charte suivante de l'an 1204. rapportée par du Chefne dans ses preuves de la maison de Montmorency. p. 65.

Ego Radulfus Sueffionensis Dominus & Adelidis uxor mea notum facimus omnibus presentem paginam inspecturis, quod compositionem quam dilectus filius noster Gancherus de Castilione cum Abbate & Capitulo S. Dionysii fecit super gtraria de Trembleio, tam in nemore quam in plano concedimus in perpetuum tenendam sicut in charta prædicti Gancheri continetur &c. Actum Anno Domini MCC IIII. mense Ianuario. Voyez Grairie.

Quelques-uns font venir *grurie* du mot *grun* Allemand, qui signifie *verd.* Mais Monsieur Pithou sur l'article 181. de la Coutume de Troyes le fait mieux venir de *gru*, qui signifioit autrefois non seulement tout fruit de forest, comme l'a crû cet Auteur, mais indistinctement toute sorte de fruit; ce qui est si vray

que nous appellons encore une certaine espece de farine *gruan*, & qu'anciennement à Utrecht le tribut qui se levoit sur la biere, parce qu'elle se fait de froment & de houblon, étoit appelé *grut*, *gruit*, ainsi que nous l'apprenons d'une ancienne Charte de l'an 1013. rapportée par Heda Chanoine d'Arnhem dans son histoire des Evêques d'Utrecht en la vie de Guillaume, p. 100. *Largiti sumus & omnino concessimus omnem districtum super villam Bomola, & super cuncta quæ ad eandem villam pertinent videlicet publicæ rei subiecta; telonem vero, monetam & negotium generale fermentaria cerevisia, quod vulgo gruit nuncupatur &c.* Voyez le même Auteur, p. 95. Skinner in Etymol. general. Grout *ab Anglo-Saxon. Grut. far, condimentum cerevisia, mustum Cerevisia. Belgis gorte alica &æa deglubita, far fermentitium. Grutte milium. Teut. grappe granpen Polenta, farina pulmentaris, griesz vel grieszmehl Fr. G. griotte grutte farina pulmentaris. Voyez Grairie.*

* *GRURIE de Charbon.*] Dont l'on fait bail à Paris au profit du Roy. (Voyez l'observation precedente.)

* *GRUMER.*] La Coutume du Nivernois, au titre de prise de bestes, art. 10. & 11. Les bestes grument lors qu'il paroît par leur fiente qu'elles ont mangé des raisins dans les vignes, auquel cas elles sont confisquées à la Justice.

GUERB.] En l'ancienne Cout. de Bretagne, art. 392. & en la dernière, art. 408. C'est la faculté de laisser pasturer ses bestes es terres de ses voisins.

Selon les articles citez de la Coutume de Bretagne, les gens de basse condition qui ont clos leurs terres & mises en défenses, ne doivent avoir *guerb*, c'est-à-dire qu'ils ne doivent point avoir la faculté de laisser aller paître leurs bêtes sur les terres de leurs voi-

sins; ce qui a été établi par un principe de justice, afin qu'on ne prenne point sur son voisin la même chose qu'on luy refuse. *Guerb* vient de *guerpir*, qui signifie icy delaisser son héritage pour aller dans un autre.

GUERPIE.] La Marche, art. 147. Quand l'homme qui tient l'héritage serf, mortuaire ou censuel, le quitte & delaisse.

LA GUERPIE, ou LA RELICTE.] En quelques titres anciens.
Vidua.

GUERPINE.] La Marche, art. 92. 180. Bourbonnois, art. 399.

GUERPIR.] La Marche, art. 147. S. Jean d'Angeli, art. 116. 117. Masuer, tit. 2. 3. 8. 11. 25. Bourbonnois, art. 399. ou GURPIR, ou GULPIR, cy-après.

GUERPISON, ou GURPIZON.] Bourdelois, art. 85. 86. S. Jean d'Angeli, art. 117. Guerp. C'est la chose délaissée. Guerpier la ville, ou bataille. En la Chronique de Flandres, chap. 89. 98. Froissard, liv. 1. chap. 241. liv. 3. chap. 102. & en l'histoire de Villehardouin. C'est abandonner. GUERPIR l'homage du Roy au chap. 98. de la Chronique de Flandres, quand un vassal se départ de la foy de son Seigneur pour faire service à un autre Seigneur. Déguerpir signifie délaissier & quitter Heritage vendu; & GUERPI en la Somme rurale traitant des garents, c'est à dire, livré & délaissé à l'acheteur par le vendeur. Et au tit. des Revestissemens. *Theodulphus, & in vita Caroli magni, Saxones alodem suam manibus gurpierant, id est dimiserunt.* Voyez le mot VVERP. Guerpier & desemparer les murs & portaux de la ville. Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. Guerpier les faux-bourgs.

DROIT DE GUERRE.] Qui a eu lieu par coutume, comme appert par un Arrest de Toussaints 1291. & autres, & qui a été permis par Ordonnance du Roy Loüis Hutin entre les nobles seulement, pour se venger d'une injure ou outrage de personne, & n'a lieu contre celuy qui est en la sauvegarde du Roy signifiée, comme il est recité en un Arrest de Paris du 8. Mars 1319. du 24. Avril, du 1. jour de Juin 1331. Tellement que l'on traitoit quelquefois des treves pour un temps, que la Cour confirmoit & autorisoit, & ordonnoit des asseuremens ou combats. Toutesfois durant la guerre du Roy toutes les guerres, combats, tournois, joutes & chevauchées de ses sujets devoient cesser par Ordonnance du Roy és Arrests de Toussaints 1296. & en appert par un Arrest du 8. Avril 1343. du 20. Février 1349. du 4. May 1351. & avant que d'user de ce droit de guerre & de vengeance, il falloit user de défiance precedente: comme appert par les Arrests de Paris du dernier jour de Mars 1353. du 8. Aoust 1335. du 13. Janvier 1357.

* GUERRREDON.] Reeompense. WERDUNIA. *Vossius de vitis serm. lib. 11. c. 20. p. 223.* Donation qui est guerdon, ou par recompensation d'aucun qui la merite. Le grand Coutumier lib. 2. c. de don.

GUESVER L'HERITAGE: GUESVEMENT.] Orleans, art. 121. 132. Qui est, quand celuy qui tient l'heritage redevable de cens

& de relevoisons à plaisir, délaisse ledit heritage vacant au Seigneur censier, pour en jouir par luy si bon luy semble, en acquit des relevoisons, pour chacunes desquelles est dû au Seigneur le revenu de l'heritage censuel pour un an. CHÔSES GUAIVES, ou GUESVES, qui sont égarées & délaissées. Voyez les dictions GUERPIR, GULPIR. GUESVER, DESGUERPIR, ESPONCER. *Ha voces antiqua sunt & non carent elegantia : Cum autem à veteribus Francis prodita sint, mirum est à plerisque recentiorum sileri.* * V. Choses gayves.

GUET A PENS.] Auvergne, chap. 29. art. 1. Namur, art. 89. *Cum quis certo consilio & proposito insidiatur alicui, & crimen admittit, quales subseffores qui occisuri aliquem delitefcunt.*

A GUET POUR PENSE'.] Normandie, chap. 75.

DROIT DE GUET.] Chalons, art. 3. Tours, art. 295. Lodunois, chap. 28. art. 3. Bourbonnois, chap. 36. Bretagne, art. 292. de la dernière. Lorraine en la nouvelle Coutume. Masuer, tit. 38. art. 22. *Vua-éta, in capitulis Caroli magni, lib. 3. art. 68. & in precepto concessionis Ludovici Pii quod fecit Hispanis.*

* GUET de Prevost.] Chalons, art. 3. C'est ainsi, selon Billecart, qu'il faut lire dans cet article, & non comme on y lisoit auparavant, Droits de Thonneux, grand & petit guet, Prevost & forage, &c.

Anciennement les habitans de Chalons, comme les habitans des autres villes, étoient obligez au guet envers leurs Seigneurs : ceux qui étoient dans le ban de l'Evêque le devoient à l'Evêque ; ceux qui étoient dans le ban de l'Abbé de S. Pierre le devoient à cet Abbé, & ceux qui étoient dans le ban du Chapitre de S. Estienne le devoient à ce Chapitre. Mais cette servitude étant devenue inutile parce qu'il y a long-tems qu'on n'a plus à craindre d'invasion à Chalons & dans la plupart des villes du Royaume ; ces Seigneurs pour se conserver dans la possession de ce droit, obligerent tous les ans les sujets qui le leur devoient, à comparoître un certain jour en armes pardevant eux ou leur Prevost. Cette comparution a été appelée par cette raison le guet de Prevost, & celuy qui y manque doit cinq sols d'amende. A l'exception de ceux du ban de l'Evêque qui sont exempts de ce devoir, par traité fait avec luy & les habitans en 1609. & qu'on a soin de faire ratifier à chaque nouvel Evêque au jour de son avènement.

L'article cité décide que le noble issu soit de pere noble & mere roturiere, ou de mere noble & pere roturier, est exempt de ce droit ; ce qui est une suite de la noblesse par les meres, que cette Coutume a retenuë de l'ancien droit qui étoit general dans toute la France ; car c'est une erreur que de s'imaginer que cette noblesse soit un privilege

particulier de la Champagne dont on attribué sans fondement l'origine à quelques batailles. Voyez ce qu'on a dit sur cette matiere sur les mots *Noblesse par les meres*.

SUJETS GUETABLES.] Auvergne, chap. 25. art. 17. *Excubie*, *νυκτοφυλαχίαι*, *νυκτηγρησία*, *ἐξυβίτα*, & *ἀγρυπνίαι* in legibus militari-bus novissimi Justiniani, *πανυχίδες*, *pervigilia*, *pernoctationes*. *πανυχισμοὶ* domino debentur à subditis, ita ut privilegii loco habeatur, si non sint excubitores, speculatores, vigiles, Noctiani ut est in glossario. Alii sunt speculatores, qui protectores, les gardes. Sic etiam fideles qui fenda-lia jura tenent, prima nocte debent excubias Imperatori in Roncaliis: alioqui quicumque domi domino nolente relictus defuerit, fendo privari curia censet, Guntherus, lib. 2. *Lugurini*. Qua de re etiam Oto Frisingensis. Et és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 103. de Louis XI. de l'an 1479. du Roy Louis XII. de l'an 1504. de Charles IX. de l'an 1560. art. 103. il est fait mention de ce droit de guet és Villes, Places, & Chasteaux de frontieres & autres. Et és Ordonnances de l'Admirauté du guet tant de jour que de nuit au long de la marine, & greve sur les costes de mer en temps suspect & de guerre. Sic pro-cubitores dicuntur feri velites (sic videtur legendum) qui noctu custodia causa ante castra excubant, cum castra hostium sunt in propinquo, Festus ex Catone. *Excubitum nocte facere*, Vegetio & aliis. ο *Εγλίων φρουρὸς*, *vigil* in legibus navalibus Rhodiorum cap. 36. *πανυχίτης*. *Præfectus vi-gilum*, qui *νυκτεπαρχος*, & *ἀγρυπνίας ἀρχὸν*, in Novell. Justiniani: *νυκτοστρατηγὸς*, & *νυκτεπὶνὸς στρατηγὸς*, adnotante Cujacio scriptore classico & assiduo: in lege ultima §. *legati Dig. de muneribus*. Le Maître, ou Chevalier du guet, ou Capitaine. *Excubitor tribunus*, qui signum à Prin-cipe de more poscebat, Suetonius in Claudio cap. 42. vel excubans, Idem in Nerone cap. 9. *Comes excubitorum*, Histor. Miscella, lib. 17. *Silen-tiarii etiam excubias agunt in palatio Principis, ut sacro adhibeant si-lentia somno*, ut Claudianus ait: fuitque silentiariorum primicerius: Ad-stabant autem fere ad limina palatii ut consistorii, & ad cubiculum. Sunt qui proprio excubitu salutem Principibus servant, Firmicus, lib. 3. cap. 14. Et domini potentiores habuerunt nocturnas servorum excubias ad cu-biculum. Sed & excubie militares circa templa. Vulgatum est autem res-seram datam ad excubias, aut signum militia fuisse vocale: Quadam ex iis noctisque fuisse custodias quatuor, ut custodia quarta pars noctis fuerit. Arnobius ad Psalmum 89. & 129. & alii plena manu adnotarunt: Ita-que hic desinam: nec nostrum est diligentiam in supervacuis affectare. Hoc unum addo, Excubias esse diurnas: Vigilias nocturnas, Servio Ho-norato, in 9. *Æneidos*.

Il n'y a personne qui ne sçache com- bien quelques Nations barbares ont fait

anciennement d'irruptions en France. Aimar dans sa chronique sous l'an 1010. écrit que les Maures tenterent pendant une nuit de se rendre maîtres de la Ville de Narbonne, & que dans le même temps les Danois firent une descente dans l'Aquitaine où ils firent d'extrêmes desordres. Vers la fin du même siècle les Cotereaux ou Roturiers qui étoient des brigans ramassés, pillerent plusieurs Provinces du Royaume, & parce qu'alors la France n'étoit pas gardée ny policée comme elle l'est à présent, ces malheurs étoient très-frequents. Voyez le mot *Coteranx*.

Ceux qui avoient des places fortes & des Châteaux se défendoient comme ils pouvoient contre ces violences & à l'égard des pauvres habitans de la campagne le peu qu'ils avoient de biens leur étoit enlevé, & souvent ils étoient eux-mêmes enlevés en esclavage.

La nécessité obligea les Seigneurs, les vassaux & les sujets de traiter ensemble pour se mettre à couvert de ces invasions.

Les Seigneurs de leur part, ce qu'il faut entendre de ceux qui avoient droit d'avoir des Châteaux ou Forteresses, s'obligerent de donner azyle à leurs vassaux & sujets.

Les Vassaux de leur côté s'obligerent au devoir de *lige éage*, qui consistoit à demeurer pendant un certain espace de temps dans le Château du Seigneur pour le garder; & les sujets roturiers s'obligerent au droit de *guet* & à diverses corvées pour contribuer au bâtiment & à la réparation des châteaux. Voyez *Lige éage*.

Comme alors les Seigneurs ne se faisoient aucun scrupule de prendre le bien des pauvres, suivant ces paroles du Moine d'Auxerre dans sa Chronique, *fol. 91. verso. Exactionibus quoque & talliis illicitis minores quique subditi à majoribus oppressi sunt & exhausti*. Ce fut

moins pour secourir ces infortunés qu'ils traitèrent ainsi avec eux, que pour tirer d'eux quelque profit en les secourant: car alors les Seigneurs n'avoient pas seulement besoin d'avoir des Châteaux gardés & fortifiés pour se mettre à couvert contre ces invasions, mais encore contre la violence de leurs ennemis particuliers, parce que les guerres privées étoient tolérées dans le Royaume.

Les traités que les Seigneurs qui avoient droit d'avoir des Châteaux firent avec leurs hommes, furent donc différents, selon que les Seigneurs furent plus ou moins avarés.

Lors qu'ils étoient riches & qu'ils avoient de bons Châteaux avec des personnes à eux pour les garder, au lieu de corvées & de guets, ils stipuloient des redevances annuelles en bled, en vin ou en argent, & en quelques lieux il y en eut qui allerent jusqu'à exiger pour ce sujet de ces pauvres gens la *vingtième partie* des bleds & des vins qu'ils cueilloient dans leur territoire; ce qui fut appelé droit de *vaintain* ou de *sanvement*, & en quelques autres endroits les redevances furent un peu moins onéreuses. Voyez Monsieur Salvain, de l'usage des fiefs, p. 230.

En 1479. Louis XI. par son Ordonnance rapportée dans la partie 3. de l'ancien style du Parlement, tit. 36. §. 12. fixa ces exactions à cinq sols par an; il statua qu'à l'avenir le guet ne se feroit que quand il seroit nécessaire, que ceux qui voudroient le faire ne payeroient rien, & qu'ils seroient seulement occupés depuis le soleil couchant jusqu'au soleil levant, ce qui adoucit beaucoup cette servitude. Voyez Argentré sur l'article 92. de l'ancienne Coutume de Bretagne, & Terrien, liv. 4. chap. 9. où il rapporte une Ordonnance de Louis XII. de l'an 1504. à peu près semblable à celle de Louis XI. J. Chopin de Domania, lib. 3. tit. 18. n. 2. in

Consuetud. Andens. lib. 2. tit. de Honorif. in patron. obseq. n. 5. Boerium decis. 212. Masuer. de taillies n. 22. Benedictum ad caput Raynucius. v. & uxorem.

Non seulement les Seigneurs obligent leurs hommes à faire le guet pour garder leurs châteaux, mais encore pour garder leurs prisons ; ce qui paroît par les paroles suivantes tirées d'une charte de Philippe d'Evreux de l'an 1320. pour les habitans de Meulant. *Lesdits habitans de la ville de Meulant & des Mu-*

riaux... ne sont tenus à guaitier les prisonniers étans en vôtre geole de Meulant; mais se il avenoit que aucun, ou aucuns malfaitours occissent un homme, ou feissent aucun murtre, ou autre meffait, ou aucune malefacion, & il se boutoit en moutier ou en lieu semblable, lesdits habitans seront tenus à guaitier, mais hors la Ville ils n'iront point guaitier, ne n'y seront contrainsts, &c. Voyez le chap. 39. des Etablissemens, & le mot Advouerie.

* **G U I A G E.**] *Guidagium, Guidaticum.* C'est dans la Province de Languedoc un droit dû par les habitans des lieux qui sont au long de la côte de la mer, en vertu duquel ces habitans sont obligez de tenir toutes les nuits des flambeaux allumez sur les Tours les plus élevées, pour servir de guides aux vaisseaux qui sont en mer. Ce droit a été long-temps sans être exigé ; mais il a été ordonné en 1673. par un Arrest du Conseil d'Etat, que ceux qui devoient ce droit, le payeroient à l'avenir. Les Comtes de Tolose levèrent autrefois un impost sur leurs sujets, à l'effet de conserver la seureté des chemins, & cet impost étoit aussi appelé Guiage. *Vid. Altafer. de Ducibus, lib. 2. cap. 18. & Pierre Gariel dans ses Evêques de Maguelone, partie première, pag. 284. lig. 6. de l'édition de 1665.*

GUIDAGE.] C'est bref de conduite, dont il est fait mention en un Concile de Narbonne. * *Vide Chassan. in cons. Burgund. rubr. 2. in v. indire, imposer & lever Aydes, num. 13.)*

* **GUILLE ou GILLE.**] Ce mot est assez frequent dans nos anciens Praticiens, & signifie *dol, tromperie.* Le Roman de la Chasse :

*Là fu li Cuens de Tancarville,
En luy n'est ne barat ne Guille.*

Philippes Moukes, dans son Histoire de France, écrite en vers, pag. 213. col. 1.

*Et quand li Quens Baudouins sot
Comme Alexis ensi mort ot
Par desloyauté & par Gille,
Si reprit à force la ville.*

Page 214. col. 2.

*Tant que Lyasres tost sans Gille,
Promit à l'Empereur sa fille.*

De *Guille* tromperie, on a fait *guillée* ; Car la *guillée* n'est autre chose qu'une pluie qui trompe & qui surprend après un beau soleil, com-

I. Partie.

B b b b

me il arrive souvent au mois de Mars. Qui ne tiroit après cette observation, de l'étymologie de M. Menage. *Giboulée*, dit-il, *ondée*. *Giboulée* de Mars de *nimbus*; de cette manière *nimbus*, *nimbulus*, *nimbulata*, *gnimbulata*, *ghimbulata*. *Giboulée*, on y a préposé un G. comme en *gnatus* pour *natus*, ou *gnobilis* pour *nobilis*. *Guillée* qui signifie la même chose, a la même origine, *gnimbulata*, *ghibulata*, *giboulée*, & par contraction *guillée*, &c.

* *GUI SARME*.] Beaumanoir, chap. 58. C'est une sorte d'armes. Parceval. *Qui prennent haches & guisarmes*.

GULPINE] Auvergne, chap. 21. art. 16. 17. C'est autant que *GUERP*, *GUERPINE* : *GUESVER*, *GUESVEMENT*. * (Voyez sur ces derniers mots, choses *Gayves* & *Gayver*. Loyscau dans son Traité du Déguerpiement, liv. 1. chap. 2. n. 5. Brodeau sur l'art. 79. de la Coutume de Paris, n. 4. & Basnage sur l'article 603. de celle de Normandie.)

GULPIR.] Auvergne, ch. 21. art. 16. 18. * Voyez *Guerpir*.

GURPIR] Bayonne, tit. 8. art. 10. Voyez *Guerpir*, *Guerpison*.

Comme celui qui déguerpit assure à son adversaire la possession de la chose qu'il luy a abandonnée, le *déguerpiement* étoit anciennement appelé *securitas*. Il est encore appelé par cette raison *asseurement* dans les Ordonnances de Mets, & dans les articles 23. 24. 25. 29. 30. 31. &c. des Coutumes générales de la ville de Mets & pays Messin. La preuve de cette observation se tire de la Charte suivante, publiée par Pierre Gariel dans les Evêques de Maguelonne, & de Montpellier, partie 1. p. 100. de l'édition de 1665.

Notitia Guerpitionis, sive Securitatis, quam fecit Bertrandus & mulier sua Berta, de ipso honore, quem vocant Garrigas ad Guillelmum filium Aldiardi, & ad Petrum Guillelmum fratrem suum. Et est ipse honor in pago Magalonensi, & in suburbio Castri Sustanionensis, in Vicaria, qua vocatur Mormolacns, &

quantum ad ipsum honorem pertinet, vel quacumque parte mihi advenierit. Et ego idem Bertrandus super scriptus, & mulier mea Berta super scripta, totum ipsum honorem super scriptum Guerpisco, & finisco de dicta voce fundi, & possessionis ad Guillelmum super scriptum, & ad Petrum fratrem ejus, & de ista hora in antea, non ego Bertrandus, nec mulier mea Berta, nec homo nec femina per nos, nec nullus de heredibus nostris per meam vocem interpellare, neque inquietare usum valeat, nec hodie, nec post hodie. Facta Charta Guerpitionis undecimo Cal. Decembris, regnante Domino nostro J. C. S. Bertrandus, & mulier sua Berta. Et hoc fuit factum in presentia de Domino Guillelmo de Montepostellario, & Bernardo de Vallauquisio, & Alberto de Laureto, & Pontio de Nauzero, & de Bernardo qui hac scripsit.

Fin de la premiere Partie.



